

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat

- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

## **14                    *Droit de cité, établissement, séjour***

### **141                    *Droit de cité***

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

### **142                    *Etablissement et séjour***

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

### **143                    *Papiers d'identité, légalisation des signatures***

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

### **144                    *Insertion des étrangers***

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

## **15                    *Droits fondamentaux***

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

**16                      *Droits politiques***

- 161.1                      Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques  
161.11                    Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15                    Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs  
161.19                    Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

**17                      *Autorités*****170                      *Dispositions générales***

- 170.31                    Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982  
170.41                    Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
- 170.412                   Arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura et du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel des 25 février et 5 mars 2014 fixant le tarif des émoluments perçus par le préposé à la protection des données et de la transparence (Tarif des émoluments CPDT-JUNE)
- 170.42                    Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé  
170.421                   Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé  
170.51                    Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles  
170.511                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel  
170.513                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel  
170.514                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61                    Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française  
170.71                    Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille  
170.801.1                Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812                   Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91                    Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP) du 30 septembre 2020
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (RP) du 30 septembre 2020
171.216	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 18 décembre 2020 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2021-2025
172.111.11	Ordonnance du 18 décembre 2020 relative à l'organisation des départements
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.111.217	Ordonnance du 8 novembre 2016 désignant le service cantonal de coordination en matière de disparitions forcées
172.21	Loi du 17 décembre 2014 relative au calcul des prestations de l'Etat sujettes à compensation
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.61	Loi du 27 avril 2017 concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.01	Ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.02	Ordonnance du 4 février 2014 concernant la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions
173.411.1	Décret du 18 décembre 2013 fixant les traitements des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières
173.411.21	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat
174.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.441	Ordonnance du 21 avril 2020 concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers

173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 7 mai 2019 concernant les indemnités de repas versées au personnel du Service des infrastructures
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement
173.461.916	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant l'indemnisation des membres de commissions et des mandataires extérieurs rattachés à l'Institut agricole du Jura
173.462	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients de service
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Loi du 22 novembre 2017 concernant la prévoyance des membres du Gouvernement
174	<i>Marchés publics</i>
174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics
175	<i>Procédure et juridiction administratives</i>
175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)

# TABLE DES MATIERES

## 1 Etat, peuple, autorités

### 176 *Emoluments*

176.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
176.21	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
176.210.1	Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.2	Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.3	Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.4	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
176.210.5	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.6	Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.7	Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.8	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.9	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.10	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2014 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.11	Arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2015 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.331	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
176.412	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
176.421	Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
176.481	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes et le contrôle des animaux avant abattage
176.511	Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires

### 178 *Service de renseignements juridiques*

178.1	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques
-------	---

178.11 Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

**18** ***Organisation judiciaire, avocats et notaires***

**181** *Organisation judiciaire générale*

181.1 Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000  
 181.111 Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel  
 181.112 Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

**182** *Autorités judiciaires*

182.11 Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000  
 182.12 Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal  
 182.21 Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000  
 182.34 Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes  
 182.35 Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme  
 182.351 Ordonnance du 24 juin 2015 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer  
 182.41 Règlement du Ministère public du 9 mars 2020  
 182.51 Loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs  
 182.61 Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

**186** *Indemnités journalières et de déplacement*

186.1 Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

**187** *Dévolution judiciaire*

187.1 Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

**188** *Avocats*

188.11 Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat  
 188.211 Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat  
 188.41 Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats  
 188.61 Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat

---

<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 24 mai 2016 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 5 septembre 2018 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale



## Loi sur les droits politiques

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 70 à 81 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi s'applique aux élections populaires qui ont lieu dans la République et Canton du Jura, dans les communes municipales, mixtes, bourgeoises et sections de commune, ainsi qu'aux initiatives populaires, aux votes populaires (référendum) et aux demandes de référendum dans le Canton et dans les communes précitées; elle ne s'applique pas aux élections qui ont lieu en assemblée communale.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les règles nécessaires à l'exécution de la présente loi, ainsi qu'à celle de la loi fédérale sur les droits politiques<sup>[3\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> La Chancellerie d'Etat peut, pour le surplus, édicter des directives complétant la présente loi et l'ordonnance afin d'assurer une pratique uniforme, en particulier dans le cadre de la tenue du registre des électeurs, des opérations préalables au scrutin et du dépouillement.<sup>[4\)](#)</sup>

Terminologie

**Art. 1a**<sup>[32\)](#)</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SOUS-TITRE PREMIER : Qualité d'électeur, éligibilité<sup>[4\)](#)</sup>

Electeurs

**Art. 2** <sup>1</sup> Les Suisses, hommes et femmes, âgés de dix-huit ans et domiciliés depuis trente jours dans le Canton, sont électeurs lors des scrutins cantonaux. Ils sont électeurs pour les scrutins de la commune s'ils sont domiciliés depuis trente jours dans la commune.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Possèdent le droit de vote en matière bourgeoise tous les bourgeois et bourgeoises domiciliés dans la commune ou section de commune et qui ont le droit de vote en matière cantonale. Le règlement de la commune bourgeoise peut accorder le droit de vote à tous les bourgeois et bourgeoises jouissant des droits civiques et domiciliés hors de la commune.

<sup>3</sup> Les gens du voyage ont le droit de vote en matière cantonale s'ils s'inscrivent dans le registre des électeurs de leur commune d'origine où ils exercent leur droit de vote.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les Suisses de l'étranger sont électeurs en matière cantonale s'ils s'inscrivent dans le registre des électeurs de leur commune d'origine ou de domicile antérieur; l'exercice de leur droit de vote est régi par les dispositions de la loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger<sup>[6\)](#)</sup> et par la présente loi.<sup>[7\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité ne sont pas électeurs.<sup>[36\)](#)</sup>

#### Etrangers

**Art. 3** <sup>1</sup> Les étrangers domiciliés en Suisse depuis dix ans et dans le Canton depuis un an sont électeurs en matière cantonale.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les étrangers ne participent pas au scrutin touchant la matière constitutionnelle (art. 77, lettres a, b et f, de la Constitution cantonale).

<sup>3</sup> Les étrangers domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis trente jours sont électeurs en matière communale.<sup>[8\)](#)[28\)](#)</sup>

#### Registre des électeurs

**Art. 4** <sup>1</sup> Chaque commune crée un registre des électeurs dont le préposé est nommé par le conseil communal.

<sup>2</sup> Les électeurs sont enregistrés d'office lorsqu'ils réunissent les conditions légales. Ils sont également enregistrés s'ils établissent qu'ils réuniront ces conditions au jour du plus prochain scrutin. Nul ne peut être enregistré dans plus d'une commune.

<sup>2bis</sup> Le registre est informatisé et harmonisé dans tout le Canton.<sup>[32\)](#)[41\)](#)</sup>



<sup>2ter</sup> La Chancellerie d'Etat a accès aux registres communaux des électeurs et peut en traiter les données utiles pendant le temps nécessaire à l'organisation des élections et votations.<sup>[40\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le registre des électeurs est public.

Correction du  
registre

**Art. 5** <sup>1</sup> La personne qui n'est pas enregistrée et qui estime qu'elle devrait l'être peut demander au préposé de compléter le registre.

<sup>2</sup> La décision du préposé peut être attaquée dans les dix jours auprès du conseil communal. Celui-ci statue sans retard.

<sup>3</sup> Tout électeur qui estime qu'une personne est enregistrée à tort peut demander au conseil communal de corriger le registre. La personne dont l'enregistrement est contesté est, si possible, mise en mesure de se défendre.

Eligibilité

**Art. 6** <sup>1</sup> Sont éligibles à toutes les fonctions publiques les Suisses, hommes et femmes, âgés de dix-huit ans, qui ne sont pas protégés par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'incapacité.<sup>[36\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les personnes âgées de seize ans au moins peuvent siéger dans toutes les commissions communales.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques sont éligibles dans les commissions communales et aux postes de fonctionnaires communaux.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques sont éligibles :

- dans les conseils de ville et dans les conseils généraux;
- à la présidence et à la vice-présidence des assemblées communales;
- et dans les conseils communaux, à l'exception de la mairie.<sup>[11\)](#)[37\)](#)</sup>

**Art. 7 à 10**<sup>[12\)](#)</sup>

## SOUS-TITRE II : Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin **Art. 11** Les scrutins ont lieu dans les communes. Le droit de vote est exercé en principe dans la commune où l'électeur possède son domicile.

Temps du scrutin **Art. 12** <sup>1</sup> Le dimanche est le jour du scrutin.

<sup>2</sup> Le conseil communal peut ouvrir le scrutin dès le vendredi.[33\)](#)

Matériel de vote **Art. 13** <sup>1</sup> La qualité d'électeur est établie par la présentation de la carte d'électeur.

1bis ...[13\)](#)

<sup>2</sup> Le droit de vote est exercé au moyen d'un bulletin officiel.

Fourniture du matériel de vote **Art. 14** <sup>1</sup> Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le jour du scrutin, leur carte d'électeur, ainsi que le ou les bulletins officiels et, s'il s'agit d'un référendum, le texte soumis au vote.[41\)](#)

<sup>2</sup> Des bulletins officiels sont mis à la disposition des électeurs dans les administrations communales et dans les locaux de vote.

<sup>3</sup> L'Etat ou la commune prend en charge les frais d'impression et de distribution des bulletins officiels.[7\)](#)

<sup>3bis</sup> Lors d'élections selon le système proportionnel, l'alinéa 3 n'est applicable qu'aux listes ayant obtenu au moins trois pour cent des suffrages exprimés ou un élu dans la circonscription. Les frais d'impression et de distribution des listes n'ayant pas obtenu ce résultat sont à charge des candidats figurant sur la liste, tenus de les payer solidairement, ou à charge de la personne morale ayant présenté la liste.[14\)28\)](#)

<sup>3ter</sup> Lors d'élections selon le système majoritaire, l'alinéa 3 n'est applicable qu'aux candidats ayant obtenu un nombre de suffrages équivalant à trois pour cent au moins du nombre des bulletins valables. Les frais d'impression et de distribution des bulletins des candidats n'ayant pas obtenu ce résultat sont à leur charge.[14\)28\)](#)

<sup>4</sup> Les bulletins supplémentaires sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.<sup>[10](#)</sup>

Distribution de la  
propagande des  
partis

**Art. 14a**<sup>[32](#)</sup> <sup>1</sup> Les communes distribuent la propagande des partis politiques.

<sup>2</sup> Ceux-ci collaborent autant que possible à cette tâche.

Bureau électoral

**Art. 15** <sup>1</sup> Chaque commune constitue un bureau électoral désigné par le conseil communal; il est composé d'au moins trois électeurs domiciliés dans son ressort, et d'au moins cinq lors d'élections; dans ce dernier cas, les forces politiques y sont équitablement représentées; plusieurs communes peuvent former un bureau électoral.<sup>[8](#)</sup>

<sup>2</sup> La participation au bureau électoral est un devoir auquel nul ne peut se soustraire sans justes motifs.

<sup>3</sup> Le bureau électoral veille à la régularité du scrutin et procède au dépouillement.

Vote personnel à  
l'urne

**Art. 16** <sup>1</sup> Les électeurs déposent personnellement leur bulletin dans l'urne; la carte d'électeur est déposée dans une urne séparée.<sup>[15](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[34](#)</sup>

<sup>3</sup> Le bureau électoral prend les mesures propres à permettre aux invalides de participer au vote lorsqu'ils sont incapables d'accomplir eux-mêmes les actes nécessaires.

**Art. 17**<sup>[34](#)</sup>

Vote par  
correspondance

**Art. 18** <sup>1</sup> L'électeur peut voter par correspondance dès qu'il a reçu sa carte et le matériel nécessaire. Le matériel de vote permet l'identification de l'électeur ayant voté par correspondance tout en garantissant le secret du vote.<sup>[15](#)</sup>

<sup>2</sup> Le vote peut être exercé de n'importe quel endroit.<sup>[15](#)</sup>

<sup>2bis</sup> L'enveloppe de vote peut également être remise directement à l'administration communale avant le scrutin durant les heures d'ouverture du bureau communal.<sup>[32](#)</sup>

<sup>3</sup> ... [42\)](#)

<sup>4</sup> Les Suisses de l'étranger inscrits dans le registre des électeurs reçoivent le matériel de vote par correspondance sans en faire la demande au préalable. [14\)](#)

Secret du vote **Art. 19** <sup>1</sup> Le secret du vote doit être assuré.

<sup>2</sup> Les bulletins envoyés par correspondance sont introduits dans l'urne avant le dépouillement du scrutin. [33\)](#)

Timbre **Art. 20** Tous les bulletins doivent recevoir le timbre du bureau électoral avant d'être introduits dans l'urne.

Bulletins nuls **Art. 21** Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) lors d'un vote, les bulletins qui ne sont pas remplis à la main; lors d'une élection, les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent d'en reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin;
- g) ... [16\)](#)
- h) ... [34\)](#)

### SOUS-TITRE III : Autres dispositions

Calendrier des élections **Art. 22** <sup>1</sup> L'élection du Parlement et celle du Gouvernement ont lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre. [2\)](#)

<sup>2</sup> L'élection des conseils généraux, des conseils communaux, des maires, des présidents et vice-présidents des assemblées a lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement. [8\)33\)](#)

<sup>3</sup> Le règlement de la commune bourgeoise fixe le calendrier des élections bourgeoises.

<sup>4</sup> L'élection des conseillers aux Etats a lieu le même jour que celle du Conseil national.

Commencement  
de la  
législature<sup>33)</sup>

**Art. 23<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement se constitue durant la troisième semaine de décembre qui suit son élection; à cette occasion, il procède à l'élection des autorités qui relèvent de sa compétence.

<sup>2</sup> Le Gouvernement se constitue le lendemain.

<sup>3</sup> Les autres autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

<sup>4</sup> Les charges des anciennes autorités prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

<sup>5</sup> L'autorité de recours peut, au besoin, prolonger la période de fonction des anciennes autorités en cas de recours dirigé contre l'élection des nouvelles autorités.

Organisation des  
scrutins

**Art. 24** A moins que la présente loi n'en dispose autrement, le Gouvernement prend les mesures qui se rapportent aux scrutins du Canton; les conseils communaux prennent celles qui se rapportent aux scrutins des communes.<sup>2)</sup>

Moyens de  
contrôle

**Art. 24a<sup>40)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance ou sous la forme de décisions ponctuelles justifiées par les circonstances dans le cadre d'un scrutin, prévoir des moyens de contrôle et des modalités particulières quant à l'exercice du droit de vote.

<sup>2</sup> Il peut notamment prévoir :

- a) le recours à des observateurs;
- b) des contrôles pendant l'exercice du droit de vote, pendant le dépouillement et a posteriori.

Publication des  
résultats des  
scrutins

**Art. 25<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat vérifie et publie le résultat des scrutins.

<sup>2</sup> Le conseil communal procède à la publication des résultats selon l'usage local.

**Art. 26<sup>17)</sup>**

Constatation du  
résultat des  
scrutins

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Parlement constate, dans sa séance constitutive, le résultat de son élection, ainsi que celui de l'élection des suppléants.

<sup>2</sup> Le Gouvernement constate le résultat des autres élections du Canton et celui des scrutins cantonaux.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le conseil communal constate le résultat des scrutins communaux.

<sup>4</sup> ...<sup>[17\)](#)</sup>

Tirage au sort **Art. 28** Quand la loi s'en remet au tirage au sort, l'opération incombe au président du Tribunal cantonal, qui procède comme il lui semble opportun.

## TITRE II : Election du Parlement

Périodicité **Art. 29** Le Parlement est composé de soixante membres élus simultanément pour une durée de cinq ans.<sup>[33\)](#)</sup>

Réélection **Art. 29a**<sup>[18\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les députés et les suppléants ne sont rééligibles que deux fois consécutivement.

<sup>2</sup> En cas d'accession à la fonction de suppléant en cours de législature, la période n'est pas prise en considération.

<sup>3</sup> Toute période entamée est réputée complète.

<sup>4</sup> La période commence le jour de la séance constitutive du Parlement.

Circonscriptions électorales **Art. 30** L'élection a lieu par district.

Répartition des sièges entre les circonscriptions **Art. 31** Les sièges du Parlement sont répartis entre les districts selon les règles suivantes :

- a) trois sièges sont attribués à chaque district;
- b) <sup>[33\)](#)</sup><sup>[41\)](#)</sup> la population résidante au 31 décembre de la deuxième année précédant l'élection est divisée par le nombre des sièges qui n'ont pas été attribués dans la première répartition; le résultat, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, est le quotient; chaque district reçoit autant de sièges que le chiffre de sa population de résidence contient de fois le quotient;
- c) les sièges qui n'ont pas été attribués lors de la deuxième répartition sont attribués aux districts qui ont obtenu les restes les plus forts.

## Système électoral

**Art. 32** Le Parlement est élu selon le système de la représentation proportionnelle.

## Listes

**Art. 33** <sup>1</sup> Pour chaque district, les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures. [7\)3341\)\)](#)

<sup>2</sup> Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges dans le district.

<sup>3</sup> Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession, le domicile (adresse exacte) et le lieu d'origine des candidats.

<sup>4</sup> Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

<sup>5</sup> Chaque liste doit porter la signature manuscrite d'au moins trente électeurs domiciliés dans le district, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste. [8\)](#)

<sup>6</sup> Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

## Domicile

**Art. 34** <sup>1</sup> Le député est domicilié dans sa circonscription électorale.

<sup>2</sup> En cas de fusion de sa commune de domicile et du rattachement de celle-ci à un autre district, le député exerce son mandat jusqu'à la fin de la législature pour laquelle il a été élu. [31\)](#)

## Candidatures multiples

**Art. 35** Nul ne peut être candidat dans plus d'un district ou sur plus d'une liste du même district. S'il y a lieu, un délai d'option est imparti. Faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.

## Corrections et compléments

**Art. 36** <sup>1</sup> Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le vendredi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures. [7\)33\)41\)](#)

<sup>2</sup> Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures. [7\)33\)41\)](#)

<sup>3</sup> Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme non écrites.

Bulletins officiels **Art. 37<sup>41)</sup>** Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés reproduisant les listes du district (avec le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et le domicile des candidats) et un bulletin officiel blanc.

Manières de voter **Art. 38** <sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans le district.

<sup>2</sup> Il peut voter de l'une des manières suivantes :

- a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier;
- b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms<sup>8)</sup>, en en cumulant d'autres ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage).

Dans ces deux cas (a et b), les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête du bulletin;

- c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats du district, en en cumulant s'il lui plaît;
- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> Aucun candidat ne peut recevoir plus de deux suffrages par bulletin.

<sup>4</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du résultat **Art. 39** <sup>1</sup> Après la clôture du scrutin, les bureaux électoraux établissent, et la Chancellerie d'Etat<sup>8)</sup> récapitule pour chaque district :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;<sup>8)</sup>
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le nombre des suffrages de chaque liste (suffrages nominatifs et suffrages complémentaires);



f) le nombre des suffrages inutilisés.

<sup>2</sup> Aux fins de déterminer le résultat selon des techniques nouvelles, le Gouvernement peut édicter des dispositions dérogeant au présent article.<sup>10)</sup>

Répartition des  
sièges entre les  
listes

**Art. 40** Dans chaque district, les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges du district, augmenté d'un; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral;<sup>8)</sup>
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un.

Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient.  
L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis.  
En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide.

Désignation des  
élus

**Art. 41** <sup>1</sup> Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

<sup>2</sup> Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort décide.

Election tacite

**Art. 42** Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges du district, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en  
surnombre

**Art. 43** Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant  
la législature

**Art. 44** <sup>1</sup> En cas de vacance durant la législature, le député qui quitte le Parlement est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

<sup>2</sup> S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote; faute de désignation dans le délai imparti, on procède à une élection complémentaire.<sup>[8\)](#)</sup>

Election  
complémentaire

**Art. 45** <sup>1</sup> Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

<sup>2</sup> Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

**Art. 46** Si, dans l'un quelconque des cas d'élection, aucune liste n'a été déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

### TITRE III : Election des suppléants

Principe

**Art. 47** <sup>1</sup> Les électeurs élisent les suppléants en même temps que les membres du Parlement.

<sup>2</sup> Les suppléants remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura<sup>[45\)](#)</sup> définit leurs droits et obligations.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>[44\)](#)</sup>

Listes

**Art. 48** Il sera établi une seule liste pour l'élection des députés et des suppléants.

Désignation des  
suppléants

**Art. 49** <sup>1</sup> La liste qui obtient un ou deux sièges a droit à un suppléant. Celle qui obtient de trois à six sièges a droit à deux suppléants. Celle qui obtient de sept à dix sièges a droit à trois suppléants. Celle qui obtient plus de dix sièges a droit à quatre suppléants.

<sup>2</sup> Les suppléants élus sont les premiers "viennent ensuite" après les députés.

<sup>3</sup> En cas de vacance concernant les suppléants, sont applicables les mêmes règles que pour les députés.

Renvoi **Art. 50** Pour le surplus, sont applicables les règles qui régissent l'élection du Parlement.

#### **TITRE IV : Election du Gouvernement**

Périodicité **Art. 51**<sup>33)</sup> Le Gouvernement est composé de cinq membres élus simultanément pour une durée de cinq ans.

Circonscription électorale **Art. 52** L'élection a lieu dans le Canton, qui constitue une seule circonscription.

Système électoral **Art. 53** Le Gouvernement est élu selon le système de la majoritaire à deux tours.

Actes de candidature **Art. 54**<sup>1</sup> Les actes de candidature doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>7)33)41)</sup>

<sup>2</sup> L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession, le domicile (adresse exacte) et le lieu d'origine du candidat.

<sup>3</sup> Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinquante électeurs domiciliés dans le Canton, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> Les signataires peuvent grouper les candidatures. Ils n'en peuvent pas présenter plus de cinq.

Domicile **Art. 55** Les membres du Gouvernement sont domiciliés dans le Canton.

Corrections et compléments **Art. 56**<sup>1</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>7)33)41)</sup>

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être complétés que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>8)41)</sup>

<sup>3</sup> La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

Report de  
l'élection

**Art. 57<sup>33)</sup>** Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires et fixe les délais. Il peut en particulier déroger aux délais fixés par la présente loi, notamment à l'article 23, alinéa 2.

Bulletins officiels

**Art. 58<sup>41)</sup>** Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidats et un bulletin officiel blanc. Si un acte de candidature est complété ultérieurement, le Gouvernement distribue un nouveau bulletin officiel imprimé.

Manière de voter

**Art. 59** <sup>1</sup> Chaque électeur dispose de cinq suffrages.

<sup>2</sup> Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.

<sup>3</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Détermination du  
résultat

**Art. 60** Après la clôture du scrutin, les bureaux électoraux établissent, et la Chancellerie d'Etat<sup>8)</sup> récapitule pour le Canton :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;<sup>8)</sup>
- c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Désignation des  
élus

**Art. 61** <sup>1</sup> Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).

<sup>2</sup> Si plus de cinq candidats ont obtenu la majorité absolue, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.

Ballottage

**Art. 62** <sup>1</sup> Si moins de cinq candidats ont obtenu la majorité absolue (ballottage), il est procédé à un second tour de scrutin pour les sièges qui restent à pourvoir.

<sup>2</sup> Le second tour du scrutin a lieu le troisième dimanche après le premier tour.<sup>[15\)](#)</sup>

Candidatures  
pour le second  
tour

**Art. 63** <sup>1</sup> Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le deuxième tour.

<sup>2</sup> Les candidatures doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat le mercredi qui suit le premier tour, à 12 heures. Elles sont rendues publiques par le Journal officiel.<sup>[15\)](#)[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour et qui ont obtenu au moins cinq pour cent des suffrages exprimés.<sup>[41\)](#)</sup>

Matériel de vote

**Art. 64**<sup>[15\)](#)</sup> Les communes font parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Manière de voter

**Art. 65** Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.

Désignation des  
élus au second  
tour

**Art. 66** Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi

**Art. 67** Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Election tacite

**Art. 68** <sup>1</sup> Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

<sup>2</sup> S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance  
pendant la  
législature

**Art. 69**<sup>[33\)](#)</sup> <sup>1</sup> En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système de la majoritaire à deux tours.

<sup>2</sup> Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de listes **Art. 70** Si, dans l'un quelconque des cas d'élection, aucun acte de candidature n'a été déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

## **TITRE V : Election des députés au Conseil des Etats**

Périodicité **Art. 71** Les deux députés au Conseil des Etats sont élus simultanément pour une durée de quatre ans.

Circonscription électorale **Art. 72** L'élection a lieu dans le Canton, qui constitue une seule circonscription.

Système électoral **Art. 73** Les députés au Conseil des Etats sont élus selon le système de la représentation proportionnelle.

Renvoi **Art. 74** Les dispositions qui régissent l'élection du Parlement sont applicables par analogie, sous réserve de celles qui suivent.

Listes **Art. 75** <sup>1</sup> Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures. [8\)33\)41\)](#)

<sup>2</sup> Chaque liste doit porter la signature manuscrite du ou des candidats et celle d'au moins cinquante électeurs domiciliés dans le Canton, dont deux mandataires et un suppléant; si ceux-ci ne sont pas désignés, sont considérés comme tels les électeurs dont le nom figure en tête de liste. [8\)](#)

<sup>3</sup> La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

<sup>4</sup> Les listes peuvent être corrigées au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures; elles ne peuvent être complétées que si un candidat devient inéligible; ce complément peut être apporté au plus tard le lundi de la deuxième semaine qui précède l'élection, à 12 heures. [8\)33\)41\)](#)

Report de l'élection **Art. 76** [8\)](#) Si un candidat devient inéligible entre le lundi de la deuxième semaine qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée au deuxième dimanche suivant; le Gouvernement prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

Manière de voter **Art. 77** <sup>1</sup> L'électeur dispose de deux suffrages. Il vote pour un ou pour deux candidats.

<sup>2</sup> Il ne peut donner qu'un suffrage à un candidat.

Elections  
complémentaires

**Art. 78** <sup>1</sup> En cas de vacance pendant la législature, le député sortant est remplacé par le candidat de la même liste qui n'a pas été élu lors de la dernière élection. A défaut, les signataires de la liste à laquelle appartenait le député ont le droit de présenter une candidature qui doit être approuvée par au moins trente signataires. Le candidat proposé est élu tacitement. Si les signataires de la liste initiale ne font pas usage de leur droit de présenter un candidat, un scrutin a lieu à la majorité relative.<sup>[33](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de double vacance simultanée durant la législature, et à défaut de remplaçants, on procède à une élection complémentaire selon le système de la représentation proportionnelle.<sup>[8](#)</sup>

<sup>3</sup> Les députés élus en cours de période le sont pour la fin de la période.

## **TITRE V<sup>bis</sup> : Election des députés au Conseil national<sup>[11](#)</sup>**

Listes

**Art. 78a**<sup>[11](#)[33](#)[41](#)</sup> Les listes de candidats doivent parvenir à la Chancellerie d'Etat au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

## **TITRE VI<sup>[9](#)</sup>**

### **Art. 79 et 80<sup>[9](#)</sup>**

## **TITRE VII : Elections communales<sup>[19](#)</sup>**

Dispositions  
communes

**Art. 81**<sup>[8](#)</sup> <sup>1</sup> La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

<sup>1bis</sup> Lors d'une fusion de communes, les anciennes circonscriptions électorales peuvent être maintenues pour l'élection au conseil communal et au conseil général jusqu'à la fin de la législature au cours de laquelle la fusion prend effet. La convention de fusion règle la répartition des sièges.<sup>[38](#)</sup>

<sup>2</sup> La législature de toutes les autorités communales est de cinq ans, sauf disposition fédérale ou cantonale contraire.<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les dispositions d'exécution relatives aux élections communales; il arrête en particulier les dispositions applicables à toutes les communes dont la réglementation n'a pas été adaptée à la présente loi.

<sup>4</sup> Les listes et les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune; pour l'élection des conseils généraux, ce nombre est porté à vingt électeurs.<sup>20)</sup>

<sup>4bis</sup> Pour l'élection du conseil communal et du conseil général de communes nouvellement fusionnées, organisées transitoirement en plusieurs circonscriptions, les électeurs autorisés à apposer leur signature sur les listes de candidature sont ceux de la circonscription. Les listes de candidature pour l'élection du conseil général doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la circonscription.<sup>[38\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les élus sont domiciliés dans la commune; demeurent réservées les dispositions contraires des règlements des communes bourgeoises.

Système de la  
représentation  
proportionnelle

**Art. 82<sup>[8\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Est applicable le système de la représentation proportionnelle, selon les dispositions de la présente loi, pour l'élection :

- a) du conseil général dans les communes qui possèdent un tel organe;
- b) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévienne le système majoritaire;
- c) de tous les autres organes des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, a lieu aux urnes selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 82a, les dispositions qui régissent l'élection du Parlement sont applicables par analogie.<sup>[7\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le règlement d'organisation peut prévoir la possibilité de supprimer le cumul des candidats; il peut aussi prévoir l'élection de suppléants pour le conseil général.

Listes,  
corrections et  
compléments

**Art. 82a<sup>[14\)](#)[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les listes des candidats doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>[33\)](#)</sup>



<sup>2</sup> Les personnes qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal au plus tard le vendredi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les mandataires de la liste la corrigent, ou la complètent s'il y a lieu, au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

Système  
majoritaire

**Art. 83<sup>[8\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Est applicable le système majoritaire à deux tours, selon les dispositions de la présente loi, pour l'élection :

- a) du maire;
- b) du président et du vice-président des assemblées communales;
- c) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système de la représentation proportionnelle;
- d) des autres autorités des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune, de leurs fonctionnaires et enseignants qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, a lieu aux urnes selon le système majoritaire.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 83a, les dispositions qui régissent l'élection du Gouvernement sont applicables par analogie.<sup>[7\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si le nombre des actes de candidature, dans l'un des cas mentionnés ci-dessus, est supérieur à trois, le conseil communal peut ne distribuer qu'un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

<sup>4</sup> Les dispositions du décret sur la protection des minorités<sup>[21\)](#)</sup> demeurent réservées.

Actes de  
candidature,  
corrections

**Art. 83a<sup>[14\)](#)[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les actes de candidature doivent parvenir au conseil communal au plus tard le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés au plus tard le lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.

Elections selon  
le règlement  
d'organisation

**Art. 84<sup>[8\)](#)</sup>** Dans les cas non visés aux articles 82 et 83, le règlement d'organisation peut prévoir que l'élection des autorités et des fonctionnaires a lieu en assemblée, selon les dispositions dudit règlement.

## TITRE XI : Initiative populaire cantonale

Listes de  
signatures

**Art. 85** <sup>1</sup> Lorsqu'une initiative populaire est présentée en vue de la signature, la liste de signatures (feuille, page, carte) doit contenir les indications suivantes :

- a) la commune politique où le signataire est enregistré;
- a<sup>bis</sup>) [29\)](#) la désignation du type de l'initiative (conçue en termes généraux ou rédigée de toutes pièces);
- b) le texte de l'initiative;
- c) une clause de retrait;
- d) le nom et l'adresse d'au moins sept auteurs de l'initiative (comité d'initiative).

<sup>1bis</sup> L'initiative rédigée de toutes pièces doit en outre contenir l'indication exacte des normes constitutionnelles ou légales dont elle vise l'adoption, l'abrogation ou la modification ainsi que, le cas échéant, l'énoncé précis des normes à adopter. [29\)](#)

<sup>2</sup> La Chancellerie d'Etat vérifie, avant la récolte des signatures, si la liste satisfait aux exigences des alinéas 1 et 1<sup>bis</sup>. [8\)28\)](#)

<sup>3</sup> Si tel est le cas, elle publie le titre éventuel et le texte de l'initiative dans le Journal officiel. [10\)](#)

<sup>4</sup> Les auteurs de l'initiative déposent des listes dans les secrétariats communaux. [10\)](#)

Manière de  
signer

**Art. 86** <sup>1</sup> L'électeur doit apposer de sa main et lisiblement son nom, son prénom, son année de naissance, son adresse et sa signature sur la liste de signatures.

<sup>2</sup> Il ne peut signer qu'une fois la même initiative.

Attestation

**Art. 87** <sup>1</sup> Les signatures doivent être attestées par l'administration communale.

<sup>2</sup> L'attestation n'est pas donnée lorsque le signataire ne peut pas être identifié ou lorsqu'il n'est pas inscrit dans le registre des électeurs de la commune politique qui est indiquée sur la liste de signatures.

Signatures nulles	<p><b>Art. 88</b> Sont nulles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les signatures qui figurent sur des listes qui ne contiennent pas les indications légales;</li> <li>b) les signatures qui ne sont pas attestées;</li> <li>c) les signatures qui sont apposées par une personne qui a déjà signé.</li> </ul>
Validation de l'initiative	<p><b>Art. 89</b> <sup>1</sup> Au plus tard douze mois après la publication du texte dans le Journal officiel, l'initiative est remise au Gouvernement, qui constate si elle est valable en la forme; si elle l'est, il la soumet sans retard au Parlement.<sup>8)</sup></p> <p><sup>2</sup> Le Parlement constate si l'initiative est valable au fond, après avoir pris contact avec les représentants du comité d'initiative.</p>
Traitement de l'initiative a) En général	<p><b>Art. 90</b><sup>15)</sup> <sup>1</sup> La décision du Parlement portant sur la validité de l'initiative doit intervenir dans les six mois qui suivent le jour où elle a été remise au Gouvernement.</p> <p><sup>2</sup> Le Parlement doit traiter l'initiative dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide.<sup>28)</sup></p> <p><sup>3</sup> Avant de traiter l'initiative, il entend les représentants du comité d'initiative.<sup>28)</sup></p> <p><sup>4</sup> ...<sup>30)</sup></p> <p><sup>5</sup> ...<sup>30)</sup></p>
b) Initiative conçue en termes généraux	<p><b>Art. 90a</b><sup>11)28)</sup> <sup>1</sup> Le Parlement traite une initiative conçue en termes généraux valable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) en élaborant des dispositions constitutionnelles ou légales;</li> <li>b) en opposant à l'initiative un contre-projet conçu en termes généraux;</li> <li>c) ou encore en décidant de n'édicter aucune norme constitutionnelle ou légale, à savoir de ne pas donner suite à l'initiative.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Les normes constitutionnelles ou légales élaborées à la suite d'une initiative conçue en termes généraux (al. 1, lettre a) sont adoptées selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.</p>
c) Initiative rédigée de toutes pièces	<p><b>Art. 90b</b><sup>11)28)</sup> <sup>1</sup> Le Parlement traite une initiative rédigée de toutes pièces valable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) en acceptant l'initiative;</li> </ul>

- b) en opposant à l'initiative un contre-projet rédigé de toutes pièces;
- c) ou encore en décidant de ne pas donner suite à l'initiative.

<sup>2</sup> Les textes de l'initiative et du contre-projet sont adoptés selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.

Vote sur  
l'initiative

**Art. 90c<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> L'initiative est soumise au vote populaire lorsque le Parlement n'y satisfait pas, à savoir :

- a) lorsqu'il décide d'y opposer un contre-projet (art. 90a, al. 1, lettre b, et 90b, al. 1, lettre b);
- b) lorsqu'il décide de ne pas donner suite à une initiative (art. 90a, al. 1, lettre c, et 90b, al. 1, lettre c);
- c) lorsqu'il ne traite pas l'initiative dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide.

<sup>2</sup> Le retrait de l'initiative au sens de l'article 91 est réservé.

Traitement tardif  
ou insuffisant

**Art. 90d<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement doit avoir traité l'initiative (art. 90a, al. 1, et 90b, al. 1) dans les deux ans qui suivent le jour où il l'a déclarée valide. Une simple option prise par le Parlement en faveur de l'une des possibilités énumérées aux articles 90a, alinéa 1, et 90b, alinéa 1, n'est pas suffisante.

<sup>2</sup> Passé ce délai, le Parlement ne peut plus traiter l'objet visé par l'initiative avant de connaître le résultat du vote populaire.

Initiative conçue  
en termes  
généraux ou  
contre-projet  
accepté

**Art. 90e<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Si le peuple accepte l'initiative conçue en termes généraux ou, le cas échéant, le contre-projet, le Parlement doit légiférer dans les deux ans qui suivent le vote populaire.

<sup>2</sup> Les normes constitutionnelles ou légales consécutives à une initiative conçue en termes généraux ou à un contre-projet sont adoptées selon la procédure législative ordinaire applicable à ces normes.

Initiative rédigée  
de toutes pièces  
ou contre-projet  
accepté

**Art. 90f<sup>29)</sup>** Si le peuple accepte l'initiative rédigée de toutes pièces ou, le cas échéant, le contre-projet, le Gouvernement en fixe, si nécessaire, l'entrée en vigueur au plus tard dans l'année qui suit.

Retrait d'une  
initiative

**Art. 91<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Une initiative peut être retirée tant que le Parlement ne l'a pas traitée.

<sup>2</sup> Au surplus, elle ne peut être retirée que dans les trente jours qui suivent :

- a) l'adoption par le Parlement d'un contre-projet à l'initiative;

- b) la décision du Parlement de ne pas donner suite à l'initiative;
- c) l'échéance du délai de deux ans qui suit le jour où l'initiative a été déclarée valide par le Parlement, si celui-ci ne l'a pas traitée dans ce délai.

<sup>3</sup> Le retrait est décidé par le comité d'initiative statuant à la majorité de ses membres.

Information

**Art. 92<sup>8)</sup>** Un message explicatif du Gouvernement est adressé aux électeurs; il reflète objectivement les arguments pour et contre le projet soumis au vote.

Vote populaire  
sur une initiative  
et sur un contre-  
projet

**Art. 93** <sup>1</sup> Lorsqu'une initiative et un contre-projet sont présentés ensemble au vote populaire, l'électeur peut voter pour l'une et pour l'autre.

<sup>2</sup> La majorité se calcule sur l'ensemble des votants. Si les deux projets sont acceptés, celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix est adopté.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, la proposition qui recueille le moins de voix négatives est acceptée.

## TITRE XII : Référendum cantonal

Délai pour le  
référendum  
facultatif

**Art. 94** Lorsque le référendum est facultatif, il doit être demandé dans les soixante jours qui suivent la publication, dans le Journal officiel, de l'acte attaquant.

Liste de  
signatures

**Art. 95** <sup>1</sup> Lorsqu'une demande de référendum est présentée en vue de la signature, la liste de signatures (feuille, page, carte) doit contenir les indications suivantes :

- a) la commune politique où le signataire est enregistré;
- b) la désignation de l'acte attaqué, avec le titre et la date de l'adoption par le Parlement.

<sup>2</sup> Les auteurs du référendum déposent des listes dans les secrétariats communaux.<sup>8)</sup>

Renvoi

**Art. 96** <sup>1</sup> Les dispositions relatives à l'initiative populaire qui concernent la signature, l'attestation, les causes de nullité ainsi que le contenu du message sont applicables à la demande de référendum.

<sup>2</sup> La demande de référendum ne peut pas être retirée.

Validation de la  
demande de  
référéndum

**Art. 97** La demande de référéndum est remise au Gouvernement, qui constate si elle est faite en temps utile et si elle est valable en la forme.

Organisation du  
vote populaire

**Art. 98** Le Gouvernement organise le vote populaire quand le référéndum est obligatoire, ou quand il a été valablement demandé, ou quand le Parlement l'a décidé.

Détermination du  
résultat

**Art. 99** L'acte soumis au vote populaire est accepté si la majorité des votants l'approuve. Les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptés.

### TITRE XIII : Initiative et demande de référéndum des communes

Autorité  
compétente

**Art. 100** <sup>1</sup> Dans les cas où des communes déposent une initiative, la décision dans chaque commune est prise, sauf disposition contraire du règlement communal, par l'assemblée communale ou par le conseil général.

<sup>2</sup> En cas de demande de référéndum, la décision de la commune est prise par l'assemblée communale ou par le conseil général.

Retrait d'une  
initiative

**Art. 101** <sup>1</sup> Le retrait de l'initiative peut être décidé par la majorité des communes qui l'ont déposée. La décision est prise, dans chaque commune, sauf disposition contraire du règlement communal, par l'assemblée communale ou par le conseil général.

<sup>2</sup> Le délai prescrit pour le retrait d'une initiative populaire vaut pour le retrait d'une initiative de communes.

### TITRE XIV : Initiative populaire dans les communes

Principe

**Art. 102** <sup>1</sup> Un dixième des électeurs de la commune ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans le règlement communal peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal.

Communes sans  
conseil général

**Art. 103** <sup>1</sup> Dans les communes qui n'ont pas de conseil général, le conseil communal, après avoir constaté que l'initiative est valable en la forme, la soumet à l'assemblée communale qui suit.

<sup>2</sup> L'initiative doit contenir un texte formulé. L'assemblée communale se prononce également sur d'éventuels contre-projets.

Communes à  
conseil général

**Art. 104** <sup>1</sup> Dans les communes qui ont un conseil général, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie à la récolte des signatures. Le comité d'initiative comprend cinq membres au moins. Le conseil communal constate si l'initiative est valable en la forme et donne son avis sur le fond; le conseil général si elle l'est quant au fond.

<sup>2</sup> L'initiative peut contenir un texte formulé. Dans ce cas, le conseil général doit, dans le délai d'un an, l'approuver sans modification ou le soumettre au vote populaire en lui opposant, s'il le juge opportun, un contre-projet. L'électeur peut alors voter pour l'un et pour l'autre.

<sup>3</sup> Si l'initiative ne contient qu'une proposition générale, les dispositions sur l'initiative populaire cantonale sont applicables par analogie. Le conseil général a un an pour se déterminer et, dans le cas où les électeurs acceptent l'initiative ou un contre-projet, un an pour y satisfaire.

## TITRE XV : Référendum dans les communes

Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Dans les communes qui ont un conseil général, les décisions de celui-ci sont soumises au vote populaire si un dixième des électeurs de la commune ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans le règlement communal le demandent.

<sup>2</sup> Ne sont toutefois pas soumises au vote populaire les décisions du conseil général :

- a) qui sont strictement personnelles;
- b) qui portent sur le dépôt ou le retrait d'une initiative cantonale ou sur une demande de référendum cantonal (art. 100 et 101).

Délai

**Art. 106** <sup>1</sup> La demande doit être faite dans les trente jours qui suivent la publication de la décision contestée.

<sup>2</sup> La demande de référendum est remise au conseil communal. <sup>10)</sup>

Renvoi

**Art. 107** <sup>8)</sup> Les dispositions relatives au référendum cantonal sont applicables par analogie.

## TITRE XVI : Voies de recours

Recours  
à la Cour  
constitutionnelle

**Art. 108** <sup>1</sup> Peuvent être portés devant la Cour constitutionnelle les décisions et autres actes relatifs<sup>7)</sup> :

- a) à l'enregistrement des électeurs;
- b) à l'élection des députés et des suppléants au Parlement, des membres du Gouvernement et des députés au Conseil des Etats;<sup>2)</sup>
- c) aux initiatives populaires et aux initiatives des communes en matière cantonale ainsi qu'aux initiatives populaires en matière communale;
- d) aux référendums (votes populaires) et aux demandes de référendum en matière cantonale, ainsi qu'aux demandes de référendum en matière communale.

<sup>2</sup> Le droit de recourir appartient à chaque électeur. En matière communale, il appartient à chaque électeur de la commune.<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> Le recours doit être déposé dans les dix jours qui suivent la découverte du motif du recours; s'il est dirigé contre le scrutin même, il peut encore être déposé dans les trois jours qui suivent la publication des résultats du scrutin dans le Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.<sup>7)41)</sup>

**Art. 109**<sup>27)</sup>

Recours au juge  
administratif

**Art. 110** Peuvent être portées devant le juge administratif<sup>2)</sup> les décisions relatives :

- a)<sup>39)</sup> à l'élection des conseillers généraux, des conseillers communaux, des maires, des présidents des assemblées, ainsi qu'à toute autre élection communale par voie de scrutin populaire;
- b) aux référendums (votes populaires) en matière communale.

Droit de recours

**Art. 111**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Dans les cas visés à l'article 110, le droit de recours appartient à chaque électeur de la commune; demeure réservé l'article 58, alinéa 1, de la loi sur les communes<sup>22)</sup>.

<sup>2</sup> L'article 108, alinéa 3, est applicable pour le délai de recours.

Recours contre  
les décisions du  
juge administratif

**Art. 112**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Les décisions du juge administratif en matière d'élection ou de vote populaire (référendum) peuvent être portées, dans les dix jours qui suivent la décision attaquée, devant la Cour constitutionnelle.



<sup>2</sup> Le droit de recourir appartient aux personnes et aux autorités qui ont participé à la procédure devant le juge administratif. Lorsque le juge administratif admet le recours, tout électeur de la commune disposant du droit de vote au moment du scrutin a également le droit de recourir devant la Cour constitutionnelle.<sup>41)</sup>

## **TITRE XVII : Dispositions pénales et disciplinaires<sup>23)</sup>**

Dispositions  
pénales et  
disciplinaires<sup>23)</sup>

**Art. 113** <sup>1</sup> Sont applicables les articles 279 à 283 du Code pénal suisse<sup>24)</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut infliger une amende disciplinaire de 500 francs au plus à une autorité communale ou aux membres d'un bureau électoral en cas de violation des dispositions légales régissant l'exercice des droits politiques.

<sup>3</sup> Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante; pour le surplus, sont applicables les dispositions du décret concernant le pouvoir répressif des communes<sup>25)</sup>.<sup>10)</sup>

## **TITRE XVII<sup>BIS</sup> : Entrée en vigueur des dispositions constitutionnelles<sup>35)</sup>**

**Art. 113a<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les dispositions constitutionnelles entrent en vigueur dès leur acceptation par le peuple.

<sup>2</sup> Toutefois, l'arrêté soumis au vote populaire peut conférer au Gouvernement la compétence de fixer l'entrée en vigueur ultérieurement.

## **TITRE XVIII : Dispositions transitoires et finales**

Election des  
premières  
autorités et vote  
sur l'acte  
législatif

**Art. 114** En dérogation aux dispositions de la présente loi :

1. l'Assemblée constituante adopte, par décret, les dispositions nécessaires à l'organisation des élections des premières autorités et du vote populaire sur l'acte législatif ainsi que les dates et délais relatifs à ces scrutins;
2. pour les élections organisées selon le système de la représentation proportionnelle, les listes déposées doivent porter la signature manuscrite des candidats. Le retrait des candidatures est exclu;
3. l'Assemblée constituante peut, par décret, réduire le nombre des électeurs devant apposer leur signature sur les listes de candidats et les actes de candidature;

4. lors des scrutins de ballottage, les électeurs ne recevront qu'un bulletin officiel blanc. Les bulletins officiels imprimés portant le nom des candidats sont mis en temps utile à disposition des électeurs dans les secrétariats communaux et dans les bureaux de vote. L'Assemblée constituante prend par décret les dispositions d'application nécessaires;
5. dans le premier Parlement, le district de Delémont dispose de vingt-sept sièges, celui de Porrentruy de vingt-trois sièges, celui des Franches-Montagnes de dix sièges;
6. l'Assemblée constituante nomme une commission de neuf membres et cinq suppléants pour statuer sur le contentieux électoral. Le délai de recours est fixé par décret. La commission statue sans retard. Elle constate le résultat de l'élection du Parlement, du Gouvernement et des députés au Conseil des Etats. Ses décisions sont définitives;
7. le renouvellement de la députation au Conseil des Etats aura lieu en octobre 1979. Celui des autorités cantonales et des juges de district aura lieu en octobre 1982;
8. l'article 2, alinéas 3 et 4, l'article 3 et l'article 6, alinéas 2 et 3, ne sont applicables qu'une année après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Adaptation des  
règlements  
communaux

**Art. 115<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les règlements communaux seront adaptés aux dispositions de la modification du 5 juillet 1984 jusqu'au 31 décembre 1985.

<sup>2</sup> Lors des élections communales de 1984 selon le système proportionnel, la suppression du cumul ne sera possible qu'en vertu de règlements communaux adoptés conformément à l'alinéa 1 ci-dessus, dès l'entrée en vigueur de la modification du 5 juillet 1984.

Référendum

**Art. 116** La présente loi sera soumise au vote populaire.

Entrée en  
vigueur

**Art. 117** Si le peuple accepte la présente loi, le Bureau de l'Assemblée constituante en fixe l'entrée en vigueur<sup>26)</sup>.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi approuvée par le Conseil fédéral le 16 février 1979 et le 28 septembre 1979  
 Modification du 8 juin 1994 approuvée par la Chancellerie fédérale le 19 septembre 1995  
 Modification du 9 décembre 1998 approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999  
 Modification du 1<sup>er</sup> septembre 2010 approuvée par la Chancellerie fédérale le 29 novembre 2010  
 Modification du 19 décembre 2018 approuvée par la Chancellerie fédérale le 8 avril 2019

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 3) [RS 161.1](#)
- 4) Nouvelle teneur du titre selon la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 ([RSJU 170.31](#))
- 5) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984; nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999
- 6) RS 161.5
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 8 juin 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 9) Abrogé(s) par le ch. I de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999
- 12) Abrogés par l'article 14 de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 ([RSJU 170.31](#))
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984; abrogé par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 8 juin 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999
- 16) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 1998, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999
- 17) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 18) Introduit par le ch. I de la loi du 15 février 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1990
- 19) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984. Les titres VIII à X sont supprimés.
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2000
- 21) [RSJU 192.222](#)
- 22) [RSJU 190.11](#)

- 
- 23) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 24) [RS 311.0](#)
- 25) [RSJU 325.1](#)
- 26) Entrée en vigueur le 13 novembre 1978 : art. 1<sup>er</sup>, al. 2; art. 2, al. 1 et 5; art. 4; art. 5; art. 6, al. 1 et 2; art. 7 à 80; art. 108; art. 109; art. 111; art. 113 à 117.  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1979 : les autres dispositions.
- 27) Abrogé par le ch. I de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1984
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 29) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 30) Abrogé par le ch. I de la loi du 24 mai 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 31) Introduit par le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 34) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 35) Titre introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 avril 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 19 décembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 décembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 19 décembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 43) Nouvelle teneur selon l'article 65, alinéa 1, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020
- 44) Abrogé par l'article 65, alinéa 1, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020
- 45) [RSJU 171.21](#)

# Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP)

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*  
vu les articles 82 à 88 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,  
*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente loi règle le statut des députés et des suppléants, l'organisation et le fonctionnement du Parlement ainsi que les relations extérieures de ce dernier.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Rôle du Parlement	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Le Parlement a les attributions que lui confèrent la Constitution et la loi.  <sup>2</sup> Il prend toutes les mesures nécessaires dans l'exercice de ses attributions.
Séances	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le Parlement se réunit en séance constitutive au début de chaque législature.  <sup>2</sup> Il tient des séances ordinaires et, en cas de besoin, des séances extraordinaires.
Convocation	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le président du Parlement et le secrétaire général convoquent les séances ordinaires du Parlement selon le calendrier arrêté par le Bureau.  <sup>2</sup> Ils convoquent les séances extraordinaires à la demande du Parlement, du Gouvernement ou de douze députés.  <sup>3</sup> Le Gouvernement convoque la séance constitutive du Parlement en début de législature.

Invitation aux  
hôtes et  
observateurs

**Art. 6** Le Bureau peut inviter ses hôtes et des observateurs à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

Publicité des  
débats

**Art. 7** <sup>1</sup> Les débats du plénum sont publics.

<sup>2</sup> Les résultats détaillés des votes du plénum sont publics. Le règlement peut prévoir des exceptions.

<sup>3</sup> Les débats au sein du Bureau et des commissions ne sont pas publics.

## CHAPITRE II : Droits et obligations des députés

Indépendance

**Art. 8** <sup>1</sup> Les députés représentent l'ensemble du peuple.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Immunité

**Art. 9** La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> définit l'immunité dont bénéficient les députés.

Droits

**Art. 10** Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, le député a le droit :

- a) d'assister aux séances du Parlement et des commissions dont il fait partie;
- b) de prendre la parole, de poser des questions et de formuler des propositions;
- c) de prendre part aux votes;
- d) d'intervenir sous l'une des formes suivantes : l'initiative parlementaire, la motion, le postulat, l'interpellation, la question écrite, la question orale, la résolution, l'intervention cantonale en matière fédérale et la motion interne;
- e) de toucher des indemnités de séance et de déplacement ainsi que, le cas échéant, d'autres indemnités pour l'accomplissement de tâches particulières;
- f) de consulter les documents du Parlement, du Bureau et des commissions.

Devoirs  
généraux

**Art. 11** <sup>1</sup> Avant de commencer son mandat, le député doit faire la promesse solennelle. Celui qui refuse ne peut siéger.

<sup>2</sup> Le député a le devoir d'assister aux séances du Parlement ou de se faire remplacer par un suppléant. Le président en est alors averti.

Secret de  
fonction

**Art. 12** <sup>1</sup> Le député doit garder le secret :

- a) à l'égard du public, sur les informations et documents issus des organes du Parlement dont les séances ne sont pas publiques;
- b) absolu sur les informations traitées au sein du Bureau et d'une commission pour autant que ces informations soient expressément et clairement qualifiées de confidentielles.

<sup>2</sup> Peuvent en tous les cas faire l'objet d'une communication publique les propositions sur lesquelles le plénum doit se prononcer ainsi que les décisions des organes du Parlement.

<sup>3</sup> Le Bureau est l'autorité compétente pour relever un député du secret de fonction.

Obligation de  
signaler ses  
intérêts

**Art. 13** <sup>1</sup> Avant son assermentation, chaque député indique au Secrétariat du Parlement :

- a) ses activités professionnelles;
- b) ses fonctions dirigeantes ou ses fonctions au sein d'organes de direction ou de surveillance d'associations, de fondations, de sociétés et d'établissements, suisses ou étrangers, de droit public ou de droit privé;
- c) ses fonctions permanentes de direction ou de consultation pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers;
- d) ses fonctions de membre d'un organe ou ses fonctions dirigeantes au sein d'une collectivité ou d'une autre institution de droit public, y compris une commune municipale, bourgeoise ou mixte.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement tient un registre des intérêts indiqués par les membres du Parlement, conformément aux instructions du Bureau.

<sup>3</sup> Le registre est public.

Récusation  
a) Cas

**Art. 14** Lors des séances du Parlement et de ses organes, le député a l'obligation de se récuser lors de l'examen et du vote d'un arrêté de crédit, d'une décision liée à une subvention, d'une demande de grâce ou d'amnistie, d'une demande de levée d'immunité qui concerne directement :

- a) le député lui-même;
- b) la personne à laquelle il est marié ou avec laquelle il vit en partenariat enregistré ou en concubinage, ses ascendants, descendants, frères, sœurs, ou alliés au même degré que les précédents;
- c) une personne physique dont il est le représentant légal, le curateur ou le mandataire;

- d) une personne morale, une collectivité ou une autre institution de droit privé ou de droit public, à l'exclusion d'une commune municipale, bourgeoise ou mixte, envers laquelle il est lié en particulier parce qu'il en est le conseil, qu'il siège dans un de ses organes ou qu'il y exerce une fonction dirigeante.

## b) Procédure

**Art. 15** <sup>1</sup> La personne qui se trouve dans un cas de récusation avise sans retard la présidence du Parlement ou de la commission. Elle cesse de siéger pour la durée de l'examen de l'objet concerné, après l'annonce de la présidence à ce sujet.

<sup>2</sup> La récusation est consignée au procès-verbal.

<sup>3</sup> Les contestations surgissant en séance plénière sont soulevées par motion d'ordre.

<sup>4</sup> En cas de contestation surgissant au sein d'une commission, le Bureau tranche définitivement la question.

## c) Effet

**Art. 16** <sup>1</sup> Un défaut de récusation n'entraîne pas l'invalidité de la décision prise par le Parlement.

<sup>2</sup> Toutefois, s'il estime qu'un défaut de récusation a pu fausser le résultat d'un vote, le Parlement peut décider de revoter tant que la séance au cours de laquelle a eu lieu le vote final n'a pas été levée.

### CHAPITRE III : Députés suppléants

Droits et devoirs  
des suppléants

**Art. 17** <sup>1</sup> Sous réserve des alinéas qui suivent, les suppléants ont les mêmes droits et devoirs que les députés.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent pas occuper les fonctions de :

- président et vice-président du Parlement;
- scrutateur et scrutateur suppléant;
- président d'une commission permanente;
- président de groupe.

<sup>3</sup> Ils remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières. Ils ne peuvent remplacer que les députés de la liste sur laquelle ils ont été élus.

<sup>4</sup> Ils peuvent représenter leur groupe dans les commissions.

<sup>5</sup> Ils participent aux séances de groupe.



<sup>6</sup> Toute intervention parlementaire écrite, nécessitant un développement à la tribune, déposée par un suppléant doit être cosignée par un député.

<sup>7</sup> Les suppléants ne sont pas habilités à demander la convocation d'une séance extraordinaire.

<sup>8</sup> Ils reçoivent la même documentation et les mêmes indemnités que les titulaires.

## CHAPITRE IV : Organisation

### Présidence

**Art. 18** <sup>1</sup> Le président et les deux vice-présidents sont élus par le Parlement en décembre pour la durée d'une année. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

<sup>2</sup> Le président veille à la stricte application de la présente loi et du règlement.

<sup>3</sup> Il préside les séances du Parlement et du Bureau, dont il dirige les débats.

<sup>4</sup> Si le président est empêché, sa fonction est exercée par le premier vice-président ou, à défaut, par le deuxième. S'ils sont empêchés tous les trois, la présidence est assumée par le dernier président du Parlement ou l'un de ses prédécesseurs.

<sup>5</sup> Pour accomplir sa tâche, le président bénéficie de l'appui du Secrétariat du Parlement.

### Bureau a) Composition

**Art. 19** Le Bureau du Parlement se compose du président, des deux vice-présidents et des présidents des groupes; ces derniers peuvent se faire représenter.

### b) Attributions générales

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Bureau veille au bon fonctionnement du Parlement et des commissions parlementaires.

<sup>2</sup> A cet effet, il exerce les attributions suivantes :

- a) il fixe le calendrier des séances ordinaires du Parlement et planifie les objets à traiter au cours de celles-ci;
- b) il s'assure de la présentation au Parlement et à ses organes des objets relevant de leurs compétences;
- c) il décide de tout ce qui touche à l'organisation structurelle du Secrétariat du Parlement;
- d) il attribue aux commissions ou à lui-même les projets soumis aux délibérations du Parlement.

<sup>3</sup> En cas de circonstances extraordinaires compromettant le fonctionnement habituel du Parlement, le Bureau est compétent pour définir temporairement les modalités de fonctionnement du Parlement et de ses organes en dérogeant si nécessaire à des dispositions de la loi et du règlement.

c) Attributions  
spécifiques

**Art. 21** Le Bureau exerce en outre les compétences suivantes :

- a) il adopte, en début de chaque législature, la proposition d'alternance entre les groupes parlementaires pour l'accession à la présidence du Parlement; dans ce cadre, il tient compte d'une répartition équitable entre les groupes parlementaires proportionnellement à leur nombre de sièges;
- b) il détermine les consultations fédérales touchant des objets importants dont la réponse du Gouvernement est traitée par le Parlement;
- c) il gère les finances du Parlement et en adopte le projet de budget, qui est inscrit au projet de budget de l'Etat;
- d) il nomme les membres, proposés par les groupes, des commissions spéciales ainsi que le président et le vice-président de chacune d'elles;
- e) il traite toute question que lui soumettent le Parlement et ses commissions, le Gouvernement ou les autorités judiciaires;
- f) il se détermine dans les procédures administratives et judiciaires qui impliquent le Parlement;
- g) il peut proposer au Parlement une révision de la présente loi et des dispositions qui en découlent;
- h) à moins qu'une loi n'attribue cette compétence à un autre organe, le Bureau du Parlement assume le rôle d'autorité d'engagement, au sens de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>9)</sup>, à l'égard des magistrats élus par le Parlement et cités à l'article 4, lettres b à f, de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>9)</sup>; il peut, au besoin, demander un préavis à une commission permanente;
- i) il traite des affaires relatives au fonctionnement du Parlement qui ne relèvent pas d'un autre organe, à moins que le plénum n'en soit saisi par une motion interne;
- j) il exerce les attributions fixées par d'autres dispositions légales.

Commissions

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Parlement peut créer des commissions permanentes et spéciales.

<sup>2</sup> Les membres d'une commission peuvent se faire remplacer par un membre de leur groupe, élu ou nommé pour la durée du mandat de la commission.

<sup>3</sup> Le règlement définit la composition, le mandat et les attributions des commissions.

Commission  
d'enquête  
parlementaire  
a) Création

**Art. 23** <sup>1</sup> Dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées en matière de haute surveillance, le Parlement peut, par voie d'arrêté, créer en son sein une commission d'enquête dont il définit le mandat, les compétences et la composition.

<sup>2</sup> Le mandat de la commission d'enquête précise les faits ou la situation à l'origine de la création de celle-ci ainsi que les objectifs visés.

b) Compétences **Art. 24** <sup>1</sup> En conformité avec son mandat, la commission d'enquête détermine les mesures de procédure nécessaires à ses investigations.

<sup>2</sup> Elle peut notamment auditionner toute personne susceptible de lui fournir des renseignements utiles à l'enquête, demander des renseignements et des documents aux autorités, aux membres d'autorités, aux services administratifs, aux entités exerçant des tâches publiques déléguées par l'Etat, aux établissements autonomes, aux collaborateurs de l'Etat ainsi qu'aux particuliers.

<sup>3</sup> Elle peut procéder à des visites de lieux.

<sup>4</sup> La commission d'enquête peut confier à l'un de ses membres le soin d'administrer les preuves. Celui-ci agit conformément au mandat et aux instructions de la commission.

<sup>5</sup> Elle peut s'adjoindre les services du Contrôle des finances et, si elle le juge nécessaire et avec l'accord du Bureau, mandater un expert ou un enquêteur.

<sup>6</sup> Les personnes interrogées par l'enquêteur peuvent refuser de répondre aux questions posées par l'enquêteur ou de lui remettre certains documents. Le cas échéant, elles sont interrogées par la commission.

<sup>7</sup> Les principaux actes de procédure font l'objet d'un procès-verbal.

c) Obligation de renseigner et de produire

**Art. 25** <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement, les employés de l'Etat et les représentants de l'Etat au sein d'institutions paraétatiques sont tenus, sur demande, de donner à la commission d'enquête, avec véracité, tout renseignement sur les constatations se rapportant à leurs obligations et faites en raison de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur service.

<sup>2</sup> Ils sont également tenus de produire ou de signaler les documents susceptibles de faire l'objet de l'enquête.

<sup>3</sup> Celui qui, sans motif légal, refuse de faire une déclaration ou de remettre des documents est punissable des peines prévues à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>3)</sup>.

d) Droits du  
Gouvernement

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement a le droit d'être présent à l'audition des personnes appelées à fournir des renseignements, de leur poser des questions complémentaires et de consulter les documents remis à la commission ainsi que les rapports d'expertises et les procès-verbaux d'audition qu'elle a établis.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut commenter les conclusions de l'enquête devant la commission et produire un rapport au Parlement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement charge l'un de ses membres de le représenter devant la commission.

e) Droits des  
personnes  
concernées

**Art. 27** <sup>1</sup> La commission d'enquête identifie les personnes dont les intérêts sont directement concernés par l'enquête et les en informe sans délai. Elles jouissent des droits visés à l'article 26, alinéa 1.

<sup>2</sup> La commission peut refuser, entièrement ou partiellement, à la personne concernée le droit d'être présente aux auditions et de consulter les documents si l'enquête en cours ou la protection de tiers l'exige. Dans ce cas, elle lui communique, oralement ou par écrit, l'essentiel du contenu de ces auditions ou de ces documents et lui donne la possibilité de s'exprimer ou de faire valoir d'autres moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve qui n'ont pas été portés à la connaissance de la personne concernée ne peuvent être utilisés contre elle.

<sup>4</sup> La personne concernée peut se faire assister par un tiers.

<sup>5</sup> Une fois les investigations achevées et avant que le rapport ne soit présenté au Parlement, les personnes auxquelles des reproches sont adressés sont autorisées à consulter les passages du rapport qui les concernent. La commission leur donne la possibilité, dans un délai approprié, de s'exprimer, oralement ou par écrit, sur ces passages.

<sup>6</sup> Le rapport de la commission rend compte des commentaires, oraux ou écrits, faits par les personnes mises en cause.

## f) Confidentialité

**Art. 28** <sup>1</sup> Tant que le rapport adressé au Parlement n'a pas été publié, toutes les personnes qui ont pris part aux séances ou aux auditions d'une commission d'enquête sont soumises à l'obligation de garder le secret. Les personnes interrogées ont notamment l'interdiction d'informer leurs supérieurs des questions qui leur ont été posées ou des documents qui leur ont été demandés.

<sup>2</sup> Les procès-verbaux de la commission sont confidentiels et accessibles uniquement aux membres et remplaçants de la commission ainsi qu'aux membres du Gouvernement.

<sup>3</sup> Après publication du rapport, les dispositions relatives à la confidentialité des séances de commission restent applicables.

<sup>4</sup> Le président et le vice-président de la commission ou, s'ils ont quitté le Parlement, le Bureau du Parlement, statuent sur les demandes de consultation des dossiers faites pendant les délais de protection prévus à l'article 22 de la loi sur l'archivage<sup>4)</sup>.

g) Autres  
procédures

**Art. 29** <sup>1</sup> Aucune autre commission parlementaire n'est autorisée à procéder à des investigations sur les événements qui font l'objet du mandat confié à une commission d'enquête.

<sup>2</sup> L'institution d'une commission d'enquête parlementaire n'empêche pas l'engagement ou la poursuite d'une procédure judiciaire civile ou administrative, d'une enquête pénale préliminaire ou d'une procédure pénale.

<sup>3</sup> La commission d'enquête parlementaire doit être informée de toute ouverture de procédure administrative ou pénale liée à l'enquête ainsi que des décisions prises dans le cadre de ces procédures.

h) Clôture des  
travaux

**Art. 30** <sup>1</sup> La commission d'enquête établit un rapport final et, le cas échéant, des recommandations et des propositions à l'intention du Parlement.

<sup>2</sup> Le rapport est remis au Bureau qui, après avoir entendu la commission, en arrête les modalités de publication et de traitement.

<sup>3</sup> Le Parlement, par voie d'arrêté, met fin au mandat de la commission d'enquête et adopte, si nécessaire, des recommandations à l'intention des organes concernés.

Groupes  
parlementaires  
a) Constitution

**Art. 31** <sup>1</sup> Les groupes parlementaires sont constitués au début de la législature. Le président du Parlement est informé de leur composition.

<sup>2</sup> Un groupe parlementaire est constitué de trois députés au moins.

<sup>3</sup> Les députés d'un même parti cantonal ou élus sous la même dénomination de liste appartiennent obligatoirement au même groupe.

<sup>4</sup> Ils peuvent s'associer avec les députés d'un autre parti ou d'une autre liste pour former un groupe.

<sup>5</sup> La composition des groupes parlementaires est irrévocable pour la durée de la législature, sous réserve de l'article 33

b) Rôle

**Art. 32** Les groupes étudient les affaires que doit traiter le Parlement. Ils sont indemnisés pour cette activité.

c) Sortie du groupe

**Art. 33** <sup>1</sup> Le député qui quitte son groupe siège en qualité de député indépendant jusqu'à la fin de la législature.

<sup>2</sup> Il en va de même du député exclu de son parti ou de la liste sur laquelle il a été élu en application des règles propres à ceux-ci.

<sup>3</sup> Le député devenu indépendant est considéré comme démissionnaire de tous les organes dans lesquels il représente son groupe. Le Bureau le constate et fait procéder à l'élection de nouveaux représentants.

<sup>4</sup> Dans les cas prévus ci-dessus, le député indépendant ne peut être remplacé par un suppléant en cas d'absence en séance du Parlement.

Secrétariat du Parlement

**Art. 34** <sup>1</sup> Le Parlement est doté d'un secrétariat placé sous la responsabilité du secrétaire général du Parlement.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement :

- a) organise les séances du Parlement, du Bureau et des commissions, d'entente avec les présidents respectifs;
- b) assiste aux séances et en tient le procès-verbal;
- c) exécute les tâches qui lui sont attribuées par le Bureau;
- d) expédie les affaires administratives du Parlement;
- e) réunit la documentation et les informations nécessaires au Bureau, aux commissions ainsi qu'aux députés dans la mesure où l'exige le travail parlementaire;
- f) veille à la conservation des archives du Parlement;
- g) rédige et signe, avec le président, le procès-verbal des séances du Parlement ainsi que tous les actes qui émanent de ce dernier;
- h) prépare le projet de budget du Parlement à l'intention du Bureau et tient la comptabilité du Parlement;
- i) exerce toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Sur proposition du Bureau, le Parlement élit, pour la législature, le secrétaire général du Parlement selon la procédure prévue par l'article 50 de la présente loi et les articles 77 et 78 du règlement du Parlement de la République et Canton du Jura<sup>51</sup>. Le secrétaire général du Parlement est rééligible.

<sup>4</sup> La période de fonction du secrétaire général du Parlement débute le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature. En cas de vacance, le poste est repourvu pour le reste de la période.

<sup>5</sup> Pour l'accomplissement des tâches relatives au fonctionnement du Parlement, le secrétaire général ne reçoit d'instructions que du Parlement et des organes de celui-ci et en est responsable devant eux.

<sup>6</sup> Le Secrétariat du Parlement est rattaché administrativement à la Chancellerie d'Etat. Il bénéficie du concours d'autres services de l'Etat pour l'accomplissement de ses tâches.

## CHAPITRE V : Fonctionnement

### SECTION 1 : Interventions parlementaires

Initiative  
parlementaire  
a) Objet

**Art. 35** Tout député a le droit de proposer, par le dépôt d'une initiative parlementaire rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'une disposition constitutionnelle, d'une loi ou d'un décret.

b) Procédure  
devant la  
commission

**Art. 36** Si le Parlement décide de donner suite à l'initiative parlementaire, l'examen de cette dernière est confié à une commission par le Bureau. En cas de vote négatif, l'initiative est éliminée.

c) Consultation  
du Gouverne-  
ment

**Art. 37** La commission soumet le résultat de ses délibérations au Gouvernement, qui peut lui proposer des amendements et lui soumettre un contre-projet.

d) Consultation  
des milieux  
intéressés

**Art. 38** En règle générale, la commission consulte les milieux intéressés.

e) Procédure  
devant le  
Parlement

**Art. 39** <sup>1</sup> La commission propose au Parlement l'adoption du projet, son refus ou l'adoption d'un projet modifié, dans les deux ans qui suivent la décision du Parlement de donner suite à l'initiative parlementaire.

<sup>2</sup> La procédure devant le Parlement est la même que pour les projets de lois élaborés par le Gouvernement.

Motion

**Art. 40** La motion charge le Gouvernement de présenter un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, lui donne des instructions impératives au sujet de mesures à prendre ou de propositions à soumettre ou lui adresse des recommandations sur des mesures à prendre dans un domaine de sa compétence.

Postulat	<b>Art. 41</b> Le postulat invite le Gouvernement à faire une étude sur une question déterminée et à déposer un rapport et des propositions.
Interpellation	<b>Art. 42</b> L'interpellation est une demande d'explication adressée au Gouvernement sur n'importe quel objet ressortissant à la politique ou à l'administration du Canton.
Question écrite	<b>Art. 43</b> La question écrite porte sur toute matière qui peut faire l'objet d'une interpellation.
Question orale	<b>Art. 44</b> La question orale porte sur n'importe quel objet d'actualité ressortissant à la politique du Canton.
Résolution	<b>Art. 45</b> La résolution est une déclaration sans effet obligatoire et consiste notamment en un vœu, une protestation ou un message.
Intervention cantonale en matière fédérale	<p><b>Art. 46</b> <sup>1</sup> Tout député, par la voie de l'intervention cantonale en matière fédérale, peut déposer un projet d'initiative cantonale en matière fédérale, une demande de référendum en matière fédérale ou la convocation d'une séance extraordinaire des Chambres fédérales.</p> <p><sup>2</sup> Si une intervention cantonale en matière fédérale visant à user du droit d'initiative en matière fédérale est adoptée par le Parlement, elle est transmise aux Chambres fédérales compétentes à l'issue du délai référendaire ou dès son adoption par le peuple.</p>
Motion interne	<b>Art. 47</b> Tout député a le droit de demander, sous forme de motion interne, qu'un objet concernant exclusivement le Parlement soit mis en discussion.

## SECTION 2 : Pétition

**Art. 48** <sup>1</sup> Toute pétition adressée au Parlement est examinée par une commission permanente compétente à raison de la matière.

<sup>2</sup> Si la commission accepte de donner suite à la pétition, elle la soumet au plénum du Parlement.

<sup>3</sup> Si la commission refuse de donner suite à la pétition, elle demande au Bureau d'en prendre acte et de ne pas la soumettre au plénum du Parlement.



<sup>4</sup> La suite apportée à une pétition est communiquée aux pétitionnaires, respectivement à leurs représentants désignés lors du dépôt.

### SECTION 3 : Procédure parlementaire

Quorum et  
majorité absolue

**Art. 49** <sup>1</sup> Les délibérations et les décisions du Parlement, du Bureau et des commissions ne sont valables que si la majorité des membres sont présents.

<sup>2</sup> Sous réserve des alinéas 3 et 4, les décisions sont prises à la majorité absolue des votants, les abstentions n'étant pas prises en compte.

<sup>3</sup> Elles sont prises à la majorité des deux tiers des soixante députés en application de l'article 123a de la Constitution cantonale<sup>(1)</sup>.

<sup>4</sup> Le règlement peut prévoir une majorité qualifiée pour l'adoption de certains objets.

Elections

**Art. 50** Les élections ont lieu au scrutin secret selon le système majoritaire.

Langue

**Art. 51** Les députés s'expriment en français.

Deuxième  
lecture

**Art. 52** <sup>1</sup> Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.

<sup>2</sup> Le texte adopté est publié au Journal officiel après chaque lecture.

<sup>3</sup> Un intervalle d'une semaine au moins doit séparer les deux lectures.

<sup>4</sup> Lorsque le Parlement accepte l'entrée en matière lors de la première lecture, celle-ci est acquise pour la deuxième lecture.

<sup>5</sup> Lorsqu'un projet fait l'objet d'un refus d'entrée en matière en première lecture, il doit être soumis à un nouveau vote portant sur l'entrée en matière lors d'une séance ultérieure.

### SECTION 4 : Discipline

**Art. 53** <sup>1</sup> Lors des séances du plénum, le président veille au bon déroulement des débats et à la bienséance des députés.

<sup>2</sup> Les députés s'expriment sans faire de digression et en observant les convenances parlementaires.

<sup>3</sup> Le président rappelle à l'ordre le député qui ne respecte pas ses devoirs. En cas de récidive, il lui retire la parole.

<sup>4</sup> Si les délibérations sont troublées, le président avertit le perturbateur et, au besoin, suspend la séance.

## **SECTION 5 : Procédure disciplinaire à l'égard des magistrats élus par le Parlement**

Responsabilité  
disciplinaire des  
magistrats élus  
par le Parlement

**Art. 54** <sup>1</sup> Les magistrats élus par le Parlement auxquels la loi d'organisation judiciaire<sup>6)</sup> n'est pas applicable sont passibles de sanctions disciplinaires lorsqu'ils se rendent coupables de violations graves des devoirs de leur charge.

<sup>2</sup> Sont notamment réputés violations graves des devoirs de la charge :

- a) l'omission répétée, intentionnellement ou par négligence grave, d'accomplir un acte que la loi ordonne;
- b) l'abus manifeste ou répété du pouvoir de la charge, commis intentionnellement ou par négligence grave;
- c) l'atteinte grave à la dignité de la charge.

<sup>3</sup> Le pouvoir disciplinaire à leur égard est exercé par une commission disciplinaire composée du président et du premier vice-président du Parlement, du président de la commission parlementaire chargée de la gestion, du président du Gouvernement et du président du Tribunal cantonal. Le président du Parlement la préside. Une procédure disciplinaire pendante à la fin de l'année civile est traitée jusqu'à son terme par la commission dans la composition qui était la sienne lors de l'introduction de la procédure.

<sup>4</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) la menace de destitution, infligée sous forme d'avertissement;
- b) l'amende jusqu'à 5 000 francs;
- c) le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- d) la destitution.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les articles 68 à 70 de la loi d'organisation judiciaire<sup>6)</sup> sont applicables par analogie.

## **SECTION 6 : Financement**

Frais de  
fonctionnement

**Art. 55** <sup>1</sup> L'Etat assume les frais de fonctionnement du Parlement dans le cadre du budget de l'Etat.

<sup>2</sup> Les frais de fonctionnement comprennent notamment :

- a) les indemnités de séance et de déplacement versées aux députés ainsi que d'autres compensations de frais;
- b) les indemnités supplémentaires pour l'exercice de charges particulières (présidence, scrutateurs, etc.);
- c) les indemnités annuelles en faveur des groupes en couverture de leurs frais de secrétariat et en faveur des députés qui ne font partie d'aucun groupe;
- d) les honoraires et les autres indemnités versés à des experts;
- e) les frais du Secrétariat du Parlement, y compris les investissements nécessaires à l'équipement des salles de séance;
- f) les frais des organismes ou des associations interparlementaires dont le Parlement fait partie.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, le montant des différentes indemnités.

## CHAPITRE VI : Relations extérieures du Parlement

### SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement

Présence aux  
séances

**Art. 56** <sup>1</sup> Le Gouvernement assiste aux séances du Parlement et rapporte sur tous les objets qu'il lui soumet ou sur lesquels il est requis de donner son avis. Cette même faculté appartient à chacun de ses membres. La présence d'employés de l'administration cantonale dans la salle des débats est autorisée lorsqu'elle est souhaitée par un ministre.

<sup>2</sup> Le président du Gouvernement assiste aux séances du Bureau avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un autre ministre et assister du chancelier d'Etat.

<sup>3</sup> Les membres du Gouvernement peuvent assister, avec voix consultative, aux séances des commissions. Ils peuvent s'y faire représenter.

<sup>4</sup> Le Bureau et les commissions peuvent toutefois décider de siéger hors de la présence du Gouvernement.

Surveillance

**Art. 57** <sup>1</sup> Dans le cadre de ses attributions de haute surveillance sur le Gouvernement et l'administration, le Parlement a droit à toutes les informations nécessaires de la part du Gouvernement ou du chef de département désigné par lui. Seul un intérêt public ou privé prépondérant peut s'opposer à la révélation d'une information. Au besoin, une information peut être donnée sous le sceau de la confidentialité à un organe du Parlement.

<sup>2</sup> Le président du Parlement a en tout temps le droit de prendre connaissance du résultat des délibérations du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut charger le Contrôle des finances de mandats de contrôle particuliers.

<sup>4</sup> Le droit du Parlement d'accéder aux informations n'est pas limité aux réponses aux interventions ni aux différents rapports et programmes d'activité présentés par le Gouvernement au Parlement.

<sup>5</sup> Le droit du Parlement d'accéder aux informations appartient au plénum et aux organes du Parlement mais pas individuellement aux députés, sous réserve des réponses à leurs interventions.

<sup>6</sup> Le rapport d'activité du Contrôle des finances est soumis à l'approbation du Parlement.

## SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité **Art. 58** Le Tribunal cantonal soumet à l'approbation du Parlement un rapport annuel qui rend compte de la gestion des affaires traitées par les autorités judiciaires du Canton.

Autres mesures de surveillance **Art. 59** <sup>1</sup> Le Parlement, par le Bureau ou la commission compétente, peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des autorités judiciaires; il peut notamment demander à une autorité judiciaire des informations sur l'avancement d'un dossier ou sur son fonctionnement.

<sup>2</sup> Il n'appartient pas au Parlement de vérifier l'application du droit par les autorités judiciaires ni de leur donner des instructions ou des directives dans ce domaine.

<sup>3</sup> La commission concernée auditionne au moins une fois par année les représentants des différentes instances judiciaires.

<sup>4</sup> A la demande de la commission concernée, le Tribunal cantonal indique la pratique des autorités judiciaires en matière d'application de certaines normes édictées par le Parlement.

## SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports d'activité **Art. 60** Les rapports d'activité des établissements cantonaux autonomes (Caisse de pensions, Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention, Hôpital du Jura) sont soumis à l'approbation du Parlement.

Autres mesures  
de surveillance

**Art. 61** <sup>1</sup> Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des établissements cantonaux autonomes mentionnés à l'article 60; des renseignements sur un aspect particulier de ses activités peuvent notamment être demandés à un établissement cantonal autonome.

<sup>2</sup> Le Parlement peut établir des recommandations à l'intention de ces établissements cantonaux autonomes mais il n'est pas compétent pour leur donner des instructions ou des directives.

#### **SECTION 4 : Relations avec le public**

Séances

**Art. 62** <sup>1</sup> Des places sont réservées au public dans la salle du Parlement.

<sup>2</sup> Les manifestations sont interdites dans la salle du Parlement.

<sup>3</sup> Toute manifestation dans l'enceinte du Parlement est soumise à autorisation du Secrétariat du Parlement et peut être soumise à certaines conditions.

#### **SECTION 5 : Relations avec la presse**

Séances

**Art. 63** <sup>1</sup> Les représentants de la presse disposent de places réservées.

<sup>2</sup> Durant les débats, les prises de vue et de son ainsi que les retransmissions sont autorisées. Les représentants des médias doivent se conformer aux consignes données par le président.

Documentation  
et information

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Secrétariat du Parlement adresse aux représentants des médias les documents publics remis à l'ensemble des députés.

<sup>2</sup> Le Bureau informe le public et les représentants des médias sur des objets particuliers.

<sup>3</sup> Les présidents des commissions, après accord des commissaires, informent le public de manière appropriée sur les travaux en cours et les décisions des commissions.

## CHAPITRE VII : Dispositions finales

Modifications du  
droit en vigueur

**Art. 65** <sup>1</sup> La loi sur les droits politiques<sup>7)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 47, alinéas 3 et 4  
...<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>2)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 23a à 23c  
...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> La loi d'organisation judiciaire (LOJ)<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 11a  
Abrogé.

Dispositions  
d'application

**Art. 66** Le Parlement édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Référendum

**Art. 67** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Abrogation

**Art. 68** La loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998 est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 69** La présente loi entre en vigueur le 16 décembre 2020.

Delémont, le 30 septembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 321.1](#)
- 3) [RS 311.0](#)
- 4) [RSJU 441.21](#)
- 5) [RSJU 171.211](#)
- 6) [RSJU 181.1](#)
- 7) [RSJU 161.1](#)
- 8) Texte inséré dans ladite loi
- 9) [RSJU 173.11](#)





## Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (RP)

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 66 de la loi d'organisation du Parlement (LOP)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 2 de la convention sur la participation des parlements (CoParl)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

**But** **Article premier** <sup>1</sup> Le présent règlement détaille l'organisation interne du Parlement, la composition et la désignation de ses organes ainsi que leur fonctionnement.

<sup>2</sup> Il définit les procédures à suivre pour le traitement des objets de la compétence du Parlement.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 1 : Séance constitutive

**Ouverture de la législature** **Art. 3** <sup>1</sup> La séance constitutive du Parlement a lieu sous la présidence de l'aîné des députés présents.

<sup>2</sup> L'aîné des députés et les présidents des groupes parlementaires constituent ensemble le Bureau provisoire du Parlement.

<sup>3</sup> Le Bureau provisoire est compétent pour définir le déroulement de la séance constitutive et préciser, au besoin, la procédure à suivre en vue des élections des divers organes et autorités.

<sup>4</sup> Le plus jeune député de chaque groupe fonctionne en qualité de scrutateur provisoire.

<sup>5</sup> Aucune intervention parlementaire ne peut être déposée lors de la séance constitutive.

Constatation des  
résultats des  
élections

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement présente un rapport sur l'élection des députés.

<sup>2</sup> Après délibération, le Parlement constate le résultat de son élection ainsi que celui de l'élection des suppléants.

<sup>3</sup> Le député dont l'élection est contestée par un recours déposé auprès de la Cour constitutionnelle ne peut siéger, à moins que celle-ci ne retire l'effet suspensif.

Appel

**Art. 5** Après constatation de l'élection, le secrétaire général du Parlement (dénommé ci-après : "le secrétaire général") procède à l'appel nominal.

Promesse  
solennelle

**Art. 6** <sup>1</sup> Après avoir fait la promesse solennelle lue par le secrétaire général, l'aîné des députés reçoit celle des autres députés et des suppléants.

<sup>2</sup> La promesse solennelle est la suivante :

"Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge".

<sup>3</sup> A l'appel de son nom, le député, debout, répond :

"Je le promets".

Discours  
inaugural

**Art. 7** Le discours inaugural est prononcé par le plus jeune député présent.

Election lors de  
la séance  
constitutive

**Art. 8** <sup>1</sup> Lors de la séance constitutive, le Parlement élit d'abord, au scrutin secret, le président du Parlement pour l'année à venir.

<sup>2</sup> Le Parlement procède ensuite, en principe le lendemain, à l'élection des deux vice-présidents, de deux scrutateurs et de deux scrutateurs suppléants. Il élit ensuite les autres organes du Parlement et toutes les autorités cantonales dont l'élection est de son ressort.

<sup>3</sup> Le président et les autres organes du Parlement entrent en fonction dès leur élection lors de la séance constitutive.

Election du  
président, des  
vice-présidents  
et des  
scrutateurs  
durant la  
législature

**Art. 9** <sup>1</sup> En décembre de chaque année, le Parlement élit, au scrutin secret et pour une année, le président et les deux vice-présidents. Il élit également deux scrutateurs et deux scrutateurs suppléants.

<sup>2</sup> Ils entrent en fonction le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

## SECTION 2 : Séance plénière (plénium)

Envoi de la convocation

**Art. 10** <sup>1</sup> La convocation est diffusée en principe trois semaines avant la séance. Elle énumère les objets à traiter.

<sup>2</sup> Les objets soumis aux délibérations du Parlement sont mis, en principe, à disposition électroniquement au plus tard 10 jours avant la séance.

<sup>3</sup> Les propositions des commissions relatives aux objets soumis à délibération peuvent être transmises jusqu'à 5 jours avant la séance.

Séances

**Art. 11** <sup>1</sup> En règle générale, les séances du Parlement ont lieu le mercredi.

<sup>2</sup> Le Parlement siège en principe dans la salle de séance aménagée à cet effet.

<sup>3</sup> Le Bureau du Parlement (ci-après : "le Bureau") fixe l'horaire des séances.

<sup>4</sup> Le président du Parlement (ci-après : "le président") assure le respect des horaires fixés. Il ajourne ou clôt les séances comme il le juge à propos.

Feuille de présence

**Art. 12** <sup>1</sup> Les députés s'inscrivent personnellement en signant la feuille de présence tenue par le secrétariat. Ceux qui, sans motif valable, n'y figurent pas n'ont droit ni au jeton de présence, ni à l'indemnité de déplacement. Le Bureau tranche les contestations.

Quorum

<sup>2</sup> Le président s'assure que le quorum est constamment atteint. En cas de doute, il ordonne un appel nominal.

<sup>3</sup> Les députés qui doivent s'absenter en cours de séance en informent le président.

Hôtes du Parlement

**Art. 13** Le Bureau peut inviter ses hôtes à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

Observateurs

**Art. 14** <sup>1</sup> Le Bureau peut inviter des observateurs du Jura méridional ou d'autres observateurs à assister aux séances du Parlement. Les commissions peuvent les inviter à certaines de leurs séances.

<sup>2</sup> Lors des débats, ces observateurs peuvent s'exprimer avec l'approbation du Parlement. Ils n'ont pas le droit de faire des propositions, ni de déposer des interventions parlementaires.

<sup>3</sup> Ils ont droit aux mêmes indemnités de séance et de déplacement que les députés lorsqu'ils assistent à une séance plénière ou à une séance de commission.

Public

**Art. 15** <sup>1</sup> Le public doit se conformer aux directives du président, respectivement du secrétaire général et des agents assurant la sécurité du Parlement.

<sup>2</sup> Le président peut rappeler à l'ordre des personnes qui troublent le déroulement des débats et faire expulser celles qui ne respectent pas ses consignes. Il peut au besoin ordonner l'évacuation de la salle. La séance est suspendue jusqu'à l'exécution de cet ordre.

<sup>3</sup> Le président, respectivement le secrétaire général, peuvent faire appel à des agents de la Police cantonale pour procéder à des expulsions ou à l'évacuation de la salle.

Scrutateurs

**Art. 16** <sup>1</sup> Lors des votes à main levée, les scrutateurs dénombrent les voix sous la surveillance du président, qui proclame les résultats.

<sup>2</sup> Ils prennent les dispositions nécessaires en vue des élections et votes à bulletin secret.

<sup>3</sup> En cas de nécessité, le président désigne des scrutateurs extraordinaires.

Procès-verbal

**Art. 17** <sup>1</sup> Le procès-verbal indique notamment :

- a) le nom du président et le nombre de députés présents;
- b) les objets mis en délibération, la teneur des propositions et le résultat des votes et des élections, avec le nombre de voix.

<sup>2</sup> Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire général.

<sup>3</sup> Il est diffusé électroniquement aux députés et à la presse. Il est publié dans le Journal officiel et sur le site internet de l'Etat.

<sup>4</sup> Les projets ayant servi de base aux délibérations, de même que tous les actes du Parlement, sont annexés au procès-verbal.

<sup>5</sup> Le procès-verbal n'est valable qu'après avoir été approuvé.

<sup>6</sup> Il est considéré comme approuvé si aucune rectification n'est demandée avant la clôture de la séance qui suit.

<sup>7</sup> Si le secrétaire général est empêché, le président désigne, avec l'accord du Bureau, une personne chargée de tenir le procès-verbal.

<sup>8</sup> Les demandes de rectification doivent être remises au président, qui les fait approuver par le Parlement.

<sup>9</sup> Le procès-verbal ne peut être rectifié que sur le plan rédactionnel ou s'il s'agit d'erreurs de transcription. La rectification ne saurait modifier une décision rendue par le Parlement.

Enregistrement  
et publication  
des débats

**Art. 18** <sup>1</sup> Les débats sont enregistrés.

<sup>2</sup> Ils sont portés au Journal des débats en principe dans les quatre mois suivant la séance sous la responsabilité du secrétaire général. Les débats touchant les recours en grâce ne sont pas reproduits.

<sup>3</sup> Sont notamment publiés tous les projets de loi, de décrets et d'arrêtés d'approbation des traités, concordats et conventions de droit public ainsi que tous les messages et rapports y relatifs que le Gouvernement et les commissions adressent au Parlement.

Enregistrement  
audiovisuel et  
diffusion des  
débats

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Secrétariat du Parlement assure en principe la production d'un enregistrement audiovisuel intégral des débats du Parlement.

<sup>2</sup> Il met à disposition du public la possibilité de visionner les délibérations du Parlement en direct ou de manière différée.

<sup>3</sup> Le Bureau du Parlement accorde le droit d'utiliser l'enregistrement audiovisuel aux sociétés de radiodiffusion et de télévision.

<sup>4</sup> Il établit au besoin des directives quant aux règles de diffusion et d'utilisation de ces enregistrements.

## SECTION 3 : Débats

### SOUS-SECTION 1 : En général

Introduction des  
objets à traiter

**Art. 20** Les objets à traiter par le Parlement sont introduits :

- a) par un projet ou une proposition d'une commission parlementaire;
- b) par une proposition d'un ou de plusieurs députés;
- c) par un projet ou une proposition du Gouvernement.

Procédure  
d'examen des  
actes législatifs  
et des arrêtés

**Art. 21** <sup>1</sup> La discussion porte d'abord sur l'entrée en matière. Si celle-ci n'est pas combattue ou est acceptée, on procède à la discussion de détail du texte en première lecture. L'entrée en matière est ensuite d'office acquise pour la deuxième lecture.

<sup>2</sup> Si l'entrée en matière est refusée, l'objet est porté à nouveau à l'ordre du jour de la séance suivante. Si le refus d'entrée en matière est confirmé, le projet est éliminé. Si l'entrée en matière est acceptée, on procède alors à la discussion de détail du texte en première lecture.

<sup>3</sup> A l'issue de la discussion de détail en première lecture, le projet d'acte législatif fait l'objet d'un vote indicatif final. Celui-ci peut être précédé d'un débat.

<sup>4</sup> Au minimum une semaine après la première lecture, le projet d'acte législatif fait l'objet d'une deuxième discussion de détail (deuxième lecture). A l'issue de la deuxième lecture, le Parlement procède au vote final de l'acte législatif. Il peut être précédé d'un débat.

<sup>5</sup> Lorsqu'aucune proposition n'est faite et que la discussion n'est pas demandée lors de la deuxième lecture, le Parlement procède immédiatement au vote final.

Exceptions

**Art. 22** <sup>1</sup> Les projets d'arrêté ne font l'objet que d'une seule lecture.

<sup>2</sup> L'entrée en matière est admise d'office sur les projets d'acte législatif visant à réaliser une initiative populaire acceptée par le peuple ou le Parlement.

Renvoi du projet  
par le plénum

**Art. 23** <sup>1</sup> A tout moment de l'examen du projet, le Parlement peut décider du renvoi d'un projet en commission, respectivement au Gouvernement, par la voie de la motion d'ordre.

<sup>2</sup> Lors d'une demande de renvoi, l'auteur de la motion d'ordre doit préciser les motifs du renvoi.

<sup>3</sup> Lorsque le projet revient au Parlement, la procédure est reprise au début.

Organisation de  
la discussion

**Art. 24** <sup>1</sup> Le débat d'entrée en matière, la discussion de détail ou le débat final sont ouverts par un exposé du rapporteur de la majorité de la commission, en règle générale. Ont alors la parole les rapporteurs des minorités de la commission, puis les représentants des groupes et les autres membres de la commission. Ensuite, la discussion générale est ouverte. Cette dernière étant close, le représentant du Gouvernement s'exprime, puis le ou les rapporteurs de la commission.

<sup>2</sup> Si un projet ou une proposition émane du Gouvernement, l'alinéa 1 s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Toute proposition peut être retirée par l'auteur jusqu'au vote y relatif.

<sup>4</sup> Les amendements tendent à introduire une modification du texte de la proposition principale émanant du Gouvernement, respectivement de la commission. Ils ne peuvent porter sur des dispositions autres que celles visées par le texte de la proposition principale, à moins qu'ils ne se rapportent directement à une intervention parlementaire dont le délai de réalisation est dépassé.

#### Orateurs

**Art. 25** <sup>1</sup> Tout orateur doit s'annoncer au président et ne peut s'exprimer qu'après avoir obtenu la parole.

<sup>2</sup> Nul n'est autorisé à parler plus de deux fois sur le même objet. Le président peut faire une exception en faveur des représentants des groupes. La parole ne peut être refusée aux rapporteurs de la commission qui ont des rectifications à présenter.

<sup>3</sup> Les députés en butte à des attaques personnelles ont le droit d'y répondre brièvement, mais en se limitant à l'objet de ces attaques. Par analogie, le même droit est reconnu aux groupes et aux ministres.

#### Ordre de la prise de parole

**Art. 26** <sup>1</sup> Le président accorde la parole aux députés dans l'ordre où ils se sont annoncés.

<sup>2</sup> Les demandes ne peuvent être faites qu'une fois la discussion déclarée ouverte.

<sup>3</sup> Un orateur ne peut obtenir la parole une seconde fois tant qu'un député annoncé ne s'est pas encore exprimé.

#### Temps de parole

**Art. 27** <sup>1</sup> La durée des exposés est limitée à 10 minutes pour les rapporteurs de commission, les auteurs lors du développement d'une intervention, les représentants du Gouvernement et les représentants des groupes et à 5 minutes pour les autres intervenants.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel et sur demande préalable de l'orateur, le Parlement peut décider de déroger à la limite du temps de parole prévue à l'alinéa précédent.

#### Participation du président

**Art. 28** Lorsque le président veut prendre part aux débats, il cède son siège à son remplaçant et s'exprime à la tribune.

Propositions	<p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> Toute proposition doit être clairement formulée et, si le président le requiert, présentée par écrit.</p> <p><sup>2</sup> Les propositions qui ne sont pas directement en rapport avec l'objet en discussion sont éliminées.</p>
Motion d'ordre	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Par une motion d'ordre, tout député peut demander que le plénum se prononce sur la procédure des débats, des votes et des élections, l'ordre du jour de la séance, le renvoi d'un objet, la clôture de la discussion ou l'ajournement d'une séance. Une motion d'ordre ne peut porter sur le fond des débats.</p> <p><sup>2</sup> Toute motion d'ordre est liquidée sur-le-champ. La discussion générale est suspendue jusqu'à décision prise sur la motion d'ordre.</p>
Clôture de la discussion	<p><b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Lorsque la parole n'est plus demandée, la discussion est déclarée close.</p> <p><sup>2</sup> Si la clôture de la discussion est proposée, elle doit être mise aux voix immédiatement. Si elle est acceptée, seuls les députés annoncés obtiennent encore la parole.</p>
Interruption de séance	<p><b>Art. 32</b> Le président peut décider une interruption de séance sur proposition d'un député ou de son propre chef.</p>
Réouverture de la discussion	<p><b>Art. 33</b> <sup>1</sup> Chaque député peut demander, après la discussion des articles, qu'on revienne sur l'un ou l'autre de ceux-ci.</p> <p><sup>2</sup> Le Parlement se prononce sans débat sur cette requête.</p>

## **SOUS-SECTION 2 : Procédures des débats spécifiques**

Programme de législature	<p><b>Art. 34</b> Les débats concernant le programme gouvernemental de législature et la réalisation dudit programme ont lieu sans entrée en matière. Ils ne sont pas clos par un vote.</p>
Programme de développement économique	<p><b>Art. 35</b> <sup>1</sup> Les débats concernant l'adoption du programme de développement économique constituent l'entrée en matière de l'arrêté portant approbation de ce dernier, qui suit la procédure normale des débats.</p>



<sup>2</sup> Les débats relatifs à la réalisation du programme de développement économique ont lieu sans entrée en matière. Ils ne sont pas clos par un vote.

Rapports  
annuels

**Art. 36** <sup>1</sup> Les débats concernant les rapports annuels soumis, selon la Constitution ou la loi, à l'approbation du Parlement ont lieu sans entrée en matière. Ils sont clos par un vote.

<sup>2</sup> L'article 24 s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'un rapport émane du Gouvernement, son représentant s'exprime en premier pour le présenter.

Rapport sur les  
relations  
interjurassiennes

**Article 37** <sup>1</sup> Le Gouvernement présente chaque année au Parlement un rapport sur les relations interjurassiennes.

<sup>2</sup> Le rapport est adressé au Parlement quinze jours avant le traitement de cet objet en séance plénière.

<sup>3</sup> Le rapport est débattu mais ne fait pas l'objet d'un vote.

Autres rapports

**Art. 38** Le Bureau fixe la procédure applicable aux autres rapports transmis au Parlement.

Procédure  
relative à  
l'examen  
du budget

**Art. 39** <sup>1</sup> La discussion porte d'abord sur l'entrée en matière.

<sup>2</sup> Si celle-ci est acceptée, la discussion porte sur le détail des rubriques budgétaires.

<sup>3</sup> L'article 24 s'applique par analogie à l'organisation de la discussion.

<sup>4</sup> A l'issue de l'examen de détail du budget, le Parlement est informé sur le respect du frein à l'endettement, au sens de l'article 123a de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Tout député a ensuite la possibilité de demander à revenir sur l'une ou l'autre rubrique budgétaire. Le Parlement se prononce sans débat sur cette requête.

<sup>6</sup> Le Parlement passe alors à l'examen de détail de l'arrêté portant adoption du budget puis au vote de celui-ci.

<sup>7</sup> Si le budget adopté ne respecte pas le frein à l'endettement, le Parlement, s'il y est autorisé selon l'article 123a, alinéa 3, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>, se prononce, dans un second arrêté, sur la dérogation au frein à l'endettement.

Consultations  
fédérales

**Art. 40** <sup>1</sup> Le Parlement se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant les objets reconnus importants par la majorité des membres du Bureau.

<sup>2</sup> La discussion est ouverte par un exposé du rapporteur du Gouvernement. Ont ensuite la parole les représentants des groupes, puis les autres députés. La discussion close, le ministre s'exprime.

<sup>3</sup> Le Parlement se prononce par un vote sur la réponse du Gouvernement qu'il ne peut modifier.

<sup>4</sup> Il est donné connaissance aux députés des réponses du Gouvernement aux consultations fédérales.

#### SECTION 4 : Bureau

## Compétences

**Art. 41** <sup>1</sup> Le Bureau se réunit en principe avant chaque séance plénière, sur décision du président ou si deux de ses membres le demandent.

<sup>2</sup> Il fixe la date, le lieu, l'horaire et l'ordre du jour des séances qui est envoyé immédiatement aux députés. En règle générale, seuls les objets traités par une commission sont inscrits à l'ordre du jour.

<sup>3</sup> Il détermine le nombre des séances de groupes donnant lieu à rétribution.

<sup>4</sup> Il fixe la durée des vacances parlementaires.

<sup>5</sup> Il détermine les cas dans lesquels les formations politiques n'ayant pas accès aux commissions spéciales peuvent y déléguer chacune un représentant avec voix consultative.

<sup>6</sup> Le président du Parlement communique sans délai aux députés les décisions et les propositions du Bureau.

#### SECTION 5 : Commissions

## Organisation

**Art. 42** <sup>1</sup> Le président de la commission convoque cette dernière et veille à ce qu'elle s'acquitte à temps de la tâche qui lui incombe.

<sup>2</sup> En règle générale, dès que la commission est constituée, le président fixe la date des séances d'entente avec les membres de la commission et le ou les ministres concernés.

<sup>3</sup> Pour certains sujets, notamment la planification des séances et la composition des délégations, une commission peut, avec l'accord du Bureau, réunir en début de législature l'ensemble de ses membres et remplaçants. Seuls les membres titulaires ont voix délibérative.

Répartition des  
sièges

**Art. 43** <sup>1</sup> Le système proportionnel du plus fort quotient est appliqué à la répartition des sièges dans les commissions, selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des députés de l'ensemble des groupes est divisé par le nombre de sièges à répartir, augmenté d'un; le résultat, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, est le quotient;
- b) chaque groupe obtient autant de sièges que le nombre de ses députés contient de fois le quotient;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre des députés de chaque groupe est divisé par le nombre de sièges qu'il a déjà obtenus, augmenté d'un; un siège est attribué au groupe qui a le plus fort quotient; l'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis;
- d) si, dans le cas prévu sous lettre c, plusieurs groupes présentent le même quotient, le siège est attribué au groupe qui a le plus fort reste dans l'opération décrite sous lettre b;
- e) si plusieurs groupes ont un nombre égal de députés, le siège vacant est attribué au groupe dont la formation politique a obtenu, lors de l'élection du Parlement et pour l'ensemble du Canton, le plus grand nombre d'équivalents-électeurs; les équivalents-électeurs résultent de la division, pour chaque district, du nombre de suffrages de chaque liste par le nombre de députés revenant au district, les résultats obtenus étant ensuite additionnés.

<sup>2</sup> La répartition des sièges est établie au début de la législature et reste valable pour toute la durée de celle-ci.

Voix consultative  
en commission

**Art. 44** <sup>1</sup> Les formations politiques qui, en début de législature, n'ont pas accès aux commissions peuvent, d'un commun accord, désigner un représentant unique dans chaque commission avec voix consultative.

<sup>2</sup> En cas de désaccord entre elles, le Bureau tranche. L'article 41, alinéa 5, est réservé.

<sup>3</sup> Le représentant de ces formations peut faire des propositions en commission mais il ne peut rapporter au plénum sur les travaux et les décisions de la commission.

## Droits des commissions

**Art. 45** <sup>1</sup> Les commissions reçoivent, sur demande, un extrait des procès-verbaux et actes du Gouvernement et des départements qui se rapportent aux objets dont elles ont à connaître. Elles peuvent, d'entente avec le ministre concerné, consulter des employés d'Etat. A leur demande, le ministre les informe des dossiers de son département.

<sup>2</sup> Avec l'accord du Bureau, les commissions peuvent requérir l'avis d'experts ou de toute personne dont le conseil peut être utile. Moyennant une décision unanime de la commission, les auditions qui revêtent un intérêt public majeur peuvent être tenues publiquement.

<sup>3</sup> Les commissions permanentes peuvent demander à être informées par le Gouvernement sur des objets relevant de leur sphère d'activité. Toutefois, elles ne peuvent être consultées sur un futur projet législatif.

<sup>4</sup> Les ministres sont invités, avec voix consultative, aux séances des commissions. Ils peuvent se faire représenter. La commission peut siéger en l'absence d'un représentant du Gouvernement.

<sup>5</sup> Lorsqu'une commission veut renvoyer un dossier au Gouvernement afin d'obtenir des compléments, elle en saisit le Bureau. Avant de transmettre le dossier au Gouvernement, le Bureau doit s'assurer que le renvoi ne peut être assimilé à un refus d'entrée en matière. Si tel n'est pas le cas, il retourne le dossier à la commission.

## Procès-verbaux des commissions

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Secrétariat du Parlement établit, dans les dix jours, le procès-verbal des séances de commission. Le procès-verbal indique les personnes présentes, le nom des intervenants, reproduit l'essentiel de leurs propos, et fait état des propositions et des décisions.

<sup>2</sup> Le procès-verbal est accessible aux membres et aux remplaçants de la commission concernée, aux membres du Bureau, aux ministres, au chancelier d'Etat et à leurs secrétaires.

<sup>3</sup> Les procès-verbaux des débats confidentiels d'une commission ne sont accessibles qu'aux membres et remplaçants de la commission concernée, au président du Parlement et aux ministres.

<sup>4</sup> Les tiers participant à une séance de commission ont le droit de prendre connaissance de l'extrait du procès-verbal relatif aux sujets pour lesquels ils étaient présents.

<sup>5</sup> Après la décision du Parlement, le procès-verbal est accessible aux personnes ou autorités qui en ont besoin pour l'application du droit ou pour une recherche scientifique. L'article 12 de la loi d'organisation du Parlement est réservé<sup>1)</sup>.

<sup>6</sup> Le procès-verbal de la dernière séance d'une commission est accepté tacitement par les commissaires, sous réserve de corrections agréées par ces derniers, qui sont inscrites dans le procès-verbal suivant.

<sup>7</sup> Les procès-verbaux des commissions ne peuvent être rendus publics, même partiellement.

Délégation  
d'affaires

**Art. 47** En cas de nécessité, le président du Parlement peut déléguer la préparation d'une affaire à une commission permanente, à une commission spéciale déjà instituée ou au Bureau.

Commissions  
permanentes

**Art. 48** <sup>1</sup> Au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci, le Parlement, après avoir constitué son Bureau, nomme immédiatement en son sein les commissions permanentes suivantes :

- a) la commission de gestion et des finances;
- b) la commission de l'environnement et de l'équipement;
- c) la commission de la justice;
- d) la commission des affaires extérieures et de la formation;
- e) la commission de l'économie;
- f) la commission de la santé et des affaires sociales.

<sup>2</sup> Le Parlement peut déléguer aux commissions d'autres affaires que celles relevant des attributions prévues par le présent règlement.

<sup>3</sup> Les présidents des commissions permanentes sont élus par le Parlement pour une législature ou pour la fin de celle-ci si l'élection a lieu en cours de législature. Chaque commission désigne son vice-président.

<sup>4</sup> L'article 43 s'applique par analogie à la répartition des présidences des commissions entre les groupes parlementaires.

Commission de  
gestion et des  
finances

**Art. 49** <sup>1</sup> La commission de gestion et des finances se compose de onze membres.

<sup>2</sup> La commission a les attributions suivantes :

- a) elle examine la gestion du Gouvernement et des départements et rapporte à ce propos au Parlement;
- b) elle propose à ce dernier les moyens de remédier aux carences et aux abus qu'elle constate au sein de l'administration;
- c) elle examine le compte d'Etat, le budget, les plans financiers, les demandes de crédits supplémentaires, les propositions d'emprunts et de dépenses pour autant qu'une autre commission n'ait pas été désignée à cet effet;
- d) elle veille à ce que les crédits votés reçoivent l'emploi voulu et ne soient pas dépassés;

- e) elle autorise l'utilisation anticipée de tout ou partie d'un crédit supplémentaire urgent au sens de l'article 57, alinéa 3, de la loi sur les finances cantonales<sup>4)</sup>;
- f) elle examine chaque année le rapport de la Banque cantonale du Jura.

<sup>5</sup> En accord avec le Bureau, le Gouvernement peut lui confier d'autres tâches.

<sup>6</sup> La commission a le droit de procéder à toutes les investigations qu'elle juge utiles tant dans les départements que dans les services ou établissements administrés par l'Etat. A cet effet, elle peut requérir les services du Contrôle des finances. Lorsque ses investigations portent sur une affaire importante, la commission entend le ministre intéressé.

<sup>7</sup> Au besoin, la commission peut constituer en son sein des sous-commissions, composées de trois membres au moins, chargées d'investigations ou de contrôles particuliers ou du suivi de certains dossiers.

Commission de  
l'environnement  
et de  
l'équipement

**Art. 50** <sup>1</sup> La commission de l'environnement et de l'équipement se compose de sept membres.

<sup>2</sup> Elle examine, sous l'angle de la conception d'ensemble, de la législation, de la planification, de l'urgence, du coût et de l'utilisation des crédits votés, les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à l'environnement, aux travaux publics, aux constructions, aux transports et à l'énergie. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

<sup>3</sup> Les affaires qui ne concernent que des mesures de financement sont traitées par la commission de gestion et des finances, qui fait ses propositions au Parlement.

Commission de  
la justice

**Art. 51** <sup>1</sup> La commission de la justice se compose de sept membres.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à la justice, à la sécurité publique, à l'organisation des collectivités locales ou aux droits politiques relevant de la compétence du Parlement. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement;
- b) elle vérifie la gestion des tribunaux et rapporte au Parlement sur toutes les questions concernant la haute surveillance sur les autorités judiciaires; elle préavise notamment à l'intention du plénum le rapport des autorités judiciaires;
- c) elle fait des propositions, à l'intention du plénum, sur les recours en grâce, les demandes d'amnistie, les prises à partie, les plaintes et les demandes de levée d'immunité adressées au Parlement;

- d) elle fait des propositions, à l'intention du plénum, sur les décisions relatives aux conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie;
- e) elle examine les conditions de détention qui règnent dans les prisons jurassiennes et les établissements pénitentiaires soumis à un concordat sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les mineurs condamnés par les tribunaux jurassiens. A cet effet, elle peut visiter ces établissements. A leur demande, elle entend les détenus condamnés par les tribunaux jurassiens.

Commission des  
affaires  
extérieures et de  
la formation

**Art. 52** <sup>1</sup> La commission des affaires extérieures et de la formation se compose de sept membres.

<sup>2</sup> Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à la coopération, à l'éducation et à la formation professionnelle, à la culture et au sport, ainsi que les conventions et les concordats intercantonaux relevant de la compétence du Parlement. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

<sup>3</sup> Elle représente le Parlement jurassien dans les organes interparlementaires chargés de l'examen des projets de concordats et dans ceux chargés de veiller au respect des conventions intercantionales et de contrôler le fonctionnement des institutions intercantionales d'application, sous réserve de l'article 51, alinéa 2, lettre e.

<sup>4</sup> Pour compléter les délégations jurassiennes dans les commissions interparlementaires de contrôle, le Bureau, sur requête de la commission des affaires extérieures et de la formation, peut désigner des députés ou suppléants qui ne sont pas membres ni remplaçants de ladite commission.

Commission de  
l'économie

**Art. 53** <sup>1</sup> La commission de l'économie se compose de sept membres.

<sup>2</sup> Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à l'économie publique, à l'agriculture et à la fiscalité. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

Commission de  
la santé et des  
affaires sociales

**Art. 54** <sup>1</sup> La commission de la santé et des affaires sociales se compose de sept membres.

<sup>2</sup> Elle examine les affaires dont le Parlement doit connaître et qui ont trait à la santé publique, aux assurances sociales et à l'action sociale, notamment les comptes et le rapport d'activité de l'Hôpital du Jura ainsi que la planification sanitaire. Elle fait ses propositions au plénum du Parlement.

Commissions  
spéciales

**Art. 55** <sup>1</sup> Le Parlement peut renvoyer à une commission spéciale tout objet devant être traité par lui.

<sup>2</sup> Le Bureau détermine le mandat et fixe le nombre de membres de la commission.

<sup>3</sup> Les fonctions de la commission expirent au terme du mandat pour lequel elle a été instituée.

<sup>4</sup> Si son mandat n'est pas terminé à l'issue de la législature, le Parlement nouvellement élu doit le confirmer. Le Bureau procède alors à la reconstitution de la commission.

## SECTION 6 : Initiative parlementaire

Forme

**Art. 56** <sup>1</sup> L'initiative parlementaire est remise par écrit, signée et accompagnée d'un exposé des motifs. La date de la séance du Parlement suivant la remise de l'intervention est considérée comme date du dépôt de l'initiative parlementaire.

<sup>2</sup> Elle est traitée au plus tard lors de la séance qui suit un délai de quatre mois après son dépôt, sous réserve de l'article 71 du présent règlement.

Commission

**Art. 57** <sup>1</sup> La commission chargée d'examiner l'initiative peut, avec l'accord de l'auteur, en modifier le texte ou lui opposer un contre-projet. Elle peut, avec l'accord du Gouvernement, se faire assister par des employés de l'administration cantonale.

<sup>2</sup> Lors de l'examen d'une initiative parlementaire, l'auteur siège au sein de la commission avec voix consultative s'il n'en fait pas partie à un autre titre.

Consultation du  
Gouvernement

**Art. 58** Le Gouvernement dispose d'un délai fixé par la commission pour transmettre son avis à cette dernière.

Contre-projet  
gouvernemental

**Art. 59** Si le Gouvernement présente un contre-projet, le débat d'entrée en matière est précédé d'un débat portant sur le choix entre l'initiative et le contre-projet. Ce débat donne lieu à un vote.

## SECTION 7 : Autres interventions parlementaires

Forme

**Art. 60** <sup>1</sup> Toute intervention écrite doit porter un titre qui résume la matière. Tous les signataires de l'intervention doivent être identifiables. Un système de transmission électronique des interventions peut remplacer la signature manuscrite.



<sup>2</sup> A l'exception de la résolution, toutes les interventions écrites peuvent être transmises en tout temps au Secrétariat du Parlement et cosignées jusqu'à la prochaine séance du Parlement. Sous réserve de dispositions contraires, la date de la séance du Parlement suivant la remise de l'intervention est considérée comme date du dépôt de l'intervention.

<sup>3</sup> Seul l'un des signataires d'une intervention peut la développer au plénum.

<sup>4</sup> En cas de nécessité, le Bureau peut prolonger les délais appliqués aux interventions.

<sup>5</sup> Durant les vacances parlementaires, les délais de traitement des interventions parlementaires sont suspendus.

<sup>6</sup> Le texte d'une motion, d'un postulat, d'une interpellation, d'une motion interne ou d'une intervention en matière fédérale ne peut plus être modifié après le dépôt de l'intervention.

<sup>7</sup> Le retrait d'une intervention parlementaire est possible jusqu'au vote y relatif. La décision de l'auteur ne fait l'objet d'aucun débat.

<sup>8</sup> Les motions, postulats, interpellations, questions écrites, interventions en matière fédérale et motions internes sont éliminés si l'auteur et tous les cosignataires n'appartiennent plus au Parlement.

<sup>9</sup> Une intervention ne peut être reportée par son auteur que deux fois. Ensuite, elle doit être traitée; à défaut, elle est éliminée.

Contrôle de  
conformité des  
interventions

**Art. 61** <sup>1</sup> Le secrétaire général contrôle la conformité des interventions sur le plan formel.

<sup>2</sup> Après discussion avec l'auteur et sur préavis du secrétaire général, le Bureau peut refuser le dépôt d'une intervention qui ne respecte pas la forme requise.

Motion et  
postulat  
a) Forme et  
traitement

**Art. 62** <sup>1</sup> Les motions et les postulats sont déposés écrits et signés. Ils sont communiqués aux députés dans un délai de huit jours qui suit leur dépôt.

<sup>2</sup> Ils sont portés à l'ordre du jour au plus tard lors de la séance qui suit un délai de quatre mois après leur dépôt, sous réserve de l'article 71 du présent règlement.

<sup>3</sup> Sous réserve de l'article 71, alinéa 4, le Gouvernement doit faire connaître sa position et brièvement ses motivations sur les motions et les postulats portés à l'ordre du jour au moins dix jours avant la séance où ils y figurent. Le Gouvernement doit en faire mention dans sa prise de position lorsqu'il estime qu'une motion aura valeur de recommandation car intervenant dans sa sphère de compétence.

<sup>4</sup> S'il estime qu'une intervention est déjà réalisée, le Gouvernement peut proposer d'accepter et de classer immédiatement l'intervention. Le Parlement se prononce alors séparément sur ces deux propositions.

<sup>5</sup> Les motions et les postulats liés à un objet en délibération sont portés simultanément à cet objet à l'ordre du jour de la séance.

<sup>6</sup> Sur proposition d'un député ou du Gouvernement, le Parlement peut accepter une motion sous forme de postulat ou un postulat sous forme de motion, pour autant que l'auteur ou le député qui a développé l'intervention ait donné son accord, qui est définitif.

b) Discussion et vote

**Art. 63** <sup>1</sup> Les motions et les postulats sont développés oralement par l'auteur ou l'un des signataires. La parole est ensuite donnée au représentant du Gouvernement, puis aux représentants des groupes et enfin la discussion générale est ouverte. La discussion générale étant close, le représentant du Gouvernement ainsi que l'auteur de la motion ou du postulat, ou le député qui a développé cette intervention, peuvent encore s'exprimer, puis répliquer et dupliquer, le temps de parole de chacun étant alors limité à deux minutes.

<sup>2</sup> L'auteur de la motion ou du postulat, ou le député qui a développé l'intervention, se détermine sur la proposition du Gouvernement ou des groupes de transformer l'intervention avant l'ouverture de la discussion générale.

<sup>3</sup> Lorsqu'une motion ou un postulat n'est combattu ni par le Gouvernement, ni par un groupe parlementaire ou un député, il est soumis au vote sans débat.

<sup>4</sup> Lorsqu'une motion ou un postulat est susceptible de fractionnement, les divers points peuvent donner lieu à des votes séparés, moyennant l'accord ou sur décision de l'auteur ou du député qui a développé cette intervention.

<sup>5</sup> Le Parlement se prononce après clôture de la discussion.

c) Réalisation

**Art. 64** <sup>1</sup> Les motions et les postulats acceptés sont transmis, pour réalisation, au Gouvernement. Le Gouvernement dispose d'un délai de deux ans s'il s'agit d'une motion et d'une année s'il s'agit d'un postulat pour transmettre au Parlement un rapport ou des propositions.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement tient à jour la liste des motions et postulats à réaliser, qui est examinée tous les six mois par le Bureau du Parlement. Les postulats sont réputés réalisés lorsque le rapport du Gouvernement est remis aux députés.

<sup>3</sup> Si, à l'échéance du délai, le Gouvernement n'a pas transmis ses propositions ou son rapport au Parlement, le Bureau, après avoir interpellé le Gouvernement :

- a) accorde un délai supplémentaire de douze mois au plus pour la réalisation;
- b) mandate une commission pour proposer au Parlement les voies et moyens pour atteindre le but de la motion ou du postulat; ou
- c) propose au Parlement de classer la motion ou le postulat.

<sup>4</sup> Si le délai supplémentaire accordé au Gouvernement est dépassé, le Bureau mandate une commission pour proposer au Parlement les voies et moyens pour atteindre le but de la motion ou du postulat ou propose au Parlement de les classer.

#### Interpellation

**Art. 65** <sup>1</sup> L'interpellation doit être transmise par écrit et signée. Elle est communiquée aux députés dans le délai de huit jours suivant son dépôt.

<sup>2</sup> Le député développe son interpellation lors de la séance suivante.

<sup>3</sup> Le Gouvernement répond en principe immédiatement. S'il le juge nécessaire, il peut répondre à la prochaine séance. Cas échéant, il en informe au préalable l'interpellateur, qui peut demander de reporter le développement de son interpellation à la même séance.

<sup>4</sup> L'interpellateur déclare ensuite s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

<sup>5</sup> La discussion est ouverte si douze députés le demandent à main levée.

<sup>6</sup> L'interpellation ne donne lieu à aucun vote.

#### Question écrite

**Art. 66** <sup>1</sup> La question écrite peut être déposée en tout temps. Elle est transmise immédiatement au Gouvernement et communiquée aux députés dans le délai de dix jours suivant son dépôt.

<sup>2</sup> Le Gouvernement communique sa réponse, par écrit, à tous les députés, dans un délai de deux mois suivant son dépôt.

<sup>3</sup> La question écrite est en principe portée à l'ordre du jour de la séance du Parlement suivant ce délai de deux mois.

<sup>4</sup> L'auteur d'une question écrite déclare s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

<sup>5</sup> L'auteur ou un cosignataire dispose d'une minute de temps de parole pour, au besoin, justifier sa position s'il n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement.

<sup>6</sup> La question écrite ne donne lieu à aucun vote.

#### Question orale

**Art. 67** <sup>1</sup> Quarante-cinq minutes sont consacrées aux questions orales à chaque session. Au plus tôt une demi-heure avant l'ouverture de la séance, les députés qui désirent intervenir s'inscrivent personnellement en indiquant le sujet de la question. Un même député peut poser une nouvelle question orale après que tous les autres députés inscrits se sont exprimés.

<sup>2</sup> L'ordre du passage des questions orales est défini par le Bureau selon une alternance entre les groupes parlementaires. Une place est réservée aux députés qui ne sont pas membres d'un groupe parlementaire à l'issue de chaque tour.

<sup>3</sup> Le député dispose d'une minute pour poser sa question, après quoi le Gouvernement y répond sur-le-champ durant deux minutes au maximum. La discussion n'est pas ouverte.

<sup>4</sup> L'auteur d'une question orale déclare ensuite s'il est satisfait, partiellement satisfait ou non satisfait de la réponse.

<sup>5</sup> La question orale ne donne lieu à aucun vote.

#### Résolution

**Art. 68** <sup>1</sup> La résolution, déposée par écrit et signée par quinze députés, est remise au président en cours de séance.

<sup>2</sup> Le texte en est communiqué immédiatement, par écrit, à tous les députés.

<sup>3</sup> Le projet de résolution est développé et discuté lors de la séance, à moins que l'auteur n'accepte qu'il soit traité au cours de la séance suivante.

<sup>4</sup> La résolution est adoptée si elle recueille trente et une voix.

#### Intervention cantonale en matière fédérale

**Art. 69** <sup>1</sup> L'intervention cantonale en matière fédérale vise à demander au Parlement d'exercer les compétences prévues à l'article 84, lettres o et p, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle vise à user du droit d'initiative cantonale en matière fédérale, le texte de l'intervention doit intégrer un développement et une requête adressée aux Chambres fédérales. La requête doit préciser les modifications légales souhaitées.

<sup>3</sup> L'auteur de l'intervention, éventuellement accompagné de parlementaires, de membres du Gouvernement ou d'employés d'Etat, est habilité à défendre son intervention devant les organes des Chambres fédérales. Au besoin, la délégation est désignée par le Bureau.

<sup>4</sup> Lorsqu'elle vise à user des compétences prévues à l'article 84, lettre p, de la Constitution<sup>3)</sup>, le texte de l'intervention précise l'acte législatif fédéral visé par le référendum ou les motifs de convocation extraordinaire de l'Assemblée fédérale.

<sup>5</sup> Une demande de référendum fédéral est traitée lors de la séance du Parlement qui suit son dépôt.

<sup>6</sup> Lorsqu'une telle demande est approuvée, le Gouvernement est chargé de contacter d'autres cantons en vue de se joindre au référendum.

<sup>7</sup> Le Gouvernement peut soumettre au Parlement une intervention cantonale en matière fédérale.

<sup>8</sup> La procédure relative aux motions et postulats est applicable par analogie à l'intervention cantonale en matière fédérale. Si elle émane du Gouvernement, celui-ci s'exprime en premier.

Motion interne

**Art. 70** <sup>1</sup> La procédure relative aux motions et aux postulats est applicable par analogie à la motion interne. Le Gouvernement ne se prononce pas mais peut participer à la discussion.

<sup>2</sup> Le Bureau du Parlement peut faire part de son préavis sur une motion interne concernant les affaires du Parlement.

<sup>3</sup> Une motion interne acceptée est transmise, pour rapport et propositions, au Bureau ou à une commission qui doit statuer dans les deux ans.

## **SECTION 8 : Procédure d'urgence**

Urgence

**Art. 71** <sup>1</sup> Toute intervention sous forme d'initiative parlementaire, de motion, d'intervention en matière fédérale ou de motion interne peut être déclarée urgente si, lors de son dépôt, son auteur présente une demande écrite et motivée à ce sujet.

<sup>2</sup> Le Bureau décide si l'intervention doit être traitée en urgence. L'urgence est donnée lorsque le traitement de l'intervention dans les délais usuels lui ferait perdre toute pertinence.

<sup>3</sup> Si l'urgence est décidée, l'intervention est traitée lors de la séance du Parlement suivant son dépôt.

<sup>4</sup> Le Bureau donne au Gouvernement un délai approprié pour prendre position sur la motion. Il peut notamment déroger au terme fixé à l'article 62, alinéa 3.

<sup>5</sup> Si une intervention déclarée urgente est acceptée, elle doit être réalisée dans le délai imposé par l'urgence, mais au plus tard dans l'année qui suit son adoption.

## SECTION 9 : Votes

Mise aux voix

**Art. 72** <sup>1</sup> Le président soumet au Parlement l'ordre dans lequel les questions sont mises aux voix.

<sup>2</sup> S'il surgit une contestation, le Parlement décide.

Ordre des votes

**Art. 73** <sup>1</sup> Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et ceux-ci avant la proposition principale. Le texte adopté en première lecture tient lieu de proposition principale pour la seconde lecture. S'il y a plus de deux propositions équivalentes, elles sont mises aux voix ensemble et chaque député ne peut voter que pour l'une d'entre elles. Si aucune n'atteint la majorité absolue, celle qui a obtenu le moins de voix est éliminée. En cas d'égalité, le président décide de la proposition à éliminer.

<sup>2</sup> On continue à voter sur les propositions restantes jusqu'à ce que l'une d'elles obtienne la majorité absolue. Lorsqu'un objet est susceptible de fractionnement, on procède à des votes séparés si la demande en est faite.

Mode de vote

**Art. 74** <sup>1</sup> Le vote se fait électroniquement. Si le système électronique est défaillant, une contre-épreuve peut être effectuée. Si la défaillance persiste, le vote a lieu à main levée.

<sup>2</sup> Chaque député vote de sa place.

<sup>3</sup> Les votes sont exprimés par "oui", "non" ou "abstention". Le président précise avant chaque vote la question sur laquelle le Parlement doit se prononcer.

<sup>4</sup> Le système de vote électronique compte et enregistre les suffrages exprimés lors de tous les scrutins. Le secrétariat conserve toutes les données du vote jusqu'à la fin de la législature. Sous réserve de l'alinéa 8, les résultats détaillés de chaque vote sont publics.

<sup>5</sup> Le résultat du vote est affiché sur au moins un écran électronique. Le président communique oralement le résultat du vote.

<sup>6</sup> Lors d'un vote à main levée, les scrutateurs dénombrent les voix. Le président peut constater que la décision est prise à une majorité évidente, les avis contraires étant dénombrés. Une contre-épreuve peut être demandée.

<sup>7</sup> Le vote par appel nominal a lieu lorsque vingt députés présents en font la demande. Le secrétaire général appelle par ordre alphabétique tous les députés présents qui doivent faire part oralement de leur vote par "oui", "non" ou "abstention" en appuyant simultanément sur le bouton de vote électronique. Le vote de chacun est alors affiché sur les écrans et inscrit au procès-verbal.

<sup>8</sup> Le vote secret a lieu si vingt députés présents en font la demande. Dans ce cas, les écrans électroniques n'affichent que le résultat global du vote.

<sup>9</sup> Lorsque le vote par appel nominal et le vote secret sont demandés pour un même objet, le Parlement choisit le mode de vote au scrutin secret.

<sup>10</sup> En ce qui concerne les recours en grâce, le vote a lieu au scrutin secret. L'entrée en matière n'est pas sanctionnée par un vote.

<sup>11</sup> Le vote a lieu au scrutin secret pour les demandes de levée l'immunité.

Vote du  
président  
a) au Parlement

**Art. 75** <sup>1</sup> Lors des votes électroniques standard ou à main levée, le président ne vote que s'il y a égalité des voix ou si une majorité qualifiée des députés est requise.

<sup>2</sup> Dans les votes secrets ou par appel nominal, le président vote et une proposition est réputée rejetée en cas d'égalité des voix.

b) au Bureau et  
dans les  
commissions

**Art. 76** Au sein du Bureau et des commissions, le président vote et, en cas d'égalité, tranche.

## SECTION 10 : Elections

Election des  
magistrats

**Art. 77** <sup>1</sup> Pour l'élection des juges et des procureurs, la loi d'organisation judiciaire<sup>5)</sup> règle le processus de sélection des candidats par le Conseil de surveillance de la magistrature.

<sup>2</sup> Pour l'élection du secrétaire général du Parlement, du contrôleur général des finances et du président de la commission de recours en matière d'impôt, le Bureau définit la procédure de sélection.

<sup>3</sup> Le Bureau émet un préavis pour l'élection du secrétaire général du Parlement.

<sup>4</sup> La commission de gestion et des finances émet un préavis pour l'élection du contrôleur général des finances. Le Gouvernement est consulté préalablement et émet un préavis à l'intention de la commission.

<sup>5</sup> Lorsque l'organe compétent a rendu son préavis, le Secrétariat du Parlement informe les personnes ayant fait acte de candidature de la teneur du préavis et leur laisse la possibilité de retirer leur candidature avant la publication officielle de la liste des candidatures.

<sup>6</sup> Les suffrages donnés à une personne n'ayant pas fait acte de candidature selon la procédure requise ou ayant retiré sa candidature ne sont pas pris en compte et sont assimilés à des suffrages nuls. Pour le surplus, les dispositions de l'article 78 s'appliquent.

<sup>7</sup> Le président du Parlement, ou son remplaçant, présente au Parlement les candidatures proposées par le Conseil de surveillance de la magistrature et le Bureau. Le président de la commission de gestion et des finances présente les candidatures proposées par la commission.

<sup>8</sup> Sous réserve de dispositions légales contraires, les nouveaux élus font la promesse solennelle devant le Parlement en principe immédiatement après leur élection. Celui qui refuse renonce à son élection.

#### Procédure

**Art. 78** <sup>1</sup> Les bulletins de vote sont déposés ensemble dans l'urne. Ils sont détruits après la séance.

<sup>2</sup> Si le nombre de bulletins rentrés excède celui des bulletins délivrés, le tour de scrutin est annulé et répété.

<sup>3</sup> Pour être élu un candidat doit obtenir la majorité absolue des suffrages valables.

<sup>4</sup> Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls. Sont déclarés nuls les bulletins illisibles ou équivoques et les bulletins contenant une mention étrangère à la désignation des candidats. Les suffrages donnés à une personne non éligible ne sont pas pris en compte.

<sup>5</sup> Le premier tour du scrutin est libre. Dès le deuxième tour, seules demeurent éligibles les personnes ayant obtenu au moins une voix lors du premier tour.



<sup>6</sup> A l'issue du deuxième tour et de chaque tour suivant, les candidats qui n'ont pas obtenu un nombre de voix équivalent au moins au dixième des bulletins valables sont éliminés.

<sup>7</sup> Si, lors d'un tour, tous les candidats recueillent un nombre de voix supérieur ou égal au dixième des bulletins valables, le candidat ayant obtenu le moins de voix est éliminé. Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, un scrutin de ballottage détermine lequel d'entre eux doit être éliminé. Si, lors de ce scrutin de ballottage, les candidats obtiennent le même nombre de voix, le sort décide.

<sup>8</sup> Si le nombre de candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges à pourvoir, les candidats qui ont recueilli le moins de voix sont éliminés.

<sup>9</sup> Lorsque le nombre de candidats présentés en vue de la constitution d'une commission permanente est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection est tacite. Elle l'est également pour les élections des membres et des suppléants de la commission des recours en matière d'impôts et des membres de la commission du fonds de péréquation.

## SECTION 11 : Dispositions finales

Révision      **Art. 79** Le Bureau peut proposer au Parlement une révision du présent règlement.

Abrogation      **Art. 80** Le règlement du Parlement du 16 décembre 1998 est abrogé.

Entrée en vigueur      **Art. 81** Le présent règlement entre en vigueur le 16 décembre 2020.

Delémont, le 30 septembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 171.21](#)
- 2) [RSJU 111.190](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 611](#)
- 5) [RSJU 181.1](#)

## Arrêté fixant les indemnités parlementaires

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 55, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement du 30 septembre 2020<sup>1)</sup>,

arrête :

Terminologie

**Article premier** Les termes utilisés dans le présent arrêté pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Députés

**Art. 2** <sup>1</sup> Les députés et les suppléants ont droit à une indemnité de 150 francs par séance.

<sup>2</sup> Lorsque la séance dure moins d'une heure, les députés et les suppléants ont droit à une demi-indemnité.

<sup>3</sup> Les députés et les suppléants qui, sans excuse jugée valable par le président du Parlement, n'ont pas assisté à la majeure partie d'une séance voient leur indemnité réduite de moitié.

<sup>4</sup> Le même tarif est applicable pour les séances du Bureau, des commissions, des commissions interparlementaires et des groupes ainsi que pour les journées d'études organisées avec l'accord du Bureau.

<sup>5</sup> Les parlementaires qui ne font partie d'aucun groupe touchent, pour l'étude des dossiers, une indemnité annuelle de 2 900 francs.

<sup>6</sup> Les remplaçants qui ne siègent pas dans la commission ne touchent aucune indemnité s'ils participent à une séance d'information ou à une visite organisée par la commission.

Président et vice-présidents

**Art. 3** <sup>1</sup> Le président du Parlement touche une indemnité annuelle, pour remboursement de frais, de 4 000 francs, le premier vice-président de 2 000 francs et le deuxième vice-président de 1 000 francs.

<sup>2</sup> Ils reçoivent, en sus, une indemnité de 40 francs par représentation pour remboursement de frais. Leurs frais de déplacement sont indemnisés conformément à l'article 7.

<sup>3</sup> Pour la présidence d'une séance du Parlement ou du Bureau, le président a droit à une demi-indemnité de séance supplémentaire.

<sup>4</sup> Les autres députés ont droit à la rétribution ordinaire lorsqu'ils se rendent en délégation officielle.

Représentations  
du Bureau

**Art. 4** Le Bureau est compétent pour décider d'indemniser ou non, et à quel niveau, la participation de ses membres, ou de leurs remplaçants, à certaines séances et représentations, notamment les rencontres avec d'autres institutions ou des bureaux d'autres cantons.

Scrutateurs

**Art. 5** Les scrutateurs ont droit à une rétribution supplémentaire de 15 francs par journée ou demi-journée de séance plénière durant laquelle ils sont appelés à fonctionner.

Président de  
commission et  
de groupe

**Art. 6** Lors de chaque séance de commission ou de groupe, le président a droit à un supplément équivalant à une demi-indemnité de séance.

Indemnité de  
déplacement

**Art. 7** <sup>1</sup> Une indemnité kilométrique, dont le montant est basé sur les dispositions applicables aux employés d'Etat, est versée aux parlementaires pour leur déplacement entre leur domicile et la localité où siègent le Parlement, le Bureau, les commissions, les groupes et les commissions interparlementaires.

<sup>2</sup> Pour les déplacements à l'extérieur du canton, l'utilisation des transports publics est privilégiée. Les dispositions applicables aux employés d'Etat pour le remboursement des frais de déplacement s'appliquent par analogie aux parlementaires.

Indemnité de  
subsistance

**Art. 8** Les parlementaires ont droit à une indemnité de subsistance, dont le montant est basé sur les dispositions applicables aux employés d'Etat, lorsqu'un repas doit être pris à l'occasion d'une représentation officielle ou d'une séance à l'extérieur du canton.

Indemnité  
informatique

**Art. 9** Pour couvrir leurs frais d'équipement informatique personnel et leurs frais d'impression, les parlementaires ont droit à une indemnité annuelle de 300 francs.

Indemnité  
spéciale

**Art. 10** Sur proposition de la commission, le Bureau peut décider d'attribuer une indemnité spéciale aux commissaires chargés de travaux particuliers.

Indemnités aux  
groupes

**Art. 11** <sup>1</sup> Une indemnité annuelle est versée aux groupes en couverture de leurs frais de secrétariat.

<sup>2</sup> Elle comprend :

- a) une contribution de base de 4 000 francs;
- b) une contribution de 700 francs par député et par suppléant.

Indexation

**Art. 12** Les indemnités prévues dans le présent arrêté sont adaptées à l'indice suisse des prix à la consommation pour autant que celui-ci ait varié de deux points depuis la dernière adaptation.

Abrogation

**Art. 13** L'arrêté du 3 décembre 2014 fixant les indemnités parlementaires est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 décembre 2020.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> [RSJU 171.21](#)



# Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (DOGA)<sup>[13\)](#)</sup>

du 27 avril 2016

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** Le présent décret constitue la réglementation d'exécution de loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[1\)](#)</sup>.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Délibérations du Gouvernement

**Séances et convocations** **Art. 3** <sup>1</sup> En dehors des vacances qu'il définit, le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

<sup>2</sup> Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

**Publicité** **Art. 4** Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

**Préparation et présidence des séances** **Art. 5** <sup>1</sup> Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

<sup>2</sup> Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres  
participants

**Art. 6** <sup>1</sup> Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Des employés de l'administration cantonale et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances.

Quorum

**Art. 7** La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.

Procédure de  
vote

**Art. 8** <sup>1</sup> Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide.

<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations et l'engagement du personnel.

<sup>3</sup> Les membres absents ne peuvent pas voter.

Majorité

**Art. 9** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins.

<sup>2</sup> Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage.

<sup>3</sup> Les nominations et l'engagement du personnel ont lieu à la majorité absolue des membres présents.

Procédures  
spéciales

**Art. 10** <sup>1</sup> Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure.

<sup>2</sup> Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Procès-verbal

**Art. 11** <sup>1</sup> Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant.



<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.

Signature

**Art. 12** <sup>1</sup> Les ordonnances qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique en principe aux décisions du Gouvernement.

<sup>2</sup> Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du  
Gouvernement

**Art. 13** Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent chapitre en se donnant un règlement.

Réserve du  
Code de  
procédure  
administrative

**Art. 14** Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> sont réservées.

### **CHAPITRE III : Organisation des départements et de la Chancellerie d'Etat**

Départements

**Art. 15** <sup>1</sup> Les cinq départements sont les suivants :

- a) le Département de l'économie et de la santé;
- b) le Département de l'environnement;
- c) le Département des finances;
- d) le Département de la formation, de la culture et des sports;
- e) le Département de l'intérieur.

<sup>2</sup> Ils comprennent les unités administratives qui exercent les tâches relevant de leurs domaines. Pour le surplus, le Gouvernement répartit les unités administratives conformément à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Chancellerie  
d'Etat

**Art. 16** La Chancellerie d'Etat comprend notamment la Chancellerie proprement dite et le Secrétariat du Parlement.

## CHAPITRE IV : Unités administratives

### SECTION 1 : Dispositions générales

Siège des unités administratives

**Art. 17** Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions particulières du présent décret, les unités administratives ont leur siège à Delémont.

Secrétariat

**Art. 18** <sup>1</sup> Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat et la gestion financière de certaines unités administratives.

### SECTION 2 : Service de l'action sociale

Attributions

**Art. 19** Le Service de l'action sociale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;
- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- l) organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé publique;
- m) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 20** La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale.

### SECTION 3 : Office des assurances sociales

Attributions **Art. 21** L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- c) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- d) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- e) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage; surveillance des agences communales AVS;
- f) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- g) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 22** L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions **Art. 23** A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

### SECTION 4 : Chancellerie proprement dite

Attributions **Art. 24** La Chancellerie proprement dite a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- c) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- d) protocole;
- e) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- f) secrétariat du Gouvernement;
- g) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- h) publication du Journal officiel;

- i) tâches relatives aux affaires fédérales et confédérales;
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 25** Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie proprement dite.

## **SECTION 5 : Service de la consommation et des affaires vétérinaires**

Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des denrées alimentaires;
- c) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- d) traitement des affaires vétérinaires confiées par la législation;
- e) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- f) gestion de la Caisse des épizooties;
- g) collaboration avec la Fondation rurale interjurassienne;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal dépendent du Service de la consommation et des affaires vétérinaires et exercent, de manière indépendante, les attributions que leur confère la législation.

## **SECTION 6 : Service des contributions**

Subdivisions

**Art. 27** Le Service des contributions comprend :

- a) la Direction;
- b) la Section des personnes physiques;
- c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- d) la Section de gestion et de coordination;
- e) les Recettes et Administrations de district.

Attributions

**Art. 28** Le Service des contributions a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale;
- c) développement et gestion de l'outil informatique lié au service;

- d) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité;
- e) mise en place des mesures et des structures de lutte contre la fraude fiscale;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 29** La commission d'estimation en matière d'impôts est adjointe au Service des contributions.<sup>16)</sup>

## Direction

**Art. 30** La Direction a les attributions suivantes :

- a) direction, organisation et surveillance des unités administratives;
- b) lutte contre la fraude fiscale par l'unité de lutte contre la fraude fiscale (révisorat et rappel d'impôt);
- c) représentation de l'Etat dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- d) développement, gestion de l'outil informatique et extraction de données par l'unité de projets;
- e) traitement des remises d'impôt;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## Section des personnes physiques

**Art. 31** La Section des personnes physique a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) fixation et exécution du droit au remboursement de l'impôt anticipé;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## Bureau des personnes morales et des autres impôts

**Art. 32** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) taxation pour la perception des autres impôts : impôt de succession et de donation, impôt sur les gains immobiliers, impôt à la source, impôts communaux (partages);
- d) évaluations officielles;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 33** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.

Section de  
gestion et de  
coordination

**Art. 34** La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :

- a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;
- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) contrôle et saisie centralisée des mutations (registre des contribuables), enregistrement et scannage des données de taxation;
- d) exploitation de l'environnement informatique existant en collaboration avec le Service de l'informatique et l'unité de projets;
- e) planification, exploitation et suivi des traitements informatiques;
- f) conception et analyse des statistiques du service et coordination des extractions de données;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Recettes et  
Administrations  
de district

**Art. 35** <sup>1</sup> Une Recette et Administration de district est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) encaissement et recouvrement des créances de l'Etat, sous réserve de dispositions légales particulières;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) surveillance des procédures de scellés et conduite des procédures d'inventaire;
- d) exécution des mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité;
- e) visites des études de notaires;
- f) octroi de permis de jeu;
- g) réception des demandes, préparation et transfert de la demande en matière de remise d'impôt;
- h) consignation des loyers;
- i) gestion administrative du Service de renseignements juridiques;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

<sup>4</sup> Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif. Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens et le chef du département auquel le Service des contributions est rattaché en assume la surveillance.

## SECTION 7 : Contrôle des finances

Statut **Art. 36** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, rattaché administrativement au département des finances.

<sup>2</sup> Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission parlementaire de gestion et des finances.

<sup>3</sup> Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

Surveillance **Art. 37** <sup>1</sup> En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- b) du Gouvernement et des départements pour les contrôles courants des unités administratives, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

<sup>2</sup> La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

Attributions **Art. 38** Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les unités administratives;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;

- d) contrôle de l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la révision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission de gestion et des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, les comptes de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le délégué aux affaires communales dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

Liaison avec la  
commission  
de gestion et  
des finances

**Art. 39** Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission de gestion et des finances.

## **SECTION 8 : Office de la culture**

Attributions

**Art. 40** L'Office de la culture a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;
- c) protection des monuments historiques;
- d) protection du patrimoine archéologique et paléontologique;
- e) protection des biens culturels et du patrimoine rural;
- f) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;
- g) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;
- h) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;
- i) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;
- j) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;
- k) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;



- l) contribution aux échanges culturels;
- m) <sup>8)</sup> conservation, acquisition et mise en valeur des collections de sciences naturelles à des fins de formation, de recherche et d'animation;
- n) relations avec les musées jurassiens;
- o) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 41** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions

**Art. 42** <sup>8)</sup> A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission des affaires culturelles;
- b) la commission des archives;
- c) la commission des arts visuels;
- d) la commission des bibliothèques;
- e) la commission de la culture;
- f) la commission des musées;
- g) la commission du patrimoine archéologique et paléontologique;
- h) la commission du patrimoine historique.

## **SECTION 9 : Service du développement territorial**

Attributions

**Art. 43** Le Service du développement territorial a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) coordination des politiques publiques à incidences spatiales;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections;
- e) élaboration des objectifs, suivi de la mise en œuvre et promotion du développement durable, en collaboration avec les services concernés;
- f) élaboration des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Subdivisions

**Art. 44** Le Service du développement territorial comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section de l'aménagement du territoire;
- b) la Section des permis de construire;
- c) la Section du cadastre et de la géoinformation;
- d) la Section de la mobilité et des transports;
- e) la Section de l'énergie.

Section de  
l'aménagement  
du territoire

**Art. 45** La Section de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) responsabilité et coordination de l'aménagement cantonal;
- b) examen et décisions en matière d'aménagement régional et local;
- c) ... [12\)](#)
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
permis de  
construire

**Art. 46** La Section des permis de construire a les attributions suivantes :

- a) traitement des demandes de permis de construire relevant de la compétence du Canton;
- b) ratification des dérogations à la réglementation communale;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) contrôle des prescriptions de la législation fédérale et cantonale sur l'énergie dans le domaine des permis de construire, en collaboration avec la Section de l'énergie;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section du  
cadastre et de la  
géoinformation

**Art. 47** La Section du cadastre et de la géoinformation a les attributions suivantes :

- a) organisation, surveillance et vérification de la mensuration officielle et de sa mise à jour;
- b) organisation et exploitation de l'infrastructure cantonale de données géographiques et diffusion de ces données;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de la  
mobilité et des  
transports

**Art. 48** La Section de la mobilité et des transports a les attributions suivantes :

- a) planification stratégique des transports en commun et individuels ainsi que des mobilités douces;
- b) négociation des prestations et des horaires des transports publics;
- c) promotion des transports publics et des instruments d'intermodalité;
- d) gestion des concessions et autorisations cantonales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'énergie

**Art. 49** La Section de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) suivi de la mise en œuvre des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- b) collaboration avec l'ensemble des acteurs de la politique énergétique;
- c) accompagnement des projets de production d'énergie indigène;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 50** Au Service du développement territorial sont adjointes :

- a) la commission consultative pour l'aménagement du territoire;
- b) la commission des paysages et des sites;
- c) la commission technique des transports;
- d) la conférence des transports.

## **SECTION 10 : Economat cantonal**

## Attributions

**Art. 51** L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- c) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- d) multigraphie;
- e) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- f) librairie scolaire;
- g) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 11 : Service de l'économie et de l'emploi**

## Attributions

**Art. 52** Le Service de l'économie et de l'emploi a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration du programme de développement économique;
- c) élaboration et réalisation des programmes de mise en œuvre (entreprises, tourisme et politique régionale);
- d) application de la législation sur la politique régionale;
- e) mesures visant à soutenir le développement des entreprises existantes conformément aux législations fédérale et cantonale;
- f) mesures visant à rechercher et à favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- g) mesures visant à soutenir le développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) en collaboration avec le département auquel il est rattaché, conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- i) exécution des législations sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail), sur les activités économiques (inspection), sur les poids et les mesures (inspection) et sur l'assurance-chômage;

- j) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones d'activités;
- k) préavis sur les conventions collectives de travail;
- l) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- m) contrôle des prix et autres mesures visant à la protection des consommateurs;
- n) contrôle au sens de la législation sur le travail au noir;
- o) traitement des demandes d'autorisation de travailler en matière de main-d'œuvre étrangère;
- p) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- q) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- r) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- s) collaboration avec l'Office de l'environnement dans le cadre de la commercialisation du bois;
- t) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 53** Au Service de l'économie et de l'emploi sont adjointes :

- a) la commission consultative pour le développement de l'économie;
- b) la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux et de placement;
- c) la commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations<sup>4)</sup>.

## SECTION 12 : Service de l'économie rurale

## Attributions

**Art. 54** Le Service de l'économie rurale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) collaboration avec l'Office de l'environnement;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 55** Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) les commissions d'experts.

**SECTION 13: ...[9\)](#)****Art. 56 et 57**[9\)](#)**SECTION 14 : Service de l'enseignement**

## Attributions

**Art. 58** Le Service de l'enseignement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles primaires et secondaires;
- c) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
- d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
- e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
- f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
- g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
- h) coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil,  
commissions et  
conférences**Art. 59** Au Service de l'enseignement sont adjoints :

- a) le Conseil scolaire;
- b) la commission de l'enseignement;
- c) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- d) ...[9\)](#);
- e) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- f) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

## SECTION 15 : Office de l'environnement

### Attributions

**Art. 60** L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- a) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- b) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- c) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- d) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- e) gestion et surveillance des forêts de l'Etat, sous réserve de l'article 28a de la loi sur les forêts<sup>5</sup>;
- f) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- g) surveillance des gravières et des carrières;
- h) administration de la régle des mines;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

### Commissions

**Art. 61** A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

### Arrondissement forestier

**Art. 62** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.

<sup>2</sup> Ce dernier a les attributions suivantes :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- d) collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- e) participation à l'aménagement forestier;

- f) collaboration à l'exercice de la police forestière;
- g) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- h) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- i) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- j) vulgarisation forestière;
- k) contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

**Art. 63** L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

## **SECTION 16 : Service de la formation postobligatoire<sup>10)</sup>**

Attributions

**Art. 64<sup>10)</sup>** Le Service de la formation postobligatoire a les attributions suivantes :

- a) mise en œuvre de la politique de formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- c) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- d) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- e) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- f) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- g) coordination avec le Service de l'enseignement, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- h) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;
- i) suivi du parcours des personnes jurassiennes en formation;
- j) organisation des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- k) pilotage des formations dispensées dans les divisions au sens de l'article 64a, lettres b à f;
- l) assurer et entretenir les relations avec les entités et institutions publiques et privées actives dans les domaines de la formation tertiaire et continue;
- m) assurer le suivi et le développement de la formation continue;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

Subdivisions	<p><b>Art. 64a<sup>11)</sup></b> <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire comprend les subdivisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la Section des bourses et prêts d'études;</li> <li>b) la division technique;</li> <li>c) la division commerciale;</li> <li>d) la division artisanale;</li> <li>e) la division santé-social-arts;</li> <li>f) la division lycéenne;</li> <li>g) l'unité de formation continue.</li> </ul>
Attributions des divisions	<sup>2</sup> Les divisions dispensent les formations relevant de leur domaine respectif.
Attributions de l'unité de formation continue	<p><sup>3</sup> L'unité de formation continue dispense les prestations de la formation continue.</p> <p><sup>4</sup> Le Département détermine l'appellation de l'unité de formation continue.</p>
Section des bourses et prêts d'études	<p><b>Art. 65<sup>10)</sup></b> La Section des bourses et prêts d'études a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) application de la législation concernant les subsides de formation;</li> <li>b) toute autre attribution conférée par la législation.</li> </ul>
Conseil et commissions	<p><b>Art. 66<sup>10)</sup></b> Au Service de la formation postobligatoire sont adjoints :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le Conseil de la formation;</li> <li>b) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;</li> <li>c) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;</li> <li>d) la commission de maturité gymnasiale;</li> <li>e) les commissions de division;</li> <li>f) la commission de régulation en matière de transition.</li> </ul>

## SECTION 17 : Service de l'information et de la communication

Attributions	<p><b>Art. 67</b> Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;</li> <li>b) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;</li> </ul>
--------------	---



- c) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- d) relations ordinaires avec les médias;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- f) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- g) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;
- h) établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- i) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 18 : Service de l'informatique

### Attributions

**Art. 68** Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) proposition et mise en œuvre de la politique informatique de l'Etat;
- c) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- d) conseils aux organes de l'administration en matière d'automatisation des processus et d'informatique;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 19 : Service des infrastructures

### Attributions

**Art. 69** Le Service des infrastructures a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) négociation et exécution des contrats de prestations dans le domaine des routes nationales;
- c) exercice de la police des routes;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections.

### Subdivisions

**Art. 70** Le Service des infrastructures comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section des bâtiments et des domaines;
- b) la Section des constructions routières;

- c) la Section de l'entretien des routes;
- d) <sup>14)</sup> la Section de l'Unité territoriale IX.

Section des  
bâtiments et  
des domaines

**Art. 71** La Section des bâtiments et des domaines a les attributions suivantes :

- a) gestion du patrimoine immobilier de l'Etat, à l'exclusion des forêts;
- b) planification de l'implantation des entités de la fonction publique cantonale (administration, écoles, autorités judiciaires);
- c) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
constructions  
routières

**Art. 72** La Section des constructions routières a les attributions suivantes :

- a) construction des routes cantonales;
- b) exécution des tâches confiées par la Confédération dans le domaine de la construction des routes nationales;
- c) surveillance de la construction des routes communales subventionnées par l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'entretien des  
routes

**Art. 73** La Section de l'entretien des routes a les attributions suivantes<sup>14)</sup> :

- a) entretien des routes cantonales;
- b) ...<sup>15)</sup>
- c) surveillance de l'entretien des routes communales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'Unité territoriale  
IX<sup>14)</sup>

**Art. 74** La Section de l'Unité territoriale IX a les attributions suivantes<sup>14)</sup> :

- a) réalisation des équipements d'exploitation et de sécurité;
- b) exploitation et maintenance de ces équipements;
- c) exécution des tâches confiées par la Confédération ou toute autre entité dans le domaine de l'entretien des routes nationales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 20 : Service juridique

Attributions

**Art. 75** Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;

- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger, sous réserve de dispositions légales particulières;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) à la demande du département auquel est rattaché le Service du registre foncier et du registre du commerce, surveillance administrative de ce dernier;
- g) tâches de l'autorité de surveillance des fondations ressortissant au Canton;
- h) surveillance des notaires;
- i) exécution des peines;
- j) exécution des tâches relevant de l'assistance de probation;
- k) relations avec le casier judiciaire fédéral;
- l) gestion des établissements de détention;
- m) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- n) instruction des recours au Gouvernement;
- o) présidence de la commission foncière rurale;
- p) décisions d'indemnisation LAVI;
- q) secrétariat de la Chambre des avocats;
- r) exécution des tâches liées aux commissions de conciliation en matière de bail et approbation des formules officielles en la matière;
- s) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

**Art. 76** La commission cantonale d'estimation foncière est adjointe au Service juridique.

## **SECTION 21 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Attributions

**Art. 77** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) psychologie scolaire;
- c) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;
- d) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 78** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.

Commission **Art. 79** La commission d'orientation scolaire et professionnelle est adjointe au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## **SECTION 22 : Secrétariat du Parlement**

Attributions **Art. 80** Le Secrétariat du Parlement a les attributions suivantes :

- a) secrétariat des séances plénières du Parlement, du président, du bureau et des commissions parlementaires;
- b) service de la documentation à l'intention du Parlement, en collaboration avec le Service de l'information et de la communication;
- c) transmission au Parlement des documents fournis par le Gouvernement et l'administration;
- d) rédaction du compte rendu des délibérations du Parlement;
- e) comptabilité du Parlement;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 23 : Police cantonale**

Compétences du Gouvernement **Art. 81** Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.

Attributions **Art. 82** La police cantonale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) maintien de la sécurité et de l'ordre publics;
- c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives;
- d) formation des membres de la police cantonale;
- e) réponse aux appels de caractère urgent par un service de police-secours;
- f) maintien d'un lien continu avec la population par un service de police de proximité;
- g) police de la circulation;
- h) police judiciaire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Etat-major

**Art. 83** <sup>1</sup> La police cantonale dispose d'un état-major, dont la composition est fixée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> L'état-major a les attributions suivantes :

- a) conseil et aide au commandant de la police cantonale;
- b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale;
- c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Commandement

**Art. 84** Le commandant de la police cantonale dirige le service.

Section de la protection de la population et de la sécurité

**Art. 85** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

1. Protection de la population :
  - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
  - b) secours en cas de catastrophe.
2. Protection civile :
  - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
  - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
  - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;
  - d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
  - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;
  - f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
  - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
3. Affaires militaires :
  - a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
  - b) commandement d'arrondissement;
  - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
  - d) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Elle a son siège à Alle.

## SECTION 24 : Service de la population

### Attributions

**Art. 86** Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;
- c) surveillance administrative de l'Office de l'état civil;
- d) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- e) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- f) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- g) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- h) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgeoisies;
- i) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- j) intégration des étrangers et lutte contre le racisme;
- k) tenue du registre cantonal des habitants;
- l) établissement des passeports et des cartes d'identité;
- m) légalisation des actes officiels;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

### Office de l'état civil

**Art. 87** <sup>1</sup> L'Office de l'état civil est rattaché administrativement au Service de la population.

<sup>2</sup> Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

## SECTION 25 : Office des poursuites et faillites

### Office des poursuites et faillites

**Art. 88** <sup>1</sup> Un office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

<sup>2</sup> Chaque office est dirigé par un préposé.

<sup>3</sup> Les offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

<sup>4</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement des offices des poursuites et faillites.

Registre de  
l'engagement  
du bétail et  
des pactes de  
réserve de  
propriété

**Art. 89** <sup>1</sup> Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'office des poursuites et faillites.

<sup>2</sup> La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

## SECTION 26 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Attributions

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches attribuées à l'autorité de protection de l'adulte et à l'autorité de protection de l'enfant en vertu de la législation fédérale;
- c) mesures relatives à la conservation des titres, objets de valeur, documents importants et autres objets semblables des personnes protégées;
- d) surveillance du placement de l'argent comptant des personnes protégées;
- e) tenue du registre des tutelles, des curatelles et des mesures de placement à des fins d'assistance, ainsi que le registre des comptes de tutelle et de curatelle;
- f) dépôt de la requête tendant à la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse<sup>2</sup>;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Sa composition et son fonctionnement sont réglés par une loi spéciale.

## SECTION 27 : Service du registre foncier et du registre du commerce

Organisation

**Art. 91** <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

<sup>2</sup> Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

Attributions

<sup>3</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

## **SECTION 28 : Service des ressources humaines**

Attributions

**Art. 92** Le Service des ressources humaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) mise en œuvre de la politique du personnel de l'Etat;
- c) conseil et suivi des collaborateurs;
- d) gestion des ressources humaines : gestion prévisionnelle du personnel, inventaire des postes, recrutement du personnel, gestion des performances, développement des compétences, gestion de l'évolution professionnelle, rémunération et évaluation des fonctions, personnalisation des conditions de travail, mesures de santé et sécurité au travail, gestion du réseau interne;
- e) traitement et versement des salaires, gestion des assurances sociales et des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'accidents, exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- f) coordination des procédures juridiques, notamment traitement des recours, des licenciements;
- g) analyses et propositions en vue de l'organisation de l'ensemble des unités administratives de l'administration cantonale, notamment lors de réorganisations, d'études de regroupement ou de collaboration;
- h) relations avec les partenaires sociaux;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 29 : Service de la santé publique**

Attributions

**Art. 93** Le Service de la santé publique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) organisation et coordination du système sanitaire;
- c) surveillance des établissements hospitaliers et des autres institutions de soins;
- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;
- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers et d'autres institutions de soins;



- f) secrétariat du médecin cantonal et du pharmacien cantonal;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Médecin  
cantonal

**Art. 94** Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers et autres institutions de soins;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Pharmacien  
cantonal

**Art. 95** Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Administrateur  
des unités  
de soins  
psychiatriques

**Art. 96** <sup>1</sup> L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé publique.

<sup>2</sup> Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil de la  
santé publique

**Art. 97<sup>17)</sup>** Le Conseil de la santé publique est adjoint au Service de la santé publique.

## SECTION 30 : Office des sports

### Attributions

**Art. 98** L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) orientation et information en matière de sport;
- c) inspection des installations d'éducation physique et promotion du sport scolaire facultatif;
- d) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- e) examen des demandes d'aide financière;
- f) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- g) gestion du matériel sportif;
- h) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

### Siège

**Art. 99** L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

### Commissions

**Art. 100** A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

## SECTION 31 : Trésorerie générale

### Attributions

**Art. 101** La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 32 : Office des véhicules

### Attributions

**Art. 102** L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## CHAPITRE V : Délégués

### Délégués

**Art. 103** <sup>1</sup> Un poste de délégué est créé dans les domaines suivants :

- a) affaires communales;
- b) égalité entre femmes et hommes;
- c) coopération et développement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale et de l'alinéa 3, le Gouvernement définit le rattachement du poste de délégué à un département, à la Chancellerie d'Etat, à un service ou à un office, les tâches découlant de la législation cantonale confiées à celui-ci ainsi que la mise à disposition de personnel.

<sup>3</sup> La personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes est rattachée à un département ou à la Chancellerie d'Etat.

<sup>4</sup> Le rattachement des postes de délégués est fixé dans l'arrêté prévu à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoires et finales

Adaptation de la  
dénomination  
des  
départements

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la dénomination des départements prévue dans la législation ne correspond pas à celle fixée à l'article 15, alinéa 1, du présent décret, ladite dénomination des départements est remplacée d'office par les termes "département auquel est rattaché" suivis du nom de l'unité administrative compétente à raison de la matière.

<sup>2</sup> Dans la législation portant sur la justice, les termes "Département de la Justice" sont remplacés par "département chargé des relations avec les autorités judiciaires".

Compétences  
des  
départements à  
raison de la  
matière

**Art. 105** Les tâches que la législation confie à un département sont exercées par le département qui comprend l'unité administrative compétente à raison de la matière ou, à défaut, par celui défini par le Gouvernement, conformément à l'article 32, alinéa 1, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 106** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 107** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> du présent décret.

Delémont, le 27 avril 2016

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anne Roy-Fridez  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 172.11](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RSJU 611](#)

- 4) [RS 220](#)
- 5) [RSJU 921.11](#)
- 6) Toutes les dispositions sauf l'article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> août 2016  
Article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 7) [RS 210](#)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017
- 9) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 11) Introduit par le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 12) Abrogée par le ch. I du décret du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- 13) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Abrogée par le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



**Arrêté**  
**déterminant les départements et l'attribution des unités**  
**administratives pour la législature 2021-2025**

(Version en vigueur du 18 décembre 2020 au 11 avril 2021)

du 18 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 29 et 30 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1](#)</sup>,

vu le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Les cinq départements et les unités administratives qui leur sont attribuées sont les suivants :

**1. Département de la cohésion sociale, de la justice et de la police**

Titulaire : Mme Nathalie Barthoulot;

Suppléant : M. David Eray.

Abréviation : DCSJP

Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'action sociale;
- b) Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte;
- c) Office des assurances sociales;
- d) Service de la population;
- e) Service juridique;
- f) Police cantonale.

Le Département de la cohésion sociale, de la justice et de la police est également chargé des relations avec les autorités judiciaires.

**2. Département de l'économie, de la santé et de l'agriculture**

Titulaire : M. Jacques Gerber;

Suppléante : Mme Nathalie Barthoulot.

Abréviation : DESA

Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'économie et de l'emploi;
- b) Service de la santé publique;
- c) Service de l'économie rurale;
- d) Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

### **3. Département du territoire, de l'environnement et des transports**

Titulaire : M. David Eray;

Suppléant : M. Jacques Gerber.

Abréviation : DTET

Unités administratives relevant du département :

- a) Service du développement territorial;
- b) Service des infrastructures;
- c) Office de l'environnement;
- d) Service de l'informatique.

### **4. Département des finances, des ressources humaines et des communes**

Titulaire : Mme Rosalie Beuret Siess;

Suppléant : M. Martial Courtet.

Abréviation : DFRHC

Unités administratives relevant du département :

- a) Trésorerie générale;
- b) Service des contributions;
- c) Service des ressources humaines;
- d) Offices des poursuites et faillites;
- e) Office des véhicules;
- f) Service du registre foncier et du registre du commerce;
- g) Délégué aux affaires communales.

Le Département des finances est également chargé des relations avec le Contrôle des finances.

### **5. Département de la formation, de l'égalité, de la culture et des sports**

Titulaire : M. Martial Courtet;

Suppléante : Mme Rosalie Beuret Siess.

Abréviation : DFECS



Unités administratives relevant du département :

- a) Service de l'enseignement;
- b) Service de la formation postobligatoire;
- c) Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- d) Déléguée à l'égalité entre femmes et hommes;
- e) Office de la culture;
- f) Office des sports.

**Art. 2** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat comprend les unités administratives suivantes :

- a) Secrétariat de la Chancellerie d'Etat;
- b) Secrétariat du Parlement;
- c) Economat cantonal;
- d) Service de l'information et de la communication;
- e) Délégué à la coopération.

<sup>2</sup> Elle est également chargée des relations avec le préposé et la commission à la protection des données et à la transparence qui exercent leur fonction en toute indépendance.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, 18 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 172.11](#)  
2) [RSJU 172.111](#)



**Arrêté****fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat**

du 5 avril 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 19, alinéa 4, du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 4 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[2](#)</sup>,

vu le règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le Gouvernement fixe, par le présent arrêté, la classification salariale des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat.

**Art. 2** Les fonctions du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe I.

**Art. 3** Les tâches particulières du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe II.

**Art. 4** L'arrêté du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales est abrogé.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016.

Delémont, le 5 avril 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe I

### Classification des fonctions du personnel de l'Etat

	Fonctions <sup>4)</sup>	Classes
<b>1.</b>	<b>CADRES ET SPECIALISTES</b>	
1.01.10	Chef-fe de service Ia	20
1.01.11	Chef-fe de service Ib	21
1.01.12	Chef-fe de service Ic	22
1.01.20	Chef-fe de service IIa	22
1.01.21	Chef-fe de service IIb	23
1.01.22	Chef-fe de service IIc	24
1.01.30	Chef-fe de service IIIa	23
1.01.31	Chef-fe de service IIIb	24
1.01.32	Chef-fe de service IIIc	25
1.01.40	Chef-fe de service IVa	24
1.01.41	Chef-fe de service IVb	25
1.01.50	Délégué-e	20
1.02.01	Responsable de secteur Ia	15
1.02.02	Responsable de secteur Ib	16
1.02.03	Responsable de secteur Ic	17
1.02.04	Responsable de secteur Id	18
1.02.05	Responsable de secteur IIa	18
1.02.06	Responsable de secteur IIb	19

1.02.07	Responsable de secteur IIc	20
1.02.08	Responsable de secteur IId	21
1.03.01	Collaborateur-trice scientifique I	16
1.03.02	Collaborateur-trice scientifique IIa	18
1.03.12	Collaborateur-trice scientifique IIb	19
1.03.03	Collaborateur-trice scientifique IIIa <sup>8)</sup>	19
1.03.13 <sup>13)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIb <sup>8)</sup>	20
1.03.23 <sup>12)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIc	22
1.03.04	Collaborateur-trice scientifique IV	20
1.04.01	Directeur-trice d'institution I	19
1.04.02	Directeur-trice d'institution II	20
1.04.03	Directeur-trice d'institution III	21
1.04.04	Directeur-trice d'institution IV	23
1.05.01	Directeur-trice de crèche I	15
1.05.02	Directeur-trice de crèche II	15
1.05.03	Directeur-trice de crèche III	16
<b>2.</b>	<b>ADMINISTRATION, DOCUMENTATION, FINANCES</b>	
2.01.01	Collaborateur-trice administratif-ve Ia	1
2.01.11	Collaborateur-trice administratif-ve Ib	4
2.01.02	Collaborateur-trice administratif-ve IIa	6
2.01.03	Collaborateur-trice administratif-ve IIb	7
2.01.04	Collaborateur-trice administratif-ve IIc	8

2.01.05	Collaborateur-trice administratif-ve IIIa	9
2.01.55	Collaborateur-trice administratif-ve IIIb	11
2.01.56	Collaborateur-trice administratif-ve IIIc	10
2.01.06	Collaborateur-trice administratif-ve IV	13
2.01.07 <sup>16)</sup>	Collaborateur-trice administratif-ve Va	16
2.01.08	Collaborateur-trice administratif-ve Vb	15
2.02.01	Collaborateur-trice info-documentaire I	6
2.02.02	Collaborateur-trice info-documentaire II	11
2.02.03	Collaborateur-trice info-documentaire III	12
2.03.01	Taxateur-trice fiscal-e I	7
2.03.02	Taxateur-trice fiscal-e II	9
2.03.03	Taxateur-trice fiscal-e III	13
2.03.04	Taxateur-trice fiscal-e IV	14
2.04.01	Expert-e fiscal-e I	15
2.04.02	Expert-e fiscal-e II	16
2.04.03	Expert-e fiscal-e III	18
2.05.01	Réviseur-se	16
2.06.01	Contrôleur-se officiel-le I	12
2.06.02	Contrôleur-se officiel-le II	15
<b>3.</b>	<b>INFORMATIQUE, TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT</b>	
3.01.01	... <sup>11)</sup>	
3.01.02	... <sup>11)</sup>	

---

3.02.01	... <a href="#">11)</a>	
3.03.01	... <a href="#">11)</a>	
3.04.01	... <a href="#">11)</a>	
3.05.01	Chargé-e de projets informatiques	15
3.06.01	Agent-e d'exploitation bâtiment I	1
3.06.02	Agent-e d'exploitation bâtiment II	5
3.06.03	Agent-e d'exploitation bâtiment III	9
3.06.04	Agent-e d'exploitation bâtiment IV	10
3.07.01	Inspecteur-trice technique I	9
3.07.02	Inspecteur-trice technique II	10
3.07.03	Inspecteur-trice technique III	11
3.08.01	Agent-e d'exploitation voirie I	3
3.08.02	Agent-e d'exploitation voirie II	8
3.08.03	Agent-e d'exploitation voirie III	10
3.08.04	Agent-e d'exploitation voirie IV	13
3.09.01	Collaborateur-trice technique	9
3.10.01	Technicien-ne de maintenance	14
3.11.01	Technicien-ne spécialisé-e I	13
3.11.02	Technicien-ne spécialisé-e II	14
3.11.03	Technicien-ne spécialisé-e III	15
3.12.01	Dessinateur-trice I	7
3.12.02	Dessinateur-trice II	9



		173.411.21
3.13.01	Surveillant-e de chantiers	14
3.14.01	Jardinier-ère I	2
3.14.02	Jardinier-ère IIa	7
3.14.12	Jardinier-ère IIb	8
3.14.03	Jardinier-ère III	14
3.15.01	Garde-faune	11
3.17.01	Collaborateur-trice de restauration I	2
3.17.02	Collaborateur-trice de restauration IIa	6
3.17.03	Collaborateur-trice de restauration IIb	7
3.17.04	Collaborateur-trice de restauration III	10
3.18.01	Chauffeur-se	3
3.19.01	Photographe	8
3.20.01	Dessinateur-trice technique	7
3.21.01	Dessinateur-trice scientifique	12
3.22.01	Assistant-e d'étude SAP	12
3.23.01	Technicien-ne de fouilles I	6
3.23.02	Technicien-ne de fouilles II	11
3.24.01	Responsable de chantier archéologique	13
3.25.01	Maître-esse d'enseignement et de recherche	18
3.26.01	Préparateur-trice – conservateur-trice	12
<b>4.</b>	<b>SOCIAL, MEDICAL, SANTE PUBLIQUE</b>	
4.01.01	Assistant-e social-e	14

4.02.01	Conseiller-ère en personnel	14
4.03.01	Infirmier-ère scolaire I	12
4.03.02	Infirmier-ère scolaire II	13
4.04.01	Assistant-e dentaire	8
4.05.01	Médecin-dentiste	19
4.06.01	Responsable santé publique	23
4.07.01	Laborantin-e	8
4.08.01	Educateur-trice I	8
4.08.02	Educateur-trice II	12
4.08.03	Educateur-trice III	13
4.08.04	Educateur-trice IV	15
4.09.01	Veilleur-se I	3
4.09.02	Veilleur-se II	4
4.09.03	Veilleur-se III	6
4.09.04 <sup>9)</sup>	Auxiliaire de vie scolaire	4
4.10.01	Conseiller-ère en santé sexuelle	12
4.11.01	Infirmier-ère I	11
4.11.02	Infirmier-ère II	13
4.12.01 <sup>6)</sup>	Thérapeute I	13
4.12.02 <sup>6)</sup>	Thérapeute II	16
4.12.03 <sup>6)</sup>	Thérapeute III	18
4.12.04	... <sup>7)</sup>	
4.12.05	... <sup>7)</sup>	

4.13.01	Coordinateur-trice de placement I	10
4.13.02	Coordinateur-trice de placement II	11
4.14.01	Vétérinaire officiel-le	21
4.15.01	Linger-ère	2
4.16.01	Gestionnaire en intendance	6
<b>5.</b>	<b>JUSTICE, POLICE, SURETE</b>	
5.01.01	Agent-e de détention I	10
5.01.02	Agent-e de détention II	13
5.02.01	Commis-greffier-ère	10
5.03.01	Greffier-ère I	20
5.03.02	Greffier-ère II	22
5.04.01	Magistrat-e judiciaire	25
5.05.01	Assistant-e de sécurité publique	9
5.06.01	Agent-e de gendarmerie	12
5.07.01	Sous-officier-ère de gendarmerie I	14
5.07.02	Sous-officier-ère de gendarmerie II	15
5.08.01	Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie	17
5.08.02	Officier-ère de police	19
5.09.01	Inspecteur-trice scientifique PJ	17
5.10.01	Sous-officier-ère PJ I	14
5.10.02	Sous-officier-ère PJ II	15
5.10.03 <sup><a href="#">12)</a></sup>	Inspecteur-trice en cybercriminalité	17

5.11.01	Sous-officier-ère supérieur-e PJ	17
<b>6.</b>	<b>ENSEIGNEMENT, FORMATION, ORIENTATION</b>	
6.01.01	Enseignant-e primaire	13
6.01.02	Animateur-trice en théâtre	13
6.02.01	Enseignant-e primaire spécialisé-e	16
6.02.02	Enseignant-e secondaire spécialisé-e	19
6.03.01	Enseignant-e secondaire	17
6.04.01	Enseignant-e post-obligatoire I	16
6.04.02	Enseignant-e post-obligatoire II	17
6.04.03	Enseignant-e post-obligatoire III	19
6.05.01	Directeur-trice d'école I	17
6.05.02	Directeur-trice d'école II	20
6.05.03	Directeur-trice d'école IIIa	20
6.05.04	Directeur-trice d'école IIIb	22
6.05.05 <sup>10)</sup>	Vice-directeur-trice d'école	20
6.06.01	Formateur-trice	12
6.06.02 <sup>12)</sup>	Encadrant-e	9
6.07.01	Conseiller-ère pédagogique	18
6.08.01	Conseiller-ère en orientation	16
6.09.01	Psychologue scolaire	16
6.10.01	Animateur-trice en santé sexuelle et reproductive	13

## Annexe II

### Classification des tâches particulières du personnel de l'Etat

#### I. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire lorsque leur évaluation, exprimée en classe de traitement, dépasse la classe salariale du titulaire (article 4, alinéa 1, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Valeur exprimée en classe de traitement
Correspondant-e en matière de ressources humaines	6
Correspondant-e informatique	6
Responsable de la formation des apprenti-e-s <sup>15)</sup>	9
Agent-e de gendarmerie, membre du groupe d'intervention	14
Agent-e de gendarmerie, responsable du groupe d'intervention	15
Praticien-ne formateur-trice (fonction de base : éducateur-trice)	14
Correspondant-e en matière de santé et sécurité <sup>9)</sup>	13
Agent-e de détention, coach de la pratique <sup>14)</sup>	12
Agent-e de gendarmerie, coach de la pratique <sup>14)</sup>	14

La rémunération complémentaire est arrêtée à 100 francs par mois, multipliée par la différence de classes entre la fonction du titulaire et l'évaluation de la tâche particulière.

#### II. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire sous forme de classes de traitement supplémentaires (article 4, alinéa 5, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Classe de traitement supplémentaire
Adjoint-e	+ 0 à 2 classes
Suppléant-e d'un-e collaborateur-trice administratif-ve Va	+ 1 classe

- 1) [RSJU 173.411](#)
- 2) [RSJU 173.411.01](#)
- 3) [RSJU 173.411.2](#)
- 4) Les descriptions de fonctions ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 5) Les descriptions de tâches particulières ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 7) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 9) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 10) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 5 février 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 11) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 21 mai 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 12) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 13) Nouvelle numérotation (anciennement 1.03.05) selon le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 14) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020

## Ordonnance concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions

du 21 avril 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 8 du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1</sup>,

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans l'arrêté du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat <sup>2</sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Fixation	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les rétributions sont définies dans les annexes I et II.  <sup>2</sup> Elles sont exprimées en salaire brut.
Versement	<b>Art. 4</b> Les rétributions sont versées chaque mois. Demeurent réservées les situations particulières pour lesquelles d'autres échéances peuvent être appliquées.
Adaptation au coût de la vie	<b>Art. 5</b> L'adaptation des traitements au coût de la vie arrêtée par le Gouvernement en application du décret sur les traitements du personnel de l'Etat <sup>1</sup> n'est pas appliquée automatiquement aux rétributions définies dans les annexes.
Autres éléments de la rétribution	<b>Art. 6</b> L'article 4, lettres b et d, du décret sur les traitements du personnel de l'Etat <sup>1</sup> s'applique par analogie. Le cas échéant, les montants correspondants sont versés en sus.

Abrogation

**Art. 7** Les directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien sont abrogées.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2020.

Delémont, le 21 avril 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt



## **Annexe I**

### **Rétributions mensuelles**

Les montants s'entendent pour un taux d'occupation de 100%.

Un treizième salaire est versé en sus.

Les vacances sont prises en nature.

#### **1. Apprenti**

Pré-apprentissage	620 francs
1 <sup>ère</sup> année	770 francs
2 <sup>ème</sup> année	980 francs
3 <sup>ème</sup> année	1'480 francs
4 <sup>ème</sup> année	1'620 francs

#### **2. Stagiaire**

Modèle EC 3+1, pré-HEG/HES/ES, autres	1'620 francs
Universitaire/HEG/HES durant les études	1'800 francs
Universitaire post Bachelor (stage obligatoire)	2'000 francs
Universitaire post Master (stage obligatoire)	2'200 francs

#### **3. Stagiaire HEG en emploi**

1 <sup>ère</sup> année	3'600 francs
2 <sup>ème</sup> année	4'000 francs
3 <sup>ème</sup> année	4'400 francs
4 <sup>ème</sup> année	4'800 francs

## **Annexe II**

### **Rétributions horaires**

Les montants incluent la part au treizième salaire.

- |   |   |
|---|---|
| <b>1. Personnel auxiliaire</b>          | 26 francs, indemnité afférente aux vacances comprise.   |
| <b>2. Médecin scolaire</b>              | 90 francs, indemnité afférente aux vacances comprise.   |
| <b>3. Jeune occupé à titre ponctuel</b> | Déterminée selon l'article 5 de la loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal <sup>3)</sup> , indemnité afférente aux vacances en sus. |

1) [RSJU 173.411](#)

2) [RSJU 173.411.21](#)

3) [RSJU 822.41](#)

## Ordonnance concernant le remboursement des dépenses du personnel de l'Etat<sup>7)</sup>

du 21 mai 1991

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 18 du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1), 8)</sup>

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier<sup>8)</sup>** La présente ordonnance est applicable au personnel de l'Etat, à l'exclusion des membres des commissions cantonales et du personnel soumis à des prescriptions spéciales.

Terminologie

**Art. 1a<sup>9)</sup>** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Frais  
remboursables

**Art. 2** L'employé<sup>10)</sup> a droit, dans les limites fixées par la présente ordonnance, au remboursement des frais de nourriture, de logement et de déplacement que l'exercice de sa fonction lui occasionne effectivement.

Nécessité

**Art. 3** Les déplacements de service doivent être limités au strict nécessaire et conçus de manière à occasionner le moins de frais possible.

Montant des  
indemnités

**Art. 4** <sup>1</sup> Tout déplacement de service empêchant l'employé de prendre ses repas ou de loger au lieu habituel donne droit aux indemnités suivantes :

- a) 20 francs pour chaque repas principal;
- b) jusqu'à 150 francs au maximum pour la nuitée et le petit-déjeuner contre quittance.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Si les indemnités fixées à l'alinéa 1 ne couvrent pas les dépenses effectives, le Contrôle des finances peut, à titre exceptionnel, et dans les cas dûment motivés, autoriser des montants supérieurs.

Frais de transport

**Art. 5** <sup>1</sup> Les déplacements de service doivent, en règle générale, s'effectuer par les moyens de transport publics.

<sup>2</sup> Les voyages en 2<sup>e</sup> classe doivent être privilégiés. En cas de besoin avéré, l'employé peut voyager en 1<sup>ère</sup> classe. [4](#)[8](#)

<sup>3</sup> ...[5](#)

Utilisation d'un véhicule à moteur privé

**Art. 6** [8](#) <sup>1</sup> L'employé peut utiliser un véhicule à moteur privé lorsque ce moyen de transport présente une économie de temps ou de frais.

<sup>2</sup> Dans ce cas, il est versé l'indemnité kilométrique suivante :

- a) 50 centimes par kilomètre parcouru en voiture;
- b) 25 centimes par kilomètre parcouru en motocycle.

Participation aux frais [8](#)

**Art. 7** <sup>1</sup> L'indemnité kilométrique est une participation de l'Etat aux frais d'entretien et d'utilisation des véhicules motorisés privés et, sous réserve de l'alinéa 2, aux dépenses pour les réparations de dégâts occasionnés au véhicule lors de déplacements de service. [8](#)

<sup>2</sup> Une commission composée du chef de l'Office des véhicules, du chef du Service des ressources humaines, du chef du Contrôle des finances et d'un juriste du Service juridique fixe, de cas en cas, le montant de la participation éventuelle de l'Etat aux frais de réparations de dégâts subis par les véhicules au cours de déplacements de service. La commission peut être complétée par le chef du service dont dépend l'employé concerné. [6](#)

<sup>3</sup> Le montant de la participation de l'Etat aux frais de réparation tiendra compte des circonstances, des responsabilités et de la faute ou de la négligence de l'employé [10](#) concerné.

<sup>4</sup> Si les intérêts personnels d'un membre de cette commission sont en jeu dans un dossier, le chef de département dont il dépend lui désigne un remplaçant. [6](#)

Détermination du remboursement des frais de transport

**Art. 8** <sup>1</sup> L'employé [10](#) a droit au remboursement de ses frais de déplacement du lieu de travail habituel au lieu où s'exerce son activité.

<sup>2</sup> Aucune indemnité de déplacement n'est versée si le lieu d'activité coïncide avec le domicile de l'employé [10](#).

<sup>3</sup> Il en est de même lorsque le lieu d'activité se trouve sur le trajet normalement effectué par l'employé<sup>10)</sup> pour aller de son domicile à son lieu de travail habituel ou pour en revenir; s'il s'en écarte, seul le trajet supplémentaire est pris en considération.

<sup>4</sup> L'employé<sup>10)</sup> qui doit se rendre de son domicile à un lieu d'activité autre que celui de son lieu de travail habituel a droit aux frais de déplacement entre le domicile et le lieu d'activité.

Déplacement à plusieurs

**Art. 9** Lorsqu'un déplacement de service en véhicule est effectué par plusieurs employés<sup>10)</sup>, ils sont tenus de se grouper. Dans ce cas, seul le détenteur du véhicule utilisé a droit à l'indemnité kilométrique.

Cumul d'indemnités

**Art. 10** Le cumul des indemnités découlant de la présente ordonnance avec d'autres indemnités de même nature n'est pas permis.

Décompte de frais

**Art. 11** <sup>1</sup> Les demandes de remboursement des dépenses basées sur la présente ordonnance font l'objet d'un décompte individuel en principe trimestriel.

<sup>2</sup> Le décompte de frais doit être examiné et approuvé par le supérieur hiérarchique, puis transmis à l'autorité de paiement.

Contrôle

**Art. 12** <sup>1</sup> Les organes de contrôle refuseront les décomptes de frais ne satisfaisant pas aux dispositions de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les indemnités touchées indûment doivent être remboursées.

### **Art. 13**<sup>11)</sup>

Véhicule de service  
a) Principe

**Art. 13a**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> En lieu et place du remboursement des frais de déplacement, le chef de département dont dépend l'employé peut, sur proposition du chef de service ou d'office et avec l'accord du Département des finances, l'autoriser à bénéficier d'un véhicule de service.

<sup>2</sup> Le véhicule de service est propriété de l'Etat, qui prend en charge les frais de celui-ci.

b) Utilisation  
privée

**Art. 13b<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Le chef de département dont dépend l'employé détermine si le véhicule de service peut être utilisé à des fins privées et dans quelle mesure.

<sup>2</sup> L'employé règle les frais de carburant pour ses déplacements privés, à l'exception des trajets entre son domicile et son lieu de travail habituel.

<sup>3</sup> Le certificat de salaire de l'employé mentionne la part liée à l'utilisation privée en application du guide d'établissement du certificat de salaire et de l'attestation de rentes.

Abrogation du  
droit antérieur

**Art. 14** <sup>1</sup> L'ordonnance du 29 novembre 1988 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura est abrogée.

<sup>2</sup> L'ordonnance du 23 décembre 1980 concernant l'utilisation de véhicules motorisés privés pour les besoins du service est abrogée, à l'exception de l'article 4 qui reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1991.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1991, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Delémont, le 21 mai 1991

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le vice-président : Gaston Brahier  
Le chancelier : Joseph Boinay

1) [RSJU 173.411](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 décembre

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 10 décembre 2012

- 5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 10 décembre 2012
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 29 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 29 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 10) Nouvelle dénomination selon le ch. II de l'ordonnance du 29 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 11) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021





**Loi  
de procédure et de juridiction administrative et  
constitutionnelle  
(Code de procédure administrative)**

du 30 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, 7, 9, 56, 92, alinéa 2, lettre l, 99, 102, lettre c, 103, alinéa 1, lettres a et d, 104 et 107 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

**CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions**

Principe

**Article premier** Le présent Code régit la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions :

- a) d'autorités administratives;
- b) d'instances de la juridiction administrative;
- c) de la Cour constitutionnelle.

Décision

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont considérées comme des décisions au sens de l'article premier, les mesures prises par les autorités dans des cas d'espèce, fondées sur le droit public fédéral, intercantonal, cantonal et communal et ayant pour objet :

- a) de créer, de modifier ou d'annuler des droits ou des obligations;
- b) de constater l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations;
- c) de rejeter ou de déclarer irrecevables des demandes tendant à créer, modifier, annuler ou constater des droits ou obligations.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme telles les décisions préjudicielles et incidentes, les décisions sur opposition et sur recours, les décisions prises en matière de revision et d'interprétation et les décisions en matière d'exécution.

<sup>3</sup> Lorsqu'une autorité refuse sans raison de statuer ou tarde à se prononcer, son silence est assimilé à une décision. L'article 125 est réservé.

<sup>4</sup> Lorsqu'une autorité rejette ou invoque des prétentions à faire valoir par voie d'action, sa déclaration n'est pas tenue pour une décision. Sont réservées les dispositions relatives à l'action de droit administratif (art. 146 et suivants).

Autorités  
administratives

**Art. 3** Sont réputés autorités administratives, qu'ils statuent en première instance ou sur opposition :

- a) les organes de l'administration du Canton et des districts;
- b) les organes des communes (art. 120 de la Constitution cantonale), des sections de commune et syndicats de communes;
- c) les organes des autres collectivités et établissements de droit public;
- d) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques.

Juridiction  
administrative

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont réputés instances ordinaires de la juridiction administrative :

- a) le juge administratif<sup>2</sup>;
- b) la Cour administrative.

<sup>2</sup> Sont réputés instances spéciales de la juridiction administrative :

- a) le Gouvernement statuant sur recours;
- b) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- c) d'autres instances prévues par la loi.

Juridiction  
constitutionnelle

**Art. 5** <sup>1</sup> La juridiction constitutionnelle ressortit à la Cour constitutionnelle (art. 177 et suivants).

<sup>2</sup> Elle s'exerce en outre sous la forme du contrôle préalable prévu à l'article 71.

Inapplicabilité

**Art. 6** Le présent Code n'est pas applicable :

- a) aux actes de portée purement interne à l'administration, notamment aux ordres de service de cette nature;
- b) aux procédures pénales administratives et aux actes de police judiciaire;
- c) en matière de personnel administratif, aux procédures de première instance relatives à la création initiale des rapports de service et aux promotions; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 87, 91, 208 à 212;

- d) aux procédures de première instance dans les épreuves d'examens; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 86 et 87, 91, 208 à 212;
- e) aux procédures de première instance dans les affaires administratives dont la nature exige qu'elles soient réglées sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 91, 208 à 212.

Prescriptions  
complémentaires

**Art. 7** Les dispositions du droit cantonal qui règlent une procédure plus en détail sont applicables en tant qu'elles ne dérogent pas au présent Code.

Prescriptions  
spéciales

**Art. 8** <sup>1</sup> Sont réservées les prescriptions de procédure du droit fédéral.

<sup>2</sup> Les prescriptions de droit cantonal qui dérogent au présent Code ne sont applicables que dans la mesure où leur maintien est imposé par la nature particulière de la matière.

Applicabilité aux  
Eglises

**Art. 9** Le présent Code est applicable aux décisions prises par les Eglises reconnues, leurs paroisses et les organismes qui en dépendent, dans la mesure prévue par l'article 39 de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>3</sup>. Les articles 160, lettre c, 166, lettre c, 167, lettre d, et 198, alinéa 1, lettre b, et alinéa 2, sont réservés.

## CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie

**Art. 10** Ont qualité de partie au sens du présent Code :

- a) les personnes physiques ou morales dont la situation juridique est ou pourrait être atteinte par la décision à prendre;
- b) les autres personnes, organisations et autorités qui disposent d'un moyen de droit contre la décision;
- c) l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Appel en cause

**Art. 11** <sup>1</sup> L'autorité peut, d'office ou sur requête, appeler en cause les personnes dont la situation juridique est susceptible d'être affectée par l'issue de la procédure.

<sup>2</sup> L'appel en cause est obligatoire à l'égard d'un tiers connu de l'autorité et dont la situation juridique sera certainement affectée par l'issue de la procédure.

<sup>3</sup> L'autorité donne connaissance à l'appelé en cause des allégués et conclusions des parties et lui impartit un délai pour se déterminer à leur sujet et faire valoir ses propres moyens. De même, les parties sont invitées à se prononcer sur les allégués et conclusions de l'appelé en cause.

<sup>4</sup> La décision est opposable à l'appelé en cause, que celui-ci ait pris part ou non à la procédure, le cas échéant avec suite de frais et dépens.

Jonction

**Art. 12** L'autorité peut, d'office ou sur requête, joindre en une même procédure des affaires qui se rapportent à une situation identique ou à une cause juridique commune. Pour le surplus, les dispositions relatives à la consorité s'appliquent.

Conсорité et  
disjonction

**Art. 13**<sup>29)</sup> Les dispositions de procédure civile relatives à la consorité et à la disjonction des affaires s'appliquent par analogie.

Mutation de  
parties

**Art. 14** Une mutation de parties est admissible lorsque, à teneur du droit matériel, un tiers peut succéder aux droits ou obligations d'une partie. L'autorité en avise les autres parties.

Capacité d'ester

**Art. 15** <sup>1</sup> A capacité d'ester en procédure administrative toute partie qui, à teneur du droit privé ou du droit public, peut agir personnellement ou par un mandataire de son choix.

<sup>2</sup> La partie qui ne possède pas la capacité d'ester agit par son représentant légal.

Représentation  
et assistance

**Art. 16** <sup>1</sup> La partie peut se faire représenter dans toutes les phases de la procédure, à moins qu'elle ne doive agir personnellement en vertu de la loi ou pour les besoins de l'instruction. Elle peut également se faire assister. Le mandataire doit avoir le plein exercice des droits civils.

<sup>2</sup> L'autorité peut exiger du mandataire qu'il justifie de ses pouvoirs par une procuration écrite.

<sup>3</sup> Tant que la partie ne révoque pas la procuration, l'autorité adresse ses communications au mandataire.

## Mandataires

**Art. 17** <sup>1</sup> Peuvent agir comme mandataires dans les affaires soumises à la Cour administrative, à la Cour constitutionnelle et au juge administratif :

- a) les avocats pratiquant le barreau en vertu de la loi concernant la profession d'avocat<sup>5)</sup>;
- b) les mandataires professionnellement qualifiés pour la cause dont il s'agit, notamment dans le domaine des assurances sociales, des affaires fiscales et en matière d'estimation; la liste en est établie par la Cour administrative.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les collectivités et autres personnes publiques peuvent aussi se faire représenter et assister par des membres de leurs autorités ou organes, voire par un employé ou un fonctionnaire dûment mandaté.<sup>38)</sup>

## Droit à l'assistance judiciaire

**Art. 18** <sup>1</sup> La partie qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'une procédure de caractère juridictionnel, sans se priver du nécessaire, elle et sa famille, a droit à l'assistance judiciaire, à condition que sa démarche ne paraisse pas d'emblée vouée à l'échec.

<sup>2</sup> Si l'assistance par un mandataire est nécessaire pour la conduite de la procédure, un avocat ou un autre mandataire autorisé est désigné d'office à la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire.

<sup>3</sup> L'assistance judiciaire peut être demandée ou accordée uniquement pour les frais de procédure ou pour l'assistance par un mandataire d'office ou encore pour des actes déterminés de procédure.

<sup>4</sup> Si des circonstances particulières le justifient, le bénéfice de l'assistance peut être exceptionnellement accordé dans les procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en première instance ou sur opposition.

<sup>5</sup> Les conséquences financières de l'assistance judiciaire sont réglées par les articles 232 et 233.

<sup>6</sup> La requête d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité appelée à statuer. Elle est présentée conformément aux dispositions de la procédure civile.<sup>29)</sup>

<sup>7</sup> L'assistance judiciaire est retirée par l'autorité saisie, si l'une des conditions de son octroi vient à disparaître en cours de procédure.

Convenances

**Art. 19** <sup>1</sup> Les parties et leurs mandataires, ainsi que les tiers s'abstiennent de procéder de mauvaise foi et de troubler la marche d'une affaire, en usant notamment de moyens manifestement dilatoires. Les propos inconvenants à l'égard de la partie adverse, de tiers ou d'autorités sont interdits et partant éliminés des pièces de procédure.

<sup>2</sup> L'autorité peut infliger au contrevenant une réprimande ou une amende disciplinaire jusqu'à 1 000 francs.<sup>[26\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité

**Art. 20** <sup>1</sup> Dans son action, l'autorité est liée par la Constitution, la loi et les principes du droit.

<sup>2</sup> Toute décision administrative doit reposer sur une base légale suffisante. Demeurent réservés les cas d'urgence et de nécessité.

Opportunité

**Art. 21** L'autorité exerce le pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu, en se fondant sur des critères objectifs et raisonnables. Elle recherche et choisit la mesure la plus appropriée aux circonstances.

Intérêt public

**Art. 22** L'autorité ne peut intervenir et notamment porter atteinte aux droits des particuliers ou leur imposer des obligations que dans la mesure où l'intérêt public le justifie.

Pesée des intérêts

**Art. 23** Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, l'autorité évalue l'importance respective des intérêts publics et privés en cause. Elle les met en balance pour déterminer ceux qui doivent l'emporter.

Proportionnalité

**Art. 24** <sup>1</sup> L'autorité prend les mesures nécessaires et aptes à atteindre le but recherché. Une relation appropriée entre l'importance de ce but et les moyens mis en oeuvre doit exister.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle a le choix entre plusieurs mesures également conformes au droit, l'autorité opte pour celle qui, à efficacité suffisante, affecte le moins les intérêts du particulier et ceux de la collectivité.

Egalité	<b>Art. 25</b> L'autorité traite de façon semblable toutes situations semblables et de façon différente les cas dont la diversité requiert des solutions juridiques différentes.
Bonne foi	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> L'autorité et les parties doivent agir conformément au principe de la bonne foi.</p> <p><sup>2</sup> La collectivité publique est en principe liée par les assurances et informations données dans un cas d'espèce par une autorité compétente ou censée l'être, même si celles-ci sont erronées, lorsque le destinataire n'a pu se rendre compte immédiatement de leur inexactitude ou de celle de ses propres déductions et s'est fondé sur elles pour prendre des dispositions qu'il ne saurait modifier sans subir un préjudice important, et que la législation n'a pas changé dans l'intervalle.</p> <p><sup>3</sup> Si l'intérêt public s'oppose à la solution énoncée à l'alinéa 2, une réparation équitable est due.</p>
Non-rétroactivité	<p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, une décision administrative ne peut sortir ses effets à une date antérieure à celle de son émission.</p> <p><sup>2</sup> Le contrôle de la validité des prescriptions légales visées à l'alinéa 1 est réservé.</p>
Diligence	<b>Art. 28</b> L'autorité examine et règle les affaires avec soin et célérité. Elle s'abstient de tout formalisme excessif.
Efficacité et économie	<b>Art. 29</b> L'administration exerce son activité de façon efficace et rationnelle. Elle respecte le cadre financier qui lui est assigné. Elle restreint autant que possible ses frais de fonctionnement.

## TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure

### CHAPITRE PREMIER : Compétence

Principe	<b>Art. 30</b> La compétence des autorités est déterminée par la loi. Sauf prescription légale contraire, elle ne peut être créée par accord entre parties.
----------	---

Examen d'office,  
transmission et  
échange de vues

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité examine d'office si elle est compétente.

<sup>2</sup> Si elle décline sa compétence, elle transmet sans retard l'affaire à l'autorité compétente et en avise les parties. L'article 45, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> L'autorité qui tient sa compétence pour douteuse procède sans retard à un échange de vues avec l'autorité qu'elle estime compétente.

Décision et  
recours

**Art. 32** <sup>1</sup> L'autorité qui se tient pour compétente le constate dans une décision, si une partie conteste sa compétence.

<sup>2</sup> L'autorité qui se tient pour incompétente prend une décision d'irrecevabilité, si une partie prétend qu'elle est compétente. La décision relative à la compétence est sujette à recours (art. 119) selon les voies de droit prescrites aux articles 33 à 37.

Conflits entre  
autorités  
administratives

**Art. 33** Les conflits de compétence entre autorités administratives sont tranchés par l'autorité hiérarchique ou de surveillance commune, en cas de doute ou sur recours par le Gouvernement. Celui-ci statue à titre définitif.

Conflits au sein  
de la juridiction  
administrative

**Art. 34** Sous réserve de l'article 35, alinéa 2, les conflits de compétence opposant des instances de la juridiction administrative sont tranchés définitivement par la Cour administrative.

Conflits entre  
autorités  
administratives  
et juridiction  
administrative

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de conflits de compétence entre les autorités administratives inférieures et les instances inférieures de la juridiction administrative, l'affaire est transmise d'une part à l'autorité hiérarchique ou de surveillance immédiatement supérieure, le cas échéant au Gouvernement, et d'autre part à la Cour administrative. Ces autorités procèdent à un échange de vues. A défaut d'entente, la Cour constitutionnelle statue.

<sup>2</sup> Les conflits de compétence entre le Gouvernement statuant en première instance ou sur recours et la Cour administrative sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

Conflits avec la  
justice civile ou  
pénale

**Art. 36** <sup>1</sup> Les conflits de compétence opposant le Gouvernement ou la Cour administrative à la justice civile ou pénale sont tranchés par la Cour constitutionnelle.



<sup>2</sup> Lorsqu'un tel conflit se produit avec une autorité administrative inférieure ou avec une instance inférieure de la juridiction administrative, l'affaire est transmise pour décision, le cas échéant jusqu'au Gouvernement, respectivement à la Cour administrative. Si le conflit subsiste, la Cour constitutionnelle statue.

Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle

**Art. 37** Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

Procédure

**Art. 38** <sup>1</sup> En cas de conflit de compétence entre autorités, le dossier est transmis par l'autorité la première saisie, avec sa décision motivée sur la question de la compétence, à l'instance appelée à trancher.

<sup>2</sup> Celle-ci statue en principe sans débat et transmet le dossier à l'autorité déclarée compétente.

## CHAPITRE II : Récusation

Motifs

**Art. 39** <sup>1</sup> Sur sa requête ou celle d'une partie, une personne appelée à préparer ou à rendre une décision doit être récusée :

- a) si l'une des qualités légales pour exercer son activité lui fait défaut;
- b) si elle a un intérêt personnel dans l'affaire;
- c) <sup>25)</sup> si elle est parente d'une partie en ligne directe, ou jusqu'au quatrième degré inclusivement en ligne collatérale, ou lui est alliée en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale, ou si elle lui est liée par mariage, partenariat enregistré, fiançailles, adoption ou par des liens nourriciers;
- d) si elle représente ou assiste une partie ou a agi dans la même affaire pour une partie;
- e) si elle a été entendue comme témoin ou comme expert dans l'affaire;
- f) si l'un de ses parents ou alliés en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, a figuré dans l'affaire comme mandataire ou représentant légal, ou s'il y intervient comme tel;
- g) si elle-même ou l'un de ses parents en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, est en procès civil, pénal ou administratif avec l'une des parties;
- h) s'il existe des circonstances de nature à faire suspecter son impartialité.

<sup>2</sup> La dissolution du mariage ou du partenariat enregistré ne fait point cesser le motif de récusation pour cause d'alliance. <sup>25)</sup>

<sup>3</sup> Les membres du Gouvernement ou d'un exécutif communal n'ont pas à se récuser dans les affaires non contentieuses concernant des personnes morales et autres organismes à l'administration desquels ils appartiennent en leur qualité officielle.

<sup>4</sup> Les prescriptions relatives à l'instruction et au jugement d'un recours ou d'une action de droit administratif sont réservées (art. 139 et 157, al. 1).

Requête

**Art. 40** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 39, alinéas 1 et 2, elle est tenue d'en avertir aussitôt l'autorité appelée à statuer sur la récusation. Si la décision de cette dernière est négative, les parties peuvent encore exercer leur droit de récusation.

<sup>2</sup> Les parties qui entendent user d'un tel droit sont tenues d'en faire la demande motivée à l'autorité compétente, dès que le cas de récusation s'est produit ou qu'elles en ont eu connaissance.

<sup>3</sup> Les parties qui ont tardé à présenter leur demande peuvent être tenues de payer les frais qui en sont résultés, si elles étaient de mauvaise foi ou ont commis une négligence grave. Demeurent réservées les dispositions relatives à la responsabilité des agents de l'Etat.

<sup>4</sup> La personne dont la récusation est demandée est entendue par l'autorité appelée à statuer sur son cas.

Autorité de  
récusation

**Art. 41** <sup>1</sup> La décision sur la récusation d'un membre d'une autorité collégiale est prise par cette autorité en l'absence de ce membre.

<sup>2</sup> Si, par suite des requêtes en récusation, les membres d'un collège ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise :

- a) à la place d'autorités communales et intercommunales, par le Gouvernement;
- b) à la place du Gouvernement, par la Cour administrative;
- c) à la place de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts et d'autres instances spéciales de la juridiction administrative, par la Cour administrative;
- d) <sup>32)</sup> à la place de la Cour constitutionnelle, de la Cour administrative ou de la Cour des assurances, par le plenum du Tribunal cantonal, sans les juges concernés par la requête; au besoin, le plenum du Tribunal cantonal peut être complété par des personnes éligibles selon l'article 7 de la loi d'organisation judiciaire<sup>33)</sup>.

<sup>3</sup> La décision sur la récusation d'un juge administratif est prise par la Cour administrative.

<sup>4</sup> La décision sur la récusation d'un greffier est prise par l'instance à laquelle il est rattaché.

<sup>5</sup> Dans les autres cas, la décision est prise, selon les cas, par le supérieur direct, par l'autorité hiérarchique supérieure ou par l'autorité de surveillance; s'agissant d'experts, par l'autorité qui les a désignés.

<sup>6</sup> Sont réservées les dispositions de la législation spéciale concernant les autorités de surveillance ou disciplinaires de certaines professions, ainsi que d'autres organismes particuliers.

Décision

**Art. 42** <sup>1</sup> Si le motif de récusation est admis, l'autorité de récusation décide si les actes accomplis par la personne récusée doivent être répétés. Elle désigne, s'il y a lieu, un suppléant ou complète l'autorité collégiale.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 41, alinéa 2, lettres a et b, l'autorité de récusation statue elle-même sur le fond de l'affaire.

Recours

**Art. 43** Les décisions concernant la récusation peuvent être attaquées séparément par la partie requérante, conformément à l'article 119.

### CHAPITRE III : Délais

Computation

**Art. 44** <sup>1</sup> Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la communication ou de l'événement qui les déclenche.

<sup>2</sup> Ils échoient le dernier jour à minuit. Pour le surplus, les dispositions du Code des obligations<sup>6)</sup> (art. 76 et 77) s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsque le délai échoit un samedi, un dimanche ou un autre jour légalement férié, son terme est reporté au premier jour ouvrable qui suit. Il en va de même lorsque l'autorité a imparti un délai à terme fixe échéant durant les fêtes.<sup>29)</sup>

## Féries

**Art. 44a<sup>30)</sup>** <sup>1</sup> En procédure d'opposition et devant les instances ordinaires et spéciales de la juridiction administrative ainsi que devant la Cour constitutionnelle, les délais fixés en jours, semaines ou en mois par la loi ou par l'autorité ne courent pas :

- a) du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus;
- b) du 15 juillet au 15 août inclus;
- c) du 18 décembre au 2 janvier inclus.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable dans les procédures concernant l'octroi de l'effet suspensif et d'autres mesures provisionnelles.

## Observation

**Art. 45** <sup>1</sup> Le délai est réputé observé lorsque l'écrit est remis à l'autorité ou, à son adresse, à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse, le dernier jour au plus tard.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque la partie s'adresse en temps utile à une autorité incompétente.

<sup>3</sup> Lorsque l'autorité mentionne par erreur un délai plus long que le délai légal, la partie ne subit aucun préjudice si elle a observé de bonne foi le délai indiqué.

## Inobservation

**Art. 46** L'autorité qui impartit un délai indique simultanément les conséquences d'une inobservation; en cas d'inobservation, seules ces conséquences entrent en ligne de compte.

## Abréviation et prolongation

**Art. 47** <sup>1</sup> Le délai légal ne peut être abrégé ou prolongé que si la loi le prévoit.

<sup>2</sup> Le délai impartit par l'autorité peut être prolongé pour des motifs suffisants, si la partie en fait la demande motivée avant l'expiration.

<sup>3</sup> En cas de prolongation, le nouveau délai court à partir du premier jour qui suit l'expiration du précédent délai.

## Restitution

**Art. 48** <sup>1</sup> Le délai peut être restitué lorsque la partie ou son mandataire fait valoir qu'il a été empêché, sans faute de sa part, d'agir dans le délai fixé, ainsi pour cause de maladie, de service militaire ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles.

<sup>2</sup> La demande motivée de restitution doit être présentée dans les dix jours à compter de celui où l'empêchement a cessé. Dans ce même délai, le requérant doit accomplir l'acte omis. Sur requête, un délai supplémentaire lui est accordé pour compléter sa demande, si des motifs suffisants le justifient.

## CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure

Début de la  
procédure

**Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité décide si et quand elle doit ouvrir une procédure administrative, soit en vertu de prescriptions légales ou, à défaut, selon son appréciation de la situation.

<sup>2</sup> Ce principe ne fait règle que dans la mesure où l'ouverture d'une procédure n'est pas subordonnée à une requête, un recours, une action ou à une autre manifestation de la part des intéressés.

Préparation de  
la décision

**Art. 50** <sup>1</sup> L'autorité appelée à prendre une décision instruit en principe elle-même les affaires administratives.

<sup>2</sup> Les autorités collégiales peuvent confier cette tâche à l'un de leurs membres. Au besoin, elles peuvent en charger un service subordonné, un employé ou un fonctionnaire; les autres autorités administratives ont également cette faculté. L'organe ainsi désigné dirige la procédure jusqu'à la délibération. L'article 139 est réservé. [38\)](#)

<sup>3</sup> Dans des cas spéciaux, le Gouvernement et les chefs de département peuvent charger des personnes extérieures à l'administration d'une enquête officielle.

Mesures  
provisionnelles

**Art. 51** <sup>1</sup> L'autorité peut prendre les mesures provisionnelles nécessaires à l'exécution de travaux urgents, ou à la conservation d'un état de droit ou de fait, notamment de moyens de preuve, ou à la sauvegarde d'intérêts menacés.

<sup>2</sup> Au besoin, ces mesures peuvent être prises par l'organe chargé de l'instruction au sens de l'article 50, alinéa 2, ou par le président de l'autorité collégiale appelée à statuer. L'autorité de décision est aussitôt informée des mesures prises; celles-ci lui sont imputées.

<sup>3</sup> La décision peut faire séparément l'objet d'un recours conformément à l'article 119.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile relatives aux mesures provisionnelles s'appliquent par analogie.<sup>[29\)](#)</sup>

**Suspension** **Art. 52** L'autorité appelée à statuer peut suspendre la procédure pour de justes motifs, ainsi lorsque la décision à prendre dépend de l'issue d'une autre procédure ou pourrait s'en trouver influencée d'une manière déterminante.

**Classement** **Art. 53** Si, en cours de procédure, la prise d'une décision devient sans objet ou perd son intérêt juridique, notamment par suite du retrait d'une requête ou de désistement, l'autorité appelée à statuer prononce le classement de l'affaire et, le cas échéant, statue sur les frais et dépens.

**Procédure écrite et orale** **Art. 54** <sup>1</sup> La procédure administrative est en principe écrite.

<sup>2</sup> Si le règlement de l'affaire le requiert, l'autorité peut, d'office ou sur requête, procéder aussi oralement. Au besoin, elle ordonne des débats; en ce cas, les dispositions de procédure civile s'appliquent par analogie.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions légales qui prescrivent des débats.

<sup>4</sup> Devant les autorités administratives, les débats et les délibérations ne sont pas publics. Pour le surplus, l'article 136 est réservé.

**Convocations** **Art. 55** <sup>1</sup> Si la comparution des parties se révèle nécessaire, l'autorité les convoque par écrit dix jours au plus tard avant la date fixée. Sont réservés les cas d'urgence et les ententes contraires.

<sup>2</sup> La convocation est signée et contient les indications suivantes :

- a) le jour, l'heure et le lieu de la comparution;
- b) le nom des parties et l'objet de l'entretien ou des débats;
- c) les conséquences éventuelles du défaut de comparution.

**Langue** **Art. 56** <sup>1</sup> La procédure administrative se déroule en français.

<sup>2</sup> L'autorité retourne à leur expéditeur les actes de procédure rédigés dans une autre langue, en l'invitant à procéder dans la langue officielle. Si les circonstances le justifient, elle peut traduire elle-même les actes en question ou les faire traduire, au besoin par un traducteur assermenté ou agréé officiellement.

<sup>3</sup> Si nécessaire, et dans la mesure où elle ne peut remplir elle-même cette tâche, l'autorité fait appel, lors d'auditions verbales, à un interprète. Celui-ci peut être choisi dans l'administration; il ne peut l'être parmi les témoins et les personnes qui seraient récusables comme experts.

<sup>4</sup> Les frais de traduction et d'interprète peuvent être mis à la charge des parties (art. 215 et suivants).

<sup>5</sup> Les personnes domiciliées ou ayant leur siège dans une partie du territoire cantonal qui n'est pas de langue française peuvent, si elles ne connaissent pas ou qu'insuffisamment cette langue, procéder en allemand. En ces cas, elles sont en droit de requérir communication dans cette langue des décisions et autres actes officiels d'une procédure. Elles n'ont pas à payer les frais nécessaires de traduction et d'interprète occasionnés à l'Etat.

Communications  
aux parties

**Art. 57** <sup>1</sup> L'autorité adresse en principe ses communications aux parties par la poste, si nécessaire sous pli recommandé.

<sup>2</sup> Les communications peuvent être publiées dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel, lorsque la partie ne peut être identifiée ou n'a ni domicile, siège ou lieu de séjour, ni mandataire connu ou qui puisse être atteint.

## CHAPITRE V : Etablissement des faits

Principe

**Art. 58** L'autorité établit les faits d'office sans être limitée par les allégués et les demandes de preuves des parties. L'article 60 est réservé.

Moyens de  
preuve

**Art. 59** <sup>1</sup> L'autorité procède aux investigations nécessaires, en recourant s'il y a lieu aux moyens de preuve suivants :

- a) titres, rapports, livres et autres documents officiels et privés;
- b) interrogatoire des parties;
- c) sous réserve de l'article 63, les témoignages ou renseignements de tiers;
- d) renseignements d'autres autorités et services administratifs;
- e) visite des lieux;
- f) expertises.

<sup>2</sup> D'autres moyens peuvent être utilisés s'ils sont propres à fournir la preuve et s'il n'en résulte pas une atteinte à la liberté personnelle.

Collaboration  
des parties

**Art. 60** <sup>1</sup> Les parties sont au besoin tenues de collaborer à l'établissement des faits :

- a) dans une procédure qu'elles introduisent elles-mêmes;
- b) dans une autre procédure, en tant qu'elles y prennent des conclusions indépendantes;
- c) lorsqu'une autre loi leur impose une obligation plus étendue de renseigner ou de révéler.

<sup>2</sup> L'autorité peut déclarer irrecevables les conclusions prises dans une procédure au sens de l'alinéa 1, lettres a et b, lorsque les parties refusent de prêter le concours nécessaire qu'on pouvait attendre d'elles. Si elle entre en matière, l'autorité peut statuer au seul vu du dossier. Les parties sont informées des conséquences possibles de leur attitude.

Production de  
pièces

**Art. 61** <sup>1</sup> Les parties et les tiers sont en particulier tenus de produire les pièces utiles en leur possession.

<sup>2</sup> Les tiers sont dispensés de cette obligation lorsque les pièces se rapportent à des faits sur lesquels il pourraient refuser de témoigner.

Entraide  
administrative

**Art. 62** <sup>1</sup> Les autorités administratives se transmettent mutuellement les pièces et informations en leur possession, de même qu'elles les communiquent aux instances de la juridiction administrative, si cette collaboration apparaît nécessaire à l'établissement des faits.

<sup>2</sup> L'autorité administrative requise n'a pas à prêter son assistance :

- a) lorsque les pièces et informations demandées doivent rester confidentielles en vertu de la loi ou en raison de leur nature;
- b) lorsque cette assistance compromettrait ou risquerait de compromettre sérieusement l'accomplissement de ses fonctions propres;
- c) lorsqu'un intérêt public ou privé important s'en trouverait lésé ou risquerait sérieusement de l'être.

<sup>3</sup> La communication des pièces et informations par les instances de la juridiction administrative est laissée à leur appréciation et à leur décision.

<sup>4</sup> Les litiges relatifs à l'application des alinéas qui précèdent se règlent selon les voies de droit prévues pour la solution des conflits de compétence (art. 33 à 35 et 37).



<sup>5</sup> La transmission de pièces et informations aux instances de la justice civile et pénale est laissée à l'appréciation et à la décision des autorités administratives et instances de la juridiction administrative requises. Les critères énoncés à l'alinéa 2 sont applicables. Les prescriptions spéciales sont réservées. L'instance civile ou pénale à laquelle la production de pièces ou d'informations a été refusée peut recourir contre cette décision selon les voies de la juridiction administrative.

<sup>6</sup> Sous réserve de prescriptions spéciales, le Département de la Justice<sup>7</sup> prête assistance, sur leur demande, aux autorités administratives et aux instances de la juridiction administrative de la Confédération et des autres cantons, et, s'il y a lieu, de l'étranger. En cas de doute sur l'admissibilité du concours sollicité, le Département soumet l'affaire à la décision du Gouvernement.

Audition des  
témoins

**Art. 63** <sup>1</sup> Si les faits ne peuvent être suffisamment élucidés à l'aide des autres moyens de preuve, l'autorité peut recourir à l'audition de témoins.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes pour l'ordonner sont les suivantes :

- a) le Gouvernement, les chefs de département et le chancelier;
- b) le chef du Service juridique du Département de la Justice;
- c) le chef de la Recette et Administration de district;
- d) l'organe exécutif des communes, sections de commune et syndicats de communes;
- e) les instances de la juridiction administrative et constitutionnelle, agissant par leurs présidents ou par leurs membres chargés de l'instruction;
- f)<sup>40</sup> l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, agissant par son président ou ses membres chargés de l'instruction.

<sup>3</sup> Les autorités mentionnées à l'alinéa 2 procèdent elles-mêmes à l'audition ou peuvent en charger un employé ou un fonctionnaire qualifié pour cette tâche.<sup>38</sup>

<sup>4</sup> Les personnes extérieures à l'administration qui sont chargées d'une enquête officielle peuvent être autorisées par l'autorité compétente au sens de l'alinéa 2 à entendre des témoins.

<sup>5</sup> Si nécessaire, les personnes chargées d'entendre des témoins s'assurent la collaboration de spécialistes.

## Devoir de témoigner

**Art. 64** <sup>1</sup> Les conditions et l'étendue du devoir de témoigner se déterminent conformément aux dispositions de procédure civile, ainsi qu'aux prescriptions de la législation spéciale, notamment à celles de la loi sur la profession d'avocat<sup>5)</sup> <sup>29)</sup>

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions de la législation fédérale et cantonale statuant une obligation particulière de renseigner l'autorité.

<sup>3</sup> Celui qui peut être entendu comme témoin est tenu dans la même mesure de collaborer à l'administration d'autres preuves.

## Secret des informations

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes participant à la publication d'informations dans la presse, à la radio et à la télévision, comme éditeurs, imprimeurs, rédacteurs, reporters, collaborateurs, responsables de programmes, auxiliaires ou à un autre titre, peuvent refuser le témoignage sur le contenu et la source de leurs informations.

<sup>2</sup> Ce droit ne leur est pas reconnu lorsque le maintien du secret est de nature à mettre sérieusement en danger la sécurité intérieure ou extérieure du pays.

## Contestations

**Art. 66** L'autorité appelée à statuer décide de la légitimité du refus de témoigner ou de participer à l'administration d'autres moyens de preuve. Cette décision peut être attaquée dans les dix jours auprès de l'autorité de recours compétente pour juger le fond.

## Obstruction à l'administration des preuves

**Art. 67**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> Les dispositions de procédure civile relatives au défaut des parties et des tiers et au refus de collaborer, notamment de témoigner, s'appliquent par analogie. Elles s'étendent à tout autre acte par lequel une partie ou un tiers fait obstacle à l'administration des preuves ou la gêne sans motif légitime.

<sup>2</sup> Sont également réservées les dispositions de procédure civile relatives à la réparation du préjudice causé de ce fait à une partie.

## Libre appréciation des preuves

**Art. 68** <sup>1</sup> L'autorité apprécie les preuves selon sa libre conviction.

<sup>2</sup> Elle se détermine aussi sur la valeur probante des faits avoués ou non contestés par les parties.

Droit subsidiaire **Art. 69<sup>29)</sup>** Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie à la preuve des faits et à la production des moyens de preuve.

## CHAPITRE VI : Application du droit

Principe **Art. 70** L'autorité applique le droit d'office.

Contrôle préalable **Art. 71** <sup>1</sup> A titre préalable, l'autorité contrôle la validité des prescriptions légales susceptibles d'être appliquées au cas d'espèce.

<sup>2</sup> Elle n'est pas liée par les normes contraires au droit fédéral, ainsi qu'à la Constitution cantonale ou à d'autres actes législatifs cantonaux de rang supérieur.

<sup>3</sup> Toutefois, les autorités administratives inférieures ne peuvent, sur leur contrôle préalable, s'écarter de prescriptions légales, que si ces dernières sont manifestement irrégulières.

<sup>4</sup> L'autorité prend si possible l'avis de l'instance qui a édicté la norme contestée, avant d'en rejeter l'application dans le cas d'espèce. Si elle l'estime nécessaire, elle peut en outre surseoir à statuer et demander à la Cour constitutionnelle de trancher la question de droit qui lui est posée.

Réserve **Art. 72** Le contrôle des lois et autres actes législatifs par la Cour constitutionnelle est réservé (art. 177 et suivants).

## CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues

Principe **Art. 73** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'être entendues avant qu'une décision ne soit prise.

<sup>2</sup> Sauf prescription légale contraire, elles ne peuvent prétendre à une audition verbale.

<sup>3</sup> Une conversation informelle ou par téléphone ne satisfait pas aux exigences du droit d'être entendu.

## Exceptions

**Art. 74** L'autorité n'est pas tenue d'entendre une partie avant de prendre :

- a) une décision préjudicielle ou incidente qui n'est pas séparément susceptible de recours (art. 119);
- b) une décision par laquelle elle fait entièrement droit aux conclusions des parties;
- c) une mesure d'exécution;
- d) d'autres décisions dans une procédure de première instance lorsqu'il y a péril en la demeure, qu'une voie de droit ordinaire est ouverte aux parties et qu'aucune disposition du droit fédéral ou cantonal ne leur accorde spécialement le droit d'être entendues préalablement.

## Droit d'allégation

**Art. 75** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'alléguer des faits, d'offrir des moyens de preuve et d'argumenter en droit.

<sup>2</sup> L'autorité doit examiner les allégués de fait et de droit et administrer les preuves requises, si ces moyens n'apparaissent pas d'emblée dénués de pertinence. Elle prend aussi en considération des moyens tardifs s'ils paraissent décisifs.

<sup>3</sup> Si l'administration de preuves entraîne des frais relativement élevés, l'autorité peut la subordonner à la condition que la partie avance dans le délai qui lui est imparti les frais pouvant être exigés d'elle. L'article 232, alinéa 1, est réservé.

<sup>4</sup> L'autorité invite au besoin les parties à préciser, rectifier ou compléter leurs moyens.

## Participation à l'administration des preuves

**Art. 76** <sup>1</sup> Les parties doivent être invitées aux visites des lieux et à l'audition des témoins; elles peuvent poser à ceux-ci des questions complémentaires.

<sup>2</sup> Lorsque la sauvegarde d'un intérêt public ou privé important l'exige, les témoins peuvent être entendus en l'absence des parties. L'autorisation de prendre connaissance des procès-verbaux d'audition peut leur être refusée. En ce cas, l'article 81 s'applique.

<sup>3</sup> Lorsque l'urgence ou la nature de l'affaire l'exige, la visite des lieux peut se faire en l'absence des parties.

<sup>4</sup> Avant de remettre leur mission aux experts, l'autorité peut accorder aux parties la faculté de s'exprimer sur le libellé des questions à poser et de proposer des modifications. Les parties peuvent demander des explications et poser des questions sur le rapport d'expertise.

<sup>5</sup> Les parties ont le droit de se déterminer sur le résultat de l'administration des preuves.

Audition de la  
partie adverse

**Art. 77** Lorsque plusieurs parties défendent des intérêts opposés, l'autorité entend chacune d'elles sur les allégués et conclusions des autres parties qui paraissent pertinents. Cette règle s'étend aux mémoires et aux moyens de preuve fournis par les parties.

Droit à  
l'information

**Art. 78** <sup>1</sup> Au besoin, l'autorité informe les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>2</sup> Sur requête, elle les renseigne sur l'état de la procédure en cours.

Consultation du  
dossier

**Art. 79** <sup>1</sup> La partie ou son mandataire a le droit de consulter les pièces du dossier qui paraissent pertinentes pour le règlement de l'affaire.

<sup>2</sup> L'autorité établit un bordereau complet des pièces du dossier.

<sup>3</sup> La consultation a lieu au siège de l'autorité appelée à statuer ou à celui d'une autorité désignée par elle. Des exceptions peuvent être consenties à cette règle.

<sup>4</sup> L'autorité appelée à statuer peut percevoir un émolument pour la consultation des pièces d'une affaire liquidée.

Exceptions

**Art. 80** <sup>1</sup> L'autorité ne peut refuser la consultation des pièces du dossier que si :

- a) un intérêt public ou privé important requiert qu'un document soit tenu secret à l'égard d'une partie; l'autorité apprécie s'il est possible de le porter à la connaissance de son mandataire;
- b) l'intérêt d'une enquête officielle en cours l'exige.

<sup>2</sup> Le refus d'autoriser la consultation ne peut s'étendre qu'aux pièces tenues pour confidentielles.

<sup>3</sup> La consultation par la partie des pièces qu'elle a elle-même produites, ainsi que celles qu'elle a reçues, ne peut pas lui être refusée, non plus que celle des procès-verbaux relatifs à ses déclarations.

Prise en  
considération  
des pièces  
confidentielles

**Art. 81** Une pièce dont la consultation a été refusée à la partie ne peut être utilisée à son détriment que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel se rapportant à l'affaire et lui a donné en outre l'occasion de s'exprimer et de faire valoir ses moyens.

Indemnité  
équitable

**Art. 82** <sup>1</sup> La partie peut exiger le paiement d'une indemnité équitable, lorsque, par suite d'une violation de son droit d'être entendue, la décision a dû être modifiée ou annulée en sa faveur et qu'un préjudice est résulté pour elle de cette violation.

<sup>2</sup> La réparation incombe à la collectivité publique dont l'organe a violé le droit d'être entendu.

## CHAPITRE VIII : Décision

Examen des  
conditions de  
recevabilité

**Art. 83** <sup>1</sup> L'autorité examine d'emblée si les conditions préalables à la prise d'une décision sont remplies.

<sup>2</sup> Les conditions de recevabilité sont notamment les suivantes :

- a) la compétence à raison de la matière et du lieu;
- b) la capacité du requérant d'être partie et celle d'ester en procédure;
- c) les pouvoirs de représentation;
- d) l'observation des délais.

<sup>3</sup> Si une condition de recevabilité n'est pas remplie, l'autorité n'a pas à statuer sur le fond.

<sup>4</sup> Si une requête ne satisfait pas aux exigences légales de forme et que ce vice est réparable, l'autorité invite le requérant à corriger les irrégularités commises dans un délai raisonnable.

Examen du fond

**Art. 84** Statuant sur le fond, l'autorité examine les conditions de la régularité formelle et matérielle de la décision à prendre. Sur opposition, recours ou action, elle examine la régularité formelle et matérielle de l'acte attaqué. Elle statue sur toutes les conclusions des parties.

Contenu de la  
décision

**Art. 85** La décision comporte les indications suivantes :

- a) la désignation de l'autorité qui a statué; s'il s'agit d'un jugement, le nom des juges qui l'ont rendu;
- b) le nom des parties et de leurs représentants;

- c) une motivation;
- d) le dispositif, avec le montant des frais de procédure et des dépens;
- e) les délais et voies de droit;
- f) la date de la décision;
- g) la signature.

Motivation et  
indication des  
voies de droit

**Art. 86** <sup>1</sup> La décision est motivée de façon suffisante en fait et en droit.

<sup>2</sup> Elle mentionne les délais et les voies de droit ordinaires ouvertes aux parties.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à ces exigences si elle fait entièrement droit aux conclusions des parties et si aucune d'elles ne réclame de motivation dans les 30 jours suivant la notification. [27\)](#)

Notification

**Art. 87** <sup>1</sup> L'autorité notifie sa décision aux parties par écrit, si nécessaire sous pli recommandé ou par un agent public ou d'une autre manière.

<sup>2</sup> Si la nature de l'affaire ou les circonstances l'exigent, la décision est notifiée verbalement. Elle est confirmée par écrit, si une partie le requiert dans les cinq jours; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

<sup>3</sup> Même si l'autorité les notifie sous forme de lettre, les décisions doivent être désignées comme telles.

Notification par la  
voie officielle

**Art. 88** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 57, alinéa 2, la notification peut se faire par publication dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel.

<sup>2</sup> Cette forme de notification est également autorisée lorsque l'affaire met en cause un grand nombre de parties. En ce cas, une notification personnelle sera toutefois adressée à celles qui ont pris part à la procédure.

Notification  
irrégulière

**Art. 89** Une notification irrégulière n'entraîne aucun préjudice pour les parties.

## TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives

### CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales

Modification et  
révocation

**Art. 90** <sup>1</sup> Sous réserve de prescriptions légales spéciales, l'autorité qui a pris la décision ou l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance peut, d'office ou sur requête, modifier ou révoquer une décision, même passée en force :

- a) lorsqu'elle est entachée d'un vice grave;
- b) lorsque les conditions dont la loi fait dépendre la validité de l'acte ne sont plus remplies, soit que la loi a été modifiée, soit que les circonstances ont changé dans une mesure notable;
- c) lorsque l'autorité entend sauvegarder un intérêt public important qu'il n'est pas possible de préserver autrement.

<sup>2</sup> La partie a droit à une indemnité équitable lorsque la modification ou la révocation entraîne pour elle un préjudice dont elle n'a pas à répondre. L'indemnisation incombe en principe à la collectivité publique qui a pris la décision modifiée ou révoquée.

<sup>3</sup> La partie qui n'obtient pas réparation devant l'autorité administrative peut faire valoir ses droits par la voie de l'action de droit administratif.

Demande en  
reconsidération

**Art. 91** <sup>1</sup> La partie peut en tout temps saisir l'autorité d'une demande en reconsidération.

<sup>2</sup> L'autorité n'est tenue d'examiner la demande que si le requérant invoque des faits ou des moyens de preuve importants qu'il ne connaissait pas lors de la première décision, ou dont il ne pouvait se prévaloir à cette époque, ou si les circonstances se sont modifiées dans une mesure notable depuis la première décision.

<sup>3</sup> La demande n'entraîne aucune interruption de délai.

Procédure de  
constatation

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut, d'office ou sur requête, constater par une décision l'existence, l'inexistence ou l'étendue des droits et obligations fondés sur le droit public.

<sup>2</sup> Elle donne suite à une demande en constatation si le requérant prouve qu'il y a un intérêt digne de protection.



<sup>3</sup> Aucun désavantage ne peut résulter pour la partie du fait qu'elle a agi en se fondant de bonne foi sur une décision de constatation.

Dénonciation

**Art. 93** <sup>1</sup> Chacun peut dénoncer en tout temps à l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance les faits qui appellent dans l'intérêt public une intervention d'office contre une autorité.

<sup>2</sup> Le dénonciateur n'a aucun des droits reconnus à la partie. Communication lui est donnée de la manière dont l'affaire a été liquidée. Une motivation n'est pas nécessaire.

## CHAPITRE II : Procédure d'opposition

Principe

**Art. 94** Toute décision prise par une autorité administrative en première instance est sujette à opposition. Le texte de la décision lui rappellera ce droit ainsi que la teneur de l'article 96.

Exceptions

**Art. 95** Sans préjudice des droits de recours, la procédure d'opposition n'est pas appliquée :

- a) lorsque la décision a été prise sur opposition;
- b) dans toutes les procédures où une procédure d'opposition a précédé la décision administrative, par exemple dans les procédures relatives à l'approbation d'un plan, à l'octroi d'un permis de construire ou à la ratification d'un règlement communal;
- c) dans les cas où est prévu un recours à un organe supérieur de la commune;
- d) dans les cas d'inapplicabilité statué à l'article 6, lettres a à e, en particulier lorsque la nature de l'affaire exige qu'elle soit réglée sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire;
- e) aux décisions concernant les droits politiques;
- f) lorsque la décision émane du Gouvernement;
- g) aux décisions préjudicielles et autres décisions incidentes qui ne sont pas séparément susceptibles de recours;
- h) aux décisions relatives à la compétence, à la récusation et au retrait de l'effet suspensif;
- i) lorsque l'autorité et les parties conviennent de renoncer à l'application de la procédure d'opposition;
- j) dans les procédures d'exécution (art. 108 à 112);
- k) lorsque la décision a été prise sur demande en révision, reconsidération, interprétation et rectification;
- l) <sup>29)</sup> dans les autres cas prévus par des dispositions spéciales.

Relation avec la procédure de recours	<b>Art. 96</b> Sous réserve de l'article 95, la procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Qualité pour former opposition	<b>Art. 97</b> La qualité pour former opposition se définit dans les mêmes termes que la qualité pour recourir (art. 120).
Forme et délais	<p><b>Art. 98</b> <sup>1</sup> L'opposition est adressée par écrit à l'autorité qui a rendu la décision, dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente, dans les dix jours à compter de la notification. Au surplus, le délai pour former opposition est le même que le délai fixé pour le recours ultérieur<sup>8)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> L'opposition est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.</p> <p><sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la présentation des recours sont applicables par analogie (art. 126 à 131 et 135).</p>
Effet suspensif	<p><b>Art. 99</b> <sup>1</sup> L'opposition a effet suspensif.</p> <p><sup>2</sup> Sauf si elle porte sur une prestation pécuniaire, la décision peut prévoir qu'une opposition éventuelle n'aura pas d'effet suspensif. L'autorité de recours compétente pour connaître le fond, ou son président s'il s'agit d'un collège, peut le restituer sur demande. Elle statue sans délai.</p> <p><sup>3</sup> Si l'effet suspensif est arbitrairement retiré ou la demande de restitution arbitrairement rejetée ou tardivement admise, la collectivité, l'établissement ou la personne au nom desquels l'autorité a statué répond du préjudice qui en résulte.</p>
Intérêt de tiers	<b>Art. 100</b> Si, en procédure d'opposition, l'annulation ou la modification d'une décision administrative peut léser un tiers, ce dernier est entendu avant que la nouvelle décision ne soit prise (art. 73 et suivants).
Motifs	<p><b>Art. 101</b> L'opposant peut invoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;</li> <li>b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;</li> <li>c) l'inopportunité.</li> </ul>
Compétence	<b>Art. 102</b> <sup>1</sup> La décision sur opposition est préparée et prise par l'employé ou le fonctionnaire du rang le plus élevé dans le service. <sup>38)</sup>

<sup>2</sup> Si la décision attaquée émane d'un collège, la nouvelle décision est prise par celui-ci sur la base d'une proposition élaborée par l'un de ses membres qui n'a pas participé à l'instruction de l'affaire en première instance.

Délai pour statuer

**Art. 103** La nouvelle décision doit être prise dans les trente jours dès la réception de l'opposition. Si les circonstances l'exigent, l'autorité peut statuer dans un délai plus long; l'opposant doit être informé par écrit de cet ajournement et de ses raisons avant l'expiration du premier délai.

Pouvoir de décision

**Art. 104** <sup>1</sup> L'autorité n'est pas liée par les conclusions dont elle est saisie. Elle peut s'en écarter à l'avantage de l'opposant; elle peut aussi modifier la décision attaquée à son détriment, si cette décision viole la loi ou repose sur une constatation inexacte ou incomplète des faits.

<sup>2</sup> Si l'autorité envisage de modifier la décision attaquée au détriment de l'opposant, elle l'informe de son intention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

Retrait

**Art. 105** <sup>1</sup> L'opposition peut être retirée tant que l'autorité n'a pas statué sur elle.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Rapport au Gouvernement

**Art. 106** <sup>1</sup> Tous les six mois, les autorités administratives sont tenues d'établir un rapport sur les oppositions formées contre leurs décisions et sur les suites qui leur ont été données.

<sup>2</sup> Ce rapport est transmis par la voie hiérarchique à la Chancellerie, à l'intention du Gouvernement.

Prescriptions spéciales

**Art. 107** Sont réservées les procédures d'opposition prévues dans la législation spéciale, notamment en matière fiscale.

### CHAPITRE III : Procédure d'exécution

Autorités d'exécution

**Art. 108** <sup>1</sup> Les autorités administratives exécutent leurs propres décisions.

<sup>2</sup> Les décisions prises par les instances de la juridiction administrative sont exécutées par l'autorité administrative compétente en première instance, ou par celle désignée par l'instance de recours.

<sup>3</sup> Les jugements prononcés sur action de droit administratif sont exécutés par le Département de la Justice.

<sup>4</sup> Les autorités communales, intercommunales et de district s'adressent au département précité lorsque leur propre compétence ou l'efficacité des mesures qu'elles pourraient prendre leur paraissent douteuses.

<sup>5</sup> Les autorités d'exécution disposent au besoin de la police communale et cantonale.

<sup>6</sup> L'article 110 est réservé.

Caractère  
exécutoire

**Art. 109** <sup>1</sup> Sauf prescription spéciale de la loi ou de l'autorité, une décision est exécutoire lorsque :

- a) elle ne peut plus être attaquée sur opposition ou sur recours;
- b) le moyen de droit utilisable n'a pas d'effet suspensif;
- c) l'effet suspensif attribué à ce moyen a été retiré.

<sup>2</sup> Vaut pareille décision toute transaction passée devant une instance de la juridiction administrative ou sanctionnée par elle, ainsi que tout désistement déclaré en justice ou signifié avec la permission du juge.

Poursuite pour  
dettes

**Art. 110** <sup>1</sup> Les décisions portant condamnation à payer une somme d'argent ou à fournir des sûretés sont exécutées par la voie de la poursuite, conformément à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Elles sont assimilées aux jugements exécutoires au sens de l'article 80 de ladite loi dès qu'elles sont passées en force.

<sup>2</sup> Les dispositions du concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public sont réservées.

Autres moyens  
de contrainte

**Art. 111** <sup>1</sup> Pour exécuter d'autres décisions, l'autorité recourt aux mesures suivantes :

- a) l'exécution, aux frais de l'obligé, par l'autorité ou par un tiers mandaté par elle; ces frais sont fixés par une décision spéciale;
- b) l'exécution directe contre la personne de l'obligé ou ses biens;
- c) la privation d'avantages administratifs et autres contraintes ou sanctions administratives prévues par la loi;
- d) <sup>29)</sup> la poursuite pénale, dans la mesure où une disposition spéciale le prévoit;

e)<sup>26)</sup> si aucune autre disposition pénale n'est applicable, la poursuite pénale pour insoumission à une décision signifiée sous la menace d'une peine d'amende prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>9)</sup>.

<sup>2</sup> Avant de recourir à un moyen de contrainte, l'autorité en menace l'obligé et lui impartit un délai suffisant pour s'exécuter; elle le rend attentif aux sanctions encourues. Ces avertissements peuvent être signifiés dans la décision à exécuter elle-même ou dans un acte postérieur.

<sup>3</sup> Dans les cas visés à l'alinéa 1, lettres a et b, l'autorité peut renoncer à l'avertissement s'il y a péril en la demeure.

Proportionnalité **Art. 112** L'autorité n'emploie pas de moyens de contrainte plus rigoureux que ne l'exigent les circonstances.

#### CHAPITRE IV : Restitution de l'indu

Restitution d'office **Art. 113** L'autorité restitue spontanément les versements qui n'étaient pas dus ou qui ont été effectués en trop.

Demande de restitution **Art. 114** <sup>1</sup> Tant l'autorité que le particulier peuvent demander la restitution de montants versés indûment. La demande doit en être faite dans le délai de cinq ans dès le paiement.

<sup>2</sup> S'il n'obtient pas directement satisfaction, l'ayant droit peut faire valoir ses prétentions par la voie de l'action de droit administratif.

<sup>3</sup> Demeure réservée l'autorité des actes administratifs passés en force.

Intérêts **Art. 115** La restitution est due avec intérêts calculés au taux de l'intérêt moratoire fixé pour chaque année fiscale.

Prescriptions spéciales **Art. 116** Sont réservées les dispositions spéciales du droit fédéral et cantonal.

## TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative

### CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse

#### SECTION 1 : Recours

##### Définitions

**Art. 117** <sup>1</sup> Le recours de droit administratif est le recours ouvert auprès des instances ordinaires de la juridiction administrative.

<sup>2</sup> Le recours administratif est le recours ouvert auprès des instances spéciales de la juridiction administrative.

##### Objet

**Art. 118** Peuvent être l'objet d'un recours :

- a) les décisions rendues sur opposition;
- b) <sup>29</sup> les décisions non sujettes à opposition au sens de l'article 95, lettres b, c, e, f, i et j;
- c) les décisions visées à l'article 6, lettres c à e;
- d) les décisions prises sur demande en revision et en interprétation; l'autorité de recours apprécie les cas dans lesquels la décision prise sur demande en reconsidération et sur dénonciation est sujette à recours;
- e) d'autres actes dans les cas prévus par la législation.

##### Décisions finales, préjudicielles et incidentes

**Art. 119** <sup>27</sup> <sup>1</sup> Les décisions finales sont susceptibles de recours.

<sup>2</sup> Les décisions préjudicielles et incidentes qui sont notifiées séparément et qui portent sur la compétence (art. 30 et suivants) ou sur la récusation (art. 39 et suivants) peuvent faire l'objet d'un recours. Elles ne peuvent plus être attaquées ultérieurement.

<sup>3</sup> Les autres décisions préjudicielles et incidentes notifiées séparément peuvent faire l'objet d'un recours :

- a) si elles peuvent causer un préjudice irréparable, ou
- b) si l'admission du recours peut conduire immédiatement à une décision finale qui permet d'éviter une procédure probatoire longue et coûteuse.

<sup>4</sup> Sont notamment susceptibles d'un recours séparé au sens de l'alinéa 3 les décisions incidentes concernant :

- a) les mesures provisionnelles (art. 51), en particulier le refus ou le retrait de l'effet suspensif (art. 99 et 132);

- b) la suspension de la procédure (art. 52);
- c) le refus de l'appel en cause (art. 11), la jonction et la disjonction des causes (art. 12 et 13);
- d) les décisions relatives à l'assistance judiciaire (art. 18);
- e) l'établissement des faits (art. 58 et suivants);
- f) le droit des parties d'être entendues (art. 73 et suivants).

<sup>5</sup> Si le recours séparé prévu à l'alinéa 3 n'a pas été utilisé, les décisions préjudicielles et incidentes peuvent être attaquées par un recours contre la décision finale dans la mesure où elles influent sur le contenu de celle-ci.

Qualité pour  
recourir

**Art. 120** A qualité pour recourir :

- a) <sup>27)</sup> quiconque est particulièrement atteint par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée;
- b) <sup>29)</sup> toute autre personne, organisation ou autorité lorsque des dispositions spéciales le prévoient.

Délais

**Art. 121** <sup>1</sup> Le recours est déposé dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente ou d'exécution, dans les dix jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup> Les délais spéciaux prévus par le droit cantonal et par le droit fédéral sont réservés.

Motifs du recours  
de droit  
administratif

**Art. 122** Sur recours de droit administratif, les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité :
  1. des décisions relatives à la fixation d'une contribution publique ou d'une indemnité de droit public;
  2. des sanctions disciplinaires à l'exclusion du blâme, de l'amende jusqu'à 200 francs et de la suspension jusqu'à cinq jours;
  3. des décisions non sujettes à opposition dans les cas visés à l'article 95, lettres b et i;
  4. des décisions susceptibles d'être attaquées auprès d'une instance fédérale avec pouvoir d'examen illimité;
  5. d'autres décisions, lorsque la législation le prévoit.

Motifs du recours  
administratif

**Art. 123** <sup>1</sup> Sur recours administratif, le recourant peut invoquer les motifs indiqués à l'article 122, lettres a et b, ainsi que l'inopportunité.

<sup>2</sup> L'inopportunité ne peut être invoquée lorsqu'il s'agit d'affaires entrant dans la sphère de l'autonomie des communes et d'autres collectivités ou établissements de droit public.

Motifs de recours  
en matière  
d'exécution

**Art. 124** En cas de recours contre une mesure d'exécution, ne sont en principe recevables que les motifs pris de la violation des règles relatives à l'exécution et en particulier du principe de la proportionnalité.

Déni de justice  
ou retard  
injustifié

**Art. 125** <sup>1</sup> Une partie peut en tout temps recourir, pour déni de justice ou retard injustifié, contre une autorité qui, sans raison, refuse de statuer ou tarde à se prononcer.

<sup>2</sup> Si l'autorité saisie admet le recours, elle renvoie l'affaire à l'autorité de décision en lui donnant des instructions impératives.

<sup>3</sup> La partie qui subit en ces cas un préjudice a droit à une indemnité équitable.

Mémoire de  
recours

**Art. 126** <sup>1</sup> Le mémoire de recours est adressé par écrit à l'autorité de recours en deux exemplaires au moins ou en autant de doubles qu'il y a de parties à la procédure.

<sup>2</sup> S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité peut exiger du recourant la remise immédiate des exemplaires manquants. Elle l'avise qu'à ce défaut, elle fera des copies à ses frais.

Contenu du  
mémoire

**Art. 127** <sup>1</sup> Le mémoire contient un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire.

<sup>2</sup> Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Informalités

**Art. 128** <sup>1</sup> Si le mémoire de recours ne satisfait pas aux exigences de l'article 127, ou si les motifs et les conclusions du recourant n'ont pas la clarté nécessaire, sans que le recours soit manifestement irrecevable, l'autorité de recours impartit au recourant un bref délai supplémentaire pour remédier à ces informalités.

<sup>2</sup> Elle avise en même temps le recourant que, si le délai n'est pas utilisé, elle statuera sur la base du dossier ou, si les conclusions ou la signature manquent, elle déclarera le recours irrecevable. [27\)](#)



<sup>3</sup> Si le recours est dénué de toute motivation, l'autorité de recours le déclare d'emblée irrecevable.[28\)](#)

Mémoire  
complémentaire

**Art. 129** L'autorité de recours peut accorder au recourant qui le demande pour des motifs suffisants un délai pour compléter son mémoire de recours.

Nouveaux  
moyens

**Art. 130** <sup>1</sup> Le recourant peut invoquer, dans le délai de recours et les délais supplémentaires prévus aux articles 128 et 129, des motifs, faits et moyens de preuve qui ne l'ont pas été dans les précédentes procédures.

<sup>2</sup> L'article 75, alinéa 2, est réservé.

Modification des  
conclusions

**Art. 131** Le recourant peut modifier ses conclusions jusqu'à la fin des échanges d'écritures ou, le cas échéant, jusqu'à la clôture des débats.

Effet suspensif et  
mesures  
provisionnelles

**Art. 132** <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, le recours a effet suspensif. Pour le surplus, l'article 99 s'applique par analogie.

<sup>2</sup> Après le dépôt du recours, l'autorité saisie peut prendre, d'office ou sur requête d'une partie, d'autres mesures provisionnelles conformément à l'article 51.

Effet dévolutif

**Art. 133** Dès le dépôt du recours, le pouvoir de traiter l'affaire qui en est l'objet passe à l'autorité de recours.

Nouvel examen  
par l'autorité de  
première  
instance

**Art. 134** <sup>1</sup> L'autorité de première instance peut, jusqu'à l'envoi de sa réponse au mémoire de recours, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.

<sup>2</sup> Elle notifie sans délai sa nouvelle décision aux parties et en donne connaissance à l'autorité de recours.

<sup>3</sup> Celle-ci continue à traiter le recours, dans la mesure où la nouvelle décision ne l'a pas rendu sans objet. L'article 135, alinéa 3, s'applique si cette décision repose sur un état de fait notablement modifié ou crée une situation juridique sensiblement différente.

Echange  
d'écritures

**Art. 135** <sup>1</sup> Si le recours n'est pas d'emblée irrecevable, l'autorité saisie communique sans délai les mémoires et mémoires complémentaires de recours à l'autorité qui a pris la décision attaquée et aux autres parties, en leur impartissant un délai pour présenter leur réponse; elle invite en même temps l'autorité inférieure à produire son dossier. Les articles 126 à 131 s'appliquent par analogie au mémoire de réponse.

<sup>2</sup> Les mémoires de réponse sont portés à la connaissance du recourant et des autres parties adverses.

<sup>3</sup> L'autorité peut, à n'importe quel stade de la procédure, inviter les parties à un nouvel échange d'écritures.

Débats et  
délibérations

**Art. 136** <sup>1</sup> Conformément à l'article 54, alinéas 2 et 3, l'autorité de recours peut ordonner des débats, d'office ou sur requête.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Devant les instances spéciales de la juridiction administrative, les débats et les délibérations ne sont pas publics.

<sup>3</sup> Sauf prescriptions spéciales, les débats devant le juge administratif et la Cour administrative sont publics, à l'exception des délibérations. Ils se déroulent à huis clos s'il s'agit d'affaires fiscales. Ces instances peuvent en outre, dans chaque cas particulier ou dans un domaine déterminé, prononcer le huis clos si un intérêt public ou privé important l'exige. Cette mesure ne touche ni les parties, ni leurs mandataires.<sup>[2\)](#)</sup>

## Experts

**Art. 137** Si la nature de l'affaire le requiert, l'autorité de recours peut faire appel à un ou à plusieurs experts.

## Conciliation

**Art. 138** <sup>1</sup> L'autorité de recours peut rechercher la conciliation des parties, si l'affaire s'y prête.

<sup>2</sup> Elle doit organiser une conciliation lorsque le recours porte sur une inégalité à raison du sexe dans les rapports de travail relevant du droit public cantonal ou communal.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'arrangement, celui-ci est porté au procès-verbal et signé par les parties; l'arrangement acquiert force exécutoire.<sup>[10\)](#)</sup>

Incompatibilités  
relatives à  
l'instruction et au  
jugement

**Art. 139** <sup>1</sup> Une personne ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'un recours formé contre une décision à la prise de laquelle elle a participé comme autorité administrative, membre d'une telle autorité, employé ou fonctionnaire, statuant en première instance, sur opposition ou sur recours.<sup>[38\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si cette personne est membre d'une autorité administrative collégiale, elle a cependant voix consultative lors de la délibération de l'affaire par cette autorité; elle se retire lors du vote.

<sup>3</sup> Les recours adressés au Gouvernement sont instruits par le Service juridique du Département de la Justice ou, lorsque la décision attaquée émane de ce département, par un autre organe désigné par le Gouvernement.

Retrait du  
recours

**Art. 140** <sup>1</sup> Le recours peut être retiré, tant qu'il n'a pas fait l'objet d'une décision.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Procédure  
d'examen  
sommaire

**Art. 141** Par une décision sommairement motivée, l'autorité de recours peut d'emblée écarter un recours manifestement irrecevable ou rejeter un recours manifestement mal fondé.

Juge unique

**Art. 142**<sup>[2\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le président d'une autorité collégiale liquide comme juge unique les procédures devenues sans objet par suite de retrait, de désistement ou pour une autre raison, ainsi que les demandes d'assistance judiciaire, les recours formés contre les décisions concernant l'effet suspensif et les autres mesures provisionnelles, et celles concernant les frais et dépens.

<sup>2</sup> Le président de la Cour administrative<sup>[39\)](#)</sup> ou de la Cour des assurances<sup>[39\)](#)</sup> liquide en outre comme juge unique les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs. Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Cour.

Pouvoir de  
décision

**Art. 143** <sup>1</sup> Dans le recours de droit administratif, l'autorité saisie ne peut aller au-delà des conclusions du recourant, ni modifier la décision à son détriment. Sont réservées les dispositions contraires du droit cantonal et fédéral.

<sup>2</sup> Dans le recours administratif, le pouvoir de décision de l'autorité de recours est défini conformément à l'article 104.

Décision **Art. 144** <sup>1</sup> Dans la mesure où elle admet le recours, l'autorité annule la décision attaquée et statue elle-même sur l'affaire; elle la renvoie au besoin à l'autorité de première instance, avec des instructions impératives.

<sup>2</sup> La décision sur recours contient un résumé des faits essentiels, les considérants en droit et le dispositif. Elle est communiquée aux parties et aux autorités inférieures intéressées. L'article 86 est réservé.

Dispositions complémentaires **Art. 145** Pour le surplus, les dispositions du Titre deuxième s'appliquent à la procédure de recours.

## SECTION 2 : L'action de droit administratif

Définition **Art. 146** L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision. Les prescriptions légales spéciales sont réservées.

Cas d'action **Art. 147** L'action est ouverte<sup>2)</sup> dans les contestations relatives :

- a) <sup>38)</sup> aux prétentions découlant des rapports de service des magistrats, des employés de l'Etat et des autres agents publics;
- b) aux prétentions découlant des contrats de droit public ou de concessions;
- c) à des indemnités non contractuelles;
- d) au paiement de prestations pécuniaires octroyées, à la restitution de prestations pécuniaires payées et à la dévolution d'autres avantages pécuniaires de droit public acquis sans droit;
- e) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Qualité pour introduire action **Art. 148** A qualité pour introduire action toute personne qui fait valoir une prétention juridique.

Procédure préalable **Art. 149** <sup>1</sup> Avant d'introduire action, le demandeur annonce ses prétentions au défendeur ainsi que ses motifs; il lui accorde un délai suffisant pour se déterminer à leur sujet.

<sup>2</sup> Si le demandeur ouvre action sans avoir procédé conformément à l'alinéa 1, ou si le défendeur ne se détermine pas en temps utile, l'autorité pourra en tenir compte dans la fixation des frais.

Litispendance	<b>Art. 150</b> Le dépôt de la demande écrite auprès de l'instance de juridiction administrative détermine la litispendance. Celle-ci a en particulier pour effet d'interrompre la prescription.
Demande reconventionnelle	<b>Art. 151</b> <sup><a href="#">29</a></sup> Le défendeur peut opposer une réclamation au demandeur. Les dispositions de procédure civile relatives à la demande reconventionnelle s'appliquent par analogie.
Valeur litigieuse	<b>Art. 152</b> <sup><a href="#">29</a></sup> La valeur litigieuse se détermine selon les dispositions de procédure civile.
Conciliation et transaction	<b>Art. 153</b> <sup>1</sup> L'autorité, voire la personne chargée de l'instruction, peut tenter la conciliation des parties ou leur soumettre une proposition de transaction.  <sup>2</sup> Les alinéas 2 et 3 de l'article 138 sont applicables par analogie. <sup><a href="#">10</a></sup>
Plaidoiries	<b>Art. 154</b> Si des débats sont ordonnés, l'autorité peut, après clôture, autoriser les parties à plaider. Exceptionnellement, elle peut leur permettre de répliquer et de dupliquer.
Juge unique	<b>Art. 155</b> Le président d'une autorité collégiale statue comme juge unique sur : a) les cas visés à l'article 142; b) les affaires dont la valeur litigieuse n'atteint pas 8'000 francs <sup><a href="#">2</a></sup> .
Pouvoir d'examen	<b>Art. 156</b> L'autorité apprécie la cause sous tous ses aspects, en fait, en droit et en opportunité.
Dispositions complémentaires	<b>Art. 157</b> <sup>1</sup> Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent par analogie à l'action de droit administratif, ainsi que les articles 126 à 131, 135 à 137, 139, alinéa 1, 140, 141 et 143, alinéa 1.  <sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie. <sup><a href="#">29</a></sup>

## CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif

Compétence  
générale du juge  
administratif

**Art. 158** Sauf exceptions statuées par la loi, le juge administratif connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) les organes des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que des collectivités et établissements publics qui en dépendent;
- b) la Recette et Administration de district;
- c) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant de l'un des organes visés aux lettres a et b.

Compétences  
d'attribution du  
juge administratif

**Art. 159** Le juge administratif connaît en outre des recours formés contre les décisions prises par d'autres autorités, commissions et instances lorsque la loi ou le décret le prévoit, ainsi en matière de circulation routière, d'expropriation, d'améliorations foncières, de construction et de contrôle laitier.

Compétence de  
la Cour  
administrative

**Art. 160<sup>29)</sup>** Sous réserve des articles 162 et 164, la Cour administrative connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) le Gouvernement;
- b) les organes de l'administration cantonale;
- c) le juge administratif; sont réservées les compétences de la Cour constitutionnelle en matière d'élections et votes organisés dans les districts et les communes;
- d) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- e) les organes des Eglises reconnues ou de leurs paroisses compétents en matière d'impôts et autres contributions;
- f) les collectivités et établissements publics qui dépendent du Canton;
- g) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- h) d'autres autorités, commissions et instances, lorsque le droit intercantonal, la loi ou le décret le prévoit, par exemple en matière de registre du commerce et de registre foncier.

**Art. 161<sup>31)</sup>**

Irrecevabilité  
I. En général

**Art. 162<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable contre les décisions revêtant un caractère politique prépondérant.

<sup>2</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant notamment :

- a) les décisions relatives à l'approbation d'actes législatifs et de tarifs;
- b) les décisions relatives à des plans, sauf s'il s'agit de plans d'affectation ou de décisions sur opposition à des expropriations, à des remembrements ou remaniements;
- c) les décisions sur l'octroi ou le refus d'un sursis ou la remise de contributions dues dans les cas présentant une importance particulière, notamment lorsque l'intérêt économique du Canton est en jeu;
- d) les décisions sur l'octroi ou le refus de subventions, de crédits, de garanties, d'indemnités et d'autres prestations pécuniaires de droit public auxquels la législation ne confère pas un droit;
- e) les décisions concernant la sûreté intérieure du Canton;
- f) en matière de défense nationale et de protection civile, les décisions qui ne sont pas de caractère pécuniaire;
- g) les décisions concernant la création initiale des rapports de service et les promotions dans la fonction publique, sauf si le recours invoque une discrimination à raison du sexe;
- h) en matière d'éducation, les décisions relatives aux plans d'études et aux branches d'enseignement, à la création et à la suppression d'écoles ou de classes;
- i) en matière de construction et d'entretien des routes, les décisions relatives à l'affectation et à la classification; pour le surplus, la lettre b est réservée;
- j) en matière de police locale, les décisions relatives à l'assistance mutuelle des communes;
- k) d'autres décisions dans les cas prévus par des dispositions spéciales.

#### **Art. 163<sup>31)</sup>**

II. Selon la nature des décisions<sup>29)</sup>

**Art. 164** Le recours de droit administratif n'est pas non plus recevable contre :

- a) les décisions prises à la suite d'une dénonciation (art. 118, lettre d);
- b) les décisions préjudicielles et autres décisions incidentes (art. 119), si le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre la décision finale;
- c) les décisions sur la révocation ou la modification de décisions contre lesquelles le recours de droit administratif n'est pas ouvert, sauf les décisions sur la modification ou la révocation de décisions attributives d'avantages;
- d) ...<sup>31)</sup>
- e) les décisions définitives en vertu de la loi ou du décret.

Subsidiarité

**Art. 165** Pour le surplus, le recours de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie :

- a) de l'opposition préalable; est réservé le cas de renonciation (art. 95, lettre i);
- b) d'un autre recours.

## **SECTION 2 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif**

L'action devant  
le juge  
administratif

**Art. 166** <sup>1</sup> Sous réserve de recours à la Cour administrative, le juge administratif connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers à une commune ou à une autre collectivité, établissement, personne et organisme visés à l'article 158, lettres a, b et c;
- b) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, à une paroisse ou à un organisme qui en dépend.

<sup>2</sup> Il connaît également, sous réserve de recours à la Cour administrative, des actions en responsabilité qui relèvent du droit public cantonal lorsqu'elles sont sujettes au recours en matière civile au sens de l'article 72, alinéa 2, lettre b, de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral<sup>[42\)](#), [40\)](#)</sup>

L'action devant  
la Cour  
administrative

**Art. 167** <sup>1</sup> La Cour administrative connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers au Canton, aux collectivités et établissements publics dépendant du Canton, ou à des personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- b) les collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a;
- d) les Eglises reconnues, les paroisses et organismes qui en dépendent, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a.

<sup>2</sup> L'article 166, alinéa 2, est réservé.<sup>[40\)](#)</sup>



Subsidiarité

**Art. 168** L'action de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie de l'opposition et celle du recours.

### SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale

Cour des assurances<sup>39)</sup>

**Art. 169** La Cour des assurances<sup>39)</sup> connaît, sur recours ou sur action de droit administratif, des contestations relatives :

- a) à la sécurité sociale de droit cantonal et fédéral;
- b)<sup>38)</sup> aux diverses pensions et allocations octroyées par la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura et les autres institutions de prévoyance des agents publics;
- c) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Tribunaux arbitraux

**Art. 170** Sont réservées les compétences des Tribunaux arbitraux institués par la loi<sup>13)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents, et par la loi<sup>14)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité.

Réserve

**Art. 171** Les prescriptions spéciales de procédure du droit fédéral sont réservées.

## CHAPITRE III : Instances spéciales de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales

Recours au Gouvernement

**Art. 172** Les décisions qui ne sont pas sujettes à recours au juge administratif ou à la Cour administrative peuvent être attaquées par la voie du recours administratif auprès du Gouvernement.

Recours auprès d'instances spéciales

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont réservées les attributions des autres instances qui, suivant prescriptions légales spéciales, statuent sur recours administratif.

<sup>2</sup> Sont également réservés les cas dans lesquels les parties peuvent, suivant prescriptions légales spéciales, déférer leurs litiges à une juridiction arbitrale.

<sup>3</sup> Les instances visées aux alinéas 1 et 2 se prononcent, sauf prescriptions légales contraires, à titre définitif.

## SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

**Compétence** **Art. 174** La Commission cantonale des recours en matière d'impôts, ou son président comme juge unique, tranche, sur recours administratif, les litiges qui leur sont attribués par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes<sup>15)</sup> et par d'autres dispositions légales.

**Organisation et procédure** **Art. 175** <sup>1</sup> L'organisation de la Commission est fixée par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes et par le décret concernant la Commission cantonale des recours<sup>16)</sup>.

<sup>2</sup> La procédure est également régie par la loi et le décret précités et, subsidiairement, par les dispositions du présent Code.

**Recours** **Art. 176** Sauf les cas où, suivant prescriptions légales spéciales, elle statue à titre définitif, la Commission se prononce sous réserve de recours à la Cour administrative.

## TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle

### CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois

**Principe** **Art. 177** La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois et leur conformité au droit fédéral.

**Requérants** **Art. 178** Ont qualité pour former une requête :

- a) le Gouvernement;
- b) un groupe parlementaire;
- c) dix députés;
- d) trois communes;
- e)<sup>27)</sup> une commune ou une autre collectivité de droit public, à la condition qu'elle invoque la violation de garanties qui lui sont reconnues par la Constitution cantonale ou la Constitution fédérale;
- f)<sup>28)</sup> toute personne qui est particulièrement atteinte par la loi attaquée et qui a un intérêt digne de protection à son annulation ou à sa modification.

**Délai** **Art. 179** La requête est déposée dans les quinze jours dès la publication de la loi au Journal officiel.

Publicité	<p><b>Art. 180</b> <sup>1</sup> La Cour avise aussitôt les présidents du Parlement et du Gouvernement des requêtes qui lui sont adressées.</p> <p><sup>2</sup> Elle en donne communication dans l'édition suivante du Journal officiel.</p>
Incidence sur le référendum	<p><b>Art. 181</b> Lorsqu'un contrôle de constitutionnalité est requis, la loi ne peut être soumise, sur référendum, à un vote populaire, avant que la Cour n'ait rendu son arrêt.</p>
Procédure	<p><b>Art. 182</b> <sup>1</sup> Au besoin, la Cour invite le requérant à préciser sa requête.</p> <p><sup>2</sup> Elle demande au Gouvernement de se déterminer par écrit sur l'inconstitutionnalité invoquée et au Bureau du Parlement de lui remettre le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée.<a href="#">2)</a></p> <p><sup>3</sup> Elle peut procéder à un débat. Les débats et délibérations sont publics.</p> <p><sup>4</sup> Les articles 126 à 128, 137 à 140 s'appliquent par analogie. Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent également au besoin.</p>
Procédure sommaire	<p><b>Art. 183</b> <sup>1</sup> Par un arrêt sommairement motivé, la Cour, réduite à trois juges, peut d'emblée écarter à l'unanimité une requête manifestement irrecevable, ou manifestement mal fondée.</p> <p><sup>2</sup> En ces cas, les articles 180, 181 et 182, alinéas 2 et 3, ne s'appliquent pas.</p>
Jonction des requêtes	<p><b>Art. 184</b> Lorsqu'une loi fait l'objet de plusieurs requêtes, la Cour peut les examiner conjointement et statuer en un seul arrêt.</p>
Pouvoir d'examen	<p><b>Art. 185</b> <sup>1</sup> La Cour examine si la loi attaquée est conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au droit fédéral;</li> <li>b) au droit international;</li> <li>c) à la Constitution cantonale;</li> <li>d) au droit intercantonal.<a href="#">27)</a></li> </ul>

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où la loi est manifestement contraire au droit fédéral ou inconstitutionnelle.

Arrêt

**Art. 186** <sup>1</sup> La Cour rend son arrêt motivé dans les soixante jours dès la réception de la requête.

<sup>2</sup> Elle le communique au requérant et aux présidents du Parlement et du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le dispositif de l'arrêt est publié dans l'édition suivante du Journal officiel.

Loi conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale

**Art. 187** Lorsque la Cour la déclare conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale, la loi peut être mise en vigueur ou, si une demande de référendum a abouti, soumise au vote populaire.

Loi contraire

**Art. 188** <sup>1</sup> Lorsque la Cour la déclare contraire au droit fédéral ou à la Constitution cantonale, la loi est nulle et non avenue.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque seules certaines dispositions sont déclarées non conformes, si la Cour les juge inséparables de l'ensemble de la loi.

Loi partiellement contraire

**Art. 189** <sup>1</sup> Lorsque certaines dispositions sont déclarées non conformes, elles seules sont frappées de nullité, si la Cour les juge séparables de l'ensemble de la loi. Pour le reste, la procédure suit son cours conformément à l'article 187.

<sup>2</sup> Toutefois, le Gouvernement peut demander au Parlement ou celui-ci prendre l'initiative de procéder à une nouvelle lecture; la loi ne peut alors être mise en vigueur, ni, le cas échéant, soumise au vote populaire. Si une nouvelle lecture est décidée, la loi est considérée comme rapportée et la procédure législative est reprise en l'état. Dans le cas contraire, l'alinéa 1 s'applique.

## **CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs**

Principe

**Art. 190** La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la validité :

a) des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux;

- b) des règlements communaux et intercommunaux;
- c) des conventions de droit public;
- d) de toute autre prescription législative de rang inférieur à la loi.

Requête  
concernant les  
actes cantonaux

**Art. 191** Ont qualité pour former une requête concernant les actes cantonaux, les autorités et personnes désignées à l'article 178.

Requête  
concernant les  
actes  
communaux et  
intercommunaux

**Art. 192** Ont qualité pour former une requête concernant les actes communaux et intercommunaux :

- a) les organes délibératifs des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que leurs organes exécutifs;
- b) les personnes désignées à l'article 178, lettre e.

Exclusion

**Art. 193** La requête ne peut être formée par l'auteur de l'acte soumis à un contrôle.

Délais

**Art. 194** <sup>1</sup> S'agissant des actes cantonaux, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication au Journal officiel.

<sup>2</sup> S'agissant des autres actes, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication selon la voie officielle prescrite.

<sup>3</sup> Si l'acte en cause est soumis à l'approbation d'une autorité supérieure, le délai ne court pas avant l'octroi de cette approbation.

Procédure

**Art. 195** Les articles 180 à 184 et 186 sont applicables par analogie.

Pouvoir  
d'examen

**Art. 196** <sup>1</sup> La Cour examine si l'acte qui lui est soumis est conforme au droit supérieur mentionné à l'article 185, alinéa 1, et aux actes législatifs cantonaux de rang supérieur.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où l'acte est manifestement contraire aux normes citées à l'alinéa 1.

Effets de l'arrêt

**Art. 197** <sup>1</sup> Lorsque la Cour constate la validité de l'acte attaqué, celui-ci peut être mis en vigueur ou, le cas échéant, soumis au vote populaire.

<sup>2</sup> Dans le cas contraire, l'acte attaqué est nul et non avenu. Pour le surplus, les articles 188, alinéa 2, et 189 s'appliquent par analogie.

### CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics

**Recours** **Art. 198** <sup>1</sup> Peuvent recourir auprès de la Cour constitutionnelle contre les décisions définitives d'une autorité administrative ou d'une instance de la juridiction administrative qui violent leur autonomie :

- a) les communes, les sections de commune et syndicats de communes;
- b) les Eglises reconnues et leurs paroisses;
- c) les autres collectivités et établissements publics autonomes.

<sup>2</sup> Pour le même grief, les paroisses peuvent également recourir contre les décisions prises en dernière instance par les Eglises reconnues.

**Délai** **Art. 199** Le recours est déposé dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée.

**Pouvoir d'examen** **Art. 200** <sup>1</sup> L'autonomie est appréciée dans les limites garanties par la Constitution et par la loi.

<sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.

**Procédure** **Art. 201** Les articles 126 à 141, 143, alinéa 1, 144 et 145 s'appliquent par analogie.

### CHAPITRE IV : Contentieux électoral

**Compétence** **Art. 202** La Cour constitutionnelle juge les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à la validité des élections et votes organisés dans les districts et les communes, conformément à la législation sur les droits politiques.

**Pouvoir d'examen** **Art. 203** <sup>1</sup> La Cour examine si la décision rendue est conforme au droit fédéral, à la Constitution cantonale, à la loi sur les droits politiques<sup>17)</sup> et autres prescriptions y relatives.

<sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.

**Procédure** **Art. 204** Sauf dispositions légales spéciales, la procédure relative au recours de droit administratif (art. 118 à 145) s'applique par analogie.

## CHAPITRE V : Conflits de compétence

Dispositions  
réservées;  
compétences de  
la Cour

**Art. 205** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions prévues à ce sujet par le présent Code (art. 30 à 38) et par d'autres lois, la Cour constitutionnelle tranche, sur requête, les conflits de compétence opposant :

- a) le Parlement et le Gouvernement;
- b) le Parlement et l'autorité judiciaire;
- c) le Gouvernement et l'autorité judiciaire;
- d) les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives.

<sup>2</sup> L'article 84, lettre k, de la Constitution cantonale est réservé.

Echange de  
vues

**Art. 206** Avant de saisir la Cour, les autorités en conflit procèdent à un échange de vues.

Arrêt

**Art. 207** La Cour rend son arrêt motivé dans les trente jours dès la réception de la requête.

## TITRE SIXIEME : Revision et interprétation

### CHAPITRE PREMIER : Revision

Motifs

**Art. 208** <sup>1</sup> L'autorité administrative ou de juridiction administrative procède, d'office ou sur requête d'une partie, à la revision de sa décision passée en force, lorsqu'un crime ou un délit l'a influencée.

<sup>2</sup> Elle procède en outre à la revision, sur requête d'une partie, lorsque celle-ci :

- a) allègue des faits nouveaux importants ou produit de nouveaux moyens de preuve, ou
- b) prouve que l'autorité n'a pas tenu compte de faits importants établis par pièces, ou
- c) établit que l'autorité a violé les dispositions relatives à la récusation (art. 39 à 43) et au droit des parties d'être entendues (art. 73 à 82).

<sup>3</sup> Les motifs mentionnés à l'alinéa 2 n'ouvrent pas la revision lorsqu'ils auraient pu être invoqués dans la procédure précédant la décision ou par la voie du recours contre cette décision.

**Délais** **Art. 209** <sup>1</sup> La requête est adressée par écrit à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les nonante jours dès la découverte du motif de revision, mais au plus tard dans les dix ans dès la notification de la décision.

<sup>2</sup> Après dix ans, la revision ne peut être demandée qu'en vertu de l'article 208, alinéa 1.

**Requête** **Art. 210** La requête indique, avec preuves à l'appui, le motif de revision invoqué et si le délai utile est observé; elle contient en outre les conclusions prises pour le cas où une nouvelle décision interviendrait.

**Procédure** **Art. 211** <sup>1</sup> Les articles 126 à 129 s'appliquent par analogie.

<sup>2</sup> Pendant la procédure, l'autorité peut, en exigeant au besoin des sûretés, suspendre l'exécution de la décision attaquée et ordonner d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> Par une décision sommairement motivée, l'autorité peut écarter d'emblée une demande manifestement irrecevable ou manifestement mal fondée.

<sup>4</sup> Sinon, la requête est communiquée à la partie adverse qui est invitée à y répondre dans un délai suffisant et à produire son dossier. Un échange ultérieur d'écritures ou des débats n'ont lieu qu'exceptionnellement.

<sup>5</sup> Si la recevabilité de la requête dépend de la constatation de faits contestés, l'autorité ordonne la procédure probatoire nécessaire.

**Décision** **Art. 212** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité admet le motif de revision allégué, elle annule la décision et statue à nouveau.

<sup>2</sup> Elle se prononce en même temps sur la restitution des frais et dépens.

## **CHAPITRE II : Interprétation et rectification**

**Interprétation** **Art. 213** <sup>1</sup> Sur requête d'une partie, l'autorité interprète sa décision, lorsqu'elle contient des obscurités ou des contradictions dans le dispositif ou entre le dispositif et les motifs.

<sup>2</sup> Un nouveau délai de recours commence à courir dès l'interprétation.



Rectification

**Art. 214** L'autorité peut rectifier en tout temps les erreurs de rédaction, fautes de calcul ou autres inadvertances qui n'ont pas d'influence sur le dispositif ni sur le contenu essentiel des considérants.

## TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens

### CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure

Principe

**Art. 215** <sup>1</sup> La collectivité publique a droit au remboursement des frais de procédure qui lui sont occasionnés par l'instruction, le règlement ou le jugement des affaires administratives.

<sup>2</sup> Ces frais comprennent au sens de la loi sur les émoluments<sup>18)</sup> :

- a) un émolument administratif ou judiciaire;
- b) les débours;
- c) un émolument de chancellerie.

Calcul

**Art. 216** Le montant des frais de procédure est calculé dans les limites des tarifs édictés et conformément aux principes définis par la loi sur les émoluments et par les autres prescriptions y relatives.

Avances de frais  
et sûretés  
a) En général<sup>2)</sup>

**Art. 217**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> L'autorité peut ordonner au requérant d'effectuer une avance de frais ou de fournir des sûretés, en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter et en l'avertissant qu'à défaut, elle n'entrera pas en matière.

<sup>2</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, elle l'ordonne si le requérant n'a pas de domicile fixe, s'il est domicilié à l'étranger ou s'il est en demeure pour le paiement de frais de procédure antérieurs.

b) Devant les  
instances  
ordinaires de la  
juridiction  
administrative et  
la Cour  
constitutionnelle

**Art. 217a**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le recourant ou le demandeur est tenu de fournir une avance de frais dans les affaires portées devant les instances ordinaires de la juridiction administrative et, en matière de contentieux électoral, devant la Cour constitutionnelle.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> D'autres parties peuvent également être tenues de fournir une avance destinée à couvrir les frais relatifs à l'administration des preuves qu'elles demandent.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à exiger l'avance de frais si des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Si l'avance n'est pas effectuée dans le délai imparti, l'autorité n'entre pas en matière sur le recours ou l'action; elle peut renoncer à effectuer l'acte d'instruction pour lequel l'avance était demandée.

Frais dans les procédures administratives de première instance et d'opposition

**Art. 218** <sup>1</sup> Les frais de procédure sont supportés par celui qui requiert un acte administratif pour s'assurer un service ou un avantage, ou le provoque par son attitude.

<sup>2</sup> Des frais de procédure ne sont mis à la charge de l'opposant que s'il a violé des règles de procédure, ou si son opposition a un caractère téméraire ou abusif.

Frais dans les autres procédures

**Art. 219** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, les frais de procédure sont mis, en règle générale, à charge de la partie qui succombe. L'article 223 est réservé.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, l'exempter du paiement des frais ou les réduire.

<sup>3</sup> Des frais de procédure ne peuvent être mis à charge de la partie qui obtient gain de cause que si elle les a occasionnés sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

<sup>4</sup> Les alinéas 1 à 3 s'appliquent à la procédure de revision.

<sup>5</sup> Les procédures d'interprétation et de rectification sont gratuites.

Répartition et solidarité

**Art. 220** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les frais sont en règle générale répartis entre celles qui succombent, compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction.

<sup>2</sup> Cette répartition s'opère après déduction des frais occasionnés par les collectivités et organismes exemptés conformément à l'article 223.

<sup>3</sup> En règle générale, les parties qui ont procédé conjointement en qualité de consorts répondent solidairement du paiement des frais mis à leur charge.<sup>2)</sup>

- Réduction **Art. 221** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement, les émoluments ne sont perçus que partiellement; l'autorité peut exiger le remboursement de ses débours.
- <sup>2</sup> La même règle peut être appliquée au cas où l'assujetti renonce après coup à la prestation obtenue.
- Remise **Art. 222** <sup>1</sup> Les frais de procédure peuvent, sur demande, être remis totalement ou partiellement lorsque :
- a) l'exigence de leur paiement serait d'une rigueur excessive;
  - b) l'activité s'y rapportant concerne des collectivités publiques non exemptées par l'article 223, ainsi que des organismes d'utilité publique ou de bienfaisance.
- <sup>2</sup> L'autorité peut, d'office ou sur demande, accorder une remise, dans la mesure où l'activité administrative ou le jugement est principalement destiné à satisfaire :
- a) un intérêt public;
  - b) l'intérêt d'une personne ou d'un groupement de personnes qui n'a pas de but lucratif et qui organise une manifestation publique.<sup>[34\)](#)</sup>
- <sup>3</sup> Les dispositions spéciales sont réservées.<sup>[35\)](#)</sup>
- Exemptions **Art. 223** <sup>1</sup> L'autorité ne peut assujettir au paiement de frais de procédure la Confédération et le Canton, ni non plus les organismes publics qui en dépendent, à moins que des circonstances particulières ne le justifient. Cette règle s'applique également aux personnes privées chargées de tâches publiques de la Confédération et du Canton.
- <sup>2</sup> L'alinéa 1 ne s'applique pas en cas d'action de droit administratif.

## CHAPITRE II : Dépens

- Principe **Art. 224** <sup>1</sup> La partie ayant obtenu entièrement ou partiellement gain de cause dans une procédure administrative a droit au remboursement des frais nécessaires qui lui ont été occasionnés.
- <sup>2</sup> Ces dépens comprennent notamment :
- a) les frais de représentation et d'assistance;
  - b) les indemnités de déplacement et de comparution.

Calcul

**Art. 225** Le montant des dépens est calculé dans les limites des tarifs édictés et des autres prescriptions y relatives.

Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition

**Art. 226**<sup>[41\)](#)</sup> <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2, il n'est pas alloué de dépens dans les procédures devant une autorité administrative statuant en première instance et sur opposition.

<sup>2</sup> Lorsqu'un litige oppose plusieurs parties, l'autorité statuant en première instance et sur opposition compense en principe les dépens. L'autorité applique l'article 227, alinéa 1, lorsque la partie qui succombe a agi sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

Dépens dans les autres procédures

**Art. 227** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, la partie qui succombe supporte ses dépens; elle est en outre condamnée, en règle générale, à payer ceux de la partie qui a obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, compenser les dépens totalement ou partiellement.

<sup>2bis</sup> Elle jouit également de cette faculté dans les contestations entre époux, parents et alliés, ainsi que dans les contestations dérivant du droit des successions et du droit de la famille, en particulier du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.<sup>[30\)](#)[36\)](#)</sup>

<sup>2ter</sup> Sauf violation manifeste des règles de droit, il n'est pas alloué de dépens dans les affaires relevant du droit de la filiation et du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.<sup>[37\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les alinéas 1 à 2bis s'appliquent à la procédure de revision.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Il n'est pas alloué de dépens dans les procédures d'interprétation et de rectification.

Retrait

**Art. 228** L'autorité décide si et dans quelle mesure des dépens sont alloués, lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement.

Répartition et compensation

**Art. 229** Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les dépens sont, en règle générale, répartis ou compensés entre celles qui succombent compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction. L'article 220, alinéa 3, est réservé.

Cas des collectivités publiques

**Art. 230** <sup>1</sup> Il n'est pas alloué de dépens aux collectivités et organismes publics, ni aux personnes privées chargées de tâches publiques qui ont obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Cette règle ne s'applique pas à l'action de droit administratif. Exception peut en outre lui être faite lorsque ces collectivités et ces organismes ont dû faire appel à des experts ou mandataires extérieurs et qu'il en est résulté des frais élevés ou que d'autres circonstances particulières le justifient, notamment la complexité en fait ou en droit de l'affaire, le fait que la partie adverse était assistée d'un mandataire professionnel ou lorsque l'équité l'exige. [2](#)

### CHAPITRE III : Dispositions particulières

Cour des assurances<sup>39</sup> et Cour constitutionnelle

**Art. 231** <sup>1</sup> Sous réserve du droit fédéral, la procédure devant la Cour des assurances<sup>39</sup> est gratuite. La procédure est également gratuite devant la Cour constitutionnelle, sauf en matière de contentieux électoral. [41](#)

<sup>2</sup> Des frais de procédure peuvent toutefois être mis à la charge de l'auteur d'un procès téméraire ou abusif.

Frais et dépens de la personne admise au bénéfice de l'assistance judiciaire

**Art. 232** <sup>1</sup> La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire (art. 18) est libérée de l'obligation de faire des avances ou de fournir des sûretés. Les frais de procédure qui lui incombent sont avancés par la collectivité publique.

<sup>2</sup> S'il est accordé à cette partie l'assistance d'un avocat ou d'un autre mandataire autorisé, la rémunération de ces derniers est réglée conformément aux prescriptions spéciales du décret sur les honoraires d'avocat<sup>20</sup>.

<sup>3</sup> Dans la mesure où les frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sont mis à la charge de la partie adverse, les frais sont perçus par l'autorité et les dépens encaissés, sous réserve d'éventuel règlement interne avec son client, par le mandataire d'office.

<sup>4</sup> Dans la mesure où la partie adverse n'est pas condamnée aux frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire, celle-ci est tenue de les rembourser à la collectivité publique et au mandataire d'office si elle acquiert une fortune ou un revenu suffisant dans les dix ans dès la clôture de la procédure. Dans le dispositif, la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire est, sous la réserve qui précède, condamnée aux frais de la collectivité publique, respectivement à ceux du mandataire d'office.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives au remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile s'appliquent par analogie.<sup>[43\)](#)</sup>

Frais et dépens  
de la partie  
adverse en cas  
d'assistance  
judiciaire

**Art. 233** L'octroi de l'assistance judiciaire ne change pas le sort des frais et dépens de la partie adverse, tel qu'il est réglé par les articles 215 et suivants.

Recours  
concernant les  
frais et dépens

**Art. 234** <sup>1</sup> Le dispositif de la décision ou du jugement indique le montant des frais de procédure et des dépens dus par les parties.

<sup>2</sup> Si seule cette partie de la décision ou du jugement est contestée, elle peut être attaquée séparément auprès de l'autorité de recours compétente sur le fond. La même voie s'applique aux décisions fixant les frais et dépens lorsqu'une procédure devient sans objet (art. 221 et 228).

Renvoi

**Art. 235** <sup>1</sup> Pour le surplus, les dispositions de la loi sur les émoluments et autres prescriptions y relatives sont applicables.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure civile sur les frais et dépens s'appliquent en outre par analogie.<sup>[29\)](#)</sup>

## **TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires**

Dévolution  
administrative

**Art. 236** Les problèmes de la dévolution administrative sont réglés par l'Accord-cadre régissant les accords provisoires fixant les conditions du transfert ou de l'utilisation des biens et les conditions d'utilisation de l'infrastructure actuellement commune", du 15 septembre 1978, et les accords particuliers qu'il prévoit, ainsi que par les dispositions suivantes.

Décisions  
entrées en force

**Art. 237** <sup>1</sup> Les autorités administratives et de juridiction administrative et constitutionnelle du canton du Jura reconnaissent les décisions et jugements rendus par les autorités du canton de Berne et entrés en force avant la date fixée à l'article 7 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la création du canton du Jura (droit transitoire), du 25 octobre 1978<sup>21)</sup>.

<sup>2</sup> Les procédures prévues aux articles 90, 91, 93, 108 à 112, 208 à 214 sont réservées. Les délais prescrits à l'article 209 sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

Procédures en  
cours

**Art. 238** <sup>1</sup> Les actes postérieurs à la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, dans les procédures administratives de première instance ou contentieuses transmises aux autorités jurassiennes conformément aux accords conclus à ce sujet avec le canton de Berne sont régis par le présent Code.

<sup>2</sup> Sauf circonstances particulières et sans préjudice des oppositions (réclamations) et recours ouverts par la procédure administrative jurassienne contre les décisions préjudicielles et incidentes, les actes accomplis par les autorités bernoises compétentes ou par des particuliers, conformément au droit bernois, sont réputés acquis dans les procédures visées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Les actes de procédure émanant de particuliers accomplis par erreur auprès d'une autorité bernoise dans les trente jours après la date indiquée à l'article 237 sont reconnus de plein effet s'ils sont valables selon le droit bernois.

<sup>4</sup> Le présent Code s'applique lorsqu'il prévoit une possibilité d'opposition (réclamation) ou de recours ou un autre moyen de droit inconnus du droit bernois; les délais sont alors computés conformément à l'alinéa 5.

<sup>5</sup> Les délais institués par le présent Code s'appliquent aux procédures visées au présent article, sous réserve de délais plus longs prévus par le droit bernois. Ils sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

<sup>6</sup> Pour les oppositions (réclamations) et recours dont le délai est échu avant la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, la qualité pour agir et les motifs de recours se déterminent selon le droit bernois. Aux oppositions (réclamations) et recours qui doivent être déposés dans un délai commençant à courir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 mais échéant après, les règles de la législation la plus favorable sur ces points s'appliquent.

<sup>7</sup> Les autorités jurassiennes compétentes poursuivent au besoin l'instruction et pourvoient au règlement des procédures administratives pendantes; elles appliquent le droit bernois dans la mesure où les oppositions (réclamations) ou recours invoquent la violation du droit de procédure bernois par les autorités bernoises.

<sup>8</sup> Les règles posées à l'alinéa 7 s'appliquent aux procédures concernant les oppositions (réclamations) ou recours formés contre des décisions ou jugements des autorités bernoises non en force à la date indiquée à l'alinéa 1, et déposés après cette date devant les autorités jurassiennes.

<sup>9</sup> Des avances, sûretés et frais ne peuvent être réclamés par les autorités jurassiennes que dans la mesure où ils se rapportent à des opérations pour lesquelles les autorités bernoises n'ont pas déjà reçu une couverture suffisante, dans la même procédure. Les répartitions de ces montants entre le canton du Jura et le canton de Berne s'opèrent conformément aux accords conclus entre eux à ce sujet.

Acheminement  
des dossiers

**Art. 239** <sup>1</sup> Les dossiers concernant les procédures administratives de première instance transmis par les autorités bernoises sont remis, sauf instructions contraires du chancelier, à la Chancellerie d'Etat qui les fait parvenir aux services compétents, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>2</sup> Les dossiers concernant des procédures administratives contentieuses sont remis, sauf instructions contraires du président de la Cour administrative, au greffe du Tribunal cantonal qui les fait parvenir aux instances compétentes, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>3</sup> Lorsque la correspondance entre autorités bernoises et autorités jurassiennes compétentes est douteuse, ou ne peut être établie, le Gouvernement, dans les affaires non contentieuses, statue sur proposition du chancelier ou du Service juridique. Dans les affaires contentieuses, il appartient à la Cour administrative de se prononcer. Pour le surplus, les alinéas 1 et 2 s'appliquent.

Recours devant  
le Gouvernement  
selon l'ancien  
droit

**Art. 239a<sup>30)</sup>** Les décisions suivantes prises selon l'ancien droit, pour lesquelles le recours de droit administratif était irrecevable, ne sont pas sujettes à recours devant le Gouvernement, mais uniquement devant le juge administratif ou la Cour administrative (art. 158 et suivants), quand bien même une disposition antérieure à la présente modification prévoit le contraire :



- a) article 162, lettres f (décisions sur le résultat d'examens) et g (décisions sur l'octroi ou le refus d'autorisations de construire ou de mettre en service des installations techniques ou des véhicules);
- b) article 163, lettre d in fine (en matière d'éducation, les décisions relatives à l'admission à l'école et à sa fréquentation);
- c) article 164, lettre d (mesures d'exécution – art. 111 –, sauf les litiges relatifs à l'obligation de payer les frais et au montant de ceux-ci).

## CHAPITRE II : Dispositions finales

Clause  
abrogatoire

**Art. 240** L'entrée en vigueur du présent Code abroge toutes dispositions contraires de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Référendum

**Art. 241** Le présent Code est soumis au vote populaire.

Entrée en  
vigueur

**Art. 242** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>22)</sup> du présent Code.

Delémont, le 30 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

1) [RSJU 101](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les termes "juge administratif de district" ont été remplacés par ceux de "juge administratif" dans toute la présente loi

3) [RSJU 471.1](#)

4) [RSJU 271.1](#)

5) [RSJU 188.11](#)

6) [RS 220](#)

- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent Code.
- 8) Deuxième phase introduite par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001.
- 9) [RS 311.0](#)
- 10) Introduit par l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et par l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes ([RSJU 151.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 11) Abrogée par l'art. 31 de la loi du 21 octobre 1998 sur les marchés publics ([RSJU 174.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1999
- 12) Nouvelle teneur selon l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et selon l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes ([RSJU 151.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 13) [RSJU 832.01](#)
- 14) [RSJU 831.20](#)
- 15) [RSJU 641.11](#)
- 16) [RSJU 641.611](#)
- 17) [RSJU 161.1](#)
- 18) [RSJU 176.11](#)
- 19) Introduit par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 20) [RSJU 188.61](#)
- 21) RO 1978 1580
- 22) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 23) Nouvelle teneur selon l'art. 44 de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat ([RSJU 188.11](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 24) Abrogée par le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe ([RSJU 211.2](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 28) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 30) Introduit par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 31) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 32) Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 5, de la loi d'organisation judiciaire ([RSJU 181.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 33) [RSJU 181.1](#)
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 35) Introduit par le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 37) Introduit par le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

- <sup>39)</sup> Nouvelle dénomination selon l'article 75, alinéa 2, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 181.1](#))
- <sup>40)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- <sup>41)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- <sup>42)</sup> [RS 173.110](#)
- <sup>43)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



## Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (DEmol)<sup>38)</sup>

du 24 mars 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 23 et 23a de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> Les organes de l'Etat perçoivent les émoluments fixés dans le présent décret.</p> <p><sup>2</sup> Les dispositions spéciales, notamment celles mentionnées à l'article 28, sont réservées.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Valeur du point	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les émoluments du présent décret sont fixés en points.</p> <p><sup>2</sup> La valeur initiale du point des émoluments est fixée à 1 franc.</p> <p><sup>3</sup> L'indexation au sens de l'article 23a, alinéa 3, de la loi sur les émoluments<sup>1)</sup> est réservée.</p>
Emoluments et débours communs	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent en principe les émoluments ou les débours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par copie : 0,3 point jusqu'à 50 copies, 0,2 point au-delà;</li> <li>b) une indemnité en cas de déplacement correspondant à l'indemnité kilométrique à laquelle ont droit les employés de l'Etat;</li> <li>c) pour les frais de port et de télécommunication, ainsi que pour les autres débours : selon le coût effectif, frais généraux exclus;</li> <li>d) pour un rappel ou une sommation : de 10 à 60 points;<sup>25)</sup></li> <li>e) pour une attestation ou un duplicata : de 10 à 70 points;</li> <li>f) pour les décisions prises sur recours : de 150 à 3 000 points;</li> </ul>

- g) pour les recherches d'une certaine importance, les rapports et les analyses ainsi que les autres travaux particuliers qui excèdent l'activité nécessaire à accomplir les tâches ordinaires de l'Etat, par heure : selon l'article 5, mais au maximum 1 500 points;
- h) pour toutes les opérations ou décisions qui ne sont pas mentionnées dans le présent décret ou dans la législation spéciale, les autorités peuvent percevoir un émolument de 20 à 1 500 points.

<sup>2</sup> Il peut être dérogé par accord contractuel à l'alinéa 1, lettres a, b, c, g et h.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent un émolument compris entre 20 et 3 000 points pour les préavis fournis par une autre autorité cantonale et nécessaires à l'accomplissement d'un acte soumis à émolument, si celle-ci le requiert.<sup>[28\)](#)</sup>

#### Subventions

**Art. 4a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions par lesquelles l'Etat octroie une subvention font l'objet d'un émolument de 20 à 1 500 points. Le plafond est porté à 5 000 points dans les cas complexes ou si le traitement de la demande de subvention cause un travail particulièrement important.

<sup>2</sup> En principe, les décisions de refus d'une subvention ne sont pas soumises à émolument, sauf si le traitement de la demande a causé un travail particulièrement important.

<sup>3</sup> L'émolument prélevé est directement déduit du montant de la subvention.

#### Emoluments fixés à l'heure

**Art. 5** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales ou d'accords contractuels, les émoluments dont le montant est déterminé, d'après la législation, en fonction du temps de travail correspondant au montant horaire suivant, si l'acte peut être accompli par une personne :

- a) ne disposant pas d'une formation particulière : 40 points;
- b) disposant d'un certificat fédéral de capacité ou d'une formation équivalente : 70 points;
- c) disposant d'un diplôme supérieur : 100 points.

<sup>2</sup> Les émoluments de l'alinéa 1 sont calculés pour chaque personne intervenante. Toutefois, si plusieurs personnes interviennent, ils peuvent être réduits par l'autorité conformément aux principes de la loi sur les émoluments, mais au minimum jusqu'à l'émolument correspondant à l'intervention de la personne dont la formation est la plus élevée.

<sup>3</sup> Les émoluments de l'alinéa 1 peuvent être majorés jusqu'à 50 points par heure si l'acte nécessite l'utilisation de matériel particulier.

## CHAPITRE II : Gouvernement et Chancellerie d'Etat

Gouvernement

**Art. 6** La Chancellerie d'Etat perçoit pour les décisions du Gouvernement les émoluments suivants :

1. Octroi du droit de cité
  - 1.1. Pour les étrangers de moins de 25 ans, par personne 200
  - 1.2. Pour les étrangers dès 25 ans, par dossier 500 à 1 000
  - 1.3. Pour les citoyens suisses, par personne 100
2. Décisions en matière d'adoption  
(une remise partielle ou totale peut être octroyée, sur requête, en cas d'adoption ayant caractère humanitaire) 100 à 2 000
3. [24\)](#) Révocation du statut "NEI" aux entreprises innovantes 200 à 1 500

**Art. 7** La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments suivants :

1. ... [29\)](#)
2. Démarches auprès d'autorités d'autres cantons 100 à 300
3. [21\)](#) Acte lié à l'utilisation du guichet virtuel sécurisé  
(sous réserve d'un accord contractuel contraire) 20 à 500

## CHAPITRE III : Unités administratives

Service de  
l'action sociale

**Art. 8** En matière d'action sociale, il est perçu les émoluments suivants :

Autorisation d'exploiter une institution sociale

1. Délivrance de l'autorisation 250 à 750
2. Renouvellement, modification, révocation,  
retrait de l'autorisation 100 à 300

Service du  
développement  
territorial

**Art. 9<sup>30)</sup>** Le Service du développement territorial perçoit les émoluments suivants :

1.	Examen ou approbation d'un plan (plan d'aménagement local, spécial)	200	à	8 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 15 000
2.	Examen ou autorisation de renoncer à l'établissement d'un plan spécial	100	à	500
3.	Examen ou approbation de la modification d'un plan	100	à	2 500
4.	Examen ou approbation des plans de la mensuration officielle	3 000	à	10 000
5.	Etudes ou fournitures particulières de données géographiques	50	à	1 000
	Un montant supérieur peut être facturé sur une base contractuelle			
6.	Délivrance d'extraits certifiés conformes du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière	50	à	300
7.	Vérification annuelle des travaux des géomètres conservateurs	20	à	2 000
8.	Examen ou décision en matière de droit foncier rural	120	à	400
9.	Examen ou décision en matière de permis de construire	50	à	10 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 15 000
10.	Décision du Département de l'environnement (dérogations, plans directeurs, remembrements, examens de conformité)	100	à	2 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 8 000
11.	Examen, prise de position, rapport, préavis de la Section des permis de construire	50	à	1 000
12.	Séance de conciliation	200	à	1 500
13.	Somation et décision en matière de police des constructions	100	à	2 000



14.	Préavis de la commission du paysage et des sites	50	à	800
15.	Examen ou autorisation en matière de mobilité et de transports	100	à	1 000
16.	Approbation de plans, permis et renouvellement de permis d'exploitation pour téléphériques, téléskis, skilifts, ascenseurs inclinés	60	à	4 000
17.	Examen ou autorisation en matière d'énergie	100	à	1 000

Service de  
l'économie et de  
l'emploi

**Art. 10** Le Service de l'économie et de l'emploi perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation relative à l'emploi de jeunes gens	15	à	100
2.	Approbation de plans d'entreprises	35	à	1 500
	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
3.	Autorisation d'exploiter	35	à	1 100
4.	Autres décisions et autorisations d'exception	20	à	150
5.	Permis concernant la durée du travail	15	à	180
6.	Autorisation d'exploiter une agence matrimoniale, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	180	à	900
7.	Autorisation d'ouvrir, d'agrandir ou de transformer des cinémas (en fonction de l'importance de l'entreprise)	400	à	3 800
8.	Emoluments découlant de la législation sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles :			
8.1.	Dispense de l'obligation de tenir le livret de travail - rapport journalier - (art. 16 OTR1 et 19 OTR2)			36
8.2.	Inspections dans les entreprises en défaut, lorsqu'elles entraînent un volume de travail extraordinaire, par heure			selon l'article 5

9.	Crédit à la consommation			
9.1.	Autorisation	1 000	à	1 500
9.2.	Renouvellement de l'autorisation	250	à	500
9.3.	Refus de l'autorisation	50	à	500
9.4.	Mesures de surveillance	50	à	500
10.	Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
11.	Organisation de paris au totalisateur à l'occasion de courses de chevaux, de régates, de rencontres de football et autres manifestations sportives (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
12.	Permis exceptionnel pour manifestations dansantes les jours de grande fête	45	à	950
13. <sup>40)</sup>	Mesures de surveillance des jeux de petite envergure	100	à	5 000
14.	Permis de jeu public de tous genres délivrés par le département	10 % de la valeur des prix proposés		
15.	Autorisation d'exploiter un salon de jeu			
15.1.	Par appareil	190	à	570
15.2.	Autorisation d'installer un salon de jeu	190	à	380
16.	Décision concernant l'attribution de main-d'œuvre étrangère			
16.1.	Décision préalable à une prise d'emploi <sup>30)</sup>	100	à	300
16.2.	Décision relative à un changement ou <sup>30)</sup> une prolongation	40	à	200
16.3.	Autres décisions <sup>30)</sup>	40	à	300
16.4.	Les émoluments et frais perçus en matière de main-d'œuvre étrangère sont à la charge exclusive de l'employeur			

17.	Taxes et émoluments prélevés en vertu de la loi sur les auberges			
17.1.	Emolument annuel de permis			
17.1.1.	Points de vente à l'emporter et service traiteur	30	à	1 000
17.1.2.	Restaurants publicitaires et de dégustation	30	à	1 000
17.1.3.	Cantines de places de sport	100	à	1 000
17.1.4.	Cantines d'entreprise et de chantier	100	à	700
17.1.5.	Places de camping	100	à	1 000
17.1.6.	Locaux pour manifestations privées	100	à	500
17.1.7.	Pensions	200	à	500
17.1.8.	Débites de cercles	100	à	1 000
17.1.9.	Petits débits de boissons sans alcool	200	à	500
17.1.10.	Débites de campagne	100	à	1 000
17.1.11.	Gîtes ruraux	100	à	500
17.1.12.	Restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, maisons de vacances ou de repos (art. 11, al. 2, de la loi sur les auberges)	200	à	1 000
17.1.13.	Autres établissements	100	à	1 000
17.2.	Autorisation annuelle d'organiser des spectacles à titre professionnel			
a.	Taxe de base			500
b.	Supplément par spectacle, selon la capacité d'accueil des lieux			
-	moins de 200 personnes			50
-	par tranche de 200 personnes supplémentaires			50
c.	Taxe maximale			2 000
17.3.	Taxe annuelle de licence			
17.3.1.	Vente de boissons alcooliques distillées			
-	par tranche de 50 m <sup>2</sup> de surface commerciale*			200
-	taxe maximale			4 000

17.3.2.	Vente de boissons alcooliques non distillées			
-	par tranche de 50 m <sup>2</sup> de surface commerciale*			100
-	taxe maximale			2 000
	* La surface commerciale comprend les surfaces accessibles au public et affectées au commerce de détail			
17.4.	Emoluments divers			
17.4.1.	Frais d'octroi de patente et de licence	30	à	300
17.4.2.	Approbation de plans	70	à	710
18.	Emoluments relatifs à la surveillance du marché du travail			
18.1.	Frais administratifs liés à la surveillance	100	à	500
18.2.	Contrôles du marché du travail			
18.2.1.	Frais d'inspection	300	à	1 000
18.2.2.	Contrôle en cas de non-respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation, par heure			selon l'article 5
18.3.	Sanctions	200	à	5 000

Délégué aux  
affaires  
communales

**Art. 11** Le délégué aux affaires communales<sup>36)</sup> perçoit les émoluments suivants :

- |    |  |     |   |       |             |
|----|--|-----|---|-------|-------------|
| 1. | Révision de comptes communaux opérée sur demande des autorités communales, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières  | 300 | à | 4 700 | max. 10 000 |
| 2. | Collaboration aux opérations de remise de charges  | 150 | à | 600   |             |
| 3. | Apurement des comptes des communes bourgeoises et des communes mixtes (fortune à destination bourgeoise)   | 20  | à | 2 000 |             |
|    | Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que du montant de la fortune nette totale de la commune, y compris les fonds spéciaux et forestiers. |     |   |       |             |
| 4. | Examen préalable et approbation des règlements, si la procédure cause un travail considérable  |     |   |       | max. 3 000  |

5. <a href="#">30)</a> Approbation des crédits de construction et des emprunts	80	à	500
--	----	---	-----

Service des  
contributions  
et Recette et  
Administration  
de district

**Art. 12** Le Service des contributions, respectivement la Recette et Administration de district, perçoit les émoluments suivants :

1. Mesure et décision en matière fiscale (allègement fiscal, privilège fiscal, fixation de domicile, exonération fiscale, répétition de l'indu et autres)	40	à	1 500
2. Renseignement écrit de nature juridique, rapport, statistique et expertise, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	20	à	1 000 max. 5 000
3. Estimation extraordinaire en matière de valeur officielle dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	200	à	1 000 selon le coût effectif
4. Fixation provisoire d'une limite de charges	100	à	500
5. Avis préalable en matière fiscale	40	à	1 000
6. <a href="#">30)</a> Octroi de délai et renonciation à taxer d'office	30	à	60
7. Décision sur réclamation après taxation d'office	100	à	500
8. Etablissement d'un plan de partage de l'impôt communal	40	à	2 500
9. Expertise en matière de dation en paiement	50 % du coût effectif		
10. Communication écrite	10	à	70
11. Autorisation de dépassement de l'horaire légal, par heure de dépassement (l'heure entamée étant taxée pleinement), nuit libre			50 300
12. Autorisation de manifestation dansante, par jour			140
13. Permis de débit occasionnel, par jour	10	à	250
14. ... <a href="#">29)</a> Pour les enfants et les jeunes en formation			max. 50

15.	<a href="#">40)</a> Jeux de petite envergure			
15.1.	Autorisation de petites loteries, tombolas, lotos, petits tournois de poker occasionnels			150
15.2.	Autorisation semestrielle de petits tournois de poker réguliers			1000
16.	Permis de jeu public de tous genres	15 % de la valeur des prix, min. 20		
17.	Permis spéciaux de jeu, par jour	30	à	300
18.	Affaires successorales			
18.1.	Autorisation et ordre d'une liquidation officielle	50	à	100
18.2.	Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire	50	à	100
18.3.	Autorisation d'un appel aux créanciers en dehors d'un inventaire officiel	50	à	100
18.4.	Ordre de procéder à un inventaire fiscal, successoral ou public, réception et contrôle des productions, transmission du dossier au notaire, lorsque la fortune brute est :			
	– inférieure à 100 000 francs			100
	– de 100 000 à 300 000 francs			200
	– de 300 001 à 500 000 francs			300
	– dès 500 001 francs			500
19.	<a href="#">28)</a> Attestation fiscale pour les entreprises			30
20.	<a href="#">28)</a> Délivrance d'un extrait de la décision et des détails de l'estimation de la valeur officielle des immeubles JU5			10
21.	<a href="#">28)</a> Attestation fiscale du montant de l'impôt à la source payé			20
22.	<a href="#">28)</a> Attestation de domicile fiscal			30
23.	<a href="#">28)</a> Analyse fiscale particulière pour les assurances ou les banques			
23.1.	Cas simple			500
23.2.	Cas complexe			1 000

24. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Demande extraordinaire (statistiques complexes, etc.)	selon le temps consacré, mais max. 1 500	
25. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Frais de rappel en cas de non-dépôt de la déclaration d'impôt ou de pièces		40
26. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Frais de sommation en cas de non-dépôt de la déclaration d'impôt ou de pièces		60
27. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Frais de rappel en cas de non-paiement de l'impôt dû		40
28. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Frais de sommation en cas de non-paiement de l'impôt dû		60
29. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Frais pour l'introduction d'une réquisition de poursuite		30

Service de  
l'économie rurale

**Art. 13** Le Service de l'économie rurale perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de procéder à une modification de droit ou à une modification effective de l'ancien état des propriétés	100	à	150
2.	Autorisation de modifier l'affectation des immeubles ou de les morceler, d'aliéner une colonie (la restitution des subventions cantonale et fédérale demeure réservée)	150	à	850
3.	Appréciation, par les experts cantonaux, des animaux en dehors des concours généraux, par tête	25	à	100
4.	Inscription tardive aux concours des différentes espèces animales	10	à	50
5.	Décisions rendues en application de la législation sur les améliorations structurelles	100	à	2 000
6.	Décisions rendues en application de la législation sur le bail à ferme agricole	50	à	1 200
7. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Déroptions en matière de prestations écologiques requises et de promotion de la biodiversité	40	à	500
8. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Traitement d'une annonce tardive ou incomplète en matière de paiements directs	50	à	500
9. <sup><a href="#">28)</a></sup>	Décisions rendues en application de la législation sur la viticulture	50	à	500

10. <sup>37)</sup>	Décisions et préavis rendus en application de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire	100	à	2 000
--------------------	---	-----	---	-------

Service de  
l'enseignement

**Art. 14** Le Service de l'enseignement perçoit les émoluments suivants :

1.	Reconnaissance d'équivalence d'un titre d'enseignement			300
2. <sup>30)</sup>	Ouverture d'une école privée			
2.1.	Autorisation	500	à	1 000
2.2.	Renouvellement de l'autorisation	300	à	500
3.	Reconnaissance des certificats et diplômes délivrés par une école privée	150	à	700
4.	Reconnaissance du niveau de l'enseignement dispensé par une école privée	150	à	700
5.	Reconnaissance de l'utilité publique d'une école privée	150	à	700
6.	Examen auquel sont soumis les enfants qui suivent un enseignement en milieu privé	250	à	500

Office de  
l'environnement

**Art. 15** L'Office de l'environnement perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation pour les projets de construction			
1.1.	Construction d'habitation			
	- jusqu'à 10 EH (équivalent d'habitant)	70	à	140
	- de 11 à 40 EH	140	à	270
	- de 41 à 100 EH	270	à	670
	- plus de 100 EH	670	à	1 350
1.2.	Construction sans prise d'eau ni écoulement,	40	à	200
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 1 000
1.3.	Construction agricole	100	à	1 500
1.4. <sup>3</sup> <u>0)</u>	Construction industrielle et artisanale			selon l'article 5
1.5.	Installation de chauffage ou climatisation	60	à	500
1.6.	Piscine	100	à	300
1.7.	Autorisation pour installation émettrice de rayonnement non ionisant	250	à	1 000



1.8.	Citerne	100	à	1 500
1.9.	Petite station d'épuration, émolument de base (auquel s'ajoute l'émolument prévu au chiffre 1.1.)	100	à	300
1.10.	Autorisation de construire en forêt ou à proximité	150	à	900
1.11.	Autre construction avec prise d'eau et écoulement	40	à	500
1.12.	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
2.	Evaluation de plans de zones, plans spéciaux et plans directeurs			
2.1.	Préavis	200	à	2 000
2.2.	Constatation de la nature forestière	100	à	3 000
2.3.	Approbation des distances d'alignement à la forêt	100	à	900
3. <sup>30)</sup>	Décision en matière d'exploitation de gravière, carrière et sablière, par 100 m <sup>3</sup>	7.50	à	10
4.	Décision relative à la mise hors service ou à la remise en état de citerne	50	à	500
5. <sup>30)</sup>	Pêche, chasse et environnement			
5.1.	Permis de pêche Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments <sup>1)</sup> , ainsi que de la durée du permis octroyé. Pour les enfants et les jeunes en formation	10	à	750     max. 60
5.2.	Permis de chasse pour les personnes domiciliées dans le Canton			
	– permis général			max. 1 500
	– permis spéciaux additionnels			max. 400
	– permis temporaire			max. 100
	– autre autorisation spéciale			max. 200
5.3.	Finance d'inscription aux examens en matière de chasse			max. 500

5.4.	Autres autorisations et décisions en matière d'environnement, de chasse et de pêche	50	à	2 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 5000
6.	Travaux exécutés à l'extérieur, autres que les actes au sens du présent article, par heure			
	a) personnel		selon l'article 5	
	b) matériel	50	à	100
	c) véhicule, par kilomètre	0.65	à	2.80
7. <a href="#">30)</a>	Attestation agricole de conformité relative à la législation en matière de protection des eaux	70	à	500
8.	Lutte contre les dégâts dus aux hydrocarbures			
8.1.	Utilisation de véhicules			
8.1.1	Taxe de base (dans la mesure où les véhicules doivent participer à une intervention)			150
8.1.2	Tarif horaire			
	– camions équipés en matériel pour lutter contre les dégâts dus aux hydrocarbures, sans chauffeur			165
	– remorques munies du même genre d'équipement			115
	– citernes à aspiration et citernes à pression			90
	– véhicules pour le contrôle des citernes (lorsque les circonstances le justifient, ces taux peuvent être remplacés par un montant forfaitaire)			45
8.1.3	Indemnité supplémentaire pour les véhicules à moteur, par kilomètre			jusqu'à 3
8.2.	Mise à disposition de personnel et de matériel par heure d'intervention (s'ajoutent les frais du service de desserte et d'actionnement) Dans cette limite, l'Office de l'environnement édicte le tarif applicable			max. 100
8.3.	Remplacement du matériel détérioré lors d'intervention et frais de nettoyage			selon le coût effectif

9.	Utilisation des eaux			
9.1.	Octroi ou renouvellement d'une autorisation d'établir un projet	500	à	2 000
9.2.	Octroi d'une concession	2 000	à	10 000
9.3.	Octroi d'une autorisation d'utiliser la force hydraulique d'eaux privées	200	à	2 000
9.4. <sup>30)</sup>	Octroi d'une autorisation d'utiliser une eau d'usage publique ou privée	40	à	1 000
9.5.	Renouvellement, transfert ou extension d'une concession ou d'une autorisation	200	à	2 000
9.6.	Nouveau calcul de la taxe d'eau, par suite d'une modification de la situation	200	à	500
9.7.	Extinction d'une concession	200	à	2 000
9.8. <sup>28)</sup>	Octroi d'une concession portant sur une pompe à chaleur eau-eau	100	à	2 000
10.	Mines			
10.1.	Permis de prospection pour matières premières minérales solides	400	à	4 000
10.2.	Concession pour matières premières minérales solides	4 000	à	80 000
10.3.	Permis de prospection ou d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel	400	à	40 000
10.4.	Concession relative au pétrole et au gaz naturel	8 000	à	120 000
10.5.	Titulaire de permis de prospection et d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel, redevance annuelle par km <sup>2</sup>			40
10.6.	Renouvellement ou transfert d'une concession ou d'un permis de prospection ou d'exploration	max. ¼ du montant de base		
11.	Autorisation d'exploitation temporaire à des fins agricoles en matière forestière	40	à	100
12.	Autorisation de culture de peupliers et de saules	150	à	450
13.	Autorisation de défrichement (préavis ou décision)	150	à	2 000
14.	Constatation de la nature forestière sur demande (art. 14, al. 1, de la loi sur les forêts; LFOR)	100	à	700

15.	Autorisation ou préavis pour des manifestations importantes en forêt (art. 19 LFOR)	100	à	1 000
16.	Circulation des véhicules à moteur en forêt (art. 20 et suivants LFOR)			
16.1.	Approbation des plans de signalisation routière (art. 9 du décret sur les forêts; DFOR)	100	à	1 000
16.2.	Autorisation spéciale pour une durée limitée (art. 10 DFOR)	20	à	100
17.	Autres utilisations préjudiciables (art. 25, al. 2, LFOR)	100	à	1 500
18.	Approbation de convention entre un propriétaire de forêt et des tiers (art. 25, al. 4, LFOR)	50	à	500
19.	Décision ordonnant des soins minimaux ou d'autres mesures préventives et curatives, en cas d'exécution par substitution (art. 29, al. 1, et 44, al. 3, LFOR)	100	à	500
20.	Approbation des plans de gestion forestière (art. 37, al. 5, LFOR)	100	à	1 000
21. <a href="#">30)</a>	Autorisation de prélèvement dans les fonds forestiers (art. 19 de l'ordonnance sur les forêts; OFOR)			
21.1.	Cas simple			0
21.2.	Cas complexe	50	à	200
22.	Contrôle des comptes forestiers (art. 38, al. 1, LFOR)	100	à	1 000
23.	Autorisation, prolongation ou attestation pour la formation minimale à la sécurité au travail (art. 26 OFOR)			50
24.	Vente et partage de forêts			
24.1.	Autorisation pour la vente et le partage de forêts publiques (art. 43 LFOR)	100	à	1 000
24.2.	Préavis pour la vente et le partage de forêts soumis au droit foncier rural (art. 43, al. 3, LFOR)	100	à	500
25.	Triages forestiers			
25.1.	Approbation de la constitution ou de la modification d'un triage forestier (art. 56, al. 2, LFOR et 39 OFOR)	100	à	1 000
25.2.	Décision ordonnant une mesure au sens de l'art. 56, al. 6, LFOR	100	à	2 000

26.	Délivrance d'un certificat phytosanitaire	20	à	50
27.	Autorisation exceptionnelle d'utiliser des substances dangereuses en forêt (art. 22, al. 1, LFOR)	20	à	500
28. <a href="#">28)</a>	Examen préalable et approbation de divers règlement communaux, si la procédure cause un travail considérable			max. 3 000
29. <a href="#">28)</a>	Autorisation de girobroyage			selon l'article 5
30. <a href="#">28)</a>	Autorisation d'abattage et de remplacement de haies ou d'arbres			selon l'article 5
31. <a href="#">28)</a>	Investigation pour le sites pollués et suivi (prestations particulières)			selon l'article 5
32. <a href="#">28)</a>	Octroi de crédits d'investissement fédéraux			selon l'article 5
33. <a href="#">28)</a>	Projet de réseau : application de l'ordonnance fédérale sur la qualité écologique (OQE)			selon l'article 5
34. <a href="#">28)</a>	Remaniement parcellaire et amélioration foncière simplifiée			selon l'article 5
35. <a href="#">28)</a>	Autres préavis	100	à	2 000

Service juridique **Art. 16** Le Service juridique perçoit les émoluments suivants :

1.	Renseignements juridiques	30	à	2 000
2.	... <a href="#">22)</a>			
3.	Communication de dossiers à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurance	20	à	100
4.	Décision en matière d'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger	150	à	1 500
5.	Décision en matière de droit foncier rural	50	à	1 500
6.	Décision d'approbation en matière de bail	60	à	300
7.	Surveillance des fondations			
7.1.	Acceptation ou transfert de la surveillance, ouverture du dossier			50

7.2.	<a href="#">19)30)</a> Examen des comptes annuels des fondations	100	à	2 500
	Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments <sup>1)</sup> ainsi que du total du bilan.			
7.3.	... <a href="#">20)</a>			
7.4.	Approbation d'une modification des statuts	100	à	500
7.5.	Examen ou approbation d'un règlement, d'une modification de règlement, de contrat et de convention	100	à	500
7.6.	<a href="#">30)</a> Décisions relatives à des mesures propres à éliminer des insuffisances constatées, notamment nomination d'un commissaire	400	à	2 500
7.7.	... <a href="#">20)</a>			
7.8.	Décision en matière de dispense d'organe de révision			30
7.9.	Frais de rappel et de sommation concernant notamment les comptes annuels, les rapports de l'organe de contrôle, les rapports d'activité ou d'autres documents, décision avec commination d'amende	50	à	200
7.10.	<a href="#">19)</a> Décisions ordonnant la mise en liquidation et la radiation			300
7.11.	<a href="#">19)30)</a> Autres décisions	50	à	2 500
7.12.	... <a href="#">29)</a>			
8.	Décision en matière d'exécution des peines et des mesures, sous réserve de cas particuliers (notamment décisions similaires d'allègement d'une même peine, cas de rigueur)			max. 1 500
9.	Renouvellement ou modification d'une signature de notaire			150
10.	Autorisation de faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement du bétail	300	à	1 500

11.	Décision sur des demandes de modération d'honoraires de notaires (taxation officielle)	100	à	1 000
12.	Légalisation et attestations	30	à	150

Police cantonale **Art. 17** La police cantonale perçoit les émoluments suivants :

1.	Interventions au forfait			
1.1.	Déplacement sur le lieu d'une intervention, par véhicule engagé			50
1.2.	Rédaction d'un rapport d'accident (sans photographie), par page	25, mais min. 50 et		max 250
1.3.	Rédaction d'un rapport de dénonciation succinct			30
1.4.	Intervention en cas d'arrangement lors d'accident			50
1.5.	Intervention en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de produits stupéfiants sans accident (sans le test)			100
1.6.	Intervention en cas de tapage nocturne ou de trouble à l'ordre public			50
1.7.	Intervention en cas de violences domestiques, y compris la rédaction du rapport			150
1.8.	Notification au domicile			50
1.9.	Intervention impliquant l'engagement d'un chien policier			60
1.10.	Traitement d'un avis de perte ou de vol pour des papiers d'identité ou des objets de faible valeur, ainsi que de perte d'un autre objet			10
1.11. <sup>30)</sup>	Constat technique et fixation des lieux par le groupe de l'identité judiciaire			150
1.12.	Rédaction d'un rapport de police ou traitement d'une réquisition, par page	50, mais min. 50 et		max. 500
1.13. <sup>30)</sup>	Extraction de support de données :			
	a) Extraction d'un téléphone			150
	b) Extraction d'un ordinateur			200
	c) Extraction d'un support informatique ou de télécommunication			200

1.14.	Patente d'armurier			
	a) Emolument d'examen			450
	b) Délivrance de la patente	600	à	1 800
1.15.	délivrance d'un permis de collectionneur d'armes	200	à	500
1.16 <sup><a href="#">28)</a></sup>	Décision relative à l'engagement de la protection civile	50	à	400
1.17 <sup><a href="#">28)</a></sup>	Décision en matière de séquestre d'armes	200	à	500
2.	Interventions facturées en fonction du temps consacré			
2.1. <sup><a href="#">30)</a></sup>	Action de recherche de personnes ou de biens, seulement dès le 3 <sup>ème</sup> jour ou en cas de disparition répétée			60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme
2.2. <sup><a href="#">30)</a></sup>	Manifestation			
	a) Service d'ordre à l'occasion d'une manifestation			60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme
	b) Maintien de l'ordre à l'occasion d'une manifestation			100 par heure et par homme – max. 500 par jour et par homme
2.3. <sup><a href="#">30)</a></sup>	Transport et escorte de détenus (indemnités kilométriques en sus)			60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme
2.4.	Déplacement de détenus selon le système de transport intercantonal			250
2.5.	Etablissement de plans en matière de circulation routière et reconstitution au moyen de logiciels informatiques			75 par heure et par homme, mais min. 150 et max. 1 500



2.6.	Analyses financières et analyses et exploitation de données techniques	100 par heure et par homme
2.7.	Auditions de la police judiciaire menées d'office ou sur réquisition	75 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.8.	Travaux de laboratoire et expertises du groupe de l'identité judiciaire	100 par heure et par homme – max. 400 par jour
2.9. <sup>30)</sup>	Escorte de transports spéciaux, y compris la préparation du trajet (indemnités kilométriques en sus)	60 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.10. <sup>30)</sup>	Autres prestations facturées en fonction du temps consacré	60 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.11. <sup>28)</sup>	Analyse de support de données	
	a) Analyse de téléphone	100 par heure et par homme
	b) Analyse d'ordinateur	100 par heure et par homme
	c) Analyse d'un autre support informatique ou de télécommunication	100 par heure et par homme
3.	Prestations en matière de secours routier	
3.1.	Taxe de base par véhicule	150
3.2.	Par heure d'intervention, y compris pour l'engagement du matériel nécessaire	150
3.3.	Indemnité de déplacement, par kilomètre	2.80
3.4.	Rémunération du personnel	55 par heure et par homme
3.5.	Matériel détérioré	selon le coût effectif
4. <sup>30)</sup>	Prestations en matière d'alarmes	
4.1.	Taxe de base	
4.1.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale)	700

	4.1.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)	350
	4.1.3.	Alarme de type III (privée)	0
4.2.		Taxe annuelle	
	4.2.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale	430
	4.2.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)	215
	4.2.3.	Alarme de type III (privée)	0
4.3.		Intervention provoquée par une fausse alarme	
	4.3.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale	220 dès la 3 <sup>ème</sup> fausse alarme
	4.3.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)	220 dès la 3 <sup>ème</sup> fausse alarme
	4.3.3.	Alarme de type III (privée)	300 dès la 1 <sup>ère</sup> fausse alarme
5.		Matériel et autres prestations	
	5.1.	Dossier photographique jusqu'à 4 clichés	20
	5.2.	Photographies complémentaires	5
	5.3.	Utilisation de matériel pour des auditions filmées	30 à 200
	5.4.	Test de l'haleine en cas de résultat positif	30
	5.5.	Test d'urine en cas de résultat positif	60
	5.6.	Test de dépistage de stupéfiants par la salive en cas de résultat positif	60
	5.7.	Analyse de trafic, par semaine	200
	5.8.	Elaboration de bases de données informatiques	selon le coût effectif, min. 250
	5.9.	Copie et transmission d'un rapport ou d'un dossier : taxe de base, à laquelle s'ajoute le coût des copies selon l'article 4, alinéa 1, lettre a	20
	5.10.	Matériel utilisé sur les lieux d'une intervention	selon le coût effectif, min. 20

5.11.	Dépannage de véhicule, y compris fourniture d'essence			100
5.12.	Etablissement du laissez-passer mortuaire pour l'étranger			50
5.13.	Pose de scellés			150
5.14.	Indemnité de déplacement pour véhicule, par kilomètre			1.20
5.15.	Véhicules entreposés auprès de la police, en fonction de la durée du dépôt,	10	à	500
	Dépôts dans des locaux privés			selon le coût effectif
5.16.	Photo radar			
	– Envoi par courrier postal - tirage papier			20
	– Envoi par courrier électronique			10
5.17.	Taxe de pesée des véhicules			50
5.18.	Décisions en matière d'entreprises de sécurité : selon les directives intercantionales			
5.19. <sup>28)</sup>	Schéma analyse criminelle			200
6.	En matière de sécurité et de protection			
6.1.	Duplicata de livret de service			100
6.2.	Duplicata de livret de tir			30
6.3.	Expertise des places de tir sportif	150	à	450
6.4.	Libération de l'obligation de construire un abri de protection civile			150
6.5. <sup>28)</sup>	Décision en matière de tir pour les étrangers			60

Service des  
infrastructures

**Art. 18** Le Service des infrastructures<sup>31)</sup> perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation d'expropriation (permis délivrés en première instance, renouvelés ou transférés)	300	à	3 000
2.	Autorisation de restreindre la circulation en permanence sur des routes communales ou des routes publiques appartenant à des personnes privées	150	à	600
3.	Autorisation de placer des indicateurs d'entreprise et des signaux, par panneau			230
4.	Autorisation de placer des indicateurs de locaux publics			150

5.	Décision en matière d'autorisation d'une réclame extérieure et sur la voie publique	150	à	3 000
6.	Autorisation de faire des fouilles dans la voie publique :			
	a) taxe de base			150
	b) taxe de base liée à un opérateur de télécommunications			300
	c) par m' en localité			30
	d) par m' hors localité			35
	e) par m' dans la banquette			15
7.	Décision liée à une dérogation en matière de police de construction des routes (art. 66 et suivants LCER)	100	à	200
8.	Autorisation d'accès à une route cantonale (art. 59 LCER) :			
	a) à un privé			380
	b) à une industrie			750
9.	Fermeture d'une route cantonale			
	a) taxe de base			100
	b) taxe supplémentaire par jour de fermeture			50
10.	Autorisation d'établir un passage pour piétons			50

Service de la  
population

**Art. 19** Le Service de la population perçoit les émoluments suivants :

1.	Traitement d'une requête en changement de nom	200	à	2 000
2.	Délivrance d'adresse (naissances, décès, publications de mariage, mariages) à des journaux ou à des entreprises privées, par catégorie et par an			400
3.	Décision en matière de police des étrangers		max.	1 000
4.	Examen d'une déclaration de prise en charge			25
5. <a href="#">28)</a>	Légalisation de signatures	30	à	150
6. <a href="#">28)</a>	Décision de libération du droit de cité, par personne			200

Service de la  
santé publique

**Art. 20** En matière de santé publique, il est perçu les émoluments suivants :

1.	<a href="#">30)</a> Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité de :	
1.1.	Médecin	600
1.2.	Médecin-vétérinaire	600
1.3.	Médecin-dentiste	600
1.4.	Chiropraticien	600
1.5.	Sage-femme	400
1.6.	Pharmacien	600
1.7.	Droguiste	400
1.8.	Physiothérapeute	400
1.9.	Podologue	400
1.10.	Opticien ou optométriste	400
1.11.	Infirmier	400
1.12.	Ergothérapeute	400
1.13.	Technicien-dentiste	400
1.14.	Logopédiste	500
1.15.	Dietéticien	400
1.16.	Hygiéniste-dentaire	400
1.17.	Masseur médical	400
1.18.	Ostéopathe	400
1.19.	Psychomotricien ou thérapeute en psychomotricité	400
1.20.	Psychologue-psychothérapeute	500
1.21.	Chef de laboratoire d'analyses médicales	500
1.22.	Etablissement d'une attestation de bonne conduite ("certificate of good standing")	100
2.	<a href="#">30)</a> Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité d'assistant de médecin, dentiste, vétérinaire ou chiropraticien	
2.1.	Délivrance de l'autorisation	150
2.2.	Prolongation de l'autorisation	100
3.	<a href="#">30)</a> Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité de remplaçant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	100
4.	Décision en matière d'autorisation d'exploiter <a href="#">30)</a>	
4.1.	Une pharmacie publique ou une droguerie	600
4.2.	Une pharmacie privée dans le cadre d'un cabinet médical (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	450
4.3.	Une pharmacie d'établissement	450
4.4.	Un commerce d'optique	300

		176.21	
4.5.	<a href="#">28)</a> Un cabinet de groupe	600	
4.6.	<a href="#">28)</a> Travaux d'inspection, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250	
5.	Commerce des agents thérapeutiques et dispositifs médicaux		
5.1.	<a href="#">30)</a> Décision en matière d'autorisation de		
5.1.1.	Fabrication de médicaments	200	
5.1.2.	Vente de médicaments par correspondance	200	
5.1.3.	Stockage du sang ou d'autres produits sanguins	200	
5.1.4.	Obtention, détention et utilisation de stupéfiants	200	
5.1.5.	Mise sur le marché de spécialités de comptoir	100	
5.2.	<a href="#">30)</a> Inspections		
5.2.1.	Travaux d'inspection, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250	
5.2.2.	Inspection d'ouverture, supplémentaire ou extraordinaire, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250	
5.2.3.	Inspection de commerce de gros, y compris étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250	
5.2.4.	Inspection de cabinet ou de commerce dans le cadre du contrôle ultérieur selon l'article 24 de l'ordonnance sur les dispositifs médicaux ( <a href="#">ODim</a> ) <a href="#">32)</a> , par heure	max. 250	
5.3.	Destruction de produits thérapeutiques ou de stupéfiants (dès 50 kg)	50	
	Par kg supplémentaire	1	
6.	... <a href="#">29)</a>	450	
7.	<a href="#">30)</a> Autorisation d'exploiter une institution soumise à la loi sur l'organisation gériatologique <a href="#">33)</a> ou à la loi sur les établissements hospitaliers <a href="#">34)</a>		
7.1.	Délivrance de l'autorisation	250	à 750
7.2.	Renouvellement, modification	100	à 300
7.3.	Révocation, retrait	200	à 5 000
8.	Procédure en modération d'une note d'honoraires	70	à 2 000
9.	<a href="#">30)</a> Fixation des tarifs au sens de la LAMal	500	à 5 000

10.	Emoluments prélevés en vertu de la loi sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux			
10.1.	Autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	750	à	3 000
10.2.	Modification d'une telle autorisation	600	à	1 200
10.3.	Suspension ou retrait d'une telle autorisation	600	à	3 000
10.4.	Mise hors service d'un équipement médical soumis à autorisation	600	à	2 200
11.	Suspension ou retrait d'une autorisation	200	à	2 000

Office des sports **Art. 21<sup>30)</sup>** L'Office des sports perçoit un émolument de 50 à 100 points pour la délivrance d'autorisations de match (art. 3a, al. 1, du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives<sup>35)</sup>).

Office des véhicules

**Art. 22<sup>39)</sup>** L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :

# 1. Dispositions concernant les véhicules

## Cyclomoteurs, cyclomoteurs légers, chaises d'invalides immatriculées comme cyclomoteurs

1.1.	Nouvelle plaque	10
1.2.	Nouveau permis de circulation / changement de détenteur (sauf changement d'adresse) / remplacement d'un permis endommagé / duplicata	20
1.3.	Vignette cyclomoteur (assurance RC non comprise)	5

## Autres véhicules

1.4.	Etablissement d'un permis pour véhicule de remplacement, valable jusqu'à 30 jours	60
1.5.	Autorisation provisoire de circuler ou permis pour véhicule de remplacement valable jusqu'à 5 jours	25
1.6.	Autorisation générale d'utiliser des véhicules de remplacement	430
1.7.	Certificat international, par véhicule	45

1.8.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation	71
1.9.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à la modification d'un élément (sauf adresse), renouvellement, duplicata du permis de circulation	30
1.10.	Remise ou échange de plaques d'immatriculation :	
	– deux plaques	60
	– une plaque	30
1.11.	Attribution de numéros d'immatriculation sur demande du détenteur	200
1.12.	Attribution de numéros d'immatriculation par voie d'enchères	montant de l'enchère, mais min. 200
1.13.	Autorisation de transfert d'un numéro d'immatriculation dans le cas de circonstances particulières	50 à 100
1.14.	Dépôt et reprise de plaques par le détenteur	20
1.15.	Prolongation du délai de dépôt de plaques	15

### **Contrôles des véhicules**

1.16.	Voitures automobiles des catégories M1, M2, N1	68 à 204
1.17.	Voitures automobiles des catégories M3, N2, N3 et les machines de travail	68 à 272
1.18.	Remorques de transport des catégories O1, O2	68 à 136
1.19.	Remorques de transport des catégories O3, O4	68 à 204
1.20.	Motocycles, quadricycles, tricycles, luges à moteur, monoaxes ainsi que leurs remorques	68 à 136
1.21.	Cyclomoteurs	68
1.22.	Véhicules agricoles, chariots de travail et chariots à moteur, remorques de travail	68 à 272



1.23.	Contrôle partiel après renvoi et contrôle d'attelage	34
1.24.	Modifications techniques	34 à 204
1.25.	Absence à l'expertise sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'expertise selon catégorie, diminué de ¼
1.26.	Deuxième demande de report de date d'expertise dans le cadre d'un contrôle périodique, sauf dans les cas dûment justifiés	25
1.27.	Décision en matière d'autorisation d'expertiser à l'étranger	25
1.28.	Etude de dossiers techniques, par heure	selon l'article 5
1.29.	Contrôle d'un véhicule neuf muni d'un certificat de conformité européen	68 à 204

### **Entreprises délégataires**

1.30.	Cours d'instruction pour les délégataires, y compris l'autorisation	100
1.31.	Cours d'instruction pour le contrôle du freinage en charge au sein de l'entreprise, y compris l'autorisation	300
1.32.	Modification d'une autorisation	45
1.33.	Contrôle du formulaire d'immatriculation complété par des délégataires ou des importateurs	34
1.34.	Contrôle de la déclaration de conformité d'un attelage ou modification de la puissance complétée par des délégataires	25

### **Plaques professionnelles et permis collectifs**

1.35.	Décision de délivrance de permis de circulation collectif	430
1.36.	Décision de délivrance de permis de circulation collectif supplémentaire	300
1.37.	Décision de refus d'octroi de permis de circulation collectif	200

1.38.	Inspection et contrôle du respect des exigences, par heure	selon l'article 5
1.39.	Contrôle subséquent du maintien du/des permis de circulation collectif(s), décision	70
1.40.	Procédure d'avertissement	150 à 200
1.41.	Décision de retrait des plaques professionnelles et du permis de circulation collectif	200 à 500

## **2. Dispositions concernant les conducteurs**

2.1.	Etablissement d'un permis de conduire international ou traduction	45
2.2.	Etablissement d'un permis de conduire au format carte de crédit	71
2.3.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
2.4.	Etablissement d'une autorisation de former des apprentis chauffeurs de camion	150
2.5.	Renouvellement d'une autorisation de former des apprentis chauffeurs de camion	90
2.6.	Etablissement d'une autorisation de conduire permettant de suivre les cours du permis à l'essai hors délai	90
2.7.	Certificat de capacité (carte 95) pour chauffeur professionnel	35

## **3. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire et les examens**

3.1.	Traitement de la demande et admission	45
3.2.	Traitement de la demande et admission pour une catégorie professionnelle	60
3.3.	Examen théorique collectif	45
3.4.	Examen théorique individuel	165

3.5.	Etablissement d'un permis d'élève conducteur ou d'une autorisation de conduire	45
3.6.	Etablissement d'un nouveau permis d'élève conducteur suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
3.7.	Examen pratique des catégories A, A1, B, BE, B1, C1, C1E, DE, D1, D1E, F, G, M, TPP	110
3.8.	Examen pratique des catégories C, CE	165
3.9.	Examen pratique de la catégorie D	220
3.10.	Absence à un examen pratique sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'examen selon catégorie, diminué d'1/4
3.11.	Examen pratique particulier, par heure	selon l'article 5
3.12.	Procédure d'échange sans examen d'un permis de conduire étranger en permis de conduire suisse	215
<b>4. Dispositions concernant les moniteurs et les écoles de conduites</b>		
4.1.	Autorisation d'exploiter une école de conduite ou une salle de théorie, y compris visite	250
4.2.	Inspection et reconnaissance d'une salle d'enseignement de la théorie de la circulation ou d'une place d'exercice	150
4.3.	Autorisation et prolongation de l'autorisation d'exercer en tant qu'animateur	50
4.4.	Contrôle de l'enseignement obligatoire	100
4.5.	Procédure d'avertissement	150 à 200
4.6.	Décision de retrait de l'autorisation d'exercer en tant que moniteur ou de gérer une école de conduite	200 à 500

## 5. Dispositions concernant les bateaux

5.1.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation	71
5.2.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation suite à la modification d'un élément (sauf adresse), renouvellement, duplicata du permis de navigation	30
5.3.	Expertise de tous genres et toutes catégories	selon le coût facturé par le délégataire

## 6. Dispositions concernant les conducteurs de bateaux

6.1.	Etablissement d'un permis de conduire	71
6.2.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
6.3.	Procédure d'échange sans examen d'un permis de conduire étranger en permis de conduire suisse	215

## 7. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire de bateaux et les examens théoriques

7.1.	Traitement de la demande	45
7.2.	Examen théorique	45

## 8. Dispositions concernant les mesures administratives

8.1.	Procédure d'avertissement	120 à 150
8.2.	Retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire	170 à 600
8.3.	Interdiction de conduire	170 à 600
8.4.	Interdiction de faire usage d'un permis de conduire étranger	170 à 600
8.5.	Refus de délivrance d'un permis d'élève conducteur ou de conduire	100 à 300

8.6.	Retrait préventif du permis d'élève conducteur ou de conduire	50 à 200
8.7.	Annulation du permis de conduire à l'essai	300
8.8.	Restitution anticipée du droit de conduire après le suivi d'un cours d'éducation routière	100
8.9.	Traitement d'une demande de restitution du droit de conduire après un retrait de durée indéterminée, une renonciation, une annulation, un refus ou une interdiction de conduire	100 à 400
8.10.	Report du délai d'exécution d'une mesure de retrait ou d'interdiction	50
8.11.	Autorisation de suivre les cours de formation complémentaire	170
8.12.	Prolongation du délai d'attente	170
8.13.	Autres décisions en matière de mesures administratives	max. 500
<b>9. Dispositions diverses</b>		
9.1.	Renseignements sur l'identité du détenteur sur la base d'un numéro de plaques	10
9.2.	Traitement, sur demande, de fichiers d'adresses, par heure	selon l'article 5
9.3.	Décision de retrait de plaques, signes distinctifs, permis de circulation ou de navigation	140
9.4.	Transmission à la police cantonale du mandat de saisie du permis et/ou des plaques de contrôle (y compris intervention de la police au domicile)	200
9.5.	Mise en place d'un arrangement de paiement	10
9.6.	Recherche dans la banque de données des véhicules anciens (y compris délivrance d'un extrait), par heure	selon l'article 5
9.7.	Attestations officielles diverses	25

## 10. Autorisations spéciales

(Les émoluments fédéraux sont perçus en sus)

	Autorisation unique valable pour une seule course	Validité jusqu'à 6 mois ou unique pour plusieurs courses	Validité jusqu'à 1 an
10.1. Circulation de nuit, dimanche et jours fériés, par unité de transport	60	120	200
10.2. Véhicules dépourvus de plaques mais couverts en assurance RC, affectés au trafic interne d'une entreprise ou véhicules sans plaques sur les chantiers (art. 32 et 33 OAV)	60	120	200
10.3. Transfert ou emploi d'un véhicule spécial, immatriculé ou non	60	120	200
10.4. Remorquage de containers, sur un parcours déterminé, par unité de transport	60	120	200
10.5. Transports spéciaux avec poids ou dimensions dépassant les limites légales, sans excéder les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier	60	120	200
10.6. Transports exceptionnels dont les poids et dimensions excèdent les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier, pour chaque course qui débute, transite ou se termine sur territoire jurassien :			
pour un poids total de 44 000 à 50 000 kg	125	200	250
pour un poids total supérieur à 50 000 kg	200	250	300
10.7. Utilisation industrielle d'un véhicule agricole	60	120	200

10.8.	Modification d'une autorisation	25
<b>11.</b>	<b>Permis à court terme et plaques d'exportation</b> (la prime d'assurance RC étant perçue en sus)	
11.1.	Etablissement d'un permis à court terme	71
11.2.	Dépôt de garantie pour plaques à court terme	200
11.3.	Restitution tardive des plaques	60
11.4.	Autorisation de se rendre à l'expertise avec un véhicule sans plaque	30
11.5.	Permis à court terme (avec assurance RC) pour cyclomoteurs	25
<b>12.</b>	<b>Autorisations pour manifestations sur et hors de la voie publique</b>	120 à 500

Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 23<sup>30)</sup>** Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires perçoit les émoluments suivants :

1.	Dans le cadre de l'application de la législation sur les denrées alimentaires et les objets usuels	
1.1.	Les émoluments pour les frais d'analyses, de prélèvements et d'inspections (officiels et privés) sont fixés selon le tarif pour le contrôle officiel des denrées alimentaires de l'Association des chimistes cantonaux de Suisse et exprimés en points	
1.2.	Etude de dossier, rédaction de rapport et décision, par heure	max. 250
1.3.	Etablissement d'un acte administratif, par page	15 à 30
1.4.	Etablissement d'un certificat d'exportation	50 à 150
1.5.	Validation d'un certificat d'exportation	30 à 80
1.6.	Préavis dans le cadre d'une demande de patente ou de permis	
	– préavis sans inspection	60 à 150
	– préavis avec inspection	120 à 300

## 2. Affaires vétérinaires

### *Décision en matière d'autorisations*

2.1.	Autorisation de détenir des animaux sauvages	60	à	200
2.2.	Autorisation d'exploiter un commerce zoologique	60	à	200
2.3.	Autorisation d'organiser une exposition ou une bourse d'animaux ou de faire de la publicité avec les animaux	60	à	200
2.4.	Autorisation d'expérience sur animaux	80	à	500
2.5.	Autorisation de pratiquer l'insémination artificielle	130	à	300
2.6.	Autorisation d'exercer la profession de pareur d'onglons et de maréchal ferrant	80	à	250
2.7.	Autorisation d'organiser un marché ou une exposition de bétail	80	à	300
2.8.	Autorisation de pratiquer la transhumance	80	à	200
2.9.	Autorisation d'exploiter un centre collecteur de sous-produits animaux	150	à	500
2.10.	Autorisation d'exploiter un abattoir	150	à	500
2.11.	Autres autorisations, sous réserve d'une disposition spéciale	60	à	750
2.12.	Renouvellement des autorisations	50	à	700

### *Préavis pour les projets de construction relatifs à la détention des animaux*

2.13.	Petit permis de bâtir	60	à	200
2.14.	Grand permis de bâtir	150	à	750

### *Importation/exportation*

2.15.	Décision de mesures de surveillance pour l'importation d'animaux vivants	80	à	200
2.16.	Importation d'animaux de compagnie nécessitant une enquête	80	à	300
2.17.	Etablissement d'un certificat pour l'exportation	50	à	150
2.18.	Validation d'un certificat pour l'exportation	30	à	80



*Contrôle des viandes*

Les émoluments perçus pour le contrôle des animaux avant abattage et le contrôle des viandes sont fixés par le Gouvernement par voie d'arrêté

*Commerce du bétail*

- |  |           |
|--|-----------|
| 2.19. Délivrance et renouvellement de la patente de marchand de bétail | 500 à 900 |
|--|-----------|

*Autres prestations*

- |   |          |
|---|----------|
| 2.20. Etablissement d'un rapport, par page  | 15 à 30  |
| 2.21. Décision en matière de protection des animaux   | 80 à 500 |
| 2.22. Décision en matière de morsures de chiens   | 80 à 500 |
| 2.23. Interventions, contrôles et inspections ayant donné lieu à contestation, prestations spéciales et autres contrôles qui ne sont pas effectués d'office, dépassant le cadre des contrôles ordinaires, par heure | max. 250 |
| 2.24. Etude de dossier, rédaction de rapport et décision, par heure   | max. 250 |
| 2.25. Contrôle d'une pharmacie privée de vétérinaire, par heure   | max. 250 |

**CHAPITRE IV : Autres organes de l'Etat**

Prestations aux communes

**Art. 23a<sup>28)</sup>** Sous réserve de dispositions spéciales ou d'une décision contraire du Gouvernement, les unités administratives perçoivent un émolument de 20 à 2 000 points pour les prestations délivrées aux communes lorsque l'objet relève des compétences de celles-ci.

Emoluments en matière de droits des patients

**Art. 24<sup>30)</sup>** En matière de droits des patients, le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients peuvent, en cas de plainte ou de dénonciation téméraire ou abusive, percevoir un émolument compris entre 50 et 500 points.

Emoluments liés à la profession d'avocat

**Art. 25<sup>1</sup>** La Chambre des avocats perçoit les émoluments suivants :

a) pour l'inscription au registre des avocats ou au tableau des avocats ressortissants des Etats membres de l'UE et de l'AELE : 300 points;

- b) pour toute décision qu'elle rend, notamment en matière disciplinaire ou sur demande de levée du secret professionnel : de 200 à 1 000 points; jusqu'à 2 000 points dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières.

<sup>2</sup> La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 300 points lors de l'inscription au tableau des avocats stagiaires (art. 32 de la loi concernant la profession d'avocat<sup>17)</sup>, <sup>26)</sup>

<sup>2bis</sup> La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 400 points pour l'inscription à l'examen d'avocat, ainsi qu'aux épreuves d'aptitude et entretiens de vérification (art. 37 et suivants de la loi concernant la profession d'avocat<sup>17)</sup>). Le Tribunal cantonal peut, par voie de règlement, prévoir la perception partielle de l'émolument lorsque l'examen ne porte que sur une partie des épreuves.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le Tribunal cantonal délivre le brevet d'avocat contre paiement d'un émolument de 200 points.<sup>26)</sup>

Emoluments liés  
à la profession  
de notaire

**Art. 26** <sup>1</sup> La commission des examens de notaire perçoit un émolument de 300 points préalablement au premier examen de notaire et de 600 points préalablement au deuxième examen.<sup>30)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 points.

<sup>3</sup> Le Gouvernement délivre l'autorisation d'exercer le notariat et de pratiquer des activités accessoires contre paiement d'un émolument de 300 points.<sup>28)</sup>

## CHAPITRE V : Dispositions diverses, transitoires et finales

Renvoi

**Art. 27** Les dispositions du décret fixant les émoluments judiciaires relatives aux indemnités de témoin et de traducteur et aux honoraires d'expert s'appliquent par analogie.

Réserve

**Art. 28** Sont réservés les émoluments fixés dans la législation spéciale, notamment :

- a) les émoluments du registre foncier<sup>2)</sup>;
- b) les émoluments en matière de contrôles des habitants<sup>3)</sup>;
- c) <sup>23)</sup> les émoluments en matière de protection de l'enfant et de l'adulte<sup>4)</sup>;
- d) les émoluments judiciaires<sup>5)</sup>;
- e) les émoluments des notaires<sup>6)</sup>;
- f) les émoluments en matière de documents cadastraux<sup>7)</sup>.

Disposition  
transitoire

**Art. 29** Sauf disposition spéciale contraire, le présent décret et la législation sur les émoluments sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation ou  
modification du  
droit en vigueur

**Art. 30** <sup>1</sup> Le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale est abrogé.

<sup>2</sup> Les dispositions du droit en vigueur sont abrogées ou modifiées comme il suit :

- a) décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité<sup>8)</sup> :

**Article 15, alinéa 1**

...<sup>9)</sup>

**Article 24**

...<sup>9)</sup>

**Article 38**

Abrogé.

- b) décret du 6 décembre 1978 concernant la perception et mise en compte d'émoluments, peines pécuniaires, amendes et frais par les autorités administratives et judiciaires, ainsi que le versement et la mise en compte d'avances de frais de l'Etat, abrogé;
- c) décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers, abrogé;
- d) décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine, abrogé;
- e) décret du 6 décembre 1978 sur les communes<sup>10)</sup> :

**Article 18**

Abrogé.

- f) règlement du 6 décembre 1978 concernant les droits d'examens pour l'obtention de brevets d'enseignement, abrogé;
- g) décret du 13 décembre 1990 concernant le financement de la formation professionnelle<sup>11)</sup> :

**Article 16**

Abrogé.

- h) décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux, abrogé;
- i) décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes<sup>12)</sup> :

**Article 26, alinéa 3**

...<sup>9)</sup>

- j) décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle<sup>13)</sup> :

**Titre de la section 2**

...<sup>9)</sup>

**Article 4**

...<sup>9)</sup>

**Article 5**

...<sup>9)</sup>

**Articles 6 et 7**

Abrogés.

**Article 8**

...<sup>9)</sup>

- k) décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs<sup>14)</sup> :

**Article 4, alinéa 2**

...<sup>9)</sup>

**Article 4, alinéa 3**

Abrogé.

- l) décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux<sup>15)</sup> :

**Article 30**

...<sup>9)</sup>

**Articles 31 et 32**

Abrogés.

- m) décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines, abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 31** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> du présent décret.

<sup>2</sup> Il fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de l'abrogation du décret fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers dès que le droit fédéral règle la matière.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 176.11](#)
- 2) [RSJU 176.331](#)
- 3) [RSJU 176.412](#)
- 4) [RSJU 176.421](#)
- 5) [RSJU 176.511](#)
- 6) [RSJU 189.61](#)
- 7) [RSJU 215.342.6](#)
- 8) [RSJU 141.11](#)
- 9) Texte inséré dans ledit décret
- 10) [RSJU 190.111](#)
- 11) [RSJU 413.611](#)
- 12) [RSJU 641.511](#)
- 13) [RSJU 643.1](#)
- 14) [RSJU 741.42](#)
- 15) [RSJU 752.461](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 17) [RSJU 188.11](#)
- 18) [RSJU 170.41](#)
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 20) Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 21) Introduit par l'art. 25 de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2012 ([RSJU 170.42](#))
- 22) Abrogé par le ch. III de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

- 24) Introduit par l'article 7, alinéa 1, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2015
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 27) Introduit par le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 28) Introduit par le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 29) Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 31) Nouvelle dénomination selon les articles 61 et suivants du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013
- 32) [RS 812.213](#)
- 33) [RSJU 810.41](#)
- 34) [RSJU 810.11](#)
- 35) [RSJU 559.2](#)
- 36) Nouvelle dénomination selon l'article 16a du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 37) Introduit par le ch. I du décret du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- 38) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 40) Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

## Loi d'organisation judiciaire

(Version en vigueur du 16 décembre 2020 au 31 janvier 2021)

du 23 février 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 101 à 107 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** La présente loi règle l'organisation, l'administration et la surveillance des autorités judiciaires.

**Champ d'application** **Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi s'applique au Tribunal cantonal, au Tribunal de première instance et au Ministère public.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Elle s'applique au Conseil de prud'hommes, au Tribunal des baux à loyer et à ferme et au Tribunal des mineurs, pour autant que la législation spéciale n'y déroge pas.

**Terminologie** **Art. 3** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Organisation du pouvoir judiciaire

**Autorités judiciaires** **Art. 4** La justice en matière constitutionnelle, administrative, civile et pénale est rendue par :

- a) le Tribunal cantonal;
- b) le Tribunal de première instance;
- c) ...<sup>9)</sup>
- d) le Ministère public;
- e) le Tribunal des mineurs.

**Fonctions judiciaires** **Art. 5**<sup>9)</sup>

Effectifs

**Art. 6<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, dans les limites de la présente loi, les effectifs des juges et des procureurs attribués aux autorités judiciaires.

Eligibilité et  
élection  
a) Eligibilité

**Art. 7<sup>7)20)</sup>** <sup>1</sup> Est éligible en qualité de juge et de procureur toute personne :

- a) qui a l'exercice des droits civils; la personne étrangère doit en outre avoir l'exercice des droits politiques en matière cantonale;
- b) qui est titulaire d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura;
- c) qui ne fait pas l'objet d'une condamnation pénale pour des faits incompatibles avec cette fonction, à moins que cette condamnation ne figure plus sur l'extrait privé du casier judiciaire;
- d) et qui ne fait pas l'objet d'un acte de défaut de biens.

<sup>2</sup> Les juges permanents et les procureurs sont en principe tenus d'élire domicile dans le canton. Le Conseil de surveillance de la magistrature peut autoriser des dérogations pour de justes motifs.

b) Election; âge  
limite; période de  
fonction

**Art. 8<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Les juges, le procureur général et les procureurs sont élus par le Parlement pour la durée de la législature. Ils sont rééligibles.<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Les juges permanents et les procureurs ne peuvent exercer leur fonction au-delà du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans. Les juges suppléants et extraordinaires, ainsi que les procureurs extraordinaires, ne peuvent exercer leur fonction au-delà du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.<sup>20)</sup>

<sup>3</sup> La période de fonction débute le premier janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature.

<sup>4</sup> Les postes vacants sont repourvus pour le reste de la période.

c) Procédure  
d'élection

**Art. 8a<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil des surveillance de la magistrature prépare et préavise l'élection des magistrats de l'ordre judiciaire.



<sup>2</sup> En prévision d'une élection par le Parlement, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel au moins trois mois avant la date fixée pour celle-ci. L'avis indique que les actes de candidature doivent être déposés dans un délai de trois semaines auprès du Conseil de surveillance de la magistrature. Celui-ci en transmet copie au Secrétariat du Parlement.

<sup>3</sup> Après examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature adresse son préavis motivé au Parlement et présente une proposition de candidature par poste à pourvoir. La proposition doit être communiquée au Parlement au moins trente jours avant la date de l'élection.

<sup>4</sup> Lors de l'examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature tient compte de la formation, de l'expérience professionnelle et des qualités personnelles des candidats.

<sup>5</sup> En principe, le Conseil de surveillance de la magistrature auditionne les candidats qui remplissent les conditions d'éligibilité. Pour le surplus, il fixe la procédure d'examen des candidatures par voie de règlement.

d) Procédure de  
réélection

**Art. 8b<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> En prévision des élections pour une nouvelle législature, le Conseil de surveillance de la magistrature invite les magistrats en fonction à lui communiquer s'ils sollicitent leur réélection.

<sup>2</sup> Si le Conseil de surveillance de la magistrature envisage de ne pas proposer la réélection d'un magistrat, il en informe l'intéressé, au moins six mois avant la date de l'élection, avec indication des motifs, et l'entend personnellement. S'il maintient sa position, il adresse un préavis motivé au Parlement au moins trente jours avant la date de l'élection.

<sup>3</sup> Au moins trois mois avant la séance constitutive du Parlement, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel mentionnant que lors de sa séance constitutive, le Parlement procédera à la réélection des membres des autorités judiciaires. L'avis contient les noms des magistrats candidats à leur réélection et indique que d'autres candidatures peuvent être déposées dans un délai de trois semaines.

<sup>4</sup> Dans tous les cas, les nouvelles candidatures sont traitées conformément à l'article 8a.

<sup>5</sup> Le membre concerné doit se récuser lors du vote portant sur sa réélection. Il n'est pas remplacé et le Conseil de surveillance de la magistrature siège à cinq membres.

c) Vacance pendant la période de fonction

**Art. 9** En cas de vacance pendant la période de fonction, le Parlement procède à une élection complémentaire.

Exercice de la fonction  
a) Taux d'occupation des magistrats

**Art. 10**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Les juges permanents et les procureurs exercent leur fonction à plein temps ou à temps partiel.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'exercice de la fonction à temps partiel.

b) Devoirs généraux

**Art. 11** <sup>1</sup> Le juge est indépendant et impartial.

<sup>2</sup> Il agit avec célérité.

<sup>3</sup> Il lui est interdit de conférer avec les parties sur l'objet du procès. Il peut cependant informer les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>4</sup> Au besoin, il accomplit les devoirs de sa charge au-delà de l'horaire ordinaire de travail.

<sup>5</sup> Il tient à jour et perfectionne sa connaissance du droit.

**Art. 11a**<sup>25)</sup>

c) Activités incompatibles

**Art. 12** <sup>1</sup> Sont incompatibles avec la fonction judiciaire les activités qui entravent l'accomplissement normal de la charge, risquent de mettre en cause l'indépendance ou de nuire à la confiance du public dans l'impartialité de la justice.

<sup>2</sup> Les fonctions de juge et de procureur, à l'exception de celles de président du Tribunal des mineurs, de juge extraordinaire et de procureur extraordinaire, sont incompatibles avec l'exercice du barreau.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur les cas d'incompatibilité.

<sup>4</sup> La loi d'incompatibilité<sup>2)</sup> demeure réservée.

Promesse  
solennelle

**Art. 13**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Avant leur entrée en fonction, les juges et les procureurs font la promesse solennelle devant le Parlement. Ils ne la renouvellent pas s'ils changent de fonction dans le domaine judiciaire.

<sup>2</sup> Les juges et les procureurs extraordinaires font la promesse solennelle devant le président du Tribunal cantonal.

### CHAPITRE III : Tribunal cantonal

Siège

**Art. 14** Le siège du Tribunal cantonal est à Porrentruy.

Effectifs

**Art. 15**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est composé de juges permanents et de juges suppléants.

<sup>2</sup> Il lui est attribué quatre à six postes de juges permanents. En outre, le Parlement désigne dix juges suppléants au maximum parmi les personnes éligibles selon l'article 7.

Présidence et  
vice-présidence

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents.

<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an; ils ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juge  
extraordinaire

**Art. 17** <sup>1</sup> Le président du Tribunal cantonal peut, en cas de nécessité, faire appel pour une période déterminée à un juge extraordinaire choisi parmi les personnes éligibles selon l'article 7.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Constituent notamment un tel cas :

- a) le départ, la maladie, l'empêchement durable;
- b) les affaires qui occasionnent un travail particulièrement important si les titulaires ne peuvent pas l'assumer en raison d'un surcroît d'occupation.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord.<sup>[23\)](#)</sup>

Plenum  
a) Composition

**Art. 18<sup>[8\)](#)</sup>** Le plenum du Tribunal cantonal est composé des juges permanents.

b) Compétences

**Art. 19** <sup>1</sup> Le plenum édicte le règlement interne du Tribunal cantonal et prend les mesures qui, dans les cas prévus par la législation, relèvent de la compétence du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Les compétences que la législation attribue à d'autres organes du Tribunal cantonal sont réservées.

Organisation du  
Tribunal cantonal  
a) Sections

**Art. 20<sup>[8\)](#)</sup>** Le Tribunal cantonal est composé des sections suivantes :

- a) la Cour constitutionnelle;
- b) la Cour civile;
- c) la Cour pénale;
- d) la Chambre pénale des recours;
- e) la Cour administrative;
- f) la Cour des assurances;
- g) la Cour des poursuites et faillites.

b) Composition  
des sections  
1. En général

**Art. 21** <sup>1</sup> Sous réserve des articles qui suivent, les sections du Tribunal cantonal sont composées de trois juges et sont présidées par un juge permanent.

<sup>2</sup> ...<sup>[9\)](#)</sup>

Juge unique

**Art. 21a<sup>[10\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Sauf dispositions légales contraires, le président de la cour liquide comme juge unique, en matière civile et administrative, les actions, requêtes et recours manifestement irrecevables, manifestement mal fondés, procéduriers ou abusifs.

<sup>2</sup> Demeurent en outre réservées les compétences attribuées au président seul par d'autres lois.

2. Cour  
constitutionnelle

**Art. 22<sup>[8\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions du Code de procédure administrative<sup>[3\)](#)</sup>, la Cour constitutionnelle comprend cinq juges pour :

- a) exercer les attributions qui lui sont conférées par l'article 104, alinéas 1 et 2, lettre a, de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>;

- b) statuer sur les recours formés contre les décisions du Parlement et du Gouvernement;
- c) trancher les conflits de compétence dans lesquels le Parlement ou le Gouvernement sont parties.

<sup>2</sup> Elle comprend trois juges pour exercer ses autres attributions.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions en matière de récusation ou des cas d'empêchement, les juges permanents en font partie d'office.

### **Art. 23**<sup>9)</sup>

3. Cour administrative

**Art. 24**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> La Cour administrative comprend trois juges.

<sup>2</sup> Elle comprend cinq juges pour :

- a) statuer sur les recours formés contre les décisions du Parlement, du Gouvernement et du Conseil de surveillance de la magistrature;
- b)<sup>17)</sup> statuer sur les recours formés contre les décisions de licenciement du personnel de l'Etat;
- c) ...<sup>22)</sup>

c) Formation des sections  
1. En général

**Art. 25**<sup>8)</sup> Le Tribunal cantonal désigne, pour chaque législature, les présidents et les membres de ses différentes sections en veillant à une répartition équitable des affaires. Les mutations intervenant entre-temps sont valables pour le reste de la période.

2. Dans une affaire déterminée

**Art. 26** <sup>1</sup> Les présidents décident de la composition des sections dans chaque affaire.

<sup>2</sup> Les juges suppléants peuvent être désignés président ou juge rapporteur d'une section pour une affaire déterminée.<sup>8)</sup>

Formation continue

**Art. 27**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal veille à assurer la formation continue des juges, des procureurs et des greffiers.

<sup>2</sup> Le programme général de formation du personnel de l'Etat est également ouvert aux juges, aux procureurs et aux employés de l'ordre judiciaire.<sup>17)</sup>

Formation des  
stagiaires

**Art. 28** Le Tribunal cantonal pourvoit à la formation des avocats-stagiaires et des notaires-stagiaires en collaboration avec l'Ordre des avocats et le Conseil du notariat.

## CHAPITRE IV : Tribunal de première instance

Siège et lieu  
des audiences

**Art. 29** <sup>1</sup> Le siège du Tribunal de première instance est à Porrentruy.

<sup>2</sup> Les audiences peuvent être tenues en un autre endroit, notamment lorsque :

- a) de nombreuses personnes d'un autre district doivent participer à l'audience  
ou
- b) une visite des lieux doit être effectuée.

Effectifs

**Art. 30** <sup>7)</sup> Quatre à six postes de juges permanents sont attribués au Tribunal de première instance. En outre, le Parlement désigne au maximum cinq juges suppléants parmi les personnes éligibles selon l'article 7.

Présidence et  
vice-présidence

**Art. 31** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents qui lui sont attribués. <sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an; ils ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juridictions

**Art. 32** <sup>8)</sup> Le Tribunal de première instance est composé des juridictions suivantes :

- a) le juge civil;
- b) le Conseil de prud'hommes;
- c) le Tribunal des baux à loyer et à ferme;
- d) ... <sup>11)</sup>
- e) le juge pénal;
- f) le Tribunal pénal;
- g) le juge des mesures de contrainte;
- h) le juge administratif.

Répartition des affaires

**Art. 33** <sup>1</sup> Les juges permanents du Tribunal de première instance règlent la répartition générale des affaires entre eux pour chaque législature ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau juge permanent.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> En cas de désaccord, le président du Tribunal cantonal tranche.

Suppléances

**Art. 34** Les juges se suppléent dans la mesure du besoin.

Juge extraordinaire

**Art. 35** Le président du Tribunal de première instance peut faire appel à un juge extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

Composition du Tribunal pénal

**Art. 36**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal pénal est composé de trois juges.

<sup>2</sup> Il peut être présidé par un juge suppléant dans une affaire déterminée.

**Art. 37**<sup>9)</sup>

Règlement interne

**Art. 38** Le Tribunal de première instance édicte son règlement interne. Celui-ci doit être approuvé par le Tribunal cantonal.

## CHAPITRE V : Juges d'instruction

**Art. 39 à 42**<sup>9)</sup>

## CHAPITRE VI : Ministère public

Organisation

**Art. 43**<sup>7)24)</sup> <sup>1</sup> Quatre à six postes de procureurs, y compris le procureur général, sont attribués au Ministère public.

<sup>2</sup> Le collège des procureurs désigne, pour la durée d'une année, un procureur général suppléant. Il est immédiatement rééligible.

<sup>3</sup> Le procureur général définit, en concertation avec le Gouvernement, la politique criminelle suivie par le Ministère public. Il assume la direction du Ministère public et en détermine l'organisation du travail.

<sup>4</sup> Il a en particulier les compétences suivantes :

- a) présider le collège des procureurs;
- b) donner des instructions pour la bonne marche du Ministère public et édicter le règlement interne du Ministère public, qui doit être approuvé par le Tribunal cantonal;
- c) édicter des directives pour les procureurs et la police afin d'assurer l'exercice uniforme de l'action publique sur le plan pénal;
- d) représenter le Ministère public à l'extérieur; il peut déléguer cette tâche;
- e) délivrer l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités cantonales, fédérales ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté.

<sup>5</sup> Dans le cadre de ses compétences, le procureur général consulte au préalable le collège des procureurs quant à la définition de la politique criminelle et au règlement du Ministère public.

<sup>6</sup> Au surplus, il exerce les compétences attribuées aux procureurs et est soumis aux dispositions applicables à ceux-ci.

<sup>7</sup> Les procureurs se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.

<sup>8</sup> Les procureurs agissent à titre indépendant et se suppléent en cas de besoin.

Procureur  
extraordinaire

**Art. 44<sup>8)</sup>** Le procureur général peut faire appel à un procureur extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

**Art. 45<sup>9)</sup>**

## CHAPITRE VII : Administration judiciaire

### SECTION 1 : Organisation

Principes

**Art. 46** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires disposent chacune d'un greffe qui assume les tâches ordinaires de secrétariat et de gestion en se conformant aux instructions des juges, des procureurs et des greffiers.<sup>8)</sup>



<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, l'administration judiciaire est soumise à la législation applicable à l'administration cantonale, en particulier au statut général du personnel ainsi qu'aux règles régissant la gestion des bâtiments, du matériel et des finances.

Taux  
d'occupation du  
personnel

**Art. 47** Les postes de l'administration judiciaire peuvent être occupés par du personnel engagé à temps partiel.

Personnel  
supplémentaire

**Art. 48**<sup>23)</sup> Si un surcroît de travail le justifie, le département chargé des relations avec les autorités judiciaires peut autoriser le greffier compétent à engager du personnel supplémentaire pour une période déterminée.

Activités  
accessoire

**Art. 49**<sup>17)</sup> Le Gouvernement peut, sur préavis de l'autorité judiciaire concernée, autoriser les employés de l'ordre judiciaire à exercer une activité accessoire, dans la mesure où cette activité n'est pas incompatible avec l'exercice de leur fonction et ne porte pas préjudice à l'image du service public.

Greffiers du  
Tribunal cantonal

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires pour ses sections. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal cantonal peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord lorsque l'engagement d'un greffier extraordinaire est prévu à plein temps pour une période supérieure à trois mois.<sup>23)</sup>

Greffiers du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 51** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal de première instance.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>9)</sup>

<sup>3</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal de première instance peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue. L'article 50, alinéa 3, est applicable.

Greffiers du Ministère public **Art. 51a<sup>21)</sup>** Le Ministère public dispose des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches.

Organisation du greffe **Art. 52<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des juges et des procureurs.

Il est placé sous la direction d'un juge, d'un procureur ou d'un greffier.

Service des audiences **Art. 53** Le service des audiences des tribunaux est assuré par leurs employés et, au besoin, par la gendarmerie.

## SECTION 2 : Rapports de service

Nature des rapports de service **Art. 54<sup>8)</sup>** Sous réserve des dispositions de la présente loi, les rapports de service des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont régis par la législation applicable au personnel de l'Etat.

Nomination du personnel judiciaire **Art. 55** Le Gouvernement nomme les greffiers et les employés des autorités judiciaires, sur proposition de celles-ci.

Eligibilité aux fonctions de greffier **Art. 56<sup>8)</sup>** Sont éligibles aux fonctions de greffier du Tribunal cantonal et du Tribunal de première instance, les personnes ayant l'exercice des droits civils, titulaires d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura. Exceptionnellement, une autre formation juridique équivalente peut être admise.

Promesse solennelle **Art. 57<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les greffiers et les autres employés des tribunaux font la promesse solennelle devant le président du tribunal concerné.

<sup>2</sup> Les employés du Ministère public font la promesse solennelle devant le procureur général.

**Art. 58<sup>9)</sup>**

Traitements et indemnités **Art. 59<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les traitements et les indemnités des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont fixés selon la législation applicable au personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Les juges suppléants et les juges extraordinaires touchent des indemnités selon les barèmes arrêtés par le Parlement.

<sup>3</sup> Les juges permanents et les procureurs non réélus pour des motifs qui ne leur sont pas imputables à faute ont droit à une indemnité équivalant à trois mois de traitement au minimum et à six mois de traitement au maximum.

### SECTION 3 : Financement des tribunaux

Prise en charge des frais **Art. 60** Les frais d'investissement et de fonctionnement des tribunaux sont à la charge de l'Etat.

Recettes **Art. 61** Sous réserve de dispositions contraires, les recettes réalisées par les tribunaux sont acquises à l'Etat.

Budgets et comptes **Art. 62** Les budgets et les comptes des tribunaux sont intégrés dans la comptabilité générale de l'Etat.

## CHAPITRE VIII : Surveillance de la justice

### SECTION 1 : Compétences du Parlement

Principe **Art. 63** <sup>1</sup> Le Parlement exerce la haute surveillance sur les autorités judiciaires selon les modalités prévues aux articles 42 et 43 de la loi d'organisation du Parlement<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> L'indépendance des juges est réservée.

### SECTION 2 : Compétences du Tribunal cantonal

Surveillance des autorités judiciaires inférieures **Art. 64<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance, le Ministère public et le Tribunal des mineurs sont placés sous la surveillance du Tribunal cantonal auquel ils font rapport sur leur activité chaque année.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal peut édicter, sous forme de circulaires, des instructions relatives notamment à l'interprétation et à l'application du droit de procédure, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des autorités judiciaires, à la gestion des dossiers ou à la publication des jugements.

### SECTION 3 : Responsabilité disciplinaire

#### Principe

**Art. 65** <sup>1</sup> Les juges et les procureurs sont passibles de sanctions disciplinaires lorsqu'ils se rendent coupables de violation grave des devoirs de leur charge.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Est notamment réputé violation grave des devoirs de la charge :

- a) l'omission répétée, intentionnellement ou par négligence grave, d'accomplir un acte que la loi ordonne;
- b) l'abus manifeste ou répété du pouvoir de la charge, commis intentionnellement ou par négligence grave;
- c) la partialité manifeste et dûment avérée dans la conduite de procédures;
- d) l'atteinte grave à la dignité de la charge.

#### Autorité disciplinaire

**Art. 66** <sup>1</sup> Le pouvoir disciplinaire est exercé par un Conseil de surveillance de la magistrature composé de six membres et de suppléants.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> Sont membres du Conseil de surveillance :

- le président du Parlement;
- le chef du département chargé des relations avec les autorités judiciaires<sup>23)</sup>;
- le président du Tribunal cantonal;
- le président du Tribunal de première instance;
- le bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens;
- le procureur général.<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les membres suppléants du Conseil de surveillance sont issus des mêmes organes que les titulaires.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> La présidence du Conseil de surveillance est exercée par le président du Tribunal cantonal et la vice-présidence par le président du Tribunal de première instance.

<sup>5</sup> Une procédure disciplinaire pendante à la fin de l'année civile est traitée jusqu'à son terme par le Conseil de surveillance dans la composition qui était la sienne lors de l'introduction de la procédure.

<sup>6</sup> Le Conseil de surveillance édicte son règlement interne, en précisant en particulier les règles relatives à la suppléance des membres.<sup>8)</sup>

## Sanctions disciplinaires

**Art. 67** Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) la menace de destitution, infligée sous forme d'avertissement;
- b) l'amende jusqu'à 5'000 francs;
- c) le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- d) la destitution.

## Enquête

**Art. 68<sup>8)</sup>** Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après enquête.

## Ouverture de la procédure

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance agit d'office ou sur requête.

<sup>2</sup> Après un examen préliminaire, il peut refuser d'ouvrir une enquête ou classer l'affaire en tout temps lorsqu'il estime que les faits ne justifient pas une poursuite disciplinaire. Il communique les dispositions prises au juge ou au procureur concerné.<sup>8)</sup>

## Suspension et autres mesures provisionnelles

**Art. 69a<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> S'il apparaît d'emblée qu'une destitution est inévitable, le Conseil de surveillance peut suspendre l'intéressé provisoirement. Cette mesure peut être accompagnée de la suppression totale ou partielle du traitement. Durant la suspension, l'intéressé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance. Si la suspension se révèle injustifiée, l'intéressé est réintégré dans ses droits. Il recouvre notamment le traitement dont il a été privé. Ses prétentions en dommages et intérêts sont réservées.

<sup>2</sup> D'autres mesures provisionnelles peuvent être prises afin de conserver un état de fait ou de droit ou pour sauvegarder des intérêts menacés.

## Instruction

**Art. 69b<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Une fois ouverte, la procédure disciplinaire débute par une enquête visant à établir les faits déterminants sous l'angle du respect des devoirs de la charge. L'instruction est conduite par le président. Toutefois, le Conseil de surveillance peut désigner un enquêteur parmi ses membres ou, si les circonstances du cas le commandent, charger une personne extérieure de conduire l'instruction ou de procéder à des actes d'enquête déterminés.

<sup>2</sup> Le juge ou le procureur impliqué dans l'enquête doit collaborer à l'établissement des faits. Il peut se faire assister par une personne de son choix. Il a le droit d'alléguer des faits et de fournir des preuves. Il peut consulter le dossier et participer aux actes de l'enquête dès l'ouverture de la procédure disciplinaire.

<sup>3</sup> L'enquêteur établit un rapport qui énonce les faits et les discute sous l'angle du respect des devoirs de la charge.

<sup>4</sup> Il invite le juge ou le procureur concerné à se déterminer. Le cas échéant, il complète son rapport au vu des déterminations reçues.

<sup>5</sup> L'enquêteur transmet son rapport final au Conseil de surveillance de la magistrature.

<sup>6</sup> Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative<sup>3)</sup> sont applicables.

#### Décision

**Art. 69c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance examine le rapport d'enquête. Il peut demander à l'enquêteur de le compléter.

<sup>2</sup> Il rend une décision disciplinaire et la communique à l'intéressé.

<sup>3</sup> La décision est sujette à recours à la Cour administrative. La procédure d'opposition est exclue.

#### Prescription

**Art. 69d<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit dans les six mois à compter du jour où le Conseil de surveillance a eu connaissance des faits incriminés.

<sup>2</sup> Le délai est interrompu par tout acte d'instruction du Conseil de surveillance ou de l'enquêteur.

<sup>3</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit en tout cas par dix ans à compter de la commission des faits incriminés.

<sup>4</sup> Si la violation des devoirs de la charge constitue un acte punissable pénalement, la prescription plus longue prévue par le droit pénal s'applique à la poursuite disciplinaire.

#### Huis clos et secret de fonction

**Art. 70** <sup>1</sup> Les débats devant le Conseil de surveillance et le prononcé de la décision ont lieu à huis clos.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Les membres du Conseil de surveillance sont soumis au secret de fonction.

**Art. 71**<sup>[19\)](#)</sup>**CHAPITRE IX : Dispositions transitoires et finales**Compétences du  
Gouvernement

**Art. 72** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les dispositions nécessaires au fonctionnement du Tribunal de première instance si celui-ci ne peut être installé à son siège lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête en particulier la répartition des affaires entre les magistrats de première instance, sur proposition de ces derniers.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 73** Le Gouvernement règle les questions d'organisation qui ne le sont pas par la présente loi, les lois de procédure ou les lois spéciales.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74** Le droit en vigueur est modifié selon les dispositions reproduites dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente loi.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74a**<sup>[10\)](#)</sup> Sont modifiés comme il suit :

**Loi d'incompatibilité<sup>[2\)](#)</sup> du 29 avril 1982**

Article 6, chiffre 1, lettre b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 7  
...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[4\)](#)</sup>**

Article premier, alinéa 2, lettre b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>[13\)](#)</sup>**

Article 16a, alinéa 1  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 19b  
...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 20

...[12\)](#)

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme**[14\)](#)

Article 10, alinéa 1

...[12\)](#)

Article 13d

...[12\)](#)

Article 13e

...[12\)](#)

**Code de procédure administrative**[3\)](#) du 30 novembre 1978

Article 41, alinéa 2, lettre d

...[15\)](#)

**Loi du 9 novembre 1978 sur les communes**[16\)](#)

Article 31, alinéa 3

...[12\)](#)

Article 75, alinéa 2

...[12\)](#)

Disposition  
transitoire

**Art. 74b**[21\)](#) La procédure de réélection au sens de l'article 8b est applicable pour la première fois au renouvellement des autorités judiciaires pour la législature 2021-2025.

Modification des  
appellations

**Art. 75** <sup>1</sup> Les appellations désignant les autorités judiciaires sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie. En particulier, sont remplacés le ou les termes de :

- "juge", lorsqu'il est employé au sens de l'article 6, alinéa 2, par celui de "assesseur";
- "tribunal de district" par ceux de "Tribunal de première instance";
- "juge administratif de district" par ceux de "juge administratif";
- "tribunal civil" par ceux de "juge civil";
- "juge d'instruction cantonal" par ceux de "juge d'instruction";
- "avocat général des mineurs" par ceux de "substitut du procureur";
- "Autorité cantonale de surveillance en matière de poursuites et faillites" par ceux de "Cour des poursuites et faillites";
- "Chambre de révocation" par ceux de "Chambre administrative".



<sup>2</sup> Sont également remplacés les termes de :

- Chambre administrative par Cour administrative;
- Chambre des assurances par Cour des assurances;
- Chambre d'accusation par Chambre pénale des recours.<sup>[10\)](#)</sup>

Abrogation **Art. 76** La loi d'organisation judiciaire du 26 octobre 1978 est abrogée.

Référendum **Art. 77** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 78** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[6\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 23 février 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

## **Annexe**

### **Modification d'actes législatifs**

Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1)

Loi d'incompatibilité (RSJU 170.31)

Loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura (RSJU 173.11)

Les modifications ont été insérées dans les actes législatifs concernés.

### **Disposition transitoire de la modification du 26 juin 2019**

Au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification, le Parlement élit le procureur général, qui entre en fonction au début du mois suivant l'élection.

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 170.31](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) [RSJU 171.21](#)
- 6) Entrée en vigueur le 15 juin 2000 : articles 7, 10, 12, 13, 15, alinéa 3, 30, 33, 36, alinéa 1, 38, 40, 46, 47, 51, alinéas 1 et 2, 55, 56, 58 et 59, alinéa 1.  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 : les autres dispositions
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 9) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 11) Introduite par le ch. I de la loi du 16 juin 2010. Abrogée par le ch. I de la loi du 29 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014
- 12) Texte inséré dans ladite loi
- 13) [RSJU 182.34](#)
- 14) [RSJU 182.35](#)
- 15) Texte inséré dans ledit code
- 16) [RSJU 190.11](#)
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 18) Introduite par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 19) Abrogé par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 21) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 22) Abrogée par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019
- 25) Abrogé par l'article 65, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020

## Règlement du Ministère public

(Version en vigueur du 29 avril 2020 au 4 mars 2021)

du 9 mars 2020

*Le Ministère public,*

vu l'article 43, alinéa 6, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)<sup>1</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** Le présent règlement traite de l'organisation et du fonctionnement du Ministère public.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Collège du Ministère public

**Composition** **Art. 3** <sup>1</sup> Le collège du Ministère public (ci-après : "le collège") est composé des procureurs.

<sup>2</sup> Les greffiers y participent avec voix consultative.

**Séances** **Art. 4** Le collège se réunit au moins deux fois par an, en principe en janvier et en juin, pour discuter du fonctionnement du Ministère public. En outre, il se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.

**Compétences** **Art. 5** <sup>1</sup> Le collège exerce les compétences suivantes :

- a) il désigne le procureur général suppléant pour un an (art. 43, al. 2, LOJ);
- b) il propose au Gouvernement, respectivement au chef du département concerné (art. 13 de l'ordonnance sur le personnel de l'Etat<sup>4</sup>), les nominations des greffiers, des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public (art. 55 LOJ);

- c) il règle la répartition générale des affaires entre les procureurs et les greffiers ainsi que des domaines d'activités attribués à chacun des greffiers, des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public;
- d) il se positionne quant à la politique criminelle proposée par le procureur général avant qu'elle ne soit soumise au Gouvernement (art. 43, al. 5, LOJ);
- e) il est consulté lorsque le Ministère public est appelé à se prononcer sur des objets soumis à la consultation et pouvant modifier le fonctionnement et l'organisation du Ministère public (art. 8, al. 2, lettre k).

#### Décisions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les décisions de la compétence du collège sont prises à la majorité simple des membres présents lorsqu'un vote est tenu. Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins la moitié des membres du collège.

<sup>1bis</sup> Chaque membre a droit à une voix, quel que soit son taux d'activité.

<sup>2</sup> En cas d'égalité, le procureur général départage.

#### Elections et propositions de nomination

**Art. 7** <sup>1</sup> Les élections et propositions de nomination n'ont lieu que si la moitié au moins des membres du collège sont présents. Les élections se font au bulletin secret lorsqu'il y a plusieurs candidats ou si un membre le demande. Les propositions de nomination se font au bulletin secret si un membre le demande. Le candidat qui a obtenu la majorité absolue des voix exprimées valablement est élu ou proposé. Les suffrages blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour la détermination de la majorité. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et le candidat obtenant le plus grand nombre de voix est élu ou proposé.

<sup>2</sup> Le sort départage en cas d'égalité de voix.

### SECTION 3 : Procureur général

#### Procureur général

**Art. 8** <sup>1</sup> Le procureur général a les compétences que lui attribue la législation.

<sup>2</sup> Il exerce notamment les compétences suivantes :

- a) il représente le Ministère public et le dirige sur le plan administratif (art. 43, al. 3, LOJ), sous réserve des compétences des greffiers du Ministère public (art. 51a LOJ);
- b) il convoque le collège du Ministère public et le préside;
- c) il désigne en cas de nécessité les procureurs extraordinaires (art. 44 LOJ);
- d) il désigne en cas de nécessité les greffiers extraordinaires ayant la formation professionnelle voulue (art. 50, al. 3, 51, al. 3, et 56 LOJ);
- e) il approuve les ordonnances de classement et les ordonnances de non-entrée en matière (art. 322 CPP<sup>2)</sup> et 13 LiCPP<sup>3)</sup>);

- f) il approuve les transmissions au Tribunal de première instance des ordonnances pénales rendues par les greffiers (art. 15, al. 2, lettre b, LiCPP<sup>3)</sup>);
- g) il traite toutes les questions relatives à la nomination et à la gestion du personnel du Ministère public en collaboration avec le premier greffier;
- h) il est chargé d'assermenter les nouveaux collaborateurs du Ministère public (art. 57, al. 2, LOJ);
- i) il désigne le suppléant du premier greffier parmi les greffiers;
- j) le procureur général définit, en concertation avec le Gouvernement, la politique criminelle suivie par le Ministère public;
- k) il délivre l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités du Canton, de la Confédération ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté (art. 43, al. 4, lettre e, LOJ); lorsque l'objet soumis à la consultation peut modifier le fonctionnement et l'organisation du Ministère public, le procureur général consulte le collège pour avis;
- l) il est chargé de la diffusion des informations sur les activités générales du Ministère public (Règlement sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires<sup>5)</sup>).

<sup>3</sup> En l'absence du procureur général, les tâches mentionnées à l'alinéa 2 sont assumées par le procureur général suppléant.

#### **SECTION 4 : Premier greffier (Greffier II)**

Attributions  
générales

**Art. 9** <sup>1</sup> Le premier greffier exerce toutes les compétences prévues par l'article 15 LiCPP<sup>3)</sup> et est chargé de toutes les affaires administratives qui ne sont pas attribuées à un autre organe du Ministère public.

<sup>2</sup> Il est chargé de la direction du personnel. Ses attributions sont notamment les suivantes :

- a) il traite toutes les questions relatives à la gestion du personnel du Ministère public en collaboration avec le procureur général;
- b) il organise la chancellerie du Ministère public et veille à son bon fonctionnement, également par un appui juridique;
- c) il prépare, avec le procureur général, l'ordre du jour et les séances du Collège et collabore aux tâches du procureur général;
- d) il exerce la surveillance sur les avocats stagiaires et les notaires stagiaires du Ministère public.

<sup>3</sup> Il est également chargé des attributions suivantes :

- a) il prépare les décisions et prises de position du Ministère public;
- b) il veille au bon fonctionnement de l'informatique et participe à des projets liés aux outils informatiques;

- c) il veille à la bonne tenue de la comptabilité et participe à l'établissement du budget;
- d) il prend soin des archives du Ministère public.

<sup>4</sup> Les tâches mentionnées aux alinéas 2 et 3 peuvent être confiées à un autre procureur ou greffier avec l'accord du collège.

## SECTION 5 : Greffiers (Greffiers I)

Attributions  
générales

**Art. 10** <sup>1</sup> Les greffiers exercent toutes les compétences prévues par l'article 15 LiC<sup>3</sup>PP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> L'un des greffiers est désigné suppléant du premier greffier afin de le suppléer dans les tâches qui lui sont propres (art. 8, al. 2, lettre i).

## SECTION 6 : Chancellerie

Composition

**Art. 11** <sup>1</sup> La chancellerie du Ministère public est composée de l'ensemble des commis-greffiers, des collaborateurs, des apprentis et des personnes en formation.

<sup>2</sup> La chancellerie est administrée par le premier greffier.

Organisation

**Art. 12** Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des procureurs et des greffiers du Ministère public (art. 52 LOJ).

Attributions  
1. En général

**Art. 13** <sup>1</sup> Les commis-greffiers et les collaborateurs exercent les tâches qui leur sont confiées par les procureurs et les greffiers dont ils dépendent.

<sup>2</sup> Chaque commis-greffier peut être appelé à tenir le procès-verbal d'audience.

<sup>3</sup> Les commis-greffiers et les collaborateurs se suppléent les uns les autres.

2. Commis-  
greffier

**Art. 14** <sup>1</sup> Chaque commis-greffier est attaché à un procureur ou à un greffier.

<sup>2</sup> Le commis-greffier attaché à un procureur est soumis aux mêmes permanences que le procureur dont il dépend.

3. Collaborateurs **Art. 15** <sup>1</sup> Les collaborateurs dépendent du premier greffier.

<sup>2</sup> Le collège désigne le collaborateur chargé de la tenue de la comptabilité du Ministère public et son suppléant.

<sup>3</sup> Les collaborateurs sont chargés du traitement des contraventions (art. 16 LiCPP<sup>3</sup>).

## SECTION 7 : Traitement des affaires

Répartition **Art. 16** <sup>1</sup> Les procureurs et les greffiers se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.

<sup>2</sup> Le collège peut décider d'attribuer à l'un d'entre eux ou à un greffier les dossiers d'un domaine spécialisé.

Suppléance **Art. 17** Les procureurs et les greffiers se suppléent les uns les autres dans la mesure du besoin (art. 43, al. 5, LOJ).

Mesures en cas de surcharge **Art. 18** <sup>1</sup> Lorsqu'un procureur ou un greffier est surchargé, le collège peut décider de confier le traitement de certaines affaires à un autre ou à d'autres procureurs et greffiers.

<sup>2</sup> Le procureur général peut également décider, pour des affaires déterminées, d'en confier le traitement à un procureur extraordinaire ou à un greffier extraordinaire (art. 8, al. 2, lettres c et d).

<sup>3</sup> Le collège prend les autres mesures d'organisation qui s'imposent et fait, au besoin, les propositions utiles aux instances compétentes.

Liquidation des affaires pendant les vacances **Art. 19** Le collège ou le procureur général prend les mesures nécessaires pour que les affaires urgentes soient réglées pendant les périodes de vacances.

Contrôle de la liquidation des affaires **Art. 20** <sup>1</sup> Le collège contrôle régulièrement la liquidation des affaires de chacun des procureurs et des greffiers.

<sup>2</sup> Deux fois par année, les procureurs et les greffiers signalent les affaires pendantes depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été liquidées. Au besoin, les mesures nécessaires sont prises en vue de leur liquidation.

<sup>3</sup> Les procureurs et les greffiers transmettent au procureur général pour fin janvier de chaque année leurs observations en vue de l'établissement du rapport annuel du Ministère public à l'intention du Tribunal cantonal. Ils signalent en outre les cas pendants depuis plus d'un an et indiquent, par écrit, les raisons pour lesquelles ces affaires n'ont pas été liquidées.

<sup>4</sup> Les greffiers informent le collège des problèmes éventuels relatifs au fonctionnement du Ministère public, à la gestion du personnel et aux attributions qui leur sont confiées et proposent les mesures pour y remédier.

<sup>5</sup> Le Ministère public informe le Tribunal cantonal des problèmes de fonctionnement et des mesures prises ou à prendre pour y remédier.

Rapport annuel

**Art. 21** Le Ministère public remet un rapport annuel d'activité au Tribunal cantonal pour le 15 février de l'année suivante.

## **SECTION 8 : Dispositions particulières**

Approbation

**Art. 22** Le présent règlement est soumis à l'approbation du Tribunal cantonal.

Abrogation et  
entrée en  
vigueur

**Art. 23** Le présent règlement abroge et remplace celui du 10 janvier 2011 et entrera en vigueur dès l'approbation par le Tribunal cantonal.

Porrentruy, le 9 mars 2020

AU NOM DU MINISTERE PUBLIC

Le procureur général : Nicolas Theurillat  
La première greffière : Liridona Bezeraj

Approuvé par le Tribunal cantonal le 29 avril 2020.



- 1) [RSJU 181.1](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RSJU 321.1](#)
- 4) [RSJU 173.111](#)
- 5) [RSJU 170.801.1](#)



# TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.12	Ordonnance du 2 septembre 2014 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté

213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques
214	<i>Droit successoral</i>
214.431	Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires
215	<i>Droits réels</i>
215.122.14	Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
215.124.1	Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
215.126.1	Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
215.126.10	Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
215.126.2	Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
215.129.1	Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
215.231	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
215.322.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
215.326.2	Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
215.341	Loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation (LGéo)
215.341.11	Ordonnance du 10 décembre 2019 sur la géoinformation (OCGéo)
215.341.90	Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2018 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre la Confédération et les cantons sur l'indemnisation et les modalités de l'échange entre autorités de géodonnées de base relevant du droit fédéral
215.342.6	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
215.343	Ordonnance du 27 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance fédérale du 9 juin 2017 sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements

<b>22</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations</i></b>
221	<i>Dispositions générales</i>
221.211	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel
222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
222.153.231	Contrat-type de travail du 12 mai 2020 prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.11	Ordonnance du 22 février 2016 concernant la prise en charge des frais de médiation dans le cadre d'une procédure civile
271.111	Ordonnance du 24 novembre 2020 concernant le remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile

<b>28</b>	<b><i>Poursuite pour dettes et faillite</i></b>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites
283	<i>Protection des données</i>
283.11	Arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2014 autorisant les Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de l'Office des véhicules
284	<i>Procédures spéciales</i>
284.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal

## Ordonnance concernant la surveillance des fondations

du 4 octobre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 80 à 89 du Code civil suisse (CC)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution de la République et Canton du Jura<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>[3\)](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Champ d'application et autorités compétentes

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance s'applique aux fondations placées sous la surveillance du Département de la Justice (ci-après : "le Département") selon l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>[3\)](#)</sup>.

Autorité de  
surveillance

**Art. 2** <sup>1</sup> Sous réserve des articles 3 et 8, le Service juridique exerce les tâches de l'autorité de surveillance des fondations.

<sup>2</sup> A ce titre, il rend les décisions nécessaires et procède aux actes requis.

Autorité  
cantonale  
compétente

**Art. 3** <sup>1</sup> Toutes les modifications de l'acte de fondation au sens des articles 85, 86 et 86b du Code civil suisse<sup>[1\)](#)</sup> sont soumises au Département.

<sup>2</sup> Le Département prononce la dissolution d'une fondation au sens de l'article 88, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>[1\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

Registre

**Art. 4** <sup>1</sup> L'autorité de surveillance tient un état de toutes les fondations qui lui sont subordonnées (nom, adresse, but).

<sup>2</sup> Ce registre est public.

## SECTION 2 : Contrôle de l'utilisation de la fortune

Organisation,  
biens

**Art. 5** <sup>1</sup> L'autorité de surveillance veille à ce que l'organisation de la fondation ainsi que l'utilisation de ses biens soient conformes à la loi et à son but.

<sup>2</sup> En cas de besoin, elle prend les mesures appropriées.

Contrôle des  
comptes  
a) Fondations  
soumises au  
contrôle restreint  
d'un organe de  
révision

**Art. 6** <sup>4</sup> <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations soumises au contrôle restreint d'un organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance :

- a) les comptes annuels, composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe;
- b) le rapport de l'organe de révision; et
- c) le procès-verbal de l'organe suprême entérinant les comptes et la gestion.

<sup>2</sup> Les comptes annuels doivent répondre aux exigences posées par le Code des obligations<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

b) Fondations  
soumises au  
contrôle ordinaire  
d'un organe de  
révision

**Art. 6a** <sup>5</sup> <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations soumises au contrôle ordinaire d'un organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance, en sus des documents mentionnés à l'article 6 de la présente ordonnance :

- a) les mentions supplémentaires dans l'annexe aux comptes annuels exigées par le Code des obligations<sup>6</sup>;
- b) le tableau des flux de trésorerie;
- c) le rapport annuel; et
- d) les états financiers dressés selon une norme comptable reconnue.

<sup>2</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code des obligations<sup>6</sup> relatives aux comptes consolidés sont réservées.



c) Fondations dispensées de l'obligation de désigner un organe de révision

**Art. 6b**<sup>5</sup> <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations dispensées de l'obligation de désigner un organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance :

- a) la comptabilité des recettes et des dépenses ainsi que du patrimoine;
- b) la déclaration d'intégralité;
- c) le procès-verbal de l'organe suprême entérinant les comptes.

<sup>2</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

<sup>3</sup> La fondation est tenue de respecter le principe de régularité dans l'établissement de sa comptabilité.

<sup>4</sup> L'organe suprême de la fondation dresse en tout temps un bilan intermédiaire si des raisons sérieuses laissent craindre que la fondation est surendettée ou insolvable à long terme.

d) Examen des comptes et décision d'apurement

**Art. 6c**<sup>5</sup> <sup>1</sup> En plus des pièces qui doivent lui être transmises selon les articles 6 et suivants de la présente ordonnance, l'autorité de surveillance est en tout temps habilitée à exiger de la fondation d'autres indications, rapports et documents ou à les consulter au siège de la fondation. Si, malgré ses demandes, l'autorité n'obtient pas les documents exigés, elle peut les obtenir auprès des autorités compétentes concernées, y compris auprès des autorités fiscales.<sup>7</sup>

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance procède à l'apurement des comptes annuels. Elle transmet copie de sa décision au Service des contributions.<sup>7</sup>

<sup>3</sup> Les interventions de l'autorité de surveillance ne comportent ni approbation ni décharge en droit civil. Elles ne dispensent pas les organes de la fondation des examens auxquels ils doivent procéder et ne libèrent aucun organe de sa responsabilité.

Placement

**Art. 7** <sup>1</sup> Le placement de la fortune doit satisfaire en priorité aux exigences de la sécurité, obtenir un rendement raisonnable, répartir de manière appropriée les risques et couvrir les besoins en liquidités.

<sup>2</sup> La fondation doit choisir soigneusement les placements à opérer en tenant compte du but poursuivi et de la taille de l'institution.

Directives

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Département peut édicter des directives relatives à la gestion des biens et au placement de la fortune des fondations.

<sup>2</sup> Il peut établir des formulaires obligatoires à l'intention des fondations.

### SECTION 3 : Dispositions transitoire et finales

Renvoi	<b>Art. 9</b> Les émoluments du Département et du Service juridique sont perçus conformément à la législation sur les émoluments.
Transmission des dossiers communaux	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Les conseils communaux transmettent jusqu'au 31 janvier 2012 au Service juridique leurs dossiers relatifs aux fondations qui étaient placées sous la surveillance communale jusqu'au 31 décembre 2011.</p> <p><sup>2</sup> Le Service juridique retourne les dossiers défectueux en impartissant un délai aux communes pour y remédier.</p> <p><sup>3</sup> Le Service des communes est saisi des cas à problème et y remédie.</p>
Abrogation du droit en vigueur	<b>Art. 11</b> L'ordonnance du 20 septembre 1983 concernant la surveillance des fondations et des institutions de prévoyance est abrogée.
Entrée en vigueur	<b>Art. 12</b> La présente ordonnance entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 4 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 210](#)

2) [RSJU 101](#)

3) [RSJU 211.1](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 septembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 septembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

6) [RS 220](#)

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020

## Ordonnance sur la géoinformation (OCGéo)

du 10 décembre 2019

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 60 de la loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'exécution de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Géodonnées de base

#### SECTION 1 : Catalogues des géodonnées de base

Catalogues des  
géodonnées de  
base

**Art. 3** <sup>1</sup> L'annexe 1 comprend le catalogue des géodonnées de base relevant du droit fédéral, pour lesquelles le canton et les communes sont compétents.

<sup>2</sup> L'annexe 2 comprend le catalogue des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

#### SECTION 2 : Exigences qualitatives et techniques

Système et  
cadre de  
référence  
planimétriques

**Art. 4** <sup>1</sup> Le système de référence planimétrique CH1903+ et le cadre de référence planimétrique MN95 définis dans l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur la géoinformation<sup>2)</sup> s'appliquent aux géodonnées de base de droit cantonal ou communal.

<sup>2</sup> Si d'autres systèmes de référence spatiale sont utilisés pour des géodonnées de base de droit cantonal ou communal, la transformation vers les systèmes et cadres de référence définis par le droit fédéral doit être garantie.

Modèles de  
géodonnées  
et de  
représentation

**Art. 5** <sup>1</sup> Pour chaque géodonnée de base, le service spécialisé compétent du canton au sens de l'article 8 de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup> (ci-après : "le service spécialisé du canton") établit :

- a) un modèle de géodonnées minimal, fixant la structure et le degré de spécification du contenu;
- b) au moins un modèle de représentation, définissant notamment le degré de spécification, les signes conventionnels et les légendes.

<sup>2</sup> Le service spécialisé du canton consulte les communes lors de l'élaboration des modèles relatifs aux géodonnées dont elles assument la saisie, la mise à jour et la gestion.

<sup>3</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation fixe, si nécessaire, la norme applicable aux modèles de géodonnées et à leur langage de description ainsi qu'aux modèles de représentation.

Géométadon-  
nées

**Art. 6** <sup>1</sup> Toutes les géodonnées de base sont décrites par des géométadonnées.

<sup>2</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation fixe la manière dont les géométadonnées des géodonnées de base doivent être établies.

<sup>3</sup> Le service spécialisé du canton établit les géométadonnées qui le concernent.

### SECTION 3 : Saisie, mise à jour et gestion

Obligation de  
fournir les  
données

**Art. 7** <sup>1</sup> Le service dont relèvent la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base au sens de l'article 8 de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup> (ci-après : "le service dont relèvent la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base") transmet à la Section du cadastre et de la géoinformation les données saisies et mises à jour sous une forme numérique.

<sup>2</sup> Le service spécialisé du canton s'assure que les géodonnées de base de droit cantonal et de droit fédéral qui relèvent de la compétence des communes sont fournies périodiquement à la Section du cadastre et de la géoinformation.

**Sécurité** **Art. 8** Les géodonnées de base sont sauvegardées dans le respect des normes reconnues et conformément à l'état de la technique.

**Historique** **Art. 9** Pour la saisie de géodonnées de base qui reproduisent des décisions liant les propriétaires ou les autorités, le service dont relèvent leur saisie, leur mise à jour et leur gestion utilise une méthode qui rend possible l'établissement d'un historique permettant de reconstruire tout état de droit dans un délai raisonnable et avec une sécurité suffisante.

**Archivage** **Art. 10** <sup>1</sup> En collaboration avec la Section du cadastre et de la géoinformation, l'Office de la culture édicte une directive sur la manière d'élaborer un concept d'archivage et de sauvegarde des géodonnées de base.

<sup>2</sup> La législation sur l'archivage est applicable pour le surplus.

## SECTION 4 : Accès et utilisation

**Niveaux d'accès**  
**1. Principes** **Art. 11** <sup>1</sup> Les niveaux d'accès suivants sont attribués aux géodonnées de base :

- a) géodonnées de base accessibles au public : niveau A;
- b) géodonnées de base partiellement accessibles au public : niveau B;
- c) géodonnées de base non accessibles au public : niveau C.

<sup>2</sup> Ces niveaux d'accès sont attribués dans les annexes 1 et 2.

**2. Niveau d'accès A** **Art. 12** <sup>1</sup> Les géodonnées de base de niveau d'accès A sont en principe librement accessibles au public.

<sup>2</sup> Si des intérêts publics ou privés sont en cause, le service dont relèvent la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base peut limiter, différer ou refuser l'accès.

## 3. Niveau d'accès B

**Art. 13** <sup>1</sup> L'accès du public aux géodonnées de base de niveau d'accès B, pour la totalité du jeu de données ou certaines de ses parties, est soumis à autorisation du service dont relèvent leur saisie, leur mise à jour et leur gestion.

<sup>2</sup> L'autorisation est accordée dans les cas suivants :

- a) aucun intérêt lié au maintien du secret ne s'y oppose;
- b) les intérêts liés au maintien du secret peuvent être sauvegardés par des mesures juridiques, organisationnelles ou techniques, et aucun intérêt privé prépondérant ne s'y oppose.

## 4. Niveau d'accès C

**Art. 14** Le public ne bénéficie d'aucun accès aux géodonnées de base de niveau d'accès C.

## 5. Accès aux géométadonnées

**Art. 15** <sup>1</sup> Les géométadonnées sont en principe librement accessibles au public.

<sup>2</sup> Si des intérêts publics ou privés sont en cause, le service spécialisé du canton peut limiter, différer ou refuser l'accès.

Utilisation  
1. Conditions

**Art. 16** <sup>1</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation fixe les conditions d'utilisation applicables à l'ensemble des géodonnées de base répertoriées dans les annexes 1 et 2.

<sup>2</sup> Le service spécialisé du canton fixe si nécessaire des conditions d'utilisation particulières.

<sup>3</sup> La conclusion d'un contrat est nécessaire s'agissant :

- a) des données de la mensuration officielle, lorsque la surface concernée atteint 10 hectares au moins;
- b) des géodonnées de base de niveau d'accès B.

<sup>4</sup> La conclusion de ce contrat est du ressort de la Section du cadastre et de la géoinformation.

<sup>5</sup> La compétence des communes pour conclure les contrats relatifs à l'utilisation des géodonnées de base de droit cantonal et de droit fédéral de niveau d'accès B qui relèvent de leur compétence est réservée. Les communes qui entendent exercer cette compétence en informent par écrit la Section du cadastre et de la géoinformation.

<sup>6</sup> L'utilisation peut être limitée dans le temps.

## 2. Utilisation illicite

**Art. 17** <sup>1</sup> Si des géodonnées sont utilisées en dehors du cadre fixé par l'article 16, la Section du cadastre et de la géoinformation ouvre d'office une procédure et ordonne la destruction des données et, le cas échéant, la confiscation des supports de données chez l'utilisateur.

<sup>2</sup> Il est renoncé à exiger la destruction et la confiscation des données lorsque la situation peut être régularisée a posteriori.

<sup>3</sup> La destruction et la confiscation des données sont ordonnées indépendamment d'une éventuelle poursuite pénale.

## 3. Obligations incombant aux utilisateurs

**Art. 18** <sup>1</sup> Les obligations suivantes incombent aux utilisateurs des géodonnées de base :

- a) ils sont responsables du respect des conditions d'utilisation;
- b) ils sont responsables du respect des prescriptions relatives à la protection des données;
- c) ils ne peuvent reproduire des données, en l'absence de toute autre disposition, que s'ils en indiquent la source.

<sup>2</sup> Si des géodonnées de base sont transmises à des tiers, les obligations incombant aux utilisateurs leur sont également applicables.

## Remise

**Art. 19** <sup>1</sup> A moins que la législation spéciale ne prévoie une autre solution, la remise des géodonnées de base est du ressort de la Section du cadastre et de la géoinformation.

<sup>2</sup> La compétence des communes pour la remise des géodonnées de base de droit cantonal et de droit fédéral de niveau d'accès B qui relèvent de leur compétence est réservée. Les communes qui entendent exercer cette compétence en informent par écrit la Section du cadastre et de la géoinformation.

## Géoservices

**Art. 20** <sup>1</sup> Les géodonnées de base suivantes sont rendues accessibles et utilisables par des services de consultation et de téléchargement :

- a) services de consultation : toutes les géodonnées de base de niveau d'accès A;
- b) services de téléchargement : les géodonnées de base désignées comme telles dans les annexes 1 et 2.

<sup>2</sup> Pour autant que la charge de travail reste proportionnée, des services de téléchargement peuvent être offerts pour d'autres géodonnées de base.

<sup>3</sup> Dans les mêmes limites, des services de recherches en réseau pour des géométadonnées ou d'autres géoservices peuvent être mis à disposition.

<sup>4</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation assure la mise en place et l'exploitation des géoservices.

#### Emoluments

**Art. 21** <sup>1</sup> La remise et l'utilisation des géodonnées de base suivantes sont soumises à la perception d'émoluments conformément au décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>3)</sup> :

- a) géodonnées de référence de la mensuration officielle, lorsque la surface concernée atteint 10 hectares au moins;
- b) géodonnées de base de niveau d'accès B;
- c) autres géodonnées de base qui ne sont pas accessibles par un service de téléchargement.

<sup>2</sup> Elles sont libres d'émoluments dans les autres cas.

#### Protection juridique

**Art. 22** Sur demande, les éventuelles restrictions aux droits d'accès (art. 12, al. 2, et 15, al. 2) sont justifiées par voie de décision.

### **CHAPITRE III : Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière**

#### Contenu du cadastre

**Art. 23** <sup>1</sup> Les géodonnées de base relevant du droit fédéral qui doivent figurer dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (ci-après : "le cadastre RDPPF") conformément à l'annexe 1 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur la géoinformation<sup>2)</sup> sont mentionnées à titre indicatif dans le catalogue de l'annexe 1.

<sup>2</sup> Les autres géodonnées de base devant également figurer dans le cadastre RDPPF sont désignées dans les catalogues des annexes 1 et 2.

#### Mise à disposition des données

**Art. 24** <sup>1</sup> Le service spécialisé du canton met à disposition de la Section du cadastre et de la géoinformation les données saisies et mises à jour sous une forme numérique.



<sup>2</sup> Les exigences de l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière<sup>4)</sup> sont réservées pour le surplus.

Inscription des données

**Art. 25** Les données sont inscrites au cadastre RDPPF en principe dans les deux semaines qui suivent l'entrée en force de la décision relative à la restriction en cause.

Certification

**Art. 26** Sur demande écrite, la Section du cadastre et de la géoinformation se charge :

- a) de la production et de la délivrance d'extraits certifiés conformes au cadastre RDPPF;
- b) de la certification a posteriori des restitutions de géodonnées de base du cadastre RDPPF.

Emoluments

**Art. 27** <sup>1</sup> La délivrance d'extraits certifiés conformes du cadastre RDPPF et la certification a posteriori des restitutions de géodonnées de base du cadastre RDPPF sont soumises à émolument, conformément au décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> L'utilisation du service de consultation des données et l'établissement électronique d'extraits du cadastre par ses propres moyens sont exempts d'émolument.

Adaptation des plans

**Art. 28** <sup>1</sup> Les limites d'une restriction de droit public à la propriété foncière peuvent être adaptées en fonction des modifications apportées à la représentation des biens-fonds dans la mensuration officielle. L'adaptation doit respecter les intentions originelles de l'autorité qui a adopté les plans, en particulier les buts d'aménagement et de protection visés par ces plans et les règlements qui y sont liés.

<sup>2</sup> Une telle adaptation relève du service spécialisé du canton.

## CHAPITRE IV : Mensuration officielle

### SECTION 1 : Commission de nomenclature

Tâches

**Art. 29** <sup>1</sup> La commission de nomenclature au sens de l'article 22 de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup> vérifie la conformité linguistique des noms géographiques de la mensuration officielle lors de leur relevé et de leur mise à jour.

<sup>2</sup> Elle s'assure du respect des règles d'exécution visées à l'article 6 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur les noms géographiques<sup>5)</sup>.

#### Organisation

**Art. 30** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission et en désigne son président et son vice-président pour la législature.

<sup>2</sup> Le mandat des membres de la commission est renouvelable deux fois; cette limitation ne touche pas les représentants de la Section du cadastre et de la géoinformation, de l'Office de la culture ou d'autres unités administratives de l'Etat.

<sup>3</sup> Le secrétariat est assuré par la Section du cadastre et de la géoinformation.

#### Traitement des dossiers

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour l'attribution d'un nom géographique soumet le dossier de nomenclature pour préavis à la commission.

<sup>2</sup> La demande est adressée à la Section du cadastre et de la géoinformation à l'intention de la commission.

#### Préavis

**Art. 32** La commission transmet ses conclusions et ses recommandations à l'autorité compétente sous la forme d'un préavis.

## SECTION 2 : Abornement

#### Limite cantonale et limites communales

**Art. 33** <sup>1</sup> Les rectifications mineures des limites communales sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

<sup>2</sup> La demande est accompagnée d'un plan établi par le géomètre conservateur de l'une des communes concernées ainsi que d'un rapport justificatif.

<sup>3</sup> Elle est adressée à la Section du cadastre et de la géoinformation, qui apporte si nécessaire des précisions sur la forme du dossier de demande.

<sup>4</sup> Les communes veillent à ce que les surfaces échangées se compensent autant que possible entre elles.

<sup>5</sup> La même procédure s'applique pour le cas où les limites communales concernées coïncident avec la limite cantonale.

Entretien et mise  
à jour de  
l'abornement

**Art. 34** <sup>1</sup> Les nouvelles limites de biens-fonds et de droits distincts et permanents sont abornées.

<sup>2</sup> L'abornement des limites n'est entretenu qu'à la demande du propriétaire, à ses frais.

<sup>3</sup> Seul le géomètre conservateur ou le géomètre en charge de travaux de mensuration officielle est habilité à entretenir l'abornement.

<sup>4</sup> Il est interdit d'enlever, de déplacer ou d'endommager sans droit des signes de démarcation.

<sup>5</sup> Les frais de rétablissement sont à la charge de celui qui en est la cause.

<sup>6</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation peut édicter des directives concernant l'entretien de l'abornement, le moment où l'abornement doit être posé, le matériel qui doit être utilisé et les cas où il peut être renoncé à l'abornement.

Autres  
exceptions au  
sens de l'article  
17 OMO

**Art. 35** Conformément à l'article 17 de l'ordonnance fédérale du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle (OMO)<sup>6)</sup>, il peut être renoncé, avec l'accord de la Section du cadastre et de la géoinformation :

- a) à l'abornement des limites dans les régions où un remaniement parcellaire est prévu;
- b) à la matérialisation des limites dont l'abornement est constamment menacé par l'exploitation agricole.

### SECTION 3 : Premier relevé et renouvellement

Enquête  
publique

**Art. 36** <sup>1</sup> Les documents de la mensuration officielle qui doivent faire l'objet de la mise à l'enquête publique prévue par l'article 33 de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup> sont déposés publiquement pendant 30 jours auprès du secrétariat communal, avec l'avis qu'une opposition motivée peut être formée pendant la durée du dépôt public.

<sup>2</sup> La mise à l'enquête porte sur les plans du registre foncier et l'état descriptif des biens-fonds.

<sup>3</sup> Elle fait l'objet d'une publication dans le Journal officiel.

<sup>4</sup> Les propriétaires fonciers dont l'adresse est connue sont en outre informés par courrier simple de l'ouverture de l'enquête et des voies de droit à leur disposition.

<sup>5</sup> Une copie d'un extrait du plan du registre foncier est remise aux propriétaires fonciers qui en font la demande.

#### Oppositions

**Art. 37** <sup>1</sup> Quiconque peut se prévaloir d'un intérêt digne de protection peut former opposition dans le délai de mise à l'enquête publique.

<sup>2</sup> L'opposition doit être adressée par écrit à l'autorité communale compétente. Elle doit être motivée et contenir les moyens de preuves invoqués.

#### Règlement des oppositions 1. Conciliation

**Art. 38** <sup>1</sup> L'autorité communale compétente organise une séance de conciliation réunissant l'opposant, d'éventuels tiers intéressés, le géomètre en charge des travaux ainsi que le géomètre cantonal.

<sup>2</sup> Elle dresse un procès-verbal de conciliation qu'elle remet séance tenante aux parties.

#### 2. Décision

**Art. 39** <sup>1</sup> Le géomètre cantonal statue sur les oppositions non liquidées.

<sup>2</sup> Sa décision est sujette à recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal dans les 30 jours qui suivent sa notification.

<sup>3</sup> Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>7</sup> est applicable.

### SECTION 4 : Mise à jour permanente

#### Géomètres- conservateurs 1. Tâches

**Art. 40** <sup>1</sup> Les géomètres-conservateurs ont les tâches suivantes :

- a) assurer la mise à jour permanente des éléments de la mensuration officielle;
- b) exécuter les mandats relatifs aux modifications des limites des biens-fonds et à la pose ou au rétablissement des signes de démarcation;
- c) dresser les plans du registre foncier et en attester l'exactitude;
- d) assurer l'entretien des données qui leur sont confiées;
- e) sauvegarder ces données en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet, conformément à l'état de la technique;

- f) transmettre une mise à jour de chaque modification des données de la mensuration officielle à la Section du cadastre et de la géoinformation, quelle que soit la couche d'information de la mensuration officielle et la validité de l'objet;
- g) archiver les extraits destinés à la tenue du registre foncier et la documentation technique.

<sup>2</sup> Ils sont tenus de se procurer les ressources personnelles et matérielles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>3</sup> Ils sont tenus de garantir que leur système informatique respecte les exigences définies à l'article 45 de l'ordonnance technique du DDPS du 10 juin 1994 sur la mensuration officielle<sup>8)</sup> et à l'article 15 de l'ordonnance technique du DFJP et du DDPS du 28 décembre 2012 concernant le registre foncier<sup>9)</sup>.

<sup>4</sup> Les communes mettent à disposition de leur géomètre-conservateur les éléments de la mensuration officielle qui lui sont nécessaires.

## 2. Procédure de nomination

**Art. 41** <sup>1</sup> Les communes mettent au concours le travail de mise à jour permanente par une publication dans le Journal officiel.

<sup>2</sup> Le délai pour le dépôt des candidatures est de 30 jours au minimum.

## 3. Contrat de mise à jour

**Art. 42** <sup>1</sup> Le contrat de mise à jour est soumis à l'approbation de la Section du cadastre et de la géoinformation.

<sup>2</sup> Il est conclu pour une durée indéterminée.

<sup>3</sup> Il est résiliable par chacune des parties, moyennant un délai de résiliation d'un an, pour le 31 décembre de chaque année.

<sup>4</sup> La possibilité de résilier le contrat à plus bref délai lorsque les conditions de nomination ne sont plus remplies ou pour d'autres motifs importants est réservée.

<sup>5</sup> Le contrat prend fin en principe au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le géomètre-conservateur atteint l'âge de la retraite AVS.

<sup>6</sup> La poursuite du contrat au-delà de l'échéance prévue à l'alinéa 5 n'est possible qu'avec l'accord du département auquel est rattachée la Section du cadastre et de la géoinformation.

4. Obligations  
a) Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> Le géomètre-conservateur est tenu de s'acquitter de ses tâches conformément aux prescriptions.

<sup>2</sup> Il peut demander une avance de frais et refuser un mandat si cette dernière n'est pas versée par le mandant dans le délai imparti.

b) Direction  
personnelle

**Art. 44** Le géomètre-conservateur dirige personnellement les travaux. La délégation à des tiers indépendants nécessite l'accord de la Section du cadastre et de la géoinformation.

c) Assurance  
responsabilité  
civile  
professionnelle

**Art. 45** <sup>1</sup> Le géomètre-conservateur ou son employeur est tenu de contracter une assurance responsabilité civile professionnelle.

<sup>2</sup> La couverture de cette assurance doit s'élever au minimum à deux millions de francs par année.

d) Suppléance

**Art. 46** <sup>1</sup> Le géomètre-conservateur peut se faire suppléer par un géomètre inscrit au registre fédéral des géomètres.

<sup>2</sup> Une telle suppléance est obligatoire en cas d'absence pour une durée supérieure à trois semaines consécutives.

<sup>3</sup> La suppléance dont la durée est supérieure à trois semaines consécutives est soumise à l'approbation de la Section du cadastre et de la géoinformation.

e) Erreurs et  
lacunes dans les  
données de la  
mensuration  
officielle

**Art. 47** <sup>1</sup> Le géomètre-conservateur est tenu de rectifier, à ses frais, les erreurs qu'il a commises dans les données de la mensuration officielle. La Section du cadastre et de la géoinformation peut impartir des délais à cet effet.

<sup>2</sup> Le géomètre-conservateur qui constate, dans les données de la mensuration officielle, des erreurs qui ne lui sont pas imputables en avise la Section du cadastre et de la géoinformation.

<sup>3</sup> Lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir l'accord de tous les propriétaires concernés, la rectification a lieu conformément à la procédure prévue par l'article 29 de la loi sur la géoinformation<sup>1)</sup>.

f) Remise de l'œuvre cadastrale après expiration du contrat

**Art. 48** Une fois le contrat expiré, le géomètre-conservateur transmet les éléments de l'œuvre cadastrale à son successeur selon les instructions de la Section du cadastre et de la géoinformation.

5. Relations avec la Section du cadastre et de la géoinformation

**Art. 49** <sup>1</sup> Au mois de janvier, les géomètres-conservateurs font un rapport à la Section du cadastre et de la géoinformation sur l'activité exercée durant l'année précédente.

<sup>2</sup> La Section du cadastre et de la géoinformation édicte des prescriptions relatives à l'établissement de ce rapport.

<sup>3</sup> Les éléments de la mensuration officielle sont en tout temps à la disposition de la Section du cadastre et de la géoinformation pour être consultés et vérifiés.

6. Relations avec le bureau du registre foncier

**Art. 50** <sup>1</sup> Les géomètres-conservateurs et le bureau du registre foncier se prêtent mutuellement assistance. Ils se fournissent gratuitement les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>2</sup> Les géomètres-conservateurs veillent à ce que la couche d'information "biens-fonds" concorde avec le registre foncier.

<sup>3</sup> Les données de la couche d'information "biens-fonds" ne peuvent être modifiées à titre définitif qu'après avoir été inscrites au registre foncier.

7. Objets projetés

**Art. 51** <sup>1</sup> L'inscription au registre foncier des objets projetés relevant de la couche d'information "bien-fonds" doit être requise dans l'année qui suit l'établissement de l'acte de mutation. Le géomètre-conservateur renseigne le mandant à ce sujet.

<sup>2</sup> Le conservateur du registre foncier peut, pour de justes motifs, prolonger le délai de réquisition d'inscription. La demande de prolongation doit être adressée par écrit au bureau du registre foncier trente jours au moins avant l'échéance du délai d'une année.

<sup>3</sup> Sur injonction du conservateur du registre foncier, le géomètre-conservateur annule les affaires en cours n'ayant fait l'objet d'aucune réquisition d'inscription dans le délai prescrit ou prolongé.

<sup>4</sup> Les frais d'annulation de la mutation et de rétablissement éventuel de l'abornement antérieur sont supportés par le mandant.

<sup>5</sup> Les bâtiments projetés sont remplacés par les bâtiments construits. Ils sont radiés de la mensuration officielle lorsque le permis de construire a expiré sans avoir été utilisé.

Chemins ruraux  
publics  
1. Relevé

**Art. 52** Les chemins ruraux publics représentés sur les plans cadastraux en vigueur lors de l'introduction du Code civil en 1912 et qui ne sont pas inscrits en tant que servitudes au registre foncier font partie des données de la mensuration officielle.

2. Suppression  
et modification

**Art. 53** <sup>1</sup> Le conseil communal est compétent pour décider la suppression ou la modification de chemins ruraux publics lorsque leur utilité a disparu ou que leur tracé doit être modifié, notamment en zone à bâtir en raison de la création d'un nouvel accès aux parcelles agricoles ou forestières.

<sup>2</sup> Il publie sa décision dans le Journal officiel avec l'indication des voies de droit.

Code de  
procédure  
administrative

**Art. 54** Au surplus, les dispositions du Code de procédure administrative<sup>7)</sup> s'appliquent à la mise à jour permanente.

## SECTION 5 : Gestion et diffusion

Gestion,  
archivage et  
établissement  
d'historiques

**Art. 55** <sup>1</sup> En collaboration avec l'Office de la culture, la Section du cadastre et de la géoinformation édicte une directive sur la manière d'élaborer un concept d'archivage et de sauvegarde des données de la mensuration officielle.

<sup>2</sup> Les données de la mensuration officielle sont organisées afin de permettre leur historisation sous forme numérique.

<sup>3</sup> La législation sur l'archivage est applicable pour le surplus.

## CHAPITRE V : Cadastre des conduites

Dispositions  
générales

**Art. 56** Le cadastre des conduites comprend notamment l'ensemble des réseaux de conduites pour l'eau potable, les eaux usées, l'électricité, y compris les lignes aériennes, le chauffage à distance, le gaz, les télécommunications et la communication par câble situés sur l'ensemble du territoire.



Coordination	<b>Art. 57</b> La Section du cadastre et de la géoinformation coordonne la mise en place et l'exploitation du cadastre des conduites.
Modèles de géodonnées	<b>Art. 58</b> Pour autant que cette tâche ne relève pas déjà d'un service spécialisé, la Section du cadastre et de la géoinformation établit les modèles nécessaires de géodonnées et de représentation au sens de l'article 5.
Tâches des propriétaires et des exploitants de réseaux	<p><b>Art. 59</b> <sup>1</sup> Les propriétaires et les exploitants de réseaux de conduites souterraines et de lignes aériennes sont responsables de la saisie, de la mise à jour et de la gestion de leurs géodonnées destinées au cadastre des conduites.</p> <p><sup>2</sup> Les tâches suivantes leur incombent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) relevé en fouille ouverte des conduites et des autres objets constituant le cadastre des conduites;</li> <li>b) dans les limites posées par les articles 11 à 22, octroi de l'accès au cadastre des conduites et aux produits qui en sont dérivés;</li> <li>c) transmission, au minimum à la fin de chaque trimestre, des données du cadastre des conduites à la Section du cadastre et de la géoinformation.</li> </ul>
Accès	<p><b>Art. 60</b> Sans égard au niveau d'accès défini selon l'article 11, l'accès au cadastre des conduites est garanti :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) aux propriétaires et aux exploitants de conduites prenant part au cadastre des conduites au sein d'une commune;</li> <li>b) aux autorités communales et cantonales dans la mesure où les géodonnées du cadastre des conduites sont nécessaires pour l'exécution de leurs tâches légales;</li> <li>c) aux tiers qui sont mandatés par le canton ou une commune et qui peuvent garantir la sauvegarde des intérêts liés au maintien du secret.</li> </ul>
Remise d'extrait	<p><b>Art. 61</b> <sup>1</sup> Le cadastre des conduites et les produits qui en sont dérivés sont remis sous forme de fichiers ou d'extraits analogiques.</p> <p><sup>2</sup> Lors de la remise, les destinataires doivent notamment être informés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des niveaux de qualité, d'actualité et d'exhaustivité des données;</li> <li>b) des conditions d'utilisation;</li> <li>c) de l'obligation de garder le secret;</li> <li>d) des obligations particulières concernant les fouilles.</li> </ul>

## CHAPITRE VI : Voies de droit et sanctions pénales

### Voies de droit

**Art. 62** Sauf dispositions contraires, les décisions rendues en application de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours, conformément au Code de procédure administrative<sup>2</sup>.

### Sanctions pénales

**Art. 63** Est puni de l'amende jusqu'à 5 000 francs au plus celui qui, en violation de la présente ordonnance :

- a) se procure, pour son propre compte ou pour celui de tiers, un accès illicite à des géodonnées de base;
- b) utilise des géodonnées de base ou des géoservices sans autorisation;
- c) transmet des géodonnées de base sans autorisation;
- d) contrevient à des prescriptions d'utilisation, notamment en matière d'indication de la source;
- e) enlève, déplace ou endommage sans droit des signes de démarcation.

## CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

### Délai d'adaptation aux exigences de l'article 4

**Art. 64** Les géodonnées de base de droit cantonal ou communal qui ne remplissent pas encore les exigences posées par l'article 4 doivent y être adaptées au plus tard jusqu'au 31 décembre 2020.

### Contrats de mise à jour existants

**Art. 65** <sup>1</sup> Les géomètres-conservateurs auxquels les communes ont confié la mise à jour permanente poursuivent sans autres leur mandat pour une durée indéterminée dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Un nouveau contrat est conclu à cet effet.

### Abrogation du droit en vigueur

**Art. 66** Sont abrogées :

- l'ordonnance du 10 janvier 2006 portant délégation au Département de l'Environnement et de l'Equipement de la conclusion de mandats et d'accords de prestation avec la Confédération relatifs à la réalisation de la mensuration officielle;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rectification et l'abornement des limites communales;
- l'ordonnance du 18 juin 2013 concernant la procédure d'introduction du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OCRDPPF).

Entrée en  
vigueur

**Art. 67** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2020.

Delémont, le 10 décembre 2019

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RSJU 215.341](#)
- 2) [RS 510.620](#)
- 3) [RSJU 176.21](#)
- 4) [RS 510.622.4](#)
- 5) [RS 510.625](#)
- 6) [RS 211.432.2](#)
- 7) [RSJU 175.1](#)
- 8) [RS 211.432.21](#)
- 9) [RS 211.432.11](#)

## Annexe 1

### Catalogue des géodonnées de base relevant du droit fédéral, pour lesquelles le canton et les communes sont compétents (art. 3, al. 1)

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
7	Registre foncier : désignation de l'immeuble, descriptif de l'immeuble, propriétaire, forme de propriété, date d'acquisition	RS 210 art. 949a al. 3, 970 al. 2 RS 211.432.1 art. 26 al. 1 let. a, 27	RSJU 211.1 art. 99, 102, 104a RSJU 215.322.1 art. 8 ss	RFC			A	
8	Registre foncier: autres données selon eGRISDM	RS 210 art. 949a al. 3, 970 RS 211.432.1 art. 26 al. 1 let. b et c, 98, 101ss	RSJU 211.1 art. 104a RSJU 215.322.1 art. 13	RFC			B	
14	Comptage de la circulation routière - réseau régional et local	RS 431.012.1 annexe	RSJU 172.111 art. 72 let. d	SIN			A	X
17	Inventaire des voies de communication historiques de la Suisse régionales et locales	RS 451 art. 5 RS 451.1 art. 23 al. 1 let. c RS 172.217.1 art. 10 al. 3 let. a	RSJU 445.4	OCC			A	X
23	Autres biotopes d'importance régionale et locale	RS 451 art. 18b	RSJU 451 art. 5 al. 3, 7 let. d, 8 al. 3, 10, 11, 12 al. 1	ENV, communes [ENV]			A	X
26	Inventaire cantonal des zones alluviales d'importance nationale, régionale et locale	RS 451 art. 18a, 18b RS 451.31 art. 3	RSJU 451 art. 5 al. 3, 8 al. 3, 10 al. 2 et 3, 12 al. 1 et 2, 41	ENV, communes [ENV]			A	X

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
27	Inventaire cantonal des hauts-marais et des marais de transition d'importance nationale, régionale et locale	RS 451 art 18a, 18b RS 451.32 art. 3	RSJU 451 art. 5 al. 3, 8 al. 3, 10, 11, 12 al. 1 et 2, 42	ENV, communes [ENV]			A	X
28	Inventaire cantonal des bas-marais d'importance nationale, régionale et locale	RS 451 art. 18a, 18b RS 451.33 art. 3	RSJU 451 art. 5 al. 3, 8 al. 3, 10, 12 al. 1 et 2, 42	ENV, communes [ENV]			A	X
29	Inventaire cantonal des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale, régionale et locale	RS 451 art. 18a, 18b RS 451.34 art. 5	RSJU 451 art. 5 al. 3, 8 al. 1, 10 al. 2 et 3, 11, 12 al. 1 et 2, 44	ENV, communes [ENV]			A	X
51	Plan du registre foncier (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 5	RSJU 215.341 art. 4, 19-25	Communes [SDT]	X		A	X
52	Plan de base-MO-CH (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 5	RSJU 215.341 art. 4, 20 al. 3, 35, 45	SDT	X		A	X
54	Point fixes (PFP2, PFA2, PFP3, PFA3) (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 20 al. 3, 30, 35, 45	SDT, communes [SDT]	X		A	X
55	Couverture du sol (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 19-21	Communes [SDT]	X		A	X
56	Objets divers (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 19-21	Communes [SDT]	X		A	X

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
57	Altimétrie (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 20 al. 3, 30, 35, 45	Communes [SDT]	X		A	X
58	Nomenclature (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 19-21	SDT, communes [SDT]	X		A	X
59	Biens-fonds (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 19-21	Communes [SDT]	X		A	X
60	Adresses de bâtiments (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 19-21	Communes [SDT]	X		A	X
61	Territoires en mouvements permanent (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 201.1 art. 62a	SDT	X		A	X
62	Limites territoriales (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 4, 26, 27	Communes [SDT]	X		A	X
63	Divisions administratives (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6	RSJU 215.341 art. 19	Communes [SDT]	X		A	X
64	Conduites (mensuration officielle)	RS 510.62 art. 29ss RS 211.432.2 art. 6 RS 746.1 art. 1	RSJU 215.341 art. 4, 19-21 RSJU 746.11 art. 1	Communes [SDT]	X		A	X
66	Inventaire de l'approvisionnement en eau potable en temps de crise	RS 531.32 art. 8	RSJU 814.20 art. 77	ENV			B	

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
67	Réseaux des voies cyclables	RS 700 art. 3 al. 3 let. c, art. 6 al. 3 RS 172.217.1 art. 10 al. 3 let. a	RSJU 701.1 art. 85 al. 1 let. d RSJU 701.11 art. 75 let. c RSJU 722.31 art. 2 et 19	SIN, communes [SIN]			A	X
68	Surfaces d'assolement	RS 700 art. 6 al. 2 let. a RS 700.1 art. 26ss., 28 al. 2	RSJU 701.1 art. 80 al. 1 let. a	SDT			A	X
69	Plans directeurs des cantons	RS 700 art. 6ss RS 700.1 art. 4ss	RSJU 701.1 art. 79-83 RSJU 701.11 art. 89-93	SDT			A	
73	Plans d'affectation (cantonaux/communaux)	RS 700 art. 14, 26	RSJU 701.1 art. 45 al. 1 let. C, 50, 76 let. d, 78 RSJU 701.11 art. 80-87	SDT, communes [SDT]		X	A	X
74	Etat de l'équipement	RS 700 art. 19 RS 700.1 art. 31	RSJU 701.1 art. 4, 84-93 RSJU 701.11 art. 75	Communes [SDT]			A	X
76	Zones réservées	RS 700 art. 27	RSJU 701.1 art. 75	SDT, communes [SDT]			A	X
79	Chemins pour piétons et de randonnée pédestre	RS 704 art. 4, 16	RSJU 722.41 art. 12 et 9	SDT, communes [SDT]			A	X

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
81	Protection et sécurité en cas de crues (autres relevés)	RS 721.100 art. 14 RS 721.100.1 art. 27	RSJU 814.20 art.3 al. 1, 4 al 1 let. b, 5 let. b, 13 al. 2 let. e et i, 16 al. 1 let. b, 19ss, 24, 28 let. c	ENV			A	
100	Restrictions pour la navigation intérieure	RS 747.201 art. 3	RSJU 747.201 art. 2	ENV			A	X
113	Cadastre des risques (relevés des cantons)	RS 814.01 art. 10 RS 814.012 art. 16	RSJU 814.01 art. 6 RSJU 814.22	ENV			B	
114	Installations d'élimination des déchets	RS 814.01 art. 31 RS 814.600 art. 4, 6	RSJU 814.015 art. 6, 7, 18, 26	ENV			A	X
116	Cadastre des sites pollués	RS 814.01 art. 32c RS 814.680 art. 5	RSJU 814.015 art. 6, 34 al. 5 let. c, 39 let. g	ENV		X	A	X
122	Relevés cantonaux de la pollution atmosphérique (réseaux de mesure)	RS 814.01 art. 44 RS 814.318.142.1 art. 27	RSJU 814.02	ENV			A	X
125	Résultats de la surveillance par les cantons des atteintes portées aux sols	RS 814.01 art. 44 RS 814.12 art. 4	RSJU 814.12	ENV			A	



Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
128	Planification régionale de l'évacuation des eaux PREE	RS 814.20 art. 7 RS 814.201 art. 4	RSJU 814.20 art. 85	ENV			A	X
129	Planification communale de l'évacuation des eaux PGEE	RS 814.20 art. 7 RS 814.201 art. 5	RSJU 814.20 art. 86	Communes [ENV]			A	X
130	Secteurs de protection des eaux	RS 814.20 art. 19 RS 814.201 art. 29, 30, annexe 4	RSJU 814.20 art. 6	ENV			A	X
131	Zones de protection des eaux souterraines	RS 814.20 art. 20 RS 814.201 art. 29, 30, annexe 4	RSJU 814.20 art. 6, 39-40	Communes [ENV]		X	A	X
132	Périmètres de protection des eaux souterraines	RS 814.20 art. 21 RS 814.201 art. 29, 30, annexe 4	RSJU 814.20 art. 6, 39-40	ENV		X	A	X
134	Qualité de l'eau (autres relevés)	RS 814.20 art. 57, 58	RSJU 814.20 art. 8	ENV			B	
136	Conditions hydrologiques (autres relevés)	RS 814.20 art. 58 RS 721.100 art. 14	Pas de base légale	ENV			A	
138	Approvisionnement en eau potable (autres relevés)	RS 814.20 art. 57, 58	RSJU 814.21 art. 56, 57	Communes [ENV]			B	
139	Inventaire des nappes souterraines et des installations servant à l'approvisionnement en eau	RS 814.20 art. 58	RSJU 814.20 art. 6, 39-40	ENV			A	X

Identifiant (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
140	Inventaire des prélèvements d'eau existants	RS 721.80 art. 29a RS 814.20 art. 82 RS 814.201 art. 36, 40	RSJU 814.20 art. 44ss	ENV			A	
141	Résurgences, captages et installations d'alimentation artificielle	RS 814.201 art. 30	RSJU 814.20 art. 44	ENV			A	X
144	Cadastrés de bruit pour les routes principales et les autres routes	RS 814.41 art. 37, 45 RS 814.01 art. 44	RSJU 814.01 art. 5 let. c	SDT			A	
145	Degré de sensibilité au bruit (dans les zones d'affectation)	RS 814.41 art. 43	RSJU 814.01 art. 5 let. c	Communes [SDT]		X	A	X
151	Cadastre viticole	RS 910.1 art. 61, 178 al. 5 RS 916.140 art. 4	RSJU 916.141 art. 7	ECR			A	X
153	Surfaces agricoles cultivées	RS 910.1 art. 178 al. 5 RS 910.13 art. 38, 45, 55, 56, 58 à 60, 63, 64, 113, annexes 1 à 4 RS 910.91 art. 6, 9, 13, 14, 16, 24	RSJU 910.11 art. 31 al. 2 RSJU 910.14 RSJU 215.124.1 art. 3 al. 2 RSJU 451 art. 55	ECR			A	X
154	Surveillance du territoire, organismes nuisibles	RS 916.20 art. 41	RSJU 910.1 art. 6 RSJU 916.21 art. 5	Station phytosanitaire [ECR]			A	X

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
157	Limites forestières statiques	RS 921.0 art. 10 al. 2, 13 RS 921.01 art. 12a	RSJU 921.11 art. 14 al. 2	ENV		X	A	X
159	Distances par rapport à la forêt	RS 921.0 art. 17	RSJU 921.11 art. 21	ENV		X	A	X
160	Réserves forestières	RS 921.0 art. 20 al. 4 RS 921.01 art. 41	RSJU 921.111 art. 17 let. j	ENV			A	X
161	Planification forestière (conditions de station, fonctions de la forêt)	RS 921.0 art. 20 RS 921.01 art. 18 al. 2	RSJU 921.11 art. 33-37	ENV			A	X
166	Cartes des dangers	RS 921.0 art. 36 RS 721.100 art. 6 RS 921.01 art. 15ss RS 721.100.1 art. 21, 27	RSJU 921.11 art. 26-27 RSJU 921.111 art. 17 let. b	ENV			A	
167	Cadastre des dangers (cadastre des évènements)	RS 921.0 art. 36 RS 721.100 art. 6 RS 921.01 art. 15ss RS 721.100.1 art. 21, 27	RSJU 921.11 art. 26-27 RSJU 921.111 art. 17 let. b	ENV			A	
168	Districts francs cantonaux	RS 922.0 art. 3, 11	RSJU 922.11 art. 35 RSJU 922.111 art. 44	ENV			A	X

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
172	Réserves d'oiseaux cantonales	RS 922.0 art. 11 al. 4	RSJU 922.111 art. 35 let. f	ENV			A	X
174	Zones de protection pour la pêche	RS 923.0 art. 4 al. 3	RSJU 923.11 art. 11 RSJU 923.121 art. 44	ENV			A	X
182	Banque de données du radon	RS 814.501 art 118a	Pas de base légale	SCAV			B	
183	Sécurité de l'approvisionnement en électricité : Zones de desserte	RS 734.7 art. 5 al. 1	RSJU 730.1 art. 5-8	SDT			A	X
184	Itinéraires cantonaux pour convois exceptionnels	RS 741.11 art 78ss		SIN			A	X
185	Défrichement et compensation du défrichement	RS 921.0 art. 5, 7 RS 921.01 art. 7, 8	RSJU 921.11 art. 6-13	ENV			A	
187	Parcs d'importance nationale	RS 451 art. 23e-23h	RSJU 451 art. 53	ENV			A	
188	Inventaire cantonal des biens culturels d'importance régionale et locale	RS 520.31 art. 2	RSJU 521.3 art. 5	OCC			A	

Identifi-cateur (ID)	Désignation	Bases légales		Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé du canton]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
		Confédération	Canton					
189	Inventaire cantonal des prairies et pâturages secs d'importance nationale, régionale et locale	RS 451 art. 18a, 18b RS 451.37 art. 4	RSJU 451 art. 8 al. 3, 10 al. 2 et 3, 12 al. 1 et 2, 43, 45	ENV, communes [ENV]			A	X
190	Espace réservé aux eaux	RS 814.20 art. 36a RS 814.201 art. 41a, 41b	RSJU 814.20 art. 16-18	ENV			A	X
191	Planification de la revitalisation des eaux	RS 814.20 art. 38a RS 814.201 art. 41d	RSJU 814.20 art. 20 al. 2, 23	ENV			A	X
192	Planification et rapport de l'assainissement des centrales hydroélectriques	RS 814.20 art. 83b RS 814.201 art. 41f, 42b RS 923.01 art. 9b	RSJU 814.20 art. 44	ENV			A	
194	Barrages sous surveillance des cantons	RS 721.101 art. 2, 23, 24	Pas de base légale	ENV			A	X
195	Zones de tranquillité pour la faune sauvage (y compris réseau d'itinéraires)	RS 922.01 art. 4bis	RSJU 922.11 art. 62 RSJU 922.111 art. 36, 42-44	ENV			A	X
199	Restrictions d'utilisation pour lutter contre les atteintes au sol	RS 814.01 art. 34 al.2. RS 814.12 art. 9 al. 2, 10 al. 1	RSJU 814.12 art. 5-8	ENV			A	X
210	Situation et domaines attenants conformément à l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (relevés des cantons)	RS 814.01 art. 10 RS 814.012 art. 13	RSJU 814.22	ENV			A	

## Annexe 2

## Catalogue des géodonnées de base relevant du droit cantonal (art. 3, al. 2)

Identificateur (ID)	Désignation	Base légale	Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
1 - JU	Districts	RSJU 101 art. 108-109 RSJU 132.21	COM			A	X
2 - JU	Communes	RSJU 101 art. 110 RSJU 132.21	COM			A	X
3 - JU	Syndicat de communes	RSJU 190.11 art. 123ss	Communes [COM]			A	
4 - JU	Cadastre des conduites	RSJU 215.341 art. 49	SDT			B	
5 - JU	Cercles scolaires	RSJU 410.11 art. 107, 108	Communes [SEN]			A	X
6 - JU	Installations scolaires	RSJU 410.316.1 art. 7	Communes [SEN]			A	
7 - JU	Lieux d'enseignement du secondaire II	RSJU 412.11, art. 8a	SFP			A	
8 - JU	Installations sportives	RSJU 415.1 art. 16	OCS			A	
9 - JU	Inventaire des monuments et objets d'art historiques	RSJU 445.1 art. 1-3 RSJU 445.11 art. 1ss RSJU 445.12 RSJU 445.3 art. 1 let. c, 2 al. 2	OCC			A	
10 - JU	Répertoire des biens culturels	RSJU 445.3 art. 1 let. c RSJU 701.31 art. 15	OCC			A	X
11 - JU	Inventaire des monuments d'art et d'histoire	RSJU 445.3 art. 1 let. c, 4	OCC			A	
12 - JU	Inventaire des sites archéologiques et paléontologiques	RSJU 445.4, art. 9, 22	OCC		X	A	X
13 - JU	Fouilles archéologiques et paléontologiques	RSJU 445.41 art. 5, 6	OCC			B	

Identificateur (ID)	Désignation	Base légale	Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé]	Géodonnée de référence	RDPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
14 - JU	Réserves naturelles	RSJU 211.1 art. 81 RSJU 451 art. 9, 14, 22 RSJU 451.11 art. 2 RSJU 451.311 à 451.352	ENV		X	A	X
15 - JU	Monuments naturels	RSJU 451 art. 7, 38-40 RSJU 451.11 art. 2	ENV		X	A	X
16 - JU	Inventaire des géotopes	RSJU 451 art. 7, 46	ENV			A	X
17 - JU	Inventaire des paysages bocagers	RSJU 451 art. 48	ENV			A	
18 - JU	Paroisse	RSJU 471.1 art. 7	CTR			A	
19 - JU	Ouvrages de protection de la population	RSJU 521.1, art. 27 ss	Communes [PPS]			B	
20 - JU	Police communale ou intercommunale	RSJU 551.12 art. 4, 5	Communes [POC]			A	
21 - JU	Registre des fosses	RSJU 556.1 art. 17	Communes [SPOP]			A	
22 - JU	Registre des valeurs officielles (immeubles)	RSJU 641.11 art. 43a	Communes [CTR]			B	
23 - JU	Permis de construire	RSJU 701.1 art. 17 ss RSJU 701.51 art. 9 ss	SDT, communes [SDT]			B	
24 - JU	Plans directeurs communaux	RSJU 701.1 art. 45 let. b, 48 RSJU 701.11 art. 74	Communes [SDT]			A	
25 - JU	Plan spécial communal	RSJU 701.1 art. 45, 60ss RSJU 701.11 art. 80	Communes [SDT]			A	
26 - JU	Plan directeur régional	RSJU 701.1 art. 75a let. b, 75b	Communes [SDT]			A	
27 - JU	Plan spécial régional	RSJU 701.1 art. 75c	Communes [SDT]			A	
28 - JU	Remembrement de terrains à bâtir	RSJU 701.1 art. 94-96 RSJU 701.81 art. 7, 9, 43 ss	Communes [SDT]			A	
29 - JU	Registre des résidences secondaires, résidences principales et logements de vacances	RSJU 701.1 art. 49 al. 3 RSJU 701.11 art. 67	Communes [SDT]			B	

Identificateur (ID)	Désignation	Base légale	Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
<b>30 - JU</b>	Plan directeur sectoriel communal des équipements	RSJU 701.11 art. 75	Communes [SDT]			A	
<b>31 - JU</b>	Routes cantonales	RSJU 722.11 art. 5, 7, 17 al. 2, 31ss, 79 al. 1	SIN			A	X
<b>32 - JU</b>	Routes communales	RSJU 722.11 art. 5, 9, 13, 14, 17 al. 2, 38ss, 79 al. 2	Communes [SIN]			A	
<b>33 - JU</b>	Routes privées affectées à l'usage général	RSJU 722.11 art. 5, 10, 14, 43	Communes [SIN]			A	
<b>34 - JU</b>	Plans de routes	RSJU 722.11 art. 32, 33	SIN			A	
<b>35 - JU</b>	Routes d'approvisionnement destinées aux transports exceptionnels	RSJU 722.123.31	SIN			A	
<b>36 - JU</b>	Installations énergétiques	RSJU 730.1 art. 5-8	SDT			B	
<b>37 - JU</b>	Registre de la consommation d'énergie et d'eau	RSJU 730.11, art 10	SDT, communes [SDT]			B	
<b>38 - JU</b>	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB)	RSJU 730.11, art 11	SDT, communes [SDT]			B	
<b>39 - JU</b>	Plan d'action communal	RSJU 730.11, art 12	Communes [SDT]			A	
<b>40 - JU</b>	Données relatives à la production, la fourniture et à la consommation d'énergie	RSJU 730.11, art 57	SDT, communes [SDT]			B	
<b>41 - JU</b>	Installations de combustion	RSJU 730.11, art 60 ss	ENV			B	
<b>42 - JU</b>	Secteurs d'intervention des entreprises de dépannage routier	RSJU 741.25 art. 10	POC			A	
<b>43 - JU</b>	Installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale	RSJU 743.22	SDT			A	
<b>44 - JU</b>	Cours d'eau ouverts à la navigation	RSJU 747.201 art. 2	ENV			A	
<b>45 - JU</b>	Plan d'entretien des eaux	RSJU 814.20 art. 28-31	Communes [ENV]			A	



Identificateur (ID)	Désignation	Base légale	Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé]	Géodonnée de référence	RDPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
46 - JU	Débarcadères et installations d'amarrage de bateaux	RSJU 751.151	ENV			A	
47 - JU	Services de soins à domicile	RSJU 810.01 art. 37, al. 2	SSA			A	
48 - JU	Eaux publiques	RSJU 814.20 art. 9-12 RSJU 814.21 art. 4	ENV			A	X
49 - JU	Zones de restriction ou d'interdiction d'accès aux eaux publiques	RSJU 814.20 art. 11 al. 3	ENV			A	
50 - JU	Etendue des concessions de force hydraulique et d'approvisionnement en eau potable	RSJU 814.20 art. 46ss RSJU 814.21 art. 33ss	ENV, SAM			A	
51 - JU	Cadastre des sols agricoles soumis à l'érosion	RSJU 814.12 art. 9	ECR			A	
52 - JU	Plans généraux d'alimentation en eaux (PGA)	RSJU 814.20 art. 78, 814.21 art. 56	Communes [ENV]			B	
53 - JU	Contrôle de l'eau potable	RSJU 817.0 art. 10; RSJU 814.20 art. 81	Communes [SCAV]			B	
54 - JU	Plan régional de l'évacuation des eaux (PREE)	RSJU 814.20 art. 85	ENV			A	
55 - JU	Plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE)	RSJU 814.20 art. 86, 814.21 art. 58, 59 al.3	Communes [ENV]			A	X
56 - JU	Plan général d'évacuation hors zone (PGHZ)	RSJU 814.21 art. 58, 60	Communes [ENV]			A	
57 - JU	Registre des forages	RSJU 814.20 art. 41	ENV			A	
58 - JU	Arrondissements de ramonage	RSJU 871.1 art. 32 RSJU 871.11 art. 6	ECA Jura			A	
59 - JU	Bâtiments assurés (Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention)	RSJU 873.11 art. 3ss	ECA Jura			B	
60 - JU	Arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)	RSJU 875.112 art. 1	ECA Jura			A	

Identificateur (ID)	Désignation	Base légale	Service compétent (LGéo, art. 8) [service spécialisé]	Géodonnée de référence	RDPPF	Niveau d'accès	Service de téléchargement
<b>61 - JU</b>	Centres de renfort	RSJU 875.121 art. 3	ECA Jura			A	
<b>62 - JU</b>	Périmètres d'améliorations foncières	RSJU 913.1 art. 30ss	ECR			A	
<b>63 - JU</b>	Ruchers	RSJU 916.51 art. 22	SCAV			B	
<b>64 - JU</b>	Zones forestières à accès limité (zones protégées)	RSJU 921.11 art. 17	ENV			A	X
<b>65 - JU</b>	Triages forestiers	RSJU 921.11 art. 53 al. 3, 56 RSJU 921.111.1 art. 37ss RSJU 921.473.1 art. 9	Communes [ENV]			A	X
<b>66 - JU</b>	Routes forestières	RSJU 921.11 art. 20 RSJU 921.111 art. 6ss	Communes [ENV]			A	X
<b>67 - JU</b>	Refuges pour la faune sauvage	RSJU 922.111 art 44	[ENV]			A	
<b>68 - JU</b>	Sites d'agraineage dissuasifs	RSJU 922.11 art. 64-65 RSJU 922.111 art. 48	ENV			B	
<b>69 - JU</b>	Répartition géographique des dommages causés par la faune sauvage	RSJU 922.11 art. 64-65 RSJU 922.111 art. 48	ENV			A	
<b>70 - JU</b>	Refuges de chasse	RSJU 922.11 art. 35 RSJU 922.111 art. 44 Règlement sur l'exercice de la chasse, art. 66	ENV			A	
<b>71 - JU</b>	Zones de chasse au gibier d'eau	RSJU 922.11 art. 35 Règlement sur l'exercice de la chasse, art. 57 et 58	ENV			A	
<b>72 - JU</b>	Eaux ouvertes à la pêche à permis	RSJU 923.11 art. 26 al. 3	ENV			A	
<b>73 - JU</b>	Eaux affermées	RSJU 923.11 art. 26 al. 3	ENV			A	
<b>74 - JU</b>	Données piscicoles	RSJU 923.11 art. 23	ENV			A	
<b>75 - JU</b>	Territoires d'exploration, prospection et concession minière	RSJU 931.1 art. 1, 23, 43, 49, 55	ENV			A	
<b>76 - JU</b>	Forages pétroliers	RSJU 931.41 art. 1	ENV			A	

## **Contrat-type de travail prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail**

du 12 mai 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 360a du Code des obligations (CO)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail est applicable sur tout le territoire de la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il régit les rapports de travail entre, d'une part, les entreprises qui pratiquent le commerce de détail, y compris dans les boulangeries, laiteries, magasins de fleurs, kiosques et stations service et, d'autre part, les travailleurs qu'elles occupent au service de la vente, y compris les travailleurs à temps partiel, pour autant que les rapports de travail ne soient pas soumis à une convention collective de travail prévoyant un salaire minimal.

<sup>3</sup> Il ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article 4, alinéa 1, de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce<sup>[3](#)</sup> (personnel familial).

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent contrat-type de travail pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Salaires

**Art. 3** <sup>1</sup> Le salaire est payé mensuellement, douze fois par année, au plus tard le dernier jour du mois.

<sup>2</sup> Les salaires minima de base, sans la part du 13<sup>e</sup> salaire, respectivement mensuels et à l'heure, tenant compte de la formation et de l'expérience dans la branche de la vente, sont les suivants :

	Expérience	Mensuel	Horaire
Non qualifié	moins de 5 ans	CHF 3'365	CHF 18.50
	plus de 5 ans	CHF 3'383	CHF 18.60
Formation 2 ans	moins de 3 ans	CHF 3'383	CHF 18.60
	plus de 3 ans	CHF 3'400	CHF 18.70
Formation 3 ans	moins de 3 ans	CHF 3'430	CHF 18.85
	plus de 3 ans	CHF 3'640	CHF 20.00

<sup>3</sup> En ce qui concerne les salaires mensuels, le salaire minimum est calculé en fonction d'une durée hebdomadaire de travail de 42 heures.

<sup>4</sup> L'employeur verse un treizième salaire dès le premier mois de service.

Effets

**Art. 4** <sup>1</sup> Il ne peut être dérogé au contenu du présent contrat-type de travail en défaveur du travailleur.

<sup>2</sup> Les dispositions du contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail<sup>4)</sup> s'appliquent pour le surplus.

<sup>3</sup> Le droit fédéral impératif est réservé.

Applicabilité aux rapports de travail existants

**Art. 5** Le présent contrat-type de travail s'applique aux rapports de travail existants dès son entrée en vigueur.

Entrée en vigueur

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

<sup>2</sup> La durée de la validité du présent contrat-type de travail est limitée à trois ans à compter de son entrée en vigueur.

Delémont, le 12 mai 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 220](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) [RS 822.11](#)
- 4) [RSJU 222.153.23](#)



## Loi d'introduction du Code de procédure civile suisse (LiCPC)

du 16 juin 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 4, alinéa 1, du Code de procédure civile du 19 décembre 2008<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi détermine les compétences matérielles et fonctionnelles des juridictions civiles de la République et Canton du Jura et de leurs organes.

<sup>2</sup> Elle contient, en outre, les dispositions nécessaires à l'exécution du Code de procédure civile (CPC).

Organisation de  
la justice civile

**Art. 2** <sup>1</sup> L'organisation, l'administration et la surveillance des juridictions civiles sont réglées par la loi d'organisation judiciaire.

<sup>2</sup> Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

Terminologie

**Art. 3** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Compétences des juridictions civiles

Cour civile du  
Tribunal cantonal

**Art. 4** <sup>1</sup> La Cour civile statue, sur appel ou sur recours, contre les décisions de première instance, dans les cas et aux conditions prévus par les articles 308 et suivants et 319 et suivants du Code de procédure civile.

<sup>2</sup> Elle est compétente pour connaître, en instance cantonale unique, des affaires mentionnées aux articles 5, 7 et 8 du Code de procédure civile.

<sup>3</sup> Elle est le tribunal supérieur compétent en matière d'arbitrage dans les cas prévus à l'article 356, alinéa 1, du Code de procédure civile.

Président de la  
Cour civile

**Art. 5** <sup>1</sup> Le président de la Cour civile ou, sur délégation de celui-ci, le greffier est autorisé de conciliation dans les causes dont connaît la Cour civile en tant qu'instance cantonale unique en vertu des articles 7 et 8 du Code de procédure civile.

<sup>2</sup> Dans toutes les causes dont connaît la Cour civile, le président ou le juge qu'il désigne est juge instructeur. Celui-ci dirige la procédure préparatoire des débats principaux.

<sup>3</sup> Lorsque l'action principale relève de la compétence de la Cour civile en vertu des articles 5 et 7 du Code de procédure civile, le président est compétent pour :

- a) fixer les avances de frais et statuer sur les requêtes de sûretés en garantie des dépens;
- b) statuer sur l'octroi, le refus ou le retrait de l'assistance judiciaire;
- c) statuer sur les requêtes de preuve à futur;
- d) statuer sur les requêtes de mesures provisionnelles, ainsi que sur leur modification ou leur révocation;
- e) liquider les procédures devenues sans objet et statuer sur les frais et dépens y relatifs;
- f) statuer sur les autres affaires auxquelles s'applique la procédure sommaire (art. 248 et suivants CPC), dès que la procédure principale est pendante;
- g) conseiller aux parties de procéder à une médiation, ratifier l'accord conclu, le cas échéant, dans le cadre de la médiation, ainsi que pour ratifier les autres conventions extrajudiciaires.

<sup>4</sup> Dans les causes déferées à la Cour civile en application de l'article 8 du Code de procédure civile, le président est compétent pour statuer dans les cas mentionnés à l'alinéa 3, dès la litispendance seulement.

<sup>5</sup> Dans les causes déferées à la Cour civile sur appel ou sur recours, il est compétent dans les cas mentionnés à l'alinéa 3.

<sup>6</sup> Le président de la Cour civile est également compétent pour statuer sur la désignation d'un contrôleur spécial en vertu de l'article 697b du Code des obligations<sup>15)</sup> (art. 5, al. 1, lettre g, CPC).<sup>13)</sup>



Juge civil du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 6** <sup>1</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à la Cour civile du Tribunal cantonal ou à une autre juridiction.

<sup>2</sup> Lorsque la procédure au fond doit être précédée d'une tentative de conciliation, il est autorisé de conciliation dans les causes dont il connaît. Il peut déléguer cette tâche au greffier.

<sup>3</sup> Il est compétent pour exercer les actes mentionnés à l'article 356, alinéa 2, du Code de procédure civile.

Tribunal des  
baux à loyer et à  
ferme; Conseil  
de prud'hommes

**Art. 7** <sup>12)</sup> Les compétences du Tribunal des baux à loyer et à ferme ainsi que celles du Conseil de prud'hommes sont réglées par des lois spéciales.

Récusation  
a) Autorités de  
récusation (art.  
50 CPC)

**Art. 8** <sup>1</sup> La demande de récusation des juges de la Cour civile est jugée par la Cour elle-même, après que les intéressés se sont retirés et ont été remplacés par d'autres juges du Tribunal cantonal. Si, par suite des demandes en récusation, les juges de la Cour civile ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise par le plenum du Tribunal cantonal sans les juges concernés par la demande. Au besoin, le plenum du Tribunal cantonal peut être complété par des personnes éligibles selon l'article 7 de la loi d'organisation judiciaire<sup>11)</sup>.

<sup>2</sup> La demande de récusation du juge civil est tranchée par un autre juge du Tribunal de première instance ou, au besoin, par un juge extraordinaire désigné par le président du Tribunal de première instance parmi les personnes éligibles à cette fonction.

<sup>3</sup> La demande de récusation d'un greffier ou d'un autre fonctionnaire de l'ordre judiciaire est tranchée par le président de la cour ou du tribunal ou par le juge auprès duquel il exerce.

b) Jugement de  
l'affaire

<sup>4</sup> Si la demande de récusation est admise, l'autorité de récusation, en règle générale, statue elle-même sur le fond de l'affaire; elle peut aussi désigner un autre juge ou un autre tribunal.

### CHAPITRE III : Autres dispositions

Délibérations  
(art. 54, al. 2,  
CPC)

**Art. 9** Les délibérations des autorités judiciaires se déroulent à huis clos.

Tarif des frais  
(art. 96 CPC)

**Art. 10** Le tarif des frais judiciaires et des dépens est réglé par la législation spéciale.

Frais de la  
médiation  
(art. 218, al. 3,  
CPC)

**Art. 11** <sup>1</sup> Les frais de la médiation sont en principe pris en charge par l'Etat lorsque le tribunal recommande le recours à la médiation.

<sup>2</sup> Le tribunal peut toutefois, selon les circonstances, mettre, totalement ou partiellement, ces frais à la charge d'une partie, notamment lorsque celle-ci procède de manière téméraire ou abusive ou prolonge excessivement la procédure.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, définir les qualifications que doivent présenter les médiateurs pour que leur rétribution soit prise en charge par l'Etat, le tarif de celle-ci, ainsi que le plafond des frais remboursés par l'Etat.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Sous réserve du droit fédéral, les médiateurs rétribués par l'Etat sont soumis au secret de fonction.<sup>[13\)](#)</sup>

Cession de  
créance

**Art. 12**<sup>[16\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans les affaires de nature patrimoniale ou présentant un aspect patrimonial, la personne qui requiert l'assistance judiciaire remet au tribunal, sous peine d'irrecevabilité de sa requête, une cession de créance en faveur de l'Etat portant sur le gain éventuel du procès, à l'exception des prétentions en matière de tort moral, jusqu'à concurrence du montant de l'assistance judiciaire dont elle aura bénéficié. L'article 12c, alinéa 6, est réservé.

<sup>2</sup> L'exercice de la cession de créance est soumis aux conditions prévues par l'article 123 du Code de procédure civile<sup>[1\)](#)</sup> et fait l'objet d'une décision.

Remboursement  
de l'assistance  
judiciaire  
a) Autorité de  
recouvrement

**Art. 12a**<sup>[17\)](#)</sup> Le Gouvernement désigne, par voie d'ordonnance, l'unité administrative chargée de procéder au recouvrement de l'assistance judiciaire (ci-après : "l'autorité de recouvrement") aux conditions prévues par l'article 123 du Code de procédure civile<sup>[1\)](#)</sup>.

b) Rembourse-  
ment anticipé

**Art. 12b**<sup>[17\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dès l'octroi de l'assistance judiciaire, l'autorité de recouvrement peut exiger du bénéficiaire le versement d'acomptes à valoir sur les prestations de l'Etat.

<sup>2</sup> Elle tient compte notamment des charges prises en considération pour l'octroi de l'assistance judiciaire, ainsi que de la situation personnelle et familiale du bénéficiaire.

c) Procédure

**Art. 12c<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Dès l'entrée en force du jugement, le tribunal transmet à l'autorité de recouvrement une copie de la partie du dispositif qui accorde l'assistance judiciaire, ainsi que des autres points du dispositif pouvant avoir des effets sur la situation patrimoniale du bénéficiaire et, dans les cas prévus par l'article 122, alinéa 2, du Code de procédure civile<sup>1)</sup>, également sur celle de la partie adverse.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire est tenu de collaborer, de façon régulière, à l'établissement de sa situation financière.

<sup>3</sup> L'autorité de recouvrement a accès aux données fiscales concernant le bénéficiaire.

<sup>4</sup> Elle peut exiger des remboursements partiels périodiques.

<sup>5</sup> En cas de contestation, elle rend une décision en application du Code de procédure administrative<sup>18)</sup>. Cette décision est sujette à opposition, puis à recours à la Cour administrative.

<sup>6</sup> Le Gouvernement peut pour le surplus régler, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution en matière de remboursement de l'assistance judiciaire. Il fixe un montant en deçà duquel la cession de créance ne peut être ni exigée ni exercée.

Exécution du jugement par un tiers (art. 343, al. 3, CPC)

**Art. 13** Lorsque la juridiction civile compétente ordonne l'exécution du jugement par un tiers, elle peut enjoindre à la police de prêter main-forte à celui-ci.

Entraide judiciaire internationale

**Art. 13a<sup>13)</sup>** Le Tribunal de première instance est l'autorité cantonale compétente dans le domaine de l'entraide judiciaire internationale en matière civile.

## CHAPITRE IV : Dispositions transitoires

Recours (art. 405, al. 1, CPC)

**Art. 14** Les recours contre les décisions rendues en première instance par la Cour civile, après l'entrée en vigueur du Code de procédure civile, dans les causes qui sont du ressort du juge civil en vertu de l'article 6 de la présente loi sont jugés par une Cour civile composée d'autres juges et d'un autre greffier.

Mises à ban  
prononcées sous  
l'ancien droit

**Art. 15** Les mises à ban prononcées sur la base des articles 94 à 96 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup> continuent de déployer leurs effets.

## CHAPITRE V : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 16** Sont abrogés :

1. Le Code de procédure civile de la République et Canton du Jura du 9 novembre 1978;
2. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage;
3. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat des 26 avril, 8/9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile;
4. L'arrêté du 29 septembre 1983 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 10 mars 1977 sur l'exécution des jugements civils;
5. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 28 octobre 1971 sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public;
6. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 5/20 novembre 1903 libérant le demandeur de l'obligation de fournir caution pour les frais de procès.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 17** Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme il suit :

### 1. Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup> :

Article premier

...<sup>3)</sup>

Article 2

...<sup>3)</sup>

Article 7a

...<sup>3)</sup>

Article 11

Abrogé

Articles 94 à 96  
Abrogés

**2. Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>4)</sup>:**

Article 2, alinéa 1  
...<sup>3)</sup>

Article 2a  
Abrogé

Article 3  
...<sup>3)</sup>

Article 10  
...<sup>3)</sup>

Article 11, alinéa 1  
...<sup>3)</sup>

Article 12, alinéas 3 et 4  
Abrogés

Article 14, alinéa 1  
Abrogé

Article 21  
...<sup>3)</sup>

Article 21a  
Abrogé

Article 22  
...<sup>3)</sup>

Articles 23 à 25a  
Abrogés

Article 26  
...<sup>3)</sup>

Articles 27 à 38  
Abrogés

Article 40  
Abrogé

Articles 42, 43 et 45  
Abrogés

**3. Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme<sup>5)</sup>:**

Article 2  
...<sup>3)</sup>

Article 5  
Abrogé

Article 7, alinéa 1  
...<sup>3)</sup>

Article 14  
...<sup>3)</sup>

Articles 15 à 21  
Abrogés

Article 23  
...<sup>3)</sup>

Articles 24 à 28  
Abrogés

Article 29  
...<sup>3)</sup>

Article 30, alinéa 1  
...<sup>3)</sup>

Articles 31 et 31a  
Abrogés

Article 32

...<sup>3)</sup>

Articles 33 à 41

Abrogés

**4. Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LiLP)<sup>6)</sup> :**

Article 28

...<sup>3)</sup>

**5. Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation<sup>7)</sup> :**

Article 12, alinéa 3

...<sup>3)</sup>

Article 15, alinéa 2

...<sup>3)</sup>

**6. Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)<sup>8)</sup> :**

Article 28

Abrogé

**7. Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques<sup>9)</sup> :**

Article 38

Abrogé

Référendum

**Art. 18** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 19** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>10)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 272](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) Texte inséré dans ladite loi
- 4) [RSJU 182.34](#)
- 5) [RSJU 182.35](#)
- 6) [RSJU 281.1](#)
- 7) [RSJU 824.21](#)
- 8) [RSJU 832.10](#)
- 9) [RSJU 930.1](#)
- 10) 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 11) [RSJU 181.1](#)
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016
- 15) [RS 220](#)
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 18) [RSJU 175.1](#)



## Ordonnance concernant le remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile

du 24 novembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 12a et 12c, alinéa 6, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse (LiCPC) du 16 juin 2010<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance prévoit les dispositions d'exécution relatives au recouvrement de l'assistance judiciaire en matière civile.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Autorité de recouvrement	<b>Art. 3</b> La Recette et Administration du district de Porrentruy (ci-après : "l'autorité de recouvrement") est l'unité administrative chargée de procéder au recouvrement de l'assistance judiciaire au sens de l'article 12a de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse <sup>1)</sup> .
Remboursement	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Dès l'octroi de l'assistance judiciaire, l'autorité de recouvrement examine régulièrement la capacité financière du bénéficiaire en tenant compte de l'ensemble des circonstances et détermine s'il est en mesure de rembourser l'assistance judiciaire. Le cas échéant, elle détermine l'étendue du devoir de rembourser du bénéficiaire.</p> <p><sup>2</sup> Lorsque l'étendue du devoir de rembourser du bénéficiaire est arrêtée, l'autorité de recouvrement invite celui-ci à s'en acquitter dans un délai de 30 jours ou à présenter un plan de paiements échelonnés. L'autorité de recouvrement se détermine quant à celui-ci.</p> <p><sup>3</sup> En cas de contestation ou de retard d'un ou de plusieurs paiements échelonnés, l'autorité de recouvrement rend une décision relative à l'étendue du devoir de rembourser du bénéficiaire.</p>

Cession de  
créance

**Art. 5** <sup>1</sup> Aucune cession de créance en faveur de l'Etat portant sur le gain éventuel du procès n'est exigée du requérant lorsque les prétentions qu'il fait valoir dans le cadre du procès sont inférieures à 20 000 francs.

<sup>2</sup> Lorsque l'Etat dispose d'une cession de créance, l'autorité de recouvrement ne la fait valoir que pour la part du gain du procès excédant le montant de 20 000 francs.

Entrée en  
vigueur

**Art. 6** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Delémont, le 24 novembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<sup>1</sup>) [RSJU 271.1](#)

## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du 1 <sup>er</sup> mars 2010 portant désignant des cabinets et des établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)
324.111	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO) du 8 septembre 2020
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

**34 Exécution****341 Dispositions générales**

- 341.1 Loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures
- 341.11 Ordonnance du 28 novembre 2017 concernant la surveillance électronique

**342 Etablissements**

- 342.1 Loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention
- 342.11 Ordonnance du 8 avril 2014 sur les établissements de détention
- 342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349 Conventions intercantionales**

- 349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins
- 349.11 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes
- 349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal
- 349.13 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique
- 349.14 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)
- 349.15 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)
- 349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)
- 349.21 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 mars 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées mineures
- 349.22 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs

349.3 Arrêté du Parlement du 22 mai 2013 portant approbation du règlement du 22 mars 2012 concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions

**35** ***Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition



## Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)

du 16 juin 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 445 du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi contient les dispositions d'exécution du Code de procédure pénale suisse (CPP).

<sup>2</sup> L'organisation, l'administration, le statut et la surveillance des tribunaux et du Ministère public sont réglés par la loi d'organisation judiciaire<sup>[2\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Champ d'application** **Art. 3** <sup>1</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse et de la présente loi régissent également les procédures relevant du droit pénal cantonal et communal.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure figurant dans d'autres actes législatifs cantonaux ou communaux, notamment dans le décret concernant le pouvoir répressif des communes<sup>[3\)](#)</sup>, sont réservées.

**Langue de la procédure** **Art. 4** Les procédures devant les autorités pénales se déroulent en français.

### CHAPITRE II : Autorités de poursuite pénale

**Autorités de poursuite pénale (art. 12 CPP)** **Art. 5** Les autorités de poursuite pénale sont :  
a) la police judiciaire;

b) le Ministère public.

## 1. La police judiciaire

Composition

**Art. 6<sup>23)</sup>** La police judiciaire comprend :

1. les agents de police judiciaire;
2. les employés et agents auxquels sont attribuées par la loi certaines compétences de police judiciaire.

Agents de police judiciaire

**Art. 7<sup>23)</sup>** Sont agents de police judiciaire :

1. les agents de la police cantonale;
2. les aspirants de la police cantonale dès leur assermentation;
3. les agents des polices communales ou intercommunales dans les limites de leurs attributions fixées par la législation cantonale;
4. les collaborateurs d'autres forces sécuritaires dans les limites de leurs attributions fixées par voie de convention;
5. les employés compétents en vertu d'attributions que leur confèrent des lois spéciales;
6. les gardes dans le domaine de la chasse, de la pêche et de la protection de l'environnement agissant dans le cadre de leurs attributions légales.

Officiers de police judiciaire

**Art. 8<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Ont qualité d'officiers de police judiciaire les agents de police judiciaire de la police cantonale désignés nommément comme tels par le Ministère public.

<sup>2</sup> Les agents de police judiciaire de la police cantonale occupant une fonction de chef de service, d'officier II, d'officier I, de sous-officier supérieur ou de sous-officier II peuvent être nommément désignés.

<sup>3</sup> Le Ministère public détermine les exigences de désignation.

Attributions particulières des officiers de police judiciaire

**Art. 9** Seuls les officiers de police judiciaire sont habilités à ordonner ou à exécuter les mesures de contrainte ci-après<sup>23)</sup> :

1. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une visite domiciliaire (art. 213, al. 2, CPP);
2. ordonner l'arrestation provisoire (art. 217 CPP);
3. prolonger la garde au-delà de trois heures (art. 219, al. 5, CPP);
4. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, l'examen des orifices et des cavités du corps (art. 241, al. 3, CPP);
5. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une perquisition (art. 241, al. 3, CPP);



6. ordonner un prélèvement non invasif d'échantillons de matières opéré sur le corps humain, notamment d'ADN, ainsi que l'établissement d'un profil ADN à partir de matériel biologique ayant un rapport avec l'infraction;
7. ordonner la saisie des données signalétiques (art. 260 CPP);
8. ordonner une observation jusqu'à un mois (art. 282 CPP);
9. prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise conformément aux articles 28b, alinéa 4, du Code civil suisse<sup>5)</sup> et 20a de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>6)</sup>;
- 10.<sup>24)</sup> ordonner des recherches préliminaires secrètes jusqu'à un mois, durant l'investigation policière (art. 298b CPP).

Audition de  
témoins

**Art. 10<sup>23)</sup>** Sont seuls habilités à auditionner les témoins sur mandat du Ministère public (art. 142, al. 2, 2<sup>ème</sup> phrase, CPP) :

1. Les agents de police judiciaire de la police cantonale occupant une fonction de chef de service, d'officier II, d'officier I, de sous-officier supérieur, de sous-officier II ou de sous-officier I;
2. Les agents de police judiciaire des polices communales ou intercommunales occupant une fonction équivalente.

Surveillance

**Art. 11<sup>23)</sup>** Les personnes désignées aux articles 6 à 8 ci-dessus sont, en leur qualité d'organes de la police judiciaire, soumises à la surveillance et aux instructions du Ministère public ou du tribunal saisi de l'affaire, conformément au Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>. Ceux-ci signalent au Gouvernement les manquements qu'ils constatent au sein des organes de la police judiciaire.

## 2. Le Ministère public

Compétences  
générales

**Art. 12** Les compétences du Ministère public sont celles énoncées dans le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, aux articles qui suivent ainsi que dans la législation spéciale.

Classement

**Art. 13<sup>19)</sup>** Les ordonnances de classement et de non-entrée en matière décernées par le Ministère public sont prises conjointement par le procureur en charge de l'affaire et le procureur général ou, en cas d'empêchement de celui-ci, un autre procureur. Le procureur en charge de l'affaire statue seul dans les cas suivants :

- a) lorsque l'ordonnance est notifiée à la partie plaignante;
- b) lorsqu'il est démontré que l'événement à l'origine de la procédure n'a pas été causé par une intervention humaine tierce;
- c) en cas de décès du prévenu;
- d) lorsque l'infraction ne se poursuit que sur plainte, en l'absence d'une plainte valablement déposée ou en cas de retrait de celle-ci.

Compétence  
pour recourir

**Art. 14** Chaque procureur a qualité pour :

- a) former recours;
- b) interjeter appel;
- c) saisir le Tribunal fédéral;
- d) déposer une demande de révision.

Tâches  
particulières  
confiées aux  
greffiers

**Art. 15<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Sur délégation des procureurs et sous réserve de l'alinéa 2, les greffiers du Ministère public peuvent être chargés des actes suivants (art. 142, al. 1, et 311, al. 1, CPP) :

- a) dans les cas où le prévenu encourt une peine privative de liberté de six mois au plus ou une peine pécuniaire : les accords sur le for, les actes d'instruction, la suspension, le prononcé de l'ordonnance pénale ainsi que de l'ordonnance de classement, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- b) les conciliations lorsque la procédure préliminaire porte exclusivement sur des infractions poursuivies sur plainte;
- c) les ordonnances de non-entrée en matière, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- d) les actes d'instruction dans les procédures en cas d'opposition à une ordonnance pénale contraventionnelle;
- e) les actes d'instruction en matière d'entraide judiciaire internationale;
- f) les échanges de vue dans les procédures de fixation de for;
- g) les suspensions de procédure en application de l'article 314, alinéa 1, lettre a, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>;
- h) d'autres tâches similaires sur délégation expresse.

<sup>2</sup> Les greffiers ne sont pas habilités à :

- a) ordonner des mesures de contrainte soumises à l'examen du juge des mesures de contrainte;
- b) engager l'accusation et la soutenir;
- c) exercer les compétences prévues à l'article 14 de la présente loi.

Délégation de la  
compétence de  
décerner des  
ordonnances  
pénales en  
matière de  
contraventions  
a) Etendue

**Art. 16** <sup>1</sup> Le procureur général peut déléguer à certains collaborateurs expérimentés du Ministère public la compétence de statuer en matière de contraventions selon une liste qu'il établit, pour autant que celles-ci ne soient pas en concours avec des infractions d'autre nature.

<sup>2</sup> Les collaborateurs désignés à cet effet peuvent prononcer des amendes jusqu'à concurrence du montant fixé pour l'inscription au casier judiciaire.

<sup>3</sup> Ils sont également compétents pour statuer sur les dénonciations découlant du non-paiement des amendes d'ordre infligées en application de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre<sup>26)</sup> et de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>27), 25)</sup>

<sup>4</sup> Les collaborateurs désignés peuvent en particulier procéder à l'audition du contrevenant.

<sup>5</sup> Ils statuent sur la base des rapports de dénonciation et plaintes qui leur parviennent.

b) Classement et traitement des oppositions

**Art. 17** <sup>1</sup> Les ordonnances de classement sont prises conjointement par le collaborateur désigné et un procureur.

<sup>2</sup> Les oppositions aux ordonnances pénales sont traitées par un procureur.

c) Transmission à un procureur

**Art. 18** <sup>1</sup> Si le collaborateur est d'avis que l'infraction dénoncée constitue un délit ou si l'amende pouvant entrer en ligne de compte dépasse la limite fixée à l'article 16, alinéa 2, il transmet d'office le dossier à un procureur avec une brève motivation.

<sup>2</sup> Si celui-ci suit le préavis du collaborateur, il statue lui-même.

<sup>3</sup> Dans le cas contraire, il retourne le dossier au collaborateur.

### CHAPITRE III : Tribunaux

Autorités judiciaires

**Art. 19** La justice en matière pénale est rendue :

- a) en première instance, par le juge pénal, le Tribunal pénal et le juge des mesures de contrainte;
- b) en seconde instance, par la Cour pénale et la Chambre pénale des recours.

Compétences  
a) Juge pénal  
(art. 19, al. 2, CPP)

**Art. 20** Le juge pénal connaît :

- a) des contraventions;
- b) des crimes et délits, à l'exception de ceux pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté supérieure à deux ans, un internement au sens de l'article 64 du Code pénal suisse<sup>8)</sup>, un traitement au sens de l'article 59, alinéa 3, du Code pénal suisse, ou une privation de liberté de plus de deux ans lors de la révocation d'un sursis.

b) Tribunal pénal  
(art. 19, al. 2,  
lettre b, CPP)

**Art. 21** Le Tribunal pénal exerce les compétences qui ne sont pas attribuées au juge pénal selon l'article 20.

c) Cour pénale  
(art. 21, al. 1,  
CPP)

**Art. 22** La Cour pénale connaît :

- a) des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance;
- b) des demandes de révision.

d) Chambre  
pénale des  
recours  
(art. 20, al. 1,  
CPP)

**Art. 23** La Chambre pénale des recours connaît des recours dirigés contre des actes de procédure et contre des décisions non sujettes à appel rendues par :

- a) le juge pénal et le Tribunal pénal;
- b) le Ministère public et la police;
- c) le juge des mesures de contrainte dans les cas prévus par le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>.

Responsabilité  
pénale des  
membres du  
Gouvernement,  
des juges et des  
procureurs

**Art. 23a**<sup>28)</sup> Les membres du Gouvernement, les juges et les procureurs ne peuvent être poursuivis pour des crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions qu'avec l'autorisation du Parlement.

Responsabilité  
pénale pour les  
propos tenus  
devant le  
Parlement

**Art. 23b**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Un député ne peut être poursuivi pour les propos tenus au sein du Parlement, du Bureau et des commissions, sous réserve d'infractions commises au préjudice de personnes dépourvues de la possibilité de répondre immédiatement, d'infractions liées à une violation du secret de fonction ou d'infractions prévues à l'article 261<sup>bis</sup> du Code pénal suisse<sup>8)</sup>, pour lesquelles le Parlement peut autoriser la poursuite pénale.

<sup>2</sup> La même immunité s'applique aux membres du Gouvernement.

Procédure de  
levée d'immunité

**Art. 23c**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le Parlement est saisi d'une demande de levée d'immunité relative, le Bureau en confie l'examen à une commission qui instruit le dossier, donne la possibilité à toute personne concernée d'exercer le droit d'être entendu et rend un préavis à l'intention du plénum.

<sup>2</sup> Le plénum rend d'abord une décision pour savoir s'il entre en matière sur la demande, à savoir si l'infraction éventuelle entre dans le périmètre couvert par l'immunité, et statue ensuite souverainement, dans une seconde décision, sur la levée de l'immunité.

## CHAPITRE IV : Autres dispositions de procédure

Information  
d'autorités  
administratives  
(art. 75, al. 4, et  
84, al. 6, CPP)

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure pénale est ouverte en raison d'une prévention qui est susceptible de toucher des intérêts importants de l'Etat, ainsi que d'autres intérêts publics importants, le Ministère public ou le tribunal examine, sur requête, s'il y a lieu d'en informer une autorité administrative. Il peut également le faire d'office.

<sup>2</sup> Une telle information entre en ligne de compte lorsque l'éventuelle infraction :

- a) peut mettre en cause la protection de personnes mineures, en particulier des élèves, ou d'autres personnes nécessitant assistance;
- b) peut mettre en cause la protection de biens de police, en particulier la santé et la sécurité publiques;
- c) a été commise dans l'exercice d'une profession soumise à autorisation ou placée sous une surveillance disciplinaire.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'information ne peut être transmise qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) des présomptions sérieuses pèsent sur la personne poursuivie;
- b) les faits reprochés sont graves;
- c) la communication apparaît justifiée au vu du rapport entre, d'une part, l'importance du bien juridique que tend à protéger l'information et, d'autre part, les intérêts de la personne poursuivie.

<sup>4</sup> En outre, la communication en cours de procédure ne peut avoir lieu que si la prise de mesures urgentes à titre préventif entre en ligne de compte.

<sup>5</sup> Avant de transmettre l'information, le Ministère public ou le tribunal permet à la personne poursuivie d'exercer son droit d'être entendu puis, si celle-ci s'oppose à la communication, rend une décision. La décision est sujette à recours devant la Cour administrative dans les dix jours. La personne poursuivie et l'autorité administrative qui a requis une information ont qualité pour recourir.

<sup>6</sup> L'information transmise porte sur l'ouverture d'une procédure pénale et son objet, ainsi que sur son prononcé. Selon les circonstances, d'autres éléments sont portés à la connaissance de l'autorité dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires pour prendre des mesures visant à protéger l'intérêt public, en particulier des mesures provisoires.

<sup>7</sup> La procédure est régie par Code de procédure administrative<sup>[9\)](#)</sup>.

Mesures visant à protéger les personnes menacées en dehors de la procédure (art. 156 CPP)

**Art. 25** <sup>1</sup> Le département auquel est rattachée la police cantonale prend des mesures de protection adéquates en faveur des personnes mentionnées à l'article 149, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup> qui restent menacées en dehors de la procédure, au terme de celle-ci. Il peut en particulier les doter d'une identité d'emprunt au sens de l'article 288, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse et leur établir les actes nécessaires à cet égard.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut régler les détails par voie d'ordonnance.

Récompense (art. 211 CPP)

**Art. 26** Le Ministère public, avec l'accord du département auquel est rattachée la justice, peut accorder une récompense aux particuliers ayant apporté une contribution déterminante aux recherches, dans des affaires particulièrement graves.

Exécution de la détention avant jugement (art. 235, al. 5, CPP)

**Art. 27**<sup>20)</sup> Sous réserve de l'article 235, alinéas 2, 3 et 4, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, les droits et obligations des prévenus en détention dans les établissements du Canton ainsi que les mesures disciplinaires sont réglés conformément à la loi sur les établissements de détention<sup>22)</sup>.

Surveillance des mesures de substitution (art. 237 CPP)  
a) Suivi par la probation

**Art. 27a**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> A la demande du tribunal compétent, l'agent de probation assure le suivi des mesures de substitution au sens de l'article 237 du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>. Sur demande de l'agent de probation, la direction de la procédure lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>2</sup> Sur demande de la direction de la procédure, l'agent de probation établit un rapport sur le suivi des mesures. Il informe celle-ci sans délai si le prévenu ne respecte pas les obligations qui lui ont été imposées.

b) Utilisation d'appareils techniques

**Art. 27b**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables lorsque le tribunal ordonne l'utilisation d'appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne pour surveiller l'exécution des mesures de substitution.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer les appareils, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de la mesure de substitution.

<sup>3</sup> La direction de la procédure peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>5</sup> En cas de fuite du prévenu, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de l'utilisation des appareils. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure pénale.

Mort suspecte  
(art. 253, al. 4,  
CPP)

**Art. 28** Le médecin qui constate le décès annonce les cas de morts suspects au Ministère public.

Obligation de  
dénoncer  
(art. 302, al. 2,  
CPP)

**Art. 29** <sup>1</sup> Les organes de justice qui, dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent connaissance d'une infraction qui se poursuit d'office sont tenus de la dénoncer au Ministère public et de lui transmettre tous les renseignements, procès-verbaux et actes y relatifs.

<sup>2</sup> La législation spéciale est réservée.

Tarif des frais  
(art. 424 CPP)

**Art. 30** Le tarif des frais est réglé par la législation spéciale.

## CHAPITRE V : Exécution des jugements

### SECTION 1 : ...<sup>17)</sup>

**Art. 31 à 35**<sup>17)</sup>

### SECTION 2 : ...<sup>17)</sup>

**Art. 36 à 41**<sup>17)</sup>

**SECTION 3 : ...[18\)](#)****Art. 42 à 44**[18\)](#)**SECTION 4 : ...[17\)](#)****Art. 45 à 48**[17\)](#)**CHAPITRE VI : ...[17\)](#)****Art. 49 à 55**[17\)](#)**CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution et finales****Art. 56 et 57**[17\)](#)

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 58** <sup>1</sup> La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>[6\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 10a, phrase introductive**...[10\)](#)**Article 20a, alinéa 1**...[10\)](#)

<sup>2</sup> La loi sur l'introduction du Code pénal suisse du 9 novembre 1978<sup>[11\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Articles 6, 23, 23a, 23b, 23c, 26, 26a, 26b, 27, 27a, 28, 29 et 29a**  
Abrogés.

**Article 30**...[10\)](#)



<sup>3</sup> Le décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes<sup>3)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 6, alinéa 2**

...<sup>12)</sup>

**Article 6, alinéa 3**

Abrogé.

**Article 13, alinéa 2**

...<sup>12)</sup>

<sup>4</sup> Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>13)</sup> est modifié comme il suit :

**Titre de la Section 2**

...<sup>12)</sup>

**Article 5, alinéa 2**

...<sup>12)</sup>

<sup>5</sup> La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale<sup>4)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 13, alinéa 4**

...<sup>10)</sup>

<sup>6</sup> La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>14)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 16**

...<sup>10)</sup>

Abrogation

**Art. 59** <sup>1</sup> Le Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura du 13 décembre 1990 est abrogé.

<sup>2</sup> La loi du 21 juin 1995 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale est abrogée.

Référendum

**Art. 60** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 61** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>15)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 312.0](#)
- 2) [RSJU 181.1](#)
- 3) [RSJU 325.1](#)
- 4) [RSJU 551.1](#)
- 5) [RS 210](#)
- 6) [RSJU 211.1](#)
- 7) ...
- 8) [RS 311.0](#)
- 9) [RSJU 175.1](#)
- 10) Texte inséré dans ladite loi
- 11) [RSJU 311](#)
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) [RSJU 186.1](#)
- 14) [RSJU 831.10](#)
- 15) 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 17) Abrogé(e)s par l'article 46 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ([RSJU 341.1](#))
- 18) Abrogé(s) par l'article 87 de la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014 ([RSJU 342.1](#))
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 21) Introduit par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 22) [RSJU 342.1](#)
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018
- 24) Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018
- 25) Nouvelle teneur selon l'article 14 de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020
- 26) [RS 314.1](#)
- 27) [RSJU 324.1](#)
- 28) Introduit par l'article 65, alinéa 2, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020

# Loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)

(Version en vigueur du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 28 février 2021)

du 29 janvier 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre (LAO)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 16 janvier 2019 sur les amendes d'ordre (OAO)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi vise à définir les organes compétents dans le canton du Jura pour percevoir les amendes d'ordre au sens de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[1](#)</sup> et de l'ordonnance fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[2](#)</sup>.

<sup>2</sup> Elle fixe les principes et les règles relatifs à la procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Amendes d'ordre de droit fédéral

Compétences  
générales

**Art. 3** Sont compétents pour percevoir l'ensemble des amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale (art. 1, al. 1 et 2, et art. 15 LAO<sup>[1](#)</sup>; art. 1 et annexes 1 et 2 OAO<sup>[2](#)</sup>) :

- a) les agents de la police cantonale;
- b) les aspirants de la police cantonale dès leur assermentation;
- c) les agents des polices communales et intercommunales.

Compétences  
particulières

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne, par voie d'ordonnance, les autres organes compétents pour percevoir les amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale (art. 1, al. 1 et 2, et art. 15 LAO<sup>1</sup>; art. 1 et annexes 1 et 2 OAO<sup>2</sup>).

<sup>2</sup> Seuls peuvent être désignés les organes compétents à raison de la matière pour appliquer sur le plan administratif la législation fédérale spécifique. Les gardes auxiliaires chargés de la surveillance de la chasse, de la protection de la faune sauvage et de la surveillance de la pêche peuvent en outre être désignés.

<sup>3</sup> Les personnes chargées de percevoir les amendes d'ordre doivent être suffisamment formées d'un point de vue matériel et procédural.

<sup>4</sup> Elles ne reçoivent une carte de légitimation les habilitant à percevoir des amendes d'ordre qu'après avoir suivi une formation obligatoire dispensée par la police cantonale.

<sup>5</sup> La formation des personnes chargées de percevoir des amendes d'ordre et la procédure de délivrance des cartes de légitimation sont réglées par voie d'ordonnance.

### SECTION 3 : Amendes d'ordre de droit cantonal

## Principes

**Art. 5** <sup>1</sup> La procédure de l'amende d'ordre est applicable aux contraventions de droit cantonal.

<sup>2</sup> Le montant maximal de l'amende d'ordre est de 300 francs.

<sup>3</sup> L'amende d'ordre est fixée sans tenir compte des antécédents, ni de la situation personnelle du prévenu.

Liste des  
contraventions  
de droit cantonal  
et montant

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement établit, par voie d'ordonnance, la liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par une amende d'ordre et fixe le montant de celle-ci.

<sup>2</sup> La procédure de l'amende d'ordre n'est applicable qu'aux contraventions prévues par les textes légaux suivants et les dispositions d'exécution de ceux-ci :

- a) loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse<sup>3</sup>;
- b) loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)<sup>4</sup>;
- c) concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité<sup>5</sup>;

- d) loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>6)</sup>;
- e) loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>7)</sup>;
- f) loi du 20 mai 1998 sur les forêts<sup>8)</sup>;
- g) loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)<sup>9)</sup>;
- h) loi du 28 octobre 2009 sur la pêche<sup>10)</sup>;
- i) loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)<sup>11)</sup>;
- j) ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation<sup>12)</sup>.

<sup>3</sup> Le Ministère public doit être consulté sur la liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par des amendes d'ordre et le montant de celles-ci, ainsi que sur toute modification ultérieure.

#### Compétences

**Art. 7** Les articles 3 et 4 s'appliquent par analogie à la désignation et à la formation des organes compétents pour percevoir des amendes d'ordre de droit cantonal.

#### Exclusion de la procédure de l'amende d'ordre

**Art. 8** La procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal est exclue dans les cas suivants :

- a) l'infraction a été commise par une personne âgée de moins de 15 ans au moment des faits;
- b) le prévenu a mis en danger ou blessé une personne ou causé un dommage en commettant l'infraction;
- c) le prévenu se voit simultanément reprocher d'avoir commis une infraction qui ne figure pas dans une des listes établies en vertu de l'article 15 de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>1)</sup> ou de l'article 6, alinéas 1 et 2, de la présente loi;
- d) le prévenu s'oppose à la procédure de l'amende d'ordre pour une ou plusieurs infractions qui lui sont reprochées;
- e) le Code de procédure pénale<sup>13)</sup> ou une loi spéciale cantonale exige des actes de procédure qui ne sont pas mentionnés dans la législation sur les amendes d'ordre;
- f) si le montant escompté de l'amende globale excède 600 francs, les contraventions à la législation fédérale soumises à la procédure de l'amende d'ordre étant prises en considération dans le calcul.

#### Droit supplétif

**Art. 9** Les dispositions suivantes de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>1)</sup> s'appliquent par analogie à la procédure de l'amende d'ordre en matière de contraventions de droit cantonal :

- a) justification de la qualité du représentant de l'organe compétent (art. 2, al. 3, LAO<sup>1)</sup>);
- b) conditions (art. 3, al. 1, LAO<sup>1)</sup>);

- c) concours d'infractions (art. 5, al. 1, 1<sup>ère</sup> phrase, LAO<sup>[1](#)</sup>);
- d) procédure en général (art. 6 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- e) saisie et confiscation (art. 8 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- f) formulaires (art. 9, al. 1 et 2, LAO<sup>[1](#)</sup>);
- g) prévenus non domiciliés en Suisse (art. 10 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- h) force de chose jugée (art. 11 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- i) frais (art. 12 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- j) opposition à la procédure de l'amende d'ordre (art. 13 LAO<sup>[1](#)</sup>);
- k) amende d'ordre infligée dans la procédure pénale ordinaire (art. 14 LAO<sup>[1](#)</sup>).

## SECTION 4 : Dispositions communes

Procédure  
pénale ordinaire

**Art. 10** En cas d'échec de la procédure simplifiée de l'amende d'ordre pour des contraventions de droit fédéral et de droit cantonal ainsi que dans les cas prévus à l'article 8, la procédure pénale ordinaire est engagée par les autorités visées à l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs<sup>[14](#)</sup> et aux articles 12 et 16 de loi d'introduction du Code procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>[15](#)</sup>.

Répartition du  
produit des  
amendes d'ordre

**Art. 11** La répartition du produit des amendes d'ordre entre l'Etat et les communes est réglée par l'article 32 de la loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale<sup>[16](#)</sup> et ses dispositions d'exécution.

## SECTION 5 : Délégation de compétence

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie de convention, la compétence de percevoir des amendes d'ordre à l'Administration fédérale des douanes dans les cas non visés par l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>[1](#)</sup> ainsi que pour les contraventions de droit cantonal.

<sup>2</sup> Il peut également déléguer, par voie de convention, la compétence de percevoir des amendes d'ordre sanctionnant des contraventions de droit fédéral et de droit cantonal à d'autres forces sécuritaires.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 13** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Modification de  
la loi  
d'introduction du  
Code de  
procédure  
pénale suisse

**Art. 14** La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>[15\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 16, alinéa 3**

...<sup>[17\)](#)</sup>

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 15** Sont abrogés :

1. la loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre;
2. le décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre.

Référendum

**Art. 16** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[18\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 janvier 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 314.1](#)
- 2) [RS 314.11](#)
- 3) [RSJU 311](#)
- 4) [RSJU 451](#)
- 5) [RSJU 559.115](#)
- 6) [RSJU 810.01](#)
- 7) [RSJU 850.1](#)
- 8) [RSJU 921.11](#)
- 9) [RSJU 922.11](#)
- 10) [RSJU 923.11](#)
- 11) [RSJU 935.11](#)

- 12) [RSJU 747.201](#)
- 13) [RS 312.0](#)
- 14) [RSJU 182.51](#)
- 15) [RSJU 321.1](#)
- 16) [RSJU 551.1](#)
- 17) Texte inséré dans ladite loi
- 18) Articles 1 à 3 et 10 à 17 : 1<sup>er</sup> juillet 2020  
Article 4 à 9 : 1<sup>er</sup> octobre 2020



## Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO)

du 8 septembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 4 et 6 de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)<sup>1</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)<sup>1</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Compétences  
particulières  
(art. 4, al. 1 et 2,  
LiLAO)

**Art. 3** Les autres organes compétents pour percevoir les amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale sont désignés dans l'annexe 1.

Formation  
(art. 4, al. 3 et 5,  
LiLAO)

**Art. 4** <sup>1</sup> La formation des personnes chargées de percevoir les amendes d'ordre porte notamment sur :

- a) les dispositions légales fédérales et cantonales en matière d'amendes d'ordre;
- b) les règles de procédure relatives à la perception des amendes d'ordre (principes généraux, conditions, exceptions et exclusions, concours d'infractions, délais, opposition à la procédure de l'amende d'ordre);
- c) la manière de remplir la quittance de l'amende d'ordre et le formulaire prévoyant un délai de réflexion;
- d) le comportement général à adopter envers les prévenus.

<sup>2</sup> Des cours de formation sont organisés au moins une fois par année par la police cantonale.

<sup>3</sup> Une attestation de formation est remise à chaque participant.

Carte de  
légitimation  
(art. 4, al. 4 et 5,  
LiLAO)

**Art. 5** <sup>1</sup> Une carte de légitimation permettant à son titulaire de justifier de sa qualité de personne habilitée à percevoir des amendes d'ordre envers les prévenus est délivrée sur présentation d'une attestation de formation.

<sup>2</sup> La carte de légitimation contient le nom et le prénom de la personne titulaire, une photo de celle-ci, son titre de fonction ainsi que l'unité administrative ou l'entité responsable.

<sup>3</sup> Elle est signée par le chef du Département auquel est rattaché le domaine d'activité de la personne habilitée à percevoir des amendes d'ordre ainsi que par le chef de l'unité administrative ou de l'entité responsable.

Contraventions  
de droit cantonal  
(art. 6 et 7  
LiLAO)

**Art. 6** <sup>1</sup> La liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par une amende d'ordre et le montant de celle-ci sont définis dans l'annexe 2.

<sup>2</sup> Les autres organes compétents pour percevoir des amendes d'ordre de droit cantonal sont désignés dans l'annexe 2.

Abrogation

**Art. 7** L'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Delémont, le 8 septembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<b>Annexe 1</b> <b>(Liste des autres organes compétents; art. 4 LiLAO<sup>1)</sup>)</b>		
3001.	Violer l'obligation d'indiquer les prix ou le prix unitaire	- Contrôleur officiel en matière d'indication des prix
4001.	Violer l'interdiction de cueillir, déterrer, arracher, emmener, mettre en vente, vendre, acheter ou détruire au maximum 5 plantes sauvages des espèces désignées à l'annexe 2 OPN <sup>2)</sup>	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7403.1.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à toute navigation en bateau à voile ou à moteur, planche à voile ou kitesurf	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7403.2.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à toute navigation en bateaux à rames, bateau pneumatique, bateau à pagaie ou engin de plage	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7404.1.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à certaines catégories de bateaux seulement en bateau à voile ou à moteur, planche à voile ou kitesurf	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7404.2.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à certaines catégories de bateaux seulement en bateaux à rames, bateau pneumatique, bateau à pagaie ou engin de plage	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7501.1.	Se baigner en dehors des plans d'eau autorisés par les autorités et signalés comme tels ou en dehors des bains publics, dans un rayon de 100 m autour des entrées des ports et des débarcadères des bateaux à passagers	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
9001.	Utiliser un point de collecte des déchets public en dehors des horaires prescrits	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
9002.	Ne pas être muni du document de suivi lors du transport de déchets	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
11001.	Ne pas observer les limitations d'accès dans certaines zones forestières	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde forestier de triage
11002.	Circuler sans droit en forêt et sur des routes forestières avec des véhicules à moteur	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde forestier de triage
12001.	Pénétrer sans motif suffisant sur le territoire de chasse muni d'une arme de tir	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
12002.	Laisser chasser des chiens	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »

12003.	Pénétrer ou circuler dans les zones de tranquillité pour la faune sauvage en dehors des chemins et itinéraires qu'il est autorisé d'y emprunter	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
12011.	Se livrer à la chasse sans avoir sur soi les pièces de légitimation prescrites	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
13001.	Pêcher des poissons ou des écrevisses pendant les périodes de protection	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
13002.	Ne pas respecter la longueur minimale des poissons ou des écrevisses pêchés	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
13003.	Ne pas respecter les interdictions de capture	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire

Annexe 2 (Liste des contraventions; art. 6 LiLAO <sup>1)</sup> )			
		Fr.	Autres organes compétents (art. 4 et 7 LiLAO <sup>1)</sup> )
<b>1. Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse<sup>3)</sup></b>			
1.1.	Souillure de monuments, édifices ou autres objets publics (art. 10 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--	
1.2.	Tapage nocturne (art. 15 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--	
1.3.	Conduite inconvenante (art. 15 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--	
1.4.	Refus d'indiquer son nom (art. 17 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--	
1.5.	Refus d'obtempérer (art. 17a de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	200.--	
<b>2. Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)<sup>4)</sup></b>			
2.1.	Violer l'interdiction de cueillir, déraciner, arracher, endommager, emporter, envoyer, offrir, mettre en vente ou acheter au maximum cinq plantes totalement protégées sur tout le territoire cantonal (art. 26 et 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 19 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
2.2.	Violer l'interdiction de déraciner, arracher ou endommager au maximum cinq plantes partiellement protégées sur tout le territoire cantonal (art. 27 et 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 20 de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
2.3.	Violer l'interdiction de déraciner ou arracher au maximum cinq plantes alpines, de marécages ou aquatiques désignées à l'article 21, alinéa 3, de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> (art. 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 21, al. 3, de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »

<b>3. Concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité<sup>6)</sup></b>			
3.1.	Ne pas être muni d'une carte de légitimation exposant le dispositif de l'autorisation (art. 18, al. 1, et 22, al. 1, lettre d, du Concordat sur les entreprises de sécurité <sup>6)</sup> )	100.--	
<b>4. Loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>7)</sup></b>			
4.1.	Ne pas placer en évidence, à proximité immédiate des produits de tabac, une affiche rappelant que leur vente est interdite aux mineurs (art. 70, al. 1, de la loi sanitaire <sup>7)</sup> ; art. 7, al. 1, et 14 de l'ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac <sup>8)</sup> )	250.--	
<b>5. Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>9)</sup></b>			
5.1.	Organiser, sans autorisation officielle, une collecte ou une vente dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique (art. 57 et 75 de la loi sur l'action sociale <sup>9)</sup> )	150.--	
<b>6. Loi du 20 mai 1998 sur les forêts<sup>10)</sup></b>			
6.1.	Exercer une activité de sport et de loisirs en forêt qui porte atteinte à la conservation des forêts à l'intérieur des peuplements (art. 18 et 74, al. 1, de la loi sur les forêts <sup>10)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »</li> <li>- Garde forestier de triage</li> </ul>
<b>7. Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)<sup>11)</sup></b>			
7.1.	Participer à une aide à la chasse sans autorisation (art. 40 et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	250.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »</li> </ul>
7.2.	Utilisation d'un chien inapproprié pour la chasse (art. 46 et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	150.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.3.	Inscription incomplète, inexacte ou au crayon dans le carnet de contrôle (art. 47, al. 2, et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.4.	Laisser un chien errer dans la nature et déranger la faune (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 40 de l'ordonnance du 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »</li> </ul>

7.5.	Dérangement de la faune sauvage par des activités non autorisées (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 42 et 43 de l'ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7.6.	Nourrissage des mammifères sauvages et des rapaces sans autorisation (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 45 de l'ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7.7.	Ne pas corner la mort d'un animal abattu (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 17, al. 1, lettre a, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire
7.8.	Ne pas respecter les distances de tir maximales autorisées (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 25 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire
7.9.	Transport d'une arme non déchargée dans un véhicule et/ou non placée dans une housse fermée (art. 44, al. 2, et 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 28, al. 2, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire
7.10.	Ne pas respecter l'interdiction du port ou de l'usage d'une arme à feu dans les champs de maïs non récoltés durant la période de validité du permis général (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 33 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	150.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire
7.11.	Absence de pose de brisées (sauf sanglier en traque) (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 35 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire
7.12.	Ne pas respecter les prescriptions en matière d'essais de chiens de chasse (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 37, al. 2, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
7.13.	Ne pas respecter les restrictions de circulation (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 64 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-chasse auxiliaire

<b>8. Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche<sup>14)</sup></b>			
8.1.	Capturer un poisson durant sa période de protection (art. 10 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 11 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.2.	Capturer un poisson au-delà du nombre de prises autorisé (art. 12 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 20 à 22 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.3.	Capturer et conserver un poisson n'atteignant pas les limites de longueur (art. 12 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 24 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.4.	Interventions techniques légères sur les eaux, leur régime et leurs cours, ou encore sur les rives ou le fond des eaux sans autorisation (art. 14 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> )	300.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
8.5.	Ne pas inscrire le poisson pêché dans le carnet de contrôle (art. 39, al. 2, lettre a, et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> )	50.-- (+50.-- par poisson manquant supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.6.	Utilisation de plus d'une ligne par pêcheur (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 1, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.7.	Utilisation d'une ligne non autorisée (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 2, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.8.	Utilisation d'un appât non autorisé (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 3, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.9.	Pêcher avec des hameçons munis d'ardillons (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 28, lettre a, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire



8.10.	Nourrir des poissons dans le but de les capturer (amorçage) (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 28, lettre c, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.11.	Ne pas respecter les heures pendant lesquelles la pêche est autorisée (art. 41, lettre b, et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 12 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.12.	Ne pas respecter les restrictions de pêche depuis le lit du cours d'eau (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 14 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.13.	Transporter un poisson capturé dans un autre cours d'eau (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 15, 1 <sup>ère</sup> phrase, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.-- (+ 20.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.14.	Méthodes de mise à mort du poisson non respectées (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 17 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 20.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.15.	Pêcher depuis un lieu interdit (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 30 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
8.16.	Ne pas respecter les prescriptions liées aux parcours différenciés (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 31 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale » - Garde-pêche auxiliaire
<b>9.</b>	<b>Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)<sup>16)</sup></b>		
9.1.	Pénétrer dans un établissement public alors qu'une interdiction d'accès a été prononcée et notifiée (art. 22 et 84, al. 1, ch. 11, de la loi sur les auberges <sup>16)</sup> )	300.--	
<b>10.</b>	<b>Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation<sup>17)</sup></b>		
10.1.	Utilisation de véhicules non autorisés à la navigation, par embarcation (art. 4 et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »

10.2.	Navigation sur le Doubs en dehors des périodes et des heures autorisées, par embarcation (art. 5, lettre a, et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
10.3.	Navigation sur le Doubs lorsque le débit mesuré la veille à 16 heures à la station fédérale hydrologique d'Ocourt est inférieur à 6m <sup>3</sup> /s, par embarcation (art. 5, lettre b, et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »
10.4.	Navigation sur la Birse, la Sorne, l'Allaine, la Scheulte et la Gabiare en dehors d'une période autorisée de hautes eaux, par embarcation (art. 6 et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de la cellule « surveillance environnementale »

1) [RSJU 324.1](#)

2) [RS 451.1](#)

3) [RSJU 311](#)

4) [RSJU 451](#)

5) [RSJU 451.11](#)

6) [RSJU 559.115](#)

7) [RSJU 810.01](#)

8) [RSJU 810.015](#)

9) [RSJU 850.1](#)

10) [RSJU 921.11](#)

11) [RSJU 922.11](#)

12) [RSJU 922.111](#)

13) Le règlement sur l'exercice de la chasse actuellement en vigueur est celui du 21 avril 2020, publié dans le Journal officiel n°17 du 7 mai 2020

14) [RSJU 923.11](#)

15) Le règlement sur l'exercice de la pêche actuellement en vigueur est celui du 5 février 2019, publié dans le Journal officiel n°7 du 20 février 2019

16) [RSJU 935.11](#)

17) [RSJU 747.201](#)

# Loi sur l'exécution des peines et mesures

du 2 octobre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 372 à 383 du Code pénal suisse (CP)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 439 à 444 du Code de procédure pénale suisse<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi règle l'exécution des peines et des mesures, ainsi que l'assistance de probation.

<sup>2</sup> La réglementation internationale, fédérale et intercantonale, en particulier le droit pénal des mineurs, est réservée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Autorités compétentes

Service juridique

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Service juridique est responsable, d'une part, de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures et, d'autre part, de l'assistance de probation.<sup>[12\)](#)[16\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Ces tâches sont assumées par des personnes différentes au sein du Service juridique, sauf dans les cas où une suppléance est nécessaire.<sup>[13\)](#)</sup>

Exécution des  
peines et  
mesures

<sup>2</sup> Le Service juridique est compétent dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoie expressément la compétence du juge, du tribunal ou d'une autre autorité.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :

1. article 36, alinéa 1 : Conversion d'une peine pécuniaire en une peine privative de liberté;
2. article 59, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
6. article 62c, alinéa 4 : Requête d'internement;
7. article 62c, alinéa 5 : Avis à l'autorité de protection de l'adulte;
8. article 63, alinéa 4 : Requête de prolongation du traitement ambulatoire;
9. article 64a, alinéa 2 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
10. article 64a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
11. article 64b, alinéa 1, lettre b : Requête de traitement thérapeutique institutionnel;
- 12.<sup>19)</sup> article 67, alinéa 2bis : Requête de prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
13. article 67b, alinéa 5 : Requête de prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
- 13<sup>bis</sup>.<sup>20)</sup> article 67c, alinéa 7bis : Décision ordonnant une assistance de probation.
14. article 67d, alinéas 1 et 2 : Requête de modification d'une interdiction ou de prononcé ultérieur d'une interdiction;
15. article 77b : Octroi de la semi-détention, fixation des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
16. article 79a : Octroi du travail d'intérêt général, fixation du délai, des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
17. article 79b : Octroi de la surveillance électronique, fixation des conditions et des charges, révocation;
18. article 87, alinéa 3 : Requête de prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, requête de nouvelles règles de conduite;
19. article 92a : Décision quant à la transmission des informations;
20. article 106, alinéa 5 : Conversion de l'amende en une peine privative de liberté de substitution.<sup>16)</sup>

<sup>4</sup> Le Service juridique est le service cantonal de coordination pour le traitement des données enregistrées dans le casier judiciaire au sens de la législation fédérale (art. 367, al. 5, CP).

Agent de probation

**Art. 3a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> L'agent de probation a notamment les tâches suivantes :

- a) il fournit l'assistance de probation au sens des articles 93 et suivants du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- b) il assure le suivi des règles de conduite (art. 94 CP);
- c) il fait rapport au juge ou au Service juridique dans les cas prévus à l'article 95, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- d) il fournit l'assistance sociale au sens de l'article 96 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> L'agent de probation informe l'autorité qui lui a confié le mandat de probation de toute démarche importante effectuée en cours de procédure.

<sup>3</sup> Il adresse un rapport final à l'autorité qui lui a confié le mandat de probation lorsque l'assistance de probation prend fin. Ce rapport porte sur le comportement de la personne condamnée durant le délai du mandat et son évolution.

Département<sup>16)</sup>

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Département auquel est rattaché le Service juridique (ci-après : "le Département") est compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :<sup>16)</sup>

1. article 62, alinéas 1 à 3 : Libération conditionnelle, décision concernant le délai d'épreuve, décisions imposant un traitement ambulatoire, une assistance de probation et des règles de conduite;
2. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
3. article 62c, alinéa 1 : Levée de la mesure;
4. article 63, alinéa 3 : Décision imposant un traitement institutionnel initial temporaire;
5. article 63a, alinéas 1 et 2 : Décision ordonnant la poursuite ou l'arrêt du traitement ambulatoire;
6. ...<sup>17)</sup>;
7. article 64a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
8. article 64b, alinéa 1, lettre a : Libération conditionnelle de l'internement;
9. article 64c, alinéas 1 et 2 : Examen de l'existence de nouvelles connaissances scientifiques et proposition de traitement;
- 10.<sup>16)</sup> article 67c, alinéas 4 et 5 : Levée de l'interdiction ou limitation de sa durée ou de son contenu;
11. article 86 : Libération conditionnelle;
12. article 87, alinéas 1 et 2 : Décision impartissant un délai d'épreuve, décisions imposant une assistance de probation et des règles de conduite;

13. article 89, alinéa 3 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4;  
 14.<sup>16)</sup> article 92 : Interruption de l'exécution d'une peine privative de liberté si le solde à exécuter est supérieur à 12 mois ainsi que d'une mesure.

<sup>1bis</sup> Sous réserve de la compétence des autorités judiciaires, il est également compétent pour les décisions à rendre en matière d'entraide internationale en matière d'exécution des peines et mesures.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

Commission  
spécialisée

**Art. 5** <sup>1</sup> La commission spécialisée intervenant dans les cas prévus aux articles 62d, alinéa 2, 64b, alinéa 2, et 75a, alinéa 1, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> est composée, outre d'un représentant des milieux de la psychiatrie, d'un procureur, du président de la Cour pénale, du bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et du chef du Service juridique ainsi que de quatre suppléants : un procureur, le vice-président de la Cour pénale, le vice-bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et un remplaçant du chef du Service juridique désigné par le Département. En cas de besoin, celui-ci peut désigner d'autres remplaçants.

<sup>2</sup> La commission désigne, de cas en cas, le représentant des milieux de la psychiatrie qui a voix délibérative.

<sup>3</sup> La commission est présidée par le président de la Cour pénale ou par son suppléant.

<sup>4</sup> L'organisation prévue par le présent article peut être revue en cas de création d'une commission intercantonale.

Recette et  
administration  
de district

**Art. 6** <sup>1</sup> La Recette et administration de district est compétente pour procéder au recouvrement des peines pécuniaires, des amendes et des frais de procédure.

<sup>2</sup> Elle est chargée de fixer le délai de paiement, d'autoriser le paiement par acomptes, de prolonger les délais, d'exiger le paiement immédiat, de demander des sûretés et d'intenter une poursuite pour dettes en application de l'article 35, alinéas 1 à 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

Remboursement  
de l'assistance  
judiciaire en  
matière pénale

**Art. 6a**<sup>22)</sup> Les dispositions relatives au remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile s'appliquent par analogie en matière pénale.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le tribunal qui a prononcé le jugement en première instance rend également les décisions judiciaires ultérieures prévues dans les dispositions suivantes du Code pénal suisse<sup>1)</sup> :

1. article 46, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéas 4 et 5;
2. article 59, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
6. article 62c, alinéas 2, 3, 4 et 6 : Suspension du reste de la peine, décision ordonnant une nouvelle mesure;
7. article 63, alinéa 4 : Prolongation du traitement ambulatoire;
8. article 63a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
9. article 63b, alinéas 2 à 4 : Exécution de la peine privative de liberté suspendue, imputation du traitement ambulatoire sur la peine, suspension du reste de la peine;
10. article 63b, alinéa 5 : Décision ordonnant une mesure thérapeutique institutionnelle;
11. article 64, alinéa 3 : Libération conditionnelle de la peine privative de liberté;
12. article 64a, alinéa 2 : Prolongation du délai d'épreuve;
13. article 64a, alinéa 3 : Réintégration;
14. article 64c, alinéas 3 à 5 : Levée ou libération conditionnelle de l'internement à vie;
15. article 65, alinéas 1 et 2 : Changement de sanction;
- 16.<sup>19)</sup> article 67, alinéa 2bis : Prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
17. article 67b, alinéa 3 : Décision ordonnant l'utilisation d'un appareil technique;
18. article 67b, alinéa 5 : Prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
19. article 67c, alinéa 7 : Décision quant à l'assistance de probation;
20. article 67d, alinéas 1 et 2 : Modification d'une interdiction ou prononcé ultérieur d'une interdiction;
21. article 73, alinéa 3 : Allocation de dommages-intérêts et d'une réparation morale en dehors du jugement pénal;
22. article 87, alinéa 3 : Prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, prononcé de nouvelles règles de conduite.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas où la décision à rendre au sens de l'alinéa premier, chiffre 21, concerne un jugement rendu en première instance par le Tribunal pénal, le président est seul compétent.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Le juge pénal statue sur les requêtes d'autorités administratives tendant au prononcé de peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

<sup>4</sup> Les compétences du Ministère public selon l'article 363, alinéa 2, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.

<sup>5</sup> En application de l'article 67b, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, le juge qui prononce l'interdiction est également compétent pour ordonner, dans le jugement, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur pour l'exécution de l'interdiction.<sup>18)</sup>

Service de la  
population

**Art. 7a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de la population est l'autorité compétente pour exécuter l'expulsion prononcée par les autorités judiciaires pénales.

<sup>2</sup> Il est également compétent pour statuer, au sens de l'article 66d, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, sur le report de l'exécution de l'expulsion obligatoire.

## CHAPITRE III : Procédure d'exécution

### SECTION 1 : Généralités

Communication  
des jugements à  
fin d'exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les 5 jours qui suivent l'entrée en force de chose jugée, l'autorité transmet, par courrier ou de façon électronique, le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale, avec la constatation de l'entrée en force<sup>16)</sup> :

- a)<sup>16)</sup> au Service juridique si une peine privative de liberté ou une mesure est prononcée ou si le concours de ce service est requis d'une autre manière;
- b) à la Recette et administration de district si une peine pécuniaire, une amende, des frais de procédure ou des sûretés sont prononcés;
- c) à la Police cantonale si une arme ou des stupéfiants sont confisqués ou, pour information, si un objet confisqué doit être vendu ou détruit;
- d) à l'Office des poursuites et faillites si un objet confisqué doit être vendu;
- e) à l'agent de probation<sup>15)</sup>, si une assistance de probation est ordonnée ou si le condamné fait déjà l'objet d'une assistance de probation;
- f)<sup>18)</sup> au Service de la population en application de la législation fédérale sur les étrangers.

<sup>2</sup> L'autorité communique au Service juridique les motifs lorsque ceux-ci ont été rédigés, ainsi que l'expertise si une mesure est ordonnée.



<sup>3</sup> Sur demande du Service juridique ou de l'agent de probation<sup>15)</sup>, l'autorité lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>4</sup> ...<sup>9)</sup>

Condamnation à une peine privative de liberté ou à une mesure

**Art. 9<sup>16)</sup>** Le Service juridique édicte un ordre d'exécution de peine en cas de condamnation à une peine privative de liberté ou à une mesure (art. 439, al. 2, CPP).

Condamnation à une peine pécuniaire ou à une amende; frais de procédure et autres prestations financières

**Art. 10<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et administration de district procède au recouvrement des montants dus conformément à l'article 442 du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>, aux articles 35 et 106 du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et à l'article 6 de la présente loi.

<sup>2</sup> Les personnes dont l'indigence est officiellement établie ne sont pas recherchées pour les frais de procédure, sous réserve d'un retour à meilleure fortune.

<sup>3</sup> Dans la mesure où le condamné ne paie pas la peine pécuniaire ou l'amende et que celle-ci est inexécutable par la voie de la poursuite pour dettes, la Recette et administration de district transmet l'affaire, par courrier ou de façon électronique, au Service juridique pour mise à exécution de la peine privative de liberté de substitution, en joignant le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale et en indiquant le solde dû par le condamné. Elle indique un éventuel paiement ultérieur.

<sup>4</sup> Le Service juridique informe la Recette et administration de district de l'issue donnée à l'affaire.

Interdiction de contact ou géographique

**Art. 10a<sup>18)</sup>** En cas d'interdiction de contact ou géographique, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur (art. 67b, al. 3, CP) est réglée conformément aux articles 31b et 31c de la présente loi relatifs à la surveillance électronique.

Autres formes de condamnation

**Art. 11** <sup>1</sup> Lorsqu'une confiscation a été ordonnée, le Service juridique en charge la Police cantonale; les dispositions concernant la perquisition et le séquestre doivent être observées.

<sup>2</sup> Le Service juridique communique l'interdiction de conduire (art. 67e CP) à l'Office des véhicules ainsi qu'à la Police cantonale.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la destruction d'un objet confisqué est ordonnée, l'autorité de jugement peut elle-même procéder à la destruction. A défaut, elle transmet l'objet au Service juridique ou, lorsqu'il s'agit d'armes ou de stupéfiants, à la Police cantonale.

<sup>4</sup> L'autorité de jugement transmet à l'Office des poursuites et faillites les objets confisqués qui doivent être réalisés.

Registre

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service juridique tient un registre des décisions qui lui sont communiquées pour exécution; il examine chaque année si les peines enregistrées sont exécutées ou prescrites.

<sup>2</sup> Le registre peut être tenu sur un support informatique.<sup>[18\)](#)</sup>

**Art. 13**<sup>[17\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Peines privatives de liberté et mesures

Buts de l'exécution

**Art. 14** <sup>1</sup> L'exécution des peines et mesures doit amener le détenu à adopter un comportement responsable et respectueux des droits d'autrui, dans la perspective d'une existence en conformité avec la loi au sein de la collectivité.

<sup>2</sup> L'exécution doit faire prendre conscience au détenu des conséquences que représente son acte pour lui-même, pour la victime et pour la collectivité.

<sup>3</sup> Elle doit aller dans le sens d'une réparation des torts causés aux personnes lésées.

Lieu d'exécution  
1. Peines

**Art. 15** Les peines privatives de liberté sont exécutées dans les établissements du Canton ou dans ceux d'autres cantons, conformément aux accords intercantonaux passés en la matière. Les accords internationaux sont réservés.

2. Mesures

**Art. 16** Les mesures au sens des articles 56 à 65 du Code pénal suisse<sup>[1\)](#)</sup> sont exécutées dans des établissements appropriés.

## 3. Critères

**Art. 17** Le Service juridique décide de l'établissement et, cas échéant, du secteur appropriés, notamment en regard de la nature de la sanction, du degré de dangerosité de la personne concernée, de son état de santé, des risques de fuite et de récidive. Les compétences de la Commission spécialisée sont réservées.

## 4. Renvoi

**Art. 18** La détention dans les établissements du Canton est régie par la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention<sup>4)</sup>.

Détention pour des motifs de sûreté relevant de l'exécution des peines et mesures

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Service juridique peut ordonner la mise en détention pour des motifs de sûreté avant ou pendant une procédure judiciaire au sens des articles 62a, alinéa 3, 62c, alinéas 4 et 6, 64a, alinéa 3 ou 95, alinéa 5, CP, s'il y a urgence et si la protection de la collectivité ne peut pas être assurée par d'autres moyens.

<sup>2</sup> Il adresse immédiatement, mais dans les 48 heures au plus tard, une demande au juge des mesures de contrainte afin de maintenir la détention pour des motifs de sûreté.<sup>19)</sup>

Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication

**Art. 19a**<sup>20)</sup> <sup>1</sup> Une surveillance de la correspondance par poste et télécommunication peut être ordonnée, en dehors d'une procédure pénale, pour retrouver une personne condamnée, aux conditions de l'article 36 de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>21)</sup>.

<sup>2</sup> Sur demande motivée du Service juridique, la surveillance est ordonnée par le Ministère public, pour une durée de trois mois au maximum.

<sup>3</sup> La surveillance est soumise pour autorisation dans les 24 heures au juge des mesures de contrainte.

<sup>4</sup> Le juge des mesures de contrainte statue dans les cinq jours à compter du moment où la surveillance a été ordonnée en indiquant brièvement les motifs. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, assortir l'autorisation de conditions ou encore demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés.

<sup>5</sup> Si la prolongation de la surveillance est nécessaire, le Service juridique en fait la demande avant l'expiration du délai en indiquant les motifs. La surveillance ne peut être prolongée que pour des périodes n'excédant pas trois mois..

<sup>6</sup> Le juge des mesures de contrainte communique immédiatement sa décision au Service juridique, au Ministère public et au Service fédéral chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>7</sup> La décision du juge des mesures de contrainte est susceptible de recours auprès de la Chambre pénale des recours.

<sup>8</sup> Au surplus, la procédure est régie par la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>21)</sup>

Echange  
d'informations  
entre autorités

**Art. 20**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Au sein du Service juridique, les personnes en charge de l'exécution de peines et mesures et l'agent de probation sont tenus réciproquement de se communiquer tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Les autorités judiciaires, la police, les autorités en charge de l'asile et des migrants et tout autre service désigné par le Gouvernement fournissent au Service juridique ainsi qu'à l'autorité de probation tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>3</sup> Le Service juridique avise l'autorité compétente en matière de police des étrangers de la date de libération, conditionnelle ou définitive, de l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure en milieu fermé subie par une personne étrangère.

<sup>4</sup> Dans la mesure où cela est nécessaire, le Service juridique et les établissements de détention du Canton sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, à la direction d'un établissement pénitentiaire ou à d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures.

<sup>5</sup> Dans la mesure où cela est nécessaire, les autorités compétentes communiquent aux offices des poursuites et faillites le lieu de détention des personnes prévenues ou soumises à une sanction pénale.

Libération du  
secret médical  
et de fonction

**Art. 20a<sup>11)</sup>** Les autorités cantonales et communales, les médecins, les psychologues et tout autre intervenant thérapeutique en charge d'une personne qui s'est vu ordonner un traitement institutionnel (art. 59 CP), un traitement ambulatoire (art. 63 CP) ou un internement (art. 64 CP) ou dont le caractère dangereux est admis, ou encore lorsqu'il s'agit d'une personne sous assistance de probation (art. 93 CP) ou sous le coup de règles de conduite à caractère médical (art. 94 CP), sont libérés du secret de fonction et du secret médical dès lors qu'il s'agit d'informer l'autorité compétente sur des faits importants, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, pouvant avoir une influence sur les mesures en cours ou sur les allègements dans l'exécution ou, d'une manière générale, sur l'appréciation de la dangerosité de la personne considérée.

Médication sous  
contrainte dans  
le cadre d'une  
mesure

**Art. 20b<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Pour les détenus soumis à une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 59 CP), le Service juridique peut ordonner une médication sous contrainte correspondant au but de la mesure, si elle paraît indispensable à la réussite de celle-ci du point de vue de la psychiatrie forensique.

<sup>2</sup> La médication sous contrainte n'est admissible que si elle est recommandée par un médecin.

<sup>3</sup> Elle est exécutée par du personnel médical.

### SECTION 3 : Travail d'intérêt général

Principe

**Art. 21<sup>16)</sup>** Le travail d'intérêt général est accompli conformément à l'article 79a du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et aux dispositions concordataires.

Autorité  
compétente

**Art. 22** Le Service juridique a notamment les attributions suivantes :

- a) il désigne le bénéficiaire;
- b) il fixe la date du début de l'exécution et la période pendant laquelle le travail d'intérêt général doit être effectué;
- c) il fixe les charges et conditions applicables;
- d) il contrôle l'exécution du travail d'intérêt général.

Décision et  
convention

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Service juridique détermine le travail d'intérêt général à accomplir par le biais d'une décision ou d'une convention passée avec le bénéficiaire et la personne condamnée.

<sup>2</sup> La décision ou la convention peut notamment comporter les éléments suivants :

- le travail à accomplir;
- les droits et les devoirs des parties;
- les modalités de l'exécution;
- le devoir de confidentialité du bénéficiaire;
- la personne responsable de l'organisation et de la surveillance du travail d'intérêt général.

<sup>3</sup> Le Département peut déléguer, par mandat, à des institutions d'utilité publique la tâche d'assurer l'exécution du travail d'intérêt général, sous la supervision du Service juridique. Le mandat règle les modalités de la délégation.

Durée du travail **Art. 24** <sup>1</sup> La durée des déplacements entre le domicile et le lieu de travail ainsi que celle des repas ne sont pas prises en considération dans la durée du travail à accomplir.

<sup>2</sup> Si la personne condamnée manque à son travail, les heures perdues doivent être rattrapées, même si l'absence a été excusée.

Devoirs de la personne condamnée **Art. 25** Dans le cadre de l'exécution du travail, la personne condamnée doit se conformer aux instructions du Service juridique et à celles du bénéficiaire.

Assistance et contrôle **Art. 26** <sup>1</sup> L'agent de probation<sup>[15\)](#)</sup> offre, en cas de besoin, l'assistance nécessaire au condamné.

<sup>2</sup> L'agent de probation peut être appelé à s'assurer de l'exécution du travail d'intérêt général, si nécessaire par une inspection sur le lieu de travail.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le bénéficiaire informe sans délai le Service juridique de toute violation des obligations incombant à la personne exécutant le travail d'intérêt général, ainsi que de tout incident que celle-ci a causé ou subi.

Frais de déplacement et de repas **Art. 27** Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ainsi que les frais de repas sont à la charge de la personne condamnée.

Changement  
de travail

**Art. 28** Un autre travail d'intérêt général est attribué à la personne condamnée lorsque, sans qu'elle en soit responsable :

- a) le bénéficiaire renonce à l'occuper;
- b) il existe d'autres motifs justifiés.

Assurance-  
accidents

**Art. 29** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge, à titre supplétif, les conséquences économiques des accidents dont la personne condamnée est victime dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général.

<sup>2</sup> Il peut conclure une assurance à cette fin.

Responsabilité  
civile

**Art. 30** <sup>1</sup> La responsabilité de la personne condamnée, de même que celle du bénéficiaire, pour le préjudice causé dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général sont régies par le Code des obligations<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> A titre subsidiaire, l'Etat répond du préjudice causé de manière illicite à autrui par une personne condamnée lorsque ce préjudice résulte de l'accomplissement d'un travail d'intérêt général. Le préjudice est indemnisé contre cession de la part correspondante de la créance du lésé au canton.

Attestation de  
travail

**Art. 31** Lorsque la personne condamnée a accompli la totalité du travail d'intérêt général, le bénéficiaire l'atteste par écrit à l'adresse du Service juridique.

#### **SECTION 4 : Surveillance électronique<sup>18)</sup>**

Principe

**Art. 31a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour ordonner la surveillance électronique du condamné au sens de l'article 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la surveillance électronique si les conditions ne sont plus réunies (art. 79b, al. 3, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la surveillance électronique sont applicables.

Modalités

**Art. 31b<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution par surveillance électronique.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer l'appareil électronique, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de l'exécution de la peine.

Utilisation des  
données

**Art. 31c<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> En demandant d'exécuter sa peine sous surveillance électronique, le condamné consent à l'utilisation et à la conservation des données spatiales et temporelles le concernant, conformément au présent article, à ses dispositions d'exécution et aux dispositions concordataires.

<sup>2</sup> L'autorité d'exécution peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à la surveillance électronique. En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>3</sup> En cas de fuite du condamné, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>4</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la surveillance électronique. L'autorité d'exécution peut extraire et enregistrer les données sur un support indépendant en cas de contestation liée à l'exécution de la sanction. Il en va de même si une autorité judiciaire l'exige dans le cadre d'une procédure pénale.

## **SECTION 5 : Semi-détention<sup>18)</sup>**

**Art. 31d<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour autoriser la semi-détention au sens de l'article 77b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la semi-détention si les conditions ne sont plus réunies (art. 77b, al. 4, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la semi-détention sont applicables.

## **CHAPITRE IV : ...<sup>14)</sup>**

### **Art. 32 et 33<sup>14)</sup>**



## CHAPITRE V : Sort des frais découlant de l'exécution

Participation  
de la personne  
condamnée aux  
frais d'exécution

**Art. 34** <sup>1</sup> La personne condamnée verse, conformément à l'article 380, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> une participation aux frais d'exécution, dont le Gouvernement fixe le montant par voie d'arrêté.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux sont réservés.

Peines privatives  
de liberté

**Art. 35** Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des peines privatives de liberté prononcées par les tribunaux jurassiens sont à la charge de l'Etat.

Mesures

**Art. 36** <sup>1</sup> Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées par les tribunaux jurassiens qui ne sont pas pris en charge par une assurance, par une collectivité ou par un tiers sont assumés par l'Etat pour la durée équivalant à celle de la peine privative de liberté suspendue au profit de la mesure. Au-delà de cette durée, les frais sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes conformément à la législation sur l'action sociale au titre de l'aide matérielle.

<sup>2</sup> Les frais de traitement ambulatoire sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale. L'Etat est subrogé dans les droits de la personne condamnée vis-à-vis des assurances sociales.

<sup>3</sup> Il en va de même des frais découlant de l'internement subi après une peine privative de liberté.

Frais médicaux

**Art. 37** Les frais médicaux des personnes condamnées par les tribunaux jurassiens qui ne peuvent être mis à la charge d'une assurance-maladie ou d'une autre assurance ou d'un tiers sont assumés par la personne condamnée. Dans la mesure où celle-ci ne peut les assumer personnellement, ils sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale.

Recouvrement  
et décision  
concernant les  
frais

**Art. 38** <sup>1</sup> En tenant compte de l'ensemble des circonstances, en particulier du rapport entre les frais à engager et le recouvrement que l'on peut escompter, le Service juridique décide s'il y a lieu de procéder à ce recouvrement.

<sup>2</sup> Il peut, par voie de décision, fixer le montant des frais mis à la charge de la personne condamnée.

## CHAPITRE VI : La grâce

Autorités  
compétentes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le droit de grâce appartient :

- a) au Gouvernement, pour les amendes d'un montant ne dépassant pas 1 000 francs et pour les peines pécuniaires de 20 jours-amendes au plus;
- b) au Parlement, dans tous les autres cas.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes peuvent exercer le droit de grâce d'office ou sur requête.

Procédure

**Art. 40** <sup>1</sup> Le droit de recourir en grâce est régi par l'article 382 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Le recours en grâce doit être formé par écrit devant le Gouvernement.

<sup>3</sup> S'il l'estime nécessaire, celui-ci peut notamment se faire présenter un rapport écrit par le Service juridique, par le juge qui a prononcé la condamnation et par l'établissement de détention. Il soumet le recours au Parlement, avec ses propositions, à moins qu'il ne soit compétent pour statuer.

<sup>4</sup> Le recours en grâce n'a pas d'effet suspensif, à moins que le Gouvernement ne l'accorde sur requête.

Etendue et effets  
de la grâce

**Art. 41** <sup>1</sup> L'article 383 du Code pénal suisse<sup>1)</sup> règle les effets de la grâce.

<sup>2</sup> S'il est fait grâce d'une amende, la part revenant à des tiers ne leur est pas payée par l'Etat.

<sup>3</sup> Ne sont pas touchés par la grâce :

- a) les intérêts civils de la partie lésée;
- b) les dépens alloués à la partie plaignante;
- c) les frais de l'Etat.

Refus de la  
grâce

**Art. 42** <sup>1</sup> Aucun condamné ne peut décliner la grâce légalement prononcée à son égard.

<sup>2</sup> En revanche, il peut refuser une commutation de la peine.

## CHAPITRE VII : Dispositions de procédure, transitoires et finales

Voies de droit

**Art. 43** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives en application de la présente loi, à l'exclusion des décisions du Gouvernement en matière de grâce, sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif et les dispositions relatives aux feries ne s'appliquent pas. Une décision contraire de l'autorité qui a rendu la décision ou de l'autorité de recours, d'office ou sur requête, est réservée. Si les circonstances le justifient, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.

Concordat

**Art. 44** L'Etat peut adhérer à des concordats intercantonaux en matière d'exécution de peines et de mesures.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 45** Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Abrogation

**Art. 46** Les articles 31 à 41 et 45 à 57 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>7)</sup> et les titres qui s'y rapportent sont abrogés.

Droit transitoire

**Art. 47** La présente loi s'applique immédiatement à l'exécution des peines et mesures en cours au moment de son entrée en vigueur.

Référendum  
facultatif

**Art. 48** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 49** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>8)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 2 octobre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 311.0](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RS 312.5](#)
- 4) [RSJU 342.1](#)
- 5) [RS 220](#)
- 6) [RSJU 175.1](#)
- 7) [RSJU 321.1](#)
- 8) 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 9) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 13) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 14) Abrogés par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 15) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 17) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 18) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 20) Introduit par le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 21) [RS 780.1](#)
- 22) Introduit par le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse (RSA 2009) du 23 novembre 2007
410.105	Arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.2	Règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année
410.111.3	Règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.114	Ordonnance du 30 mai 2017 concernant les mesures pédagogiques
410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes

410.164 Arrêté du Département de la formation, de la culture et des sports du 22 juin 2020 fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de l'école obligatoire (Nouveau)

*410.2 Corps enseignant*

410.210 Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal créant une Haute Ecole pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)

410.210.1 Loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE)

410.210.15 Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement

410.210.16 Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant

410.210.18 Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979

410.252.1 Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire

410.252.2 Ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires

410.252.24 Ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires

410.252.3 Ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire

410.252.4 Ordonnance du 16 avril 2019 concernant l'enseignement dans la scolarité obligatoire de disciplines ou de niveaux ne relevant pas du titre pédagogique acquis

410.254.2 Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants

*410.3 Constructions scolaires*

410.316 Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires

410.316.1 Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires

410.316.11 Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires

410.316.12 Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires

---

410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement
410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle





# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bellelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.94	Arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.941	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 10 juillet 2017 concernant l'organisation de études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)
413	<i>Formation professionnelle</i>
413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles

413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de préapprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation
413.255	Ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de la formation du 8 octobre 2015 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure technique (EST)
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 13 mars 2013 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES)
413.611	Décret du 12 décembre 2012 concernant le financement de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire



## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<i>414</i>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.70	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
<i>415</i>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
<i>416</i>	<i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire

- 416.31            Loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation
- 416.311        Ordonnance du 4 juillet 2017 concernant les subsides de formation
- 416.311.1      Directive du Département de la formation, de la culture et des sports  
du 25 mai 2018 concernant les subsides de formation
- 416.91          Arrêté du Parlement du 21 novembre 2012 portant adhésion de la  
République et Canton du Jura à l'accord intercantonal du 18 juin  
2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

*417            Enseignement privé*

- 417.1            Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
- 417.11          Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur  
l'enseignement privé

**44            Culture**

*441            Documentation*

- 441.21            Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
- 441.211        Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la  
République et Canton du Jura
- 441.212        Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des  
archives communales
- 441.213        Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des  
archives
- 441.221        Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la  
promotion de la lecture publique
- 441.221.1      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
- 441.221.2      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
- 441.221.3      Arrêté du Département de la formation du 30 octobre 2015 portant  
approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
- 441.226.1      Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du  
Fonds Friedrich-Emil-Welti
- 441.232        Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la  
commission des musées

*443            Encouragement des activités culturelles*

- 443.1            Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités  
culturelles
- 443.11          Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires  
culturelles
- 443.14          Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la  
création audiovisuelle

443.15	Ordonnance du 17 novembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19
<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Arrêté du Gouvernement du 23 août 2016 approuvant la modification de l'accord entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura instituant une commission intercantonale de littérature
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
<b>445</b>	<b><i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i></b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)
445.41	Ordonnance du 8 décembre 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)
<b>45</b>	<b><i>Protection de la nature et du paysage</i></b>
<b>451</b>	<b><i>Protection de la nature</i></b>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.323 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.324 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** *Eglise*

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques



479                      *Conventions*

- 479.11                  Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13                  Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828



## Loi sur l'école obligatoire<sup>39)</sup>

du 20 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 8, lettres d, e, h et j, 32 à 37 et 39 à 41 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande<sup>44)</sup>, <sup>40)</sup>

vu l'arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, <sup>48)</sup>

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application et  
objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi s'applique à l'école obligatoire.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Elle a pour objet :

- a) les buts et la mission de l'école;
- b) la structure et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et obligations des élèves et de leurs parents;
- d) ...<sup>52)</sup>
- e) l'organisation locale de l'école;
- f) l'organisation et les tâches des autorités communales et cantonales;
- g) les services auxiliaires;
- h) le financement de l'école.

<sup>3</sup> Elle constitue la loi de référence en matière d'instruction publique.

<sup>4</sup> Le statut des enseignants est réglé par la législation sur le personnel de l'Etat.<sup>53)</sup>

Mission de l'école

**Art. 2** <sup>1</sup> L'école assume, solidairement avec la famille, l'éducation et l'instruction de l'enfant.

<sup>2</sup> Elle respecte la dignité, la personnalité et le développement de l'enfant.

<sup>3</sup> Elle s'efforce de corriger l'inégalité des chances en matière de réussite scolaire.

Buts de l'école

**Art. 3** Par les différents moyens à sa disposition, l'école :

- a) amène l'élève à maîtriser les connaissances fondamentales et à travailler de manière autonome;
- b) offre à l'enfant la possibilité de construire sa personnalité, de développer ses aptitudes intellectuelles, manuelles et physiques, d'éveiller sa sensibilité esthétique et spirituelle, d'exprimer sa créativité;
- c) prépare l'enfant à exercer activement son rôle dans la société;
- d) rend l'enfant conscient de son appartenance au monde qui l'entoure en développant en lui le sens de la fraternité, de la coopération et de la tolérance;
- e) familiarise l'enfant avec les langues étrangères et lui donne les moyens de développer sa connaissance de plusieurs d'entre elles.

Intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers

**Art. 4**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> L'école pourvoit à l'intégration dans une classe ordinaire, dans une classe de soutien ou dans une autre structure, des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou qui sont en situation de handicap.

<sup>2</sup> L'intégration se fait en fonction de la nature des besoins éducatifs particuliers ou du handicap et dans tous les cas où elle est bénéfique à l'enfant. Elle doit répondre aux besoins de ce dernier par les mesures diversifiées et graduées les moins restrictives pour lui, tout en garantissant les qualités de l'enseignement général.

Insertion des migrants

**Art. 5** <sup>1</sup> L'école favorise l'insertion des enfants de migrants tout en respectant l'identité culturelle.

<sup>2</sup> Une attention particulière est vouée à l'activité langagière des élèves de langue étrangère.

Scolarité obligatoire  
a) Principe

**Art. 6**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Tout enfant, quel que soit son statut, a accès à l'école.

<sup>2</sup> Les parents ont le droit et l'obligation d'envoyer leur enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique. Demeure réservé le droit des parents de donner ou de faire donner un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé.

b) Degrés, durée <sup>3</sup> La scolarité obligatoire comprend deux degrés : le degré primaire, école enfantine incluse, qui dure en principe huit années, et le degré secondaire, qui dure en principe trois années.

<sup>4</sup> Elle dure onze ans.

Age d'entrée à l'école **Art. 7<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Tout enfant âgé de quatre ans révolus jusqu'au 31 juillet inclus entre à l'école obligatoire.

<sup>2</sup> Pour des motifs justifiés, le Service de l'enseignement peut accorder des dérogations individuelles. Au besoin, il requiert l'avis du psychologue scolaire.

Gratuité **Art. 8** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, la fréquentation de l'école publique est gratuite.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet le justifient, les élèves bénéficient de transports gratuits. Le Gouvernement fixe les conditions de la reconnaissance et de la gratuité des transports.

<sup>3</sup> Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes ou les écoles peuvent percevoir auprès des parents des contributions couvrant une partie des frais de certaines activités ou manifestations.

Lieu de fréquentation de l'école  
a) En général **Art. 9** Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur lieu de résidence habituelle.

b) Cas particuliers **Art. 10** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, si l'intérêt de l'élève ou le bon fonctionnement de l'école le commandent, ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, le Service de l'enseignement peut autoriser ou obliger ce dernier à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire. Le Service de l'enseignement statue après avoir pris l'avis des autorités scolaires des cercles scolaires concernés.<sup>32)</sup>

c) Participation  
aux frais  
scolaires

<sup>2</sup> Dans le cas où un élève fréquente un autre cercle scolaire que celui de son lieu de résidence, le cercle d'accueil peut exiger de la commune de résidence une participation équitable aux frais scolaires, les dépenses générales prévues à l'article 152, chiffre 3, demeurant exceptées. En cas de désaccord, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") tranche.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers

**Art. 11** <sup>1</sup> L'école obligatoire participe, durant les deux premières années, à l'intégration sociale de l'enfant; elle stimule son développement affectif, moteur et intellectuel; elle favorise ses facultés d'expression et de compréhension.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle rend l'enfant mieux à même d'aborder les premiers apprentissages scolaires.

<sup>3</sup> L'activité pédagogique durant ces deux premières années est essentiellement fondée sur le jeu; elle tient compte de l'âge et du développement de l'enfant.<sup>[41\)](#)</sup>

**Art. 12**<sup>[42\)](#)</sup>

### **CHAPITRE II : Ecole primaire**

Buts particuliers

**Art. 13** L'école primaire a pour but de faire acquérir à l'élève la maîtrise des outils fondamentaux du savoir. Elle le prépare à l'entrée dans le cycle secondaire.

**Art. 14**<sup>[42\)](#)</sup>

Structure interne

**Art. 15**<sup>[32\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans les classes du degré primaire, l'enseignement est dispensé, en principe par tranches de deux années scolaires, par un ou plusieurs enseignants.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque l'enseignement est dispensé par plusieurs enseignants, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées.

Huitième année,  
orientation,  
observation

**Art. 16<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> La huitième année a pour fonction particulière d'observer et d'orienter les élèves en vue des enseignements différenciés pratiqués à l'école secondaire.

<sup>2</sup> L'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves compléteront l'information donnée par les parents, les enseignants et les élèves. L'ensemble de ces moyens contribue à l'appréciation des élèves en vue du choix des enseignements différenciés de la neuvième année. Le Département arrête les modalités.

### CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers

**Art. 17** <sup>1</sup> L'école secondaire consolide et développe les connaissances de base acquises par les élèves à l'école primaire, en fonction de leurs aptitudes, de leurs intérêts et de leurs projets de formation.

<sup>2</sup> Elle prépare les élèves en vue de la formation professionnelle ou d'études au niveau secondaire supérieur.

#### **Art. 18<sup>42)</sup>**

Organisation  
pédagogique

**Art. 19** <sup>1</sup> Le programme de l'élève est défini en fonction de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses projets de formation.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé de manière à favoriser l'orientation continue.

Structure interne  
1. Principes

**Art. 20** <sup>1</sup> Le programme des classes de l'école secondaire comprend :

- a) un enseignement obligatoire commun;
- b) un enseignement séparé obligatoire donné sous forme de cours à niveaux et de cours à option;
- c) des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'élève a accès aux cours à niveaux et aux cours à option pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

2. Cours communs **Art. 21** L'enseignement en cours communs a pour but d'assurer la cohésion sociale des classes dans une perspective d'éducation générale et civique. Le programme obligatoire de chaque classe réserve aux cours communs une place suffisante et prend en compte les objectifs spécifiques des trois années de l'école secondaire.
3. Cours séparés **Art. 22** <sup>1</sup> L'enseignement en cours séparés permet à l'élève de progresser dans les disciplines de base selon son rythme et ses aptitudes, et dans les disciplines à option selon ses goûts, ses aptitudes et ses aspirations.
- a) Cours à niveaux <sup>2</sup> L'enseignement des disciplines de base comprend le français, la mathématique et l'allemand. Il est dispensé en cours à niveaux.
- b) Cours à option <sup>3</sup> L'enseignement des autres langues, des sciences naturelles et des sciences humaines peut être dispensé en cours à option séparés.
- <sup>4</sup> D'autres disciplines peuvent être dispensées en cours à option séparés.
4. Cours facultatifs **Art. 23** Des cours facultatifs sont offerts par les écoles, en supplément aux disciplines du programme obligatoire. Ils sont dispensés en principe sans distinction de niveaux.
- Application **Art. 24** Le Gouvernement édicte des dispositions générales sur :
- a) les modalités et les mesures propres à favoriser l'orientation;
  - b) l'organisation des cours à niveaux;
  - c) les conditions d'accès aux différents niveaux ainsi qu'aux cours à option.

## CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

- Principe **Art. 25<sup>41)</sup>** L'élève dont l'orientation professionnelle n'est pas encore fixée, qui achève sa scolarité obligatoire en situation d'échec ou dont les résultats ne correspondent pas aux exigences requises en vue de la formation ultérieure choisie, peut accomplir une douzième, éventuellement une treizième année scolaire.



## Modalités

**Art. 26<sup>32)41)</sup>** La prolongation de la scolarité est ouverte aux élèves qui veulent effectuer à l'école secondaire une douzième année en accomplissant le programme régulier de la onzième année de la scolarité obligatoire ou qui veulent suivre une douzième année linguistique conformément aux accords conclus en la matière ou qui veulent encore effectuer une douzième année en fréquentant des classes préparatoires rattachées au niveau secondaire II.

**Art. 27<sup>42)</sup>**

## CHAPITRE V : Mesures de pédagogie spécialisée<sup>49)</sup>

## But, généralités

**Art. 28<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée ont pour but de donner une formation appropriée à l'élève qui ne peut acquérir les notions de base dans le cadre d'une scolarité ordinaire. Elles contribuent à équilibrer la personnalité de l'élève et à développer en lui la faculté d'apprendre.

<sup>2</sup> Lorsque les mesures octroyées avant l'entrée en scolarité ou dans le cadre de l'école ordinaire s'avèrent insuffisantes, des mesures renforcées sont allouées en fonction des besoins individuels qui sont déterminés selon une procédure d'évaluation standardisée sur le plan intercantonal.

<sup>3</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée comprennent notamment :

- a) l'éducation précoce spécialisée;
- b) le conseil et le soutien, l'enseignement d'appui, le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire et les classes particulières;
- c) les mesures d'enseignement spécialisé en institution de pédagogie spécialisée (scolarisation et éducation spécialisées, accueil en structures de jour ou à caractère résidentiel);
- d) la logopédie et la psychomotricité, à titre de mesures pédagogiques;
- e) la musicothérapie.

<sup>4</sup> Les enseignants chargés des mesures de pédagogie spécialisée reçoivent une formation spécifique.

## Destinataires

**Art. 29<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Peuvent bénéficier de mesures de pédagogie spécialisée les enfants dès leur naissance jusqu'à l'âge de vingt ans révolus qui ont leur résidence habituelle dans le Canton.

<sup>2</sup> Avant le début de la scolarité, des mesures sont octroyées s'il est établi que le développement de l'enfant est limité ou compromis, ou si l'enfant ne pourra pas suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique.

<sup>3</sup> Durant la scolarité obligatoire, des mesures sont octroyées s'il est établi que l'enfant est limité dans ses possibilités de développement et de formation au point de ne pas pouvoir suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique ou lorsqu'un besoin éducatif particulier est indiqué/nécessaire.

<sup>4</sup> Après la scolarité obligatoire, seules peuvent être garanties les prestations de base pour les enfants de cette catégorie, au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>. Le Gouvernement arrête et précise, par voie d'ordonnance, ces prestations; il peut prévoir des prestations supplémentaires.

Gratuité

**Art. 29a**<sup>50)</sup> <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée sont gratuites pour les élèves et leurs parents.

<sup>2</sup> Pour les prestations de base au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, l'organisation des transports et les frais correspondants sont pris en charge pour les enfants et les jeunes qui, du fait de leur handicap, ne peuvent se déplacer par leurs propres moyens entre leur domicile et l'établissement scolaire et le lieu de thérapie.

<sup>3</sup> Pour les repas et la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel, il peut être exigé une participation financière de la part des parents.

Classes de transition à l'école primaire

**Art. 30** <sup>1</sup> Les élèves présentant un retard dans leur développement et pour lesquels il paraît indiqué de ne pas différer l'entrée en troisième année peuvent être accueillis dans une classe de transition. Ils y accompliront le programme de la troisième année en deux ans.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> La fréquentation d'une classe de transition ne compte que pour une seule année scolaire.

Appui

**Art. 31** <sup>1</sup> L'enseignement d'appui aide l'élève qui connaît des difficultés passagères à suivre le programme scolaire.

<sup>2</sup> Il est dispensé à des petits groupes ou individuellement.

<sup>3</sup> Il peut être inséré dans l'horaire régulier des classes.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire

**Art. 32** <sup>1</sup> Le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire est destiné à l'élève qui présente des difficultés scolaires globales.<sup>49)</sup>

<sup>2</sup> Il est dispensé individuellement ou à des petits groupes.

<sup>3</sup> ...<sup>51)</sup>

Classes de  
soutien

**Art. 33** La classe de soutien reçoit l'élève qui ne peut pas suivre l'enseignement d'une classe primaire ou secondaire. Elle en favorise la réintégration dans une classe ordinaire dans les délais les plus brefs.

Enfants malades

**Art. 34** Les enfants hospitalisés ou en convalescence à domicile pour une longue période reçoivent un enseignement adapté aux circonstances.

Décision d'octroi  
des mesures de  
pédagogie  
compensatoire

**Art. 35**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures de pédagogie spécialisée. Il tient compte de l'avis des enseignants concernés, des parents, du psychologue scolaire et du conseiller pédagogique; il peut requérir d'autres avis. Il peut déléguer sa compétence au directeur en ce qui concerne l'enseignement d'appui.

<sup>2</sup> Les enseignants concernés collaborent à l'accomplissement des mesures de pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> Aucune mesure de pédagogie spécialisée ne peut être dispensée sans l'accord des parents, sauf si leur refus est préjudiciable aux intérêts manifestes de l'enfant.

Application

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le domaine de la pédagogie spécialisée. Il précise les modalités de la formation des enseignants et de la mise en œuvre des mesures de pédagogie spécialisée.<sup>49)</sup>

<sup>2</sup> Il définit les caractéristiques des classes particulières et les obligations des communes en la matière.<sup>49)</sup>

<sup>3</sup> Il arrête les modalités et le financement des interventions spécialisées (art. 32, al. 3).

<sup>4</sup> Il précise, en cas de besoin, la collaboration entre les autorités scolaires chargées des mesures de pédagogie spécialisée et le Centre médico-psychologique.<sup>[49\)](#)</sup>

## CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

### Principe

**Art. 37** <sup>1</sup> Les enfants et les jeunes qui, en raison de besoins éducatifs particuliers ou de leur handicap, ne sont pas en mesure de bénéficier de la scolarité obligatoire dans les institutions décrites aux articles 11 à 36 reçoivent, dans des institutions d'éducation spécialisée, publiques ou privées, les soins, l'éducation et la formation adaptés à leurs besoins.<sup>[49\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat et les communes favorisent l'activité des institutions d'éducation spécialisée de statut privé. Au besoin, ils créent ou reprennent de telles institutions. L'Etat peut établir des conventions avec d'autres cantons ou des institutions extérieures.

### Responsabilité de la commission

**Art. 38** La commission d'école veille à ce que le représentant légal de l'enfant prenne les mesures nécessaires en temps utile.

### Rattachement et surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Les institutions de statut privé sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les qualifications que doit posséder le personnel d'éducation et d'enseignement des institutions spécialisées.

### Financement

**Art. 40** <sup>1</sup> L'Etat et les communes participent au financement des institutions d'éducation spécialisée, les contributions fédérales demeurant réservées.

<sup>2</sup> Les frais d'exploitation des institutions d'éducation spécialisée, notamment les dépenses d'exploitation et les dépenses dites générales au sens de l'article 152, chiffres 2 et 3, sont financés au moyen d'une enveloppe fixée périodiquement par le Gouvernement.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Aucune allocation au-delà de l'enveloppe n'est due aux institutions d'éducation spécialisée, sous réserve d'une prise en charge des dépenses d'investissement au sens de l'article 152, chiffre 1.<sup>[29\)](#)</sup>

## CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

Principe

**Art. 41<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La continuité et la cohérence de l'action pédagogique et éducative de l'école sont assurées durant la scolarité obligatoire.

<sup>2</sup> Le Département veille à la transition harmonieuse entre le degré primaire et le degré secondaire, et entre ce dernier et les formations postobligatoires. Il prend les mesures nécessaires à cet effet, notamment par la conception des plans d'études et par la fixation des options méthodologiques générales.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Tâches des communes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement; elles les aménagent, les équipent, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe les exigences générales en matière de locaux et d'installations scolaires. Le Département définit le détail.

Utilisation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux et installations scolaires sont réservés en priorité à l'enseignement.

<sup>2</sup> En dehors des besoins de l'enseignement, les communes autorisent d'autres utilisations d'intérêt public, notamment culturelles, éducatives et sportives à l'exclusion d'activités susceptibles de nuire à l'usage prioritaire de ces locaux et installations.

<sup>3</sup> La garde armée est interdite aux abords des locaux et installations scolaires.

Droit d'expropriation

**Art. 44** Les communes sont autorisées à exproprier les biens-fonds et les droits nécessaires en vue de la construction et de l'exploitation rationnelle des locaux et installations scolaires.

Participation et  
tâches de l'Etat

**Art. 45** <sup>1</sup> L'emplacement, les plans et les devis de construction ou de transformation des locaux et installations scolaires sont soumis à l'approbation préalable du Département.

<sup>2</sup> L'Etat participe par des subventions aux frais de construction, de transformation et d'équipement initial.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe par décret les principes et les procédures d'octroi de ces subventions.

## CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire

**Art. 46** <sup>1</sup> L'année scolaire administrative commence le 1<sup>er</sup> août et finit le 31 juillet.

<sup>2</sup> L'année scolaire comprend trente-neuf semaines d'enseignement.

<sup>3</sup> La rentrée des classes a lieu, en principe, le premier lundi qui suit le 15 août.

Vacances  
scolaires

**Art. 47** Le Gouvernement fixe les dates des vacances scolaires sur proposition du Département.

Horaire  
hebdomadaire et  
congés spéciaux

**Art. 48**<sup>32)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur le nombre de leçons hebdomadaires, sur la durée de celles-ci, sur l'organisation de l'enseignement ainsi que sur l'octroi de congés spéciaux à des écoles, à des classes ou à des élèves.

<sup>2</sup> Il favorise l'harmonisation des horaires scolaires des élèves entre les classes et les degrés.

<sup>3</sup> En concertation avec les communes et les autorités scolaires locales concernées, il peut autoriser la mise en place d'une organisation de l'école obligatoire selon le principe de la journée à horaire continu.<sup>43)</sup>

<sup>4</sup> Conformément aux dispositions fixées dans la loi sur l'action sociale<sup>45)</sup>, une participation financière des parents est requise pour les frais de repas et de garde.<sup>43)</sup>

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi **Art. 49** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur l'effectif, l'ouverture et la fermeture des écoles et des classes.

Ouverture et fermeture <sup>2</sup> Le Département peut inviter une commune, lorsque les circonstances l'exigent, à ouvrir ou fermer une classe. Il ordonne de telles mesures si la commune ne donne pas suite à cette invitation.

<sup>3</sup> Le nombre des classes d'une école ne peut être modifié qu'avec l'autorisation du Département.

<sup>4</sup> Une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune.

### CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et moyens d'enseignement **Art. 50**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête les plans d'études. Il y fixe les objectifs d'apprentissage et le programme d'enseignement de chaque discipline ainsi que le temps qui leur est consacré.

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Le Département détermine la liste des moyens d'enseignement obligatoires.

<sup>4</sup> Il édicte des directives concernant l'utilisation des moyens d'enseignement.

Modifications **Art. 51** Pour la mise à jour des programmes, l'élaboration ou le choix de moyens d'enseignement, le Département crée des commissions formées d'enseignants du niveau concerné ainsi que d'enseignants d'autres niveaux susceptibles d'être touchés par d'éventuelles modifications. Des experts peuvent être associés aux travaux de la commission.

Contenus généraux **Art. 52**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Les domaines généraux de formation ainsi que les disciplines enseignées sont définies aux articles 3 et 4 de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement sont définis dans le plan d'études romand.

<sup>3</sup> Le Département peut modifier les proportions respectives des domaines et des disciplines concernés dans les limites fixées à l'article 8, alinéa 1, lettre b, de la convention scolaire romande<sup>44)</sup>.

<sup>4</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement réalisent, sur l'ensemble de la scolarité, un équilibre entre les disciplines qui conduisent au développement intellectuel, physique, esthétique et social.

Enseignement  
biblique et  
religieux  
a) dans le cadre  
scolaire

**Art. 53<sup>32)</sup>** Un enseignement de l'histoire des religions, avec un accent particulier sur l'histoire du christianisme, est dispensé aux élèves de la scolarité obligatoire, à titre de discipline spécifique ou dans le cadre des disciplines ressortissant aux domaines des sciences humaines.

b) hors du cadre  
scolaire

**Art. 54** <sup>1</sup> L'enseignement religieux et catéchétique dispensé par les Eglises ne fait pas partie du programme scolaire. Il peut toutefois avoir lieu dans les locaux que les écoles publiques mettent gratuitement à disposition en dehors des leçons. En cas de contestation, le Département tranche.

<sup>2</sup> D'entente avec les Eglises reconnues, le Département peut arrêter des prescriptions accordant jusqu'à l'équivalent de cinq journées de congé en cours de scolarité obligatoire aux fins de cet enseignement. Dans la mesure du possible, ces congés sont coordonnés sur le plan local.

Education  
intellectuelle

**Art. 55** L'éducation intellectuelle est réalisée par l'enseignement de la langue maternelle, des langues étrangères, de la mathématique, des sciences humaines, des sciences de la nature et des sciences techniques.

Education  
physique et  
artistique

**Art. 56** <sup>1</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique contribuent à l'épanouissement équilibré de la personnalité de l'enfant en développant les possibilités motrices, sensorielles, la créativité et l'habileté manuelle.

<sup>2</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique font partie intégrante du programme de chaque classe.



<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement peut aménager le programme scolaire des élèves qui ont atteint un haut niveau d'excellence dans ces domaines.<sup>[32\)](#)</sup>

Organisation particulière pour sportifs et artistes de haut niveau

**Art. 56a**<sup>[33\)](#)</sup> <sup>1</sup> En accord avec les autorités scolaires locales, le Département met en place dans certaines écoles secondaires, conformément aux directives du Gouvernement, une organisation particulière de l'enseignement destinée à des élèves sportifs ou artistes reconnus de haut niveau.

<sup>2</sup> Lorsque la fréquentation d'une telle organisation engendre des frais particuliers, une contribution peut être exigée des parents.

a) Education physique

**Art. 57** <sup>1</sup> L'éducation physique contribue à la santé des élèves.

<sup>2</sup> L'Etat encourage la pratique du sport scolaire facultatif.

b) Education artistique

**Art. 58** L'éducation artistique développe le sens esthétique des élèves et leurs capacités créatrices dans divers modes et matériaux d'expression.

c) Education sexuelle

**Art. 59** <sup>1</sup> L'école participe à l'éducation sexuelle des enfants. A plusieurs stades de la scolarité obligatoire, les élèves reçoivent une information sur la sexualité.

<sup>2</sup> Les parents peuvent, sans indication de motifs, déclarer par écrit que leur enfant ne suivra pas cet enseignement.

d) Education à la santé

**Art. 60** <sup>1</sup> L'éducation à la santé s'efforce de promouvoir la santé des élèves, des enseignants et des autres professionnels du milieu scolaire; elle incite chacun à assumer sa responsabilité personnelle tout en développant à un niveau global des activités de prévention et de promotion de la santé.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'école collabore avec les organes responsables de la santé, avec le médecin et l'infirmière scolaires, avec la clinique dentaire scolaire ambulante ainsi qu'avec d'autres personnes ou organisations spécialisées.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle porte une attention particulière à la prévention et à la promotion de la santé. Elle veille au développement d'une politique cohérente dans ces domaines.[33\)60\)](#)

Education  
générale et  
sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Les programmes scolaires comprennent des éléments d'information et d'éducation ayant pour but d'initier les élèves à la vie sociale.

<sup>2</sup> Le Département définit l'intégration de ces éléments dans les plans d'études obligatoires.

<sup>3</sup> L'école peut faire appel à des intervenants extérieurs.

Préparation au  
choix d'une  
profession

**Art. 62** L'école secondaire assure aux élèves une information sur les professions; elle les encourage à accomplir des stages d'orientation professionnelle. Les articles 133 et 134 précisent les modalités de cette information.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles

**Art. 63** <sup>1</sup> Les écoles encouragent les élèves à prendre part aux activités culturelles locales et régionales.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise la création et l'animation culturelle dans les écoles.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse

**Art. 64** <sup>1</sup> L'Etat encourage la lecture; il participe au financement des bibliothèques et des centres de documentation scolaires ainsi qu'à celui des bibliothèques des jeunes.

<sup>2</sup> L'Etat participe aussi au financement des ludothèques.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les modalités d'application et coordonne l'activité des services.

Activités sociales

**Art. 65** Dans le but de favoriser l'insertion de l'école dans le milieu local et de contribuer à l'éducation générale des élèves, les établissements scolaires et les classes participent à des activités de caractère social.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi

**Art. 66<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> La Haute école pédagogique BEJUNE peut placer ses étudiants en stage dans les classes des enseignants agréés par le Service de l'enseignement comme formateurs en établissement. Les autorités scolaires locales et le Service de l'enseignement sont informés régulièrement sur l'organisation des stages.

<sup>2</sup> Les autorités scolaires locales accordent les congés nécessaires à l'exercice de leur activité aux enseignants sollicités par le Département ou par la Haute école pédagogique BEJUNE pour des tâches de formation et de perfectionnement.

<sup>3</sup> Avec l'accord préalable du Département ou sur mandat de ce dernier, la Haute école pédagogique BEJUNE peut conduire des projets de recherche dans les classes jurassiennes.

<sup>4</sup> Le Département arrête les dispositions d'application nécessaires.

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Principes

**Art. 67** <sup>1</sup> Les parents sont les premiers responsables de l'éducation et de l'instruction de leur enfant.

<sup>2</sup> Les parents et les enseignants, compte tenu de leur rôle respectif, collaborent à l'éducation et à l'instruction des élèves.

Définition

**Art. 68** Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un élève.

Droits individuels des parents

**Art. 69** <sup>1</sup> Les parents sont entendus préalablement à toute décision affectant la carrière scolaire de leur enfant.

<sup>2</sup> Ils sont régulièrement informés par les autorités scolaires locales, les directeurs et les enseignants sur les résultats scolaires de leur enfant ainsi que sur la marche de l'école.

<sup>3</sup> Ils sont invités, une fois par année au moins, à une réunion de classe. A leur demande, cette réunion est complétée par un contact personnel avec l'enseignant.

Participation,  
consultation  
collectives des  
parents

**Art. 70** <sup>1</sup> Les parents sont représentés au Conseil scolaire et dans les commissions scolaires.

<sup>2</sup> Les parents sont consultés, directement ou par l'intermédiaire de leurs associations, sur les projets de loi ou de règlement qui présentent pour eux un intérêt particulier.

Tâches du  
Département

**Art. 71** Le Département favorise la collaboration entre l'école et les parents. Il veille à l'information régulière de ces derniers sur les mesures adoptées par le Canton concernant l'école.

Devoirs des  
parents

**Art. 72** <sup>1</sup> Les parents veillent à ce que leur enfant ne fréquente l'école qu'en bon état de santé. Ils s'assurent, notamment, qu'il dispose d'un repos suffisant.

<sup>2</sup> Les parents respectent l'autorité de l'enseignant; ils collaborent avec lui si les circonstances l'exigent. Ils informent en outre l'enseignant de tout événement important susceptible de perturber le travail scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires

**Art. 73** <sup>1</sup> Tout parent d'un enfant en âge de scolarité obligatoire qui, de manière intentionnelle ou par négligence, contrevient à l'obligation de l'envoyer dans une école publique ou privée ou de lui faire dispenser, à domicile, un enseignement, est puni d'amende.

<sup>2</sup> La commission d'école contrôle l'accomplissement des obligations scolaires et, le cas échéant, prononce l'amende.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Droits  
a) En général

**Art. 74** <sup>1</sup> L'élève a droit au respect de sa personnalité.

<sup>2</sup> Toute mesure, intervention ou parole attentatoires à sa dignité et à son honneur sont prohibées.

<sup>3</sup> Il bénéficie de la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Il en fait l'apprentissage pendant sa vie scolaire.

<sup>4</sup> Il a également le droit d'être entendu sur tout objet qui le concerne.

b) En particulier **Art. 75** <sup>1</sup> L'élève a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Les mêmes possibilités de formation sont offertes aux filles et aux garçons.

<sup>3</sup> L'école aide l'élève en difficulté par des mesures appropriées.

Obligations **Art. 76** <sup>1</sup> L'élève doit à ses enseignants respect et considération.

<sup>2</sup> L'élève est tenu de se rendre en classe régulièrement et de suivre les instructions que les enseignants et les autorités scolaires lui donnent dans les limites de leurs compétences.

Santé des élèves **Art. 77** <sup>1</sup> Les enseignants et les autorités scolaires locales signalent aux parents les troubles de santé et de comportement des élèves; ils peuvent faire appel aux services auxiliaires (art. 127 à 137).

<sup>2</sup> Si les parents n'y remédient pas eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire, les enseignants et les autorités scolaires dénoncent à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les menaces qui pèsent sur le développement et la santé des élèves.<sup>46)</sup>

<sup>3</sup> Les autorités scolaires veillent à ce que les locaux scolaires soient salubres, adaptés aux enfants et répondent aux normes usuelles de sécurité.

Assurance des élèves **Art. 78** <sup>1</sup> Les élèves sont assurés contre les accidents scolaires par les soins des communes.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les conditions minimales.

Protection du  
domaine privé

**Art. 79** <sup>1</sup> Il est interdit aux enseignants, aux membres des autorités scolaires et au personnel des services auxiliaires de divulguer à des tiers non autorisés des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leurs fonctions sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

<sup>2</sup> La création de banques de données n'est autorisée que pour assurer le suivi de la carrière scolaire des élèves ou pour des motifs liés à la gestion des écoles, dans le respect strict de la législation en matière de protection des données. Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, la réglementation portant en particulier sur le contenu des banques de données, sur leurs modalités d'accès et sur la transmission des données.<sup>[33\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Carrière scolaire

Evaluation du  
travail scolaire

**Art. 80** <sup>1</sup> Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation périodique communiquée à l'élève et à ses parents.

<sup>2</sup> Le Département fixe les méthodes d'évaluation et la forme de la communication. Il définit les cas dans lesquels des règles d'évaluation particulières peuvent s'appliquer.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il met à la disposition des enseignants des épreuves de référence en vue de vérifier l'atteinte des objectifs du plan d'études, de situer la progression des élèves et d'adapter leur enseignement aux besoins identifiés. Il en précise les modalités d'utilisation.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les résultats permettent au Département de recueillir des données utiles au pilotage de l'enseignement et, au besoin, de prendre des mesures d'ajustement.<sup>[43\)](#)</sup>

Passage d'une  
classe à l'autre

**Art. 81** <sup>1</sup> Le travail scolaire, les aptitudes, l'âge de l'élève et l'avis des parents déterminent le passage d'une classe à une autre, de l'école primaire à l'école secondaire, du niveau d'un cours à un autre niveau.

<sup>2</sup> ...<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le placement dans une classe de soutien est déterminé conformément à l'article 35.

<sup>4</sup> Le Gouvernement désigne l'instance compétente et fixe les conditions et les procédures de promotion et d'orientation des élèves.<sup>[23\)](#)</sup>

### SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

#### Principe

**Art. 82** <sup>1</sup> L'élève qui, de propos délibéré, viole une disposition légale, ne se conforme pas aux instructions des enseignants ou des autorités scolaires, ou perturbe l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif; elles respectent la dignité et l'intégrité physique de l'enfant.

#### Sanctions

**Art. 83** <sup>1</sup> Les élèves des degrés primaire et secondaire sont passibles des sanctions suivantes :

- a) travaux particuliers;
- b) retenues;
- c) exclusion temporaire, assortie de travaux à domicile, prononcée par la commission d'école;
- d)<sup>[32\)](#)</sup> transfert dans un autre établissement prononcé par le Département;
- e)<sup>[33\)](#)</sup> exclusion définitive ou scolarisation dans une institution prononcées par le Département; ces sanctions sont assorties de mesures éducatives adéquates; le placement en internat nécessite l'accord des parents.

<sup>1bis</sup> L'exclusion définitive, au sens de la lettre e, ne peut être prononcée que pour les élèves accomplissant une prolongation de leur scolarité (art. 25 et ss).<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A l'exclusion des travaux particuliers, les sanctions disciplinaires sont communiquées aux parents par écrit.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités.

### TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner<sup>[37\)](#)</sup>

#### CHAPITRE PREMIER : ...<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 84 à 89**<sup>[38\)](#)</sup>

Autorisation  
d'enseigner  
a) Principes

**Art. 89a<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.<sup>54)</sup>

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat par l'autorité d'engagement.<sup>54)</sup>

<sup>2bis</sup> La signature du contrat par l'autorité d'engagement vaut autorisation d'enseigner.<sup>53)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

<sup>4</sup> L'autorisation d'enseigner prend également fin en cas de retrait conformément à l'article 89b.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation d'enseigner.

b) Retrait de  
l'autorisation

**Art. 89b<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par le Département lorsque :

- a) l'intéressé a commis des actes incompatibles avec la fonction d'enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la considération de l'établissement;
- b) lorsqu'en raison d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'autres troubles psychiques, l'intéressé n'est plus en mesure de remplir correctement sa fonction d'enseignant.

<sup>2</sup> Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à la résiliation des rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, conformément aux principes définis par cette dernière.



c) Fin du retrait

**Art. 89c<sup>33)</sup>** Lorsque la cause qui a justifié le retrait de l'autorisation d'enseigner a cessé d'exister, la décision de retrait doit être rapportée. La Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique en est informée sans délai.

## **CHAPITRE II : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 90 à 92<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE III : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 93 à 95<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE IV : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 96 à 101<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE V : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 102 à 104<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE VI : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 105<sup>38)</sup>**

# **TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école**

## **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des  
communes

**Art. 106<sup>41)</sup>** Les communes pourvoient à ce que tout enfant reçoive l'instruction scolaire. Dans cette tâche, elles peuvent collaborer notamment en concluant une entente intercommunale ou en constituant un syndicat de communes.

Cercle scolaire  
a) Définition

**Art. 107<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est la délimitation territoriale (arrondissement) établie pour la création et la gestion d'une école du degré primaire ou d'une école du degré secondaire.

<sup>2</sup> Chaque commune forme en principe un cercle de degré primaire. Toutefois, si les effectifs sont insuffisants ou si les conditions locales le commandent, le cercle de degré primaire comprend tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes.

<sup>3</sup> Le cercle de degré secondaire comprend un territoire qui permet la création et le fonctionnement d'une école secondaire complète.

b) Délimitation

**Art. 108** <sup>1</sup> Les communes délimitent les cercles scolaires. Toutefois, si l'intérêt de l'école l'exige, le Département peut délimiter lui-même les cercles scolaires après avoir entendu les communes intéressées.

<sup>2</sup> Les classes de soutien créées en vertu de l'article 33 sont rattachées, selon le degré de scolarité, à un cercle scolaire primaire ou secondaire.

<sup>3</sup> ...<sup>42)</sup>

c) Tâches du  
cercle scolaire

**Art. 109** <sup>1</sup> Les autorités du cercle scolaire veillent au bon fonctionnement de l'école dont elles assument la responsabilité.

<sup>2</sup> Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment :

- a) édicter un règlement scolaire local;
- b) acquérir, construire ou louer des locaux scolaires adéquats et les entretenir;
- c) fournir aux enseignants et aux élèves le matériel scolaire nécessaire;
- d) pourvoir au transport des élèves;
- e) créer et entretenir une bibliothèque/centre de documentation scolaire ou assurer l'accès régulier des élèves à un tel service.

## CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole  
communale

**Art. 110** Lorsque le cercle scolaire est constitué d'une seule commune, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée communale ou du conseil général;
- b) du conseil communal;

- c) de la commission d'école composée de cinq à quinze membres nommés selon les dispositions communales pour une période administrative;
- d) du directeur de l'école.

Ecole  
intercommunale

**Art. 111** Lorsque les communes d'un cercle scolaire concluent une entente intercommunale, la gestion de l'école relève :

- a) des assemblées communales ou des conseils généraux;
- b) des conseils communaux;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts à raison d'au moins un représentant par commune;
- d) du directeur de l'école.

Syndicat de  
communes

**Art. 112** Lorsque les communes d'un cercle scolaire sont organisées en syndicat, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée des délégués composée de quinze membres au moins et dans tous les cas d'un représentant par commune;
- b) du comité composé de trois membres au moins;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts et répartis entre les communes;
- d) du directeur de l'école.

### **Art. 113**<sup>42)</sup>

Cercle de degré  
secondaire

**Art. 114** <sup>1</sup> Les communes d'un cercle de degré secondaire s'organisent en un syndicat de communes conformément à l'article 112.

<sup>2</sup> Les membres de la commission d'école sont désignés par l'assemblée des délégués.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Pour autant que l'organisation de l'enseignement le permette, les statuts peuvent prévoir la création de plusieurs écoles dans un même cercle de degré secondaire.

Droit réservé

**Art. 115** Pour tous les cas où la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions de la législation sur les communes s'appliquent.

### CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de surveillance

**Art. 116** La commission d'école est l'autorité de surveillance directe de l'école.

Fonction consultative

**Art. 117** <sup>1</sup> La commission d'école est l'organe consultatif des autorités dont elle dépend. Celles-ci sont tenues de la consulter dans les affaires scolaires.

<sup>2</sup> La commission rend compte de sa gestion.

<sup>3</sup> Elle a le droit d'émettre des propositions.

Fonction exécutive

**Art. 118** <sup>1</sup> La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes :

- a) <sup>54)</sup> elle conduit la procédure de recrutement des enseignants et formule une proposition à l'intention de l'autorité d'engagement;
- b) elle surveille le fonctionnement de l'école;
- c) elle propose le règlement scolaire local;
- d) elle expédie les affaires courantes;
- e) elle organise les transports scolaires;
- f) elle veille à la collaboration entre l'école et les parents;
- g) elle entretient des relations avec les associations de parents d'élèves là où elles sont organisées sur le plan local.

<sup>2</sup> Des compétences financières peuvent être déléguées à la commission d'école.

Conciliation

**Art. 119** <sup>1</sup> La commission d'école s'efforce d'aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre élèves, parents et enseignants.

<sup>2</sup> De son propre chef ou sur la proposition de parents, elle peut solliciter l'intervention du conseiller pédagogique auprès d'un enseignant.

Voix consultative et droit d'être entendu

**Art. 120** <sup>1</sup> Le directeur, les représentants des enseignants et des parents participent aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les règles et modalités de désignation des représentants des enseignants et des représentants des parents.

<sup>3</sup> Les représentants des enseignants et ceux des parents ne participent pas aux délibérations qui concernent l'engagement ou le statut d'un enseignant.

<sup>4</sup> Tout enseignant a le droit d'être entendu par la commission d'école sur des objets qui le concernent personnellement.

<sup>5</sup> Un représentant du Service de l'enseignement peut assister aux séances de la commission avec voix consultative. [23\)](#)

## CHAPITRE IV : Directeur

### Statut

**Art. 121** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est dirigé par un directeur.

<sup>2</sup> Le directeur est un enseignant engagé par le Département, sur proposition de la commission d'école et préavis du Service de l'enseignement. La commission d'école doit préalablement mettre le poste au concours et entendre le collège des enseignants. [54\)](#)

<sup>3</sup> Le directeur est subordonné au Département en matière d'éducation et d'enseignement et à la commission d'école dans la mesure des attributions de cette commission.

<sup>4</sup> Il est soumis à un complément de formation.

### Tâches

**Art. 122** <sup>1</sup> Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Il a qualité de supérieur hiérarchique des enseignants au sens de la législation sur le personnel de l'Etat. [54\)](#)

<sup>2</sup> Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui sont engagés de manière temporaire pour une année au maximum. [54\)](#)

<sup>3</sup> Il représente l'école à l'extérieur et auprès des autorités.

### Renvoi

**Art. 123** Le Gouvernement précise les droits et les devoirs des directeurs. Il en règle en particulier la rétribution, la diminution du temps d'enseignement et l'appui administratif.

## CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur	<p><b>Art. 124</b> <sup>1</sup> Dans un cercle scolaire, des tâches de médiation peuvent être confiées à des enseignants.</p> <p><sup>2</sup> Le médiateur scolaire a notamment pour tâche d'entendre, de conseiller et d'aider les élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.</p>
Autres organes et fonctions	<p><b>Art. 125</b> Selon les dimensions et les particularités du cercle scolaire, des tâches d'administration peuvent être confiées à des enseignants.</p>
Renvoi	<p><b>Art. 126</b> Le Gouvernement définit le cadre et les conditions d'exercice de ces tâches, ainsi que les modalités de rétribution.</p>

## TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

### CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

#### SECTION 1 : Généralités

Mission générale	<p><b>Art. 127</b> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (dénommé ci-après : "Centre") est une unité administrative de l'Etat. Il exerce ses tâches dans les deux secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) psychologie scolaire, information et conseil en matière d'éducation;</li> <li>b) orientation scolaire et professionnelle, notamment en application des articles 2 à 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle.<a href="#">7</a></li> </ul>
Accès aux prestations	<p><b>Art. 128</b> <sup>1</sup> Les prestations individuelles du Centre sont accessibles à toute la population et, en particulier, aux élèves des établissements scolaires reconnus.<a href="#">58)</a></p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement prend toute disposition apte à garantir cet accès, notamment par une organisation décentralisée des prestations.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, quelles prestations sont facturées à des tiers et le tarif de celles-ci.<a href="#">59)</a></p>

Secret  
professionnel

**Art. 129** Les actes et résultats des consultations du Centre ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse de la personne concernée ou de son représentant légal.

Renvoi

**Art. 130** Les modalités de collaboration du Centre avec les diverses instances concernées par ses activités sont définies par le Gouvernement.

## SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches

**Art. 131** En matière de psychologie scolaire, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

1. Dépistage

a) <sup>41)</sup> dépistage durant la scolarité, avec un accent porté sur les deux premières années, des élèves qui présentent un retard dans leur développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage;

2. Examen

b) examen des élèves en difficulté scolaire, présentant des troubles du comportement et susceptibles d'appui, de soutien pédagogique ou de placement en classe de soutien;

3. Conseils  
éducatifs

c) soutien psychologique et conseils aux parents et aux enseignants des élèves qui ont besoin de mesures éducatives particulières.

Modalités

**Art. 132** <sup>1</sup> Dans l'exercice de sa tâche, le psychologue scolaire collabore avec les parents, les enseignants et le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Il informe les parents de toute intervention directe auprès de leur enfant et requiert leur assentiment.

<sup>3</sup> Il oriente vers les services publics et privés spécialisés les enfants dont les difficultés paraissent relever d'une maladie psychique ou exiger un examen ou un traitement pédopsychiatrique.

<sup>4</sup> Il est associé au suivi des mesures pédagogiques décidées et informé du déroulement général des traitements thérapeutiques, si ceux-ci ont des incidences scolaires.

## SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches

**Art. 133** En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| 1. Orientation scolaire            | a) il est au service des élèves et de leurs parents pour les aider à opérer les choix scolaires opportuns compte tenu de leurs aspirations, intérêts et résultats;   |
| 2. Information sur les professions | b) il collabore avec les enseignants et les conseils de classes en vue de toute mesure d'orientation scolaire;   |
| 3. Aide au choix professionnel     | c) il est au service des élèves et des adultes pour les aider, par une information générale et par des consultations individuelles, à choisir leur profession et leurs études ainsi que pour les renseigner sur les carrières de leur choix;                       |
| 4. Service de documentation        | d) dans le cadre scolaire et en collaboration avec les enseignants, il aide au choix professionnel, notamment en dispensant une information sur les voies de formation et sur les professions;   |
| 5. Stages d'orientation            | e) il gère un service de documentation et collabore avec les services analogues d'autres cantons;  |
|                                    | f) en collaboration avec les milieux économiques, il organise à l'intention des élèves des stages d'orientation dans les entreprises et les services; ces stages peuvent se dérouler partiellement durant le temps scolaire; le Département précise les modalités. |

Modalités d'action

**Art. 134** <sup>1</sup> Les mesures d'orientation scolaire et professionnelle, l'information sur les professions et les voies de formation sont objectives et préservent la liberté de choix des personnes concernées.

<sup>2</sup> L'orientation des élèves est assurée avec la collaboration des parents et de l'école.

<sup>3</sup> Les consultations individuelles doivent en principe permettre aux personnes qui y ont recours de prendre, en connaissance de cause et de leur propre chef, une décision correspondant à leurs aptitudes et à leurs intérêts.

<sup>4</sup> Sur demande, le Centre peut aider à traduire dans les faits une décision scolaire et professionnelle.

## CHAPITRE II : Unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et service dentaire scolaire

Mission

**Art. 135** En collaboration avec les communes, l'Etat organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et le service dentaire scolaire. Ces deux services veillent à la santé des élèves. Ils sont chargés notamment de l'information et de la prophylaxie.



Rattachement **Art. 136<sup>60)</sup>** L'unité de santé scolaire et le service dentaire scolaire sont rattachés au Service de la santé publique. Pour toute mesure engageant les enseignants ou les autorités scolaires locales, le Service de la santé publique collabore avec le Service de l'enseignement.

Renvoi **Art. 137** <sup>1</sup> Le Parlement règle l'organisation et le financement du service dentaire scolaire. Le Gouvernement organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup>.

<sup>2</sup> Les droits et l'information des parents sont garantis.

### CHAPITRE III : Devoirs surveillés

Principes **Art. 138<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les devoirs surveillés offrent aux élèves la possibilité d'effectuer tout ou partie de leurs devoirs scolaires à l'école avec l'aide d'une personne qualifiée, en principe d'un enseignant.

<sup>2</sup> Les écoles organisent les devoirs surveillés selon les besoins, dans le cadre des directives du Département.

<sup>3</sup> La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite. Les élèves ont l'obligation de fréquenter les prestations de devoirs surveillés auxquelles ils sont inscrits.

Permanences **Art. 138a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, les écoles peuvent être autorisées à organiser sous l'appellation de "permanences" des prestations de prise en charge et de surveillance des élèves placés sous la responsabilité de l'école.

<sup>2</sup> Le Département édicte les directives nécessaires.

Modalités **Art. 139** Le Gouvernement règle les conditions générales d'organisation, de fréquentation et de fonctionnement des devoirs surveillés; il définit les exigences de qualification requises des personnes chargées de ce service ainsi que leur rétribution.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat

**Art. 140** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles la mise à disposition des moyens d'enseignement obligatoires. Il édite les ouvrages nécessaires ou, à défaut, collabore avec d'autres cantons et des éditeurs privés, tout en veillant à l'obtention des prix les plus avantageux.

<sup>2</sup> L'Etat subventionne les achats des communes en moyens d'enseignement et en matériel scolaire. Le Parlement arrête le montant de ces subventions.

Economat scolaire

**Art. 141** <sup>1</sup> L'Economat cantonal est chargé de l'économat scolaire.

<sup>2</sup> Sous la direction du Département, il gère la production et l'édition des moyens d'enseignement et fonctionne en qualité de libraire scolaire.

<sup>3</sup> Il assure la distribution et la vente des moyens d'enseignement aux communes et aux écoles.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle les détails.

## CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information<sup>34)</sup>

Système informatique de gestion et d'information

**Art. 141a**<sup>33)</sup> <sup>1</sup> L'Etat met en place un système informatique de gestion et d'information auquel sont rattachés, en fonction des besoins, tous les établissements scolaires et de formation publics, les communes et les services de l'Etat.

<sup>2</sup> Le système de gestion et d'information vise notamment à :

- a) rassembler et à traiter les données utiles à la gestion du parcours scolaire et de formation des élèves;
- b) pourvoir les établissements scolaires et de formation des applications nécessaires à la saisie et au traitement des données pour les besoins de l'école;
- c) pourvoir les services de l'Etat des applications nécessaires pour la gestion administrative de l'école et de la formation et pour l'établissement de statistiques.

## TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

- Gouvernement **Art. 142** <sup>1</sup> Le Gouvernement assume la haute surveillance de l'école.
- <sup>2</sup> Il approuve le concept cantonal de pédagogie spécialisée par voie d'arrêté. [50\)](#)
- Conseil scolaire **Art. 143** <sup>1</sup> Le Conseil scolaire est l'organe consultatif des autorités cantonales pour toutes les questions importantes relatives à l'enseignement.
- <sup>2</sup> Une loi en définit la composition et le mandat.
- Département  
a) Tâches  
générales **Art. 144** <sup>1</sup> Le Département surveille l'éducation et l'enseignement dispensés dans les écoles; il en favorise le développement.
- <sup>2</sup> Il veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.
- <sup>2bis</sup> Il élabore le concept cantonal de pédagogie spécialisée. [50\)](#)
- <sup>3</sup> Il exerce en outre les compétences qui sont attribuées à l'Etat et que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à un autre organe.
- b) Coordination **Art. 145** <sup>1</sup> Le Département assure la coordination avec les autres départements ayant des compétences en matière d'instruction publique et de formation professionnelle.
- <sup>2</sup> La coordination avec d'autres cantons, notamment par voie de convention, est de la compétence du Gouvernement sous réserve des droits du Parlement.
- Service de  
l'enseignement **Art. 146** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement administre, gère et coordonne l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles.
- <sup>2</sup> Il exerce notamment la surveillance et la fonction de conseil pédagogique des enseignants, ainsi que la surveillance, la fonction de conseil et l'assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales.

<sup>3</sup> Il assure l'information du corps enseignant, des autorités scolaires communales, des cercles scolaires et des parents.

Conseillers  
pédagogiques  
a) Principes

**Art. 147** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement exerce sa fonction de conseil et de surveillance pédagogiques des enseignants par l'intermédiaire des conseillers pédagogiques. [23\)](#)

<sup>2</sup> ... [22\)](#)

<sup>3</sup> Le conseiller pédagogique entretient un contact étroit avec le corps enseignant; il suit, dans la classe, l'évolution de la pédagogie dans les applications concrètes de celle-ci; il maintient son aptitude à assumer un enseignement.

<sup>4</sup> Le Département définit le champ d'activité de chaque conseiller pédagogique. [23\)](#)

b) Statut

**Art. 148** <sup>1</sup> ... [52\)](#)

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques du niveau ou du secteur considéré, complété par une formation pédagogique et psychologique supérieure. Celle-ci peut être acquise en cours d'emploi.

<sup>3</sup> Il est astreint à un perfectionnement professionnel régulier.

c) Mission

**Art. 149** [23\)](#) <sup>1</sup> Le conseiller pédagogique conseille les enseignants placés sous sa responsabilité; il contrôle la qualité de l'enseignement; il assiste les autorités scolaires dans les domaines relatifs à l'activité pédagogique des enseignants.

<sup>2</sup> A cette fin, il a notamment les attributions suivantes :

- a) il visite régulièrement les classes, conseille les enseignants, enregistre leurs succès et leurs difficultés;
- b) il veille à ce que l'éducation donnée soit conforme aux principes énoncés dans la présente loi;
- c) il apprécie et contrôle la qualité de l'enseignement et l'application des plans d'études;
- d) il conseille les directeurs et les autorités scolaires locales pour tout ce qui a trait à l'activité pédagogique des enseignants;
- e) il accomplit les tâches particulières que peuvent lui attribuer le Département ou le Service de l'enseignement;

f)<sup>33)</sup> il donne les dérogations aux règles ordinaires d'évaluation des travaux de l'élève.

<sup>3</sup> En outre, le conseiller pédagogique prend les décisions que la présente loi ou les règlements placent dans sa compétence.

d) Conférence  
des directeurs<sup>23)</sup>

**Art. 150** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement réunit les directeurs en conférences.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les conférences servent à l'information réciproque et à la coordination des activités.

Coordinateurs  
des disciplines

**Art. 151** <sup>1</sup> En vue de recueillir avis et propositions qualifiés dans les principales disciplines des plans d'études, le Département peut désigner des enseignants particulièrement compétents en qualité de coordinateurs.

<sup>2</sup> La désignation du coordinateur intervient après consultation de l'autorité scolaire.

<sup>3</sup> Le Département arrête le cahier des charges des coordinateurs, la durée de leur mandat ainsi que la diminution du temps d'enseignement qui leur est accordée.

## TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

Définition des  
dépenses

**Art. 152** Les dépenses relatives aux écoles du degré primaire et du degré secondaire sont groupées en trois types<sup>41)</sup> :

1. les dépenses d'investissement engendrées par la construction et l'équipement des écoles;
2. les dépenses d'exploitation engendrées par l'entretien et l'administration des écoles, l'acquisition du matériel et des moyens d'enseignement courants;
3. les dépenses dites générales comprenant :
  - a)<sup>56)</sup> la rémunération des directeurs et enseignants au sens de l'article 4 du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>57)</sup>;
  - b) les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus au sens de l'article 8, alinéa 2;
  - c) les indemnités de déplacement versées aux enseignants conformément à l'article 91, alinéa 2;
  - d)<sup>31)</sup> les frais découlant des traitements pédago-thérapeutiques;

- e)<sup>[33](#)</sup><sup>[49](#)</sup> les frais de location de locaux, d'acquisition de matériel pour les classes et les enseignants dans tous les cas de prestations ponctuelles de pédagogie spécialisée;
- f)<sup>[33](#)</sup> les frais d'exploitation du système informatique de gestion et d'information, dans la mesure où ils concernent les écoles enfantines, primaires et secondaires.

Principe de  
financement

**Art. 153** <sup>1</sup> La collectivité publique responsable d'une école en assume les dépenses d'investissement et d'exploitation. Les subventions particulières sont réservées, notamment celles qui sont fixées par les articles 45, 64 et 140.

<sup>2</sup> L'ensemble des collectivités publiques responsables se répartissent les dépenses dites générales, après déduction de la part de l'Etat définie par la loi concernant la péréquation financière<sup>[26](#)</sup>, pour les écoles des degrés primaire et secondaire ainsi que pour les institutions spécialisées.<sup>[8](#)</sup><sup>[41](#)</sup>

Principe de la  
répartition entre  
communes

**Art. 154** <sup>1</sup> Le Parlement fixe par décret les modalités de répartition des dépenses dites générales entre les communes. Il tient compte de la population. La participation en faveur des institutions spécialisées aux frais d'exploitation et aux dépenses d'investissement (art. 40) est répartie selon le même critère.<sup>[9](#)</sup><sup>[28](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat peut compenser ses prétentions avec d'éventuels avoirs des communes en créances et en subventions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les prescriptions de détail relatives à la procédure, aux décomptes et à l'intérêt des avances éventuelles.<sup>[27](#)</sup>

## TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi

**Art. 155** Toutes les décisions prises conformément à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>[10](#)</sup>.

Dénonciations

**Art. 156** <sup>1</sup> Les dénonciations contre la commission d'école, le directeur, l'enseignant et le conseiller pédagogique sont adressées au Service de l'enseignement, qui instruit le dossier.<sup>[23](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département se prononce sur la dénonciation et prend les mesures qui s'imposent, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative.

## **TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution

**Art. 157** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il en édicte les dispositions d'application.

### **CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**

#### **SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification du  
DOGA

**Art. 158** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>11)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 68, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 69, lettre h  
...<sup>12)</sup>

Art. 70, titre marginal, al. 1 et 2, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 72  
...<sup>12)</sup>

Art. 77, lettre b  
...<sup>12)</sup>

Modification de  
l'arrêté dressant  
la liste des  
emplois dont les  
titulaires ont  
qualité de  
fonctionnaire

**Art. 159** L'arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire<sup>13)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, ch. 4.1 et 4.1.1  
...<sup>14)</sup>

Modification de  
la loi sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 160** La loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>15)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>16)</sup>

Modification du  
décret sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 161** Le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>17)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 3, al. 1, ch. 1 et 2  
...<sup>12)</sup>

Modification du  
décret  
concernant le  
service dentaire  
scolaire

**Art. 162** Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire<sup>18)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Art. 9, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Art. 10  
...<sup>12)</sup>

Art. 12, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Modification de  
la loi sur les  
écoles  
moyennes

**Art. 163** La loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>19)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>16)</sup>

Art. 2  
abrogé

Art. 3  
...<sup>16)</sup>

Art. 6  
abrogé

Art. 13  
...<sup>16)</sup>



Art. 16  
abrogé

Art. 19, al. 4  
...[16\)](#)

#### TITRE QUATRIEME : De l'Ecole de culture générale

Art. 20  
...[16\)](#)

Art. 21 à 48  
abrogés

Art. 49, al. 1  
abrogé

Art. 50  
...[16\)](#)

Art. 51  
abrogé

Art. 52  
...[16\)](#)

Art. 53 à 73  
abrogés

Art. 74  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 2  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 3  
abrogé

Art. 77 à 80  
abrogés

Art. 81  
...[16\)](#)

Art. 83, al. 1  
...[16\)](#)

Art. 83, al.3  
abrogé

Art. 84 et 85  
abrogés

Art. 86  
... [16\)](#)

Art. 88  
... [16\)](#)

Art. 89  
... [16\)](#)

Art. 90  
... [16\)](#)

Art. 91 à 93  
abrogés

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 164** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'édition des manuels d'enseignement obligatoires et l'organisation de l'Economat cantonal;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
3. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'orientation en matière d'éducation;
4. le décret du 6 décembre 1978 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles maternelles et de l'assurance des maîtresses de ces écoles;
5. la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire;
6. le décret du 6 décembre 1978 relatif à l'article 110 de la loi sur l'école primaire et à l'article 30 de la loi sur les écoles moyennes;
7. le décret du 6 décembre 1978 concernant les classes spéciales de l'école primaire;
8. le décret du 6 décembre 1978 sur les classes de perfectionnement;
9. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique.

## CHAPITRE III : Dispositions transitoires

### SECTION 1 : Les élèves

#### Principe

**Art. 165** <sup>1</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 6, 7, 8 et 9 de l'école secondaire, 8 et 9 de l'école primaire, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure.

<sup>2</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 1, 2, 3 et 4 à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi sont pleinement soumis aux dispositions de celle-ci.

<sup>3</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 5 (primaire ou secondaire), 6 (primaire) et 7 (primaire), générations dites de transition, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis aux dispositions des articles 166 à 168.

#### Elèves du 5<sup>ème</sup> degré

**Art. 166** <sup>1</sup> Les élèves de 5e, primaire et secondaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 5e degré.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement du 6e degré, ils sont réunis à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Les dispositions de la nouvelle loi leur sont applicables dès le degré 7.

#### Elèves du 6<sup>ème</sup> degré

**Art. 167** <sup>1</sup> Les élèves de 6e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 7e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leurs 8e et 9e degrés à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

#### Elèves du 7<sup>ème</sup> degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Les élèves de 7e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 8e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leur 9e degré à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Situations  
particulières

**Art. 169** Le Département règle les situations particulières dans l'esprit des dispositions de la présente section.

## SECTION 2 : Les maîtres

Nomination

**Art. 170** <sup>1</sup> Les enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires nommés définitivement au sens de la législation antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés nommés conformément aux dispositions des articles 84 à 89 pour la période administrative débutant le 1<sup>er</sup> août 1991.

<sup>2</sup> Les quatre années scolaires qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont dites "période transitoire".

Prolongation de  
la période  
administrative  
échéant le 31  
juillet 2010

**Art. 170a**<sup>36)</sup> La période administrative des enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires, échéant le 31 juillet 2010, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé l'enseignant concerné qu'elle entendait renoncer à ses services.

Changement de  
poste

**Art. 171** Les changements de poste, d'école et de niveau scolaire auxquels les enseignants nommés peuvent être contraints durant la période transitoire sont réglés par les dispositions suivantes, en dérogation aux articles 84, 85 et 89.

Mise au  
concours

**Art. 172** <sup>1</sup> Les postes à repourvoir sont mis au concours publiquement par le Département. Seuls les enseignants nommés sont habilités à faire acte de candidature. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.

<sup>2</sup> Lorsque cette procédure ne produit aucun résultat, il est procédé conformément à la loi. En cas de contestation, le Département tranche.

Classification,  
droits acquis

**Art. 173** Dans tous les cas de mobilité induite par le changement de structure scolaire, les maîtres au bénéfice d'une nomination définitive au sens de la législation antérieure sont assurés de la classe de traitement correspondant à leur situation antérieure.

Nomination et déplacement dans des cas particuliers

**Art. 174** Durant la période transitoire, le Département se substitue aux autorités scolaires locales pour la nomination ou le déplacement des maîtres dans les cas particuliers suivants :

- a) lorsque, par défaut d'accord entre deux ou plusieurs commissions d'école, un maître perd son emploi conséquemment à la mise en oeuvre de la nouvelle structure scolaire;
- b) lorsqu'en dépit des offres proposées un maître renonce à faire acte de candidature et qu'ainsi il perd son emploi précédent.

Passage de l'école secondaire à l'école primaire

**Art. 175** <sup>1</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école secondaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés aux degrés 5 et 6 de l'école primaire.

Passage de l'école primaire à l'école secondaire

<sup>2</sup> Les enseignants concernés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école primaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés à l'école secondaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Enseignement des ACM

<sup>3</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner les activités sur textiles au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés pour l'enseignement des activités manuelles à l'école primaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place

**Art. 175a**<sup>33)</sup> Les enseignants nommés au moment de l'entrée en vigueur de l'article 89a sont mis d'office au bénéfice d'une autorisation d'enseigner.

### SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et fermetures de classes

**Art. 176** Durant la période transitoire et en dérogation à l'article 49, le Département arrête annuellement un plan des ouvertures et des fermetures de classes dans les écoles primaires et secondaires.

## SECTION 4 : Les communes

Délai  
d'adaptation

**Art. 177** <sup>1</sup> Les communes disposent d'un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place les autorités scolaires prévues et adapter leur réglementation conformément aux dispositions de la loi :

- a) définition des cercles d'école enfantine, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- b) définition des cercles de degré primaire, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- c) définition des cercles de degré secondaire, constitution des syndicats de communes et mise en place des autorités du syndicat.

<sup>2</sup> Un délai supplémentaire peut être consenti par le Département pour le règlement des questions relatives à la propriété des équipements scolaires.

## SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres  
problèmes de  
transition

**Art. 178** <sup>1</sup> Pour le surplus, le Gouvernement règle les autres problèmes induits par la transition d'un système scolaire à l'autre.

<sup>2</sup> Il peut différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la présente loi.

Nouvelle  
répartition des  
charges

**Art. 178a**<sup>20)</sup> Pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition et en dérogation à l'article 153, alinéa 2, la part des dépenses générales prise en charge par l'Etat est de 32 % pour les trois premières années et de 31,5 % pour les deux années suivantes.

## CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 179** <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>21)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 410.102](#)
- 3) [RSJU 410.210.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) RSJU 173.112
- 6) [RS 220](#)
- 7) [RS 412.10](#)
- 8) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1994 portant modification des critères de la répartition des dépenses scolaires générales entre les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) [RSJU 172.111](#)
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 173.110
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 410.251
- 16) Texte inséré dans ladite loi
- 17) RSJU 410.251.1
- 18) [RSJU 410.72](#)
- 19) [RSJU 412.11](#)
- 20) Introduit par la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995

- 21) Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1991  
 Art. 7 : 1<sup>er</sup> août 1993  
 Art. 40 : 1<sup>er</sup> janvier 1992  
 Art. 46, al. 2 : 1<sup>er</sup> août 1992
- 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 7 de la loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001 ([RSJU 410.210.1](#))
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 26) [RSJU 651](#)
- 27) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 29) Introduit par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 31) Introduite par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 33) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 34) Titre introduit par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 35) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009
- 36) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009.  
 Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 38) Abrogé(s) par l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 39) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 40) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 43) Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 44) [RSJU 410.103](#)
- 45) [RSJU 850.1](#)
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 47) [RSJU 410.105](#)
- 48) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 50) Introduit par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 51) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013



- 52) Abrogé(e) par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 53) Introduit par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 54) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 55) Titre abrogé par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 56) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 57) [RSJU 173.411](#)
- 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 59) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 61) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



## Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet  
(art. 1<sup>er</sup> LS)

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>[2\)](#)</sup>.

Intégration des  
handicapés  
(art. 4 LS)

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

**Art. 2bis**<sup>[32\)](#)[51\)](#)</sup>

Insertion des  
migrants (art. 5  
LS)  
a) Principes  
d'insertion du  
nouvel arrivant

**Art. 3** <sup>1</sup> L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

<sup>2</sup> Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

<sup>3</sup> Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la culture d'origine

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

<sup>2</sup> Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

<sup>4</sup> Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

#### **Art. 5** <sup>46)</sup>

Accès à l'école  
(art. 6, al. 1, LS)

**Art. 6** <sup>1</sup> Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures  
expérimentales  
d'intégration  
(art. 4 et 5 LS)

**Art. 7** <sup>1</sup> Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de  
l'école publique à  
l'enseignement  
privé

**Art. 8** Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

#### **Art. 9 et 10** <sup>51)</sup>

Début de la  
scolarité  
obligatoire  
(art. 7 LS)  
a) Règle  
générale

**Art. 11** <sup>52)</sup> <sup>1</sup> L'âge d'entrée à l'école obligatoire est fixé à quatre ans révolus au 31 juillet.

b) Dérogation

<sup>2</sup> Les parents peuvent demander le report d'un an de l'entrée en scolarité obligatoire de leur enfant.

<sup>3</sup> Les parents dont l'enfant a été scolarisé à l'étranger peuvent demander une anticipation de l'entrée en scolarité lorsque le changement de système scolaire aurait pour conséquence la répétition d'une classe.

c) Procédure

<sup>4</sup> Ils adressent à cet effet une demande écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Au besoin, ce dernier requiert l'avis du psychologue scolaire.

## **Art. 12** <sup>51)</sup>

Transports  
scolaires gratuits  
(art. 8, al. 2, LS)  
1. Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

<sup>3</sup> Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire. <sup>3)</sup>

<sup>4</sup> En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire. <sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence. <sup>3)</sup>

2. Procédure de reconnaissance	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.<sup><a href="#">37)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.</p>
3. Nécessité du transport	<p><b>Art. 15</b> <sup>1</sup> La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.</p>
a) Longueur du trajet	<p><sup>2</sup> La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école infantine et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.<sup><a href="#">4)</a></sup></p>
b) Caractère dangereux du trajet	<p><sup>3</sup> Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.<sup><a href="#">37)</a></sup></p>
c) Autres circonstances	<p><sup>4</sup> Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.</p>
4. Exigences relatives au transport	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.</p> <p><sup>2</sup> Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.</p>
5. Modalités du transport	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup> Pour l'école infantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.<sup><a href="#">4)</a></sup></p>

<sup>2</sup> Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

<sup>3</sup> Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.<sup>[3\)](#)</sup>

#### 6. Indemnités de repas

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

<sup>2</sup> L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

#### 7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS) a) Organe responsable

**Art. 19** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

<sup>2</sup> Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.<sup>[4\)](#)</sup>

#### b) Financement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.<sup>[37\)](#)</sup>

#### c) Versement et décompte

**Art. 21** <sup>1</sup> La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des  
moyens  
d'enseignement  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 22** Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions  
pour certaines  
activités et  
manifestations  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 23** <sup>1</sup> Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

<sup>2</sup> Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

<sup>3</sup> Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence  
habituelle de  
l'élève (art. 9 LS)

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

<sup>2</sup> La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

<sup>3</sup> En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de  
l'école d'un autre  
cercle scolaire  
(art. 10 LS)

**Art. 25**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.



<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées. [54\)](#)

<sup>3</sup> Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

<sup>4</sup> Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

<sup>5</sup> Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

## TITRE DEUXIEME : Structure de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Degré primaire [52\)](#)

Organisation du  
degré primaire

**Art. 26** [52\)](#) <sup>1</sup> Le degré primaire se compose de deux cycles, le cycle primaire 1 qui couvre les quatre premières années scolaires et le cycle primaire 2 qui couvre les quatre années scolaires suivantes.

<sup>2</sup> L'organisation pédagogique et administrative des deux cycles est divisée en quatre parties de deux ans : première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années, septième et huitième années primaires.

<sup>3</sup> Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement  
obligatoire à  
l'école primaire

**Art. 27** L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

**Art. 28** <sup>1</sup> Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré primaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles. [52\)](#)

<sup>2</sup> Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des classes au degré primaire

**Art. 29**<sup>52)</sup> La commission d'école attribue l'enseignement des classes au degré primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)

**Art. 30**<sup>43)52)</sup> En règle générale, chaque classe au degré primaire est confiée à un seul enseignant qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)  
a) Autorisation

**Art. 31** <sup>1</sup> La conduite d'une classe au degré primaire par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement commun des deux enseignants

**Art. 32** <sup>1</sup> Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

<sup>2</sup> Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail et sur les disciplines fixées dans le plan d'études du degré primaire.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés dans l'enseignement partagé

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

<sup>2</sup> Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de l'un des enseignants

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

<sup>2</sup> Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre d'intervenants par classe

**Art. 35a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

<sup>2</sup> Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Huitième année, orientation, observation (art. 16 LS)  
a) Epreuves communes<sup>52)</sup>

**Art. 36**<sup>73)</sup> <sup>1</sup> Dans le courant de la huitième année du degré primaire, les élèves sont soumis, dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand), à trois séries d'épreuves communes, dont la première est préparatoire.

<sup>2</sup> Les résultats des deuxième et troisième épreuves communes, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

<sup>2</sup> Pour l'orientation vers les cours à niveaux, les résultats obtenus aux deuxième et troisième épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour les secondes. Le Département précise les modalités dans un règlement.<sup>73)</sup>

<sup>3</sup> La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

**Art. 38** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la huitième année.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## CHAPITRE II : Degré secondaire<sup>52)</sup>

Classe et module, définitions (art. 20 LS)

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

<sup>2</sup> Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)

**Art. 40** <sup>1</sup> L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

<sup>2</sup> L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés (art. 22 LS)  
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)  
a) Nombre de niveaux

**Art. 41** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

<sup>2</sup> L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation  
des niveaux

**Art. 42** Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition  
des élèves entre  
les niveaux

**Art. 43** A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution  
des groupes  
pour  
l'enseignement à  
niveaux  
(art. 24 LS)

**Art. 44** <sup>1</sup> Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

<sup>2</sup> Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option  
(art. 22, al. 3, LS)

**Art. 45** <sup>1</sup> L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) [63/68](#) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

<sup>2</sup> L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

<sup>3</sup> Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part. [63/68](#)

3. Cours  
facultatifs  
(art. 23 LS)

**Art. 46** <sup>1</sup> Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

<sup>2</sup> A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

<sup>5</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement  
du grec ancien

**Art. 47** <sup>1</sup> Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation  
continue  
a) Information

**Art. 48** L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

**Art. 49** <sup>1</sup> L'école propose un cours d'appui de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant.

<sup>2</sup> En cas de changement d'option au cours du degré sept et jusqu'à l'admission au degré huit comprise, l'école peut offrir aux élèves concernés un cours d'appui de durée limitée dans les disciplines ne figurant pas dans l'option initiale.

<sup>3</sup> Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

### CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10<sup>ème</sup> année  
dans le cadre du  
programme  
secondaire  
(art. 25 et 26 LS)

**Art. 50** <sup>1</sup> L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

<sup>2</sup> L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année  
linguistique

**Art. 51**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

<sup>2</sup> Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil  
et de transition  
pour allophones

**Art. 51a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de  
préparation à  
la formation  
générale et  
professionnelle

**Art. 51b<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

<sup>2</sup> Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de  
transition (art. 30  
LS)

**Art. 52** <sup>1</sup> La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

<sup>2</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement  
d'appui (art. 31  
LS)

**Art. 53** <sup>1</sup> Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

<sup>2</sup> En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement  
d'appui intégré  
(art. 31, al. 3, LS)

**Art. 54** Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.



Enfants malades  
(art. 34 LS)

**Art. 55** A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
(art. 32 LS)

**Art. 56** <sup>1</sup> Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

<sup>2</sup> S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de  
soutien (art. 33  
et 36, al. 2, LS)

**Art. 57** <sup>1</sup> Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

<sup>2</sup> La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en  
classe ordinaire  
(art. 4 et 33 LS)

**Art. 58** <sup>1</sup> L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

<sup>2</sup> L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des  
mesures  
compensatoires

**Art. 59** Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 60** <sup>1</sup> Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

<sup>2</sup> L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

<sup>4</sup> L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 61** <sup>1</sup> Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

<sup>2</sup> Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

<sup>4</sup> Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

<sup>5</sup> Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

## SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

**Art. 62** <sup>1</sup> Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

<sup>4</sup> Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles  
particuliers  
(art. 32, al. 3, et  
36, al. 4, LS)

**Art. 63** <sup>1</sup> S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

<sup>2</sup> Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas  
(art. 35 LS)  
a) Equipe de  
coordination

**Art. 64** <sup>1</sup> Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

<sup>2</sup> Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

<sup>3</sup> Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

<sup>3</sup> Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

## SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis  
(art. 36, al. 1, LS)

**Art. 66** <sup>1</sup> L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

<sup>2</sup> L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

<sup>3</sup> Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et  
engagement  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 67** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

**Art. 68**<sup>57)</sup>

## CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition  
(art. 37 LS)

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors Canton (art. 37, al. 2, LS)	<b>Art. 70</b> Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions <sup>8)</sup> .
Placement	<p><b>Art. 71</b> <sup>1</sup> Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.</p> <p><sup>2</sup> Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.<sup>33)</sup></p> <p><sup>3</sup> En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.<sup>5)33)</sup></p> <p><sup>4</sup> Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, au placement à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.<sup>54)</sup></p>
Qualification du personnel des institutions (art. 39, al. 2, LS)	<b>Art. 72</b> Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité <sup>9)</sup> .
Création de nouveaux emplois	<b>Art. 73</b> La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.
Traitements	<p><b>Art. 74</b> <sup>1</sup> La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.</p> <p><sup>2</sup> Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.</p>
Budget (art. 40 LS) a) Elaboration	<b>Art. 75</b> <sup>1</sup> Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.

<sup>2</sup> Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.

b) Approbation  
par le  
Département

**Art. 76** <sup>1</sup> Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.

<sup>2</sup> Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.

<sup>3</sup> Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.

c) Insuffisances  
budgétaires

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.

Gestion  
comptable et  
financière

**Art. 78** Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes<sup>10)</sup>, dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des  
comptes

**Art. 79** Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et  
répartition des  
charges  
(art. 40 LS)

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

<sup>2</sup> La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des  
subventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

<sup>2</sup> Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux  
bâtiments et  
locaux scolaires  
(art. 43 LS)

**Art. 82** <sup>1</sup> L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

<sup>2</sup> La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

### CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire,  
semestres (art.  
46 LS)

**Art. 83** <sup>1</sup> L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

<sup>2</sup> Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier et du 1<sup>er</sup> février au 31 juillet.

Congés officiels

**Art. 84** Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.

Semaine scolaire  
(art. 48 LS)

**Art. 85**<sup>52)</sup> <sup>1</sup> La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.

<sup>2</sup> Au degré primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.

<sup>3</sup> Au degré secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.

Nombre de  
leçons

**Art. 86**<sup>43)52)</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour les degrés primaire et secondaire.

**Art. 87 et 88**<sup>45)</sup>

Durée des  
leçons  
(art. 48 LS)

**Art. 89** La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.

Autre découpage  
du temps  
d'enseignement  
(art. 48 LS)

**Art. 90** <sup>1</sup> Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.

1bis ... [69\)](#)

<sup>2</sup> L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.

<sup>4</sup> A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

<sup>5</sup> Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.

Autres formes  
d'enseignement

**Art. 91** Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à  
une école ou une  
classe (art. 48  
LS)

**Art. 92** <sup>1</sup> Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

<sup>2</sup> L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.



Congé spécial à un élève (art. 48 LS)

**Art. 93** <sup>1</sup> Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés.<sup>[44\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

<sup>3</sup> La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires harmonisés

**Art. 93a**<sup>[44\)](#)</sup> La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

#### SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire<sup>[36\)](#)</sup>

Principes (art. 49 LS)

**Art. 94**<sup>[34\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

<sup>2</sup> Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.<sup>[41\)](#)</sup>

Nombre de classes du cercle scolaire  
a) Généralités

**Art. 95** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

<sup>4</sup> Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

# **Art. 96<sup>42)</sup>**

b) Ecole primaire **Art. 97<sup>41)65)</sup>** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle d'école primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
211 à 231	11
232 à 252	12

<sup>2</sup> Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves, conformément à l'annexe.

c) Ecole  
secondaire

**Art. 98<sup>34)</sup>** <sup>1</sup> Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3
154 à 204	4
205 à 255	5
plus de 255	6

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

<sup>3</sup> Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

<sup>4</sup> Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de  
transition et de  
soutien

**Art. 99** <sup>1</sup> Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

<sup>3</sup> En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

<sup>4</sup> Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

## SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure  
(art. 49 LS)

**Art. 100** <sup>1</sup> Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).[41\)](#)

<sup>3</sup> Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 101** <sup>1</sup> Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

<sup>2</sup> En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroîts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.[41\)](#)

<sup>4</sup> Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.[41\)](#)

Fermeture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.[41\)](#)

<sup>4</sup> Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.<sup>42)</sup>

Ouverture et  
fermeture de  
classe  
ordonnées par le  
Département  
(art. 49, al. 2, LS)

**Art. 103** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

<sup>3</sup> L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

### SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des  
unités et  
organisation de  
l'enseignement

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

**Art. 105** L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement  
par sections de  
classe  
a) En général

**Art. 106** <sup>1</sup> Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

<sup>2</sup> La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

<sup>3</sup> En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

<sup>4</sup> Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique. [63\)68\)](#)

b) A l'école  
enfantine

**Art. 107** <sup>1</sup> Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école  
primaire

**Art. 108** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à  
niveaux

**Art. 109** Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

**Art. 110** Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

## CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication  
(art. 50 LS)

**Art. 111** <sup>1</sup> Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

**Art. 112**<sup>39)56)</sup> Le Département met en place dans une école primaire une organisation particulière de l'enseignement destinée aux élèves germanophones et bilingues et, de manière élargie, des modalités d'enseignement bilingue pour promouvoir les compétences linguistiques des élèves de l'école obligatoire. Au besoin, le Département peut mettre en place des modalités d'enseignement bilingue à l'école secondaire.

Athlète ou artiste  
de haut niveau  
(art. 56, al.3, LS)  
a) Principe

**Art. 113**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

<sup>2</sup> A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

### **Art. 114 et 115**<sup>45)</sup>

b) Renvoi

**Art. 116**<sup>43)</sup> Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire  
facultatif  
(art. 57, al. 2, LS)  
a) But

**Art. 117** Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

- b) Autorités compétentes **Art. 118** Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.
- c) Forme **Art. 119** Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.
- d) Contenu des activités **Art. 120** <sup>1</sup> Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.
- e) Financement et gestion **Art. 121** <sup>1</sup> L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).
- Education sexuelle (art. 59 LS)  
a) Programme **Art. 122** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle comprend :
- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
  - b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
  - c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.
- b) Renonciation **Art. 123** <sup>1</sup> Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).



c) Animateurs

**Art. 124<sup>67)</sup>** Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet.

Education aux médias

**Art. 125** <sup>1</sup> Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

<sup>2</sup> Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

<sup>3</sup> A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession  
(art. 61 et 62 LS)

**Art. 126** <sup>1</sup> Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

<sup>2</sup> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

<sup>3</sup> Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

<sup>3bis</sup> En dérogation à l'alinéa 3, les élèves de l'option 4 peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de vingt jours par année scolaire.<sup>64)</sup>

<sup>4</sup> Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles  
(art. 63 LS)

**Art. 127** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

<sup>2</sup> Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

<sup>3</sup> Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse  
(art. 64 LS)

**Art. 128** Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>11)</sup> s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales  
(art. 65 LS)

**Art. 129** Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

**Art. 130**<sup>45)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits  
individuels,  
information  
(art. 69 LS)

**Art. 131** <sup>1</sup> Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

<sup>3</sup> Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas  
d'absence (art.  
72 LS)

**Art. 132** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

<sup>2</sup> L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences  
justifiées

**Art. 133** <sup>1</sup> Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

<sup>2</sup> Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires  
(art. 73 LS)

**Art. 134** <sup>1</sup> En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

<sup>2</sup> Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

<sup>3</sup> La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Liberté  
d'information,  
d'expression et  
d'association  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 135** <sup>1</sup> L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

<sup>2</sup> L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être  
entendu  
(art. 74, al. 4, LS)

**Art. 136** L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des  
élèves  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 137** <sup>1</sup> L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

<sup>3</sup> Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre  
garçons et filles  
(art. 75, al. 2, LS)

**Art. 138** <sup>1</sup> Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

<sup>2</sup> Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves  
en difficulté  
(art. 75, al. 3, LS)

**Art. 139** <sup>1</sup> Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

<sup>2</sup> Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

<sup>3</sup> Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux  
scolaires  
(art. 77, al. 3, LS)

**Art. 140** <sup>1</sup> Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

<sup>2</sup> Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations  
extrascolaires  
excessives

**Art. 141** Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des  
élèves  
(art. 78 LS)  
a) Principe

**Art. 142** <sup>1</sup> Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

<sup>2</sup> Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

b) Activités  
couvertes

**Art. 143** L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

## c) Prestations

**Art. 144** <sup>1</sup> L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

<sup>3</sup> Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

Banques de  
données

**Art. 144a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

<sup>2</sup> Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

<sup>3</sup> L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.

## SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

### Art. 145<sup>51)</sup>

Admission et  
inscription des  
élèves  
a) Degré  
primaire

**Art. 146<sup>52)</sup>** La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

b) Degré  
secondaire

**Art. 147<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la huitième du degré primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

<sup>3</sup> Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Changement de  
domicile ou de  
résidence

**Art. 148** Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours  
de scolarité  
d'enfants de  
l'extérieur

**Art. 149** En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

## SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du  
travail scolaire  
(art. 80 LS)

**Art. 150** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

<sup>2</sup> Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire  
officiel  
(art. 80 LS)

**Art. 151** <sup>1</sup> Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

<sup>4</sup> Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des  
parents, carnet  
hebdomadaire  
(art. 80 LS)

**Art. 152** <sup>1</sup> Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

<sup>2</sup> Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes  
officielles de  
l'évaluation du  
travail  
(art. 80 LS)

**Art. 153** <sup>1</sup> Dans la seconde partie du cycle primaire 1, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.<sup>[55\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Au cycle primaire 2, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement ainsi que, dès la septième année, d'allemand et d'anglais;
- b) au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la cinquième année et pour les cours facultatifs.<sup>[55\)](#)</sup>



<sup>3</sup> Au degré secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département.<sup>[43](#)<sup>55</sup></sup>

<sup>4</sup> Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

<sup>5</sup> Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

<sup>6</sup> Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

<sup>7</sup> Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent.<sup>[44](#)</sup>

## Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

**Art. 154** <sup>1</sup> La promotion est le passage d'une année scolaire à l'autre.<sup>[52](#)</sup>

<sup>2</sup> Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. Au degré  
primaire  
(art. 81 LS)  
1. A l'intérieur  
des cycles

**Art. 155**<sup>[52](#)</sup> <sup>1</sup> Au cycle primaire 1, le passage de première en deuxième année, de deuxième en troisième année et de troisième en quatrième année est en principe automatique; au cycle primaire 2, la promotion de cinquième en sixième année et de septième en huitième année est en principe automatique.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, la répétition de la première, de la deuxième et de la troisième année peut être admise, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire. Cette répétition n'est pas considérée comme redoublement.

<sup>3</sup> La répétition de la quatrième année est considérée comme redoublement.

<sup>4</sup> Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis de cinquième en sixième année et de septième en huitième année, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission en cinquième année **Art. 156<sup>52)</sup>** L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année pour être admis en cinquième année.
3. Admission en septième année **Art. 157<sup>52)</sup>** Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année.
4. Redoublement **Art. 158<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer de quatrième en cinquième année et de sixième en septième année ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.
- <sup>2</sup> Le redoublement volontaire peut être admis en fin de quatrième année, en fin de sixième année ou en fin de huitième année avec l'accord du conseiller pédagogique.
- <sup>3</sup> Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.
- <sup>4</sup> Un second redoublement dans le cadre du degré primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS) **Art. 159** <sup>1</sup> Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.
- II. Passage du degré primaire au degré secondaire
1. Admission au degré secondaire **Art. 160<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année.
- <sup>2</sup> L'élève qui par suite de redoublements a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

2. Accès aux  
cours à niveaux

**Art. 161** <sup>1</sup> L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la huitième année (art. 36).[52\)](#)

<sup>2</sup> Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux  
options

**Art. 162** <sup>1</sup> Les élèves promus du degré primaire au degré secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.[52\)](#)

<sup>2</sup> Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième.[29\)](#)

<sup>3</sup> Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base.[29\)](#)

<sup>4</sup> Le choix de l'option 4 est libre.[30\)](#)

III. Promotion et  
orientation au  
degré secondaire  
1. Principe[52\)](#)

**Art. 163** <sup>1</sup> Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître au degré secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).[52\)](#)

<sup>2</sup> Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

<sup>3</sup> La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de  
promotion

**Art. 164** <sup>1</sup> La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.[59\)](#)

<sup>1bis</sup> En cas de changement d'option qui implique un changement de cours à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.[58\)](#)

<sup>2</sup> Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

3. Maintien du  
profil scolaire

**Art. 165** <sup>1</sup> Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

<sup>2</sup> Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement  
de niveaux  
a) Principes et  
conditions

**Art. 166** <sup>1</sup> L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

<sup>2</sup> La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

<sup>3</sup> Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

<sup>4</sup> A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

b) Périodicité

**Art. 167** <sup>1</sup> Durant le premier semestre du degré sept, des changements de niveaux peuvent être effectués en tout temps jusqu'au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.

<sup>2</sup> Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

<sup>3</sup> Les transitions descendantes ont lieu en principe au terme des degrés sept et huit. Elles sont obligatoires. Le directeur peut autoriser de tels changements à d'autres moments si les parents le souhaitent.

5. Orientation  
dans le cadre  
des options  
a) Maintien de  
l'option lors d'un  
changement de  
degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement  
d'option  
volontaire

**Art. 169** <sup>1</sup> L'élève peut changer d'option à la fin d'une année scolaire s'il remplit les conditions d'accès de la nouvelle option choisie.

<sup>2</sup> Au terme du septième degré, le changement d'option est libre. Dès le degré huit, les changements ne peuvent en principe avoir lieu qu'entre les options d'exigences voisines et ne nécessitant pas de rattrapage particulier.

6. Cours d'appui

**Art. 170** En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

**Art. 171** <sup>1</sup> L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

<sup>2</sup> Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

<sup>3</sup> Le Département arrête les modalités d'application.

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures  
éducatives  
préalables

**Art. 172** <sup>1</sup> En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

<sup>2</sup> Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions  
disciplinaires  
(art. 83 LS)

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

<sup>2</sup> La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de la sanction  
(art. 82 LS)

**Art. 174** <sup>1</sup> Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

<sup>2</sup> Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités disciplinaires  
(art. 83 LS)  
a) Enseignant et commission d'école

**Art. 175** <sup>1</sup> L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

<sup>2</sup> La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

**Art. 176** L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace

**Art. 177** <sup>1</sup> La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

<sup>2</sup> La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure  
(art. 83 LS)

**Art. 178** <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

<sup>2</sup> La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Art. 179 à 193<sup>47)</sup>

### CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

Art. 194 et 195<sup>47)</sup>

Indemnité de  
déplacement  
(art. 91, al. 2, LS)  
a) En général

**Art. 196**<sup>48)</sup> <sup>1</sup> ...<sup>62)</sup>

<sup>2</sup> Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>15)</sup>.

b) Titulaire de  
poste partiel

**Art. 197** <sup>1</sup> L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

<sup>2</sup> L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et  
versement de  
l'indemnité

**Art. 198** <sup>1</sup> Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

<sup>2</sup> Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

**Art. 199**<sup>47)</sup>

## CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

### Tâches administratives

**Art. 200** <sup>1</sup> L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

<sup>2</sup> Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

<sup>3</sup> L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

<sup>4</sup> L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

### Devoir de suppléance

**Art. 201** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

### Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

**Art. 202** <sup>1</sup> L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

<sup>2</sup> Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

<sup>3</sup> L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

<sup>4</sup> Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.



Attitude à l'égard  
de l'élève

**Art. 203** <sup>1</sup> L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

<sup>2</sup> Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

<sup>3</sup> En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

#### **Art. 204**<sup>47)</sup>

Devoirs  
particuliers du  
maître de classe  
ou de module

**Art. 205** <sup>1</sup> Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

<sup>2</sup> Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

<sup>3</sup> Il représente la classe auprès des parents.

<sup>4</sup> A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

#### **Art. 206**<sup>47)</sup>

### **CHAPITRE IV : Droits des enseignants**

Appui aux jeunes  
enseignants  
(art. 99 LS)

**Art. 207** <sup>1</sup> L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

<sup>2</sup> En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations  
professionnelles  
(art. 100 LS)

**Art. 208** <sup>1</sup> Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

<sup>3</sup> Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des  
enseignants  
(art. 101 LS)

**Art. 209** <sup>1</sup> Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

<sup>2</sup> La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

<sup>3</sup> Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

<sup>4</sup> La loi instituant le Conseil scolaire<sup>16)</sup> règle la participation des enseignants à ce conseil.

## CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

**Art. 210 à 212**<sup>47)</sup>

## CHAPITRE VI : Congés

**Art. 213**<sup>47)</sup>

## TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire  
(art. 107 et 108  
LS)

**Art. 214** <sup>1</sup> Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

<sup>3</sup> Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du  
syndicat ou de  
l'entente  
intercommunale

**Art. 215** L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions  
(art. 107 et  
108 LS)

**Art. 216** Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

**Art. 217**<sup>42)</sup>

Dimension des  
cercles scolaires  
a) Ecole primaire

**Art. 218**<sup>41)71)</sup> <sup>1</sup> Le cercle scolaire d'école primaire comporte au minimum quatre classes, soit une classe par demi-cycle.

<sup>2</sup> Le Département autorise des dérogations pour de justes motifs, en particulier afin de permettre la création de classes à degrés multiples.

<sup>3</sup> Une classe à degrés multiples s'entend comme une classe comprenant des élèves de plus de deux degrés différents.

b) Ecole  
secondaire

**Art. 219** Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et  
gestion de  
classes de  
transition et de  
soutien  
(art. 30, 33, 49,  
87, al. 2, et  
108 LS)

**Art. 220** <sup>1</sup> A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

<sup>3</sup> La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

<sup>4</sup> Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et  
gestion de  
classes  
d'orientation  
(art. 26 et 108,  
al. 3, LS)

**Art. 221** <sup>1</sup> Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

<sup>2</sup> La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

<sup>3</sup> Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires  
(art. 109 LS)  
a) Usage des  
locaux scolaires

**Art. 222** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

<sup>3</sup> Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transforma-  
tion des locaux  
scolaires

**Art. 223** Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des  
locaux scolaires

**Art. 224** La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle  
scolaire,  
règlement  
scolaire local  
(art. 109 LS)

**Art. 225** <sup>1</sup> L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

<sup>2</sup> Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

<sup>3</sup> Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

## CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de  
membres,  
principe

**Art. 226** Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

**Art. 227** <sup>35)</sup>

Désignation des  
membres  
(art. 110, 111,  
112 et 114 LS)

**Art. 228** <sup>1</sup> Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et infantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

<sup>2</sup> ... <sup>35)</sup>

Période de  
fonction

**Art. 228a** <sup>53)</sup> <sup>1</sup> Les membres de la commission d'école sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission d'école, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission d'école.

<sup>2</sup> La commission d'école doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

## Constitution des commissions

**Art. 229** <sup>1</sup> Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

<sup>2</sup> Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

<sup>3</sup> Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

## Délégation de compétences

**Art. 230** <sup>1</sup> Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

<sup>2</sup> Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

<sup>3</sup> Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

<sup>4</sup> Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

## Visites de l'école et des classes (art. 118 LS)

**Art. 231** <sup>1</sup> La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

<sup>2</sup> Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

<sup>3</sup> Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des  
enseignants  
(art. 118 LS)

**Art. 232** La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation  
(art. 119 LS)

**Art. 233** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

<sup>2</sup> A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des  
enseignants  
(art. 120 LS)  
a) Régulière

**Art. 234** <sup>1</sup> Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

<sup>2</sup> Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de cinq ans au plus.<sup>50)</sup>

b) Occasionnelle

**Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des  
parents  
(art. 120 LS)  
a) Nombre de  
représentants

**Art. 236** <sup>1</sup> Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

<sup>2</sup> Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de  
désignation

**Art. 237** <sup>1</sup> La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

<sup>2</sup> Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

<sup>4</sup> Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des  
membres des  
commissions  
d'école

**Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de  
fonction

**Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

### CHAPITRE III : Collège des enseignants<sup>60)</sup>

Participation du  
corps enseignant  
(art. 101, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 240<sup>60)</sup>** <sup>1</sup> Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

<sup>2</sup> Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent. Dans la mesure du possible, il les associe à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

<sup>3</sup> En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarte des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.



Collège des  
enseignants  
a) Principe

**Art. 241** <sup>1</sup> Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

<sup>3</sup> Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, engagés pour une durée indéterminée ou pour une durée d'une année au moins. [60\)](#)

b) Présidence et  
réunions

**Art. 242** <sup>1</sup> Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

<sup>2</sup> Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

**Art. 243** Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

- a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;
- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

**Art. 244 à 250** [61\)](#)

## CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions

Médiateur  
(art. 124 LS)

**Art. 251** <sup>1</sup> Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

<sup>2</sup> Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

<sup>3</sup> Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

<sup>4</sup> ... [75\)](#)

<sup>5</sup> ... [75\)](#)

**Art. 252 à 255**[75\)](#)

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

**Art. 256**[61\)](#)

## **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

**Art. 257** Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

### **CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire**[19\)](#)

Renvoi

**Art. 258**[19\)](#) <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire[20\)](#) et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

<sup>2</sup> Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

## CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

### SECTION 1 : Devoirs à domicile

#### Principes

**Art. 259** <sup>1</sup> Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

<sup>2</sup> Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

<sup>3</sup> Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

<sup>4</sup> Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

### SECTION 2 : Devoirs surveillés

#### Principe

**Art. 260**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

<sup>2</sup> Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

<sup>3</sup> Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

<sup>4</sup> Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

<sup>5</sup> Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

<sup>6</sup> L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

#### Gratuité (art. 138, al. 4, LS)

**Art. 261** La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation  
(art. 139 LS)

**Art. 262** <sup>1</sup> Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>31)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et  
animation  
(art. 138 et  
139 LS)

**Art. 263** <sup>1</sup> La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

<sup>2</sup> En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

<sup>3</sup> ...<sup>31)</sup>

Permanences

**Art. 263a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

<sup>2</sup> Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

<sup>3</sup> L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration  
entre le Service  
de l'enseigne-  
ment et  
l'Economat  
cantonal  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 264** <sup>1</sup> L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

<sup>3</sup> L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes  
d'édition  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 265** <sup>1</sup> Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

<sup>2</sup> Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 266** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des  
stocks  
(art. 141 LS)

**Art. 267** <sup>1</sup> L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

<sup>2</sup> Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules  
administratives  
et publications  
du Département  
(art. 141 LS)

**Art. 268** L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

## TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations  
(art. 156 LS)  
a) Définition et  
forme

**Art. 269** <sup>1</sup> La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

<sup>2</sup> Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

**Art. 270** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

**Art. 271** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

<sup>2</sup> Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

<sup>3</sup> La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

## **TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution

**Art. 272** Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.

## **CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**

### **SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
séjour et  
l'établissement  
des étrangers

**Art. 273** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers<sup>21)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1

Abrogé

Modification de  
l'ordonnance  
portant exécution  
de la loi sur la  
formation du  
corps enseignant

**Art. 274** L'ordonnance du 10 juillet 1984<sup>22)</sup> portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f

...<sup>23)</sup>

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c

...<sup>23)</sup>

Modification de  
l'ordonnance  
fixant le nombre  
des leçons  
obligatoires des  
enseignants

**Art. 275** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants<sup>24)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier

...<sup>23)</sup>

Article 6, alinéa 3

Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a

...<sup>23)</sup>

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a

...<sup>23)</sup>

SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

...<sup>23)</sup>

Article 13

Abrogé

SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

...<sup>23)</sup>

Article 15

Abrogé

## SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

## Article 16

... [23\)](#)

## SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien et les enseignants chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire

## Article 17

... [23\)](#)

## CHAPITRE III (art. 18 et 19)

## Abrogé(s)

Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe

**Art. 276** L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe<sup>[17\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

## PREAMBULE

... [23\)](#)Articles 1<sup>er</sup> et 2... [23\)](#)

Modification de l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants

**Art. 277** L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants<sup>[14\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

## Article 7

... [23\)](#)

## Article 9, alinéa 2

... [23\)](#)

## Articles 17 et 18

... [23\)](#)

## Article 40, alinéa 3

... [23\)](#)

## Article 43

... [23\)](#)

## Article 44, alinéa 2

... [23\)](#)



Article 45, alinéa 4

... [23\)](#)

Modification du  
règlement des  
écoles  
moyennes

**Art. 278** Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978 [25\)](#) est modifié  
comme il suit :

Articles 1<sup>er</sup> et 2

... [26\)](#)

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture  
générale

Article 15

... [26\)](#)

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)

Abrogé(s)

Article 41

... [26\)](#)

Article 42, alinéa 2

... [26\)](#)

Article 43

... [26\)](#)

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
le sport scolaire  
facultatif

**Art. 279** L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif<sup>[27\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 8

Abrogé

Article 9

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 10, alinéa 1

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 11

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 14, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 20

...<sup>[23\)](#)</sup>

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification de  
l'ordonnance sur  
les bourses et  
prêts d'études

**Art. 280** L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études<sup>[28\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 8

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 9

Abrogé

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 281** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;

3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;
9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'élèves à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et  
mises au  
concours

**Art. 282** <sup>1</sup> Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la  
réalisation de la  
réforme scolaire

**Art. 283** <sup>1</sup> Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports  
scolaires  
reconnus  
antérieurement

**Art. 284** Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement  
des activités  
créatrices sur  
textiles

**Art. 285** En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1<sup>er</sup> août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

Projet pilote

**Art. 285a**<sup>70)</sup> 1 La discipline "projets", qui se caractérise par le regroupement de plusieurs disciplines et la conduite de projets, est mise en œuvre de manière expérimentale en onzième année de l'option 4 jusqu'au 31 juillet 2023.<sup>74)</sup>

<sup>2</sup> Pour permettre la mise en œuvre de la discipline "projets", il est dérogé aux dispositions de la présente ordonnance de la manière suivante :

- a) les options 3 et 4 sont séparées en onzième année pour permettre la conduite de projets en option 4 (art. 45, al. 3);
- b) en onzième année et pour le durée de l'année scolaire, il est possible de procéder à un découpage de l'horaire scolaire en blocs de leçons pour permettre la conduite de projets. Une directive du Département en précise les modalités (art. 90, al. 1);
- c) la discipline "projets" peut être enseignée par sections de classe (art. 106, al. 4).

<sup>3</sup> Le Département est compétent pour désigner les écoles dans lesquelles la discipline "projets" est mise en œuvre.

<sup>4</sup> A l'échéance de la période expérimentale, la discipline "projets" et les dérogations aux dispositions de la présente ordonnance sont caduques.

Accès aux cours  
à niveaux de  
l'école  
secondaire à la  
rentrée scolaire  
2020

**Art. 285b**<sup>72)</sup> 1 Les épreuves communes de huitième année primaire des 25 au 27 mai 2020 sont annulées.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 37, l'orientation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire à la rentrée scolaire du mois d'août 2020 repose sur les résultats obtenus aux épreuves communes du mois de février 2020 et la moyenne semestrielle du premier semestre, qui sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour la seconde.

**CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en  
vigueur

**Art. 286** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006**

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

**Disposition finale et transitoire de la modification du 21 juin 2016**

...[69](#))

## Annexe<sup>66)</sup>

### Détermination du nombre de classes d'un cercle scolaire primaire

A partir de treize classes, le nombre de classes d'un cercle scolaire primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
253 à 271	13
272 à 290	14
291 à 309	15
310 à 328	16
329 à 347	17
348 à 366	18
367 à 385	19
386 à 404	20
405 à 423	21
424 à 442	22
443 à 461	23
462 à 480	24
481 à 499	25
500 à 518	26
519 à 537	27
538 à 556	28
557 à 575	29
576 à 594	30
595 à 613	31
614 à 632	32
633 à 651	33
652 à 670	34
671 à 689	35

690 à 708	36
709 à 727	37
728 à 746	38
747 à 765	39
766 à 784	40
785 à 803	41
804 à 822	42
823 à 841	43
842 à 860	44
861 à 879	45
880 à 898	46
899 à 917	47
918 à 936	48
937 à 955	49
956 à 974	50
975 à 993	51
994 à 1012	52
1013 à 1031	53
1032 à 1050	54
1051 à 1069	55
1070 à 1088	56
1089 à 1107	57
1108 à 1126	58
1127 à 1145	59
1146 à 1164	60

Remarque : Dès 60 classes, le nombre de classes du tableau figurant ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves.

- 1) [RSJU 410.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) [RSJU 852.92](#)
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ([RSJU 611](#))
- 11) [RSJU 441.221](#)
- 12) [RS 832.20](#)
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) [RSJU 173.461](#)
- 16) [RSJU 172.441](#)
- 17) [RSJU 410.252.26](#)
- 18) [RSJU 410.252.24](#)
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) [RSJU 410.72](#)
- 21) RSJU 142.21
- 22) [RSJU 410.210.11](#)
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) [RSJU 410.252.1](#)
- 25) [RSJU 412.111](#)
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) [RSJU 415.41](#)
- 28) [RSJU 416.311](#)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 410.113](#))
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009



- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 42) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 44) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 45) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 46) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- 47) Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 48) Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 49) [RSJU 173.461.111](#)
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. III de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 51) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 53) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 54) Nouvelle teneur selon l'article 28 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 56) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 57) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 58) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 60) Nouvelle teneur selon l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 61) Abrogé(s) par l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 62) Abrogé par l'article 24 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients particuliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016 ([RSJU 173.462](#))
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 64) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 66) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 67) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 69) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 70) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 71) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

- <sup>72)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 avril 2020, en vigueur depuis le 15 mai 2020
- <sup>73)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>74)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>75)</sup> Abrogé(s) par l'article 30 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))

## Ordonnance concernant les mesures pédago-thérapeutiques

du 30 mai 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>1</sup>,

vu les articles 28, alinéa 3, lettre d, et 36 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance régit les modalités d'octroi, d'évaluation et de financement des mesures pédago-thérapeutiques des enfants dès leur naissance jusqu'à vingt ans révolus qui ont leur résidence habituelle dans le canton du Jura (art. 29, al. 1, de la loi sur l'école obligatoire, ci-après : "LEO").

<sup>2</sup> Sont considérées comme des mesures pédago-thérapeutiques la logopédie et la psychomotricité (art. 28, al. 3, lettre d, LEO).

<sup>3</sup> Les présentes dispositions priment en cas de contradiction avec les dispositions générales relatives à la pédagogie spécialisée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Dépistage et  
demande<sup>3</sup>

**Art. 3** <sup>1</sup> Un dépistage des déficiences et troubles particuliers est réalisé au cours du parcours scolaire par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire et tout autre intervenant professionnel. Pour les enfants en âge préscolaire, ce dépistage est réalisé par le médecin traitant.

<sup>2</sup> S'il existe des indices de déficiences et troubles particuliers chez un enfant, le représentant légal peut demander un bilan au Centre médico-psychologique ou à d'autres praticiens ou institutions privés accrédités par le Service de l'enseignement. Si l'enfant est en âge préscolaire, un certificat médical est requis au préalable.

<sup>3</sup> Le logopédiste ou le psychomotricien (ci-après : "le thérapeute") qui effectue le premier bilan adresse au Service de l'enseignement le formulaire usuel de demande de traitement accompagné de son rapport ou sa proposition de ne pas donner suite.<sup>8)</sup>

## SECTION 2 : Autorités compétentes et procédure

### Décision

**Art. 4** <sup>1</sup> Après avoir obtenu la proposition de la commission d'indication, le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures pédago-thérapeutiques (art. 35, al. 1, LEO).

<sup>2</sup> Le représentant légal est associé à la procédure de décision relative à l'attribution des mesures pédago-thérapeutiques.<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'octroi de mesures pédago-thérapeutiques, le Service de l'enseignement informe, à des fins organisationnelles, la direction de l'établissement scolaire dans lequel le bénéficiaire est scolarisé. Celle-ci informe les enseignants concernés lorsqu'ils sont sollicités pour la mise en place de ces mesures.<sup>8)</sup>

### Commission d'indication a) Composition

**Art. 5** <sup>1</sup> La commission d'indication est composée des personnes suivantes, désignées par les entités dont elles émanent :

- un représentant du Service de l'enseignement;
- un représentant du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (ci-après : "COS");
- un représentant du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents (ci-après : "CMPEA") diplômé en logopédie ou en psychomotricité selon les pathologies dont les situations relèvent;
- au besoin, un médecin du CMPEA.

<sup>2</sup> Elle est présidée par le représentant du Service de l'enseignement. Le secrétariat est assumé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> Elle statue valablement en présence de trois personnes.

b) Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> Les tâches de la commission d'indication sont les suivantes :

- a) instruire les demandes;
- b) ordonner d'éventuels examens complémentaires;
- c) transmettre le dossier complet avec sa proposition au Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Dans le cadre de l'instruction des demandes, la commission d'indication procède à toutes les mesures qu'elle juge utiles afin de déterminer les besoins de l'enfant.

c) Appel à des experts

**Art. 7** <sup>1</sup> La commission d'indication peut faire appel à des experts et organismes accrédités par le Service de l'enseignement en vue de l'octroi d'une mesure pédago-thérapeutique ordinaire ou renforcée.

<sup>2</sup> Une expertise est nécessaire en vue de l'octroi d'une mesure pédago-thérapeutique renforcée.

<sup>3</sup> Les frais d'expertises sont facturés au Service de l'enseignement.

d) Proposition

**Art. 8** <sup>1</sup> Après instruction du dossier, la commission d'indication propose d'octroyer ou non une mesure pédago-thérapeutique.

<sup>2</sup> Si elle propose d'octroyer une mesure pédago-thérapeutique, ordinaire ou renforcée, elle indique les modalités de mise en œuvre qu'elle recommande.

Durée initiale et crédit-temps<sup>8)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement alloue les mesures pédago-thérapeutiques sous forme d'un crédit-temps, représentant une durée totale d'heures facturables sur la période concernée.

<sup>1bis</sup> La durée initiale d'une mesure pédago-thérapeutique est de deux ans.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Le crédit-temps comprend toutes les séances de traitement, de bilan et de réseau, y compris en l'absence du bénéficiaire.

<sup>3</sup> Lorsqu'une séance de groupe au sens de l'article 17, soumise à la supervision d'un médecin, comprend un logopédiste et un psychomotricien (pluridisciplinarité), et pour autant que la séance avec les bénéficiaires dure au minimum une heure, un temps maximal de préparation de trente minutes par thérapeute peut être facturé au tarif horaire. Ce temps de préparation n'est pas déduit du crédit-temps.<sup>5)</sup>

Répartition des  
crédits-temps

**Art. 9a<sup>9)</sup>** Dans le cadre de l'organisation de sa pratique, le thérapeute doit respecter les limitations suivantes :

- a) l'ensemble des crédits-temps des mesures assumées par le thérapeute est de 1 575 heures facturables au maximum par année;
- b) le crédit-temps hebdomadaire est de 35 heures au maximum.

Prolongation de la  
mesure

**Art. 10** <sup>1</sup> Au moins un mois avant l'échéance de la mesure initiale, le thérapeute procède à une évaluation et examine si les objectifs thérapeutiques sont atteints. A défaut, il adresse au Service de l'enseignement une proposition écrite et motivée de prolongation de la mesure.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Après avoir obtenu la proposition de la commission d'indication, le Service de l'enseignement se prononce sur la demande de prolongation. En cas d'octroi, la prolongation est d'une année au maximum. L'octroi de prolongations supplémentaires est subordonné à la réalisation d'une expertise démontrant les besoins particuliers de l'enfant.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Au moins un mois avant l'échéance de la prolongation, le thérapeute procède conformément à l'alinéa premier.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> En cas de suspension du traitement (pause thérapeutique) n'excédant pas six mois, la période concernée est prolongée d'une durée équivalente, le crédit-temps restant inchangé. Au-delà de cette durée, les règles ordinaires de la prolongation s'appliquent.

Nouvelle mesure

**Art. 10a<sup>9)</sup>** L'octroi d'une nouvelle mesure n'est possible qu'après un délai de deux ans à compter de la fin de la mesure précédente.

Thérapeutes  
accrédités

a) Conditions de  
l'accréditation<sup>8)</sup>

**Art. 11** <sup>1</sup> Les logopédistes et psychomotriciens chargés de la mise en œuvre des mesures pédago-thérapeutiques doivent être au bénéfice d'une autorisation de pratiquer dans le Canton, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de la santé<sup>3)</sup>, ainsi qu'être accrédités par le Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Lors de l'accréditation d'un thérapeute, le Service de l'enseignement prend en compte les besoins des différents districts.<sup>9)</sup>

b) Extinction de  
l'accréditation

**Art. 11a<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> L'accréditation s'éteint d'office :

- a) le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le thérapeute atteint l'âge de 70 ans;
- b) lorsque le thérapeute s'est vu retirer l'autorisation d'exercer;

- c) à la date pour laquelle le thérapeute a décidé de cesser son activité; le thérapeute communique sa décision au Service de l'enseignement au moins six mois avant cette échéance.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'accréditation peut être retirée si le thérapeute a commis des actes graves ou répétés qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas au Service de l'enseignement de continuer à prendre en charge les prestations de celui-ci.

Caractère  
économique et  
opportunité du  
traitement

**Art. 12** Les thérapeutes doivent s'en tenir au principe associant l'efficacité, le caractère économique et l'opportunité des traitements; ils ne doivent effectuer ces derniers qu'avec des méthodes scientifiquement reconnues.

Délégation de  
compétences  
a) Fondation  
Pérène

**Art. 13** L'organisation et la mise en œuvre de mesures pédagogiques par la Fondation Pérène sont réglées par contrat de prestations avec l'Etat.

b) CMPEA

**Art. 14** <sup>1</sup> L'organisation et la mise en œuvre de mesures pédagogiques par le CMPEA sont déterminées sur la base des effectifs arrêtés par l'Etat.

<sup>2</sup> Un décompte de prestations est établi régulièrement.

### SECTION 3 : Rémunération des thérapeutes

Facturation

**Art. 15** <sup>1</sup> Seuls les thérapeutes accrédités par le Service de l'enseignement sont autorisés à facturer leurs prestations à charge de celui-ci.

<sup>2</sup> Lorsque le bilan du thérapeute (art. 3, al. 3) indique qu'aucune mesure pédagogique n'est nécessaire (bilan sans suite), le Service de l'enseignement prend en charge les frais effectifs de ce bilan jusqu'à concurrence de deux heures.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la commission d'indication indique qu'aucune mesure pédagogique n'est nécessaire, le Service de l'enseignement prend en charge les frais effectifs du thérapeute jusqu'à concurrence de six heures. Le rapport est indemnisé en sus de manière forfaitaire à hauteur de 100 francs.

<sup>4</sup> Les prestations effectuées en dehors des limites prévues à l'article 9a ne sont pas prises en charge.<sup>9)</sup>

Rémunération  
a) Séances  
individuelles

**Art. 16** Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, le tarif horaire des thérapeutes et de leurs employés selon le temps effectif des prestations comprises dans le crédit-temps.

b) Séances de  
groupe

**Art. 17** <sup>1</sup> Lorsqu'une séance comprend entre deux et trois bénéficiaires, le tarif horaire est divisé par le nombre de bénéficiaires et majoré, dès le deuxième bénéficiaire, de 10 % par bénéficiaire supplémentaire.

<sup>2</sup> Lorsqu'une séance comprend entre quatre et six bénéficiaires, deux thérapeutes sont nécessaires. Le tarif se calcule, pour chaque thérapeute, conformément à l'alinéa 1. Dans ce cas, le nombre d'élèves est divisé par le nombre de thérapeutes.

<sup>3</sup> Un groupe ne peut pas compter plus de six bénéficiaires.

c) Stagiaires

**Art. 18**<sup>8)</sup> Les tarifs horaires mentionnés ci-dessus (art. 16 et 17) s'appliquent également lorsque la séance est assurée par un stagiaire inscrit au Master en logopédie d'une université suisse. Dans ce cas, le temps effectif de la prestation vient en déduction du crédit-temps.

Absence injustifiée

**Art. 19** Les frais légalement dus au thérapeute en raison de l'absence injustifiée du bénéficiaire de la mesure à une séance sont à la charge de celui-ci, respectivement de son représentant légal ou du détenteur de l'autorité parentale. Le cas échéant, ils sont facturés par le thérapeute.

#### SECTION 4 : Dispositions transitoire et finales

Droit transitoire

**Art. 20** <sup>1</sup> Les décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance conservent leur validité quant à la durée des mesures et à la périodicité de celles-ci.

<sup>2</sup> Leur financement est réglé conformément à la présente ordonnance.

<sup>3</sup> ...<sup>11)</sup>



Moratoire	<b>Art. 21</b> <sup>7)8)</sup> Sous réserve du départ de thérapeutes accrédités, le Service de l'enseignement n'accrédite plus de prestataires de mesures pédagogiques supplémentaires jusqu'à l'entrée en vigueur de la législation mettant en œuvre le concept jurassien de pédagogie spécialisée, mais au plus tard jusqu'au 31 juillet 2021. Ceci vaut également pour leurs employés.
Voies de droit	<b>Art. 22</b> Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative <sup>4)</sup> .
Abrogation du droit en vigueur	<b>Art. 23</b> L'arrêté du Gouvernement du 15 novembre 2005 fixant les modalités d'attribution et de rémunération des prestations de logopédie ordonnées par le Service de l'enseignement est abrogé.
Entrée en vigueur	<b>Art. 24</b> La présente ordonnance entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> août 2017.

Delémont, le 30 mai 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 410.105](#)

2) [RSJU 410.11](#)

3) [RSJU 811.213](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018

6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

- <sup>9)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>10)</sup> [RS 831.10](#)
- <sup>11)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 septembre 2019. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>12)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>13)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 10 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

**Arrêté**  
**fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves**  
**de l'école obligatoire**

du 22 juin 2020

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'article 18 de l'ordonnance scolaire du 29 juin 1993<sup>1</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Les parents d'élèves de l'école obligatoire qui, du fait du régime des transports scolaires ou de l'organisation de leur horaire obligatoire d'enseignement, ne peuvent pas rejoindre leur domicile à midi en y disposant d'au moins trente minutes pour le repas ou pour lesquels la durée du trajet aller-retour entre l'école et le domicile dépasse le temps passé à domicile, ont droit à des indemnités pour les repas effectivement consommés en dehors du domicile.

<sup>2</sup> Le droit à l'indemnité est déterminé en fonction des horaires des transports publics entre l'école et l'arrêt le plus proche du domicile de l'élève. Ce droit est également admis lorsqu'une distance significative sépare l'arrêt de transport public du domicile effectif de l'élève.

<sup>3</sup> Pour les cercles scolaires gérant un restaurant scolaire, le versement de l'indemnité est lié à la consommation des repas dans ledit restaurant.

**Art. 2** L'indemnité est fixée à :

- a) six francs par repas pour les élèves qui ne peuvent pas rentrer à domicile en y disposant d'au moins trente minutes;
- b) quatre francs par repas pour les élèves pour lesquels la durée du trajet excède le temps passé à domicile.

**Art. 3** <sup>1</sup> Les parents concernés présentent une demande sur le formulaire officiel.

<sup>2</sup> Les directeurs d'école procèdent aux contrôles nécessaires et adressent les demandes au Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement valide et verse les indemnités aux organes chargés des paiements du cercle scolaire sur la base du nombre de repas attestés.

<sup>4</sup> En cas de contestation, le Service de l'enseignement rend une décision quant au droit à l'indemnité.

**Art. 4** <sup>1</sup> L'organe chargé des paiements du cercle scolaire est responsable de la gestion de l'attribution des indemnités aux parents.

<sup>2</sup> Les sommes ainsi versées ont valeur de prestations préalables de la commune concernée dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

**Art. 5** Le Service de l'enseignement édicte les directives d'application et établit les formules administratives nécessaires.

**Art. 6** L'arrêté du 15 janvier 2020 fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de l'école obligatoire ainsi que l'arrêté du 30 janvier 2020 reportant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Département de la formation, de la culture et des sports fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de la scolarité obligatoire sont abrogés.

**Art. 7** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2020.

Delémont, le 22 juin 2020

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le ministre : Martial Courtet

<sup>1</sup>) [RSJU 410.111](#)

## Ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>5)</sup>

du 13 juin 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 48, alinéas 3 à 5, et 51 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1), 8)</sup>

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier<sup>6)</sup></b> La présente ordonnance concerne le programme horaire des enseignants de l'école obligatoire.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Durée des leçons	<b>Art. 3</b> La durée des leçons est de quarante-cinq minutes, celle des demi-leçons de vingt-cinq minutes.
Pauses et récréations	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Deux leçons sont entrecoupées par une pause de cinq minutes au moins.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'une demi-journée comporte plus de trois leçons, l'une des pauses doit avoir une durée d'au moins quinze minutes (récréation).</p> <p><sup>3</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports<sup>10)</sup> peut arrêter des prescriptions particulières.</p>
Nombre de leçons obligatoires	<p><b>Art. 5</b> Le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps se définit de la manière suivante :</p> <p>a)<sup>4)</sup> pendant les deux premières années de l'école primaire (école enfantine), le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit; les pauses et les récréations sont prises en considération à raison de deux leçons;</p>

- b) à l'école primaire et à l'école secondaire, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit, y compris pour les enseignants des classes de transition et des classes de soutien et pour ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire; les pauses et les récréations ne sont pas incluses;
- c) ...[7\)](#)

## Fluctuations

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, chaque enseignant effectue le nombre de leçons obligatoires correspondant à son taux d'activité.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, une fluctuation annuelle de deux leçons au maximum peut être autorisée pour les enseignants nommés à plein temps. Dans ce cas, le nombre de leçons obligatoires doit être observé en moyenne, pour l'enseignant concerné, sur une période de six ans.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école veillent au respect de ces dispositions.

<sup>4</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports<sup>[10\)](#)</sup> arrête, par voie de directives, les règles applicables lorsqu'un enseignant cesse son activité avec un excédent ou un manque d'heures par rapport au nombre de leçons obligatoires auquel il était astreint.

## Leçons supplémentaires

**Art. 7** <sup>1</sup> Les leçons supplémentaires rémunérées sont en principe interdites. Sont considérées comme leçons supplémentaires celles qui sont dispensées au-delà du nombre de leçons obligatoires pour un programme complet à plein temps (art. 5).

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, pour des raisons impérieuses d'ordre pédagogique ou d'organisation scolaire, notamment en vue de garantir le droit à l'enseignement des élèves, le Service de l'enseignement peut confier, sur demande, au maximum deux leçons supplémentaires à un enseignant à programme complet. Il n'existe cependant aucun droit pour un enseignant à obtenir des leçons supplémentaires.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école et les commissions d'école veillent au respect de ces dispositions.

## Maximum journalier

**Art. 8** <sup>1</sup> Les enseignants des écoles enfantines, primaires, secondaires, des classes de transition, des classes de soutien et ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire peuvent donner huit leçons par jour au maximum. Dans des cas spéciaux, le Service de l'enseignement peut, sur demande, autoriser des dérogations de durée limitée.

<sup>2</sup> ...[7\)](#)

**Art. 9**[12\)](#)

Allègement pour  
raison d'âge  
a) dès 50 ans

**Art. 10**[8\)](#) Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 50 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit d'une leçon.

b) dès 60 ans

**Art. 10a**[9\)](#) <sup>1</sup> En lieu et place de l'allègement prévu à l'article 10 et dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 60 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit :

- a) de 1.25 leçon, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 1 et 89 %;
- b) de 2 leçons, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 90 et 100 %.

<sup>2</sup> Le tableau figurant en annexe détermine le taux d'occupation de l'enseignant.[11\)](#)

c) disposition  
transitoire

**Art. 10b**[9\)](#) Le solde du crédit annuel exprimé en leçons existant au moment de l'entrée en vigueur des articles 10 et 10a est reporté dans le décompte des fluctuations au sens de l'article 6.

Clause  
abrogatoire

**Art. 11** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Delémont, le 13 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Annexe<sup>11)</sup>

### Taux d'occupation de l'enseignant au sens de l'article 10a

Nombre total de leçons dispensées par semaine		Taux d'occupation en %
1	1/26.75	3.74
2	2/26.75	7.48
3	3/26.75	11.21
4	4/26.75	14.95
5	5/26.75	18.69
6	6/26.75	22.43
7	7/26.75	26.17
8	8/26.75	29.91
9	9/26.75	33.64
10	10/26.75	37.38
11	11/26.75	41.12
12	12/26.75	44.86
13	13/26.75	48.60
14	14/26.75	52.34
15	15/26.75	56.07
16	16/26.75	59.81
17	17/26.75	63.55
18	18/26.75	67.29
19	19/26.75	71.03
20	20/26.75	74.77
21	21/26.75	78.50
22	22/26.75	82.24
23	23/26.75	85.98
24	24/26.75	89.72
25	25/26	96.15
26	26/26	100.00



- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) ...
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 5) Nouvelle teneur du titre selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 7) Abrogé(e) par l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 10) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 11) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 12) Abrogé par l'article 31 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))



## Ordonnance concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire

(Version en vigueur du 1<sup>er</sup> août 2020 au 31 janvier 2021)

du 22 juin 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48, alinéa 6, de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup>,

vu les articles 124 à 126 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance régit les allègements de programme accordés aux enseignants de l'école obligatoire chargés d'une tâche spécifique.

<sup>2</sup> L'allègement de programme permet à l'enseignant d'accomplir la tâche spécifique sans modification de son taux d'occupation.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Tâches  
spécifiques

**Art. 3** <sup>1</sup> Seules sont considérées comme tâches spécifiques, pouvant donner lieu à un allègement de programme, celles définies par la présente ordonnance. Elles font l'objet d'un cahier des charges ratifié par le Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Sont réservées les tâches :

- a) définies et attribuées par la direction au sens de l'article 21 de la présente ordonnance;
- b) prévues par la législation relative à la direction des écoles, à la pédagogie spécialisée ainsi qu'à la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau.

Allègement de  
programme  
a) annuel

**Art. 4** <sup>1</sup> L'allègement de programme annuel est exprimé en leçons de décharge.

<sup>2</sup> Par une leçon de décharge, on entend une leçon déduite du programme hebdomadaire d'enseignement durant l'année scolaire, à savoir un volume annuel de travail de 65 heures.

<sup>3</sup> La rémunération des leçons de décharge est identique à celle versée pour les leçons d'enseignement données par l'enseignant concerné.

b) ponctuel

**Art. 5** Si le volume annuel de travail nécessaire à l'accomplissement de la tâche spécifique est inférieur à 65 heures, l'allègement peut prendre la forme d'un nombre de périodes, réparties sur l'année, pendant lesquelles le titulaire est remplacé à l'interne du cercle scolaire.

Etendue de  
l'allègement de  
programme

**Art. 6** <sup>1</sup> Les allègements de programme peuvent être cumulés.

<sup>2</sup> Sauf dérogation du Service de l'enseignement dans des circonstances exceptionnelles, l'enseignant ne peut pas se voir attribuer plus de leçons de décharge que de leçons effectivement enseignées durant l'année scolaire concernée.

<sup>3</sup> L'ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>3)</sup> est applicable. En particulier, un enseignant à plein temps auquel est accordé un allègement de programme est soumis à l'article 6, alinéa 2, de l'ordonnance précitée.

Choix dans  
l'attribution

**Art. 7** Il n'existe aucun droit à l'attribution d'une tâche spécifique, ni à une indemnité en cas de retrait de celle-ci.

Durée

**Art. 8** <sup>1</sup> L'attribution d'une tâche spécifique vaut pour une année scolaire.

<sup>2</sup> Sauf cessation complète des rapports de service ou résiliation, elle est reconduite tacitement d'année en année.

Cessation des  
rapports de  
service

**Art. 9** L'attribution de la tâche spécifique prend fin automatiquement en cas de cessation complète des rapports de service.

Résiliation

**Art. 10** <sup>1</sup> L'enseignant et l'autorité qui a attribué la tâche spécifique peuvent y mettre fin moyennant le respect d'un délai de trois mois pour la fin d'un semestre.

<sup>2</sup> Le retour à l'enseignement pour l'intégralité du taux d'occupation auquel l'enseignant est engagé est garanti. Un retour à l'enseignement dans le ou les cercles scolaires dans lesquels l'enseignant a été engagé est privilégié; il n'est toutefois pas assuré.

Catégories

**Art. 11** Constituent les catégories de tâches spécifiques :

- a) les tâches liées au fonctionnement interne de l'école ; et
- b) les tâches liées à l'organisation scolaire cantonale.

## **SECTION 2 : Tâches liées au fonctionnement interne de l'école**

Attribution

**Art. 12** <sup>1</sup> L'attribution de la tâche spécifique liée au fonctionnement interne de l'école se fait par la direction de l'école, suite à une réflexion commune au sein du corps enseignant.

<sup>2</sup> La direction en informe immédiatement le Service de l'enseignement, au plus tard le 30 juin précédant le début de l'année scolaire.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement valide l'attribution d'une tâche spécifique à un membre de la direction.

A. Tâches donnant droit à un allègement de programme annuel

**Art. 13** Les tâches spécifiques liées au fonctionnement interne de l'école donnant droit à un allègement de programme annuel sont les suivantes :

- a) la médiation;
- b) la responsabilité de la bibliothèque scolaire;
- c) l'animation « Médias, Images, Technologies de l'information et de la communication » (ci-après : MITIC);
- d) la responsabilité d'un module à l'école secondaire.

a) Dispositions générales relatives à la médiation, à la responsabilité de la bibliothèque scolaire et à l'animation MITIC

**Art. 14** <sup>1</sup> Pour la médiation, la responsabilité de la bibliothèque scolaire et l'animation MITIC, le nombre de leçons de décharge est alloué par le Service de l'enseignement sur la base du nombre d'élèves du cercle scolaire.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement établit tous les trois ans le nombre déterminant d'élèves du cercle scolaire, qu'il communique à la direction au plus tard le 31 janvier. Pour ce faire, il se fonde sur la moyenne de l'année scolaire écoulée, de l'année scolaire en cours et des projections des deux années scolaires à venir.

<sup>3</sup> Une fois le nombre de leçons de décharge arrêté, il est valable pour les trois années scolaires à venir, quelles que soient les fluctuations du nombre d'élèves du cercle scolaire durant cette période.

<sup>4</sup> Il est possible de désigner une personne responsable de la tâche spécifique pour plusieurs cercles scolaires. Le nombre déterminant d'élèves est calculé conformément à l'alinéa 2 sur la base de l'effectif total des élèves des cercles scolaires concernés.

b) Médiation

**Art. 15** <sup>1</sup> La médiation porte sur l'écoute, le conseil et l'aide aux élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité de médiateurs des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le département auquel est rattaché le Service de l'enseignement (ci-après : « le Département ») ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé au médiateur est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

c) Responsabilité de la bibliothèque scolaire

**Art. 16** <sup>1</sup> La responsabilité de la bibliothèque scolaire est régie par l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>4)</sup> et par les directives du Département.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité de responsables de la bibliothèque scolaire des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le Département ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé au responsable de la bibliothèque scolaire est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions permettant de confier la responsabilité de la bibliothèque scolaire à une personne ne faisant pas partie du corps enseignant.

d) Animation MITIC

**Art. 17** <sup>1</sup> L'animation MITIC consiste à assurer les tâches pédagogiques ainsi que les tâches techniques et administratives inhérentes aux domaines MITIC de l'école.

<sup>2</sup> Peuvent être désignés en qualité d'animateurs MITIC des enseignants qui ont reçu le complément de formation défini par le Département ou qui s'engagent à l'acquérir dès leur désignation, aux conditions fixées par l'établissement de formation.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'animateur MITIC est fixé à une leçon de décharge par tranche entamée d'un à 150 élèves.

e) Responsabilité d'un module à l'école secondaire

**Art. 18** <sup>1</sup> Le maître de module à l'école secondaire accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'ordonnance portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> L'allègement de programme accordé au maître de module est fixé à une demi-leçon de décharge par classe.

B. Tâches donnant droit à un allègement de programme ponctuel

**Art. 19** Les tâches spécifiques liées au fonctionnement interne de l'école donnant droit à un allègement de programme ponctuel sont les suivantes :

- a) l'établissement des horaires à l'école secondaire;
- b) les tâches spécifiques déterminées par la direction.

a) Etablissement des horaires

**Art. 20** Dans les cercles scolaires secondaires, l'enseignant chargé de l'établissement des horaires bénéficie d'un allègement sous forme de dispense d'enseignement. Le nombre de périodes octroyées correspond au nombre de classes du cercle scolaire de l'année en cours, multiplié par 2.5 et arrondi à l'unité supérieure, auquel s'ajoutent dix leçons supplémentaires. Les allègements peuvent être pris entre le 1<sup>er</sup> février et le 31 juillet. Ils ne peuvent pas être reportés.

b) Tâches spécifiques déterminées par la direction

**Art. 21**<sup>10)</sup>

### SECTION 3 : Tâches liées à l'organisation scolaire cantonale

Attribution

**Art. 22** <sup>1</sup> L'attribution de la tâche spécifique liée à l'organisation scolaire cantonale se fait par le Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Est réservée la désignation des coordinateurs des disciplines qui relève de la compétence du Département.

A. Tâches  
donnant droit à  
un allègement de  
programme  
annuel

**Art. 23** Les tâches spécifiques donnant droit à un allègement de programme annuel sont les suivantes :

- a) la coordination des disciplines;
- b) la responsabilité du Centre d'émulation informatique du Jura (ci-après : CEIJ);
- c) la rédaction des épreuves communes;
- d) la rédaction des épreuves de référence.

a) Coordination  
des disciplines

**Art. 24** <sup>1</sup> Les coordinateurs des disciplines sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement dans diverses disciplines ou groupes de disciplines des plans d'études.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges arrêté par le Département.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des coordinateurs des disciplines représente un volume global maximal de 74 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Département est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge par discipline ou groupe de disciplines.

b) Responsabilité  
du CEIJ

**Art. 25** <sup>1</sup> Les responsables du CEIJ sont des enseignants qui ont développé des compétences particulières dans le domaine des MITIC. Ils sont désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin d'assurer la responsabilité du CEIJ.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des responsables du CEIJ représente un volume global maximal de 75 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les responsables du CEIJ.

c) Rédaction des  
épreuves  
communes

**Art. 26** <sup>1</sup> Les rédacteurs des épreuves communes sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin de rédiger les épreuves communes.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.



<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des rédacteurs des épreuves communes représente un volume global maximal de 18 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le volume global maximal peut être majoré par le Service de l'enseignement de trois leçons de décharge en raison de l'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement ou de la révision des épreuves communes.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les rédacteurs des épreuves communes.

d) Rédaction des épreuves de référence

**Art. 27** <sup>1</sup> Les rédacteurs des épreuves de référence sont des enseignants désignés comme référents du Département et du Service de l'enseignement afin de rédiger les épreuves de référence.

<sup>2</sup> Leurs activités sont définies par un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'allègement de programme accordé à l'ensemble des rédacteurs des épreuves de référence représente un volume global maximal de 6 leçons de décharge.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour l'attribution annuelle des leçons de décharge entre les rédacteurs des épreuves de référence.

B. Autres tâches spécifiques  
a) Principe

**Art. 28** <sup>1</sup> D'autres tâches spécifiques liées à l'organisation scolaire cantonale peuvent conduire à l'octroi d'un allègement de programme annuel ou ponctuel.

<sup>2</sup> Il s'agit notamment :

- a) de la conduite de projets pédagogiques particuliers;
- b) de la création ou de la révision d'un moyen d'enseignement;
- c) de la mise à jour des programmes scolaires;
- d) d'évaluations particulières ou d'expertises;
- e) de la participation à des groupes de travail intercantonaux;
- f) de la participation à des groupes de travail de coordination entre les différents degrés de l'enseignement obligatoire et postobligatoire.

<sup>3</sup> Elles font l'objet d'un cahier des charges validé par le Service de l'enseignement.

b) Attribution

**Art. 29** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement bénéficie d'un volume global maximal équivalant à 21 leçons de décharge.

<sup>2</sup> Sur cette base, le Service de l'enseignement décide de l'attribution d'un allègement de programme.

<sup>3</sup> En dérogation à l'article 8, alinéa 2, l'attribution d'une telle tâche spécifique n'est pas reconduite tacitement d'année en année.

#### SECTION 4 : Dispositions finales

Modification du droit en vigueur  
a) Ordonnance scolaire

**Art. 30** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 251, alinéas 4 et 5  
Abrogés

Articles 252 à 255  
Abrogés

b) Ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire

**Art. 31** L'ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire<sup>3)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 9  
Abrogé

c) Ordonnance sur la direction des écoles obligatoires

**Art. 32**<sup>10)</sup>

d) Ordonnance concernant le service de santé scolaire

**Art. 33** L'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire<sup>7)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 16 et 20, alinéa 2  
Abrogés

e) Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique

**Art. 34** L'ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>4)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 26  
...<sup>8)</sup>

Abrogation

**Art. 35**<sup>[10\)](#)</sup>

Règle de  
coordination

**Art. 36**<sup>[10\)](#)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 37** <sup>1</sup> A l'exception des articles 21, 32, 35 et 36, la présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2020.

<sup>2</sup> Les articles 21, 32, 35 et 36 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.

Delémont, le 22 juin 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) RSJU 173.11
- 2) RSJU 410.11
- 3) RSJU 410.252.1
- 4) RSJU 441.221
- 5) RSJU 410.111
- 6) ...
- 7) RSJU 410.71
- 8) Texte inséré dans ladite ordonnance.
- 9) ...
- 10) Cet article entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2021.



## Ordonnance concernant l'unité de santé scolaire<sup>21)</sup>

du 5 décembre 2000

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 21 de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme<sup>1)</sup>,

vu l'article 137 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2)</sup>, <sup>22)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'organisation, les activités et le financement de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes de la présente ordonnance qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Objectifs

**Art. 3** L'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> vise à :

- a) promouvoir la santé et prévenir les problèmes de santé dans le milieu scolaire;
- b) protéger la santé des élèves, des enseignants et du personnel des écoles;
- c) maintenir un environnement scolaire favorable au développement et à la santé des élèves.

Destinataires

**Art. 4** <sup>1</sup> L'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> incite l'élève à utiliser et développer ses compétences personnelles; il accompagne et soutient l'élève et son entourage dans cette démarche.

<sup>2</sup> Il collabore avec les parents, les associations de parents et les autres professionnels concernés.

## Moyens

**Art. 5** Pour réaliser ses objectifs, l'unité de santé scolaire utilise notamment les moyens suivants<sup>23)</sup> :

- a) <sup>23)</sup> l'éducation à la santé, les actions de promotion de la santé et de prévention mises en œuvre de manière globale et prenant en compte les inégalités sociales et de santé;
- b) le soutien individuel, voire les premiers soins, aux élèves, aux enseignants et au personnel des écoles;
- c) le dépistage de maladies, d'infirmités ou de troubles auprès des élèves, des enseignants et du personnel des écoles;
- d) ...<sup>24)</sup>

## Ecoles

**Art. 6** Les écoles publiques ou privées ouvertes dans le Canton, qui accueillent à longueur de journées ou de semaines des enfants ou adolescents, y compris les foyers et internats ayant leur propre école, ainsi que les institutions spécialisées reconnues par l'assurance-invalidité, assurent la mise en œuvre des prestations de l'unité de santé scolaire<sup>4)e</sup>.

## Autorités scolaires

**Art. 7**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> L'organisation et la surveillance des activités de l'unité de santé scolaire incombent à l'autorité scolaire.

<sup>2</sup> Sont réputés autorités scolaires :

- a) le directeur pour les écoles publiques;
- b) l'organe directeur pour les foyers, internats, institutions spécialisées et écoles privées.

## Service de la santé publique

**Art. 8**<sup>23)</sup> Le Service de la santé publique assure l'organisation générale de l'unité de santé scolaire dans les écoles en collaboration avec le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire. Il assiste les autorités scolaires dans leurs tâches.

## SECTION 2 : Organisation

## Principes

**Art. 9**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> L'unité de santé scolaire est un service auxiliaire de l'école.

<sup>2</sup> Les autorités et personnes chargées de l'unité de santé scolaire exercent une fonction publique; elles collaborent avec les autres services auxiliaires de l'école et avec les services spécialisés.

<sup>3</sup> Les activités relatives à la santé scolaire sont gérées par le comité de pilotage de l'unité de santé scolaire (ci-après : "le comité de pilotage") et par les antennes de santé scolaire.

Comité de  
pilotage de  
l'unité de santé  
scolaire

**Art. 9a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Le comité de pilotage assume la direction stratégique de l'unité de santé scolaire.

<sup>2</sup> Il est composé des huit membres suivants :

- a) un représentant du Service de la santé publique;
- b) le médecin scolaire délégué;
- c) l'infirmier scolaire délégué;
- d) un représentant du Service de l'enseignement;
- e) le président de la conférence des directeurs des cercles scolaires primaires;
- f) le président de la conférence des directeurs des cercles scolaires secondaires;
- g) un représentant du Service de la formation postobligatoire;
- h) le coordinateur cantonal du réseau suisse d'écoles en santé et durables.

<sup>3</sup> Il peut inviter toute autre personne lorsqu'il l'estime nécessaire.

<sup>4</sup> Le Service de la santé publique assume la présidence et le secrétariat du comité de pilotage.

Attribution du  
comité de  
pilotage

**Art. 9b<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Le comité de pilotage a notamment les attributions suivantes :

- a) décider des modifications à apporter au plan de santé des élèves;
- b) déterminer les activités de prévention et de promotion de la santé susceptibles de concerner l'ensemble des établissements scolaires;
- c) préavisier, à l'intention du Gouvernement, les questions concernant l'unité de santé scolaire;
- d) proposer des mesures concernant l'unité de santé scolaire;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Antennes de  
santé scolaire

**Art. 10<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Chaque cercle scolaire dispose d'une antenne de santé scolaire, qui est composée des personnes suivantes :

- a) le directeur du cercle scolaire;
- b) l'infirmier scolaire;
- c) le médiateur, le cas échéant.

<sup>2</sup> Les antennes de santé scolaire peuvent inviter toute autre personne lorsqu'elles l'estiment nécessaire.

<sup>3</sup> Elles ont les attributions suivantes :

- a) définir et coordonner la politique de soutien pour les élèves en situation difficile;
- b) organiser des actions de prévention et de promotion de la santé.

## Structure de base

**Art. 11<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les tâches de l'unité de santé scolaire sont assumées par les infirmiers et les médecins scolaires.

<sup>2</sup> Les enseignants et les autorités scolaires contribuent, dans le cadre de leurs activités usuelles, aux objectifs visés par l'unité de santé scolaire.

<sup>3</sup> Les médiateurs collaborent à l'unité de santé scolaire par leur intervention, par exemple en matière de dépistage, de prévention et de promotion de la santé.

## Secteurs de santé scolaire

**Art. 12<sup>23)</sup>** Le Service de la santé publique définit des secteurs de santé scolaire regroupant plusieurs cercles scolaires et désigne, pour chaque secteur, le cercle scolaire qui sert de base administrative aux infirmiers et médecins scolaires.

## Médecin et infirmier scolaires

**Art. 13** <sup>1</sup> L'Etat engage un ou plusieurs médecins scolaires et un ou plusieurs infirmiers scolaires pour chaque secteur.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut désigner un infirmier délégué et un médecin délégué responsables de la coordination de la santé scolaire dans l'ensemble du Canton; ils secondent le médecin cantonal dans l'accomplissement de ses tâches relevant de la santé à l'école.

<sup>3</sup> Seules des personnes titulaires d'une autorisation de pratiquer leur profession sur le territoire cantonal peuvent être engagées.

<sup>4</sup> Les infirmiers et médecins scolaires sont rémunérés à l'heure, au mois ou à l'année selon les échelles fixées par le Gouvernement.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les rapports de service sont régis par le contrat de droit administratif et la législation applicable aux fonctionnaires cantonaux.

## Mission et tâches de l'infirmier scolaire

**Art. 14** <sup>1</sup> L'infirmier scolaire effectue des actions de prévention et de promotion de la santé, de conseil, d'information.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> A cet effet, il assume notamment les tâches suivantes :

- a) écouter, informer et soutenir les élèves, les parents et les enseignants;
- b) contribuer à l'éducation à la santé;
- c) effectuer des contrôles de santé, par exemple des dépistages ponctuels, ou suivre des situations, notamment celles signalées aux parents;
- d) analyser le bilan de santé des élèves avec le médecin scolaire;
- e)<sup>23)</sup> participer au besoin à la vaccination dans les écoles;
- f) assumer les premiers soins dans le cadre de l'activité scolaire.



<sup>3</sup> L'infirmier scolaire<sup>4)</sup> établit et gère les dossiers-santé des élèves; elle établit un rapport annuel qui résume ses activités.

<sup>4</sup> Il collabore avec la direction et les enseignants, en particulier les médiateurs.<sup>23)</sup>

<sup>5</sup> Il peut coordonner les interventions de différents acteurs appelés à assister un élève qui présente un problème de santé.

<sup>6</sup> Pour le surplus, les activités de l'infirmier scolaire<sup>4)</sup> sont fixées dans un cahier des charges défini par le Service de la santé.

Tâches du  
médecin scolaire

**Art. 15** <sup>1</sup> Le médecin scolaire est le responsable médical de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> du secteur qui lui a été attribué.

<sup>2</sup> Il est le conseiller de l'autorité scolaire et du corps enseignant pour tout ce qui a trait à la santé.

<sup>3</sup> Il peut participer à la vaccination dans le cadre de l'école.<sup>23)</sup>

<sup>4</sup> Il peut collaborer aux actions de prévention et de promotion de la santé organisées par l'école.<sup>23)</sup>

<sup>5</sup> Il s'occupe particulièrement des élèves victimes de troubles de santé, de développement ou de comportement, notamment en cas de maltraitance ou d'abus; il prend ou propose des mesures propres à y remédier.

<sup>6</sup> Pour le surplus, les activités du médecin scolaire sont fixées dans un cahier des charges défini par le Service de la santé.

#### **Art. 16**<sup>20)</sup>

Rôle des  
enseignants

**Art. 17** <sup>1</sup> Les enseignants s'efforcent de traiter, dans le cadre de l'enseignement, des aspects relevant de l'éducation à la santé.

<sup>2</sup> Ils peuvent participer à des actions de promotion de la santé entreprises au sein de l'école.

<sup>3</sup> Ils informent le médecin scolaire et/ou l'infirmier scolaire sur les situations d'élèves qui rencontrent, à leur avis, des problèmes de santé, de développement ou de comportement, ou qui sont victimes d'abus ou de maltraitance.<sup>23)</sup>

#### **Art. 18**<sup>24)</sup>

### SECTION 3 : Activités

#### Principe

**Art. 19** <sup>1</sup> L'unité de santé scolaire<sup>[4\)](#)</sup> conduit des activités de promotion, de protection et de surveillance de la santé des élèves, des enseignants et du personnel des écoles; il offre également des contacts et entretiens individuels.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire encouragent des activités de promotion de santé et de prévention dans les écoles.<sup>[23\)](#)</sup>

#### Promotion de la santé

**Art. 20** <sup>1</sup> Les actions de promotion de la santé visent à sensibiliser et à responsabiliser les élèves vis-à-vis de leur santé dans un environnement scolaire sain.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les enseignants utilisent, dans la mesure du possible, des supports de cours qui intègrent des éléments d'éducation à la santé dans les différentes branches de l'enseignement.

#### Protection de la santé

**Art. 21** <sup>1</sup> Les mesures de prévention en milieu scolaire visent à éviter ou à supprimer la source des risques de maladies ou d'accidents.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'autorité scolaire veille à ce que les bâtiments, les installations et les équipements ne présentent pas de risques évitables pour la santé des usagers. Elle prend en particulier des mesures propres à prévenir les altérations posturales sur préavis du médecin scolaire.

<sup>3</sup> Le personnel des écoles assure l'hygiène dans les bâtiments scolaires. Il signale les carences constatées au directeur d'école.

<sup>4</sup> Les enseignants organisent les cours dans de bonnes conditions sanitaires; ils surveillent en particulier les conditions de température, d'éclairage et d'aération dans les locaux scolaires.

Surveillance de  
la santé  
a) Principe

**Art. 22** <sup>1</sup> L'état de santé des élèves fait l'objet de contrôles périodiques qui servent également au dépistage de problèmes de santé et/ou de développement; les enseignants et le personnel peuvent également bénéficier de contrôles occasionnels.

<sup>2</sup> Les contrôles sont effectués par l'infirmier<sup>4)</sup> ou le médecin scolaire.

<sup>3</sup> Les parents sont tenus informés des résultats des contrôles et des propositions qui en découlent.

<sup>4</sup> Pour le surplus, le Service de la santé règle, par voie de directives, la fréquence et la nature des contrôles.

b) Caractère  
obligatoire

**Art. 23** Les élèves, les enseignants et le personnel sont tenus de se soumettre aux contrôles prescrits par la présente ordonnance et les directives du Service de la santé.

**Art. 24**<sup>24)</sup>

d) Dossiers-  
santé des élèves

**Art. 25** <sup>1</sup> Les résultats des contrôles des élèves sont inscrits dans les dossiers-santé établis et mis à jour par l'infirmier scolaire<sup>4)</sup> sous la responsabilité du médecin scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque l'élève quitte une école, son dossier-santé scolaire est transmis sous pli fermé :

- a) à la direction de l'école qui va accueillir l'élève, à l'intention du médecin scolaire;
- b) à l'élève s'il n'est plus inscrit dans une école publique ou privée.

<sup>3</sup> Dans les deux cas visés à l'alinéa 2, la transmission du dossier-santé incombe en principe à l'infirmier scolaire<sup>4)</sup>; la direction d'école lui fournit les indications nécessaires sur l'itinéraire des élèves qui quittent l'école.

e) Appuis du  
médecin scolaire

**Art. 26** <sup>1</sup> Le médecin scolaire prête son concours aux activités de contrôle de l'infirmier scolaire<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Il examine les cas particuliers signalés par l'infirmier scolaire<sup>4)</sup> et lui donne les conseils nécessaires.

Mesures  
a) Traitements

**Art. 27** <sup>1</sup> Si le contrôle ou l'examen révèle qu'un traitement est nécessaire, le médecin scolaire recommande à l'intéressé ou à son représentant légal d'entreprendre le traitement; il s'assure de la suite donnée à sa recommandation. Il peut déléguer ces tâches à l'infirmier scolaire<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Pour le traitement, le choix du médecin est libre.

<sup>3</sup> Les enseignants et les maîtres d'apprentissage sont tenus de collaborer au traitement si le médecin scolaire le demande.

b) Protection de la santé

**Art. 28** <sup>1</sup> Le médecin scolaire s'adresse à l'autorité scolaire pour signaler les mesures nécessaires en vue de la protection de la santé des élèves et des autres personnes travaillant à l'école.

<sup>2</sup> Si des mesures sont nécessaires pour protéger les autres personnes occupées dans l'entreprise d'apprentissage, le médecin scolaire en informe l'autorité de la commune du siège de l'entreprise.

<sup>3</sup> Les autorités prennent les mesures proposées par le médecin scolaire et contrôlent leur exécution.

c) Maladies transmissibles

**Art. 29** Les prescriptions et mesures prévues par la législation sur la lutte contre les maladies transmissibles demeurent réservées.

Secret

**Art. 30**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Les autorités scolaires, le médecin et l'infirmier scolaires, ainsi que les enseignants, sont tenus au secret de fonction. En outre, le médecin et l'infirmier scolaires sont tenus au secret professionnel par rapport à toutes les informations ayant trait à l'état de santé des élèves.

<sup>2</sup> Les autorités scolaires et les enseignants fournissent les informations nécessaires aux parents en respectant la personnalité de l'élève.

<sup>3</sup> Au surplus, il est renvoyé aux articles 12 et 13 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse<sup>3)</sup>.

## SECTION 4 : Financement

Frais pris en charge

**Art. 31** <sup>1</sup> Les frais d'équipement et de fonctionnement de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> sont payés par l'Etat. Ils sont imputables au budget du Service de la santé.

<sup>2</sup> Ils comprennent en particulier les traitements et indemnités versés aux infirmières et médecins scolaires et les frais des produits de vaccination.

<sup>3</sup> Ils englobent également les frais du matériel d'enseignement utilisé dans le cadre de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup>, sauf si le Service de l'enseignement décide de l'imputer directement au budget des écoles.

Répartition **Art. 32** <sup>1</sup> Les frais de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> liés à la scolarité obligatoire sont répartis entre l'Etat et les communes selon les critères applicables aux dépenses dites générales de l'école.

<sup>2</sup> Les frais de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> des écoles moyennes et professionnelles sont pris en charge par l'Etat.

## SECTION 5 : Voies de droit

Renvoi au Cpa **Art. 33** Les décisions prises par les autorités scolaires et par leurs auxiliaires dans le cadre de l'unité de santé scolaire<sup>4)</sup> sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative<sup>13)</sup>.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Modification du droit en vigueur **Art. 34** L'ordonnance scolaire du 29 juin 1993<sup>14)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 258  
...<sup>15)</sup>

Abrogation **Art. 35** L'ordonnance du 10 janvier 1984 concernant la médecine scolaire est abrogée.

Entrée en vigueur **Art. 36** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Delémont, le 5 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RS 818.101](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) [RSJU 853.21](#)
- 4) Nouvelle dénomination selon le ch. II de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 5) ...
- 6) ...
- 7) ...
- 8) ...
- 9) ...
- 10) ...
- 11) ...
- 12) ...
- 13) [RSJU 175.1](#)
- 14) [RSJU 410.111](#)
- 15) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 16) Nouvelle teneur selon l'art. 19 de l'ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 410.721](#))
- 17) Introduit par l'art. 19 de l'ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 410.721](#))
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. V de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 29 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 20) Abrogé par l'article 33 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))
- 21) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 22) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 24) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 25) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

## Décret concernant le service dentaire scolaire

du 13 décembre 2006

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 25 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 137 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2)</sup>,<sup>8)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent décret règle l'organisation et les prestations du service dentaire scolaire.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Service dentaire  
scolaire  
a) Buts

**Art. 3** Le service dentaire scolaire a pour buts de prévenir la détérioration de la denture et d'en assurer le traitement à des coûts avantageux.

b) Tâches

**Art. 4** <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire comprend :

- a) l'information des élèves et de leurs parents sur la denture et ses détériorations, ainsi que sur les soins de la bouche et des dents;
- b) l'application de mesures prophylactiques pour la protection de la denture;
- c) la possibilité de traiter les dents malades;
- d) le traitement de la denture anormale;
- e) un examen dentaire, au moins une fois par année, de chaque enfant en âge scolaire;
- f) l'aide au financement des soins.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, les conditions relatives à l'application de mesures prophylactiques et au traitement de la denture anormale.

<sup>3</sup> Les mesures de caractère médical ne peuvent être prises qu'avec l'accord du représentant légal de l'enfant.

Bénéficiaires

**Art. 5** <sup>1</sup> Les prestations du service dentaire scolaire sont destinées aux enfants soumis à la loi scolaire<sup>2)</sup> qui ont qualité de bénéficiaires directs. Leurs parents ou les personnes tenues de pourvoir à leur entretien ont qualité de bénéficiaires indirects.

<sup>2</sup> L'aide au financement des soins dentaires est destinée aux enfants âgés de quatre ans révolus à seize ans révolus. La date des soins est déterminante à cet effet.

## SECTION 2 : Organisation

Organisation

**Art. 6** <sup>1</sup> Les cercles scolaires organisent leur service dentaire scolaire.

<sup>2</sup> Sauf disposition réglementaire contraire du cercle scolaire, la commission d'école pourvoit à l'installation du service dentaire scolaire et en surveille le fonctionnement.

<sup>3</sup> L'aide au financement des soins dentaires incombe à la commune de domicile de l'enfant.

Responsable du  
service dentaire  
scolaire

**Art. 7** L'autorité compétente du cercle scolaire désigne une personne responsable du service dentaire scolaire chargée de veiller à son bon fonctionnement, d'informer les élèves et les parents sur les soins de la bouche et des dents et d'organiser l'examen de dépistage.

Clinique dentaire  
scolaire  
ambulante

**Art. 8** L'Etat organise une clinique dentaire scolaire ambulante.



Dentiste de confiance

**Art. 9** <sup>1</sup> Sur proposition du Service de la santé publique, qui requiert au préalable les préavis du Service de l'action sociale et de l'Office des assurances sociales, le Gouvernement désigne un ou plusieurs dentistes de confiance qui ont pour tâches<sup>9)</sup> :

- a) d'examiner les propositions et les plans de traitement établis par les dentistes;
- b) de surveiller les progrès du traitement et de décider l'arrêt de l'aide au financement des soins dentaires lorsqu'une amélioration ne peut plus être espérée;
- c) de veiller à une application uniforme de la législation sur l'ensemble du Canton en matière de traitements orthodontiques et de traitements coûteux.

<sup>2</sup> Les dentistes de confiance sont rémunérés par l'Etat. Le montant de la rémunération est fixé par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Après avoir requis l'avis des dentistes de confiance, du Service de l'action sociale et de l'Office des assurances sociales, le Service de la santé publique préavise, à l'intention du Gouvernement, les questions concernant le service dentaire scolaire.<sup>10)</sup>

Service de l'enseignement

**Art. 10** Le Service de l'enseignement veille à ce que les autorités communales et le corps enseignant se conforment à leurs obligations.

**Art. 11**<sup>11)</sup>

Département

**Art. 12**<sup>9)</sup> Le département auquel est rattaché le Service de la santé publique exerce la haute surveillance sur le service dentaire scolaire. Il collabore avec le Département de la formation, de la culture et des sports et le Département de l'intérieur.

### SECTION 3 : Activités

Mesures de prophylaxie

**Art. 13** <sup>1</sup> Le Service de la santé organise, en collaboration avec le Service de l'enseignement, l'information des élèves et des parents sur les risques menaçant la santé en matière bucco-dentaire et sur les soins à donner à la bouche et aux dents.

<sup>2</sup> Le corps enseignant participe aux mesures de prophylaxie.

<sup>3</sup> L'Etat peut faire appel aux infirmières scolaires et à d'autres spécialistes pour les mesures de prophylaxie.

Examen de  
dépistage

**Art. 14** <sup>1</sup> Une fois par année et par classe a lieu un examen de dépistage auquel est soumis chaque enfant.

<sup>2</sup> Les enfants qui présentent un certificat attestant que des soins dentaires privés leur ont été donnés durant les six mois précédant l'examen peuvent être dispensés de l'examen par la Clinique dentaire scolaire ambulante.

<sup>3</sup> L'examen de dépistage est effectué par la Clinique dentaire scolaire ambulante, en principe durant les heures de classe.

<sup>4</sup> Le résultat de l'examen est consigné dans le carnet de contrôle du service dentaire scolaire de l'élève.

Traitement  
dentaire

**Art. 15** <sup>1</sup> Le traitement est effectué, au choix du représentant légal de l'enfant, par un dentiste privé ou par la Clinique dentaire scolaire ambulante. Demeurent réservées les dispositions relatives à l'aide au financement des soins.

<sup>2</sup> Le traitement a lieu autant que possible en dehors des heures de classe. Les heures manquées à cet effet sont néanmoins réputées excusées.

#### **SECTION 4 : Aide au financement des soins dentaires**

Frais de  
traitement et aide  
au financement  
des soins

**Art. 16** <sup>1</sup> Les frais de traitement de la denture de l'enfant sont supportés au premier chef par les personnes tenues de pourvoir à son entretien (dénommées ci-après : "les parents").

<sup>2</sup> Les parents peuvent bénéficier d'une aide au financement des soins dentaires conformément aux dispositions ci-après.

Subsidiarité,  
complémentarité  
et interdiction de  
la surindemni-  
sation

**Art. 17** <sup>1</sup> L'aide au financement des soins dentaires est subsidiaire à toutes prestations auxquelles ont droit les bénéficiaires, provenant en particulier d'assurances sociales ou privées ou fondées sur la responsabilité d'un tiers.

<sup>2</sup> Elle est accordée à titre de complément en cas d'insuffisance des autres catégories de prestations.

<sup>3</sup> L'octroi d'une aide au financement des soins dentaires ne peut en aucun cas constituer une source de gain pour les bénéficiaires.

Traitements pris  
en considération

**Art. 18** <sup>1</sup> L'aide au financement des soins peut être accordée pour les soins dentaires ordinaires, pour les traitements orthodontiques et pour les frais d'hospitalisation indispensables pour prodiguer les soins.

<sup>2</sup> Les frais de traitement orthodontiques, de même que les frais de soins ordinaires coûteux, doivent obtenir l'accord préalable du dentiste de confiance.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête le montant au-delà duquel les soins sont considérés comme coûteux.

Fournisseurs de  
soins

**Art. 19** <sup>1</sup> Peuvent seuls bénéficier d'une aide au financement les soins prodigués sur territoire suisse par un dentiste au bénéfice d'une autorisation de pratique.

<sup>2</sup> Demeurent réservés les traitements conservateurs d'urgence en cas de séjour à l'étranger.

Conditions de  
revenus et de  
fortune

**Art. 20** <sup>1</sup> L'aide au financement des soins est octroyée en fonction du revenu déterminant des parents.

<sup>2</sup> Le revenu déterminant est calculé sur la base de la taxation définitive de l'avant-dernière année fiscale précédant la demande. En cas de modification notable de ce dernier durant le traitement dentaire, l'aide au financement des soins dentaires peut être adaptée en conséquence.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les bases du calcul du revenu déterminant et arrête périodiquement le barème social et les déductions supplémentaires pour charge d'enfant. Il en va de même de l'imposition à la source.

Montant de l'aide

**Art. 21** <sup>1</sup> L'aide au financement des soins dentaires est allouée selon un barème dégressif tenant compte de la situation financière des bénéficiaires. Elle couvre au maximum la moitié des frais de traitement à prendre en considération.

<sup>2</sup> Lorsque les bénéficiaires se trouvent dans le besoin au sens de l'article 5, alinéa 2, de la loi sur l'action sociale<sup>4)</sup>, ils peuvent solliciter une aide matérielle pour la part non couverte, conformément à la loi précitée.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, le barème de l'aide au financement des soins dentaires. Il fixe le montant minimum au-dessous duquel il n'est pas octroyé d'aide.

#### Demande

**Art. 22** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier d'une aide au financement des soins dentaires présente une demande dans ce sens à sa commune de domicile au plus tard dans le délai de trois mois à compter de la facture. Il est tenu de fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation et de donner la possibilité à l'autorité d'obtenir les informations nécessaires, sous peine de refus total ou partiel. Il est également tenu de signaler sans délai à l'autorité tout changement dans sa situation pouvant entraîner la réduction ou la suppression des prestations.

<sup>2</sup> En cas de traitement orthodontique ou coûteux, il doit obtenir préalablement l'accord du dentiste de confiance.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle les détails.

#### Tarif des soins

**Art. 23** <sup>1</sup> Les soins dispensés dans le cadre du service dentaire scolaire sont pris en compte sur la base d'un tarif établi en fonction d'un système de points.

<sup>2</sup> Le Gouvernement établit la liste des prestations et leur valeur en points. Il fixe, par voie d'arrêté, la valeur du point.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les tarifs applicables aux soins pris en charge par les assureurs sociaux ou privés ou par des tiers.

#### Facturation des frais de soins

**Art. 24** <sup>1</sup> Le dentiste traitant, la Clinique dentaire scolaire ambulante ou l'établissement hospitalier adressent leur facture aux parents de l'enfant.

<sup>2</sup> Faute de paiement, et si la poursuite exercée contre les débiteurs demeure infructueuse ou paraît d'emblée manifestement vaine, le dentiste, la Clinique dentaire scolaire ambulante ou l'établissement hospitalier peuvent faire valoir leur dû auprès de la commune du domicile des débiteurs. Cette dernière verse le montant des frais admis dans le cadre du service dentaire scolaire, sans égard au montant de l'aide au financement des soins dentaires à laquelle auraient eu droit les débiteurs.

<sup>3</sup> La commune qui a payé le dentiste traitant, la Clinique dentaire scolaire ambulante ou l'établissement hospitalier est subrogée à ceux-ci jusqu'à concurrence des montants versés.

Utilisation  
conforme au but

**Art. 25** L'autorité qui verse l'aide au financement des soins s'assure que cette dernière est utilisée conformément à son but. Elle vérifie que les frais pris en considération ont été payés au fournisseur de soins et, s'il y a lieu, verse les prestations dues directement à celui-ci.

## SECTION 5 : Dispositions financières

Frais du service  
dentaire scolaire

**Art. 26** <sup>1</sup> Les frais découlant de l'activité de la Clinique dentaire scolaire, des dentistes de confiance, des infirmières scolaires dans ce cadre et d'autres spécialistes sont pris en charge par l'Etat. Ils comprennent les frais du matériel d'enseignement et d'information, des carnets dentaires et des formules destinées aux dentistes de confiance.

<sup>2</sup> L'aide au financement des soins dentaires est prise en charge par la commune de domicile des bénéficiaires.

<sup>3</sup> Les frais de fonctionnement des services dentaires scolaires sont pris en charge par les cercles scolaires.

Répartition des  
dépenses

**Art. 27** Les frais découlant de l'activité de la Clinique dentaire scolaire, du dentiste de confiance, ainsi que l'aide au financement des soins dentaires sont portés à la répartition des dépenses de l'action sociale à raison de la moitié à la charge de l'Etat et de la moitié à la charge de l'ensemble des communes, conformément à la législation en la matière.

## SECTION 6 : Voies de droit et dispositions pénales

Voies de droit

**Art. 28** Les décisions prises en vertu du présent décret sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative<sup>5)</sup>.

Dispositions  
pénales

**Art. 29** Celui qui aura fait sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir ou de faire obtenir à un tiers une aide au financement des soins,  
ou qui, au bénéfice d'une telle aide, aura sciemment omis de signaler à l'autorité un changement de situation pouvant entraîner la modification de l'aide,  
sera puni de l'amende.

## **SECTION 7 : Dispositions transitoires et finales**

Dispositions  
transitoires

**Art. 30** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions plus favorables selon le présent décret, les traitements orthodontiques et coûteux commencés à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis, pour une période de deux ans, à l'ancien droit en ce qui concerne l'aide au financement des soins dentaires et leur admission à la répartition des dépenses.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle les éventuels problèmes de transition.

Clause  
abrogatoire

**Art 31** Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 32** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> du présent décret.

Delémont, le 13 décembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) ...
- 4) [RSJU 850.1](#)
- 5) [RSJU 175.1](#)
- 6) 1<sup>er</sup> avril 2007
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 8) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 11) Abrogé par le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021





## Ordonnance concernant le service dentaire scolaire

du 27 février 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 4, alinéa 2, 18, alinéa 3, 20, alinéa 3, 21, alinéa 3, et 22, alinéa 3, du décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire<sup>[1](#)</sup>,<sup>[5](#)</sup>

arrête :

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution du décret concernant le service dentaire scolaire.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Organisation

Clinique dentaire scolaire ambulante  
a) Missions **Art. 3** La Clinique dentaire scolaire ambulante a notamment pour missions :  
a) d'effectuer les visites annuelles de dépistage et d'organiser la prophylaxie en matière bucco-dentaire pour toutes les classes des degrés scolaires soumis à la loi scolaire<sup>[2](#)</sup>;  
b) de prodiguer les soins aux élèves des communes avec lesquelles elle est liée par contrat.

b) Personnel **Art. 4** <sup>1</sup> La Clinique dentaire scolaire ambulante est placée sous la direction d'un dentiste. Elle comprend en outre un dentiste assistant et un assistant dentaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement nomme le personnel de la Clinique dentaire scolaire ambulante et arrête le taux d'activité et le cahier des charges de chaque fonction.

c) Contrat avec  
les communes

**Art. 5** Les communes qui entendent permettre le traitement des élèves domiciliés sur leur territoire par la Clinique dentaire scolaire ambulante concluent un contrat avec cette dernière à cet effet.

**Art. 6**<sup>6)</sup>

### **SECTION 3 : Mesures de prophylaxie**

Enseignement  
théorique et  
pratique

**Art. 7** <sup>1</sup> Dans le cadre du service dentaire scolaire, un enseignement théorique et pratique est dispensé par le personnel de la Clinique dentaire scolaire ambulante dans toutes les classes, à raison d'au moins une heure par année.

<sup>2</sup> Au besoin, la Clinique dentaire scolaire ambulante peut solliciter la collaboration d'hygiénistes dentaires ou d'assistantes en prophylaxie. Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives à ce sujet.

### **SECTION 4 : Aide au financement des soins dentaires**

Traitements  
orthodontiques

**Art. 8** <sup>1</sup> Sous réserve que les autres conditions d'octroi soient réunies, l'aide au financement des soins dentaires peut être accordée pour les traitements orthodontiques qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- a) l'anomalie à la denture est grave et porte atteinte à la santé de l'enfant, conformément à la liste des degrés de gravité d'après les symptômes directs figurant en annexe, et ne constitue pas une infirmité congénitale ou une mesure médicale de réadaptation prise en charge par l'assurance-invalidité;
- b) les soins nécessaires ont été apportés à la denture jusqu'alors et l'état de celle-ci permet le traitement envisagé;
- c) le traitement envisagé doit permettre une amélioration durable.

<sup>2</sup> Il n'est pas octroyé d'aide pour des corrections de nature purement esthétique.

Traitements  
coûteux

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont considérés comme coûteux, au sens de la législation concernant le service dentaire scolaire, les traitements dont les frais prévisibles atteignent le montant de 1 000 francs.

<sup>2</sup> Le montant à prendre en considération doit comporter l'ensemble des soins nécessaires pour une remise en état complète de la denture. Les traitements partiels ne sont pas autorisés.

<sup>3</sup> Lorsque de nouveaux soins sont prodigués dans les six mois qui suivent la fin d'un traitement donnant droit à une aide au financement, les frais de ce dernier sont également pris en considération.

Demande  
d'accord  
préalable

**Art. 10** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier d'une aide au financement pour un traitement orthodontique ou coûteux doit solliciter l'accord préalable du dentiste de confiance. Il présente une demande dans ce sens à sa commune de domicile, en déliant le dentiste traitant du secret professionnel à l'égard du dentiste de confiance.

<sup>2</sup> Le dentiste traitant fournit le plan de traitement et toutes les indications nécessaires à l'appréciation du cas au dentiste de confiance.

Accord préalable

**Art. 11** <sup>1</sup> Le dentiste de confiance examine la demande sur la base du dossier et, s'il y a lieu, de ses propres examens. Il donne son accord préalable si le traitement proposé remplit les conditions requises. Il peut déterminer le but à atteindre par le traitement dans le cadre du service dentaire scolaire et ordonner une modification du plan de traitement.

<sup>2</sup> Le dentiste de confiance communique sa décision au représentant légal du patient, au dentiste traitant et à l'autorité communale concernée.

<sup>3</sup> L'accord préalable du dentiste de confiance ne préjuge en rien de l'octroi d'une aide au financement.

Contrôle du  
traitement

**Art. 12** Le dentiste de confiance peut, à intervalles raisonnables, inviter le dentiste traitant à le renseigner sur les progrès du traitement. Il peut convoquer le patient pour un examen et décider si et dans quelle mesure le traitement peut être poursuivi dans les limites de la présente ordonnance.

Responsabilité

**Art. 13** Le dentiste traitant assume la responsabilité du traitement.

Frais

**Art. 14** Sous réserve de l'octroi d'une aide au financement des soins, les frais d'examen et de constitution du dossier par le dentiste traitant sont à la charge des parents du patient.

Revenu  
déterminant

**Art. 15** Est considéré comme revenu déterminant le revenu pris en considération (revenu imposable corrigé) pour l'octroi de prestations sociales sous conditions de ressources.

Barème

**Art. 16** <sup>1</sup> L'aide au financement des soins est allouée aux bénéficiaires en fonction de leur situation financière selon le barème suivant :

Revenu déterminant (en francs)	Taux de l'aide au financement (sur la moitié des frais pris en considération)
0 - 33 000	100 %
33 001 – 36 000	90 %
36 001 – 39 000	80 %
39 001 – 42 000	70 %
42 001 – 45 000	60 %
45 001 – 48 000	50 %
48 001 – 51 000	40 %
51 001 – 54 000	30 %
54 001 – 57 000	20 %
57 001 – 60 000	10 %
supérieur à 60 000	0 %

<sup>2</sup> Le taux de l'aide au financement s'applique à la moitié des frais de soins qui entrent en considération.

<sup>3</sup> L'aide au financement des soins est réduite à due concurrence lorsque, ajoutée aux prestations de tiers allouées pour les frais de soins entrant en considération, elle procure un gain aux bénéficiaires.

Montant  
minimum  
de l'aide

**Art. 17** Il n'est pas versé d'aide au financement des soins, lorsque le montant de celle-ci est inférieur à trente francs

## SECTION 5 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions  
transitoires

**Art. 18** <sup>1</sup> Durant l'année 2007, le revenu déterminant pour l'octroi de l'aide au financement des soins dentaires s'entend du revenu net imposable, majoré d'un quinzième de la fortune nette imposable et réduit d'un montant de 4 000 francs pour les deux premiers enfants à charge et d'un montant de 6 000 francs pour chaque enfant à charge supplémentaire.

<sup>2</sup> L'aide au financement des soins dentaires pour les traitements orthodontiques et coûteux octroyée selon l'article 30, alinéa 1, du décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire<sup>1)</sup> est portée à la répartition des dépenses de l'action sociale conformément à l'article 27 de ce décret.

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
service de santé  
scolaire

**Art. 19** L'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire<sup>3)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 9 et 9a

...<sup>4)</sup>

Abrogation

**Art. 20** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les mesures préventives du service dentaire scolaire;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le traitement orthodontique de la denture dans le cadre du service dentaire scolaire;
3. l'arrêté de l'Assemblée constituante du 6 décembre 1978 concernant la répartition des charges du service dentaire scolaire;
4. l'arrêté du Gouvernement du 27 mai 1981 concernant la rétribution des responsables locaux du service dentaire scolaire.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007.

Delémont, le 27 février 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Annexe

Articulé croisé frontal	occlusions croisées individuelles ou de toutes les incisives et canines
Prognathisme inférieur	tous les cas qui ne sont pas pris en charge par l'assurance-invalidité
Déviations de l'articulé	provoqué par des dents permanentes
Non-occlusion grave	des dents latérales (au moins trois paires d'antagonistes de la denture permanente sur le même côté)
Infraclusion grave	au moins quatre paires d'antagonistes pas en occlusion, surtout s'il y a un rapport avec des troubles de la phonation. En général, un traitement orthophonique est indiqué en premier lieu.
Surocclusion	avec traumatisme de la gencive
Distocclusion CI II/1	avec Overjet de plus de 9 mm
Distocclusion CI II/2	avec traumatisme de la gencive
Agénésies frontales	partielles (une centrale ou une canine)
Rétrécissement grave	sept points de contacts brisés ou manque de place d'au moins 9 mm mesurés dans l'arc dentaire des surfaces mésiales des premières prémolaires
Rétention	des incisives centrales ou des canines constatées deux ans après l'éruption normale moyenne
Diastème	d'au moins 7 mm
Perte après traumatisme	d'au moins une incisive supérieure permanente (sauf si le cas est pris en charge par une assurance-accident)

- 1) [RSJU 410.72](#)
- 2) [RSJU 410.11](#)
- 3) [RSJU 410.71](#)
- 4) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 5) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 6) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021





## Directives relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes

du 2 décembre 1994

*Le Département de l'Education,*

vu les articles 10, alinéa 1, 19, alinéa 4, et 20, alinéa 4, de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** Les présentes directives règlent l'admission des élèves dans les écoles moyennes jurassiennes, à savoir le Lycée cantonal, les écoles supérieures de commerce et l'Ecole de culture générale.

Procédure  
d'inscription  
a) Publication  
officielle

**Art. 2** Dans le courant du mois de janvier, le Département de l'Education publie dans le Journal officiel et dans les quotidiens régionaux un avis relatif aux inscriptions dans les écoles moyennes pour l'année scolaire suivante et fixe la date limite de l'inscription.

b) Conditions  
préalables pour  
l'inscription

**Art. 3** Parmi les élèves des écoles secondaires publiques, seuls peuvent s'inscrire ceux qui, au terme du premier semestre de la neuvième année, suivent les cours dans les niveaux et l'option requis ou sont admis à le faire au deuxième semestre par suite de transition.

c) Dossier  
d'inscription

**Art. 4** <sup>1</sup> Les candidats à l'admission s'inscrivent auprès de l'école concernée au moyen d'une formule d'inscription accompagnée d'une copie du dernier bulletin scolaire.

<sup>2</sup> Pour les élèves des écoles publiques, les dossiers d'inscription sont en principe constitués par le directeur de l'école secondaire et adressés ensemble aux écoles moyennes concernées.

<sup>3</sup> Au terme du second semestre de la neuvième année, le directeur de l'école secondaire adresse aux écoles moyennes concernées une copie du bulletin délivré à cette échéance aux élèves inscrits.

## SECTION 2 : Conditions d'admission

Conditions  
générales  
d'admission

**Art. 5** Seuls peuvent être admis dans les écoles moyennes les élèves qui ont achevé le cycle complet de la scolarité obligatoire dans les options 1, 2 ou 3.

Critères pris en  
compte

**Art. 6** L'admission des élèves dans les écoles moyennes se fonde sur la qualification des niveaux et de l'option suivis ainsi que sur les résultats obtenus dans ces niveaux et cette option, conformément aux dispositions ci-après.

Admission au  
Lycée cantonal  
a) Exigences  
relatives aux  
niveaux et aux  
options

**Art. 7<sup>2)</sup>** Peuvent être admis au Lycée cantonal :

- les élèves suivant les cours au niveau A dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12 points au moins;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau B dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 14 points et obtenu au moins la note 5 au niveau B;

et qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante et n'ont pas obtenu plus d'une note insuffisante dans l'ensemble des disciplines de base et des disciplines d'option.

b) Choix des  
disciplines

**Art. 8<sup>2)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves admis au Lycée cantonal choisissent les disciplines figurant à leur programme d'enseignement dans le cadre offert par la grille horaire et selon les conditions de détail suivantes :

- a) pour la langue 2, le choix de l'italien présuppose le fait d'avoir suivi un cours d'italien à l'école secondaire ou d'être italophone ou de choisir l'allemand comme option spécifique ou de provenir d'un établissement où l'allemand n'est pas enseigné;
- b) pour la langue 3, le choix de l'anglais, de l'italien, du latin ou du grec ancien présuppose la fréquentation des cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
- c) une langue étudiée comme discipline fondamentale ne peut pas être choisie comme option spécifique;
- d) une même discipline ne peut pas être choisie comme option spécifique et comme option complémentaire;
- e) pour l'option spécifique, le choix du latin ou du grec ancien présuppose la fréquentation des cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline concernée;
- f) le choix d'une option spécifique dans le domaine des sciences exclut le choix de l'option complémentaire "application des mathématiques";

- g) le choix de l'option spécifique "arts visuels" postule celui de la musique comme discipline fondamentale; le choix de l'option spécifique "musique" postule celui des "arts visuels" comme discipline fondamentale;
- h) le choix d'une option spécifique dans le domaine des arts exclut celui de la musique, des arts visuels, du théâtre et du sport comme option complémentaire.

<sup>2</sup> Les règles relatives aux effectifs requis pour la constitution de groupes peuvent limiter les possibilités de choix offertes aux élèves.

Admission aux écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale

**Art. 9** Peuvent être admis aux écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale :

- les élèves suivant les cours au niveau A dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11 points au moins et y ont obtenu au plus une note insuffisante ou au moins deux fois la note 3,5;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau B dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins au niveau B et pas plus d'une note insuffisante;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans une discipline et au niveau B dans deux disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins aux deux niveaux B et 3 au moins au niveau A;
- les élèves suivant les cours au niveau B dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 13 points au moins et n'y ont obtenu aucune note insuffisante;

et qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante et n'ont pas obtenu plus de deux notes insuffisantes dans les disciplines de l'option.

### SECTION 3 : Admission

Autorités compétentes

**Art. 10** Les décisions relatives à l'admission des élèves sont prises par le directeur de l'école concernée et soumises à la ratification de la commission d'école.

Décisions

**Art. 11** <sup>1</sup> L'admission des élèves fait l'objet d'une décision préalable prise sur la base des résultats du premier semestre et communiquée aux candidats jusqu'à fin mars au plus tard.

<sup>2</sup> La décision finale est prise sur la base des résultats du second semestre et communiquée sans délai aux candidats inscrits, dès la réception de la copie du second bulletin.

Admission  
a) régulière

**Art. 12** <sup>1</sup> Les candidats inscrits qui remplissent les normes d'admission au second semestre sont admis en qualité d'élèves réguliers et sont soumis au règlement de promotion de l'établissement.

b) provisoire

<sup>2</sup> Les candidats inscrits qui remplissent les normes d'admission au premier semestre de la neuvième année et ne les remplissent plus au second sont admis provisoirement. Ils acquièrent le statut d'élève régulier s'ils remplissent les conditions de promotion au terme du premier semestre d'études; dans le cas contraire ils sont renvoyés. Dans des cas particuliers, le directeur peut, sur proposition du conseil de classe, prolonger l'admission provisoire d'un semestre; l'article 14 demeure cependant réservé.

c) refusée

<sup>3</sup> Les candidats qui ne remplissent les conditions d'admission ni au premier ni au second semestre de la neuvième année ne sont pas admis.

Cas particuliers  
a) Candidats ne  
provenant pas  
des écoles  
publiques  
jurassiennes

**Art. 13** <sup>1</sup> Les candidats provenant d'écoles publiques d'autres cantons peuvent être admis sur la base des dispositions d'admission en vigueur dans le canton concerné, si elles leur sont plus favorables.

<sup>2</sup> De la même manière, les candidats d'écoles privées jurassiennes peuvent être admis aux conditions fixées par l'établissement de provenance pour ses sections équivalentes aux écoles moyennes et, à défaut, selon les clés de sortie vers les écoles moyennes édictées par le Département.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les candidats provenant d'écoles privées d'autres cantons ou d'écoles publiques ou privées d'autres pays sont admis provisoirement si leur formation scolaire peut être considérée comme équivalente à celle exigée par les présentes directives.

<sup>4</sup> Le directeur de l'établissement statue sur les demandes d'admission; il peut requérir l'avis du conseil de classe ou du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. En cas d'incertitude, il peut astreindre le candidat à un examen d'admission.

b) Candidats  
provenant  
d'autres régions  
linguistiques

**Art. 14** <sup>1</sup> L'admission provisoire des élèves provenant d'autres régions linguistiques peut être prolongée de semestre en semestre jusqu'à un total de deux années au plus.

<sup>2</sup> Ces élèves bénéficient de mesures d'appui.

c) Admission en  
cours d'études

**Art. 15** Les articles 13 et 14 s'appliquent par analogie aux candidats qui souhaitent être admis durant le cycle d'études des écoles moyennes.

Passage d'une  
voie de formation  
à une autre

**Art. 16**<sup>2)</sup> <sup>1</sup> Les élèves peuvent passer d'une voie de formation du secondaire deux à une autre. En cours d'études, ce passage est appelé réorientation. Au terme du parcours d'études dans une voie de formation déterminée, ce passage est appelé passerelle.

<sup>2</sup> Les modalités réglant les réorientations et les passerelles sont fixées par une directive particulière.

### **SECTION 3<sup>BIS</sup><sup>3)</sup> : Dispositions particulières relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes à la rentrée d'août 2020**

Principe

**Art. 16a**<sup>3)</sup> Pour la rentrée scolaire d'août 2020, en dérogation aux articles 7 et 9 à 12, les conditions d'admission et l'admission dans les écoles moyennes sont réglées selon les dispositions de la présente section.

Conditions  
d'admission  
a) au Lycée  
cantonal

**Art. 16b**<sup>3)</sup> Peuvent être admis au Lycée cantonal :

- les élèves suivant les cours au niveau A dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11,5 points au moins;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau B dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 13,5 points et obtenu au moins la note 4,5 au niveau B;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans une discipline et au niveau B dans deux disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 14,5 points, obtenu au moins la note 4,5 au niveau B et qui ont été admis à suivre les cours dans au moins deux niveaux A au deuxième semestre par suite de transition;

et qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante et n'ont pas obtenu plus de deux notes insuffisantes dans l'ensemble des disciplines de base et des disciplines d'option.

b) aux écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale

**Art. 16c<sup>3)</sup>** Peuvent être admis aux écoles supérieures de commerce et à l'Ecole de culture générale :

- les élèves suivant les cours au niveau A dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 10,5 points au moins et y ont obtenu au plus une note insuffisante ou au moins deux fois la note 3,5;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau B dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins au niveau B et pas plus d'une note insuffisante;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans une discipline et au niveau B dans deux disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins aux deux niveaux B et 3 au moins au niveau A;
- les élèves suivant les cours au niveau B dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12,5 points au moins et n'y ont pas plus d'une note insuffisante;
- les élèves suivant les cours au niveau B dans deux disciplines et au niveau C dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 14 points et qui ont été admis à suivre les cours dans trois niveaux B au deuxième semestre par suite de transition;

et qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante et n'ont pas obtenu plus de deux notes insuffisantes dans les disciplines de l'option.

Admission  
1. Autorités compétentes

**Art. 16d<sup>3)</sup>** Les décisions relatives à l'admission des élèves sont prises par le directeur de la division concernée.

2. Décisions

**Art. 16e<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> L'admission des élèves est déterminée sur la base des résultats du premier semestre.

<sup>2</sup> La décision d'admission est communiquée aux candidats inscrits au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Admission  
a) régulière

**Art. 16f<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats inscrits qui remplissent les normes d'admission au premier semestre sont admis en qualité d'élèves réguliers et sont soumis au règlement de promotion de l'établissement.

- b) provisoire      <sup>2</sup> Les candidats inscrits qui ne remplissent pas les normes d'admission au premier semestre de la onzième année, sont admis provisoirement. Ils acquièrent le statut d'élève régulier s'ils remplissent les conditions de promotion au terme du premier semestre d'études; dans le cas contraire, ils sont renvoyés. Dans des cas particuliers, le directeur peut, sur proposition du conseil de classe, prolonger l'admission provisoire d'un semestre; l'article 14 demeure cependant réservé.

#### SECTION 4 : Auditeurs

- Auditeurs      **Art. 17** <sup>1</sup> Dans la mesure des places disponibles, le directeur de l'établissement peut admettre des élèves mineurs ou adultes en qualité d'auditeurs, si cela ne porte pas préjudice aux élèves réguliers.

<sup>2</sup> Avant de statuer, le directeur peut requérir l'avis du conseil de classe ou du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

- Droits et obligations des auditeurs      **Art. 18** <sup>1</sup> Les auditeurs suivent les cours auxquels ils ont été admis.

<sup>2</sup> Ils sont soumis à la même discipline que les élèves réguliers. En cas de manquement dans leur conduite, leur travail ou leur assiduité, ils peuvent être exclus de tout ou partie des cours fréquentés par décision du directeur prise sur proposition des maîtres concernés.

<sup>3</sup> Les auditeurs peuvent obtenir une attestation pour les cours qu'ils ont suivis.

<sup>4</sup> Les auditeurs qui remplissent les conditions ordinaires de promotion de l'établissement peuvent obtenir le statut d'élève régulier.

- Ecolage      **Art. 19** Les élèves auditeurs paient une contribution aux frais de cours dont le montant est fixé par arrêté du Département de l'Education.

## SECTION 5 : Dispositions finales

Clause  
abrogatoire

**Art. 20** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes des présentes directives sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogées :

1. les directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 21 mars 1988 concernant l'admission des élèves au Lycée cantonal;
2. les directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 25 janvier 1989 concernant l'admission des élèves dans les écoles supérieures de commerce;
3. les directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 15 février 1989 concernant l'admission des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1995. Elles s'appliquent pour la première fois durant l'année scolaire 1995-1996 aux élèves admissibles dans les écoles moyennes pour la rentrée scolaire d'août 1996.

Delémont, le 2 décembre 1994

DEPARTEMENT DE L'EDUCATION  
La ministre : Odile Montavon

<sup>1</sup>) [RSJU 412.11](#)

<sup>2</sup>) Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 9 septembre 1999. Les présentes modifications entrent en vigueur immédiatement. Elles s'appliquent la première fois durant l'année scolaire 1999-2000 aux élèves admissibles dans les écoles moyennes pour la rentrée scolaire d'août 2000.

<sup>3</sup>) Introduit(e) selon le ch. I des directives du 20 avril 2020, en vigueur depuis le 15 mai 2020



## Règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal

du 17 janvier 2001

*Le Département de l'Education,*

vu l'ordonnance fédérale du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>[3\)](#)</sup>,

vu les plans d'études cadres pour les écoles de maturité arrêtés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,<sup>[9\)](#)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, le plan d'études, l'évaluation et la promotion des élèves au Lycée cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Objectifs de la  
formation

**Art. 3**<sup>[10\)](#)</sup> La formation dispensée au Lycée cantonal poursuit les objectifs fixés aux articles 30 de la loi sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2\)](#)</sup> et 5 de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1\)](#)</sup>.

Durée des  
études

**Art. 4** <sup>1</sup> Les études au Lycée cantonal sont organisées selon un cursus de trois ans.

<sup>2</sup> Elles sont précédées d'un enseignement de caractère pré-gymnasial dispensé par l'école secondaire dans le cadre de la scolarité obligatoire. L'organisation, la grille horaire et le plan d'études de l'école secondaire prennent en compte les objectifs généraux assignés aux études conduisant à l'obtention de la maturité.

Certificat

**Art. 5<sup>6)10)</sup>** Le certificat de maturité est délivré au terme du cursus d'études mentionné à l'article 4, conformément à l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>1)</sup>.

## SECTION 2 : Grille horaire

Structure  
générale  
des études

**Art. 6** <sup>1</sup> Le programme d'enseignement comprend des disciplines fondamentales, une option spécifique, une option complémentaire, un travail de maturité, ainsi que des cours facultatifs.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Selon les règles y relatives et sous réserve, le cas échéant, du respect des normes en matière d'effectifs, le programme d'enseignement offre diverses possibilités de choix aux élèves.

<sup>3</sup> Les élèves préparent et effectuent leurs choix dans l'année scolaire qui précède leur mise en application pratique. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") arrête les modalités.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> L'enseignement est conçu de manière à favoriser une approche intégrée de la formation, dépassant les clivages traditionnels entre les disciplines. Le libellé du plan d'études, les activités liées au travail de maturité et une collaboration régulière entre les enseignants visent à ce but.

Disciplines  
fondamentales

**Art. 7<sup>6)</sup>** Les disciplines fondamentales sont :

- le français;
- une deuxième langue nationale à choisir entre l'allemand ou l'italien;
- une troisième langue à choisir entre l'italien, l'anglais, le latin ou le grec, à l'exclusion de la deuxième langue nationale choisie;
- les mathématiques;
- la biologie;
- la chimie;
- la physique;

- l'histoire;
- la géographie;
- l'introduction à l'économie et au droit;
- une discipline artistique à choisir entre les arts visuels et la musique;
- la philosophie, enseignée en deuxième et troisième années; pour les élèves qui ont choisi une option spécifique scientifique, l'enseignement de la philosophie en deuxième année est remplacée par un cours de mathématiques;
- l'environnement et société;
- l'éducation physique et sportive.

Option  
spécifique

**Art. 8** <sup>1</sup> Durant les trois années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option spécifique.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : allemand, italien, anglais, latin, grec, espagnol, physique et applications des mathématiques, biologie et chimie, économie et droit, arts visuels, musique ou théâtre.

Option  
complémentaire

**Art. 9** <sup>1</sup> Durant les deux dernières années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option complémentaire.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : applications des mathématiques, informatique, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, économie et droit, science des religions, arts visuels, musique, théâtre ou sport.<sup>6)</sup>

Règles de choix  
des disciplines

**Art. 10** Les possibilités de choix offertes aux élèves sont réglées par les conditions suivantes :

1. pour la deuxième langue nationale, le choix de l'italien nécessite d'avoir suivi un cours d'italien à l'école secondaire ou d'être italophone ou de choisir l'allemand comme option spécifique ou de provenir d'un établissement où l'allemand n'est pas enseigné;
- 2.<sup>11)</sup> pour la troisième langue, le choix de l'anglais, de l'italien ou du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
3. une langue étudiée comme discipline fondamentale ne peut pas être choisie comme option spécifique;
4. une même discipline ne peut pas être choisie comme option spécifique et comme option complémentaire;

5. [11](#)) pour l'option spécifique, le choix du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
6. le choix d'une option spécifique dans le domaine des sciences exclut le choix de l'option complémentaire "applications des mathématiques";
7. Le choix de l'option spécifique "arts visuels" postule celui de la "musique" comme discipline fondamentale;
8. le choix de l'option spécifique "musique" postule celui des "arts visuels" comme discipline fondamentale;
9. le choix d'une option spécifique dans le domaine des arts exclut celui des arts visuels, de la musique, du théâtre et du sport comme option complémentaire.

Répartition  
hebdomadaire  
des disciplines

**Art. 11** [6](#)[11](#)) La répartition hebdomadaire des disciplines durant les trois années de cursus du Lycée s'établit comme il suit :

	Disciplines fondamentales	1 <sup>e</sup> non bilingue	1 <sup>e</sup> bilingue	2 <sup>e</sup> non bilingue	2 <sup>e</sup> bilingue	3 <sup>e</sup> non bilingue	3 <sup>e</sup> bilingue
<b>Langue 1</b>	Français	4		4		5	
<b>Langue 2</b>	Allemand Italien	3		3		5	4
<b>Langue 3</b>	Italien Anglais Latin Grec	3		3		4	
<b>Mathématiques &amp; Sciences expérimentales</b>	Mathématiques	5		3		4	
	Physique	2		2		0	
	Physique en allemand		3		2		2
	Biologie	2		2		0	
	Chimie	2		2		0	

	Disciplines fondamentales	1 <sup>e</sup> non bilingue	1 <sup>e</sup> bilingue	2 <sup>e</sup> non bilingue	2 <sup>e</sup> bilingue	3 <sup>e</sup> non bilingue	3 <sup>e</sup> bilingue
<b>Sciences humaines</b>	Histoire	1		2		2	
	Histoire en allemand		2		3		2
	Géographie	2		2		0	
	Economie - Droit	2		0		0	
	Géographie + Sciences économiques	0		0		1	
<b>Arts</b>	Arts visuels ou musique	2		2		0	
	Arts visuels ou musique en allemand		2		3		0
<b>Disciplines cantonales</b>	Philosophie ou	0		2		2	
	Mathématiques et Philosophie	0		2		0	
		0		0		2	
	Philosophie en allemand		0		0		3
<b>Options</b>	Option spécifique	4		4		6	
	Option complémentaire	0		2		3	
	Education physique et sportive	2		2		2	
	Education physique et sportive en allemand		2		2		2
	Travail de maturité	0		0.5		0.5	
<b>Total</b>		<b>34</b>	<b>36</b>	<b>35.5</b>	<b>37.5</b>	<b>34.5</b>	<b>36.5</b>

Options  
spécifiques  
scientifiques

**Art. 12** <sup>1</sup> Les options spécifiques d'orientation scientifique regroupent dans une approche décloisonnée plusieurs disciplines selon la répartition suivante [611](#) :

a) Option spécifique "Physique et applications des mathématiques"

	1e	2e	3e
Physique	2	2	3
Application des mathématiques	0	2	2
Mathématiques	2	2	1

## b) Option spécifique "Biologie et chimie"

	1e	2e	3e
Biologie	2	2	2
Chimie	2	2	2
Mathématiques	0	2	1
Biochimie	0	0	1

<sup>2</sup> Le choix d'une option spécifique d'orientation scientifique entraîne en deuxième année du cursus la fréquentation d'un cours de mathématique en lieu et place de la philosophie.

Enseignement  
de la musique

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves qui ont choisi la musique en qualité de discipline fondamentale ou d'option spécifique suivent, en supplément de l'enseignement figurant à la grille horaire, un enseignement de musique instrumentale pour l'instrument de leur choix. [11\)](#)

<sup>2</sup> Le Lycée assure un enseignement de la musique instrumentale pour un ensemble déterminé d'instruments à raison d'une demi-leçon hebdomadaire par élève.

<sup>3</sup> Les élèves peuvent suivre l'enseignement de la musique instrumentale en dehors du Lycée pour autant qu'ils puissent ainsi acquérir un niveau d'aptitudes au moins analogue à celui qui est assuré au Lycée. Ils reçoivent à ce titre une indemnité forfaitaire annuelle dont le montant est fixé par le Département. [6\)](#)

<sup>4</sup> Les élèves peuvent suivre les cours de la chorale qui est considérée comme instrument de leur choix. [7\)](#)

Education  
physique

**Art. 14** [11\)](#) <sup>1</sup> L'enseignement de l'éducation physique et sportive est obligatoire pour tous les élèves, les cas de dispense temporaire ou durable demeurant réservés sur la base de certificats médicaux appropriés.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus par les élèves en éducation physique et sportive donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin scolaire annuel. Cette note compte pour la promotion des élèves.

<sup>3</sup> Au cas où un élève ne pourrait pas suivre les cours d'éducation physique et sportive pour des raisons médicales, les professeurs mettent en place un programme spécial qui est évalué et compte pour la promotion.

**Art. 15<sup>8)</sup>**

Cours de base  
en anglais

**Art. 16** Les élèves qui n'ont choisi l'anglais ni comme discipline fondamentale ni comme option spécifique ont la possibilité de suivre un cours de base en anglais selon une dotation de deux leçons hebdomadaires annuelles.

Cours facultatifs

**Art. 17** <sup>1</sup> Les élèves ont la faculté de compléter leur programme obligatoire en choisissant un ou deux cours facultatifs, organisés par le Lycée lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements.

<sup>2</sup> Les cours facultatifs portent principalement sur des domaines qui ne sont enseignés ni comme discipline fondamentale, ni en option spécifique et ni en option complémentaire, à l'exception du théâtre qui peut être proposé sous la forme d'atelier préparant un spectacle.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> L'inscription d'un élève à un cours facultatif l'engage pour toute la durée du cours ou, pour les cours qui s'étendent sur une année ou plus, pour une année complète.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs peuvent être dispensés selon l'horaire annuel traditionnel, mais aussi de manière concentrée ou irrégulière en cours d'année scolaire. Ils sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, de degrés, voire d'établissements différents.

<sup>5</sup> L'organisation des cours facultatifs s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle globale arrêtée par le Service de la formation postobligatoire sur la base d'une proposition de la direction du Lycée.<sup>6)</sup>

Normes en  
matière  
d'effectifs

**Art. 18** <sup>1</sup> Les normes en matière d'effectifs sont fixées de la manière suivante :

1. pour les disciplines fondamentales, les effectifs des groupes se situent entre 15 et 23 élèves; cependant, en première année, une leçon de français est dispensée dans le cadre de sections de classe avec un effectif qui ne comptera pas moins de 6 élèves et pas plus de 13 élèves;
2. pour les options spécifiques, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 20 élèves; cependant, pour les options spécifiques scientifiques, l'enseignement spécifique de la physique, de la biologie et de la chimie est dispensé sous la forme de travaux pratiques dans le cadre de sections de classe selon les effectifs prévus au chiffre 1;
- 3.<sup>6)</sup> pour les options complémentaires, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 16 élèves;

4.<sup>6)</sup> pour les cours facultatifs, un effectif minimal de 8 élèves par cours à l'ouverture de celui-ci est requis.

<sup>2</sup> Les normes ci-dessus servent de référence pour la constitution initiale des groupes; les fluctuations des effectifs durant le cursus d'études, notamment en fonction de départs ou de non-promotions, demeurent réservées.

<sup>3</sup> La direction du Lycée compose les groupes d'élèves en fonction de la grille horaire, des choix des élèves et des normes ci-dessus. Elle veille à concilier le maintien d'une offre aussi large que possible avec les préceptes d'une gestion économe.

<sup>4</sup> Pour assurer le maintien de certaines disciplines conformément aux normes ci-dessus, l'enseignement peut être organisé de manière cyclique par une réunion au sein d'un même groupe d'élèves de plusieurs années du cursus.

<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut, sur proposition du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup>, accorder des dérogations à l'application des normes en matière d'effectifs.<sup>6)</sup>

### SECTION 3 : Travail de maturité

#### Généralités

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens de maturité, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe restreint, un travail de maturité. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury.

<sup>2</sup> Le sujet du travail de maturité doit être original, à la portée d'un lycéen et d'une ampleur appropriée.

<sup>3</sup> Le travail de maturité tend à la mise en œuvre de méthodes de recherche, à la promotion d'approches transdisciplinaires et, autant que possible, au développement du travail en groupe.



Choix du travail  
de maturité

**Art. 20** <sup>1</sup> Les élèves effectuent leur travail de maturité dans une discipline enseignée au Lycée cantonal dont ils suivent ou ont suivi l'enseignement durant une année au moins.<sup>[6\)](#)<sup>10)</sup></sup>

<sup>2</sup> Durant le premier semestre de deuxième année, les groupes de professeurs élaborent des propositions de sujets de travail de maturité et les soumettent aux élèves. Ces derniers ont cependant la possibilité de proposer un sujet qui doit alors être agréé par les professeurs de la discipline choisie.

<sup>3</sup> Au terme du premier semestre de deuxième année, les élèves choisissent la discipline dans laquelle ils vont effectuer leur travail de maturité et annoncent le sujet qu'ils ont retenu pour ce travail.

Modalités  
d'accomplisse-  
ment

**Art 21** <sup>1</sup> Le travail de maturité s'effectue de manière individuelle ou par groupe de deux ou trois élèves. Pour les activités qui le justifient (notamment pour la musique et le théâtre), il est possible de constituer des groupes de plus de trois élèves.

<sup>2</sup> Le travail de maturité s'effectue en principe durant le deuxième semestre de deuxième année et durant le premier semestre de troisième année. Il ne fait pas l'objet d'un horaire scolaire spécifique. Les élèves disposent d'une large liberté pour accomplir le travail de maturité aux moments et dans les lieux qui leur paraissent appropriés. Dans toute la mesure du possible, l'école s'efforce de répondre à leurs besoins en la matière.

<sup>3</sup> Durant l'accomplissement du travail de maturité, les élèves bénéficient d'un appui régulier de la part d'un enseignant de l'établissement.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Un contrat passé entre les élèves et les professeurs concernés par les travaux de maturité prévoit les éléments suivants :

- l'organisation d'environ quatre séances de travail consacrées à la mise en place et à l'organisation générale du travail de maturité;
- les jours et les heures de la semaine où il sera possible pour les professeurs et les élèves de se rencontrer;
- la tenue d'un carnet de bord dans lequel seront consignées les différentes étapes de l'exécution du travail de maturité, les missions à remplir ainsi que les échéances.

<sup>5</sup> Le travail de maturité devrait représenter pour les élèves environ une quarantaine d'heures de travail.

Forme du travail  
de maturité

**Art. 22** <sup>1</sup> Le travail de maturité peut prendre diverses formes : dossier écrit, CD-rom, CD-audio, vidéo, page internet, création plastique, musicale ou théâtrale, etc.

<sup>2</sup> Lorsque le travail de maturité n'est pas un dossier écrit, un texte d'accompagnement en précise la démarche, les références éventuelles et les conditions de réalisation.

<sup>3</sup> Les textes, graphiques et autres documents produits dans le cadre du travail de maturité n'excèdent en principe pas vingt pages. Les documents cités en référence sont joints en annexe.

<sup>4</sup> Pour les travaux réalisés en groupe, l'ampleur du travail de maturité doit être adaptée en conséquence.

Evaluation

**Art. 23** <sup>1</sup> L'évaluation du travail de maturité prend en compte de manière conjointe la présentation du travail proprement dite et sa soutenance orale durant environ quinze minutes.

<sup>2</sup> L'évaluation du travail de maturité est assurée par un jury composé du professeur responsable et d'un autre professeur (éventuellement d'un expert extérieur).

<sup>3</sup> En cours d'accomplissement du travail de maturité, le professeur responsable procède avec les élèves à une évaluation intermédiaire.

<sup>4</sup> L'évaluation du travail de maturité et de sa soutenance orale est opérée au moyen du barème habituel des notes, 6 étant la meilleure et 1 la plus mauvaise; l'usage des demi-points est autorisé.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>12)</sup>

<sup>6</sup> ...<sup>8)</sup>

Implication des  
professeurs

**Art. 24** <sup>1</sup> Les professeurs participent de manière appropriée et équitable à l'accomplissement des travaux de maturité.

<sup>2</sup> La direction du Lycée veille à une répartition judicieuse des tâches occasionnées par les travaux de maturité.

<sup>3</sup> L'indemnité versée à l'éventuel expert extérieur prévu à l'article 23, alinéa 2, ainsi que l'allègement horaire des professeurs responsables de travaux de maturité sont réglés par l'ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>5), 11)</sup>

## SECTION 4 : Plan d'études

Plan d'études **Art. 25** <sup>1</sup> L'enseignement au Lycée est dispensé selon un plan d'études arrêté par le Département sur proposition de la conférence des maîtres.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le plan d'études du Lycée se fonde sur les objectifs définis à l'article 5 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et sur les plans d'études cadres édictés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>3</sup> Le plan d'études du Lycée est publié.

Interdisciplinarité **Art. 26** Le plan d'études encourage les approches interdisciplinaires et les collaborations entre professeurs de disciplines diverses.

Enseignement bilingue **Art. 27** <sup>1</sup> L'organisation des études au Lycée cantonal propose l'enseignement de certaines disciplines dans une langue autre que le français afin de permettre la délivrance d'un certificat de maturité avec mention bilingue tel que prévu par l'article 18 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et par les recommandations de la commission suisse de maturité.

<sup>2</sup> Indépendamment de l'enseignement dans la langue concernée, la formule d'enseignement bilingue porte, sur les trois années du cursus d'études du Lycée, sur un minimum de 600 leçons dispensées dans la langue concernée et dans les disciplines réparties dans divers domaines.

<sup>3</sup> Les conditions particulières d'accès, d'études et de certification finale de cette formule sont fixées dans des directives du Département.<sup>6)</sup>

Sportifs ou  
artistes de  
haut niveau

**Art. 28** <sup>1</sup> Les élèves du Lycée dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont exceptionnelles et exigent un engagement personnel important peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire destiné à leur permettre de concilier les exigences des études lycéennes avec les besoins de leur entraînement ou de leur formation artistique.

<sup>2</sup> L'aménagement est décidé par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur proposition de la direction du Lycée cantonal.<sup>6)</sup>

## **SECTION 5 : Conditions de promotion et examens**<sup>6)</sup>

Notes du premier  
semestre

**Art. 29**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Toutes les disciplines fondamentales, l'option spécifique et l'option complémentaire font l'objet d'une appréciation indicative inscrite dans le bulletin intermédiaire remis aux élèves à la fin du premier semestre.

<sup>2</sup> Les résultats scolaires sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 1 à 6, la note 6 étant la meilleure. Les notes sont exprimées au dixième de point.

<sup>3</sup> Les notes 4 à 6 sanctionnent des résultats suffisants, les notes inférieures à 4 des résultats insuffisants.

<sup>4</sup> La moyenne des disciplines regroupant plusieurs branches résulte de la moyenne arithmétique des notes obtenues dans chacune des branches de la discipline pondérées selon la dotation en leçons hebdomadaires de ces branches. Cette moyenne est exprimée au dixième de point. Elle est arrondie vers le haut à partir de 5 centièmes.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 30**<sup>6)11)</sup> <sup>1</sup> La promotion annuelle des élèves est déterminée par la moyenne des notes de l'ensemble de l'année scolaire obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire. Cette moyenne est arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est 0.25 ou 0.75, on arrondit vers le haut.

<sup>2</sup> A la fin de l'année scolaire, un bulletin scolaire annuel indiquant au minimum toutes les notes de promotion annuelle est remis aux élèves.

Bulletin suffisant	<p><b>Art. 31<sup>6)</sup></b> La promotion annuelle est obtenue si, pour l'ensemble des disciplines de promotion, toutes les conditions suivantes sont remplies :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note;</li> <li>2.<sup>11)</sup> quatre notes de promotion annuelle au plus sont inférieures à 4;</li> <li>3. aucune note n'est inférieure à 2;</li> <li>4.<sup>13)</sup> la somme des notes de promotion annuelle des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.</li> </ol>
Promotion annuelle	<p><b>Art. 32<sup>6)</sup></b> <sup>1</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves interviennent à la fin de chaque année et sont prises sur la base du bulletin scolaire annuel.<sup>11)</sup></p> <p><sup>2</sup> Les élèves qui ont obtenu des notes de promotion annuelle ne satisfaisant pas aux conditions énoncées à l'article 31 ne sont pas promus.</p>
Répétition	<p><b>Art. 33<sup>6)</sup></b> <sup>1</sup> L'élève non promu répète l'année scolaire au terme de laquelle il n'a pas été promu.</p> <p><sup>2</sup> La répétition d'une même année scolaire n'est possible qu'une seule fois. L'élève doit quitter l'école lorsqu'il n'obtient pas la promotion annuelle deux fois consécutivement.</p>
Promotion et examens de maturité	<p><b>Art. 34<sup>6)</sup></b> <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle d'études du Lycée sont inscrits d'office aux examens finals de la maturité gymnasiale, quelle que soit leur situation de promotion. Sous réserve de cas exceptionnels justifiant une dérogation et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens finals sont réputés avoir échoué.</p> <p><sup>2</sup> L'élève qui a échoué à l'examen a la possibilité de répéter l'enseignement de la dernière année du cursus d'études et de se présenter une seconde fois aux examens. Il est cependant dispensé du travail de maturité si celui qu'il a fourni a été évalué au moyen d'une note égale ou supérieure à 4.</p>
Instances compétentes	<p><b>Art. 35</b> <sup>1</sup> Les propositions relatives à la promotion des élèves sont élaborées par les conseils de classe regroupant les professeurs concernés.</p>

<sup>2</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves sont prises par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur la base des propositions des conseils de classe et en conformité avec le présent règlement.<sup>6)</sup>

Promotion  
conditionnelle

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, un conseil de classe peut proposer la promotion conditionnelle d'élèves qui paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour poursuivre leurs études avec succès; il est notamment tenu compte des progrès accomplis.

<sup>2</sup> Une promotion conditionnelle ne peut être accordée qu'une seule fois en cours de scolarité.

<sup>3</sup> L'élève qui n'est pas promu à la suite d'une promotion conditionnelle est soumis aux règles habituelles concernant la non-promotion annuelle.<sup>6)</sup>

Dérogations

**Art. 37**<sup>6)</sup> Sur proposition du conseil de classe et si les circonstances le justifient, le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement.

## **SECTION 5<sup>BIS</sup><sup>15)</sup> : Dispositions particulières relatives aux notes de maturité et aux notes de promotion annuelle pour 2020**

Notes de  
maturité

**Art. 37a**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> En application de l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>16)</sup>, les notes de maturité 2020 sont déterminées par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> A la demande des élèves, des épreuves de rattrapage sont organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard.

<sup>4</sup> Pour les élèves en situation d'échec selon les alinéas 1 à 3, des évaluations sont organisées dans les disciplines dans lesquelles moins de 2/3 du nombre minimal d'évaluations annuelles a eu lieu. L'évaluation porte sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 37b<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 30, la promotion annuelle des élèves pour 2020 est déterminée par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> Des épreuves de rattrapage peuvent être organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard afin que tous les élèves obtiennent une note.

<sup>4</sup> Les élèves qui ont obtenu un résultat insuffisant selon les alinéas 1 à 3 dans les branches définies à l'article 8a de l'ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et canton du Jura<sup>17)</sup>, avec note acquise comme note de maturité, peuvent présenter un travail individuel jusqu'au 9 octobre 2020. Une nouvelle moyenne est établie en tenant compte de cette note.

## SECTION 6 : Formule de la voie longue

### Généralités

**Art. 38<sup>6)</sup>** Les élèves des écoles de commerce qui le désirent et qui remplissent les conditions fixées par les articles 39 à 41 ci-dessous peuvent bénéficier de la formule dite de la voie longue (ci-après : "voie longue"). Celle-ci permet à de bons élèves, dans un parcours de formation de quatre années, d'obtenir la maturité commerciale cantonale au terme du cursus de trois ans des écoles de commerce et la maturité gymnasiale conforme au règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>2)</sup> au terme d'une quatrième année passée au Lycée cantonal en troisième année du cursus d'études lycéennes. Les études ont lieu en école de commerce la première année, en école de commerce et partiellement au Lycée les deuxième et troisième années, entièrement au Lycée la quatrième année.

### Conditions d'admission

**Art. 39<sup>6)10)</sup>** Sont admis à suivre la voie longue les élèves qui, au terme de la première année d'école de commerce, remplissent, pour les six disciplines de base - français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit - les deux conditions suivantes :

- a) dans chaque discipline sont prises en compte les notes des deux semestres et celle de l'examen d'orientation; un total d'au moins 85,5 points par addition des notes des deux bulletins semestriels et des examens d'orientation pour chaque discipline;
- b) dans une discipline au plus, une moyenne annuelle inférieure à 4.

### Programme d'enseignement

**Art. 40<sup>1</sup>** Les élèves des écoles de commerce admis à suivre la voie longue voient leur programme aménagé de la manière suivante :

- a)<sup>10)</sup> en deuxième année de l'école de commerce :
  - allègement de 12 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons de marketing, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires, 2 leçons de techniques et environnement;
  - complément de 10 à 11 leçons selon le programme de première année du Lycée, soit 4 ou 5 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie et 2 leçons de physique, ces trois derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;



- b)<sup>10)</sup> en troisième année de l'école de commerce :
- allégement de 10 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons d'analyse financière, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires;
  - complément de 11 ou 12 leçons selon le programme de deuxième année du Lycée, soit 3 ou 4 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie, 2 leçons de physique et 2 leçons d'option complémentaire, ces quatre derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- c) en troisième année de Lycée (soit en quatrième année de voie longue) :
- programme de troisième année du Lycée;
  - un complément de deux leçons en musique ou en arts visuels.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> L'option spécifique des élèves de la voie longue est obligatoirement "économie et droit".

<sup>3</sup> Pour l'option complémentaire, les élèves de la voie longue ont le même choix que leurs condisciples du Lycée, selon les mêmes règles.

<sup>4</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) réalisé dans le cadre de l'école de commerce et de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance.<sup>6)10)</sup>

Promotion dans  
la voie longue

**Art. 41** <sup>1</sup> Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les élèves doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
- un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines de base : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
  - pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
  - pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;

b) au terme de la troisième année d'école de commerce :

- un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines suivantes : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
- pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
- pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;
- pour les disciplines de français, deuxième langue nationale et mathématiques, pas plus d'une moyenne annuelle inférieure à 4.<sup>[6\)10\)11\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Dans le cadre de la voie longue, un élève n'est autorisé qu'à un seul redoublement.

<sup>3</sup> Les situations d'échec en voie longue donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école de commerce. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directions des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées.<sup>[6\)10\)](#)</sup>

### **SECTION 6<sup>BIS</sup> : Conditions cadre pour les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne<sup>[14\)](#)</sup>**

Inscription au  
Lycée

**Art. 41a<sup>[14\)](#)</sup>** Lors de leur inscription au Lycée, les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (ci-après : "l'EPFL") sélectionnent les éléments suivants :

- a) filière non bilingue;
- b) l'allemand en tant que deuxième langue nationale;
- c) l'anglais en tant que troisième langue;
- d) les arts visuels ou la musique en tant que discipline artistique;
- e) physique et application des mathématiques en tant qu'option spécifique.

Généralités

**Art. 41b<sup>[14\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Dans les limites des possibilités d'organisation générale du Lycée, la direction aménage la grille horaire des élèves afin de leur permettre de suivre le cours Euler de l'EPFL.

<sup>2</sup> Les élèves qui suivent le cours Euler de l'EPFL peuvent, à leur demande, bénéficier des aménagements de l'enseignement des mathématiques prévus à l'article 41c.

<sup>3</sup> Lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions de promotion, la direction du Lycée peut les soumettre au régime ordinaire de l'enseignement des mathématiques.

<sup>4</sup> En cas d'interruption de la fréquentation du cours Euler de l'EPFL, les élèves informent immédiatement la direction du Lycée, qui fixe les conditions de leur réintégration dans le cursus ordinaire.

Discipline  
mathématiques

**Art. 41c<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Aussi longtemps qu'ils suivent les cours Euler de l'EPFL, les élèves sont dispensés des cours de mathématiques du Lycée et passent à la place, chaque année, un examen oral de 30 minutes portant sur le programme de mathématiques (MAP) de l'option spécifique physique et application des mathématiques selon les modalités suivantes :

- a) l'examineur est l'enseignant de mathématiques de la classe de l'élève;
- b) la direction du Lycée désigne un expert parmi les membres du corps enseignant;
- c) un membre de la direction du Lycée et le directeur administratif du cours Euler de l'EPFL peuvent assister à l'examen; celui-ci n'est pas public pour le surplus.

<sup>2</sup> La note de promotion annuelle (art. 30) de mathématiques est la moyenne entre le résultat de cet examen et la note 6.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 42** Les directives du 14 décembre 1992 concernant la promotion des élèves au Lycée cantonal sont abrogées.

Période  
transitoire

**Art. 43** Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2000-2001 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2001-2002 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 44** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> août 2000.

Delémont, le 17 janvier 2001

DEPARTEMENT DE  
L'EDUCATION

La Ministre : Anita Rion

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 11 juillet 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008.

<sup>2</sup> Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2008-2009 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2009-2010 pour les élèves de troisième année.

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 7 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

<sup>2</sup> La modification des articles 23, alinéa 5, et 29 à 32 déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année. Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

1) [RS 413.11](#)

2) [RSJU 412.11](#)

3) [RSJU 412.351](#)

5) [RSJU 412.354](#)

6) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

7) Introduit par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

- 8) Abrogé par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 9) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 12) Abrogé par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 13) Introduit par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 14) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 15) Introduit par le ch. I du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 16) [RS 413.16](#)
- 17) [RSJU 412.351](#)
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. II du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020



# Ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>16)</sup>

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 14 de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : La commission de maturité gymnasiale<sup>17)</sup>

Nomination et  
constitution

**Article premier** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports (dénommé ci-après : "Département") nomme les membres de la commission de maturité gymnasiale.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> La durée des fonctions des membres de la commission de maturité gymnasiale correspond à la durée d'une législature; les membres nommés durant la période exercent leur fonction jusqu'au terme de celle-ci.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> Le Département désigne le président; la commission nomme le vice-président et le secrétaire parmi ses membres.

Compétences

**Art. 2<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale préside selon la présente ordonnance à tous les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans le lycée public et dans les lycées privés autorisés par le Gouvernement à organiser de tels examens.

<sup>2</sup> Les membres de la commission de maturité gymnasiale ont le droit de contrôler l'enseignement donné dans toutes les branches de la maturité gymnasiale.

<sup>3</sup> Le Département soumet à la commission de maturité gymnasiale, pour prendre position en sa qualité d'organe consultatif, les questions touchant les examens de la maturité gymnasiale et le passage du lycée aux Universités, Ecoles polytechniques fédérales et Hautes écoles pédagogiques.

<sup>4</sup> La commission de maturité gymnasiale peut également soumettre de sa propre initiative des propositions au Département.

Les groupes d'experts

**Art. 3** <sup>1</sup> Pour les différentes branches d'examen, la commission de maturité gymnasiale peut instituer des groupes d'experts, dirigés en règle générale par un membre de la commission de maturité gymnasiale, qui a qualité d'expert principal.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Selon les besoins, l'expert principal convoque son groupe en vue de coordonner la procédure des examens. Le groupe peut demander à la commission de maturité gymnasiale d'arrêter des directives pour les examens dans la branche en question.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> L'expert principal peut aussi inviter des maîtres des lycées à prendre part aux délibérations sur les examens.

Indemnités

**Art. 4**<sup>4)</sup>

## **SECTION 2 : Les examens de la maturité gymnasiale**<sup>17)</sup>

Admission à l'examen

**Art. 5** <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle des études lycéennes sont inscrits d'office aux examens.<sup>5)6)</sup>

<sup>2</sup> Sauf cas exceptionnels dûment justifiés et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens sont réputés avoir échoué.<sup>6)17)</sup>

Répétition de l'examen

**Art. 6** <sup>1</sup> Un candidat qui a échoué à l'examen ne peut se présenter une seconde fois à l'examen dans sa propre école ou dans une autre qu'après avoir répété l'enseignement de toute la dernière année scolaire.

<sup>2</sup> L'admission à un troisième examen est exclue.

Etendue des examens

**Art. 7** <sup>1</sup> L'examen doit établir si le candidat, par son assimilation et sa présentation des matières enseignées au lycée, a acquis la maturité nécessaire aux études universitaires.



<sup>2</sup> Les matières d'examen sont fixées par les plans d'études des différentes écoles.

<sup>3</sup> L'examen s'étend principalement au programme des deux dernières années scolaires. L'indépendance de la pensée revêt autant d'importance que l'ampleur des connaissances acquises. Tant pour les épreuves écrites que pour les épreuves orales, il sera tenu compte de la clarté d'expression linguistique.

<sup>4</sup> Sur la proposition de l'expert principal et en accord avec le groupe des experts, les maîtres de branche et les directeurs, la commission de maturité gymnasiale peut, pour chaque branche, apporter certaines précisions sur l'ampleur des examens ou élaborer un programme directeur de ces derniers. De tels programmes doivent être soumis à l'approbation du Département et revus périodiquement.<sup>17)</sup>

Branches  
d'examen

**Art. 8<sup>5)6)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats sont soumis à un examen écrit et oral dans les disciplines suivantes :

- le français;
- la deuxième langue nationale (allemand ou italien);
- les mathématiques;
- l'option spécifique;
- l'option complémentaire.

<sup>1bis</sup> Les candidats de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que ceux de la classe bilingue ne sont pas soumis à un examen écrit et oral dans l'option complémentaire, mais dans une discipline à choix entre la physique et l'histoire.<sup>18)22)</sup>

<sup>2</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe, un travail de maturité conformément aux directives du Département. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury. La production et la soutenance font l'objet d'une appréciation assimilée à une note de maturité.<sup>17)</sup>

Branches  
sans examen

**Art. 8a<sup>7)17)</sup>** <sup>1</sup> Les disciplines suivantes comptent comme branches de la maturité gymnasiale sans examen :

- la troisième langue;
- la biologie;

- la chimie;
- la physique;
- l'histoire;
- la géographie;
- les arts visuels ou la musique;
- la philosophie.

<sup>2</sup> Le Département peut prévoir d'autres branches sans examen pour le Lycée cantonal.

<sup>3</sup> Il est inscrit dans le certificat de maturité gymnasiale une note d'éducation physique et sportive qui n'entre toutefois pas en ligne de compte pour le nombre des points ni pour celui des insuffisances.<sup>[20\)](#)</sup>

Fin de  
l'enseignement  
des branches de  
maturité<sup>[17\)](#)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> L'enseignement doit être donné dans toutes les branches d'examen jusqu'à la fin de la période lycéenne.

<sup>2</sup> L'enseignement des autres branches de la maturité gymnasiale ne doit pas prendre fin plus de deux ans avant la fin de la période lycéenne.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[8\)](#)</sup>

Date des  
examens

**Art. 10**<sup>[17\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les examens ordinaires de la maturité gymnasiale ont lieu au terme de la période lycéenne.

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale fixe, en accord avec les directeurs, la date des examens et le programme des épreuves.

Organisation des  
examens

**Art. 11** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale arrête les instructions pour le déroulement des examens, après avoir entendu les directeurs.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale prend les mesures nécessaires pour la marche régulière et digne des examens, en accord avec les directeurs. Avant les examens, les directeurs donneront connaissance à tous les candidats des dispositions de la présente ordonnance les plus importantes pour eux.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale désigne, en accord avec les experts principaux, les experts appelés à fonctionner aux examens.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les directeurs sont responsables de la marche régulière des examens écrits; les experts le sont pour les examens oraux.

<sup>5</sup> Les examens ne sont pas publics.<sup>[17\)](#)</sup>

Déroulement des examens

**Art. 12** <sup>1</sup> La durée des examens est la suivante<sup>17)</sup> :

Discipline	Examen écrit	Examen oral
<b>Français</b> (langue 1)	4 heures	15 minutes
<b>Mathématiques</b>	4 heures	15 minutes
<b>Allemand</b> ou <b>italien</b> (langue 2)	3 heures	15 minutes
<b>Option spécifique :</b>		
- biologie et chimie	4 heures	15 minutes
- physique et application des mathématiques	4 heures	15 minutes
- économie et droit	4 heures	15 minutes
- arts visuels	4 heures	15 minutes
- musique	4 heures	15 minutes
- langues modernes	3 heures	15 minutes
- langues anciennes	3 heures	15 minutes
- théâtre	3 heures	30 minutes
<b>Option complémentaire sport</b>	Théorie : 1 heure Pratique : 2 à 4 heures	15 minutes
<b>Autres options complémentaires</b>	3 heures	15 minutes
<b>Examen en allemand de physique ou d'histoire pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que pour ceux de la classe bilingue<sup>22)</sup></b>	3 heures	20 minutes

<sup>1bis</sup> Pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, en dérogation à l'alinéa premier, les examens se déroulent de la manière suivante :

- l'allemand est la langue 1 pour les élèves provenant du canton de Bâle-Campagne, du district du Thierstein soleurois ou d'un autre canton germanophone signataire de la convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (RSA 2009)<sup>24)</sup>;
- le français est la langue 2 pour les élèves désignés à la lettre a;
- les examens de mathématiques et de l'option spécifique ont lieu en français pour tous les élèves.<sup>19)23)</sup>

<sup>2</sup> L'expert et le maître qui procèdent aux examens choisissent ensemble, sur la proposition de ce dernier, les sujets des épreuves écrites. En cas de désaccord, l'expert principal décide quant au choix des sujets. Si ce dernier fonctionne comme expert dans l'école en cause, le président de la commission de maturité gymnasiale requiert un avis neutre.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le maître corrige les travaux et les soumet à l'expert avec ses propositions de notes. Si le maître et l'expert ne peuvent s'entendre pour fixer en commun une note d'examen, l'expert principal statue pour autant qu'il ne soit pas déjà lui-même intéressé à l'examen. Si c'est le cas, le président de la commission de maturité gymnasiale fera appel à un expert neutre.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'examen oral est fait par le maître en présence de l'expert, qui est autorisé à poser des questions complémentaires au candidat.

<sup>5</sup> ...<sup>[19\)](#)</sup>

Suspension des  
examens

**Art. 13<sup>[17\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Si un candidat se rend coupable d'inconvenance, de fraude ou de complicité de fraude, en particulier en utilisant, en mettant à disposition ou en transmettant des moyens interdits, le président de la commission de maturité gymnasiale doit en être informé sans délai. Il pourra suspendre l'examen des candidats coupables.

<sup>2</sup> La commission de maturité gymnasiale peut, dans des cas de ce genre, déclarer tout l'examen non réussi.

Notes de  
maturité, d'école  
et d'examen

**Art. 14<sup>[5](#)[17\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les notes de maturité sont exprimées en points et demi-points, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les notes égales ou supérieures à 4 sont suffisantes.

<sup>2</sup> Les notes d'école et les notes d'examen peuvent être exprimées sous forme de décimale.

<sup>3</sup> La note d'école correspond à la moyenne des notes de la dernière année complète durant laquelle la branche en question a été enseignée.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La note d'examen est le résultat d'ensemble de la prestation d'examen pour chaque branche; elle est fixée en commun par le maître et l'expert.

<sup>5</sup> Pour les disciplines soumises à examen (art. 8), la note de maturité est donnée par la moyenne de la note d'école et de la note d'examen arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

<sup>6</sup> Pour les disciplines qui ne font pas l'objet d'un examen (art. 8a), la note de maturité s'obtient en arrondissant la note d'école au demi-point. Si la partie décimale de la note d'école est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

Enregistrement  
des résultats

**Art. 15<sup>5)17)</sup>** Les notes de maturité sont reportées sur une formule officielle signée par l'expert et l'examineur.

**Art. 16<sup>10)</sup>**

Conditions de  
réussite

**Art. 16a<sup>11)17)</sup>** Le certificat de maturité gymnasiale est délivré quand :

- d) pour l'ensemble des disciplines de la maturité gymnasiale fixées par l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995<sup>12)</sup>, le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note; et
- e) quatre notes au plus sont insuffisantes,
- f) aucune note n'est inférieure à 2;
- d)<sup>21)</sup> la somme des notes des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Séance finale

**Art. 17<sup>1</sup>** A la fin des examens a lieu une séance qui réunit des représentants de la commission de maturité gymnasiale, les experts et les maîtres.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats des examens acquièrent force de chose jugée dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 19 demeure réservé.

Certificat<sup>17)</sup>

**Art. 18<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats qui ont réussi l'examen obtiennent un certificat de maturité gymnasiale reconnu par la Confédération.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Le certificat de maturité gymnasiale contient<sup>17)</sup> :

- a) l'en-tête "Confédération suisse" et, en sous-titre, "République et Canton du Jura" puis la mention "Certificat de maturité établi conformément à l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995";
- b) le nom de l'école qui a délivré le certificat;

- c) le nom, les prénoms, le lieu d'origine (pour les étrangers la nationalité et le lieu de naissance) ainsi que la date de naissance du détenteur;
- d) la période durant laquelle le détenteur a fréquenté l'école comme élève régulier et la date précise d'entrée et de sortie;
- e) les notes de maturité obtenues dans les différentes disciplines;
- f) le titre du travail de maturité ainsi que son évaluation;
- g) le cas échéant, la mention "maturité bilingue" avec indication de la deuxième langue lorsque sont remplies les conditions particulières fixées par le Département conformément aux exigences de la commission suisse de maturité.

<sup>3</sup> ...[19\)](#)

<sup>4</sup> Le certificat porte les signatures du chef du Département, du président de la commission de maturité gymnasiale et du directeur de l'école.[17\)](#)

## **SECTION 2<sup>BIS</sup>[25\)](#) : Disposition particulière relative aux examens de maturité gymnasiale 2020**

Annulation des examens

**Art. 18a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Les examens écrits et oraux de la maturité gymnasiale 2020 sont annulés.

Notes de maturité

<sup>2</sup> Les notes de maturité sont données conformément à l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>26)</sup>.

Examens pour les personnes en situation d'échec

<sup>3</sup> Les élèves qui échouent à l'examen de maturité en raison de l'annulation des examens écrits et oraux ont la possibilité de passer ces examens conformément aux articles 8 et suivants. Les examens portent sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

## **SECTION 3 : Droit de recours**

Recours

**Art. 19** <sup>1</sup> Conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>13)</sup>, un recours écrit et motivé peut être adressé au Département contre les décisions de la commission de maturité gymnasiale, dans les trente jours dès leur notification, pour violation des dispositions de procédure ou arbitraire.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions du Département relatives au résultat des examens peuvent être attaquées auprès du Gouvernement; dans les autres cas, le recours auprès de la Cour administrative est ouvert, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>13)</sup>.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Exécution

**Art. 19a<sup>14)17)</sup>** Le Département arrête, sur proposition de la commission de maturité gymnasiale, les directives réglant les modalités d'application de la présente ordonnance.

Entrée en vigueur

**Art. 20** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>15)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

#### **Disposition transitoire de la modification du 30 juin 1992**

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1992. Elle déploie ses effets pour la première fois pour les élèves promus de 1<sup>ère</sup> en 2<sup>ème</sup> année du lycée au terme de l'année scolaire 1991/1992.

#### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 12 décembre 2000**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité pour la session 2003.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité aux sessions de 2001 et 2002.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de l'enseignement, le nouveau droit servant de référence.

### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 24 juin 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008. Elle déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale pour la session 2011 pour le Lycée cantonal et 2012 pour le Lycée St-Charles.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale aux sessions de 2009 et 2010, ainsi que 2011 pour le Lycée St-Charles.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le nouveau droit servant de référence.

### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 5 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016 et déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année.

<sup>2</sup> Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 412.11](#)

3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))



- 4) Abrogé par l'art. 8 de l'ordonnance du 3 mai 1983 fixant l'indemnisation des experts et des membres des commissions d'examens des écoles cantonales relevant du Département de l'Education, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1983 (RSJU 410.257)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 12) [RS 413.11](#)
- 13) [RSJU 175.1](#)
- 14) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 15) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 16) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 19) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 21) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 23) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 24) [RSJU 410.104](#)
- 25) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 26) [RS 413.16](#)



## **Ordonnance concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce**

du 22 mars 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 25 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>1</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 24 juin 2009 sur la maturité professionnelle fédérale (OMPr)<sup>2</sup>,

vu l'ordonnance du SEFRI du 26 septembre 2011 sur la formation professionnelle initiale d'employé de commerce avec certificat fédéral de capacité<sup>3</sup>,

vu les articles 29, alinéa 1, 33, alinéa 1, 36, alinéa 1, 82, alinéa 1, 120, alinéa 3, et 127 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>4</sup>,

*arrête :*

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Terminologie **Article premier** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Durée annuelle de l'enseignement **Art. 2** La durée annuelle de l'enseignement dans les différentes filières de formation est de 39 semaines.

### **CHAPITRE II : Formation en école de commerce**

#### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Etablissement **Art. 3** La formation en école de commerce est dispensée au sein de l'Ecole de commerce (ci-après : "l'école") de la division commerciale du Centre jurassien d'enseignement et de formation, à Delémont et à Porrentruy.

## Objectifs de la formation

**Art. 4** <sup>1</sup> La formation a pour but de donner aux personnes en formation une bonne culture générale et une solide formation professionnelle axée sur les besoins des entreprises et des administrations publiques.

<sup>2</sup> Elle vise à un développement harmonieux des personnes en formation dans les domaines de la formation professionnelle et du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, du certificat cantonal d'études commerciales et de la maturité professionnelle, orientation Economie et Services, type économie (ci-après : "maturité professionnelle").

<sup>3</sup> Par les connaissances et les compétences acquises, l'exercice du raisonnement logique, le développement de l'aptitude à s'exprimer clairement et correctement, l'acquisition de méthodes de travail et d'apprentissage autonome, l'intégration de la pratique professionnelle, la stimulation des capacités de choix et de décision, les personnes en formation parvenues au terme de leur formation sont aptes non seulement à assumer une activité qualifiée dans une entreprise ou une administration publique, mais aussi à poursuivre leur formation professionnelle et à entreprendre des études à un niveau supérieur.

## Voies de formation et durée

**Art. 5** La formation en école de commerce offre la possibilité d'acquérir simultanément plusieurs certifications. Elle comprend les trois voies de formation principales suivantes :

1. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce profil E (ci-après : "certificat fédéral de capacité d'employé de commerce") et au certificat cantonal d'études commerciales, d'une durée de trois ans;
2. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et à la maturité professionnelle d'une durée de quatre ans;
3. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, au certificat cantonal d'études commerciales et à la maturité gymnasiale, option "économie et droit", d'une durée de quatre ans (ci-après : "voie longue").

## Tronc commun

**Art. 6** La première année de formation est commune aux trois voies de formation mentionnées à l'article 5.

## Certificat fédéral de capacité et certificat cantonal d'études commerciales

**Art. 7** <sup>1</sup> La formation dispensée dans la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et au certificat cantonal d'études commerciales garantit la couverture des compétences professionnelles requises pour l'obtention du certificat fédéral de capacité et réserve une large place, dans le plan d'études, aux branches de culture générale, en particulier aux langues, pour l'obtention du certificat cantonal d'études commerciales.

<sup>2</sup> Le certificat cantonal d'études commerciales valide notamment les compétences complémentaires non certifiées par le certificat fédéral de capacité dans les domaines de la culture générale, plus spécifiquement en mathématiques ainsi qu'en histoire et institutions politiques.

<sup>3</sup> La pratique professionnelle est intégrée aux cours des deux années scolaires et organisée sous forme d'un stage en entreprise d'une durée de douze mois en troisième année.

Certificat fédéral  
de capacité et  
maturité  
professionnelle

**Art. 8** <sup>1</sup> La formation dispensée dans la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et à la maturité professionnelle s'articule autour des cours obligatoires déterminés par les ordonnances et plans de formation fédéraux, des branches complémentaires à choix et de la pratique professionnelle.

<sup>2</sup> La pratique professionnelle est intégrée aux cours des trois années scolaires et organisée sous forme d'un stage en entreprise d'une durée de douze mois en quatrième année.

<sup>3</sup> Le plan d'études prévoit un approfondissement dans toutes les branches économiques et un élargissement des exigences dans les branches de la culture générale.

<sup>4</sup> Cette voie de formation comprend les filières suivantes :

1. filière maturité professionnelle et certificat fédéral de capacité d'employé de commerce;
2. filière maturité professionnelle multilingue et certificat fédéral de capacité d'employé de commerce.

Organisation  
des stages en  
entreprise

**Art. 9** <sup>1</sup> Pour les voies de formation du certificat fédéral de capacité et de la maturité professionnelle, le stage se déroule dans une entreprise au bénéfice d'une autorisation de former au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle<sup>1)</sup>. Il peut également se dérouler dans un autre canton, voire à l'étranger, dans le cadre des dispositions prévues par le SEFRI.

<sup>2</sup> Un contrat de stage est signé entre la personne en formation, l'entreprise et l'école. Il est approuvé par le Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup>.

<sup>3</sup> Une convention (cahier des charges) fixant les conditions générales de stage est annexée au contrat de stage. Elle engage l'entreprise, la personne en formation et l'école responsable du suivi du stage.

<sup>4</sup> La personne en formation qui suit la voie longue effectue un stage en entreprise ou en entreprise d'entraînement en troisième ou quatrième année. La durée du stage est de quatre semaines au moins.

Cours  
interentreprises

**Art. 10** <sup>1</sup> La personne en formation est tenue de participer aux cours interentreprises organisés par l'Association pour la formation commerciale initiale compétente.

<sup>2</sup> La finance d'inscription est à la charge de l'entreprise de stage lorsque la personne en formation suit la voie de formation du certificat fédéral de capacité ou de la maturité professionnelle. Elle est à la charge de l'école de commerce lorsque la personne en formation suit la voie longue.

## SECTION 2 : Admission

Conditions

**Art. 11** Peuvent être admis à l'école, les élèves de la scolarité obligatoire ayant réalisé, au terme de la onzième année de la scolarité obligatoire, une moyenne générale d'option suffisante et qui n'ont pas obtenu plus de deux notes insuffisantes dans les branches de l'option et qui présentent le profil suivant :

- le niveau A dans trois branches, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11 points au moins, y ont obtenu au plus une note insuffisante ou deux fois la note 3,5;
- le niveau A dans deux branches et le niveau B dans une branche, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins au niveau B et pas plus d'une note insuffisante;
- le niveau A dans une branche et le niveau B dans deux branches, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins aux deux niveaux B et 3 au moins au niveau A;
- le niveau B dans trois branches, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 13 points au moins, sans aucune note insuffisante;
- le niveau A dans deux branches et le niveau C dans une branche, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 13 points au moins, n'y ont obtenu aucune note insuffisante et la note 5 au moins au niveau C.

Décision

**Art. 12** <sup>1</sup> L'admission à la formation en école de commerce fait l'objet d'une décision préalable du directeur de la division commerciale sur la base des résultats du premier semestre de la dernière année de la scolarité obligatoire. Cette décision est communiquée aux candidats jusqu'au 31 mars au plus tard.

<sup>2</sup> La décision finale est prise sur la base des résultats du second semestre. Elle est communiquée aux candidats inscrits, dès la réception de la copie du second bulletin.

Admission  
1. Régulière

**Art. 13** Les candidats inscrits qui remplissent les conditions d'admission au second semestre de la onzième année de la scolarité obligatoire sont admis en qualité de personne en formation régulière et sont soumis au règlement de promotion de l'établissement.

2. Provisoire

**Art. 14** Les candidats inscrits qui remplissent les conditions d'admission au premier semestre de la onzième année de la scolarité obligatoire et ne les remplissent plus au second sont admis provisoirement. Ils acquièrent le statut de personne en formation régulière s'ils remplissent les conditions de promotion au terme du premier semestre d'études; dans le cas contraire, ils sont exclus. Dans des cas particuliers, le directeur de la division peut, sur proposition du collège des maîtres, prolonger l'admission provisoire d'un semestre; demeure cependant réservée l'admission provisoire de candidats provenant d'autres régions linguistiques.

3. Cas  
particuliers  
a) Candidats ne  
provenant pas  
des écoles  
publiques  
jurassiennes

**Art. 15** <sup>1</sup> Les candidats provenant d'écoles publiques d'autres cantons peuvent être admis s'ils remplissent les conditions d'admission du canton de domicile et celles du canton de formation. Demeurent réservées les conventions intercantionales et les autorisations du canton de domicile concernant la prise en charge du financement.

<sup>2</sup> De la même manière, les candidats d'écoles privées jurassiennes peuvent être admis selon les clés de sortie vers les écoles du secondaire II édictées par le Département.

<sup>3</sup> Les candidats provenant d'écoles privées d'autres cantons ou d'écoles publiques ou privées d'autres pays sont admis provisoirement si leur formation scolaire peut être considérée comme équivalente à celle exigée dans la présente section.

<sup>4</sup> Le directeur de la division statue sur les demandes d'admission; il peut requérir l'avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. En cas d'incertitude, il peut soumettre le candidat à un examen d'admission organisé une fois par année, dans le courant du mois de juin.

b) Candidats  
provenant  
d'autres régions  
linguistiques

**Art. 16** <sup>1</sup> L'admission provisoire des candidats provenant d'autres régions linguistiques peut être prolongée d'un semestre.

<sup>2</sup> Ces candidats peuvent bénéficier de mesures d'appui.

c) Admission en  
cours d'études

**Art. 17** Le candidat justifiant d'une expérience professionnelle suffisante peut être admis provisoirement sur la base d'un dossier soumis à l'appréciation du directeur de la division. L'article 14 s'applique par analogie.

### SECTION 3 : Grille horaire

Branches du  
programme de  
1<sup>ère</sup> année

**Art. 18** <sup>1</sup> Les branches de la première année des différentes filières sont dispensées en tronc commun, sur la base du programme de la filière de la maturité professionnelle.

<sup>2</sup> La première année de formation permet l'orientation des personnes en formation dans les différentes filières.

Programme de la  
filière certificat  
fédéral de  
capacité et  
certificat  
cantonal  
d'études  
commerciales

**Art. 19** Le programme de la filière du certificat fédéral de capacité et du certificat cantonal d'études commerciales est constitué des branches déterminées par le plan de formation "Employé de commerce CFC" et les branches supplémentaires mathématiques ainsi que histoire et institutions politiques.

Programme de la  
filière maturité  
professionnelle

**Art. 20** Le programme de la filière de maturité professionnelle est constitué des branches relevant du plan d'étude cadre fédéral, de branches inscrites sous "autres branches" selon le plan de formation "Employé de commerce CFC" et d'une branche complémentaire à choix.

Programme de la  
filière voie  
longue

**Art. 21** Le programme de la filière voie longue est identique à celui de la filière maturité professionnelle pour les branches fondamentales et spécifiques du plan d'étude cadre fédéral. Dès la deuxième année, les personnes en formation sont dispensées des branches analyse financière, marketing, ressources humaines, technique et environnement et sport. Ils suivent en contrepartie les branches relevant du programme du Lycée intégrées dès la deuxième année. Le programme de quatrième année est entièrement dispensé au Lycée.

Pratique  
professionnelle

**Art. 22** La pratique professionnelle est dispensée conformément aux exigences du plan de formation "Employé de commerce CFC" sous forme de parties pratiques intégrées (PPI), d'enseignement orienté vers les problèmes (EOP) et de stages de courte ou de longue durée selon la filière. Des modules de pratique d'une durée totale de deux semaines peuvent compléter le programme en première et deuxième années.

Cours d'appui et  
cours facultatifs

**Art. 23** Le programme général de chaque filière peut être enrichi de cours d'appui et de cours facultatifs.



Grilles horaires

**Art. 24** La répartition, selon les filières respectives, s'établit comme suit :

<b>Filière CFC / certificat d'études commerciales</b>	<b>1<sup>re</sup> année</b>	<b>2<sup>e</sup> année</b>	<b>3<sup>e</sup> année</b>	
Français	5	5		Stage en entreprise durant 12 mois
Allemand	5	5		
Anglais	5	5		
ICA (information, communication et administration)	6	6		
Mathématiques	2	2		
Finances et comptabilité	4	4		
Economie et droit	3	4		
Projets interdisciplinaires et techniques de travail, compétences interdisciplinaires et TIP	1	---		
Parties pratiques intégrées	---	4		
Histoire et institutions politiques	3	1		
Sport	2	1		
<b>Totaux hebdomadaires</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	

<b>Filière MP CFC / Maturité professionnelle</b>	<b>1<sup>re</sup> année</b>	<b>2<sup>e</sup> année</b>	<b>3<sup>e</sup> année</b>	<b>4<sup>e</sup> année</b>	
Français	5	3	4		Stage en entreprise durant 12 mois
Allemand	5	4	4		
Anglais	5	4	4		
ICA (information, communication et administration)	6	3	3		
Mathématiques	2	2	2		
Finances et comptabilité	4	3	2		
Economie et droit	3	3	3		
Projet interdisciplinaires et techniques de travail, compétences interdisciplinaires et TIP	1	2	1		
Parties pratiques intégrées	---	---	4		
Histoire et institutions politiques	3	2	---		
Technique et environnement	---	2	---		
Sport	2	2	2		

<b>Filière MP CFC / Maturité professionnelle</b>	<b>1<sup>re</sup> année</b>	<b>2<sup>e</sup> année</b>	<b>3<sup>e</sup> année</b>	<b>4<sup>e</sup> année</b>
<i>Autres branches</i>				Stage en entreprise durant 12 mois
Marketing	---	2	---	
Analyse financière	---	---	2	
Ressources humaines	---	1	1	
<i>Branches complémentaires (une branche ou domaine à choix parmi celles figurant ci- dessous)</i>		3	3	
Filière multilingue				
Filière domaine des technologies, de l'information et de la communication				
Langue 4 (italien ou espagnol)				
Sciences naturelles et environnementales				
<b>Totaux hebdomadaires</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>35</b>	<b>40</b>
<b>Voie longue CFC / Maturité gymnasiale option spécifique économie</b>	<b>1<sup>re</sup> année</b>	<b>2<sup>e</sup> année</b>	<b>3<sup>e</sup> année</b>	<b>4<sup>e</sup> année Lycée</b>
Français	5	3	4	Programme 3 <sup>e</sup> année Lycée - option spécifique Economie et Droit
Allemand	5	4	4	
Anglais	5	4	4	
ICA (information, communication et administration)	6	3	3	
Mathématiques	2	5	3	
Finances et comptabilité	4	3	2	
Economie et droit	3	3	3	
Projets interdisciplinaires et techniques de travail, compétences interdiscipli- naires et TIP	1	2	1	
Parties pratiques intégrées	---	---	4	
Histoire et institutions politiques	3	2	--	
Sciences expérimentales	---	6	6	
Option complémentaire	---	---	2	
Sport	2	---	---	
<b>Totaux hebdomadaires</b>	<b>36</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>36</b>

Maturité  
professionnelle  
multilingue

**Art. 25** Dans l'orientation de la maturité professionnelle multilingue, les personnes en formation suivent une partie des cours par immersion en allemand. En sus des cours d'allemand, huit à dix leçons hebdomadaires sont dispensées en langue allemande dans trois branches au moins. Un renforcement spécifique est en outre assuré par la branche complémentaire.

<sup>2</sup> L'enseignement en allemand peut être organisé en une section de classe.

#### SECTION 4 : Organisation de l'enseignement

Dédoublément  
de classes

**Art. 26** Un dédoublement de classe peut être proposé à partir d'un effectif de vingt-deux personnes en formation.

Sections de  
classe  
a) lors de  
besoins  
d'équipements  
particuliers

**Art. 27** Dans les branches relevant des domaines information – communication – administration, langues étrangères et parties pratiques intégrées, nécessitant des équipements particuliers, l'enseignement est organisé en sections de classe.

b) pour les  
branches  
complémentaires,  
cours d'appui et  
cours facultatifs

**Art. 28** L'ouverture d'une section de classe pour les branches complémentaires, les cours d'appui et les cours facultatifs requiert un effectif minimal de huit personnes en formation en moyenne.

Branches  
complémentaires

**Art. 29** Les branches complémentaires choisies en deuxième année sont obligatoirement poursuivies en troisième année.

Branches  
facultatives

**Art. 30** <sup>1</sup> Les branches facultatives portent en principe sur des domaines liés aux arts, à l'expression, à la création, aux langues étrangères et au sport.

<sup>2</sup> L'inscription d'une personne en formation à une branche facultative ou à un cours d'appui engage la personne en formation pour la durée complète du cours.

Modalités  
d'organisation

**Art. 31** La gestion globale des effectifs, l'organisation des filières, des branches complémentaires, des cours d'appui et des cours facultatifs peuvent entraîner le déplacement des personnes en formation d'un site à l'autre de l'école.

Enveloppe  
annuelle pour les  
cours facultatifs  
et d'appui

**Art. 32** L'organisation des cours facultatifs et des cours d'appui s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle arrêtée par le Centre jurassien d'enseignement et de formation sur la base d'une proposition de la direction de la division.

## SECTION 5 : Plan d'études

Plans d'études

**Art. 33** L'enseignement est dispensé selon les plans d'études arrêtés par le Département.

Titres et  
certifications  
complémentaires

**Art. 34** <sup>1</sup> L'enseignement dispensé permet d'obtenir des titres et des certifications reconnus par la Confédération ou le Canton, en langues étrangères et en information-communication-administration.

<sup>2</sup> Les plans d'études et l'organisation de l'enseignement sont adaptés de manière à assurer une préparation adéquate à l'obtention des titres et certifications.

<sup>3</sup> Il peut être perçu une contribution financière auprès des élèves pour les certifications opérées par un tiers. Le Département règle les modalités.

Autres langues  
nationales et  
langues  
étrangères

**Art. 35** <sup>1</sup> En allemand (langue 2) et en anglais (langue 3), le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit :

- a) le niveau B1 dans la filière du certificat fédéral de capacité;
- b) le niveau B2 dans les filières de la maturité professionnelle et de la voie longue.

<sup>2</sup> Dans les branches complémentaires d'italien et d'espagnol, le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit le niveau B1.

Information –  
communication –  
administration

**Art. 36** Dans le domaine information-communication-administration, le niveau de référence des tests externes, certifié par un organisme agréé et permettant l'obtention de titres complémentaires, est défini sur les bases minimales suivantes :

- a) quatre validations de compétences dans la filière CFC;
- b) huit validations de compétences dans les filières de la maturité professionnelle et de la voie longue.

Enseignement  
du sport

**Art. 37** <sup>1</sup> L'enseignement du sport est obligatoire. Les cas de dispenses temporaires ou durables demeurent réservés sur la base de certificats médicaux appropriés ou aux personnes en formation admises au dispositif Sports–Arts–Etudes, conformément aux directives du 16 août 2011 concernant la prise en charges des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaire I et II<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus en sport donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin semestriel. Cette note compte pour la promotion.

<sup>3</sup> Au cas où une personne en formation est empêchée de suivre les cours de sport pour des raisons médicales, les enseignants mettent en place un programme spécial qui est évalué et qui compte pour la promotion.

## SECTION 6 : Promotion et admission

Bulletin

**Art. 38** Les personnes en formation reçoivent un bulletin scolaire à la fin de chaque semestre.

Evaluation

**Art. 39** <sup>1</sup> Chaque branche enseignée ou chaque discipline composant une branche fait l'objet d'une évaluation séparée.

<sup>2</sup> Les résultats scolaires du semestre sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 6 à 1, la note 6 étant la meilleure. Les notes inférieures à 4 sanctionnent des prestations insuffisantes. Les résultats sont arrondis à une note entière ou à une demi-note.

Branches et  
notes de  
promotion

**Art. 40** <sup>1</sup> Toutes les branches du programme de la personne en formation sont prises en compte dans la promotion.

<sup>2</sup> Pour les branches sans examen d'orientation, la note de promotion est la moyenne des notes inscrites dans les deux bulletins semestriels.

<sup>3</sup> Pour les branches avec examen d'orientation, la note de promotion est la moyenne des notes inscrites dans chaque bulletin semestriel et de la note d'examen.

<sup>4</sup> La note de promotion est arrondie à la note entière ou à la demi-note.

<sup>5</sup> La note globale est la moyenne arithmétique de toutes les notes de promotion inscrites dans les bulletins semestriels. Elle est arrondie à la première décimale.

Examen  
d'orientation de  
fin de première  
année

**Art. 41** A la fin de la première année, un examen est organisé dans les branches suivantes : français, allemand, anglais, mathématiques, finances et comptabilité. Les notes d'examen sont arrondies à une note entière ou à une demi-note.

Promotion

**Art. 42** Pour être promu d'un degré à l'autre, la personne en formation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) deux notes de promotion au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts entre les notes de promotion insuffisantes et la note 4,0 n'excède pas deux points.

Conditions de  
promotion et  
d'admission en  
filière de maturité  
professionnelle

**Art. 43** En fin de première année, la personne en formation peut poursuivre dans la filière de la maturité professionnelle si elle remplit les conditions suivantes :

- a) être promue, conformément à l'article 42;
- b) avoir obtenu au moins les résultats suivants dans les branches déterminantes :
  - la note globale est de 4,0 au moins;
  - pas plus d'une note est insuffisante;
  - aucune note est inférieure à 3,0;
- c) les branches déterminantes sont : français, allemand, anglais, mathématiques, finances et comptabilité ainsi que économie et droit;
- d) les six branches déterminantes ont le même coefficient.

Conditions de  
promotion et  
d'admission  
supplémentaire  
pour la filière  
maturité  
professionnelle  
multilingue

**Art. 44** La personne en formation est admise dans l'orientation de la maturité professionnelle multilingue si la note de promotion est de 4,0 au moins dans la branche allemand.

Conditions de  
promotion et  
d'admission en  
voie longue

**Art. 45** La personne en formation est admise à suivre la voie longue si, au terme de la première année, elle remplit, pour les six branches déterminantes (art. 43, lettre c) les deux conditions suivantes :

- a) dans chaque branche sont prises en compte les notes des deux semestres et celle de l'examen d'orientation. Pour la branche économie et droit, l'examen d'orientation est remplacé par la moyenne des deux semestres. L'addition des notes des deux bulletins semestriels et de l'examen d'orientation pour chaque branche atteint un total d'au moins 85,5 points;
- b) dans une branche au plus, une moyenne annuelle est insuffisante.

## Décision

**Art. 46** <sup>1</sup> Les propositions du collège des maîtres relatives aux promotions et aux admissions dans les filières sont soumises à la ratification du directeur de la division. L'article 54, alinéa 3, est réservé.

<sup>2</sup> Sur proposition du collège des maîtres et, si les circonstances le justifient, le directeur de la division peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées aux articles 42 et suivants.

## Epreuves communes

**Art. 47** <sup>1</sup> Durant les deux premières années, dans chaque filière et à chaque semestre, une épreuve commune à toutes les classes d'un même degré est organisée dans toutes les branches, à l'exception de technique et environnement, sport, branches complémentaires ainsi que celles figurant sous "autres branches".

<sup>2</sup> La note obtenue aux épreuves communes est prise en compte pour l'établissement de la moyenne semestrielle.

## Travail interdisciplinaire

**Art. 48** <sup>1</sup> Dans la filière maturité professionnelle, le travail interdisciplinaire dans les branches de tous les domaines d'enseignement (TIB) résulte d'une coordination des branches menée dans le cadre de l'enseignement de la branche projets interdisciplinaires et techniques de travail. Il en résulte une note aux troisième et quatrième semestres.

<sup>2</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) est conduit durant la troisième année. Il intègre les compétences de deux branches au moins et est placé sous la responsabilité organisationnelle des responsables de l'enseignement de la branche projets interdisciplinaires et techniques de travail.

<sup>3</sup> Un dixième de l'enseignement et des heures de formation est consacré au travail interdisciplinaire.

## Travail autonome

**Art. 49** Dans la filière du certificat fédéral de capacité, le travail autonome (TA) est réalisé en deuxième année, dans le cadre de la branche de français. Le résultat obtenu est intégré dans la moyenne semestrielle. La note du travail autonome est reprise comme note de position pour le calcul des résultats des examens finaux.

Situations de travail et d'apprentissage, unités de formation et contrôle de compétences

**Art. 50** L'évaluation de la pratique professionnelle au travers des deux situations de travail et d'apprentissage (STA) et des deux unités de formation (UF) ou contrôle de compétences est intégrée comme suit au cursus de formation :

- a) une unité de formation ou un contrôle de compétences est intégré durant la dernière année de formation scolaire dans le domaine "Parties pratiques" (PPI);
- b) une unité de formation ou un contrôle de compétences et deux situations de travail et d'apprentissage sont intégrés dans le stage en entreprise;
- c) les notes attribuées aux situations de travail et d'apprentissage et à l'unité de formation ou au contrôle de compétences sont reprises comme notes de positions pour le calcul des résultats des examens finaux.

Accès au stage pratique

**Art. 51** <sup>1</sup> Pour accéder au stage pratique en entreprise en dernière année de formation, la personne en formation doit avoir réussi la partie scolaire évaluée au terme de la formation scolaire conformément aux articles 69 et 77.

<sup>2</sup> La personne en formation qui a échoué à la partie scolaire de la maturité professionnelle, mais qui remplit les conditions de réussite de la partie scolaire du CFC, peut accéder au stage pratique en entreprise dans le but d'obtenir le CFC.

<sup>3</sup> Le stage devra être validé pour que la personne en formation soit admise aux examens finaux de la pratique professionnelle. La validation se basera sur l'évaluation du formateur en entreprise en collaboration avec le répondant de l'école.

Redoublement

**Art. 52** <sup>1</sup> La personne en formation non promue a la possibilité de répéter l'année scolaire.

<sup>2</sup> Sauf circonstances exceptionnelles identiques à celles évoquées à l'article 46, alinéa 2, il n'est pas possible de répéter une seconde fois une même année scolaire.

<sup>3</sup> Dans la même filière, une personne en formation ne peut être non promue qu'une seule fois au cours de sa formation. Demeure réservée la possibilité de répéter les examens finaux.

<sup>4</sup> La personne en formation exclue de la filière de la maturité professionnelle redouble l'année de formation dans la filière du certificat fédéral de capacité.



## SECTION 6<sup>BIS</sup><sup>8)</sup> : Bulletin semestriel et promotion pour l'année scolaire 2019-2020

Deuxième année  
de la filière CFC

a) Note  
d'expérience

**Art. 52a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Pour les personnes en formation qui fréquentent la deuxième année de la filière CFC, les notes du deuxième semestre 2019-2020 ne sont pas prises en compte pour la note d'expérience.

b) Bulletin  
semestriel

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 38, les personnes en formation ne reçoivent pas de bulletin semestriel à la fin du deuxième semestre.

## SECTION 7 : Voie longue

Aménagement  
du programme

**Art. 53** <sup>1</sup> Le programme de la personne en formation admise à suivre la voie longue est aménagé de la manière suivante :

a) en deuxième année :

- allègement de douze leçons dans le programme de l'école de commerce, soit deux leçons de mathématiques, deux leçons d'éducation physique, deux leçons de marketing, une leçon de ressources humaines, trois leçons de branches complémentaires, deux leçons de techniques et environnement;
- complément de dix à onze leçons selon le programme de première année du Lycée, soit quatre ou cinq leçons de mathématiques, deux leçons de biologie, deux leçons de chimie et deux leçons de physique, ces trois derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;

b) en troisième année :

- allègement de dix leçons dans le programme de l'école de commerce, soit deux leçons de mathématiques, deux leçons d'éducation physique, deux leçons d'analyse financière, une leçon de ressources humaines, trois leçons de branches complémentaires;
- complément de onze ou douze leçons selon le programme de deuxième année du Lycée, soit trois ou quatre leçons de mathématiques, deux leçons de biologie, deux leçons de chimie, deux leçons de physique et deux leçons d'option complémentaire, ces quatre derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;

c) en troisième année de Lycée (soit en quatrième année de voie longue) :

- programme de troisième année du Lycée;
- un complément de deux leçons en musique ou en arts visuels.

<sup>2</sup> L'option spécifique des personnes en formation de la voie longue est obligatoirement économie et droit.

<sup>3</sup> Pour l'option complémentaire, les personnes en formation de la voie longue ont le même choix que leurs condisciples du Lycée, selon les mêmes règles.

<sup>4</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) réalisé dans le cadre de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance.

<sup>5</sup> Dans la filière de la voie longue, la note de promotion de la branche complémentaire est composée de la moyenne, arrondie à la première décimale, des trois notes obtenues au Lycée en biologie, chimie et physique.

#### Promotion

**Art. 54** <sup>1</sup> Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les personnes en formation doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
  - réaliser un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les six branches déterminantes (art. 43, lettre c);
  - ne pas présenter dans ces branches plus de deux notes insuffisantes;
  - pour les branches de biologie, de chimie et de physique, ne pas présenter plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
- b) au terme de la troisième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les six branches déterminantes (art. 43, lettre c);
  - ne pas présenter dans ces branches plus de deux notes insuffisantes;
  - pour les branches de biologie, de chimie et de physique, ne pas présenter plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
  - pour les branches de français, deuxième langue nationale et mathématiques, ne pas présenter plus d'une moyenne annuelle insuffisante.

<sup>2</sup> Une personne en formation n'est autorisée qu'à un seul redoublement.

<sup>3</sup> Les situations d'échec donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directions des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées.

#### Redoublement

**Art. 55** Au terme de la deuxième année de formation, une personne en formation non promue dans la filière de la voie longue redouble l'année dans la filière de la maturité professionnelle.

## SECTION 8 : Procédure de qualification

### Organisation

**Art. 56** <sup>1</sup> Dans la filière de la maturité professionnelle, les examens finaux sont régis par les articles 19 et suivants de l'ordonnance sur la maturité professionnelle fédérale<sup>2)</sup> et par l'ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale d'employé de commerce avec certificat fédéral de capacité<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Dans la filière du certificat fédéral de capacité, les examens sont organisés selon les dispositions de l'ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale d'employé de commerce avec certificat fédéral de capacité<sup>3)</sup> et les conditions relatives au certificat cantonal d'études commerciales.

<sup>3</sup> Dans la filière de la voie longue, en plus des conditions prévues à l'article 54, la personne en formation doit avoir réussi la partie scolaire de la procédure de qualification menant à l'obtention du certificat fédéral de capacité pour pouvoir poursuivre sa formation au Lycée.

### Moment des examens

**Art. 57** <sup>1</sup> Les examens de la partie scolaire sont organisés, dans chaque filière, au terme de la dernière année de formation scolaire.

<sup>2</sup> Les examens qualifiant expressément la pratique professionnelle sont organisés au terme du stage en entreprise.

## SECTION 9 : Certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et certificat cantonal d'études commerciales

### Admission aux examens

**Art. 58** <sup>1</sup> Au terme de la deuxième année, est admise aux examens du certificat fédéral de capacité et du certificat cantonal d'études commerciales portant sur les branches scolaires la personne en formation qui a fréquenté régulièrement l'école et qui peut justifier des notes acquises durant ces quatre semestres de formation.

<sup>2</sup> La personne en formation qui remplit les conditions mentionnées ci-dessus est inscrite d'office aux examens.

### Organisation

**Art. 59** La direction de la division commerciale veille, sous l'égide du Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup>, à l'organisation des examens sur les différents sites de formation. Au besoin, elle peut organiser les examens sur un seul site pour l'ensemble des candidats.

**Participation des enseignants** **Art. 60** Les enseignants participent à l'élaboration des examens écrits et oraux. Ils assurent la correction des examens écrits et participent à l'évaluation des examens oraux.

**Experts** **Art. 61** Le Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup>, en collaboration avec la direction de l'école, engage les experts pour l'évaluation des examens.

**Validation** **Art. 62** <sup>1</sup> Les épreuves d'examens et les grilles de correction des épreuves spécifiques d'école sont soumises aux experts puis validées par la direction de l'école.

<sup>2</sup> Les épreuves d'examens centralisés écrits et les grilles de correction des épreuves sont fournies par la sous-commission latine des procédures de qualification (SCOP).

**Branches déterminantes** **Art. 63** Pour la partie scolaire, les branches suivantes sont prises en compte pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et du certificat cantonal d'études commerciales :

- a) français, allemand, anglais, information-communication-administration (ICA), économie et société I, économie et société II, travaux de projets;
- b) pour l'obtention du certificat d'études commerciales, s'y ajoutent les branches supplémentaires suivantes : mathématiques ainsi qu'histoire et institutions politiques.

**Branches soumises à examen** **Art. 64** <sup>1</sup> Les branches suivantes font l'objet d'un examen sous les formes et avec les durées prescrites ci-après :

	écrit	oral
– français	90 à 120 min.	20 à 30 min.
– allemand, examen du Goethe Institut, niveau B1	selon prescriptions du partenaire	
– anglais, examen de l'université de Cambridge, niveau B1	selon prescriptions du partenaire	
– information, communication et administration	90 à 120 min.	---
– économie et société	180 à 240 min.	---
– mathématiques	120 min.	---
– histoire et institutions politiques	---	20 à 30 min.

<sup>2</sup> Dans la branche économie et société, l'examen écrit porte sur les disciplines gestion financière, ainsi que économie et droit.

<sup>3</sup> La durée de l'examen oral comprend la préparation.

Notes des  
examens de  
langues

**Art. 65** <sup>1</sup> La note d'examen d'allemand est obtenue par la transposition de l'examen du Goethe Institut selon l'échelle de conversion officielle.

<sup>2</sup> La note de l'examen d'anglais est obtenue par la transposition de l'examen de l'université de Cambridge selon l'échelle de conversion officielle.

<sup>3</sup> Dans les deux langues, un examen complémentaire peut être organisé en fonction de l'évolution des programmes de formation.

Fractions  
autorisées

**Art. 66** <sup>1</sup> Toutes les notes de position sont arrondies à des notes entières ou des demi-notes.

<sup>2</sup> Pour les branches dans lesquelles des examens finaux ont lieu, la note finale correspond à la moyenne de la note d'examen et de la note d'école. Elle est calculée selon l'article 22 de l'ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale d'employé de commerce<sup>3)</sup> avec certificat fédéral de capacité. Elle est arrondie à la première décimale, à une note entière ou à une demi-note selon la branche.

<sup>3</sup> Pour les branches qui ne font pas l'objet d'un examen, la note finale est la note d'école.

<sup>4</sup> La note d'école est le résultat de la moyenne arithmétique de toutes les notes semestrielles; elle est arrondie à la note entière ou à la demi-note.

Réussite de la  
partie scolaire  
a) pour le  
certificat  
d'études  
commerciales

**Art. 67** Pour l'obtention du certificat cantonal d'études commerciales, la partie scolaire est réussie si :

- la note globale pondérée est de 4,0 au moins;
- deux notes de branches au plus sont insuffisantes;
- la somme des écarts entre les notes de branches insuffisantes et la note 4.0 n'excède pas deux points;
- la note d'examen en allemand est de 4,0 au moins;
- la note d'examen en anglais est de 4,0 au moins;
- pas plus d'une note est insuffisante dans les branches allemand, anglais, mathématiques ainsi qu'histoire et institutions politiques.

b) pour le  
certificat fédéral  
de capacité

**Art. 68** Pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, la partie scolaire est réussie si :

- la note globale pondérée est de 4,0 au moins;
- deux notes de branches au plus sont insuffisantes;
- la somme des écarts entre les notes de branches insuffisantes et la note 4,0 n'excède pas deux points.

Note de la partie  
entreprise

**Art. 69** <sup>1</sup> La note de la partie entreprise correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes de branche ci-après pondérées comme suit :

- a) pratique professionnelle – écrit (pondération 1/4);
- b) pratique professionnelle – oral (pondération 1/4);
- c) note d'expérience de la partie entreprise (pondération 1/2).

<sup>2</sup> La note d'expérience de la partie entreprise correspond à la note d'expérience de la formation à la pratique professionnelle. La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, de quatre notes. Celles-ci, arrondies à une note entière ou à une demi-note, découlent :

- a) d'un contrôle de compétence dans le cadre des parties pratiques intégrées (CC-PPI), constituée d'au moins une évaluation de la personne en formation;
- b) de deux situations de travail et d'apprentissage dans le cadre du stage de longue durée, et
- c) d'une unité de formation ou un contrôle de compétences des cours interentreprises dans le cadre du stage de longue durée.

Réussite de la  
partie entreprise

**Art. 70** La partie entreprise est réputée réussie si :

- la note globale pondérée est de 4,0 au moins;
- une note de branche au plus est insuffisante et;
- aucune note de branche n'est inférieure à 3,0.

Répétition en cas  
d'échec

**Art. 71** <sup>1</sup> En cas d'échec au certificat fédéral de capacité, la personne en formation répète uniquement les branches dans lesquelles elle a obtenu des résultats insuffisants. Elle peut répéter l'examen deux fois au maximum.

<sup>2</sup> Si la personne en formation vise l'obtention du certificat cantonal d'études commerciales, elle doit répéter l'ensemble des branches.

Obtention du  
certificat fédéral  
de capacité  
d'employé de  
commerce

**Art. 72** La personne en formation obtient le certificat fédéral de capacité d'employé de commerce si elle remplit les conditions de réussite à la fois pour la partie scolaire et pour la partie entreprise.

## SECTION 10 : Maturité professionnelle

Admission aux examens

**Art. 73** <sup>1</sup> Au terme de la troisième année, sont admises aux examens de maturité professionnelle portant sur les branches scolaires les personnes en formation qui ont fréquenté régulièrement l'école, qui peuvent justifier des notes acquises au cours des six semestres de formation et qui ont présenté et soutenu leur travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP).

<sup>2</sup> Les personnes en formation qui remplissent les conditions de l'alinéa 1 sont inscrites d'office à l'examen.

Examen harmonisé

**Art. 74** La direction de la division commerciale veille à l'organisation harmonisée des examens sur les différents sites de formation sous l'égide du Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup>.

Examen final

**Art. 75** <sup>1</sup> L'examen porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– français	150 min.	15 à 20 min.
– allemand, examen du Goethe Institut, niveau B2	selon prescriptions du partenaire	
– anglais, examen de l'Université de Cambridge, niveau B2	selon prescriptions du partenaire	
– mathématiques	120 min. avec moyens auxiliaires	---
– finances et comptabilité	180 min.	---
– économie et droit	120 min.	---

<sup>3</sup> Dans le domaine "branche complémentaire", un examen est organisé pour la langue 4 (espagnol ou italien), selon les prescriptions du partenaire. Les niveaux de référence sont Dele B1 pour l'espagnol et Celi B1 pour l'italien.

<sup>4</sup> Pour l'examen oral, un temps de préparation est prévu.

Notes des examens de langues.

**Art. 76** <sup>1</sup> La note d'examen d'allemand est obtenue par la transposition de l'examen du Goethe Institut selon l'échelle de conversion officielle.

<sup>2</sup> La note d'examen d'anglais est obtenue par la transposition de l'examen de l'université de Cambridge selon l'échelle de conversion officielle.

<sup>3</sup> Dans les deux langues, un examen complémentaire peut être organisé en fonction de l'évolution des programmes de formation.

Réussite de la  
partie scolaire

**Art. 77** La partie scolaire de la procédure de qualification est réputée réussie si :

- la note globale est de 4,0 au moins;
- deux notes au maximum sont insuffisantes;
- la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'est pas supérieure à 2.

<sup>2</sup> Sont prises en compte comme critères de réussite :

- les notes obtenues dans les branches du domaine fondamental;
- les notes obtenues dans les branches du domaine spécifique;
- les notes obtenues dans les branches du domaine complémentaire;
- les notes obtenues dans le domaine "autres branches" et la branche ICA;
- les notes obtenues dans le domaine "branches complémentaires";
- la note obtenue pour le travail interdisciplinaire.

Echec de la  
partie scolaire

**Art. 78** <sup>1</sup> La personne en formation qui échoue à l'examen de maturité professionnelle peut se représenter une fois.

<sup>2</sup> En principe, le nouvel examen porte uniquement sur les branches dont la note était insuffisante la première fois que l'examen a été passé. Toutefois, si la personne en formation le demande, elle peut répéter l'ensemble des branches dispensées en troisième année.

<sup>3</sup> Le Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup> organise une rencontre avec la personne en formation et l'école après la communication des résultats. Le choix arrêté fait l'objet d'un avenant au contrat de formation, qui est signé par l'élève et l'école. Cet avenant est soumis pour approbation au Service de la formation postobligatoire<sup>9)</sup>.

<sup>4</sup> Si une personne en formation suit l'enseignement pendant au moins deux semestres en vue de se représenter à la procédure de qualification, les nouvelles notes d'école remplacent les anciennes pour le calcul des notes. A défaut, seule la nouvelle note d'examen compte.

<sup>5</sup> Pour les branches ne faisant pas l'objet d'un examen, un examen doit être passé en cas de répétition. Seule la note de cet examen compte.



<sup>6</sup> Si la note du travail interdisciplinaire est insuffisante, les règles suivantes s'appliquent à la répétition :

- a) le travail interdisciplinaire centré sur un projet doit être remanié s'il est jugé insuffisant;
- b) le travail interdisciplinaire doit faire l'objet d'un examen oral si la note d'école est insuffisante;
- c) la note d'école est prise en compte si elle est suffisante.

<sup>7</sup> L'élève en situation d'échec peut suivre l'année de répétition dans une autre filière. Toutefois, la présentation à l'examen se fait dans la filière où l'échec a été constaté.

Validation du  
stage pratique

**Art. 79** <sup>1</sup> Sont admis aux examens de pratique professionnelle en fin de quatrième année de formation les personnes en formation dont le stage en entreprise, d'une durée d'une année, a été validé par l'entreprise formatrice et la direction de l'école.

<sup>2</sup> La validation du stage est basée sur la grille "Evaluation du stage" établie par l'école et remplie conjointement par les répondants de l'entreprise formatrice et de l'école. Le stage est réputé acquis ou non acquis.

Evaluation de  
la pratique  
professionnelle

**Art. 80** L'article 69 s'applique par analogie.

Réussite de  
la pratique  
professionnelle

**Art. 81** L'article 70 s'applique par analogie.

Echec de  
la pratique  
professionnelle

**Art. 82** <sup>1</sup> En cas d'échec à la partie pratique, les notes des branches insuffisantes sont remplacées par les nouvelles notes obtenues durant un nouveau stage d'une durée d'une année.

<sup>2</sup> Le stage pratique ne peut être répété qu'une seule fois.

Obtention de  
la maturité  
professionnelle

**Art. 83** La maturité professionnelle est obtenue si les conditions de réussite sont remplies à la fois pour la partie scolaire et pour la pratique professionnelle.

Obtention de  
la maturité  
professionnelle  
multilingue

**Art. 84** Les personnes en formation ayant suivi la formation scolaire en filière multilingue et qui ont obtenu une note suffisante d'examen en allemand au niveau B2 reçoivent la maturité professionnelle multilingue.

Renvoi **Art. 85** Les articles 25, 28, 29, 32 à 35, 37 et 39 à 42 de l'ordonnance sur la maturité professionnelle<sup>6)</sup> s'appliquent pour le surplus.

### CHAPITRE III : Voies de droit et dispositions finales

Voies de droit **Art. 86** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

Exécution **Art. 87** Le département auquel est rattaché le Centre jurassien d'enseignement et de formation est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Dispositions transitoires **Art. 88** <sup>1</sup> Les prestations des personnes en formation qui répètent l'examen de fin d'apprentissage d'employé de commerce CFC jusqu'au 31 décembre 2020 sont appréciées selon l'ancien droit.

<sup>2</sup> La répétition de l'examen de maturité professionnelle aux conditions de l'ancien droit a lieu pour la dernière fois en 2019.

Abrogation du droit en vigueur **Art. 89** L'ordonnance du 6 septembre 2011 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce est abrogée.

Entrée en vigueur **Art. 90** La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 22 mars 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RS 412.10](#)

2) [RS 412.103.1](#)

3) [RS 412.101.221.73](#)

4) [RSJU 412.11](#)

5) [RSJU 412.214](#)

6) [RSJU 413.255](#)

7) [RSJU 175.1](#)

8) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020

9) Nouvelle dénomination selon l'article 64 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ([RSJU 172.111](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

# Règlement concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont

du 1<sup>er</sup> septembre 2011

*Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports,*

vu l'article 36, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et la formation continue<sup>1)</sup>,

vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, l'évaluation et la promotion à l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "Ecole").

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Structure de  
l'enseignement

**Art. 3** <sup>1</sup> La formation dispensée à l'Ecole se déroule sur trois années et comporte une partie obligatoire qui constitue le tronc commun, une option et l'accomplissement de stages ou de semaines intensives.

<sup>2</sup> La partie obligatoire se compose des cinq champs d'enseignement suivants :

- sciences humaines : culture et civilisation / actualité et société;
- sciences expérimentales et mathématiques;
- langues et communication;
- arts et sports;
- éléments de méthode.

<sup>3</sup> Chaque élève choisit, avant le début de sa formation, en principe pour la durée de celle-ci, l'une des options suivantes, formée de disciplines spécifiques en relation avec les domaines professionnels :

- option "Santé";
- option "Social";
- option "Arts visuels";
- option "Sport".

Dès la deuxième année, l'option Social se combine avec une autre option pour en préciser l'orientation :

- option "Social – Pédagogie";
- option "Social – Musique";
- option "Social – Théâtre".

<sup>4</sup> La formation comprend, selon l'option suivie, des stages pratiques ou des semaines intensives (ci-après : "stages") à caractère pré-professionnel.

Certificat

**Art. 4** <sup>1</sup> Le certificat de l'Ecole est décerné après trois ans d'études conformément à l'ordonnance concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Il atteste que son titulaire est capable de poursuivre une formation professionnelle exigeante, en particulier dans les domaines de la santé, du social, de l'éducation, des arts et du sport.

## SECTION 2 : Organisation des études

Différenciation  
des disciplines

**Art. 5** <sup>1</sup> Le programme d'enseignement de la formation au certificat de culture générale se subdivise en :

- a) disciplines de tronc commun (champs d'enseignement);
- b) disciplines spécifiques à l'option choisie;
- c) disciplines d'appui.

<sup>2</sup> Les limites entre ces trois types de disciplines évoluent au long des trois années de formation.

Horaire

**Art. 6** L'horaire hebdomadaire des élèves comprend au minimum trente-quatre leçons de quarante-cinq minutes.

Disciplines  
obligatoires

**Art. 7** <sup>1</sup> Le programme obligatoire des élèves se compose des disciplines de tronc commun et des disciplines spécifiques à l'option choisie.

<sup>2</sup> La répartition hebdomadaire du programme obligatoire dans le tronc commun entre les cinq champs d'enseignement est la suivante :

	<b>1<sup>ère</sup> année</b>		<b>2<sup>ème</sup> année</b>		<b>3<sup>ème</sup> année</b>	
	semestre		semestre		semestre	
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>
<b>Culture et civilisation</b>						
Histoire	4	4	2	2	-	-
Histoire des arts			-	-	1	1
Littérature			2	-	1	1
Philosophie et éthique	-	-	-	-	2	2
<b>Actualité et société</b>						
Géographie et économie	2	2	-	2	2	2
Education civique et institutions politiques			-	-	-	-
Droit et société			-	-	2	2
Psychologie	-	-	2	2	-	-
<b>Sciences expérimentales et mathématiques</b>						
Mathématiques	4	4	3	3	2	2
Biologie	1	1	3	3	2	2
Chimie	1	1				
Physique	1	1				
<b>Langues et communication</b>						
Français : normes	2*					
Français : communication et argumentation	3	3	2	2	2	2
Français : expression orale et compréhension	1	1	-	-	1	1
Français : création littéraire	-	-	1	1	-	-
Langue 2 : allemand	3	3	3	3	3	3
Langue 3 : anglais ou italien	2	2	3	3	2	2
Certificats de langues***	-	-	-	1**	1**	-
<b>Arts et sport</b>						
Education musicale	-	2	2	-	2***	2***
Education visuelle	2	-	2	2		
Activités créatrices	-	-	-	1		
Théâtre et expression corporelle	2	2	-	-		
Education physique	2	2	2	2	2	2

	1 <sup>ère</sup> année		2 <sup>ème</sup> année		3 <sup>ème</sup> année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>
<b>Eléments de méthode</b>						
TIC (informatique et bureautique)	2	-	-	2	-	-
Méthodes de travail	1	-	-	-	-	-
Dossier, recherche documentaire, travail de certificat	-	2	2	-	1	1
Orientation professionnelle et stages	1	1	-	1	1	-
<b>Total des disciplines obligatoires</b>	<b>32</b>	<b>31</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>25</b>

\* cours d'appui

\*\* offre facultative

\*\*\* choix d'une discipline artistique en 3<sup>ème</sup> année

<sup>3</sup> Dans certains champs et pour certaines disciplines figurant au programme du tronc commun, l'enseignement associe plusieurs enseignants engagés dans une démarche de projet et/ou dans une approche de type interdisciplinaire.

Disciplines à option

**Art. 8** <sup>1</sup> En complément du programme des disciplines du tronc commun, les élèves s'inscrivent pour le début de leur première année de formation dans une des options offertes par l'Ecole.

<sup>2</sup> Les élèves peuvent se réorienter au terme de la première année de formation vers une autre option, avec l'accord de la direction et sous réserve des dispositions qui régissent l'admission dans certaines options. Dès la deuxième année, le choix de l'option est en principe définitif et vaut jusqu'au terme de la formation.

<sup>3</sup> Les disciplines enseignées dans l'option sont prises en compte aussi bien pour la promotion que pour l'obtention du certificat final.

<sup>4</sup> La répartition hebdomadaire de l'offre en cours à option est la suivante :

	1 <sup>ère</sup> année		2 <sup>ème</sup> année		3 <sup>ème</sup> année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>
<b>Option "Santé"</b>						
Sciences expérimentales	3	3	5	5	6	6
Mathématiques	-	-	1	1	1	1
Autour de la santé	-	-	-	-	1	1

	1 <sup>ère</sup> année		2 <sup>ème</sup> année		3 <sup>ème</sup> année	
	semestre		semestre		semestre	
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>
<b>Option "Social" (1<sup>ère</sup> année)</b>						
Institutions et connaissances du monde	2	2				
Histoire, philosophie, institutions politiques	1	1				
Atelier musique-théâtre	2	2				
Instrument (facultatif)	(1)	(1)				
<b>Option "Social-Pédagogie"</b>						
Institutions et connaissances du monde			-	2	2	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Droit et questions sociales			-	-	-	2
Psychologie			2	2	2	2
Activités créatrices			2	2	2	2
<b>Option "Social-Musique"</b>						
Institutions et connaissances du monde			-	2	-	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Psychologie			2	2	2	2
Orchestre			2	2	2	2
Instrument			1	1	1	1
Solfège, harmonie, médias			1	1	1	1
<b>Option "Social-Théâtre"</b>						
Institutions et connaissances du monde			-	2	-	2
Histoire, philosophie, institutions politiques			2	-	2	-
Psychologie			2	2	2	2
Atelier pratique théâtrale			2	2	2	2
Atelier jeu et scénario			2	2	2	2
<b>Option "Arts visuels"</b>						
Cours de base - dessin	2	2	3	3	3	3
Histoire de l'art	-	-	1	1	1	1
Ateliers d'arts visuels	4	4	4	4	4	4
<b>Option "Sport"</b>						
Disciplines sportives	6	6	6	6	6	6
Autour du sport	-	-	2	2	2	2
Sciences expérimentales	-	-				
<b>Total des disciplines à option</b>	<b>3 / 6</b>	<b>3 / 6</b>	<b>6 / 8</b>	<b>6 / 8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>

Pédagogie par  
projet et inter-  
disciplinarité

**Art. 9** <sup>1</sup> L'enseignement dans plusieurs domaines ou disciplines de la filière des études de culture générale repose sur une approche pédagogique privilégiant la démarche de projet et/ou l'interdisciplinarité, exigeant des enseignants impliqués une collaboration étroite dans la planification et la conduite des objectifs d'enseignement.

<sup>2</sup> Les approches pédagogiques évoquées à l'alinéa 1 se situent notamment dans les contextes suivants :

- Espace projet : enseignement interdisciplinaire centré sur la démarche dite de projet et portant sur différentes disciplines du plan d'études de la première à la troisième année.
- Espace débat : enseignement interdisciplinaire centré sur l'expression orale et l'éducation à la citoyenneté et portant sur les disciplines de sciences humaines et de sciences expérimentales du plan d'études de la première à la troisième année.
- Initiation à la créativité : démarche effectuée en première année sous la forme d'une semaine intensive et développée ensuite en lien avec l'espace projet.
- Projet individuel et appartenance à la collectivité : approche pédagogique développée en première année et visant à insérer l'étudiant dans le tissu socio-économique et à l'aider à définir un projet professionnel.

<sup>3</sup> Une enveloppe complémentaire de leçons décidée par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") et gérée par le directeur permet d'assurer le bon déroulement des démarches axées sur la pédagogie par projet et sur l'interdisciplinarité.

Contraintes  
pour les  
disciplines des  
options

**Art. 10** Les cours des options sont organisés en procédant, dans la mesure du possible, au regroupement des élèves de classes différentes et de degrés différents.

Disciplines  
d'appui et  
travaux dirigés

**Art. 11** <sup>1</sup> L'Ecole peut être autorisée à organiser, en particulier dans les disciplines "français", "langues étrangères" et "mathématique", des cours d'appui et/ou des travaux dirigés.

<sup>2</sup> L'Ecole organise un atelier intitulé "méthodes de travail" sous la forme d'une permanence de deux leçons hebdomadaires. Cette prestation est destinée en priorité aux élèves de première année. Les élèves y participent soit de manière volontaire soit du fait d'une décision prise par le conseil de classe concerné.



<sup>3</sup> Les modalités d'organisation des cours d'appui et des travaux dirigés sont soumises chaque année à l'approbation préalable du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>6)</sup>.

Activités  
parascolaires  
et stages  
linguistiques

**Art. 12** <sup>1</sup> Sur les trente-neuf semaines que compte l'année scolaire, deux à trois semaines peuvent être consacrées à des activités parascolaires ayant une vocation éducative et culturelle.

<sup>2</sup> Les activités parascolaires ont pour objectifs d'étendre la culture générale des élèves et de développer leurs compétences personnelles et sociales. Elles sont organisées et exploitées de manière à faire partie intégrante du programme de formation de l'Ecole.

<sup>3</sup> L'organisation des activités parascolaires s'effectue conformément à l'ordonnance concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département<sup>3)</sup>.

<sup>4</sup> En cours d'études, les élèves peuvent, sur décision du directeur, bénéficier d'un congé d'une durée maximale de douze semaines complètes d'école pour participer à un stage linguistique.

Stages  
pratiques à  
caractère pré-  
professionnel

**Art. 13** <sup>1</sup> Durant leur formation à l'Ecole de culture générale, les élèves accomplissent, en principe dans des institutions ressortissant aux domaines de formation auxquels l'Ecole est réputée préparer, des stages destinés à définir ou à consolider leur orientation professionnelle.

<sup>2</sup> Les stages ont une durée de six semaines au moins, soit deux semaines durant chaque année de formation. Ils se répartissent de manière égale sur le temps scolaire et sur le temps de vacances des élèves.

<sup>3</sup> En première année de formation, les stages correspondent à une démarche de sensibilisation et de confrontation des élèves au monde du travail. Le maître de classe, appuyé par un conseiller en orientation, accompagne les élèves et valide le processus au terme de l'année.

<sup>4</sup> Dès la deuxième année de formation, les stages sont organisés sous l'égide de la direction de l'Ecole. Un membre du corps professoral est chargé par la direction d'assurer l'organisation, le suivi et la validation des stages. Le responsable de stages est au bénéfice d'un allègement de programme.

<sup>5</sup> Pour accéder aux examens finaux de l'Ecole, les élèves doivent avoir accompli au moins six semaines de stages et en avoir obtenu la validation.

<sup>6</sup> Les stages ne font l'objet d'aucune rémunération de la part de l'Ecole ni, en principe, de la part des lieux de stage. En cas de besoin dûment avéré, l'Ecole peut allouer des subsides destinés à couvrir en tout ou en partie les frais résultant de l'accomplissement des stages.

<sup>7</sup> Les élèves des options "Arts visuels" et "Sport" peuvent être appelés à accomplir en deuxième et troisième années des semaines intensives dans leur domaine d'études, en lieu et place des stages pré-professionnels.

### SECTION 3 : Plan d'études

Plan d'études

**Art. 14** <sup>1</sup> L'enseignement à l'Ecole est dispensé selon le plan d'études arrêté par le Département.

<sup>2</sup> Le plan d'études se fonde sur les directives et sur le plan d'études cadre élaborés pour les écoles de culture générale par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

### SECTION 4 : Evaluation des élèves et conditions de promotion

Principes

**Art. 15** <sup>1</sup> L'évaluation des élèves de l'Ecole s'effectue selon des principes de l'évaluation continue et formative. Elle est organisée en fonction de l'acquisition progressive, tout au long de chaque année scolaire, de divers objectifs d'apprentissage dans l'ensemble des disciplines déterminantes figurant au programme.

<sup>2</sup> Les élèves reçoivent en début d'année scolaire une information détaillée sur les modalités d'évaluation et sur les conditions de promotion qui leur sont appliquées. Pour chaque discipline, il est procédé à une information particulière sur la nature, sur les contenus et sur les niveaux d'exigence des objectifs d'apprentissage exigés pour l'année scolaire concernée.

Disciplines  
régissant les  
promotions

**Art. 16** Constituent des disciplines comptant pour la promotion :

	1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>ème</sup> année	3 <sup>ème</sup> année
<b>a) Disciplines fondamentales</b>			
<b>Sciences humaines</b>			
Culture et civilisation	x	x	x
Actualité et société	x		x
Psychologie		x	
<b>Sciences expérimentales et mathématiques</b>			
Mathématiques	x	x	x
Sciences expérimentales	x <sup>1)</sup>	x	x
<b>Langues et communication</b>			
Français	x	x	x
Langue 2 : allemand	x	x	x
Langue 3 : anglais ou italien	x	x	x
<b>Arts et sport</b>			
Education musicale		x	x <sup>3)</sup>
Education visuelle		x	
Activités créatrices			
Théâtre et expression orale	x		
Education physique	x	x	x
<b>Eléments de méthode</b>			
TIC (informatique et bureautique)	x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>	
Dossier et recherche documentaire			
<b>b) Disciplines des options</b>			
<b>Option "Santé"</b>			
Sciences expérimentales 1	x <sup>1) 2)</sup>	x <sup>2)</sup>	x
Sciences expérimentales 2		x	x
Sciences expérimentales 3			x
<b>Option "Social-Pédagogie"</b>			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit	x <sup>1) 2)</sup>	x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>
Psychologie		x	x
Activités créatrices			x
<b>Option "Social-Musique"</b>			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques	x <sup>1) 2)</sup>	x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>
Instrument, solfège, harmonie et médias		x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>
Psychologie			x
<b>Option "Social-Théâtre"</b>			
Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques	x <sup>1) 2)</sup>	x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>
Atelier jeu et scénario		x <sup>2)</sup>	x <sup>2)</sup>
Atelier pratique théâtrale			
Psychologie			x

<b>Option "Arts visuels"</b>			
Dessin	$x^{2)}$	$x^{2)}$	x
Histoire de l'art			x
Ateliers d'arts visuels	$x^{2)}$	$x^{2)}$	$x^{2)}$
<b>Option "Sport"</b>			
Disciplines sportives principales	$x^{1) 2)}$	$x^{2)}$	$x^{2)}$
Disciplines sportives secondaires			$x^{2)}$
Sciences expérimentales et du sport		x	x
	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>13</b>

<sup>1)</sup> coefficient double

<sup>2)</sup> synthèse de deux ou plusieurs disciplines

<sup>3)</sup> selon choix de la discipline

Objectifs  
d'apprentissage

**Art. 17** <sup>1</sup> Le nombre, la nature et le niveau d'exigence des objectifs d'apprentissage sont définis par les enseignants de chaque discipline concernés et validés par la direction de l'Ecole. Ils se fondent sur le plan d'études cadre élaboré pour les écoles de culture générale par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>2</sup> Chaque discipline ou groupe de disciplines déterminantes pour la promotion des élèves comprend au moins trois objectifs d'apprentissage distincts par année.

Evaluations  
ponctuelles

**Art. 18** <sup>1</sup> Tout au long de l'année scolaire, les enseignants procèdent, au travers d'épreuves de diverses natures, à des évaluations ponctuelles de l'état d'acquisition des objectifs d'apprentissage.

<sup>2</sup> Ces épreuves débouchent sur trois types d'appréciations :

- non maîtrisé (NM);
- maîtrisé (M);
- bien maîtrisé (BM).

<sup>3</sup> Ces appréciations sont dûment communiquées aux élèves; elles sont justifiées et, le cas échéant, assorties de propositions de remédiation.

<sup>4</sup> Ces appréciations peuvent être assorties de remarques et de conseils.

Bilan informatif

**Art. 19** Pour fin janvier, il est établi, pour chaque élève dans chaque discipline, un bilan informatif consigné dans un bulletin. En fonction des résultats obtenus et du niveau de progression attesté, un pronostic est porté selon le modèle ci-dessous :

	Les résultats intermédiaires observés après 6 mois tendent vers ...					Remarques
	6 très bien	5 bien	4 satisfaisant	3 insuffisant	2 très insuffisant	
Discipline						
Français		X				
Allemand			X			
Mathématiques				X		
Langue 3	X					
...						

Bilan certificatif

**Art. 20** Pour la fin de l'année scolaire, il est procédé, pour chaque élève dans chaque discipline, à un bilan certificatif fondé sur le niveau d'acquisition des objectifs d'apprentissage exigés pour l'année concernée. Ce bilan, consigné dans un bulletin, est exprimé en six appréciations traduites également en notes, pouvant être nuancées à l'aide de demi-points, selon la terminologie suivante :

- désinvestissement total dans la discipline 1
- moins d'un tiers des objectifs d'apprentissage sont atteints 2
- la majorité des objectifs ne sont pas atteints 3
- la majorité des objectifs sont atteints 4
- tous les objectifs sont atteints 5
- tous les objectifs sont atteints et en majorité dépassés 6

Modalités  
d'élaboration  
des bilans

**Art. 21** Au moment de l'établissement des bilans informatifs et certificatifs, les professeurs sont réunis en conseils de classe présidés par le directeur pour procéder à une appréciation d'ensemble de la situation des élèves. Le conseil de classe peut, notamment au niveau du bilan certificatif, procéder à des ajustements en tenant compte du parcours d'apprentissage de l'élève concerné.

Promotion

**Art. 22** <sup>1</sup> La promotion des élèves dans le degré supérieur est décidée en fonction des résultats obtenus dans le bilan certificatif. Pour être promu, un élève doit avoir obtenu un total de points supérieur ou équivalent au nombre de disciplines déterminantes multiplié par quatre et ne pas avoir obtenu un nombre de points inférieur à quatre dans plus de trois disciplines déterminantes.

<sup>2</sup> Les propositions des conseils de classe relatives aux promotions sont soumises à la ratification du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>6)</sup>.

<sup>3</sup> L'élève non promu a la possibilité de redoubler l'année scolaire. Il n'est pas possible d'accomplir une même année scolaire une troisième fois.

## **SECTION 4<sup>BIS</sup> : Dispositions particulières relatives à l'évaluation des élèves pour l'année scolaire 2019-2020**

Bulletin unique

**Art. 22a<sup>5</sup>** <sup>1</sup> En dérogation aux articles 19 et 20, il est établi un bulletin unique reposant sur les évaluations effectuées jusqu'au 13 mars 2020. Ce bulletin est exprimé en six appréciations traduites également en notes allant de 1 à 6, pouvant être nuancées à l'aide de demi-points. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> A la demande des élèves, des évaluations de rattrapage sont organisées pour des évaluations manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par vidéoconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard.

Promotion

**Art. 22b<sup>5</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 22, alinéa 1, la promotion des élèves dans le degré supérieur est décidée en fonction des résultats obtenus dans le bulletin unique.

<sup>2</sup> Pour les élèves en échec selon l'alinéa 1, des évaluations sont organisées dans les disciplines pour lesquelles moins de 2/3 du nombre minimal d'évaluations annuelles a eu lieu. L'évaluation porte sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

## **SECTION 5 : Options particulières et structure "Sports-Arts-Etudes"**

Principes

**Art. 23** <sup>1</sup> L'admission dans les options "Arts visuels" et "Sport" ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" obéit aux règles particulières fixées dans la présente section.

<sup>2</sup> L'admission dans une option particulière ou la structure "Sports-Arts-Etudes" intervient en règle générale au début des études à l'Ecole. Au terme de chaque année, un élève peut être contraint, par décision du directeur et sur proposition du conseil de classe, de quitter l'option ou la structure "Sports-Arts-Etudes". Des admissions dans l'une ou l'autre des options particulières ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" peuvent intervenir en début de deuxième année.

<sup>3</sup> Une partie des cours et des activités spécifiques à chacune des options particulières est en principe organisée de manière cyclique en réunissant les élèves des trois années. Ces options ne sont assurées que dans la mesure où il paraît acquis que, sur un cycle de trois ans, elles réunissent un nombre suffisant d'élèves (en principe au moins douze).

<sup>4</sup> La fréquentation de l'Ecole dans les options particulières citées à l'alinéa 1 est ouverte aux candidats des cantons de Berne et de Neuchâtel, conformément à la convention BEJUNE relative à la mobilité des élèves des écoles de formation générale du niveau secondaire II dans l'espace défini par les trois cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel<sup>4</sup> et de ses différents avenants. Selon le choix de l'option, les élèves des cantons de Berne et de Neuchâtel suivent sur une journée les cours respectivement :

- du programme de l'option "Arts visuels";
- du programme de l'option "Sport";
- du programme "Sport-Arts-Etudes" de l'orientation musique.

<sup>5</sup> Les cours et les activités de chacune des options particulières sont assumés par des enseignants de l'Ecole ou par des personnes reconnues comme spécialistes dans les domaines concernés et mandatées spécialement à cet effet.

<sup>6</sup> Au titre des frais spécifiques occasionnés par les options particulières et par la structure "Sports-Arts-Etudes", il est perçu une contribution forfaitaire annuelle de 150 francs par élève admis.

Option "Arts  
visuels"

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour être admis dans l'option "Arts visuels", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un test d'aptitudes et un entretien de motivation;
- présenter un portfolio artistique constitué de plusieurs œuvres ou dessins personnels.

<sup>2</sup> Les cours et les activités spécifiques à l'option "Arts visuels" s'organisent dans le cadre général de l'horaire des options de l'Ecole.

<sup>3</sup> L'enseignement porte sur :

- un cours de base entre deux et quatre leçons portant sur le dessin, la peinture et l'histoire de l'art;
- des ateliers organisés sur une base semestrielle et/ou des semaines intensives et qui permettent aux élèves de travailler de manière intensive dans un des domaines suivants : bijouterie, gravure, sculpture, graphisme, multimédia ou photographie.

<sup>4</sup> Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus d'une des disciplines spécifiques de l'option, il doit en principe quitter l'option.

Option "Sport"

**Art. 25** <sup>1</sup> Pour être admis dans l'option "Sport", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un entretien de motivation;
- passer un test d'aptitudes physiques.

<sup>2</sup> Les cours et les activités spécifiques à l'option "Sport" s'organisent dans le cadre général de l'horaire des options de l'Ecole.

<sup>3</sup> Les cours et les activités spécifiques à l'option "Sport" portent sur :

- un cours de base de deux leçons dans les domaines des sciences expérimentales (physiologie, anatomie, diététique, ...) principalement et des sciences humaines (sports et société, éthique du sport, ...);
- un enseignement de six leçons organisé par thèmes et disciplines sportives articulé autour de six thèmes : danse, athlétisme, sports collectifs, jeux de renvoi, natation et plongeon, gymnastique aux agrès.

<sup>4</sup> Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus de deux des disciplines spécifiques de l'option, il doit en principe quitter l'option.

**Art. 26** <sup>1</sup> La structure "Sports-Arts-Etudes" de l'Ecole assure le prolongement au niveau de l'enseignement secondaire II des structures "Sports-Arts-Etudes" mises en place dans l'enseignement secondaire I. Elle permet à des élèves engagés de manière intensive dans une pratique sportive ou artistique de haut niveau de concilier les exigences de cette pratique avec l'accomplissement d'un parcours scolaire de niveau secondaire II assurant une formation exigeante et garantissant les divers débouchés de l'Ecole. Les principes et les modalités générales de fonctionnement de cette structure sont fixés dans une directive du Département. En particulier les conditions d'admission et de maintien dans la structure sont fixées dans cette directive.



Structure  
"Sports-Arts-  
Etudes"

<sup>2</sup> La structure "Sports-Arts-Etudes" de l'Ecole de culture générale s'articule autour de trois orientations qui peuvent se combiner avec les options du certificat selon les règles suivantes :

- avec l'option "Santé" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Pédagogie" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Théâtre" : orientation "sport" ou "danse et arts du cirque";
- avec l'option "Social-Musique" : orientation "musique".

<sup>3</sup> Pour les orientations "sport" ou "danse et arts du cirque", le programme des élèves admis dans la structure "Sports-Arts-Etudes" est allégé par la suppression des disciplines du domaine "arts et sport" du tronc commun.

<sup>4</sup> Pour l'orientation "musique", outre les disciplines du domaine "arts et sport" du tronc commun, le programme est de surcroît allégé par la suppression des heures du domaine social de l'option. En conséquence, le titre délivré en fin de formation ne comprend plus que l'option "musique".

<sup>5</sup> Les cours et les activités spécifiques à la structure "Sports-Arts-Etudes" se déroulent pour l'essentiel dans le cadre des diverses institutions avec lesquelles l'Ecole est amenée à collaborer. Ils peuvent aussi être dispensés en partie à l'Ecole.

<sup>6</sup> En complément des disciplines ordinaires de leur programme, les élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" sont évalués dans au moins deux domaines propres à leur orientation. Les notes obtenues sont prises en compte pour la promotion. L'évaluation s'effectue selon les propositions des représentants des milieux sportifs et artistiques concernés avec lesquels l'Ecole de culture générale collabore.

<sup>7</sup> Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus d'un domaine, il doit en principe quitter la structure "Sports-Arts-Etudes".

<sup>8</sup> L'encadrement des élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" est assuré par un enseignant de l'Ecole qui fonctionne en qualité de coordinateur responsable du suivi pédagogique, des contacts entre l'Ecole et les milieux sportifs et artistiques concernés. Le coordinateur est au bénéfice d'un allègement de programme.

**SECTION 6 : Dispositions finales**

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 27** Le règlement du 31 octobre 2006 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> août 2011.

Delémont, le 1<sup>er</sup> septembre 2011

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

La ministre : Elisabeth Baume-Schneider

1) [RSJU 412.11](#)

2) [RSJU 412.515](#)

3) [RSJU 412.71](#)

4) [RSJU 412.96](#)

5) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020

6) Nouvelle teneur selon le ch. II du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020

## Ordonnance concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont

du 31 octobre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 36, alinéa 1, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[1\)](#) [4\)](#)</sup>,

vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance définit les conditions auxquelles peut être délivré le certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "Ecole").
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Délivrance	<b>Art. 3</b> Le certificat est délivré par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports <sup><a href="#">7)</a></sup> (dénommé ci-après : "Département") sur proposition du directeur.
Contenu	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le certificat mentionne l'option fréquentée par le titulaire, les disciplines suivies, le sujet du travail de certificat et les résultats obtenus dans les disciplines déterminantes.</p> <p><sup>2</sup> Il porte la mention suivante : "Ce certificat est conforme au règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale".</p>

<sup>3</sup> Il indique la période durant laquelle le titulaire a fréquenté l'Ecole en qualité d'élève régulier avec les dates précises d'entrée et de sortie.

<sup>4</sup> Il mentionne l'accomplissement d'au moins six semaines de stages pratiques ou de semaines intensives effectués sous la responsabilité de l'Ecole.

<sup>5</sup> Il est signé du ministre de la Formation, de la Culture et des Sports et du directeur de l'Ecole.

Attestation

**Art. 5** Les élèves qui ont accompli le cycle d'études de trois ans de l'Ecole sans obtenir le certificat reçoivent une attestation délivrée par l'Ecole mentionnant les cours suivis, les résultats obtenus ainsi que les stages pratiques et les semaines intensives accomplis.

Base pour la  
délivrance du  
certificat

**Art. 6** Entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat les résultats obtenus par les candidats aux examens finaux et les résultats dits d'école, soit ceux qui ont été acquis au cours de la dernière année d'enseignement dans chaque discipline déterminante.

Evaluation

**Art. 7** <sup>1</sup> L'évaluation des résultats d'école, des examens et du certificat s'exprime pour chaque discipline déterminante au moyen des appréciations suivantes qui peuvent être nuancées à l'aide de demi-points :

– désinvestissement total dans la discipline	1
– moins d'un tiers des objectifs d'apprentissage sont atteints	2
– la majorité des objectifs ne sont pas atteints	3
– la majorité des objectifs sont atteints	4
– tous les objectifs sont atteints	5
– tous les objectifs sont atteints et en majorité dépassés	6

<sup>2</sup> Lorsqu'une discipline comporte plusieurs examens, l'évaluation au titre de l'examen porte sur une seule appréciation, résultant de la synthèse des résultats obtenus.

## SECTION 2 : Les examens de certificat

Admission aux  
examens

**Art. 8** Sont admis aux examens et inscrits d'office les candidats qui ont été élèves réguliers de l'Ecole au moins tout au long de la dernière année du cycle d'études de trois ans, pour lesquels les stages pratiques ou les semaines intensives prescrits ont été dûment validés et dont le travail de certificat a été rendu dans les délais et jugé recevable au moment de son dépôt.

Date des  
examens

**Art. 9** <sup>1</sup> Les examens ont lieu au terme de la période normale des études.

<sup>2</sup> Les dates des examens sont fixées par le Département en accord avec le directeur de l'Ecole.

<sup>3</sup> ...<sup>5)</sup>

Organisation des  
examens

**Art. 10** Le directeur et la conférence des maîtres de l'Ecole organisent les examens et élaborent un programme des examens qui est communiqué aux candidats au moins dix jours avant le début des épreuves.

Collège d'experts  
a) Désignation

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Département désigne un collège d'experts des examens de certificat choisis au sein des écoles ou institutions auxquelles l'Ecole est réputée préparer, des écoles du degré secondaire II ou d'autres institutions, dans la mesure où l'expert dispose des titres scientifiques et, en principe, pédagogiques requis.

b) Indemnisation

<sup>2</sup> Les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>2)</sup>.

c) Tâches

<sup>3</sup> Les experts attestent le niveau de formation acquis par les détenteurs du certificat, contrôlent le déroulement régulier des examens, participent à l'organisation et à l'évaluation des examens écrits et oraux.

Etendue des  
examens

**Art. 12** <sup>1</sup> Les examens doivent établir si le candidat a assimilé et maîtrisé les matières qui lui ont été enseignées.

<sup>2</sup> La matière des examens est déterminée selon les plans d'études de l'Ecole et les directives de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Les examens portent principalement sur le programme des deux dernières années du cycle d'études.

Disciplines  
d'examen

**Art. 13**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Les candidats sont astreints à un examen dans six disciplines et à un travail de certificat.

<sup>2</sup> Les examens sont organisés de la manière suivante :

**a) Pour les disciplines ressortissant à la formation générale :**

*De manière obligatoire :*

Français	Examen écrit et oral
Langue 2	Examen écrit et oral
Mathématique	Examen écrit

*A choix :*

Une autre discipline d'examen avec, selon décision de l'Ecole, une épreuve écrite, orale ou pratique parmi les domaines suivants : sciences humaines, sciences expérimentales, langue 3, activités artistiques et sport. Cette discipline ne peut être choisie dans le domaine professionnel correspondant à l'option suivie.

**b) Pour le domaine professionnel correspondant à l'option suivie :**

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Santé"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Biologie</li> <li>– A choix Chimie ou Physique/Mathématiques</li> </ul>	Ecrité, pratique ou orale selon décision de l'Ecole
Option "Arts visuels"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dessin</li> <li>– Histoire de l'art</li> </ul>	
Option "Sport"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Disciplines sportives principales</li> <li>– Sciences expérimentales et du sport</li> </ul>	
Option "Social-Pédagogie"	Deux disciplines à choix parmi : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit</li> <li>– Psychologie</li> <li>– Activités créatrices</li> </ul>	
Option "Social-Musique"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques</li> <li>– Instrument, solfège, harmonie et médias</li> </ul>	

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Social-Théâtre"	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques</li> <li>– Ateliers de théâtre</li> </ul>	Ecrite, pratique ou orale selon décision de l'Ecole

**c) Pour le travail de certificat :**

Un examen oral (soutenance).

<sup>3</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen obligatoire sous forme d'une prestation artistique ou sportive et d'un examen écrit ou oral de théorie dans la discipline pratiquée. L'Ecole décide, le cas échéant, s'il s'agit d'un examen écrit ou oral.

<sup>4</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen écrit ou oral d'histoire de la musique. De surcroît, les deux examens d'option portent sur l'instrument principal et sur le solfège. Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Domaines et disciplines d'examen à choix

**Art. 14** <sup>1</sup> Seuls peuvent être choisis comme domaines ou disciplines d'examen des domaines ou des disciplines étudiés en principe durant les deux dernières années du cycle d'études.

<sup>2</sup> Avant le 31 mars de la dernière année du cycle d'études, les candidats annoncent, parmi les disciplines à choix, celles sur lesquelles ils entendent être examinés.

Travail de certificat

**Art. 15** <sup>1</sup> Le travail de certificat est un travail individuel choisi par le candidat avec l'accord de l'examineur, portant sur un travail d'enquête, un travail artistique ou un travail interdisciplinaire ressortissant à la formation générale ou au domaine professionnel envisagé.

<sup>2</sup> Le travail de certificat comporte la réalisation d'un document écrit, voire également d'un travail pratique, sur le sujet retenu ainsi que sa présentation dans le cadre des examens oraux.

<sup>3</sup> Le sujet du travail de certificat doit être soumis pour approbation à l'examineur à la fin de la deuxième année du cycle d'études. Le travail doit être remis à l'examineur dans le courant de la troisième année mais au plus tard le 31 mars.

<sup>4</sup> Un travail de certificat non rendu dans les délais ou considéré comme non recevable au moment de son dépôt ne permet pas au candidat de se présenter à la session d'examens de l'année en cours.

Déroulement des examens  
a) Examineur

**Art. 16** <sup>1</sup> L'examineur est en principe le maître qui a enseigné la discipline concernée au candidat durant la dernière année du cycle d'études.

<sup>2</sup> L'examineur collabore avec l'expert désigné pour la discipline.

<sup>3</sup> En cas de litige entre un examineur et un expert, le directeur de l'Ecole recourt à un expert neutre qui tranche.

b) Examens écrits

**Art. 17** <sup>1</sup> Les sujets des examens écrits sont choisis par l'examineur et soumis à l'expert.

<sup>2</sup> La durée des examens écrits est en principe de quatre heures pour le français et les mathématiques et de deux heures pour les autres disciplines.

<sup>3</sup> Les épreuves des examens écrits de même que le travail de certificat sont corrigés par l'examineur et soumis à l'expert.

c) Examens oraux et pratiques

**Art. 18** <sup>1</sup> Les examens oraux et pratiques sont menés par l'examineur en présence de l'expert qui dresse un procès-verbal succinct de l'examen et participe à l'évaluation des prestations du candidat.

<sup>2</sup> La durée des examens oraux de même que celle de la soutenance du travail de certificat varie, sur décision de l'Ecole, entre quinze et trente minutes selon la discipline concernée.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Les examens pratiques, en particulier ceux liés à l'éducation visuelle, aux activités créatrices, à l'éducation physique ainsi qu'aux disciplines spécifiques des options, peuvent s'étendre sur une durée maximale de quatre heures.

d) Fraude

**Art. 19** <sup>1</sup> Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion immédiate du candidat qui est réputé avoir échoué aux examens.

<sup>2</sup> L'examineur ou l'expert témoin de la fraude en avertit sans délai le directeur. Celui-ci informe le candidat de son exclusion.



e) Évaluation

**Art. 20** <sup>1</sup> Les prestations d'un candidat dans une discipline d'examen sont évaluées par une seule appréciation d'ensemble.

<sup>2</sup> Cette appréciation est fixée en commun par l'examineur et l'expert.

### **SECTION 2<sup>BIS</sup> : Disposition particulière relative à la délivrance du certificat pour l'année 2020**

Annulation des examens

**Art. 20a** <sup>1</sup> Pour l'année 2020, les examens écrits et oraux du certificat sont annulés.

Notes de certificat

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 6, seuls les résultats dits d'école entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat.

Examens pour les personnes en situation d'échec

<sup>3</sup> Les élèves qui n'obtiennent pas leur certificat sur la base des résultats dits d'école ont la possibilité de passer des examens conformément aux articles 10 et suivants. Les examens portent sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

### **SECTION 3 : Délivrance du certificat**

Disciplines déterminantes

**Art. 21** <sup>1</sup> Dans l'organisation générale de l'Ecole, treize disciplines sont déterminantes pour l'obtention du certificat, soit :

a) dix disciplines obligatoires ressortissant à la formation générale :

Domaine	Discipline
Sciences humaines	Culture et civilisation Actualité et société
Sciences expérimentales et mathématiques	Mathématiques Sciences expérimentales
Langues et communication	Français Langue 2 Langue 3
Arts et sport	Discipline artistique étudiée Education physique
Éléments de méthode	Travail de certificat

b) trois disciplines du domaine professionnel correspondant à l'option choisie :

Option	Discipline
Option "Santé"	Sciences expérimentales (biologie) Sciences expérimentales (chimie) Sciences expérimentales (physique)
Option "Arts visuels"	Dessin Histoire de l'art Ateliers d'arts visuels
Option	Discipline
Option "Sport"	Disciplines sportives (individuelles) Disciplines sportives (collectives) Sciences expérimentales et du sport
Option "Social Pédagogie"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit Psychologie Activités créatrices
Option "Social Musique"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Instrument
Option "Social Théâtre"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Ateliers de théâtre

<sup>2</sup> Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) huit disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception des disciplines du domaine "arts et sport";
- b) deux disciplines liées au domaine artistique ou sportif;
- c) trois disciplines spécifiques selon l'option étudiée.

<sup>3</sup> Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) neuf disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception de la discipline sport du domaine "arts et sport";
- b) une discipline liée à l'orientation musique : histoire de la musique;
- c) trois disciplines spécifiques de l'option liées à l'orientation musique : instrument principal, solfège, piano harmonique/harmonie.

Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Détermination  
des  
appréciations  
du certificat

**Art. 22** Pour chaque discipline déterminante, l'appréciation finale figurant au certificat est déterminée comme suit :

- a) discipline déterminante soumise à un examen :  
l'appréciation finale résulte de la moyenne de l'appréciation de l'examen et de l'appréciation de la dernière année d'enseignement, qui peut être nuancée à l'aide de demi-points; en cas d'indétermination, le résultat dit d'examen l'emporte;
- b) discipline déterminante non soumise à un examen :  
l'appréciation finale est l'appréciation de la dernière année d'enseignement;
- c) travail de certificat :  
l'appréciation finale résulte du jugement d'ensemble porté sur le travail écrit et sur sa présentation orale.

Clauses de  
réussite

**Art. 23** Le certificat est délivré si, simultanément :

- a) la moyenne de toutes les appréciations est supérieure ou égale à 4;
- b) trois notes au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieure à deux points.

Séance finale

**Art. 24** <sup>1</sup> A la suite des examens a lieu une séance qui réunit les examinateurs sous la présidence du directeur.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats obtenus au certificat sont arrêtés dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 26 demeure réservé.

## Répétition

**Art. 25** <sup>1</sup> Le candidat qui a échoué selon l'article 23 doit répéter l'enseignement de toute la dernière année du cycle d'études pour pouvoir se présenter à nouveau aux examens de certificat.

<sup>2</sup> Une seconde répétition de la dernière année est exclue.

<sup>3</sup> Le Département règle les cas des candidats qui, pour des raisons de force majeure, n'ont pas pu se présenter à tout ou partie des examens.

### **SECTION 3<sup>bis</sup> : Maturité spécialisée<sup>6)</sup>**

## Principe

**Art. 25a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'Ecole de culture générale délivre un certificat de maturité spécialisée reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

<sup>2</sup> La maturité spécialisée fait l'objet de directives spécifiques édictées par le Département pour les modalités qui ne sont pas régies par la présente ordonnance.

## Domaines, organisation et durée

**Art. 25b<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Le certificat de maturité spécialisée est offert dans les domaines professionnels suivants :

- a) de la santé;
- b) du social;
- c) des arts visuels;
- d) du sport.

<sup>2</sup> Le Département définit dans les directives les modalités d'organisation et d'évaluation des contenus du certificat de maturité spécialisée.

<sup>3</sup> Le Département peut confier, sous la forme d'un mandat de prestations, tout ou partie de l'organisation des prestations complémentaires à des hautes écoles spécialisées du domaine.

## Titres pour l'admission

**Art. 25c<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les porteurs d'un certificat de culture générale, quelle que soit l'option choisie, sont admissibles à la formation menant au certificat de maturité spécialisée.

<sup>2</sup> Les porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé du certificat de maturité spécialisée sont astreints à des compléments de formation dans les disciplines en relation avec le domaine professionnel visé.

<sup>3</sup> Le Département peut fixer des conditions supplémentaires d'admission, voire réguler l'accès à la maturité spécialisée.

Contenu de la formation

**Art. 25d<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> La formation qui conduit au certificat de maturité spécialisée comprend :

- a) des prestations complémentaires, sous forme de cours et/ou de stages, dans le domaine professionnel choisi;
- b) un travail de maturité spécialisée dans le domaine professionnel choisi, préparé de façon personnelle;
- c) le cas échéant, les compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

<sup>2</sup> Le Département en fixe les modalités, conformément aux règlements et directives de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP).

Stages pratiques

**Art. 25e<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> En principe, l'élève recherche lui-même la ou les éventuelles places de stage exigées dans le cadre des prestations complémentaires.

<sup>2</sup> Une convention régit les relations entre l'institution, l'école et l'élève.

<sup>3</sup> Les objectifs de la formation sont fixés par la convention et sont contrôlés notamment sur la base des rapports fournis par l'institution et l'élève.

Conditions d'obtention du titre

**Art. 25f<sup>6)</sup>** Pour obtenir la maturité spécialisée, l'élève doit avoir :

- a) rempli les conditions fixées par le Département relatives aux prestations complémentaires dans le domaine professionnel choisi;
- b) obtenu au moins la note de 4 à l'évaluation du travail de maturité spécialisée;
- c) le cas échéant, avoir rempli les conditions fixées par le Département relatives aux compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

## SECTION 4 : Voies de droit

Voies de droit

**Art. 26<sup>4)</sup>** Les décisions du conseil des maîtres, du directeur, des examinateurs et des experts ainsi que du Département sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

## SECTION 5 : Dispositions finales et transitoires

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 27** L'ordonnance du 8 mars 2005 concernant la délivrance du diplôme de l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogée.

Entrée en vigueur

**Art. 28** <sup>1</sup> La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> août 2006.

<sup>2</sup> Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études avec l'année scolaire 2004-2005 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2007.

Delémont, le 31 octobre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Dispositions finales et transitoires de la modification du 5 juillet 2011

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2011.

<sup>2</sup> Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études au début de l'année scolaire 2010-2011 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2013.

- 1) [RSJU 412.11](#)
- 2) [RSJU 412.354](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 6) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011
- 7) Nouvelle dénomination selon l'art. 16, al. 1, ch. 4, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006 ([RSJU 172.111](#))
- 8) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020





# Ordonnance concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles

du 11 décembre 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Disposition générale

Egalité des  
sexes

**Article premier** Sauf exception résultant du contexte, les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Modalités de perception

Période et  
modalités de  
perception

**Art. 2** Les caisses d'allocations familiales (ci après : "les caisses") calculent et perçoivent la contribution due par l'employeur au fonds selon les mêmes modalités que celles définies dans la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivant<sup>2)</sup>.

Transfert au  
fonds

**Art. 3** <sup>1</sup> Les caisses transfèrent les montants perçus à l'administration du fonds dans le mois qui suit l'encaissement, déduction faite de l'indemnisation qui leur est allouée.

<sup>2</sup> Elles remettent un décompte annuel à l'administration du fonds mentionnant les montants facturés, encaissés, ouverts et en contentieux.

Indemnisation

**Art. 4** <sup>1</sup> Les caisses perçoivent pour leurs tâches une indemnisation forfaitaire correspondant à 3,5 % de la totalité des montants facturés au titre de la contribution du fonds.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement revoit ce taux en cas de modification du taux de contribution.

**Art. 5<sup>5)</sup>****CHAPITRE III : Participation aux actions de formation**

Prestations du  
fonds

**Art. 6** <sup>1</sup> Les prestations du fonds sont versées d'office ou sur requête adressée à l'administration du fonds.

<sup>2</sup> Font l'objet d'un versement d'office les contributions :

- a) aux cours interentreprises;
- b) aux frais pour les procédures de qualification reconnues;
- c) aux mesures d'encouragement aux entreprises formatrices;
- d) à l'organisation de cours pour formateurs en entreprise.

<sup>3</sup> Font l'objet d'un versement sur requête :

- a) l'organisation et le développement de formations en réseau;
- b) les mesures d'encouragement à la formation professionnelle et continue des femmes;
- c) la participation à la promotion de la formation professionnelle;
- d) les autres mesures liées à la formation professionnelle et continue ainsi qu'à la formation professionnelle supérieure.

Contenu de la  
requête

**Art. 7** La requête doit mentionner :

- a) le nom, l'adresse et le statut du requérant;
- b) l'identité des personnes responsables de la demande;
- c) la nature, l'objectif et la justification de l'action prévue;
- d) le contenu de l'action, sa durée, son époque et sa périodicité;
- e) les caractéristiques et l'effectif des bénéficiaires;
- f) le budget détaillé ainsi que les éventuelles subventions fédérales et cantonales ou les contributions des organisations du monde du travail obtenues ou attendues;
- g) les mesures utilisées pour assurer le contrôle de la qualité.

Délai

**Art. 8** La requête doit être adressée au plus tard trois mois avant le début de l'action envisagée.

Décision

**Art. 9** <sup>1</sup> Le conseil de direction du fonds statue sur la requête par écrit dans les deux mois dès son dépôt.

<sup>2</sup> Sauf cas de refus, il arrête la promesse de participation du fonds à la mesure considérée.

**Prestations** **Art. 10** Le conseil de direction arrête, par voie de directives, les montants maximums ou forfaitaires quant à la prise en charge des actions. Le fonds ne peut financer seul une action déterminée.

**Présentation d'un rapport** **Art. 11** Dans les trois mois après l'achèvement de l'action, le bénéficiaire remet à l'administration du fonds un rapport succinct présentant le bilan de cette dernière.

**Versement de la prestation** **Art. 12** <sup>1</sup> La prestation allouée est versée au bénéficiaire, après présentation des comptes et du rapport succinct.

<sup>2</sup> Des versements par acomptes sont possibles, en particulier pour des actions durables.

<sup>3</sup> S'il apparaît que l'action entreprise ne correspond pas entièrement à celle pour laquelle la promesse de participation a été octroyée, le conseil de direction statue sur une éventuelle modification de la participation. En cas de différence importante, la participation peut être supprimée.

**Remboursement des prestations** **Art. 13** Le bénéficiaire est tenu de rembourser les prestations obtenues lorsque celles-ci n'ont pas été utilisées conformément à leur destination ou ont été obtenues par des indications fausses ou des omissions volontaires.

## CHAPITRE IV : Collaboration

**Collaboration** **Art. 14** Le conseil de direction et les caisses d'allocations familiales collaborent dans l'application de la présente législation.

## CHAPITRE V : Conseil de direction

**Composition** **Art. 15** <sup>1</sup> Le conseil de direction est composé de six membres nommés par le Gouvernement et comportant :

- a) <sup>4)</sup> deux représentants de l'Etat, dont le chef du Service de la formation postobligatoire;
- b) deux représentants des associations patronales proposés par ces dernières;

c) deux représentants des syndicats proposés par ces derniers.

<sup>2</sup> Le conseil de direction choisit son président et son vice-président parmi les représentants issus de milieux différents.

<sup>3</sup> Le président et le vice-président sont élus pour la législature; ils sont rééligibles à la même fonction.<sup>3)</sup>

Durée **Art. 16** <sup>1</sup> Les membres sont nommés pour la période de la législature.

<sup>2</sup> Ils sont rééligibles.

Séances **Art. 17** <sup>1</sup> Le conseil de direction se réunit aussi souvent que nécessaire, mais une fois au moins par trimestre.

<sup>2</sup> Deux membres peuvent demander la convocation d'une séance.

Quorum **Art. 18** Le conseil de direction peut valablement siéger lorsque la majorité des membres sont présents.

Décisions **Art. 19** Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Compétences **Art. 20** <sup>1</sup> Le conseil de direction est responsable de la gestion générale du fonds. Il doit en particulier :

- a) arrêter les prestations versées d'office et statuer sur les demandes de prestations;
- b) ratifier le budget général du fonds;
- c) proposer au Gouvernement le taux de la contribution au fonds;
- d) s'assurer de l'affectation correcte des sommes allouées;
- e) remettre à la fin de chaque exercice son rapport d'activité au Gouvernement;
- f) élaborer le cahier des charges de l'administrateur et veiller à son respect;
- g) édicter les directives d'application nécessaires.

<sup>2</sup> Les dispositions sur la responsabilité des employés de l'Etat s'appliquent par analogie aux membres du conseil de direction.<sup>4)</sup>

Groupes de travail **Art. 21** <sup>1</sup> Le conseil de direction peut constituer des groupes de travail pour traiter de sujets particuliers.

<sup>2</sup> Il peut faire appel à des experts.

**Indemnités** **Art. 22** Les membres du conseil de direction qui ne sont pas au service de l'administration cantonale reçoivent des indemnités de séance et de déplacement fixées par le Gouvernement.

**Organe de contrôle** **Art. 23** Le Contrôle des finances assure le contrôle de la gestion du fonds.

## CHAPITRE VI : Administration

**Administrateur** **Art. 24** <sup>1</sup> L'administration du fonds est assumée par un administrateur.

<sup>2</sup> L'administrateur est subordonné au conseil de direction. Il est rattaché administrativement au Service de la formation postobligatoire.<sup>4)</sup>

**Compétences** **Art. 25** L'administrateur assure le lien avec les bénéficiaires potentiels. Il les conseille et les assiste en vue de la préparation de leurs requêtes. Il est chargé de l'administration du fonds et a pour tâches :

- a) de procéder au paiement des prestations versées d'office;
- b) de recevoir et de préavisier les requêtes financières et de préparer les dossiers à l'intention du conseil de direction;
- c) d'exécuter les ordres de paiement liés aux actions admises par le conseil de direction;
- d) de tenir la comptabilité générale du fonds;
- e) de préparer le budget annuel et de le soumettre au conseil de direction;
- f) d'obtenir des caisses d'allocations familiales les données relatives à la masse salariale totale annoncée par chaque employeur affilié;
- g) de proposer au conseil de direction le taux de la contribution de l'employeur;
- h) d'encourager le développement d'actions en faveur des formations professionnelles initiales et supérieures et de la formation continue à des fins professionnelles;
- i) de promouvoir le fonds auprès des entreprises et des associations concernées dans diverses manifestations et visites d'entreprises;
- j) d'élaborer le rapport annuel de gestion du fonds;
- k) d'exécuter les autres tâches relatives à la gestion du fonds.

## CHAPITRE VII : Fonds existants

Procédure de  
reconnaissance

**Art. 26** <sup>1</sup> Les fonds existants qui entendent être reconnus présentent une requête écrite dans ce sens au conseil de direction.

<sup>2</sup> Le conseil de direction instruit le dossier et transmet ce dernier au département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire pour préavis à l'intention du Gouvernement.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur la reconnaissance.

## CHAPITRE VIII : Disposition finale

Entrée en  
vigueur

**Art. 27** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Delémont, le 11 décembre 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 413.12](#)

2) [RS 831.10](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

# Règlement général des écoles et centres professionnels de la République et Canton du Jura

du 31 mars 1994

*Le Département de l'Economie,*

vu les articles 4, 40, 43, alinéa 1, 44 et 45 de la loi du 13 décembre 1990 sur la formation professionnelle<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Généralités

But

**Article premier** Le présent règlement a pour but essentiel de coordonner les conditions de fréquentation des écoles et centres professionnels cantonaux, de fixer un cadre général et les conditions les plus favorables au bon fonctionnement des institutions, dont le climat doit être le plus propice à la formation des apprentis.

Autorités  
d'application

**Art. 2** La direction et la commission de surveillance de l'école et/ou du centre professionnel sont chargées de l'application du présent règlement.

## SECTION 2 : Organisation

Organisation  
générale

**Art. 3** La direction, d'entente avec la commission de surveillance, a notamment la responsabilité :

- d'établir un organigramme de fonctionnement de l'établissement comportant l'ordre hiérarchique des fonctions;
- de prendre toutes dispositions nécessaires afin que l'enseignement obligatoire, les cours d'appoint, les cours facultatifs, les cours de l'école professionnelle supérieure (maturité professionnelle) ou d'autres cours soient dispensés avec efficacité;
- de collaborer avec le Service de la formation postobligatoire<sup>4)</sup> à l'organisation du perfectionnement professionnel, notamment par la mise à disposition des compétences techniques et humaines;
- d'être à l'écoute des apprentis et de leurs représentants légaux, de les diriger vers les organes compétents, notamment la commission d'apprentissage, en cas de problèmes;

- d'insuffler aux apprentis un état d'esprit positif face au travail, de les motiver à la mobilité professionnelle et d'éveiller chez eux l'esprit d'entreprendre et d'innover;
- de favoriser la créativité de l'apprenti;
- de collaborer avec les maîtres d'apprentissage;
- de collaborer avec les organismes compétents afin de jouer un rôle de prévention et d'information dans les domaines de l'éducation à la santé;
- de motiver et d'animer le collège des enseignants;
- de consulter le collège des enseignants pour toute décision importante concernant la vie de l'école et/ou du centre professionnel.

Organisation  
interne

**Art. 4** <sup>1</sup> Chaque établissement élabore un règlement interne, qui après consultation du collège des enseignants, est soumis à l'approbation du Département de l'Economie.

<sup>2</sup> Le règlement interne porte sur toutes les questions relatives à l'organisation, au fonctionnement et à la vie de l'établissement.

<sup>3</sup> Le règlement interne est remis aux enseignants et aux élèves.

<sup>4</sup> Les écoles veillent à coordonner le contenu de leur règlement interne.

### SECTION 3 : Programme d'enseignement et horaire

Programme  
d'enseignement

**Art. 5** <sup>1</sup> Le programme-cadre d'enseignement édité par l'OFIAMT est obligatoire.

<sup>2</sup> L'école, le centre professionnel complètent ou aménagent si nécessaire le programme fédéral de chaque profession selon son organisation interne, tout en respectant le nombre de branches et la durée de l'enseignement.

<sup>3</sup> L'école, le centre professionnel sont autorisés à dépasser le quota de leçons du programme fédéral dans la mesure où l'augmentation du nombre de leçons dispensées aux apprentis ne porte pas préjudice à la formation pratique. La subvention fédérale devra être garantie.

Horaire

**Art. 6** <sup>1</sup> L'horaire des cours est remis à l'apprenti.

<sup>2</sup> L'horaire hebdomadaire comportant l'effectif par classe est adressé au Service de la formation postobligatoire<sup>4)</sup> au début de chaque semestre.



## SECTION 4 : Notes, bulletins semestriels et carnets scolaires

Notes **Art. 7** Les notes sont attribuées conformément aux articles 29 et 32 de l'ordonnance fédérale du 7 novembre 1979 sur la formation professionnelle<sup>2</sup>.

Bulletin semestriel **Art. 8** <sup>1</sup> Le bulletin semestriel comprend la note obtenue dans chaque branche sur la base d'au moins trois épreuves effectuées durant le semestre.

<sup>2</sup> Il comprend en outre le nombre d'absences justifiées et non-justifiées.

<sup>3</sup> La direction de l'école ou du centre professionnel, ou, par délégation, les maîtres responsables et les parties liées au contrat d'apprentissage signent le bulletin.

Carnet scolaire **Art. 9** Dans le carnet scolaire sont notés :

- les résultats obtenus en classe;
- les devoirs à faire à domicile;
- les remarques éventuelles concernant le comportement de l'élève;
- les informations relatives aux diverses activités de l'établissement.

### SECTION 4<sup>BIS</sup><sup>3</sup> : Bulletin semestriel et promotion pour l'année scolaire 2019-2020

Elèves en fin de formation  
a) Note d'expérience **Art. 9a**<sup>3</sup> <sup>1</sup> Pour les élèves en fin de formation, les notes du deuxième semestre 2019-2020 ne sont pas prises en compte pour la note d'expérience.

b) Bulletin semestriel <sup>2</sup> Il n'est pas établi de bulletin semestriel pour le deuxième semestre 2019-2020.

Elèves en cours de formation **Art. 9b**<sup>3</sup> <sup>1</sup> Pour les élèves en cours de formation, en dérogation à l'article 8, la note du second semestre de l'année scolaire 2019-2020 se compose d'au moins deux notes pour chaque branche enseignée ou d'au moins deux appréciations.

<sup>2</sup> Si la note du deuxième semestre est inférieure à celle du premier, c'est la note du premier semestre qui compte à la place de celle du deuxième semestre. Cette règle s'applique également lorsqu'aucune note n'a été attribuée durant le deuxième semestre ou un nombre insuffisant de notes.

<sup>3</sup> Pour la formation modulaire des informaticiens CFC de la DIVTEC, les alinéas 1 et 2 sont appliqués en tenant compte des notes des examens de modules du deuxième semestre.

## SECTION 5 : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 10** Le présent règlement abroge et remplace toutes autres dispositions, notamment celles qui traitent des mêmes objets dans le règlement encore en vigueur des écoles et des centres professionnels.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1994.

Delémont, le 31 mars 1994

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE

Le ministre : Jean-Pierre Beuret

<sup>1)</sup> RSJU 413.11

<sup>2)</sup> Voir actuellement l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle ([RS 412.101](#))

<sup>3)</sup> Introduit(e) par le ch. I du règlement général du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020

<sup>4)</sup> Nouvelle dénomination selon l'article 64 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ([RSJU 172.111](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

## Ordonnance sur la maturité professionnelle

du 22 mars 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 25 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>1</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 24 juin 2009 sur la maturité professionnelle fédérale (OMPr)<sup>2</sup>,

vu l'article 29 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique à la maturité professionnelle fédérale au sens de l'article 25 de la loi fédérale sur la formation professionnelle<sup>1</sup>.

<sup>2</sup> Elle a pour objet de définir les orientations ainsi que les formes et modèles dans lesquels cette formation est offerte.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Orientations

**Art. 3** <sup>1</sup> La maturité professionnelle est offerte dans les orientations suivantes :

- a) Technique, architecture et sciences de la vie;
- b) Santé et social;
- c) Economie et services.

<sup>2</sup> L'obtention de la maturité professionnelle dans le cadre de la filière "intégrée" en école de commerce est régie par l'ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce<sup>4</sup>.

Filières	<p><b>Art. 4</b> L'enseignement dispensé pour la maturité professionnelle peut être suivi dans les deux filières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) pendant la formation professionnelle initiale (filière "intégrée");</li> <li>b) à plein temps ou à temps partiel dans le prolongement d'une formation professionnelle initiale terminée avec succès (filière "post-CFC").</li> </ul>
Lieux d'enseignement	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le Gouvernement détermine la répartition des lieux d'enseignement des différentes orientations et filières.</p> <p><sup>2</sup> Sous réserve de regroupements justifiés par des fluctuations des effectifs des élèves, l'organisation de l'enseignement d'une orientation de la maturité professionnelle est confiée à la division du Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> en charge du domaine de formation correspondant.</p>
Collaboration	<p><b>Art. 6</b> Dans toute la mesure du possible, les divisions collaborent entre elles et coordonnent leurs activités pour l'application de la présente ordonnance.</p>
Apprentissage des langues	<p><b>Art. 7</b> Un accent particulier est notamment porté sur l'apprentissage des langues.</p>

## SECTION 2 : Durée et organisation de l'enseignement

Durée	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Les cours scolaires en vue de l'obtention de la maturité professionnelle dispensés pendant la formation de base s'étendent sur six semestres.</p> <p><sup>2</sup> Ils débutent au premier semestre de l'apprentissage pour les professions dont la formation professionnelle initiale dure trois ans et au troisième semestre de l'apprentissage lorsque cette durée est de quatre ans.</p>
Organisation	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les classes sont constituées uniquement d'apprentis préparant la maturité professionnelle.</p> <p><sup>2</sup> En règle générale, elles sont constituées en fonction des orientations de la maturité professionnelle. Des classes réunissant les élèves de différentes orientations peuvent toutefois être constituées si ce regroupement se justifie des points de vue thématique, pédagogique ou organisationnel.</p>

<sup>3</sup> L'enseignement dispensé pour la maturité professionnelle peut remplacer l'enseignement obligatoire du certificat fédéral de capacité (ci-après : CFC) si les exigences retenues dans les programmes-cadres de l'enseignement préparant à la maturité professionnelle vont au-delà de celles de l'enseignement obligatoire du CFC. Dans les professions industrielles, artisanales et celles du domaine santé-social, la branche "culture générale" est toujours remplacée par la formation de la maturité professionnelle.

Filière courte  
à l'école des  
métiers  
techniques

**Art. 10** <sup>1</sup> Les apprentis de l'école des métiers techniques qui suivent l'orientation "Technique, architecture et sciences de la vie" peuvent obtenir une réduction d'une année de la durée de leur apprentissage (filière courte).

<sup>2</sup> Au terme de la troisième année d'apprentissage, ils subissent les examens de fin d'apprentissage dans les branches professionnelles. Après réussite de cet examen, ils effectuent la quatrième année à plein temps dans la filière de maturité professionnelle.

<sup>3</sup> Au terme des quatre ans, et pour autant que l'examen de maturité soit réussi, les apprentis reçoivent le certificat fédéral de capacité et le certificat de maturité professionnelle.

Durée

**Art. 11** <sup>1</sup> La formation destinée aux professionnels qualifiés, c'est-à-dire aux personnes disposant d'une formation professionnelle initiale terminée avec succès (art. 4, let. b) s'étend sur deux semestres à plein temps ou sur quatre semestres à temps partiel.

<sup>2</sup> Elle comprend au minimum 1 440 leçons.

### SECTION 3 : Admission

Conditions  
d'admission  
a) en formation  
professionnelle  
initiale

**Art. 13** <sup>1</sup> Sont admis aux cours de maturité professionnelle dispensés pendant la formation initiale dès le début du premier respectivement du troisième semestre de l'apprentissage (art. 8, al. 2) les candidats qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante, n'ont pas obtenu plus d'une note insuffisante dans l'ensemble des branches de base et des branches d'option, et présentent le profil scolaire suivant :

- a) le niveau A dans trois branches, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12 points au moins; ou
- b) le niveau A dans deux branches et le niveau B dans une branche, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 14 points au moins et obtenu au moins la note 5 au niveau B.

<sup>2</sup> Les candidats qui ne remplissent pas ces conditions sont tenus de se présenter à un examen d'admission dans les branches de français, allemand et mathématiques. Les candidats à la maturité professionnelle dans l'orientation "Economie et services" passent en outre un examen dans la branche d'anglais. Les divisions organisent un examen de difficulté équivalente et veillent à une bonne coordination entre le contenu de l'examen et la matière des plans d'études des écoles secondaires.

<sup>3</sup> Pour être admis en classe de maturité professionnelle de l'orientation "Technique, architecture et sciences de la vie" selon la filière courte (art. 10, al. 1), les apprentis doivent au surplus avoir terminé la troisième année d'apprentissage et réussi les branches professionnelles de l'examen de fin d'apprentissage.

b) après la  
formation  
professionnelle  
initiale

**Art. 14** <sup>1</sup> Sont admis aux cours de maturité professionnelle dans les orientations "Technique, architecture et sciences de la vie" et "Santé et social", après la formation professionnelle initiale, les titulaires d'un CFC qui remplissent les conditions de l'article 13, alinéa 1 ou 2.

<sup>2</sup> Pour les candidats à la maturité professionnelle dans l'orientation "Economie et services", un examen d'admission a lieu au début de l'année scolaire. Il porte sur les branches de français, allemand, anglais et mathématiques. Les candidats qui ont obtenu une moyenne générale de CFC d'employé de commerce formation élargie (profil E) de 4,8 au moins, ainsi que ceux qui sont titulaires d'un certificat cantonal d'études commerciales, sont admis sans examen.

Examen  
d'admission

**Art. 15** <sup>1</sup> Les notes de branche et la moyenne générale sont arrondies à la première décimale.

<sup>2</sup> L'examen d'admission est réussi si le candidat obtient une moyenne générale pondérée de 4,0 au moins et pas plus d'une note insuffisante.

<sup>3</sup> La pondération de la moyenne générale peut être différente entre deux orientations, mais elle doit être identique au sein d'une même orientation.

<sup>4</sup> Pour la maturité professionnelle dans l'orientation "Economie et services", des barèmes différents peuvent être appliqués selon le type "Economie" ou "Services".

Cours de  
préparation

**Art. 16** Sur autorisation du Service de la formation postobligatoire<sup>71</sup> et pour autant que le nombre de candidats soit suffisant, les divisions en charge de l'enseignement peuvent organiser des cours de préparation dans une ou plusieurs des branches prévues à l'examen.

### SECTION 3<sup>BIS</sup><sup>6)</sup> : Conditions d'admission à la maturité professionnelle pour la rentrée d'août 2020

#### Principe

**Art. 16a<sup>6)</sup>** Pour la rentrée scolaire d'août 2020, en dérogation aux articles 13 et 14, les conditions d'admission aux cours de la maturité professionnelle sont réglées selon les dispositions de la présente section.

#### Conditions d'admission a) en formation professionnelle initiale

**Art. 16b<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Sont admis aux cours de maturité professionnelle dispensés pendant la formation initiale dès le début du premier respectivement du troisième semestre de l'apprentissage (art. 8, al. 2) les candidats qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante, n'ont pas obtenu plus d'une note insuffisante dans l'ensemble des branches de base et des branches d'option, et présentent le profil scolaire suivant :

- a) le niveau A dans trois branches, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11,5 points au moins; ou
- b) le niveau A dans deux branches et le niveau B dans une branche, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 13,5 points au moins et obtenu au moins la note 4,5 au niveau B; ou
- c) le niveau A dans une discipline et le niveau B dans deux disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total de 14,5 points, obtenu au moins la note 4,5 au niveau B et qui ont été admis à suivre les cours dans au moins deux niveaux A au deuxième semestre par suite de transition.

<sup>2</sup> Les candidats qui ne remplissent pas ces conditions sont tenus de se présenter à un examen d'admission dans les branches de français, allemand et mathématiques. Les candidats à la maturité professionnelle dans l'orientation "Economie et services" passent en outre un examen dans la branche d'anglais. Les divisions organisent un examen de difficulté équivalente et veillent à une bonne coordination entre le contenu de l'examen et la matière des plans d'études des écoles secondaires.

<sup>3</sup> Pour être admis en classe de maturité professionnelle de l'orientation "Technique, architecture et sciences de la vie" selon la filière courte (art. 10, al. 1), les apprentis doivent au surplus avoir terminé la troisième année d'apprentissage et satisfaire aux critères fixés par les directives adoptées en application de l'article 3, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale du 16 avril 2020 relative à l'organisation des procédures de qualification de la formation professionnelle initiale en 2020 dans le contexte du coronavirus (Ordonnance COVID-19 procédures de qualification formation professionnelle initiale)<sup>8)</sup>.

b) après la formation professionnelle initiale

**Art. 16c<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Sont admis aux cours de maturité professionnelle dans les orientations "Technique, architecture et sciences de la vie" et "Santé et social", après la formation professionnelle initiale, les titulaires d'un CFC qui remplissent les conditions de l'article 16b, alinéa 1, lettre a ou b, ou alinéa 2.

<sup>2</sup> Pour les candidats à la maturité professionnelle dans l'orientation "Economie et services", un examen d'admission a lieu au début de l'année scolaire. Il porte sur les branches de français, allemand, anglais et mathématiques. Les candidats qui ont obtenu une moyenne générale de CFC d'employé de commerce formation élargie (profil E) de 4,5 au moins, ainsi que ceux qui sont titulaires d'un certificat cantonal d'études commerciales, sont admis sans examen.

#### SECTION 4 : Notation et promotion

Bulletin de notes

**Art. 17** <sup>1</sup> A la fin de chaque semestre, l'élève reçoit un bulletin de notes dans lequel est consignée l'appréciation des prestations dans chacune des branches enseignées et, cas échéant, dans le travail interdisciplinaire.

<sup>2</sup> Les notes de branches et, cas échéant, du travail interdisciplinaire sont arrondies à des notes entières ou des demi-notes.

<sup>3</sup> La note globale correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, de toutes les notes prises en compte.

<sup>4</sup> L'école décide de la promotion de l'élève sur la base du bulletin de notes.

<sup>5</sup> Le bulletin de notes est un document officiel établi par la division en charge de l'enseignement.

Promotion

**Art. 18** <sup>1</sup> La promotion a lieu si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'est pas supérieure à 2;
- c) deux notes au maximum sont inférieures à 4,0.

<sup>2</sup> Les notes obtenues dans les branches enseignées comptent pour la promotion; la note du travail interdisciplinaire ne compte pas.

<sup>3</sup> Si l'enseignement menant à la maturité professionnelle est suivi pendant la formation professionnelle initiale, l'apprenti qui ne remplit pas les conditions fixées à l'alinéa 1 est promu provisoirement.



<sup>4</sup> S'il ne remplit pas une seconde fois ces conditions, il peut répéter une seule fois une année d'enseignement ou est exclu de l'enseignement menant à la maturité professionnelle.

<sup>5</sup> La répétition d'une année d'enseignement requiert obligatoirement la prolongation du contrat.

<sup>6</sup> Si l'enseignement menant à la maturité professionnelle est suivi à plein temps après la formation professionnelle initiale, l'élève qui ne remplit pas les conditions fixées à l'alinéa 1 à la fin du premier semestre est exclu de l'enseignement menant à la maturité professionnelle.

<sup>7</sup> Si l'enseignement menant à la maturité professionnelle est suivi à temps partiel après la formation professionnelle initiale, l'élève qui ne remplit pas les conditions fixées à l'alinéa 1, lettres b et c, après l'examen portant sur les branches enseignées durant les deux premiers semestres est exclu de la maturité professionnelle.

<sup>8</sup> L'année d'enseignement ne peut être répétée qu'une seule fois.

Echec dans  
les branches  
professionnelles  
en école de  
métiers  
techniques

**Art. 19** L'apprenti en école de métiers techniques qui n'a pas réussi les branches professionnelles du CFC au terme de la troisième année est exclu de l'enseignement menant à la maturité professionnelle orientation "Technique, architecture et sciences de la vie" et termine son apprentissage en quatrième année avec un programme spécial. A la fin de son année, il devra repasser les branches dans lesquelles il a échoué et passer l'examen de branches générales.

## SECTION 5 : Enseignement

Enseignement

**Art. 20** <sup>1</sup> L'enseignement comprend :

- a) un domaine fondamental;
- b) un domaine spécifique;
- c) un domaine complémentaire.

<sup>2</sup> Les branches du domaine fondamental sont les suivantes :

- a) le français;
- b) l'allemand;
- c) l'anglais;
- d) les mathématiques.

<sup>3</sup> Les branches du domaine spécifique et du domaine complémentaire, ainsi que leur enseignement, sont prévues aux articles 9 et 10 de l'ordonnance sur la maturité professionnelle fédérale<sup>2)</sup>.

<sup>4</sup> Un dixième de l'enseignement menant à la maturité professionnelle et des heures de formation est consacré au travail interdisciplinaire. Il englobe le travail interdisciplinaire dans les branches de tous les domaines d'enseignement (TIB) et le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP).

Branches communes aux programmes de la maturité professionnelle et du CFC

**Art. 21** Pour les branches figurant à la fois aux programmes de la maturité professionnelle et du CFC, les moyennes semestrielles et les notes d'examen sont reprises dans les deux bulletins de notes (CFC et maturité professionnelle).

Dispense de l'enseignement

**Art. 22** La personne qui dispose des connaissances et des aptitudes requises dans une branche donnée peut être dispensée de l'enseignement correspondant par le Service de la formation postobligatoire<sup>2)</sup>.

Travail interdisciplinaire dans les branches de tous les domaines d'enseignement (TIB)

**Art. 23** <sup>1</sup> Le travail interdisciplinaire dans les branches de tous les domaines d'enseignement contribue au développement de compétences méthodologiques d'approche interdisciplinaire et de résolution de problèmes.

<sup>2</sup> Il est encouragé et pratiqué régulièrement dans l'enseignement des trois domaines, en particulier dans le cadre de petits projets, de prestations en matière de transfert, de la gestion de projets et de la communication.

<sup>3</sup> Les prestations fournies dans le cadre du travail interdisciplinaire font l'objet de notes séparées. Celles-ci sont comprises dans la note attribuée au travail interdisciplinaire en vertu de l'article 36, alinéa 9.

Travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP)

**Art. 24** <sup>1</sup> Vers la fin de la filière de formation, l'élève rédige ou élabore, seul ou dans le cadre d'un petit groupe, un travail interdisciplinaire centré sur un projet. Ce travail fait partie intégrante de l'examen de maturité professionnelle et se rapporte au monde du travail et à deux branches au moins de l'enseignement menant à la maturité professionnelle.

<sup>2</sup> Il prend la forme d'un travail écrit, d'une production créative ou d'une production technique. Les productions créatives et techniques doivent également faire l'objet d'un commentaire écrit.

## SECTION 6 : Examen de maturité professionnelle

**Examens finaux** **Art. 25** Les quatre branches du domaine fondamental et les deux branches du domaine spécifique font l'objet d'un examen final.

**Orientation**  
"Technique, architecture et sciences de la vie"  
**Art. 26** <sup>1</sup> Pour les domaines d'études "Technique et technologies de l'information" et "Architecture, construction et planification", l'examen du domaine fondamental porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– français	150 min.	15 à 20 min.
– allemand	120 min.	15 à 20 min.
– anglais	120 min.	15 à 20 min.
– mathématiques	75 min. sans moyens auxiliaires et 75 min. avec moyens auxiliaires	---

<sup>2</sup> Pour les domaines d'études "Technique et technologies de l'information" et "Architecture, construction et planification", l'examen du domaine spécifique porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– mathématiques	90 min. sans moyens auxiliaires et 90 min. avec moyens auxiliaires	---
– chimie	40 min.	---
– physique	80 min.	---

**Orientation**  
"Santé et social"  
**Art. 27** <sup>1</sup> Pour le domaine d'études "Santé", l'examen du domaine fondamental porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– français	150 min.	15 à 20 min.
– allemand	120 min.	15 à 20 min.
– anglais	120 min.	15 à 20 min.
– mathématiques	120 min. avec moyens auxiliaires	---

<sup>2</sup> Pour le domaine d'étude "Santé", l'examen du domaine spécifique porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
<b>A. Sciences naturelles</b>		
– biologie	50 min.	---
– chimie	50 min.	---
– physique	20 min.	---
<b>B. Sciences sociales</b>		15 à 20 min.
– sociologie	60 min.	---
– psychologie	60 min.	---
– philosophie	30 min.	---

Orientation  
"Economie et  
services"

**Art. 28** <sup>1</sup> Pour le domaine d'études "Economie et services", l'examen du domaine fondamental porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– français	150 min.	15 à 20 min.
– allemand	120 min.	15 à 20 min.
– anglais	120 min.	15 à 20 min.
– mathématiques	120 min. avec moyens auxiliaires	---

<sup>2</sup> Pour le domaine d'études "Economie et services", l'examen du domaine spécifique porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	écrit	oral
– finances et comptabilité	180 min.	---
– économie et droit	120 min.	---

Dispense  
d'examen

**Art. 29** Les candidats au bénéfice d'acquis certifiés peuvent être dispensés de tout ou partie de l'examen par Service de la formation postobligatoire<sup>2</sup>. La mention "acquis" est inscrite sur le certificat de maturité professionnelle.

Dispense  
d'examen pour  
les branches  
d'allemand et  
d'anglais

**Art. 30** <sup>1</sup> L'élève qui possède un diplôme international reconnu en allemand ou en anglais peut être dispensé de l'examen dans la branche concernée.

<sup>2</sup> La note du diplôme considéré est alors convertie selon une échelle de conversion agréée.

Périodes des  
examens finaux

**Art. 31** <sup>1</sup> Toutes les branches examinées le sont au terme de la formation.

<sup>2</sup> Le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> peut fixer l'examen d'une à trois branches avant terme.

Experts

**Art. 32** <sup>1</sup> L'examen final est en règle générale préparé et conduit par les enseignants de la maturité professionnelle.

<sup>2</sup> Le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> s'efforce de trouver les experts nécessaires auprès des hautes écoles spécialisées.

Collège d'experts

**Art. 33** <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> nomme les membres du collège d'experts pour chaque type de maturité, sur proposition des divisions.

<sup>2</sup> Le collège d'experts comprend les enseignants de la maturité professionnelle et les experts externes qui participent à l'organisation et au déroulement des examens.

<sup>3</sup> La coordination est assurée par le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> en collaboration avec les divisions.

Tâches

**Art. 34** Les tâches du collège d'experts sont les suivantes :

- élaboration des thèmes d'examen;
- surveillance des examens;
- interrogations orales;
- correction des travaux;
- exécution de travaux administratifs ou autres en rapport direct avec le déroulement des examens.

Correction et  
notation

**Art. 35** Tous les travaux d'examen sont examinés par deux experts au moins, à savoir l'enseignant chargé du cours, ainsi qu'un autre enseignant ou expert de la même branche. Dans la mesure du possible, les experts proviennent d'établissements différents.

## Conditions de réussite

**Art. 36** <sup>1</sup> L'examen de maturité professionnelle est réussi lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'est pas supérieure à 2;
- c) deux notes au maximum sont inférieures à 4,0.

<sup>2</sup> Sont prises en compte comme critères de réussite de l'examen de maturité professionnelle les notes suivantes :

- a) les notes obtenues dans les branches du domaine fondamental;
- b) les notes obtenues dans les branches du domaine spécifique;
- c) les notes obtenues dans les branches du domaine complémentaire;
- d) la note obtenue pour le travail interdisciplinaire.

## Calcul des notes

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations fournies lors des procédures de qualification sont exprimées par des notes entières ou par des demi-notes.

<sup>2</sup> Les notes qui correspondent à la moyenne de plusieurs prestations ayant fait l'objet d'une appréciation sont arrondies à des notes entières ou à des demi-notes.

<sup>3</sup> La note globale correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, de toutes les notes prises en compte.

<sup>4</sup> Dans les branches où des examens finaux ont lieu, la note se compose à part égale de la note d'examen et de la note d'école. Elle est arrondie à la note entière ou à la demi-note.

<sup>5</sup> La note d'examen correspond à la prestation notée ou à la moyenne des prestations d'examen dans la branche considérée.

<sup>6</sup> Les notes attribuées dans les branches du domaine complémentaire correspondent aux notes d'école.

<sup>7</sup> La note d'école correspond à la moyenne des notes des bulletins semestriels obtenues dans la branche concernée ou des travaux interdisciplinaires; elle est arrondie à la note entière ou à la demi-note.

<sup>8</sup> La note du travail interdisciplinaire centré sur un projet correspond à l'appréciation du processus d'élaboration, du produit final et de la présentation.

<sup>9</sup> La note du travail interdisciplinaire se compose, à parts égales, de la note du travail interdisciplinaire centré sur un projet et de la note d'école.

Répétition de  
l'examen

**Art. 38** <sup>1</sup> L'élève qui échoue à l'examen de maturité professionnelle peut se représenter une fois.

<sup>2</sup> Seules les branches dont la note est insuffisante à l'issue du premier examen font l'objet d'un nouvel examen.

<sup>3</sup> Lorsque l'examen doit être répété dans les branches des domaines fondamental et spécifique, seule la nouvelle note d'examen compte; la note d'école n'est pas prise en compte.

<sup>4</sup> Pour les branches du domaine complémentaire, un examen doit être passé en cas de répétition. Seule la note de cet examen compte.

<sup>5</sup> Si la note du travail interdisciplinaire est insuffisante, les règles suivantes s'appliquent à la répétition :

- a) le travail interdisciplinaire centré sur un projet doit être remanié s'il est jugé insuffisant;
- b) le travail interdisciplinaire doit faire l'objet d'un examen oral si la note d'école est insuffisante;
- c) la note d'école est prise en compte si elle est suffisante.

<sup>6</sup> Si un élève suit l'enseignement pendant au moins deux semestres en vue de se représenter à l'examen, les nouvelles notes d'école remplacent les anciennes pour le calcul des notes.

<sup>7</sup> L'élève en situation d'échec peut suivre l'année de répétition dans une autre filière. Toutefois, la présentation à l'examen se fait dans la filière où l'échec a été constaté.

Certificat fédéral  
de capacité

**Art. 39** <sup>1</sup> Celui qui a échoué à l'examen de maturité professionnelle au terme d'un cursus de formation suivi pendant la formation professionnelle initiale, mais qui satisfait aux exigences du CFC, reçoit ce dernier.

<sup>2</sup> Pour les apprentis des orientations "Technique, architecture et sciences de la vie" ou "Santé et social" qui ont échoué à l'examen de maturité professionnelle, la note de culture générale correspond à la dernière moyenne générale semestrielle de l'enseignement de la maturité professionnelle. Si cette dernière est inférieure à 4,0, ou si le candidat ne s'est pas présenté, l'établissement organise un examen oral de culture générale de substitution d'une durée de 40 minutes.

<sup>3</sup> Le Service de la formation postobligatoire [Z](#) établit les règles d'équivalence et règle les cas particuliers.

Certificat de  
maturité  
professionnelle

**Art. 40** <sup>1</sup> Sont mentionnés sur l'attestation de notes du certificat fédéral de maturité professionnelle :

- a) la note globale;
- b) les notes des branches du domaine fondamental;
- c) les notes des branches du domaine spécifique;
- d) les notes des branches du domaine complémentaire;
- e) la note obtenue pour le travail interdisciplinaire;
- f) la note et le thème du travail interdisciplinaire centré sur un projet;
- g) l'orientation de la maturité professionnelle selon le plan d'études cadre;
- h) le titre protégé selon le certificat fédéral de capacité.

<sup>2</sup> Le certificat fédéral de maturité professionnelle est délivré par le département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup>.

Organe de  
surveillance

**Art. 41** Le Service de la formation postobligatoire<sup>7</sup> fonctionne comme organe de surveillance de la maturité professionnelle et règle les compétences pour l'examen final de maturité professionnelle.

## SECTION 7 : Financement

**Art. 42** La participation financière des élèves est réglée conformément à l'article 120 de la loi sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3</sup>.

## SECTION 8 : Voies de droit

**Art. 43** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>5</sup>.

## SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Disposition  
transitoire

**Art. 44** <sup>1</sup> L'ancien droit s'applique aux candidats qui ont commencé la formation menant à la maturité professionnelle avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>2</sup> La répétition de l'examen de maturité professionnelle aux conditions de l'ancien droit a lieu pour la dernière fois en 2019.



Clause  
abrogatoire

**Art. 45** L'ordonnance du 8 février 2000 sur la maturité professionnelle est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 46** La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 22 mars 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RS 412.10](#)

2) [RS 412.103.1](#)

3) [RSJU 412.11](#)

4) [RSJU 412.352](#)

5) [RSJU 175.1](#)

6) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 juin 2020

7) Nouvelle dénomination selon l'article 64 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ([RSJU 172.111](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

8) [RS 412.101.243](#)



## **Règlement concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)**

du 13 mars 2013

*Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports,*

vu l'ordonnance fédérale du 11 mars 2005 concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 4, de l'arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion<sup>2)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 4, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Ecole supérieure d'informatique de gestion (dénommée ci-après : "l'Ecole") a pour but de dispenser l'enseignement théorique et pratique nécessaire à l'exercice des professions de l'informatique de gestion de niveau supérieur. Elle entretient des relations étroites avec l'environnement économique concerné.

<sup>2</sup> L'Ecole favorise la formation continue et le perfectionnement.

<sup>3</sup> Elle est habilitée à assumer des mandats dans le cadre des travaux pratiques.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organes

**Art. 3** Les organes de l'Ecole sont :

- a) la direction de la division commerciale;
- b) la conférence des maîtres;

- c) la délégation des classes;
- d) la commission d'experts;
- e) la commission de la division commerciale.

Réglementation  
interne

**Art. 4** <sup>1</sup> Les tâches des organes de l'Ecole sont précisées dans le règlement interne de l'Ecole validé par le Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF).

<sup>2</sup> La direction de la division peut, dans le cadre fixé par le présent règlement et le règlement interne de l'Ecole, adopter des directives concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole ou précisant le déroulement des différentes étapes de la formation.

## SECTION 2 : Etudes à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion

Formations

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Ecole comprend une voie de formation à plein temps sur deux ans ou à temps partiel sur quatre ans.

<sup>2</sup> Elle peut, avec l'accord du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, exploiter en parallèle une filière en emploi, ouvrir des cours à option et postgrades ou des formations en rapport avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

<sup>3</sup> La formation est organisée en modules qui contiennent plusieurs branches.

<sup>4</sup> Les modules sont validés par l'octroi de crédits.

<sup>5</sup> La direction de la division est compétente pour définir les aménagements organisationnels et les équivalences liés à la formation à temps partiel ou en emploi.

Accès aux  
études

**Article 6** Les cours s'adressent aux personnes disposant d'une bonne formation de base, désireuses d'acquérir des compétences en informatique de gestion en vue d'assumer des tâches à responsabilités dans l'économie et l'administration.

Etapes et plan  
de la formation

**Art. 7** <sup>1</sup> La formation d'informaticien de gestion diplômé ES comprend les étapes suivantes :

- a) les cours de la 1<sup>ère</sup> année;
- b) les ateliers de pratique de la 1<sup>ère</sup> année;
- c) les cours de la 2<sup>ème</sup> année;
- d) les ateliers de pratique de la 2<sup>ème</sup> année;
- e) le stage en entreprise;
- f) le travail de diplôme.

<sup>2</sup> Le plan de formation, la grille horaire et l'organisation des stages en entreprise sont définis par la direction de la division sur la base du plan d'étude cadre fédéral.

Evaluation des  
travaux des  
étudiants

**Art. 8** <sup>1</sup> Les travaux personnels des étudiants, les travaux écrits et oraux des branches ainsi que les moyennes sont évalués et exprimés au moyen de notes chiffrées s'échelonnant de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise.

<sup>2</sup> Les notes sont arrondies au dixième et à une décimale.

<sup>3</sup> Les critères définis pour l'acquisition des crédits sont fixés à l'article 11.

Branches sans  
note

**Art. 9** Pour les branches sans note, l'étudiant doit obtenir l'attestation qu'il a répondu aux exigences définies dans un cahier des charges initial.

Modules  
a) Mode de  
calcul

**Art. 10** <sup>1</sup> Les notes de branche sont la moyenne arithmétique simple des notes obtenues aux travaux et évaluations des connaissances effectués dans les branches du module.

<sup>2</sup> Les notes de branche pondérées résultent de la multiplication de la note de branche avec le facteur de pondération de la branche.

<sup>3</sup> L'acquisition d'un module, respectivement des crédits correspondants, est déterminée sur la base de deux éléments, à savoir la moyenne des notes de branche pondérées et le taux de fréquentation des cours.

b) Détermination  
des crédits

**Art. 11** L'acquisition des crédits est établie selon le mode de calcul et les conditions ci-dessous :

- a) la moyenne des notes de branche du module doit être égale ou supérieure à 4;
- b) toutes les attestations des branches sans note du module ont été acquises;
- c) aucune note de branche du module n'est inférieure à 3;
- d) le taux de fréquentation pour chaque branche est de 80 % au minimum.

### SECTION 3 : Conditions d'admission

Admission  
définitive

**Art. 12** Les titulaires d'une maturité professionnelle commerciale ou technique, d'une maturité gymnasiale avec option spécifique ou complémentaire "économie et droit" font l'objet d'une admission définitive.

Admission  
provisoire

**Art. 13** Les titulaires d'un certificat fédéral de capacité obtenu après un apprentissage de trois ans au moins, d'un certificat d'une école de commerce, d'une maturité différente de celles citées à l'article 12 ou d'un autre titre jugé équivalent par la direction de la division sont admis provisoirement à l'Ecole.

Titulaires de  
diplômes dans  
une langue  
étrangère

**Art. 14** Lorsque le candidat est titulaire d'un titre donnant accès à l'Ecole, avec admission définitive ou provisoire, obtenu dans une langue étrangère, il passe dans tous les cas un examen de français.

Conditions  
d'admission  
définitive

**Art. 15** <sup>1</sup> Pour les étudiants admis provisoirement, l'admission définitive est déterminée sur la base des résultats au terme du 1<sup>er</sup> semestre sur les branches suivantes :

- a) comptabilité;
- b) mathématiques;
- c) français et communication;
- d) anglais et communication.

<sup>2</sup> L'admission définitive est acquise lorsque le candidat a obtenu une moyenne générale aux quatre branches précitées d'au moins 4, pas plus d'une note inférieure à 4 et aucune note inférieure à 3.

<sup>3</sup> L'admission définitive est la condition pour la poursuite de la formation.

### SECTION 4 : Promotion en 2<sup>ème</sup> année

Branches et  
modules de  
promotion

**Art. 16** Le suivi des branches, les résultats obtenus aux travaux écrits ou oraux ainsi que lors des travaux pratiques déterminent l'acquisition des crédits. Les modules regroupant les branches enseignées durant la 1<sup>ère</sup> année qui entrent en considération pour la promotion sont les suivants :

- architectures matérielle et logicielle;
- gestion de données;
- bases de la programmation;
- projets informatiques;

- comptabilité financière;
- mathématiques;
- communication;
- branches instrumentales.

Organisation et déroulement

**Art. 17** Au terme de la 1<sup>ère</sup> année de formation, la récapitulation des crédits est établie sur la base des conditions décrites à l'article 11. La promotion ou les mesures de remédiation sont décidées par la direction de la division sur proposition du collège des maîtres.

Validité des crédits

**Art. 18** La durée de validité des crédits pour la promotion en 2<sup>ème</sup> année est de deux ans.

Promotion  
a) Conditions

**Art. 19** Pour la promotion en 2<sup>ème</sup> année, l'étudiant doit obtenir 10 crédits au minimum.

b) Crédits non acquis

**Art. 20** <sup>1</sup> L'étudiant qui n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires pour la promotion peut passer une remédiation dans les branches dont la moyenne se situe entre 3,0 et 3,9.

<sup>2</sup> Pour les branches dont la moyenne est inférieure à 3,0, l'étudiant doit répéter la branche, suivre à nouveau la totalité de l'enseignement de celle-ci et effectuer les évaluations concernées.

<sup>3</sup> Les notes nouvellement acquises remplacent les anciennes.

c) Remédiation

**Art. 21** <sup>1</sup> La remédiation consiste en un examen écrit ou oral.

<sup>2</sup> Elle peut avoir lieu pour trois branches au plus et concerner deux modules au maximum.

<sup>3</sup> La remédiation ne peut être passée qu'une seule fois par branche. La répétition de la branche ne donne plus droit à la remédiation.

## SECTION 5 : Validation des modules de la 2<sup>ème</sup> année en vue du stage en entreprise

Branches et modules de diplôme

**Art. 22** Le suivi des branches, les résultats obtenus aux travaux écrits ou oraux ainsi que lors des travaux pratiques déterminent l'acquisition des crédits. Les modules regroupant les branches enseignées durant la 2<sup>ème</sup> année qui entrent en considération pour la validation de la formation sont les suivants :

- systèmes et réseaux;
- systèmes de gestion de bases de données;
- approche objet;
- génie logiciel;
- développements web;
- organisation de l'entreprise;
- gestion d'entreprise;
- économie d'entreprise;
- gestion opérationnelle;
- spécialisations.

Organisation et déroulement

**Art. 23** Au terme de la 2<sup>ème</sup> année de formation, la récapitulation des crédits est établie sur la base des conditions décrites à l'article 11. La direction de la division, sur proposition du collège des maîtres, décide si l'étudiant est autorisé à commencer le stage ou s'il doit suivre des mesures de remédiation.

Validité des crédits

**Art. 24** La durée de validité des crédits en vue du départ en stage est de deux ans.

Départ en stage et travail de diplôme  
a) Conditions

**Art. 25** Pour pouvoir réaliser le stage en entreprise et débiter son travail de diplôme, l'étudiant doit obtenir 10 crédits au minimum.

b) Crédits non acquis

**Art. 26** Les articles 20 et 21 s'appliquent par analogie lorsque l'étudiant n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires.

## SECTION 6 : Stage, travail de diplôme et obtention du diplôme

Obtention du diplôme

**Art. 27** <sup>1</sup> Les conditions pour l'obtention du diplôme sont :

- a) obtenir la validation du stage en entreprise;



b) obtenir au minimum la note 4 au travail de diplôme.

<sup>2</sup> La vérification de ces conditions est effectuée au cours de l'examen final.

Stage en  
entreprise

**Art. 28** <sup>1</sup> Le stage en entreprise, d'une durée minimale de neuf semaines, a pour but de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises par l'étudiant.

<sup>2</sup> L'organisation et le suivi du stage sont du ressort de l'Ecole, qui collabore à cette fin avec un répondant désigné par l'entreprise.

<sup>3</sup> La validation du stage s'appuie sur le rapport de suivi de stage établi conjointement par les répondants de l'Ecole et de l'entreprise, sur le bilan de stage rédigé par l'étudiant, ainsi que sur la présentation de ce bilan par l'étudiant au cours de l'examen final.

<sup>4</sup> L'étudiant qui n'obtient pas la validation du stage doit refaire un stage dans les deux ans.

Travail de  
diplôme

**Art. 29** <sup>1</sup> Le travail de diplôme permet de contrôler si, dans un cadre défini et dans un laps de temps limité, l'étudiant est capable de mener à chef un projet ou une étude d'une manière claire, rationnelle et conforme aux besoins de la pratique.

<sup>2</sup> Il est en principe réalisé durant le stage en entreprise. Le sujet du travail, proposé par l'étudiant, doit être validé par l'Ecole. La réalisation d'un travail de diplôme qui n'est pas en relation directe avec l'entreprise peut être autorisée.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme est examiné par deux experts, dont l'un externe à l'Ecole. Ceux-ci sont désignés par la direction de la division.

<sup>4</sup> La note finale du travail de diplôme est calculée sur la base de l'évaluation du dossier remis par l'étudiant et de l'évaluation de la défense orale du travail.

Examen final

**Art. 30** <sup>1</sup> L'examen final permet de contrôler si l'étudiant a acquis les connaissances nécessaires à la pratique de la profession, ainsi que les compétences pour conduire un projet concret dans le domaine de l'informatique de gestion.

<sup>2</sup> Au cours de l'examen final, l'étudiant présente le bilan de son stage et procède à la défense orale de son travail de diplôme.

<sup>3</sup> L'examen final est organisé par l'Ecole. Il est mené par deux experts au moins, dont l'un externe à l'Ecole.

Participation à l'examen final

**Art. 31** <sup>1</sup> L'examen final doit avoir lieu dans un délai de 12 mois à compter de l'obtention des crédits autorisant le départ en stage.

<sup>2</sup> A moins qu'elle ne soit dûment justifiée, en particulier par un certificat médical en cas de maladie ou d'accident, l'absence à l'examen est assimilée à un échec.

Fraude

**Art. 32** Toute fraude ou tentative de fraude lors de la procédure de qualification entraîne l'exclusion immédiate du candidat. Ce dernier est réputé avoir échoué.

Echec au travail de diplôme

**Art. 33** <sup>1</sup> Si la note obtenue au travail de diplôme est inférieure à 4, les experts décident si le travail peut faire l'objet d'une remédiation ou si un nouveau travail doit être réalisé.

<sup>2</sup> En cas de réalisation d'un nouveau travail, une nouvelle période est fixée d'un commun accord entre la direction de la division et l'étudiant. La présentation du nouveau travail doit intervenir dans un délai de deux ans à partir de l'examen final.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme ne peut être répété qu'une seule fois.

### **SECTION 6<sup>BIS</sup><sup>5)</sup> : Dispositions particulières relatives aux ateliers de pratique, aux évaluations et à l'acquisition des crédits pour l'année scolaire 2019-2020**

Ateliers de pratique

**Art. 33a<sup>5)</sup>** Les ateliers de pratique partiellement organisés, reportés ou annulés peuvent faire l'objet d'une autre forme d'enseignement.

Evaluation durant l'enseignement à distance

**Art. 33b<sup>5)</sup>** Les évaluations réalisées durant la période de l'enseignement à distance ne sont prises en compte que si elles améliorent la moyenne des notes de branche des étudiants.

Crédits non acquis

**Art. 33c<sup>5)</sup>** En dérogation à l'article 20, alinéas 1 et 2, l'étudiant qui n'obtient pas le nombre de crédits nécessaires pour la promotion peut passer une remédiation dans les branches dont la moyenne est insuffisante.

## SECTION 7 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales

Voies de droit	<b>Art. 34</b> Les décisions prises en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative <sup>4)</sup> .
Dispositions transitoires	<p><b>Art. 35</b> <sup>1</sup> Les évaluations et acquis obtenus par les étudiants avant l'entrée en vigueur du présent règlement font l'objet d'une reconnaissance d'équivalence par la direction de la division. Pour la suite de leur formation, le nouveau règlement est appliqué.</p> <p><sup>2</sup> Des décisions portant sur les équivalences sont prises en cas de changement du plan de formation.</p> <p><sup>3</sup> L'ancien droit est applicable aux étudiants qui passeront l'examen final en automne 2013 et, le cas échéant, également en cas de répétition de l'examen.</p>
Abrogation	<b>Art. 36</b> Le règlement du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG) est abrogé.
Entrée en vigueur	<b>Art. 37</b> Le présent règlement prend effet le 1 <sup>er</sup> septembre 2012.

Delémont, le 13 mars 2013

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

La Ministre : Elisabeth Baume-Schneider

- 1) [RS 412.101.61](#)
- 2) [RSJU 413.323](#)
- 3) [RSJU 412.11](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020

## **Ordonnance portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport**

du 18 décembre 2012

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 36 de la loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

**Objet** **Article premier** La présente ordonnance a pour but de mettre en œuvre la loi visant à encourager les activités physiques et le sport.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### **Section 2 : Tâches de l'Office des sports en matière d'activités offertes au public, d'installations et de manifestations sportives**

**Activités organisées par l'Office des sports** **Art. 3** <sup>1</sup> L'Office des sports organise des cours et des activités sportives visant à contribuer au bien-être et au maintien de la santé de l'ensemble de la population.

<sup>2</sup> Il peut également soutenir des organisations à but non lucratif qui poursuivent le même but.

**Inventaire des installations sportives** **Art. 4** L'Office des sports dresse et tient à jour un inventaire, accessible au public, des installations sportives sises dans le Canton, qui sert de base à la planification de celles-ci.

**Manifestations** **Art. 5** <sup>1</sup> L'Office des sports soutient les organisateurs de manifestations sportives par des conseils, notamment en matière administrative, logistique et de sécurité.

<sup>2</sup> En fonction de l'ampleur de la manifestation et des moyens disponibles, il peut, indépendamment d'un éventuel soutien financier, fournir certaines prestations logistiques ou techniques et mettre du matériel à disposition des organisateurs.

<sup>3</sup> L'Office des sports assure la coordination et collabore avec les autres services de l'Etat concernés par la manifestation.

<sup>4</sup> L'étendue de la prestation de l'Etat est déterminée notamment en fonction des critères suivants :

- a) l'intérêt de la manifestation pour le développement du sport cantonal;
- b) la reconnaissance de la manifestation par l'association ou la fédération nationale ou internationale concernée;
- c) les prestations des communes et des tiers concernés;
- d) le plan financier présenté;
- e) le nombre et le niveau sportif des participants;
- f) le respect, par les organisateurs, de l'éthique dans le sport et des normes de sécurité et de prévention;
- g) l'impact promotionnel, touristique et économique de la manifestation pour le Canton;
- h) les mesures prises en faveur de la protection de l'environnement.

### **SECTION 3 : Fonctionnement de la commission consultative du sport**

**Art. 6** <sup>1</sup> La commission consultative du sport se réunit en fonction des affaires à traiter, mais au moins deux fois par année.

<sup>2</sup> Elle délibère valablement lorsque la majorité de ses membres au moins sont présents.

<sup>3</sup> Elle désigne son vice-président au début de chaque année civile.

<sup>4</sup> Le président ou, en son absence, le vice-président départage en cas d'égalité des voix.

<sup>5</sup> L'Office des sports assume le secrétariat de la commission.

<sup>6</sup> Les membres de la commission sont rémunérés conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>21</sup>.

<sup>7</sup> Pour le surplus, la commission peut se doter d'un règlement.

#### SECTION 4 : Financement par le budget de l'Etat

Cours de  
formation pour  
dirigeants

**Art. 7** <sup>1</sup> L'Office des sports peut engager des spécialistes pour dispenser des cours de formation et de perfectionnement destinés aux dirigeants d'entités sportives ou financer la participation à de tels cours dispensés par des organismes reconnus.

<sup>2</sup> L'Etat prend en charge, après déduction des contributions des participants ou de tiers, les frais inhérents à ces cours.

Jeunesse+Sport

**Art. 8** <sup>1</sup> L'Office des sports met sur pied, dans le cadre du programme Jeunesse+Sport :

- a) des cours de formation de base et de formation continue pour les experts et les moniteurs;
- b) des cours et des camps de sport destinés aux jeunes.

<sup>2</sup> L'Etat prend en charge, après déduction des subventions fédérales et des contributions des participants ou de tiers, les frais inhérents à ces activités, comprenant notamment :

- a) les indemnités journalières et les frais de déplacement du personnel administratif, logistique et technique engagé;
- b) les frais généraux d'organisation (séances ou cours préparatoires, déplacements, repas, nuitées, location d'installations, etc.).

<sup>3</sup> Le tarif des indemnités au sens de l'alinéa 2, lettre a, est fixé dans l'annexe 1 de la présente ordonnance.

Sport des  
adultes

**Art. 9** <sup>1</sup> L'Office des sports peut organiser des cours de formation et de perfectionnement destinés aux moniteurs pour le sport des adultes.

<sup>2</sup> Les prestations et les frais généraux sont pris en charge par l'Etat de la même manière que dans le cadre du programme Jeunesse+Sport.

Journées  
sportives  
scolaires

**Art. 10** <sup>1</sup> Hormis le personnel de l'Office des sports et les membres du corps enseignant, les personnes qui collaborent à l'organisation des journées sportives scolaires bénéficient des indemnités fixées dans l'annexe 2 de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les frais d'organisation sont pris en charge par le budget de l'Office des sports.

Autres activités

**Art. 11** <sup>1</sup> Pour les autres activités mises sur pied par l'Office des sports au sens de l'article 3, alinéa 1, l'Etat verse au personnel engagé les indemnités fixées dans l'annexe 2 de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les frais d'organisation sont pris en charge par le budget de l'Office des sports.

Structure destinée aux élèves sportifs reconnus de haut niveau

**Art. 12** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge les frais inhérents aux auditions d'entrée dans la structure destinée aux élèves sportifs reconnus de haut niveau et à la manifestation de remise des attestations.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, l'Etat peut prendre en charge des frais de logistique (déplacements, abonnements, repas, etc.).

Soutien financier en faveur de camps scolaires

**Art. 13** <sup>1</sup> L'Etat peut accorder, en plus de la participation financière de la Confédération, une subvention aux écoles de la scolarité obligatoire pour toute activité sous forme de camp annoncée à Jeunesse+Sport.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels, l'Etat peut accorder une subvention même si, pour des raisons indépendantes de l'organisateur, l'activité sous forme de camp n'a pas pu être annoncée à Jeunesse+Sport.

<sup>3</sup> La subvention accordée correspond au maximum au tarif des indemnités dans le cadre du programme Jeunesse+Sport.

Installations sportives à caractère régional et d'intérêt public

**Art. 14** <sup>1</sup> Le montant de la subvention allouée par l'Etat pour l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public est défini en fonction :

- a) de l'ampleur du besoin;
- b) de la proportion de la population susceptible de bénéficier de l'installation;
- c) des principes de planification des installations sportives édictés par l'Office fédéral du sport.

<sup>2</sup> L'ampleur du besoin est appréciée notamment au regard des critères suivants :

- a) l'utilisation de l'installation par des entités sportives évoluant au niveau national;
- b) les besoins des entités sportives de la région;



- c) la notoriété des disciplines sportives concernées;
- d) la nécessité de répondre aux normes de compétition édictées par la fédération sportive nationale concernée.

<sup>3</sup> Les frais relatifs à l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public pouvant être pris en compte dans le calcul de la subvention comprennent, à l'exclusion de tous autres :

- a) les frais d'équipement du terrain où l'installation est implantée;
- b) les frais de construction conformes au programme admis par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports;
- c) les frais d'aménagement extérieur;
- d) les honoraires des architectes et des ingénieurs, ainsi que les frais d'études;
- e) les frais de rénovation ou d'amélioration d'une installation existante, pour autant que celle-ci ait été correctement entretenue.

<sup>4</sup> Les frais d'acquisition d'immeubles, d'entretien et de fonctionnement ne sont pas pris en compte.

## SECTION 5 : Financement par le fonds pour la promotion du sport

Dépenses à charge du fonds pour la promotion du sport

**Art. 15** Les dépenses imputées au fonds pour la promotion du sport doivent en principe s'équilibrer avec les recettes sur un même exercice comptable.

Soutien financier en faveur de l'activité générale des entités sportives  
a) Principe

**Art. 16** Les entités sportives reçoivent un soutien financier périodique destiné à soutenir l'activité générale qu'elles déploient.

b) Critères

**Art. 17** <sup>1</sup> L'ampleur du soutien financier dépend notamment :

- a) du nombre de membres âgés de moins de 12 ans;
- b) du nombre de membres âgés entre 12 et 20 ans;
- c) du nombre de membres âgés de plus de 21 ans;
- d) du nombre de moniteurs bénéficiant d'un brevet reconnu;
- e) du nombre de personnes actives dans l'encadrement technique et administratif à titre bénévole ou faiblement rémunéré;
- f) du nombre d'équipes engagées en championnat ou en compétition officielle;
- g) du nombre de membres avec licence concourant à titre individuel en compétition officielle;

- h) de la mise sur pied d'activités sportives, telles des camps ou des cours, spécifiquement destinées aux jeunes jusqu'à 20 ans révolus;
- i) de l'acquisition de matériel de sport;
- j) de la mise sur pied d'activités à caractère social non rémunératrices.

<sup>2</sup> Des critères particuliers peuvent être retenus en ce qui concerne l'activité déployée par les associations faîtières.

<sup>3</sup> Pour chaque période, le Gouvernement fixe, sur proposition de la commission consultative du sport, les critères exacts et leur pondération en points.

<sup>4</sup> Il définit également la durée de la période en question.

c) Formulaire de demande

**Art. 18** <sup>1</sup> Les entités sportives reçoivent un formulaire de l'Office des sports dans lequel elles indiquent les données relatives aux critères déterminants.

<sup>2</sup> Elles sont tenues de le retourner à l'Office des sports dans le délai et selon les modalités indiqués par celui-ci. A défaut, le soutien financier est refusé.

<sup>3</sup> L'Office des sports peut procéder à des vérifications et exiger des pièces justificatives conformément aux articles 35 et suivants de la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions<sup>3)</sup>.

d) Calcul

**Art. 19** <sup>1</sup> Pour chaque période, le Gouvernement fixe la part du fonds pour la promotion du sport affectée au soutien financier au sens des articles 16 et suivants.

<sup>2</sup> Après réception et vérification des formulaires, l'Office des sports définit le nombre de points attribués à chaque entité, ainsi que le nombre de points total de toutes les entités.

<sup>3</sup> Le montant alloué à une entité correspond à la part du fonds pour la promotion du sport fixée par le Gouvernement, divisée par le nombre de points total de toutes les entités et multipliée par le nombre de points de l'entité concernée.

<sup>4</sup> L'Office des sports communique à chaque entité, sur la base de ce calcul, le montant qui lui est alloué. Il rend, au besoin, une décision formelle.

<sup>5</sup> Sur préavis de la commission consultative du sport, le Gouvernement peut, dans des cas particuliers, réduire ou refuser pour une durée déterminée le soutien financier auquel une entité sportive pourrait prétendre, lorsque celle-ci ou ses membres ont violé de manière manifeste les valeurs éthiques du sport.

Soutien aux communes pour l'organisation d'activités physiques et sportives

**Art. 20** <sup>1</sup> Les communes peuvent bénéficier d'un soutien financier pour les activités sportives qu'elles mettent sur pied en faveur des jeunes jusqu'à 20 ans révolus.

<sup>2</sup> Le soutien financier correspond au maximum à 20 % des frais engagés pour ces activités.

Institutions étatiques et paraétatiques

**Art. 21** Les institutions étatiques et paraétatiques, qui mettent sur pied des activités sportives en faveur des jeunes jusqu'à 20 ans révolus, peuvent bénéficier d'une aide financière correspondant au maximum à 20 % des frais engagés pour ces activités.

Aménagement d'installations sportives par les entités sportives

**Art. 22** <sup>1</sup> Les entités sportives peuvent bénéficier d'un soutien financier pour leurs projets d'aménagement d'installations sportives.

<sup>2</sup> Les frais admis dans le calcul du soutien financier comprennent, à l'exclusion de tous autres :

- a) les frais d'équipement du terrain où l'installation est implantée;
- b) les frais de construction et d'équipement conformes au programme admis par la commission consultative du sport;
- c) les frais d'aménagement extérieur;
- d) les honoraires des architectes et des ingénieurs ainsi que les frais d'études;
- e) les frais de rénovation ou d'amélioration d'une installation existante, pour autant que celle-ci ait été correctement entretenue.

<sup>3</sup> Les travaux effectués par les membres de l'entité sportive sont comptabilisés comme des frais au sens de l'alinéa 2, sur la base d'un tarif horaire de 15 francs. Ils doivent être dûment justifiés et reconnus par une entreprise professionnelle.

<sup>4</sup> Les frais d'acquisition d'immeubles, d'entretien et de fonctionnement ne sont pas pris en compte.

<sup>5</sup> Le soutien financier accordé est calculé comme suit :

- a) au maximum 20 % des frais admis allant jusqu'à 200'000 francs;
- b) au maximum 5 % des frais admis dépassant 200'000 francs.

<sup>6</sup> Le soutien financier total ne peut excéder 55'000 francs.

Aménagement  
d'installations  
sportives par les  
communes

**Art. 23** Les communes qui aménagent des installations sportives allant au-delà des exigences en matière scolaire dans le but de les mettre à disposition des entités sportives peuvent bénéficier d'un soutien financier calculé selon les modalités prévues à l'article 22.

Manifestations

**Art. 24** <sup>1</sup> Les manifestations sportives servant à la promotion du sport populaire ou débouchant sur l'octroi d'un titre de champion cantonal, régional ou national ou ayant une envergure régionale, nationale ou internationale peuvent bénéficier d'un soutien financier.

<sup>2</sup> Le montant accordé est défini sur la base des critères indiqués à l'article 5, alinéa 4.

<sup>3</sup> Les organisateurs de manifestations sportives qui n'exercent pas d'autres activités sportives régulières peuvent, en sus, bénéficier d'un soutien financier pour l'acquisition de matériel lié à la sécurité des participants et des spectateurs. Le soutien financier correspond au maximum à 40 % des frais d'acquisition.

Modalités

**Art. 25** <sup>1</sup> Les demandes tendant à l'octroi d'un soutien financier au sens des articles 22 et suivants doivent être présentées avant la réalisation du projet.

<sup>2</sup> Le versement du soutien financier pour l'aménagement d'installations sportives (art. 22 et 23) ou, lorsque des acomptes ont été versés, le versement du solde de celui-ci n'est opéré qu'après la présentation et l'examen par l'Office des sports du décompte requis.

## SECTION 6 : Dispositions transitoires et finales

Abrogation

**Art. 26** Sont abrogés :

- a) l'ordonnance du 27 février 1990 concernant Jeunesse + Sport;
- b) l'ordonnance du 18 février 1986 réglant l'affectation de la part du canton du Jura au rendement des concours du Sport-Toto;

- c) le règlement d'attribution des subventions provenant des fonds du Sport-Toto du 18 février 1986.

Disposition  
transitoire

**Art. 27** <sup>1</sup> Les soutiens financiers périodiques destinés à soutenir l'activité générale déployée par les entités sportives (art. 16 et suivants) sont octroyés pour la première fois en 2013, sur la base des données relatives à un exercice complet ayant pris fin au cours de l'année 2012.

<sup>2</sup> Pour le surplus, l'article 39 de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport<sup>1)</sup> est applicable.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Delémont, le 18 décembre 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe 1 : Indemnités applicables dans le cadre du programme Jeunesse+Sport

Annexe 2 : Indemnités applicables dans le cadre des journées sportives scolaires et des autres activités organisées par l'Office des sports

## Annexe 1

### Indemnités applicables dans le cadre du programme Jeunesse+Sport

#### a)<sup>4)</sup> Cours de formation de base et de formation continue pour les experts et les moniteurs

##### Indemnité journalière

Chef de cours	Fr. 360.-/ j (min. 4h)	Fr. 270.-/3 h	Fr. 180.-/2 h	Fr. 135.-/1h30	Fr.90.-/ 1h
Chef de classe	Fr. 360.-/ j (min. 4h)	Fr. 270.-/3 h	Fr. 180.-/2 h	Fr. 135.-/1h30	Fr.90.-/ 1h
Guide de montagne et expert J+S escalade sportive	Fr. 400.- / j	Fr. 200.-/ demi-jour			

##### Indemnité de préparation

Chef de cours : Fr. 200.- pour un cours d'une durée supérieure à 3 jours  
Fr. 100.- pour un cours d'une durée de 1 à 3 jours

Chef de classe : Aucune indemnité

##### Conférencier

Fr. 150.- par conférence et frais de déplacement, sous réserve d'un accord particulier avec l'Office des sports.

##### Frais de déplacement par jour de cours

En principe en transports publics, les experts et moniteurs bénéficient de la gratuité par l'intermédiaire de l'Office fédéral du sport.

Si le déplacement en véhicule privé est justifié, le tarif applicable aux employés de l'Etat est pris en considération, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours.

##### Abonnement général de saison

Une indemnité journalière de 15 francs, mais l'indemnité totale annuelle ne peut pas dépasser la contre-valeur de l'abonnement général de saison.

Séance de cadres organisée par l'Office des sports

Fr. 30.- pour une séance de moins de quatre heures

Fr. 60.- pour une séance de plus de quatre heures

Remarques

1. Les tarifs ci-dessus ne sont pas valables pour le personnel de l'Office des sports, sauf si celui-ci est engagé pendant son temps libre.
2. Aucune indemnité n'est prévue pour le matériel et l'achat de boissons.

**b) Cours et camps de sport destinés aux jeunes**Tarif par jour  
(Francs)

Chef de cours :	150.-	
Chef technique :	110.-	
Expert, formateur, spécialiste :	110.-	
Moniteur formé avec reconnaissance valable :	100.-	
Moniteur sans titre :	50.-	
Indemnité matériel :	15.-	Pour les disciplines suivantes : alpinisme, escalade, excursion à skis, ski alpin, ski de fond, cyclisme, canoë-kayak (hormis les guides de montagne et le personnel de cuisine)

Personnel de cuisine	Tarif par jour (francs)	Plus de 100 pers.	66 à 100 pers.	46 à 65 pers.	26 à 45 pers.	jusqu'à 25 pers.
Chef de cuisine	125.-	1	1	1	1	1
Adjoint au chef de cuisine	100.-	2	1	1*	-	-
Aide de cuisine	60.-	1	1	-	1	-
Chauffeur, animateur, collaborateur à l'organisation	60.-	possible	possible	possible	possible	-

\* = une personne à Fr. 100.- ou deux personnes à Fr. 60.-.

Frais de déplacement par jour de cours ou de camp

- Transports publics : remboursement d'un billet 2<sup>ème</sup> classe aller-retour, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours;  
ou
- Véhicule privé : tarif applicable aux employés de l'Etat, mais au maximum Fr. 150.- par partie de cours (si le déplacement en véhicule privé est justifié).

Remarques

1. Le nombre de personnes engagées peut varier en fonction de l'environnement (repas de midi au lieu de logement ou pique-nique, difficultés d'accès, etc.).
2. Les tarifs ci-dessus ne sont pas valables pour le personnel de l'Office des sports, sauf si celui-ci est engagé pendant son temps libre.



## Annexe 2

### Indemnités applicables dans le cadre des journées sportives scolaires et des autres activités organisées par l'Office des sports

#### a) Journées sportives scolaires :

##### Personnel externe à l'Office des sports et au corps enseignant :

- Indemnité : Fr. 100.- par jour  
Fr. 50.- par demi-jour
- Frais de déplacement : Pas de frais de déplacement, à l'exception du personnel provenant de régions éloignées du lieu de la manifestation.  
Dans un tel cas, remboursement des frais de déplacement en transports publics (2<sup>ème</sup> classe, aller-retour), ou application de l'indemnité kilométrique pour l'utilisation d'un véhicule privé (tarif applicable aux employés de l'Etat). Dans les deux cas, au maximum Fr. 150.-.

##### Personnel de l'Office des sports et membres du corps enseignant :

- Aucune indemnité accordée

#### b)<sup>4)</sup> Autres activités

- Indemnité : Fr. 60.- au maximum par séance de 60 minutes
- Frais de déplacement : Pas de frais de déplacement, sauf cas exceptionnel.

1) [RSJU 415.1](#)

2) [RSJU 172.356](#)

3) [RSJU 621](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



## Ordonnance concernant les subsides de formation

du 4 juillet 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, alinéa 2, 13, alinéa 2, 18, 22, alinéa 2, 30, alinéa 2, 32, alinéa 4, et 39 de la loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance a pour objet d'édicter les règles d'exécution de la loi concernant les subsides de formation <sup>1)</sup> (ci-après : "la loi").
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<p><b>Art. 3</b> Au sens de la présente ordonnance, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) "concubinage" le fait pour deux personnes de vivre ensemble avec au moins un enfant commun;</li> <li>b) "indépendance financière" un revenu net annuel réalisé par une personne et qui correspond au moins à la rente AVS maximale;</li> <li>c) "première formation" une formation qui donne accès à un métier sur la base d'un diplôme reconnu; les mesures de transition, les formations préparatoires, les programmes passerelles ainsi que les formations générales du niveau secondaire II notamment ne constituent pas une première formation;</li> <li>d) "parents" les personnes mentionnées à l'article 2, alinéa 2, de la loi<sup>1)</sup>;</li> <li>e) "enfants à charge" les enfants mineurs et les enfants majeurs en formation, à l'exception des enfants financièrement indépendants.</li> </ul>
Information	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> La Section des bourses et prêts d'études informe régulièrement la population sur les possibilités d'obtenir des subsides de formation, en particulier au moyen d'un site internet.

<sup>2</sup> En outre, elle met à disposition des établissements jurassiens de formation reconnus, du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et des communes les informations et instructions à communiquer aux personnes en formation et à leurs parents.

Collaboration

**Art. 5** Les directeurs d'écoles, les employeurs, les autorités et les services administratifs cantonaux ont l'obligation de communiquer, sur demande de la Section des bourses et prêts d'études, tous les renseignements nécessaires à l'examen d'une demande de subsides de formation et de lui transmettre les documents requis.

Collecte et  
traitement des  
données  
1. Principe

**Art. 6** <sup>1</sup> La Section des bourses et prêts d'études dispose des données fiscales suivantes :

- a) le nom, le prénom et le numéro du contribuable;
- b) la date de dépôt de la déclaration d'impôt et les informations concernant le délai de dépôt, notamment la demande, l'échéance et le statut;
- c) la déclaration d'impôt, respectivement les données saisies, à l'exclusion des données concernant les frais médicaux;
- d) la personne en charge de la taxation;
- e) les informations concernant le rendement et la valeur des immeubles (formule 4), ainsi que les intérêts hypothécaires;
- f) la date prévisible de sortie de la taxation;
- g) la répartition intercantonale;
- h) la décision de taxation;
- i) le statut de la taxation.

<sup>2</sup> Elle est autorisée à traiter ces données exclusivement dans le cadre d'une demande de subside de formation.

<sup>3</sup> Les données de l'alinéa premier sont également accessibles par communication en ligne.

2. Limites  
d'accès

**Art. 7** Seules les personnes traitant une demande de subside de formation ont accès aux données fiscales nécessaires au traitement de celle-ci.

Domicile  
déterminant au  
sens de l'article  
11 de la loi

**Art. 8** Est pris en considération le domicile déterminant au 1<sup>er</sup> août précédant le début de l'année de formation.

## CHAPITRE II : Formations et établissements

Formations  
reconnues

**Art. 9** Sont reconnues conformément à l'article 13, alinéa 2, de la loi<sup>1</sup> :

- a) les mesures de transition offertes par le Centre de formation Berne francophone (ceff) et le Centre interrégional de formation des montagnes neuchâteloises (CIFOM); sont réservées les mesures de transition particulières autorisées par le service cantonal compétent;
- b) les formations du degré tertiaire A qui suivent l'obtention d'un diplôme du degré tertiaire B;
- c) les formations offertes par une haute école accréditée et reconnues par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

Stages de  
formation

**Art. 10** <sup>1</sup> Les frais liés à un stage de formation peuvent être pris en compte dans la détermination du droit à un subside de formation si ce dernier est obligatoire et intégré dans le plan d'études. La Section des bourses et prêts d'études peut remplacer les frais supplémentaires engendrés par des forfaits.

<sup>2</sup> Les stages préalables sont admis uniquement s'ils constituent des prérequis obligatoires à la formation envisagée.

<sup>3</sup> Un stage obligatoire effectué après un bachelor ou un master pour une profession dont l'exercice est réglementé est assimilé à un perfectionnement.

Libre choix

**Art. 11** <sup>1</sup> Au niveau secondaire II, si la formation s'acquiert hors du canton, seuls les frais pour la formation équivalente dans l'établissement public le plus proche du domicile de la personne en formation sont pris en considération.

<sup>2</sup> L'alinéa premier ne s'applique pas lorsque la personne bénéficie d'une autorisation de suivre la formation hors du canton délivrée par le service cantonal compétent.

Formation à  
l'étranger

**Art. 12** <sup>1</sup> Les conditions d'admission exigées selon l'article 16, alinéa 1, de la loi<sup>1</sup> font référence au système éducatif suisse et à la classification de ses différents niveaux d'enseignement selon les standards internationaux.

<sup>2</sup> Une formation est équivalente à une formation en Suisse lorsque qu'elle permet d'obtenir un titre de même niveau dans le domaine visé, éventuellement dans un domaine connexe.

<sup>3</sup> La personne en formation doit contribuer activement à l'établissement des faits attestant l'équivalence à une formation du système éducatif suisse.

Formation à distance

**Art. 13** L'article 12 est applicable par analogie aux formations à distance.

Formation à temps partiel

**Art. 14** <sup>1</sup> Une formation suivie à temps partiel donne droit à un subside de formation si elle représente un taux minimal de 20 % de la formation équivalente suivie à plein temps. En l'absence d'une telle formation, la formation suivie doit représenter au moins le 20 % d'un travail à plein temps d'une durée hebdomadaire de 40 heures.

<sup>2</sup> Une formation effectuée en emploi est assimilée à une formation à temps partiel.

Reconversion professionnelle

**Art. 15** <sup>1</sup> Un subside de formation peut être octroyé pour une reconversion professionnelle imposée par le marché du travail ou par d'autres raisons impérieuses dans la mesure où les frais y relatifs ne sont pas couverts par des prestations d'assurances sociales.

<sup>2</sup> Une reconversion est notamment imposée par le marché du travail lorsqu'il est avéré que la profession exercée n'offre plus de débouchés y compris moyennant la mise à jour des connaissances.

<sup>3</sup> Elle est notamment imposée par une raison impérieuse lorsque la profession ne peut plus être exercée pour des raisons médicales.

Perfectionnement professionnel

**Art. 16** <sup>1</sup> Une formation complétant celle acquise et permettant d'accéder à un niveau plus élevé de qualification peut donner droit à un subside de formation.

<sup>2</sup> Sont prises en considération toutes les formations acquises avant d'avoir entamé la formation pour laquelle un subside est demandé, qu'elles aient fait ou non l'objet d'une demande.

Deuxième formation

**Art. 17** <sup>1</sup> Une deuxième formation peut donner droit à un subside de formation si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- a) la première formation n'est pas de niveau tertiaire A ou B;
- b) la personne est au chômage depuis six mois au moins et son indépendance financière ne paraît de ce fait pas assurée;
- c) la nouvelle formation n'est pas menacée sur le marché du travail.

<sup>2</sup> En dérogation à l'alinéa premier, une deuxième formation professionnelle initiale (secondaire II) effectuée dans un domaine connexe à la première est assimilée à un perfectionnement au sens de l'article 16 et peut donner droit à un subside de formation.

Stage  
linguistique

**Art. 18** <sup>1</sup> Un stage linguistique est reconnu comme formation si la personne en formation suit les cours d'un établissement spécialisé en la matière durant trois mois consécutifs au moins et réside dans la région linguistique concernée pendant toute la durée du stage.

<sup>2</sup> Le nombre de leçons hebdomadaire doit s'élever au minimum à vingt. Une leçon doit être équivalente au minimum à quarante-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée du droit à un subside de formation pour un stage linguistique est de six mois au maximum. Même si la durée résiduelle après un premier stage est inférieure à trois mois, celui pour lequel le subside de formation est demandé doit respecter la durée minimale prévue à l'alinéa premier.

<sup>4</sup> Le stage linguistique doit débuter au plus tard dans les deux ans après l'obtention du premier diplôme d'une formation reconnue du niveau secondaire II. La date figurant sur le diplôme constitue le point de départ pour le calcul de ce délai.

<sup>5</sup> Le délai de deux ans ne court pas pendant :

- a) une période de service militaire ou de service civil immédiatement consécutive à une formation du niveau secondaire II ou débutant dans les six mois après l'obtention du premier diplôme au sens de l'alinéa 4;
- b) une formation du niveau secondaire II immédiatement consécutive à l'obtention du premier diplôme au sens de l'alinéa 4 pour autant qu'elle soit achevée ou qu'elle ne soit pas interrompue sans justes motifs.

<sup>6</sup> Les règles concernant les changements d'orientation ne s'appliquent pas aux stages linguistiques.

Scolarité  
obligatoire

**Art. 19** <sup>1</sup> La fréquentation d'une formation du degré secondaire I dans un établissement privé selon l'article premier, alinéa 2, de la loi<sup>1</sup> peut donner droit à une bourse.

<sup>2</sup> Sont exclusivement pris en considération dans le budget de la personne en formation les frais de transport et, le cas échéant, les frais occasionnés par l'éloignement du lieu de formation.

<sup>3</sup> Les frais occasionnés par l'éloignement du lieu de formation sont les frais équivalents à ceux d'un élève d'une école publique du degré secondaire I du cercle scolaire de domicile de la personne en formation.

### CHAPITRE III : Limitation du droit aux subsides de formation

Durée minimale	<p><b>Art. 20</b> <sup>1</sup> Est considérée comme durée minimale du droit aux subsides de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) pour le degré secondaire II, le degré tertiaire B et les formations du degré tertiaire A qui ne débouchent pas sur un bachelor ou un master, la durée définie par l'établissement de formation;</li> <li>b) pour le niveau tertiaire A, six semestres pour un bachelor et jusqu'à quatre semestres pour un master; il est tenu compte le cas échéant d'une durée supérieure si le plan d'études le prévoit.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Il n'est pas entré en matière pour une formation à plein temps dont la durée complète est inférieure à une année. En équivalent plein temps, la durée minimale d'une formation à temps partiel doit être identique.</p> <p><sup>3</sup> L'alinéa 2 est applicable à une reconversion professionnelle, un perfectionnement professionnel ainsi qu'à une deuxième formation.</p> <p><sup>4</sup> En dérogation à l'alinéa 2, la durée de formation exigée pour les formations préparatoires obligatoires et les programmes passerelles peut être inférieure à une année. Dans ce cas, l'article 14, alinéa premier, est applicable.</p> <p><sup>5</sup> L'article 18 est réservé.</p>
Durée relative	<p><b>Art. 21</b> Sont pris en compte dans la durée relative (art. 19 de la loi<sup>(1)</sup>) tous les semestres de formation, qu'ils aient fait ou non l'objet d'une demande de subside.</p>
Prolongation	<p><b>Art. 22</b> La durée minimale du droit au subside peut être prolongée de deux semestres supplémentaires au maximum sous la forme d'un prêt transformable en bourse.</p>
Changement de formation	<p><b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Il y a changement de formation lorsque la personne en suit une nouvelle sans avoir achevé celle entamée.</p> <p><sup>2</sup> Sous réserve de justes motifs, le temps de formation déjà utilisé sera déduit de la durée minimale de la nouvelle formation.</p> <p><sup>3</sup> Sont considérés comme de justes motifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la maladie ou l'accident;</li> <li>b) la non-promotion ou l'échec à un examen ou une session d'examens;</li> <li>c) exceptionnellement toute autre circonstance particulière non fautive empêchant durablement la poursuite de la formation.</li> </ul>



<sup>4</sup> En cas de deuxième changement de formation, il n'est plus entré en matière sur une demande de subside sauf si le dernier changement est dû à une maladie ou à un accident.

Age limite

**Art. 24** <sup>1</sup> En cas de reconversion professionnelle, l'âge limite au début de la formation est fixé à quarante ans.

<sup>2</sup> Il est également fixé à quarante ans pour les personnes qui peuvent faire valoir la tenue d'un ménage avec des mineurs comme quatre années d'activité lucrative au sens de l'article 12 de la loi<sup>1)</sup>.

## CHAPITRE IV : Types de subsides

Bourse

**Art. 25** En principe, le subside de formation est alloué sous forme de bourse.

Titre de niveau plus élevé

**Art. 26** L'obtention d'un titre de niveau plus élevé (art. 24, al. 2, de la loi<sup>1)</sup>) est examinée en se référant au système éducatif suisse fondé sur les niveaux d'enseignement découlant des standards de classification au plan international.

Prêt remboursable  
1. En complément de la bourse

**Art. 27** <sup>1</sup> Lorsque la bourse octroyée ne suffit pas à couvrir les dépenses de la personne en formation diminuées des recettes de celle-ci, le solde peut être consenti sous forme d'un prêt remboursable.

<sup>2</sup> Le montant cumulé de la bourse et du prêt octroyés ne peut pas dépasser le montant total des dépenses admises de la personne en formation.

2. Pour les cas limites ne donnant pas droit à une bourse

**Art. 28** <sup>1</sup> Dans les cas limites qui ne permettent pas l'octroi d'une bourse, un prêt remboursable peut être octroyé.

<sup>2</sup> Le montant du prêt ne peut excéder la moitié de celui de la bourse maximale si le résultat du calcul du subside se situe entre un solde positif de 499 francs et un solde négatif de 2 500 francs.

<sup>3</sup> Si le résultat du calcul du subside présente un solde négatif situé entre 2 501 et 3 500 francs, le montant du prêt ne peut excéder 40 % de la bourse maximale.

3. Pour un perfectionnement de niveau tertiaire

**Art. 29** La durée du droit à un prêt remboursable pour un perfectionnement de niveau tertiaire est limitée à trois ans au maximum. Aucune prolongation n'est possible.

Montant du prêt **Art. 30** <sup>1</sup> Le montant du prêt est déterminé selon les modalités applicables au calcul d'une bourse.

<sup>2</sup> Pour une personne en formation, le montant maximal du prêt est de 15 000 francs par année de formation, mais de 45 000 francs au total.

Contrat **Art. 31** <sup>1</sup> Chaque prêt fait l'objet d'un contrat de droit administratif conclu entre la personne en formation ou son représentant légal et la Section des bourses et prêts d'études.

<sup>2</sup> L'offre de prêt est valable durant six mois dès son envoi.

<sup>3</sup> Le contrat précise les conditions d'intérêts et de remboursement. Au besoin, il peut stipuler des conditions spéciales.

<sup>4</sup> Le contrat de prêt vaut reconnaissance de dette.

<sup>5</sup> La Section des bourses et prêts d'études détermine la date à partir de laquelle le prêt doit être transformé ou remboursé ainsi que les intérêts à verser. L'article 70 est réservé.

## CHAPITRE V : Calcul et montant des subsides de formation

### SECTION 1 : Principes

Taxation fiscale déterminante **Art. 32** <sup>1</sup> La taxation fiscale de l'année précédant le début de la période de formation pour laquelle le subside est demandé constitue la base pour les revenus et la fortune à prendre en compte dans le calcul du subside.

<sup>2</sup> Cela concerne tant la taxation des parents que celle de la personne en formation.

Taxation fiscale d'office **Art. 33** Si les parents ou la personne en formation sont taxés d'office et qu'aucune déclaration fiscale complète n'a été déposée, il n'est pas entré en matière sur la demande de subside, sous réserve de situations tout à fait exceptionnelles et pour autant qu'aucune faute ne puisse être imputée à la personne en formation.

Taxation fiscale non connue **Art. 34** <sup>1</sup> Si la taxation fiscale déterminante n'est pas connue, le subside de formation peut être octroyé sous la forme d'un prêt transformable sur présentation de celle-ci.

<sup>2</sup> Lorsque la participation des parents n'a pas d'influence sur le calcul du subside de formation, le subside est accordé sur la base de la taxation fiscale précédant la taxation déterminante.

Faits nouveaux  
importants

**Art. 35** <sup>1</sup> Lors de l'établissement du calcul du subside de formation, il est tenu compte de tout fait nouveau important survenant entre le 1<sup>er</sup> août et le 31 décembre de l'année pour laquelle le subside est demandé.

<sup>2</sup> Constitue un fait nouveau important :

- a) le décès d'un parent;
- b) le mariage, la séparation judiciaire ou le divorce d'au moins un parent;
- c) le dépôt d'une demande de rente d'invalidité pour un parent;
- d) la fin du délai-cadre de l'assurance-chômage d'un parent;
- e) la naissance d'un enfant pour la personne en formation.

<sup>3</sup> En cas de fait nouveau important, le subside peut être accordé de manière provisoire sous la forme d'un prêt transformable en bourse. Il est calculé de manière approximative sur la base des informations disponibles. Le cas échéant, le prêt est transformé en bourse sur présentation de la première taxation fiscale prenant en compte le fait nouveau important.

<sup>4</sup> Si la demande de subside pour l'année de formation concernée a été traitée avant la survenance du fait nouveau, la décision peut être révisée.

Montants

**Art. 36** <sup>1</sup> Les montants maximaux annuels des subsides de formation sont fixés comme suit (en francs) :

- |   |        |
|---|--------|
| a) pour la scolarité obligatoire :  | 2 000  |
| b) pour les formations du secondaire II :   |        |
| – si la personne a moins de 25 ans  | 12 000 |
| – si la personne a plus de 25 ans   | 18 000 |
| c) pour les formations du degré tertiaire :   | 18 000 |
| d) pour une personne ayant charge d'enfant(s), une<br>personne mariée, en partenariat enregistré ou en<br>concubinage : | 22 000 |

<sup>2</sup> Pour les stages linguistiques, le subside maximal est de 6 000 francs pour six mois.

<sup>3</sup> Un supplément de 4 000 francs par enfant à charge est ajouté au montant déterminé à l'alinéa premier.

<sup>4</sup> Aucun subside inférieur à 500 francs n'est octroyé.

Limite **Art. 37** Les subsides de formation ne peuvent pas dépasser le montant du découvert reconnu.

## **SECTION 2 : Budget et participation des parents**

Principes **Art. 38** <sup>1</sup> Le budget est calculé de manière à tenir compte des charges de la personne en formation, ainsi que de celles de ses parents et des autres enfants à charge de la famille.

<sup>2</sup> Le partenaire enregistré ou le concubin est assimilé à une personne mariée.

<sup>3</sup> Lorsque les parents sont séparés judiciairement ou divorcés, seul le budget du parent qui a le droit de garde exclusif sur la personne en formation est pris en considération.

<sup>4</sup> Un budget pour chacun des parents est effectué :

- a) en cas de garde alternée ou partagée fixée judiciairement ou par décision de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte;
- b) en cas de séparation de fait;
- c) lorsque la séparation judiciaire ou le divorce a lieu après la majorité de la personne en formation, sauf si une convention d'entretien en application de l'article 277 du Code civil suisse<sup>2)</sup> a été établie judiciairement.

Recettes de la cellule familiale **Art. 39** Le revenu total ainsi que la fortune nette de la taxation fiscale déterminante servent de base pour définir les recettes portées au budget de la cellule familiale.

1. Revenu déterminant **Art. 40** Le revenu déterminant correspond au revenu total corrigé de la manière suivante :

- a) ajout des revenus réalisés à l'étranger;
- b) ajout des prestations complémentaires;
- c) ajout des pensions alimentaires ou contributions d'entretien fixées judiciairement ou par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, des rentes d'orphelins ou des rentes complémentaires (tous piliers) concernant les enfants en formation durant l'année de formation concernée;
- d) ajout des pertes et rendements négatifs résultant de l'activité indépendante à l'exception des cotisations personnelles AVS/AI/APG;
- e) ajout des excédents de dépense et des rendements négatifs de la fortune immobilière privée;
- f) retrait du rendement net de la fortune immobilière privée (valeur locative), sauf pour les agriculteurs habitant dans l'exploitation agricole;
- g) retrait des cotisations AVS pour les non actifs;

- h) ajout des bénéfices sur la fortune immobilière privée ne servant pas à l'habitation des parents.

2. Déductions  
a) Principe

**Art. 41** <sup>1</sup> Le revenu déterminant est diminué :

- a) des impôts cantonaux, communaux, ecclésiastiques;
- b) des frais d'entretien et d'habitation;
- c) d'un forfait pour autres frais.

<sup>2</sup> Des frais particuliers admis dans la taxation fiscale déterminante peuvent également être déduits, à savoir :

- a) les frais d'obtention du revenu pour le montant dépassant le forfait fiscal autorisé;
- b) les frais de garde jusqu'à concurrence du forfait fiscal autorisé;
- c) les frais de maladie pour le montant dépassant la franchise fiscale admise.

b) Cas particulier

**Art. 42** Pour une personne dont le revenu est fonction de la vente d'un produit, tel qu'un agent d'assurances, et qui bénéficie d'une déduction fiscale spéciale pour les frais d'obtention du revenu, le salaire net de la taxation fiscale déterminante est diminué de 15 % et les frais d'obtention du revenu sont ignorés.

Fortune

**Art. 43** La fortune nette de la taxation fiscale déterminante est prise en compte de la manière suivante :

- a) une franchise de 130 000 francs, plus 25 000 francs par enfant à charge est déduite; si un budget pour chacun des parents est effectué, ces montants sont divisés par deux;
- b) après cette déduction, le solde de la fortune nette est pris en compte à raison de 10 % jusqu'à concurrence de la franchise (lettre a);
- c) au-delà de ce montant, le solde est pris en compte à raison de 25 %.

Remariage

**Art. 44** En cas de remariage d'un parent, le revenu déterminant du conjoint qui n'a pas de lien de filiation avec la personne en formation est pris en compte à 85 %. Quant à la fortune nette, elle est également prise en compte à 85 % avant application de l'article 43.

Dépenses de la  
cellule familiale  
1. Frais  
d'entretien

**Art. 45** <sup>1</sup> Les frais d'entretien sont pris en compte conformément au minimum vital au sens de l'article 93 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>3)</sup>, augmenté de 10 %.

<sup>2</sup> Seuls les enfants à charge des parents sont pris en compte pour déterminer les frais d'entretien.

<sup>3</sup> En cas de ménage commun, les frais d'entretien pris en compte sont équivalents à ceux pour une personne seule avec enfants à charge.

## 2. Frais d'habitation

**Art. 46** <sup>1</sup> Les frais d'habitation correspondent au loyer ou aux intérêts hypothécaires, mais au maximum aux loyers moyens du canton du Jura publiés par l'Office fédéral de la statistique. Les frais d'habitation s'entendent charges comprises. En cas de logement à l'extérieur du canton, la Section des bourses et prêts d'études applique les normes équivalentes du lieu de domicile.

<sup>2</sup> La limite maximale des loyers au sens de l'alinéa premier est adaptée annuellement au renchérissement.

<sup>3</sup> Les charges d'habitation des propriétaires sont fixées de manière forfaitaire.

<sup>4</sup> Pour les agriculteurs, aucun frais d'habitation n'est pris en compte si la taxation fiscale déterminante ne contient aucun rendement net de la fortune immobilière privée.

<sup>5</sup> Sont pris en compte les frais d'habitation pour un appartement comptant autant de pièces que le nombre de personnes de la cellule familiale, y compris la personne en formation, plus une, mais au maximum cinq pièces.

<sup>6</sup> Seuls les enfants à charge des parents sont pris en compte pour déterminer les frais d'habitation.

<sup>7</sup> En cas de ménage commun, les frais d'habitation sont divisés par deux.

## 3. Forfait pour autres frais

**Art. 47** Le forfait pour autres frais selon l'article 41, alinéa 1, lettre c, correspond à 15 % du total constitué des frais d'entretien, des frais d'habitation et des impôts.

## Participation des parents

**Art. 48** Une partie de l'excédent du budget des parents est ajoutée comme revenu dans le budget de la personne en formation dans les proportions suivantes :

- a) 15 % lorsque la personne en formation atteint l'âge de vingt-cinq ans révolus durant l'année civile au cours de laquelle débute l'année de formation pour laquelle le subsidie est demandé; ou
- b) 15 % lorsque la personne en formation a terminé une première formation permettant l'exercice d'une profession et a été financièrement indépendante pendant trois années consécutives; ou
- c) 10 % lorsque la personne en formation est mariée, en partenariat enregistré ou en concubinage; ou

- d) 10 % lorsque la personne en formation a charge d'enfants; ou
- e) 75 % dans les autres cas; l'excédent est toutefois divisé par le nombre d'enfants à charge en formation post-obligatoire; un enfant unique compte pour 1,25 unité.

### SECTION 3 : Budget de la personne en formation

#### Principe

**Art. 49** Le budget de la personne en formation est calculé sur la base de ses recettes et de ses dépenses ainsi que, le cas échéant, de celles de son conjoint, partenaire enregistré ou concubin et des enfants à charge.

#### Dépenses 1. Principes

**Art. 50** <sup>1</sup> Les dépenses de la personne en formation sont calculées en tenant compte des frais de formation, des frais de transport, des frais de repas lorsqu'ils sont justifiés par l'éloignement du lieu de formation, des frais de logement et d'entretien à l'extérieur du domicile familial lorsqu'ils sont justifiés au sens de l'article 54, ainsi que d'un forfait pour d'autres frais.<sup>51</sup>

<sup>2</sup> La Section des bourses et prêts d'études peut exceptionnellement tenir compte des impôts payés par la personne en formation.<sup>51</sup>

<sup>3</sup> Une modification des dépenses de la personne en formation peut être effectuée uniquement si elle concerne les frais de logement. L'article 35, alinéa 2, lettre e, est réservé.

#### 2. Frais de formation

**Art. 51** Les frais de formation comprennent en particulier les taxes d'écologie, les taxes d'examen, les moyens d'enseignement et les activités et manifestations organisées par l'établissement de formation. Ils sont fixés de manière forfaitaire. Les taxes d'examen et les frais liés aux moyens d'enseignement élevés peuvent être pris en compte de manière particulière.

#### 3. Frais de transport

**Art. 52** <sup>1</sup> Les frais de transport correspondent au prix de l'abonnement des transports publics en 2<sup>e</sup> classe entre le domicile et le lieu de formation conformément aux communautés tarifaires concernées mais au maximum au prix de l'abonnement général pour la catégorie de personnes concernée, y compris pour les formations à l'étranger.

<sup>2</sup> Si la personne en formation vit à l'extérieur du domicile de ses parents en raison de l'éloignement du lieu de formation, le prix de l'abonnement général des transports publics pour la catégorie de personnes concernée est pris en compte.

4. Frais de repas **Art. 53** <sup>1</sup> Lorsque la personne en formation ne peut pas rentrer à domicile, une participation aux frais de repas de midi est prise en compte par jour de formation.
- <sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels justifiés par des impératifs de la formation, une participation aux frais de repas du soir est également prise en compte.
5. Frais de logement et d'entretien à l'extérieur du domicile familial **Art. 54** <sup>1</sup> Les frais engendrés par l'entretien et le logement à l'extérieur du domicile familial sont justifiés lorsque la personne en formation suit une formation hors canton ou si elle a terminé une première formation permettant l'exercice d'une profession et a été financièrement indépendante pendant trois années consécutives.
- <sup>2</sup> Exceptionnellement et pour des motifs impérieux, un logement à l'extérieur du domicile familial peut être pris en compte même si les conditions fixées à l'alinéa 1 ne sont pas remplies.
- <sup>3</sup> Les frais effectifs de logement, charges comprises, sont pris en considération jusqu'à concurrence du forfait maximal autorisé.
- <sup>4</sup> Un forfait pour la pension complète est pris en compte en lieu et place des frais de repas.
- <sup>5</sup> Une modification des frais de logement et d'entretien à l'extérieur du domicile familial peut être prise en compte même si elle est postérieure à la date de l'état de fait déterminant au sens de l'article 66.
6. Forfait pour autres frais **Art. 55** Un forfait pour d'autres frais, tels que les assurances et les activités culturelles et sportives, est pris en compte.
7. Cas particuliers **Art. 56** Sous réserve des articles 50 à 52, l'article 41, alinéas 1, lettre a, et 2, ainsi que les articles 45 à 47 sont applicables par analogie pour le calcul des dépenses des personnes suivantes :
- a) les personnes en formation mariées, en partenariat enregistré ou en concubinage;
  - b) les personnes en formation ayant charge d'enfants.
- Revenus  
1. Forfait **Art. 57** Lorsque la personne en formation ne dispose d'aucun revenu au sens des articles 58 à 60, il est tenu compte d'un montant forfaitaire qui peut être fonction de l'âge.



2. Indemnités  
journalières

**Art. 58** Les montants nets des indemnités journalières de l'assurance- chômage, de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et de l'assurance-invalidité sont pris en compte comme revenu.

3. Apprentis-  
sage, stage et  
contrat de travail

**Art. 59<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus bruts de la personne en formation durant l'année de formation provenant d'un contrat d'apprentissage, d'un contrat de stage ou d'un contrat de travail, y compris le salaire de vacances, sont cumulés et pris en compte dans les proportions suivantes :

- a) 80 % si elle a moins de 25 ans;
- b) 50 % si elle a plus de 25 ans;
- c) 80 % si elle est mariée, en partenariat enregistré ou en concubinage.

<sup>2</sup> Si certains revenus réalisés durant l'année de formation ne peuvent pas être fixés de manière suffisamment précise durant celle-ci, ils sont pris en compte lors de l'année suivante.

#### **Art. 60 et 61<sup>6)</sup>**

4. Revenu du  
conjoint, du  
partenaire  
enregistré ou du  
concubin

**Art. 62** <sup>1</sup> Le revenu total de la taxation fiscale précédant le début de la formation est pris en compte à raison de 80 % comme revenu du conjoint, du partenaire enregistré ou du concubin et ajouté au revenu de la personne en formation.

<sup>2</sup> En l'absence de revenu au sens de l'alinéa premier, un revenu hypothétique minimal est pris en compte. En présence d'enfants à charge jusqu'en deuxième année primaire, ce revenu n'est pas pris en compte.

5. Revenu de la  
personne ayant  
charge d'enfants

**Art. 63** Les revenus de la personne en formation ayant charge d'enfants se calculent par analogie à l'article 62.

Fortune

**Art. 64** <sup>1</sup> La fortune de la personne en formation, de son conjoint, partenaire enregistré ou concubin prise en considération correspond au 20 % de la fortune nette selon la taxation déterminante sous déduction d'une franchise de 25 000 francs par personne.

<sup>2</sup> Une franchise identique est applicable pour chaque enfant à charge.

## CHAPITRE VI : Procédure

Dépôt de la  
demande de  
subside

**Art. 65** <sup>1</sup> La demande, accompagnée des pièces justificatives exigées, doit être déposée au plus tard le 31 janvier qui suit le début de l'année de formation pour laquelle le subside est demandé. Si la personne débute sa formation au deuxième semestre de l'année de formation, le délai est prolongé jusqu'au 30 avril qui suit le début de l'année de formation pour laquelle le subside est demandé.

<sup>2</sup> Pour les stages linguistiques, le délai de dépôt échoit au plus tard le dernier jour du stage.

<sup>3</sup> Lorsque la demande est déposée hors délai, le subside est dû uniquement pour la durée de formation restante jusqu'à la fin de l'année de formation pour laquelle le subside est demandé. Seuls les mois entiers restants sont pris en compte.

<sup>4</sup> Il n'est pas entré en matière sur les demandes déposées après le 31 mai de l'année de formation pour laquelle le subside est demandé.

Etat de fait  
déterminant

**Art. 66** <sup>1</sup> L'état de fait déterminant pour le traitement de la demande est celui existant au 1<sup>er</sup> août de l'année de formation pour laquelle le subside est demandé.

<sup>2</sup> Les faits nouveaux importants au sens de l'article 35 ainsi que la modification des frais en cas d'éloignement du lieu de formation au sens de l'article 54 sont réservés.

Versement du  
subside

**Art. 67** <sup>1</sup> En règle générale, le subside est versé semestriellement. Le second versement est subordonné à la présentation d'une attestation de formation.

<sup>2</sup> En cas de justes motifs et lorsque l'octroi d'une bourse est vraisemblable, la Section des bourses et prêts d'études peut verser une partie du subside à l'avance. Seule la décision finale peut faire l'objet d'une opposition. Le cas échéant, l'avance est remboursable aux mêmes conditions qu'une bourse.

## CHAPITRE VII : Restitution et remboursement

Principes

**Art. 68** <sup>1</sup> Si la formation est interrompue ou abandonnée sans justes motifs, l'ensemble des subsides octroyés depuis le début de celle-ci doit être restitué. L'article 71, alinéa 1, lettre c (cas de rigueur), est réservé.

<sup>2</sup> Si elle est interrompue ou abandonnée pour de justes motifs au sens de l'article 23 en cours d'année, la personne en formation doit restituer le subside correspondant à la période de formation non suivie.

<sup>3</sup> La Section des bourses et prêts d'études fixe le délai de restitution. Il est de six mois au maximum dès la notification de la décision. Il peut être renoncé à percevoir des intérêts moratoires.

<sup>4</sup> Si la personne en formation rend vraisemblable qu'elle débutera une nouvelle formation reconnue lors de la prochaine année de formation mais au plus tard dans les deux ans suivant l'interruption ou l'abandon, la Section des bourses et prêts d'études peut décider de suspendre le remboursement des subsides jusqu'au terme ou à l'abandon de la nouvelle formation.

Prêt  
transformable

**Art. 69** <sup>1</sup> Si un prêt ne peut pas être transformé en tout ou partie en bourse, il devient remboursable aux mêmes conditions qu'un prêt ordinaire.

<sup>2</sup> Lorsque la condition pour la transformation en bourse consiste en l'obtention d'un diplôme achevant une formation et que celui-ci n'est pas obtenu dans les deux ans qui suivent la fin de la durée minimale de la formation, le prêt est transformé en prêt remboursable. La date de transformation correspond à la date de fin de formation au sens de l'article 70.

Prêt  
remboursable

**Art. 70** <sup>1</sup> Un prêt ordinaire est remboursable dans les cinq ans qui suivent l'achèvement de la formation. La date du diplôme final fait foi.

<sup>2</sup> Le délai de cinq ans commence également à courir dès l'interruption ou l'abandon de la formation. Si la personne en formation rend vraisemblable qu'elle débutera une nouvelle formation reconnue lors de la prochaine année de formation mais au plus tard dans les deux ans suivant l'interruption ou l'abandon, le prêt est suspendu jusqu'au terme ou à l'abandon de la nouvelle formation.

<sup>3</sup> Le prêt porte intérêt dès le treizième mois qui suit l'achèvement de la formation ou du délai supplémentaire prévu à l'alinéa 2.

<sup>4</sup> L'intérêt dû correspond à l'intérêt hypothécaire en premier rang de la Banque cantonale du Jura. Il est facturé au début de chaque année pour l'année civile écoulée. Le délai de paiement de l'intérêt est de trente jours.

<sup>5</sup> La Section des bourses et prêt d'études peut renoncer à percevoir des intérêts moratoires.

Cas de rigueur

**Art. 71** <sup>1</sup> Constituent en particulier un cas de rigueur au sens de l'article 32, alinéa 4, de la loi<sup>1)</sup> les circonstances suivantes :

- a) la personne en formation est atteinte dans sa santé au point d'en subir une perte économique importante;
- b) elle doit faire face à une situation qui rend la restitution des subsides octroyés très difficile voire impossible ou la fait apparaître comme contraire à l'équité;
- c) elle a, malgré une interruption ou un abandon de formation non justifié, obtenu une formation reconnue pour laquelle elle n'a pas demandé de subsides.

<sup>2</sup> L'alinéa premier, lettre c, n'est pas applicable à un prêt remboursable.

## CHAPITRE VIII : Bourses spéciales pour cas de rigueur

**Art. 72** <sup>1</sup> Une bourse spéciale pour cas de rigueur peut être octroyée dans les cas suivants :

- a) en complément à un subside de formation lorsque la situation financière de la famille le justifie;
- b) exceptionnellement lorsque les conditions d'entrée en matière pour l'octroi d'un subside de formation ne sont pas remplies et que la situation financière de la famille le justifie;
- c) autres cas de rigueur justifiés par les circonstances.

<sup>2</sup> Il n'y a aucun droit à l'obtention ni au renouvellement d'une bourse spéciale.

## CHAPITRE IX : Voies de droit et plainte pénale

Opposition et recours

**Art. 73** Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

Plainte pénale et conclusions civiles

**Art. 74** La Section des bourses et prêts d'études est compétente pour déposer plainte pénale et faire valoir des conclusions civiles lorsqu'une infraction au sens de l'article 37, alinéa 1, de la loi<sup>1)</sup> a été commise.

## CHAPITRE X : Dispositions d'exécution, transitoire et finales<sup>7)</sup>

Dispositions  
particulières liées  
au COVID-19  
a) Stage  
linguistique

**Art. 74a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 18, alinéa 5, le délai de deux ans ne court pas pendant la période du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 30 octobre 2020 en raison de la pandémie mondiale de coronavirus (COVID-19).

b) Restitution  
des subsides  
pour les stages  
linguistiques

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 68, alinéa 2, si la personne en formation a interrompu son stage linguistique en raison de la pandémie mondiale de coronavirus (COVID-19), celle-ci ne doit pas restituer le subside correspondant à la période de formation non suivie à l'étranger.

Exécution

**Art. 75** Le Département auquel est rattachée la Section des bourses et prêts d'études adopte la réglementation nécessaire à l'exécution de la présente ordonnance. Il fixe en particulier les montants et autres forfaits à prendre en compte.

Abrogation

**Art. 76** L'ordonnance du 4 juillet 1994 sur les bourses et prêts d'études est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 77** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2018.

Delémont, le 4 juillet 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 416.31](#)

2) [RS 210](#)

3) [RS 281.1](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

- 6) Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 4 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 juin 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 juin 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020

## Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique

du 27 octobre 1987

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 64 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>1)</sup>,

vu les articles 2, 4, 7, 10, alinéa 2, 11 et suivants de la loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles<sup>2)</sup>,

vu l'article 42, lettre e, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016<sup>16)</sup>, <sup>26)</sup>

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Principe	<b>Article premier</b> L'Etat mène, avec la collaboration des autres collectivités publiques et des institutions culturelles, une politique concertée de promotion de la lecture publique.
Terminologie	<b>Art. 1a</b> <sup>28)</sup> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Tâches de l'Etat a) Activités de l'Etat	<b>Art. 2</b> L'Etat peut prendre à sa charge les tâches de promotion de la lecture publique que commande l'intérêt public.
b) Encouragement de l'Etat	<b>Art. 3</b> L'Etat encourage les initiatives et les efforts des autres collectivités et des institutions d'utilité publique en matière de bibliothèque et de lecture.
Domaine des activités de l'Etat	<b>Art. 4</b> Les lignes directrices de la politique de promotion de la lecture publique sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) établissement d'un réseau de bibliothèques dans le Canton;</li> <li>b) soutien de la Bibliothèque cantonale jurassienne;</li> <li>c) développement de bibliothèques spécialisées dans les établissements et institutions que la législation place sous l'autorité immédiate de l'Etat;</li> </ul>

- d) conclusion d'accords ou de conventions avec des cantons ou institutions de manière à étendre et à diversifier l'offre en matière de lecture.

Organisation

**Art. 5<sup>18)27)</sup>** La politique de promotion de la lecture publique est confiée au département auquel est rattaché l'Office de la culture (dénommé ci-après : "Département").

Tâches du  
Département

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Département est chargé plus particulièrement d'assurer le bon fonctionnement du réseau de bibliothèques.

<sup>2</sup> A cette fin, il veille à la réalisation des objectifs suivants :

- a) cohésion et complémentarité des divers efforts consentis en matière de promotion de la lecture publique;
- b) formation adéquate et perfectionnement des responsables des diverses bibliothèques;
- c) effort spécifique pour la promotion de la lecture publique dans les petites communes et dans des établissements tels que les hôpitaux, les homes, les prisons, etc.;
- d) harmonisation des techniques bibliothéconomiques;
- e) ...<sup>13)</sup>.

Commission des  
bibliothèques  
a) Tâches

**Art. 7<sup>4)27)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme une commission des bibliothèques dont les tâches sont les suivantes :

- elle soumet aux autorités cantonales et communales des stratégies visant à développer le secteur des bibliothèques et à promouvoir la lecture dans le canton du Jura;
- elle incite les autorités politiques à prendre en compte les changements technologiques, culturels et sociaux et à soutenir l'adaptation des bibliothèques à ces évolutions;
- elle veille à améliorer le bon fonctionnement des institutions existantes, à intensifier la coopération à tous les niveaux et à favoriser les actions en faveur de la lecture;
- elle produit les statistiques cantonales en matière de bibliothèques;
- elle veille à développer la formation continue des bibliothécaires et promeut la recherche fondamentale en matière de lecture et de documentation;
- elle aide la Bibliothèque cantonale à remplir sa mission de centre de service et d'information à l'égard des autres bibliothèques et centres documentaires; elle la soutient dans ses missions de base, dans son développement et dans son évolution;
- elle élabore le règlement de la Bibliothèque cantonale qui est soumis au Département pour approbation;
- elle adresse au Département ses propositions relatives à l'organisation, à la gestion et au développement de la Bibliothèque cantonale jurassienne;



- elle est renseignée et consultée sur toutes les questions relatives à la lecture publique et à la diffusion de l'information.

<sup>2</sup> La commission des bibliothèques présente annuellement un bilan et une feuille de route au chef de l'Office de la culture.

b) Composition

**Art. 7a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> La commission des bibliothèques est composée de huit membres.

<sup>2</sup> Les membres sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature. En font partie :

- a) pour l'Office de la culture, le bibliothécaire cantonal, qui en assume la présidence;
- b) un représentant du Service de l'enseignement;
- c) un représentant du Centre jurassien d'enseignement et de formation;
- d) le responsable de la Bibliothèque municipale de Delémont;
- e) le responsable de la Bibliothèque municipale de Porrentruy;
- f) un représentant des bibliothèques communales et scolaires;
- g) le responsable du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne;
- h) le responsable des médiathèques de la HEP-BEJUNE.

<sup>3</sup> Les membres sont soumis au secret de fonction au sens de l'article 25 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>30)</sup>.

<sup>4</sup> La Bibliothèque cantonale assume le secrétariat de la commission.

c) Fonctionnement

**Art. 7b<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> La commission se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par année.

<sup>2</sup> Les frais de fonctionnement de la commission sont imputés au budget et aux comptes de l'Office de la culture.

<sup>3</sup> Au surplus, les dispositions relatives aux commissions cantonales s'appliquent à la commission, notamment l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>31)</sup>.

## CHAPITRE II : Activités spécifiques à l'Etat en matière de bibliothèques et de lecture publique

### SECTION 1 : Bibliothèque cantonale jurassienne

Siège,  
rattachement,  
direction<sup>14)</sup>

**Art. 8** <sup>1</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne a son siège à Porrentruy.

<sup>2</sup> Elle est rattachée à l'Office de la culture<sup>12)</sup> qui en assume l'organisation et la gestion.

<sup>3</sup> Le bibliothécaire cantonal en est le directeur.<sup>15)</sup>

Missions

**Art. 9**<sup>14)</sup> <sup>1</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne assume une double mission : elle est un établissement d'étude et de culture générale et le lieu de mémoire du patrimoine intellectuel jurassien.

<sup>2</sup> Bibliothèque d'étude et de culture, elle met à la disposition de la population des ressources documentaires et des instruments de travail intéressant tous les domaines de l'activité humaine pour encourager l'information, la formation et la recherche.

<sup>3</sup> Bibliothèque patrimoniale, elle recueille, conserve et met en valeur toutes les publications, sous quelque forme qu'elles se présentent, intéressant le Jura et les Jurassiens, en particulier :

- a) les publications émanant des autorités jurassiennes;
- b) les imprimés édités ou publiés dans la République et Canton du Jura;
- c) les ouvrages écrits ou publiés par les Jurassiens;
- d) les archives littéraires des auteurs jurassiens;
- e) les archives audiovisuelles relatives au Jura;
- f) des publications, ouvrages et collections acquis par des dons, des achats ou mis en dépôt.

<sup>4</sup> Elle met ses collections à la disposition du public conformément aux dispositions de son règlement.

Association

**Art. 10**<sup>14)</sup> <sup>1</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne est intégrée, en qualité de membre fondateur, au Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes (ci-après : "RBNJ"). Son directeur siège au sein du Comité de direction du réseau.

<sup>2</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne est membre du Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (ci-après : "RERO").<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne peut, avec l'accord du Gouvernement, s'associer à d'autres bibliothèques de caractère régional.

#### Coopération

**Art. 11** <sup>1</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne coopère avec les institutions cantonales, suisses et étrangères qui lui sont semblables par leurs buts et leurs activités.

<sup>2</sup> ...<sup>[13\)](#)</sup>

#### Coordination

**Art. 12**<sup>[14\)](#)</sup> <sup>1</sup> La Bibliothèque cantonale jurassienne assume pour le canton du Jura l'ensemble des tâches de coordination avec les réseaux RBNJ et RERO.

<sup>2</sup> Elle gère les opérations liées à l'établissement de la partie jurassienne du catalogue des réseaux RBNJ et RERO.

<sup>3</sup> Elle coordonne et assume le suivi des unités documentaires qui existent dans les services de l'administration.

<sup>4</sup> Elle est prestataire de services et d'informations à l'égard des autres bibliothèques et centres documentaires actifs dans le canton.

**Art. 13 et 14**<sup>[29\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Bibliothèques placées sous l'autorité immédiate de l'Etat

#### Missions

**Art. 15**<sup>[18\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque l'accomplissement de leurs tâches l'exige, les services administratifs et judiciaires, les établissements scolaires et les institutions placés sous l'autorité immédiate de l'Etat peuvent organiser une bibliothèque.

<sup>2</sup> Ce type de bibliothèque regroupe une collection d'usuels ainsi que des ouvrages relatifs aux formations dispensées ou aux disciplines concernées.

<sup>3</sup> Le Service de l'information et de la communication est chargé des achats d'ouvrages pour l'ensemble des services administratifs.

Harmonisation;  
accès

**Art. 16<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Les techniques bibliothéconomiques appliquées dans l'ensemble des bibliothèques visées par l'article 15 sont harmonisées.

<sup>2</sup> Dans la mesure où il est admis, l'accès du public à ces bibliothèques se fait en général par le prêt entre bibliothèques (PEB).

Bibliothèque des  
écoles  
moyennes  
supérieures  
a) Principe

**Art. 17** <sup>1</sup> Chacune des écoles moyennes supérieures dispose d'une bibliothèque réunissant l'ensemble des ouvrages destinés aux enseignants et aux élèves.

<sup>2</sup> Dans certains cas, des établissements voisins peuvent s'unir pour ne constituer qu'une seule bibliothèque.

b) Gestion

**Art. 18** La gestion de la bibliothèque d'une école moyenne supérieure est assumée par un bibliothécaire dont le statut, la durée du travail et le cahier des charges sont réglés par des directives du Département.

### SECTION 3 : Conclusion d'accords ou de conventions

Principe

**Art. 19<sup>18)</sup>** Sous réserve des compétences financières, le Département s'efforce de conclure avec d'autres cantons ou avec des institutions, notamment avec Bibliomedia Suisse, des accords ou des conventions qui tendent à élargir et à diversifier l'offre en matière de lecture publique.

Lectures suivies

**Art. 20** <sup>1</sup> La pratique dite des "lectures suivies" est encouragée dans toutes les classes de la scolarité obligatoire.

<sup>2</sup> Le Département conclut des accords assurant aux écoles jurassiennes la libre mise à disposition de services de lectures suivies organisés dans d'autres cantons.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement<sup>25)</sup> est chargé de la promotion des lectures suivies dans les écoles jurassiennes. Le Gouvernement peut confier cette tâche à une institution spécialisée (haute école, etc.).<sup>18)</sup>

## CHAPITRE III : Collaboration entre l'Etat, les communes et les institutions en matière de promotion de la lecture publique

### SECTION 1 : Bibliothèques publiques

Champ  
d'application

**Art. 21** <sup>1</sup> Dans les communes centres et relais, l'Etat, sous réserve de l'article 23, encourage la création et le maintien de bibliothèques publiques et de bibliothèques de jeunes gérées par une commune, un syndicat de communes ou une organisation de droit privé.

<sup>2</sup> Cet encouragement porte sur les frais de construction, de transformation et d'équipement des bibliothèques publiques ainsi que sur les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages.

Subventions de  
l'Etat  
a) taux

**Art. 22** <sup>1</sup> L'encouragement de l'Etat aux bibliothèques publiques se manifeste par des subventions qui sont calculées conformément aux dispositions du décret réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires<sup>5)</sup> et de l'ordonnance sur les installations scolaires<sup>6)</sup>.

b) supplément

<sup>2</sup> Une subvention supplémentaire de 10 à 20 % peut être accordée s'il est démontré que la bibliothèque est fréquentée par plus de 20 % d'utilisateurs domiciliés dans d'autres communes.

c) montants  
limites

<sup>3</sup> Les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages ne sont subventionnées que jusqu'à concurrence d'un montant de trois francs par habitant et pour autant qu'elles dépassent un franc par habitant.

Conditions de  
l'octroi de  
subventions

**Art. 23** <sup>1</sup> Ont droit aux subventions les bibliothèques dont le fonctionnement est conforme aux directives du Département.

<sup>2</sup> Ces directives portent notamment sur les techniques bibliothéconomiques, sur l'ouverture au public, sur le fonds d'ouvrages et sur son renouvellement, sur la conception et l'aménagement des locaux.

Décision et  
financement

**Art. 24** <sup>1</sup> Les subventions sont allouées par le Service de l'enseignement.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Celui-ci requiert le préavis du délégué aux affaires culturelles.

## SECTION 2 : Bibliothèques scolaires

Bibliothèques scolaires	<b>Art. 25</b> <sup>1</sup> L'Etat peut subventionner la création et le maintien de bibliothèques scolaires dans les écoles primaires et secondaires.
a) principe	
b) définition	<sup>2</sup> Ces bibliothèques regroupent les ouvrages destinés aux maîtres et aux élèves. Elles comprennent à la fois des ouvrages documentaires destinés à illustrer ou à compléter le programme des diverses disciplines enseignées et des ouvrages relevant de la littérature pour la jeunesse.
c) gestion	<b>Art. 26</b> <sup>32)</sup> <sup>1</sup> La responsabilité des bibliothèques scolaires est assumée en principe par un membre du corps enseignant.  <sup>2</sup> Le Département fixe, par voie de directives, les conditions auxquelles une personne ne faisant pas partie du corps enseignant de l'établissement considéré peut assumer la responsabilité de la bibliothèque d'une école primaire ou secondaire.
Subventions	<b>Art. 27</b> <sup>1</sup> L'Etat subventionne les frais de construction, de transformation et d'équipement des bibliothèques scolaires ainsi que les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages.  <sup>2</sup> Ces subventions sont calculées conformément aux dispositions du décret réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires et de l'ordonnance sur les installations scolaires.  <sup>3</sup> Les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages ne sont subventionnées que jusqu'à concurrence d'un montant de 300 francs par classe et pour autant qu'elles dépassent 100 francs par classe.
Cas particulier	<b>Art. 28</b> Lorsque, dans une localité donnée, une bibliothèque de jeunes remplace une ou des bibliothèques scolaires, elle est subventionnée selon les critères retenus pour les bibliothèques scolaires. Dans ce cas, les montants subventionnables sont déterminés en fonction du nombre de classes desservies et incluent la contre-valeur des décharges d'enseignement.
Conditions d'octroi des subventions	<b>Art. 29</b> <sup>1</sup> Les subventions de l'Etat aux bibliothèques scolaires ne sont accordées que dans la mesure où les directives du Département sont respectées.

<sup>2</sup> Ces directives portent notamment sur les techniques bibliothéconomiques, sur l'accès des élèves à la bibliothèque, sur l'acquisition et le renouvellement des ouvrages, sur la conception et l'aménagement des locaux.

Décision et  
financement

**Art. 30<sup>18)</sup>** Les subventions sont allouées par le Service de l'enseignement.

### SECTION 3 : Collaboration avec l'Université populaire jurassienne

Bibliothèque de  
l'Université  
populaire  
jurassienne  
a) principe

**Art. 31** L'utilité publique du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne est reconnue en particulier pour les localités et les écoles qui ne peuvent se doter d'une bibliothèque répondant aux directives.

b) appui de l'Etat  
au Bibliobus

**Art. 32** <sup>1</sup> L'Etat participe annuellement aux frais de fonctionnement du Bibliobus de l'Université populaire jurassienne sous la forme d'une subvention. Les modalités de celle-ci sont réglées par la loi sur les subventions<sup>23)</sup> <sup>21)</sup>

1bis ... <sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Cet appui n'est garanti que dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies :

- a) le Bibliobus répond aux demandes des communes et des écoles;
- b) le budget annuel du Bibliobus a été ratifié préalablement par le Département.

c) incitation aux  
communes

**Art. 33<sup>8)</sup>**

d) décision et  
financement

**Art. 34** <sup>1</sup> Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire gère les subventions dues au Bibliobus. Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes.<sup>9)</sup><sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Celui-ci requiert le préavis du délégué aux affaires culturelles.

### SECTION 4 : Procédure de subventionnement

Subvention  
d'exploitation

**Art. 35** <sup>1</sup> Les responsables des bibliothèques remplissent, à la fin de chaque année civile, la formule officielle pour requérir la subvention cantonale.

<sup>2</sup> Les pièces justificatives doivent être jointes à la formule officielle.

<sup>3</sup> Les demandes de subvention doivent être adressées jusqu'au 31 mars de l'année suivante au Service de l'enseignement, respectivement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.<sup>[18\)](#)</sup>

Subvention  
d'investissement

**Art. 36**<sup>[18\)](#)</sup> Les requêtes relatives à un subventionnement lié à la construction, à la transformation ou à l'équipement d'une bibliothèque publique ou scolaire doivent être adressées, trois mois avant le début des travaux, au Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Dispositions finales

Exécution

**Art. 37** Le Département exécute la présente ordonnance et édicte des directives d'application, notamment celles prévues aux articles 18, 23 et 29.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 38** <sup>1</sup> L'ordonnance du 13 juillet 1982 concernant la Bibliothèque cantonale jurassienne est abrogée.

<sup>2</sup> L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les subventions en faveur des bibliothèques communales est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 39** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Delémont, le 27 octobre 1987

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Boillat  
Le chancelier : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> [RSJU 410.11](#)

<sup>2)</sup> [RSJU 443.1](#)

<sup>3)</sup> Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 octobre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1999



- 5) [RSJU 410.316](#)
- 6) [RSJU 410.316.1](#)
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente ordonnance ([RSJU 172.111](#)).
- 8) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 23 février 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 3 octobre 2000
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 septembre 2003, en vigueur depuis le 15 octobre 2003
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 septembre 2003, en vigueur depuis le 15 octobre 2003
- 12) Nouvelle dénomination selon la modification du 28 août 2002 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003 ([RSJU 172.111](#))
- 13) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 15) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 janvier 2006
- 16) [RSJU 172.111](#)
- 17) Introduit dans le préambule par le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 19) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 19 février 2008
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. XI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 22) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 2 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 23) [RSJU 621](#)
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 janvier 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 25) Nouvelle dénomination selon l'article 68, lettre a, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012 ([RSJU 172.111](#))
- 26) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016
- 28) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016
- 29) Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016
- 30) [RSJU 173.11](#)
- 31) [RSJU 172.356](#)
- 32) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))



## Ordonnance

### portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19

du 17 novembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 11 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 14 octobre 2020 sur les mesures dans le domaine de la culture prévues par la loi COVID-19 (Ordonnance COVID-19 culture)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

But

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance règle l'exécution de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup>.

<sup>2</sup> Elle règle en particulier la procédure et les critères d'attribution pour les demandes déposées :

- a) par les entreprises culturelles et les acteurs culturels afin d'obtenir une indemnisation de leurs pertes financières au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup> (ci-après : "indemnisation") ou
- b) par les entreprises culturelles afin d'obtenir une contribution à des projets de transformation au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre b, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>[2](#)</sup> (ci-après : "contribution").<sup>[5](#)</sup>

<sup>3</sup> L'octroi d'une aide financière ne constitue pas un droit.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ  
d'application  
a) Eligibilité<sup>[5](#)</sup>

**Art. 3** <sup>1</sup> Sont concernées par la présente ordonnance :

- a) les entreprises culturelles qui ont leur siège dans le canton du Jura, qui existaient déjà le 15 octobre 2020 et qui ne sont ni des personnes morales de droit public, ni des unités administratives de l'Etat;

- b) les acteurs culturels qui peuvent faire valoir des dommages subis dans l'exercice d'une activité lucrative indépendante, qui ont leur domicile dans le canton du Jura et qui y étaient déjà domiciliés quand le dommage est survenu.<sup>5)</sup>

<sup>1bis</sup> Les organisations d'amateurs sont réputées entreprises culturelles et peuvent prétendre aux aides financières visées à l'article 1, alinéa 1, lettre a, si elles sont dotées d'un budget d'au moins 50 000 francs pour leurs manifestations et qu'elles subissent une perte d'au moins 10 000 francs.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Les demandes émanant des institutions interjurassiennes sont traitées par le canton dans lequel elles ont leur siège.

b) quant au  
domaine culturel

**Art. 4** En application de l'article 2, lettre a, de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2)</sup>, le domaine culturel éligible à une aide financière comprend :

- a) les arts de la scène et la musique : les arts du spectacle (en particulier : théâtre, opéra, danse, arts du cirque, musique, orchestres, chant, chorales, humour, arts de la rue) et leurs lieux ou canaux de diffusion (en particulier : salles et locaux de concerts ou de spectacles, centres culturels, églises, festivals, clubs de musique, studios d'enregistrement de musique, agences musicales); ne sont pas concernés : l'édition de musique enregistrée et de partitions, la fabrication et le commerce d'instruments de musique, les maisons de disques, les fournisseurs commerciaux d'agendas culturels, les services de billetterie, les discothèques, les dancings et les boîtes de nuit;
- b) le design : les ateliers de graphisme et de restauration d'art; ne sont pas concernés : les ateliers de design textile, de design d'objets, de design de bijoux et les bureaux d'architecture;
- c) le cinéma : la réalisation de films et leur diffusion, les festivals, la technique cinématographique, la distribution et l'exploitation de films, l'exploitation de salles pour leur activité culturelle; ne sont pas concernés : le commerce de supports sonores et visuels enregistrés et les vidéothèques;
- d) les arts visuels : la création dans les domaines des arts plastiques, de la photographie et de l'art numérique ainsi que leurs lieux ou canaux de diffusion, les galeries d'art, les centres culturels, les espaces d'art (commerciaux ou non commerciaux), les foires d'art; ne sont pas concernés : l'exploitation de laboratoires photographiques et le commerce d'antiquités;
- e) la littérature : la création et la traduction littéraires ainsi que leur diffusion, les festivals de littérature, les lectures publiques, les maisons d'éditions, les librairies; ne sont pas concernées: les bibliothèques et les archives;
- f) les musées : les musées, les lieux d'exposition et les collections accessibles au public ainsi que la transmission de patrimoine culturel;
- g) les traditions vivantes cantonales inscrites dans la liste de l'Office fédéral de la culture, pour leurs activités culturelles;
- h) la formation culturelle dispensée par des établissements privés d'enseignement dans les domaines concernés par les lettres a à g.

## Procédure

**Art. 5** <sup>1</sup> Les demandes d'indemnisation ou de contribution sont à adresser à l'Office de la culture.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Seules les demandes transmises par voie électronique ou par courrier postal dans les délais impartis par l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2)</sup>, complètes et accompagnées des formulaires officiels disponibles à l'adresse [www.jura.ch/culturecovid](http://www.jura.ch/culturecovid), sont traitées.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Les requérants s'engagent à fournir des informations véridiques et complètes et autorisent l'Office de la culture à échanger les données nécessaires au traitement de leur demande avec les autres autorités ou organismes compétents en lien avec des indemnisations liées à l'épidémie de COVID-19. Ils sont en particulier tenus de communiquer de leur propre chef toutes les demandes d'indemnisation en rapport avec l'épidémie de COVID-19 adressées à des tiers et de transmettre spontanément à l'Office de la culture les décisions correspondantes dans un délai de cinq jours ouvrables. En cas de manquement à cette obligation, une pénalité proportionnelle aux montants non communiqués peut être appliquée. Les dispositions pénales sont réservées.

<sup>4</sup> L'Office de la culture peut exiger tout document ou renseignement complémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

<sup>5</sup> Les sommes perçues indûment doivent être restituées.

## Compétences

**Art. 6** <sup>1</sup> L'Office de la culture est compétent pour statuer sur les demandes d'indemnisation ou de contribution jusqu'à concurrence de 12 000 francs.

<sup>2</sup> Le département auquel est rattaché l'Office de la culture est compétent pour statuer si le montant octroyé dépasse 12 000 francs.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement est compétent pour statuer si le montant octroyé dépasse 150 000 francs.

<sup>4</sup> Quelle que soit l'autorité décisionnelle, l'Office de la culture instruit les dossiers. Il émet un préavis sur toutes les demandes qui ne sont pas de sa compétence financière et transmet les décisions par écrit aux requérants.

Critères  
a) en vue de  
l'indemnisation

**Art. 7** <sup>1</sup> Les demandes sont évaluées, d'une part, en fonction de la viabilité des entreprises culturelles et des acteurs culturels impactés par l'épidémie de coronavirus et, d'autre part, à la lumière de leurs missions et de la politique culturelle de la République et Canton du Jura, en veillant au respect de l'intérêt public.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Il est attendu des requérants qu'ils recourent en priorité aux dispositifs généraux d'atténuation des pertes financières. Le cas échéant, il en sera tenu compte dans l'établissement du montant de l'indemnisation.

<sup>3</sup> Il peut être tenu compte des aides précédemment octroyées sur la base de l'ordonnance fédérale du 20 mars 2020 sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture<sup>4)</sup>.

<sup>4</sup> L'indemnisation couvre au maximum 80 % du dommage financier.

b) en vue d'une contribution

**Art. 8<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Les demandes sont évaluées en particulier sur la base des critères suivants :

- apport à la sauvegarde et au renforcement du tissu culturel cantonal;
- besoins financiers;
- plausibilité de la réalisation du projet;
- viabilité et durabilité de celui-ci;
- collaboration avec d'autres entreprises culturelles partageant tout ou partie des mêmes objectifs.

<sup>2</sup> Les aides financières couvrent au maximum 80 % des coûts d'un projet et se montent au maximum à 300 000 francs par entreprise culturelle.

Disposition transitoire

**Art. 9** Les demandes déposées avant le 21 septembre 2020 et en suspens à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont examinées conformément aux directives du Département de la formation, de la culture et des sports du 30 juin 2020 de mise en œuvre de la prolongation de l'ordonnance fédérale du 20 mars 2020 sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (COVID-19) dans le secteur de la culture.

Entrée en vigueur et durée de validité

**Art. 10** <sup>1</sup> La présente ordonnance prend effet le 26 septembre 2020.

<sup>2</sup> Sa durée de validité est liée à celle de l'ordonnance COVID-19 culture<sup>2)</sup>.

Delémont, le 17 novembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RS 818.102](#)

2) [RS 442.15](#)

3) [RSJU 101](#)

4) RO 2020 855

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 2 mars 2021, en vigueur depuis le 19 décembre 2020

6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 mars 2021, en vigueur depuis le 19 décembre 2020





## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
<b>511</b>	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
<b>519</b>	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
<b>521</b>	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 sur la protection de la population et la protection civile (OPCi)
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
<b>529</b>	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
531.1	Ordonnance du 24 avril 2108 sur l'approvisionnement économique du pays

**55            *Police*****551            *Police cantonale***

- 551.1            Loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale
- 551.11           Ordonnance du 24 juin 2015 sur l'organisation de la police cantonale
- 551.12           Ordonnance du 16 décembre 2016 sur la collaboration entre la police cantonale et les communes
- 551.21           Ordonnance du 3 juillet 2018 portant délégation de compétences au département auquel est rattachée la police cantonale pour accorder l'entraide concordataire et pour autoriser l'engagement de la police cantonale hors du canton

**555            *Repos dominical et jours fériés***

- 555.1            Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
- 555.10           Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
- 555.11           Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical

**556            *Dispositions relatives aux funérailles***

- 556.1            Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
- 556.2            Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation

**557            *Commerce des armes***

- 557.1            Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes

**559            *Conventions intercantionales***

- 559.111           Arrêté du Parlement du 17 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
- 559.115           Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.115.1           Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.115.11           Ordonnance du 11 décembre 2018 concernant les centrales et les dispositifs d'alarme

- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.21 Ordonnance du 14 janvier 2014 portant exécution du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police



## Loi sur la police cantonale (LPol)<sup>17)</sup>

du 28 janvier 2015

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 54 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Mission	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La police cantonale est une unité administrative de l'Etat dont la mission générale est de veiller à la sécurité et à l'ordre publics.</p> <p><sup>2</sup> Les attributions et les obligations des autorités communales en matière de police sont réservées.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Exercice de la force publique	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> La police cantonale et les polices communales sont, sous réserve d'une base légale contraire, seules habilitées à accomplir des actes de police et à recourir à la force.</p> <p><sup>2</sup> Seuls les corps de police remplissant les exigences minimales suivantes peuvent être constitués au niveau communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) disposer d'un effectif de cinq policiers au moins;</li> <li>b) tenir un guichet en collaboration avec la police cantonale;</li> <li>c) enregistrer les infractions poursuivies sur plainte.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Les communes peuvent se grouper pour former un corps de police intercommunal.</p> <p><sup>4</sup> Lorsque les conditions de l'alinéa 2 ne sont pas remplies, les communes ne peuvent pas engager de policiers.</p>
Rayon d'activité	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> La police cantonale exerce ses compétences sur l'ensemble du territoire cantonal.</p>

<sup>2</sup> Le rayon d'activité des polices communales et intercommunales est limité au territoire des communes concernées.

#### Subordination

**Art. 5** <sup>1</sup> La police cantonale est placée sous l'autorité du Gouvernement.

<sup>2</sup> Elle dépend administrativement du département auquel elle est rattachée (dénommé ci-après : "Département").

<sup>3</sup> Elle est placée sous les ordres d'un commandant, qui répond de sa bonne marche devant le chef du Département.

<sup>4</sup> Dans l'exercice de ses tâches de police judiciaire, elle est soumise à la surveillance et aux instructions du Ministère public ou du tribunal saisi de l'affaire, conformément au Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

#### Réquision

**Art. 6** <sup>1</sup> Sur requête, la police cantonale prête assistance aux autorités administratives et aux tribunaux, à condition que la mise en œuvre de mesures de police ou l'emploi de la contrainte directe soit prévue par la législation ou qu'elle soit indispensable à l'accomplissement des tâches incombant à l'autorité requérante.

<sup>2</sup> Le droit de requérir la police cantonale appartient :

- a) au Gouvernement;
- b) au Département;
- c) aux autorités judiciaires;
- d) au préposé à la protection des données et à la transparence et à la commission de la protection des données et de la transparence.

<sup>3</sup> Les autres départements peuvent requérir la police cantonale par l'intermédiaire du Département.

<sup>4</sup> Dans des cas récurrents, l'autorité requérante peut être autorisée par le Département à requérir directement la police cantonale.

<sup>5</sup> La licéité de la mesure devant être mise en œuvre est déterminée par le droit régissant l'activité de l'autorité requérante, tandis que la licéité de la mise en œuvre proprement dite est déterminée par le droit régissant l'activité de l'autorité de police.

<sup>6</sup> Les requêtes sont formulées par écrit. Elles font état du but et des bases légales de la mesure à mettre en œuvre.

<sup>7</sup> En cas d'urgence, la requête peut être présentée oralement. Elle ne peut alors être reçue que par un officier et elle doit être confirmée par écrit dès que possible.

<sup>8</sup> La requête ayant pour objet la mise en œuvre d'une privation de liberté doit être accompagnée de la décision prononçant la mesure, ou au moins la mentionner précisément.

<sup>9</sup> Les dispositions spéciales concernant l'assistance et l'entraide policière, judiciaire et administrative sont réservées.

Subsidiarité

**Art. 7** La police cantonale n'agit que si aucune autre autorité n'est compétente ou que si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'agir à temps.

## CHAPITRE II : Missions de la police cantonale

Principes

**Art. 8** <sup>1</sup> Les missions de la police cantonale sont notamment les suivantes :

- a) veiller au respect des institutions démocratiques, en particulier en assurant l'exécution et l'observation des lois;
- b) prévenir et réprimer les atteintes à la sécurité et à l'ordre publics;
- c) prendre les mesures d'urgence qui s'imposent et prêter assistance en cas de dangers graves, d'accidents ou de catastrophes;
- d) assurer la protection des personnes et des biens;
- e) mener des actions de prévention, d'information, d'éducation et de répression;
- f) exercer des tâches dans le domaine de la protection de l'Etat;
- g) réceptionner les appels des lignes d'urgence et des alarmes en lien avec son activité.

<sup>2</sup> La police cantonale empêche, dans la mesure du possible, la commission de tout acte punissable, notamment par une information du public.

<sup>3</sup> Elle accomplit en outre les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale.

<sup>4</sup> Les missions décrites aux lettres f et g de l'alinéa 1 sont du seul ressort de la police cantonale. Elles ne peuvent pas être accomplies par les polices communales et intercommunales.

Police-secours

**Art. 9** <sup>1</sup> La police cantonale comprend un domaine de compétence de police-secours, chargé d'assurer une réponse aux appels de caractère urgent lorsqu'une intervention ne souffre aucun délai, notamment lorsqu'il s'agit de garantir l'intégrité corporelle, la sécurité ou l'ordre publics.

<sup>2</sup> Il lui incombe en particulier dans ce cadre d'empêcher la commission imminente d'actes punissables ou d'interrompre la commission de tels actes.

<sup>3</sup> Cette mission est assurée 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

<sup>4</sup> Les polices communales et intercommunales coopèrent avec la police cantonale dans l'accomplissement de cette mission.

Police de  
proximité

**Art. 10** <sup>1</sup> La police cantonale comprend un domaine de compétence de police de proximité, chargé d'assurer un lien continu avec la population et les partenaires de la société civile et politique, notamment dans les domaines se rapportant à l'ordre, la sécurité, la tranquillité, la moralité, la santé et la salubrité publics.

<sup>2</sup> En lien avec cette mission, son travail se base sur les trois axes suivants :

- a) une présence visible en uniforme;
- b) le contact avec la population ou des groupes cibles;
- c) la résolution de problèmes judiciaires ou de type incivilités.

<sup>3</sup> La lutte contre la petite et moyenne criminalité ainsi que la résolution des problèmes de sécurité locale constituent les missions prioritaires de la police de proximité.

<sup>4</sup> L'accomplissement de cette mission est confié en priorité aux polices communales et intercommunales, sur le territoire des communes qui en disposent.

Police de la  
circulation

**Art. 11** <sup>1</sup> La police cantonale comprend un domaine de compétence de police de la circulation, chargé des aspects spécialisés de la gestion du trafic, des contrôles routiers, des relevés techniques des accidents de la circulation et de l'éducation routière.

<sup>2</sup> L'accomplissement des tâches de gestion du trafic et d'éducation routière est confié en priorité aux polices communales et intercommunales.

<sup>3</sup> Les contrôles de vitesse sont de la compétence exclusive de la police cantonale.

Police judiciaire

**Art. 12** <sup>1</sup> La police cantonale comprend un domaine de compétence de police judiciaire, chargé de mener des enquêtes consistant notamment à :

- a) établir des faits;
- b) rechercher et signaler des infractions;
- c) préserver et relever des traces;
- d) identifier, rechercher, interpeller, entendre et mettre à disposition du pouvoir judiciaire les auteurs d'infractions.



<sup>2</sup> La police judiciaire accomplit les tâches qui sont attribuées à la police par le Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Sous réserve du travail de police de proximité (art. 10), les polices communales et intercommunales ne mènent pas d'enquêtes de police judiciaire.

Protection de la  
population et  
sécurité

**Art. 13** <sup>1</sup> La police cantonale comprend un domaine de compétence protection de la population et sécurité.

<sup>2</sup> Elle accomplit dans ce cadre les tâches attribuées à la Section de la protection de la population et de la sécurité conformément à la loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile<sup>3)</sup>.

### CHAPITRE III : Organisation

Commandement

**Art. 14** <sup>1</sup> La police cantonale est dirigée par un commandant, assisté d'un état-major.

<sup>2</sup> La composition de l'état-major est fixée par le Gouvernement.

Personnel

**Art. 15** <sup>1</sup> La police cantonale est composée d'agents et du personnel administratif.

<sup>2</sup> Elle dispose des spécialistes nécessaires à l'exécution de ses missions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement décide de l'effectif attribué à la police cantonale.

Agents de police  
a) Notion

**Art. 16** On entend par agents de la police cantonale les officiers, les policiers et les assistants de sécurité publique.

b) Officiers de  
police

**Art. 17** Est officier de police toute personne qui bénéficie du titre d'officier délivré par l'Institut Suisse de Police (ISP) ou d'un titre jugé équivalent et qui est engagée à ce titre.

c) Policiers

**Art. 18** <sup>1</sup> Est policier toute personne qui est titulaire du brevet fédéral de policier ou d'un titre jugé équivalent et qui est engagée à ce titre.

<sup>2</sup> Pour l'engagement de spécialistes, une formation spécifique est suffisante.

d) Assistants de sécurité publique

**Art. 19** Est assistant de sécurité publique toute personne qui a suivi la formation d'assistant de sécurité publique ou qui possède un titre jugé équivalent et qui est engagée à ce titre.

Personnel administratif

**Art. 20** Le personnel administratif accomplit les tâches administratives et techniques qui ne nécessitent pas une formation d'officier, de policier ou d'assistant de sécurité publique.

Délégation à des entreprises de sécurité

**Art. 21** <sup>1</sup> Sur décision du Gouvernement, certaines tâches de la police cantonale peuvent être déléguées à des entreprises de sécurité privées.

<sup>2</sup> Une telle délégation peut en particulier porter sur le transport de personnes privées de liberté.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la délégation ne peut porter que sur des activités définies par le concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité<sup>4)</sup>, et elle ne peut impliquer ni l'usage de la force publique ni le pouvoir de sanctionner.

## CHAPITRE IV : Collaboration avec les communes

Principe

**Art. 22** <sup>1</sup> La police cantonale collabore avec les communes.

<sup>2</sup> Elles analysent ensemble la situation en matière de sécurité publique.

<sup>3</sup> En cas de besoin, les polices communales et intercommunales sont tenues de prêter aide à la police cantonale, si celle-ci le requiert.

<sup>4</sup> Lorsque les deux polices collaborent, la direction des opérations est assumée en principe par la police cantonale.

<sup>5</sup> Lorsqu'ils sont appelés à collaborer avec la police cantonale en fonction de leur formation, les agents des polices communales et intercommunales ont les mêmes compétences et devoirs que celle-ci sur l'ensemble du territoire cantonal.

<sup>6</sup> Le Département peut, d'entente avec les autorités communales concernées, passer des conventions portant sur la coopération entre la police cantonale et les polices communales et intercommunales.

Tâches communales

**Art. 23** <sup>1</sup> Les communes sont seules compétentes s'agissant de l'exécution des tâches communales, notamment en ce qui concerne :

a) la gestion de leur domaine public;

- b) l'octroi d'autorisations communales diverses;
- c) le respect des prescriptions de droit administratif;
- d) l'application des règlements communaux de police.

<sup>2</sup> Des collaborations intercommunales sont possibles.

Tâches non  
communales

**Art. 24** Les interventions lors d'événements extraordinaires et imprévisibles, relèvent de la compétence exclusive de la police cantonale.

Engagement  
d'assistants de  
sécurité publique

**Art. 25** <sup>1</sup> Pour l'exécution de leurs tâches, les communes peuvent engager des assistants de sécurité publique au sens de l'article 19.

<sup>2</sup> Les assistants de sécurité publique sont tenus de faire la promesse solennelle conformément à l'article 24 de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>5)</sup>.

Délégation à des  
entreprises de  
sécurité

**Art. 26** Les communes peuvent, au surplus et dans les limites fixées par l'article 21, alinéa 3, faire appel à des entreprises de sécurité privées.

Prestations en  
faveur des  
communes  
a) Principe

**Art. 27** <sup>1</sup> Dans le cadre de sa collaboration avec les communes, la police cantonale met certaines prestations à disposition de celles qui ne disposent pas d'un corps de police communal ou intercommunal.

<sup>2</sup> Les prestations qui rentrent dans le socle de base de sécurité sont gratuites.

<sup>3</sup> Celles qui en sortent sont payantes. Elles sont offertes sur la base d'un contrat de prestations et/ou d'un contrat ressources.

b) Délimitation  
des prestations  
gratuites

**Art. 28** Le Gouvernement fixe les critères permettant de distinguer les prestations gratuites, rentrant dans le socle de base de sécurité, des prestations payantes.

c) Contrats de  
prestations

**Art. 29** <sup>1</sup> Les contrats de prestations sont basés sur un catalogue de prestations sécuritaires choisies par les parties.

<sup>2</sup> La rémunération est fixée sur la base du coût moyen annuel d'un policier en équivalent plein temps.

<sup>3</sup> Le coût moyen annuel d'un policier est fixé par le Gouvernement au début de chaque législature sur la base des comptes de la police cantonale. Ce coût ne se limite pas à la masse salariale mais englobe tous les autres frais liés à la fonction.

d) Contrats  
ressources

**Art. 30** <sup>1</sup> Les contrats ressources sont basés sur le financement d'équivalents plein temps par les communes.

<sup>2</sup> La rémunération est fixée sur la base de la moyenne des indices de criminalité des cinq dernières années et de la densité de population.

<sup>3</sup> Ce montant est fixé annuellement par le Gouvernement.

<sup>4</sup> Les communes de plus de 5 000 habitants qui ne disposent pas d'un corps de police communal ou intercommunal sont tenues de conclure des contrats ressources.

e) Clauses  
communes

**Art. 31** <sup>1</sup> Les contrats portent sur une durée initiale de deux ans.

<sup>2</sup> Sauf dénonciation moyennant un préavis écrit de douze mois, ils se renouvellent à l'échéance pour une nouvelle période de deux ans.

<sup>3</sup> Des communes voisines peuvent se regrouper pour conclure un contrat.

f) Amendes  
d'ordre

**Art. 32** <sup>1</sup> Le produit des amendes d'ordre perçues dans le cadre d'un contrat de prestations est acquis à la caisse de l'Etat et rétrocédé pour moitié à la caisse communale concernée.

<sup>2</sup> Sous réserve de dispositions légales contraires, le produit des autres amendes d'ordre est versé dans la caisse de l'Etat lorsqu'elles sont décernées par des agents de la police cantonale et dans la caisse communale lorsqu'elles sont décernées par des agents des polices communales ou intercommunales.

## g) Litiges

**Art. 33** <sup>1</sup> Si un désaccord survient quant à un contrat, les parties tentent de trouver une solution à l'amiable.

<sup>2</sup> En cas d'échec, le litige est traité conformément au Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.

## CHAPITRE V : Principes régissant l'activité de la police

## En général

**Art. 34** Dans l'accomplissement de leurs missions et l'exercice de leurs tâches, les agents de la police cantonale respectent les droits fondamentaux des individus et les principes constitutionnels, notamment de légalité, de proportionnalité, d'intérêt public et d'opportunité.

Légalité	<p><b>Art. 35</b> <sup>1</sup> Dans leur action, les agents de la police cantonale sont liés par la Constitution, par les dispositions légales et réglementaires ainsi que par les ordres de service.</p> <p><sup>2</sup> Les ordres de service sont de la compétence du commandant.</p>
Clause générale de police	<p><b>Art. 36</b> Les organes de police prennent, même sans base légale particulière, les mesures d'urgence indispensables pour rétablir l'ordre en cas de troubles graves ou pour écarter des dangers graves menaçant directement la sécurité et l'ordre publics.</p>
Proportionnalité	<p><b>Art. 37</b> <sup>1</sup> La police cantonale choisit la mesure appropriée portant l'atteinte la moins grave aux personnes, aux biens et à la collectivité.</p> <p><sup>2</sup> Une mesure ne doit pas causer une atteinte disproportionnée par rapport au résultat recherché.</p> <p><sup>3</sup> Une mesure doit être levée lorsque le but est atteint ou qu'il se révèle impossible à atteindre.</p>
Intérêt public	<p><b>Art. 38</b> <sup>1</sup> Il appartient à la police cantonale de faire respecter l'ordre public.</p> <p><sup>2</sup> Pour ce faire, elle est autorisée à réduire les libertés individuelles si cela est nécessaire pour préserver l'intérêt du plus grand nombre.</p>
Opportunité	<p><b>Art. 39</b> <sup>1</sup> La police cantonale exerce le pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu, en se fondant sur des critères objectifs et raisonnables, notamment quant à la pertinence et aux modalités de son intervention dans un cas d'espèce.</p> <p><sup>2</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.</p>
Objet de l'action de la police a) Perturbateurs	<p><b>Art. 40</b> <sup>1</sup> L'action de la police cantonale est dirigée, lorsque l'accomplissement de ses tâches l'exige, contre la personne qui menace ou qui trouble directement la sécurité et l'ordre publics, ou qui est responsable du comportement d'un tiers causant une menace ou un trouble de cette nature.</p> <p><sup>2</sup> Si un trouble ou une menace contre la sécurité et l'ordre publics émane d'un objet ou d'un animal, l'action de la police cantonale est dirigée contre l'objet ou l'animal et contre la personne qui en est propriétaire ou qui en a la maîtrise effective à un autre titre.</p>

b) Autres  
personnes

**Art. 41** <sup>1</sup> Lorsque la loi le prévoit, l'action de la police cantonale peut être dirigée contre d'autres personnes.

<sup>2</sup> Il en va de même lorsqu'il s'agit de réprimer un trouble grave ou d'écarter un danger imminent et sérieux menaçant la sécurité et l'ordre publics, aux conditions suivantes :

- il est impossible de prendre des mesures contre les perturbateurs;
- de telles mesures ne peuvent être prises à temps ou n'ont aucune chance de succès; et
- les personnes concernées peuvent être mises à contribution sans menace grave pour elles-mêmes ni violation d'obligations majeures.

Légitimation

**Art. 42** <sup>1</sup> Les agents de la police cantonale se légitiment lors de leurs interventions.

<sup>2</sup> Ils présentent leur carte de légitimation d'office s'ils sont en tenue civile ou sur demande s'ils sont en uniforme, sauf si des circonstances exceptionnelles les en empêchent.

<sup>3</sup> En outre, à la demande d'une personne interpellée, ils ont le devoir de décliner leur identité ou le numéro inscrit sur leur carte de légitimation.

Dénominations  
"police" et  
"gendarmerie"

**Art. 43** <sup>1</sup> Seuls les policiers peuvent porter les dénominations "police" ou "gendarmerie" sur leur uniforme et leur matériel.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la dénomination figurant sur les uniformes des assistants de sécurité publique.

<sup>3</sup> Il est interdit aux communes qui ne disposent pas d'un corps de police communal ou intercommunal et aux tiers d'utiliser les dénominations "police" ou "gendarmerie" pour désigner leur personnel.

Avis au magistrat

**Art. 44** Dans tous les cas prévus par la loi, la police cantonale avise le magistrat compétent des mesures qu'elle prend dans l'exercice de ses tâches.

## CHAPITRE VI : Collaboration hors canton

Coopération  
policière  
extracantonale

**Art. 45** <sup>1</sup> La police cantonale coopère avec les autorités de police de la Confédération, des cantons, du corps des gardes-frontière et de la zone frontalière française, en particulier dans le cadre de concordats et d'accords transfrontaliers.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut, par voie de convention, régler la coopération extracantonale en matière de police.

Entraide

**Art. 46** <sup>1</sup> Pour les cas non couverts par le concordat du 10 octobre 1988 réglant la coopération en matière de police en Suisse romande<sup>2</sup>, le Gouvernement peut solliciter de la Confédération ou des autres cantons l'intervention de forces de police dans le canton.

<sup>2</sup> Il peut autoriser l'engagement de la police cantonale hors du canton.

Droit applicable  
en cas  
d'interventions  
extracantonales

**Art. 47** <sup>1</sup> Sur territoire jurassien, l'action de la police est régie par le droit jurassien, sauf disposition contraire du droit fédéral ou d'un concordat.

<sup>2</sup> Les agents de la police cantonale engagés à l'extérieur du canton restent en tous les cas soumis aux dispositions de la législation jurassienne applicable au personnel de l'Etat.

<sup>3</sup> Pour les cas non prévus par un concordat, le Gouvernement fixe par voie d'arrêté les modalités des interventions de la police cantonale à l'extérieur du canton.

## CHAPITRE VII : Mesures de police et contrainte

### SECTION 1 : Généralités

Principes

**Art. 48** <sup>1</sup> Les dispositions du présent chapitre régissent l'accomplissement des tâches de la police cantonale sous réserve de dispositions légales spéciales.

<sup>2</sup> La poursuite des actes punissables ainsi que les mesures provisoires nécessaires à une poursuite pénale efficace sont régies par le Code de procédure pénale suisse<sup>2</sup>.

Mesures de  
protection en  
dehors de la  
procédure  
pénale

**Art. 49** <sup>1</sup> En dehors d'une procédure pénale, la police cantonale peut en tout temps ordonner les mesures qui lui paraissent adéquates pour la protection d'une personne.

<sup>2</sup> Pour bénéficier de cette protection, la personne concernée ou ses proches doivent être exposés à un danger sérieux menaçant leur vie ou leur intégrité corporelle, ou à un autre inconvénient grave.

## SECTION 2 : Identification

### Contrôle d'identité

**Art. 50** <sup>1</sup> Les policiers ont le droit d'exiger de toute personne qu'ils interpellent dans l'exercice de leurs fonctions qu'elle justifie de son identité.

<sup>2</sup> La personne appréhendée doit, sur demande, justifier de son identité, montrer les objets qu'elle a en sa possession et ouvrir à cet effet véhicules et contenants.

<sup>3</sup> Le contrôle d'identité peut notamment intervenir lors d'une situation confuse, aux alentours d'un lieu où une infraction vient de se commettre, dans un milieu, un endroit ou lors d'une période fortement criminogènes, si la personne contrôlée ressemble à une personne recherchée ou si elle appartient à un certain groupe de personnes.

<sup>4</sup> La personne contrôlée peut justifier de son identité par la présentation de documents d'identité. Si elle ne peut le faire, les policiers peuvent lui poser des questions adéquates et vérifier ses dires par les moyens techniques à leur disposition.

<sup>5</sup> Si la personne contrôlée n'est pas en mesure de justifier de son identité et qu'un contrôle supplémentaire se révèle nécessaire à cet égard, elle peut être conduite dans un poste de police pour y être identifiée.

<sup>6</sup> La personne conduite dans un poste de police ne peut y être retenue que le temps nécessaire à son identification.

<sup>7</sup> A la demande de la personne concernée, la police cantonale informe un tiers de son choix qu'elle est retenue au poste. Cette information peut être différée si le but de la mesure s'en trouve compromis.

### Mesures d'identification

**Art. 51** <sup>1</sup> Les mesures d'identification sont plus particulièrement la prise d'empreintes digitales ou palmaires, la prise de photographies, les mesures signalétiques, les mensurations et les échantillons d'écriture manuscrite.

<sup>2</sup> Des mesures d'identification peuvent être ordonnées par un officier de police à l'encontre des personnes dont l'identité est douteuse et ne peut être établie par un autre moyen, en particulier lorsque ces personnes sont soupçonnées de donner des indications inexacts.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions légales particulières, les données recueillies à des fins d'identification sont détruites dès que l'identité de la personne a été établie ou que le motif des mesures d'identification a disparu.



<sup>4</sup> Demeurent réservées les dispositions de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues<sup>8)</sup>.

### SECTION 3 : Privation de liberté

#### Motifs

**Art. 52** <sup>1</sup> La police cantonale peut priver une personne de liberté :

- a) lorsque la protection de cette personne ou d'un tiers contre un danger menaçant son intégrité psychique, physique ou sexuelle l'exige;
- b) lorsque cette personne se trouve en détresse ou visiblement dans un état qui exclut l'exercice du libre arbitre;
- c) lorsque cette mesure sert à prévenir ou à interrompre la commission d'un acte punissable grave;
- d) lorsque cette personne s'est soustraite par la fuite à l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté;
- e) lorsque cette mesure sert à garantir l'exécution d'une décision exécutoire de renvoi, d'expulsion ou d'extradition;
- f) dans le cadre d'une réquisition d'une autorité administrative ou d'un magistrat de l'ordre judiciaire.

<sup>2</sup> Lorsque la personne privée de liberté présente un danger pour elle-même ou pour autrui, elle est examinée sans délai par un médecin.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> et du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte sont réservées.

#### Droits des personnes privées de liberté

**Art. 53** <sup>1</sup> La personne privée de liberté en vertu de la présente loi est informée sans délai du motif de la privation de liberté.

<sup>2</sup> A la demande de la personne concernée, la police cantonale informe un tiers de son choix qu'elle est retenue au poste de police. Cette information peut être différée si le but de la mesure s'en trouve compromis.

#### Fin de la privation de liberté

**Art. 54** La privation de liberté prend fin :

- a) dès que le motif de la mesure a disparu;
- b) lorsque la privation de liberté est déclarée injustifiée par l'autorité compétente;
- c) en tous les cas après 24 heures si sa prolongation n'a pas été ordonnée par l'autorité compétente.

Décision de  
l'autorité

**Art. 55** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne est privée de liberté en vertu de la présente loi, la police cantonale requiert au plus vite une décision de l'autorité compétente concernant l'admissibilité et la prolongation de la privation de liberté.

<sup>2</sup> La législation spéciale est réservée s'agissant de la procédure et de la désignation de l'autorité compétente.

Mineurs

**Art. 56** La police cantonale peut priver de liberté des personnes mineures pour les remettre aux personnes en ayant la garde ou à l'autorité de protection de l'enfant compétente.

#### **SECTION 4 : Renvoi, interdiction d'accès**

Principe

**Art. 57** <sup>1</sup> La police cantonale peut renvoyer temporairement des personnes d'un lieu ou leur en interdire l'accès dans les cas suivants :

- a) elles sont menacées d'un danger grave et imminent;
- b) il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elles ou d'autres personnes faisant manifestement partie du même attroupement menacent ou troublent la sécurité et l'ordre publics;
- c) elles gênent les interventions visant au maintien ou au rétablissement de la sécurité et de l'ordre publics, en particulier les interventions de la police, des sapeurs-pompiers ou des services de sauvetage;
- d) elles empêchent ou gênent la police cantonale dans l'application d'ordonnances exécutoires, ou s'ingèrent dans son action;
- e) elles font ou essaient de faire échec à l'action de la police cantonale;
- f) elles mettent en danger la vie ou l'intégrité corporelle, psychique ou sexuelle d'une ou plusieurs autres personnes, ou menacent sérieusement d'y attenter, en particulier dans les cas de violence domestique;
- g) elles participent à des transactions portant sur des biens dont le commerce est prohibé, notamment des produits stupéfiants.

<sup>2</sup> La durée du renvoi et/ou de l'interdiction d'accès ne peut excéder trois mois.

Procédure

**Art. 58** <sup>1</sup> Le renvoi et/ou l'interdiction d'accès font l'objet d'une décision écrite comportant les indications suivantes :

- a) la désignation de l'autorité qui a statué;
- b) le nom de la personne concernée par la mesure;
- c) la durée du renvoi et/ou de l'interdiction d'accès;
- d) la désignation précise du lieu ou du périmètre interdit;
- e) une description sommaire des motifs justifiant la décision;

- f) le fait que la décision est signifiée sous la menace des peines de l'article 292 du Code pénal suisse<sup>9)</sup>;
- g) les délais et voies de droit;
- h) l'indication selon laquelle la décision est immédiatement exécutoire nonobstant recours;
- i) la date de la décision;
- j) la signature.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours contre cette décision n'ont pas d'effet suspensif.

<sup>3</sup> La police cantonale peut, sur ordre d'un officier de police, signifier verbalement une décision de renvoi et/ou d'interdiction d'accès valable vingt-quatre heures et conduire la personne concernée hors du lieu ou du périmètre concerné.

<sup>4</sup> Si les circonstances le justifient, notamment lorsque la décision signifiée verbalement n'a pas été respectée, la police cantonale peut conduire la personne concernée dans un poste de police pour lui notifier une décision écrite.

Violences  
conjugales

**Art. 59** La compétence des officiers de police judiciaire de prononcer l'expulsion du logement commun en cas de crise (art. 10a de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>10)</sup>) est réservée.

## SECTION 5 : Fouille, perquisition et saisie

Fouille  
a) Fouille de  
personnes et de  
sécurité

**Art. 60** <sup>1</sup> La police cantonale peut procéder à la fouille d'une personne :

- a) si, au vu des circonstances, une telle mesure paraît nécessaire pour assurer la protection d'un agent de la police cantonale, de la personne concernée ou d'un tiers;
- b) s'il y a de sérieuses raisons de soupçonner que la personne détient des objets dont la saisie est prescrite par la loi;
- c) si une telle mesure est nécessaire à l'identification;
- d) si la personne concernée est inconsciente, en état de détresse ou décédée;
- e) avant toute mise en cellule;
- f) avant tout transport effectué par la police cantonale.

<sup>2</sup> La fouille est la recherche d'objets ou de traces dans ou sur les vêtements de la personne concernée, ainsi qu'à la surface ou dans les orifices et cavités du corps qu'il est possible d'examiner sans l'aide d'un instrument.

<sup>3</sup> La fouille doit être adaptée aux circonstances et être aussi prévenante et décente que possible.

<sup>4</sup> Le déshabillage de la personne concernée n'est admissible que si la fouille est indispensable pour écarter un danger menaçant la vie ou l'intégrité corporelle ou pour assurer la saisie de moyens de preuve ou de biens dont la possession est prohibée.

<sup>5</sup> Sauf si la sécurité immédiate l'exige, la fouille d'une personne ne peut être exécutée que par un agent du même sexe.

<sup>6</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> concernant la fouille et l'examen de personnes sont réservées.

b) Fouille  
d'objets mobiliers

**Art. 61** <sup>1</sup> La police cantonale peut procéder à la fouille de véhicules ou d'autres objets mobiliers :

- a) s'ils sont en possession d'une personne susceptible d'être fouillée;
- b) s'il y a des raisons de soupçonner qu'une personne est retenue illicitement à l'intérieur de l'objet;
- c) s'il y a des raisons de soupçonner que ces objets contiennent eux-mêmes du matériel devant être saisi;
- d) afin d'identifier des personnes;
- e) afin d'identifier des personnes inconscientes, en état de détresse ou décédées;
- f) lorsque des raisons de sécurité le justifient.

<sup>2</sup> La fouille est en principe effectuée en présence du possesseur ou d'une autre personne.

c) Procès-verbal

**Art. 62** Les découvertes effectuées lors de la fouille font l'objet d'un procès-verbal.

Accès aux  
bâtiments privés

**Art. 63** <sup>1</sup> La police cantonale peut entrer dans des bâtiments privés, au besoin par la force, pour y porter secours, y rétablir l'ordre ou y appréhender un suspect.

<sup>2</sup> C'est en particulier le cas dans les situations suivantes :

- a) il apparaît qu'il s'y commet un crime ou un délit;
- b) il apparaît qu'il y règne un désordre grave;
- c) il y a des raisons de soupçonner qu'une personne y est retenue illicitement;
- d) on appelle au secours de l'intérieur;
- e) des indices font présumer qu'une personne y est victime de violence, de menaces ou de harcèlement.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.

Passage et  
stationnement  
sur des  
propriétés  
privées

**Art. 64** La police cantonale peut, nonobstant toute interdiction, passer et stationner sur des propriétés privées lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de ses tâches.

Accès aux lieux  
ouverts au public

**Art. 65** <sup>1</sup> La police cantonale peut, nonobstant toute interdiction, passer par tout chemin ou sentier publics lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Les agents de la police cantonale ont accès en tout temps, pour les besoins du service, aux lieux, manifestations et établissements ouverts au public.

<sup>3</sup> Sous réserve des cas de flagrant délit, l'accès aux établissements ou locaux dont les occupants sont tenus au secret professionnel n'est possible qu'avec l'autorisation du Ministère public.

Perquisition

**Art. 66** <sup>1</sup> La police cantonale peut pénétrer dans un bâtiment, une habitation ou un autre local pour y perquisitionner lorsque cela est nécessaire pour saisir préventivement des objets, notamment des armes, s'il y a lieu de craindre qu'ils soient utilisés d'une manière dangereuse.

<sup>2</sup> Avant de procéder à la perquisition, l'autorisation de l'ayant droit est demandée. Si elle est refusée, un mandat est nécessaire.

<sup>3</sup> En cas de saisie préventive, le mandat est délivré par un officier de police. En cas d'urgence, le mandat peut être délivré par oral. Il doit alors ensuite être confirmé par écrit.

<sup>4</sup> La perquisition a lieu en présence de la personne qui a la maîtrise de la chose. En son absence, une autre personne est appelée à y assister.

<sup>5</sup> Un procès-verbal de la perquisition est dressé et remis à l'ayant droit.

<sup>6</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.

Saisie d'objets  
a) Motifs

**Art. 67** La police cantonale peut saisir un objet pour écarter un danger menaçant la sécurité ou l'ordre publics.

b) Procédure

**Art. 68** <sup>1</sup> La personne dont l'objet a été saisi est informée du motif de cette mesure.

<sup>2</sup> La saisie fait l'objet d'un procès-verbal. L'ayant droit en reçoit une copie.

<sup>3</sup> Les objets conservés par la police cantonale sont inventoriés.

## c) Restitution

**Art. 69** <sup>1</sup> Dès que les conditions préalables à la saisie ont disparu, les objets sont restitués à la personne à laquelle ils ont été enlevés, sauf s'il subsiste un doute quant au droit de celle-ci sur lesdits objets.

<sup>2</sup> Si plusieurs personnes font valoir un droit sur un objet à restituer ou s'il subsiste un doute quant à leur droit sur l'objet, un délai est imparti aux intéressés pour obtenir une décision judiciaire quant à leur droit à la restitution. A l'échéance de ce délai, l'ordonnance de conservation est levée et l'objet est restitué à la personne à laquelle il avait été enlevé.

<sup>3</sup> Tout objet trouvé est remis à la personne qui l'a trouvé si personne n'a fait valoir de droit sur cet objet.

<sup>4</sup> La restitution porte sur le produit de la réalisation si l'objet a été réalisé.

## d) Réalisation et confiscation

**Art. 70** <sup>1</sup> Un objet saisi peut être réalisé dans les cas suivants :

- a) l'ayant droit, sommé de le retirer sous commination de réalisation, ne s'est pas exécuté dans le délai prescrit;
- b) personne ne fait valoir de droit sur l'objet;
- c) l'objet perd rapidement de la valeur, ou
- d) sa conservation ou son entretien entraîne des frais ou des difficultés disproportionnés.

<sup>2</sup> L'autorité compétente décide de la confiscation d'objets qui constituent une menace pour la sécurité des personnes. La décision peut ordonner que les objets soient détruits ou rendus inutilisables.

## e) Frais liés à la saisie

**Art. 71** <sup>1</sup> Les dépenses engendrées par la saisie, la conservation et la réalisation des objets sont couvertes par l'ayant droit.

<sup>2</sup> La restitution de l'objet ou du produit de sa réalisation peut être liée au règlement des frais. Si le paiement n'intervient pas dans le délai raisonnable imparti, l'objet peut être réalisé.

## SECTION 6 : Mesures préventives

## Observation préventive

**Art. 72** <sup>1</sup> Afin de prévenir la commission d'un crime ou d'un délit, la police cantonale peut, avant l'ouverture d'une instruction par la direction de la procédure, observer secrètement des personnes et des choses dans des lieux librement accessibles si les conditions suivantes sont réalisées :

- a) elle dispose d'indices suffisants laissant présumer qu'un crime ou un délit peut être commis; et

b) d'autres mesures de recherche d'informations n'ont aucune chance d'aboutir ou sont excessivement difficiles.

<sup>2</sup> Elle peut, au besoin, avoir recours à des mesures techniques, photographiques, audio, vidéo ou de localisation.

<sup>3</sup> La mesure est ordonnée par un officier de police, pour une durée d'un mois au maximum.

<sup>4</sup> Elle ne peut être prolongée au-delà d'un mois qu'avec l'approbation du Ministère public.

<sup>5</sup> Au terme de la mesure, tous les éléments recueillis sont détruits dans les trente jours si aucune procédure pénale n'a été ouverte.

<sup>6</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont pour le reste applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la communication à la personne ayant fait l'objet de la mesure.

Recherches  
préliminaires  
secrètes

**Art. 73** <sup>1</sup> Avant l'ouverture d'une instruction pénale par le Ministère public, la police cantonale peut mener des recherches préliminaires secrètes si les conditions suivantes sont réalisées :

- a) elle dispose d'indices suffisants laissant présumer qu'un crime ou un délit pourrait être commis; et
- b) d'autres mesures d'investigation n'ont aucune chance d'aboutir ou sont excessivement difficiles.

<sup>2</sup> La mesure est ordonnée par un officier de police, pour une durée d'un mois au maximum.

<sup>3</sup> Elle ne peut être prolongée au-delà d'un mois qu'avec l'approbation du Ministère public.

<sup>4</sup> Au terme de la mesure, tous les éléments recueillis sont détruits dans les trente jours si aucune procédure pénale n'a été ouverte.

<sup>5</sup> Les agents affectés aux recherches préliminaires secrètes ne sont pas munis d'une identité d'emprunt. Leur véritable identité ainsi que leur fonction figurent dans les dossiers de la procédure et sont divulguées lors des auditions.

<sup>6</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont pour le reste applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la communication à la personne ayant fait l'objet de la mesure.

Investigations  
préliminaires  
secrètes

**Art. 74** <sup>1</sup> Avant l'ouverture d'une instruction pénale par le Ministère public, la police cantonale peut mener des investigations préliminaires de façon secrète si les conditions suivantes sont réalisées :

- a) des indices suffisants laissent penser qu'une infraction pourrait être commise;
- b) la gravité ou la particularité de l'infraction visée justifie l'emploi de la méthode; et
- c) d'autres moyens employés jusqu'alors n'ont pas abouti ou les recherches envisageables, à défaut d'être secrètes, n'auraient aucune chance d'aboutir ou seraient excessivement difficiles.

<sup>2</sup> Seul un agent de police peut procéder à des investigations préliminaires de façon secrète, à l'exclusion des assistants de sécurité publique.

<sup>3</sup> Avec l'accord du commandant, l'agent en question peut être doté d'une identité d'emprunt.

<sup>4</sup> La mesure est ordonnée par un officier de police.

<sup>5</sup> L'intervention d'agents infiltrés requiert l'approbation du juge des mesures de contrainte. La demande doit être déposée au plus tard dans les 24 heures après que la mesure a été ordonnée.

<sup>6</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont pour le reste applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la communication à la personne ayant fait l'objet de la mesure.

Protection des  
agents infiltrés

**Art. 75** <sup>1</sup> La police cantonale prend toutes les mesures nécessaires afin de protéger les agents infiltrés, en dehors de la procédure pénale.

<sup>2</sup> Dans ce contexte, le commandant peut doter les agents infiltrés d'une identité d'emprunt.

## SECTION 7 : Recherches

Avis de  
recherche

**Art. 76** <sup>1</sup> La police cantonale peut lancer un avis de recherche au sujet d'une personne dont le lieu de séjour est inconnu :

- a) s'il existe des soupçons qu'elle a été victime d'une infraction ou d'un accident;
- b) si elle constitue une menace pour elle-même ou pour autrui;
- c) lorsqu'elle est portée disparue;
- d) lorsqu'il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elle est sur le point de commettre un crime ou qu'elle en prépare un.



<sup>2</sup> L'avis de recherche est révoqué dès qu'il n'a plus de raison d'être.

<sup>3</sup> La police cantonale peut, avec l'accord de l'autorité compétente ou d'un officier de police, publier par voie de presse ou sur des supports informatiques publics la photographie et la description de la personne en cause. Pour les personnes qui ne sont pas suspectées d'avoir commis un crime ou un délit ou d'être sur le point d'en commettre un, l'accord de la famille est en principe requis.

Surveillance  
de la  
correspondance  
par poste et  
télécommuni-  
cation<sup>18)</sup>

**Art. 77** <sup>1</sup> Une surveillance de la correspondance par poste et télécommunication peut être ordonnée, en dehors d'une procédure pénale, pour retrouver une personne disparue, aux conditions de l'article 35 de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>20)</sup> <sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Est réputée disparue toute personne pour laquelle la police a constaté qu'il était impossible ou excessivement difficile de la localiser, lorsque des indices sérieux donnent lieu de penser que la santé ou la vie de cette personne est gravement menacée.<sup>18)</sup>

<sup>3</sup> La mesure est ordonnée par le Ministère public, pour une durée de trois mois au maximum.

<sup>4</sup> Elle est soumise pour approbation dans les vingt-quatre heures au juge des mesures de contrainte.

<sup>5</sup> Le juge des mesures de contrainte statue dans les cinq jours à compter du moment où la mesure a été ordonnée en indiquant brièvement les motifs. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés et exiger des mesures supplémentaires de protection de la personnalité.

<sup>6</sup> Si la prolongation de la mesure est nécessaire, la police cantonale en fait la demande avant l'expiration du délai en indiquant les motifs. La mesure ne peut être prolongée que pour des périodes n'excédant pas trois mois.

<sup>7</sup> Le juge des mesures de contrainte communique immédiatement sa décision au service fédéral chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>8</sup> La décision du juge des mesures de contrainte est susceptible de recours auprès de la Chambre pénale des recours.<sup>19)</sup>

<sup>9</sup> Au surplus, la procédure est régie par la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>20)</sup> <sup>19)</sup>

<sup>10</sup> En dérogation à l'article 279 du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>, les personnes surveillées sont informées dans les meilleurs délais lors d'une recherche pour retrouver une personne disparue.<sup>19)</sup>

Frais

**Art. 78** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de surveillance sont mis à la charge des personnes qui ont provoqué la mesure.

<sup>2</sup> En fonction des circonstances, le chef du Département peut, d'office ou sur demande, renoncer, totalement ou partiellement, à la perception de ces frais, en particulier lorsque cela donnerait lieu à une rigueur excessive.

## SECTION 8 : Informations

Rapports  
d'information

**Art. 79** <sup>1</sup> La police cantonale établit des rapports d'information à l'intention des autorités administratives, pénales et militaires qui le requièrent, si la loi le prévoit ou si l'accomplissement des tâches légales incombant à l'autorité requérante l'exige impérativement.

<sup>2</sup> La requête expose le but et la nature des informations demandées et fait état des bases légales.

<sup>3</sup> L'autorité requérante s'assure que le droit d'être entendu a été respecté.

Information au  
public et aux  
médias

**Art. 80** <sup>1</sup> La police cantonale veille à assurer auprès du public et des médias une information aussi large que possible sur ses missions et ses activités en général.

<sup>2</sup> Dans un but éducatif et préventif, elle collabore avec d'autres organismes tant publics que privés.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> et de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>11)</sup> sont réservées.

## SECTION 9 : Contrainte

Contrainte  
physique

**Art. 81** <sup>1</sup> Lorsque cela est indispensable à l'accomplissement de ses tâches, la police cantonale peut, dans une mesure proportionnée aux circonstances, recourir à la contrainte physique, voire à la force, contre les personnes ou les choses et se servir des moyens de contrainte appropriés.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances permettent de recourir à la persuasion, aux conseils et aux avertissements, l'utilisation de la contrainte physique n'est admissible que si ces moyens se révèlent insuffisants.

<sup>3</sup> Il est interdit à tout agent de la police cantonale de faire subir à quiconque des traitements dégradants ou humiliants.

Entrave de  
personnes

**Art. 82** <sup>1</sup> L'entrave d'une personne n'est admissible que :

- a) pour empêcher sa fuite;
- b) pour garantir sa sécurité ou celle d'intervenants et de tiers;
- c) pour préserver des preuves;
- d) lors de son transport;
- e) si plusieurs personnes sont transportées ensemble.

<sup>2</sup> L'entrave intervient en principe au niveau des poignets et/ou des chevilles. Le choix relève de la compétence des agents de la police cantonale.

<sup>3</sup> Une immobilisation totale n'entre en considération que lorsqu'il s'agit de protéger la personne contre elle-même. Elle ne peut être ordonnée que par un officier de police.

<sup>4</sup> Les directives de l'Institut Suisse de Police concernant les entraves en cas de refoulement par voie aérienne sont réservées.

Usage des  
armes à feu

**Art. 83** <sup>1</sup> La police cantonale est en principe armée. Les exceptions sont réglées par les ordres de service.

<sup>2</sup> L'usage des armes à feu doit être proportionné aux circonstances et n'est autorisé que comme ultime moyen de défense ou de contrainte.

<sup>3</sup> L'usage des armes à feu n'entre en considération que dans les circonstances suivantes :

- a) la police est attaquée ou menacée d'une attaque imminente;
- b) un tiers est attaqué ou menacé d'une attaque imminente;
- c) une personne ayant commis ou étant fortement soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit grave, ou faisant courir à autrui un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, tente de se soustraire à une arrestation ou à une détention en cours d'exécution;
- d) pour libérer un otage;
- e) pour empêcher une atteinte criminelle grave et imminente à des installations servant à la collectivité et dont la destruction causerait un important préjudice.

<sup>4</sup> L'usage d'une arme à feu est précédé d'une sommation si la mission et les circonstances le permettent.

<sup>5</sup> Si la sommation risque de ne pas être perçue au vu des circonstances, un coup de semonce peut être tiré.

<sup>6</sup> L'agent de la police cantonale qui fait usage de son arme à feu en avise immédiatement l'officier de permanence, lequel pourvoit à la saisie immédiate de l'arme en question. Les exceptions prévues par les ordres de service sont réservées.

Secours aux  
blessés

**Art. 84** Pour autant que les circonstances le permettent, il est porté assistance et secours médical dans une mesure appropriée aux personnes qui ont été blessées par suite de recours à la contrainte.

## SECTION 10 : Assistance de tiers

Réparation du  
dommage

**Art. 85** Les tiers qui ont, spontanément ou sur demande, prêté assistance à la police cantonale dans l'accomplissement de ses tâches ont droit à la réparation du préjudice qu'ils ont subi de ce fait.

Récompense

**Art. 86** <sup>1</sup> Le commandant peut allouer une récompense à un tiers qui a contribué d'une manière significative à prévenir une infraction ou à en découvrir l'auteur.

<sup>2</sup> Il rend compte au chef de Département des récompenses allouées.

## CHAPITRE VIII : Données de police

### SECTION 1 : Généralités

Droit applicable

**Art. 87** Les dispositions du présent chapitre complètent la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>[11\)](#)</sup>.

Définition

**Art. 88** On entend par données de police toutes les informations :

- a) relatives à un crime, à un délit ou à une contravention relevant du droit pénal fédéral, cantonal ou communal;
- b) utiles à la prévention, à la répression des infractions, à la recherche de leur auteur ainsi qu'à la protection de l'Etat.

Traitement des données  
a) Principes

**Art. 89** <sup>1</sup> La police cantonale est habilitée à collecter et à traiter les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des tâches qui lui incombent en vertu de la présente loi.

<sup>2</sup> Ce faisant, elle veille au respect des mesures organisationnelles et techniques propres à assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données.

<sup>3</sup> Elle accomplit les obligations qui incombent aux maîtres de fichiers.

b) Données sensibles

**Art. 90** Les données sensibles, telles que celles portant sur les convictions politiques, syndicales, morales, religieuses ou sur la santé, ne peuvent être traitées que si elles sont en relation étroite avec la commission d'un crime ou d'un délit.

c) Systèmes d'information

**Art. 91** <sup>1</sup> La police cantonale exploite des systèmes d'information relatifs à ses missions légales, soit notamment :

- a) celles relevant de ses tâches de sécurité publique :
  - 1. résolution des problèmes de sécurité locale (police de proximité au sens strict);
  - 2. gestion des situations d'urgence et d'assistance en cas de danger grave, d'accidents ou de catastrophes;
  - 3. protection des personnes et des biens;
  - 4. prévention et répression des atteintes à l'ordre et à la sécurité publics;
  - 5. surveillance, régulation et signalisation de la circulation routière;
- b) celles relevant de ses tâches de police judiciaire :
  - 1. prévention des infractions;
  - 2. recherche et répression des crimes, délits ou contraventions relevant du droit pénal fédéral, cantonal ou communal;
  - 3. gestion des traces et des preuves;
  - 4. gestion des données signalétiques des personnes;
- c) celles relevant de ses tâches de police administrative :
  - 1. gestion des armes, accessoires d'armes et munitions, ainsi que des explosifs;
  - 2. gestion des autorisations en matière d'entreprises de sécurité privée;
  - 3. gestion des réquisitions déléguées à la police cantonale.

<sup>2</sup> La police cantonale exploite en outre des systèmes d'information à des fins de gestion administrative.

<sup>3</sup> Les fichiers constitués aux fins d'enquête de police judiciaire ne peuvent être divulgués qu'avec l'accord de l'autorité judiciaire en charge du dossier.

<sup>4</sup> Les polices communales et intercommunales utilisent les systèmes d'information de la police cantonale pour accomplir leurs missions en matière de police.

d) Communica-  
tion des données

**Art. 92** <sup>1</sup> La police cantonale est habilitée à transférer des données personnelles à toute autorité de poursuite pénale fédérale, cantonale, communale ou étrangère pour autant qu'une base légale le prévoit ou que la communication soit nécessaire à l'accomplissement des tâches de police.

<sup>2</sup> Elle ne peut communiquer des informations à une autorité administrative ou à des tiers justifiant d'un intérêt légitime que si une base légale le prévoit.

<sup>3</sup> Les rapports de police concernant des infractions relevant de législations particulières sont transmis pour information aux autorités concernées.

<sup>4</sup> Les données concernant des infractions présentant un caractère sériel peuvent être transmises à l'autorité d'un autre canton en charge de l'affaire ou à un service de police en charge de la coordination opérationnelle et préventive des infractions à caractère sériel, lorsqu'un accord intercantonal le prévoit.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, la transmission des rapports de police.

<sup>6</sup> La police cantonale peut accorder l'accès à tout ou partie des données qu'elle gère à d'autres autorités lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches légales.

e) Limites à la  
communication  
des données

**Art. 93** <sup>1</sup> La communication de données peut être limitée, suspendue ou refusée lorsqu'elle est de nature à entraver l'action de la police, notamment pour prévenir la commission de crimes ou de délits ou encore pour permettre la recherche d'infractions et de leurs auteurs. Il en va de même lorsque la demande de renseignement est contraire à des intérêts prépondérants ou légitimes de tiers.

<sup>2</sup> Si la communication est limitée, suspendue ou refusée, la possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40 de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>11)</sup> est réservée.

f) Echange de  
données à des  
fins de  
prévention et de  
détection des  
infractions

**Art. 94** <sup>1</sup> La police cantonale peut échanger avec des autorités ou des tiers justifiant d'un intérêt légitime toutes les données, y compris les données fiscales, nécessaires à prévenir la commission d'infractions graves ou à détecter celles qui pourraient être commises.

<sup>2</sup> Le destinataire des données transmises dans ce contexte s'engage par écrit à respecter les prescriptions cantonales en matière de protection des données, en particulier à ne pas divulguer les données transmises et à prendre toutes les mesures pour empêcher une utilisation contraire au but prévu.

<sup>3</sup> Les données échangées sont détruites sitôt que les risques de commission d'infraction ont disparu.

g) Limitation du droit d'accès

**Art. 95** <sup>1</sup> Outre les motifs prévus par les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>11)</sup>, l'accès aux données de police est refusé ou restreint à l'égard du particulier qui en fait la demande lorsque cela est nécessaire pour :

- a) éviter de nuire au déroulement d'enquêtes, de recherches ou de procédures judiciaires en cours;
- b) éviter de nuire à la prévention, à la détection, à la recherche et à la poursuite d'infractions;
- c) exécuter des sanctions pénales;
- d) assurer la protection de la sécurité publique;
- e) assurer la sûreté de l'Etat;
- f) assurer la protection des droits et libertés d'autrui.

<sup>2</sup> La possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40 de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>11)</sup> est réservée.

h) Enregistrement des appels

**Art. 96** La police cantonale est autorisée, à des fins probatoires, de compréhension, de formation et de contrôle qualité, à enregistrer les appels entrants et sortants depuis son central d'engagement et de télécommunications.

i) Conservation

**Art. 97** <sup>1</sup> La police cantonale peut conserver les données recueillies dans l'accomplissement de ses tâches, en vue de les réutiliser à des fins de police.

<sup>2</sup> La durée de conservation peut varier en fonction des données concernées et du but de la conservation. Elle ne saurait toutefois excéder cinquante ans.

<sup>3</sup> La durée de conservation est définie par voie d'ordonnance.

j) Effacement

**Art. 98** <sup>1</sup> Les données qui ne sont plus nécessaires à l'accomplissement des tâches de la police cantonale sont effacées.

<sup>2</sup> La police cantonale règle les modalités ainsi que la procédure d'effacement de ses données.

<sup>3</sup> Toute personne mise formellement hors de cause peut demander, par écrit, à la police cantonale la destruction des pièces du dossier personnel, ainsi que l'effacement du matériel photographique et dactyloscopique recueilli.

<sup>4</sup> Le commandant, ou le collaborateur désigné par lui, ordonne l'exécution de l'effacement.

<sup>5</sup> Aussi longtemps que la conservation des données représente un intérêt pour la poursuite pénale, le commandant en refuse la destruction.

#### k) Destruction

**Art. 99** <sup>1</sup> A l'échéance du délai de conservation, les données de police sont traitées conformément à la législation relative aux archives.

<sup>2</sup> Le commandant peut, sur la base d'une analyse des circonstances d'un cas d'espèce, décider de prolonger la conservation des données échues pour une durée qu'il détermine. La prolongation n'est pas renouvelable.

<sup>3</sup> La prolongation du délai de conservation est admise notamment :

- a) lorsque la conservation des données échues demeure nécessaire pour la prévention ou la poursuite d'infractions graves;
- b) lorsque la conservation se justifie en raison de motifs particuliers, notamment d'ordre scientifique, didactique ou statistique.

#### Droit d'accès à des fichiers

**Art. 100** <sup>1</sup> La police cantonale est autorisée à accéder à des fichiers appartenant à d'autres entités au sens de l'article 2 de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>[11\)](#)</sup> lorsque cela est utile à l'exécution de ses missions.

<sup>2</sup> L'accord du service ou de l'entité concernés est nécessaire.

<sup>3</sup> Le préposé à la protection des données et à la transparence est consulté.

#### Protection de l'Etat

**Art. 101** La législation fédérale relative aux activités de renseignement dans le domaine de la sécurité intérieure et extérieure est réservée.



## SECTION 2 : Vidéosurveillance

### Principe

**Art. 102** <sup>1</sup> La police cantonale peut, à des fins sécuritaires, utiliser des systèmes de vidéosurveillance dans les lieux suivants :

- a) aux accès de ses bâtiments;
- b) dans les cellules de garde à vue;
- c) dans d'autres locaux de ses bâtiments, notamment les salles d'audition;
- d) sur le matériel ou dans les véhicules de la police cantonale;
- e) sur les axes routiers et tunnels du canton, notamment afin d'identifier les véhicules recherchés ou les immatriculations signalées volées;
- f) sur la voie publique, si cela permet d'identifier des personnes susceptibles d'avoir commis des infractions.

<sup>2</sup> Les données recueillies peuvent être ou non enregistrées et visionnées en direct sur un écran ou ultérieurement.

<sup>3</sup> Les données recueillies dans le cadre de la surveillance des axes routiers et tunnels du canton sont enregistrées en boucle par périodes de 96 heures. Il ne peut être procédé à un enregistrement continu qu'en cas d'événements particuliers.

<sup>4</sup> ...[14\)](#)

<sup>5</sup> Les données ainsi enregistrées sont détruites dès qu'il est établi qu'elles ne seront pas utilisées pour la poursuite d'infractions, mais au plus tard après trois mois si aucune enquête n'a été ouverte.

<sup>6</sup> La police cantonale est l'entité responsable et l'organe auprès duquel la personne concernée peut faire valoir ses droits au sens de l'article 49, lettres a et e, de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel<sup>[11\)](#)</sup>.

### Enregistrement d'images et de sons lors de manifestations de masse

**Art. 103** <sup>1</sup> La police cantonale peut, lors de manifestations publiques ou dans le contexte de telles manifestations, filmer ou photographier des personnes ou des groupes de personnes et enregistrer leurs propos s'il y a de sérieuses raisons de présumer que des actes punissables pourraient être commis à l'encontre de personnes ou d'objets.

<sup>2</sup> Les données ainsi enregistrées sont détruites dès qu'il est établi qu'elles ne seront pas utilisées pour la poursuite d'infractions commises à l'occasion de la manifestation, mais au plus tard après trois mois si aucune enquête n'a été ouverte.

Bâtiments  
publics

**Art. 104** <sup>1</sup> Avec l'approbation de la police cantonale, les autorités qui ont le droit de disposer des locaux peuvent procéder à la vidéosurveillance interne et externe de bâtiments cantonaux publics librement accessibles s'il existe un besoin de protection accru et si cette mesure est requise pour protéger le bâtiment et ses utilisateurs.

<sup>2</sup> Ce pouvoir appartient aux départements, à la Chancellerie d'Etat et aux autorités judiciaires.

<sup>3</sup> Les données ainsi enregistrées sont détruites dès qu'il est établi qu'elles ne seront pas utilisées pour la poursuite d'infractions, mais au plus tard après trois mois si aucune enquête n'a été ouverte.

## Analyse

**Art. 105** <sup>1</sup> Les données enregistrées ne sont analysées qu'en cas de dénonciation, de plainte pénale ou d'indices concrets de la commission d'un acte punissable et s'il faut s'attendre à ce que l'enregistrement puisse servir de moyen de preuve.

<sup>2</sup> L'analyse est faite par la police cantonale.

<sup>3</sup> Si l'analyse fait apparaître des indices concrets de la commission d'autres actes punissables qui ne sont pas en rapport avec le fait à élucider, les données correspondantes sont également analysées.

<sup>4</sup> Après analyse, les données sont traitées conformément aux dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

Compétences du  
Gouvernement

**Art. 106** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle les détails relatifs à la vidéosurveillance par voie d'ordonnance.

<sup>2</sup> Il définit en particulier :

- a) l'obligation de signaler la vidéosurveillance;
- b) l'évaluation de l'efficacité de la vidéosurveillance;
- c) la vérification technique des appareils d'enregistrement;
- d) les mesures techniques et organisationnelles à prendre pour assurer la protection des données;
- e) la gestion d'un cadastre accessible au public des caméras de surveillance installées sur le territoire du canton.

## CHAPITRE IX : Obligations et interdictions spéciales faites aux tiers

- Manifestations** **Art. 107** <sup>1</sup> L'organisation de manifestations nécessitant un important service d'ordre ou de protection est soumise à la perception d'un émolument destiné à couvrir tout ou partie des frais d'intervention de la police cantonale.
- <sup>2</sup> Les manifestations politiques autorisées en sont exemptes.
- <sup>3</sup> L'émolument est dû par l'organisateur.
- <sup>4</sup> Les prestations de la police cantonale et le montant de l'émolument font l'objet d'une convention à conclure au préalable avec l'organisateur.
- <sup>5</sup> Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution.
- Interdiction de se masquer et de porter des objets dangereux** **Art. 108** <sup>1</sup> Il est interdit de se rendre méconnaissable ou de porter des objets propres à porter atteinte à l'intégrité corporelle ou à causer un dommage matériel lors de manifestations impliquant un usage accru du domaine public.
- <sup>2</sup> La police cantonale peut, sur préavis de la commune, autoriser des exceptions en rapport avec le but de la manifestation.
- <sup>3</sup> Le matériel porté ou utilisé en violation de l'interdiction peut être séquestré par la police cantonale.
- Détectives privés** **Art. 109** <sup>1</sup> Les détectives privés ont l'obligation :
- a) de renseigner la police cantonale sur les mesures prises ou prévues et de l'informer de tous les faits particuliers relevant d'une infraction;
  - b) de s'abstenir de tout acte pouvant gêner la police dans l'accomplissement de ses tâches.
- <sup>2</sup> Ils s'abstiennent de tout acte susceptible d'entraîner une confusion avec les organes de la police cantonale.
- Interdiction du port de l'uniforme** **Art. 110** <sup>1</sup> Il est interdit de porter des vêtements pouvant prêter à confusion avec l'uniforme des agents de la police cantonale et des polices communales et intercommunales.
- <sup>2</sup> Les vêtements portés en violation de l'interdiction peuvent être séquestrés par la police cantonale.

Frais  
d'intervention

**Art. 111** Des frais peuvent être mis à la charge de qui a sollicité ou provoqué l'intervention de la police cantonale. La législation sur les émoluments est applicable.

## CHAPITRE X : Statut du personnel

### SECTION 1 : Généralités

Droit applicable

**Art. 112** Le personnel de la police cantonale est, sous réserve des dispositions du présent chapitre, soumis à la législation relative au personnel de l'Etat.

Protection de la  
personnalité

**Art. 113** <sup>1</sup> Chaque membre de la police cantonale jouit du respect de ses droits fondamentaux, notamment du respect de sa dignité, de sa personne et de sa vie privée.

<sup>2</sup> Lorsqu'un membre de la police cantonale encourt des risques personnels ou pour sa famille du fait de sa mission, le commandant prend les dispositions utiles pour ordonner des mesures de protection.

Déontologie

**Art. 114** <sup>1</sup> Les membres de la police cantonale se comportent toujours de manière à considérer que la vie, la liberté et la sécurité sont des biens essentiels. Dans leur action, ils choisissent une attitude conforme au respect des droits fondamentaux reconnus à tout être humain.

<sup>2</sup> Ils se comportent en tout temps de manière à préserver la confiance et la considération que requièrent leurs fonctions.

<sup>3</sup> Ils exercent leurs fonctions de manière intègre et impartiale. Ils évitent les situations où des conflits d'intérêts pourraient compromettre leur loyauté.

<sup>4</sup> Ils s'engagent à sauvegarder les droits fondamentaux reconnus à tout être humain, quelles que soient son appartenance raciale, ethnique ou religieuse, sa condition sociale et ses convictions politiques.

<sup>5</sup> Ils sont tenus de dénoncer dans les plus brefs délais les infractions se poursuivant d'office dont ils ont eu connaissance ou qu'ils ont constatées dans l'exercice de leurs fonctions.

<sup>6</sup> Ils sont soumis aussi bien à la législation nationale, aux règles découlant de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales<sup>12)</sup> et aux ordres reçus. Ils ont le devoir de refuser un ordre manifestement contraire à la loi ou émanant d'une autorité ou d'un organe incompétent.

<sup>7</sup> Pour autant qu'ils se conforment à la déontologie, les membres de la police cantonale ont droit au soutien actif de leurs supérieurs et de l'autorité de nomination. En tant que prévenus et si la procédure est ouverte dans le cadre de leur activité professionnelle, leurs frais de défense sont pris en charge par l'Etat sur décision du chef du Département.

<sup>8</sup> Seuls les officiers de police sont habilités à communiquer hors du corps de police concernant l'activité de la police et à délivrer des informations engageant celle-ci, ou à autoriser le personnel de la police à le faire. Restent réservées la communication de nature syndicale et les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

Secret de  
fonction

**Art. 115** <sup>1</sup> Aucune autorisation n'est nécessaire pour permettre aux auteurs de rapports et de dénonciations, ainsi qu'aux agents ayant exécuté des actes d'enquête dans le cadre d'une même affaire, de témoigner en justice.

<sup>2</sup> Une autorisation n'est pas non plus nécessaire s'il s'agit de communiquer au chef du Département et au Gouvernement les éléments d'information nécessaires à l'exercice de leurs tâches.

<sup>3</sup> Les personnes qui effectuent un stage à la police cantonale sans être soumises à la législation relative au personnel de l'Etat sont tenues de signer un formulaire les engageant au secret de fonction.

## SECTION 2 : Création des rapports de service

Conditions  
d'admission

**Art. 116** <sup>1</sup> Seules peuvent être engagées en tant que policiers ou assistants de sécurité publique les personnes qui :

- a) sont de nationalité suisse ou au bénéfice d'une autorisation d'établissement;
- b) sont âgées de 18 ans révolus;
- c) ont l'exercice des droits civils;
- d) sont au bénéfice d'un certificat fédéral de capacité ou d'une formation équivalente.

<sup>2</sup> Les policiers doivent être au bénéfice du brevet fédéral de policier ou d'une formation équivalente.

<sup>3</sup> Les assistants de sécurité publique doivent être au bénéfice d'une formation reconnue ou équivalente.

<sup>4</sup> En raison des exigences de la fonction, l'engagement peut être subordonné à la réalisation d'autres conditions que celles définies aux alinéas précédents ou à des conditions supplémentaires se rapportant notamment à la formation, à l'état de santé ou aux aptitudes, en particulier relationnelles. Il peut dépendre du résultat d'un examen, d'un stage ou d'une formation.

Grades

**Art. 117** Le Gouvernement définit les modalités d'attribution des grades.

Promesse  
solennelle

**Art. 118** Pour pouvoir exercer leurs fonctions, les officiers, agents et collaborateurs administratifs de la police cantonale font, devant le chef du Département, la promesse solennelle suivante : "Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge".

### SECTION 3 : Formation et perfectionnement

Formation et  
perfectionnement

**Art. 119** <sup>1</sup> La formation continue constitue une obligation pour chaque agent de la police.

<sup>2</sup> Les agents des polices communales et intercommunales sont tenus de suivre les formations mises en place par la police cantonale lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités relatives aux frais de formation des aspirants se destinant à la police.

### SECTION 4 : Changement d'affectation

Mutation

**Art. 120** <sup>1</sup> La législation relative au personnel de l'Etat s'applique lorsque, en cas d'inaptitude physique ou psychique attestée médicalement, un agent ne peut pas être transféré par le commandant à une autre fonction policière au sein de la police cantonale.

<sup>2</sup> En cas d'inaptitude physique ou psychique découlant d'un accident survenu en service, l'Etat veille à ce que l'agent conserve son droit à la retraite, ainsi que ses indemnités.

<sup>3</sup> L'Etat dispose le cas échéant d'une action récursoire contre la personne ayant une responsabilité dans les causes de l'incapacité.

## SECTION 5 : Droits et obligations

Domiciliation	<p><b>Art. 121</b> <sup>1</sup> A condition que la marche du service ne soit pas perturbée, les agents de la police cantonale peuvent choisir librement leur domicile.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les circonstances qui peuvent imposer la prise de domicile dans un lieu ou un rayon déterminé.</p>
Traitement, indemnités et progression salariale	<p><b>Art. 122</b> <sup>1</sup> La législation relative au personnel de l'Etat s'applique en principe.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement règle les particularités par voie d'ordonnance pour le surplus.</p>
Obligations en dehors de l'horaire normal de travail	<p><b>Art. 123</b> <sup>1</sup> Les agents de la police cantonale sont astreints, en dehors de l'horaire normal de travail, à des services de piquet durant lesquels ils peuvent être requis en tout temps.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les conditions qui peuvent être imposées durant les services de piquet.</p> <p><sup>3</sup> En dehors des périodes de vacances, une mobilisation générale peut être déclenchée pour joindre les membres de la police cantonale disponibles.</p> <p><sup>4</sup> La législation relative au personnel de l'Etat s'applique au surplus à la compensation des heures effectuées en dehors de l'horaire de travail planifié.</p>
Congés annuels et vacances	<p><b>Art. 124</b> <sup>1</sup> Les membres de la police cantonale ont droit aux vacances et congés fixés conformément à la législation relative au personnel de l'Etat.</p> <p><sup>2</sup> En cas de nécessité majeure, le chef du Département peut momentanément suspendre tous les congés et vacances.</p>
Armement	<p><b>Art. 125</b> <sup>1</sup> Les policiers sont dotés de l'armement nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches et missions. Ils en prennent le soin commandé par les circonstances.</p> <p><sup>2</sup> L'armement doit être agréé par le Gouvernement.</p>
Equipement	<p><b>Art. 126</b> Les agents de la police cantonale sont dotés de l'équipement nécessaire à l'accomplissement de leurs missions. Ils en prennent le soin commandé par les circonstances.</p>

Uniforme	<p><b>Art. 127</b> <sup>1</sup> Les agents de la gendarmerie portent l'uniforme, sauf exceptions prévues dans les ordres de service de la police cantonale.</p> <p><sup>2</sup> Les assistants de sécurité publique portent également un uniforme.</p> <p><sup>3</sup> Les agents des polices communales et intercommunales portent les mêmes uniformes que les agents de la police cantonale.</p>
Interdiction d'accepter des avantages personnels	<p><b>Art. 128</b> <sup>1</sup> Les dispositions de la législation relative au personnel de l'Etat concernant l'interdiction d'accepter des dons sont applicables.</p> <p><sup>2</sup> Les cadeaux ou dons reçus sont annoncés sans délai au commandant par la voie hiérarchique. Leur affectation est décidée par le chef du Département.</p>
Réparation du dommage	<p><b>Art. 129</b> Sur décision du chef du Département, les dommages non couverts subis par les agents de la police cantonale dans le cadre de l'exercice de leur mission peuvent être pris en charge par l'Etat.</p>
Frais d'inhumation ou d'incinération	<p><b>Art. 130</b> <sup>1</sup> En cas de décès d'un agent de la police cantonale dans l'accomplissement de sa fonction, la part des frais d'inhumation ou d'incinération non couverte par une assurance est prise en charge par l'Etat.</p> <p><sup>2</sup> Le cas échéant, l'Etat est subrogé dans les prétentions que les ayants droit pourraient faire valoir à raison de ce décès.</p>

## CHAPITRE XI : Procédure et voies de droit

Droit à une décision	<p><b>Art. 131</b> <sup>1</sup> Sur demande écrite, toute intervention de la police cantonale peut faire l'objet d'une décision.</p> <p><sup>2</sup> La procédure et les voies de droit sont réglées par le Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.</p> <p><sup>3</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.</p>
----------------------	---

## CHAPITRE XII : Disposition pénale

Disposition pénale	<p><b>Art. 132</b> Les infractions aux articles 108, 109 et 110 sont passibles de l'amende.</p>
--------------------	---



## CHAPITRE XIII : Dispositions finales

Dispositions  
d'application

**Art. 133** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Une ordonnance d'exécution donne les précisions utiles notamment sur :

- a) l'organisation de la police cantonale;
- b) les effectifs de la police cantonale;
- c) la collaboration avec les polices d'autres cantons, l'administration et les autres partenaires de la sécurité;
- d) l'intervention intercantonale de la police cantonale;
- e) les données de police;
- f) la vidéosurveillance;
- g) le domicile des agents de la police cantonale;
- h) les attributions, les devoirs et les droits des agents de la police cantonale;
- i) l'armement, l'habillement et l'équipement du corps de police;
- j) les grades, promotions et mutations;
- k) le recrutement et la formation professionnelle;
- l) les compétences des polices communales et intercommunales.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 134** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>[13j](#)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 122  
Abrogé

Art. 123  
...<sup>[15j](#)</sup>

Art. 124, alinéa 1  
...<sup>[15j](#)</sup>

Art. 125  
...<sup>[15j](#)</sup>

Articles 126 à 128  
Abrogés

Abrogation

**Art. 135** La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale est abrogée.

Référendum

**Art. 136** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 137** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 28 janvier 2015

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Yves Gentil  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 101](#)

2) [RS 312.0](#)

3) [RSJU 521.1](#)

4) [RSJU 559.115](#)

5) [RSJU 190.11](#)

6) [RSJU 175.1](#)

7) [RSJU 559.111](#)

8) [RS 363](#)

9) [RS 311.0](#)

10) [RSJU 211.1](#)

11) [RSJU 170.41](#)

12) [RS 0.101](#)

13) [RSJU 172.111](#)

14) Cet alinéa a été annulé par arrêt du 16 avril 2015 de la Cour constitutionnelle

15) Texte inséré dans ledit décret

16) 1<sup>er</sup> janvier 2016

17) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020

18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020

19) Introduit par le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020

20) [RS 780.1](#)

# TABLE DES MATIERES

## **6 Finances, régales**

### **61 *Gestion financière***

- 611 Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
- 611.2 Ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat
- 611.12 Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
- 611.4 Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées

### **62 *Subventions***

- 621 Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions

### **64 *Impôts et droits***

- 641 *Impôts directs de l'Etat et des communes*
- 641.11 Loi d'impôt du 26 mai 1988
- 641.111.01 Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.02 Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.03 Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.04 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.05 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.06 Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.111.12	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2014 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2014
641.111.13	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2015
641.111.14	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2016
641.111.15	Arrêté du Gouvernement du 14 mars 2017 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2017
641.111.16	Arrêté du Gouvernement du 20 février 2018 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2018
641.111.17	Arrêté du Gouvernement du 26 novembre 2019 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2019
641.111.18	Arrêté du Gouvernement du 2 juin 2020 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2020
641.111.19	Arrêté du Gouvernement du 2 mars 2021 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2021
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 15 décembre 2015 sur l'imposition d'après la dépense en matière d'impôt d'Etat
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles

641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 29 octobre 2013 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
642	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels

643	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
644	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
645	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
648	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir
649	<i>Arrangements fiscaux et double imposition</i>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
649.721	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative à l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
649.751.1	Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers

- 649.751.2      Loi du 17 décembre 2014 relative à la compensation à l'égard des communes des effets financiers du programme d'allégement budgétaire OPTI-MA
- 649.791      Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt des Etats-Unis d'Amérique

**65**                      ***Péréquation financière***

- 651                      Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
- 651.11                  Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
- 651.111                Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 2020 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2021
- 659.1                   Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

**69**                      ***Régales***

- 691.1                   Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
- 691.11                  Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels





## Loi d'impôt (LI)<sup>[93\)](#)</sup>

du 26 mai 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

#### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

Impôt simple et  
quotité

**Art. 2** <sup>1</sup> L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

<sup>2</sup> L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

<sup>3</sup> La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix  
a) Principe

**Art. 2a**<sup>[69\)](#)[85\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les taux unitaires, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 30 juin de l'année civile précédente.

<sup>2</sup> L'adaptation est exclue si le renchérissement est négatif.

<sup>3</sup> L'adaptation qui a lieu après un renchérissement négatif se fait sur la base des déductions et des taux relatifs à la dernière adaptation.

b) Impôt sur le revenu

**Art. 2b**<sup>[69\)76\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 1, lettres g et h, et alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2, et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de l'adaptation suivante.

c) Impôt sur la fortune

**Art. 2c**<sup>[69\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 2d**<sup>[69\)85\)](#)</sup> En ce qui concerne les déductions des articles 76, alinéa 3, et 81, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent; les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

Droit fiscal intercantonal et international

**Art. 3** <sup>1</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

Allégements

**Art. 4**<sup>[52\)](#)</sup> Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allégements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

Privilège fiscal

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise<sup>[39\)](#)</sup> :

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;

- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;
- d)<sup>28)</sup> lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle;
- e)<sup>73)</sup> lorsqu'elle bénéficie du statut "NEI".

<sup>2</sup> Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.<sup>29)40)</sup>

<sup>3</sup> Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

<sup>4</sup> Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>5</sup> Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

Conventions  
fiscales

**Art. 6** <sup>1</sup> La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

<sup>2</sup> La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

## TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
personnel

**Art. 7** <sup>1</sup> Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

<sup>2</sup> Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

<sup>3</sup> Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;

- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>4</sup> Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
économique  
a) Entreprises,  
établissements  
stables,  
immeubles

**Art. 8** Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) <sup>29)92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

b) Autres  
éléments

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;
- b) <sup>70)91)</sup> lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement stable dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d) <sup>bis)23)</sup> lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ... <sup>24)</sup>
- g) <sup>28)91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;
- h) ... <sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujéti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption<sup>52)</sup>

**Art. 9a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)<sup>53)</sup> sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

<sup>3</sup> Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.

Pertes subies à l'étranger

**Art. 10a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

<sup>3</sup> Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

<sup>4</sup> Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt  
en cas d'assujet-  
tissement partiel

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 12** <sup>1</sup> L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

<sup>1bis</sup> Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)<sup>3)</sup> ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

## CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

### SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

<sup>2</sup> Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

Revenus  
exonérés

**Art. 14** Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)<sup>[27\)](#)</sup> les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)<sup>[22\)](#)</sup> les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)<sup>[27\)](#)</sup><sup>[76\)](#)</sup> la solde militaire et les soldes du service de protection civile, ainsi que l'argent de poche des personnes astreintes au service civil;
- gbis)<sup>[77\)](#)</sup> la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 8 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels); les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
- h) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- i)<sup>[24\)](#)</sup><sup>[28\)](#)</sup><sup>[105\)](#)</sup> les gains provenant des jeux de casino exploités dans les maisons de jeu et autorisés par la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent<sup>[4\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LJAr"), pour autant que ces gains ne soient pas issus d'une activité lucrative indépendante;
- j)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires jusqu'à concurrence d'un montant d'un million de francs (franchise) provenant de la participation à un jeu de grande envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> et de la participation en ligne à des jeux de casino autorisés par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- k)<sup>[106\)](#)</sup> les gains provenant d'un jeu de petite envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- l)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires inférieurs à 4 000 francs provenant de jeux d'adresse ou de loteries destinés à promouvoir les ventes qui ne sont pas soumis à la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> selon l'article 1, alinéa 2, lettres d et e, de cette loi.

Produit d'une  
activité lucrative  
dépendante  
a) Principe

**Art. 15** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.), les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent. [70\)](#)

<sup>1bis</sup> Quel que soit leur montant, les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles assumés par l'employeur, frais de reconversion compris, ne constituent pas des avantages appréciables en argent au sens de l'alinéa 1. [82\)](#)

<sup>2</sup> Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

b) Participations  
de collaborateur

**Art. 15a** [69\)](#) <sup>1</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites :

- a) les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe offre au collaborateur;
- b) les options donnant droit à l'acquisition de participations citées à la lettre a.

<sup>2</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités en espèces.

c) Revenus  
provenant de  
participations de  
collaborateur  
proprement dites

**Art. 15b** [69\)](#) <sup>1</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

<sup>2</sup> Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de 6 % sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

<sup>3</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix de l'exercice.



d) Revenus provenant de participations de collaborateur improprement dites

**Art. 15c<sup>69)</sup>** Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

e) Imposition proportionnelle

**Art. 15d<sup>69)</sup>** Si le contribuable n'était domicilié ou en séjour en Suisse au regard du droit fiscal que pendant une partie de l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 15b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la période passée en Suisse et la totalité de cet intervalle.

Produit d'une activité lucrative indépendante  
a) Principe<sup>63)</sup>

**Art. 16<sup>1</sup>** L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels revenus :

- a)<sup>27)</sup> les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;
- b)<sup>63)</sup> les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée, sous réserve de l'article 16a, alinéa 1;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

<sup>2bis</sup> La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition.<sup>23)27)</sup>

<sup>3</sup> L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme.<sup>22)</sup>

b) Faits justifiant un différé

**Art. 16a<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> L'affermage d'une entreprise n'est considéré comme un transfert dans la fortune privée qu'à la demande du contribuable.

<sup>2</sup> Lorsque, en cas de partage successoral, seule une partie des héritiers poursuit l'exploitation commerciale, ceux-ci peuvent demander que l'imposition des réserves latentes soit différée jusqu'à la réalisation ultérieure, pour autant que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu soient reprises.

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

**Art. 16b<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 70 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>94)</sup>

<sup>2</sup> L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 16c<sup>95)</sup>** Les articles 70a et 70b s'appliquent par analogie aux revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante.

Restructurations

**Art. 17<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

<sup>2</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

<sup>3</sup> Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la fortune  
a) Fortune mobilière

**Art. 18** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a) <sup>27)</sup> les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a<sup>bis</sup>) <sup>23)</sup> les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;
- b) <sup>27)52)</sup> les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA) <sup>5)</sup>, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) <sup>22)</sup> les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;
- f) <sup>52)</sup> le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.

<sup>2</sup> Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

<sup>2bis</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 70 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>[54\)94\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires (réserves issues d'apports de capital) effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social. L'alinéa 5 est réservé.<sup>[64\)94\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Si, lors du remboursement de réserves issues d'apports de capital conformément à l'alinéa 4, une société de capitaux ou une société coopérative cotée dans une bourse suisse ne distribue pas d'autres réserves au moins pour un montant équivalent, le remboursement est imposable à hauteur de la moitié de la différence entre le remboursement et la distribution des autres réserves, mais au plus à hauteur du montant des autres réserves pouvant être distribuées en vertu du droit commercial qui sont disponibles dans la société.<sup>[95\)](#)</sup>

<sup>6</sup> L'alinéa 5 ne s'applique pas aux réserves issues d'apports de capital :

- a) qui ont été constituées après le 24 février 2008 dans le cadre de concentrations équivalant économiquement à des fusions, par l'apport de droits de participation ou de droits de sociétariat dans une société de capitaux étrangère ou une société coopérative au sens de l'article 73, alinéa 1, lettre c, ou lors d'un transfert transfrontalier dans une société de capitaux suisse selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;
- b) qui existaient déjà au sein d'une société de capitaux ou d'une société coopérative étrangère au moment d'une fusion ou d'une restructuration transfrontalière au sens de l'article 73, alinéas 1, lettre b, et 3, ou du déplacement du siège ou de l'administration effective après le 24 février 2008;

- c) en cas de liquidation de la société de capitaux ou de la société coopérative.<sup>95)</sup>

<sup>7</sup> Les alinéas 5 et 6 s'appliquent par analogie en cas d'utilisation de réserves issues d'apports de capital pour l'émission d'actions gratuites ou l'augmentation gratuite de la valeur nominale.<sup>95)</sup>

<sup>8</sup> Si, lors de la vente de droits de participation à une société de capitaux ou une société coopérative qui est cotée dans une bourse suisse et qui les a émis, le remboursement des réserves issues d'apports de capital ne correspond pas au moins à la moitié de l'excédent de liquidation obtenu, la part de cet excédent de liquidation imposable est réduite d'un montant correspondant à la moitié de la différence entre cette part et le remboursement, mais au plus du montant des réserves qui sont imputables à ces droits de participation et qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

Cas particuliers

**Art. 18a<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;
- b)<sup>94)</sup> le produit du transfert d'une participation au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la somme de la valeur nominale de la participation transférée et des réserves issues d'apports de capital visées à l'article 18, alinéas 4 à 8; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

<sup>2</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune immobilière

**Art. 19** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b) [27](#)[83](#)) la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

<sup>1bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle. [17](#))

<sup>2</sup> Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles. [23](#)[41](#))

Rentes viagères et revenus périodiques analogues

**Art. 20** <sup>1</sup> Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %. [27](#))

<sup>2</sup> ... [42](#))

Revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

<sup>1bis</sup> Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage. [28](#))

<sup>2</sup> ... [24](#))

<sup>3</sup> Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

**Art. 22** Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c)<sup>105)</sup> les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e)<sup>27)</sup> la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ...<sup>55)</sup>
- g) ...<sup>107)</sup>

**SECTION 2 : Détermination du revenu net**Activité lucrative  
dépendante

a) Frais effectifs

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) ...<sup>84)</sup>
- d)<sup>83)</sup> les autres frais indispensables à l'exercice de la profession; l'article 32, alinéa 1, lettre i, est réservé.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions  
forfaitaires**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a)<sup>22)70)</sup> 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b)<sup>70)</sup> 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ...<sup>24)</sup>



Activité lucrative  
indépendante  
a) En général

**Art. 25** <sup>1</sup> Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) <sup>28)</sup> les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2<sup>bis</sup>;
- e) <sup>82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris.

<sup>3</sup> Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne sont pas déductibles. <sup>28)</sup>

b) Amortisse-  
ments

**Art. 26** <sup>1</sup> Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

<sup>2</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

<sup>3</sup> Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

**Art. 27** <sup>1</sup> Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.



<sup>1bis</sup> Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. [27\)](#)

d) Remploi

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée. [27\)](#)[63\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le emploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en emploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

e) Déduction des pertes

**Art 29** <sup>1</sup> Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années. [27\)](#)

<sup>2</sup> Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

<sup>3</sup> Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

f) Déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 29a** [95\)](#) L'article 71a s'applique par analogie à la déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante.

Fortune privée

**Art. 30** <sup>1</sup> Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des finances. Les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont assimilés aux frais d'économie d'énergie déductibles.<sup>[22\)](#)[105\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2ter</sup> Les dépenses d'investissement visées à l'alinéa 2, deuxième phrase, et les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement, sont déductibles au cours des deux périodes fiscales suivantes, lorsqu'il ne peuvent pas être entièrement pris en considération durant la période fiscale en cours, pendant laquelle les dépenses ont été effectuées.<sup>[106\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions  
générales  
a) Prévoyance,  
assurances

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

- a)<sup>[41\)](#)</sup> les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>[6\)](#)</sup> et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;

- c)<sup>[27\)](#)</sup> les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;
- d)<sup>[111\)](#)</sup> les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés, pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 010 francs\* par enfant à charge et de 740 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; ces montants sont revus tous les deux ans en fonction de l'évolution des primes d'assurance maladie.

b) Autres  
déductions

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

- a)<sup>[27\)](#)<sup>[52\)](#)</sup></sup> les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;
- c)<sup>[27\)](#)</sup> la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- d)<sup>[27\)](#)<sup>[41\)](#)<sup>[70\)](#)<sup>[76\)](#)</sup></sup></sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;</sup>

- e)<sup>[23](#)[41](#)[70](#)</sup> les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33); les frais d'aide à la procréation sont assimilés à des frais de maladie et déductibles dans la même mesure;
- f)<sup>[43](#)</sup> les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés)<sup>[44](#)</sup> et que le contribuable supporte lui-même les frais;
- g)<sup>[69](#)[91](#)[94](#)</sup> les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h)<sup>[77](#)</sup> les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>[72](#)</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal;
- i)<sup>[82](#)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles, frais de reconversion compris, jusqu'à concurrence de 12 000 francs pour autant que le contribuable remplisse l'une des conditions suivantes :
- il est titulaire d'un diplôme du degré secondaire II;
  - il a atteint l'âge de 20 ans et suit une formation visant à l'obtention d'un diplôme autre qu'un premier diplôme du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.<sup>[70](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont déduits des gains unitaires provenant des jeux d'argent non exonérés de l'impôt selon l'article 14, lettres j à l, 5 % à titre de mise, mais au plus 5 000 francs. Sont déduits des gains unitaires provenant de la participation en ligne à des jeux de casino visés à l'article 14, lettre j, les mises prélevées du compte en ligne du joueur au cours de l'année fiscale, mais au plus 25 000 francs.<sup>106)</sup>

### SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

Principe

**Art. 33** Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

Déductions  
personnelles

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ...<sup>24)</sup>
- b)<sup>27)70)79)</sup> 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>8)</sup>;
- c)<sup>70)</sup> 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d)<sup>36)52)70)</sup> 5 300 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis</sup>) ...<sup>71)</sup>
- e)<sup>27)70)</sup> un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs;
- f)<sup>27)70)</sup> 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;

- g) [27/70/79](#)) 8 300 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 34 700 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 100 francs\* pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun, et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 600 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 500 francs\* par tranche de 800 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) [28/70](#)) 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) [75](#)) 3 500 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération. [27/70](#))

<sup>3</sup> Si le père et la mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d et e de l'alinéa 1. En revanche, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [27/70](#))

<sup>4</sup> En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

## SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

**Art. 35<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %	pour les	11 800 premiers francs <sup>*</sup> de revenu;
0,95 %	pour les	5 800 francs <sup>*</sup> suivants;
2,45 %	pour les	8 700 francs <sup>*</sup> suivants;
3,50 %	pour les	19 000 francs <sup>*</sup> suivants;
4,45 %	pour les	39 500 francs <sup>*</sup> suivants;
5,15 %	pour les	105 300 francs <sup>*</sup> suivants;
6,15 %	pour les	219 400 francs <sup>*</sup> suivants;
6,25 %	au-delà.	<a href="#">47)70)</a>

<sup>1bis</sup> Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 400 premiers francs <sup>*</sup> de revenu;
1,80 %	pour les	7 300 francs <sup>*</sup> suivants;
3,40 %	pour les	13 100 francs <sup>*</sup> suivants;
4,35 %	pour les	20 400 francs <sup>*</sup> suivants;
5,30 %	pour les	39 500 francs <sup>*</sup> suivants;
6,00 %	pour les	105 300 francs <sup>*</sup> suivants;
6,25 %	au-delà.	<a href="#">47)70)</a>



Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

<sup>2</sup> ...[29\)](#)

Bénéfices de liquidation

**Art. 36a**<sup>[64\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le total des réserves latentes réalisées au cours des deux derniers exercices commerciaux est imposable séparément des autres revenus si le contribuable âgé de 55 ans révolus cesse définitivement d'exercer son activité lucrative indépendante ou s'il est incapable de poursuivre cette activité pour cause d'invalidité. Les rachats au sens de l'article 31, lettre a, sont déductibles. Si un tel rachat n'est pas effectué, l'impôt est perçu, de la même manière que pour les prestations en capital issues de la prévoyance selon l'article 37, sur la part des réserves latentes réalisées correspondant au montant dont le contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 31, lettre a. Sur le solde des réserves latentes réalisées, seule la moitié du montant est déterminante pour la fixation du taux; un impôt de 2 % sera perçu dans tous les cas sur le solde.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique également au conjoint survivant, aux autres héritiers et aux légataires, pour autant qu'ils ne poursuivent pas l'exploitation de l'entreprise qu'ils ont reprise. Le décompte fiscal a lieu au plus tard cinq années civiles après la fin de l'année civile dans laquelle le contribuable est décédé.

Prestations en capital à caractère de prévoyance

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier.<sup>[22\)](#)</sup>

Taux unitaire

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;  
1,1 % pour les 53 100 francs<sup>\*</sup> suivants;  
1,3 % au-delà;



- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,3 % pour les 53 100 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,7 % au-delà.<sup>31)70)</sup>

<sup>3</sup> Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

Gains de loterie  
ou d'opérations  
analogues<sup>83)</sup>

**Art. 37a<sup>23)105)</sup>** Les gains réalisés dans des jeux d'argent, et pour autant qu'ils ne soient pas exonérés par l'article 14, sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

Procédure  
simplifiée selon  
la loi fédérale sur  
le travail au noir

**Art. 37b<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 9,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir<sup>50)</sup>. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.

<sup>2</sup> L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

<sup>4</sup> La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

<sup>5</sup> Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.

Entreprises  
bénéficiant du  
statut "NEI"

**Art. 37c<sup>73)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus équivalant aux investissements non commerciaux faits à des nouvelles entreprises innovantes qui bénéficient du statut "NEI" en vertu de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>74)</sup> sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt cantonal annuel entier de 1 %. Les impôts communal et paroissial sont calculés en proportion.

<sup>2</sup> Constituent des investissements fiscalement privilégiés : les apports, les agios, les dons, les versements à fonds perdu et les prises de participation effectués par une personne physique.

<sup>3</sup> Le montant des investissements privilégiés fiscalement peut s'élever, au maximum, à la moitié du revenu imposable, mais au minimum à 10 000 francs et au maximum à 200 000 francs.

<sup>4</sup> Si le montant des investissements est inférieur au montant du revenu imposable, le solde est imposé de manière ordinaire au taux global.

<sup>5</sup> Les articles 173 à 175 sont applicables en cas de remboursement de l'investissement dans les cinq ans suivant le versement de celui-ci.

## **SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix**

**Art. 38**<sup>[71\)](#)</sup>

## **CHAPITRE III : Impôt sur la fortune**

### **SECTION 1 : Objet**

Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.<sup>[28\)](#)[52\)](#)</sup>

Exonérations

**Art. 40** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a) <sup>[22\)](#)</sup> les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- c) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- d) ...<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...[29\)](#)

Dettes

**Art. 41** <sup>1</sup> Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

<sup>2</sup> Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

<sup>3</sup> La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

<sup>4</sup> La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

## SECTION 2 : Evaluation

Principe

**Art. 42** Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles  
a) Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

<sup>2</sup> Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

<sup>2bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée.[17\)](#)

<sup>3</sup> Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

<sup>4</sup> Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu

**Art. 43a**[28\)](#) <sup>1</sup> Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

<sup>2</sup> Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

- c) Durée **Art. 43b<sup>28)</sup>** Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.
- d) Revision générale **Art. 43c<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.
- <sup>2</sup> Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.
- <sup>3</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.
- e) Mise à jour  
1. Ordinaire **Art. 43d<sup>28)</sup>** La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :
- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
  - b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
  - c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
  - d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
  - e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.
2. Extraordinaire **Art. 43e<sup>28)</sup>** A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.
- Fortune commerciale **Art. 44<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale sont estimés à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu.<sup>63)</sup>
- <sup>2</sup> Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.
- <sup>3</sup> Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.

<sup>4</sup> Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.

Titres, créances  
et droits

**Art. 45** <sup>1</sup> Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement. [27\)41\)](#)

<sup>1bis</sup> Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société. [28\)41\)](#)

<sup>2</sup> Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale. [27\)](#)

<sup>3</sup> Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.

Assurances sur  
la vie

**Art. 46** <sup>1</sup> Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale. [52\)](#)

<sup>2</sup> ... [42\)](#)

Participations de  
collaborateur

**Art. 46a** [69\)](#) <sup>1</sup> Les participations de collaborateur au sens de l'article 15b, alinéa 1, sont estimées à leur valeur vénale, le cas échéant réduite pour tenir compte du délai de blocage.

<sup>2</sup> Les participations de collaborateur au sens des articles 15b, alinéa 3, et 15c sont déclarées sans valeur fiscale au moment de l'attribution.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### SECTION 3 : Déductions

Montant des  
déductions

**Art. 47<sup>37)</sup>** Peuvent être déduits de la fortune nette :

- a)<sup>70)</sup> 53 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b)<sup>70)</sup> la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- c) ...<sup>71)</sup>
- d) ...<sup>80)</sup>

### SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

**Art. 48<sup>37)70)</sup>** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	105 000 premiers francs* de fortune;
0,75 ‰	pour les	315 000 francs* suivants;
0,95 ‰	pour les	368 000 francs* suivants;
1,10 ‰	pour les	788 000 francs* suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 54 000 francs\* au moins.

**Art. 49<sup>71)</sup>**

### CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants  
sous autorité  
parentale

**Art. 50** <sup>1</sup> Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

<sup>2bis</sup> Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers.<sup>[22\)](#)</sup>

Partenariat  
enregistré

**Art. 50a<sup>[45\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

<sup>2</sup> En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés  
de personnes  
sans  
personnalité  
juridique

**Art. 51** Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté  
héritaire,  
sociétés de  
personnes et  
placements  
collectifs de  
capitaux<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 51a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

<sup>2</sup> Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux<sup>[7\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe.<sup>[54\)](#)</sup>

Succession  
fiscale

**Art. 52** <sup>1</sup> Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avances d'hoirie.

<sup>2</sup> Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

<sup>3</sup> Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire.[28\)](#)

Responsabilité  
pour le paiement  
de l'impôt

**Art. 53** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

<sup>2</sup> Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

<sup>2bis</sup> Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus.[28\)](#)

<sup>3</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres.[27\)](#)

<sup>4</sup> Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;



- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- f)<sup>28)</sup> les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

<sup>5</sup> L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la  
dépense

**Art. 54<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes physiques ont le droit d'être imposées d'après la dépense au lieu de verser l'impôt sur le revenu et la fortune si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir la nationalité suisse;
- b) être assujetties à titre illimité (art. 7) pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans;
- c) ne pas exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>2</sup> Les époux vivant en ménage commun doivent remplir l'un et l'autre les conditions de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> L'impôt qui remplace l'impôt sur le revenu est calculé sur la base des dépenses annuelles du contribuable et des personnes dont il a la charge effectuées durant la période de calcul en Suisse et à l'étranger pour assurer leur train de vie, mais au minimum d'après le plus élevé des montants suivants :

- a) un montant fixé par le Gouvernement;
- b) pour les contribuables chefs de ménage : sept fois le loyer annuel ou la valeur locative fixée par les autorités compétentes;
- c) pour les autres contribuables : trois fois le prix de la pension annuelle pour le logement et la nourriture au lieu du domicile au sens de l'article 7.

<sup>4</sup> L'impôt est perçu d'après le barème de l'impôt ordinaire.

<sup>5</sup> L'impôt sur la fortune est calculé sur la base d'un montant équivalent au minimum à huit fois le montant de revenu retenu pour calculer l'impôt sur la dépense.

<sup>6</sup> Le montant de l'impôt d'après la dépense doit être au moins égal à la somme des impôts sur le revenu et sur la fortune calculés selon le barème ordinaire sur le montant total des éléments bruts suivants :

- a) la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) les objets mobiliers se trouvant en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- c) les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et les revenus qu'ils produisent;
- d) les droits d'auteur, les brevets et droits analogues exploités en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- e) les retraites, rentes et pensions de sources suisses;
- f) les revenus pour lesquels le contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention contre les doubles impositions conclue par la Suisse.

<sup>7</sup> Si les revenus provenant d'un Etat étranger y sont exonérés à la condition que la Suisse les impose, seuls ou avec d'autres revenus, au taux du revenu total, l'impôt est calculé non seulement sur la base des revenus mentionnés à l'alinéa 6, mais aussi de tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source qui sont attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante contre les doubles impositions.

<sup>8</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

### SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

**Art. 55** <sup>1</sup> Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'année fiscale correspond à l'année civile.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions.<sup>[28\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu **Art. 56<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

<sup>2</sup> Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

<sup>3</sup> Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### **Art. 57<sup>[29\)](#)</sup>**

Calcul de la fortune **Art. 58<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

<sup>2</sup> Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

<sup>4</sup> En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

**Art. 58a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

<sup>2</sup> En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

<sup>3</sup> En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

**Art. 58b<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

<sup>2</sup> Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

### **SECTION 3 : Taxation intermédiaire<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 59 et 60<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 4 : Eléments extraordinaires<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 61<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 5 : Taxation spéciale**

**Art. 62<sup>[29\)](#)</sup>**

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers<sup>27)</sup>

**Art. 63** <sup>1</sup> Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

## TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement personnel

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

<sup>2</sup> Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC<sup>7)</sup> sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.<sup>52)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement économique

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables;
- d)<sup>92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b)<sup>91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;

c) ...<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois.<sup>28)</sup>

Etendue de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 66** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

<sup>3</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant.<sup>22)</sup>

Pertes subies à  
l'étranger

**Art. 66a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 67** <sup>1</sup> L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

<sup>2</sup> L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

<sup>2bis</sup> En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes [3\)](#) [28\)](#)

<sup>3</sup> En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité  
solidaire

**Art. 68** <sup>1</sup> A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances. [27\)](#)

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

<sup>3</sup> Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

<sup>4</sup> Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.<sup>23)</sup>

## Exonérations

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)<sup>41)</sup> les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;
- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>6)</sup>;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)<sup>27)41)</sup> les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h<sup>bis</sup>)<sup>43)</sup> les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;



- i)<sup>52)</sup> les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte<sup>53)</sup>, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j)<sup>54)</sup> les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt;
- k)<sup>69)</sup> les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaires avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de l'exonération.

<sup>2</sup> ...<sup>71)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

## CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

**Art. 70** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

<sup>2</sup> Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
  - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
  - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
  - les versements aux fonds de réserve;

- la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
- les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) [27\)94\)](#) les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits.

<sup>3</sup> Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

<sup>4</sup> Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. [23\)](#)

Brevets et droits comparables  
a) Définitions

**Art. 70a** [95\)](#) <sup>1</sup> Sont réputés brevets :

- a) les brevets au sens de la convention du 5 octobre 1973 sur le brevet européen dans sa version révisée du 29 novembre 2000 désignant la Suisse [97\)](#);
- b) les brevets au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#);
- c) les brevets étrangers correspondant aux brevets visés aux lettres a ou b.

<sup>2</sup> Sont réputés droits comparables :

- a) les certificats complémentaires de protection au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#) ainsi que la prolongation de leur durée;
- b) les topographies protégées en vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs (loi sur les topographies) [99\)](#);
- c) les variétés végétales protégées en vertu de la loi fédérale du 20 mars 1975 sur la protection des obtentions végétales [100\)](#);
- d) les données protégées en vertu de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques) [101\)](#);
- e) les rapports protégés en vertu d'une disposition d'exécution de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture [102\)](#);
- f) les droits étrangers correspondant aux droits visés aux lettres a à e.

## b) Imposition

**Art. 70b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable en fait la demande, le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est pris en compte dans le calcul du bénéfice net imposable en proportion des dépenses de recherche et de développement éligibles par rapport aux dépenses totales de recherche et de développement par brevet ou droit comparable (quotient Nexus) avec une réduction de 90 %.

<sup>2</sup> Le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables qui sont inclus dans les produits est déterminé en soustrayant du bénéfice net de chacun de ces produits 6 % des coûts attribués à ces produits ainsi que la rémunération de la marque.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est imposé pour la première fois de façon réduite, les dépenses de recherche et de développement qui ont déjà été prises en compte lors de périodes fiscales antérieures, ainsi qu'une éventuelle déduction au sens de l'article 71a, sont ajoutées au bénéfice net imposable. Une réserve latente imposée doit être constituée dans la mesure du montant ajouté. Sur demande de la société, les réserves latentes peuvent être imposées dans un délai de cinq ans à compter du début de l'imposition réduite.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 relative à l'imposition réduite des bénéfices provenant de brevets et de droits comparables<sup>103)</sup> est applicable.

## Déclaration de réserves latentes au début de l'assujettissement

**Art. 70c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable déclare des réserves latentes au début de l'assujettissement, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, ces réserves ne sont pas soumises à l'impôt sur le bénéfice. Ne peuvent pas être déclarées les réserves latentes d'une société de capitaux ou d'une société coopérative provenant de la possession de 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, ou d'une participation de 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société.

<sup>2</sup> Sont considérés comme début de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de l'étranger à une entreprise ou à un établissement stable situé en Suisse, la fin d'une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert en Suisse du siège ou du lieu de l'administration effective.

<sup>3</sup> Les réserves latentes déclarées doivent être amorties annuellement au taux appliqué sur le plan fiscal à l'amortissement des valeurs patrimoniales concernées.

<sup>4</sup> La plus-value créée par le contribuable lui-même qui est déclarée doit être amortie dans un délai de dix ans.

Imposition des  
réserves latentes  
à la fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 70d<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque l'assujettissement prend fin, les réserves latentes qui n'ont pas été imposées et qui existent alors, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, sont imposées.

<sup>2</sup> Sont considérés comme fin de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de Suisse à une entreprise ou à un établissement stable situé à l'étranger, le passage à une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert à l'étranger du siège ou du lieu de l'administration effective.

Charges

**Art. 71** <sup>1</sup> Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;
- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c)<sup>27)41)</sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés;
- e)<sup>82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris.

<sup>2</sup> Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial.<sup>28)</sup>

Déduction  
supplémentaire  
des dépenses de  
recherche et  
développement

**Art. 71a<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande, est autorisée la déduction des dépenses de recherche et de développement que le contribuable a engagées en Suisse, directement ou par l'intermédiaire de tiers, à raison d'un montant dépassant de 50 % les dépenses de recherche et de développement justifiées par l'usage commercial.

<sup>2</sup> Sont réputées recherche et développement la recherche scientifique et l'innovation fondée sur la science au sens de l'article 2 de la loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>104)</sup>.

<sup>3</sup> Une déduction augmentée est admissible pour :

- a) les dépenses de personnel directement imputables à la recherche et au développement, plus un supplément équivalant à 35 % de ces dépenses, mais jusqu'à concurrence des dépenses totales du contribuable;
- b) 80 % des dépenses pour les travaux de recherche et de développement facturés par des tiers.

<sup>4</sup> Si le mandant des travaux de recherche et de développement est habilité à effectuer la déduction, le mandataire n'a droit à aucune déduction à ce titre.

Limitation de la  
réduction fiscale

**Art. 71b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> La réduction fiscale totale fondée sur les articles 70b, alinéas 1 et 2, et 71a ne doit pas dépasser 70 % du bénéfice imposable avant compensation des pertes, à l'exclusion du rendement net des participations au sens de l'article 78, alinéas 1, 2, deuxième phrase, et 5, lettre b, et avant déduction des réductions effectuées.

<sup>2</sup> Ni les réductions fondées sur les articles 70b, alinéa 1 ou 2, ou 71a, ni la réduction fiscale totale ne doivent entraîner de reports de pertes.

Eléments non  
déterminants

**Art. 72** Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a)<sup>22)</sup> les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c)<sup>28)</sup> le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

**Art. 73<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b)<sup>52)</sup> de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

<sup>2</sup> En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

<sup>3</sup> Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Le transfert à une société fille suisse au sens de l'alinéa 1, lettre d, est réservé.<sup>94)</sup>

<sup>4</sup> Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

<sup>5</sup> ...[96\)](#)

<sup>6</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

<sup>7</sup> La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

#### Evaluation

**Art. 74**<sup>[27](#)</sup><sup>[41\)](#)</sup> Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

#### Amortissements

**Art. 74a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

<sup>2</sup> En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

<sup>3</sup> Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

<sup>4</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.



<sup>5</sup> Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 10 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

Remploi

**Art. 74b**<sup>[43\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en remploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

Déduction des pertes

**Art. 75** <sup>1</sup> Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 76** <sup>1</sup> Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.



<sup>2</sup> Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable.<sup>70)</sup>

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe.<sup>52)</sup>

Personnes  
morales  
poursuivant des  
buts idéaux

**Art. 76a<sup>89)</sup>** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt les bénéfices des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux pour autant qu'ils n'excèdent pas 30 000 francs et qu'ils soient affectés exclusivement et irrévocablement à ces buts.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux peuvent, sur leurs revenus extraordinaires, procéder à des amortissements ou constituer des provisions pour couvrir de futures dépenses à des fins non économiques. Les provisions qui ne se justifient plus sont ajoutées au bénéfice imposable.

Calcul de l'impôt  
a) En général

**Art. 77<sup>70)</sup>** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 1,837 % du bénéfice imposable.<sup>94)</sup>

<sup>2</sup> Le taux unitaire est susceptible d'être relevé, dans des cas particuliers liés aux relations internationales.

b) Réduction

**Art. 78<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 10 % au minimum, participent pour 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possèdent une participation représentant une valeur vénale d'un million de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total.<sup>63)83)</sup>

<sup>2</sup> Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations<sup>2)</sup><sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...<sup>29)</sup>
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

<sup>5</sup> Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;
- b)<sup>63)</sup> si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. Si la participation est tombée au-dessous de 10 % à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice résultant d'une aliénation ultérieure que si la valeur vénale des droits de participation s'élevait à un million de francs au moins à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation.<sup>28)</sup>

<sup>6</sup> Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial.<sup>28)</sup>

<sup>7</sup> Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet. [28\)](#)

c) Placements collectifs de capitaux

**Art. 78a**<sup>[54\)](#)</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

d) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 78b**<sup>[89\)](#)</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à l'exception des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, équivaut à la moitié du taux prévu à l'article 77.

### CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

**Art. 79** <sup>1</sup> L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

<sup>2</sup> Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;
- a<sup>bis</sup>) ...<sup>[96\)](#)</sup>
- b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

<sup>2bis</sup> Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré. [28\)](#)

<sup>3</sup> Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe. [52\)](#)

Evaluation des réserves

**Art. 80** Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations,  
fondations et  
placements  
collectifs de  
capitaux

**Art. 81** <sup>[70](#)<sup>90</sup></sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée à 100 000 francs\* pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Calcul de l'impôt

**Art. 82** <sup>[27](#)<sup>94</sup></sup> <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,375 ‰ du capital propre imposable.

<sup>2</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital propre afférent aux droits de participation visés à l'article 78, aux brevets et droits comparables visés à l'article 70a ainsi qu'aux prêts consentis à des sociétés du groupe est de 0,05 ‰.

## CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

**Art. 83 à 84b** <sup>[96](#)</sup>

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale

**Art. 85** <sup>1</sup> Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

<sup>2</sup> Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation. <sup>[27](#)</sup>

Base  
d'évaluation

**Art. 86** <sup>1</sup> Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.

<sup>2</sup> Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice. <sup>[27](#)</sup>

<sup>3</sup> Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

<sup>4</sup> Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question.<sup>[28\)](#)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Objet

**Art. 87** <sup>1</sup> L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

<sup>3</sup> Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;
- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)<sup>[54\)](#)</sup> les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

Assujettissement

**Art. 88** <sup>1</sup> Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)<sup>[8\)](#)</sup> et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)<sup>[9\)](#)</sup>.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire. Il en va de même des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, pour les gains réalisés lors de l'aliénation d'un bien immobilier présentant un lien avec l'activité soumise à concession.<sup>[70\)](#)</sup>

#### Aliénation

**Art. 89** <sup>1</sup> Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont assimilés à une aliénation<sup>[27\)](#)</sup> :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

<sup>4</sup> Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

#### Exceptions à l'imposition

a) Non-assujettissement

**Art. 90**<sup>[29\)](#)</sup>

b) Imposition  
différée

**Art. 91** <sup>1</sup> L'imposition du gain immobilier est différée :

- a) <sup>27)</sup> en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ... <sup>29)</sup>
- c) <sup>41)52)</sup> en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;
- d) <sup>27)41)</sup> en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e) <sup>41)</sup> en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f) <sup>28)</sup> en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g) <sup>28)</sup> en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;
- h) <sup>28)41)</sup> en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
  - en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
  - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
  - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

<sup>2</sup> Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt. <sup>28)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'imposition est différée en raison d'un emploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un emploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu.<sup>[28\)](#)</sup>

## CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

<sup>2</sup> Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

<sup>3</sup> ...<sup>[96\)](#)</sup>

Prix d'acquisition  
a) En général

**Art. 93** <sup>1</sup> Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

<sup>4</sup> Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.<sup>[43\)](#)</sup>

b) Acquisition par  
voie de  
succession ou  
donation

**Art. 94**<sup>[29\)](#)</sup>



c) En cas  
d'imposition  
différée

**Art. 95<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

<sup>2</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.

<sup>3</sup> Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas  
d'aliénation  
partielle

**Art. 96** <sup>1</sup> Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

<sup>2</sup> Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

<sup>3</sup> La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

**Art. 97** <sup>1</sup> Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

<sup>2</sup> En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b)<sup>27)</sup> les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;

- e)<sup>27)</sup> la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f)<sup>27)</sup> les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;
- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs;
- i)<sup>81)</sup> la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

<sup>4</sup> Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

**Art. 98** <sup>1</sup> Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

<sup>3</sup> Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

<sup>4</sup> Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier.<sup>27)</sup>

**Art. 99**<sup>29)</sup>

Imposition dans  
le temps<sup>27)</sup>

**Art. 100** <sup>1</sup> Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable.<sup>27)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.<sup>27)</sup>

**Art. 101**<sup>96)</sup>

### CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

Tarif

**Art. 102** L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de  
l'impôt

**Art. 103** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

<sup>2</sup> L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession<sup>27)</sup>;
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de  
l'impôt

**Art. 104** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année et de 2 % par année de possession au-delà de la quarantième année. La déduction maximale est de 50 %.[22\)94\)](#)

<sup>2</sup> La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).[27\)](#)

<sup>3</sup> ...[29\)](#)

## DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

### TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.[23\)](#)

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.

Quotité

**Art. 106** <sup>1</sup> La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

<sup>2</sup> ...[96\)](#)

Règlement  
d'impôt

**Art. 107** Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;
- b) ...[71\)](#)
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ...[55\)](#)
- f) ...[55\)](#).

Relations  
intercommunales  
a) Principe

**Art. 108** <sup>1</sup> Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

<sup>2</sup> Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale. [27\)](#)

b) Plan de  
partage

**Art. 109** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

<sup>2</sup> Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

<sup>2</sup> Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit  
complémentaire

**Art. 111** Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

## **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement

**Art. 112** Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

Exceptions

**Art. 113** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités;

c)<sup>69)</sup> les immeubles des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, présentant un lien avec l'activité soumise à concession.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

Taux et calcul de la taxe

**Art. 114** <sup>1</sup> La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe varie entre 0,5 ‰ et 1,8 ‰ de la valeur officielle.<sup>70)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>42)</sup>

<sup>4</sup> La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

Taxation et perception

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

<sup>2</sup> La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie.<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>10)</sup>.

<sup>4</sup> ...<sup>42)</sup>

### TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

**Art. 116** <sup>1</sup> Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

<sup>2</sup> Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

<sup>3</sup> Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

**Art. 117** <sup>1</sup> Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

<sup>2</sup> Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.

### TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

#### TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 118** <sup>1</sup> Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.<sup>[51\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les époux qui vivent en ménage commun ne sont pas imposés à la source si l'un d'eux a la nationalité suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.<sup>[108\)](#)</sup>

Prestations  
imposables

**Art. 119** <sup>1</sup> L'impôt est calculé sur le revenu brut.

<sup>2</sup> Sont soumis à l'impôt à la source :

- a) les revenus provenant d'une activité lucrative dépendante au sens de l'article 118, alinéa 1, les revenus accessoires, tels que les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que les prestations en nature, exception faite des frais de formation et de formation continue à des fins professionnelles assumés par l'employeur au sens de l'article 15, alinéa 1bis;
- b) les revenus acquis en compensation; et
- c) les prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[56\)](#)</sup>.<sup>[70\)](#)</sup><sup>[108\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[109\)](#)</sup>

Barème

**Art. 120** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous réserve des gains accessoires.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

<sup>4</sup> Le barème tient compte des frais professionnels (art. 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d, h et i). [22\)70\)](#)

<sup>5</sup> Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable. [48\)](#)

Substitution à  
l'impôt  
ordinaire [108\)](#)

**Art. 121** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ... [109\)](#)

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
obligatoire

**Art. 121a** [110\)](#) <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, sont soumises à une taxation ordinaire ultérieure :

- a) si leurs revenus bruts atteignent ou dépassent un certain montant fixé par le Département fédéral des finances durant une année fiscale; ou
- b) si la fortune et les revenus dont elles disposent ne sont pas soumis à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Sont également soumis à la taxation ordinaire ultérieure les conjoints des personnes définies à l'alinéa 1 dans la mesure où les époux vivent en ménage commun.

<sup>3</sup> Les personnes qui disposent d'une fortune et de revenus visés à l'alinéa 1, lettre b, ont jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée pour demander le formulaire de déclaration d'impôt à l'autorité compétente.

<sup>4</sup> La taxation ordinaire ultérieure s'applique jusqu'à la fin de l'assujettissement à la source. Le montant de l'impôt perçu à la source est imputé sans intérêts.



Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 121b**<sup>110)</sup> <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, qui ne remplissent aucune des conditions fixées à l'article 121a peuvent, si elle en font la demande, être soumises à une taxation ultérieure selon la procédure ordinaire.

<sup>2</sup> La demande s'étend également au conjoint qui vit en ménage commun avec la personne qui a demandé une taxation ordinaire ultérieure.

<sup>3</sup> La demande doit avoir été déposée au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée. Les personnes qui quittent la Suisse doivent avoir demandé la taxation ordinaire ultérieure au moment du dépôt de la déclaration de départ.

<sup>4</sup> A défaut d'une taxation ordinaire ultérieure sur demande, l'impôt à la source se substitue aux impôts cantonal, communal et ecclésiastique sur le revenu de l'activité lucrative perçus selon la procédure ordinaire. Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée.

<sup>5</sup> L'article 121a, alinéa 4, est applicable.

**TITRE DEUXIEME : Personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et personnes morales qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse**<sup>108)</sup>

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 122** <sup>1</sup> Les personnes physiques énumérées ci-après qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et les personnes morales énumérées ci-après qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse sont soumises à l'impôt à la source<sup>108)</sup> :

- a)<sup>70)</sup> les travailleurs qui exercent dans le Canton une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme frontaliers, sur le revenu de leur activité;
- b)<sup>22)</sup> les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés;

- d)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;
- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)<sup>bis</sup>)<sup>23)</sup> les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...<sup>24)</sup>
- i)<sup>69)</sup> les personnes domiciliées à l'étranger au moment où elles perçoivent des avantages appréciables en argent provenant d'options de collaborateur non négociables (art. 15b, al. 3); ces avantages sont imposés proportionnellement conformément à l'article 15d;
- j)<sup>110)</sup> les bénéficiaires de prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>56)</sup>, sur ces prestations.

<sup>2</sup> En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon la procédure simplifiée de l'article 37b.<sup>108)</sup>

<sup>3</sup> Le régime fiscal applicable au travailleur frontalier se fonde sur les conventions en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que sur les accords relatifs à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers.<sup>86)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 122a<sup>110)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'impôt à la source en vertu de l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, peuvent demander, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée, une taxation ordinaire pour chaque période fiscale dans un des cas suivants :

- a) une part prépondérante de leurs revenus mondiaux, y compris les revenus de leur conjoint, est imposable en Suisse;
- b) leur situation est comparable à celle d'un contribuable domicilié en Suisse;  
ou

- c) une taxation ordinaire ultérieure est nécessaire pour faire valoir leur droit à des déductions prévues par une convention contre les doubles impositions.

<sup>2</sup> Le montant perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure d'office

**Art. 122b**<sup>110)</sup> En cas de situation problématique manifeste, notamment en ce qui concerne les déductions forfaitaires calculées dans le taux d'imposition à la source, les autorités cantonales compétentes peuvent demander d'office une taxation ordinaire ultérieure en faveur ou en défaveur du contribuable.

Prestations  
imposables

**Art. 123** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 9 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs<sup>\*</sup>;
- b) 13,5 % pour des recettes journalières de 221 francs<sup>\*</sup> à 1 100 francs<sup>\*</sup>;
- c) 18 % pour des recettes journalières de 1 101 francs<sup>\*</sup> à 3 300 francs<sup>\*</sup>;
- d) 22,5 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs<sup>\*</sup>.<sup>22)52)70)</sup>

<sup>2bis</sup> Les frais d'acquisition s'élèvent à :

- a) à 50 % des revenus bruts pour les artistes;
- b) à 20 % des revenus bruts pour les sportifs et les conférenciers.<sup>110)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 18 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 13,5 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c)<sup>32)52)</sup> 9 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f<sup>bis</sup>); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 100 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 6,0 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 6,5 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,0 % pour les 31 800 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,5 % au-delà.<sup>22)70)</sup>

<sup>4</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre i, l'impôt à la source est perçu sur l'avantage appréciable en argent au taux de 20 %.<sup>69)</sup>

<sup>5</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables définis aux alinéas 2 et 3 n'atteignent pas les montants fixés par le Gouvernement.<sup>69)</sup>

Substitution à  
l'impôt ordinaire

**Art. 124** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'article 120, alinéa 5, est applicable.

<sup>3</sup> Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée. Pour les couples mariés à deux revenus, il est possible de prévoir une correction du revenu déterminant pour le taux d'imposition du conjoint.<sup>110)</sup>

### TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du  
débitur des  
prestations  
imposables

**Art. 125** <sup>1</sup> Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;
- c)<sup>22)/48)</sup> de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception;
- d)<sup>69)</sup> de verser la part proportionnelle de l'impôt sur les options de collaborateur exercées à l'étranger; l'employeur doit la part proportionnelle de l'impôt même si l'avantage appréciable en argent est versé par une société du groupe à l'étranger.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

<sup>4</sup> Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception fixée par le Gouvernement et comprise entre 1 % et 2 % du montant total de l'impôt à la source. Pour les prestations en capital, la commission de perception s'élève à 1 % du montant total de l'impôt à la source, mais au plus à 50 francs par prestation en capital en ce qui concerne l'impôt à la source de la Confédération, des cantons et des communes.<sup>[22\)108\)](#)</sup>

Taxation par le  
Service des  
contributions

**Art. 126** <sup>1</sup> Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).<sup>[48\)](#)</sup>

#### **TITRE QUATRIEME : Compétence territoriale et relations intercantonales<sup>[108\)](#)</sup>**

Compétence  
territoriale

**Art. 127<sup>[22\)108\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable calcule et prélève l'impôt à la source selon la présente loi dans les cas suivants :

- a) pour les travailleurs définis à l'article 118 lorsqu'ils sont domiciliés ou en séjour dans le canton au regard du droit fiscal à l'échéance de la prestation imposable; il en va de même pour les travailleurs au sens de l'article 122 lorsqu'ils sont résidents à la semaine;
- b) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettres a et c à i, lorsque le débiteur de la prestation imposable est domicilié ou séjourne dans le canton au regard du droit fiscal ou y dispose de son siège ou de son administration à l'échéance de la prestation imposable; lorsque la prestation imposable est versée par un établissement stable situé dans un autre canton ou par un établissement stable appartenant à une entreprise dont le siège ou l'administration effective ne se situe pas en Suisse, le calcul et le prélèvement sont régis par le droit du canton dans lequel l'établissement stable se situe;
- c) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettre b, lorsqu'elles exercent leur activité dans le canton.

<sup>2</sup> Est compétent pour la taxation ordinaire ultérieure :

- a) pour les travailleurs au sens de l'alinéa 1, lettre a : le canton dans lequel le contribuable était domicilié ou en séjour au regard du droit fiscal à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;

- b) pour les personnes au sens de l'alinéa 1, lettre b : le canton dans lequel le contribuable exerçait son activité à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- c) pour les travailleurs résidant à la semaine : le canton dans lequel le contribuable séjournait à la semaine à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

Relations  
intercantonales

<sup>3</sup> En cas de taxation ordinaire ultérieure, le canton compétent a droit aux montants d'impôt à la source retenus par d'autres cantons au cours de l'année civile. Si l'impôt perçu est trop élevé, la différence est remboursée au travailleur; s'il est insuffisant, la différence est réclamée a posteriori.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 128** Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

## QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception

### TITRE PREMIER : Procédure de taxation

#### CHAPITRE PREMIER : Autorités

Autorités

**Art. 129** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

<sup>2</sup> Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

<sup>3</sup> Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

<sup>4</sup> Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des  
autorités  
a) En général

**Art. 130** <sup>1</sup> Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

<sup>2</sup> Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

**Art. 131** <sup>1</sup> Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

<sup>3</sup> L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,  
procédure

**Art. 132** Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

## CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

### SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

**Art. 133** <sup>1</sup> La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

<sup>2</sup> Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

<sup>3</sup> Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

<sup>4</sup> L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être  
entendu

**Art. 134** <sup>1</sup> Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différerait dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

<sup>3</sup> L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de  
consulter le  
dossier

**Art. 135** <sup>1</sup> Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

<sup>3</sup> Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

**Art. 136**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

<sup>3</sup> ...<sup>[71\)](#)</sup>

Notification

**Art. 136a**<sup>[69\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les décisions sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit.

<sup>2</sup> Le contribuable ayant son domicile ou son siège à l'étranger est tenu de désigner un représentant ou une adresse de notification en Suisse.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable n'a pas de domicile ou de siège connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou d'adresse de notification en Suisse, les décisions lui sont notifiées valablement par publication au Journal officiel.

Renvoi au Code  
de procédure  
administrative

**Art. 137** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup> est applicable par analogie.



## SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

**Art. 138** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.

<sup>2</sup> Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

<sup>3</sup> Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

<sup>4</sup> Les personnes physiques dont le revenu provient d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent joindre à leur déclaration :

- a) les comptes annuels signés (bilan, compte de résultat) concernant la période fiscale; ou
- b) en cas de tenue d'une comptabilité simplifiée en vertu de l'article 957, alinéa 2, du Code des obligations<sup>2)</sup> : un relevé des recettes et des dépenses, de l'état de la fortune (un détail des actifs, notamment l'état des stocks et des débiteurs, et des passifs) ainsi que des prélèvements et apports privés concernant la période fiscale.<sup>83)</sup>

<sup>4bis</sup> Le mode de tenue et de conservation des documents visés à l'alinéa 4 est régi par les articles 957 à 958f du Code des obligations<sup>2)</sup>.<sup>28)83)</sup>

<sup>5</sup> Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et  
insoumission

**Art. 139** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

**Art. 140** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.

### CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction

**Art. 141** <sup>1</sup> L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

<sup>2</sup> Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.

Auditions et expertises

**Art. 142** <sup>1</sup> Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.

<sup>2</sup> Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.

<sup>3</sup> Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.

Obligation de renseigner  
a) Collaboration entre les autorités

**Art. 143** <sup>1</sup> Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujéti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète. [27\)41\)](#)

<sup>3</sup> En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[56\)](#), [54\)](#)</sup>

Traitement des données

**Art. 143a<sup>[43\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

<sup>2</sup> Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

<sup>3</sup> Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

b) Attestations de tiers

**Art. 144** <sup>1</sup> Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;

- b)<sup>52)</sup> les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c)<sup>27)</sup> les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;
- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e)<sup>28)</sup> les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations  
de tiers

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a)<sup>70)</sup> l'employeur, sur ses prestations au travailleur, sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables, ainsi que sur l'attribution et l'exercice de participations de collaborateur (art. 15a) et sur les avantages appréciables en argent en dérivant (art. 15b et 15c);
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;
- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;
- d)<sup>27)</sup> les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e)<sup>52)</sup> les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f)<sup>28)</sup> les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée.

<sup>2</sup> Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

Parties	<p><b>Art. 146</b> <sup>1</sup> Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.</p> <p><sup>2</sup> La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.</p>
Subrogation	<p><b>Art. 147</b> <sup>1</sup> Les héritiers du contribuable, son tuteur, son curateur, dans la mesure où cela entre dans le cadre de sa mission, ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours. <a href="#">68)</a></p> <p><sup>2</sup> Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.</p>
Situation des époux	<p><b>Art. 148</b> <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.</p> <p><sup>2</sup> La déclaration d'impôt doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie. <a href="#">27)</a></p> <p><sup>3</sup> Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais. <a href="#">28)</a></p>
Délais	<p><b>Art. 149</b> Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).</p>
Sommes arrondies	<p><b>Art. 150</b> <sup>1</sup> Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.</p> <p><sup>2</sup> Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.</p>
Prescription du droit de taxer	<p><b>Art. 151</b> <a href="#">27)</a> <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.</p>

<sup>2</sup> La prescription ne court pas ou est suspendue :

- a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;
- b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;
- c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.

<sup>3</sup> Un nouveau délai de prescription commence à courir :

- a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;
- b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;
- c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.

<sup>4</sup> La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.

Conservation  
des documents  
sous forme  
électronique

**Art. 151a<sup>69)</sup>** Le Service des contributions peut procéder à l'enregistrement électronique des déclarations d'impôt ainsi que des annexes et autres documents réunis sur un support papier.

Elimination des  
documents sous  
forme papier

**Art. 151b<sup>69)</sup>** Après enregistrement électronique par le Service des contributions, les déclarations d'impôt ainsi que les annexes et autres documents réunis sur un support papier pourront être éliminés.

## CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation

**Art. 152** <sup>1</sup> Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.

<sup>2</sup> S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'incertitude ou de conflit entre communes (jurassiennes ou hors canton), le Service des contributions fixe le lieu de la taxation et procède à l'instruction du dossier.<sup>52)83)</sup>

Remise de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 153** <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

<sup>3</sup> Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

<sup>4</sup> Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

<sup>5</sup> Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 154** <sup>1</sup> Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt sur un support papier ou par voie électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception.<sup>[27\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

<sup>3</sup> Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.<sup>[69\)](#)</sup>

Transmission

**Art. 155**<sup>[70\)](#)</sup> La commune transmet à bref délai les déclarations d'impôt reçues ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

Décision de  
taxation

**Art. 156** <sup>1</sup> Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup> Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

<sup>3</sup> Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

<sup>4</sup> La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

Obligations de  
procédure

**Art. 156a**<sup>23)</sup> Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.

Décisions

**Art. 156b**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

<sup>1bis</sup> Le contribuable peut, au surplus, jusqu'au 31 mars de l'année fiscale qui suit l'échéance de la prestation, exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et l'étendue de l'assujettissement :

- a) s'il conteste l'impôt à la source indiqué sur l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b; ou
- b) si l'employeur ne lui a pas remis l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b.<sup>110)</sup>

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

<sup>3</sup> L'impôt retenu dû par le débiteur de la prestation imposable, après sommation, lui est notifié par décision du Service des contributions.<sup>69)</sup>

Paiement  
complémentaire  
et restitution  
d'impôt

**Art. 156c**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.



<sup>1bis</sup> Lorsque le Service des contributions n'est pas en mesure de recouvrer ultérieurement cet impôt auprès du débiteur de la prestation imposable, il peut obliger le contribuable à acquitter l'impôt à la source dû. [110](#)

<sup>2</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

<sup>3</sup> Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé. [54](#)

Voies de droit

**Art. 156d**<sup>[23](#)</sup> Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).

## TITRE DEUXIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la réclamation

**Art 157** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b. La réclamation doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision. [52](#)<sup>[70](#)</sup>

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent. [27](#)

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve. [27](#)

<sup>4</sup> Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle  
décision

**Art. 158** <sup>1</sup> Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

<sup>2</sup> La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

<sup>3</sup> Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

<sup>4</sup> La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

<sup>5</sup> Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais

**Art. 159** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), un émolument peut être exigé du contribuable conformément à la législation sur les émoluments.<sup>[65\)](#)</sup>

Renvoi

**Art. 159b**<sup>[57\)](#)</sup> Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.

## CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission  
cantonale des  
recours

**Art. 160** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 161** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

<sup>3</sup> Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de la procédure

**Art. 162** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

<sup>2</sup> Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

<sup>3</sup> Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

**Art. 163** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

<sup>2</sup> Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>3</sup> Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>4</sup> Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

**Art. 164** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

<sup>2</sup> Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

<sup>3</sup> La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

## CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral<sup>[27\)](#)</sup>

### SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 165** Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 166** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,  
pouvoir de  
décision

**Art. 167** <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>2</sup> Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

Procédure

**Art. 168** Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

### SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 168a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>[3\)](#)</sup>. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

## CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement<sup>58)</sup>

Décisions  
revêtant un  
caractère  
politique  
prépondérant

**Art. 168b<sup>57)</sup>** <sup>1</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>11)</sup> notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) ...<sup>71)</sup>;
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

<sup>2</sup> Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

## CHAPITRE IV : Révision

Motifs de  
révision

**Art. 169** <sup>1</sup> Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

<sup>2</sup> La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

**Art. 170** La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de  
révision

**Art. 171** <sup>1</sup> La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

<sup>2</sup> S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

<sup>3</sup> Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

## CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des  
décisions

**Art. 172** <sup>1</sup> Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

<sup>2</sup> La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

## CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt  
ordinaire<sup>60)</sup>

**Art. 173** <sup>1</sup> Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt  
simplifié en cas  
de succession

**Art. 173a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;

- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

<sup>3</sup> Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

<sup>4</sup> L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

#### Prescription

**Art. 174** <sup>1</sup> Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

<sup>2</sup> L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>3</sup> Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

#### Procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

<sup>1bis</sup> Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendant ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avisé qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui. [54\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

## TITRE TROISIEME : Perception

### CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

Autorités de perception

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

<sup>2</sup> Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale [12\)](#) définit les compétences des services concernés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

<sup>4</sup> Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception  
a) Principe

**Art. 177** [27\)](#) <sup>1</sup> Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

<sup>2</sup> L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

**Art. 177a** [28\)](#) <sup>1</sup> Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

<sup>2</sup> Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

**Art. 177b** [84\)](#)



d) Décompte final

**Art. 177c**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

<sup>2</sup> Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

<sup>3</sup> Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt  
1. Epoux non séparés

**Art. 177d**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux séparés

<sup>2</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.

## CHAPITRE II : Echéances

Termes

**Art. 178** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.<sup>[27/41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2ter</sup> A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont échus dès la notification de la décision :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a;
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

<sup>4</sup> L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

Portée de  
l'échéance

**Art. 179** <sup>1</sup> L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

<sup>2</sup> Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

<sup>3</sup> Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt.<sup>[27\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de  
paiement

**Art. 180**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

<sup>2</sup> Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

<sup>3</sup> Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements  
volontaires

**Art. 180a**<sup>[28\)](#)</sup> Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final.

Intérêts  
compensatoires

**Art. 180b**<sup>[28\)](#)</sup> Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;

- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire  
et rémunératoire  
a) Intérêt  
moratoire

**Art. 181** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final. [27\)](#)

<sup>1bis</sup> Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai. [28\)](#)

b) Intérêt  
rémunératoire

<sup>2</sup> Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé. [27\)](#)

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

Taux

**Art. 181a** [28\)](#) <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunératoire, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

## CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du  
droit de percevoir

**Art. 182** <sup>1</sup> L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation. [27\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

<sup>3</sup> Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie. [27\)](#)

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force. [28\)](#)

Sommation

**Art. 183** <sup>1</sup> Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par sommation. L'octroi d'un arrangement de paiement vaut première sommation. [91\)](#)

## Poursuite

<sup>2</sup> Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

<sup>2bis</sup> Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

## Facilités de paiement

**Art. 184** <sup>1</sup> Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

<sup>2</sup> Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

<sup>3</sup> Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

<sup>3bis</sup> Les autorités de perception se prononcent de manière définitive.<sup>[54\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise  
a) Demande

**Art. 185** <sup>1</sup> Le contribuable peut se voir remettre tout ou partie de l'impôt dû, des intérêts ou de l'amende s'il est tombé dans le dénuement ou si le paiement entraîne pour lui des conséquences très dures.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de remise doit être présentée à la Recette et Administration de district compétente, laquelle la transmet aux communes concernées en leur octroyant un délai de 20 jours pour préavis.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée.<sup>[28\)](#)</sup>

b) Décision,  
recours

**Art. 186** <sup>1</sup> Le Service des contributions statue sur la demande de remise d'impôt.<sup>[59\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> La procédure de remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif.<sup>[57\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> La demande de remise d'impôt déposée après l'envoi de la réquisition de poursuite est déclarée irrecevable.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La décision de remise peut être assortie de conditions.

<sup>2bis</sup> La décision de remise s'applique également aux impôts communaux.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle est sujette à réclamation et à recours à la Commission cantonale des recours et à la Cour administrative du Tribunal cantonal, de la part du contribuable et de la commune. Est réservé le recours au Gouvernement contre la décision sur réclamation, conformément à l'article 162, alinéa 2, lettre c, du Code de procédure administrative<sup>[11\)](#), [59\)](#)[70\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le délai de réclamation et de recours est de 30 jours dès notification de la décision.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La réclamation est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>6</sup> La décision de remise peut être révoquée. La décision de révocation est sujette aux mêmes voies de droit que la décision de remise.<sup>[69\)](#)</sup>

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 187** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de  
l'indu<sup>[70\)](#)</sup>

**Art. 188** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

<sup>4</sup> Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

## CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale

**Art. 189** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

<sup>2</sup> L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

## CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

### SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque  
légale

**Art. 190**<sup>66)</sup> <sup>1</sup> L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>67)</sup>.

Sûretés

**Art. 191** <sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

<sup>2</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

<sup>3bis</sup> L'article 136a s'applique à la représentation du contribuable et à la notification de la décision de demande de sûretés.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

<sup>5</sup> Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

<sup>6</sup> La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.

Séquestre

**Art. 191a<sup>[23\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

<sup>2</sup> L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.<sup>[27\)](#)</sup>

Radiation du  
registre du  
commerce

**Art. 191b<sup>[28\)](#)</sup>** La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

## SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation  
d'établir un  
inventaire

**Art. 192** <sup>1</sup> Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

<sup>2</sup> Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de  
l'inventaire

**Art. 193** <sup>1</sup> L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

<sup>2</sup> Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

## Procédure

**Art. 194** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

<sup>2</sup> Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

## Obligation de collaborer

**Art. 195** <sup>1</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

- a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;
- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

<sup>2</sup> Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

<sup>3</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

<sup>4</sup> Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité doivent assister à l'inventaire. [68\)](#)

## Obligation de renseigner

**Art. 196** <sup>1</sup> Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.



Dispositions  
d'application

**Art. 197** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

<sup>2</sup> Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.

## CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

### TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des  
obligations de  
procédure

**Art. 198** <sup>1</sup> Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs<sup>[27](#)</sup> au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction  
d'impôt

**Art. 199** <sup>1</sup> Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.<sup>[60](#)</sup>

<sup>4</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies.<sup>[61\)](#)</sup>

Tentative

**Art. 200** Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et complicité

**Art. 201** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée.<sup>[61\)](#)</sup>

Dissimulation ou distraction de biens successoraux

**Art. 202** <sup>1</sup> Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.<sup>[27\)](#)</sup><sup>[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire.<sup>[61\)](#)</sup>

Personnes  
morales

a) En général<sup>60)</sup>

**Art. 203** <sup>1</sup> Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation  
spontanée

**Art. 203a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

<sup>3</sup> La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

<sup>4</sup> Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

<sup>5</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

<sup>6</sup> Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité  
des époux en  
cas de  
soustraction

**Art. 204**<sup>[30](#)/<sup>[54](#)</sup></sup> <sup>1</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

<sup>2</sup> Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

**Art. 205**<sup>[34](#)/<sup>[52](#)</sup></sup> <sup>1</sup> Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

<sup>2</sup> La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

<sup>3</sup> L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

Procédure

**Art. 206**<sup>[52](#)</sup> <sup>1</sup> L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

<sup>2</sup> Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

<sup>4</sup> L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

<sup>5</sup> La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;
- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

<sup>7</sup> Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 207<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle la retenue de l'impôt à la source n'a pas été faite conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illégale ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;

c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si une décision a été rendue par l'autorité cantonale compétente avant l'échéance du délai de prescription.

Perception

**Art. 208<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191a.

<sup>2</sup> La perception des amendes et des frais se prescrit par cinq ans à compter de l'entrée en force de la taxation.

<sup>3</sup> La suspension et l'interruption de la prescription sont régies par l'article 151, alinéas 2 et 3.

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle les impôts ont été fixés définitivement.

## TITRE DEUXIEME : Délits

Escroquerie

**Art. 209** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>41)46)85)</sup>

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

<sup>3</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>61)</sup>

Détournement  
de l'impôt à la  
source

**Art. 210<sup>46)</sup>** <sup>1</sup> Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>85)</sup>

<sup>2</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4. [61\)](#)

Prescription

**Art. 211** [27\)85\)](#) <sup>1</sup> La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant l'échéance du délai de prescription.

Renvois

**Art. 212** <sup>1</sup> Les dispositions générales du Code pénal suisse [13\)](#) sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

<sup>2</sup> La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale [14\)](#).

## SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

Evaluation  
officielle des  
immeubles

**Art. 213** <sup>1</sup> Jusqu'à la prochaine révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, l'ancien droit demeure applicable concernant les normes d'évaluation et la procédure (art. 65 à 67, 121 à 130 de la loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes et les dispositions d'application).

<sup>2</sup> Dès l'année fiscale 1996 et jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs officielles, les maisons d'habitation, les immeubles locatifs, les immeubles industriels, les bâtiments publics, les restaurants, les auberges et les hôtels sont imposés, pour l'impôt sur la fortune, à la valeur officielle déterminée selon l'ancien droit, majorée de 30 %. [26\)](#)

<sup>3</sup> Pour l'impôt sur la fortune de l'année fiscale 1996, la valeur officielle définitivement fixée dans le cadre de la révision générale des valeurs officielles doit être prise en compte lorsqu'elle est inférieure à la valeur officielle actuelle majorée de 30 %. [26\)](#)

Déduction des  
pertes

**Art. 214** <sup>1</sup> Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
physiques

**Art. 215** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

<sup>2</sup> L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

<sup>3</sup> Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

<sup>4</sup> Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la  
taxation annuelle  
postnumerando  
pour les  
personnes  
physiques  
a) Principes

**Art. 215a**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

<sup>3</sup> Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.



<sup>4</sup> Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1<sup>er</sup> janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

<sup>5</sup> Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une déclaration d'impôt

**Art. 215b<sup>28)</sup>** Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition *praenumerando* annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la taxation annuelle pour les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit

**Art. 216** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.

<sup>2</sup> Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

<sup>3</sup> Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du nouveau droit aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives

**Art. 217** Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de  
l'assurance-  
chômage

**Art. 217a<sup>23)</sup>** Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de  
contributions  
d'entretien pour  
enfants à charge

**Art. 217b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

<sup>2</sup> Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les reliquats au 1<sup>er</sup> janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie,  
accidents ou  
invalidité

**Art. 217d<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

<sup>2</sup> Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de  
capitaux  
acquittées au  
moyen d'une  
prime unique

**Art. 217e<sup>28)</sup>** L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital  
réalisés par les  
sociétés mixtes

**Art. 217f<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Pour les participations détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

<sup>3</sup> Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

<sup>4</sup> Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217g<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en  
capital

**Art. 217h<sup>33)</sup>** Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

Adaptation des  
taux

**Art. 217i<sup>38)70)78)88)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu (art. 35, al. 1 et 2) sont réduits, en 2014 et 2016, puis chaque année de 2018 à 2022, de 1 % multiplié par 100/95<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> ...[96\)](#)

<sup>3</sup> Les taux de l'impôt à la source perçu sur les recettes brutes dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres b à f<sup>bis</sup> (art. 123, al. 2 et 3), sont réduits, en 2014 et 2016, puis chaque année de 2018 à 2022, de 1 % multiplié par 100/90<sup>e</sup>.

Rappel d'impôt  
simplifié pour  
les héritiers

**Art. 217j**[61\)](#) Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Barèmes pour  
l'impôt à la  
source

**Art. 217k**[69\)](#) Pour l'impôt à la source, les barèmes arrêtés fin novembre 2012 sont applicables pour l'année fiscale 2013.

Adaptation aux  
dispositions  
générales du  
Code pénal  
suisse

**Art. 217l**[86\)](#) Le nouveau droit est applicable au jugement des infractions commises au cours de périodes fiscales précédant l'entrée en vigueur de la modification du 26 octobre 2016 s'il est plus favorable que le droit en vigueur au cours de ces périodes fiscales.

Adaptation au  
droit en matière  
d'impôt fédéral  
direct

**Art. 218**[27\)](#) Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct[15\)](#) et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Travailleurs  
frontaliers

**Art. 218a**[86\)](#) <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour entreprendre des démarches en vue de la négociation du taux initial de 4,5 % prévu dans l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers[87\)](#).

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine à intervalles réguliers, mais au moins une fois par législature, si les conditions qui ont conduit à la fixation du taux en vigueur se sont modifiées.

<sup>3</sup> Au terme de l'examen prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement qui décide de l'opportunité de mandater le Gouvernement pour entreprendre les démarches adéquates en vue de renégocier le taux de rétrocession.

Imposition des  
réserves latentes

**Art. 218b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si des personnes morales ont été imposées sur la base des articles 83 et 84 de l'ancien droit, les réserves latentes existant à la fin de cette imposition, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, doivent, lors de leur réalisation, être imposées séparément dans les cinq ans qui suivent, dans la mesure où elles n'ont pas été imposables jusqu'alors. Le taux unitaire d'impôt est fixé à 0,522 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Le montant des réserves latentes que le contribuable fait valoir, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, est fixé par une décision de l'autorité de taxation.

<sup>3</sup> Les amortissements de réserves latentes, y compris de la plus-value créée par le contribuable lui-même, qui ont été déclarées à la fin de l'imposition fondée sur les articles 83 et 84 de l'ancien droit sont pris en compte dans le calcul de la limitation de la réduction fiscale visée à l'article 71b.

Taux unitaire de  
l'impôt sur le  
bénéfice

**Art. 218c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Pour les première et deuxième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,406 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Pour les troisième et quatrième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,118 % du bénéfice imposable.

Abrogation

**Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum

**Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

\* Montants sujets à adaptation (art. 2a à 2d; voir arrêtés du Gouvernement RSJU 641.111.12 et suivants)

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RS 220](#)
- 3) [RS 642.14](#)
- 4) [RS 935.51](#)
- 5) [RS 642.21](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) [RS 951.31](#)
- 8) [RS 210](#)
- 9) [RS 211.412.11](#)
- 10) [RS 281.1](#)
- 11) [RSJU 175.1](#)
- 12) [RSJU 172.111](#)
- 13) [RS 311.0](#)
- 14) [RSJU 321.1](#)
- 15) [RS 642.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1989
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 23) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 24) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 28) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 29) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005

- 
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
  - 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
  - 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
  - 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
  - 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
  - 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
  - 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
  - 44) [RS 151.3](#)
  - 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
  - 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
  - 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
  - 48) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
  - 49) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
  - 50) [RS 822.41](#)
  - 51) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
  - 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
  - 53) [RS 192.12](#)
  - 54) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
  - 55) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
  - 56) [RS 831.10](#)
  - 57) Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
  - 58) Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
  - 59) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
  - 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
  - 61) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
  - 62) [RS 221.301](#)
  - 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
  - 64) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
  - 65) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
  - 66) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
  - 67) [RSJU 211.1](#)
  - 68) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 69) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013



- 70) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 71) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 72) RS 161.1
- 73) Introduit(e) par l'article 7, alinéa 2, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 74) [RSJU 901.6](#)
- 75) Introduite par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 76) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 77) Introduite par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 78) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 79) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 80) Abrogée par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 81) Introduite par le ch. IV de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 82) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 83) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 84) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 85) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 86) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 87) [RSJU 649.751](#)
- 88) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 89) Introduit par le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 90) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 91) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 92) Introduite par le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 93) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 94) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 95) Introduit par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 96) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 97) [RS 0.232.142.2](#)
- 98) [RS 232.14](#)
- 99) [RS 231.2](#)
- 100) [RS 232.16](#)
- 101) [RS 812.21](#)
- 102) [RS 910.1](#)
- 103) [RS 642.142.1](#)
- 104) [RS 420.1](#)
- 105) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020



- <sup>106)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- <sup>107)</sup> Abrogée par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- <sup>108)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>109)</sup> Abrogé par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>110)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>111)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



**Arrêté**  
**portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la**  
**loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour**  
**l'année fiscale 2020**

du 2 juin 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 102,1 points (décembre 2015 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2018 à 102,7 points au 30 juin 2019,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 5 200 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 770 francs par enfant à charge et de 540 francs<sup>\*</sup> lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(...)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs<sup>\*</sup>, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs<sup>\*</sup> est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs<sup>\*</sup> pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 3 800 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 400 francs pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs<sup>\*</sup> par enfant à partir de trois enfants à charge;

(...)

- e) un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs\*;
- f) 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 400 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 35 100 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 400 francs pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 700 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 510 francs par tranche de 810 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 500 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 900 premiers francs*	de revenu;
0,900	%**	pour les	5 900 francs	suivants;
2,321	%**	pour les	8 800 francs*	suivants;
3,316	%**	pour les	19 200 francs	suivants;
4,216	%**	pour les	39 800 francs	suivants;
4,879	%**	pour les	106 300 francs	suivants;
5,826	%**	pour les	221 500 francs	suivants;
5,921	%**	au-delà.		

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 500 premiers francs	de revenu;
1,705	%**	pour les	7 300 francs*	suivants;
3,221	%**	pour les	13 200 francs*	suivants;
4,121	%**	pour les	20 600 francs	suivants;
5,021	%**	pour les	39 800 francs	suivants;
5,684	%**	pour les	106 300 francs	suivants;
5,921	%**	au-delà.		

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
  - 0,9 % pour les 53 600 premiers francs;
  - 1,1 % pour les 53 600 francs suivants;
  - 1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
  - 1,1 % pour les 53 600 premiers francs;
  - 1,3 % pour les 53 600 francs suivants;
  - 1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 54 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
  - b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- (...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50	‰	pour les	106 000 premiers francs de fortune;
0,75	‰	pour les	318 000 francs suivants;
0,95	‰	pour les	371 000 francs suivants;
1,10	‰	pour les	796 000 francs suivants;
1,20	‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs\* au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs<sup>\*</sup> de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs<sup>\*</sup> de leur capital imposable. La déduction est portée à 101 000 francs pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,50 %<sup>\*\*</sup> pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs<sup>\*</sup>;
- b) 12,75 %<sup>\*\*</sup> pour des recettes journalières de 221 francs<sup>\*</sup> à 1 100 francs<sup>\*</sup>;
- c) 17,00 %<sup>\*\*</sup> pour des recettes journalières de 1 101 francs<sup>\*</sup> à 3 300 francs<sup>\*</sup>;
- d) 21,25 %<sup>\*\*</sup> pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs<sup>\*</sup>.



<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 17,00 %<sup>\*\*</sup> pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 12,75 %<sup>\*\*</sup> pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 600 premiers francs;
  - 6,0 % pour les 32 100 francs suivants;
  - 6,5 % pour les 32 100 francs suivants;
  - 7,0 % pour les 32 100 francs suivants;
  - 7,5 % au-delà.

Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Delémont, le 2 juin 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2019

\*\* Taux modifiés par rapport à l'année fiscale 2019, en lien avec la modification de la loi d'impôt du 21 décembre 2016 (art. 217i, al. 1 à 3, LI)

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RS 161.1](#)

3) [RS 210](#)



**Arrêté**  
**portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la**  
**loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour**  
**l'année fiscale 2021**

du 2 mars 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 102,7 points (décembre 2015 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2019 à 101,4 points au 30 juin 2020,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>2)</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>2)</sup> par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs par enfant à charge et de 740 francs lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(…)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(…)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(…)

- b) 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 400 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;

(…)

- e) un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs\*;

- f) 2 300 francs<sup>\*</sup> pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 400 francs<sup>\*</sup> lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 35 100 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 400 francs<sup>\*</sup> pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 700 francs<sup>\*</sup> quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 510 francs<sup>\*</sup> par tranche de 810 francs<sup>\*</sup> dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs<sup>\*</sup> aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 500 francs<sup>\*</sup> pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 900	premiers francs* de revenu;
0,890	%**	pour les	5 900	francs* suivants;
2,295	%**	pour les	8 800	francs* suivants;
3,279	%**	pour les	19 200	francs* suivants;
4,169	%**	pour les	39 800	francs* suivants;
4,825	%**	pour les	106 300	francs* suivants;
5,762	%**	pour les	221 500	francs* suivants;
5,855	%**	au-delà.		

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 500	premiers francs* de revenu;
1,686	%**	pour les	7 300	francs* suivants;
3,185	%**	pour les	13 200	francs* suivants;
4,075	%**	pour les	20 600	francs* suivants;
4,965	%**	pour les	39 800	francs* suivants;
5,621	%**	pour les	106 300	francs* suivants;
5,855	%**	au-delà.		

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

– contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 600 premiers francs\*;  
1,1 % pour les 53 600 francs\* suivants;  
1,3 % au-delà;

– contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 600 premiers francs\*;  
1,3 % pour les 53 600 francs\* suivants;  
1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 54 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
  - b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- (...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	106 000 premiers francs* de fortune;
0,75 ‰	pour les	318 000 francs* suivants;
0,95 ‰	pour les	371 000 francs* suivants;
1,10 ‰	pour les	796 000 francs* suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs\* au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée à 101 000 francs\* pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,40 %\*\* pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs\*;
- b) 12,60 %\*\* pour des recettes journalières de 221 francs\* à 1 100 francs\*;
- c) 16,80 %\*\* pour des recettes journalières de 1 101 francs\* à 3 300 francs\*;
- d) 21,00 %\*\* pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs\*.

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 16,80 %\*\* pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 12,60 %\*\* pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 600 premiers francs\*;
  - 6,0 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 6,5 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 7,0 % pour les 32 100 francs\* suivants;
  - 7,5 % au-delà.



Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Delémont, le 2 mars 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2020

\*\* Taux modifiés par rapport à l'année fiscale 2020, en lien avec la modification de la loi d'impôt du 21 décembre 2016 (art. 217i, al. 1 à 3, LI)

- 1) [RSJU 641.11](#)
- 2) [RS 161.1](#)
- 3) [RS 210](#)



# Décret concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts

du 22 décembre 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 160, alinéa 2, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Composition

Composition et  
nomination

**Article premier** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours en matière d'impôts (dénommée ci-après : "la Commission") se compose de neuf membres et de trois suppléants.

<sup>2</sup> Les membres et les suppléants sont élus pour la législature par le Parlement, qui veille à ce que les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques soient représentés.<sup>13)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'il est procédé à une révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, le Parlement peut renforcer la Commission dans une mesure convenable.

Président et vice-  
présidents

**Art. 2** <sup>1</sup> Le Parlement désigne le président de la Commission ainsi que deux vice-présidents pour toute la durée de fonction.

<sup>2</sup> Ils sont rééligibles.

## SECTION 2 : Eligibilité et récusation

Eligibilité,  
incompatibilités

**Art. 3**<sup>2)</sup> <sup>1</sup> Toute personne ayant l'exercice des droits civils et politiques en matière cantonale est éligible en qualité de membre de la Commission.

<sup>2</sup> Sont incompatibles avec la fonction de membre de la Commission celles de membre du Gouvernement, de député ou suppléant au Parlement, de procureur, de juge permanent, de juge suppléant du Tribunal cantonal, ainsi que de collaborateur au Service des contributions.<sup>15)</sup>

Promesse solennelle	<b>Art. 4</b> Les membres de la Commission font la promesse solennelle devant le chef du Département des Finances. <sup><a href="#">4)</a></sup>
Récusation a) Requête	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La demande de récusation d'un membre de la Commission doit être adressée au président, brièvement motivée.
b) Autorité de récusation	<sup>2</sup> La Commission statue sur la demande de récusation en l'absence du membre concerné.
c) Autres dispositions	<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure administrative <sup><a href="#">5)</a></sup> sont applicables par analogie.

### SECTION 3 : Organisation

I. Commission cantonale des recours 1. Division en chambres	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> La Commission peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation de ses jugements (art. 163, al. 1, LI).</p> <p><sup>2</sup> Le président et les vice-présidents assument la présidence des chambres. En cas d'empêchement du titulaire, chaque chambre peut désigner un de ses membres pour le remplacer.</p> <p><sup>3</sup> Le siège de la Commission est à Delémont.</p>
2. Compétences des chambres	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Les chambres établissent une proposition écrite à l'intention de la Commission au sujet des recours qui leur sont soumis.<sup><a href="#">2)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> La proposition est élaborée par le président, un membre ou le secrétaire et discutée au sein de la chambre, qui l'accepte ou formule une autre proposition.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> Les chambres ne peuvent valablement siéger qu'en présence de leurs trois membres ou de leurs suppléants.</p>
3. Huis clos	<b>Art. 8</b> Les séances de la Commission et de ses chambres ne sont pas publiques. Le président décide de la publication des jugements, sans indication du nom des parties.
4. Vote	<b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple des voix. Le président participe au vote.

<sup>2</sup> En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

5. Validité des jugements

**Art. 10** <sup>1</sup> La Commission ne statue valablement que si sept membres ou suppléants au moins, y compris le président, sont présents.

<sup>2</sup> En cas de renforcement de la Commission (art. 1<sup>er</sup>, al. 3), ce nombre est augmenté de la moitié de celui des membres supplémentaires.

II. Secrétariat  
1. Rattachement administratif

**Art. 11** <sup>16)</sup> <sup>1</sup> La Commission dispose d'un secrétaire, qui est rattaché administrativement au Tribunal de première instance et qui a le statut d'employé de l'Etat.

2. Nomination

<sup>2</sup> Le Gouvernement nomme celui-ci pour une durée indéterminée.

3. Assistance

<sup>3</sup> Le greffe du Tribunal de première instance assiste le secrétaire.

4. Tâches du secrétaire <sup>16)</sup>

**Art. 12** <sup>1</sup> Le secrétaire agit selon les instructions de la Commission et de son président. Il établit les propositions dans les dossiers dont il a la charge et tient le procès-verbal des séances des chambres, des séances plénières, des auditions et des inspections. <sup>2)16)</sup>

<sup>2</sup> Il est responsable de la tenue du contrôle des affaires, de la notification des jugements et de la mise aux archives des dossiers.

III. Règlement interne

**Art. 12a** <sup>6)14)16)</sup> La Commission établit un règlement afin de fixer la procédure interne et définir les tâches de ses organes dans le cadre du présent décret.

IV. Rapport au Parlement

**Art. 12b** <sup>6)</sup> La Commission établit un rapport d'activité annuel qu'elle soumet au Parlement.

## SECTION 4 : Procédure de recours

I. Compétence de la Commission cantonale des recours

**Art. 13** La Commission, ou son président fonctionnant comme juge unique, connaît des recours prévus aux articles 115, alinéa 2, 126, alinéa 2, 152, alinéa 3, 160 et suivants, 171, 175, alinéa 3, 205, alinéa 2, 206, alinéa 3, de la loi d'impôt, ainsi que des affaires qui lui sont attribuées par d'autres dispositions légales.

II. Recours du contribuable 1. Introduction du recours	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Le mémoire de recours doit être déposé à l'adresse de la Commission dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision attaquée (art. 161, al. 1, LI), par écrit, signé par le recourant ou son représentant, et en deux exemplaires.</p> <p><sup>2</sup> Les représentants contractuels doivent joindre une procuration écrite.</p>
2. Contenu	<p><b>Art. 15</b> Le mémoire de recours doit énoncer les conclusions et indiquer les motifs du recours. Les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire en original ou en copie vidimée, exception faite des livres d'affaires.</p>
3. Informalités	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Si le mémoire de recours ne satisfait pas aux exigences des articles 14 et 15, ou si les motifs ou les conclusions du recourant n'ont pas la clarté nécessaire, sans que le recours soit manifestement irrecevable, la Commission impartit à l'expéditeur un bref délai pour remédier à ces informalités.</p> <p><sup>2</sup> Elle l'avise en même temps que, si le délai n'est pas utilisé, elle statuera sur la base du dossier ou que, si les conclusions, les motifs ou la signature font défaut, le recours sera déclaré irrecevable.</p>
4. Recours collectifs	<p><b>Art. 17</b> Les recours collectifs sont irrecevables. Ils seront retournés au premier signataire. Les dispositions de l'article 16, alinéa 2, sont applicables par analogie.</p>
5. Délais	<p><b>Art. 18</b> Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations<sup>21</sup> et du Code de procédure administrative.</p>
6. Avis	<p><b>Art. 19</b> Sitôt le recours déposé, la Commission invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.</p>
III. Recours de la commune	<p><b>Art. 20</b> La Commission notifie au contribuable le recours de la commune et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.</p>
IV. Déroulement de la procédure	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> Les présidents des chambres dirigent l'instruction. Ils établissent les faits d'office et ordonnent à cet effet l'administration des preuves nécessaires, sans être liés par les allégués et les réquisitions de preuve des parties.<sup>22</sup></p>

<sup>2</sup> Tous les moyens de preuve prévus par le Code de procédure administrative<sup>5)</sup> sont admis, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

#### 1. Auditions

**Art. 22** <sup>1</sup> Les présidents des chambres ou un membre délégué par eux procèdent aux auditions.<sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Ils peuvent fixer le lieu de l'audition eu égard au domicile ou au lieu de travail du recourant. Les communes sont tenues de mettre gratuitement un local à la disposition de la Commission.<sup>2)</sup>

<sup>3</sup> Un procès-verbal signé de la personne qui procède à l'audition, de la personne entendue et de son auteur doit être établi pour chaque audition. Si la personne entendue refuse de signer, il en est fait mention.

#### 2. Témoins

**Art. 23** <sup>1</sup> L'audition de témoins est admise pour établir des faits particuliers. Les moyens de coercition prévus par le Code de procédure civile<sup>8)</sup> sont applicables au témoin récalcitrant.

<sup>2</sup> Un mandat d'amener doit être décerné par le président du Tribunal de première instance.<sup>2)</sup>

#### 3. Inspections<sup>2)</sup>

**Art. 24** <sup>1</sup> Les présidents des chambres, un ou plusieurs membres délégués par eux, peuvent procéder à des inspections. Avec l'accord du président de la Commission, ils peuvent s'adjoindre la présence d'experts.<sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Le contribuable, son représentant, les locataires ou autres personnes concernées sont tenus d'autoriser l'accès aux lieux et locaux visités.

<sup>3</sup> Les constatations faites lors de l'inspection sont consignées dans un procès-verbal.<sup>2)</sup>

#### 4. Experts

**Art. 25** Lorsque des connaissances spéciales sont nécessaires pour éclaircir certains faits, le président de la Commission peut requérir l'aide d'experts, qui déposent un rapport écrit.

#### 5. Expertise comptable

**Art. 26** <sup>1</sup> Le recourant peut demander au président de la Commission, avec motifs à l'appui, qu'il ordonne une expertise. Le président de la Commission statue librement.

<sup>2</sup> En règle générale, l'expertise a lieu au siège des affaires du contribuable. Celui-ci doit mettre un local convenable à la disposition de l'expert et lui donner les renseignements qu'il requiert. Dans des cas spéciaux, le président de la Commission peut ordonner la production des livres et des pièces comptables en un endroit défini par lui.

<sup>3</sup> Le président de la Commission peut également requérir de la part des experts du Service des contributions les informations ou explications complémentaires au sujet de leurs rapports.

6. Copie des  
procès-verbaux

**Art. 27** <sup>1</sup> Les procès-verbaux des inspections et les rapports des experts sont en principe soumis au contribuable et approuvés ou contestés par lui séance tenante. S'ils sont établis ultérieurement, ils sont notifiés à l'intéressé auquel est imparti un délai pour faire valoir ses observations.<sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Le contribuable est censé reconnaître les chiffres constatés dans le rapport d'expertise, s'il ne se prononce pas à leur sujet.

V. Refus de  
preuve

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque le contribuable refuse de fournir les preuves requises, la Commission peut, au vu du dossier, considérer comme avérés les faits à établir au moyen de ces preuves.

<sup>2</sup> Le contribuable répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les dispositions relatives au relevé du défaut (art. 18), à la taxation d'office (art. 140 LI) et aux infractions (art. 198 et suivants LI) sont réservées.

VI. Discipline

**Art. 29** <sup>1</sup> Les parties et leurs mandataires, ainsi que les tiers, s'abstiennent de procéder de mauvaise foi et de troubler la marche de la procédure de recours.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative sont applicables.

VII. Décision

**Art. 30** <sup>1</sup> Si la Commission envisage de modifier la décision de réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>2</sup> Les décisions de la Commission contiennent un résumé des faits, des considérants en droit et le dispositif. Elles sont notifiées au contribuable, au Service des contributions et à la commune, avec indication des voies de droit. Elles sont communiquées à la Recette et Administration de district.



**Art. 31 et 32<sup>9)</sup>****SECTION 5 : Frais de procédure**

1. Emoluments **Art. 33** La Commission perçoit des émoluments conformément à la loi sur les émoluments<sup>10)</sup> et au décret fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts<sup>11)</sup>.
2. Frais **Art. 34** Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.
3. Dépens **Art. 35** La Commission n'alloue des dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie, notamment lorsque la complexité de l'état de fait ou la difficulté des questions de droit posées nécessitaient impérativement le recours à un mandataire.

**SECTION 6 : Indemnités**

- Ordonnance **Art. 36** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les indemnités à verser aux membres de la Commission, aux experts et aux témoins.
- <sup>2</sup> Les membres de la Commission touchent des indemnités, notamment pour la participation aux séances, aux inspections et aux auditions, la préparation des dossiers et les déplacements.<sup>2)</sup>

**SECTION 7 : Dispositions finales**

- Modification **Art. 37** Le décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts<sup>11)</sup> est modifié comme suit :
- Article 3  
...<sup>12)</sup>
- Abrogation **Art. 38** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 39** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Delémont, le 22 décembre 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le premier vice-président : Jean-Michel Conti  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 641.11](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 3) [RSJU 181.1](#)
- 4) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent décret.
- 5) [RSJU 175.1](#)
- 6) Introduit par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) [RS 220](#)
- 8) [RSJU 271.1](#)
- 9) Abrogé par le ch. I du décret du 6 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) [RSJU 176.11](#)
- 11) RSJU 176.533
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. XXI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XXVIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

## Ordonnance sur l'imposition à la source

du 15 décembre 2009

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 37b et 118 et suivants de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1</sup>,

arrête :

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance détermine les modalités de perception de l'impôt à la source conformément aux articles 37b et 118 à 128 LI.

<sup>2</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal, à l'impôt ecclésiastique et à l'impôt fédéral direct perçus selon la procédure ordinaire, sous réserve de l'article 14.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Base imposable

**Art. 3** La retenue de l'impôt à la source est opérée mensuellement par le débiteur de la prestation imposable au taux applicable à l'ensemble des revenus bruts réalisés durant le mois.

### CHAPITRE II : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

#### SECTION 1 : Généralités

Revenus acquis  
en compensation

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont soumis à l'impôt à la source selon l'article 119, alinéa 2, LI tous les revenus acquis en compensation du revenu de l'activité lucrative résultant du rapport de travail, ainsi que ceux provenant de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité et de l'assurance-chômage. En font partie notamment les allocations journalières, les indemnités, les rentes partielles et les prestations en capital remplaçant des prestations périodiques.

<sup>2</sup> Sont ainsi imposées à la source selon le barème applicable de l'article 8, alinéa 1 :

- a) les indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques, compte tenu des revenus de l'activité lucrative, au taux qui serait applicable si une rente annuelle était versée au lieu de la prestation unique;
- b) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés par l'employeur, avec les revenus de l'activité lucrative;
- c) les allocations journalières et les autres revenus acquis en compensation versés directement par l'assureur à l'assuré, sous réserve de l'alinéa 3.

<sup>3</sup> ... [6\)](#)

Autres revenus

**Art. 5** Les compléments de salaire, tels que le 13<sup>ème</sup> mois de salaire, bonus, actions et options de collaborateurs, sont imposables le mois durant lequel ils sont octroyés; le taux de l'impôt est celui correspondant à la totalité de la rémunération de la période concernée, y compris les compléments de salaire.

**Art. 6** [6\)](#)

## SECTION 2 : Barèmes et calcul de l'impôt

Autorité  
compétente

**Art. 7** [7\)](#) Le Service des contributions établit les barèmes pour l'impôt à la source d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (art. 120, al. 1, LI). L'article 37b LI demeure réservé.

Barèmes

**Art. 8** <sup>1</sup> La retenue de l'impôt à la source a lieu sur la base des barèmes relatifs :

- a) [7\)](#) aux personnes seules sans enfant (barème A);
- b) aux personnes mariées vivant en ménage commun et disposant d'un seul gain (barème B0 à B8);
- c) [7\)](#) aux personnes mariées vivant en ménage commun et exerçant chacune une activité lucrative principale en Suisse ou à l'étranger (barème C);
- d) [7\)](#) aux personnes touchant des revenus acquis en compensation au sens de l'article 4 qui ne sont pas versés par le truchement de l'employeur (barème G);
- e) [8\)](#) aux personnes seules avec des enfants à charge (barème H1 à H8).

2 ...[6\)](#)

<sup>3</sup> Est déterminante pour la retenue de l'impôt, la situation personnelle et professionnelle au moment de son échéance.

<sup>4</sup> Au surplus, les articles 2b et 217i, alinéa 3, LI s'appliquent.[5\)](#)

Etablissement  
des barèmes

**Art. 9** <sup>1</sup> Les barèmes sont établis sur la base des revenus bruts mensuels réalisés par le contribuable.[7\)](#)

<sup>2</sup> Les barèmes prennent en compte la déduction forfaitaire des frais professionnels (art. 24 LI), des primes d'assurances (art. 31, lettres a, c et d, LI) et des charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d et h, LI).

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, le barème tient compte de la déduction accordée en cas de double gain (art. 32, al. 2, LI).

<sup>4</sup> Le moment déterminant pour l'établissement des barèmes est arrêté au 31 août.

## **Art. 10**[6\)](#)

Quotités

**Art. 11** Les barèmes comprennent, pour le calcul de l'impôt à la source, les quotités suivantes :

- a) impôt cantonal : la quotité arrêtée pour l'année civile qui précède l'année fiscale;
- b) impôt communal : la moyenne pondérée des quotités des communes comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les quotités d'impôt communales arrêtées pour l'année civile qui précède l'année fiscale;
- c) impôt ecclésiastique : la moyenne pondérée des taux fixés par les paroisses des Eglises reconnues comprenant des contribuables assujettis à l'impôt à la source; cette moyenne se détermine d'après les taux applicables pour l'impôt ecclésiastique arrêtés pour l'année civile qui précède l'année fiscale.

Échéance de  
l'impôt

**Art. 12** <sup>1</sup> L'impôt est échu au moment du paiement du revenu brut déterminant, de son virement, de son inscription au crédit ou de l'imputation de la prestation imposable.

<sup>2</sup> Le prélèvement doit être opéré sans tenir compte d'éventuelles contestations ou de saisies de salaire.

### SECTION 3 : Passage à l'imposition ordinaire ou à la source

Passage de  
l'imposition  
ordinaire à  
l'imposition à la  
source

**Art. 13**<sup>71</sup> <sup>1</sup> Si, au cours de la même période fiscale, un revenu est d'abord imposé selon la procédure ordinaire puis imposé à la source, le contribuable est soumis à la taxation ordinaire ultérieure durant toute l'année et jusqu'à la fin de son assujettissement à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Les éventuels paiements anticipés effectués avant le passage à l'imposition à la source ainsi que les montants prélevés à la source sont imputés.

Répartition de  
l'impôt

**Art. 14** <sup>1</sup> Les impôts perçus en cas de taxation ordinaire complémentaire (art. 15), de rémunération étrangère (art. 16), de taxation ordinaire ultérieure (art. 17 et ss) et d'obtention d'un permis d'établissement ou de mariage (art. 20) sont portés au compte ordinaire du contribuable.

<sup>2</sup> Les quotités au sens des articles 2, alinéa 3, et 106 LI sont applicables.

Taxation  
ordinaire  
complémentaire

**Art. 15** <sup>1</sup> ...<sup>61</sup>

<sup>2</sup> Les gains de loterie sont imposables conformément à l'article 37a LI.

<sup>3</sup> Pour les revenus mentionnés à l'alinéa 2, les personnes assujetties ont l'obligation de remettre une déclaration d'impôt dans le délai imparti par le Service des contributions.<sup>71</sup>

Taxation  
ordinaire en cas  
de rémunération  
étrangère

**Art. 16**<sup>71</sup> <sup>1</sup> Lorsque le contribuable reçoit des rémunérations d'un débiteur de la prestation imposable qui n'est pas domicilié en Suisse, il est imposé selon la procédure ordinaire.

<sup>2</sup> Le contribuable est cependant imposé à la source en Suisse dans les cas suivants :

- a) la rémunération de la prestation est financée par une succursale ou par un établissement stable que l'employeur a en Suisse;
- b) il fait l'objet d'un détachement d'employés entre sociétés liées et la société sise en Suisse doit être considérée comme son employeur de fait;

- c) il est fourni à une entreprise locataire de service sise en Suisse par un bailleur de services étranger, en violation de l'article 12, alinéa 2, de la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services<sup>9)</sup>, et la rémunération de la prestation est financée par l'entreprise locataire.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
a) obligatoire<sup>2)</sup>

**Art. 17** <sup>1</sup> Si le revenu brut du contribuable ou de son conjoint vivant en ménage commun avec lui excède 120 000 francs par an, une taxation est établie selon la procédure ordinaire pour l'année en cours et les années suivantes, jusqu'à la fin de l'assujettissement à l'impôt à la source. Cette règle reste applicable même lorsque la limite précitée n'est plus atteinte.

<sup>2</sup> Le Service des contributions peut renoncer à l'imposition à la source et assujettir le contribuable au rôle ordinaire d'impôt si l'imposition à la source engendre une augmentation notable d'impôt par rapport à la taxation ordinaire.

<sup>3</sup> En cas de non paiement de l'impôt ordinaire par le contribuable, le Service des contributions peut renoncer à la procédure ordinaire et l'assujettir à nouveau à l'impôt à la source.

<sup>4</sup> Lorsque la créance fiscale paraît menacée, notamment en raison de la durée de l'engagement du contribuable, le Service des contributions peut exiger du contribuable ou du débiteur de la prestation imposable de fournir des sûretés analogues à celles prévues à l'article 191 LI.

b) sur demande

**Art. 17a**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> La personne imposée à la source peut adresser, jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale, une demande écrite de taxation ordinaire ultérieure au Service des contributions. Une fois déposée, une demande ne peut pas être retirée.

<sup>2</sup> Les époux ayant demandé une taxation ordinaire ultérieure en vertu de l'article 121a LI restent soumis au régime de la taxation ordinaire ultérieure en cas de divorce ou de séparation en fait ou en droit jusqu'à la fin de leur assujettissement à l'impôt à la source.

c) Calcul du  
revenu et quotité

**Art. 18** <sup>1</sup> En cas de taxation ultérieure, la loi d'impôt s'applique à l'exclusion des dispositions relatives à l'imposition à la source.

<sup>2</sup> En particulier, les quotités cantonale et communale sont celles arrêtées pour l'année fiscale en cours (art. 2, al. 3, et 106, al. 1, LI).

d) Imputation  
de l'impôt à la  
source

**Art. 19** L'impôt retenu à la source est imputé sans intérêt à l'impôt à percevoir selon la procédure ordinaire.

Règlement des  
cas de rigueur

**Art. 19a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> A la demande des personnes imposées à la source qui versent des contributions d'entretien au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre c, LI selon les barèmes A, B ou C, le Service des contributions peut, pour atténuer les cas de rigueur dans le calcul de l'impôt à la source, accorder les déductions pour enfants jusqu'à hauteur des contributions d'entretien.

<sup>2</sup> Si les contributions d'entretien ont été prises en compte lors de l'application de l'un de ces barèmes, la taxation ordinaire ultérieure n'est appliquée que si la personne imposée à la source en fait la demande. Le cas échéant, la taxation ordinaire ultérieure est appliquée jusqu'à la fin de son assujettissement à l'impôt à la source.

Passage de  
l'imposition à la  
source à  
l'imposition  
ordinaire

**Art. 20<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Une personne soumise jusqu'alors à l'impôt à la source est imposée selon la procédure de taxation ordinaire pour l'ensemble de la période fiscale lorsqu'elle :

- a) obtient un permis d'établissement;
- b) épouse une personne de nationalité suisse ou au bénéfice d'un permis d'établissement.

<sup>2</sup> L'impôt à la source n'est plus dû à compter du mois suivant l'octroi d'un permis d'établissement ou le mariage. L'impôt retenu jusqu'alors est imputé sans intérêts à l'impôt ordinaire.

Divorce ou  
séparation

**Art. 21<sup>7)</sup>** En cas de divorce, de séparation de fait ou de corps d'un époux possédant la nationalité suisse ou un permis d'établissement, le travailleur étranger qui ne possède pas de permis d'établissement est soumis à la perception de l'impôt à la source dès le début du mois suivant.

### **CHAPITRE III : Personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et personnes morales qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse<sup>7)</sup>**

Exercice d'une  
activité lucrative  
dépendante

**Art. 22** <sup>1</sup> Les travailleurs qui, sans être domiciliés ni en séjour en Suisse, y exercent une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme travailleurs frontaliers, sont soumis à l'impôt à la source sur le revenu de leur activité, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton. Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.



<sup>2</sup> Les travailleurs frontaliers franco-suisse sont soumis à l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Les travailleurs domiciliés à l'étranger qui reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le canton, pour leur activité exercée dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transport routier, sont soumis à l'impôt à la source sur ces prestations ainsi que sur les revenus acquis en compensation, conformément aux dispositions applicables aux travailleurs étrangers domiciliés ou en séjour dans le canton.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure en  
cas de quasi-  
résidence

**Art. 22a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Toute personne assujettie en vertu de l'article 9, alinéa 1, LI qui déclare généralement en Suisse au moins 90 % de ses revenus bruts mondiaux, y compris ceux de son épouse ou de son époux, (quasi-résidence) peut adresser, jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale, une demande écrite de taxation ordinaire ultérieure au Service des contributions. Une fois déposée, une demande ne peut pas être retirée.

<sup>2</sup> Le Service des contributions vérifie, dans le cadre de la procédure de taxation, si la personne soumise à l'impôt à la source remplit les conditions de la quasi-résidence durant l'année fiscale. A cet égard, elle détermine tout d'abord les revenus bruts réalisés à l'échelle mondiale d'après les articles 13 à 16 et 18 à 22 LI et, ensuite, la part des revenus bruts imposables en Suisse.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure d'office

**Art. 22b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Service des contributions peut effectuer d'office une taxation ordinaire ultérieure lorsque, sur la base du dossier, il a de sérieuses raisons de penser qu'il existe une situation d'iniquité manifeste en faveur ou en défaveur du contribuable.

<sup>2</sup> Le lancement d'une procédure de taxation ordinaire ultérieure d'office est régi par l'article 151 LI.

Artistes, sportifs  
et conférenciers

**Art. 23** <sup>1</sup> Les recettes journalières des artistes, sportifs et conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton sont égales aux revenus bruts, y compris l'ensemble des revenus accessoires et des indemnités, déduction faite des frais d'acquisition du revenu directement liés à la manifestation, divisés par le nombre de jours de représentations ou de répétitions.

<sup>2</sup> Les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés aux artistes, sportifs ou conférenciers exerçant une activité lucrative dans le canton, mais au tiers qui a organisé leurs activités sont imposables au même titre que ceux de l'alinéa 1. L'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt.

<sup>3</sup> Les prestations en nature sont évaluées selon les normes en vigueur en matière fiscale.

<sup>4</sup> Pour les groupes, on calcule la recette journalière moyenne par personne pour fixer le taux de l'impôt si la part de chaque membre n'est pas connue ou difficile à déterminer.

<sup>5</sup> ... [6\)](#)

<sup>6</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts n'atteignent pas au total 300 francs par débiteur de la prestation imposable. [3\)](#)

Administrateur

**Art. 24** <sup>1</sup> Les personnes domiciliées à l'étranger qui sont membres de l'administration ou de la direction :

- a) de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le canton;
- b) d'entreprises étrangères qui ont un établissement stable dans le canton,

sont soumises à l'impôt à la source sur les tantièmes, les jetons de présence, les indemnités fixes et autres rémunérations qui leur sont versés.

<sup>2</sup> Les revenus imposables des administrateurs sont les revenus bruts, y compris les allocations et les revenus accessoires.

<sup>3</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables acquis au cours de l'année civile sont inférieurs à 300 francs. [3\)](#)

Créanciers  
hypothécaires

**Art. 25** <sup>1</sup> Si elles sont domiciliées à l'étranger, les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur un immeuble sis dans le canton sont soumises à l'impôt à la source sur les intérêts bruts qui leur sont versés.

<sup>2</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables acquis au cours de l'année civile sont inférieurs à 300 francs. [3\)](#)

Bénéficiaires de  
rentes domiciliés  
à l'étranger

**Art. 26** <sup>1</sup> Les rentes versées à des personnes domiciliées à l'étranger au sens de l'article 122, alinéa 1, lettres f et f<sup>bis</sup>, LI sont soumises à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Lorsque le droit d'imposer appartient à l'autre Etat contractant, l'impôt à la source n'est pas prélevé si le débiteur de la prestation imposable fournit au Service des contributions une attestation de domicile et une attestation d'imposition de l'intégralité de la prestation versée.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable vérifie que les conditions de la non-imposition dans le Canton sont toujours réunies.

<sup>3bis</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les rentes n'atteignent pas 1 000 francs par année civile.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Si l'impôt à la source a été prélevé et qu'il doit être remboursé, le remboursement s'effectue sans intérêt.

<sup>5</sup> Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Bénéficiaires de  
prestations en  
capital domiciliés  
à l'étranger

**Art. 27** <sup>1</sup> Les prestations en capital visées à l'article 122, alinéa 1, lettres f et f<sup>bis</sup>, LI sont soumises à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> L'impôt prélevé à la source est remboursé sans intérêts lorsque le bénéficiaire de la prestation en capital :

- a) en fait la demande à l'administration fiscale compétente dans les trois ans suivant le versement de la prestation; et
- b) joint à sa demande une attestation de l'autorité fiscale compétente de l'Etat de domicile concerné, certifiant :
  - 1. qu'elle a connaissance du versement de cette prestation en capital; et
  - 2. que le bénéficiaire de la prestation en capital est un résident de cet autre Etat au sens de la convention contre les doubles impositions conclue avec la Suisse.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Les dispositions contraires des conventions de double imposition demeurent réservées.

Prestations  
versées à un  
tiers  
intermédiaire

**Art. 28** Lorsque la prestation est versée à un tiers au sens des articles 23 à 25, elle est ajoutée à ses propres revenus bruts.

## CHAPITRE IV : Obligations des parties

Obligations du débiteur de la prestation imposable  
a) Devoir d'information

**Art. 29** <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu :

- a) <sup>7</sup> d'annoncer sur la formule officielle au Service des contributions et à la commune de séjour dans les huit jours à compter de l'engagement, tout travailleur étranger occupé chez lui à titre principal ou accessoire ainsi que sa forme de rémunération (pourboires, gratifications, rente SUVA, indemnités de caisse-maladie ou autres bonifications spéciales, prestations versées par l'institution de prévoyance de l'entreprise, telles que les indemnités en capital et la restitution des cotisations personnelles, etc.);
- b) de déterminer, avant le paiement de la prestation imposable, l'assujettissement à l'impôt à la source et le barème applicable;
- c) de délivrer à chaque employé la notice pour les travailleurs étrangers;
- d) d'annoncer d'office chaque année au Service des contributions les contribuables relevant de la taxation ordinaire ultérieure.

<sup>2</sup> Si l'employeur transmet le décompte de l'impôt à la source par voie électronique, il peut communiquer les engagements de personnel via le décompte mensuel. <sup>8</sup>

b) Obligation de perception et de versement de l'impôt à la source

**Art. 30** <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires à une perception correcte de l'impôt, notamment :

- a) de retenir, à l'échéance, l'impôt dû sur les prestations en espèces et sur les autres prestations, notamment sur les revenus en nature et sur les pourboires;
- b) de retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton;
- c) de délivrer au contribuable une attestation ou un décompte indiquant le montant de l'impôt retenu;
- d) de procéder à un décompte et à un versement périodique des impôts au Service des contributions.

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable communique au Service des contributions, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une perception exacte de l'impôt à la source.

Obligations du sourcier **Art. 31** Le contribuable est tenu de fournir au Service des contributions, à la commune de domicile ainsi qu'au débiteur de la prestation imposable tous les renseignements nécessaires, en particulier ceux concernant sa situation personnelle, ses revenus et sa fortune ainsi que l'activité lucrative exercée par son conjoint.

Perception directe **Art. 32** Lorsque la perception ultérieure auprès du débiteur de la prestation imposable est impossible, l'autorité fiscale perçoit l'impôt dû, sans intérêt, directement auprès du contribuable lorsqu'il n'a pas été prélevé sur la prestation imposable ou l'a été de manière insuffisante.

Obligation de la commune de séjour **Art. 33** <sup>1</sup> La commune de domicile ou de séjour d'un travailleur étranger imposé à la source annonce sans délai au Service des contributions chaque mutation qui le concerne.

<sup>2</sup> L'annonce se fait au moyen du formulaire Avis 119 – IAS.

## CHAPITRE V : Relations intercantionales

**Art. 34 et 35**<sup>6)</sup>

## CHAPITRE VI : Procédure

Autorité compétente **Art. 36** L'application des dispositions relatives à l'impôt à la source incombe au Service des contributions en collaboration avec le débiteur de la prestation imposable et la commune de domicile ou de séjour du contribuable.

Renvoi **Art. 37** En l'absence de règles particulières prévues par la présente ordonnance, les dispositions de la loi d'impôt relatives à la taxation ordinaire s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE VII : Procédure de perception et de versement de l'impôt

Décompte **Art. 38** <sup>1</sup> Pour permettre au débiteur de la prestation imposable de satisfaire à ses obligations, le Service des contributions met à sa disposition un formulaire de décompte de l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Le formulaire de décompte doit être retourné au Service des contributions dans le délai de paiement des retenues d'impôt, au sens de l'article 40.

#### Décisions

**Art. 39<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Si le décompte fait l'objet de corrections, le Service des contributions rend une décision de taxation.

<sup>2</sup> Si l'impôt dû par le débiteur de la prestation imposable n'est pas versé après sommation au Service des contributions, le décompte fait l'objet d'une décision de taxation.

#### Exigibilité et délai de paiement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 118 et 122, alinéa 1, lettres a, f, f<sup>bis</sup> et g, LI pour les prestations périodiques de prévoyance, sont exigibles trimestriellement aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut fixer d'autres échéances.

<sup>2</sup> Les retenues d'impôt prélevées auprès des contribuables mentionnés aux articles 122, alinéa 1, lettres b, c, d, e, f et f<sup>bis</sup>, LI pour les prestations de prévoyance en capital sont exigibles au jour du versement de la prestation.

<sup>3</sup> Le délai de versement au Service des contributions des retenues d'impôt est de dix jours après leur exigibilité. Lorsque les circonstances le justifient, le Service des contributions peut prolonger le délai de paiement.

#### Intérêts moratoire et rémunératoire

**Art. 41** <sup>1</sup> Les impôts dus qui n'ont pas été acquittés à l'expiration du délai de paiement fixé à l'article 40, portent intérêt dès la fin de ce délai.

<sup>2</sup> Les impôts perçus en trop, à l'exclusion de l'article 44, bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement, mais au plus tôt dès l'expiration du délai de paiement fixé par l'article 40.

<sup>3</sup> Les taux sont déterminés conformément à l'article 181a LI.

#### Commission de perception

**Art. 42** <sup>1</sup> Pour sa collaboration, le débiteur de la prestation imposable reçoit une commission de perception de 2 %. Pour les prestations en capital, la commission de perception s'élève à 1 % du montant total de l'impôt à la source mais au plus à 50 francs par prestation en capital.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Le Service des contributions supprime la commission de perception lorsque :

a) après rappel, le débiteur de la prestation imposable ne remet par les formulaires de décompte;

- b) le débiteur viole les obligations qui lui incombent en vertu des dispositions légales en matière d'impôt à la source.

Taxation d'office **Art. 43** <sup>1</sup> Le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140 LI) avec amende (art. 198 LI) lorsque, à l'échéance du délai de sommation :

- a) le débiteur de la prestation imposable ne remet pas les formulaires de décompte;  
b) lorsque les éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 139 et 157, alinéa 3, LI s'appliquent.

## CHAPITRE VIII : Restitution

Remboursement de l'impôt **Art. 44** <sup>1</sup> Si le contribuable conteste son imposition à la source ou prouve dans le cadre de l'article 156b LI que, par suite de l'application d'un barème inadéquat ou d'une application inexacte du barème, le prélèvement à la source des impôts est trop élevé, l'excédent lui sera remboursé, sans intérêt.

<sup>2</sup> Le droit au remboursement de l'impôt doit être exercé par écrit et motivé auprès de l'autorité fiscale jusqu'au 31 mars de l'année suivante.

<sup>3</sup> La procédure est réglée conformément à l'article 156d LI.

Restitution de l'impôt **Art. 45** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la date du paiement.

<sup>4</sup> Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

## CHAPITRE IX : Procédure simplifiée selon l'art. 37b LI

Droit applicable **Art. 46** Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles relatives à l'imposition à la source s'appliquent par analogie à la procédure simplifiée au sens de l'article 37b LI.

Base  
d'imposition

**Art. 47** L'impôt est prélevé sur la base du salaire brut déclaré par l'employeur à la caisse de compensation AVS.

Païement de  
l'impôt à la  
source par  
l'employeur

**Art. 48** <sup>1</sup> Les dispositions du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-veillesse et survivants relatives à la procédure simplifiée s'appliquent par analogie au décompte et au versement de l'impôt à la source à la caisse de compensation AVS.

<sup>2</sup> Si, après sommation de la caisse de compensation AVS, l'employeur ne verse pas l'impôt, celle-ci transmet les informations utiles à l'autorité fiscale du canton dans lequel l'employeur a son siège ou son domicile. Le Service des contributions procède alors à la taxation conformément à la LI.

Versement de  
l'impôt à la  
source aux  
autorités fiscales

**Art. 49** Après déduction de la provision à laquelle elle a droit, la caisse de compensation AVS verse les impôts encaissés au Service des contributions du canton dans lequel le travailleur assujetti a son domicile.

## CHAPITRE X : Répartition

Attribution

**Art. 50** <sup>1</sup> Les impôts perçus à la source sont attribués aux communes sur la base de la moyenne communale pondérée conformément à l'article 11, lettre b.

<sup>2</sup> Les impôts perçus à la source sont attribués aux paroisses sur la base de la moyenne paroissiale pondérée conformément à l'article 11, lettre c.

<sup>3</sup> Le Service des contributions établit à l'intention de la commune et de la paroisse un décompte de leur part respective.

<sup>4</sup> La part non réclamée de l'impôt paroissial est dévolue à l'Etat.

Répartition

**Art. 51** Le Service des contributions verse trimestriellement la part de l'impôt à la source encaissée revenant à la commune et à la paroisse.

Décompte  
définitif

**Art. 52** <sup>1</sup> A la fin de l'année fiscale, le Service des contributions procède au bouclage et à une répartition définitive entre les communes et les paroisses. Il bonifie ou réclame les différences.

<sup>2</sup> Le Service des contributions établit une fois par année le décompte de l'impôt fédéral direct perçu à la source.



**CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales**

Dispositions  
transitoires

**Art. 53** Les prestations imposables liées à une activité antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont imposables selon l'ancien droit.

Abrogation

**Art. 54** L'ordonnance du 6 décembre 1994 sur l'imposition à la source est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 55** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Delémont, le 15 décembre 2009

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Probst

Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RSJU 649.751](#)

3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

6) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 10 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

8) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 10 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

9) [RS 823.11](#)



# **Décret concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle**

du 24 juin 1998

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 79 de la loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (LAub)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 43 de la loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements (LSD)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

## **SECTION 1 : Dispositions générales**

**But** **Article premier** Le présent décret précise le cercle des assujettis, les modalités de calcul, la perception et l'affectation des taxes perçues pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal, les licences pour la vente au détail de boissons alcooliques et les autorisations d'organiser des spectacles à titre professionnel.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## **SECTION 2 : Assujettissement aux taxes, barèmes<sup>[3](#)</sup>**

**Assujettissement** **Art. 3** La taxe annuelle est due par le titulaire d'une patente d'auberge ou d'une licence d'alcool (art. 79, al. 1, LAub), le tenancier qui use de la possibilité de dépasser l'horaire légal (art. 66, al. 1 et 2, LAub) et l'organisateur professionnel de spectacles et de divertissements (art. 20 LSD).

Montant des taxes

**Art. 4<sup>4)7)</sup>** Par catégorie d'établissement, les barèmes suivants sont appliqués :

Exploitation d'un hôtel : 2,5 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 400 francs
- Taxe maximale 2 500 francs

Exploitation d'un restaurant : 2,75 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 300 francs
- Taxe maximale 2 000 francs

Exploitation d'un restaurant sans alcool : 2,25 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 200 francs
- Taxe maximale 1 000 francs

Exploitation d'un établissement de divertissement : 3 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 1 500 francs
- Taxe maximale 7 000 francs

Dépassement de l'horaire légal, licences d'alcool et autorisations de spectacle

**Art. 5<sup>5)</sup>** Le montant des taxes relatives au dépassement de l'horaire légal, aux licences d'alcool et aux autorisations de spectacle au sens du présent décret est fixé par la législation sur les émoluments.

#### **Art. 6 et 7<sup>6)</sup>**

Indexation

**Art. 8<sup>5)</sup>** Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, le montant de la taxe minimale et maximale prévue à l'article 4 en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

Réduction

**Art. 9** Le Service des arts et métiers et du travail peut réduire la taxe proportionnellement lorsque l'établissement n'est ouvert que pendant un temps limité chaque jour ou pendant une période réduite au cours de l'année.

### **SECTION 3 : Perception des taxes**

Moment du prélèvement des taxes

**Art. 10** <sup>1</sup> Les taxes pour les patentes d'auberge et les licences d'alcool ainsi que la taxe de base pour les autorisations de spectacle sont prélevées chaque année.

<sup>2</sup> Les suppléments de taxe pour les autorisations de spectacle sont prélevés lors de l'annonce du spectacle ou du divertissement.

<sup>3</sup> Les taxes de dépassement de l'horaire légal sont prélevées après chaque dépassement.

Décision

**Art. 11** <sup>1</sup> Le montant de la taxe est fixé par décision.

<sup>2</sup> La décision qui détermine la taxe peut être intégrée dans la patente d'auberge, la licence d'alcool ou l'autorisation du spectacle.

Opposition et recours

**Art. 12** <sup>1</sup> Les décisions fixant les taxes sont susceptibles d'opposition et de recours.

<sup>2</sup> Les procédures d'opposition et de recours sont régies par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

Droit supplétif

**Art. 13** Pour le surplus, la législation sur les émoluments s'applique à la perception et au recouvrement des taxes fixées par le présent décret.

#### SECTION 4 : Affectation des taxes

Taxes pour les patentes d'auberge et les licences d'alcool  
a) Affectation

**Art. 14** <sup>1</sup> La moitié du produit des taxes prélevées pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal et les licences d'alcool sert à couvrir les frais administratifs liés à la surveillance des établissements et commerces assujettis à la taxe.

<sup>2</sup> Le Gouvernement affecte annuellement l'autre moitié aux fins suivantes :

- a) améliorer la qualité des services offerts par les établissements;
- b) améliorer l'offre touristique;
- c) lutter contre les dépendances.

b) Répartition

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie arrête la répartition du produit des taxes affecté à l'amélioration de la qualité des services et l'offre touristique, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettres a et b.

<sup>2</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales arrête la répartition du produit des taxes affecté à la lutte contre les dépendances, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettre c.

Taxe pour les  
autorisations  
de spectacle

**Art. 16** Le produit des taxes pour les autorisations de spectacle prévues à l'article 7 est acquis à l'Etat.

## **SECTION 5 : Dispositions transitoire et finale<sup>8)</sup>**

Disposition  
transitoire en lien  
avec le COVID-  
19

**Art. 16a<sup>9)</sup>** Les taxes annuelles perçues en matière de patentes d'auberge (art. 4) ne sont pas dues pour l'année 2020.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Delémont, le 24 juin 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 935.11](#)

2) [RSJU 935.41](#)

3) [RSJU 175.1](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

5) Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 2, lettre j, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 176.21](#))

6) Abrogés par l'article 30, alinéa 2, lettre j, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 176.21](#))

7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 28 octobre 2020

9) Introduit par le ch. I du décret du 28 octobre 2020

**Arrêté****fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2021**

du 8 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | CHF 2'960.15/habitant (arrondi)                 |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90  |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64  |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 78  |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   |   |   |
| $y_{a1}$   | : | 0.100   |
| $y_{a2}$   | : | 0.430   |
| $x_{a2}$   | : | 500   |
| $x_{a1}$   | : | 100   |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              |   |   |
| $x_{r1}$   | : | 1.32 (arrondi)                                  |
| $x_{r2}$   | : | 2.32 (arrondi)                                  |
| $y_{r1}$   | : | 1   |
| $y_{r2}$   | : | 0.75  |
| Q générale moyenne   | : | 2.32 (arrondi)                                  |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d = ax + b$ )

a	:	0.4615 (arrondi)
b	:	48.4615 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la surface par habitant	:	CHF 150'000
Surfaces par commune $S_{com}$ et par habitant $S_{com\ hab}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$	:	1,15 ha/hab
Coefficient de compensation $k_s$	:	2
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la charge de déneigement	:	CHF 200'000
Points d'altitude des communes $Alt_{com}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Altitude donnant accès à la compensation des charges de déneigement	:	800 mètres
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>



Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 897'695  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 365'045

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes  
– 15 minutes  
– 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Châtillon, Haute-Sorne, Mettembert, Val Terbi.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier et Pleigne.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	: Alle, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendincourt.

- 
- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy et Grandfontaine.
  - Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique

**Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation

**Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 22 octobre 2019 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2020 est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Delémont, le 8 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 651](#)

2) [RSJU 651.11](#)

3) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2020, n° 47, p. 1042

## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
<b>701</b>	<b><i>Constructions</i></b>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.111	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 fixant le tarif de la redevance pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.61	Ordonnance du 27 août 2019 réglant les modalités d'octroi de subventions pour la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
701.91	Arrêté du Parlement du 27 mars 2019 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)
<b>702</b>	<b><i>Aménagement du territoire</i></b>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur

- 702.2 Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
- 702.61 Arrêté du Gouvernement du 24 novembre 2015 fixant le montant de la plus-value en deçà duquel aucune contribution au sens de l'article 111b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire n'est perçue

## **71** ***Expropriation***

- 711 Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation
- 712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

## **72** ***Travaux publics***

### *721 Dispositions générales*

- 721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat
- 721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

### *722 Routes et autres voies de transport et communication*

- 722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- 722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes
- 722.112.2 Ordonnance du 15 novembre 2016 portant délégation de compétence du Gouvernement au chef de la Section des constructions routières pour la modification de limites cadastrales impliquant des routes cantonales
- 722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels
- 722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales
- 722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales
- 722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)
- 722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41            Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre

## **73                    *Energie***

### *730                    Dispositions générales*

730.1            Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie  
730.11           Ordonnance du 13 décembre 2016 portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie, OEn)  
730.111          Arrêté du Gouvernement du 25 août 2020 portant établissement de la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie

### *731                    Energie électrique*

731.31           Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

### *732                    Energie nucléaire*

732.1            Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983

## **74                    *Transports et communications***

### *741                    Circulation routière*

741.11           Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux  
741.151          Ordonnance du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic  
741.161          Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers  
741.171          Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique  
741.191          Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique  
741.25           Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier

741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés

**742** *Chemins de fer*

742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.212	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la conférence des transports
742.213	Ordonnance du 21 juin 2016 concernant la commission technique des transports
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

**743** *Installations de transport par câbles et skilifts*

743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
--------	--

**744** *Entreprises de transport par automobiles*

744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
--------	--

**746** *Installations de transport par conduites*

746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
--------	---

**747**                      *Navigation*

747.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux

747.201                      Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation

747.21                      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation

**748**                      *Aviation*

748.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne

**75**                      ***Eaux*****751**                      *Police des eaux*

751.151                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé





# Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)

(Version en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 janvier 2021)

du 25 juin 1987

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)<sup>[23](#)</sup>, <sup>[24](#)</sup>

vu les articles 45, 46 et 48 de la Constitution cantonale<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

#### 1. Obligation

**Article premier** <sup>1</sup> Un permis de construire est requis pour toute construction, installation ou mesure qui tombe sous le coup de la législation sur les constructions, en particulier :

- a) la construction, la transformation importante et la démolition de bâtiments, de parties de bâtiments et de toute autre installation;
- b) la création et l'extension de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;<sup>[3](#)</sup>
- c) les modifications importantes apportées à un terrain.

<sup>2</sup> Aucune construction, installation ou mesure soumise à autorisation ne peut être entreprise avant que l'autorité compétente ait accordé un permis de construire entré en force ou ait provisoirement autorisé le début des travaux.

#### 2. Conditions générales d'octroi

**Art. 2** Le permis de construire est accordé :

- a) si le projet est conforme aux prescriptions de droit public;
- b) s'il n'est pas contraire à l'ordre public et
- c) pour autant qu'il n'existe pas d'obstacles quant à la planification au sens des articles 20 et 21.

## CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

### 1. Zones dangereuses

**Art. 3** <sup>1</sup> Aucun bâtiment ou installation ne peut être construit dans les lieux où la vie et la propriété sont, d'expérience ou de manière prévisible, menacées par des chutes de pierres, des glissements de terrain, des éboulements, des inondations et d'autres dangers naturels.<sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Demeure réservée, pour le propriétaire foncier, la possibilité d'établir que le danger qui menace le terrain à bâtir et la voie d'accès a été écarté par des mesures de sécurité.

### 2. Equipement technique

**Art. 4** <sup>1</sup> L'équipement du terrain à bâtir (voies d'accès suffisantes, adduction d'eau et approvisionnement en énergie, évacuation et épuration des eaux usées, évacuation ou infiltration des eaux météoriques, drainages) doit être assuré pour la date à laquelle le bâtiment ou l'installation seront achevés ou, s'il le faut, avant même que les travaux aient commencé.

<sup>2</sup> Les équipements doivent être harmonisés et, si besoin est, établis en commun; ils le seront par le biais du permis de construire (équipement privé) ou, en règle générale, par un plan spécial.

<sup>3</sup> Est suffisante une voie d'accès publique ou privée qui, par sa construction et son aménagement, satisfait à l'utilisation prévisible et, pour autant qu'elle traverse la propriété d'autrui, est juridiquement assurée; demeure réservé l'article 72 de la loi sur la construction et l'entretien des routes<sup>4)</sup> ("Accès privés").

<sup>4</sup> Le Gouvernement définit la notion d'équipement suffisant et fixe les conditions permettant de modérer la circulation sur certaines routes dans les quartiers d'habitation et commerciaux.

### 3. Protection des sites

**Art. 5** <sup>1</sup> Les constructions, installations et panneaux publicitaires doivent s'intégrer dans le paysage et les sites; le cas échéant, des conditions et charges peuvent être imposées, ou la modification du projet exigée, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Font l'objet d'une attention particulière :

- a) les paysages, l'aspect typique des lieux bâtis et des rues, les bâtiments, installations et points de vue d'une beauté ou d'un caractère particulier;

- b) les monuments historiques et leur environnement, ainsi que les sites archéologiques;
- c) les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ainsi que les abords;
- d) les stations botaniques et l'habitat des animaux;
- e) les groupes d'arbres, haies et bosquets qui sont caractéristiques d'un paysage ou d'un milieu bâti;
- f) les vergers, pâturages maigres et terrains secs.

<sup>3</sup> La législation spéciale s'applique aux objets portés aux inventaires de la Confédération ou du Canton.

4. Distances  
a) par rapport  
aux routes  
publiques

**Art. 6** <sup>1</sup> Les distances à une route publique sont celles que prescrit la loi sur la construction et l'entretien des routes, à moins que des prescriptions communales n'en disposent autrement.

<sup>2</sup> Les communes peuvent, dans leur réglementation :

- a) ramener la limite de construction jusqu'à la limite de la route;
- b) fixer une distance inférieure le long de tronçons déterminés;
- c) prescrire la construction à la limite de la route, à l'intérieur de territoires délimités avec précision, notamment dans les vieux quartiers.

b) par rapport  
aux eaux

**Art. 7** <sup>1</sup> En application des règles de la police des eaux, le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") fixe de cas en cas les distances à observer par rapport aux eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'Etat, à moins que des prescriptions communales ne fixent des distances générales suffisantes.

<sup>2</sup> La distance est mesurée à partir du bord supérieur de la berge; le Département tranche en cas de doute.

c) autres lois  
réservées

**Art. 8** Sont réservées les distances prescrites par des lois fédérales ou d'autres lois cantonales, en particulier les distances par rapport aux voies ferrées, aux routes nationales et aux forêts.

d) limites  
politiques

**Art. 9** <sup>1</sup> Les nouvelles constructions ne doivent pas toucher les frontières nationales ou cantonales.

<sup>2</sup> Elles entraînent un ajustement des limites communales dans la mesure où elles les chevauchent.

5. Ordre des constructions, forme architecturale

**Art. 10** <sup>1</sup> L'ordre des constructions, l'orientation, les dimensions, la densité et la forme architecturale sont régis par les prescriptions communales.

<sup>2</sup> L'usage local s'applique lorsque les prescriptions communales ne contiennent aucune précision à cet égard.

6. Aménagements extérieurs

**Art. 11** <sup>1</sup> Les aménagements extérieurs des bâtiments et installations doivent être réalisés de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le paysage et dans le milieu bâti, tout en répondant aux besoins des utilisateurs.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent en particulier :

- a) imposer la plantation, la conservation et l'entretien d'arbres;
- b) prescrire une proportion suffisante d'espaces verts;
- c) limiter les mouvements de terres;
- d) prescrire la nature des murs, clôtures et barrières.

7. Stationnement  
a) Principe

**Art. 12**<sup>46)</sup> <sup>1</sup> Lors de l'édification, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'une construction ou d'une installation, des cases de stationnement nécessaires pour les voitures de tourisme doivent être aménagées en nombre adéquat sur la même parcelle ou dans son voisinage immédiat.

<sup>2</sup> En outre, des places de stationnement pour les cycles, les cyclomoteurs et les motocycles doivent être aménagées en nombre suffisant.

<sup>3</sup> L'accès, l'emplacement, les dimensions et l'aménagement des cases et des places de stationnement sont fixés en fonction des impératifs du trafic, de la protection de l'environnement bâti ainsi que de la sauvegarde du site et du paysage.

<sup>4</sup> Les cases de stationnement pour les voitures de tourisme sont conçues, dans une proportion déterminée par le Gouvernement, de manière à permettre l'installation de bornes de recharge électrique.

<sup>5</sup> Dans leurs plans spéciaux, les communes, les régions et le Canton prévoient, à proximité de la chaussée et en faveur du stationnement de courte durée, des cases de stationnement en nombre adéquat pour les voitures de tourisme ainsi que des places de stationnement en nombre suffisant pour les cycles, les cyclomoteurs et les motocycles.

<sup>6</sup> Dans leur règlement sur les constructions ou dans un règlement spécial, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) prévoir le versement d'une taxe de remplacement lorsque le maître d'ouvrage est libéré de l'obligation d'aménager tout ou partie des cases de stationnement adéquates; le produit de cette taxe doit permettre d'assurer une offre de stationnement satisfaisante et favoriser la mobilité douce dans les centres; le Gouvernement précise l'affectation de cette taxe;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de cases de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite ainsi que dans les lieux sensibles.

b) Case de stationnement

**Art. 12a<sup>47)</sup>** On entend par case de stationnement une surface aménagée et délimitée destinée au stationnement d'un véhicule.

c) Surface de stationnement

**Art. 12b<sup>47)</sup>** On entend par surface de stationnement une surface constituée de plusieurs cases de stationnement ainsi que d'une accès à celles-ci.

d) Ouvrage de stationnement collectif

**Art. 12c<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> On entend par ouvrage de stationnement collectif toute surface de stationnement non rattachée à un ou plusieurs bâtiments déterminés.

<sup>2</sup> Un ouvrage de stationnement collectif ne peut être édifié que sur la base d'une étude du besoin démontrant la nécessité d'une telle installation dans le secteur concerné.

e) Aire de stationnement

**Art. 12d<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> On entend par aire de stationnement une surface de stationnement, constituée de plusieurs cases de stationnement et de leurs accès, qui n'est pas intégrée à un bâtiment à plusieurs niveaux.

<sup>2</sup> Une aire de stationnement ne peut dépasser en aucun cas 1 800 m<sup>2</sup>.

<sup>3</sup> Tout excédent de surface de stationnement doit être intégré à un bâtiment à plusieurs niveaux.

- f) Dérogations **Art. 12e<sup>47)</sup>** <sup>1</sup> Les dérogations à l'article 12, alinéas 1, 2 et 4, sont du ressort de l'autorité qui délivre le permis de construire.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 25 à 28 sont applicables.
8. Espaces de détente<sup>3)</sup> **Art. 13<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Lors de la construction d'ensembles d'habitations, des espaces de détente sont aménagés par le maître de l'ouvrage.
- <sup>2</sup> Lorsqu'elles aménagent des espaces de détente, les communes peuvent demander des contributions aux propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci en retirent.
9. Sécurité, hygiène et entretien **Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les constructions et installations doivent être édifiées et entretenues de façon à ne mettre en danger ni les personnes ni les choses; elles doivent satisfaire aux prescriptions des polices sanitaire, du feu, de l'industrie et du travail.
- <sup>2</sup> Les objets dignes de protection doivent être entretenus de manière à garantir la sauvegarde du patrimoine.
10. Barrières architecturales **Art. 15** <sup>1</sup> Lorsqu'ils sont nouveaux, les bâtiments et installations ouverts au public, les logements pour personnes âgées, les ensembles d'habitations, les voies et installations seront conçus aussi en fonction des besoins des handicapés.
- <sup>2</sup> Les besoins des handicapés sont notamment pris en compte par l'application des mesures suivantes :
- a) l'accès menant de la rue aux locaux ouverts au public doit être praticable en fauteuil roulant;
  - b) les bâtiments de quatre étages et plus doivent être équipés d'un ascenseur ayant des dimensions adaptées aux fauteuils roulants;
  - c)<sup>42)</sup> la conception architecturale des parties de bâtiments et d'installations destinées au public doit tenir compte des handicapés;
  - d)<sup>46)</sup> des cases de stationnement pour véhicules à moteur des handicapés doivent être réservées et signalées.
- <sup>3</sup> Le Département peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, à l'effet d'en faciliter l'accès aux handicapés.

## 11. Immissions

**Art. 16** Constructions et installations ne doivent pas provoquer, pour le voisinage, des immissions contraires à l'affectation de la zone.

### CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

## 1. Dépôt de la demande

**Art. 17** <sup>1</sup> La demande d'un permis sera adressée au conseil communal; elle sera établie sur formule officielle et accompagnée du plan de situation, des plans, des documents éventuellement exigés ainsi que, le cas échéant, des motifs de dérogation.

<sup>2</sup> Les documents énumérés à l'alinéa 1 seront conformes, dans la présentation, le contenu et le nombre, aux dispositions du décret concernant le permis de construire.

<sup>3</sup> Une exemplaire de la demande et des autres documents est transmis au conseil communal au moyen de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire mise à disposition par l'Etat.<sup>45)</sup>

2. Examen de la demande  
a) en général<sup>34)</sup>

**Art. 18**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> A réception de la demande de permis de construire, l'autorité communale examine si la requête est complète, la fait au besoin compléter et, si elle n'est pas elle-même compétente pour délivrer le permis, transmet le dossier à la Section des permis de construire.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire ou, le cas échéant, l'autorité communale compétente pour délivrer le permis procède immédiatement à l'examen sommaire du dossier. Elle retourne au requérant les requêtes incomplètes ou contraires aux prescriptions en l'invitant à y apporter les compléments et corrections nécessaires.

<sup>3</sup> Lorsque la Section des permis de construire est compétente et que le dossier est complet, elle en transmet, dans les 10 jours, un exemplaire à l'autorité communale afin qu'elle procède à la publication de la demande (art. 19 LCAT). La publication a lieu sans délai, après que les profils éventuellement exigés auront été posés.

<sup>4</sup> Lorsqu'elle n'est pas compétente pour délivrer le permis, l'autorité communale transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai d'opposition, avec son rapport et ses propositions.

<sup>5</sup> Les autorités ont l'obligation de traiter les dossiers au moyen de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire.<sup>45)</sup>

b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

**Art. 18a**<sup>35)</sup> L'examen des demandes de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal est accéléré selon les modalités définies par le Gouvernement.

3. Publication; opposition

**Art. 19** <sup>1</sup> Les demandes de permis et de dérogation doivent être publiées conformément aux dispositions du décret concernant le permis de construire ou communiquées aux personnes directement intéressées; le droit d'opposition sera mentionné.

<sup>2</sup> Ont qualité pour faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

<sup>3</sup> L'opposition, écrite et motivée, sera déposée auprès de l'autorité communale compétente.

<sup>4</sup> En procédure d'opposition, le requérant supporte les frais relatifs à la séance de conciliation, à moins que l'opposition soit manifestement irrecevable ou manifestement infondée, auquel cas ceux-ci sont mis à la charge de l'opposant. (...).<sup>41)</sup>

4. Droit applicable  
a) Règles

**Art. 20** <sup>1</sup> La décision concernant les demandes de permis sera prise conformément au droit en vigueur au moment où elles ont été présentées.

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions ci-après :

- a) seront renvoyés les projets qui, au moment de la demande, sont contraires à des prescriptions communales en matière de construction faisant l'objet d'un dépôt public; est applicable l'article 21, alinéa 2, lettres c et d;
- b) conformément aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes concernant les plans de routes, les plans spéciaux cantonaux prennent effet dès le dépôt public;



- c) si une demande a été présentée compte tenu de nouvelles prescriptions prévues, la décision sera prise en vertu de celles-ci, une fois qu'elles auront été approuvées.

b) Prescriptions  
insuffisantes

**Art. 21** <sup>1</sup> Si une demande de permis concerne un bien-fonds pour lequel il n'existe pas de prescriptions, ou que des prescriptions insuffisantes, et si la construction porte atteinte à des intérêts publics importants, en particulier à l'aménagement local, l'autorité communale compétente peut suspendre la procédure en formant opposition.

<sup>2</sup> Il y a lieu d'appliquer dès lors les dispositions suivantes :

- a) dans les trois mois qui suivent l'échec de la conciliation, la commune déposera publiquement les prescriptions utiles ou déclarera zone réservée (art. 75) le terrain qui a fait l'objet de son opposition; en présence de motifs importants, l'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus;
- b) pour l'élaboration d'un plan d'aménagement local, ou si l'importance du projet l'exige, le Service de l'aménagement du territoire peut, à titre exceptionnel, prolonger ce délai d'un an au plus;
- c) la commune adopte ensuite les nouvelles prescriptions et les soumet pour approbation au Service de l'aménagement du territoire; à la demande du requérant, le Service de l'aménagement du territoire peut impartir à la commune un délai convenable à cet effet;
- d) si la commune n'observe pas les délais, ou que les nouvelles prescriptions ne sont pas approuvées, la décision concernant la demande de permis sera prise en vertu du droit en vigueur.

<sup>3</sup> Le Département peut former opposition en vue de sauvegarder les intérêts importants de l'aménagement cantonal; l'alinéa 2 est applicable par analogie.

5. <sup>61</sup> Coordination  
a) en général <sup>34</sup>

**Art. 21a** <sup>7125</sup> <sup>1</sup> Une fois le dossier complet et sans attendre la publication, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire recueille les autorisations spéciales et les préavis relatifs au projet auprès des autorités concernées par la procédure. Celles-ci se prononcent dans les 30 jours.

<sup>2</sup> Elle s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

<sup>3</sup> Si les autorités concernées émettent des avis contradictoires ou si l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire est elle-même en désaccord avec les avis exprimés, cette dernière provoque un réexamen des autorisations et des préavis en cause.

b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

**Art. 21b<sup>35)</sup>** <sup>1</sup> Les données relatives à la décision unique portant sur la demande de permis de construire selon l'article 22 sont coordonnées au sein d'une cellule administrative réunissant les autorités concernées, sous la direction de la Section des permis de construire.

<sup>2</sup> Si la demande de permis concerne un projet qui se situe sur le territoire d'une commune disposant de la compétence d'octroyer le permis, cette dernière est intégrée à la cellule.

<sup>3</sup> Les autorités concernées sont tenues de collaborer dans les délais impartis et selon les modalités définies par le Gouvernement.

6. Décision; opposition<sup>3)</sup>

**Art. 22<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Après avoir procédé à une pesée globale des intérêts en cause, l'autorité compétente pour délivrer le permis rend une décision unique portant sur la demande de permis et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles. Le cas échéant, elle statue sur les oppositions.<sup>25)</sup>

<sup>1bis</sup> Cette décision doit être prise dans les 30 jours qui suivent la réception définitive du dossier, de toutes les autorisations spéciales et de tous les préavis requis. Le délai est de trois mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.<sup>26)</sup>

<sup>1ter</sup> Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, cette décision intervient dès la fin du dépôt public de la demande. Le délai est de deux mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.<sup>35)</sup>

<sup>2</sup> Seule cette décision peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

<sup>3</sup> La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

## 7. Recours

**Art. 23** <sup>1</sup> Si l'opposition est rejetée selon l'article 22, alinéa 2, ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, directement devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a délivré le permis.

<sup>3</sup> Le juge administratif et la Cour administrative peuvent également revoir l'opportunité de la décision.

## 8. Révocation d'un permis

**Art. 24** <sup>1</sup> Un permis délivré contrairement aux prescriptions de droit public peut, si l'intérêt public l'exige, être révoqué par l'autorité qui l'a accordé; le Département peut en ordonner la révocation, après avoir entendu ladite autorité.

<sup>2</sup> Si les travaux de construction ont déjà commencé, la révocation n'est admise que :

- a) si des intérêts publics impérieux l'exigent; demeure réservé le dédommagement du propriétaire, les dispositions concernant l'expropriation matérielle étant applicables par analogie (art. 102 et suivants);
- b) si le requérant a obtenu le permis en induisant l'autorité en erreur.

<sup>3</sup> La décision portant révocation est applicable immédiatement; elle peut être attaquée au même titre que les décisions concernant le permis (art. 22, al. 2, et 23, al. 2).

9. Dérogations  
a) Principe

**Art. 25** <sup>1</sup> Pour des motifs importants, des dérogations à certaines prescriptions peuvent être autorisées, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt public.

<sup>2</sup> Les dérogations ne doivent pas non plus léser des intérêts importants de voisins, à moins que cette atteinte ne puisse être pleinement compensée par un dédommagement (compensation des charges selon les art. 32 et 33).

<sup>3</sup> La demande de dérogation doit être jointe à la demande de permis; il ne sera entré en matière sur les demandes de dérogation présentées après coup que si le retard est motivé.

- b) Compétence **Art. 26** <sup>1</sup> Les dérogations à la réglementation communale sur les constructions sont accordées par l'autorité communale compétente; elles sont soumises à la ratification de la Section des permis de construire.<sup>[20\)](#)</sup>
- <sup>2</sup> Les dérogations aux prescriptions cantonales sont accordées par le Département.
- c) Constructions amovibles et bâtiments de petites dimensions<sup>[42\)](#)</sup> **Art. 27** <sup>1</sup> En dérogation aux prescriptions du droit public relatives aux constructions, notamment au plan spécial, l'autorité qui délivre le permis peut autoriser l'installation de constructions amovibles et de bâtiments de petites dimensions, tels que cabanes de jardin, kiosques, garages, etc., ainsi que de petits travaux de génie civil, tels que puits au jour et accès aux garages.
- <sup>2</sup> L'autorisation peut être révoquée en tout temps.
- d) Réserves; mention au registre foncier **Art. 28** <sup>1</sup> La dérogation peut être accordée pour une durée déterminée ou sous réserve d'une révocation en tout temps; elle peut être liée à des conditions ou à des charges.
- <sup>2</sup> A l'expiration du délai ou en cas de révocation, le propriétaire enlèvera, dans un délai approprié, la construction ou l'installation autorisée; il n'a droit à aucune indemnité.
- <sup>3</sup> L'autorité qui accorde la dérogation peut faire mentionner au registre foncier la limitation de la durée, la réserve de révocation et l'exclusion de prétentions à indemnité pour plus-value (revers d'enlèvement ou de plus-value).
10. Exceptions hors de la zone à bâtir  
a) En général<sup>[25\)](#)</sup> **Art. 29**<sup>[25\)](#)</sup> Les exceptions hors de la zone à bâtir sont régies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire, ainsi que par les articles 29a et 29b ci-après.
- b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT **Art. 29a**<sup>[26\)](#)</sup> L'utilisation à des fins d'habitation sans rapport avec l'agriculture de bâtiments d'habitation agricoles conservés dans leur substance est autorisée aux conditions fixées à l'article 24d, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>[1\)](#)</sup>.

c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT

**Article 29b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le changement complet d'affectation de constructions ou d'installations jugées dignes d'être protégées est autorisé aux conditions fixées à l'article 24d, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les constructions ou installations concernées doivent avoir préalablement fait l'objet d'une mise sous protection. Cette dernière peut résulter :

- a) des plans d'aménagement local ou
- b) d'une décision prise en vertu de la législation sur la conservation des monuments historiques.

d) Compétence

**Art. 29c<sup>26)44)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve des alinéas 2 à 3, le Service du développement territorial est compétent pour décider si les projets de construction situés hors de la zone à bâtir sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

<sup>2</sup> En zone agricole, le Service de l'économie rurale est compétent pour décider si les projets de construction sont conformes à l'affectation de la zone.

<sup>3</sup> Dans l'aire forestière, dans les périmètres de protection de la nature et dans les périmètres réservés aux eaux, l'Office de l'environnement est compétent pour décider si les projets de construction sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

e) Mention au registre foncier

**Art. 29d<sup>26)44)</sup>** L'autorité compétente au sens de l'article 29c ordonne dans sa décision la mention au registre foncier des conditions auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation, ainsi que des autres restrictions au droit de propriété.

11. Constructions et installations particulières  
a) Principe

**Art. 30** <sup>1</sup> Les constructions et installations qui s'écartent notablement des prescriptions communales ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un plan spécial (art. 60).

<sup>2</sup> Celui qui se propose de réaliser une telle construction ou installation peut exiger la procédure du plan spécial.

## b) Définition

**Art. 31** <sup>1</sup> Sont notamment réputés constructions et installations particulières :

- a)<sup>42)</sup> les maisons-tours comptant plus de huit niveaux au-dessus du niveau du terrain aménagé ou dont la hauteur totale est supérieure à 25 m;
- b)<sup>42)</sup> les bâtiments et installations qui ont une hauteur sensiblement plus élevée que celle qui est autorisée pour la zone concernée;
- c) les terrains de camping;
- d) les centres d'achat dont la surface de vente dépasse 500 m<sup>2</sup>; dans les villes, cette mesure ne s'applique qu'en dehors des quartiers traditionnellement commerçants;
- e) les places de décharge pour voitures, machines et engins hors d'usage;
- f)<sup>7)</sup> les lieux de décharge et les lieux d'extraction, sauf les exploitations de très peu d'importance qui peuvent être autorisées par la voie de la dérogation au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Ne requièrent pas un plan spécial :

- a) les constructions en forme de tour telles que clochers d'églises, tours panoramiques, cheminées, mâts, etc.;
- b) les constructions industrielles en zone industrielle ou en zone exclusivement artisanale pour autant que le règlement de construction n'exige pas un plan spécial;
- c) les bâtiments agricoles;
- d) ...<sup>9)</sup>

12. Compensation des charges  
a) Notion

**Art. 32** <sup>1</sup> Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

<sup>2</sup> Est astreint à la compensation des charges celui qui, au moment où la décision sur le permis de construire a été rendue en dernière instance, est le propriétaire du bien-fonds ou, si la construction a été érigée en droit de superficie, le titulaire de ce droit.

<sup>3</sup> La prétention à la compensation des charges est garantie par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>13)</sup>.<sup>36)</sup>

## b) Procédure

**Art. 33** <sup>1</sup> L'avantage particulier au sens de l'article 32 sera signalé lors de la publication ou communiqué par un avis spécial aux voisins concernés, qui seront invités à présenter à l'autorité désignée d'éventuelles requêtes à titre de compensation des charges dans le délai d'opposition ou dans un délai particulier indiqué dans l'avis.

<sup>2</sup> L'autorité qui délivre le permis notifie sa décision, dès l'entrée en vigueur, aux personnes qui ont annoncé une requête à titre de compensation des charges et les avise qu'elles peuvent, dans les 90 jours, déposer auprès du juge administratif une demande en compensation des charges.

<sup>3</sup> Le droit à la compensation des charges est périmé :

- a) lorsqu'il n'a pas été annoncé dans les délais, pour autant que la publication du projet ou l'avis de l'autorité locale aient contenu une commination de péremption;
- b) quand le délai pour déposer la demande n'a pas été observé.

13. Application pour la gestion de la procédure de permis de construire

**Art. 33a**<sup>45)</sup> <sup>1</sup> L'Etat crée et exploite l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire en tenant compte des besoins des usagers et des autorités intervenant dans la procédure.

<sup>2</sup> Les communes supportent leurs frais d'équipement et de connexion.

<sup>3</sup> L'application est mise à la disposition des communes moyennant une redevance dont le tarif est arrêté par le Gouvernement de manière à assurer la couverture des coûts.

<sup>4</sup> Le montant de cette redevance peut être répercuté sur l'émolument perçu pour l'octroi du permis de construire.

## CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance

**Art. 34** <sup>1</sup> La police des constructions est exercée par l'autorité communale compétente, sous la surveillance de la Section des permis de construire; sont réservées les attributions du Département, selon l'alinéa 2 ci-après.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> Sont du domaine du Département :

- a) la police des constructions routières, conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes;

b) la police des constructions hydrauliques, dans les limites prévues à l'article 35.

<sup>3</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des constructions.

<sup>4</sup> En cas de nécessité, les organes de la police cantonale et de la police communale sont à la disposition des autorités de la police des constructions.

## 2. Tâches

**Art. 35** <sup>1</sup> Dans les limites de leur compétence, les organes de la police des constructions arrêtent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, ainsi que des prescriptions et décisions fondées sur elle.

<sup>2</sup> Il leur incombe en particulier de :

- a) contrôler le respect des prescriptions en matière de construction et des conditions et charges liées au permis de construire, lors de la réalisation des projets;
- b) rétablir l'état conforme à la loi, lorsque des travaux sont exécutés de façon illicite ou que les prescriptions sur la construction ou les conditions et charges sont violées ultérieurement;
- c) faire supprimer les perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, mal entretenues ou de toute autre manière contraires aux dispositions légales.

<sup>3</sup> Sont réservées les attributions de la police locale conformément au décret sur la police locale<sup>10)</sup>.

## 3. Rétablissement de l'état conforme à la loi

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque des travaux de construction sont exécutés sans permis ou en violation des dispositions de celui-ci, l'autorité compétente en matière de police des constructions ordonne la suspension des travaux; cette décision est immédiatement exécutoire.

<sup>2</sup> Si le vice peut être éventuellement corrigé par un permis délivré ultérieurement, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai pour présenter une demande de permis ou de modification en cours de travaux en l'informant que, si cette demande n'est pas présentée dans ce délai, elle ordonnera le rétablissement de l'état conforme à la loi.



<sup>3</sup> S'il apparaît d'emblée que le vice ne peut pas être corrigé par une autorisation délivrée ultérieurement, ou si la demande n'est pas présentée conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, ou si enfin elle est refusée, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai approprié en vue d'éliminer ou de modifier les constructions ou parties de constructions édifiées de manière illicite sous commination de l'exécution par substitution.

<sup>4</sup> A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'achèvement des travaux illicites, le rétablissement de l'état conforme à la loi ne peut être exigé que s'il est dicté par des intérêts publics impérieux.

#### 4. Recours

**Art. 37** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu des articles 35 et 36 peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie de recours auprès du juge administratif.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire sera entendue en cours de procédure.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si le recours est rejeté, l'arrêt impartira un nouveau délai pour l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

#### 5. Exécution par substitution

**Art. 38** <sup>1</sup> Lorsque les mesures n'ont pas été exécutées dans les délais ou ne l'ont pas été selon les prescriptions, l'autorité de police des constructions les fait exécuter par des tiers aux frais de l'assujetti.

<sup>2</sup> Ces frais sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>[13\)](#)</sup> <sup>[36\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[30\)](#)</sup>

#### 6. Ordonnances des autorités cantonales de surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Si l'autorité communale néglige ses devoirs en matière de police des constructions et que des intérêts publics se trouvent de ce fait menacés, la Section des permis de construire prend à sa place les mesures nécessaires; si les intérêts en cause sont du domaine d'un autre service, c'est ce dernier qui est compétent.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les frais sont à la charge de la commune sous réserve de ses droits récursoires à l'égard des assujettis, conformément à l'article 38.

## 7. Peines

**Art. 40** <sup>1</sup> Est passible d'une amende de 40 000 francs<sup>[11\)](#)</sup> au maximum :

- a) quiconque, en qualité de responsable, exécute ou fait exécuter un projet de construction sans permis, en violation des dispositions d'un permis ou des conditions et réserves dont il est assorti;
- b) quiconque n'observe pas les ordres exécutoires de la police des constructions.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, une amende de 70 000 francs au plus peut être prononcée.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, celle-ci répond solidairement des amendes, des émoluments et des frais; en procédure pénale, elle a les droits d'une partie.

<sup>4</sup> L'Etat, les associations intercommunales de droit public et les communes dont les prescriptions et décisions ont été enfreintes peuvent exercer en procédure pénale les droits d'une partie.

## TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

## 1. But

**Art. 41** L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité du Canton; il assure la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs.

## 2. Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes, les régions et le Canton tiennent compte des principes de l'aménagement du territoire dans toutes leurs activités; dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles, des besoins de la population et de l'économie ainsi que des principes de développement durable.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A cet effet, ils doivent notamment :

- a) protéger les bases naturelles de la vie (sol, air, eau, forêt);
- b) préserver les terres qui se prêtent à l'exploitation agricole, particulièrement les terres cultivables;
- c) organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques des diverses parties du Canton;

- d) aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités économiques;
- e) conserver les paysages originaux, les sites naturels et les espaces nécessaires au délassement;
- f) tenir libres les rives des cours d'eau et en faciliter l'accès et l'usage au public;
- g) préserver, entretenir et au besoin rétablir les qualités particulières des sites bâtis, des quartiers et des objets dignes de protection;
- h) favoriser l'accomplissement des tâches qui incombent aux pouvoirs publics en matière d'environnement, d'équipement, de construction et d'approvisionnement.

<sup>3</sup> Les mesures prises au titre de l'aménagement du territoire ne restreindront l'autonomie communale, la liberté individuelle et les intérêts privés que dans la mesure où l'intérêt général le commande.

### 3. Information et participation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les autorités cantonales, régionales et communales fournissent à la population une information complète au sujet des plans, des objectifs et du déroulement des travaux d'aménagement. [31\)](#)

<sup>2</sup> La participation de la population doit être assurée dans l'établissement des plans prévus par la présente loi.

<sup>3</sup> Chacun aura la faculté d'émettre des observations et des propositions motivées; celles-ci seront consignées dans un rapport et portées à la connaissance des autorités chargées de la décision et de l'approbation.

### 4. Répartition des tâches

**Art. 44** <sup>1</sup> L'aménagement du territoire cantonal s'effectue au niveau local, régional et cantonal. [31\)](#)

<sup>2</sup> L'aménagement local est du ressort des communes; il consiste à organiser le territoire communal par le biais d'un plan d'aménagement local et des tâches particulières qui y sont liées (art. 45).

<sup>2bis</sup> L'aménagement régional est du ressort des régions. Il consiste notamment à établir un plan directeur régional qui aura force obligatoire pour les communes de la région et le Canton. [32\)](#)

<sup>3</sup> L'aménagement cantonal consiste notamment à établir un plan directeur au sens des articles 6 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui aura force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

<sup>4</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'aménagement du territoire.

## CHAPITRE II : Tâches des communes

### SECTION 1 : Principe

1. Obligation  
d'aménager le  
territoire

**Art. 45** <sup>1</sup> L'aménagement local comprend les éléments suivants, élaborés en fonction des besoins de la commune :

- a) les études de base;<sup>3)</sup>
- b) les plans directeurs communaux;
- c) le plan de zones pour l'ensemble du territoire communal;
- d) le règlement de zones et de police des constructions;
- e) les plans spéciaux contenant des règles plus détaillées applicables à une partie déterminée du territoire communal.

<sup>2</sup> Les tâches particulières de l'aménagement local sont en outre les suivantes :

- a) l'équipement des terrains à bâtir;
- b) l'équipement et la mise en valeur du centre des localités et des zones de délasserement;
- c) le remembrement des terrains à bâtir, l'ajustement des limites et la suppression de servitudes;
- d) la mise à disposition de terrains pour la construction;<sup>3)</sup>
- e) la mise en valeur du patrimoine immobilier par sa réhabilitation.

1bis. Politique  
foncière des  
communes

**Art. 45a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Les communes œuvrent en faveur de la réalisation effective de leur planification par une politique foncière active adaptée aux circonstances du lieu, en plus des mesures prévues par la législation.

<sup>2</sup> Les communes adoptent des mesures afin de garantir la disponibilité du sol, notamment lors de nouvelles mises en zone ou de changements d'affectation.

1ter. Disponibilité  
des zones à bâtir

**Art. 45b**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Les biens-fonds affectés à la zone à bâtir doivent être utilisés conformément à leur affectation dans les six ans dès la réalisation de l'équipement technique du quartier (art. 85). Le Service du développement territorial peut prolonger ce délai pour de justes motifs. Le délai commence à courir au plus tôt avec l'entrée en vigueur de la présente disposition.

<sup>2</sup> Si les biens-fonds ne sont pas construits dans ce laps de temps, la commune dispose d'un droit d'emption légal à la valeur vénale sur tout ou partie de la surface concernée, pour autant que l'intérêt public prime l'intérêt privé. Lorsque la commune souhaite faire usage de son droit, elle rend une décision.

<sup>3</sup> Si les biens-fonds ne sont pas construits, se situent en dehors du milieu bâti et ne sont pas nécessaires à la construction dans les quinze ans à venir, la commune procède à leur déclassement.

<sup>4</sup> Pour augmenter davantage la disponibilité des zones à bâtir, la commune peut conclure des contrats de droit administratif avec les propriétaires qui fixent un droit d'emption en faveur de la commune dans un délai plus bref que celui de l'alinéa 1. Ce droit d'emption est mentionné au registre foncier.

2. Compétences **Art. 46** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

<sup>2</sup> Le corps électoral communal est compétent pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux, sous réserve de l'alinéa 3 ci-après.

<sup>3</sup> Le règlement communal peut accorder au conseil général (ou conseil de ville) la compétence d'adopter ou de modifier un plan spécial lorsque celui-ci est conforme au plan de zones en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qu'il ne s'en écarte que de manière peu importante.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le conseil communal est compétent pour adopter ou modifier un plan directeur ainsi qu'un plan spécial lorsque celui-ci est rendu obligatoire (art. 66) ou qu'il règle avant tout l'équipement de détail.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Lorsque des plans et des prescriptions doivent être adaptés, le Département invite le conseil communal à y procéder dans un délai convenable; si l'autorité communale compétente n'adapte pas lesdits plans et prescriptions, le Gouvernement peut autoriser le Département à procéder à une exécution par substitution.

3. Règlement-norme sur les constructions

**Art. 47** <sup>1</sup> Le décret concernant le règlement-norme sur les constructions est applicable aux communes rurales où l'on construit peu.

<sup>2</sup> Lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou le traitent de façon lacunaire, le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire s'il contient des dispositions appropriées à la situation de la commune.

<sup>3</sup> Le règlement-norme fixe en particulier :

- a) la définition de l'ordre de construction et les principes qui régissent la forme architecturale;
- b)<sup>42)</sup> la hauteur totale maximale et la hauteur de façade maximale des bâtiments;
- c)<sup>42)</sup> les distances minimales à la limite pour les bâtiments et les installations et les distances minimales entre les bâtiments, ainsi que les conditions de droit public relatives aux constructions rapprochées;
- d) les principes de protection des sites locaux et du paysage;
- e) l'application à titre subsidiaire, en tant que droit public, de prescriptions de droit privé sur les constructions.

## SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs<sup>3)</sup>

**Art. 48<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les études de base réunissent les données essentielles de la situation existante et des exigences légales.

<sup>2</sup> Les plans directeurs fixent dans les grandes lignes les objectifs à atteindre, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins.

<sup>3</sup> Les plans directeurs lient les autorités exécutives communales et cantonales.

2. Règlement de construction

**Art. 49** <sup>1</sup> Le règlement de construction contient les prescriptions générales de la commune en la matière, la réglementation afférente au plan de zones ainsi que d'éventuelles dispositions concernant la perception de contributions.

<sup>2</sup> Selon leurs besoins, les communes édictent notamment des dispositions détaillées concernant :

- a) le genre et le degré d'affectation;
- b) l'équipement technique (art. 4);
- c) la protection des sites et du paysage (art. 5);

- d) les constructions et installations particulières (art. 30 et 31);
- e) les limites de construction et les distances entre bâtiments (art. 6 à 8);
- f) l'ordre et les dimensions des constructions, ainsi que la forme architecturale et le choix des couleurs (art. 10);
- g)<sup>46)</sup> les cases et installations de stationnement pour véhicules (art. 12);
- h) les aménagements extérieurs et les espaces de détente (art. 11 et 13);
- i) les antennes collectives, les modifications apportées au terrain, les installations collectives, etc.

<sup>2bis</sup> Les communes déterminent dans leur règlement un indice brut minimal d'utilisation du sol, conformément aux règles fixées dans la planification directrice cantonale.<sup>38)42)</sup>

<sup>2ter</sup> Les plans spéciaux peuvent s'écarter de l'indice brut minimal d'utilisation du sol prévu pour la zone.<sup>38)42)</sup>

<sup>2quater</sup> Les communes peuvent prévoir un indice brut maximal d'utilisation du sol.<sup>38)42)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la qualité de résidence principale à l'intérieur de la zone à bâtir est menacée par une présence excessive de résidences secondaires, les communes peuvent désigner des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit.

<sup>4</sup> Dans leur règlement de construction ou dans des règlements spéciaux, les communes peuvent prévoir les contributions suivantes :

- a) contributions ou taxes dues par les propriétaires fonciers pour l'équipement (art. 90) et pour les ouvrages d'intérêt public (art. 92);
- b)<sup>46)</sup> contributions ou taxe compensatoire pour les frais d'aménagement de cases de stationnement (art. 12) et d'espaces de détente (art. 13);
- c) taxes de raccordement et d'utilisation (du réseau d'antennes collectives par exemple).

3. Plan de zones **Art. 50** <sup>1</sup> Le plan de zones délimite le terrain à bâtir et ses subdivisions, la zone agricole ainsi que les autres zones; il désigne les zones à protéger, les zones sensibles aux phénomènes naturels ainsi que les zones de nuisances.

<sup>2</sup> En général, le plan de zones comporte, à titre indicatif, les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière; elles se rapportent notamment :

- a) aux secteurs soumis à la législation forestière;
- b) aux réserves naturelles et objets protégés;
- c) aux zones et périmètres de protection des eaux.

#### 4. Zone à bâtir

**Art. 51** <sup>1</sup> La zone à bâtir comprend les terrains propres à la construction qui :

- a) sont déjà largement bâtis ou
- b) seront probablement voués à la construction dans les quinze ans et seront équipés dans ce laps de temps.

<sup>2</sup> Les communes peuvent subdiviser la zone à bâtir en zones pour lesquelles s'appliquent les mêmes prescriptions quant au genre ou au degré d'affectation, notamment en zone d'habitation, zone centre, zone industrielle et artisanale, zone mixte, zone de village.

<sup>2bis</sup> Les communes peuvent délimiter sur leur territoire des zones d'activités d'intérêt cantonal, de statut régional, conformes aux principes d'aménagement du plan directeur cantonal. [35\)](#)

<sup>3</sup> Les communes peuvent, selon les besoins, prévoir d'autres types d'affectation : zone de fermes, zone d'utilité publique, zone verte, zone de sport et de loisirs, zone de maisons de vacances.

<sup>4</sup> Les types d'affectation peuvent être exclusifs, prioritaires ou mixtes.

<sup>5</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire (art. 66) pour une partie déterminée de la zone à bâtir lorsqu'il s'agit d'adapter la construction au paysage, au site bâti, au développement du centre ou à l'extension harmonieuse de la localité; il est obligatoire pour la zone de maisons de vacances.

#### a) Zone de fermes

**Art. 52** <sup>1</sup> Des biens-fonds peuvent être déclarés zone de fermes pour autant qu'ils soient situés dans la zone à bâtir et constituent une exploitation agricole composée des constructions et installations agricoles ainsi que des surfaces environnantes nécessaires à l'exploitation; toutefois, cette dernière doit paraître assurée tant du point de vue économique que pratique.

<sup>2</sup> Les prescriptions concernant les constructions et les installations sont identiques à celles qui régissent la zone agricole; les immissions ne devront cependant pas dépasser un taux normal.



<sup>3</sup> Une zone de fermes peut être supprimée avant l'expiration du délai de quinze ans en fonction d'exigences impératives liées à l'aménagement local, ou si les moyens d'existence de l'entreprise agricole ne sont plus assurés.

<sup>4</sup> En cas de suppression, l'obligation de payer des redevances pour l'équipement technique mis en place, et dont tire profit la nouvelle zone, reste due; le montant des redevances est déterminé en fonction de la nouvelle affectation.

b) Zone d'utilité publique

**Art. 53** <sup>1</sup> La zone d'utilité publique comprend les terrains déjà utilisés pour des installations et ouvrages d'intérêt public ou voués à cette destination, tels que :

- a) bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, églises, cimetières, installations de services publics, locaux collectifs de la protection civile;
- b) bâtiments et installations d'institutions culturelles et d'utilité publique;
- c) aménagement de centres de localités ou de quartiers, parcs, jardins, terrains de jeux et de sport;
- d) <sup>46)</sup> pistes de ski, terrains pour l'installation de remonte-pentes ainsi que pour les voies d'accès et les cases de stationnement.

<sup>2</sup> La collectivité compétente décide quels sont les installations et ouvrages publics qui doivent être construits dans la zone d'utilité publique qu'elle a déterminée.

c) Zone verte

**Art. 54** <sup>1</sup> La zone verte est destinée à structurer le milieu bâti, à séparer les zones habitées des zones industrielles, à maintenir des espaces verts dans le centre des localités, à protéger les points de vue et l'aspect caractéristique des localités et des monuments.

<sup>2</sup> Dans la zone verte ne peuvent être autorisés que des constructions et installations souterraines ou des bâtiments et installations nécessaires à l'exploitation de ladite zone, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au but de celle-ci; dans son règlement de construction, une commune peut autoriser, à ces mêmes conditions, l'érection de bâtiments de petites dimensions au sens de l'article 27. <sup>42)</sup>

d) Zone de sport et de loisirs

**Art. 55** <sup>1</sup> L'aménagement de terrains de sport et de jeux ainsi que de terrains destinés à des activités de loisirs, généralement ouverts au public, peut être réalisé dans la zone de sport et de loisirs.

<sup>2</sup> Dans son règlement de construction, la commune prescrit la nature des constructions autorisées ainsi que les mesures de police des constructions; peut être notamment autorisée l'édification de :

- a) bâtiments accessoires tels que buvettes, vestiaires, douches et toilettes, dépôts de matériel, local de réunion pour les usagers;
- b) halles de sport, foyers et dortoirs.

e) Zone de maisons de vacances

**Art. 56** <sup>1</sup> Dans la zone de maisons de vacances, la réglementation du plan spécial peut exclure, ou lier à des prestations particulières des propriétaires fonciers, la desserte de la zone par les services publics tels que le service de la voirie, le déblaiement de la neige et la lutte contre le verglas; les propriétaires fonciers organiseront, si c'est nécessaire, leurs propres services et assureront notamment une élimination irréprochable des ordures.

<sup>2</sup> Les installations collectives d'équipement doivent être aménagées dès le commencement de l'édification des constructions dans la zone; les travaux doivent être organisés de façon à se dérouler par étapes.

5. Zone agricole

**Art. 57<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserment et à assurer l'équilibre écologique. Elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole et comprennent :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole ou à l'horticulture productrice et qui sont nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches dévolues à l'agriculture;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être exploités par l'agriculture.

<sup>2</sup> Des constructions et installations y sont autorisées si elles sont conformes à l'affectation de la zone agricole. Demeurent réservées les dispositions contraires de la législation fédérale et les articles 29a et 29b.

<sup>3</sup> L'emplacement des constructions et installations doit être choisi en fonction des besoins d'une exploitation rationnelle du sol et respecter l'aspect du paysage et du site; l'article 5 est notamment applicable.

5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT

**Art. 57a<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> La zone agricole spéciale constitue une subdivision de la zone agricole dans laquelle sont autorisées les constructions et installations destinées à la production agricole non tributaire du sol qui excèdent les limites du développement interne définies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le plan directeur cantonal mentionne les territoires protégés dans lesquels les zones agricoles spéciales sont exclues; il fixe les critères auxquels doit satisfaire la délimitation de telles zones dans les plans d'aménagement local.

<sup>3</sup> La construction et l'entretien de l'équipement technique sont à la charge des propriétaires.

6. Zone de hameau

**Art. 57b<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur cantonal désigne les petites entités urbanisées situées hors de la zone à bâtir que les communes peuvent délimiter dans leurs plans d'aménagement local en tant que zones de hameaux; il indique les principes applicables à ces zones.

<sup>2</sup> La procédure prévue à l'article 29c, alinéa 1, est applicable par analogie aux projets de construction, de transformation ou de changement d'affectation dans la zone de hameau.

7.<sup>28)</sup> Zones à protéger

**Art. 58** <sup>1</sup> Les communes désignent comme zones à protéger les paysages ou parties de paysages, les sites bâtis et les sites archéologiques qui se distinguent d'une façon particulière par leur beauté, leur originalité, leur valeur culturelle ou scientifique; il s'agit notamment des cours d'eau et de leurs rives, des groupes d'arbres, des vergers, des haies, des points de vue, des rues pittoresques, des sites locaux ainsi que d'autres objets dignes de protection et de l'espace qui les entoure.

<sup>2</sup> Les communes édictent les restrictions exigées par les mesures de protection; elles peuvent imposer des mesures de remplacement ou de compensation.

8.<sup>28)</sup> Zones sensibles aux phénomènes naturels

**Art. 59** <sup>1</sup> Les communes tiennent compte de la zone de protection "S" et des zones sensibles aux phénomènes naturels et, le cas échéant, les mentionnent dans leur plan de zones.

<sup>2</sup> Dans les zones sensibles aux phénomènes naturels, l'affectation à la construction et l'aménagement d'infrastructures sont soumis à des mesures adéquates dictées par la nature des risques.

### SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition,  
portée

**Art. 60** <sup>1</sup> Le plan spécial règle, par un plan et des prescriptions, la construction, la protection et l'organisation d'une portion délimitée du territoire communal.

<sup>2</sup> Le périmètre du plan spécial est fixé de manière cohérente; il peut modifier la réglementation communale en ce qui concerne la nature et le degré de l'affectation.

<sup>3</sup> Le plan spécial peut réserver des conventions particulières entre les communes et les propriétaires fonciers ou les inclure audit plan.

<sup>4</sup> Les prescriptions peuvent prévoir que le plan spécial perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise ou ne l'a été que partiellement, dans un délai raisonnable fixé selon l'ampleur du projet; l'article 46, alinéa 5, est réservé.

2 Contenu

**Art. 61** Le plan spécial peut concerner :

- a) le centre des localités et l'aménagement des quartiers;
- b) la rénovation des vieux quartiers ainsi que les protections liées au site ou au paysage;
- c) la zone de maisons de vacances;
- d) les secteurs de délasserement et les terrains de camping;
- e) la protection de certaines parties du territoire (biotopes, rivières, lisières de forêt, points de vue, arbres isolés, haies, vergers);
- f) l'équipement technique du quartier, en particulier les aires de circulation des piétons et des véhicules, les garages et parcs de stationnement ainsi que leur accès, les collecteurs et les conduits d'énergie, existants ou à créer, y compris leur raccordement;
- g)<sup>42)</sup> la nature, le périmètre d'évolution et les caractéristiques architecturales des immeubles;
- h) les aménagements extérieurs des bâtiments et installations (rues, places, cours intérieures, stationnements, jardins, plantations, places de jeux, etc.);
- i) les étapes et les conditions de réalisation.

3. Alignements  
a) Types

**Art. 62** <sup>1</sup> Un alignement est établi dans les plans spéciaux :

- a) en règle générale, le long de voies de communication existantes ou projetées, telles que routes, places et voies ferrées;
- b) suivant les besoins, le long de cours d'eau, de lisières de forêts et de conduites importantes;
- c) <sup>42)</sup> comme alignement arrière, alignement de cour intérieure, alignement d'implantation, périmètre d'évolution ou alignement accessoire;
- d) <sup>42)</sup> comme alignement spécial pour les éléments de la construction tels que niveaux en porte-à-faux, arcades, petites constructions, annexes, constructions mobiles, constructions souterraines et constructions partiellement souterraines.

<sup>2</sup> Si la distance par rapport à la forêt est inférieure à celle qui est légalement prescrite, un alignement ne peut être autorisé qu'avec l'accord du Service des forêts et conformément à la loi sur les forêts <sup>12)</sup>.

b) Effets  
généraux

**Art. 63** <sup>1</sup> Les alignements constituent la limite d'implantation des constructions dictée notamment par des motifs d'urbanisme ou réservant l'espace à des installations existantes ou projetées. <sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire la construction le long de l'alignement.

<sup>3</sup> Hormis les travaux d'entretien, les transformations d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble dépassant l'alignement ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel (art. 25); demeure réservé l'alinéa 4 ci-après. <sup>42)</sup>

<sup>4</sup> Des prescriptions spéciales seront édictées pour déterminer si et dans quelle mesure des éléments de construction, des installations mobiles fixées à l'édifice ou des constructions et installations souterraines peuvent dépasser l'alignement; à défaut de telles prescriptions, il y a lieu d'appliquer, en ce qui concerne la relation avec les routes publiques, les dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes <sup>4)</sup> relatives à l'utilisation des zones d'interdiction de bâtir et, en ce qui concerne la relation avec le terrain voisin, les dispositions de la loi d'introduction du Code civil suisse <sup>13)</sup> <sup>42)</sup>

c) Alignements  
spéciaux

**Art. 64** <sup>1</sup> Les alignements arrière et les alignements de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures. <sup>42)</sup>

<sup>2</sup> Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

<sup>3</sup> Les alignements d'implantation permettent de déterminer la situation et la configuration des édifices de tous côtés ou d'agencer la suite des façades.

<sup>4</sup> Le périmètre d'évolution est la surface constructible délimitée dans le cadre d'un plan d'affectation et qui peut s'écarter des règles de distances.<sup>[43\)](#)</sup>

#### 4. Limites de routes

**Art. 65** <sup>1</sup> Les limites de routes indiquent l'extension actuelle ou projetée de l'espace réservé à la circulation publique.

<sup>2</sup> Si la construction d'une nouvelle route ou l'extension d'une installation existante font apparaître comme nécessaire le déplacement ou l'extension de l'espace réservé à la circulation publique, cette modification peut se faire à l'intérieur des limites sans modifier le plan spécial; il est tenu compte, dans la plus grande mesure possible, des intérêts des riverains; demeure réservée la procédure prévue dans la loi sur l'expropriation<sup>[14\)](#)</sup> concernant l'étendue de l'obligation de cession.

#### 5. Plan spécial obligatoire

**Art. 66** <sup>1</sup> Un plan spécial peut être rendu obligatoire par le plan de zones qui doit fixer au moins les dispositions suivantes :

- a) les objectifs de l'aménagement;
- b) le genre et le degré de l'affectation.

<sup>2</sup> Dans le secteur à plan spécial obligatoire, les projets de construction ne sont autorisés que sur la base d'un plan spécial exécutoire; l'autorisation de projets qui respectent les buts de l'aménagement est réservée.

<sup>3</sup> Les zones d'activités d'intérêt cantonal font l'objet d'un plan spécial obligatoire.<sup>[35\)](#)</sup>

#### 6. Procédure

**Art. 67** <sup>1</sup> Les plans spéciaux sont établis à l'initiative de la commune ou d'un ou plusieurs des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Avant l'élaboration du plan spécial, la commune entend les propriétaires intéressés.

<sup>3</sup> Avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable (art. 70), la commune recueille les propositions ou déterminations des propriétaires du périmètre; elle peut également convoquer les propriétaires de terrains adjacents; un procès-verbal de la séance est adressé aux intéressés.

<sup>4</sup> Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un employé du Service de l'aménagement du territoire.<sup>[37\)](#)</sup>

7. Obligations de la commune

**Art. 68** <sup>1</sup> En cas de désaccord entre la commune et les propriétaires concernés, il y a lieu de procéder comme suit :

- a) dans les trois mois, le conseil communal doit déposer pour examen préalable son projet de plan spécial et le mettre à l'enquête dans le mois qui suit la fin de l'examen préalable;
- b) dans les trois mois qui suivent, il doit adopter le plan spécial et le présenter pour approbation.

<sup>2</sup> Lorsque la répartition des propriétés ne permet pas la réalisation d'un plan spécial, le conseil communal doit engager, dans les trois mois, une procédure de remembrement parcellaire des terrains à bâtir.

8. Inobservation des délais par la commune

**Art. 69** <sup>1</sup> Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, les propriétaires concernés peuvent saisir le Service de l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire impartit un bref délai complémentaire à la commune et, au cas où ce dernier ne serait pas respecté, il peut au besoin compléter la proposition, clore la procédure et adopter le plan spécial par substitution.

9. Morcellement

**Art. 69a**<sup>[38\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les projets de plans spéciaux doivent être accompagnés d'un avant-projet de plan de morcellement des parcelles comprises dans le périmètre du plan spécial.

<sup>2</sup> Le morcellement doit être effectué de manière à permettre le respect de l'indice brut minimal d'utilisation du sol sur chacune des parcelles ou, globalement, sur l'ensemble du périmètre.<sup>[42\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les projets de morcellement ne peuvent être inscrits au registre foncier qu'après avoir été approuvés par le Service du développement territorial. Il en va de même en cas de modification du morcellement initial, lorsque la parcelle concernée n'est pas encore bâtie.

## SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

### 1. Examen préalable

**Art. 70** <sup>1</sup> Les projets de plans et de prescriptions des communes doivent être soumis au Département pour examen préalable; ils seront accompagnés des rapports techniques voulus et du rapport de participation.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert les préavis des services concernés, en fait la synthèse et les coordonne; il dresse à l'intention du Département le rapport d'examen préalable.

<sup>3</sup> Le Département transmet le rapport d'examen préalable à la commune et ouvre les négociations nécessaires.

<sup>4</sup> L'organe communal compétent ne peut être appelé à statuer sur des prescriptions communales tant que la procédure d'examen préalable n'est pas terminée.

### 2. Dépôt public, opposition

**Art. 71** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions relevant de la réglementation en matière de construction doivent être déposés publiquement pendant trente jours au moins, avec l'avis que des oppositions motivées peuvent être formées pendant la durée du dépôt public; les plans qui règlent essentiellement l'équipement de détail ne sont pas soumis au dépôt public.

<sup>2</sup> Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal; la qualité d'opposant se définit conformément à l'article 19, alinéa 2.

<sup>3</sup> En cas d'opposition manifestement irrecevable ou manifestement infondée, les frais relatifs à la séance de conciliation sont mis à la charge de l'opposant. (...).<sup>41)</sup>

### 3. Adoption

**Art. 72** <sup>1</sup> Les plans et prescriptions sont soumis pour adoption à l'autorité communale compétente; celle-ci est informée du résultat des pourparlers de conciliation.



<sup>2</sup> Lorsque des plans ou des prescriptions qui ont fait l'objet d'un dépôt public sont modifiés avant ou durant l'adoption ou au cours de la procédure d'approbation, les intéressés doivent en être informés et se voir offrir la possibilité de former opposition ou recours; il en est de même en ce qui concerne les modifications de peu d'importance.

#### 4. Approbation

**Art. 73** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet sans retard, pour approbation, au Service de l'aménagement du territoire les plans et prescriptions adoptés; il joint toutes les pièces utiles, y compris les oppositions et observations suscitées par l'enquête, le procès-verbal des séances de conciliation, ses propositions motivées relatives aux oppositions non retirées ainsi que le procès-verbal des séances du conseil de ville ou de l'assemblée communale.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire vérifie l'opportunité de ces plans et prescriptions ainsi que leur conformité à la loi et à l'intérêt public; il peut, après avoir entendu le conseil communal et les propriétaires intéressés, modifier les prescriptions qui sont contraires à ces principes; il statue en outre sur les oppositions.

<sup>3</sup> L'arrêté d'approbation peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, qui dispose d'un libre pouvoir d'examen au sens de l'article 33, alinéa 3, lettre b, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; ont qualité pour recourir les opposants et la commune.

#### 5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire

**Art. 74** <sup>1</sup> Les prescriptions communales en matière de construction sont applicables au plus tôt dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service de l'aménagement du territoire; demeurent réservés les articles 20 et 21.

<sup>2</sup> La commune rend publique l'approbation; les prescriptions et plans approuvés peuvent être consultés au siège de l'administration communale.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions prévues par la législation régissant les communes sont applicables à titre subsidiaire.

5bis. Mise en zone pour un projet particulier

**Art. 74a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Toute nouvelle mise en zone à bâtir liée à un projet particulier est soumise à la condition que les travaux de construction débutent dans les trois ans dès l'entrée en force de la décision d'approbation. Le Service du développement territorial peut prolonger le délai pour de justes motifs.

<sup>2</sup> Si cette condition n'est pas remplie à l'échéance de ce délai, le bien-fonds retourne à son affectation antérieure, sans autre procédure.

6. Zone réservée

**Art. 75<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> Le Département et les communes sont compétents pour créer des zones réservées, dont le but est d'éviter les atteintes aux principes de l'aménagement du territoire (art. 27 LAT), eu égard notamment à la planification directrice ou à une modification de la législation.

<sup>2</sup> Une zone peut être déclarée réservée pour une durée n'excédant pas cinq ans. Le Département peut prolonger ce délai de trois ans au plus.

<sup>3</sup> Pour les zones réservées créées par les communes, la procédure prévue par les articles 71 à 73 s'applique par analogie, le conseil communal étant toutefois l'autorité d'adoption et le Département l'autorité d'approbation. Pour celles créées par le Département, la procédure du plan spécial cantonal est applicable par analogie.

## **CHAPITRE II<sup>BIS</sup> : Tâches de la région<sup>32)</sup>**

### **SECTION 1 : Principes<sup>32)</sup>**

1. Tâches

**Art. 75a<sup>32)</sup>** Les tâches de la région en matière d'aménagement consistent notamment à :

- a) élaborer des études de base;
- b) établir un plan directeur régional;
- c) coordonner les plans d'aménagement local;
- d) planifier et réaliser les tâches spéciales confiées à la région;
- e) affecter des territoires pour des buts spécifiques d'intérêt régional ou le proposer au Canton.

2. Organisation **Art. 75b<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les communes d'une même région, ayant une commune-centre et des intérêts urbanistiques, économiques et culturels communs, peuvent se constituer en groupement de communes au sens de la loi sur les communes<sup>33)</sup> en vue d'étudier et de réaliser des tâches d'aménagement régional.

<sup>2</sup> Une commune peut faire partie de plusieurs régions, à condition que des motifs suffisants le justifient.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut autoriser la création d'organismes intercantonaux pour l'aménagement régional. A cet effet, il peut conclure des conventions avec les cantons voisins.

Plan spécial régional **Art. 75c<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Afin de sauvegarder des intérêts régionaux, l'organe régional compétent peut édicter des plans spéciaux régionaux lorsque le plan directeur régional le prévoit.

<sup>2</sup> Un plan spécial régional déploie les mêmes effets juridiques que les plans spéciaux communaux.

<sup>3</sup> Les articles 43 et 70 à 74 s'appliquent par analogie à la procédure d'établissement.

## SECTION 2 : Plan directeur régional<sup>32)</sup>

1. Définition **Art. 75d<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional détermine les objectifs du développement et de l'aménagement durables de la région et la manière de coordonner les problèmes d'organisation du territoire dépassant le cadre communal.

<sup>2</sup> Il fixe les principes pour les domaines qu'il traite et répartit les tâches entre la région et les communes qui en sont membres. Il définit les mesures à entreprendre et identifie les projets à réaliser pour le développement territorial de la région.

2. Plan directeur régional  
a) En général **Art. 75e<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional se base sur :

- a) le plan directeur cantonal;
- b) les études de base régionales;
- c) les options possibles pour le développement régional futur.

<sup>2</sup> Il démontre sa conformité avec le plan directeur cantonal et prend en compte, le cas échéant, les plans directeurs des régions et des cantons voisins.

b) Contenu minimum et autres thèmes

**Art. 75f<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional traite des cinq domaines du plan directeur cantonal, soit :

- a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti;
- b) transports et communications;
- c) nature et paysage;
- d) environnement;
- e) approvisionnement et gestion des déchets.

<sup>2</sup> Le plan directeur régional peut également porter sur d'autres thèmes, tels que le développement économique, le tourisme, l'organisation interne de la région, etc.

<sup>3</sup> Le plan directeur régional comprend un texte et une carte de synthèse qui forment un contenu liant.

<sup>4</sup> Il est accompagné d'un rapport explicatif et du rapport de participation.

3. Information et participation, examen préalable

**Art. 75g<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Les projets de plans directeurs régionaux, les propositions et les documents qui les accompagnent sont soumis à la consultation du public selon la procédure prévue à l'article 43.

<sup>2</sup> Ils sont soumis ensuite à l'examen préalable du Département. L'article 70 s'applique par analogie.

4. Adoption, approbation

**Art. 75h<sup>32)</sup>** L'organe régional compétent adopte le plan directeur régional et le communique au Département en vue de son approbation.

5. Effets

**Art. 75i<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Dès son approbation par le Département, le plan directeur régional lie les autorités cantonales, régionales et communales.

<sup>2</sup> Les communes membres de la région adaptent leurs plans d'aménagement local au plan directeur régional.

6. Modification

**Art. 75j<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> Le plan directeur régional fait l'objet des adaptations nécessaires lorsque de nouvelles circonstances l'exigent.

<sup>2</sup> La procédure prévue aux articles 75g et 75h est applicable.

## CHAPITRE III : Tâches du Canton

### SECTION 1 : Principe

#### 1. Tâches

**Art. 76** Les tâches de l'aménagement cantonal consistent à :

- a) élaborer la conception directrice de l'aménagement du territoire;
- b) élaborer les études de base et les plans sectoriels;
- c) édicter le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;
- d) établir, le cas échéant, les plans spéciaux cantonaux;
- e)<sup>31)</sup> encourager et coordonner l'aménagement local et régional.

#### 2. Compétences

**Art. 77** <sup>1</sup> Les tâches relevant de l'aménagement cantonal sont exécutées par le Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement confie aux autres départements ou services concernés l'élaboration des études de base et des plans sectoriels nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont une incidence sur l'organisation du territoire.

<sup>3</sup> Le Gouvernement institue une commission consultative pour l'aménagement du territoire; la commission comprend des représentants des différentes parties du Canton, de l'économie et de la science.

#### 3. Plan spécial cantonal

**Art. 78**<sup>34)</sup> <sup>1</sup> Par l'adoption d'un plan spécial cantonal, le Gouvernement peut déterminer les éléments d'intérêt cantonal ou régional ci-après qui portent les effets juridiques des plans spéciaux communaux :

- a) les constructions et installations publiques;
- b) les voies et installations de communication;
- c) les zones d'activités;
- d) les lieux de décharge et d'extraction de matériaux;
- e) la protection du paysage, des sites et des rives;
- f) les zones réservées à la détente et aux loisirs.

<sup>2</sup> Les articles 70 à 74 sont applicables par analogie à la procédure d'adoption.

## SECTION 2 : Plan directeur cantonal

### 1. Conception directrice

**Art. 79** <sup>1</sup> Le Gouvernement adopte la conception directrice de l'aménagement du territoire; celle-ci exprime les orientations fondamentales à long terme de l'aménagement du territoire cantonal et les mesures envisagées.

<sup>2</sup> La conception directrice permet au Gouvernement de coordonner les politiques sectorielles des départements et de désigner les études de base à entreprendre.

<sup>3</sup> Elle est soumise pour discussion au Parlement.

### 2. Etudes de base, plans sectoriels

**Art. 80** <sup>1</sup> Les études de base et les plans sectoriels réunissent les données essentielles de la situation existante, les objectifs qu'il convient d'atteindre et les mesures à prendre concernant notamment :

- a) les territoires qui se prêtent à l'exploitation agricole et sylvicole;
- b) les territoires qui se prêtent à l'urbanisation selon les besoins de développement du Canton;
- c) les territoires qui méritent une protection particulière du point de vue des sites naturels ou bâtis;
- d) les territoires nécessaires au déassement ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisirs;
- e) les territoires sensibles aux phénomènes naturels;
- f) les voies et installations de transports et de communication;
- g) les installations d'approvisionnement en eau et en énergie;
- h) les installations d'assainissement des eaux et d'élimination des déchets;
- i) les bâtiments et installations d'intérêt général;
- j) les réserves d'eau potable et les gisements importants.

<sup>2</sup> Les études de base et les plans sectoriels tiennent compte des plans d'aménagement locaux, du programme de développement de la Région Jura, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération ainsi que des plans directeurs des cantons voisins.

<sup>3</sup> Les plans sectoriels sont approuvés par le Gouvernement.

3. Contenu **Art. 81** Le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire définit au moins :
- a) la façon de coordonner les activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire, compte tenu du développement souhaité;
  - b) l'ordre dans lequel il est envisagé d'exercer ces activités et les moyens à mettre en œuvre.
4. Procédure, effets **Art. 82** <sup>1</sup> Le Département organise la participation de la population à l'établissement des plans (art. 43) ainsi que la procédure de consultation auprès des communes; il conduit les pourparlers de conciliation concernant le projet de plan directeur.
- <sup>2</sup> En cas de divergence entre une commune ou un service intéressé et le Département, le Gouvernement statue sur l'objet du litige.
- <sup>3</sup> Après son adoption par le Gouvernement, le plan directeur est soumis au Parlement pour ratification; la décision du Parlement entraîne l'entrée en force du plan directeur pour les autorités cantonales et communales; seule l'approbation du Conseil fédéral lui confère force obligatoire pour les autorités de la Confédération et des cantons voisins (art. 11, al. 2, LAT).
5. Réexamen **Art. 83** <sup>1</sup> Le plan directeur est réexaminé intégralement tous les dix ans.
- <sup>2</sup> A la demande d'un département, d'une région ou d'une commune, le plan directeur peut être adapté lorsque les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sont réalisées.<sup>[31\)](#)</sup>
- <sup>3</sup> Le Gouvernement procède aux modifications mineures; il en informe les autorités concernées.

## **TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement**

### **CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir**

1. Equipement<sup>[25\)](#)</sup> **Art. 84** <sup>1</sup> ...<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'équipement technique comprend les voies d'accès, l'approvisionnement en eau et en énergie, les télécommunications, l'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, les plantations et les places collectrices des déchets ménagers.<sup>25)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>27)</sup>

2. Equipement de base, équipement de détail

**Art. 85** <sup>1</sup> L'équipement de base comprend les réseaux principaux des installations d'équipement et les aménagements qui y sont liés, notamment :

- a) les routes principales, collectrices ainsi que les liaisons piétonnes;
- b) les places et les rues commerçantes dans le centre des localités;
- c) les rues destinées avant tout à permettre l'accès aux constructions et installations publiques;
- d) le cas échéant, les voies cyclables et les chemins de randonnée pédestre.

<sup>2</sup> L'équipement de détail comprend les routes de desserte, les chemins piétons, les conduites et canalisations nécessaires à la viabilité des terrains à bâtir et au raccordement de ceux-ci à l'équipement de base.

3. Desserte privée

**Art. 86** <sup>1</sup> La desserte privée relie un bâtiment ou une installation, respectivement un groupe de bâtiments ou d'installations, au réseau d'équipement public; elle est établie et entretenue par leurs propriétaires et à leurs frais.<sup>42)</sup>

<sup>2</sup> La commune peut mettre des conditions à leur réalisation.

4. Réalisation des équipements<sup>25)</sup>

**Art. 87**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Les communes réalisent les installations d'équipement sur la base d'un programme d'équipement.

<sup>2</sup> Les syndicats de communes et les entreprises concessionnaires chargés d'établir et de gérer les équipements décrits à l'article 84 ont les mêmes charges et compétences que les communes.

<sup>3</sup> Les installations d'équipement doivent être réalisées conformément à un plan spécial.

<sup>4</sup> Pour les dessertes privées, la procédure est celle du permis de construire.



4bis. Programme d'équipement

**Art. 87a<sup>[26\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le programme d'équipement est un document public qui fixe, en relation avec la planification financière communale, les délais dans lesquels les zones à bâtir seront équipées.

<sup>2</sup> Le programme d'équipement est établi par le conseil communal et lie ce dernier.

<sup>3</sup> Le conseil communal l'actualise lorsque des motifs objectifs le justifient, notamment en cas de modification des circonstances, pour tenir compte des besoins de la construction et lors de chaque adaptation du plan d'aménagement local.

4ter. Aperçu de l'état de l'équipement

**Art. 87b<sup>[26\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'aperçu de l'état de l'équipement est un document public qui présente les parties de la zone à bâtir propres à la construction, compte tenu de l'aménagement et de l'équipement, ou qui pourront vraisemblablement l'être dans les cinq ans si les travaux réalisés se poursuivent conformément au programme établi. Il peut être consulté par toute personne.

<sup>2</sup> Le conseil communal établit l'aperçu de l'état de l'équipement et le tient régulièrement à jour.

5. Réalisation des équipements par les propriétaires<sup>[25\)](#)</sup>  
a) Procédure

**Art. 88** <sup>1</sup> Si la commune n'équipe pas les zones à bâtir dans les délais prévus, elle doit, par convention écrite, permettre aux propriétaires fonciers d'équiper eux-mêmes leur terrain selon les plans approuvés par elle ou les autoriser à lui avancer les frais des équipements.<sup>[25\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Avant l'échéance des délais, la commune peut procéder de même à l'égard des propriétaires fonciers qui en font la demande.<sup>[26\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La convention précise notamment :

- a) les relations avec d'autres propriétaires bordiers non signataires;
- b) le taux et les modalités de la participation financière de la commune;
- c) les conditions particulières de reprise de l'ouvrage.

<sup>3</sup> Les propriétaires non signataires concernés par la convention en seront informés; sur requête d'un des signataires, la convention peut être mentionnée au registre foncier.

<sup>4</sup> L'élaboration des plans et la construction des installations sont placées sous la surveillance de la commune.

<sup>5</sup> Une fois achevées, les installations d'équipement deviennent de plein droit la propriété de la commune qui doit en assurer l'entretien, à moins que la convention n'en dispose autrement; le conseil communal constate le transfert de propriété dans une décision qu'il notifie aux anciens propriétaires; lorsque la décision a acquis force obligatoire, il fait inscrire la nouvelle situation juridique au registre foncier.

b) Décompte

**Art. 89** <sup>1</sup> Le décompte relatif à l'installation d'équipements devra être réglé à l'échéance des parts dues par la commune, mais au plus tard dans les quinze ans qui suivent la mise en service de l'ouvrage.

<sup>2</sup> Sauf mention contraire dans la convention, les avances consenties par les propriétaires fonciers ne portent pas intérêt et ne sont pas indexées.

5bis. Mesures  
du Canton

**Art. 89a**<sup>26)</sup> <sup>1</sup> Lorsque, à l'échéance des délais fixés par le programme d'équipement, la commune ne prend pas les mesures permettant la réalisation des équipements par les propriétaires qui le demandent ou par la commune moyennant l'avance des frais, le Département donne les instructions nécessaires et, au besoin, agit en lieu et place de la commune.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances justifient une telle mesure, le Département peut de même ordonner une adaptation du plan d'aménagement local.

6. Contribution  
des propriétaires  
fonciers à  
l'équipement  
a) Principe

**Art. 90** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement; la perception des contributions se fait sur la base d'un règlement communal (art. 49) ou, à défaut, en application du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

<sup>2</sup> Le règlement communal peut prévoir une contribution selon le principe :

- a) de la couverture des frais effectifs et en fonction des avantages retirés; la contribution est exigible dès que le propriétaire peut faire usage de l'équipement considéré; dans ce cas, le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers est applicable, ou
- b) de la taxe d'équipement calculée sur la base des plans directeurs proportionnellement à la valeur officielle du bâtiment ou de l'installation, le taux étant modulé en fonction des conditions particulières du lieu; la taxe est exigible au plus tôt lors de l'octroi du permis de construire; le montant est versé au fonds communal d'équipement dont la dotation doit respecter le principe de la couverture des frais effectifs d'équipement, à l'exclusion de l'entretien courant.

3 .....<sup>9)</sup>

b) Part des frais **Art. 91<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> La participation des propriétaires fonciers est comprise entre :

- a) 80 % et 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) 50 % et 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) 30 % et 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

<sup>2</sup> La part des frais d'équipement incombant aux propriétaires fonciers doit être fixée dans procédure d'aménagement et est précisée dans la décision d'ouverture de crédit rendue par l'organe communal compétent.

7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics  
a) Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers peuvent être astreints, par le règlement communal ou en vertu d'un règlement d'organisation d'un syndicat de communes, à verser une contribution en vue de couvrir les dépenses faites pour les ouvrages et mesures d'intérêt public qui leur valent un avantage particulier; la contribution doit être proportionnelle à l'avantage retiré.

<sup>2</sup> Le mode de contribution est fixé par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

b) Litiges

**Art. 93** Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.

## CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir<sup>3)</sup>

1. Principe

**Art. 94<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige (art. 45, al. 2), il convient de procéder au remembrement parcellaire de terrains à bâtir.

<sup>2</sup> Le remembrement parcellaire doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

2. Introduction **Art. 95<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> La procédure de remembrement parcellaire est introduite :
- a) par décision de la majorité des propriétaires concernés ou
  - b) par décision du conseil communal ou
  - c) par décision du Département.
- <sup>2</sup> Conformément au décret concernant le remembrement de terrains à bâtir, il peut être procédé par voie :
- a) de remembrement de gré à gré;
  - b) de coopérative de remembrement;
  - c) de réajustement de limites.
- <sup>3</sup> Des biens-fonds situés hors de la zone à bâtir peuvent être compris dans le remembrement parcellaire lorsque cela est nécessaire à une répartition judicieuse.
3. Condition préalable **Art. 96<sup>3)</sup>** Un remembrement parcellaire de terrains à bâtir ne peut être approuvé que si l'équipement technique est garanti en fait et en droit, en principe par un plan spécial.

### CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe **Art. 97** Sous réserve de la loi sur l'expropriation, les servitudes ci-après seront supprimées ou transférées :
- a) les servitudes contraires à des prescriptions impératives en matière de construction;
  - b) les servitudes qui font obstacle à une utilisation rationnelle du sol dans l'intérêt public, sans qu'un intérêt suffisant du propriétaire du fonds dominant le justifie.
2. Procédure **Art. 98** <sup>1</sup> Le conseil communal rend une décision de libération ou de transfert; elle est notifiée aux propriétaires concernés; la décision peut être attaquée par voie de recours devant la Cour administrative, qui statue souverainement.
- <sup>2</sup> Le propriétaire du fonds dominant doit être indemnisé selon les principes de la législation en matière d'expropriation; le propriétaire du fonds servant est tenu de payer une contribution correspondant à l'avantage qu'il retire; en cas de litige, le juge administratif statue.

<sup>3</sup> La libération ou le transfert entre légalement en vigueur dès le paiement de l'indemnité.

## CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation

**Art. 99** La loi sur l'expropriation est applicable en matière d'expropriation formelle ou matérielle, pour autant que la présente loi ne contienne pas de prescriptions complémentaires ou contraires.

2 Expropriation formelle  
a) Droit d'expropriation

**Art. 100** <sup>1</sup> L'approbation d'un plan de zones ou d'un plan spécial implique l'expropriation des biens-fonds, des parties de biens-fonds et des droits réels y afférents, délimités en qualité de :

- a) zone d'utilité publique (art. 53);
- b) zone verte dont l'acquisition par la commune est mentionnée dans le plan (art. 54);
- c) installation publique servant à l'approvisionnement, à l'évacuation, aux télécommunications;
- d) voie de communication et place, voie cyclable, chemin piéton et chemin de randonnée pédestre le long des cours d'eau;
- e) [Z](#) zone industrielle et artisanale.

<sup>2</sup> La nécessité de maintenir et de construire des logements à loyers modérés peut également emporter expropriation.

b) Expropriant

**Art. 101** <sup>1</sup> Le droit d'expropriation appartient à la collectivité qui a décidé les plans impliquant le droit d'expropriation.

<sup>2</sup> La collectivité peut déléguer son droit d'expropriation à ceux qui, de plein droit, sont autorisés à réaliser le projet.

3. Expropriation matérielle  
a) Notion

**Art. 102** <sup>1</sup> Des restrictions à la propriété, telles que l'incorporation permanente d'un bien-fonds dans une zone d'utilité publique, une zone verte ou une zone à protéger, fondent le droit à indemnisation du propriétaire concerné, lorsqu'elles équivalent, par leurs effets, à une expropriation.

<sup>2</sup> L'indemnité est due par la collectivité qui a décidé les restrictions.

<sup>3</sup> La collectivité qui a payé l'indemnité a un droit récursoire contre le bénéficiaire direct de la restriction ordonnée; celui-ci doit être entendu dans la procédure devant le juge compétent en matière d'expropriation.

b) Installation d'équipement

**Art. 103** <sup>1</sup> Le fait qu'un plan spécial prévoit une installation d'équipement ne justifie, en règle générale, aucune revendication au titre de l'expropriation matérielle.

<sup>2</sup> A l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du plan, le propriétaire foncier, dont les intérêts seraient manifestement lésés par la prolongation de la durée du plan, peut exiger de la collectivité :

- a) qu'elle acquière la surface affectée à la réalisation du plan ou fasse en sorte que l'expropriant l'acquière,  
ou
- b) qu'elle libère cette surface par l'abrogation ou la modification du plan.

c) Restitution

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la restriction à la propriété est supprimée ultérieurement ou que les effets qui avaient entraîné l'obligation d'indemniser cessent d'exister, le propriétaire foncier est tenu à une restitution proportionnelle.

<sup>2</sup> La collectivité fera mentionner au registre foncier l'obligation de restituer.

<sup>3</sup> Les litiges concernant l'étendue de l'obligation de restituer sont vidés par le juge administratif.

4. Prescription de l'action en indemnité

**Art. 105** <sup>1</sup> L'action en paiement d'une indemnité se prescrit par cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du plan ou du règlement.

<sup>2</sup> Les règles du Code des obligations<sup>15)</sup> concernant l'interruption de la prescription sont applicables.

5. Droit de préemption  
a) But, notion

**Art. 106** <sup>1</sup> Le droit de préemption doit permettre à l'Etat et aux communes d'acquérir en priorité un terrain ou un autre bien immobilier mis en vente par son propriétaire lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

<sup>2</sup> Le droit de préemption peut être exercé lorsque l'Etat, ou la commune, entend prendre une mesure dans les domaines décrits à l'article 100.

## b) Inscription

**Art. 107** <sup>1</sup> L'autorisation d'inscrire un droit de préemption est donnée par le juge administratif sur requête motivée de la commune ou du département concerné; le juge statue après avoir entendu le propriétaire foncier.

<sup>2</sup> Le propriétaire d'un bien-fonds grevé du droit de préemption dispose, dans les 30 jours, d'un droit de recours à la Cour administrative.

<sup>3</sup> Sur communication de la décision définitive, le conservateur annote au registre foncier le droit de préemption et en informe le propriétaire concerné.

## c) Avis, option

**Art. 108** <sup>1</sup> Le propriétaire qui entend aliéner à un tiers un immeuble soumis au droit de préemption en vertu des présentes dispositions doit en aviser le titulaire, au plus tard dès le dépôt de l'acte au registre foncier; il lui communique simultanément une copie certifiée conforme de cet acte.

<sup>2</sup> Dans un délai de 45 jours à compter de la date de dépôt de l'acte au registre foncier, le titulaire du droit notifie à l'intéressé :

- a) soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption;
- b) soit sa décision d'acquérir aux conditions et prix fixés;
- c) soit son offre d'acquérir aux conditions et prix fixés par lui et, à défaut d'acceptation de cette offre, de recourir, si les conditions légales sont réunies, à la procédure d'expropriation conformément à l'article 100.

<sup>3</sup> A défaut d'option dans le délai indiqué à l'alinéa 2, le titulaire est censé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

<sup>4</sup> Le propriétaire contre qui un droit de préemption aura été exercé dispose d'un droit de réméré; les articles 24 et suivants de la loi sur l'expropriation sont réservés.

6. Restrictions  
d'importance  
secondaire  
a) Principes

**Art. 109** <sup>1</sup> Les mesures énumérées ci-après, prises par la collectivité compétente ou par l'entreprise qu'elle a mandatée, sont des restrictions à la propriété d'importance secondaire; à ce titre, doivent être autorisés :

- a) les actes nécessaires à l'établissement des plans, tels que passages, levés de plans, mensurations et études du sol;
- b) l'établissement sur des terrains privés de signaux de circulation, de panneaux de signalisation pour des installations publiques de tout genre, de prises d'eau, de dispositifs d'éclairage, d'horloges publiques, etc.;

- c) la pose de conduites et canalisations à l'emplacement des futures routes avant l'acquisition du terrain.

<sup>2</sup> Le propriétaire foncier sera informé en temps utile; on évitera de porter inutilement atteinte aux lieux et, dans la mesure du possible, il sera tenu compte des demandes justifiées que présenteront les propriétaires fonciers quant à l'emplacement et au genre de ces dispositifs.

<sup>3</sup> Les dégâts causés aux biens et aux cultures feront l'objet d'un dédommagement; de même, un droit à indemnité existe en cas d'entrave considérable et manifeste faite à l'utilisation ou à l'exploitation du bien-fonds.

b) Litiges

**Art. 110** Le juge administratif statue sur tous les litiges pouvant résulter des dispositions de l'article 109, sous réserve de recours à la Cour administrative.

## CHAPITRE V : Compensation

Principe

**Art. 111**<sup>39)</sup> Les avantages et les inconvénients majeurs qui résultent de mesures d'aménagement ou de l'octroi d'autorisations exceptionnelles hors de la zone à bâtir font l'objet d'une compensation.

Avantage

**Art. 111a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> L'augmentation de la valeur d'un bien-fonds est réputée constituer un avantage majeur lorsqu'elle résulte :

- a) de l'affectation du bien-fonds à la zone à bâtir;
- b) d'un changement d'affectation ou d'une augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir;
- c) d'une autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir liée à un changement d'affectation, à l'exclusion de celles fondées sur l'article 24b de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> La plus-value est la différence entre la valeur vénale estimée du bien-fonds avant et après la mesure d'aménagement ou l'octroi de l'autorisation exceptionnelle. Lorsque plusieurs biens-fonds bénéficiant de la mesure d'aménagement appartiennent à un même propriétaire, la plus-value est calculée sur l'ensemble desdits biens-fonds.



Contribution  
a) Principe et  
taux

**Art. 111b<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> En cas de plus-value, l'Etat perçoit une contribution comme il suit :

- a) 30 % lorsque la plus-value résulte de l'affectation du bien-fonds à la zone à bâtir ou d'une autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir;
- b) 20 % lorsqu'elle résulte d'un changement d'affectation ou d'une augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe le montant de la plus-value en-deçà duquel aucune contribution n'est perçue.

<sup>3</sup> La contribution est due :

- a) en cas d'affectation à la zone à bâtir, de changement d'affectation ou d'augmentation des possibilités d'utilisation à l'intérieur de la zone à bâtir, par le propriétaire du bien-fonds au moment où la contribution est fixée;
- b) en cas d'autorisation exceptionnelle hors de la zone à bâtir, par son bénéficiaire.

<sup>4</sup> Les collectivités publiques et leurs établissements ne sont pas assujettis à la contribution lorsque la plus-value est réalisée sur un bien-fonds leur appartenant et nécessaire à l'accomplissement de tâches publiques.

<sup>5</sup> La perception d'un impôt sur les gains immobiliers est réservée.

b) Taxation et  
perception

**Art. 111c<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Après consultation de la commune, le Service du développement territorial arrête le montant de la plus-value et celui de la contribution au moment où la mesure d'aménagement ou l'autorisation exceptionnelle entre en force.

<sup>2</sup> Dans l'exercice de cette tâche, le Service du développement territorial peut faire appel à des estimateurs externes, indemnisés selon les mêmes principes que les estimateurs cantonaux collaborant à l'évaluation et au contrôle des valeurs officielles.

<sup>3</sup> La contribution est exigible dès le moment où le bien-fonds est construit ou aliéné.

<sup>4</sup> En règle générale, est réputé aliénation tout acte juridique pouvant donner lieu à la perception d'un impôt sur les gains immobiliers. Un immeuble est réputé construit dès le moment où il est fait usage du permis de construire ou de l'autorisation exceptionnelle.

<sup>5</sup> Lorsque des circonstances particulières le justifient, le Service du développement territorial peut, à la demande du débiteur, accorder des facilités de paiements. Dans tous les cas, l'aliénation du bien-fonds ou l'utilisation de l'autorisation exceptionnelle rend la contribution exigible.

<sup>6</sup> En cas de retard dans le paiement, la créance porte intérêt au taux fixé par le Gouvernement.

c) Bâtiments agricoles

**Art. 111d<sup>38)</sup>** Le montant utilisé pour l'acquisition ou la construction d'un bâtiment agricole de remplacement comparable au sens de l'article 5, alinéa 1<sup>quater</sup>, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>1)</sup> est déduit de la plus-value lorsque l'investissement intervient dans les trois ans dès l'entrée en force de la mesure d'aménagement. Le Service du développement territorial peut prolonger ce délai pour de justes motifs, notamment lorsqu'une procédure de permis de construire est en cours.

d) Exonération

**Art. 111e<sup>38)</sup>** Le Gouvernement peut exonérer de la plus-value les personnes qui aliènent leur bien-fonds sans bénéfice dans un but d'utilité publique ou lorsque le bien-fonds appartient à une personne chargée d'une tâche publique et qu'il est affecté à cette tâche.

e) Prescription

**Art. 111f<sup>38)</sup>** Le droit de fixer la contribution se prescrit par deux ans dès l'entrée en vigueur de la mesure d'aménagement ou l'autorisation exceptionnelle, celui de la percevoir par cinq ans dès son exigibilité.

f) Hypothèque légale

**Art. 111g<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> La contribution est garantie par une hypothèque légale conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> L'hypothèque légale sera inscrite au registre foncier.

Fonds de compensation 5 LAT

**Art. 111h<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Les contributions de plus-value perçues sont versées dans le fonds de compensation 5 LAT. L'article 12 de la loi sur les forêts<sup>12)</sup> est réservé.

<sup>2</sup> Le fonds est utilisé pour l'octroi de subventions fondées sur l'article 113 ainsi que pour couvrir les charges liées à la taxation et à la perception des contributions.

Inconvénient  
majeur

**Art. 111i<sup>38)</sup>** Une restriction du droit de propriété consécutive à une mesure d'aménagement est réputée inconvénient majeur lorsqu'elle constitue une expropriation matérielle.

Indemnisation  
a) Principe

**Art. 111j<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> En cas d'expropriation matérielle, une juste indemnité est accordée.

<sup>2</sup> La loi sur l'expropriation<sup>14)</sup> et les articles 102 à 105 de la présente loi sont au surplus applicables.

<sup>3</sup> La commune et le propriétaire du bien-fonds peuvent convenir de l'indemnité par contrat de droit administratif. Le contrat doit être approuvé par le Service du développement territorial.

b) Ayant droit

**Art. 111k<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> L'indemnité est versée à la personne qui était propriétaire du bien-fonds touché au moment où son montant a été définitivement fixé.

<sup>2</sup> Si, dans le cadre d'un transfert du bien-fonds, les parties au contrat en ont convenu autrement, l'indemnité est versée à la personne désignée dans le contrat.

## CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture  
des dépenses,  
principe

**Art. 112** <sup>1</sup> Les communes assument les frais de l'aménagement local et régional et des tâches qui en découlent (art. 45 et 75a).<sup>31)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat assume les frais de l'aménagement cantonal.

2. Subventions

**Art. 113<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat octroie aux communes des aides financières pour les indemnités à verser aux propriétaires fonciers pour les inconvénients résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> L'Etat peut verser des aides financières aux collectivités publiques ainsi qu'aux particuliers pour :

- a) l'établissement et la révision des plans d'aménagement régional;
- b) l'établissement et la révision des plans d'aménagement local présentant un intérêt régional;
- c) les mesures de protection des sites et du paysage;
- d) les programmes visant à l'utilisation rationnelle du territoire, s'ils sont conformes au plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Ces subventions sont exclusivement à la charge du fonds de compensation 5 LAT (art. 111h). Sous réserve d'une période initiale de dix ans pendant laquelle la fortune du fonds pourra être négative, elles ne seront versées que dans la mesure des disponibilités du fonds.

**Art. 114**<sup>[40\)](#)</sup>

### **TITRE TROISIEME<sup>BIS</sup> : Voies de droit**<sup>[38\)](#)</sup>

Voies de droit

**Art. 114a**<sup>[38\)](#)</sup> Sauf dispositions contraires, les décisions rendues en application de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>[8\)](#)</sup>.

### **TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales**

#### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application**

1. Décrets

**Art. 115** Le Parlement édicte les décrets suivants :

- a) décret concernant le règlement-norme sur les constructions;
- b) décret concernant le permis de construire;
- c) décret concernant les contributions des propriétaires fonciers;
- d) décret concernant le remembrement de terrains à bâtir;<sup>[3\)](#)</sup>
- e) ...<sup>[40\)](#)</sup>

2. Ordonnances

**Art. 116** <sup>1</sup> A moins que ne soient réservés des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut en particulier régler par voie d'ordonnance les matières suivantes :

- a) la nature et les exigences de l'équipement technique;
- b) la protection des sites et du paysage, ainsi que les prescriptions relatives aux antennes extérieures;
- c) les prescriptions concernant les installations de camping, de centres d'achat ainsi que l'entreposage, l'évacuation et la démolition de véhicules, machines et engins hors d'usage;
- d) <sup>42)46)</sup> les aménagements extérieurs des bâtiments et installations, y compris les cases de stationnement pour véhicules et les terrains de jeux;
- e) les exigences en matière de sécurité, de police du feu, d'hygiène et d'énergie qui régissent les projets de constructions;
- f) les mesures d'adaptation des bâtiments et installations aux besoins des handicapés;
- g) les constructions et installations particulières;
- h) la détermination, de façon impérative et générale, de notions légales en matière de construction et d'aménagement du territoire;
- i) la conception matérielle et technique des plans prévus par la présente loi;
- j) la définition de la procédure et des compétences en matière de plans et prescriptions;
- k) <sup>38)</sup> les modalités d'octroi de subventions.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale

**Art. 117** La loi du 26 octobre 1978<sup>16)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale est modifiée comme il suit :

### **Art. 2, al. 1**

...<sup>17)</sup>

2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

**Art. 118** La loi du 26 octobre 1978 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles<sup>18)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Art. 45** Abrogé

### **Art. 56, al. 2**

...<sup>17)</sup>

3. Abrogation du droit en vigueur

**Art. 119** La loi du 26 octobre 1978 sur les constructions est abrogée.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes

**Art. 120** <sup>1</sup> Les plans et les prescriptions des communes doivent, au besoin, être adaptés à la présente loi et à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; l'article 46, alinéa 5, est applicable.

<sup>2</sup> Les plans et les prescriptions des communes adoptés en vertu de l'ancien droit restent en vigueur pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions impératives du droit de rang supérieur; le "reste du territoire" défini par les plans de zones actuellement en vigueur est assimilé à la zone agricole.

<sup>3</sup> Les terrains à bâtir délimités provisoirement selon l'ancien droit doivent avoir été déclarés zone à bâtir avant le 31 décembre 1987; faute de quoi, ils sont réputés zone agricole<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> Les procédures en cours sont terminées sous le régime de l'ancien droit.

<sup>5</sup> Le conseil communal est compétent pour procéder aux adaptations rédactionnelles concernant :

- a) le remplacement de la terminologie;
- b) le remplacement des références légales.

L'approbation par le Service de l'aménagement du territoire demeure réservée (art. 73).

2. Permis de construire et police des constructions

**Art. 121** Les demandes de permis dont l'enquête publique est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que les procédures en cours en matière de police des constructions sont traitées selon l'ancien droit.

3. Exploitations de matériaux, places de décharges

**Art. 122** Les exploitations de matériaux ainsi que les places de décharges pour véhicules qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation délivrée après le 1<sup>er</sup> janvier 1979 sont soumises à l'obligation du permis et à celle de fournir des sûretés pour des mesures d'aménagement.

4. Terrains de camping

**Art. 123** Les terrains de camping dont le statut légal n'est pas défini dans le plan de zones de la commune sont soumis à la procédure du plan spécial (art. 30 et 31) dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

5. Dispositions transitoires relatives à la modification du 17 avril 2019

**123a<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Les communes adaptent leur réglementation sur les constructions à la modification du 17 avril 2019 jusqu'au 31 décembre 2024.

<sup>2</sup> Les indices d'utilisation du sol sont remplacés par les indices bruts d'utilisation du sol. Les valeurs correspondantes sont modifiées conformément à la liste figurant en annexe 1.

<sup>3</sup> Le nouveau droit est applicable dans les communes ayant adapté leur réglementation dès l'entrée en vigueur de celle-ci. L'ancien droit reste applicable dans les autres communes.

6. Disposition transitoire relative à la modification du 2 octobre 2019

**123b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> Pendant une période de test d'une durée de six mois, la modification du 2 octobre 2019 n'est applicable que dans huit communes au plus.

<sup>2</sup> Le Gouvernement désigne, sur proposition de l'Association jurassienne des communes, les communes qui participent au test.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut au besoin prolonger la période de test pour une durée supplémentaire de trois mois.

<sup>4</sup> Tant que la période de test n'a pas pris fin, l'ancien droit reste applicable dans les communes qui n'y participent pas.

#### **CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en  
vigueur

**Art. 124** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>19)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 1987

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Les articles 28, alinéa 3, 29, alinéa 4, 88, alinéas 3 et 5, 104, alinéa 2, et 107, alinéa 3, ont été approuvés par le Conseil fédéral le 24 mars 1988, conformément aux articles 962, alinéa 2, et 949, alinéa 2, du Code civil suisse.



## Annexe 1<sup>43)</sup>

### Tableau de conversion entre l'indice d'utilisation du sol et l'indice brut d'utilisation du sol

Un indice d'utilisation du sol fixé dans le plan directeur cantonal à :	correspondant à un indice brut d'utilisation du sol de :
0.25	0.33
0.40	0.53
0.50	0.67
0.60	0.80
0.70	0.93

- 1) [RS 700](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 4) [RSJU 722.11](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 mai 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1988
- 6) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 7) Introduit par le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 10) [RSJU 192.244.1](#)
- 11) Nouvelle teneur selon la section 4 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1993 au 31 décembre 1993, et selon le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1993
- 12) [RSJU 921.11](#)
- 13) [RSJU 211.1](#)
- 14) [RSJU 711](#)
- 15) [RS 220](#)
- 16) [RSJU 215.124.1](#)
- 17) Texte inséré dans ladite loi
- 18) [RSJU 913.1](#)
- 19) 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 22) [RSJU 702.611](#)

- 23) [RS 700.1](#)
- 24) Introduit dans le préambule par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 27) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 28) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 30) Abrogé par le ch. V de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 33) [RSJU 190.11](#)
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. XXX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 38) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 40) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 41) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2018. La deuxième phrase des articles 19, alinéa 4, et 71, alinéa 3, a été annulée par l'arrêt du Tribunal fédéral du 14 juin 2017
- 42) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 43) Introduit(e) par le ch. II de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 44) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 juin 2020 portant modification des dispositions sur le stationnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 47) Introduit par le ch. I de la loi du 24 juin 2020 portant modification des dispositions sur le stationnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

**Ordonnance**  
**sur les constructions et l'aménagement du territoire**  
 (Version en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 28 février 2021)

du 3 juillet 1990

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 116 de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1</sup>,

*arrête :*

**CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

1. Champ d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'application de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Compétences des communes

**Art. 2** Par voie de règlement, les communes ont la faculté d'édicter des dispositions complémentaires ou dérogatoires dans la mesure où la présente ordonnance l'admet expressément.

**CHAPITRE II : Equipement du terrain à bâtir**

1. Equipement technique

**Art. 3** L'équipement technique doit satisfaire aux exigences de la loi (art. 4 LCAT).

2. Equipement technique suffisant

**Art. 4** L'équipement est réputé suffisant lorsqu'un projet n'entraîne qu'une sollicitation supplémentaire minime des installations existantes (art. 84, al. 2, LCAT).

3. Voie d'accès  
a) Définition et généralités

**Art. 5** <sup>1</sup> La voie d'accès relie le terrain à bâtir au réseau public. Elle comprend l'accès au bâtiment, le tronçon de route y conduisant ainsi que le raccordement de ce tronçon à une route et, le cas échéant, à un chemin pour piétons ou à un trottoir.

<sup>2</sup> La voie d'accès est aménagée de manière à tenir compte :

- a) de la sécurité de tous les usagers;
- b) de la lutte contre le bruit;
- c) des particularités du site et de la topographie;
- d) de la nécessité de modérer la circulation;
- e) de la perspective d'un faible trafic.

b) Largeur de la  
chaussée

**Art. 6** <sup>1</sup> La largeur de la chaussée est déterminée, dans les limites de l'article 5, alinéa 2, par l'intensité existante ou planifiée du trafic.

<sup>2</sup> Sauf prescriptions communales contraires, elle ne doit pas être inférieure à 3 m pour les routes à sens unique et à 4,2 m pour les routes ouvertes à la circulation dans les deux sens

<sup>3</sup> Si les raisons mentionnées à l'article 5, alinéa 2, le justifient, la largeur de la chaussée peut être réduite à 3 m. Si la route présente un long tronçon où deux véhicules ne peuvent pas se croiser, des places d'évitement doivent être aménagées.

<sup>4</sup> La largeur de la chaussée ne doit pas excéder 6 m pour les routes collectrices de quartier et 5 m pour les routes de desserte.

c) Déclivité

**Art. 7** <sup>1</sup> La déclivité de la chaussée ne doit pas dépasser 12 % dans l'axe de la route.

<sup>2</sup> On peut déroger à cette règle si des cases de stationnement utilisables l'hiver sont aménagées au bas de la pente. [7](#)

d) Rue à  
circulation  
modérée, rue  
résidentielle

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les zones d'habitation, la voie d'accès doit si possible être aménagée comme une rue à circulation modérée, éventuellement comme une rue résidentielle, de manière à favoriser une utilisation mixte de la chaussée et une valorisation de l'espace public.

<sup>2</sup> La rue à circulation modérée est une voie sur laquelle la vitesse est réduite grâce à des mesures techniques et à des limitations fixées par la police de la circulation.

<sup>3</sup> La rue résidentielle est une rue désignée comme telle par la signalisation et identifiable comme aire de circulation mixte grâce à des mesures techniques ainsi qu'à des plantations. Les instructions édictées par le Département fédéral de justice et police sont applicables.

e) Construction  
par étapes

**Art. 9** <sup>1</sup> Les nouvelles voies d'accès sont aménagées sur la base d'un plan spécial.

<sup>2</sup> Lorsque l'équipement constitue une charge disproportionnée pour le maître de l'ouvrage, l'autorité compétente pour octroyer le permis de construire peut admettre un aménagement partiel.

<sup>3</sup> Un aménagement partiel ne peut toutefois être autorisé que si l'aménagement ultérieur est garanti en droit et en fait.

## CHAPITRE III : Protection des sites et des monuments

1. Principe **Art. 10** Lorsque l'identité d'un bâtiment digne de protection risque d'être menacée par l'application des prescriptions de police, l'autorité qui délivre le permis de construire peut autoriser des exceptions, pour autant que le programme de l'intervention ne soit pas abusif et que la sécurité et l'hygiène ne soient pas gravement compromis.
2. Exigences **Art. 11** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'intégration d'une construction dans le site, l'autorité peut exiger, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire, et cela même si le site ne fait pas l'objet d'une protection particulière, une modification :
- a) des proportions et de la silhouette;
  - b) de la composition des façades;
  - c) de la forme du toit ou des superstructures;
  - d) du choix des matériaux et des couleurs;
  - e) de l'aménagement des abords.
- <sup>2</sup> D'une façon générale, seules les modifications mineures de la topographie du terrain naturel sont admises.
- <sup>3</sup> Pour les objets particulièrement dignes de protection (art. 5, al. 2, LCAT), les conditions et charges nécessaires doivent être définies dans la procédure d'octroi du permis de construire.
- <sup>4</sup> Les communes peuvent édicter des prescriptions concrètes plus détaillées.
3. Obligation d'entretien **Art. 12** Lorsqu'un bâtiment digne de protection est menacé du fait de son état de vétusté ou du manque d'entretien, les communes sont tenues d'exiger l'exécution de travaux susceptibles de sauvegarder son existence, sans toutefois exposer son propriétaire à des frais excessifs (art. 14, al. 2, LCAT).
4. Inventaires **Art. 13** <sup>1</sup> Les sites et objets qui méritent une protection sont mentionnés dans le plan directeur cantonal.
- <sup>2</sup> L'inscription au plan directeur cantonal a pour effet, notamment, de signaler aux ayants droit qu'un site ou un objet est digne de protection.
- <sup>3</sup> Le plan directeur cantonal peut être consulté par chacun.

5. Organes  
spécialisés

**Art. 14** <sup>1</sup> Lorsqu'une décision importante relevant des articles 11 et 12 doit être prise, la commission cantonale de protection des sites et du paysage est consultée.

<sup>2</sup> L'Office du patrimoine historique est consulté lorsque :

- a) les travaux se rapportent à un site ou à un objet mentionné dans le répertoire des biens culturels;
- b) une commune ou le Département de l'Environnement et de l'Equipement exige l'exécution de travaux au sens de l'article 12;
- c) le projet de construction entraîne une modification du sol sur un site archéologique ou dans sa proximité immédiate.

<sup>3</sup> Les communes peuvent prescrire la soumission des demandes de permis concernant des zones à protéger ou d'autres objets inventoriés par ses soins à un organe spécialisé.

6. Antennes  
extérieures

**Art. 15** <sup>1</sup> Les antennes extérieures destinées à la réception d'émission de radio et de télévision doivent être conçues et établies de manière à attirer le moins possible le regard.

<sup>2</sup> Un bâtiment ou groupe de bâtiments ne doit pas avoir plus d'une antenne extérieure.

<sup>3</sup> Les communes ont la faculté d'édicter des prescriptions plus sévères, notamment d'interdire la pose d'antennes extérieures individuelles, ceci particulièrement dans les centres anciens.

## CHAPITRE IV : Cases de stationnement pour véhicules<sup>7)</sup>

1. Calcul des  
besoins  
a) Voitures de  
tourisme

**Art. 16**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Sous réserve que le droit cantonal n'en dispose autrement, le nombre adéquat de cases de stationnement pour les voitures de tourisme se calcule selon la norme 40 281 (2019) de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (ci-après : "VSS") relative au stationnement de voitures de tourisme.

<sup>2</sup> Les facteurs de réduction indiqués dans le norme VSS 40 281 (2019) sont toujours pris en compte.

<sup>3</sup> Pour les bâtiments et installations à affectations multiples, le calcul est effectué au prorata de chaque usage particulier.

<sup>4</sup> Pour les constructions et installations destinées à des manifestations ouvertes à un large public, le besoin en cases de stationnement est calculé en fonction d'une utilisation moyenne si des possibilités de stationnement supplémentaires peuvent être offertes occasionnellement.

b) Cycles, cyclomoteurs et motocycles

**Art. 17**<sup>1</sup> Le nombre suffisant de places de stationnement pour les cycles et cyclomoteurs se calcule selon la norme VSS 40 065 (2019).

<sup>2</sup> Il peut être dérogé au nombre suffisant de places de stationnement réservées aux cycles et cyclomoteurs lorsque, compte tenu de circonstances locales démontrées par le requérant, la part de ce trafic sera manifestement inférieure à la moyenne. Le coefficient de réduction à appliquer se calcule sur la base de la différence entre le trafic envisagé en l'absence de circonstances locales et le trafic estimé compte tenu de ces circonstances.

<sup>3</sup> Le nombre suffisant de places de stationnement pour les motocycles se détermine en proportion des cases de stationnement adéquates pour les voitures de tourisme, sur la base de l'échelle suivante :

- a) 1 place "motocycles" à partir de 10 cases "voiture de tourisme";
- b) 2 places "motocycles" à partir de 40 cases "voiture de tourisme";
- c) 1 place "motocycles" supplémentaire pour chaque tranche de 20 cases "voiture de tourisme" supplémentaire.

c) Bornes de recharge électrique

**Art. 18**<sup>1</sup> La proportion de cases de stationnement pour les voitures de tourisme qui doivent être conçues de manière à permettre l'installation de bornes de recharge électrique (art. 12, al. 4, LCAT) est de vingt pour cent au moins.

<sup>2</sup> Cette exigence n'est pas applicable lorsque l'aménagement de cases de stationnement résulte d'un changement d'affectation qui ne nécessite pas d'autres travaux de construction.

d) Habitat sans voiture ou avec peu de voitures

**Art. 19**<sup>1</sup> Un projet d'habitat sans voiture (0 à 0,2 case par logement) ou avec peu de voitures (0,21 à 0,5 case par logement) est autorisé si le maître d'ouvrage fournit à l'autorité compétente un dossier attestant :

- a) d'un projet de bâtiment ou d'ensemble de bâtiments comportant au moins 4 logements;
- b) d'une bonne desserte en transports publics et d'un bon réseau de mobilité douce;
- c) d'un concept de mobilité assurant à long terme l'utilisation minimale des cases de stationnement et les modalités de contrôle de cette utilisation. Ce concept de mobilité fait partie intégrante du permis de construire.

<sup>2</sup> Un nombre adéquat de cases de stationnement doit dans tous les cas être mis à la disposition des visiteurs conformément à la norme VSS 40 281 (2019).

<sup>3</sup> Le non-respect des exigences fixées dans le concept de mobilité expose le contrevenant à une procédure en matière de police des constructions au sens de l'article 36 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

## 2. Caractéristiques techniques

**Art. 19a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les caractéristiques techniques des cases de stationnement pour les voitures de tourisme et celles des places de stationnement pour les cycles, cyclomoteurs et motocycles sont déterminées par les normes VSS 40 291a (2019), 40 292a (2019), 40 743 (2019) et 40 066 (2019).

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles suivantes doivent toujours être observées :

- a) les objets présentant une valeur pour la salubrité de l'habitat, pour l'aspect de la localité ou du paysage ou présentant une valeur patrimoniale ne peuvent être détruits ou utilisés pour l'aménagement d'une case de stationnement;
- b) la qualité, le confort et la sécurité des cases de stationnement situées en surface et à l'air libre sont garantis;
- c) si une aire de stationnement dépasse 60 m<sup>2</sup>, la moitié au moins de la surface surnuméraire est aménagée avec des matériaux perméables permettant l'infiltration directe des eaux pluviales; une dérogation peut être accordée en fonction de circonstances locales, notamment en matière de protection des eaux;
- d) un arbre de haut jet, d'essence indigène et adaptée au changement climatique, est planté pour l'aménagement de cinq cases de stationnement; ces arbres sont plantés à intervalles réguliers et à proximité immédiate des cases de stationnement; à l'exception d'interventions d'élagage liées à l'accès aux cases de stationnement et à la sécurité, le développement naturel de ces arbres doit être assuré.

## 3. Aménagement sur une parcelle voisine

**Art. 19b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> L'aménagement de cases de stationnement sur une parcelle autre que celle sur laquelle est implantée la construction ou l'installation desservie fait préalablement l'objet d'une servitude de droit privé inscrite au registre foncier.

<sup>2</sup> Cette servitude ne peut être radiée du registre foncier qu'avec l'accord exprès de l'autorité de police des constructions.

<sup>3</sup> Cet accord ne peut être donné que si les exigences légales relatives aux cases de stationnement continuent à être remplies.



4. Compétence **Art. 19c<sup>8)</sup>** Sous réserve des cas où il a été fixé au préalable dans un plan spécial, le nombre adéquat de cases de stationnement est déterminé par l'autorité qui délivre le permis de construire.

5. Taxe de remplacement **Art. 19d<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Si les conditions locales ne permettent pas au maître de l'ouvrage de mettre à disposition le nombre de cases de stationnement fixé pour son projet, ou qu'il n'y parvient qu'au prix d'inconvénients ou de frais excessifs, l'autorité qui délivre le permis de construire peut le libérer totalement ou partiellement de cette obligation, pour autant qu'il n'en résulte pas de situations contraires à l'ordre public.

<sup>2</sup> Le nombre de cases de stationnement pour l'aménagement desquelles le maître de l'ouvrage a été libéré doit être indiqué dans le dispositif du permis. Il constitue la base de la perception éventuelle d'une contribution compensatoire du propriétaire foncier à titre de remplacement conformément à l'article 12, alinéa 6, lettre b, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Les modalités relatives à la perception d'une taxe de remplacement sont précisées dans le règlement communal traitant des cases de stationnement.

<sup>4</sup> La taxe de remplacement est affectée :

- a) à la construction, l'exploitation et l'entretien d'ouvrages de stationnement collectif;
- b) au financement de mesures destinées à décharger le centre des localités du trafic privé.

## CHAPITRE V : Espaces de détente

1. Principe et définitions **Art. 20** <sup>1</sup> Chaque ensemble d'habitations collectives et chaque ensemble d'habitations individuelles doit disposer d'un espace de détente.

<sup>2</sup> Par habitation collective, on entend les maisons d'habitation comprenant plus de trois logements de trois pièces au moins.

<sup>3</sup> Par ensemble d'habitations individuelles, on entend un groupe de maisons construites sur la base d'un projet d'ensemble ou d'un plan spécial et regroupant au moins dix logements de plus de trois pièces.

2. Etendue **Art. 21** <sup>1</sup> La surface réservée aux espaces de détente doit représenter au moins 20 % de la surface brute de plancher de tous les logements de trois pièces et plus.

<sup>2</sup> Pour les ensembles d'habitations constitués en tout ou en grande partie de maisons individuelles, la surface requise peut être réduite jusqu'à 50 %. Si la voirie est aménagée selon les principes de la modération de la circulation ou sous forme d'une rue résidentielle, le terrain occupé par la voirie est considéré comme espace de détente.

### 3. Conception

**Art. 22** <sup>1</sup> Les espaces de détente doivent être situés dans des endroits ensoleillés et à l'écart du trafic. Il sera prévu suffisamment de places ombragées. Une partie de la surface destinée aux jeux est à exécuter en sol dur.

<sup>2</sup> Les toits des parcs de stationnement couverts et autres toits plats peuvent servir d'espace de détente s'ils sont installés d'une manière qui s'y prête et s'ils sont pourvus des installations de sécurité nécessaires.

<sup>3</sup> Dans les quartiers aménagés selon les principes de la modération de la circulation, l'espace public réservé à la circulation des véhicules et des piétons peut, s'il se prête à la pratique des jeux, se substituer aux surfaces à exécuter en sol dur au sens de l'alinéa 1.

### 4. Procédure

**Art. 23** <sup>1</sup> La demande de permis de construire d'un projet pour lequel l'installation d'un espace de détente est exigée doit être accompagnée de deux exemplaires du plan d'aménagement des abords.

<sup>2</sup> Ce plan doit renseigner sur le calcul de la surface requise, sur l'équipement du terrain, sur la disposition et la conception des terrains de jeux, ainsi que sur la plantation d'arbres.

<sup>3</sup> L'autorité de la police des constructions peut exiger que le maître de l'ouvrage garantisse à la commune, par une servitude, le maintien définitif des surfaces réservées à la détente.

## CHAPITRE VI : Constructions et installations particulières

### 1. Obligation d'édicter un plan spécial

**Art. 24** <sup>1</sup> La demande de permis de bâtir pour une construction ou une installation particulière au sens des articles 30 et 31 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doit être examinée d'après le plan spécial édicté à cet effet.

<sup>2</sup> Les règles du présent chapitre doivent être intégrées dans le plan spécial, ou pour le moins appliquées lors de la procédure d'octroi du permis de construire.

2. Requête du  
propriétaire  
foncier

**Art. 25** <sup>1</sup> Le propriétaire foncier qui, en vertu de l'article 30, alinéa 2, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, demande qu'un plan spécial soit adopté par l'autorité communale compétente, doit :

- a) élaborer les documents requis pour l'établissement du projet et justifier l'opportunité du projet;
- b) soumettre le projet de plan spécial au conseil communal qui le transmet, avec ses propositions motivées, au Département de l'Environnement et de l'Équipement pour examen préalable;
- c) mettre au point le projet sur la base du rapport d'examen préalable.

<sup>2</sup> En accord avec le requérant, la commune peut confier l'élaboration du plan spécial à un tiers. Les frais d'élaboration et de mise au point du plan sont supportés par le requérant.

3. Conditions  
générales

**Art. 26** <sup>1</sup> Le plan spécial relatif à une construction ou installation particulière doit être compatible avec les objectifs de l'aménagement local, notamment en matière d'équipement, de circulation et d'organisation du territoire.

<sup>2</sup> Le plan spécial ne doit pas porter préjudice à des intérêts publics ou privés dignes de protection, sous réserve de la compensation des charges au sens de l'article 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

4. Ombre portée

**Art. 27** <sup>1</sup> Les constructions et installations particulières ne doivent pas gêner exagérément par leur ombre portée les locaux construits ou à construire réservés à l'habitation.

<sup>2</sup> Les prescriptions sont applicables pour la durée pendant laquelle les bâtiments peuvent se trouver à l'ombre, soit :

- a) lors de l'équinoxe de printemps (21 mars) deux heures entre 7 h 30 et 17 h 30;
- b) pour un jour moyen d'hiver (8 février) deux heures et demie entre 8 h 30 et 16 h 30.

<sup>3</sup> Si l'ensoleillement d'un fonds se trouve déjà sensiblement réduit du fait de la topographie ou de constructions existantes, les tolérances de la durée admissible d'ombre portée devront être réduites en conséquence.

5. Terrains de camping :  
définitions;  
exigences

**Art. 28** <sup>1</sup> Un terrain de camping peut avoir un caractère saisonnier ou résidentiel.

<sup>2</sup> Est réputé terrain de camping saisonnier l'emplacement réservé au tourisme de passage et aménagé en vue de recevoir des tentes, des caravanes et des mobilhomes pour une durée maximale de sept mois par année.

<sup>3</sup> Est réputé terrain de camping résidentiel l'emplacement aménagé en vue de recevoir des caravanes et des mobilhomes pour une durée indéterminée; les terrains de camping résidentiel doivent pour le moins satisfaire aux exigences de la zone de maisons de vacances (art. 56 LCAT).

<sup>4</sup> Les terrains de camping doivent être équipés d'installations telles que eau potable, w.-c., vestiaire, bâtiment de surveillance, kiosque, réception, lieux de divertissement.

6. Centres d'achat  
a) Définition

**Art. 29** <sup>1</sup> Les centres d'achat sont des unités de vente du commerce de détail comportant un ou plusieurs magasins regroupés dans une construction unique et offrant un large assortiment de marchandises relevant de plusieurs branches commerciales.

<sup>2</sup> La surface de vente déterminante est égale à la surface brute de tous les locaux de vente accessibles à la clientèle. Les locaux de service, de restauration, les dépôts et les stations d'essence ne sont pas pris en considération. Les locaux de vente qui, par rapport à leur surface, attirent un nombre réduit de clients, tels que les locaux d'exposition et de vente de meubles et les locaux d'entreposage et de vente d'articles de jardinage, sont compris pour moitié seulement.

b) Conditions

**Art. 30** <sup>1</sup> La construction ou l'agrandissement d'un centre d'achat au sens de l'article 31, alinéa 1, lettre d, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) être conforme aux objectifs de développement du milieu bâti tels qu'ils sont définis par le plan directeur cantonal et l'aménagement local de la commune-siège;
- b) permettre aux personnes peu mobiles telles que les personnes âgées, les infirmes ou les malades de s'approvisionner pour leurs besoins de consommation quotidiens;
- c) s'intégrer dans le site;
- d) ne pas porter préjudice aux zones d'habitation.

<sup>2</sup> Le maître de l'ouvrage doit prendre en charge tous les frais de construction des infrastructures publiques et de l'équipement de détail nécessaires (art. 32, al. 2, lettre b).

c) Raccordement  
aux transports  
publics

**Art. 31** <sup>1</sup> Les centres d'achat doivent être accessibles par transport public.

<sup>2</sup> Cette exigence est réalisée lorsqu'une halte régulière d'un transport public est située à une distance inférieure à 300 m et que les piétons peuvent y accéder sans danger.

d) Trafic des  
véhicules à  
moteur

**Art. 32** <sup>1</sup> Le trafic des véhicules à moteur généré par le centre d'achat ne doit pas surcharger les voies publiques.

<sup>2</sup> Il faut notamment prévoir :

- a) des aménagements suffisants pour l'accès et la sortie des véhicules, et, le cas échéant, la réalisation de voies de présélection;
- b) l'aménagement des tronçons du réseau routier qui ne seraient pas en mesure d'absorber le trafic supplémentaire occasionné par le centre d'achat (si les mesures de signalisation ou de police de la circulation s'avéraient insuffisantes).

e) Dérogation à  
l'obligation  
d'édicter un plan  
spécial

**Art. 33** Si les effets de l'agrandissement d'un centre d'achat existant sont de peu d'importance, le Département de l'Environnement et de l'Équipement peut, sur proposition du conseil communal, libérer la commune de l'obligation d'édicter un plan spécial (art. 31 LCAT).

7. Entreprises de  
démolition  
d'automobiles  
a) Définition

**Art. 34** <sup>1</sup> Les entreprises de démolition d'automobiles sont les entreprises qui exploitent à titre professionnel des installations de plein air destinées au dépôt temporaire de véhicules et autres engins hors d'usage, dans un but de récupération.

<sup>2</sup> Sont considérés comme hors d'usage les véhicules et autres engins qui ne seront plus jamais utilisés comme tels ou qui sont déposés plus d'un mois en plein air, sans plaque de contrôle. Font exception les véhicules suivants :

- a) les véhicules pour lesquels le détenteur a momentanément déposé les plaques de contrôle à l'Office des véhicules;
- b) les véhicules qui sont en réparation ou en vente, et qui sont déposés sur des surfaces autorisées et gérées par des entreprises de l'industrie ou du commerce automobile.

<sup>3</sup> L'implantation d'une entreprise de démolition ne peut être autorisée qu'en zone industrielle.

b) Obligation d'évacuation

**Art. 35** <sup>1</sup> L'exploitant d'un lieu de décharge est tenu, dans un délai d'un mois à partir de la réception des voitures et engins hors d'usage, d'amener les matériaux usagés sur une place collectrice lorsqu'il ne peut pas les garder dans des locaux couverts.

<sup>2</sup> Pour les matériaux et objets abandonnés, cette obligation incombe au propriétaire du bien-fonds.

c) Clause du besoin

**Art. 36** L'installation et l'agrandissement de lieux de décharge ne seront autorisés que si les emplacements existants ne suffisent pas à l'élimination irréprochable des matériaux usagés.

## CHAPITRE VII : Sécurité, prévention des incendies, hygiène

1. Généralités

**Art. 37** Toute construction doit être édifée dans les règles de l'art. La construction et l'exploitation des bâtiments et des ouvrages ne doivent pas constituer un danger pour les personnes et les choses.

2. Sécurité

**Art. 38** Les prescriptions et directives de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accident (CNA) sont applicables en tant que dispositions de droit public en matière de sécurité et de prévention des accidents.

3. Prévention des incendies

**Art. 39** Les exigences imposées pour les bâtiments et installations en matière de prévention et de lutte contre l'incendie sont régies par la législation sur la police du feu, ainsi que par les prescriptions et directives de l'Etablissement d'assurance immobilière.

4. Aération, exposition à la lumière, ensoleillement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les locaux destinés au séjour de personnes tels que salon, salle de jeux pour enfants, salle à manger, chambres à coucher, bureaux, ateliers, locaux de vente doivent recevoir suffisamment d'air et de lumière directement de l'extérieur. La surface des fenêtres représentera au moins un dixième de celle du plancher et une partie suffisante doit pouvoir être ouverte en toute saison.

<sup>2</sup> Pour les bâtiments industriels, les immeubles commerciaux, les magasins, les hôpitaux, les hôtels et autres bâtiments du même genre, ainsi que pour les salles de bains, lieux d'aisances, niches à cuire, des dérogations aux exigences prévues à l'alinéa 1 peuvent être autorisées, si, de manière artificielle, on peut garantir un éclairage et une aération suffisants. La loi sur le travail demeure réservée.

5. Hauteur et  
grandeur  
minimales des  
locaux

**Art. 41** <sup>1</sup> La hauteur libre des locaux destinés au séjour de personnes doit avoir au minimum 2,3 m.

<sup>2</sup> Les pièces mansardées doivent avoir la hauteur minimale sur les deux tiers au moins de la surface de plancher, et sur la moitié au moins pour les maisons familiales.

<sup>3</sup> La surface de plancher des locaux d'habitation, salle de ménage et cuisine exceptées, doit être au minimum de 8 m<sup>2</sup>.

6. Isolation  
thermique

**Art. 42** Les prescriptions de la législation sur l'énergie relatives aux constructions sont applicables pour le chauffage et l'isolation.

7. Isolation  
phonique

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux destinés au séjour permanent de personnes doivent être suffisamment isolés contre les bruits extérieurs et intérieurs, y compris les bruits de fonctionnement des installations et appareils, conformément à l'ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les normes SIA 181 et 181/3 sont applicables.

## CHAPITRE VIII : Protection contre les nuisances

1. Généralités

**Art. 44** <sup>1</sup> Les bâtiments et installations ne doivent pas produire sur le voisinage des effets qui seraient contraires à la réglementation de zone.

<sup>2</sup> Les effets liés à une affectation conforme à la zone doivent être tolérés.

<sup>3</sup> La législation sur la protection de l'environnement, notamment l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>2)</sup>, et les dispositions sur les rapports de voisinage (art. 679 et 684 du Code civil suisse<sup>3)</sup>) sont réservées.

2. Compétences  
communales

**Art. 45** Les communes ont la faculté d'édicter des dispositions plus sévères en matière de protection de droit public contre les nuisances.

## CHAPITRE IX : Mesures en faveur des handicapés

### 1. Bâtiments ouverts au public

**Art. 46** <sup>1</sup> Les bâtiments ouverts au public (bâtiments administratifs, tribunaux, écoles, églises, foyers, hôpitaux, salles polyvalentes et de spectacles, installations sportives, cinémas, hôtels et restaurants, grands magasins, parcs de stationnement, gares, w.-c. publics, etc.) et les bâtiments d'habitations collectives doivent être accessibles aux handicapés.

<sup>2</sup> Les normes du Centre suisse pour la construction adaptée aux handicapés (VSS SN 521 500) doivent être appliquées lors de la construction de nouveaux bâtiments.

### 2. Exigences particulières

**Art. 47** <sup>1</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut déroger partiellement aux dispositions du présent chapitre lorsque ces exigences sont disproportionnées en regard de l'ouvrage à réaliser.

<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, pour autant que des intérêts prépondérants (tels que les intérêts liés à la protection des sites et des monuments) ne s'y opposent pas.

## CHAPITRE X : Définitions en matière de constructions et d'aménagement du territoire

### 1. Intensité d'utilisation du sol

**Art. 48** <sup>1</sup> L'intensité d'utilisation du sol est le rapport entre la construction et la surface de la parcelle.

<sup>2</sup> Les communes peuvent définir l'intensité maximale et minimale d'utilisation du sol au moyen :

- a) de l'indice d'utilisation;
- b) du taux d'occupation.

<sup>3</sup> A défaut de prescriptions communales, les mesures de police des constructions (distances, dimensions des bâtiments) définissent l'intensité d'utilisation du sol.

### 2. Indice d'utilisation

**Art. 49** <sup>1</sup> L'indice d'utilisation est le rapport entre la surface brute des planchers destinée à l'habitation et aux activités et la surface déterminante du bien-fonds.



<sup>2</sup> La surface brute des planchers est égale à la somme des surfaces de chaque niveau au-dessous et au-dessus du sol, murs et parois dans leur section horizontale compris. Ne sont pas comptés :

- a) les caves, greniers et galetas;
- b) les chaufferies et les soutes à combustibles, les buanderies et séchoirs des logements, ainsi que les abris de protection civile;
- c) les machineries d'ascenseurs, les installations de ventilation et de climatisation;
- d) les locaux communautaires des ensembles d'habitation;
- e) les garages pour véhicules à moteur, bicyclettes et voitures d'enfants qui servent aux habitants, aux travailleurs et aux visiteurs;
- f) les aires de circulation telles que couloirs, escaliers, ascenseurs desservant exclusivement des surfaces non directement utiles;
- g) les toitures-terrasses ouvertes sur un côté au moins ainsi que les jardins d'hiver, serres et vérandas chauffés par une autre source d'énergie;
- h) les balcons et loggias ouverts;
- i) les locaux commerciaux de stockage souterrains qui ne sont ni ouverts au public, ni dotés de places de travail.

<sup>3</sup> Pour les pièces mansardées, la surface est calculée à 1,5 m au-dessus du plancher.

### 3. Taux d'occupation

**Art. 50** <sup>1</sup> Le taux d'occupation est le rapport entre l'emprise au sol des bâtiments et la surface constructible du terrain. Il peut être déterminé séparément pour les bâtiments principaux et pour les annexes.

<sup>2</sup> Les parties de bien-fonds comportant des bâtiments souterrains sont réputées non bâties lorsque les bâtiments n'affleurent pas et qu'on ne remarque que leur accès et leur entrée.

### 4. Surface déterminante du bien-fonds

**Art. 51** <sup>1</sup> La surface déterminante du bien-fonds est la surface des parcelles ou parties de parcelles, situées à l'intérieur de la zone à bâtir, faisant l'objet de la demande de permis de construire. Ne sont pas comptés :

- a) les routes de l'équipement de base figurant dans des projets pour lesquels la procédure légale est engagée ou achevée;
- b) les forêts et les cours d'eau;
- c) les parties de bien-fonds ayant une autre affectation.

<sup>2</sup> Dans leurs prescriptions, les communes peuvent prévoir que les zones vertes et les zones d'utilité publique seront imputables à la surface déterminante, dans la mesure où elles servent à la détente.

5. Report de  
l'indice  
d'utilisation

**Art. 52** <sup>1</sup> Le report d'indice d'utilisation consiste dans le transfert total ou partiel, sur une ou plusieurs autres parcelles contiguës, de l'indice applicable à une ou plusieurs parcelles données. L'indice calculé sur l'ensemble de ces parcelles ne doit pas dépasser la valeur admise pour la zone par la réglementation communale.

<sup>2</sup> Le report d'indice d'utilisation s'effectue généralement dans le cadre d'un plan spécial. A défaut, il est mentionné au registre foncier.

6. Manières de  
bâtir  
a) Généralités

**Art. 53** <sup>1</sup> L'ordre des constructions est déterminé par le plan de zones communal. Il peut être :

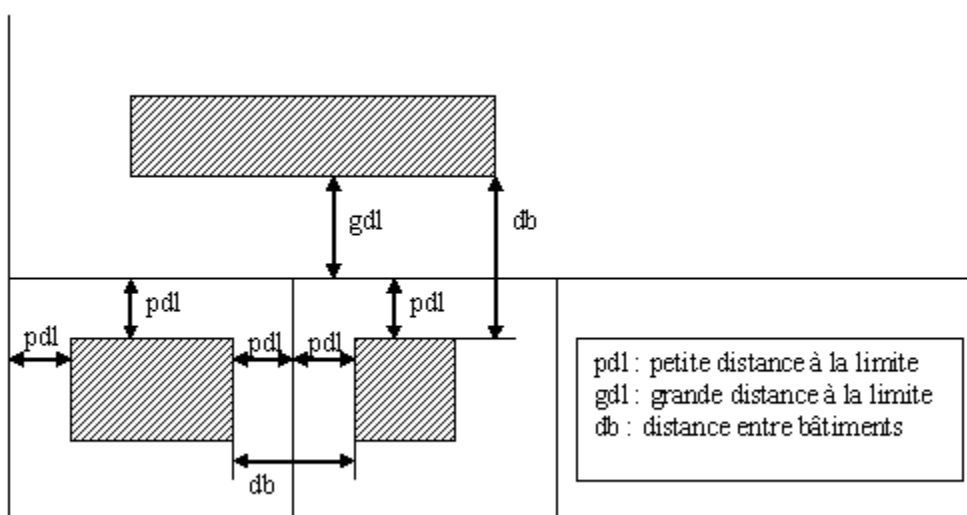
- a) non-contigu;
- b) contigu.

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire un autre ordre de construction, notamment l'ordre semi-contigu.

b) Ordre non-  
contigu

**Art. 54** <sup>1</sup> Dans l'ordre non-contigu, les constructions doivent respecter les distances prescrites à la limite et entre les bâtiments.

<sup>2</sup> L'ordre non-contigu est illustré par le schéma suivant :

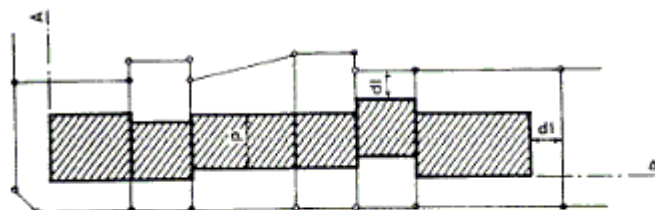


<sup>3</sup> A moins qu'elles ne soient fixées dans un plan spécial, les distances à une route publique sont celles prescrites par l'article 6 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

c) Ordre contigu

**Art. 55** <sup>1</sup> Dans l'ordre contigu, les constructions sont implantées, en règle générale, en limite de propriété. Le règlement communal ou un plan spécial fixe les principales prescriptions, notamment les alignements, les profondeurs des bâtiments, les gabarits verticaux, les distances à observer pour les bâtiments ou parties de bâtiments non construits en limite de propriété.

<sup>2</sup> L'ordre contigu est illustré par le schéma suivant :



dl : distance à la limite  
P : profondeur des bâtiments  
A : alignement (art. 62 à 64 LCAT)

7. Calcul des distances

a) Distances par rapport à la limite du bien-fonds

**Art. 56** <sup>1</sup> Pour les ouvrages en saillie du sol naturel, il y a lieu d'observer les grandes et petites distances à la limite telles qu'elles sont fixées par la réglementation communale, à défaut par le décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> La distance à la limite est la distance la plus courte, calculée à l'horizontale, séparant la paroi extérieure de l'ouvrage de la limite du bien-fonds.

<sup>3</sup> La grande distance se mesure perpendiculairement à la plus longue façade ensoleillée. Les petites distances se mesurent aux autres façades. En cas de doute, l'autorité délivrant le permis de construire désigne la façade sur laquelle se mesure la grande distance.

<sup>4</sup> Ces distances peuvent être augmentées en fonction de la longueur du bâtiment. Le règlement communal fixe les suppléments de distances.

b) Distances par rapport à la limite de la zone à bâtir

**Art. 57** Lorsque la limite de la zone à bâtir sépare un même bien-fonds, les distances se calculent par rapport à la limite de la zone.

c) Distance entre bâtiments

**Art. 58** <sup>1</sup> La distance entre bâtiments doit correspondre au moins à la somme des distances à la limite prescrite pour chacun d'eux. La distance entre bâtiments construits sur un même bien-fonds se mesure comme si une limite de propriété passait entre eux.

<sup>2</sup> La distance entre une nouvelle construction et un bâtiment édifié conformément à d'anciennes dispositions légales qui n'observe pas la distance à la limite prescrite est réduite de la longueur manquante. L'autorité délivrant le permis de construire peut toutefois augmenter la distance entre bâtiments si la durée admissible de l'ombre portée (art. 27) s'en trouvait dépassée, soit à l'égard du bâtiment construit selon l'ancien droit, soit à l'égard du bâtiment nouveau.

d) Constructions annexes

**Art. 59** <sup>1</sup> Pour les constructions à un niveau, édifiées en annexes ou en contiguïté et qui ne sont pas destinées au séjour permanent d'hommes ou d'animaux, il suffit d'observer, sur tous les côtés, une distance à la limite de 2 m, pour autant que la hauteur moyenne de ces ouvrages ne dépasse pas 4 m et que la superficie du plancher ne soit pas supérieure à 60 m<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> L'édification d'une construction annexe à la limite est autorisée aux conditions suivantes :

- a) le propriétaire voisin a déjà construit à la limite de propriété et la façade contiguë existante ne présente pas d'ouverture;
- b) les deux propriétaires construisent simultanément;
- c) le propriétaire du fonds adjacent donne son accord par écrit.

<sup>3</sup> La distance entre un bâtiment annexe et un bâtiment principal sis sur la même parcelle est libre.

e) Empiètements sur la distance à la limite

**Art. 60** <sup>1</sup> Les parties saillantes de bâtiments telles qu'avant-toits, perrons et balcons, etc. (ouverts ou fermés sur les côtés) ne peuvent empiéter que de 1,2 m au plus sur la distance à la limite ou l'alignement.

<sup>2</sup> Pour les constructions édifiées sous le sol naturel, et jusqu'à une hauteur de 1,2 m, la distance aux limites est de 1 m au moins. Avec l'accord écrit du voisin, cette distance peut être réduite en partie ou entièrement.

<sup>3</sup> Les dispositions relatives au droit de voisinage figurant dans la loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC)<sup>5)</sup> sont applicables en tant que dispositions communales de droit public en ce qui concerne les murs de soutènement, les clôtures, les talus, les fosses d'aisances et à fumier.

## f) Constructions rapprochées

**Art. 61** <sup>1</sup> Avec l'accord écrit du voisin, une construction peut être autorisée à une distance à la limite inférieure, voire à la limite du bien-fonds si la distance réglementaire entre bâtiments est observée.

<sup>2</sup> A défaut du consentement du voisin, une construction nouvelle plus rapprochée n'est admise que moyennant une dérogation au sens de l'article 25 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Dans ce cas, la distance minimale de droit privé (art. 63 LiCC) doit être observée.

<sup>3</sup> Un changement d'affectation non accompagné de modifications extérieures d'un immeuble construit à la limite ne nécessite pas l'accord du voisin.

<sup>4</sup> Les dispositions concernant l'ordre contigu ou semi-contigu demeurent réservées.

## 8. Terrain naturel

**Art. 62** <sup>1</sup> On entend par terrain naturel la parcelle à bâtir telle qu'elle existe avant le début des travaux de construction.

<sup>2</sup> S'il est établi que la surface de la parcelle à bâtir a été surélevée par des remblais, on considère comme terrain naturel le terrain tel qu'il se présentait avant le remblayage.

<sup>3</sup> Si le remblai a été effectué sur la base d'un permis de construire, les conditions de celui-ci déterminent le terrain naturel.

<sup>4</sup> Si le remblai a été effectué depuis plus de dix ans et que la hauteur du terrain aménagé correspond à celle des parcelles voisines, on considère le terrain remblayé comme terrain naturel.

<sup>5</sup> Les règles ci-dessus s'appliquent également lorsque le terrain a été creusé.

## 9. Niveaux, définition

**Art. 63** <sup>1</sup> On compte comme niveaux complets le rez-de-chaussée et les étages supérieurs.

<sup>2</sup> Le sous-sol compte comme niveau complet :

- a) lorsque la surface au sol des locaux d'habitation ou de travail représente plus de 50 % de la surface brute du plancher d'un niveau normal;

b) en ordre non-contigu si, sur une façade au moins, il dépasse en moyenne le terrain aménagé d'une hauteur de plus de 1,2 m mesurée jusqu'à l'arête supérieure du plancher du rez-de-chaussée. Il n'est pas tenu compte des creusages pour les entrées de maisons ou de garages pour autant que la longueur des creusages, mesurée sur la façade, ne dépasse pas la moitié de la longueur de celle-ci.

<sup>3</sup> Les combles comptent comme niveau complet lorsque la hauteur mesurée entre le plancher fini et l'arête supérieure du chevron dans le plan de la façade est supérieure à 1,50 m.

<sup>4</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent limiter ou interdire l'aménagement des combles.

10. Hauteurs  
a) Généralités

**Art. 64** <sup>1</sup> A défaut de prescriptions communales, les hauteurs des constructions sont fixées par le décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN).

<sup>2</sup> Les communes peuvent définir :

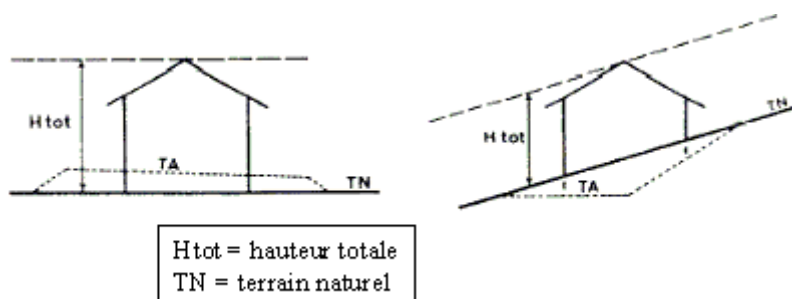
- a) la hauteur totale;
- b) la hauteur à l'intersection de la façade et de la toiture.

b) Hauteur totale

**Art. 65** <sup>1</sup> La hauteur totale admissible est délimitée par un plan parallèle au terrain naturel mesurée à la verticale de celui-ci.

<sup>2</sup> Aucune partie de construction ne doit dépasser la hauteur totale admissible, à l'exception des cheminées, ventilations et superstructures techniques de minime importance.

<sup>3</sup> Le calcul de la hauteur totale est illustré par le schéma suivant :

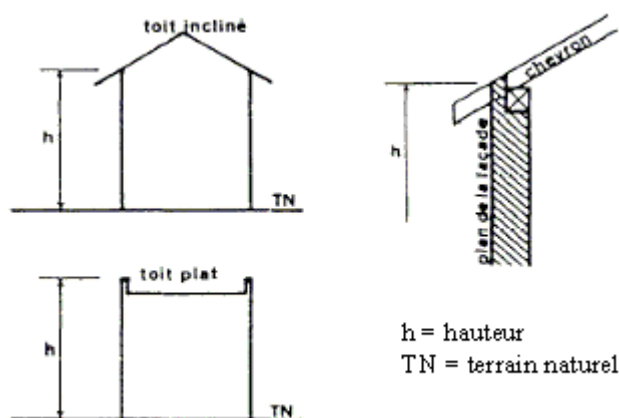


## c) Hauteur

**Art. 66** <sup>1</sup> La hauteur à l'intersection de la façade et de la toiture se mesure au milieu des façades, entre le terrain naturel et l'arête supérieure du chevron (dans le plan de la façade pour les toits inclinés, entre le sol naturel et l'acrotère pour les toits plats).

<sup>2</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent compléter les présentes dispositions en ce qui concerne les terrains fortement en pente et les bâtiments différenciés en plan et en élévation.

<sup>3</sup> Le calcul de la hauteur à l'intersection de la façade et de la toiture est illustré par le schéma suivant :



## 11. Registre des résidences secondaires

**Art. 67** <sup>1</sup> Les communes ayant désigné, au sens de l'article 49, alinéa 3, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit, édictent un règlement et tiennent un registre des résidences principales, secondaires, ainsi que des logements de vacances.

<sup>2</sup> Est considéré comme résidence principale une maison ou un appartement occupé de manière permanente par une personne ayant déposé ses papiers dans la commune ou y ayant son domicile au sens de l'article 23 du Code civil suisse.

<sup>3</sup> Est considéré comme résidence secondaire une maison ou un appartement utilisé à long terme par des personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune, mais y font des séjours réguliers de durée variable (vacances, week-end, etc.).

<sup>4</sup> Est considéré comme logement de vacances la maison ou l'appartement offert dans un catalogue de vacances pour des périodes de vacances.

## CHAPITRE XI : Procédure d'octroi du permis de construire, police des constructions

1. Compétences pour accorder des dérogations

**Art. 68<sup>7</sup>** Sont compétents pour accorder des dérogations aux dispositions de la présente ordonnance :

- a) le Service du développement territorial pour les articles 3 à 9, 20 à 23 ainsi que 40 et 41 dans la mesure où ces dispositions n'attribuent pas la compétence à une autre autorité;
- b) l'autorité qui délivre le permis de construire pour les articles 16 à 19d;
- c) le département auquel est rattaché le Service du développement territorial dans les autres cas.

2. Police des constructions

**Art. 69** <sup>1</sup> Les requérants fournissent, dans leurs demandes de permis de construire, toutes les indications permettant aux organes de la police des constructions de contrôler si les prescriptions de la présente ordonnance sont respectées.

<sup>2</sup> Les organes communaux de la police des constructions et le Service de l'aménagement du territoire ont l'obligation de surveiller l'observation des dispositions de la présente ordonnance et, au besoin, d'en exiger l'application.

## CHAPITRE XII : Plans et prescriptions des communes

1. Elaboration des études  
a) Conditions requises

**Art. 70** <sup>1</sup> Les études d'aménagement local ne peuvent être confiées qu'à des personnes dont la qualification est reconnue par le Département de l'Environnement et de l'Équipement.

<sup>2</sup> La qualification est reconnue aux personnes qui possèdent des connaissances approfondies dans le domaine traité et qui :

- a) ont prouvé leur aptitude à remplir correctement leurs tâches;
- b) s'occupent principalement d'aménagement du territoire;
- c) ne dépendent pas, dans leur situation professionnelle, d'intérêts économiques incompatibles avec l'intérêt public.

b) Conditions préalables

**Art. 71** <sup>1</sup> Avant d'entreprendre toute étude d'aménagement, l'autorité communale prend contact avec le Service de l'aménagement du territoire qui lui fournit les directives détaillées nécessaires à l'exécution des travaux.



<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire fixe en particulier la nature des travaux préparatoires (études de base, objectifs et plans directeurs) et le contenu du dossier final.

c) Commission d'aménagement

**Art. 72** <sup>1</sup> Le conseil communal peut constituer une commission d'aménagement chargée de formuler des propositions pour l'élaboration du plan, d'en assurer la gestion et de donner des préavis en vue de son application.

<sup>2</sup> Le conseil communal organise, le cas échéant, en collaboration avec la commission d'aménagement, des séances publiques d'information et ouvre la discussion sur les objectifs d'aménagement, le déroulement des études, le contenu des projets et des plans.

d) Base cadastrale

**Art. 73** Les plans d'aménagement locaux et les plans spéciaux sont établis sur une base cadastrale produite et mise à jour par les ingénieurs géomètres officiels.

2. Plan directeur communal  
a) Objet

**Art. 74** <sup>1</sup> Le plan directeur communal détermine l'utilisation future du territoire communal, notamment :

- a) le concept général du développement de l'urbanisation et des autres domaines qui concernent l'utilisation du sol;
- b) les concepts sectoriels tels que l'équipement, les installations de communication, les espaces publics, les plantations et autres éléments structurants.

<sup>2</sup> Les éléments sectoriels du plan directeur communal sont interdépendants et subordonnés aux objectifs généraux.

<sup>3</sup> Tout plan directeur communal doit être accompagné d'un rapport explicatif fournissant des indications sur les études de base et les objectifs poursuivis.

b) Plan directeur sectoriel communal des équipements

**Art. 75** En ce qui concerne l'équipement, le plan directeur sectoriel communal peut prévoir :

- a) le tracé des routes de l'équipement de base, les principes à observer pour l'équipement de détail et la modération de la circulation;
- b) les chemins pour piétons et leurs raccordements aux chemins de randonnée pédestre;
- c) les voies cyclables;
- d) les autres réseaux essentiels au fonctionnement du système;
- e) la gestion des finances liées à la réalisation de l'équipement (plan financier).

c) Consultation,  
adoption et  
approbation

**Art. 76** <sup>1</sup> Le conseil communal transmet au Service de l'aménagement du territoire les projets de plans directeurs communaux; ces derniers seront accompagnés des rapports techniques et du rapport de participation, le tout en cinq exemplaires.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine le bien-fondé des projets, en particulier leur concordance avec le plan directeur cantonal. Le Département de l'Environnement et de l'Équipement informe la commune de l'existence et de la nature des éléments faisant éventuellement obstacle à l'approbation.

<sup>3</sup> Le conseil communal adopte les plans directeurs communaux puis les adresse, avec les rapports techniques en cinq exemplaires chacun, au Département de l'Environnement et de l'Équipement pour approbation.

<sup>4</sup> La décision d'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement fait l'objet d'une publication par les soins de la commune dans le Journal officiel.

d) Effets

**Art. 77** <sup>1</sup> Dès leur approbation par le Département de l'Environnement et de l'Équipement, les plans directeurs communaux lient les autorités communales et cantonales.

<sup>2</sup> Contrairement aux plans de zones, ils n'ont pas force obligatoire pour les propriétaires fonciers.

e) Modification

**Art. 78** <sup>1</sup> Lorsque les circonstances se sont modifiées, que de nouvelles tâches se présentent ou qu'il est possible de trouver une meilleure solution d'ensemble aux problèmes d'aménagement, les plans directeurs communaux font l'objet des adaptations nécessaires.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque des oppositions motivées ont été formulées contre des prescriptions communales élaborées sur la base des plans directeurs communaux.

<sup>3</sup> La procédure prévue à l'article 76 est applicable.

f) Publicité

**Art. 79** Les plans et directives des communes doivent pouvoir être consultés par quiconque et en tout temps auprès du service communal compétent et du Service cantonal de l'aménagement du territoire.

3. Plan de zones,  
réglementation,  
plans spéciaux  
a) Examen  
préalable

**Art. 80** <sup>1</sup> Les règlements de construction, les plans de zones et les plans spéciaux, accompagnés du rapport de participation et des rapports techniques requis, doivent être adressés en cinq exemplaires chacun au Service de l'aménagement du territoire en vue de l'examen préalable.

<sup>2</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine notamment, compte tenu du développement souhaité :

- a) si les besoins en terrains ont été judicieusement appréciés;
- b) si d'autres variantes de solution ont été étudiées;
- c) si les projets sont compatibles avec les buts et principes de l'aménagement du territoire;
- d) si les projets permettent de garantir une utilisation mesurée du sol, de réduire à un minimum les atteintes à l'environnement et de réaliser une occupation rationnelle du territoire;
- e) si les solutions choisies sont compatibles avec le plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Équipement procède à une pesée des intérêts en présence, notamment en fonction du développement spatial souhaité et des implications qui en résultent. Il fonde son avis sur cette appréciation en veillant à prendre en considération, dans la mesure du possible, l'ensemble des intérêts touchés. Il transmet son avis à la commune.

b) Conventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Lorsqu'un plan spécial nécessite des conventions particulières, ces dernières seront présentées sous forme de projets pour être soumises à l'examen préalable. Elles doivent être valablement conclues du point de vue juridique avant que la commune prenne sa décision.

<sup>2</sup> Les conventions de droit privé régleront au moins les points suivants :

- a) les corrections de limites nécessaires à la réalisation du plan spécial, le droit de construire plus près de la limite, le droit d'empiètement ainsi que les servitudes d'équipement, dans les formes prescrites par le droit civil; les conventions seront inscrites au registre foncier;
- b) le droit de propriété, d'utilisation, l'obligation de construire en temps opportun et de participer aux frais des installations collectives prévues imposée aux divers propriétaires fonciers.

c) Opposition,  
conciliation

**Art. 82** Après la publication ou la consultation des riverains, les opposants sont invités à prendre part à une séance de conciliation. Le procès-verbal résume l'essentiel des positions en présence et indique, en conclusion, si l'opposition est retirée ou maintenue. Le procès-verbal doit être contresigné par les participants.

d) Décision communale

**Art. 83** Le conseil communal soumet les plans et règlements à l'organe communal compétent pour les adopter; il joint un rapport et une proposition portant sur les oppositions non liquidées.

e) Obligations de la commune et du Service de l'aménagement du territoire

**Art. 84** <sup>1</sup> Après leur adoption par la commune, les plans et prescriptions doivent être transmis sans retard en sept exemplaires au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Le secrétaire communal atteste le déroulement réglementaire de la procédure de dépôt public et le nombre des oppositions liquidées et non liquidées.

<sup>3</sup> Les pièces suivantes doivent être jointes :

- a) une liste des oppositions, avec la désignation sur le plan déposé des parcelles faisant l'objet de ces oppositions;
- b) les procès-verbaux des pourparlers de conciliation;
- c) un rapport du conseil communal sur les oppositions non liquidées avec un avis motivé;
- d) le procès-verbal de la séance de l'organe ayant adopté les plans et prescriptions;
- e) un rapport démontrant la conformité du plan aux buts et principes de l'aménagement du territoire, ainsi que la prise en considération adéquate des observations émanant de la population, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération, du plan directeur cantonal et des exigences découlant des autres dispositions du droit fédéral, notamment de la législation sur la protection de l'environnement;
- f) un document présentant en particulier les réserves d'utilisation dans les territoires déjà largement bâtis et indiquant la manière dont elles seront judicieusement utilisées.

<sup>4</sup> Le Service de l'aménagement du territoire examine si le dossier est complet et s'il répond aux exigences de forme. Il exige la production des pièces manquantes et retourne pour correction à la commune celles qui ne sont pas conformes aux exigences précitées. Il prend connaissance des recours en matière communale formés contre les prescriptions à approuver.

f) Modifications de peu d'importance

**Art. 85** <sup>1</sup> Le conseil communal peut décider une modification de peu d'importance des plans et prescriptions sans procéder à un dépôt public.

<sup>2</sup> Il y a lieu, au préalable, d'impartir, par lettre recommandée, un délai d'opposition de dix jours aux propriétaires fonciers qui n'ont pas donné leur accord écrit à la modification.

<sup>3</sup> Les documents modifiés doivent être soumis au Service de l'aménagement du territoire pour approbation. Les articles 80 et 84 s'appliquent par analogie.

### CHAPITRE XIII : Plans et prescriptions du Canton

#### 1. Plan spécial cantonal a) Procédure

**Art. 86** <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire mène la procédure d'information et de participation en application de l'article 43 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> Il dépose dans les communes concernées le projet de plan spécial mis au point à l'issue de la procédure de participation, et mène les pourparlers de conciliation avec les opposants.

<sup>3</sup> Sur proposition du Département de l'Environnement et de l'Equipeement, le Gouvernement statue sur les oppositions non liquidées et approuve le plan spécial.

<sup>4</sup> Le droit des communes, des particuliers et des associations de saisir le Parlement est réservé.

#### b) Effets

**Art. 87** <sup>1</sup> Le plan spécial cantonal a, à l'égard des tiers, les mêmes effets juridiques que les plans et prescriptions des communes.

<sup>2</sup> Le plan spécial cantonal l'emporte sur les plans de zones communaux.

#### 2. Conception directrice

**Art. 88** <sup>1</sup> La conception directrice de l'aménagement du territoire est établie par un groupe de travail interdépartemental nommé par le Gouvernement. Il est présidé par le chef du Département de l'Environnement et de l'Equipeement.

<sup>2</sup> Le groupe de travail collabore avec la commission cantonale du plan d'aménagement.

#### 3. Plan directeur cantonal a) Consultation

**Art. 89** <sup>1</sup> Le projet de plan directeur cantonal est mis en consultation auprès des communes, des associations et organisations d'importance cantonale concernées par l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> La population est régulièrement informée des études entreprises.

## b) Modifications mineures

**Art. 90** <sup>1</sup> Toutes les modifications du plan directeur cantonal qui ne touchent pas à son contenu essentiel sont qualifiées de modifications mineures.

<sup>2</sup> Les modifications mineures qui concernent la description du problème et l'état de la coordination tels qu'ils ressortent des fiches sont portés d'office au plan directeur cantonal.

<sup>3</sup> Les modifications mineures du plan directeur cantonal qui ont des effets sur l'organisation du territoire sont décidées par le Gouvernement. Il s'agit de nouvelles tâches d'exécution (nouvelle fiche), de nouvelles conditions posées à l'exercice d'activités ayant des effets sur l'organisation du territoire (suite de la procédure), ainsi que des changements de catégorie (coordination en cours, coordination réglée).

<sup>4</sup> Les modifications mineures ne sont pas soumises à la procédure visée à l'article 89, alinéa 1.

## c) Autres modifications

**Art. 91** <sup>1</sup> Les modifications ayant pour objet une nouvelle orientation de la politique d'aménagement sont soumises à l'approbation du Parlement.

<sup>2</sup> Le Parlement est compétent pour décider un changement de catégorie (coordination en cours, coordination réglée) des fiches de portée générale (fiche P).

## d) Coordination

**Art. 92** <sup>1</sup> Les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire, au sens de l'article premier de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>6)</sup>, doivent être coordonnées.

<sup>2</sup> La preuve de la coordination est donnée par le biais d'une attestation. Celle-ci est délivrée pour chaque projet lorsqu'elle peut, en vertu du plan directeur cantonal, atteindre le stade de coordination réglée au sens de l'article 5, alinéa 2, lettre a, de l'ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>6)</sup>.

<sup>3</sup> Le Service de l'aménagement du territoire délivre l'attestation après avoir entendu les services, offices et autres instances concernés et s'être assuré que la pesée des intérêts en présence a eu lieu.

## e) Publicité

**Art. 93** Le Département de l'Environnement et de l'Equipement publie régulièrement l'état de la coordination ainsi que la mise à jour du plan directeur cantonal.

## CHAPITRE XIV : Dispositions finales

1. Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 94** Sont abrogées :

- a) l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les constructions;
- b) l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la construction de centres d'achat.

2. Entrée en  
vigueur

**Art. 95** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1990.

Delémont, le 3 juillet 1990

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 701.1](#)

2) [RS 814.41](#)

3) [RS 210](#)

4) [RSJU 701.31](#)

5) [RSJU 211.1](#)

6) [RS 700.1](#)

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 8 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021





**Arrêté****fixant le tarif de la redevance pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire**

du 10 novembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 33a, alinéa 3, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le présent arrêté a pour objet de fixer le tarif de la redevance perçue en application de l'article 33a, alinéa 3, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1</sup> pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire.

**Art. 2** La redevance se compose des éléments suivants :

- a) un forfait annuel de 2 000 francs par commune compétente pour octroyer les permis de construire en procédure ordinaire (grands permis);
- b) un forfait annuel de 200 francs par commune compétente uniquement pour octroyer les permis de construire en procédure simplifiée (petits permis);
- c) 125 francs par dossier traité durant l'année selon la procédure ordinaire (grand permis);
- d) 10 francs par dossier traité durant l'année selon la procédure simplifiée (petit permis).

**Art. 3** Un dossier est réputé "traité" lorsque l'autorité communale a réalisé l'examen d'entrée prévu par l'article 18, alinéa 1, de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1</sup>.

**Art. 4** <sup>1</sup> La redevance est perçue sur une base annuelle.

<sup>2</sup> La facture est établie au début de l'année suivante, une fois le nombre effectif de dossiers traités connu.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Delémont, le 10 novembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<sup>1)</sup> [RSJU 701.1](#)

## Décret concernant le permis de construire (DPC)

du 11 décembre 1992

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 115, lettre b, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

1. Exigence du permis

**Article premier** <sup>1</sup> Un permis de construire est nécessaire pour toute construction, démolition, installation et mesure projetée sur ou au-dessous de la surface du sol et dans les eaux (appelées ci-après : "projets") et tombant sous le coup de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> La délivrance du permis de construire implique que les autorisations spéciales (art. 44) aient été préalablement accordées.

2. Début des travaux

**Art. 2** <sup>1</sup> L'exécution de projets exigeant un permis ne peut être entreprise qu'au moment où ils ont fait l'objet d'un permis de construire entré en force (art. 40) ou que l'autorisation a été donnée en vue du début anticipé des travaux (art. 41).

<sup>2</sup> En cas de démolition en vue de reconstruction, la démolition ne peut être entreprise avant que le permis relatif au nouveau bâtiment ou à la nouvelle installation ne soit entré en force. Demeure réservé le cas où le bâtiment ou l'installation présenterait un danger pour le public.<sup>[12](#)</sup>

3. Autorité communale

**Art. 3** L'autorité communale compétente en matière de construction est le conseil communal à moins qu'un règlement communal ne désigne une autre autorité.

## SECTION 2 : Cas exigeant un permis

1. Nouvelle  
installation,  
agrandissement

**Art. 4** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 6, un permis de construire est nécessaire pour la construction et l'agrandissement :

- a) de bâtiments et parties de bâtiments;
- b) d'autres installations, telles que :
  - citernes, installations de stockage et de distribution d'essence, de lubrifiant et de gaz;
  - tours, cheminées, antennes, stations transformatrices;
  - clôtures fixes à la limite, palissades, murs;
  - rampes, saillies, piscines, constructions souterraines et partiellement souterraines, serres, capteurs solaires;<sup>12)</sup>
  - fosses à purin, fosses à fumier, installations d'épuration, fosses de décantation, puits perdus;
  - équipement privé (route, accès, cases de stationnement, conduites, etc.)<sup>13)</sup>;
  - places d'amarrage de bateaux, bouées d'amarrage;
- c) de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux, à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;
- d) d'installations de chantier sous réserve de l'article 6, alinéa 1, lettre g.

<sup>2</sup> Un permis de construire est également nécessaire pour :

- a) l'établissement de résidences mobiles, caravanes habitables, tentes, etc., à l'extérieur d'un terrain de camping autorisé, pour autant qu'elles soient installées au même endroit pour plus de deux mois par année civile;
- b) <sup>6)</sup> les modifications apportées à un terrain par le fait de le combler ou de le creuser; cette exigence ne s'applique qu'aux modifications de plus de 1,20 m de la hauteur du terrain ou à celles de moins de 1,20 m lorsque la surface concernée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>.

2. Modification,  
démolition

**Art. 5** <sup>1</sup> Est soumise à l'obligation du permis toute modification importante apportée aux constructions et installations mentionnées à l'article 4, alinéa 1.

<sup>2</sup> Sont en particulier réputés modification importante :

- a) la transformation de l'aspect extérieur : modification de façades et de toitures, de couleurs, de matériaux, etc.;
- b) la modification ou le remplacement de parties portantes d'une construction (murs, appuis, toits, charpentes, etc.);
- c) le changement d'affectation;

- d) la rénovation et la transformation intérieure de constructions et installations, lorsque pareilles modifications touchent à des éléments jouant un rôle important au point de vue de la construction; c'est le cas notamment dans les modifications :
  - apportées à des constructions dépassant l'alignement ou touchant les prescriptions concernant les distances;
  - entraînant une charge supplémentaire importante pour les installations d'équipement;
  - portant atteinte à l'environnement;
- e) l'installation et la modification de foyers et de cheminées, l'introduction de réservoirs pour huile de chauffage, etc.;
- f)<sup>12)</sup> la démolition totale ou partielle de bâtiments et d'installations.

3. Constructions  
et installations  
franches  
d'autorisation

**Art. 6** <sup>1</sup> Aucun permis de construire n'est nécessaire pour :

- a) les constructions et installations qui, en vertu de la législation fédérale, échappent au droit cantonal en matière de constructions;
- b) les installations publiques d'équipement réglées par des procédures particulières (plan spécial, plan de route, etc.);
- c) les travaux ordinaires d'entretien des bâtiments et installations;
- d) les modifications de peu d'importance apportées à la construction à l'intérieur des bâtiments;
- e) les constructions et installations suivantes conformes à l'usage local :
  - petites installations telles que terrasses de jardin non couvertes, cheminées de jardin, bacs à sable, bassins pour enfants, clapiers ou enclos pour petits animaux, etc.;<sup>12)</sup>
  - installations et aménagements des espaces extérieurs ou de jardins tels que sentiers, escaliers, fontaines, pièces d'eau, sculptures, etc.;
- f) les terrains de camping autorisés en vertu d'un plan spécial;
- g) les installations de chantiers qui servent à la réalisation d'un projet autorisé et situées à proximité immédiate de celui-ci.

<sup>2</sup> L'autorité communale peut autoriser les gens du voyage à stationner sans permis de construire pour une durée n'excédant pas six mois.

<sup>3</sup> L'absence d'exigence d'un permis de construire ne libère pas de l'obligation de requérir les autorisations spéciales au sens de l'article 44.

### SECTION 3 : Genres d'autorisation, compétence

1. Procédure  
ordinaire (grand  
permis)  
a) Compétence  
en général

**Art. 7** <sup>1</sup> Sont traitées en procédure ordinaire d'octroi du permis de construire toutes les requêtes auxquelles ne s'applique pas la procédure simplifiée du petit permis prévue à l'article 9.

<sup>2</sup> La Section des permis de construire est l'autorité ordinaire compétente pour l'octroi du permis de construire. L'article 8 est réservé.

b) Compétence des communes

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les communes comptant plus de 5 000 habitants selon le dernier recensement fédéral de la population, l'autorité communale est l'autorité compétente pour accorder le permis de construire.

<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipement (dénommé ci-après : "Département") peut étendre cette compétence à d'autres communes disposant d'une administration bien organisée.

<sup>3</sup> La compétence des communes n'est pas donnée quant aux projets :

- a) qui sont destinés à servir à l'usage de la commune en cause ou dont elle est maître de l'ouvrage;
- b) qui ont fait l'objet d'une opposition émanant de la commune concernée, en application de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Procédure simplifiée (petit permis)

**Art. 9** <sup>1</sup> La procédure simplifiée au sens de l'article 20 est applicable, sous réserve de l'alinéa 3, aux projets suivants :

- a) <sup>12)</sup> bâtiments de petites dimensions, travaux au sens de l'article 4, alinéa 1, lettre b, agrandissements minimes de bâtiments ou d'installations;
- b) modification importante de bâtiments et installations (art. 5);
- c) constructions qui ne sont pas établies à demeure (constructions mobilières);
- d) modifications du terrain.

<sup>2</sup> Le petit permis est accordé par l'autorité communale.

<sup>3</sup> Cependant, la procédure du petit permis est exclue dans les cas suivants :

- a) en cas de construction ou d'agrandissement de bâtiments et d'installations lorsque les frais de construction dépassent 100 000 francs;
- b) lorsque le projet est en connexité avec un autre, auquel est applicable la procédure ordinaire, notamment en cas de démolition en vue d'une nouvelle construction;
- c) lorsque les projets concernés sont contraires à l'affectation de la zone;

- d) lorsque le projet touche à des intérêts publics importants, en particulier à ceux de la protection de la nature, des sites et du patrimoine, de la sécurité du trafic ou de l'aménagement local.

<sup>4</sup> La procédure du petit permis ne peut être répétée dans le but de réaliser un projet relevant de la procédure ordinaire.

## SECTION 4 : Présentation de la demande de permis de construire

### 1. Demande a) Forme

**Art. 10** <sup>1</sup> La demande de permis de construire doit être présentée à l'autorité communale, avec les demandes d'autorisations spéciales nécessaires et la demande éventuelle de dérogations.

<sup>2</sup> Le requérant utilisera la formule officielle de demande, qui doit porter la signature du maître de l'ouvrage, de l'auteur du projet et, en outre, du propriétaire foncier ou du titulaire du droit de superficie.

<sup>3</sup> Le plan de situation (art. 12 et 13), les plans du projet (art. 14) et les autres documents éventuellement exigés (art. 15 et 44) seront joints à la demande. Les plans seront datés; ils porteront la signature du requérant et de l'auteur du projet.

### b) Contenu

**Art. 11** La demande comportera notamment :

- a) les nom, adresse et signature du propriétaire foncier, du maître de l'ouvrage (le cas échéant de son représentant autorisé), ainsi que de l'auteur du projet;
- b) la désignation de la parcelle à bâtir et de la zone à laquelle elle appartient;
- c) le but auquel le projet est destiné;
- d) les dimensions principales des constructions et installations, le genre de construction, l'indication des matériaux les plus importants, le genre et la couleur des façades et de la toiture;
- e) pour les lieux d'extraction de matériaux et les lieux de dépôt, leur surface, la hauteur des remblais, la profondeur du creusage, le genre des matériaux à en tirer ou à y déposer;
- f) pour les constructions commerciales, de bureaux, artisanales et industrielles, le nombre probable des personnes qui y seront occupées;
- g) pour les entreprises d'engraissement et d'élevage, le genre et l'importance de la détention d'animaux;

- h)<sup>13)</sup> la situation, l'aménagement des cases de stationnement pour véhicules, la manière dont ces cases sont garanties sur le plan juridique et, dans la mesure nécessaire, les aménagements extérieurs et les espaces de détente;
- i) l'accès de l'immeuble à la route publique et la manière dont il est assuré juridiquement en cas de mise à contribution du terrain d'un tiers;
- j)<sup>12)</sup> l'indice brut d'utilisation du sol du projet ainsi que l'indice minimal et l'indice maximal fixés par les prescriptions en matière de construction; le calcul doit être présenté de manière à ce qu'il puisse être vérifié;
- k) la motivation de toute demande de dérogations.

2. Plan de situation  
a) Forme

**Art. 12** <sup>1</sup> Le plan de situation sera établi sur une copie récente du plan cadastral, signé par le géomètre d'arrondissement.

<sup>2</sup> L'auteur du projet fera figurer sur le plan de situation les indications exigées à l'article 13. Les modifications apportées par l'auteur du projet se distingueront nettement, par l'utilisation d'une couleur appropriée, des inscriptions certifiées conformes par le géomètre d'arrondissement.

<sup>3</sup> L'organe communal compétent confirme sur le plan, par l'apposition de son sceau, l'exactitude et le caractère complet des indications relatives aux prescriptions sur les constructions.

b) Contenu

**Art. 13** Le plan de situation indiquera notamment :

- a) les limites et les numéros de la parcelle à bâtir et des parcelles voisines, les noms de leurs propriétaires, ainsi que les constructions et installations existantes ou déjà autorisées sur ces parcelles;
- b) la zone de construction dans laquelle se trouve la parcelle à bâtir, ainsi que les zones à protéger qui peuvent y exister en application de l'article 58 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- c) l'échelle et l'indication du nord, ainsi que les noms des routes et des lieux-dits;
- d) l'alignement de la forêt; à défaut, le tracé effectif des lisières de la forêt pour autant que ces lisières soient éloignées de moins de 30 m des constructions et installations projetées;
- e) les monuments naturels qui se trouvent sur la parcelle à bâtir et sur les parcelles voisines;



- f)<sup>12)</sup> la situation et la superficie du projet, ses distances par rapport aux routes, à la limite de la parcelle et aux constructions voisines, les mesures extérieures du plan du bâtiment ou de l'installation ainsi que les cotes de niveaux;
- g)<sup>13)</sup> l'accès, les installations d'équipements existantes ou prévues, les cases de stationnement, les terrains de jeux prescrits ainsi que d'éventuels autres aménagements extérieurs;
- h) les alignements de construction et de route, les conduites publiques inscrites dans les plans spéciaux ou plans de routes existants ou déposés publiquement.

### 3. Plans

**Art. 14** <sup>1</sup> A la requête seront joints les plans suivants à l'échelle 1:100 ou 1:50 :

- a) les plans de tous les niveaux; on y mentionnera l'affectation des locaux avec l'indication de leur longueur et largeur, ainsi que l'épaisseur approximative des murs, les foyers et cheminées;
- b) les coupes nécessaires à la compréhension du projet, avec indication des dimensions principales du vide d'étage, de l'épaisseur approximative des planchers; on indiquera en outre la cote du sol fini des rez-de-chaussée au-dessus du niveau de la mer ou d'un point fixe porté sur le plan de situation; la position des coupes sera indiquée sur les plans des niveaux;
- c)<sup>12)</sup> les plans de toutes les façades avec indication des hauteurs et de la cote d'altitude du sol fini du rez-de-chaussée; en cas de construction en ordre contigu seront également dessinées les façades des bâtiments ou installations voisins;
- d) un plan d'aménagement des abords lorsqu'il existe des prescriptions particulières sur l'aménagement des abords (art. 11 LCAT) ou lorsque le projet implique la création d'espaces de détente (art. 13 LCAT).

<sup>2</sup> Sur les plans des coupes et des façades, on indiquera en pointillé le terrain de référence et, par une ligne continue, le terrain aménagé.<sup>12)</sup>

<sup>3</sup> Les plans doivent permettre de constater la structure prévue du terrain (raccordement des bâtiments, talus, murs de soutènement), ainsi que les clôtures fixes.

<sup>4</sup> En cas de transformation, les plans feront ressortir, au moyen de teintes différentes, quelles parties du bâtiment ou de l'installation subsistent, lesquelles sont démolies et lesquelles sont reconstruites. Un relevé exact du bâtiment ou de l'installation peut être exigé.<sup>12)</sup>

#### 4. Exigences spéciales; facilités

**Art. 15** <sup>1</sup> S'il s'agit de projets de construction d'une certaine importance ou si la situation est particulièrement complexe, les autorités peuvent exiger d'autres pièces concernant la construction, le déroulement des travaux et les mesures de sécurité (montages photographiques, maquettes, calculs et diagrammes d'ombre).

<sup>2</sup> Les autorités ont la faculté :

- a) d'admettre des plans à l'échelle 1:200 pour des projets importants;
- b) de renoncer à la production de plans ou autres pièces s'il s'agit de projets de construction de peu d'importance.

#### 5. Profils

**Art. 16** <sup>1</sup> Simultanément au dépôt de la demande du permis, le requérant doit piqueter et marquer par des profils (gabarits) dans le terrain les limites extérieures des constructions et installations projetées. Les profils doivent indiquer la hauteur totale et la hauteur de façade, ainsi que l'inclinaison des lignes du toit. La cote du sol fini du rez-de-chaussée sera marquée au moyen d'une latte transversale.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les profils seront maintenus jusqu'à l'entrée en force de la décision prise concernant le projet.

<sup>3</sup> L'autorité communale compétente peut, si des raisons importantes l'exigent, prévoir des mesures spéciales ou accorder des facilités quant au profil. Une information suffisante des voisins et du public doit cependant être assurée.

<sup>4</sup> Si une construction projetée n'est pas piquetée au moment de la publication conformément aux prescriptions (art. 19 et 20), ou si les profils diffèrent considérablement par rapport au projet, la publication est répétée une fois le vice corrigé et le délai d'opposition prolongé d'autant.

### SECTION 5 : Examen d'entrée

#### 1. Examen formel

**Art. 17**<sup>[7\)](#)</sup>

#### 2. Vices matériels manifestes

**Art. 18**<sup>[6\)](#)</sup> <sup>1</sup> S'il apparaît d'emblée que, d'après les prescriptions de droit public, un projet ne peut être accepté ou ne peut l'être qu'avec des dérogations que le requérant n'a pas demandées, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire informe ce dernier sans délai des lacunes constatées et l'invite à y remédier.

<sup>2</sup> Le requérant doit, dans les trois mois, présenter à l'autorité un projet modifié ou l'informer qu'il maintient sa demande telle que présentée; à défaut, cette dernière est considérée comme ayant été retirée.

## SECTION 6 : Publication, dépôt public

1. Procédure  
a) ordinaire  
(grand permis)

**Art. 19** <sup>1</sup> Toutes les demandes de permis de construire (art. 7, 8 et 9, al. 3) à examiner en procédure ordinaire doivent être publiées et déposées publiquement pendant 30 jours.

<sup>1bis</sup> Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, ce délai est réduit à 14 jours pour les constructions et installations conformes, à moins que la législation fédérale n'impose un autre délai.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La publication a lieu dans le Journal officiel sur requête de l'autorité communale ainsi que par affichage public.

<sup>3</sup> S'il s'agit de constructions soumises à une législation particulière (industrie, auberge, etc.), on procédera à la publication simultanée de la demande de permis de bâtir et de la requête spéciale.

b) simplifiée  
(petit permis)

**Art. 20** <sup>1</sup> Les demandes tendant à l'octroi du petit permis sont soumises à la procédure ordinaire de publication de l'article 19 lorsqu'elles requièrent l'octroi de dérogations.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, l'autorité communale :

- a) procède à l'affichage public pendant 10 jours;
- b) exige du requérant la production d'une déclaration écrite d'accord des voisins directement touchés par le projet ou
- c) fixe à ces voisins, par lettre recommandée, un délai d'opposition de 10 jours.

<sup>3</sup> Le Service des ponts et chaussées sera informé des projets donnant accès à une route cantonale. L'Office des eaux et de la protection de la nature est informé des constructions projetées au bord d'eaux publiques pour lesquelles il n'existe pas de prescriptions relatives aux distances (art. 7 LCAT).

2. Contenu

**Art. 21** La publication (art. 19, al. 2) ou la communication écrite (art. 20, al. 2, lettre c) contiendra :

- a) le nom du requérant et l'auteur du projet;

- b) la désignation exacte de la parcelle et la description générale du projet;
- c) l'affectation de la zone ou la désignation du plan spécial;
- d) l'indication des dérogations demandées;
- e) l'indication du lieu et de la période du dépôt du dossier, de la possibilité de faire opposition, de l'échéance du délai et de l'instance à laquelle cette opposition doit être adressée;
- f) la communication portant péremption des prétentions à compensation des charges qui ne seraient pas annoncées à l'autorité communale dans le délai d'opposition (art. 33 LCAT).

## SECTION 7 : Procédure d'opposition, réserve de droit

### 1. Opposition a) Motifs

**Art. 22** <sup>1</sup> La procédure d'opposition permet à tout intéressé légitimé d'invoquer que le projet est contraire aux prescriptions de droit public ou qu'il lèse ses intérêts dignes de protection.

<sup>2</sup> Les communes, les associations de communes et le Département ont en outre la faculté d'invoquer dans leur opposition l'absence de prescriptions suffisantes au sens de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

### b) Qualité pour former opposition

**Art. 23** Sont légitimés à faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature, des sites et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

### c) Forme

**Art. 24** <sup>1</sup> L'opposition, écrite et motivée, est adressée durant le délai de dépôt à l'autorité communale compétente.

<sup>2</sup> Les oppositions collectives doivent indiquer le nom de la personne autorisée à représenter valablement les opposants.

<sup>3</sup> Si l'opposition émane de l'autorité communale, elle doit être adressée, dans le délai de dépôt, à la Section des permis de construire.

2. Réserve de droit

**Art. 25** <sup>1</sup> La déclaration de réserve de droit a pour but de renseigner le requérant et les autorités sur des droits privés qui sont touchés par le projet, ainsi que sur des prétentions à dommages-intérêts qui pourraient en découler.

<sup>2</sup> Toute personne ayant l'exercice des droits civils a qualité pour présenter une réserve de droit.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les dispositions concernant la compensation des charges (art. 32 et 33 LCAT).

3. Pourparlers de conciliation

**Art. 26**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> En cas d'opposition ou de réserve de droit, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire organise en principe des pourparlers de conciliation. Elle peut exceptionnellement y renoncer s'il apparaît manifestement qu'aucun arrangement ne pourra être trouvé.

<sup>2</sup> Lorsque l'organisation des pourparlers de conciliation incombe à la Section des permis de construire, l'autorité communale y est invitée.

<sup>3</sup> Si, en raison d'un grand nombre d'oppositions du même genre, il n'est pas possible de tenir des pourparlers de conciliation dans des conditions satisfaisantes, le Département détermine la procédure à suivre pour l'audition des opposants.

<sup>4</sup> Les pourparlers de conciliation sont consignés dans un procès-verbal qui résume les positions des parties, mentionne le résultat des pourparlers et, en conclusion, indique si les oppositions sont retirées ou maintenues. Le procès-verbal est signé par tous les intéressés.

<sup>5</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> concernant la récusation s'appliquent à la personne qui dirige les pourparlers de conciliation et au teneur du procès-verbal.

## SECTION 8 : Décision

1. Préparation  
a) En général

**Art. 27** <sup>1</sup> Sous réserve des articles 8 et 9, l'autorité communale, après examen, transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 30 jours qui suivent le délai d'opposition ou les pourparlers de conciliation, avec son rapport, ses propositions et attire son attention sur les éléments qui s'opposent à l'octroi du permis de construire.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire examine d'office si la demande de permis de construire répond aux prescriptions de droit public. Elle peut à cet effet, et si les circonstances l'exigent, par décision incidente, faire appel à des experts, procéder à des examens du sol et des matériaux, de même qu'ordonner des calculs statiques, des essais de charge, etc.

b) Consultation

**Art. 28** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire consulte les départements intéressés et les organes spécialisés en cas de doute relatif :

- a) à l'atteinte au site ou au paysage;
- b) à la mise en danger de la sécurité de personnes et de choses;
- c) aux prescriptions concernant les barrières architecturales;
- d) à l'atteinte à l'environnement;
- e) à l'équipement du terrain.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire n'est pas liée par les préavis des organes spécialisés; elle est en revanche liée par la prise de position d'un département qui indique explicitement le caractère obligatoire de sa réponse.

c) Coordination

**Art. 29** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

<sup>2</sup> S'il apparaît que des autorisations ou des préavis divergent dans un domaine connexe, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire provoque un réexamen des autorisations et préavis en cause.

d) Opposition  
selon l'art. 21  
LCAT

**Art. 30** <sup>1</sup> L'autorité qui a fait opposition conformément à l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire dépose publiquement les nouvelles prescriptions dans les trois mois dès l'échec des pourparlers de conciliation. Elle veille à ce que leur adoption et leur approbation interviennent sans retard.

<sup>2</sup> L'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus, pour les motifs suivants :

- a) la nécessité de se procurer, en vue de l'aménagement, des éléments qui occasionnent un grand travail ou qui sont difficiles à obtenir;
- b) la conduite de pourparlers difficiles avec les propriétaires fonciers intéressés.

<sup>3</sup> Le Service de l'aménagement du territoire n'accordera le délai supplémentaire d'une année que dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il est nécessaire de réviser totalement ou partiellement le plan d'aménagement d'une localité;
- b) lorsque six mois ne suffisent pas pour établir les exigences en matière d'urbanisme, d'équipement, de protection du site local, etc. et pour élaborer les nouveaux plans spéciaux.

e) Demande de dérogation

**Art. 31** <sup>1</sup> Lorsqu'une demande de dérogation est déposée en faveur d'un projet, les autorités compétentes pour examiner, préavisier, accorder ou ratifier la dérogation en vertu des articles 25 à 27 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doivent se prononcer conformément aux articles 32 et 33 ci-après.

<sup>2</sup> L'article 27 est applicable par analogie.

2. Décision  
a) Conditions, charges

**Art. 32** <sup>1</sup> Un projet est accepté lorsqu'il n'est pas contraire aux prescriptions de droit public, qu'il ne compromet pas l'ordre public et que rien ne s'y oppose au titre de l'aménagement du territoire, au sens des articles 20 et 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Si ces conditions ne sont pas remplies, la demande doit être rejetée.

<sup>2</sup> Le permis de construire peut être assorti de conditions et de charges.

b) Contenu

**Art. 33** <sup>1</sup> La décision comporte notamment les indications suivantes :

- a) l'admission ou le rejet des oppositions avec indication des motifs;
- b) l'octroi ou le refus des dérogations demandées;
- c) l'octroi du permis de construire ou le rejet de la demande;
- d) les conditions et charges dont le permis de construire est assorti;
- e) les autorisations spéciales (art. 44) et les préavis obligatoires (art. 28, al. 2, in fine)
- f) la réserve de droit des tiers;
- g) en cas de démolition suivie de reconstruction, le moment où la démolition pourra être effectuée (art. 2, al. 2);
- h) l'obligation de payer les frais.

<sup>2</sup> La décision mentionne également les voies de droit; elle comporte :

- a) une indication concernant les conditions, le délai, la forme de l'opposition ou du recours (art. 35 et 36), ainsi que l'autorité à laquelle l'opposition ou le recours doit être adressé;
- b) l'avis qu'il ne peut être fait usage du permis de construire qu'au moment où :
  - le délai d'opposition ou de recours aura expiré sans avoir été utilisé, ou que
  - toutes les personnes légitimées à faire opposition ou à recourir (art. 36, al. 2) auront renoncé à le faire, ou que
  - l'autorité compétente aura autorisé le début anticipé des travaux (art. 41).

c) Notification

**Art. 34** <sup>1</sup> ...[7](#)

<sup>2</sup> Une décision unique portant sur la demande de permis de construire et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles est rendue par l'autorité compétente qui statue, le cas échéant, sur les oppositions.

<sup>3</sup> Cette décision est notifiée par écrit au requérant, aux opposants éventuels, à l'autorité communale, ainsi que, en procédure ordinaire, à l'autorité de surveillance de la police des constructions.[6](#)

## SECTION 9 : Voies de droit

1. Opposition

**Art. 35** Seule la décision rendue selon l'article 34 peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative. La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

2. Recours au juge administratif

**Art. 36** <sup>1</sup> Si l'opposition selon l'article 35 est rejetée ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, devant le juge administratif.



<sup>2</sup> Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a statué.

3. Procédure **Art. 37** <sup>1</sup> Si le recours émane du requérant, le juge administratif recherche qui, parmi les opposants, entend participer à la procédure de recours comme partie. Il fixe à cet effet un délai convenable par lettre recommandée. L'inobservation de ce délai est réputée renonciation à participer à la procédure.

<sup>2</sup> Le juge administratif entend l'autorité dont l'autorisation spéciale est attaquée. La commune sera également entendue lorsque la décision en cause touche à l'autonomie communale.

4. Recours à la Cour administrative **Art. 38** <sup>1</sup> Le jugement du juge administratif peut être porté devant la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification.

<sup>2</sup> La qualité pour recourir appartient aux parties à la procédure devant le juge administratif et à l'autorité communale dont l'avis n'a pas été suivi à l'exception de l'autorité cantonale qui a rendu la décision attaquée. Le Département et la commune ont également la qualité pour recourir dans les cas de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>.

5. Dispositions subsidiaires **Art. 39** Pour le surplus, sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative.

## SECTION 10 : Portée et durée de validité du permis de construire

1. Portée; validité **Art. 40** <sup>1</sup> Le permis de construire donne droit, dès qu'il est entré en force, à l'exécution du projet.

<sup>2</sup> Le permis de construire vaut pour le requérant, le propriétaire de la parcelle à bâtir ou leurs ayants cause.

2. Début anticipé des travaux **Art. 41** <sup>1</sup> Si le projet n'a donné lieu à aucune opposition et s'il ne touche pas à des intérêts publics, l'autorité compétente pour accorder le permis de construire peut autoriser le commencement des travaux dès l'expiration du délai d'opposition.

<sup>2</sup> Le début anticipé des travaux est toutefois exclu :

- a) lorsque le projet exige des autorisations spéciales selon l'article 44 et que ces autorisations ne sont pas encore données;
- b) lorsque le projet repose sur des prescriptions en matière de construction que le Service de l'aménagement du territoire n'a pas encore approuvées, à moins que ce service n'autorise le début anticipé des travaux.

3. Délai  
a) pour le début  
des travaux

**Art. 42** <sup>1</sup> Le permis de construire perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise dans le délai de deux ans dès son entrée en force.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour délivrer le permis peut, pour de justes motifs, prolonger le délai d'une année au plus après avoir entendu les intéressés. Une prolongation est cependant exclue si, depuis l'octroi du permis, une modification importante est survenue dans la situation de fait ou de droit.

b) pour  
l'achèvement  
des travaux

**Art. 43** <sup>1</sup> Une fois commencés, les travaux seront, autant que possible, poursuivis sans interruption jusqu'à leur achèvement. L'autorité communale fixe au besoin un délai à cet effet.

<sup>2</sup> L'inobservation du délai peut avoir pour conséquence des mesures de police des constructions (art. 49) et des sanctions pénales (art. 52).

## SECTION 11 : Prescriptions spéciales

1. Autorisations  
spéciales

**Art. 44** En plus du permis de construire, le projet peut nécessiter une autorisation spéciale découlant notamment de la législation dans les domaines suivants :

- a) construction et entretien des routes;
- b) utilisation et protection des eaux;
- c) protection de l'environnement;
- d) protection de la nature, protection du paysage et conservation des monuments historiques et des sites bâtis;
- e) agriculture et sylviculture;
- f) travail, commerce, artisanat, industrie, énergie et constructions scolaires;
- g) police du feu;
- h) protection civile.

2. Demande  
générale de  
permis

**Art. 45** <sup>1</sup> S'il s'agit d'un projet d'une certaine importance ou si la situation juridique n'est pas claire, une demande générale de permis de construire peut être déposée, avec l'accord de l'autorité communale, avant la demande proprement dite. La demande générale ne porte que sur l'intégration de l'ouvrage dans le terrain environnant (situation, aspect extérieur) et sur l'équipement du terrain.

<sup>2</sup> A la demande générale sont joints, en double exemplaire, le plan de situation selon les articles 12 et 13, ainsi que les plans d'avant-projet à l'échelle 1:100 ou 1:200 en application par analogie de l'article 14. Pour le surplus, la procédure se déroule d'après les dispositions applicables aux demandes ordinaires.

<sup>3</sup> Le permis général de construire lie les autorités qui ont à traiter la demande subséquente d'obtention du permis de construire, pour autant que celle-ci soit déposée dans les six mois dès l'octroi du permis général. La nouvelle demande n'est publiée que si elle touche davantage aux intérêts publics que la demande générale. S'il ne se fait pas de publication, communication est faite aux voisins du dépôt public du projet d'exécution selon l'article 21.

3. Modification  
du projet  
pendant la  
procédure et  
après l'octroi du  
permis

**Art. 46** <sup>1</sup> Si, pendant la procédure d'octroi ou de recours, le requérant modifie son projet afin de tenir compte des objections soulevées par les autorités ou les opposants ou pour d'autres motifs importants, la procédure peut se poursuivre sans nouvelle publication, pour autant que la modification ne touche pas à des intérêts publics. Les opposants et les voisins éventuellement touchés par la modification seront entendus au sujet de cette dernière.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi du permis peut, après avoir entendu les intéressés et sans nouvelle procédure d'octroi, autoriser qu'il soit apporté à un projet admis les modifications qui se révèlent nécessaires au cours de l'exécution des travaux, à condition toutefois que ni des intérêts publics, ni des intérêts importants de voisins ne s'en trouvent touchés.

4. Demande de  
dérogation faite  
après coup

**Art. 47** <sup>1</sup> Il n'est entré en matière sur une demande de dérogation présentée après coup que si le retard est dûment motivé. Connaissance est donnée de la demande selon les dispositions des articles 19 et suivants et le dépôt public opéré selon les mêmes dispositions. Il n'est procédé à de nouveaux pourparlers de conciliation que si l'autorité l'estime nécessaire en vue de la sauvegarde d'intérêts publics et de voisins.

<sup>2</sup> Si la demande de dérogation n'est présentée qu'au cours de la procédure de recours devant le juge administratif, le jugement rendu sur recours statue à son sujet. L'alinéa 1 est applicable par analogie.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'entre pas en matière sur des demandes de dérogation présentées après coup. Demeure réservée la liquidation de la procédure de recours par transaction.

5. Compensation des charges

**Art. 48** Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

## SECTION 12 : Police des constructions

1. Devoirs de l'autorité communale de police des constructions

**Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les prescriptions légales et les dispositions du permis de construire soient observées lors de l'exécution du projet. Son contrôle porte en particulier sur les points suivants :

- observation des conditions et charges du permis de bâtir;
- sécurité du point fixe choisi en vue du projet (art. 14, al. 1, lettre b).

<sup>2</sup> L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les lieux soient remis en l'état conforme à la loi en cas d'exécution illicite des travaux ou en cas d'inobservation, après coup, de prescriptions de construction, de conditions et de charges (art. 36 et 38 LCAT).

<sup>3</sup> Elle veille à l'élimination des perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, entretenues de manière négligente ou contraire de toute autre façon à la réglementation (art. 14, 35 et 38 LCAT).

<sup>4</sup> Les communes peuvent prendre des dispositions intercommunales afin d'assurer les tâches de surveillance de police des constructions.

2. Attributions du Gouvernement, du Département et du Service de l'aménagement du territoire

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance de la police des constructions.

<sup>2</sup> Le Département a les attributions suivantes :

- a) il décide, en cas de doute, si un projet de construction nécessite un permis de construire;
- b) il fixe, en cas de contestation, la procédure d'octroi du permis à appliquer;
- c) il tranche les litiges portant sur les exigences spéciales ou sur les facilités selon les articles 15 et 16, alinéa 3.

<sup>3</sup> ...<sup>4)</sup>

3. Attributions de la Section des permis de construire

**Art. 51** La Section des permis de construire a notamment les attributions suivantes :

- a) elle informe les autorités des communes dans le domaine de la législation sur les constructions;
- b) elle conseille les autorités communales compétentes pour délivrer les permis de construire;
- c) elle exerce la surveillance de la police des constructions; elle prend les mesures nécessaires au sens de l'article 39 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>; elle fixe des délais aux autorités communales de police des constructions et aux autorités compétentes pour l'octroi du permis de construire lorsque ces dernières tardent à remplir leurs obligations légales.<sup>5)</sup>

4. Peines

**Art. 52** Les infractions commises contre les dispositions du présent décret, ainsi que des ordonnances et décisions rendues sur la base de ce décret, sont passibles des peines fixées à l'article 40 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

## SECTION 13 : Emoluments et frais

1. Emoluments

**Art. 53** Sur la base d'un règlement, la commune peut percevoir des émoluments pour son activité en procédure d'octroi du permis de construire, ainsi que pour les actes qu'elle accomplit en matière de police des constructions.

2. Frais du permis et de la procédure de recours

**Art. 54<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le requérant supporte les frais de la procédure d'octroi du permis de construire. Ces frais se composent des émoluments en la matière et des débours, en particulier pour indemnités de déplacement, taxes de témoins, examens techniques, honoraires d'experts, frais de port et de téléphone, frais d'annonce. L'alinéa 2 est réservé.

<sup>2</sup> En procédure d'opposition, le requérant supporte les frais relatifs à la séance de conciliation, à moins que l'opposition soit manifestement irrecevable ou manifestement infondée, auquel cas ceux-ci sont mis à la charge de l'opposant. (...).<sup>11)</sup>

<sup>3</sup> En procédure d'opposition (art. 22 ss), il n'est pas alloué de dépens aux parties.

<sup>4</sup> Il n'est pas perçu de frais en cas d'annonce de prétention à titre de compensation des charges (art. 48).

<sup>5</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative s'appliquent aux frais et aux dépens de la procédure de recours.

3. Avance de  
frais  
a) par le  
requérant

**Art. 55** <sup>1</sup> L'autorité communale et les autorités cantonales compétentes en matière d'octroi du permis peuvent exiger du requérant une avance convenable de frais.

<sup>2</sup> Si le requérant ne donne pas de suite à cette invitation, la procédure est, après une suspension de trois mois, rayée du rôle.

b) par l'opposant

<sup>3</sup> En cas d'échec de la conciliation, l'autorité peut également exiger une avance de frais de l'opposant en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter. L'opposant est averti qu'à défaut d'exécuter l'avance de frais, l'autorité ne donnera pas suite à son opposition.<sup>9)</sup>

## SECTION 14 : Dispositions finales

1. Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 56** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la procédure d'octroi du permis de construire est abrogé.

2. Entrée en  
vigueur

**Art. 57** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 701.1](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RS 700](#)

4) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002

5) Introduite par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002

6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006

7) Abrogé par le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006

8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

9) Introduit par le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

10) Introduit par le ch. I du décret du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012

11) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2018. La deuxième phrase de l'article 54, alinéa 2, a été annulée par l'arrêt du Tribunal fédéral du 14 juin 2017

12) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019

13) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 24 juin 2020 portant modification des dispositions sur le stationnement, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021





**Arrêté****portant établissement de la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie**

du 25 août 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 57 de l'ordonnance du 13 décembre 2016 portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)<sup>1</sup>,

*arrête :*

## Objet

**Article premier** Le présent arrêté a pour objet d'établir la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie conformément à ce que prévoit l'article 57 de l'ordonnance sur l'énergie<sup>1</sup>.

## Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent arrêté pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Données collectées  
1. Electricité

**Art. 3** <sup>1</sup> Les données à fournir doivent permettre de déduire sans ambiguïté, pour l'année de référence et par commune, pour le territoire communal :

- a) le nombre de clients (compteurs) raccordés au réseau;
- b) la quantité d'électricité distribuée;
- c) la quantité d'électricité vendue;
- d) la répartition de l'énergie distribuée et vendue selon les catégories suivantes :
  - ménages;
  - agriculture et horticulture;
  - industrie, arts et métiers;
  - services;
  - transports;
- e) la consommation de l'éclairage public;
- f) le marquage de l'électricité vendue, y compris pour les clients ayant accès au marché;
- g) la quantité d'énergie injectée dans le réseau du gestionnaire de réseau de distribution (y compris la production bénéficiant d'un programme de soutien de la Confédération), par technologie;
- h) la répartition de l'énergie produite selon qu'elle bénéficie ou non d'un programme de soutien fédéral;

- i) la puissance minimale et maximale soutirée du réseau et l'horaire de ces soutirages.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux gestionnaires de réseau de distribution d'électricité.

## 2. Gros consommateurs

**Art. 4** <sup>1</sup> Les données à fournir pour l'année de référence sont :

- a) les coordonnées et la consommation annuelle des consommateurs qui consomment plus de 500'000 kWh d'électricité par année et par site de consommation;
- b) les coordonnées et la consommation annuelle des consommateurs qui consomment plus de 5'000'000 kWh de chaleur par année et par site de consommation.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux fournisseurs d'énergie.

## 3. Gaz naturel

**Art. 5** <sup>1</sup> Les données à fournir doivent permettre de déduire sans ambiguïté, pour l'année de référence et par commune, pour le territoire communal :

- a) le nombre de clients (compteurs) raccordés au réseau;
- b) la quantité de gaz distribuée;
- c) la quantité de gaz vendue;
- d) la répartition de l'énergie distribuée et vendue selon les catégories suivantes :
  - ménages;
  - agriculture et horticulture;
  - industrie, arts et métiers;
  - services;
  - transports;
- e) le marquage du gaz vendu;
- f) la quantité de biogaz injectée dans le réseau.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

## 4. Chauffage à distance

**Art. 6** <sup>1</sup> Les données à fournir doivent permettre de déduire sans ambiguïté, pour l'année de référence et par commune, pour le territoire communal :

- a) le nombre de clients (compteurs) raccordés au réseau;
- b) la quantité de chaleur produite;
- c) la quantité de chaleur vendue;

- d) la répartition de la chaleur distribuée et vendue selon les catégories suivantes :
  - ménages;
  - agriculture et horticulture;
  - industrie, arts et métiers;
  - services;
  - transports;
- e) le marquage de la chaleur vendue;
- f) le prix moyen de l'énergie distribuée (taxe + kWh) ou la grille tarifaire;
- g) la zone desservie par le chauffage à distance.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux gestionnaires de réseau de chauffage à distance.

#### 5. Biomasse

**Art. 7** <sup>1</sup> Les données à fournir pour l'année de référence sont :

- a) la quantité de chaleur produite;
- b) la quantité de chaleur valorisée;
- c) la quantité d'électricité produite;
- d) la quantité d'électricité injectée dans le réseau;
- e) les quantités de biodéchets et de co-substrats utilisées;
- f) la quantité de biogaz injectée dans le réseau.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux exploitants de centrale valorisant la biomasse.

#### 6. Carburants et combustibles

**Art. 8** <sup>1</sup> Les données à fournir pour l'année de référence sont :

- a) la quantité de carburants vendue, par catégorie et par lieu de vente;
- b) la quantité de produits pétroliers vendue, par catégorie;
- c) la quantité de bois de chauffage vendue et sa répartition selon sa forme (bûches, plaquettes ou pellets) et sa provenance;
- d) la quantité de gaz liquide vendue.

<sup>2</sup> L'obligation de fournir ces données incombe aux exploitants de station-service ainsi qu'aux vendeurs et fournisseurs de carburants et combustibles actifs dans le canton du Jura.

#### Transmission des données

**Art. 9** <sup>1</sup> Les données à fournir en application des articles 3 à 8 sont transmises à la Section de l'énergie du Service du développement territorial jusqu'au 31 mai de l'année suivant l'année de référence.

<sup>2</sup> Elles sont transmises au moyen des formulaires mis à disposition par la Section de l'énergie.

<sup>3</sup> Conformément à l'article 57, alinéa 4, de l'ordonnance sur l'énergie<sup>1)</sup>, aucuns frais ne peuvent être facturés pour la transmission de ces données.

Protection des  
données

**Art. 10** Le traitement des données transmises en application du présent arrêté est pour le surplus soumis à la Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>2)</sup>.

Disposition  
transitoire

**Art. 11** <sup>1</sup> Les données visées par le présent arrêté sont collectées à partir de l'année 2018, année précédant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur l'énergie<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les données relatives aux années 2018 et 2019 sont transmises à la Section de l'énergie jusqu'au 31 octobre 2020.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Delémont, le 25 août 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 730.11](#)

2) [RSJU 170.41](#)

# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.012	Ordonnance du 15 décembre 2020 relative au registre cantonal des tumeurs
810.015	Ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 10 février 2017 en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés
810.511.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques

- 810.512 Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
- 810.98 Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)

**811** *Professions sanitaires*

- 811.111 Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
- 811.211 Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
- 811.212 Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
- 811.213 Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
- 811.821 Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
- 811.891 Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
- 811.893 Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
- 811.894 Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
- 811.923 Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
- 811.924 Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
- 811.941 Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
- 811.942 Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant les tarifs des honoraires des vétérinaires chargés du contrôle des viandes et du contrôle des animaux avant abattage
- 811.981 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes

**812** *Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons*

- 812.21 Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
- 812.211 Ordonnance du 8 octobre 2013 sur les médicaments vétérinaires

812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 24 mars 1999 sur les déchets
814.015.6	Décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.20	Loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)
814.21	Ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux)
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 26 mars 2014 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.190	Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes
818	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.101.26	Ordonnance du 21 décembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978

**82                      *Travail*****822                      *Protection des travailleurs***

- 822.11                      Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
- 822.112.1                      Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
- 822.22                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
- 822.31                      Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
- 822.41                      Loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal

**823                      *Marché du travail***

- 823.112                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
- 823.12                      Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
- 823.130                      Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132                      Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32                      Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.33                      Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.331                      Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.4                      Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir

**824                      *Litiges, tribunaux du travail***

- 824.21                      Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation



# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<b><i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i></b>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
831.301.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 15 novembre 2018 concernant les prestations comprises dans le supplément de loyer en faveur des bénéficiaires de prestations complémentaires résidant dans un appartement protégé
<b>832</b>	<b><i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i></b>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis

832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins
832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.113	Ordonnance du 19 juin 2018 concernant la procédure de conciliation en matière de soins ambulatoires dans l'assurance-maladie obligatoire
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 20 octobre 2020 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2021
832.116	Ordonnance du 24 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

## 836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

## 837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
-------	---

837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

## **84** ***Habitat***

841	<i>Logements à caractère social</i>
841.1	Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
841.4	Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
841.41	Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
841.42	Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982
843	<i>Maintien de locaux d'habitation</i>
843.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation
844	<i>Amélioration de l'offre de logements</i>
844.1	Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
844.12	Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

<b>85</b>	<b><i>Aide sociale</i></b>
<b>850</b>	<b><i>Dispositions générales</i></b>
850.1	Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
850.11	Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
850.111	Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
850.111.1	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
850.112	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales
850.113	Arrêté du Département de l'intérieur du 15 juillet 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel des Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura
<b>851</b>	<b><i>Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien</i></b>
851.1	Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
<b>852</b>	<b><i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i></b>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS), arrêté du Parlement du 23 mars 2011 portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) et arrêté du Parlement du 2 octobre 2019 portant approbation de la modification du 23 novembre 2018 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)

---

853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
871.112	Arrêté du Gouvernement du 21 janvier 2020 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres

873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

## Loi sanitaire

du 14 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 25 à 28 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Buts	<b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente loi a pour but de contribuer à la promotion, à la protection et à la sauvegarde de la santé de la population, dans le respect de la liberté, la dignité et l'intégrité de la personne humaine, et d'encourager la responsabilité individuelle et collective dans le domaine de la santé.
Définition	<sup>2</sup> La santé consiste en un état de bien-être physique, mental et social; elle relève des droits de la personne.
Moyens	<b>Art. 2</b> <sup>1</sup> Aux fins définies à l'article premier, la présente loi régit la promotion et la protection de la santé, l'exercice de la police sanitaire et les soins.  <sup>2</sup> La législation fédérale ainsi que les conventions intercantionales et internationales demeurent réservées.

### CHAPITRE II : Promotion et protection de la santé

#### SECTION 1 : Principes généraux

Responsabilité personnelle	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Chacun s'efforce de maintenir et de protéger sa santé, dans la mesure où il peut maîtriser les facteurs qui l'influencent. Nul ne doit être indifférent à celle d'autrui.
-------------------------------	--

<sup>2</sup> Les efforts consentis par l'Etat, les communes et les milieux privés pour promouvoir la santé et mettre à disposition de la population des établissements et services de soins suffisants ne sauraient délier quiconque de sa responsabilité personnelle.

Activités de l'Etat **Art. 4** <sup>1</sup> L'Etat favorise la promotion de la santé, notamment par des mesures d'éducation, de prévention et d'information.

<sup>2</sup> Il organise la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles.

<sup>3</sup> Pour atteindre ces objectifs, l'Etat collabore avec les communes, les organisations et les professionnels concernés.

## SECTION 2 : Prévention et éducation à la santé

Principe **Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat promeut et encourage la prévention, afin de préserver la santé individuelle et collective.

<sup>2</sup> Il favorise notamment l'éducation à la santé au sein de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

Programme **Art. 6** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> définit, en collaboration avec les milieux concernés, un programme pluriannuel de prévention. Celui-ci est soumis à l'approbation du Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

Solariums **Art. 6a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Celui qui met à disposition du public des appareils de bronzage (solariums) doit veiller à fournir, de manière appropriée et aisément compréhensible, tous les renseignements nécessaires concernant les risques pour la santé liés à ces appareils et leur utilisation adéquate.

<sup>2</sup> La mise à disposition d'appareils publics de bronzage à des mineurs est interdite.

Vente de tabacs aux mineurs **Art. 6b**<sup>38)</sup> La vente des produits du tabac aux mineurs est interdite.



Prévention dans  
les écoles

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire organisent l'éducation à la santé, en collaboration avec le Service de la santé publique.<sup>[35\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'éducation à la santé dispensée dans les écoles a pour but :

- a)<sup>[46\)](#)</sup> de renforcer les connaissances et les comportements favorisant la santé des élèves, des enseignants et des autres professionnels du milieu scolaire;
- b)<sup>[46\)](#)</sup> de développer à un niveau global des activités de prévention et de promotion de la santé;
- c) d'inciter chacun à assumer sa responsabilité personnelle.

<sup>3</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports insère l'éducation à la santé dans les programmes de la scolarité obligatoire, ainsi que dans ceux des différentes divisions du Service de la formation postobligatoire.<sup>[46\)](#)</sup>

Moyens

**Art. 8** <sup>1</sup> La prévention est réalisée, notamment par :

- a) la diffusion d'informations touchant au maintien et à la protection de la santé;
- b) le soutien apporté aux activités de prévention déployées par les ligues de santé et autres institutions privées;
- c) la collaboration active avec les dispensateurs de soins;
- d) l'activité des responsables de l'éducation à la santé, en particulier de la médecine et de la médecine dentaire scolaires et de la police sanitaire;
- e) le soutien apporté à la création et au fonctionnement de centres de santé régionaux;
- f)<sup>[35\)](#)</sup> la lutte contre les addictions dues aux substances psychoactives (tabac, alcool, stupéfiants, médicaments, etc.) ou à d'autres causes (addictions comportementales);
- g) les mesures visant à réduire les accidents;
- h) l'encouragement à la pratique populaire du sport;
- i) la promotion et le soutien de la recherche en matière de prévention;
- j)<sup>[28\)](#)</sup> le dépistage précoce des problèmes de santé;
- k)<sup>[28\)](#)</sup> la recherche épidémiologique.

<sup>2</sup> L'Etat collabore avec tous les milieux intéressés. Il veille à la coordination et à l'utilisation judicieuse des ressources humaines et matérielles existantes.

Registres et  
statistiques

**Art. 8a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat peut mettre en place des registres, des statistiques et d'autres moyens de mesure destinés au dépistage précoce des problèmes de santé et à la recherche épidémiologique.

<sup>2</sup> Les dispensateurs de soins sont tenus de participer à l'établissement des registres, des statistiques et des autres moyens de mesure en fournissant les données nécessaires conformément aux dispositions applicables en matière de protection des données ainsi qu'aux instructions de l'autorité compétente.<sup>43)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>44)</sup>

Registre  
cantonal des  
tumeurs

**Art. 8b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat met en place un registre cantonal des tumeurs à des fins de surveillance épidémiologique des maladies oncologiques, d'évaluation des programmes de dépistage précoce, de recherche sur les maladies oncologiques et de promotion de la qualité des soins aux patients.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer la tenue du registre cantonal des tumeurs à une entité tierce. Il s'assure que les règles en matière de sécurité des données soient respectées.

<sup>3</sup> Les dispensateurs de soins et les organisations chargées des programmes de dépistage précoce sont tenus de participer à l'établissement du registre cantonal des tumeurs en fournissant les données nécessaires conformément à la législation fédérale et cantonale.

<sup>4</sup> Le registre cantonal des tumeurs communique aux organisations chargées des programmes de dépistage précoce les données nécessaires à l'assurance qualité avec le numéro AVS des patients ayant participé à un tel programme.

<sup>5</sup> Le registre cantonal des tumeurs peut collecter d'autres données sur les maladies oncologiques que celles prévues par le droit fédéral. Il peut également collecter des données sur d'autres maladies. Le Gouvernement en dresse la liste par voie d'ordonnance.

### SECTION 3 : Lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues

Autorité  
compétente

**Art. 9** <sup>1</sup> Les mesures de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, incombant au Canton en vertu du droit fédéral<sup>2)</sup>, sont du ressort du Service de la santé publique<sup>34)</sup> et en particulier du médecin cantonal.

<sup>2</sup> Au besoin, le Gouvernement peut compléter la liste des maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, établie par les autorités fédérales.

<sup>3</sup> Les dispensateurs de soins ont l'obligation de signaler au médecin cantonal les cas de maladies transmissibles et dangereuses enregistrés, conformément au droit fédéral<sup>2)</sup>.

Subvention

**Art. 10** L'Etat peut subventionner les institutions, publiques ou privées, créées dans le but :

- a) d'assumer la prophylaxie des maladies transmissibles;
- b) de prendre en charge, de traiter les personnes atteintes et d'éviter leur exclusion sociale;
- c) d'assister les personnes soignées ambulairement.

Vaccinations et  
analyses

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse la liste des vaccinations et des analyses contre les maladies transmissibles en complément de celle qu'a établie le Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Il en détermine le financement et le caractère facultatif ou obligatoire.

### SECTION 4 : Financement

Principe

**Art. 12**<sup>21)</sup> La prévention, l'éducation à la santé et la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, sont financées par l'Etat.

Compétences<sup>21)</sup>

**Art. 13**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> arrête, dans le cadre des limites budgétaires, les montants utilisés aux fins de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues.

<sup>2</sup> Il établit chaque année un rapport à l'attention du Gouvernement sur les actions entreprises.

Demande de  
subsid<sup>21)</sup>

**Art. 14<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Les demandes de subsid<sup>21)</sup> en vue de financer des activités en matière de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, doivent être adressées au Service de la santé publique<sup>34)</sup>.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique instruit le dossier et statue sur la demande.

<sup>3</sup> Sa décision est sujette à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

**Art. 15<sup>23)</sup>**

## SECTION 5 : Autres mesures de protection

Catastrophes

**Art. 16** L'Etat se donne les moyens de faire face aux catastrophes naturelles et écologiques et aux accidents majeurs.

Service sanitaire  
coordonné

**Art. 17** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> est responsable de l'organisation du service sanitaire coordonné au sens de la législation fédérale<sup>3)</sup>.

Renvoi

**Art. 18** La lutte et la prévention contre les effets nuisibles à la santé de l'homme et à son environnement sont régies par la législation fédérale et cantonale qui concerne notamment :

- a) la protection de l'environnement;
- b) les conditions de travail;
- c) les denrées alimentaires et les substances toxiques;
- d) la qualité de vie des individus.

## CHAPITRE III : Police sanitaire

Objectif

**Art. 19** <sup>1</sup> La police sanitaire vise à prévenir, à supprimer et à éviter les dangers menaçant la santé humaine.

<sup>2</sup> Toute intervention d'un organe de police sanitaire doit reposer sur une base légale et être proportionnée à l'ampleur du danger concret.

Tâches  
communales

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire.

<sup>2</sup> Les autorités communales sont notamment chargées, dans les limites fixées par la législation, des attributions suivantes :

- a) le maintien de la salubrité des bâtiments et lieux publics;
- b) le contrôle de la salubrité de l'habitat;
- c) la surveillance des conditions d'hygiène dans les restaurants, magasins, commerces, ateliers et usines;
- d) la participation aux contrôles des denrées alimentaires et des produits toxiques;
- e) la distribution d'eau potable;
- f) ...<sup>39)</sup>
- g) la participation aux mesures de lutte contre les maladies transmissibles;
- h) la sépulture ou la crémation des personnes décédées;
- i) l'élimination des eaux usées et des déchets.

<sup>3</sup> Les communes peuvent se grouper en vue d'accomplir ces tâches.

Moyens

**Art. 21** <sup>1</sup> L'autorité communale accomplit ses tâches de police sanitaire en procédant aux contrôles et inspections nécessaires.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elle donne les instructions permettant d'éliminer les risques constatés menaçant la santé.

<sup>3</sup> L'autorité prend les décisions contraignantes qui s'imposent conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>. L'article 23 demeure réservé.

Tâches de l'Etat

**Art. 22** <sup>1</sup> L'Etat assume les tâches de police sanitaire qui lui sont dévolues par la législation.

<sup>2</sup> Il donne les directives techniques et dispense la formation nécessaires aux responsables communaux.

- Danger imminent **Art. 23** Si un danger pour la santé, grave, imminent et impossible à détourner autrement, est établi, le Département prend toutes les mesures indispensables. Il peut en particulier :
- a) interdire ou suspendre des activités;
  - b) évacuer ou interdire l'accès à des immeubles, installations ou à d'autres zones dangereuses du territoire;
  - c) interdire ou limiter la circulation des personnes et des biens;
  - d) informer la population en cas de catastrophe.

## CHAPITRE IV : Soins

### SECTION 1 : Dispositions générales et droits des patients

- Dispensateurs de soins<sup>27)</sup> **Art. 24** <sup>1</sup> Les dispensateurs de soins relèvent du secteur public (art. 33 à 41) ou du secteur privé (art. 42 à 58).

<sup>2</sup> Ils dispensent les soins conformément aux règles qui suivent et veillent au respect et à la dignité de la personne soignée.

<sup>3</sup> ...<sup>26)</sup>

- Médiateur **Art. 24a**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme un médiateur auquel les patients peuvent s'adresser pour se plaindre d'une violation des droits qui leur sont reconnus dans la présente section ou lui soumettre un litige relatif à ces droits les opposant à un établissement hospitalier ou médico-social.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement fixe le détail de la procédure de médiation, le rôle du médiateur et son statut.

- Droit aux soins **Art. 25** Dans les limites des moyens disponibles, chacun a droit aux soins qu'exige son état de santé.

- Droit à l'information **Art. 26**<sup>27)</sup> <sup>1</sup> Afin de pouvoir donner son consentement aux soins de manière libre et éclairée et d'en faire un bon usage, chaque patient a le droit d'être informé de façon simple et compréhensible sur :

- a) son état de santé et le diagnostic médical;
- b) les examens, les traitements et les interventions possibles; leurs bienfaits et les risques éventuels;

- c) les moyens de conservation de la santé et de prévention des maladies;
- d) les conséquences économiques du traitement.

<sup>2</sup> L'information peut exceptionnellement être soustraite au patient lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser qu'elle lui causerait un dommage grave et que des effets positifs évidents ne peuvent en être attendus; en outre, sur leur demande expresse, les patients ont le droit de ne pas être informés.

<sup>3</sup> Chaque patient reçoit, lors de son admission dans un établissement hospitalier ou médico-social, une information écrite sur ses droits et ses devoirs, ainsi que sur les conditions de son séjour.

Consentement  
libre et éclairé  
a) Personne  
capable de  
discernement

**Art. 26a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Aucun soin ne peut être fourni et aucun examen clinique ne peut être subi sans le consentement libre et éclairé du patient concerné capable de discernement, qu'il soit majeur, mineur ou sous curatelle de portée générale, sauf si des intérêts vitaux de la collectivité l'exigent.<sup>35)</sup>

<sup>2</sup> En cas de soins usuels et non invasifs, le consentement du patient peut être tacite.

<sup>3</sup> Un patient capable de discernement peut à tout moment refuser ou interrompre des soins ou quitter un établissement. Le dispensateur de soins a alors le droit de lui demander de confirmer sa décision par écrit après l'avoir clairement informé des risques ainsi encourus. Sont réservées les dispositions concernant le placement à des fins d'assistance.<sup>35)</sup>

b) Directives  
anticipées et  
représentant  
thérapeutique  
1. Principe

**Art. 26b<sup>25)35)</sup>** Toute personne capable de discernement peut conformément à la législation fédérale en la matière, rédiger des directives anticipées ou désigner une personne physique appelée à s'entretenir avec le médecin sur les soins médicaux à lui administrer et à décider en son nom.

**Art. 26c et 26d<sup>36)</sup>**

Libre choix

**Art. 27** <sup>1</sup> Chacun a le droit de s'adresser au dispensateur de soins de son choix.

<sup>2</sup> L'accès aux soins et aux établissements publics cantonaux est garanti indépendamment de la situation socio-économique de la personne soignée.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions légales, conventionnelles et tarifaires des assurances sociales.

Accès au dossier **Art. 28** <sup>1</sup> Chacun a le droit de connaître les données objectives de son dossier personnel indiquant les résultats des investigations, le diagnostic et les soins qu'il a reçus, sous réserve des dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel<sup>[6]</sup>.

<sup>2</sup> Sont exclues du dossier les pièces qui appartiennent à la sphère privée protégée des dispensateurs de soins.

<sup>3</sup> La personne soignée peut exiger que soient transmises les données objectives de son dossier lorsqu'elle se confie à un autre dispensateur de soins, ou peut en interdire la transmission.

<sup>4</sup> Le cas échéant, le nouvel intervenant veille, dans la mesure du possible, à assurer la continuité du traitement et à éviter la répétition inutile d'examens.

Mesures de  
contrainte

**Art. 28a**<sup>(25)(35)</sup> <sup>1</sup> Toute mesure de contrainte à l'égard des patients est en principe interdite. Demeurent réservées les mesures du droit pénal en matière de mesures de sûreté et du droit civil pour les personnes résidant dans un établissement médico-social ou sujettes à un placement à des fins d'assistance.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel et, dans la mesure du possible après en avoir discuté avec le patient, son représentant thérapeutique, son représentant légal ou ses proches, le médecin responsable d'un établissement hospitalier peut, après consultation de l'équipe soignante, imposer pour une durée limitée des mesures de contrainte strictement nécessaires à la prise en charge d'un patient capable de discernement ou incapable de discernement lorsque ces mesures vont à l'encontre de sa volonté présumée :

- a) si le comportement du patient présente un danger grave pour sa sécurité ou sa santé ou pour celle d'autres personnes; et
- b) si d'autres mesures moins restrictives de la liberté personnelle ont échoué ou n'existent pas.



<sup>3</sup> On entend par mesure de contrainte, au sens de l'alinéa précédent, l'isolement, la contention et la limitation des contacts avec l'extérieur.

<sup>4</sup> Le médecin responsable peut déléguer cette prérogative à un autre dispensateur de soins de l'établissement.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les dispositions du Code civil<sup>37)</sup> relatives aux mesures limitant la liberté de mouvement des personnes résidant dans un établissement médico-social s'appliquent aux mesures prises en vertu du présent article.

### **Art 28b**<sup>25)36)</sup>

Commission de  
surveillance des  
droits des  
patients

**Art. 28c**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Afin d'assurer le respect des dispositions légales relatives aux droits des patients, le Gouvernement nomme une commission ayant pour mandat de surveiller, sous cet angle, les établissements hospitaliers et médico-sociaux. Les tâches de la commission sont notamment les suivantes :

- a) émettre des directives et des instructions et, sur demande, prodiguer des conseils;
- b) veiller au respect des règles d'éthique médicale et des soins dans les établissements;
- c)<sup>35)</sup> instruire et statuer sur les cas de violation des dispositions des droits des patients dont elle prend connaissance par elle-même ou qui lui sont dénoncés sur plainte; demeure réservée la compétence de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de statuer sur les plaintes relatives aux mesures de contrainte;
- d) procéder à des inspections et à des contrôles destinés à assurer le respect des dispositions générales relatives aux droits des patients.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle statue au sens de l'alinéa 1, lettre c, la commission constate l'existence ou l'inexistence d'une violation des dispositions légales conférant des droits au patient et propose aux autorités compétentes les mesures utiles propres à éviter de nouvelles infractions à ces dispositions.

<sup>3</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle la composition de la commission. Celle-ci comprend au moins une personne représentative des patients, un représentant des professions médicales, un représentant des professions de la santé et un juriste. Le Gouvernement règle en outre le détail de ses compétences et la procédure de plainte. Le médiateur nommé conformément à l'article 24a est membre de cette commission, avec voix consultative.

Médiation et  
plainte à la  
commission de  
surveillance des  
droits des  
patients

**Art. 28d**<sup>(25)(35)</sup> Toute personne séjournant en établissement hospitalier ou médico-social, son représentant légal ou thérapeutique ou ses proches peuvent s'adresser au médiateur ou déposer une plainte auprès de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou de la commission de surveillance des droits des patients.

Soins palliatifs

**Art. 29** La personne en fin de vie a droit à des soins spécifiques, de manière à vivre dans le maximum de bien-être physique et psychique.

Essais cliniques

**Art. 30** <sup>1</sup> Aucun essai clinique ne peut être effectué sans le consentement des personnes concernées. Le consentement est donné conformément aux articles 26a et suivants.<sup>(27)</sup>

<sup>2</sup> Si la personne concernée est incapable de discernement, un essai clinique ne peut être entrepris que s'il vise à produire un effet bénéfique sur son état de santé.

Prélèvement  
de matériel  
biologique

**Art. 30a**<sup>(25)</sup> Un échantillon de matériel biologique d'origine humaine ne peut être utilisé qu'aux fins approuvées par la personne concernée et dans le respect de ses droits de la personnalité. Il doit en principe être détruit après utilisation, sous réserve d'une décision contraire de la personne concernée et de la législation spéciale en la matière.

Prélèvements  
et dons  
d'organes<sup>(27)</sup>

**Art. 31** <sup>1</sup> Les prélèvements de tissus et d'organes d'une personne décédée sont autorisés moyennant le consentement exprès du défunt ou de ses proches.

<sup>2</sup> L'Etat soutient des campagnes d'information concernant les dons d'organes et encourage chacun à donner de son vivant son accord en vue d'un tel don.

## Autopsie

**Art. 32** <sup>1</sup> L'autopsie n'est autorisée que si le défunt ou ses proches parents y ont consenti, ou si l'intérêt de la santé publique l'exige, notamment dans le domaine de l'épidémiologie. Le cas échéant, le médecin cantonal délivre l'autorisation.

<sup>2</sup> L'autopsie a lieu dans un hôpital ou un établissement aménagé à cet effet.

<sup>3</sup> La législation pénale demeure réservée.

<sup>4</sup> Les proches parents peuvent obtenir le résultat de l'autopsie, sauf si le défunt s'y est opposé.

## SECTION 2 : Soins du secteur public

### 1. Principes a) Autorisation

**Art. 33** Les soins qui relèvent du secteur public, y compris les soins à domicile, sont dispensés par des établissements et institutions dont l'ouverture et l'exploitation sont soumises à autorisation; l'autorisation précisera notamment les exigences en matière de locaux, d'équipements et de qualification du personnel soignant.

### b) Planification sanitaire

**Art. 34** <sup>1</sup> L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système des soins du secteur public.

<sup>2</sup> Le nombre et la capacité des établissements de soins, ainsi que les types de soins qui y sont dispensés, font l'objet d'un plan sanitaire qui tient compte des besoins de la population, des structures bâties existantes, des ressources financières des collectivités responsables et des possibilités de soins du secteur privé. Ce plan est approuvé par le Parlement.

<sup>3</sup> Dans son plan sanitaire, l'Etat tient compte de la complémentarité des services de soins et favorise les prises en charge qui permettent de réduire les placements en institutions et correspondent aux besoins des personnes soignées.

<sup>4</sup> L'organisation gériatrique fait l'objet d'une planification particulière arrêtée par le Gouvernement. [32\)](#)

2. Soins à domicile  
Mission

**Art. 35** Les services de soins à domicile ont pour but d'offrir à la population, à tous les âges de la vie, des soins qui permettent la promotion de la santé, le maintien à domicile des malades et handicapés et l'accompagnement des personnes en fin de vie.

Organisation locale ou régionale

**Art. 36** <sup>1</sup> Les services de soins à domicile relèvent du droit public ou privé.

<sup>2</sup> Leurs tâches sont les suivantes :

- a) la dispensation des soins à domicile en collaboration avec le médecin traitant;
- b) la promotion de la santé, notamment par des actions de prévention et d'éducation;
- c) l'engagement du personnel;
- d) la gestion administrative du service;
- e) la collaboration avec l'entourage du patient et les autres intervenants à domicile (médecins, aides familiales, aides de ménage, assistants sociaux, ligues de santé, etc.).

Organisation cantonale  
a) Tâches du Département

**Art. 37** <sup>1</sup> L'Etat favorise le maintien à domicile. Il promeut, organise et coordonne les services nécessaires.

<sup>2</sup> Le Département établit une planification cantonale qui définit le rayon d'activité de chaque service, de manière à :

- a) desservir chaque commune;
- b) <sup>33)</sup> institutionnaliser la collaboration de chaque service avec un établissement médico-social et/ou une division gériatrique hospitalière (unités d'accueil temporaire) pour la prise en charge des personnes âgées et des handicapés;
- c) assurer la collaboration avec les autres divisions hospitalières ou d'autres institutions.

b) Tâches du Service de la santé publique

**Art. 38** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> est chargé :

- a) de la surveillance générale des services de soins à domicile;
- b) de l'application et du respect de la planification cantonale;
- c) de l'approbation des comptes et budgets des services;
- d) de la fixation du statut et des conditions de travail du personnel;
- e) de l'approbation des effectifs des services;

- f) de la détermination des principes et des tarifs de facturation aux patients;
- g) de la conclusion d'une convention-cadre avec les caisses-maladie sous réserve de l'approbation du Gouvernement;
- h) <sup>33)</sup> de la détermination des directives et/ou de la ratification des conventions de collaboration entre les établissements hospitaliers, les établissements médico-sociaux ou d'autres services de soins;
- i) de la coordination générale des soins à domicile avec les autres services publics ou privés concernés.

Financement **Art. 39**<sup>21)</sup> L'Etat assume le financement des soins à domicile.

Délégation **Art. 40** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile.

<sup>2</sup> ...<sup>7)</sup>

3. Etablissements hospitaliers **Art. 41**<sup>33)</sup> La construction et l'exploitation des établissements hospitaliers sont régies par la loi sur les établissements hospitaliers<sup>8)</sup>.

### SECTION 3 : Soins du secteur privé

1. Principes **Art. 42** <sup>1</sup> La liberté de dispenser des soins à titre privé est garantie.

<sup>2</sup> L'ouverture et l'exploitation d'institutions privées dispensant des soins, ainsi que l'exercice des professions sanitaires déterminées par la loi, sont soumis à autorisation dans le but de protéger le public.

2. Hôpitaux privés **Art. 43** <sup>1</sup> L'ouverture et l'exploitation d'un hôpital privé sont soumises à autorisation en vertu de la loi sur les établissements hospitaliers<sup>8)</sup>, <sup>33)</sup>

<sup>2</sup> L'activité des hôpitaux privés est prise en compte dans la planification des services de soins publics (art. 34).

3. Professions sanitaires  
a) Définition **Art. 44** Les professions sanitaires englobent les professions médicales et les professions de la santé.

Professions médicales **Art. 45**<sup>29)</sup> Les professions médicales sont les suivantes :  
a) médecin;

- b) vétérinaire;
- c) dentiste;
- d) pharmacien;
- e) chiropraticien.

Professions de  
la santé

**Art. 46** <sup>1</sup> Les professions réglementées de la santé sont les suivantes :

- a) ambulancier;
- b) chef de laboratoire d'analyses médicales;
- c) ...<sup>31)</sup>
- d) diététicien;
- e) droguiste;
- f) ergothérapeute;
- g) infirmier;
- h) logopédiste-orthophoniste;
- i) opticien;
- j)<sup>29)</sup> podologue, pédicure-podologue;
- k) physiothérapeute;
- l) psychomotricien;
- m)<sup>17)</sup> psychologue-psychothérapeute;
- n) sage-femme;
- o) technicien-dentiste;
- p)<sup>18)</sup> ostéopathe;
- q)<sup>18)</sup> masseur médical;
- r)<sup>18)</sup> hygiéniste dentaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut soumettre, par voie d'ordonnance, l'exercice d'autres professions de la santé à l'octroi d'une autorisation si un intérêt public le justifie.

b) Autorisation  
Principe

**Art. 47** <sup>1</sup> Est soumis à autorisation :

- a)<sup>40)</sup> l'exercice des professions médicales au sens de l'article 45;
- b)<sup>40)</sup> l'exercice des professions de la santé au sens de l'article 46;
- c) l'activité d'assistant ou de remplaçant d'une personne exerçant une profession médicale ou de la santé;
- d) la fabrication et la vente de médicaments<sup>9)</sup>;
- e)<sup>41)</sup> l'exploitation d'un cabinet de groupe.

<sup>2</sup> Une telle autorisation peut concerner également l'utilisation des locaux nécessaires à l'exercice d'une profession sanitaire, à la fabrication ou à la vente de médicaments.

<sup>3</sup> L'autorisation d'exercer une profession sanitaire ne saurait remplacer les autorisations exigées par d'autres dispositions légales.

## Octroi

**Art. 48<sup>40)</sup>** <sup>1</sup> L'autorisation d'exercer une profession médicale est délivrée par le Département. Il est également compétent pour délivrer l'autorisation d'exploiter un cabinet de groupe.

<sup>2</sup> L'autorisation d'exercer une profession de la santé est délivrée par le Service de la santé publique. Il délivre également l'autorisation d'activité temporaire pour les assistants et les remplaçants des professions médicales. L'alinéa 3 est réservé.

<sup>3</sup> L'autorisation d'activité temporaire des assistants et des remplaçants de la profession de vétérinaire est délivrée par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

Formation  
requis  
a) Professions  
médicales

**Art. 49<sup>40)</sup>** <sup>1</sup> Peuvent exercer une profession médicale au sens de l'article 45 :

- a) les titulaires du diplôme fédéral;
- b) les titulaires d'un diplôme étranger jugé équivalent, afin d'assurer pleinement l'assistance médicale de la population. La procédure est régie par la loi fédérale sur les professions médicales universitaires (LPMéd)<sup>42)</sup>.

<sup>2</sup> Toute personne qui veut exercer la profession de médecin ou de chiropraticien doit, en plus, être titulaire du titre postgrade fédéral correspondant.

b) Professions  
de la santé

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, le degré de formation nécessaire à l'exercice des professions de la santé.

<sup>2</sup> Le diplôme fédéral est exigé pour la pratique des professions de la santé dont la formation est sanctionnée par un tel diplôme.

## Refus

**Art. 51** L'autorisation peut être refusée si le requérant :

- a) a été condamné pénalement pour des actes portant atteinte à la probité et à l'honneur de la profession ou pour des infractions graves ou répétées aux dispositions réglant les professions sanitaires;
- b) ne jouit pas pleinement de ses droits civils;
- c) présente des déficiences psychiques ou physiques incompatibles avec l'exercice de sa profession;
- d) s'est vu retirer l'autorisation d'exercer dans un autre canton ou dans un autre pays en raison d'infractions graves ou répétées à la législation sanitaire;

e) n'est pas couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Retrait

**Art. 52** <sup>1</sup> L'autorisation d'exercer peut être retirée en tout temps par le Département, à titre temporaire ou définitif, pour l'un des motifs mentionnés à l'article 51.

<sup>2</sup> Elle peut aussi être retirée lorsque l'intéressé a fait preuve d'incapacité ou de négligence grave dans l'exercice de sa profession; le retrait a lieu sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être éventuellement prises à l'encontre de l'intéressé.

<sup>3</sup> Dans des cas de moindre gravité, le Département peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

<sup>4</sup> Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, le Département entend l'intéressé et prend l'avis de l'association professionnelle concernée, ainsi que des associations de patients, lorsque la mesure envisagée est motivée par des faits relevant de l'exercice de la profession.

c) Exercice des professions sanitaires

**Art. 53** <sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation exercent leur profession dans le cadre de leurs compétences, des directives d'ordre éthique émises par leur association professionnelle et de la législation.

Principes généraux

<sup>2</sup> Ils doivent respecter la liberté et la sphère privée des personnes; ils sont tenus au secret professionnel selon le Code pénal suisse<sup>10)</sup>, sauf si l'intéressé ou le médecin cantonal les en délie expressément.

<sup>3</sup> Ils sont tenus de s'acquitter des obligations qui découlent de la médecine légale et de la police sanitaire et de soutenir les autorités qui assument des tâches relatives à la santé publique.

<sup>4</sup> Le Gouvernement, par voie d'ordonnance, détermine les conditions d'exercer après avoir entendu l'association professionnelle intéressée.

Exercice des professions médicales

**Art. 54** <sup>1</sup> Seules les personnes autorisées à exercer une profession médicale ont qualité pour pratiquer leur art et pour délivrer des attestations qui relèvent de leur activité.



<sup>2</sup> Une profession médicale peut être exercée à titre d'activité économique privée, avec une responsabilité professionnelle propre (à titre indépendant), ou à titre dépendant. Les titulaires d'une autorisation d'exercer désirant modifier leur type d'activité doivent s'annoncer au Département.<sup>[40\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> L'activité dépendante de la profession de médecin, de dentiste et de chiropraticien ne peut être exercée qu'au sein d'un cabinet de groupe dûment autorisé. Cette exigence ne s'applique pas à l'activité de médecin-chef et de médecin-chef adjoint dans un établissement hospitalier.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes qui exercent une profession médicale peuvent, de façon temporaire, se faire remplacer ou assister. Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure d'autorisation.<sup>[40\)](#)</sup>

Cabinet de  
groupe

**Art. 54a<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Plusieurs médecins, dentistes et chiropraticiens peuvent constituer un cabinet de groupe sous la forme d'une personne morale. Ils sont considérés comme exploitants du cabinet de groupe. Ce cabinet peut être interdisciplinaire.

<sup>2</sup> L'exploitation d'un cabinet de groupe est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Chaque médecin, dentiste ou chiropraticien qui exploite un cabinet de groupe doit être au bénéfice d'une autorisation d'exercer.

<sup>4</sup> Un cabinet de groupe peut engager des médecins, des dentistes ou des chiropraticiens à titre dépendant. Ils doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exercer (art. 47, al. 1, lettre a). Des exploitants du cabinet de groupe peuvent également être engagés à titre dépendant.

<sup>5</sup> Un cabinet de groupe peut engager des professionnels de la santé à titre dépendant. Ils doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exercer (art. 47, al. 1, lettre b).

<sup>6</sup> Une assurance responsabilité civile professionnelle souscrite au nom du cabinet de groupe est obligatoire. Elle doit couvrir l'activité professionnelle de toutes les personnes exerçant leur activité pour le cabinet de groupe.

<sup>7</sup> Toute modification dans la composition des personnes exploitant un cabinet de groupe (al. 3) doit être annoncée au Département. Lorsqu'un cabinet de groupe n'est plus exclusivement exploité par des personnes autorisées à exercer une profession médicale, l'autorisation de l'exploiter est retirée. L'article 52 s'applique par analogie.

Médecines  
naturelles

**Art. 55** L'Etat favorise, par une information adéquate, le recours à des pratiques médicales naturelles, si elles sont exercées par des médecins jouissant d'une autorisation.

Approvisionne-  
ment en  
médicaments

**Art. 56** L'approvisionnement de la population en médicaments est réglé par une loi spécifique.

Exercice des  
professions de la  
santé

**Art. 57** <sup>1</sup> Seules les personnes autorisées à exercer une profession de la santé au sens de l'article 46 sont habilitées à pratiquer leur art.

<sup>2</sup> En tant que titulaire d'une autorisation, les personnes exerçant une profession de la santé répondent, à l'égard de l'autorité qui a octroyé cette autorisation, de l'activité déployée par leur remplaçant et leur assistant.

d) Libération du  
secret  
professionnel

**Art. 58** <sup>1</sup> Le médecin cantonal est l'autorité compétente au sens de l'article 321, chiffre 2, du Code pénal suisse pour délier du secret professionnel la personne qui y est tenue en raison de sa profession.

<sup>2</sup> Le médecin cantonal décide sur proposition de la personne tenue au secret professionnel; il n'est pas lié par cette proposition.

Médecins  
scolaires et  
infirmiers  
scolaires

**Art. 58a**<sup>49)</sup> Dans le cadre d'une procédure en cours, les médecins scolaires et les infirmiers scolaires peuvent fournir aux autorités de poursuite pénale ainsi qu'à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les documents nécessaires et communiquer les informations requises, à moins que des intérêts dignes de protection ne s'y opposent. L'article 453 du Code civil suisse<sup>48)</sup> est réservé.

## SECTION 4 : Formation

Principe

**Art. 59** Dans le but d'assurer à la population des soins de qualité, l'Etat encourage la formation et le perfectionnement des dispensateurs de soins.

Professions de la santé; écoles	<b>Art. 60</b> Il crée ou soutient des écoles assurant la formation aux professions de la santé.
Professions médicales	<b>Art. 61</b> Il encourage la formation des médecins dans les établissements de soins publics.
Perfectionnement	<b>Art. 62</b> Il encourage les associations professionnelles et les établissements de soins à développer la formation continue et le perfectionnement de leurs membres ou collaborateurs.

## CHAPITRE V : Tâches et organes de l'Etat et des communes

### SECTION 1 : Participation des milieux intéressés

Collaboration, consultation	<b>Art. 63</b> <sup>1</sup> L'Etat et les communes s'acquittent des tâches qui leur sont conférées par la présente loi en veillant à consulter et à collaborer avec tous les milieux intéressés, en particulier avec les associations représentatives dont le but est la défense des patients et les associations professionnelles.
-----------------------------	---

<sup>2</sup> Une loi spéciale institue le Conseil de la santé publique.<sup>[11\)](#)</sup>

### SECTION 2 : Répartition des tâches

Tâches du Canton	<b>Art. 64</b> <sup>1</sup> L'Etat veille, dans le cadre de la législation scolaire et de la formation professionnelle, à l'élaboration et à l'exécution des programmes d'éducation sanitaire.
------------------	--

<sup>2</sup> L'Etat organise et favorise la prévention.

<sup>3</sup> L'Etat arrête l'organisation de la médecine du travail.

<sup>4</sup> L'Etat fixe, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de santé et de salubrité publiques.

<sup>5</sup> L'Etat, en collaboration avec les communes, organise et surveille la médecine et la médecine dentaire scolaires.

<sup>6</sup> L'Etat veille à ce que la population du Canton dispose d'établissements de soins en nombre suffisant et dotés d'un personnel qualifié.

<sup>7</sup> L'Etat définit, par voie d'ordonnance, l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations semblables.

<sup>8</sup> Les établissements psychiatriques de droit public et la clinique dentaire scolaire sont des institutions cantonales. Les frais d'équipement et d'exploitation de la clinique dentaire scolaire sont portés à la répartition des charges de l'action sociale, conformément à la loi concernant la péréquation financière<sup>[12\)](#), [19\)](#)<sup>33)</sup></sup>.

<sup>9</sup> L'Etat peut créer, par voie de décret, d'autres institutions sanitaires d'intérêt cantonal.

<sup>10</sup> L'Etat autorise et surveille l'exercice des professions sanitaires.

<sup>11</sup> L'Etat encourage la formation et le perfectionnement professionnels et peut faire de la recherche ou la subventionner, seul ou en collaboration avec des organismes et institutions de droit public ou privé.

<sup>12</sup> Le Gouvernement nomme un médiateur chargé de traiter les plaintes des patients en cas de violation de leurs droits découlant de la section 1 du chapitre IV.<sup>[27\)](#)</sup>

Tâches des  
communes

**Art. 65** <sup>1</sup> Dans le cadre de leurs compétences de police locale, les communes veillent à la santé et à la salubrité publiques sur le territoire communal; à défaut d'un règlement communal, l'ordonnance prévue à l'article 67 s'applique.

<sup>2</sup> Les communes prennent les mesures de lutte contre la propagation des maladies transmissibles; en cas d'épidémie grave, l'autorité communale prend les mesures d'urgence, en collaboration avec les organes de l'Etat et le corps médical.

<sup>3</sup> Dans le cadre de la législation cantonale, les communes collaborent à l'organisation du service médical et dentaire scolaires ainsi qu'aux mesures de prévention.

<sup>4</sup> Dans le cadre de l'ordonnance prévue à l'article 40, les communes participent à l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations sanitaires semblables; à cet effet, elles peuvent se grouper en syndicats de communes ou déléguer leur compétence à des organismes de droit public ou à des institutions et personnes privées.

<sup>5</sup> Les communes, avec le soutien de l'Etat, prennent les dispositions nécessaires en faveur du maintien à domicile des personnes malades ou âgées, aussi longtemps que leur santé le permet. Si elles créent des appartements protégés à cet effet, elles veillent à éviter la concentration ou l'isolement des personnes âgées.

<sup>6</sup> ... [20\)](#)

### SECTION 3 : Organes de la santé publique

Organes de l'Etat **Art. 66** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance dans le domaine de la santé publique.

<sup>2</sup> Le Département assure l'exécution de la législation fédérale et cantonale et des conventions intercantionales.

<sup>3</sup> Le Service de la santé publique, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires, le médecin cantonal, le pharmacien cantonal, le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, le médecin du travail, ainsi que d'autres unités administratives créées par le Parlement, assument les tâches qui leur sont attribuées par les législations fédérale et cantonale. [40\)](#)

Organes de la commune **Art. 67** Le règlement communal, ou à défaut une ordonnance cantonale (art. 64, al. 4), désigne les organes communaux compétents en matière de santé et de salubrité publiques.

### SECTION 4 : Répartition des charges

Répartition des charges **Art. 68** La répartition entre l'Etat et les communes des charges des établissements de soins publics, de la promotion de la santé, de la prévention et des soins à domicile est réglée par la loi concernant la péréquation financière [12\)](#) [19\)](#)

## CHAPITRE VI : Voies de droit et mesures répressives

### SECTION 1 : Voies de droit

Opposition et  
recours

**Art. 69** Les décisions prises sur la base de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative.

### SECTION 2 : Mesures répressives

Peines

**Art. 70** <sup>1</sup> Celui qui exerce, sans autorisation et contre rémunération, une activité relevant de la compétence des titulaires d'une autorisation d'exercer une profession sanitaire ou qui contrevient aux prescriptions de la présente loi et des ordonnances qui en découlent, sera puni de l'amende. Dans les cas graves, une peine d'amende de 50 000 francs au plus peut être prononcée.<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les dispositions du Code pénal suisse demeurent réservées.

Mesures  
administratives

**Art. 71** <sup>1</sup> Indépendamment des peines prévues à l'article 70, le Service de la santé publique<sup>[34\)](#)</sup> peut ordonner toute mesure propre à faire cesser un état de fait contraire au droit.

<sup>2</sup> Il peut ordonner notamment la fermeture des locaux, le séquestre, la confiscation ou même la destruction des choses qui font l'objet de la contravention ou qui ont servi à la commettre.

## CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Exécution

**Art. 72** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi; il édicte les dispositions nécessaires.

<sup>2</sup> Il règle notamment, par voie d'ordonnance :

- a) la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues;
- b) les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire;
- c) les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile;
- d) les conditions donnant droit à l'aide financière prévue à l'article 40;

- e) les conditions d'exercer les professions sanitaires;
- f)<sup>41)</sup> la mise en œuvre des articles 6a et 6b, en prévoyant notamment les modalités de contrôle, l'installation obligatoire d'un dispositif de surveillance efficace ainsi qu'une obligation d'annonce à charge des exploitants d'appareils de bronzage ou d'automates proposant la vente des produits du tabac;
- g)<sup>41)</sup> la protection contre le radon.

Abrogation

**Art. 73** Sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales;
- b) la loi du 26 octobre 1978 relative aux mesures à prendre contre la tuberculose;
- c) la loi du 26 octobre 1978 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée;
- d) le décret du 6 décembre 1978 concernant les subsides de l'Etat en faveur de la lutte contre la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée.

Modification du droit en vigueur

**Art. 74** <sup>1</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur les oeuvres sociales<sup>13)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 96, alinéa 2

...<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur les hôpitaux<sup>8)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 34

...<sup>14)</sup>

**Art. 75**<sup>36)</sup>

Dispositions transitoires  
1. Personnes au bénéfice d'une autorisation

**Art. 76** <sup>1</sup> Les personnes autorisées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à exercer leur profession ou une activité actuellement soumise à la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales, demeurent au bénéfice de cette autorisation.

<sup>2</sup> Elles sont tenues de se conformer aux exigences de la présente loi ainsi qu'aux dispositions d'application; exceptionnellement, le Département peut accorder un délai d'adaptation à qui en établit la nécessité.

2. Professions de la santé **Art. 77** Les personnes qui exercent une profession de la santé nouvellement soumise à autorisation doivent présenter une demande d'autorisation dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'ordonnance relative à la profession dont il s'agit.
3. Chiropraticiens **Art. 77a<sup>28)</sup>** Les chiropraticiens au bénéfice d'une autorisation de pratiquer à titre indépendant, délivrée par le Service de la santé publique<sup>34)</sup>, au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 45 sont tenus de présenter une demande d'autorisation au Département de la Santé et des Affaires sociales dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite modification.
- Référendum **Art. 78** La présente loi est soumise au référendum facultatif.
- Entrée en vigueur **Art. 79** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 14 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) Loi fédérale sur les épidémies ([RS 818.101](#))
- 3) Ordonnance fédérale concernant la préparation du service sanitaire coordonné ([RS 501.31](#)) et ordonnance fédérale sur l'organe de coordination sanitaire fédéral ([RS 501.32](#))
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) [RSJU 213.32](#)
- 6) Cette loi a été remplacée par la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) qui s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 170.41](#))



- 7) Les effets de l'art. 40, al. 2, ont été suspendus par la section 2 de la loi du 20 octobre 1993 instituant des mesures d'économie 1994, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994. Alinéa abrogé par la section 2 du chapitre II de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.
- 8) [RSJU 810.11](#)
- 9) Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments ([RSJU 812.11](#))
- 10) [RS 311.0](#)
- 11) [RSJU 172.481](#)
- 12) [RSJU 651](#)
- 13) [RSJU 850.1](#)
- 14) Texte inséré dans ladite loi
- 15) [RSJU 832.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> juillet 1993
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 18) Introduite par le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 20) Abrogé par l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 22) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 23) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 25) Introduit par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 26) Abrogé par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 27) Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 28) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 30) [RS 235.154](#)
- 31) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 32) Introduit par l'article 43 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 810.41](#))
- 33) Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 810.11](#))
- 34) Nouvelle dénomination selon l'article 19, lettre a, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 ([RSJU 172.111](#))
- 35) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 36) Abrogé(s) par le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

- 37) [RS 210](#)
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 39) Abrogée par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 41) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 42) [RS 811.11](#)
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 44) Abrogé par le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 48) [RS 210](#)
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

## Ordonnance relative au registre cantonal des tumeurs

du 15 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 18 mars 2016 sur l'enregistrement des maladies oncologiques (LEMO)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 11 avril 2018 sur l'enregistrement des maladies oncologiques (OEMO)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 8b, alinéas 2 et 5, et 72, alinéa 1, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

Buts	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle la tenue du registre cantonal des tumeurs et définit les données sur les maladies oncologiques ou sur d'autres maladies que ce dernier peut collecter en sus de celles prévues par le droit fédéral.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Délégation	<b>Art. 3</b> La tenue du registre est confiée au Registre neuchâtelois et jurassien des tumeurs (ci-après : "le registre").
Collaboration dans la collecte des données	<b>Art. 4</b> Le registre met en place les processus pour la collecte des données en collaboration avec les dispensateurs de soins et les organisations chargées des programmes de dépistage précoce.
Tumeurs répertoriées	<b>Art. 5</b> En plus des données relatives aux tumeurs énumérées par la législation fédérale, le registre collecte les données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) carcinomes basocellulaires de la peau (CIM-10 : C44);</li> <li>b) tumeurs bénignes de l'intestin (CIM-10 : D12);</li> <li>c) tumeurs bénignes du sein (CIM-10 : D24);</li> <li>d) carcinome in situ de la peau (CIM : D04).</li> </ul>

Données  
communiquées  
par les  
organisations  
chargées des  
programmes de  
dépistage  
précoce

**Art. 6** En plus des données énumérées à l'article 12, alinéa 3, de l'ordonnance fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques<sup>2)</sup>, les organisations chargées des programmes de dépistage précoce communiquent au registre :

- a) le numéro de référence attribué à la personne;
- b) la date d'examen du dépistage;
- c) le type de dépistage.

Données  
communiquées  
par les  
dispensateurs de  
soins

**Art. 7** En plus des données de base concernant les maladies oncologiques visées à l'article premier de l'ordonnance fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques<sup>2)</sup>, les dispensateurs de soins communiquent au registre la profession exercée par le patient au moment du diagnostic.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Delémont, le 15 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 818.33](#)
- 2) [RS 818.331](#)
- 3) [RSJU 810.01](#)

## **Arrêté concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets**

du 10 novembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 34 de la loi du 24 mars 1999 sur les déchets<sup>1)</sup>,

vu les articles 5 à 7 du décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Assujettissement **Article premier** Sont assujettis à la redevance sur les déchets, conformément à la loi sur les déchets :

- le stockage définitif de déchets en décharges sises sur le territoire cantonal;
- l'élimination par incinération en usine de valorisation thermique de déchets produits ou stockés provisoirement dans le canton.

Montant **Art. 2** <sup>1</sup> La redevance pour les déchets stockés définitivement sur le territoire cantonal est fixée comme suit :

- pour les déchets stockés en décharge de type A ainsi que lors de remise en culture avec des matériaux d'excavation et déblais non pollués (hormis en zone de viabilisation) : 0.50 franc par m<sup>3</sup>;
- pour les déchets stockés en décharge de type B : 5 francs par tonne ou 9 francs par m<sup>3</sup>;
- pour les déchets stockés en décharge de types D et E : 18.60 francs par tonne.

<sup>2</sup> La redevance pour les déchets produits ou stockés provisoirement dans le canton et éliminés en usine de valorisation thermique est de 35 francs par tonne.

Débiteurs **Art. 3** <sup>1</sup> Pour les déchets stockés définitivement sur le territoire cantonal, la redevance est prélevée auprès des exploitants de décharges.

<sup>2</sup> Pour les déchets produits ou stockés provisoirement dans le canton et éliminés en usine de valorisation thermique la redevance est prélevée :

- auprès des communes pour les déchets urbains non valorisables dont elles assurent l'élimination;
- auprès du détenteur des déchets pour les autres déchets.

Obligation des  
débiteurs

**Art. 4** <sup>1</sup> Les débiteurs doivent remettre à l'Office de l'environnement, au plus tard à la fin des mois d'avril, juillet, octobre et janvier, les quantités de déchets mis en décharge ou incinérés durant le trimestre précédent.

<sup>2</sup> La déclaration doit comporter toutes les indications nécessaires à l'établissement de la facture, soit :

- les quantités de déchets (en tonnes ou m<sup>3</sup>);
- la provenance de ces déchets (communes, syndicats ou privés).

<sup>3</sup> Les preneurs qui traitent des déchets de l'extérieur du canton et qui en déposent une partie en décharge doivent mentionner à l'exploitant de celle-ci la proportion provenant de l'extérieur du canton.

Perception

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement procède trimestriellement à la perception de la redevance. Au besoin, celle-ci est fixée par voie de décision.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement peut convenir avec les exploitants d'usine de valorisation thermique de la perception de la redevance par ces derniers.

<sup>3</sup> Le délai de paiement est de 30 jours.

<sup>4</sup> Un intérêt moratoire est dû en cas de retard dans le paiement.

Entrée en  
vigueur

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Abrogation

<sup>2</sup> Il abroge l'arrêté du 24 octobre 2017 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets.

Delémont, le 10 novembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 814.015](#)

2) [RSJU 814.015.6](#)

# Loi portant introduction de la loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LiLDAI)<sup>8)</sup>

du 26 mars 2014

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 47 et suivants, 66 et 69 de la loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)<sup>1)</sup>,<sup>9)</sup>

vu les articles 25, alinéa 1, 28 et 52 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

**But** **Article premier** La présente loi définit les modalités d'application de la législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels.

**Terminologie** **Art. 2** <sup>1</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

<sup>2</sup> Dans les dispositions qui suivent, le terme "denrées alimentaires" englobe à la fois les denrées alimentaires et les objets usuels au sens de la législation fédérale.

## SECTION 2 : Compétences et organisation

**Gouvernement** **Art. 3** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal.

<sup>2</sup> Sous réserve des compétences du Parlement, il peut conclure des conventions avec d'autres cantons.

<sup>3</sup> Il peut confier à d'autres cantons certaines tâches liées à l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires. Il peut également accepter d'exécuter de telles tâches en faveur d'autres cantons.

Département	<b>Art. 4<sup>9)</sup></b> Le département auquel est rattaché le Service de la consommation et des affaires vétérinaires veille à l'exécution de la législation fédérale et cantonale.
Service de la consommation et des affaires vétérinaires	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le contrôle des denrées alimentaires incombe au Service de la consommation et des affaires vétérinaires. Il est effectué sous la direction du chimiste cantonal et du vétérinaire cantonal.</p> <p><sup>2</sup> Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires peut confier l'analyse d'échantillons prélevés à des laboratoires agréés.<sup>9)</sup></p>
Chimiste cantonal, inspecteurs et contrôleurs	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Le chimiste cantonal exécute la législation fédérale et cantonale dans le domaine des denrées alimentaires. En particulier, il dirige le prélèvement des échantillons. Il est autonome dans l'exercice des tâches qui lui sont attribuées.<sup>9)</sup></p> <p><sup>2</sup> Il peut édicter des directives d'ordre administratif, technique ou d'organisation.</p> <p><sup>3</sup> Les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires sont subordonnés au chimiste cantonal et le secondent dans sa tâche.</p>
Vétérinaire cantonal	<p><b>Art. 7<sup>9)</sup></b> <sup>1</sup> Le vétérinaire cantonal exécute la législation fédérale sur les denrées alimentaires dans le domaine de la production primaire des denrées alimentaire d'origine animale et de l'abattage. En particulier, il dirige le contrôle des conditions de détention des animaux destinés à la production de denrées alimentaires; il surveille et coordonne l'inspection des animaux avant et après l'abattage, de même que la manipulation de la viande dans les locaux d'abattage et les locaux de découpage qui leur sont attenants. Il est autonome dans l'exercice des tâches qui lui sont attribuées.</p> <p><sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal surveille et coordonne l'activité des vétérinaires officiels, des auxiliaires officiels et vétérinaires non officiels.</p> <p><sup>3</sup> Il peut édicter des directives d'ordre administratif, technique ou d'organisation.</p> <p><sup>4</sup> Au surplus, l'inspection des animaux avant l'abattage et l'inspection de la viande après l'abattage sont régies par l'ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes<sup>4)</sup>.</p>



Collaboration

**Art. 8** <sup>1</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal s'assistent mutuellement en cas de besoin, en particulier lors du contrôle de denrées alimentaires d'origine animale.

<sup>2</sup> Ils coordonnent la prise d'échantillons.

**Art. 9 et 10**<sup>10)</sup>

Contrôle des champignons

**Art. 11** <sup>1</sup> Les communes peuvent instituer un contrôle des champignons et nommer un contrôleur qualifié; elles peuvent se regrouper à cet effet.

<sup>2</sup> Le Canton participe aux frais de formation et de formation continue des contrôleurs officiels des champignons désignés par les communes; il peut participer également aux frais de contrôle.

Entraide administrative

**Art. 12** Les autorités administratives cantonales et communales sont tenues de fournir tout renseignement utile requis par une autorité chargée du contrôle des denrées alimentaires.

### SECTION 3 : Mesures

Principe

**Art. 13** Sous réserve des dispositions du droit fédéral, l'activité des autorités de contrôle et de surveillance est régie par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

Mesures de protection de la santé

**Art. 14** <sup>1</sup> Le chimiste cantonal peut ordonner les mesures nécessaires à la protection de la santé, en particulier le séquestre des marchandises contestées lorsque des contrôles révèlent qu'une valeur limite est dépassée. Les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires peuvent en faire de même; ils avisent le chimiste cantonal des mesures prises.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Le vétérinaire cantonal peut ordonner les mesures de protection de la santé dans sa sphère de contrôle; il en informe le chimiste cantonal. Les vétérinaires officiels et les auxiliaires officiels peuvent en faire de même en avisant le vétérinaire cantonal des mesures prises.

<sup>3</sup> Le chimiste cantonal, les inspecteurs des denrées alimentaires, les contrôleurs des denrées alimentaires et le vétérinaire cantonal sont compétents pour ordonner la fermeture immédiate d'une entreprise soumise à contrôle si les conditions qui y règnent présentent un danger direct et important pour la santé publique.<sup>9)</sup>

<sup>4</sup> Les mesures de protection de la santé sont portées à la connaissance du médecin cantonal.

#### **Art. 15 et 16<sup>10)</sup>**

Mise en garde  
publique

**Art. 17** <sup>1</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal informent le public lorsque des denrées alimentaires présentant un danger pour la santé ont été distribuées à un nombre indéterminé de consommateurs.

<sup>2</sup> Ils peuvent émettre des recommandations.

<sup>3</sup> Lorsque la population de plusieurs cantons est menacée, les autorités de contrôle en informent sans délai la Confédération.

#### **Art. 18<sup>10)</sup>**

### **SECTION 4 : Qualifications professionnelles, formation continue**

Qualifications  
professionnelles

**Art. 19** Le Gouvernement veille à ce que les personnes chargées du contrôle des denrées alimentaires remplissent les exigences posées par le droit fédéral pour les fonctions qui leur sont assignées.

Formation  
continue

**Art. 20** Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal arrêtent les programmes de formation continue des personnes chargées du contrôle.

### **SECTION 5 : Financement**

Prise en charge  
des frais

**Art. 21** <sup>1</sup> L'Etat supporte les frais engendrés par le contrôle des denrées alimentaires exécuté par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

<sup>2</sup> En matière de contrôle des viandes, après déduction des émoluments perçus, l'ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes<sup>4)</sup> s'applique.

<sup>3</sup> Les contrôleurs des champignons sont rétribués par la commune.

Emoluments

**Art. 22<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les émoluments perçus pour les actes énumérés à l'article 58, alinéa 2, de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels<sup>1)</sup> sont fixés conformément au décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Sont réservées les analyses et inspections relevant du chimiste cantonal, qui sont facturées au tarif élaboré par l'Association des chimistes cantonaux suisses.

## SECTION 6 : Dispositions pénales et voies de droit

Poursuite pénale

**Art. 23<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Le chimiste cantonal, le vétérinaire cantonal, les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires, les vétérinaires officiels et les auxiliaires officiels ont qualité d'agent de la police judiciaire, ils peuvent procéder, en cette qualité, aux constats officiels.

<sup>2</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal peuvent dénoncer au Ministère public les infractions aux prescriptions du droit des denrées alimentaires. Sont réservées les infractions aux prescriptions sur l'importation, l'exportation et le transit.

<sup>3</sup> La procédure est régie par le Code de procédure pénale suisse<sup>6)</sup>.

Voies de droit

**Art. 24<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions en matière de denrées alimentaires sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> Conformément à l'article 70 de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels<sup>1)</sup>, le délai d'opposition est de 10 jours et le délai de recours contre les décisions sur opposition est de 30 jours.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

**Art. 25<sup>10)</sup>**

Effet suspensif  
et mesures  
provisionnelles

**Art. 26** <sup>1</sup> Les autorités de décision ou de recours peuvent retirer l'effet suspensif à une opposition ou à un recours.

<sup>2</sup> Si l'effet suspensif est accordé à une opposition ou à un recours, l'autorité de décision ou de recours prend les mesures provisionnelles nécessaires.

## **SECTION 7 : Disposition transitoire**

**Art. 27** Les procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises à l'ancienne loi.

## **SECTION 8 : Dispositions finales**

Droit d'exécution

**Art. 28** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte les ordonnances d'exécution de la présente loi et fixe, au besoin, les émoluments prévus par celle-ci.

<sup>2</sup> Sont notamment réglées, par voie d'ordonnance, la surveillance des établissements d'abattage ainsi que l'organisation du contrôle des viandes et contrôle des animaux avant abattage.

Abrogation

**Art. 29** La loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels est abrogée.

Référendum

**Art. 30** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 31** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mars 2014

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gabriel Willemin  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 817.0](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RSJU 817.190](#)
- 5) [RSJU 176.21](#)
- 6) [RS 312.0](#)
- 7) 1<sup>er</sup> juillet 2014
- 8) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 10) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 31 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020



## Ordonnance portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière

(Version en vigueur du 22 décembre 2020 au 21 janvier 2021)

du 21 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (Loi sur les épidémies, LEp)<sup>[1](#)</sup>, en particulier les articles 6, alinéa 2, lettre b, et 40,

vu l'ordonnance fédérale du 19 juin 2020 sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière (Ordonnance COVID-19 situation particulière)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 60 et 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 5, alinéa 2, lettre e, de la loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile<sup>[4](#)</sup>,

vu l'article 23 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[5](#)</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle l'exécution de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière <sup><a href="#">2</a></sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Etat de nécessité	<b>Art. 3</b> L'état de nécessité, au sens de l'article 60 de la Constitution cantonale <sup><a href="#">3</a></sup> , est décrété.
Cellule de coordination et de suivi	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Une cellule de coordination et de suivi est créée et placée sous la responsabilité du Département de l'économie et de la santé.

<sup>2</sup> Elle comprend des collaborateurs représentant le Service de l'économie et de l'emploi, dont l'hygiéniste du travail, le Service de la santé publique, l'Office de la culture et l'Office des sports.

<sup>3</sup> Elle est chargée de :

- a) coordonner l'information donnée au public;
- b) renseigner les responsables de manifestations et d'établissements quant aux mesures de protection à mettre en œuvre;
- c) procéder à des contrôles;
- d) en cas de constat de non-respect des règles édictées par la Confédération ou figurant dans la présente ordonnance, rédiger des rapports de dénonciation ou des rapports en vue de prendre des mesures appropriées, et prononcer des avertissements;
- e) fournir le soutien requis par les autorités cantonales mentionnées à l'article 5.

<sup>4</sup> Elle collabore étroitement avec la Police cantonale et les polices communales ainsi qu'avec les unités administratives concernées par les activités en question, et peut leur confier certaines de ses tâches.

<sup>5</sup> Sur demande motivée, la cellule de coordination et de suivi peut accorder des dérogations aux mesures cantonales allant au-delà du droit fédéral s'il existe un intérêt public prépondérant et si un plan de protection prévoyant des mesures spécifiques et suffisantes pour empêcher la propagation de la COVID-19 et interrompre les chaînes de transmission est présenté.

Autorités  
cantonales  
compétentes

**Art. 5** <sup>1</sup> Les autorités cantonales compétentes au sens des dispositions suivantes de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup> sont définies comme il suit :

- a) article 5, alinéa 2 : Service de la santé publique;
- b) articles 7 et 8 : Gouvernement;
- c) article 9, alinéa 2 : Département de l'économie et de la santé.

<sup>2</sup> Pour le surplus, le Département de l'économie et de la santé est compétent pour prendre les autres décisions et délivrer les autorisations prévues par l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup>.



Mesures cantonales supplémentaires  
a) Rassemblements dans l'espace public et manifestations privées

**Art. 6** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les rassemblements dans l'espace public (art. 3c, al. 1, de l'ordonnance COVID-19 situation particulière<sup>2)</sup> et les manifestations privées (art. 6, al. 2, de l'ordonnance COVID-19 situation particulière<sup>2)</sup> réunissant plus de 5 personnes sont interdits. Cette interdiction ne concerne pas les ménages de plus de 5 personnes.

<sup>2</sup> La limite fixée à l'alinéa 1 est augmentée à 10 entre le 22 décembre 2020 et le 3 janvier 2021 inclus.

b) Installations et établissements accessibles au public

**Art. 7** Les installations et les établissements accessibles au public au sens de l'article 5a<sup>bis</sup> de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup> doivent demeurer fermés le 2 janvier 2021.

c) Etablissements à caractère érotique

**Art. 8** Les établissements à caractère érotique sont fermés au public.

d) Pratique du sport à titre privé par les enfants et les adolescents de moins de 16 ans

**Art. 9** En complément aux dispositions figurant dans l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup> (6e, al. 1, lettre a), les règles suivantes s'appliquent à la pratique du sport à titre individuel, dans le cadre d'associations ou clubs sportifs ou de cours organisés, par les enfants et les adolescents :

- a) pour les enfants de moins de 12 ans, les groupes doivent être constitués d'au maximum 15 personnes, y compris les personnes chargées de l'encadrement;
- b) pour les adolescents dont l'âge est compris entre 12 et 15 ans :
  - les groupes doivent être constitués d'au maximum 15 personnes, y compris les personnes chargées de l'encadrement;
  - les sports de contact sont interdits;
  - une distance de 1,5 m est maintenue entre les participants; à défaut, ceux-ci portent un masque;

e) Utilisation des infrastructures sportives par les enfants et les adolescents de moins de 16 ans

**Art. 10** En complément aux dispositions figurant dans l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup> (art. 5d, al. 2), les règles suivantes s'appliquent à l'utilisation d'infrastructures sportives par les enfants et les adolescents de moins de 16 ans :

- a) un maximum de 15 personnes peut être accueilli simultanément dans le même espace ou local;
- b) les douches dans les vestiaires ne peuvent pas être utilisées;

- c) dans les vestiaires, le port du masque est obligatoire pour les personnes de plus de 12 ans (sous réserve des cas de dispense pour motifs médicaux) et la distance requise entre les personnes doit être respectée;

f) Activités d'enfants et d'adolescents de moins de 16 ans dans le domaine de la culture

**Art. 11** En complément aux dispositions figurant dans l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup> (art. 5d, al. 2, et 6f, al. 2, lettre a, chiffre 1), les règles suivantes s'appliquent aux activités dans le domaine de la culture :

- a) pour les enfants de moins de 12 ans, les groupes doivent être constitués d'un maximum 15 personnes, y compris les personnes chargées de l'encadrement;
- b) pour les adolescents dont l'âge est compris entre 12 et 15 ans :
  - les groupes doivent être constitués d'un maximum 15 personnes, y compris les personnes chargées de l'encadrement;
  - une distance de 1,5 m est maintenue entre les participants; à défaut, ceux-ci portent un masque.

g) Dispositions particulières pour les écoles et établissements de formation

**Art. 12** <sup>1</sup> Dans le périmètre des écoles du secondaire I, les élèves, le corps enseignant et les autres membres du personnel de ces écoles sont tenus de porter un masque lors d'activités présentiels. Font exceptions :

- a) les situations où le port du masque compliquerait considérablement l'enseignement;
- b) les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque pour des raisons particulières, notamment médicales.

<sup>2</sup> Dans les écoles du secondaire I, les règles suivantes s'appliquent aux leçons d'éducation physique :

- a) les leçons peuvent avoir lieu à l'intérieur;
- b) les sports de contact sont interdits;
- c) une distance de 1,5 m est maintenue entre les élèves; à défaut, ceux-ci portent un masque.

<sup>3</sup> Dans les écoles du secondaire II, les règles suivantes s'appliquent aux leçons d'éducation physique :

- a) les leçons peuvent avoir lieu à l'intérieur;
- b) les sports de contact sont interdits;
- c) une distance de 1,5 m est maintenue entre les étudiants;
- d) si les leçons ont lieu à l'intérieur, le port du masque est en outre obligatoire.

h) Port obligatoire du masque

**Art. 13** <sup>1</sup> Le port du masque est obligatoire en permanence sur les lieux de travail clos (y compris dans les véhicules), notamment dans les bureaux des administrations publiques et des entreprises privées.

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas pour les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque pour des raisons particulières, notamment médicales, ainsi que pour les activités pour lesquelles le port d'un masque est impossible pour des raisons de sécurité ou à cause du type d'activité concernée, auquel cas la distanciation doit être respectée ou une paroi de séparation doit être installée.

<sup>3</sup> Elle ne s'applique également pas aux personnes travaillant seules dans un local ou se déplaçant seules dans un véhicule.

i) Engins  
pyrotechniques  
de divertisse-  
ment

**Art. 14** La vente d'engins pyrotechniques de divertissement est interdite.

Abrogation

**Art. 15** L'ordonnance du 25 novembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière est abrogée.

Entrée en  
vigueur et durée  
de validité

**Art. 16** <sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 22 décembre 2020.

<sup>2</sup> Sa durée de validité est liée à celle de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Les articles 6 à 13 déploient leurs effets jusqu'au 21 janvier 2021 à minuit.

Delémont, le 21 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 818.101](#)
- 2) [RS 818.101.26](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 521.1](#)
- 5) [RSJU 810.01](#)



# Ordonnance sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

du 23 novembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 3 et 12 de la loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Conditions personnelles du droit aux prestations

Domicile dans le  
Canton

**Article premier** Le domicile au sens de l'article 2, alinéa 1, de la loi portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>1)</sup> (ci-après : "LiLPC") s'entend du domicile civil au sens des articles 23 à 26 du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

Ayant droit

**Art. 2** Le requérant est reconnu bénéficiaire de prestations complémentaires lorsque la part des dépenses reconnues excède les revenus déterminants.

## CHAPITRE II : Dépenses reconnues

Supplément pour  
loyer en faveur  
des personnes  
résidant dans un  
appartement  
protégé

**Art. 2a<sup>13)15)</sup>** <sup>1</sup> Au niveau cantonal, les dépenses reconnues pour les personnes résidant dans un appartement protégé comprennent le supplément pour loyer octroyé conformément à l'article 3a LiLPC pour autant que l'admission en appartement protégé ait été validée au préalable par le dispositif d'orientation cantonal.

<sup>2</sup> Le montant annuel maximal du supplément pour loyer est de :

- a) 5 880 francs pour un studio ou un appartement d'une pièce et demie;
- b) 7 080 francs pour un appartement de deux pièces et plus.

Personnes  
demeurant dans  
des homes ou  
des établis-  
sements  
hospitaliers  
a) Taxe  
journalière

**Art. 3** <sup>1</sup> La taxe journalière des pensionnaires à prendre en considération en raison du séjour dans un home ou un établissement hospitalier est celle facturée au résident et fixée pour chaque établissement sur la base des tarifs reconnus par l'Etat.

<sup>2</sup> Les Services de l'action sociale et de la santé communiquent à la Caisse de compensation la liste officielle de toutes les institutions et leurs taxes journalières à prendre en considération.

<sup>3</sup> Pour les établissements domiciliés hors Canton, la Caisse de compensation s'enquiert des tarifs reconnus par le canton concerné et prend au maximum ce tarif-là en compte pour les bénéficiaires de prestations complémentaires y séjournant avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993; dès cette date, le prix de pension pris en considération sera au maximum celui des établissements jurassiens. Font exception les séjours qui ont été dictés par une urgence dans un établissement public ou privé reconnu par le canton concerné et les séjours dans un établissement avec lequel le canton du Jura a conclu une convention.

b) Dépenses  
personnelles

**Art. 4** <sup>10)</sup> Le montant laissé à la disposition des pensionnaires des homes ou des hôpitaux, pour les dépenses personnelles, est fixé à 240 francs par mois.

### CHAPITRE III : Revenus déterminants

Fortune  
déterminante

**Art. 5** La fortune nette, après déduction de la franchise, est prise en compte à raison d'un cinquième pour les bénéficiaires de rentes de vieillesse séjournant dans un home ou un hôpital.

### CHAPITRE IV : Remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité

#### SECTION 1 : Prescriptions générales

Période  
déterminante  
pour le  
remboursement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les frais de maladie, d'invalidité et de moyens auxiliaires, dûment établis, ne sont remboursés que pour l'année civile au cours de laquelle le traitement ou l'achat a eu lieu. Cette réglementation s'applique par analogie lorsqu'il s'agit de frais se rapportant à un séjour passager dans un home.

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne assurée ou des membres de sa famille cessent d'avoir droit à une prestation complémentaire annuelle, ou cessent d'y donner droit, les frais pouvant être payés sont déterminés conformément à l'alinéa 1. Il en est de même en cas de changement de domicile de l'ayant droit, lorsque l'ancien et le nouveau canton de domicile appliquent des critères différents pour le calcul des frais à rembourser pendant la période déterminante.

Délai pour  
demander le  
remboursement

**Art. 7** Les frais mentionnés à l'article 6, alinéa 1, sont remboursés conformément à l'article 15 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>3</sup>).

Rapport aux  
prestations  
d'autres  
assurances

**Art. 8** <sup>1</sup> Un droit au remboursement des frais au sens de l'article 14 LPC<sup>3</sup>) n'existe que dans la mesure où ces frais ne sont pas déjà pris en charge par d'autres assurances. L'octroi d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'assurance-accidents ou de l'assurance militaire n'est pas assimilé à une prise en charge par d'autres assurances.

<sup>2</sup> En cas d'augmentation du montant remboursable selon l'article 14, alinéa 4, LPC<sup>3</sup>), ou l'article 19b de l'ordonnance du 15 janvier 1971 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI)<sup>4</sup>), l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents est portée en déduction des frais, dûment établis, pour les soins et les tâches d'assistance au sens des articles 18 à 20 de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> Dans la mesure où l'assurance-maladie a pris en compte l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents pour fixer le montant des frais de soins et de tâches d'assistance à domicile qu'elle est tenue de rembourser, l'allocation pour impotent n'est pas portée en déduction des frais considérés.

<sup>4</sup> Dans les cas visés à l'article 14, alinéa 5, LPC<sup>3</sup>), les alinéas 2 et 3 sont applicables par analogie.

Frais de maladie  
et dépenses  
pour moyens  
auxiliaires  
causés à  
l'étranger

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont remboursés les frais de maladie et d'invalidité ainsi que les dépenses pour moyens auxiliaires qui sont causés en Suisse.

<sup>2</sup> Les frais causés à l'étranger sont exceptionnellement remboursés s'ils se sont révélés indispensables pendant un séjour hors de Suisse ou si les mesures indiquées du point de vue médical ne pouvaient être appliquées qu'à l'étranger.

<sup>3</sup> Lorsqu'un moyen auxiliaire qui n'est pas remis en prêt est acheté à l'étranger, c'est le prix pratiqué en Suisse qui est déterminant s'il est inférieur.

<sup>4</sup> Les frais des cures balnéaires et des séjours de convalescence à l'étranger ne sont pas remboursés.

Montants  
maximaux

**Art. 10** Les montants maximaux des frais de maladie et d'invalidité remboursés en plus de la prestation complémentaire annuelle correspondent aux montants indiqués à l'article 14, alinéa 3, LPC<sup>3)</sup>.

## **SECTION 2 : Frais de médecin, de dentiste, de pharmacie, de soins et de tâches d'assistance**

Participation aux  
coûts

**Art. 11** <sup>1</sup> La participation prévue par l'article 64 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>5)</sup> aux coûts des prestations remboursées par l'assurance obligatoire des soins en vertu de l'article 24 LAMal est remboursée.

<sup>2</sup> La participation aux coûts des soins prévue aux articles 10, lettre b, et 13, lettre b, de la loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins<sup>6)</sup> est remboursée.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de soins transmettent à la Caisse de compensation du canton du Jura les données et pièces justificatives nécessaires aux remboursements de la participation aux coûts selon l'alinéa 2.

Assurance avec  
franchise à  
option

**Art. 12** Si une personne opte pour une assurance avec une franchise plus élevée que la franchise minimale, la participation aux coûts remboursée s'élève par année, au plus, au montant cumulé de la franchise minimale et du montant maximal de la quote-part (art. 64, al. 3, LAMal<sup>5)</sup>).

Frais de  
traitement  
dentaire

**Art. 13**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Ce formulaire est transmis pour validation du traitement au médecin-dentiste conseil.

<sup>3</sup> Pour tout traitement, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation à la Caisse de compensation du canton du Jura avant le début du traitement en vue de son remboursement.



<sup>4</sup> Le tarif pour le catalogue des prestations reconnues, incluant les valeurs du point, qui figure en annexe [12](#) à la présente ordonnance, est déterminant pour le remboursement des honoraires des prestations dentaires et des travaux de technique dentaire.

<sup>5</sup> Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires de l'annexe mentionnée à l'alinéa 4.

<sup>6</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura édicte les directives nécessaires à l'application de la présente disposition, notamment sur la procédure à suivre et les modalités de remboursement.

Frais pour  
produits  
diététiques

**Art. 14** Les frais supplémentaires, dûment établis, occasionnés par un régime alimentaire prescrit par un médecin et indispensable à la survie de la personne assurée sont considérés comme frais de maladie si ladite personne ne vit ni dans un home, ni dans un hôpital. Un montant annuel de 2'500 francs au maximum est remboursé.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans un hôpital

**Art. 15** En cas de séjour passager dans un hôpital, un montant approprié pour l'entretien selon l'article 11, alinéa 2, du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS)[8](#), est porté en déduction de la participation aux coûts selon l'article 11 de la présente ordonnance.

Frais se  
rapportant à un  
séjour de  
convalescence

**Art. 16** <sup>1</sup> Les frais afférents à un séjour de convalescence prescrit par le médecin ou à un accueil temporaire sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si le séjour ou l'accueil s'est effectué dans un home ou dans un hôpital.

<sup>2</sup> Les frais de séjour dans un home ou dans un hôpital se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours de convalescence ou d'accueil temporaire.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans une station  
thermale

**Art. 17** Les frais afférents à des cures balnéaires prescrites par le médecin sont pris en compte, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si, durant la cure, la personne assurée était sous contrôle médical.

Frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance à domicile

**Art. 18** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance rendus nécessaires en raison de l'âge, de l'invalidité, d'un accident ou de la maladie et dispensés par des institutions au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation ou de personnes au bénéfice d'une autorisation cantonale de pratique, sont remboursés.

<sup>2</sup> En présence d'un tarif échelonné selon les conditions de revenu et de fortune, seul le tarif le plus bas est pris en compte.

<sup>3</sup> Les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dans un home ou un hôpital de jour ou dans un dispensaire, publics ou reconnus d'utilité publique, sont également remboursés.

<sup>4</sup> Les frais d'aide ainsi que les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dispensés par des institutions privées au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation, sont remboursés dans la mesure où ils correspondent aux frais encourus dans un établissement reconnu d'utilité publique.

<sup>5</sup> Les frais, dûment établis, inhérents à l'aide nécessaire ainsi qu'aux tâches d'assistance apportées dans la tenue du ménage sont remboursés jusqu'à concurrence de 4'800 francs par année civile au plus si les prestations considérées sont fournies par une personne :

- c) ne vivant pas dans le même ménage; ou
- d) engagée par une organisation d'aide et de soins à domicile non reconnue.

<sup>6</sup> Lors d'un remboursement au sens de l'alinéa 5, les frais facturés peuvent être pris en compte jusqu'à concurrence de 25 francs l'heure au maximum.

Frais pour le personnel soignant engagé<sup>15)</sup>

**Art. 19** <sup>1</sup> Les frais pour le personnel soignant engagé peuvent être remboursés aux bénéficiaires d'une allocation pour impotent de degré moyen ou grave vivant à domicile, à la condition que les soins et les tâches d'assistance ne puissent pas être assumés par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue au sens de l'article 51 OAMa<sup>7), 15)</sup>

<sup>2</sup> Un organe désigné par le Département de la Santé et des Affaires sociales détermine la part des soins et des tâches d'assistance qui ne peut, dans un cas concret, être assumée par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue, ainsi que le profil de la personne à engager. Si l'organe compétent n'est pas consulté ou si ses directives ne sont pas respectées, les frais ne sont pas remboursés.

Frais de soins  
et d'assistance  
dispensés par  
des membres  
de la famille

**Art. 20** <sup>1</sup> Les frais pour des soins et des tâches d'assistance dispensés par des membres de la famille ne sont remboursés que si lesdits membres de la famille :

- a) ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prestation complémentaire, et
- b) subissent, en raison des soins et des tâches d'assistance, une perte de gain notable pendant une période prolongée.

<sup>2</sup> Les frais peuvent être remboursés jusqu'à concurrence de la perte de gain au plus.

Frais d'aide,  
de soins et de  
tâches  
d'assistance  
afférents à des  
personnes  
séjournant dans  
des structures  
de jour

**Art. 21** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance afférents à des personnes fréquentant un home de jour, un atelier d'occupation ou une structure de jour analogues sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS<sup>8)</sup>.

<sup>2</sup> Les frais pris en compte se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours dans une structure de jour.

<sup>3</sup> Aucun frais n'est remboursé en cas de séjour dans un home avec calcul de la prestation complémentaire au sens de l'article 10, alinéa 2, LPC<sup>3)</sup>.

Frais de  
transport

**Art. 22** <sup>1</sup> Les frais de transport dûment établis sont remboursés s'ils ont été occasionnés en Suisse et résultent d'une urgence ou d'un transfert indispensable.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ... <sup>14)</sup>

### SECTION 3 : Moyens auxiliaires et appareils auxiliaires

Droit

**Art. 23** <sup>1</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont droit au remboursement des dépenses occasionnées par l'acquisition de moyens auxiliaires et d'appareils auxiliaires (appareils de traitement ou de soins) énumérés dans l'annexe II ou à l'obtention de ceux-ci à titre de prêt. Les moyens auxiliaires et les appareils auxiliaires désignés dans cette annexe par un astérisque (\*) ne sont remis qu'à titre de prêt.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont en outre droit à un remboursement équivalant au tiers de la contribution fournie par l'AVS en faveur des moyens auxiliaires :

- a) qui figurent dans l'annexe de l'ordonnance du 28 août 1978 concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-vieillesse<sup>9)</sup>; et
- b) pour lesquels l'AVS a fourni une contribution.

<sup>3</sup> Sont en outre remboursés les frais d'endoprothèses anatomiques ou fonctionnelles, qui sont mises en place lors d'une intervention chirurgicale.

<sup>4</sup> Un droit au remboursement des frais n'existe que dans la mesure où le moyen auxiliaire n'est pas remis par l'AVS, l'AI ou l'assurance-maladie. Les appareils de traitement et de soins au sens du chapitre II de l'annexe ne sont remis en prêt que pour les soins à domicile.

<sup>5</sup> Les frais d'achat ou de location des moyens auxiliaires sont remboursés à condition qu'il s'agisse de modèles simples et adéquats.

<sup>6</sup> Les dispositions de l'assurance-invalidité s'appliquent par analogie au remboursement des frais de réparation, d'adaptation et de renouvellement, ainsi qu'à celui des dépenses résultant d'un entraînement particulier à l'emploi de moyens auxiliaires ou d'appareils auxiliaires.

#### Examens

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'il paraît douteux que le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire soit nécessaire ou qu'il s'agisse d'un modèle simple et adéquat, l'assuré doit produire une attestation d'un médecin, d'une institution d'aide aux invalides et aux personnes âgées, d'un service d'aide et de soins à domicile ou d'un service d'ergothérapie.

<sup>2</sup> S'agissant des appareils acoustiques, un expert reconnu par l'assurance-invalidité attestera que l'assuré en a besoin et qu'il s'agit d'un modèle simple et adéquat.

<sup>3</sup> Les frais de ces examens et expertises sont réputés frais au sens de l'article 14, alinéa 1, lettre f, LPC<sup>3)</sup>.

#### Remise et reprise d'appareils provenant de dépôts de l'AI

**Art. 25** <sup>1</sup> Si le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire à remettre à titre de prêt est disponible dans un dépôt de l'AI, l'assuré ne peut prétendre à l'obtention d'un appareil neuf.

<sup>2</sup> La reprise, l'entreposage et la réutilisation des moyens et appareils auxiliaires remis en prêt sont régis par les prescriptions de l'assurance-invalidité.

## CHAPITRE V : Dispositions diverses

Collaboration  
des autorités  
fiscales  
cantonales

**Art. 26** Les autorités fiscales cantonales informent d'une façon appropriée et simple les personnes physiques ayant atteint l'âge de la retraite au sujet du droit aux prestations complémentaires à l'AVS/AI lors de la remise des documents liés à la déclaration d'impôt.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales<sup>15)</sup>

Droit transitoire

**Art. 26a<sup>16)</sup>** Pendant une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les montants fixés à l'article 2a dans son ancienne teneur demeurent applicables aux bénéficiaires de prestations complémentaires visés à l'alinéa 1 des dispositions transitoires de la modification du 22 mars 2019 de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI<sup>3)</sup> (réforme PC).

Abrogation

**Art. 27** L'ordonnance du 17 décembre 1997 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 23 novembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 10 janvier 2011

La modification du 21 octobre 2014 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 3 décembre 2014

La modification du 17 novembre 2015 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 11 janvier 2016

La modification du 22 novembre 2016 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 21 décembre 2016

La modification du 28 novembre 2017 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 20 décembre 2017

La modification du 3 novembre 2020 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 1<sup>er</sup> décembre 2020

## **Annexe I**

### **Référentiel de médecine dentaire sociale (article 13 de l'ordonnance)**

...[12\)](#)

## **Annexe II<sup>[11\)](#)</sup>**

### **Liste des moyens auxiliaires et des appareils de traitement ou de soins (article 23 de l'ordonnance)**

#### **I. Moyens auxiliaires**

##### **1. Orthèses**

- 1.01. *Orthèses du tronc*  
en cas d'insuffisance fonctionnelle de la colonne vertébrale se traduisant par d'importantes douleurs dorsales et par des altérations de la colonne vertébrale révélées par l'examen clinique et radiologique, si cette insuffisance ne peut être palliée par des mesures médicales, ou ne peut l'être qu'insuffisamment.

##### **2. Chaussures**

- 2.01. *Retouches orthopédiques coûteuses/éléments orthopédiques incorporés aux chaussures de confection*

3. **Lunettes à cataracte ou verres de contact après opération de la cataracte**  
Pour les lunettes à cataracte provisoires utilisées directement après l'opération, seuls les frais de location sont remboursés, et cela jusqu'à concurrence de 60 francs au plus.

##### **4. Moyens auxiliaires pour des aveugles et graves handicapés de la vue**

- 4.01.\* *Cannes longues d'aveugle*
- 4.02.\* *Chiens-guides pour aveugles*  
s'il est établi que la personne assurée saura s'occuper d'un chien-guide et que, grâce à celui-ci, elle sera capable de se déplacer seule hors de son domicile. L'assurance prend en charge les frais de location.

- 4.03.\* *Machines à écrire en Braille*

##### **5. Moyens auxiliaires permettant d'établir des contacts avec l'entourage**

- 5.01.\* *Programmes particuliers pour ordinateur*  
lorsque l'assuré ne peut communiquer sans un programme qui transforme l'écriture en voix ou sans un contacteur particulier pour guider la souris.
- 5.02.\* *Tourneurs de page*

- 5.03.\* *Dispositifs automatiques de commande du téléphone*  
lorsque l'assuré très gravement paralysé, qui n'est ni hospitalisé, ni placé dans une institution spécialisée pour malades chroniques, ne peut établir des contacts avec son entourage qu'au moyen d'un tel dispositif.

## II. Appareils de traitement ou de soins

- 6.\* *Appareils respiratoires destinés à pallier une insuffisance respiratoire*
- 7.\* *Inhalateurs*
- 8.\* *Installations sanitaires complémentaires automatiques*  
lorsque l'assuré ne peut faire sa toilette qu'au moyen de cet appareil.
- 9.\* *Élévateurs pour malades*  
s'il est attesté par un médecin qu'un tel moyen est indispensable pour les soins à domicile.
- 10.\* *Lits électriques*  
s'il est attesté par un médecin qu'un lit électrique est indispensable pour les soins à domicile.
11. *Chaises percées*
- 12.\* *Chaises pour personnes atteintes de coxarthrose*
- 13.\* *Potences*

\* Ne sont remis qu'à titre de prêt (article 23, alinéa 1, 2<sup>ème</sup> phrase, de l'ordonnance).

1) [RSJU 831.30](#)

2) [RS 210](#)

3) [RS 831.30](#)

4) [RS 831.301](#)

5) [RS 832.10](#)

6) [RSJU 832.11](#)

7) [RS 832.102](#)

8) [RS 831.101](#)

9) [RS 831.135.1](#)

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

12) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2015, n°44, p. 936-945



- <sup>13)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>14)</sup> Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 28 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- <sup>15)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>16)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



# Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance- maladie (LiLAMal)

du 20 décembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

**But** **Article premier** La présente loi édicte les dispositions d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>1)</sup>.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes qui désignent des personnes comprennent indifféremment des femmes et des hommes.

## SECTION 2 : Contrôle de l'affiliation

**Obligation de s'assurer**  
(art. 3 LAMal) **Art. 3** <sup>1</sup> Toute personne domiciliée dans le Canton doit s'assurer pour les soins en cas de maladie, ou être assurée par son représentant légal, dans les trois mois qui suivent sa prise de domicile ou sa naissance en Suisse.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions fédérales qui dérogent à l'obligation de s'assurer ou qui étendent cette obligation à des personnes domiciliées à l'étranger.

**Contrôle de l'affiliation**  
(art. 6 LAMal) **Art. 4** <sup>1</sup> Le contrôle de l'affiliation des personnes obligées de s'assurer incombe aux communes qui l'exercent dans le cadre du contrôle des habitants.

<sup>2</sup> Le contrôle des habitants peut exiger une attestation d'assurance de la part de toute personne domiciliée dans la commune.

<sup>3</sup> La Caisse de compensation de la République et Canton du Jura donne les instructions nécessaires aux communes.

Affiliation d'office **Art. 5** <sup>1</sup> La Caisse de compensation affine d'office toute personne tenue de s'assurer qui n'a pas donné suite à cette obligation dans le délai imparti par la commune.

<sup>2</sup> Tout fournisseur de prestations peut signaler à la Caisse de compensation une personne tenue de s'assurer qui ne serait pas affiliée à l'assurance obligatoire.

<sup>3</sup> En principe, la Caisse de compensation choisit parmi les dix assureurs affiliés à la Fédération jurassienne des caisses-maladie qui offrent, sur l'ensemble du territoire cantonal, les primes les plus avantageuses aux assurés.

Changement d'assureur  
(art. 7, al. 5, LAMal)

**Art. 6** En cas de changement d'assureur, le nouvel assureur est tenu d'adresser à la commune de domicile de l'assuré une copie de la communication destinée à l'ancien assureur.

### SECTION 3 : Promotion de la santé

Promotion  
(art. 19, al. 1, LAMal)

**Art. 7** Les activités cantonales de promotion de la santé sont régies par la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>2)</sup>.

Institution de promotion  
(art. 19, al. 2, LAMal)

**Art. 8** Le Gouvernement est compétent pour adhérer à l'institution suisse chargée de stimuler, coordonner et évaluer des mesures de promotion de la santé et de prévention des maladies.

### SECTION 4 : Statistiques

Concours du Canton

**Art. 9<sup>15)</sup>** Le Service de la santé publique est compétent pour procéder aux examens, selon l'article 21, alinéa 3, LAMal, lorsque ces tâches sont confiées au Canton.

## SECTION 5 : Fournisseurs de prestations, tarifs

Vente de  
médicaments par  
les médecins  
(art. 37 LAMal)

**Art. 10** Les conditions auxquelles les médecins autorisés à tenir une pharmacie sont assimilés aux pharmaciens sont définies par la loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments<sup>3)</sup>.

Planification  
hospitalière  
(art. 39 LAMal)

**Art. 11<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> La planification hospitalière est régie par la loi sur les établissements hospitaliers<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Elle est intégrée à la planification sanitaire cantonale.

<sup>3</sup> Le Service de la santé publique tient la liste des établissements hospitaliers.

Hospitalisation  
hors Canton  
(art. 41 LAMal)

**Art. 12<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les hospitalisations hors du Canton sont régies selon les dispositions de la loi sur les établissements hospitaliers<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique exerce le droit de recours qui échoit au canton de résidence de l'assuré.

Récusation  
(art. 44 LAMal)

**Art. 13** <sup>1</sup> Le fournisseur de prestations qui refuse de fournir des prestations conformément à la LAMal doit l'annoncer au Service de la santé.

<sup>2</sup> Le Service de la santé informe rapidement le Gouvernement lorsque, du fait de la récusation de fournisseurs de prestations, le traitement des assurés n'est pas garanti conformément à la LAMal.

<sup>3</sup> Il lui propose, le cas échéant, les mesures de garantie du traitement conforme à la LAMal.

Approbation des  
conventions  
tarifaires  
(art. 46 LAMal)

**Art. 14** Le Service de la santé prépare les décisions d'approbation des conventions tarifaires relevant de la compétence du Gouvernement.

Absence de  
convention  
tarifaire  
(art. 47 LAMal)

**Art. 15** <sup>1</sup> En l'absence de convention tarifaire, le Gouvernement cantonal fixe le tarif sur la base de la proposition préparée par le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "le Département").

<sup>2</sup> Le Département organise les consultations parmi les fournisseurs de prestations et les assureurs.

Conventions  
tarifaires avec  
les associations  
de médecins  
(art. 48 LAMal)

**Art. 16** Le Gouvernement fixe le tarif cadre proposé par le Département après consultation des parties à la convention, ou à la demande des parties lorsque d'emblée aucune convention tarifaire ne peut être conclue.

Comptabilité et  
statistique des  
hôpitaux et  
établissements  
médico-sociaux  
(art. 49 et 50  
LAMal)

**Art. 17**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la santé publique veille à ce que les établissements hospitaliers et les établissements médico-sociaux tiennent une comptabilité analytique et une statistique de leurs prestations.

<sup>2</sup> Il fournit les données nécessaires en vue de la comparaison des coûts et de la qualité des résultats médicaux entre établissements hospitaliers et entre établissements médico-sociaux.

Budget global  
(art. 51 LAMal)

**Art. 18**<sup>15)</sup> Le Gouvernement peut fixer, par voie d'ordonnance, un budget global en tant qu'instrument de gestion.

Mesures  
extraordinaires  
de maîtrise des  
coûts  
(art. 54 et 55  
LAMal)

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les mesures extraordinaires de maîtrise des coûts au plan cantonal.

<sup>2</sup> Le Département organise la consultation préalable des intéressés et prépare la décision du Gouvernement.

## SECTION 6 : Réduction des primes

Principes  
(art. 65 LAMal)

**Art. 20** <sup>1</sup> Les assurés de condition économique modeste bénéficient de réduction de primes.

<sup>1bis</sup> Une réduction de prime supplémentaire est accordée aux parents qui ont à charge un ou des enfants de moins de 18 ans révolus ou adultes en formation de moins de 25 ans révolus et dont la famille de faible condition économique réalise un revenu provenant d'une activité professionnelle.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> La condition économique des assurés est définie, par leur revenu, leur fortune et leur situation familiale; elle est déterminée, en général, sur la base des taxations fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle les détails par voie d'ordonnance. Il fixe les limites de revenu qui déterminent le droit à la réduction des primes au sens de l'alinéa 1 et ceux qui déterminent le droit à la réduction de prime supplémentaire au sens de l'alinéa 1<sup>bis</sup>.<sup>17)</sup>

Répartition du  
subside cantonal

**Art. 21**<sup>12)</sup> Les montants versés à titre de subside cantonal destiné à la réduction des primes sont répartis entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>13)</sup>.

Application de la  
réduction des  
primes

**Art. 22** <sup>1</sup> La Caisse de compensation est chargée de l'application de la réduction des primes.

<sup>2</sup> Les assureurs accomplissent gratuitement les tâches qui leur sont dévolues en matière de réduction des primes.

## SECTION 7 : Obligation de renseigner

Obligation de  
renseigner

**Art. 23** <sup>1</sup> Les autorités administratives et judiciaires du Canton et des communes, les assureurs et les employeurs fournissent gratuitement les renseignements et documents nécessaires qui leur sont demandés en vue de l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Service des contributions transmet gratuitement toutes les données fiscales nécessaires au calcul de la réduction des primes à la Caisse de compensation.

<sup>3</sup> La législation fédérale et cantonale sur la protection des données à caractère personnel est réservée.

## SECTION 8 : Couverture des frais administratifs

Couverture  
des frais

**Art. 24** L'Etat couvre les frais effectifs engagés par la Caisse de compensation en vue de l'accomplissement des tâches de contrôle d'affiliation et de gestion des subsides qui lui sont confiées en vertu de l'article 63, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>6)</sup>.

Avances

**Art. 25** L'Etat verse les montants nécessaires à la Caisse de compensation afin de lui permettre d'accomplir ces tâches administratives et de payer les subsides aux assureurs.

## SECTION 9 : Tribunal des assurances

Organisation  
(art. 86 LAMal)

**Art. 26** <sup>1</sup> La Chambre des assurances connaît des litiges opposant un assureur à un autre assureur, à un assuré ou à un tiers.

<sup>2</sup> La composition et l'organisation de la Chambre des assurances sont déterminées par la loi d'organisation judiciaire du 26 octobre 1978<sup>7</sup>.

Procédure  
(art. 87 LAMal)

**Art. 27** <sup>1</sup> La procédure devant la Chambre des assurances est simple, rapide et gratuite.

<sup>2</sup> Elle est soumise aux règles posées par l'article 87 LAMal et, à titre subsidiaire, par le Code de procédure administrative<sup>8</sup>.

**Art. 28**<sup>14</sup>

## SECTION 10 : Tribunal arbitral

Organisation  
(art. 89 LAMal)

**Art. 29** <sup>1</sup> Les litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations sont jugés par le tribunal arbitral.

<sup>2</sup> Le tribunal arbitral se compose d'un président, d'un vice-président et d'un nombre égal de représentants des assureurs et des fournisseurs de prestations. Le président et le vice-président sont choisis parmi les juges permanents du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Le Gouvernement désigne le président et le vice-président du tribunal arbitral; il en nomme les membres sur proposition des associations des assureurs et des fournisseurs de prestations. Ils font la promesse solennelle devant le chef du Département de la Justice.



Composition **Art. 30** Le tribunal arbitral siège dans une composition de trois membres : le président ou le vice-président, un représentant des assureurs et un représentant des fournisseurs de prestations concernés.

Procédure **Art. 31** <sup>1</sup> La procédure devant le tribunal arbitral est simple et rapide.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la procédure est soumise aux règles posées par le Code de procédure administrative.

## SECTION 11 : Dispositions finales

Modification **Art. 32** La loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 6, lettre e

...<sup>11)</sup>

## SECTION 5 : Dispositions finales et transitoires

Art. 23a

...<sup>11)</sup>

Abrogation de  
dispositions  
légales

**Art. 33** Les textes suivants sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance-maladie;
- b) la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie;
- c) le décret du 6 décembre 1978 sur l'assurance-maladie.

Entrée en  
vigueur

**Art. 34** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Delémont, le 20 décembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RS 832.10](#)
- 2) [RSJU 810.01](#), art. 3 ss
- 3) [RSJU 812.21](#)
- 4) [RSJU 810.11](#)
- 5) [RSJU 810.11](#), art. 55
- 6) [RS 831.10](#)
- 7) [RSJU 181.1](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) Art. 47 de la loi fédérale du 23 juin 1978 sur la surveillance des institutions d'assurance privées ([RS 961.01](#))
- 10) [RSJU 831.30](#)
- 11) Texte inséré dans ladite loi
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 13) [RSJU 651](#)
- 14) Abrogé par l'article 17, chiffre 6, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010 ([RSJU 271.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 15) Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 810.11](#))
- 16) Introduit par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020

**Arrêté**  
**concernant la réduction des primes dans l'assurance-**  
**maladie pour l'année 2021**

du 20 octobre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2019 sert de base de calcul.

<sup>2</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).

<sup>3</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170 et 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180 et 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>4</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- |   |              |
|---|--------------|
| a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,<br>sans enfant à charge   | fr. 5 000.-  |
| b) par couple marié, personne veuve, divorcée,<br>séparée ou célibataire, au bénéfice d'une<br>déduction fiscale pour "enfants à charge"<br>(chiffre 620) | fr. 10 000.- |
| c) par enfant à charge entraînant une déduction<br>fiscale (chiffre 620) :  |              |
| – pour les deux premiers enfants  | fr. 4 000.-  |
| – à partir du troisième enfant  | fr. 6 000.-  |

<sup>5</sup> Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement.

<sup>6</sup> Le revenu imposable est majoré de la déduction fiscale pour couple marié (chiffre 680) lors d'une attribution conformément à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle médecin de famille avec risque accidents :

- |  |      |
|--|------|
| – pour les adultes   | 45 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | 45 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | 54 % |
| – pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | 46 % |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | 82 % |

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- |   |           |
|---|-----------|
| a) pour les adultes   | fr. 200.- |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | fr. 150.- |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | fr. 180.- |
| d) pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | fr. 45.-  |
| e) pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | fr. 80.-  |

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 4** <sup>1</sup> Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2021 et une activité professionnelle principale (correspondant aux revenus figurant aux chiffres 100, 100c, 140, 140c, 150 et 150c de l'avis de taxation), dont le revenu déterminant est inférieur à 15 000 francs.

<sup>2</sup> Les montants mensuels et annuels par adulte accordés en fonction des différents paliers du revenu déterminant sont fixés pour les familles monoparentales et biparentales conformément au tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 5** L'arrêté du 25 février 2020 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2020 est abrogé.

**Art. 6** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2021.

Delémont, le 20 octobre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 832.115](#)

2) Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2020, n° 40, p. 843-844.



## Loi sur l'action sociale

du 15 décembre 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 18, alinéas 1 et 2, et 24 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente loi est basée sur le principe de la solidarité et vise au renforcement de la cohésion sociale.</p> <p><sup>2</sup> Elle a pour but :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de prévenir les causes de pauvreté et d'exclusion sociale;</li> <li>b) d'apporter l'aide sociale nécessaire aux personnes dans le besoin;</li> <li>c) de favoriser l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles des personnes en difficulté;</li> <li>d) d'assurer la coordination de l'action sociale dans le Canton.</li> </ul>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Action sociale	<p><b>Art. 3</b> L'action sociale comprend l'ensemble des mesures dispensées par l'Etat, les communes et d'autres institutions publiques ou privées pour venir en aide aux personnes en proie à des difficultés sociales ou dépourvues des moyens nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels.</p>
Moyens	<p><b>Art. 4</b> L'action sociale s'exerce par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des mesures d'information et de prévention;</li> <li>b) de l'aide sociale, accordée sous forme d'aide personnelle ou matérielle;</li> <li>c) des mesures d'insertion;</li> <li>d) du soutien à des institutions publiques ou privées.</li> </ul>

Bénéficiaires de  
l'aide sociale

**Art. 5** <sup>1</sup> L'aide sociale est accordée aux personnes dans le besoin domiciliées dans le Canton ou dont la prise en charge incombe à l'Etat en vertu de la législation fédérale ou de conventions internationales ou intercantionales.

<sup>2</sup> Une personne est dans le besoin lorsqu'elle éprouve des difficultés sociales ou ne peut, par ses propres moyens, subvenir d'une manière suffisante ou à temps à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge.

Nature et  
étendue de l'aide  
sociale

**Art. 6** La nature et l'étendue de l'aide sociale sont déterminées en fonction du but à atteindre, de la situation personnelle de l'intéressé et de manière à favoriser la participation active de ce dernier.

Subsidiarité

**Art. 7** <sup>1</sup> L'aide sociale est subsidiaire aux prestations découlant du droit de la famille, ainsi qu'aux prestations des assurances sociales et autres prestations sociales fédérales, cantonales et communales.

<sup>2</sup> L'aide sociale est accordée à titre de complément en cas d'insuffisance des autres catégories de prestations.

Devoirs de  
collaboration et  
d'information

**Art. 8** <sup>1</sup> Les autorités chargées de l'action sociale collaborent avec les institutions spécialisées pour accomplir leur tâche.

<sup>2</sup> Elles signalent sans retard à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et aux autorités compétentes en matière de mesures d'assistance et de placement à des fins d'assistance les faits pouvant justifier leur intervention.<sup>[13\)](#)</sup>

Obligation de  
renseigner

**Art. 9** <sup>1</sup> La personne qui demande ou reçoit une aide ou qui est placée en institution doit fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation à l'autorité ou à l'organisme chargé de l'aide sociale et lui donner la possibilité de prendre des informations à son sujet, sous peine de refus total ou partiel des prestations.

<sup>2</sup> De plus, le bénéficiaire d'une aide matérielle est tenu de signaler sans délai à l'autorité d'aide sociale tout changement de sa situation pouvant entraîner la réduction ou la suppression des prestations.



Protection du  
bénéficiaire

**Art. 10** Les personnes chargées de tâches en matière d'action sociale ont les attentions et les égards qui conviennent.

Devoir de  
discrétion

**Art. 11** <sup>1</sup> Les membres des autorités et les employés de l'action sociale sont soumis au secret de fonction; les autres personnes chargées de tâches d'action sociale sont tenues de respecter le même devoir de discrétion.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les noms des bénéficiaires de mesures d'action sociale ne doivent pas figurer dans les rapports et les comptes d'administration publiés ni être divulgués au cours d'une assemblée ou lors de séances d'une autorité auxquelles le public est admis.

Gratuité

**Art. 12** <sup>1</sup> Les autorités de l'action sociale ne perçoivent aucun émolument pour leur activité.

<sup>2</sup> Elles supportent les débours.

<sup>3</sup> Les autorités et services publics de la République et Canton du Jura fournissent gratuitement les renseignements nécessaires aux organes chargés d'appliquer la présente loi.

## CHAPITRE II : De diverses mesures

### SECTION 1 : L'information et la prévention

Information

**Art. 13** Les autorités de l'action sociale informent régulièrement la population par des moyens appropriés sur les problèmes sociaux et l'action sociale.

Prévention

**Art. 14** La prévention comprend toute mesure générale ou particulière visant à rechercher les causes de pauvreté et d'exclusion sociale, à les supprimer ou à en atténuer les effets.

## SECTION 2 : Les mesures d'insertion

Programmes  
d'insertion

**Art. 15** <sup>1</sup> L'Etat et les communes mettent en place des programmes d'activité, d'occupation et de formation, ainsi que des stages et d'autres actions propres à permettre au bénéficiaire de l'aide sociale de retrouver ou de développer sa capacité de travail et son autonomie sociale.

<sup>2</sup> Ils collaborent avec des organisations privées ou soutiennent des programmes organisés par ces dernières.

<sup>3</sup> L'Etat assure la coordination nécessaire.

Contrat  
d'insertion  
a) Contenu

**Art. 16** <sup>1</sup> La participation au programme d'insertion fait l'objet d'un contrat de droit public conclu entre l'autorité d'aide sociale et la personne dans le besoin.

<sup>2</sup> Ce contrat porte sur un projet d'insertion défini en principe en accord avec l'intéressé.

b) Projet  
d'insertion

**Art. 17** <sup>1</sup> Le projet d'insertion peut notamment prendre la forme :

- a) d'actions destinées à aider les bénéficiaires à retrouver ou à développer leur capacité de travail et leur autonomie sociale;
- b) d'activités auprès de collectivités publiques ou d'institutions d'utilité publique sans but lucratif;
- c) d'activités ou de stages dans des entreprises, définis en accord avec celles-ci;
- d) de stages en vue de l'acquisition ou de l'amélioration de la formation professionnelle.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale peut prendre en considération des projets d'insertion particuliers proposés par les bénéficiaires.

c) Prestations

**Art. 18** <sup>1</sup> Pendant la durée du contrat, l'autorité d'aide sociale alloue au bénéficiaire des prestations au moins équivalentes au montant maximum de l'aide matérielle auquel il pourrait prétendre. Le cas échéant, ces prestations comprennent la rémunération due au bénéficiaire pour son activité.

<sup>2</sup> Les prestations sont en principe versées en espèces. S'il est à craindre que celles-ci ne soient pas utilisées judicieusement, l'autorité peut les accorder sous une autre forme ou ordonner le paiement direct de certaines charges.

<sup>3</sup> Les prestations ainsi touchées ne sont pas remboursables.

d) Conditions **Art. 19** Un contrat d'insertion est conclu lorsque le projet envisagé paraît adapté aux possibilités de l'intéressé et propre à redonner ou à développer chez ce dernier sa capacité de travail ou son autonomie et qu'il peut être mis en œuvre sans faire appel à des moyens disproportionnés.

Assujettissement **Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale peut assujettir la personne dans le besoin à un projet d'insertion répondant aux conditions de l'article 19.

<sup>2</sup> Si l'intéressé refuse le projet proposé, l'aide matérielle peut être réduite au minimum.

Surveillance **Art. 21** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale veille à l'exécution du contrat.

<sup>2</sup> Elle examine périodiquement la situation avec le bénéficiaire et procède, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Résiliation **Art. 22** Si le bénéficiaire ne remplit pas ses obligations ou s'en révèle incapable et qu'une adaptation s'avère impossible, l'autorité d'aide sociale met fin au contrat. Si une reprise du projet paraît possible, l'autorité peut suspendre le contrat.

Evaluation de programmes **Art. 23** Le Gouvernement procède régulièrement à l'évaluation des programmes d'insertion.

### SECTION 3 : L'aide sociale

1. Aide personnelle **Art. 24** <sup>1</sup> En vue de favoriser leur autonomie et leur intégration sociale, les personnes dans le besoin bénéficient d'une aide personnelle appropriée.

<sup>2</sup> Cette forme d'aide comprend notamment l'écoute, l'information, le conseil, le soutien dans certaines démarches et, au besoin, l'intervention auprès d'autres organismes.

2. Aide matérielle  
a) But et droit au minimum d'existence

**Art. 25** <sup>1</sup> L'aide matérielle vise à garantir le minimum vital social des personnes dans le besoin.

<sup>2</sup> Une aide matérielle minimum ne peut être refusée à une personne dans le besoin même si celle-ci est personnellement responsable de sa situation.

b) Forme

**Art. 26** <sup>1</sup> L'aide matérielle intervient sous forme :

- a) de prestations en espèces ou en nature, en fonction de l'intérêt du bénéficiaire ou de ses ayants droit;
- b) de garanties, lorsqu'il s'agit de garantir les obligations de la personne dans le besoin auprès de tiers lui fournissant des prestations destinées à satisfaire des besoins essentiels;
- c) de participations aux frais de placement dans les familles ou dans des établissements;
- d) de prises en charge des soins et des traitements médicaux nécessaires non couverts d'une autre manière;
- e) de funérailles décentes.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale peut ordonner le paiement direct de certaines charges incombant à la personne dans le besoin.

c) Normes de calcul

**Art. 27** Le Gouvernement définit, par voie d'arrêté, les normes de calcul applicables.

## SECTION 4 : Autorités et procédure

1. Octroi de l'aide

**Art. 28** L'Etat décide de l'octroi de l'aide sociale aux personnes dans le besoin.

2. Procédure  
a) Requête

**Art. 29** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier de prestations d'aide sociale doit s'annoncer verbalement ou par écrit au service social régional de son lieu de domicile ou de séjour.

<sup>2</sup> La requête peut être déposée par un proche ou un représentant.

b) Réception par le service social régional

**Art. 30** <sup>1</sup> Le service social régional réunit sans délai les renseignements et les documents disponibles et transmet la requête à la commune de domicile ou de séjour du requérant.

<sup>2</sup> Il informe ce dernier de ses droits et obligations et le rend attentif aux conséquences en cas d'inobservation des obligations qui lui incombent.

<sup>3</sup> Le cas échéant, il signale en outre à l'autorité communale s'il y a lieu d'envisager des mesures de protection.

c) Examen par l'autorité communale

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité communale complète le dossier avec les éléments dont elle dispose.

<sup>2</sup> Elle adresse ensuite sans retard le dossier accompagné de son préavis motivé au Service de l'action sociale.

d) Examen par le Service de l'action sociale

**Art. 32** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale procède aux compléments d'instruction nécessaires; au besoin, il entend le requérant et la commune.

<sup>2</sup> Dès qu'il dispose des éléments nécessaires, il rend sa décision et la notifie au requérant ainsi qu'au tiers qui a établi la demande. Il en adresse une copie à la commune de domicile ou de séjour et au service social régional qui a reçu la requête.

<sup>3</sup> La décision doit être motivée et comporter l'indication des voies et délais de recours.

<sup>4</sup> La décision portant octroi de prestations est immédiatement exécutoire, nonobstant une éventuelle opposition ou un éventuel recours.

e) Mesure d'urgence

**Art. 33** <sup>1</sup> Dans les cas d'urgence ou de besoin manifeste, le Service de l'action sociale peut accorder immédiatement une aide provisoire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions permettant aux communes et aux services sociaux régionaux de verser des prestations dans des cas d'urgence.

f) Modification

**Art. 34** <sup>1</sup> En cas de changement dans la situation du bénéficiaire, le Service de l'action sociale modifie l'aide en conséquence. Il rend une nouvelle décision conformément à l'article 32, alinéa 3.

<sup>2</sup> L'aide ne peut cependant être réduite ou supprimée sans que le bénéficiaire ait pu s'exprimer à ce sujet.

g) Versement

**Art. 35** Dès communication de la décision par le Service de l'action sociale, l'instance communale compétente verse les prestations accordées.

## SECTION 5 : Remboursement

1. Principe

**Art. 36** <sup>1</sup> L'aide matérielle fournie aux personnes majeures est remboursable dans les situations suivantes :

- a) lorsque l'aide a été accordée à titre d'avance sur des prestations, au moment où ces dernières leur sont versées; l'autorité d'aide sociale peut demander le versement direct entre ses mains des prestations concernées;
- b) lorsque l'aide a été obtenue indûment, à la suite d'indications fausses ou incomplètes;
- c) lorsque le bénéficiaire est en mesure de s'acquitter de tout ou partie de sa dette par suite d'un héritage, d'un don, d'un gain de loterie ou de revenus extraordinaires ne provenant pas de son travail;
- d) lorsque le bénéficiaire acquiert par son travail d'autres revenus lui permettant d'avoir un train de vie aisé.

<sup>2</sup> En outre, l'autorité d'aide sociale peut réclamer le remboursement de la dette, aux conditions prévues, lorsque le bénéficiaire s'y est engagé au moment où il a reçu l'aide et que la réalisation de ses biens d'alors ou acquis postérieurement peut raisonnablement être exigée.

<sup>3</sup> Les prestations obtenues en vertu d'un contrat d'insertion ne sont pas remboursables, de même que celles versées en faveur d'une personne placée en établissement au-delà de sa minorité, durant sa formation professionnelle.

2. Intérêts

**Art. 37** Les prestations sujettes à remboursement ne produisent pas d'intérêts, sauf si l'aide a été obtenue indûment ou si l'intéressé ne respecte pas les conditions prévues, contrairement à son engagement.

3. Garanties,  
gages  
immobiliers

**Art. 38** En vue de garantir les prestations d'aide sociale, l'autorité d'aide sociale peut exiger la constitution de gages immobiliers conformément aux dispositions du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

4. Obligation des époux et des partenaires enregistrés **Art. 39<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les époux et les partenaires enregistrés sont solidairement responsables du remboursement de la dette contractée durant le mariage ou le partenariat.
- <sup>2</sup> En cas de séparation, l'obligation du conjoint ou du partenaire enregistré est limitée à son obligation d'entretien fixée par le juge.
5. Obligation des parents **Art. 40** Dans les limites de leur obligation d'entretien, les père et mère répondent de la dette résultant de l'aide accordée à leur enfant mineur.
6. Obligation des héritiers **Art. 41** Les héritiers doivent rembourser l'aide matérielle dont a bénéficié le défunt dans la mesure où ils tirent profit de la succession.
7. Exercice du droit au remboursement **Art. 42** <sup>1</sup> Lorsqu'il estime que les conditions du remboursement sont réalisées, le Service de l'action sociale fait valoir son droit auprès du débiteur.
- <sup>2</sup> En cas de contestation, il rend une décision.
8. Prescription **Art. 43** <sup>1</sup> L'action en remboursement se prescrit par cinq ans à partir du jour où l'autorité a eu connaissance de son droit, mais, sous réserve de l'alinéa 2, par dix ans de manière absolue à partir du jour où l'octroi des prestations a pris fin.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un bénéficiaire de l'aide sociale a induit en erreur les autorités sur sa situation financière, le délai de prescription court dès que l'erreur a été découverte.

## SECTION 6 : Contribution d'entretien et aliments

- Principe **Art. 44** <sup>1</sup> Dans la mesure de leurs possibilités, les parents tenus à l'obligation d'entretien selon les articles 276 et suivants du Code civil suisse et les personnes tenues à fournir des aliments conformément aux articles 328 et 329 du Code civil suisse<sup>2)</sup> participent à la prise en charge de l'aide matérielle accordée au bénéficiaire.
- <sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale détermine le montant de la participation d'entente avec le débiteur.
- <sup>3</sup> En cas de désaccord, l'autorité saisit le juge civil compétent.

Modification

**Art. 45** <sup>1</sup> Le montant de la participation peut être revu lorsque les circonstances qui l'ont déterminé se sont notablement et durablement modifiées.

<sup>2</sup> La modification ne peut entraîner une demande de paiement de la dette antérieure à la nouvelle situation.

## CHAPITRE III : Institutions

### SECTION 1 : Institutions de prévoyance et d'action sociale

1. En général

**Art. 46** L'Etat et les communes encouragent la création et l'activité d'institutions privées destinées à prémunir la population contre des difficultés sociales ou à faciliter l'accomplissement des tâches des autorités de l'action sociale.

2. Institutions de l'Etat et des communes

**Art. 47** Si le besoin s'en fait sentir, l'Etat et les communes peuvent eux-mêmes créer de telles institutions.

3. Services sociaux régionaux  
a) Organisation

**Art. 48** <sup>1</sup> L'Etat et les communes exercent l'action sociale, notamment par l'intermédiaire des services sociaux régionaux.

<sup>2</sup> Ceux-ci revêtent la forme d'un établissement autonome de droit public. Le Parlement définit, par voie de décret, le siège, l'organisation et le financement de ce dernier.

<sup>3</sup> Les services sociaux régionaux sont placés sous la surveillance du Service cantonal de l'action sociale, conformément à l'article 64, lettre e, et de la commission cantonale de l'action sociale.

b) Tâches

**Art. 49** Les services sociaux régionaux ont notamment pour tâches :

- a) d'apporter l'aide personnelle nécessaire aux personnes dans le besoin;
- b) de recevoir les demandes d'aide matérielle, de constituer les dossiers et de transmettre les requêtes aux communes concernées;
- c) de signaler aux autorités compétentes les situations nécessitant leur intervention et de proposer les mesures de protection à envisager;
- d) <sup>15)</sup> de proposer des projets d'insertion dans le cadre des programmes définis à l'article 15;
- e) de prêter leur concours en matière d'information et de prévention;



- f)<sup>13)</sup> d'assumer la prise en charge de mesures de protection de l'enfant et de l'adulte;
- g)<sup>13)</sup> de soutenir l'aide bénévole fournie par les particuliers dans le domaine de l'action sociale et en matière de protection de l'enfant et de l'adulte;
- h) de procéder, sur requête des autorités, à des rapports d'enquête sociale;
- i) de veiller à une utilisation rationnelle des équipements et des ressources mis à disposition.

4. Lutte contre  
les dépendances

**Art. 50** <sup>1</sup> L'Etat veille à l'existence des institutions nécessaires à donner des conseils et des soins aux personnes victimes d'alcoolisme ou d'autres dépendances.

<sup>2</sup> Les autorités collaborent avec les institutions luttant contre l'alcoolisme et les autres dépendances et les soutiennent dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>3</sup> Le Parlement règle, par voie de décret, l'encouragement et le subventionnement des institutions et des manifestations qui ont pour objet de lutter contre l'alcoolisme et les autres dépendances. Ce décret peut instituer une commission cantonale consultative en la matière.

## SECTION 2 : Structures d'accueil de l'enfance

Structures  
d'accueil

**Art. 51** L'Etat et les communes favorisent la création et l'activité des crèches, des garderies, des jardins d'enfants et des crèches à domicile.

Répartition  
géographique,  
autorisation et  
approbation des  
tarifs

**Art. 52** <sup>1</sup> L'Etat veille à une répartition harmonieuse de ces institutions sur le territoire cantonal et à la qualité de leurs prestations. Leur nombre et leur capacité d'accueil font l'objet d'une planification.

<sup>2</sup> L'ouverture d'une structure d'accueil de l'enfance requiert l'autorisation de l'Etat.

<sup>3</sup> Les tarifs de ces institutions sont soumis à l'approbation de l'Etat.

## SECTION 3 : Foyers et établissements

1. Devoir de  
l'Etat

**Art. 53** L'Etat veille à disposer des établissements nécessaires à l'accomplissement de l'action sociale.

## 2. Subventionnement

**Art. 54** <sup>1</sup> L'Etat soutient financièrement les corporations, associations ou fondations dans la création, le développement et l'exploitation d'établissements permettant l'accomplissement des tâches de l'action sociale.

<sup>2</sup> Le Parlement définit, par voie de décret, les établissements pour lesquels une autorisation est nécessaire, ainsi que les conditions d'octroi de subventions et leur admission à la répartition des charges. S'agissant des frais d'exploitation, il peut prévoir qu'ils seront réglés par une ordonnance du Gouvernement.

<sup>3</sup> Les établissements qui bénéficient de subventions doivent, dans les limites de leurs possibilités, admettre les pensionnaires domiciliés dans le Canton qui remplissent les critères d'admission.

## 3. Création et reprise d'établissements

**Art. 55** <sup>1</sup> En cas de besoin, l'Etat et les communes créent ou reprennent les établissements nécessaires ou en assument l'administration.

<sup>2</sup> La création et la reprise d'établissements par l'Etat, ainsi que la suppression d'établissements appartenant à ce dernier, font l'objet d'un arrêté du Parlement.

## 4. Surveillance

**Art. 56** <sup>1</sup> Les homes d'enfants, les familles d'accueil, les maisons de retraite et les ateliers d'insertion sont placés sous la surveillance du Service de l'action sociale.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle l'organisation et la direction des établissements cantonaux. Il édicte aussi des dispositions régissant la gestion, la surveillance et la suppression éventuelle des établissements n'appartenant pas à l'Etat.

## CHAPITRE IV : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique

Quêtes à domicile et dans les rues  
a) Autorisation

**Art. 57** <sup>1</sup> L'organisation de collectes ou de ventes dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique requiert une autorisation.

<sup>2</sup> Sont notamment soumises à autorisation :

- a) la récolte de dons en espèces ou en nature;
- b) la vente d'objets de porte-à-porte ou sur la voie publique.

b) Procédure  
d'autorisation

**Art. 58** <sup>1</sup> La demande d'autorisation doit être présentée au Service de l'action sociale avec toutes les indications nécessaires.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale est compétent pour délivrer l'autorisation. Il tient compte des autres collectes existantes ou prévues.

c) Décompte

**Art. 59** Dans les six mois qui suivent la collecte ou la vente, l'organisateur présente un décompte sur les fonds réunis ou un rapport sur les objets collectés, ainsi qu'une justification de leur emploi.

## CHAPITRE V : Organisation

### SECTION 1 : Organisation cantonale

Gouvernement

**Art. 60** <sup>1</sup> Sous réserve des compétences du Parlement, le Gouvernement définit la politique cantonale en matière d'action sociale.

<sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :

- a) il exerce la haute surveillance sur l'ensemble de l'action sociale;
- b) il édicte les ordonnances et arrêtés découlant de la présente loi;
- c) il pourvoit à l'exécution des conventions internationales, du droit fédéral et du droit cantonal;
- d) il nomme les membres de la commission de l'action sociale;
- e) il veille à une bonne coordination de l'action sociale entre les départements, les services de l'administration et les autres institutions publiques et privées.

Département de  
la Santé et des  
Affaires sociales

**Art. 61** Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") assume notamment les tâches suivantes :

- a) il entretient les relations avec les autorités de l'action sociale extérieures au Canton; il est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale du 24 juin 1977 en matière d'assistance<sup>3)</sup>;
- b) il délivre les reconnaissances d'utilité publique conformément à une ordonnance du Gouvernement et tient à jour la liste des institutions, des structures d'accueil de l'enfance et des foyers et établissements reconnus;
- c) il procède à la répartition des charges financières;
- d) il représente l'Etat dans les litiges en matière d'action sociale;
- e) il prépare, notifie et exécute les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière d'action sociale;
- f) il convoque la commission cantonale de l'action sociale;

- g) il accomplit toute autre tâche qui lui est confiée dans le domaine de l'action sociale.

Commission  
cantonale de  
l'action sociale  
a) Composition

**Art. 62** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme une commission cantonale de l'action sociale comprenant au moins sept membres disposant de connaissances en matière d'action sociale et représentant tous les districts. Il veille à ce que les communes soient équitablement représentées.

<sup>2</sup> Le chef du Département préside la commission.

b) Tâches

**Art. 63** <sup>1</sup> La commission est l'organe de surveillance des services sociaux régionaux.

<sup>2</sup> Elle est consultée sur les mesures propres à assurer l'application et la coordination de l'action sociale ainsi que sur d'autres questions s'y rapportant. Elle préavise les projets de lois et de règlements en matière d'action sociale.

<sup>3</sup> Elle recherche et analyse les causes d'indigence et d'exclusion et signale les insuffisances du système social. Elle propose des mesures de prévention et d'action.

Service de  
l'action sociale

**Art. 64** Le Service de l'action sociale :

- a) décide de l'octroi, du retrait et du remboursement de l'aide sociale;
- b) <sup>15)</sup> élabore les mesures d'insertion et statue sur leur octroi, suspension ou retrait;
- c) informe et conseille la population, les autorités communales et les institutions en matière d'action sociale;
- d) sous réserve des compétences du Département, correspond avec les autorités d'action sociale extérieures au Canton;
- e) surveille l'administration des institutions subventionnées;
- f) exerce la surveillance des enfants placés et des structures d'accueil de l'enfance;
- g) <sup>13)</sup> autorise les placements dans des établissements situés hors du Canton, à l'exclusion des mesures de placement à des fins d'assistance;
- h) est l'organe d'exécution en matière d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires;
- i) ... <sup>16)</sup>;
- j) assume la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en collaboration avec le Service de la santé et les institutions spécialisées;

- k) examine les préavis et les propositions de la commission cantonale de l'action sociale et les transmet à l'autorité compétente avec ses propres recommandations.

## SECTION 2 : Organisation communale

Organe  
compétent

**Art. 65** Les communes désignent, dans leur règlement d'organisation, les organes compétents en matière d'aide sociale. A défaut, la compétence est dévolue au conseil communal et les paiements sont effectués par la caisse communale.

## SECTION 3 : Formation des membres des autorités et du personnel de l'action sociale

Formation

**Art. 66** <sup>1</sup> L'Etat encourage la formation de travailleurs sociaux et d'autres personnes s'occupant de l'action sociale en favorisant la mise sur pied de cours, de conférences et d'institutions ayant pour but de parfaire cette formation.

<sup>2</sup> Il conclut les conventions nécessaires avec les écoles sociales et les autorités des autres cantons.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes facilitent aux membres des autorités et au personnel de l'action sociale la participation aux cours et aux conférences sur la prévoyance sociale ou d'autres objets s'y rapportant.

## CHAPITRE VI : Financement

1. Énumération  
des recettes

**Art. 67** Les dépenses de l'action sociale sont couvertes par les recettes suivantes :

- a) les restitutions effectuées par d'autres collectivités, lorsque la prise en charge du cas leur incombe en vertu de conventions internationales ou de la législation fédérale;
- b) les prestations d'assurances, subsides, dons et legs versés à l'autorité d'aide sociale pour le compte de la personne secourue;
- c) les contributions alimentaires;
- d) les remboursements;
- e) les contributions des pouvoirs publics;
- f) <sup>17)</sup> la part de l'impôt cantonal sur les maisons de jeu pour lutter contre les conséquences sociales du jeu;

- g)<sup>17)</sup> la part "prévention" du produit brut des jeux annuel de loteries et des paris sportifs au sens des articles 66 du concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse<sup>18)</sup> et 6, alinéa 2, lettre e, de la convention romande sur les jeux d'argent<sup>19)</sup>.

2. Répartition  
des charges  
a) Charges  
admises

**Art. 68** Font l'objet d'une répartition entre l'Etat et les communes, les prestations suivantes :

- a) l'aide matérielle;
- b) les prestations versées sur la base d'un contrat d'insertion;
- c) les subventions consenties aux institutions reconnues d'utilité publique;
- d) les prestations affectées à la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en vertu de la présente loi;
- e) les versements provisionnels et avances octroyés en vertu de la loi sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien;
- f) les dépenses et les prestations découlant de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions;
- g) les frais de formation des autorités et du personnel oeuvrant dans l'action sociale;
- h) les autres prestations dont la répartition est prévue par la présente loi et ses dispositions d'exécution ou par d'autres dispositions légales.

b) Répartition  
entre l'Etat et les  
communes

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Département établit chaque année le montant des dépenses à répartir. Il correspond à la différence entre les charges et les recettes énumérées aux articles 67, lettres a à d, et 68.

<sup>2</sup> La somme totale est répartie entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>8), 9)</sup>

c) Répartition  
entre communes

**Art. 70** <sup>1</sup> Un décret du Parlement définit le mode selon lequel la quote-part incombant à l'ensemble des communes est répartie entre ces dernières.

<sup>2</sup> La répartition s'effectue en fonction de la population de chaque commune.<sup>9)</sup>

<sup>3</sup> Ce décret peut disposer qu'une partie des dépenses n'est pas admise à la répartition des charges (part franche).

d) Acomptes

**Art. 71** <sup>1</sup> Les communes versent régulièrement des acomptes à l'Etat. Les communes dont les prestations versées par elles atteignent ou dépassent leur part présumée selon la répartition des charges peuvent être dispensées des acomptes ou solliciter des acomptes de l'Etat.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale fixe le montant et l'échéance des acomptes sur la base du dernier décompte établi et des dépenses prévisibles.

<sup>3</sup> Tout retard dans le règlement des acomptes et du décompte final entraîne le versement d'un intérêt moratoire arrêté par le Gouvernement au début de chaque année.

## CHAPITRE VII : Voies de droit et dispositions pénales

Procédure

**Art. 72** Sous réserve de dispositions particulières de la présente loi, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

Voies de droit

**Art. 73** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative en la matière.

<sup>2</sup> La procédure de recours est gratuite; la partie téméraire peut cependant être condamnée à tout ou partie des émoluments et frais judiciaires.

Dispositions  
pénales  
a) Indications  
erronées

**Art. 74**<sup>11)</sup> Celui qui aura fait sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir ou de faire obtenir à un tiers une aide matérielle,

ou qui, au bénéfice d'une telle aide, aura sciemment omis de signaler à l'autorité un changement de situation pouvant entraîner la modification de l'aide,

sera puni de l'amende.

b) Collectes non  
autorisées

**Art. 75**<sup>11)</sup> Celui qui aura organisé, sans autorisation officielle, une collecte ou une vente au sens de l'article 57,

celui qui, après avertissement, n'aura pas présenté le décompte sur les fonds réunis ou la justification de leur emploi,

sera puni de l'amende.

## CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

### SECTION 1 : Exécution

Exécution

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il édicte les ordonnances d'exécution nécessaires.

### SECTION 2 : Modification du droit en vigueur

Modification  
de la loi  
d'introduction  
du Code civil  
suisse

**Art. 77** La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 27, alinéa 1

...<sup>6)</sup>

Article 27, alinéa 2

Abrogé

Article 29

Abrogé

Modification  
d'autres textes

**Art. 78** La dénomination "Service de l'aide sociale" est remplacée par "Service de l'action sociale" dans la législation cantonale.

### SECTION 3 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 79** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux dispositions de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur les œuvres sociales;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste;
3. le décret du 6 décembre 1978 sur les contributions des biens de bourgeoisie.



## SECTION 4 : Dispositions transitoires

Dispositions  
transitoires

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent dès leur entrée en vigueur à toutes les affaires pendantes.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale statue sur le remboursement des prestations accordées. Le remboursement s'effectue sur la base de la législation la plus favorable au débiteur.

<sup>3</sup> Durant une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement peut déléguer l'application d'une partie des mesures prévues dans la présente loi aux communes qui en font la demande et qui disposent de services spécialisés. Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement présente à la commission parlementaire de la santé un bilan sur le fonctionnement de ce dispositif.

<sup>4</sup> Les services sociaux régionaux disposent d'une année dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour prononcer leur dissolution. Passé ce délai, ils perdront tout droit aux subventions des collectivités publiques.

<sup>5</sup> La répartition des charges pour l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente loi s'opère sur la base de la législation antérieure.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les autres problèmes de transition qui pourraient surgir suite à l'entrée en vigueur de la présente loi. Il dispose d'une année pour mettre en place les structures prévues.

## SECTION 5 : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 81** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 82** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 15 décembre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-  
Schneider

Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RS 210](#)
- 3) [RS 851.1](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) [RSJU 211.1](#)
- 6) Texte inséré dans ladite loi
- 7) 1<sup>er</sup> janvier 2002
- 8) [RSJU 651](#)
- 9) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 13, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. XXX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 12) Nouvelle teneur selon l'article 45 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 810.41](#))
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. XXII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. XXXV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 16) Abrogée par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 17) Introduite par l'article 30, alinéa 2, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 18) [RSJU 935.590](#)
- 19) [RSJU 935.591](#)

**Arrêté****portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien**

du 12 décembre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23 de la loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien<sup>1)</sup>,

vu l'article 11 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (OARPA)<sup>2)</sup>,

considérant que les montants de référence destinés à la couverture des besoins vitaux pour les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité ont été adaptés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013,<sup>4)</sup>

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a passé de 99,6 points en janvier 2000 à 105,9 points en octobre 2006, de sorte que la condition d'indexation se trouve ainsi réalisée,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Les limites de revenu et de fortune pour les avances totales et partielles sont adaptées comme il suit :

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| – déduction maximale pour frais de garde<br>(art. 2, lettre a, OARPA)          | 2 127 francs;                |
| – limite de revenu, en général (art. 3, al. 1, OARPA)                          | 3 229 francs <sup>5)</sup> ; |
| – majorations (art. 3, al. 2, OARPA) :   |                              |
| a) pour les deux premiers enfants, par enfant                                  | 855 francs <sup>5)</sup> ;   |
| b) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant                         | 570 francs <sup>5)</sup> ;   |
| c) dès le cinquième enfant, par enfant   | 285 francs <sup>5)</sup> ;   |
| – majoration de la limite de revenu pour les couples<br>(art. 3, al. 3, OARPA) | 744 francs;                  |
| – limite de revenu, pour les enfants (art. 3, al. 4, OARPA)                    | 2 507 francs <sup>5)</sup> ; |
| – franchise sur les revenus de l'enfant à charge<br>(art. 4, al. 1, OARPA)     | 319 francs;                  |
| – limite de fortune, en général (art. 5, al. 1, OARPA)                         | 31 898 francs;               |
| – limite de fortune, pour les enfants (art. 5, al. 1, OARPA)                   | 10 633 francs.               |

<sup>2</sup> Le montant maximal des avances ne peut dépasser les limites suivantes (art. 8 OARPA) :

- |  |                            |
|--|----------------------------|
| a) pour le conjoint                                    | 817 francs <sup>5)</sup> ; |
| b) pour les deux premiers enfants, par enfant          | 855 francs <sup>5)</sup> ; |
| c) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 570 francs <sup>5)</sup> ; |
| d) dès le cinquième enfant, par enfant                 | 285 francs <sup>5)</sup> . |

<sup>3</sup> La part des montants n'entrant pas en compte pour l'adaptation en fonction de l'évolution des montants destinés à la couverture des besoins vitaux définis par l'article 10, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI<sup>3)</sup> est adaptée comme il suit<sup>6)</sup> :

- |                              |               |
|------------------------------|---------------|
| – article 3, alinéa 1, OARPA | 1 595 francs; |
| – article 3, alinéa 4, OARPA | 797 francs.   |

**Art. 2** L'arrêté du 14 décembre 2004 portant adaptation des limites de revenu et du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Delémont, le 12 décembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 851.1](#)

2) [RSJU 851.11](#)

3) [RS 831.30](#)

4) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 9 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 29 janvier 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 16 février 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

**Arrêté**  
**portant adhésion de la République et Canton du Jura à la**  
**convention intercantonale relative aux institutions sociales**  
**(CIIS)**

du 26 octobre 2005

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu l'article 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article premier de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités,  
concordats et autres conventions<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère à la convention  
intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS).

**Art. 2** Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison  
selon l'article 10 de la convention.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Delémont, le 26 octobre 2005

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Schweingruber  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

**Arrêté  
portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de  
la convention intercantonale relative aux institutions sociales  
(CIIS)**

du 23 mars 2011

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 8, alinéa 2, de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu l'article 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article premier de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités,  
concordats et autres conventions<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS) est approuvée.

**Art. 2** Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison selon l'article 10 de la convention.

**Art. 3** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Delémont, le 23 mars 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

**Arrêté****portant approbation de la modification du 23 novembre 2018  
de la convention intercantonale relative aux institutions  
sociales (CIIS)**

du 2 octobre 2019

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article premier de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités,  
concordats et autres conventions<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La modification du 23 novembre 2018 de la convention  
intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS)  
est approuvée.

**Art. 2** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>8)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 2 octobre 2019

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gabriel Voirol  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Convention Intercantonale relative aux Institutions sociales (CIIS)

du 13 décembre 2002 (Etat au 1<sup>er</sup> juin 2020)

#### Considérant

- que les institutions sociales pour enfants, adolescents et adultes avec un domicile dans un autre canton doivent leur être ouvertes,
- qu'un éventail de l'offre ne peut fonctionner que si la prise en charge des frais entre les cantons est garantie selon une méthode de calcul unifiée,
- qu'une étroite collaboration intercantonale doit être recherchée dans le domaine des institutions sociales,

*les cantons, sur la proposition de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et en accord avec*

*la Conférence suisse des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et*

*la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)*

*adoptent la convention suivante :*

#### I. Dispositions générales

##### I.1. But

**Article premier** <sup>1</sup> La convention (ci-après : "CIIS") a pour but d'assurer sans difficultés le séjour, dans des institutions appropriées en dehors de leur canton de domicile, de personnes ayant des besoins spécifiques en matière de soins et d'encadrement.

<sup>2</sup> Les cantons signataires collaborent pour tous les domaines de la CIIS. Ils échangent en particulier des informations sur les mesures, les expériences et les résultats, harmonisent leur offre en matière d'institutions et encouragent la promotion de la qualité au sein de ces dernières.



## I.II Champ d'application

Domaines

**Art. 2** <sup>1</sup> La CIIS concerne les institutions des domaines suivants :

- A. Les institutions à caractère résidentiel qui, sur la base de la législation fédérale ou cantonale, accueillent des personnes jusqu'à l'âge de 20 ans révolus ou au plus jusqu'à la fin de leur première formation, pour autant qu'elles aient été admises ou placées dans une institution avant l'accession à la majorité.

S'il s'agit de l'exécution de mesures au sens de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs<sup>10)</sup>, la limite d'âge est de 25 ans<sup>9)</sup> révolus, quel que soit l'âge lors de l'admission.

- B. Les institutions pour adultes handicapés ou les unités de telles institutions au sens de la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI)<sup>4)</sup> :

- a) les ateliers qui occupent en permanence dans leurs locaux ou dans des lieux de travail décentralisés des personnes invalides ne pouvant exercer aucune activité lucrative dans des conditions ordinaires;
- b) les homes et les autres formes de logement collectif pour personnes invalides dotées d'un encadrement;
- c) les centres de jour dans lesquels les personnes invalides peuvent se rencontrer et participer à des programmes d'occupation ou de loisirs.

- C. Les institutions à caractère résidentiel de thérapie et réhabilitation dans le domaine de la dépendance.

- D. Institutions de formation scolaire spéciale en externat :

- a) Les écoles spéciales pour l'enseignement, le conseil et le soutien, y compris la formation scolaire spéciale intégrative de même que pour l'encadrement de jour, pour autant que cette prestation soit fournie par l'institution;
- b) Les services d'éducation précoce pour enfants en situation de handicap ou qui sont menacés de l'être;
- c) Les services pédago-thérapeutiques pour la logopédie ou la psychomotricité, pour autant que ces prestations ne figurent pas dans les offres de l'école ordinaire.

<sup>2</sup> La Conférence de la convention (ci-après : "CC") peut étendre la convention, sous réserve des articles 6 et 8 de la CIIS, à d'autres domaines d'institutions sociales.

<sup>3</sup> Les cantons peuvent adhérer à un, à plusieurs ou à tous les domaines.

## Délimitation

**Art. 3** <sup>1</sup> Les institutions soumises à un concordat sur l'exécution des peines et mesures (concordats d'exécution des peines et mesures) ne font pas partie du champ d'application de la présente convention.

<sup>2</sup> Les institutions pour personnes âgées, de même que les institutions avec une direction médicale ne font pas partie du champ d'application de cette convention

<sup>3</sup> Les unités d'institutions selon l'alinéa 2, avec leur propre direction et comptabilité, peuvent également relever de la CIIS, pour autant qu'elles en remplissent les conditions.

<sup>4</sup> Les institutions ne font pas partie du champ d'application de la présente convention pour les prestations qu'elles accomplissent en vue de l'insertion professionnelle, au sens des dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité.

### I.III Définitions

**Art. 4** Dans le cadre de la présente convention, les notions ci-dessous sont définies comme suit :

a) Conférence de la convention (CC)

La Conférence de la convention est formée de chaque membre de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (ci-après : "CDAS") dont le canton a adhéré à la CIIS.

b) *Comité de la CC*

Le Comité de la CC est formé des membres du comité CDAS, pour autant que leur canton ait adhéré à la CIIS.

c) *Canton signataire*

Le canton signataire est le canton qui a adhéré à un domaine au moins de la CIIS.

d) *Canton de domicile*

Le canton de domicile est le canton dans lequel la personne sollicitant les prestations de l'institution a son domicile légal.

e) *Canton répondant*

Le canton répondant est le canton dans lequel l'institution a son siège. Si la maîtrise financière et de gestion de l'institution est exercée dans un autre canton, ce dernier peut, en accord avec le canton dans lequel se trouve l'institution, faire partie de la convention en tant que canton répondant.

*f) Institution*

L'institution est une structure qui, en tant que personne morale ou physique, offre des prestations dans un domaine au sens de l'article 2, alinéa 1.

*g) Directive*

La directive constitue une norme d'application de la CIIS ayant caractère obligatoire. Elle est édictée par le comité de la CC.

## **I.IV Prise de domicile subséquente; séjour**

Compétence  
particulière

**Art. 5** <sup>1</sup> Le séjour dans une institution selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettre b, n'occasionne pas de changement au niveau de la compétence actuelle en matière de garantie de prise en charge des frais.

<sup>1bis</sup> Si une personne établit son domicile civil en séjournant ou durant son séjour dans une institution en vertu de l'article 2, alinéa 1, domaine A, le canton du dernier domicile civil dérivé des parents ou d'un parent est tenu de garantir la prise en charge des frais.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le remboursement de prestations de formation scolaire spéciale en externat est garanti par le canton où l'élève séjourne.

## **II. Organisation**

### **II.I Constitution de la CIIS, exécution, organes**

Exécution

**Art. 6** <sup>1</sup> La CDAS assure la mise en place de la CIIS jusqu'à la constitution des organes.

<sup>2</sup> La CC assure l'exécution de la CIIS.

<sup>3</sup> Elle collabore à cet effet avec les autres conférences des directeurs concernées par le domaine des institutions sociales ainsi que la Conférence suisse des directeurs cantonaux des finances. Les autres conférences de directeurs concernées sont :

- la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : "CDIP");
- la Conférence suisse des directrices et directeurs de départements cantonaux de justice et police (ci-après : "CCDJP");
- la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (ci-après : "CDS").

<sup>4</sup> La CC consulte la CDIP, la CCDJP et la CDS pour les décisions qui leur incombent, conformément aux articles 8, lettre a, et 9, lettres g et h, de la CIIS.

#### Organes

**Art. 7** <sup>1</sup> Les organes de la CIIS sont :

- a) la CC;
- b) le comité de la CC;
- c) la conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- d) les conférences régionales;
- e) la commission de vérification des comptes.

<sup>2</sup> Elections et votations :

- a) les décisions et élections sont valables lorsque la moitié des membres prévus par la CIIS ayant droit de vote et siégeant dans les organes de cette convention sont présents, sous réserve de l'article 8, lettre a;
- b) les votes se font à la majorité simple des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, celle de la présidente ou du président est prépondérante;
- c) les élections se font à la majorité absolue des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, il est procédé par tirage au sort.

<sup>3</sup> La CC édicte un règlement pour la constitution et l'activité des organes.

#### Conférence de la convention (CC)

**Art. 8** La CC est compétente pour :

- a) étendre la CIIS à d'autres domaines des institutions sociales conformément à l'article 2, alinéa 2. Pour être valables, les décisions nécessitent une majorité des deux tiers;
- b) établir un règlement pour la constitution et l'activité des autres organes conformément à l'article 7, alinéa 3.

#### Comité de la conférence de la convention

**Art. 9** <sup>1</sup> Le comité de la CC est compétent pour :

- a) introduire la procédure d'adhésion selon l'article 37;
- b) fixer la date d'entrée en vigueur de la CIIS suite à l'obtention du quorum, ainsi que de l'information aux cantons signataires selon l'article 39;
- c) aviser la CDAS lorsque le quorum de la CIIS n'est plus atteint;
- d) approuver le budget et les comptes de la CIIS;
- e) définir les régions selon l'article 12, alinéa 3;
- f) prononcer, à la demande de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, le refus de l'admission d'une institution ou son exclusion de la liste si elle ne remplit pas les critères de la CIIS;

- g) établir des directives :
  - sur la compensation des coûts selon les articles 20 et 21;
  - sur la procédure dans le domaine C selon l'article 30;
  - sur des normes de référence en matière de qualité selon l'article 33, alinéa 2;
  - sur le décompte d'exploitation selon l'article 34, alinéa 2;
- h) élaborer des recommandations;
- i) harmoniser l'offre entre les régions et leur évaluation périodique avec elles;
- j) prendre toute décision ne relevant pas de la compétence d'un autre organe.

<sup>2</sup> La présidente ou le président de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS participe aux réunions du comité de la CC pour les affaires de la CIIS avec voix consultative.

## II.II Offices de liaison

Désignation **Art. 10** Chaque canton contractant désigne un office de liaison.

Compétences **Art. 11** <sup>1</sup> L'office de liaison est compétent pour :

- a) requérir les garanties de prise en charge des frais;
- b) la réception et le traitement des demandes de garantie de prise en charge des frais ainsi que les décisions les concernant;
- c) coordonner l'information et la gestion avec des services et des institutions, ainsi que de leur représentation à l'intérieur du canton;
- d) échanger des informations et correspondre avec des offices de liaison d'autres cantons signataires;
- e) tenir un registre des garanties de prise en charge des frais délivrées.

<sup>2</sup> Les offices de liaison participent aux séances des conférences régionales.

## II.III Conférences régionales

Regroupement **Art. 12** <sup>1</sup> Les offices de liaison se groupent en quatre conférences régionales : Suisse romande et Tessin, Suisse du Nord-ouest, Suisse centrale et Suisse orientale.

<sup>2</sup> Chaque office de liaison fait partie d'une conférence régionale. Il peut faire partie d'autres conférences régionales avec voix consultative.

<sup>3</sup> Le comité de la CC détermine les régions.

## Compétences

**Art. 13** Les conférences régionales sont compétentes pour :

- a) nommer deux représentants ou représentantes comme membres de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- b) harmoniser les offres des institutions entre les cantons à l'intérieur de la région;
- c) échanger des informations au sens de l'article 1, alinéa 2, et les transmettre à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- d) formuler des propositions à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, en particulier en ce qui concerne l'admission ou l'exclusion d'une institution de la liste des institutions.

#### II.IV Conférence suisse des offices de liaison CIIS

## Composition

**Art. 14** La Conférence suisse des offices de liaison (CSOL) se compose de deux représentants ou représentantes par conférence régionale. Le ou la secrétaire de conférence de la CDAS participe aux travaux avec voix consultative.

## Compétences

**Art. 15** La Conférence suisse des offices de liaison CIIS est compétente pour :

- a) rédiger des rapports et des propositions en relation avec les attributions du comité de la CC selon l'article 9, lettres e à h. Des propositions selon l'article 9, lettre f, ne peuvent être faites que sur demande d'une conférence régionale;
- b) échanger des informations au sens de l'article 1, alinéa 2;
- c) donner des instructions aux offices de liaison.

#### II.V Commission de vérification des comptes

**Art. 16** La commission de vérification des comptes de la CDAS contrôle les comptes annuels de la CIIS et fait son rapport et ses propositions à la CC.

#### II.VI Organe de gestion

## Secrétariat

**Art. 17** <sup>1</sup> Le secrétariat général de la CDAS gère les affaires de la CIIS, à l'exception de celles relevant de la compétence des cantons.

<sup>2</sup> Il assume également le secrétariat de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS de même que, en règle générale, celui des groupes spécialisés ad hoc.

Coûts

**Art. 18** <sup>1</sup> Les frais découlant de l'application de la présente convention sont pris en charge par la CC.

<sup>2</sup> Le secrétariat général de la CDAS facture ses prestations aux cantons signataires et fait l'encaissement.

### **III. Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais**

#### **III.I Généralités**

**Art. 19** <sup>1</sup> Le canton de domicile garantit à l'institution du canton répondant la compensation des coûts en faveur de la personne et pour la période concernée, moyennant une garantie de prise en charge des frais.

<sup>2</sup> Les instances et les personnes débitrices du canton de domicile sont redevables, à l'institution du canton répondant, de la compensation des coûts pour la période de prestations.

#### **III.II Compensation des coûts**

Définition de la compensation des coûts

**Art. 20** <sup>1</sup> La compensation des coûts se compose des frais nets pris en compte après déduction des contributions de la Confédération destinées à la construction et à l'exploitation. Le solde est divisé par unité et par personne.

<sup>2</sup> Les frais nets pris en compte sont les charges considérées diminuées des revenus pris en compte.

Définition des charges et revenus pris en compte

**Art. 21** <sup>1</sup> Les dépenses à prendre en compte se composent des frais de personnel et d'exploitation découlant de la prestation, y compris les intérêts et les amortissements.

<sup>2</sup> Par revenus pris en compte, il faut entendre les revenus découlant de la prestation et les revenus de capitaux ainsi que les donations pour autant qu'elles soient destinées à l'exploitation.

<sup>3</sup> Le comité de la CC émet une directive en rapport avec les articles 20 et 21.

Participation des débiteurs alimentaires

**Art. 22** <sup>1</sup> Le montant des contributions alimentaires dans le cadre de la CIIS correspond au coût journalier moyen pour la nourriture et le logement pour une personne dans des conditions d'existence modestes.

<sup>2</sup> Les contributions non versées par les débiteurs alimentaires peuvent être imputées à l'aide sociale.

## Méthode

**Art. 23** <sup>1</sup> La compensation des coûts peut se faire aussi bien selon la méthode D (principe de la couverture du déficit) que la méthode F (principe du forfait).

<sup>2</sup> S'il n'existe pas de dispositions particulières, au sens de la méthode F, entre le canton répondant et l'institution concernée, la méthode D est applicable.

<sup>3</sup> Les cantons signataires encouragent le passage de la méthode D à la méthode F. Le comité de la CC encourage ce processus dans le cadre de l'article 1, alinéa 2.

## Unité de calcul

**Art. 24** <sup>1</sup> L'unité de calcul est la journée civile.

<sup>1bis</sup> Pour les prestations des ateliers au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettre a, ce sont les heures de travail convenues qui tiennent lieu d'unité de calcul.

<sup>1ter</sup> Pour les prestations des centres de jour au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine B, c'est la journée de présence qui tient lieu d'unité de calcul. Le comité de la CC édicte une directive en vue de définir la journée de présence.

<sup>1quater</sup> Pour les prestations des écoles spéciales fournies à l'extérieur de l'institution, de même que pour les prestations des institutions d'enseignement spécialisé au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine D, lettres b et c, c'est l'heure d'enseignement, de thérapie ou de conseil qui tient lieu d'unité de calcul.

<sup>2</sup> Il est possible de ne pas recourir aux unités de calcul selon les alinéas 1, 1bis, 1ter et 1quater si la méthode P est utilisée.

## Encaissement

**Art. 25** <sup>1</sup> L'institution du canton répondant peut adresser sa facture aux instances ou personnes débitrices mensuellement. Les factures sont à payer dans les 30 jours suivant la date de réception.

<sup>2</sup> Si les débiteurs ne s'acquittent pas de leur obligation dans le délai, l'institution envoie un rappel par écrit. Un intérêt de 5 % court 10 jours après la réception du rappel.

<sup>3</sup> Le canton de domicile offre son aide en cas de problèmes de recouvrement.



### III.III Garantie de prise en charge des frais

#### Déroulement

**Art. 26** <sup>1</sup> L'office de liaison du canton répondant demande, à l'office de liaison du canton de domicile, la garantie de prise en charge des frais avant l'entrée de la personne dans l'institution.

<sup>2</sup> La demande de garantie des frais doit être requise le plus rapidement possible si, en cas d'urgence, elle ne peut être déposée avant le début du séjour ou avant l'entrée de la personne dans l'institution.

#### Modalités

**Art. 27** <sup>1</sup> La garantie de prise en charge des frais peut être limitée dans le temps et soumise à des conditions. Lors d'un changement de domicile, le canton répondant requiert une nouvelle garantie de prise en charge des frais.

<sup>2</sup> Les garanties de prise en charge des frais illimitées dans le temps peuvent être résiliées moyennant un préavis de 6 mois.

<sup>3</sup> Les demandes de garantie de prise en charge des frais en faveur de personnes adultes nécessitent le consentement de ces dernières.

### III.IV Règles pour personnes adultes handicapées, selon domaine B

#### Participation aux frais; généralités

**Art. 28** <sup>1</sup> En dérogation partielle au chapitre III (Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais), les dispositions suivantes sont applicables aux personnes adultes handicapées selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettres b et c.

<sup>2</sup> La personne adulte handicapée résidant dans une institution, selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettres b et c, participe partiellement ou entièrement à la prise en charge des frais au moyen de son revenu ou de sa fortune.

<sup>3</sup> Le calcul de la participation aux frais est basé sur les dispositions en vigueur dans le canton de domicile.

#### Participation aux frais et compensation des coûts

**Art. 29** <sup>1</sup> La participation aux frais est réclamée par l'institution à la personne ou à son représentant légal sur la base de la garantie de prise en charge des frais du canton de domicile.

<sup>2</sup> Si, après déduction de la participation aux frais, il reste un solde non couvert, le canton de domicile s'en acquitte auprès de l'institution.

### III.V Règles pour le domaine C

**Art. 30** Le comité de la CC peut émettre une directive particulière concernant les dispositions du domaine C.

## IV. Institutions

### IV.I Liste des institutions

Désignation des institutions

**Art. 31** <sup>1</sup> Le canton répondant désigne les institutions pour lesquelles il est compétent et qu'il entend soumettre à la CIIS. Il les classe selon l'article 2, alinéa 1, dans les domaines respectifs, désigne la méthode de compensation appliquée conformément à l'article 23 et annonce ces données au secrétariat général de la CDAS.

<sup>2</sup> Si une institution a des secteurs qui n'entrent pas dans le cadre de la CIIS, le canton répondant désigne expressément les secteurs qui sont soumis à la convention.

Liste

**Art. 32** <sup>1</sup> Le secrétariat général de la CDAS tient la liste des institutions, respectivement de leurs secteurs, soumises à la CIIS. Cette liste est classée, d'une part, en fonction des domaines (art. 2, al. 1, CIIS) et, d'autre part, en fonction des méthodes de compensation des coûts (art. 23 CIIS).

<sup>2</sup> Les offices de liaison communiquent sans délai toute modification de leur liste au secrétariat général de la CDAS; celui-ci met la liste régulièrement à jour.

### IV.II Contrôle qualité et gestion économique

**Art. 33** <sup>1</sup> Les cantons répondants garantissent, dans les institutions soumises à la CIIS, des prestations irréprochables en matière de thérapie, de pédagogie et de gestion.

<sup>2</sup> Le comité de la CC édicte des directives cadre au sujet des exigences qualité.

### IV.III Comptabilité analytique

**Art. 34** <sup>1</sup> Les cantons répondants veillent à ce que les institutions qui leur sont soumises établissent une comptabilité analytique.

<sup>2</sup> Le comité de la CC édicte des directives à ce sujet.

### V. Voies de droit

Règlement des  
différends

**Art. 35** <sup>1</sup> Les cantons et organes s'efforcent de régler par les négociations ou par la conciliation tout différend portant sur la CIIS. Ils observent en cela les directives en matière de règlement des différends selon l'article 31 et suivants de l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI) du 24 juin 2005.

Siège

**Art. 35<sup>bis</sup>** Le siège de la CIIS se trouve au lieu d'implantation du secrétariat général de la CDAS.

Droit applicable

**Art. 35<sup>ter</sup>** Le droit du canton siège est applicable.

### VI. Dispositions finales et transitoires

#### VI.I Adhésion à la CIIS

Adhésion

**Art. 36** <sup>1</sup> Le comité de la CDAS ouvre la présente convention à l'adhésion et conduit la procédure d'adhésion.

<sup>2</sup> Les cantons de la Suisse et la Principauté du Liechtenstein peuvent y adhérer.

Procédure

**Art. 37** <sup>1</sup> L'adhésion à cette convention peut intervenir au début d'un trimestre.

<sup>2</sup> La déclaration d'adhésion écrite doit parvenir au secrétariat général de la CDAS, à l'intention du comité de la CC, au moins 30 jours avant la date d'adhésion.

<sup>3</sup> La déclaration d'adhésion précise, conformément à l'article 2, les domaines auxquels l'adhésion est demandée.

<sup>4</sup> La déclaration d'adhésion à la CIIS ne vaut que si l'affiliation à la CII est dénoncée dans les domaines A et B.

## VI.II Résiliation de la CIIS

**Art. 38** <sup>1</sup> La dénonciation de la CIIS doit être annoncée par écrit au secrétariat général de la CDAS à l'intention du comité de la CC.

<sup>2</sup> La dénonciation prend effet à la fin de l'année civile suivant l'année de la déclaration.

<sup>3</sup> La dénonciation indique le ou les domaines visés.

<sup>4</sup> Les garanties de prise en charge de frais données avant la résiliation gardent leur validité.

## VI.III Entrée en vigueur de la CIIS

**Art. 39** <sup>1</sup> Dès que deux cantons au moins ont adhéré dans trois régions à deux domaines au moins de la convention, la CDAS constitue les organes. Le comité de la CC fixe alors la date de l'entrée en vigueur<sup>7</sup> de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur doit avoir lieu au plus tard douze mois après l'obtention du quorum.

Entrée en  
vigueur de la  
révision partielle  
du 23 novembre  
2018

**Art. 39<sup>bis</sup>**<sup>11</sup> <sup>1</sup> La révision partielle du 23 novembre 2018 est applicable à tous les placements en cours et à venir dès son entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur au plus tard 12 mois après qu'au moins 18 cantons y ont adhéré.

<sup>3</sup> Le comité de la CC fixe la date d'entrée en vigueur<sup>8</sup>.

## VI.IV Abrogation de la CIIS

CIIS

**Art. 40** <sup>1</sup> Dès que le quorum selon l'article 39, alinéa 1, n'est plus atteint, la CIIS doit être abrogée.

<sup>2</sup> Le comité CC en informe alors la CDAS. Cette dernière fixe la date de l'abrogation de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.

<sup>3</sup> Un éventuel bénéfice au moment de la liquidation doit être versé à la CDAS.

Garanties de  
prise en charge  
des frais

**Art. 41** Les garanties de prise en charge des frais émises avant l'abrogation de la CIIS gardent leur validité.

## VI.V Dispositions transitoires CII/CIIS

Garanties /  
garantie de prise  
en charge des  
frais

**Art. 42** <sup>1</sup> Pour les cantons signataires de la CII, les garanties délivrées gardent leur validité en tant que garantie de prise en charge des frais. L'article 27, alinéa 2, est applicable par analogie.

<sup>2</sup> Pour les garanties de prise en charge des frais existantes, pour lesquelles la compensation des coûts est modifiée en raison de la suppression des contributions de l'AI, de nouvelles demandes doivent être soumises au canton de domicile jusqu'au 31 mars 2008. Cela vaut également à propos des prestations pour lesquelles aucune garantie de prise en charge des frais n'a été fournie jusqu'au 31 décembre 2007, pour autant que le calcul de la compensation des coûts soit modifié.

Liste

**Art. 43** <sup>1</sup> La liste des foyers et institutions selon l'article 8 de la CII est reportée pour les cantons signataires dans la liste des institutions selon les articles 31 et 32 de la CIIS.

<sup>2</sup> Les cantons signataires déposent leur liste adaptée aux exigences des articles 2 et 23 au plus tard six mois après l'adhésion auprès du secrétariat de la CDAS.

(suivent les signatures)

1) [RS 101](#)  
2) [RSJU 101](#)  
3) [RSJU 111.1](#)

- 4) [RS 831.26](#)
- 5) [RS 311.0](#)
- 6) [RS 173.110](#)
- 7) 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 8) 1<sup>er</sup> juin 2020
- 9) Nouvelle teneur selon la modification du 23 novembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2020
- 10) [RS 311.1](#)
- 11) Introduit par la modification du 23 novembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2020

## Ordonnance sur la politique de la jeunesse

du 8 avril 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 22, alinéa 7, et 24, alinéa 1, de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse<sup>[1](#)</sup>,<sup>[5](#)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur la politique de la jeunesse.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : ...<sup>[6](#)</sup>

**Art. 3 à 25**<sup>[6](#)</sup>

### SECTION 3 : Commission de coordination

Attributions

**Art. 26** <sup>1</sup> La commission de coordination a les attributions suivantes :

- a) encourager les initiatives dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse;
- b) assurer une coordination entre l'ensemble des acteurs impliqués dans la promotion de l'enfance et de la jeunesse;
- c) ...<sup>[6](#)</sup>
- d) faire des propositions aux départements concernés et au Gouvernement pour renforcer l'action en faveur de la jeunesse.

<sup>2</sup> Elle examine tous les objets qui lui sont soumis par le Gouvernement ou le département auquel est rattaché le Service de l'action sociale (ci-après : "le Département").<sup>[7](#)</sup>

## Composition

**Art. 27** <sup>1</sup> La commission de coordination se compose des seize membres suivants<sup>7)</sup> :

- a) le chef du Service de l'action sociale;
- b) le délégué à la prévention et à la promotion de la santé;
- c) un représentant du Centre médico-psychologique;
- d) le délégué aux affaires culturelles;
- e) un représentant du Tribunal des mineurs;
- f)<sup>7)</sup> un représentant du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire;
- g) un représentant du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- h) un représentant de l'Office des sports;
- i)<sup>5)</sup> un représentant des programmes d'insertion sociale du Service de l'action sociale;
- j)<sup>5)</sup> un représentant de la direction des Services sociaux régionaux;
- k) un représentant des communes jurassiennes;
- l) un animateur de jeunesse;
- m) un représentant d'une association active dans la protection de l'enfance;
- n)<sup>5)</sup> deux représentants d'associations de jeunes ou de centres de jeunesse;
- o)<sup>8)</sup> un représentant de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

<sup>2</sup> Elle est présidée par le chef du Service de l'action sociale.

<sup>3</sup> Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement sur proposition du Service de l'action sociale.

<sup>4</sup> Les membres de la commission sont nommés pour une période correspondant à la législature cantonale.

<sup>5</sup> Le délégué à la jeunesse participe aux séances de la commission avec voix consultative.

## Convocation

**Art. 28** Le président convoque la commission chaque fois qu'il le juge nécessaire, mais au moins deux fois par an, ou lorsque huit membres de la commission en font la demande.

## Groupes de travail

**Art. 29** <sup>1</sup> La commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de problèmes spécifiques.

<sup>2</sup> Avec l'accord du Gouvernement, elle peut requérir l'avis d'experts, selon un mandat défini.



<sup>3</sup> La commission peut déléguer certains de ses membres pour la représenter au sein d'autres institutions ou commissions.

Prise de  
décisions

**Art. 30** <sup>1</sup> La commission ne peut délibérer et prendre des décisions que si au moins huit de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Les décisions sont prises par vote à main levée à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité, le président départage.

Non publicité des  
séances

**Art. 31** <sup>1</sup> Les séances de la commission ne sont pas publiques.

<sup>2</sup> Les travaux et les décisions de la commission donnent lieu à une information publique, selon les modalités que la commission définit.

Procès-verbal

**Art. 32** Les propositions présentées par les membres et les décisions prises par la commission sont consignées dans un procès-verbal.

#### **SECTION 4 : Disposition finale**

Entrée en  
vigueur

**Art. 33** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2008.

Delémont, le 8 avril 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 853.21](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009
- 3) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 9 mars 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 mars 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 6) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 10 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 février 2020, en vigueur depuis le 15 mars 2020
- 8) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 11 février 2020, en vigueur depuis le 15 mars 2020

## **Règlement concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Œuvre jurassienne de secours"<sup>1)</sup>**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 4 de l'arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Œuvre jurassienne de secours"<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### **CHAPITRE PREMIER : Attributions des organes de la fondation**

**Article premier<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Le conseil de fondation se compose d'au minimum neuf membres nommés par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le Gouvernement désigne le président du conseil de fondation. Pour le surplus, ce dernier se constitue lui-même.

<sup>3</sup> Le conseil de fondation a en particulier les attributions suivantes :

- a) il exécute toutes les tâches destinées à permettre la réalisation des buts de la fondation;
- b) il nomme le vice-président et désigne le secrétaire;
- c) il est compétent pour modifier les statuts, sous réserve de l'approbation de l'autorité de surveillance des fondations;
- d) il adopte les règlements nécessaires;
- e) il décide du placement des fonds et de l'administration de la fortune de la fondation en s'inspirant des principes d'une saine gestion;
- f) il adopte le budget, le bilan et les comptes annuels.

**Art. 2<sup>5)</sup>** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Art. 3<sup>6)</sup>**

**Art. 4<sup>5)</sup>** Dans les cas urgents, le président du conseil de fondation ou, en cas d'empêchement, le vice-président, peut accorder des subsides allant jusqu'à 2 000 francs. Le conseil de fondation doit en être informé lors de sa prochaine séance.

**Art. 5 et 6<sup>6)</sup>**

**Art. 7<sup>5)</sup>** Les membres du conseil de fondation qui n'appartiennent pas à l'administration cantonale sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>7)</sup>.

## **CHAPITRE II : Gestion**

**Art. 8<sup>4)</sup>**

**Art. 9<sup>5)</sup>** Un secrétariat est chargé de la gestion de la fondation; il est subordonné au conseil de fondation.

**Art. 10<sup>5)</sup>** Le secrétariat assume notamment les tâches suivantes :

- a) il reçoit les demandes de subsides;
- b) il fait des propositions au conseil de fondation concernant ces demandes;
- c) il exécute les décisions du conseil de fondation, notamment le versement des subsides accordés;
- d) il tient la comptabilité;
- e) il élabore le rapport et les compte annuels, à l'intention du conseil de fondation.

**Art. 11<sup>6)</sup>**

## **CHAPITRE III : ...<sup>6)</sup>**

### **SECTION 1 : ...<sup>6)</sup>**

**Art. 12 à 15<sup>6)</sup>**

**SECTION 2 : ...<sup>6)</sup>****Art. 16 à 18<sup>6)</sup>****SECTION 3 : ...<sup>6)</sup>****Art. 19 à 23<sup>6)</sup>****CHAPITRE IV : Organe de révision<sup>5)</sup>**

**Art. 24<sup>5)</sup>** L'organe de révision vérifie l'exactitude des comptes annuels. Il présente un rapport écrit et des propositions au conseil de fondation.

**CHAPITRE V : ...<sup>6)</sup>****Art. 25 et 26<sup>6)</sup>****CHAPITRE VI : Disposition finale**

**Art. 27** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent règlement.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> Règlement du 21 juin 1972 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Œuvre bernoise de secours" (RSB 866.911

- 2) [RSJU 856.91](#)
- 3) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 4) Abrogé par le ch. I du règlement du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 2 juin 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 6) Abrogé(e)s par le ch. I du règlement du 2 juin 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 7) [RSJU 172.356](#)

# Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage

du 18 novembre 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les éléments naturels (dénommée ci-après : " la loi" [1](#)),

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Terminologie

Terminologie

**Article premier** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Mesures de protection

Mesures dans  
des cas  
particuliers

**Art. 2** Si, dans un cas particulier, le danger d'incendie ou celui lié aux dangers naturels s'écarte à tel point de l'ordinaire que les exigences prescrites s'avèrent insuffisantes ou disproportionnées, les mesures à prendre seront complétées ou réduites en conséquence.

Obligation  
d'annonce

**Art. 3** <sup>1</sup> Après la réalisation des mesures de protection exigées, le propriétaire ou son représentant doit confirmer à l'autorité compétente que les travaux sont conformes aux prescriptions.

<sup>2</sup> Un contrôle par l'autorité compétente demeure réservé.

Contrôle  
périodique

**Art. 4** Au cours du contrôle périodique, l'autorité compétente doit notamment vérifier :

- a) si toutes les installations thermiques sont entretenues conformément aux prescriptions;
- b) si les matières combustibles sont entreposées à une distance suffisante des installations thermiques;

- c) si les cages d'escalier et toutes les voies d'évacuation ne sont pas encombrées;
- d) si les installations et engins d'extinction exigés sont en état de fonctionner;
- e) si les carburants ou d'autres matières facilement inflammables sont entreposés conformément aux prescriptions;
- f) si les véhicules, engins ou machines dotés de moteurs à explosion sont placés ou installés selon les prescriptions;
- g) si toutes les autres installations et dispositifs de protection contre l'incendie sont conformes aux exigences en vigueur;
- h) si les mesures de protection contre les dangers naturels sont respectées ou doivent être prises.

Prescriptions  
techniques et  
normes

**Art. 5** Les prescriptions et recommandations techniques d'organismes spécialisés reconnus du domaine de la protection contre les incendies et les dangers naturels déclarées de force obligatoire (art. 6 de la loi), de même que les normes reconnues des associations professionnelles et d'autres organismes en matière de stabilité et de sécurité structurale applicables (art. 18 de la loi) sont énumérées à l'annexe 1.

## CHAPITRE III : Organisation du ramonage

### SECTION 1 : Maîtres ramoneurs d'arrondissement

Arrondissements  
de ramonage

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement délimite les arrondissements de ramonage en veillant à répartir la charge de travail de manière égale entre les différents arrondissements.

<sup>2</sup> Chaque arrondissement assurera un plein emploi au maître ramoneur titulaire et, en règle générale, à un employé et à un apprenti.

<sup>3</sup> Les communes peuvent, au besoin, être réparties entre plusieurs arrondissements.

<sup>4</sup> Le département auquel est rattaché l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "le Département") est habilité à apporter des modifications mineures aux limites des arrondissements.

Maîtres  
ramoneurs  
d'arrondissement  
a) Nomination,  
durée des  
fonctions

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Département nomme à la tête de chaque arrondissement, après mise au concours publique, un maître ramoneur titulaire de la maîtrise fédérale.



<sup>2</sup> Il peut exiger des candidats toute pièce justificative utile, notamment un extrait du casier judiciaire ou une attestation de la connaissance des mesures de prévention contre les incendies délivrée par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "ECA Jura")

<sup>3</sup> Le titulaire de l'arrondissement ou ses employés ont seuls le droit de nettoyer les installations thermiques soumises au ramonage en vertu de l'annexe 2.

<sup>4</sup> Le titulaire est nommé pour la législature. Il peut être reconduit dans ses fonctions jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de la retraite AVS.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> Après sa nomination, le maître ramoneur d'arrondissement doit faire la promesse solennelle devant le chef du Département, conformément à l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle<sup>2)</sup>.

b) Démission

**Art. 8** Le maître ramoneur d'arrondissement peut démissionner de ses fonctions moyennant un préavis de six mois adressé par écrit au Département.

c) Décès,  
empêchement

**Art. 9** <sup>1</sup> Si, en cours de période, le titulaire d'un arrondissement décède ou est empêché durablement d'assumer la responsabilité de son arrondissement, le Département peut autoriser un maître ramoneur à reprendre temporairement cette fonction.

<sup>2</sup> L'autorisation devient caduque lorsqu'un nouveau maître ramoneur d'arrondissement a été nommé ou que l'empêchement a cessé. Elle peut être révoquée lorsque des raisons importantes le justifient.

d) Mesures  
disciplinaires,  
révocation

**Art. 10** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement qui enfreint les devoirs de sa charge, intentionnellement ou par négligence, est passible d'une sanction disciplinaire prononcée par le Département.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 300 francs;
- c) la suspension;
- d) la révocation.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup> est applicable par analogie à la procédure disciplinaire.

## SECTION 2 : Employés et apprentis

Employés **Art. 11** Les employés du maître ramoneur d'arrondissement doivent être titulaires du certificat fédéral de capacité de ramoneur.

Apprentis **Art. 12** <sup>1</sup> La formation d'apprentis se fait conformément à la législation fédérale et cantonale sur la formation professionnelle.

<sup>2</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés qualifiés veillent à assurer l'encadrement nécessaire des apprentis.

Responsabilité **Art. 13** Le maître ramoneur d'arrondissement répond envers les tiers, conformément aux dispositions du Code des obligations, du travail accompli par ses employés et apprentis.

## SECTION 3 : Tâches du maître ramoneur d'arrondissement

Nettoyages;  
fréquence **Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les installations thermiques soumises au ramonage, désignées à l'annexe 2, doivent être nettoyées conformément aux règles de l'art.

<sup>2</sup> Les fréquences de nettoyage sont également fixées à l'annexe 2. En cas de contestation, l'ECA Jura rend une décision.

Contrôles **Art. 15** <sup>1</sup> Lors du nettoyage, les installations thermiques soumises au ramonage font l'objet d'un contrôle du respect des mesures de protection contre les incendies.

<sup>2</sup> Les installations qui ne sont pas ou peu utilisées doivent être contrôlées au moins une fois par année.

Installations non conformes

**Art. 16** <sup>1</sup> Si le ramoneur constate qu'une installation ne respecte pas les mesures de protection contre les incendies, il en informe immédiatement par écrit le propriétaire et l'exploitant ainsi que, si nécessaire, l'ECA Jura. Il fixe un délai raisonnable pour remédier aux déficiences constatées. Si les déficiences n'ont pas été éliminées à l'échéance du délai, il en informe l'autorité compétente qui ordonne les mesures nécessaires.

<sup>2</sup> En cas de danger particulièrement grand, l'autorité compétente de même que le maître ramoneur d'arrondissement peuvent ordonner des mesures urgentes conformément aux articles 22 et 23 de la loi. L'exécution par substitution demeure réservée.

Nettoyages et contrôles extraordinaires

**Art. 17** Les propriétaires et les exploitants peuvent demander en tout temps et à leurs frais le nettoyage et le contrôle de leurs installations.

Avis de nettoyage

**Art. 18** <sup>1</sup> La date du nettoyage est communiquée au moins trois jours à l'avance, de la manière usuelle, aux personnes concernées. Il peut être renoncé à l'avis lorsque la situation le permet (entente avec les personnes concernées, accès libre à l'installation, etc.).

<sup>2</sup> Si le nettoyage ne peut avoir lieu au moment prévu, la personne concernée est tenue d'en avertir immédiatement le maître ramoneur d'arrondissement. L'article 33, alinéa 3, demeure réservé.

Travaux comportant un danger

**Art. 19** Le brûlage de cheminées ou d'autres travaux du ramoneur comportant un danger important d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués que lorsque les mesures de protection nécessaires auront été prises d'entente avec le commandant du service de défense contre l'incendie et de secours.

Listes des contrôles

**Art. 20** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement doit tenir :

- a) un inventaire de toutes les installations thermiques ainsi que des nettoyages effectués;
- b) une liste mentionnant les déficiences constatées, les délais fixés pour y remédier ainsi que la date de mise en conformité de l'installation.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut prendre connaissance en tout temps de ces documents.

## SECTION 4 : Obligations du propriétaire de l'immeuble et des locataires

Comportement  
et obligation de  
renseigner

**Art. 21** <sup>1</sup> Le propriétaire de l'immeuble et ses locataires ne doivent pas gêner le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés et apprentis dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>2</sup> Ils sont tenus de fournir tout renseignement qui pourrait leur être demandé au sujet des installations soumises au ramonage et au contrôle.

Annonce des  
changements

**Art. 22** Tout changement de propriétaires ou de locataires doit être préalablement annoncé au maître ramoneur d'arrondissement en vue d'un contrôle ou d'un nettoyage des installations thermiques.

**Art. 23** En cas de refus injustifié de la part des personnes concernées de permettre le nettoyage d'une installation ou d'impossibilité répétée d'y procéder, le maître ramoneur d'arrondissement en avertit l'ECA Jura, qui ordonne les mesures nécessaires. La poursuite pénale demeure réservée.

## CHAPITRE IV : Tarif de ramonage

Champ  
d'application

**Art. 24** Le tarif de ramonage détermine les indemnités revenant au maître ramoneur d'arrondissement pour l'exécution des travaux de nettoyage et des tâches de contrôle.

Composition de  
l'indemnité

**Art. 25** <sup>1</sup> L'indemnité rétribuant l'activité du maître ramoneur se compose de la taxe de base et de la taxe par objet ou de la taxe de base et de la taxe selon le temps effectif.

<sup>2</sup> Le calcul de la taxe de base et de la taxe par objet n'est pas influencé par le fait que les travaux sont exécutés par le maître ramoneur d'arrondissement, par un employé ou par un apprenti. Le salaire horaire du maître ramoneur est seul déterminant pour le calcul de la taxe.

<sup>3</sup> La taxe de base, la taxe par objet, la taxe selon le temps effectif ainsi que le salaire horaire sont mentionnés dans l'annexe 3.

Taxe de base	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> La taxe de base englobe tous les frais découlant notamment du déplacement jusqu'au lieu de travail, de l'avis de nettoyage, de la préparation du travail, de l'équipement utilisé, de l'élimination des déchets ainsi que du travail administratif et de rétablissement.</p> <p><sup>2</sup> Le temps de travail permettant de déterminer la taxe de base est fixé forfaitairement conformément au chiffre I de l'annexe 3.</p>
Taxe par objet	<p><b>Art. 27</b> La taxe par objet couvre les travaux exécutés sur l'installation thermique, les opérations de contrôle nécessaires et les conseils donnés. Les temps de travail permettant de déterminer la taxe par objet sont fixés forfaitairement conformément au chiffre II de l'annexe 3.</p>
Exception	<p><b>Art. 28</b> Si, en raison du fort ou du faible encrassement de l'installation, la différence entre le temps imparti pour le calcul de la taxe par objet et celui effectivement consacré aux travaux est supérieure à 20 %, mais d'au moins 10 minutes, la taxe selon le temps effectif est applicable pour la facturation.</p>
Taxe selon le temps effectif	<p><b>Art. 29</b> La taxe selon le temps effectif est applicable à toutes les activités pour lesquelles le temps effectif est prévu au chiffre II de l'annexe 3, ainsi qu'à l'indemnité se rapportant à des installations ou à des dispositifs non prévus dans la taxe par objet.</p>
Facturation	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Le ramoneur délivre une facture établie sur un formulaire approuvé par l'ECA Jura, avec mention des travaux exécutés et des taxes appliquées.</p> <p><sup>2</sup> La facture doit être payée dans les trente jours qui suivent l'exécution du travail. En cas de retard, un montant de 5 francs peut être perçu pour les frais de rappel.</p> <p><sup>3</sup> Le ramoneur tient à la disposition des intéressés un exemplaire du tarif officiel.</p> <p><sup>4</sup> Le ramoneur qui présente une facture exagérée est passible des sanctions prévues à l'article 9 ci-dessus.</p>
Indemnités spéciales selon les conventions collectives de travail	<p><b>Art. 31</b> Des indemnités spéciales pour travaux particuliers, telles que le fait de travailler à l'intérieur des chaudières, fixées par une convention collective de travail, peuvent être comptées en plus. Toutefois, elles n'entraînent aucune majoration de la taxe de base.</p>

Nettoyage  
chimique

**Art. 32** <sup>1</sup> Un nettoyage chimique ne peut être exécuté qu'avec le consentement du propriétaire ou du locataire et moyennant communication de son coût prévisible.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, un nettoyage chimique peut toutefois être ordonné par l'autorité compétente. La taxe selon le temps effectif est applicable.

Cas particuliers

**Art. 33** <sup>1</sup> Pour les travaux exécutés sur des installations thermiques de bâtiments isolés, particulièrement éloignés ou difficilement accessibles, de même que pour les travaux demandés en dehors de la fréquence ordinaire du nettoyage, et pour lesquels la taxe de base ne couvre pas le coût réel du déplacement, celle-ci peut être majorée jusqu'à 100 %.

<sup>2</sup> Lorsque des installations doivent uniquement être contrôlées en vertu de l'article 15, alinéa 2, ou à la suite d'un feu de suie, l'indemnité de contrôle se calcule selon le temps effectif auquel s'ajoute la taxe de base.

<sup>3</sup> Lorsque le nettoyage ordinaire annoncé ne peut pas être exécuté pour une raison imputable au propriétaire ou au locataire, la taxe de base applicable peut être facturée.

<sup>4</sup> L'utilisation de produits courants pour le nettoyage est incluse dans la taxe par objet et dans la taxe selon le temps effectif. Toutefois, l'utilisation de gaz, de produits de conservation et de nettoyage chimique ainsi que d'enduits est facturée en plus.

<sup>5</sup> Pour les travaux effectués sur demande en dehors du temps ordinaire de travail, les suppléments suivants, calculés sur la taxe par objet ou sur la taxe selon le temps effectif peuvent être facturés :

- |    |  |   |          |
|----|--|---|----------|
| a) | après les heures habituelles<br>(entre 18 et 20 heures et entre 6 et 7 heures) | : | + 25 %   |
| b) | le samedi et la nuit (entre 20 et 6 heures)                                    | : | + 50 %   |
| c) | le dimanche et les jours fériés  | : | + 100 %. |

Voies de droit

**Art. 34** <sup>1</sup> La facture établie par le maître ramoneur ou ses employés peut faire l'objet d'une opposition auprès de l'ECA Jura dans les trente jours suivant sa réception; à défaut d'opposition, la facture est réputée acceptée.

<sup>2</sup> La décision de l'ECA Jura peut faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>4)</sup> est applicable.

## CHAPITRE V : Dispositions finales

Clause  
abrogatoire

**Art. 35** Sont abrogés :

- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la police du feu;
- l'ordonnance du 2 juillet 1985 sur la rétribution des inspecteurs du feu;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le ramonage;
- l'ordonnance du 25 février 2003 fixant le tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 14 décembre 1999 concernant l'adaptation du tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 28 octobre 2003 fixant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage;
- l'arrêté du 14 juin 2005 portant déclaration de force obligatoire des prescriptions techniques de protection incendie.

Entrée en  
vigueur

**Art. 36** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Delémont, le 18 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 871.1
- 2) RSJU 173.31
- 3) RSJU 173.11
- 4) RSJU 175.1

## Annexe 1

### Prescriptions et recommandations techniques, normes

Sont applicables les versions des prescriptions, recommandations techniques et normes en vigueur au moment de l'établissement du dossier

N°	Titre du document	Auteur	Réf.
	<b>I. <sup>9)</sup> Protection contre les incendies</b>		
1	Norme de protection incendie	AEAI	1-15fr
	Directives de protection incendie		
2	Termes et définitions	AEAI	10-15fr
3	Assurance qualité en protection incendie	AEAI	11-15fr
4	Prévention des incendies et protection incendie organisationnelle	AEAI	12-15fr
5	Matériaux et éléments de construction	AEAI	13-15fr
6	Utilisation des matériaux de construction	AEAI	14-15fr
7	Distance de sécurité incendie, systèmes porteurs et compartiments coupe-feu	AEAI	15-15fr
8	Voie d'évacuation de sauvetage	AEAI	16-15fr
9	Signalisation des voies d'évacuation – Eclairage de sécurité – Alimentation de sécurité	AEAI	17-15fr
10	Dispositifs d'extinction	AEAI	18-15fr
11	Installations sprinklers	AEAI	19-15fr
12	Installations de détection incendie	AEAI	20-15fr
13	Installations d'extraction de fumée et de chaleur	AEAI	21-15fr
14	Systèmes de protection contre la foudre	AEAI	22-15fr
15	Installations de transport	AEAI	23-15fr
16	Installations thermiques	AEAI	24-15fr
17	Installations aérauliques	AEAI	25-15fr
18	Matières dangereuses	AEAI	26-15fr
19	Méthodes de preuves en protection incendie	AEAI	27-15fr
20	Procédure de reconnaissance AEA	AEAI	28-15fr
21	Répertoire "Autres dispositions"	AEAI	40-15fr



	<b>II. Protection contre les dangers naturels</b>		
	<b>1. Actions sur les structures porteuses</b>		
22	L'ensemble des normes sur les structures porteuses	SIA	Normes 260 à 269
23	Sécurité des ouvrages et des installations	SIA	Norme 465
24	Conservation des ouvrages	SIA	Norme 469
25	Vérification de la sécurité parasismique des bâtiments existants	SIA	Norme 2018
	<b>2. Autres recommandations</b>		
26	Recommandations "Protection des objets contre les dangers naturels gravitationnels"	AEAI	
27	Recommandations "Protection des objets contre les dangers naturels météorologiques"	AEAI	
28	Répertoire suisse de la protection contre la grêle	AEAI	
29	Evacuation des eaux des biens-fonds		SN 592000
	<b>3. Normes relatives aux produits de constructions</b>		
30	Façades	SIA	Norme 329
31	Fenêtres et portes-fenêtres	SIA	Norme 331
32	Protection contre le soleil et les intempéries	SIA	Norme 342
33	Portes	SIA	Norme 343
34	L'étanchéité des bâtiments	SIA	Norme 271

AEAI : Association des établissements cantonaux d'assurance incendie

SIA : Société suisse des ingénieurs et des architectes

Les normes, directives et recommandations de l'AEAI peuvent être consultées sur le site <http://bsvonline.vkf.ch> ou auprès de l'ECA Jura.

## Annexe 2

### Installations thermiques soumises au ramonage et fréquences de nettoyage

Les fréquences de nettoyage des installations thermiques sont fixées conformément à la "Recommandation concernant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage" (Edition 2002)<sup>5)</sup>, édictée par l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI).

Elle se fonde sur un fonctionnement non perturbé de l'installation de chauffage, avec un temps d'exploitation normal. En cas d'encrassement supérieur ou inférieur à la normale, il faut, d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble, s'écarter des intervalles de nettoyage usuels.

Installations thermiques soumises au ramonage		Fréquences
<b>I. Installations servant au chauffage de locaux, à la préparation d'eau chaude et à la cuisson (sans cuisinières à gaz)</b>		
1.	Installations à combustibles liquides	
1.1	Installations avec brûleur à évaporation d'huile (fourneaux à mazout)	2 fois par an
1.2	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois par an
1.3	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	2 fois par an
2.	Installations à combustibles solides	
2.1	Installations de chauffage à tirage naturel	2 fois par an
2.2	Installations de chauffage avec régulation des gaz de combustion	2 fois par an
2.3	Installations d'appoint (cheminée de salon, fourneaux-cheminées, etc.)	1 fois par an*
	*) en cas d'exploitation purement occasionnelle : d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble	
3.	Installations à combustibles gazeux	
3.1	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois tous les 2 ans
3.2	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	1 fois par an
3.3	Installations avec brûleur atmosphérique	1 fois tous les 2 ans

4. Installations de chauffage à plusieurs combustibles

Les fréquences de nettoyage indiquées sous chiffres I.1, I.2 et I.3 sont applicables par analogie en fonction de la durée d'exploitation de l'installation avec chacun des combustibles.

**II. Installations de chauffage professionnelles et industrielles**

Il s'agit des installations de chauffage qui ne tombent pas sous les catégories précitées (fumeurs, chaudrons de fromagerie, fours à pâtisserie, chaudières à vapeur, étuves à émailler, installations de séchage, etc.).

Les fréquences de contrôle et de nettoyage doivent être fixées d'entente avec la direction de l'exploitation.

## Annexe 3

### Taxe de base, taxes par objet, taxe selon le temps effectif et salaire horaire

#### I. Taxe de base

La taxe de base correspond à dix-sept minutes selon le salaire horaire du maître ramoneur.

Pour les immeubles avec chauffages individuels pouvant être nettoyés en une seule opération, la taxe de base s'élève à cinq minutes par appartement, mais au moins à dix-sept minutes par immeuble.

#### II. Taxes par objet et taxe selon le temps effectif

##### 1. Chauffages centraux (conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et tuyaux de raccordement jusqu'à 3 m de longueur inclus )

Chaudière	Puissance en kW	Temps (en minutes)
Jusqu'à	30	50
30.1	- 40	60
40.1	- 50	65
50.1	- 60	70
60.1	- 70	75
70.1	- 80	80
80.1	- 90	85
90.1	- 100	90
100.1	- 150	110
150.1	- 200	125
200.1	- 250	140
250.1	- 300	155
300.1	- 350	170
350.1	- 400	180
400.1	- 450	190

450.1	- 500	200
500.1	- 600	210
600.1	- 700	220
700.1	- 800	230
800.1	- 900	240
900.1	- 1 000	250
Pour les installations au-delà de 1 000 kW		temps effectif

## **1.2 Majoration pour chicanes et éléments d'aide à la combustion**

Jusqu'à	5	Compris dans le temps imparti
A partir de	6	1/10 du temps imparti

## **1.3 Nettoyages des installations de filtrage** temps effectif

## **2. Cuisinières, poêles en faïence et fours à chauffage central avec 3 carneaux**

Jusqu'à	20 kW	45
Dès	20.1 kW	55
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau )		4
Majoration pour four à rôtir		4

## **3. Fourneaux, fourneaux à banc, fourneaux portatifs, fourneaux en faïence, fourneaux de bain, fours et installations similaires**

Taxe de base avec un carneau		12
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau)		4
Majoration par chapiteau		6

## **4. Cuisinières à trous**

Taxe de base avec 3 trous de cuisson		10
Majoration pour chaque trou supplémentaire ( sont considérés comme trous de cuisson le four, le bain- marie amovible ou fixe et les plaques de cuisson)		4

Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés	4
---	---

## 5. Cuisinières à plaques

Jusqu'à une surface de cuisinière de 30 dm <sup>2</sup>	18
Majoration pour chaque tranche de 10 dm <sup>2</sup> supplémentaire	4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés	4
Majoration pour four à rôtir	4

## 6. Fourneaux à mazout

Jusqu'à 10 kW, 1 brûleur	20
Dès 10.1 kW, 1 brûleur	25
Majoration pour le démontage et le montage du dispositif d'allumage électrique	5
Pulseur d'air nécessaire à la combustion	10

## 7. Cheminées de salon, fumoirs, chambres-fumoirs et installations similaires

temps effectif

## 8. Conduits de fumée et tuyaux

Pour les chauffages centraux ( chiffre 1 ), le contrôle et le nettoyage des conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et des tuyaux de raccordement allant jusqu'à 3 m de longueur sont compris dans le temps imparti. Pour les tuyaux de plus 3 m de longueur, la position 8.4 est applicable. Pour tous les chauffages centraux spéciaux ( chiffre 2 ) et les fourneaux isolés ( chiffres 3 à 7 ), le contrôle et le nettoyage du conduit de fumée et des tuyaux de raccordement excédant 1 m de longueur sont facturés séparément.

### 8.1 Conduits de fumée (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7)

Jusqu'à 9.00 m de longueur	12
9.01 – 15.00 m de longueur	16
15.01 m de longueur et plus	20

### 8.2 Conduits de fumée pénétrables

Conduits de fumée dans lesquels le ramoneur doit pénétrer pour procéder au nettoyage	temps effectif
--	----------------

<b>8.3 Brûlage</b>	temps effectif
<b>8.4 Tuyaux de raccordement excédant 1 m</b> (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7) <b>ou 3 m</b> (pour les installations thermiques mentionnées au chiffre 1)	
1.01 - 5.00 m de longueur	6
5.01 - 8.00 m de longueur	10
8.01 m de longueur et plus ( pour le calcul, deux coudes constituent 1 m )	temps effectif
<b>9. Installations de chauffage à gaz</b>	
Installations et conduits de fumée	temps effectif
<b>10. Installations industrielles</b>	
Installations dans des exploitations artisanales, industrielles et similaires qui ne servent pas au chauffage de locaux	temps effectif
<b>11. Travaux de contrôle</b>	temps effectif
<b>12. Nettoyage avec des produits alcalins</b>	
Les coûts supplémentaires ne doivent pas excéder env. 50 % des coûts du nettoyage mécanique, sans compter la taxe de base. Dans ces coûts sont compris le temps de travail supplémentaire et le matériel.	

### III. <sup>8)</sup> Salaire horaire

Le salaire horaire (sans TVA) déterminant pour le calcul de la taxe de base, des taxes par objet et de la taxe selon le temps effectif est le suivant :

	Par heure	Par minute
– Maîtres ramoneurs, employés	Fr. 78.00	Fr. 1.30
– Apprentis (uniquement pour le travail selon le temps effectif)	Fr. 26.40	Fr. 0.44

Le présent salaire horaire est arrêté à l'indice des prix à la consommation (IPC) de septembre 2020 : 98.5 points (décembre 2010 = 100).

Le Département indexe, par voie d'arrêté, le salaire horaire en fonction de l'indice des prix à la consommation chaque fois que celui-ci a varié de 3 % depuis la dernière adaptation.

- 1) [RSJU 871.1](#)
- 2) RSJU 173.31
- 3) [RSJU 173.11](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) Cette recommandation peut être consultée ou commandée auprès de l'ECA Jura, à Saignelégier
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 7) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 février 2015



**Arrêté****fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres**

du 21 janvier 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 30a de la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels<sup>1</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le taux de la contribution prélevée auprès des compagnies d'assurance qui assurent le mobilier est fixé à 5 centimes par 1 000 francs de valeur assurée du mobilier situé dans le Canton.

**Art. 2** <sup>1</sup> La contribution est perçue et gérée par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention.

<sup>2</sup> L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention règle, par voie de directive, la redistribution de la contribution. Il prend équitablement en considération la valeur des biens protégés.

**Art. 3** L'arrêté du 14 septembre 2010 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres est abrogé.

**Art. 4** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 21 janvier 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 871.1](#)

## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
<b>901</b>	<b><i>En général</i></b>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022 (étape 1 : 2013-2017)
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.6	Loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.62	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
901.81	Arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)
901.811	Ordonnance du 10 décembre 2020 concernant les mesures de soutien aux entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19

---

902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
<b>91</b>	<b><i>Agriculture</i></b>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.111	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture
910.14	Ordonnance du 24 juin 2014 relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale

---

915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Ordonnance du 17 mai 2016 sur la viticulture et l'appellation des vins
916.141.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 11 avril 2019 relatives à l'application de l'ordonnance sur la viticulture et l'appellation des vins
916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 22 octobre 2013 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux

---

916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEK) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
916.621	Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
916.7	<i>Commerce de bétail</i>
916.8	
916.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 2015 concernant l'approbation de la convention intercantonale de dissolution du concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
917	<i>Sécurité sociale</i>
917.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

<b>92</b>	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
<b>921</b>	<b><i>Forêts</i></b>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss
921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière
<b>922</b>	<b><i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i></b>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
<b>923</b>	<b><i>Pêche</i></b>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs





# TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 14 novembre 2017 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature
935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.511	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels
935.516	Règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande
935.52	Loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)
935.531	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.590	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)
935.591	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.91	Loi du 24 octobre 1918 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier

- 935.993.2 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences  
privées de détectives et de recherches
- 935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce**

*941 Poids et mesures*

- 941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale sur la métrologie
- 941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-basculés publics

*942 Prix*

- 942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

*943 Exercice du commerce*

- 943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et  
le commerce de la pornographie (LProst)
- 943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la  
prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012  
(OProst)
- 943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce  
d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de  
chambres
- 943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du  
colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets
- 943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale  
sur les substances explosibles
- 943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités  
industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit**

*951 Instituts de crédit de droit public*

- 951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

*952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne*

- 952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses  
d'épargne

**97****Coopération**

- 971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura
- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura

971.125	Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

## Ordonnance relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique

du 27 juin 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12a de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 5 de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle le contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières suivantes :

- a) prises en charge d'intérêts;
- b)<sup>4)</sup> contributions à l'emploi;
- c)<sup>4)</sup> soutiens à l'innovation;
- d) exonérations partielles ou totales des impôts directs périodiques.

Terminologie

**Art. 2** Les termes de la présente ordonnance qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Autorité de  
contrôle

**Art. 3** Le Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup> est chargé de procéder au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières.

Procédure

**Art. 4** <sup>1</sup> Les décisions relatives aux aides financières concernées par la présente ordonnance reprendront expressément la teneur de l'article 12a, alinéa 1, de la loi sur le développement de l'économie cantonale<sup>1)</sup>, respectivement celle de l'article 5, alinéa 2, de la loi d'impôt<sup>2)</sup>, ainsi que celle de l'article 3 de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Une copie de ces décisions est transmise au Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup>.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire de l'aide est tenu de fournir au Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup> tout renseignement ou document nécessaire au contrôle.

Périodicité du  
contrôle

**Art. 5<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi contrôle le respect des conditions d'octroi des aides financières par sondages, en fonction de l'importance des aides financières octroyées.

<sup>2</sup> Il procède à un contrôle systématique lorsqu'il existe des indices de non-respect de ces conditions.

Objet du contrôle

**Art. 6** <sup>1</sup> Lorsqu'il existe une convention collective dans la branche, le contrôle porte, par ordre de priorité, sur les salaires, sur la durée du travail et sur les vacances.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, le Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup> contrôle que les conditions de travail en usage dans la région sont respectées.

Non-respect des  
conditions

**Art. 7** <sup>1</sup> Les conditions d'octroi de l'aide sont réputées non respectées en particulier dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il existe, en matière de salaire, de durée du travail ou de vacances, un écart, au détriment de l'employé, entre les dispositions de la convention collective de travail ou les conditions de travail en usage et ce dont bénéficie l'employé, sans que cet écart ne soit compensé ni ne s'explique objectivement;
- b) lorsque l'égalité entre femmes et hommes dans les rapports de travail n'est pas respectée, notamment suite à une discrimination à raison du sexe;
- c) lorsque l'employé subit du harcèlement sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance sexuelle, dûment constaté, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail;
- d)<sup>5)</sup> lorsque le bénéficiaire de l'aide recourt au travail au noir;
- e)<sup>8)</sup> lorsque la situation financière du bénéficiaire ne permet pas de garantir la viabilité de son activité;
- f)<sup>8)</sup> lorsque le bénéficiaire, respectivement, dans le cas d'une personne morale, les dirigeants et les ayants droit économiques de celle-ci, ne présentent pas de garanties nécessaires quant à leur probité.

<sup>2</sup> L'interdiction de discrimination entre femmes et hommes s'applique notamment à l'embauche, à l'attribution des tâches, à l'aménagement des conditions de travail, à la rémunération, à la formation et au perfectionnement professionnels, à la promotion et à la résiliation des rapports de travail.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Le fait de ne pas fournir les renseignements ou les documents nécessaires au contrôle est assimilable au non-respect des conditions d'octroi de l'aide.



## Sanctions

**Art. 8<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide, le Service de l'économie et de l'emploi fixe au bénéficiaire concerné un délai pour corriger la situation. Le versement de l'aide est suspendu durant ce délai.

<sup>2</sup> Si la situation n'est pas corrigée dans le délai imparti, le Service de l'économie et de l'emploi supprime l'aide et, lorsqu'elle a déjà été versée en tout ou partie, en ordonne la restitution.

<sup>3</sup> La compétence du Gouvernement pour révoquer un privilège fiscal est réservée.

## Voies de droit

**Art. 9** Les décisions du Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup> sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

**Art. 10<sup>6)</sup>**

## Entrée en vigueur

**Art. 11** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

Delémont, le 27 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 901.1](#)

2) [RSJU 641.11](#)

3) [RSJU 175.1](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015

5) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015

6) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015

7) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 3 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015

8) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020



## **Directives**

**concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir l'innovation et la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne<sup>6)</sup>**

du 9 juin 2015

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 5, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 5 de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022<sup>3)</sup>,

vu l'ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique<sup>4)</sup>,

*arrête :*

**Article premier<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Des contributions financières peuvent être octroyées pour favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi que pour promouvoir l'innovation et la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne.

<sup>2</sup> Elles peuvent être octroyées aux entreprises inscrites au registre du commerce du canton du Jura ainsi qu'aux établissements stables situés sur le territoire jurassien.

**Art. 2** <sup>1</sup> Peuvent bénéficier de ces contributions, les projets qui s'inscrivent dans la réalisation de l'article 3 de l'arrêté relatif au programme de développement économique<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Elles peuvent être octroyées aux entreprises inscrites au registre du commerce du canton du Jura ainsi qu'aux établissements stables situés sur le territoire jurassien.

<sup>3</sup> Les entreprises bénéficiant du statut de nouvelle entreprise innovante obtiennent un renforcement des soutiens au titre de la promotion économique, conformément à la loi concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>2)</sup>.

**Art. 3** <sup>1</sup> Les contributions sont accordées aux entreprises viables qui créent ou qui réorientent des emplois. Leurs projets sont caractérisés par les éléments suivants :

- innovation;
- valeur ajoutée élevée;
- marché final qui s'étend au-delà de la région;
- respect du développement durable.

<sup>2</sup> L'innovation peut prendre quatre formes :

- l'innovation-produit qui porte sur la création d'un nouveau produit (bien ou service) ou sur l'amélioration d'un produit existant;
- l'innovation-processus qui concerne la mise en place d'une nouvelle technique de production (automatisation complète du processus de production d'un produit par exemple) ou l'amélioration de certains éléments de ce processus (fiabilité du contrôle de qualité par exemple);
- l'innovation-organisation qui a trait aux améliorations stratégiques apportées aux structures et au fonctionnement de l'entreprise;
- l'innovation-marché qui porte sur la manière originale de commercialiser son produit ou ses services.

<sup>3</sup> Aucune aide financière n'est en principe accordée pour les projets pouvant manifestement être réalisés sans l'aide de l'Etat ou pour les projets soutenus de manière significative par d'autres services de l'Etat.

<sup>4</sup> L'importance des projets se détermine notamment en fonction des critères suivants :

- nombre et qualité d'emplois créés ou dont la création est planifiée;
- ampleur des investissements planifiés;
- ampleur des achats, commandes ou demandes de prestations planifiés ou réalisés dans la région;
- collaboration avec des institutions de recherche et de formation présentant un lien direct avec le projet;
- synergies avec le tissu économique régional;
- type d'entreprise soutenue (start-up, PME, grande PME)<sup>8)</sup>.

**Art. 4** Les activités pouvant bénéficier du soutien de l'Etat sont mentionnées dans l'annexe "mesures incitatives en faveur des PME jurassiennes". Cette annexe<sup>5</sup> fait partie intégrante des présentes directives.

**Art. 5<sup>7</sup>** <sup>1</sup> Les coûts déterminants pris en considération sont :

- a) frais de personnel qualifié;
- b) frais de loyers;
- c) frais de constitution de la société;
- d) frais de propriété intellectuelle;
- e) charges d'intérêts bancaires;
- f) charges d'exportation (p. ex. salons et expositions);
- g) autres charges d'exploitation telles que les frais relatifs aux processus internes ou externalisés de recherche et développement.

<sup>2</sup> La contribution financière est calculée sur un pourcentage des coûts déterminants figurant à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Les frais d'amortissement et de dépréciation ne peuvent pas être pris en considération dans les coûts déterminants.

**Art. 6** Le Service de l'économie et de l'emploi est chargé d'appliquer les présentes directives.

**Art. 7** <sup>1</sup> Les requêtes sont adressées, par écrit, au délégué à la promotion économique, accompagnées des documents demandés par celui-ci.

<sup>2</sup> Une attestation formelle du respect de l'égalité salariale hommes-femmes est incluse dans les documents fournis par l'entreprise.

**Art. 8** Le délégué à la promotion économique soumet par la voie hiérarchique ses propositions pour décision à l'autorité compétente.

**Art. 9** Le délégué à la promotion économique applique les décisions rendues et veille à ce que les conditions fixées soient respectées.

**Art. 10** La contribution définitive est déterminée par le délégué à la promotion économique, sur présentation du décompte et/ou du rapport finals.

**Art. 11** <sup>1</sup> En cas de non-respect des conditions fixées et conformément à l'ordonnance relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique<sup>4)</sup>, le Service de l'économie et de l'emploi fixe au bénéficiaire concerné un délai pour corriger la situation. Le versement de l'aide est suspendu durant ce délai.

<sup>2</sup> Si la situation n'est pas corrigée dans le délai imparti, le Service de l'économie et de l'emploi supprime l'aide et, lorsqu'elle a déjà été versée en tout ou partie, en ordonne la restitution.

**Art. 12** Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Delémont, le 9 juin 2015

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Thentz  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) RSJU 901.1

2) RSJU 901.6

3) RSJU 901.111

4) RSJU 901.61

5) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2020, n° 38, p. 792-794.

6) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

7) Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

8) Introduit par le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

**Arrêté****portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)****(Version en vigueur du 9 décembre 2020 au 30 mars 2021)**

du 9 décembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>1</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 25 novembre 2020 concernant les mesures pour les cas de rigueur destinées aux entreprises en lien avec l'épidémie de COVID-19 (Ordonnance sur les cas de rigueur COVID-19)<sup>2</sup>,

vu l'article 60 de la Constitution cantonale<sup>3</sup>,

vu l'article 3 de l'ordonnance du 25 novembre 2020 portant introduction de l'ordonnance fédérale sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière<sup>4</sup>,

vu l'article 57, alinéa 2, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales<sup>5</sup>,

vu la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour atténuer l'impact économique de l'épidémie de COVID-19,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Un crédit supplémentaire de 15,066 millions de francs destiné à soutenir financièrement les entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19 est accordé au Service de l'économie et de l'emploi.

<sup>2</sup> Ce crédit supplémentaire comprend :

- un montant de 10 millions de francs à charge du canton;
- un montant de 5,066 millions de francs, correspondant au montant estimé de la contribution maximale de la Confédération découlant de l'article 12 de la loi COVID-19<sup>1</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la limite des ressources à disposition, les aides sont accordées compte tenu des intérêts supérieurs de la collectivité, notamment le maintien à moyen et long terme :

- de l'emploi;
- de la diversité et de la complémentarité du tissu économique;
- de services et d'activités utiles à la population.

<sup>2</sup> L'octroi d'une aide ne constitue pas un droit.

**Art. 3** <sup>1</sup> Peuvent prétendre à l'obtention d'une aide les entreprises :

- dont les revenus, après que toutes les mesures possibles ont déjà été prises, ne couvrent plus leurs charges incompressibles en raison de l'épidémie de COVID-19;  
ou
- qui souhaitent investir pour réorienter leur modèle économique afin de surmonter les difficultés financières dues à l'épidémie de COVID-19;  
ou
- qui souhaitent innover en termes de processus, produits, services ou marchés à prospecter afin de surmonter les difficultés financières dues à l'épidémie de COVID-19.

<sup>2</sup> Une aide peut également être accordée à des associations faïtières ou à des groupements d'entreprises pour des actions destinées à relancer la consommation ou à développer de nouveaux produits.

**Art. 4** <sup>1</sup> Ne peuvent prétendre à l'obtention d'une aide que les entreprises qui sont à même de prouver leur viabilité et qui démontrent avoir subi des préjudices durant l'année 2020 en raison de l'épidémie de COVID-19.

<sup>2</sup> L'octroi de contributions à charge des fonds fédéraux est en outre subordonné au respect des exigences posées par l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>.

**Art. 5** Les aides accordées sur la base du présent arrêté sont subsidiaires par rapport aux autres aides COVID-19 accordées, notamment dans les domaines de la culture, du sport et des médias.

**Art. 6** Les aides peuvent prendre les formes suivantes :

- prêts;
- cautionnements ou garanties;
- contributions non remboursables.



**Art. 7** Toute demande d'aide est accompagnée de l'autorisation donnée à l'autorité compétente d'échanger, avec d'autres autorités, notamment fiscales, ou avec des organismes tels que les banques, les données nécessaires au traitement de la demande.

**Art. 8** <sup>1</sup> Aucune aide ne peut être allouée ou versée après le 31 décembre 2021.

<sup>2</sup> Seules sont traitées les demandes d'aide déposées jusqu'au 31 mars 2021.

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant du crédit supplémentaire est imputable au budget 2020 du Service de l'économie et de l'emploi, rubrique 305.3635.01 pour les contributions non remboursables et rubrique 305.5450.01 pour les prêts. Le Gouvernement procède à la répartition entre les deux rubriques.

<sup>2</sup> Les cautionnements sont mentionnés dans les engagements conditionnels.

**Art. 10** Les articles 39 à 44 (révocation et restitution des subventions), 45 (prescription) et 46 (dispositions pénales) de la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions<sup>6)</sup> s'appliquent par analogie.

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

<sup>2</sup> Il règle notamment les points suivants :

- les critères d'éligibilité;
- les types de mesures de soutien;
- les seuils et plafonds des aides;
- la procédure et les autorités compétentes.

**Art. 12** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 78, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>, le présent arrêté n'est pas soumis au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 818.102](#)
- 2) [RS 951.262](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 818.101.26](#)
- 5) [RSJU 611](#)
- 6) [RSJU 621](#)

**Ordonnance**  
**concernant les mesures de soutien aux entreprises**  
**jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19**  
 (Version en vigueur du 9 décembre 2020 au 13 janvier 2021)

du 10 décembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12 de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 25 novembre 2020 concernant les mesures pour les cas de rigueur destinées aux entreprises en lien avec l'épidémie de COVID-19 (Ordonnance sur les cas de rigueur COVID-19)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>[4](#)</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance règle l'exécution de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19 <sup><a href="#">2</a></sup> ainsi que de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesure COVID-19) <sup><a href="#">4</a></sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Critères d'éligibilité	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'octroi d'une aide est subordonné au respect des conditions suivantes : a) l'entreprise a son siège dans le canton et y exerce une activité commerciale; b) elle a été créée avant le 1 <sup>er</sup> mars 2020; c) elle a réalisé en 2019 au moins 50 000 francs de chiffre d'affaires; si l'entreprise a commencé son activité commerciale entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 et le 29 février 2020, il est tenu compte d'un chiffre d'affaires rapporté sur 12 mois;

- d) elle s'engage, conformément à l'article 12a, alinéa 1, de la loi sur le développement de l'économie cantonale<sup>2</sup>, pendant toute la durée de l'aide, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.

<sup>2</sup> L'entreprise a la forme juridique d'une entreprise individuelle, d'une société de personnes ou d'une personne morale ayant son siège dans le canton. Elle a un numéro d'identification des entreprises (IDE).

<sup>3</sup> Les associations faîtières ou groupements d'entreprises peuvent prétendre à l'octroi d'une aide (pour des actions destinées à relancer la consommation ou à développer de nouveaux produits) lorsque les actions faisant l'objet de l'aide bénéficient exclusivement à des entreprises jurassiennes au sens de l'alinéa 1, lettre a.

<sup>4</sup> Ne peuvent pas bénéficier d'une aide :

- a) les entreprises qui n'exercent pas d'activité commerciale et qui n'emploient pas de personnel dans le canton du Jura;
- b) celles dont plus de 10 % du capital est détenu par la Confédération, les cantons ou les communes comptant plus de 12 000 habitants.

Viabilité

**Art. 4** Est réputée viable l'entreprise qui démontre satisfaire aux exigences suivantes :

- a) elle ne s'est pas trouvée en situation de surendettement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2019;
- b) elle ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite ou d'une liquidation au moment du dépôt de la demande;
- c) elle ne faisait pas, le 15 mars 2020, l'objet d'une procédure de poursuite relative à des cotisations sociales;
- d) elle ne faisait pas, le 15 mars 2020, l'objet d'une procédure de poursuite relative à des impôts fédéraux, cantonaux et communaux.

Types de  
mesures de  
soutien

**Art. 5** <sup>1</sup> Les mesures à disposition sont les suivantes :

- a) soutien aux cas de rigueur « fédéral »;
- b) soutien aux cas de rigueur « cantonal »;
- c) soutien aux entreprises fermées sur décision des autorités cantonales;
- d) soutien aux entreprises pour redéfinir leur modèle économique;
- e) soutien aux projets innovants permettant de maintenir l'activité économique locale;
- f) pack « Mesures spécifiques » de la promotion économique;
- g) soutien aux entreprises pour les tâches administratives.

<sup>2</sup> Le détail est réglé en annexe, notamment la forme que peuvent prendre les aides, les objectifs visés par celles-ci, les exigences à remplir pour les obtenir ainsi que le plafond des aides.

#### Subsidiarité

**Art. 6** <sup>1</sup> Il est attendu des requérants qu'ils recourent en priorité aux dispositifs généraux d'atténuation des pertes financières. Le cas échéant, il en est tenu compte dans l'établissement du montant de l'aide.

<sup>2</sup> Il est également tenu compte de toutes les autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19.

<sup>3</sup> La mesure de soutien aux cas de rigueur « cantonal » est subsidiaire par rapport à la mesure de soutien aux cas de rigueur « fédéral ».

#### Procédure

**Art. 7** <sup>1</sup> Les demandes sont à adresser jusqu'au 31 mars 2021 au Service de l'économie et de l'emploi, par voie électronique ou par courrier postal, au moyen du formulaire officiel.

<sup>2</sup> Seules les demandes complètes, valablement signées et accompagnées de tous les justificatifs requis sont traitées.

<sup>3</sup> Il revient au requérant de démontrer qu'il répond aux exigences fixées dans la présente ordonnance et, le cas échéant, à celles fixées dans l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup>.

<sup>4</sup> Le requérant certifie que les informations fournies sont véridiques et complètes. Il autorise le Service de l'économie et de l'emploi à échanger les données nécessaires au traitement de la demande avec les autres autorités ou organismes compétents en lien avec des aides liées à l'épidémie de COVID-19, notamment le Service des contributions, les entités en charge de la gestion des assurances sociales, les Offices des poursuites et faillites et la banque principale de l'entreprise. Il est en particulier tenu de communiquer sans délai au Service de l'économie et de l'emploi toutes les demandes d'aide liées à l'épidémie de COVID-19 adressées à des tiers et les décisions correspondantes.

<sup>5</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi peut exiger tout document ou renseignement complémentaire nécessaire à l'instruction de la demande.

#### Autorités compétentes

**Art. 8** <sup>1</sup> La compétence pour statuer sur les demandes d'aide appartient :

- a) au Service de l'économie et de l'emploi jusqu'à concurrence de 12 000 francs;
- b) au Département de l'économie et de la santé jusqu'à concurrence de 150 000 francs;

c) au Gouvernement au-delà de 150 000 francs.

<sup>2</sup> Quelle que soit l'autorité compétente pour statuer, le Service de l'économie et de l'emploi réceptionne et instruit les dossiers. Il émet un préavis sur les demandes et transmet les décisions par écrit aux requérants. Il assure le suivi des dossiers lorsqu'une aide a été accordée.

<sup>3</sup> Pour l'accomplissement des tâches prévues à l'alinéa 2, une cellule est adjointe au Service de l'économie et de l'emploi. Le Gouvernement en détermine la composition. Il peut également être fait appel à des experts internes ou externes à l'administration.

Restriction de  
l'utilisation

**Art. 9** L'entreprise s'engage à :

- a) ne distribuer aucun dividende ou tantième, ne pas rembourser d'apports de capital et ne pas octroyer de prêts à ses propriétaires :
  - 1. pendant toute la durée du prêt, du cautionnement ou de la garantie;
  - 2. pendant les 5 années suivant l'obtention d'une contribution non remboursable ou jusqu'à la restitution volontaire de cette contribution au canton;
- b) ne pas transférer les fonds accordés à une société du groupe qui lui est liée directement ou indirectement et n'a pas son siège dans le canton du Jura; il lui est toutefois permis en particulier de s'acquitter d'obligations préexistantes de paiement d'intérêts et d'amortissements à l'intérieur d'un groupe.

Lutte contre les  
abus

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi effectue des contrôles dans les entreprises soutenues.

<sup>2</sup> Pour ce faire, il peut recourir aux services du Contrôle des finances ou de tiers.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi sur les subventions<sup>5</sup>, notamment ses articles 39 à 44 (révocation et restitution des subventions), 45 (prescription) et 46 (dispositions pénales), s'appliquent.

Application du  
droit fédéral

**Art. 11** L'octroi d'aides à charge des fonds fédéraux est en outre dans tous les cas subordonné au respect des exigences fixées par la loi fédérale COVID-19<sup>1</sup> et l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup> lorsque ces exigences sont plus restrictives que celles fixées dans la présente ordonnance.

Relations avec la  
Confédération

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi établit les comptes rendus prescrits par l'article 18 de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Il est chargé de remettre au SECO les factures destinées au remboursement des contributions dues par la Confédération conformément aux articles 14 et suivants de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>.

Disposition  
d'exécution

**Art. 13** Le Département de l'économie et de la santé édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Entrée en  
vigueur et durée  
de validité

**Art. 14** <sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur en même temps que l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Sa durée de validité est liée à celle de l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>.

Delémont, le 10 décembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## **Annexe 1**

### **Soutien aux cas de rigueur « fédéral »**

#### **Objectifs**

- Participer au financement des charges incompressibles non couvertes
- Encourager le maintien des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

##### Les entreprises

- dont le chiffre d'affaires 2020 a baissé de plus de 40 % par rapport au chiffre d'affaire moyen 2018 et 2019 en raison de la crise du COVID-19
- et dont les revenus ne suffisent plus à couvrir les charges incompressibles en raison de la crise du COVID-19 après que l'entreprise a pris toutes les mesures possibles
- et qui ont pris les mesures qui s'imposent pour protéger leurs liquidités et leur base de capital
- et qui n'ont pas droit à d'autres aides financières de la Confédération au titre du COVID-19; ces dernières n'incluent pas les indemnités RHT, les APG et les crédits visés par l'ordonnance fédérale du 25 mars 2020 sur les cautionnements solidaires liés au COVID-19<sup>6)</sup>
- et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesure COVID-19)<sup>4)</sup>, par la présente ordonnance ainsi que par la loi fédérale COVID-19<sup>1)</sup> et l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur COVID-19<sup>2)</sup>

#### **Formes d'aides**

##### Contributions non remboursables

- Max. 10 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 80 % des charges incompressibles non couvertes de l'année 2020
- Max. 150 000 francs par entreprise; un dépassement est possible sur décision du Gouvernement si l'entreprise présente un caractère stratégique pour l'économie jurassienne au regard des critères posés par l'article 2 de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>, notamment en fonction :
  - du nombre de places de travail directement ou indirectement en jeu
  - de la particularité d'un savoir-faire
  - de la spécificité de services et d'activités



Ce dépassement n'entre en considération que si les besoins supplémentaires de l'entreprise ne peuvent pas être couverts au moyen des cautionnements ou des prêts prévus ci-après.

#### Prêts

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

#### Cautionnements ou garanties

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

En cas de cumul entre ces formes d'aides, celles-ci ne peuvent pas dépasser au total 25 % du chiffre d'affaires moyen des exercices 2018 et 2019 ni 1 million de francs par entreprise.

### **Eléments financiers déterminants**

Chiffres d'affaires 2020, 2019 et 2018

Bilans 2020, 2019 et 2018

Charges incompressibles 2020

Revenus totaux 2020

Crédits COVID-19

Liquidités

Patrimoine de l'entreprise et de ses principaux ayants droit économiques

Sont en particulier comprises dans les charges incompressibles les rubriques de coûts suivantes en lien direct avec l'activité commerciale :

- loyers commerciaux, hors charges et hors TVA
- charges sociales patronales
- assurances
- licences et abonnements
- contrats de location, leasings
- frais sur des engagements ne pouvant être annulés
- intérêts courants sur emprunts
- frais d'entretien courants

Sont compris dans les revenus totaux :

- chiffre d'affaires
- autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19

Il incombe à l'entreprise de démontrer qu'après avoir pris toutes les mesures possibles (selon l'art. 3, al. 1, 1<sup>er</sup> tiret, de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> l'équilibre financier de son entreprise pour l'exercice 2020, sous l'angle du chiffre d'affaires et de la couverture des charges incompressibles par les revenus totaux, ne peut pas être atteint suite aux conséquences de l'épidémie de COVID-19.

Il incombe également à l'entreprise de démontrer de manière crédible que l'aide apportée contribuera à rétablir son équilibre financier à moyen terme.

### **Justificatifs à fournir**

Il incombe à l'entreprise de fournir notamment les documents et moyens de preuve suivants :

Budgets 2020 et 2021

Boucllement comptable intermédiaire 2020

Comptes annuels 2018 et 2019

Copies des deux dernières décisions de taxation fiscale en force de l'entreprise et des ayants droit économiques détenant plus du tiers de la société

Démonstration des charges incompressibles

Démonstration de la viabilité de l'entreprise (selon art. 4 de l'ordonnance)

Démonstration que toutes les mesures possibles (réduction des coûts, financement, diversification des activités, etc.) ont été épuisées (selon art. 6 de l'ordonnance)

Copies des décisions d'indemnités RHT et/ou APG

Copies des décisions d'octroi de crédits COVID-19 ainsi que d'autres aides cantonales COVID-19

Extrait de l'Office des poursuites et faillites

### **Financement**

Les aides font l'objet d'un cofinancement de la Confédération et du canton selon la clé de répartition fixée par le droit fédéral.

## **Annexe 2**

### **Soutien aux cas de rigueur « cantonal »**

#### **Objectifs**

- Participer au financement des charges incompressibles non couvertes
- Encourager le maintien des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

##### Les entreprises

- dont les revenus ne suffisent plus à couvrir les charges incompressibles en raison de la crise du COVID-19 après que l'entreprise a pris toutes les mesures possibles
- et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Formes d'aides**

##### Contributions non remboursables

- Max. 80 % des charges incompressibles non couvertes de l'année 2020
- Max. 75 000 francs par entreprise; un dépassement est possible sur décision du Gouvernement si l'entreprise présente un caractère stratégique pour l'économie jurassienne au regard des critères posés par l'article 2 de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>, notamment en fonction :
  - du nombre de places de travail directement ou indirectement en jeu
  - de la particularité d'un savoir-faire
  - de la spécificité de services et d'activités

Ce dépassement n'entre en considération que si les besoins supplémentaires de l'entreprise ne peuvent pas être couverts au moyen des cautionnements ou des prêts prévus ci-après.

Cautionnements ou garanties (uniquement en complément à des contributions non remboursables de 75 000 francs à des entreprises présentant un caractère stratégique)

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

Prêts (uniquement en complément à des contributions non remboursables de 75 000 francs à des entreprises présentant un caractère stratégique)

- Max. 25 % du chiffre d'affaires moyen 2018 et 2019
- Max. 1 million de francs par entreprise
- Durée max. : 10 ans

### **Eléments financiers déterminants**

Chiffres d'affaires 2020, 2019 et 2018

Bilans 2020, 2019 et 2018

Charges incompressibles 2020

Revenus totaux 2020

Crédits COVID-19

Liquidités

Patrimoine de l'entreprise et de ses principaux ayants droit économiques

Sont en particulier comprises dans les charges incompressibles les rubriques de coûts suivantes en lien direct avec l'activité commerciale :

- loyers commerciaux, hors charges et hors TVA
- charges sociales patronales
- assurances
- licences et abonnements
- contrats de location, leasings
- frais sur des engagements ne pouvant être annulés
- intérêts courants sur emprunts
- frais d'entretien courants

Sont compris dans les revenus totaux :

- chiffre d'affaires
- autres aides financières octroyées par la Confédération et le canton en lien avec l'épidémie de COVID-19

Il incombe à l'entreprise de démontrer qu'après avoir pris toutes les mesures possibles (selon l'art. 3, al. 1, 1<sup>er</sup> tiret, de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>41</sup>) l'équilibre financier de son entreprise pour l'exercice 2020, sous l'angle de la couverture des charges incompressibles par les revenus totaux, ne peut pas être atteint suite aux conséquences de l'épidémie de COVID-19.

Il incombe également à l'entreprise de démontrer de manière crédible que l'aide apportée contribuera à rétablir son équilibre financier à moyen terme.

**Justificatifs à fournir**

Il incombe à l'entreprise de fournir notamment les documents et moyens de preuve suivants :

Budgets 2020 et 2021

Boucllement comptable intermédiaire 2020

Comptes annuels 2018 et 2019

Copies des deux dernières décisions de taxation fiscale en force de l'entreprise et des ayants droit économiques détenant plus du tiers de la société

Démonstration des charges incompressibles

Démonstration de la viabilité de l'entreprise (selon art. 4 de l'ordonnance)

Démonstration que toutes les mesures possibles (réduction des coûts, financement, diversification des activités, etc.) ont été épuisées (selon art. 6 de l'ordonnance)

Copies des décisions d'indemnités RHT et/ou APG

Copies des décisions d'octroi de crédits COVID-19 ainsi que d'autres aides fédérales et cantonales COVID-19

Extrait de l'Office des poursuites et faillites

## **Annexe 3**

### **Soutien aux entreprises fermées sur décision des autorités cantonales**

#### **Objectifs**

- Contribuer au paiement de charges liées aux places de travail non couvertes par les indemnités en cas de RHT et les APG
- Encourager le maintien des contrats de travail durant la période de fermeture prise en considération

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises fermées par les autorités en novembre et décembre 2020, bénéficiant à ce titre d'indemnités en cas de RHT et/ou d'APG.

Les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance ne sont en revanche pas applicables.

#### **Formes d'aides**

Indemnité équivalente à 10 % des prestations de RHT et d'APG perçues par l'entreprise et les dirigeants au motif de l'interdiction de l'activité.

L'indemnité est acquise à l'entreprise. Elle est octroyée à partir d'un montant de 100 francs par mois (seuil) et pour autant que les salaires et les indemnités (RHT/APG) dus au personnel aient été versés par l'employeur.

#### **Eléments financiers déterminants**

Indemnités RHT  
APG

#### **Financement**

Le coût de la mesure est financé par le fonds cantonal pour l'emploi.

## **Annexe 4**

### **Soutien aux entreprises pour redéfinir leur modèle économique**

#### **Objectifs**

En collaboration avec les banques et la Société coopérative de développement de l'économie jurassienne (SDEJ)

- Encourager la réorientation des activités des entreprises touchées par la crise du COVID-19
- Soutenir les entreprises qui cherchent à s'adapter au contexte COVID-19 et à saisir de nouvelles opportunités
- Encourager le maintien voire le développement des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises qui souhaitent investir pour réorienter leur modèle économique pour répondre aux difficultés financières dues à la crise du COVID-19 et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Forme d'aide**

Cautionnement (prise en charge des pertes : 20 % banques, 30 % SDEJ, 50 % canton JU)

#### **Éléments financiers déterminants**

Evolution du chiffre d'affaires entre 2018 et 2020

Coûts d'investissement sur la base d'un projet démontrant la viabilité de la nouvelle activité prévue

## **Annexe 5**

### **Soutien aux projets innovants permettant de maintenir l'activité économique locale**

#### **Objectifs**

Encourager le développement de projets et de collaborations innovants inter-entreprises dans le but notamment de :

- soutenir la mutualisation des ressources
- encourager l'économie locale
- favoriser la consommation locale

#### **Entreprises bénéficiaires**

Associations professionnelles ou faïtières, groupes d'entreprises et/ou d'indépendants qui développent des projets innovants dans le but de maintenir l'activité économique locale et qui remplissent les exigences posées par l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance

#### **Forme d'aide**

Contributions non remboursables

Max. 50 000 francs par projet. Un dépassement est possible sur décision du Gouvernement si le projet présente un caractère stratégique pour l'économie jurassienne au regard des critères posés par l'article 2 de l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup>

#### **Eléments financiers déterminants**

Coûts de développement et mise en œuvre des projets



## **Annexe 6**

### **Pack « Mesures spécifiques » de la promotion économique**

#### **Objectifs**

Soutenir l'innovation et la prospection de nouveaux marchés malgré les difficultés dues à la crise du COVID-19

Encourager le maintien voire le développement des activités économiques et des postes de travail

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises innovantes en difficulté, qui souhaitent mettre à profit le manque de commandes pour continuer à innover et prospecter de nouveaux marchés et qui remplissent en outre toutes les autres exigences posées par l'arrêté du Parlement portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)<sup>4)</sup> ainsi que par la présente ordonnance

#### **Formes d'aides**

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 20 000 francs par emploi (min. niveau bachelor) sur 6 mois

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 15 000 francs par emploi (min. niveau ingénieur ET) sur 6 mois

50 % du salaire soumis à l'AVS, mais max. 10 000 francs pour l'engagement d'un jeune diplômé (niveau ingénieur ET ou HES) sur 3 mois  
mais au max. 3 emplois soutenus par entreprise

50 % des frais de digitalisation, mais max. 10 000 francs

50 % des frais d'homologation de nouveaux produits, mais max. 10 000 francs

50 % de la taxe d'inscription pour salon ou convention d'affaires supplémentaires, mais max. 10 000 francs

#### **Eléments financiers déterminants**

Frais de personnel qualifié

Frais externes liés à des projets de digitalisation

Frais externes d'homologation de nouveaux produits

Taxe d'inscription pour salon ou convention d'affaires supplémentaires

## **Annexe 7**

### **Soutien aux entreprises pour les tâches administratives**

#### **Objectif**

Soutenir les entreprises touchées par la crise du COVID-19 dans les démarches nécessaires en vue d'obtenir les aides à disposition

#### **Entreprises bénéficiaires**

Entreprises qui recourent aux services d'une fiduciaire ou d'une association faîtière externe pour préparer une demande de soutien au titre de la RHT, des APG, des cas de rigueur ou du pack « Mesures spécifiques » et qui remplissent les exigences posées par l'article 3, alinéa 1, lettres a et b, de la présente ordonnance

#### **Données financières déterminantes**

Facture de la fiduciaire ou de l'association faîtière

#### **Forme d'aide**

Forfait de 500 francs par entreprise

- 1) [RS 818.102](#)
- 2) [RS 951.262](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 901.81](#)
- 5) [RSJU 621](#)
- 6) [RS 951.261](#)
- 7) [RSJU 901.1](#)

## Ordonnance sur la viticulture et l'appellation des vins

du 17 mai 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 60 à 64 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 14 novembre 2007 sur la viticulture et l'importation de vin (Ordonnance sur le vin)<sup>2)</sup>,

vu l'ordonnance du DFI du 16 décembre 2016 sur les boissons<sup>3)</sup>,<sup>5)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance a pour objet la mise à exécution de la législation fédérale en matière d'économie viti-vinicole.

<sup>2</sup> Elle régit en particulier l'usage de l'appellation d'origine contrôlée "AOC Jura".

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Culture de la vigne

Surface viticole **Art. 3** On entend également par surface cultivée uniformément en vigne au sens de l'article premier de l'ordonnance sur le vin<sup>2)</sup> la culture en pergola, sans palissage des sarments fructifères de l'année, mais dont un à deux sarments fructifères de l'année précédente sont tendus sur fil, pour autant que l'espace occupé par un cep n'excède pas 3,5 m<sup>2</sup>.

Nouvelles plantations **Art. 4** <sup>1</sup> L'autorisation de planter de nouvelles vignes (art. 2 de l'ordonnance sur le vin<sup>2)</sup>) relève du Service de l'économie rurale.

<sup>2</sup> La demande d'autorisation doit être déposée par écrit et être dûment motivée et documentée.

<sup>3</sup> Elle est soumise à l'Office de l'environnement pour examen de sa conformité aux bases légales en matière de protection de la nature et du paysage.

<sup>4</sup> La plantation de vigne destinée à la production de vin ne peut être autorisée que si l'endroit choisi est propice à la viticulture.

Endroits propices  
à la viticulture

**Art. 5** <sup>1</sup> Il appartient au requérant d'établir que l'endroit choisi est propice à la viticulture.

<sup>2</sup> Ne pourront en règle générale pas être considérés comme propices à la viticulture les endroits :

- a) qui sont situés à une altitude dépassant 800 m au-dessus du niveau de la mer;
- b) qui sont orientés au nord, au nord-ouest ou au nord-est.

<sup>3</sup> La preuve que de tels endroits seraient malgré tout propices à la viticulture doit être apportée au moyen d'une expertise indépendante.

Reconstitution de  
surfaces viticoles

**Art. 6** La notification obligatoire prévue en cas de reconstitution de surfaces viticoles (art. 3 de l'ordonnance sur le vin<sup>2)</sup> est à adresser, par écrit, au Service de l'économie rurale.

Cadastre viticole

**Art. 7** <sup>1</sup> La tenue du cadastre viticole incombe au Service de l'économie rurale.

<sup>2</sup> Le cadastre recense, en particulier, l'ensemble des cépages plantés par leur nom commun ou, s'il n'y en a pas, par la désignation utilisée par l'exploitant.

<sup>3</sup> Les surfaces plantées en vigne au sens de l'article 2, alinéa 4, de l'ordonnance sur le vin<sup>2)</sup> n'y sont pas enregistrées.

Droits de  
production

**Art. 8** Le Service de l'économie rurale établit les droits de production sur la base du cadastre viticole et les communique aux exploitants concernés.

### SECTION 3 : Appellation d'origine contrôlée "AOC Jura"

Principe	<b>Art. 9</b> Pour favoriser la production de raisins et de vins de qualité, l'appellation d'origine contrôlée "AOC Jura" est instituée.
Conditions d'utilisation	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Il peut être fait usage de l'appellation d'origine contrôlée "AOC Jura" moyennant le respect des exigences fixées aux articles 11 à 20 de la présente ordonnance.</p> <p><sup>2</sup> Les exigences supplémentaires découlant du droit fédéral sont réservées.</p>
Aire de production	<b>Art. 11</b> L'appellation est réservée aux vins issus de raisins récoltés sur le territoire cantonal.
Cépages	<p><b>Art. 12</b> Sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les cépages répertoriés pour la Suisse sur la liste de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV);</li> <li>b) moyennant annonce préalable au Service de l'économie rurale, les cépages recensés au cadastre viticole depuis plus de cinq ans.</li> </ul>
Méthodes de culture	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Seuls les modes cultureux sur fil sont autorisés.</p> <p><sup>2</sup> C'est le cas notamment pour les modes de conduite suivants (simple ou double) : guyot, lyre, cordon et pergola.</p>
Teneur minimale naturelle en sucre	<b>Art. 14</b> La teneur minimale en sucre est de 15,2 degrés Brix (61,9° Oe) pour les cépages blancs et de 17,0 degrés Brix (69,7° Oe) pour les cépages rouges.
Rendement maximum	<b>Art. 15</b> Les rendements à l'unité de surface ne peuvent dépasser 1,4 kg/m <sup>2</sup> pour les cépages blancs et 1,0 kg/m <sup>2</sup> pour les cépages rouges.
Méthodes de vinification	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Les méthodes de vinification autorisées sont celles admises dans l'annexe 2 de l'ordonnance du DFI sur les boissons alcooliques<sup>3)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> La teneur totale en anhydride sulfureux des vins doux ou issus de vendanges tardives, dont la teneur en sucre résiduel dépasse 45 grammes par litre, peut être portée jusqu'à 400 milligrammes par litre.</p>

<sup>3</sup> La teneur en acidité volatile peut être portée jusqu'à 30 milliéquivalents par litre pour les vins qui ont subi une période de vieillissement d'au moins deux ans ou qui ont été élaborés selon des méthodes particulières et pour les vins ayant un titre alcoométrique volumique total égal ou supérieur à 13% vol.

Edulcoration

**Art. 16a**<sup>6)</sup> L'édulcoration est autorisée. Les limites et conditions fixées dans l'appendice 11 de l'annexe 9 de l'ordonnance du DFI du 16 décembre 2016 sur les boissons<sup>3)</sup> sont applicables.

Examen  
organoleptique

**Art. 17** <sup>1</sup> Les vins prêts à la vente sont soumis à un examen organoleptique.

<sup>2</sup> Le département auquel est rattaché le Service de l'économie rurale (ci-après : "le Département") en définit les modalités.

<sup>3</sup> Il peut instituer une commission de dégustation, composée de cinq membres au maximum, en vue de lui confier cet examen.

<sup>4</sup> Pour être admis, les vins doivent être jugés sans déviance organoleptique.

<sup>5</sup> Les vins au bénéfice d'un label ou d'une distinction reconnus par le Département sont dispensés de l'examen organoleptique.

Analyse

**Art. 18** Le Service de l'économie rurale peut exiger la présentation d'un rapport d'analyse portant notamment :

- a) sur la teneur en alcool;
- b) sur la teneur en anhydride sulfureux;
- c) sur la teneur en acidité volatile.

Millésimes

**Art. 19** L'indication de millésimes n'est permise que si le vin est issu à 90% au moins de raisins récoltés durant la même année.

Déclassement

**Art. 20** Les vins qui ne remplissent pas les conditions de l'appellation d'origine contrôlée sont déclassés conformément à l'article 27 de l'ordonnance sur le vin<sup>2)</sup>.

## SECTION 4 : Contrôle de la vendange

Système de  
contrôle

**Art. 21** Le contrôle de la vendange s'effectue principalement selon le système de l'autocontrôle.

Autorités de  
contrôle

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale et le Service de la consommation et des affaires vétérinaires sont les autorités de contrôle.

<sup>2</sup> Ils définissent conjointement les critères tendant à une bonne surveillance de la filière sur la base de l'analyse des risques.

<sup>3</sup> Ils coordonnent leurs procédures de contrôle en fonction de la taille des entreprises et du volume encavé.

## SECTION 5 : Protection des données

Echange  
d'informations

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale et le Service de la consommation et des affaires vétérinaires sont autorisés à s'échanger les informations nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> La communication peut intervenir d'office ou sur requête.

<sup>3</sup> Les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>4</sup> sont réservées pour le surplus.

## SECTION 6 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 24** Le Département édicte les directives nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

Mesures  
administratives,  
sanctions  
pénales

**Art. 25** Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance sont susceptibles de donner lieu à des mesures administratives et d'être punies conformément aux articles 169 à 176 de la loi fédérale sur l'agriculture<sup>1</sup>.

Disposition  
transitoire

**Art. 26** La présente ordonnance s'applique pour la première fois aux vins issus de la vendange 2016.

Abrogation

**Art. 27** L'arrêté du 26 septembre 2000 sur la viticulture est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** La présente ordonnance entre en vigueur le 15 juin 2016.

Delémont, le 17 mai 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

- 1) [RS 910.1](#)
- 2) [RS 916.140](#)
- 3) [RS 817.022.12](#)
- 4) [RSJU 170.41](#)
- 5) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'ordonnance du 7 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020
- 6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020



# Loi sur la pêche

du 28 octobre 2009

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche<sup>[2\)](#)</sup>,

vu l'article 45, alinéa 4, de la Constitution cantonale<sup>[3\)](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

**Article premier** La présente loi a pour buts :

- a) de préserver ou d'accroître la diversité naturelle et l'abondance de la faune aquatique, ainsi que de protéger, d'améliorer et, si nécessaire, de reconstituer ses biotopes;
- b) de protéger les espèces aquatiques menacées;
- c) de gérer durablement la faune aquatique;
- d) d'encourager la recherche en matière de faune aquatique;
- e) de régler l'exercice de la pêche dans le Canton.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ  
d'application

**Art. 3** <sup>1</sup> La présente loi s'applique aux eaux publiques et privées au sens de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux<sup>[4\)](#), [13\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les installations de pisciculture et les eaux privées aménagées artificiellement, dans lesquelles les poissons et les écrevisses vivant en eau libre ne peuvent pas pénétrer naturellement, sont soumises uniquement aux dispositions de la législation fédérale relatives aux espèces, races ou variétés étrangères.

<sup>3</sup> Les installations de pisciculture sont en outre soumises aux dispositions relatives aux interventions techniques sur les eaux.

Droit de rang  
supérieur

**Art. 4** L'exercice de la pêche et la protection de la faune aquatique sont en outre régies par la législation fédérale sur la pêche et l'accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats<sup>5)</sup>.

Définitions

**Art. 5** <sup>1</sup> Par pêche, on entend toute activité ayant pour objet la capture, dans les cours d'eau et les plans d'eau du Canton, de poissons ou d'écrevisses, ainsi que d'organismes leur servant de nourriture.

<sup>2</sup> Par faune aquatique, on entend l'ensemble des espèces animales vivant à l'état sauvage dans les cours d'eau et les plans d'eau du Canton, y compris les eaux frontières.

Autorités  
compétentes

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la gestion de la pêche et la protection de la faune aquatique. Il établit un règlement sur l'exercice de la pêche.

<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipement (ci-après : "le Département") exerce la surveillance dans ce domaine.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions particulières de la présente loi, l'Office de l'environnement est chargé de l'application du droit fédéral et cantonal régissant la pêche et la protection de la faune aquatique.

Délégation de  
tâches

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut déléguer aux organisations de pêcheurs, par voie de convention, tout ou partie des tâches suivantes :

- a) la surveillance de la pêche;
- b) la gestion piscicole;
- c) la formation des gardes auxiliaires et des pêcheurs.

<sup>2</sup> Pour l'accomplissement de ces tâches, l'Etat peut verser des indemnités aux organisations concernées.

Commission  
de la pêche

**Art. 8** <sup>1</sup> Il est créé une commission de la pêche composée de neuf membres et présidée par le chef du Département.

<sup>2</sup> Ses membres, nommés par le Gouvernement pour la durée d'une législature, sont choisis au sein tant des milieux de la pêche que de la protection de la nature et du tourisme.

<sup>3</sup> Le Gouvernement définit l'organisation de la commission de la pêche.

<sup>4</sup> La commission de la pêche est notamment consultée par le Gouvernement et le Département :

- a) sur les mesures à prendre pour assurer la conservation durable de la faune aquatique et de ses biotopes;
- b) sur les questions liées à l'exercice de la pêche et à la gestion halieutique;
- c) sur les projets législatifs liés à la protection et à la gestion de la faune aquatique.

<sup>5</sup> Elle propose en outre les mesures qui lui paraissent nécessaires.

## SECTION 2 : Protection de la faune aquatique

Mesures de protection

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut interdire la pêche de poissons et d'écrevisses appartenant à des espèces menacées.

<sup>2</sup> Il en établit la liste.

Périodes de protection

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe le début et la fin de chacune des périodes de protection prévues par le droit fédéral, de manière à ce qu'elles correspondent à la période de reproduction de l'espèce concernée.

<sup>2</sup> Il peut étendre la durée de ces périodes de protection et prescrire de telles périodes pour d'autres espèces.

<sup>3</sup> Il est tenu de le faire lorsque le maintien de l'exploitation à long terme des populations de poissons et d'écrevisses l'exige.

Zones de protection

**Art. 11** Le Gouvernement peut fixer des zones de protection dans lesquelles l'exercice de la pêche est interdit temporairement ou toute l'année.

Conditions de capture

**Art. 12** Le Gouvernement détermine les conditions de capture des poissons et des écrevisses ainsi que des organismes aquatiques leur servant de nourriture.

Conservation et  
reconstitution  
des biotopes

**Art. 13** <sup>1</sup> L'Etat veille à la préservation des cours d'eau et plans d'eau, des rives naturelles et de la végétation servant de frayères aux poissons ou d'habitat à leur progéniture.

<sup>2</sup> Il favorise les mesures permettant d'améliorer les conditions de vie de la faune aquatique et de reconstituer localement les biotopes détruits.

<sup>3</sup> Il soutient les efforts des collectivités publiques et des associations allant dans ce sens.

Interventions  
techniques

**Art. 14** <sup>1</sup> Toute intervention sur les eaux, leur régime et leur cours, ou encore sur les rives ou le fond des eaux, est soumise à une autorisation de l'Office de l'environnement.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement peut exiger que les travaux se déroulent en dehors des périodes sensibles du point de vue de la protection de la faune aquatique.

<sup>3</sup> Celui qui sollicite une telle autorisation peut être tenu de fournir les données ou études permettant de déterminer l'impact du projet sur la faune aquatique et la pêche.

Activités  
sportives et  
de loisirs

**Art. 15** <sup>1</sup> Dans la mesure où la protection et la préservation du milieu naturel l'exigent, le Gouvernement peut réglementer la navigation, ainsi que d'autres activités nautiques, notamment la baignade et la plongée, dans les cours d'eau et plans d'eau.

<sup>2</sup> Il peut notamment soumettre certaines activités à autorisation, les interdire ou les restreindre.

<sup>3</sup> En cas d'urgence, notamment lors de pollution ou de sécheresse, l'Office de l'environnement peut, dans l'intérêt de la protection du milieu naturel, restreindre ou interdire l'accès aux eaux publiques dans des zones déterminées.

Circulation

**Art. 16** <sup>1</sup> Sauf autorisation spéciale délivrée par l'Office de l'environnement, il est interdit d'entrer dans un cours d'eau au moyen d'un véhicule automobile ou d'un autre engin pouvant perturber le milieu aquatique.

<sup>2</sup> Demeure réservée l'utilisation des passages à gué dûment autorisés.

Rétablissement  
de l'état  
conforme à la loi

**Art. 17** <sup>1</sup> Quiconque porte atteinte de manière illicite à un cours d'eau lors de l'exercice d'activités mentionnées aux articles 14 à 16 est tenu de procéder au rétablissement de l'état conforme à la loi.

<sup>2</sup> Lorsque le rétablissement conforme est impossible, l'autorité compétente ordonne une compensation équitable en nature ou perçoit une contribution correspondant à la valeur de remplacement.

<sup>3</sup> L'autorité compétente fait exécuter par substitution et aux frais de l'auteur les mesures ordonnées qui n'auraient pas été prises dans le délai fixé ou qui n'auraient pas été exécutées conformément aux prescriptions.

### SECTION 3 : Gestion piscicole

Buts

**Art. 18** La gestion piscicole vise les objectifs suivants :

- a) garantir durablement les meilleures conditions de reproduction et de développement naturels du poisson;
- b) assurer le maintien des souches indigènes;
- c) déterminer l'intensité de l'exploitation piscicole en fonction de la qualité du peuplement;
- d) définir les mesures d'empoisonnement les plus efficaces et fixer leur importance en fonction de la qualité des eaux et des peuplements existants.

Introduction  
d'espèces

**Art. 19** Toute introduction d'espèces aquatiques animales dans les cours d'eau et plans d'eau est soumise à l'autorisation de l'Office de l'environnement, sous réserve des compétences des autorités fédérales.

Plan de gestion  
halieutique

**Art. 20** <sup>1</sup> Chaque année, l'Office de l'environnement examine la nécessité de procéder à des empoisonnements. Au besoin, il établit un plan de gestion halieutique définissant les mesures à prendre. Ce plan est établi en collaboration avec les organisations de pêcheurs.

<sup>2</sup> Les mesures d'empoisonnement sont destinées à renforcer ou à recréer des populations de poissons ou d'écrevisses, en particulier celles qui sont menacées ou ont disparu. Elles peuvent également contribuer à soutenir l'exercice de la pêche.

Installations de  
pisciculture

**Art. 21** <sup>1</sup> Les installations de pisciculture pour l'empoissonnement des eaux ouvertes à la pêche comprennent les ruisseaux, étangs et bassins affectés à l'élevage du poisson.

<sup>2</sup> Les installations doivent produire des poissons d'espèce, d'origine, de qualité et d'état de santé conformes aux directives officielles.

<sup>3</sup> L'Office de l'environnement peut procéder à tous les contrôles utiles; il peut vérifier également la conformité des installations.

Captures  
particulières

**Art. 22** L'Office de l'environnement peut autoriser, organiser ou ordonner des captures particulières dans l'intérêt de l'exploitation et de la préservation de la diversité des espèces et des peuplements, notamment pour :

- a) la récolte du frai;
- b) l'exploitation des eaux d'élevage;
- c) la lutte contre les épizooties;
- d) la pêche précédant des interventions techniques dans les eaux;
- e) la recherche scientifique;
- f) l'élimination des poissons et des écrevisses étrangers au bassin versant;
- g) l'intervention lors d'événements soudains tels que pollutions, assèchements ou crues.

Collecte de  
données

**Art. 23** L'Office de l'environnement procède ou fait procéder aux relevés des données relatives aux immersions, aux captures et à la composition des peuplements de poissons et d'écrevisses.

Amélioration de  
la gestion

**Art. 24** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement conduit des études visant à améliorer la gestion de la faune aquatique dans le Canton.

<sup>2</sup> Il coordonne les études entreprises par des organismes publics ou privés.

<sup>3</sup> Dans le cadre des études, il peut faire procéder au marquage des espèces immergées.

Association  
des milieux  
intéressés

**Art. 25** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement associe les organisations de pêcheurs à la gestion piscicole.

<sup>2</sup> Il peut y associer d'autres milieux intéressés.

## SECTION 4 : Droit de pêche

### 1. Principes

**Art. 26** <sup>1</sup> Le droit de pêche appartient à l'Etat.

<sup>2</sup> L'Etat exerce ce droit par l'octroi de permis et par affermage, dans la mesure où il n'en fait pas usage lui-même. Seuls les étangs peuvent être affermés, à l'exclusion des cours d'eau.

<sup>3</sup> Le Gouvernement détermine les eaux ouvertes à la pêche à permis et celles qui peuvent être affermées.

<sup>4</sup> Les droits de pêche privés sont réservés.

### 2. Permis de pêche a) Principes

**Art. 27** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement délivre les permis de pêche. Au besoin, cette tâche peut être déléguée à d'autres services administratifs ou à des tiers.

<sup>2</sup> Le permis de pêche est nominatif et intransmissible; il ne peut être délivré à des personnes âgées de moins de dix ans.

<sup>3</sup> Des permis de pêche collectifs, dont la validité est limitée dans l'espace et dans le temps, peuvent être délivrés notamment à des fins éducatives.

### b) Catégories de permis

**Art. 28** <sup>1</sup> Le permis de pêche peut être délivré sous la forme :

- a) d'un permis annuel;
- b) d'un permis temporaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les types de permis temporaires ainsi que les conditions de leur octroi. Il fixe les périodes de pêche pour lesquelles de tels permis ne peuvent être délivrés.

### c) Emoluments

**Art. 29** <sup>1</sup> Dans les limites de la législation sur les émoluments, le Gouvernement fixe le tarif des émoluments, notamment ceux dus pour les permis de pêche et les étangs affermés. Les émoluments doivent couvrir, dans une mesure équitable, les coûts directement liés à gestion de la pêche.

<sup>2</sup> Il peut majorer l'émolument pour les personnes domiciliées hors du Canton.

<sup>3</sup> L'empêchement d'exercer la pêche ne donne pas droit à la restitution de l'émolument.

d) Pêche sans permis

**Art. 30** Les enfants âgés de moins de dix ans révolus peuvent pêcher sans être au bénéfice d'un permis, à condition :

- a) qu'ils soient accompagnés et sous la surveillance d'une personne majeure titulaire d'un permis de pêche jurassien;
- b) qu'ils ne soient pas plus de trois sous la surveillance de la même personne;
- c) que le produit de leur pêche figure dans le carnet de contrôle de la personne qui les accompagne.

e) Conditions d'octroi

**Art. 31** <sup>1</sup> Le permis de pêche est délivré à la personne qui :

- a) dispose des connaissances exigées par la législation fédérale sur la pêche;
- b) a accompli un travail dans le domaine du patrimoine naturel ou s'est acquittée d'une contribution de remplacement d'un montant maximal de 100 francs.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle les modalités d'organisation de la formation et des travaux en faveur du patrimoine naturel. Il fixe le montant de la contribution de remplacement dans les limites de l'alinéa 1, lettre b, et en précise les conditions de perception. Il peut dispenser les personnes mineures ainsi que les titulaires d'un permis temporaire de l'exigence fixée à l'alinéa 1, lettre b.

f) Refus du permis

**Art. 32** <sup>1</sup> La délivrance du permis de pêche est refusée à la personne qui :

- a) ne remplit pas les conditions d'octroi définies à l'article 31, alinéa 1;
- b) fait l'objet d'une interdiction de pêcher en vertu d'une décision prise par une autorité administrative ou judiciaire, suisse ou étrangère;
- c) a été condamnée au cours des cinq dernières années pour atteinte à l'intégrité corporelle d'un agent chargé de la surveillance de la pêche.

<sup>2</sup> La personne qui n'a pas son domicile dans le Canton peut être tenue d'établir, au moyen d'attestations et d'autres documents, qu'elle ne tombe pas sous le coup des dispositions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Lorsque le requérant fait l'objet d'une poursuite pénale pour une infraction à la législation sur la pêche, la décision relative à l'octroi du permis est différée jusqu'au prononcé définitif de l'autorité judiciaire compétente.

g) Retrait du permis

**Art. 33** <sup>1</sup> Le permis de pêche est retiré lorsque son titulaire fait l'objet d'une condamnation pénale pour infraction à la législation sur la pêche ou pour infraction commise lors de l'exercice de la pêche; il est également retiré lorsqu'il a été obtenu frauduleusement.



<sup>2</sup> Le permis est retiré provisoirement lorsque son titulaire fait l'objet d'une poursuite pénale pour une infraction à la législation sur la pêche; si la poursuite pénale aboutit à une condamnation, le retrait devient définitif; l'alinéa 3 demeure réservé.

<sup>3</sup> Dans les cas de peu de gravité, le retrait du permis peut être remplacé par un avertissement.

<sup>4</sup> Les gardes et les gardes auxiliaires peuvent saisir immédiatement le permis lors de flagrants délits. L'Office de l'environnement statue dans les dix jours sur un éventuel retrait provisoire du permis.

<sup>5</sup> L'Office de l'environnement est compétent pour prononcer le retrait. L'opposition et le recours contre sa décision n'ont pas d'effet suspensif.

### 3. Interdiction de pêcher

**Art. 34** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement peut prononcer une interdiction de pêcher pour une durée de cinq ans au plus à l'égard de l'auteur d'infractions graves ou répétées à la législation sur la pêche.

<sup>2</sup> L'interdiction de pêcher prononcée par le juge pénal à titre de peine accessoire demeure réservée.

### 4. Affermage

**Art. 35** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement est compétent pour attribuer les contrats d'affermage.

<sup>2</sup> Le contrat d'affermage est en général conclu avec la personne offrant la meilleure garantie d'une pêche exercée avec compétence et dans les règles, ainsi que d'une exploitation et d'un entretien appropriés des eaux.

<sup>3</sup> Il n'existe aucun droit à la conclusion ou à la prolongation d'un contrat d'affermage.

<sup>4</sup> Les eaux sont affermées directement ou à la suite d'un appel d'offres. L'attribution du contrat d'affermage fait l'objet d'une décision.

<sup>5</sup> Le produit des affermage est affecté à la gestion de la pêche.

<sup>6</sup> Le Gouvernement précise par voie d'ordonnance les modalités de l'affermage.

5. Droits de pêche privés  
a) Expropriation, droit de préemption

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans la mesure où cela permet de réaliser les buts de la présente loi, les droits de pêche privés qui grèvent les eaux publiques peuvent être expropriés par l'Etat moyennant le versement d'une pleine indemnité. La loi sur l'expropriation<sup>6)</sup> est applicable à la fixation de l'indemnité. Le Gouvernement est compétent pour ordonner l'expropriation.

<sup>2</sup> En cas de vente d'un droit de pêche ou d'opérations équivalant économiquement à une vente, ainsi qu'en cas de réalisation forcée, l'Etat dispose d'un droit de préemption légal. Le Gouvernement est compétent pour décider d'exercer ce droit.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise la procédure d'expropriation et d'exercice du droit de préemption.

b) Participation aux coûts d'aménagement des cours d'eau

**Art. 37** Lorsque des cours d'eau font l'objet de mesures d'aménagement qui ont des effets favorables sur le développement de la faune aquatique, une participation adéquate peut être exigée des titulaires de droits de pêche privés.

## SECTION 5 : Exercice de la pêche

Port du permis

**Art. 38** <sup>1</sup> Tout pêcheur est tenu de porter sur lui son permis et de le présenter sur réquisition des organes chargés de la surveillance de la pêche.

<sup>2</sup> Les détenteurs d'un permis doivent être en mesure de prouver leur identité.

Carnet de contrôle

**Art. 39** <sup>1</sup> Nul ne peut pêcher sans être porteur de son carnet de contrôle délivré par l'Office de l'environnement.

<sup>2</sup> Chaque pêcheur est tenu :

- a) de remplir son carnet de contrôle conformément aux dispositions de la présente loi et de ses dispositions d'exécution;
- b) de le présenter sur réquisition des organes chargés de la surveillance de la pêche;
- c) de le remettre à l'Office de l'environnement dès la fin de la période de pêche.

Engins et modes de pêche

**Art. 40** <sup>1</sup> Le Gouvernement détermine les engins et les modes de pêche autorisés et les engins auxiliaires admis.

<sup>2</sup> Il peut notamment restreindre ou interdire le recours à certains engins, moyens ou méthodes de pêche.

Période de  
pêche

**Art. 41** Le Gouvernement fixe :

- a) les périodes de pêche et, le cas échéant, les jours de pêche autorisés;
- b) les heures pendant lesquelles la pêche est autorisée.

Règlement sur  
l'exercice de la  
pêche

**Art. 42** Le Gouvernement adopte un règlement sur l'exercice de la pêche qui contient les prescriptions fondées sur les articles 9 à 12, 39 et 40 ci-dessus.

Restrictions  
quant au lieu

**Art. 43**<sup>13)</sup> L'Office de l'environnement peut interdire ou restreindre la pêche en des endroits déterminés lorsque les circonstances le justifient, notamment lors de pollution ou de sécheresse ou pour des raisons sanitaires.

Droit de  
circulation,  
obstacles

**Art. 44** <sup>1</sup> Le permis de pêche donne le droit de se déplacer à pied sur les fonds privés le long des cours d'eau pour y pêcher.

<sup>2</sup> Ce droit doit s'exercer sans dommage pour les fonds traversés. Il ne comporte pas celui de s'introduire dans les constructions ainsi que dans leurs dépendances.

<sup>3</sup> Le pêcheur est responsable des dégâts qu'il cause.

<sup>4</sup> Les plantations, clôtures et installations de nature à rendre le passage impossible ou dangereux doivent être enlevées ou modifiées par le propriétaire dans le délai imparti par le Département.

<sup>5</sup> Si le propriétaire ne se conforme pas à la décision prise à son endroit par le Département, ce dernier peut en ordonner l'exécution par substitution aux frais de l'obligé.

Commerce du  
produit de la  
pêche

**Art. 45** La vente de poissons capturés dans les eaux ouvertes à la pêche par le titulaire d'un permis est interdite.

Concours de  
pêche

**Art. 46** Le Gouvernement règle les modalités d'organisation des concours de pêche dans les eaux publiques.

Viviers

**Art. 47** L'installation de viviers dans les eaux publiques ou privées est interdite.

Exercice d'un  
droit de pêche  
privé

**Art. 48** <sup>1</sup> Les pêcheurs exerçant un droit de pêche privé à n'importe quel titre sont tenus de respecter le droit fédéral, ainsi que les règles cantonales de police qui concernent :

- a) les périodes de protection des espèces;
- b) les espèces et races menacées;
- c) la longueur minimale de capture;
- d) les engins et les modes de pêche;
- e) l'introduction d'espèces dans les eaux.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement peut en tout temps demander la présentation du plan de protection appliqué par le titulaire d'un droit de pêche privé.

<sup>3</sup> Lorsqu'un pêcheur exerce un droit de pêche privé qui lui a été conféré par le titulaire, il doit présenter, sur requête, une attestation établie par le titulaire qui l'y autorise.

## SECTION 6 : Recherche et encouragement de la pêche

Fonds de la  
pêche

**Art. 49** <sup>1</sup> Il est constitué un fonds de la pêche (ci-après : "le fonds").

<sup>2</sup> Le fonds est alimenté par :

- a) le produit des émoluments dus pour le permis de pêche, l'affermage d'étangs et les autorisations en matière de pêche;
- b) les indemnités et les compensations pour la dépréciation des milieux aquatiques;
- c) les dommages-intérêts;
- d) le produit des amendes;
- e) les subventions fédérales versées pour des projets liés à la pêche et à la protection du milieu aquatique;
- f) en cas de nécessité, une allocation de l'Etat fixée dans le cadre du budget.

<sup>3</sup> Le fonds est géré par l'Office de l'environnement.

Utilisation du  
fonds

**Art. 50** <sup>1</sup> Le fonds est utilisé pour des projets de recherche et d'encouragement de la pêche, en particulier :

- a) les études portant sur la faune aquatique et ses biotopes;
- b) les aménagements et améliorations des milieux aquatiques;
- c) l'acquisition de droits de pêche privés;
- d) les mesures visant à améliorer la libre circulation du poisson;
- e) l'encouragement de la pisciculture visant à maintenir à long terme les populations de poissons et d'écrevisses indigènes;

- f) l'allocation d'indemnités à des organisations qui exécutent des mesures d'empoisonnement ou des travaux d'entretien agréés par l'Office de l'environnement.

<sup>2</sup> Les coûts liés à la gestion de la pêche sont également imputés sur le fonds.

<sup>3</sup> Le Département statue sur l'octroi des montants prélevés sur le fonds.

## SECTION 7 : Surveillance de la pêche

Organes de surveillance

**Art. 51** <sup>1</sup> La surveillance de la pêche est assurée par :

- a) les gardes cantonaux rattachés à l'Office de l'environnement;
- b) les gardes auxiliaires de la pêche;
- c) le personnel administratif de l'Office de l'environnement responsable de la gestion de la pêche.

<sup>2</sup> Les agents de la gendarmerie cantonale sont tenus de prêter leur concours et de signaler toute infraction. La participation des gardes-frontières à la surveillance est régie par la législation fédérale.

Devoirs et compétences

**Art. 52** <sup>1</sup> Les personnes désignées à l'article 51, alinéa 1, lettres a et c, ci-dessus ont qualité d'agents de police judiciaire au sens des dispositions de procédure pénale lorsqu'elles agissent dans le cadre de la législation sur la pêche.

<sup>2</sup> Les organes chargés de la surveillance de la pêche dénoncent au Ministère public toutes les infractions à la législation sur la pêche qui parviennent à leur connaissance.

<sup>3</sup> Ils prennent les mesures utiles pour établir les faits et prévenir de nouvelles infractions.

<sup>4</sup> Ils inspectent au besoin les réceptifs et les véhicules.

<sup>5</sup> Ils saisissent les engins qui ont servi à commettre un acte de pêche illicite. Ces derniers ne sont restitués qu'une fois close la procédure pénale ou administrative et pour autant que leur confiscation n'ait pas été ordonnée.

Droit de suite

**Art. 53** <sup>1</sup> En cas d'urgence, les organes chargés de la surveillance de la pêche, à l'exclusion des gardes auxiliaires, sont autorisés à suivre un suspect ou un délinquant sur le territoire d'un autre canton ou de la France dans les limites du droit fédéral ou international.

<sup>2</sup> Ils sont tenus d'aviser le plus rapidement possible les autorités responsables du territoire sur lequel ils ont agi.

Gardes  
auxiliaires

**Art. 54** <sup>1</sup> Des personnes expérimentées en matière de pêche et que recommandent à cet effet les organisations de pêcheurs peuvent être nommés gardes auxiliaires de la pêche par le Département.

<sup>2</sup> Les gardes auxiliaires de la pêche font la promesse solennelle devant le chef de Département.

<sup>3</sup> Le Département définit leur cahier des charges. Il fixe les indemnités auxquelles ils ont droit, dans la mesure où la surveillance de la pêche n'a pas été déléguée en vertu de l'article 7.

Formation et  
perfectionnement

**Art. 55** L'Office de l'environnement assure la formation et le perfectionnement des organes chargés de la surveillance de la pêche.

## **SECTION 8 : Voies de droit, dispositions pénales et administratives**

Voies de droit

**Art. 56** Les décisions rendues en vertu de la présente loi et des ses dispositions d'exécution sont sujettes à opposition et à recours selon les dispositions du Code de procédure administrative<sup>7</sup>.

Contraventions

**Art. 57** <sup>1</sup> A moins qu'elles ne soient visées par les dispositions de la loi fédérale sur la pêche<sup>1</sup>, les infractions à la présente loi et à ses dispositions d'exécution sont passibles d'une amende minimale de 50 francs.<sup>14</sup>

<sup>2</sup> La poursuite des contraventions incombe aux autorités de la justice pénale.

<sup>3</sup> Les autorités judiciaires communiquent tout jugement ou ordonnance prononcés en matière de pêche à l'Office de l'environnement dans les dix jours qui suivent leur entrée en force.

Sanctions  
administratives

**Art. 58** L'Office de l'environnement confisque les engins prohibés saisis qui n'ont pas été confisqués par les autorités judiciaires. Il peut en faire de même pour les engins non prohibés lorsque l'infraction a donné lieu à une condamnation.

## SECTION 9 : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 59** Sont abrogées :

- a) la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche;
- b) la loi du 26 octobre 1978 sur la liquidation et le rachat des droits de pêche.

Modification du droit

**Art. 60** <sup>1</sup> La loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 50, alinéa 1, lettre c et titre marginal

...<sup>10)</sup>

Article 52, alinéa 1

...<sup>10)</sup>

Article 58

...<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> Le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>11)</sup> est modifié comme il suit :

Article 24, chiffres 7 et 8

Abrogés.

Référendum

**Art. 61** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur

**Art. 62** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>12)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 28 octobre 2009

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Vincent Wermeille  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Les articles 9 à 12, 20, 21, alinéa 1, 22, 40 et 44, alinéa1, ont été approuvés par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 8 avril 2010

- 1) [RS 923.0](#)
- 2) [RS 923.01](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RSJU 814.20](#)
- 5) [RS 0.923.22](#)
- 6) [RSJU 711](#)
- 7) [RSJU 175.1](#)
- 8) ...
- 9) [RSJU 922.11](#)
- 10) Texte inséré dans ladite loi
- 11) [RSJU 176.21](#)
- 12) 1<sup>er</sup> février 2010
- 13) Nouvelle teneur selon l'article 114, alinéa 4, de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2016 ([RSJU 814.20](#))
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020



## Loi sur les activités économiques (LAEco)<sup>23)</sup>

du 26 septembre 2007

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 8, lettre k, 13, 20, lettre c, 25, alinéa 1, 28 et 52 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Principes généraux

Liberté  
économique

**Article premier** La liberté économique est garantie (art. 27 de la Constitution fédérale<sup>2)</sup> et art. 8, lettre k, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>).

Champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi s'applique à l'exercice d'activités économiques dans la République et Canton du Jura, partant à toutes les activités lucratives indépendantes de l'économie privée ayant une durée permanente ou temporaire, notamment toutes les entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du commerce, les professions libérales et toutes les autres entreprises se livrant à la prestation de services, ainsi qu'aux activités économiques de communes ou d'autres corporations de droit public.

<sup>2</sup> Demeurent réservés le droit fédéral et le droit cantonal réglant certaines activités économiques, telles que l'exercice du barreau, du notariat, de l'art médical, dentaire et vétérinaire, la pharmacie, la droguerie, l'hôtellerie, le commerce des boissons alcooliques et des médicaments, ainsi que les spectacles et les divertissements. La présente loi est applicable à titre supplétif, dans la mesure où les lois précitées ne contiennent pas une réglementation exhaustive. Demeurent réservées toutes les activités économiques qui sont expressément libérées de l'assujettissement à la présente loi.

<sup>3</sup> Les exploitations agricoles et sylvicoles du secteur primaire tombent sous le coup de la présente loi. Le Gouvernement définit les limites de cet assujettissement, énumère les dispositions applicables et peut édicter des prescriptions spéciales. La législation en matière agricole demeure réservée.

## Terminologie

**Art. 3** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## Indication de la raison sociale

**Art. 4** <sup>1</sup> La raison sociale doit figurer de manière bien visible sur les locaux commerciaux servant à recevoir la clientèle et sur les offres écrites. Si l'entreprise n'est pas inscrite au registre du commerce, le nom et le prénom du négociant doivent être mentionnés.

<sup>2</sup> Les mêmes indications doivent figurer sur les camions-magasins, échoppes, stands de foire, automates et autres commerces exploités en dehors de locaux industriels.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les prescriptions en matière d'enseignes et de réclames sur la voie publique ainsi que celles relatives à la signalisation routière.

## **TITRE DEUXIEME : Activités économiques soumises à autorisation et procédure d'autorisation**

## Principe

**Art. 5** <sup>1</sup> Une autorisation est nécessaire pour exercer les activités visées à l'article 2 lorsque, pour la protection

- de l'ordre public, de la sécurité, de la morale, de la tranquillité ou de l'hygiène publique,
- de la santé des personnes employées dans l'entreprise ou de la clientèle,
- de la propriété de tiers,
- du public contre les agissements déloyaux en affaires,

des aptitudes et des capacités particulières sont requises de l'exploitant, des installations spéciales sont nécessaires ou une activité économique ne peut être exploitée en certains endroits qu'avec le consentement des autorités. Les prescriptions spéciales des communes en matière d'emplacements autorisés demeurent réservées.

<sup>2</sup> Pour les mêmes raisons, des exigences peuvent également être formulées quant aux aptitudes et aux capacités des employés d'une entreprise soumise à autorisation.

<sup>3</sup> La loi énumère les diverses activités économiques soumises à autorisation.

Activités  
économiques  
soumises à  
autorisation

**Art. 6** Sont soumises à une autorisation :

- a) les activités soumises à autorisation au sens de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant<sup>3)</sup>;
- b) les activités soumises à la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le crédit à la consommation<sup>4)</sup>;
- c) les agences matrimoniales et mandataires au sens de l'article 406c du Code des obligations<sup>5)</sup>;
- d) les activités soumises à autorisation au sens de la loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions<sup>6)</sup>;
- e)<sup>17)</sup> les activités de prêteurs sur gages au sens des articles 907 et suivants du Code civil suisse<sup>18)</sup>;
- f)<sup>21)</sup> les activités soumises à autorisation au sens de la loi fédérale du 17 décembre 2010 sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque<sup>22)</sup>.

Personnes  
morales

**Art. 7** <sup>1</sup> Pour les personnes morales, l'autorisation est délivrée au chef d'exploitation qui est directement responsable de l'observation des prescriptions de police du commerce.

<sup>2</sup> Si l'autorisation ne dépend pas de conditions personnelles, elle est délivrée à la personne morale.

Procédure

**Art. 8** La requête en obtention d'une autorisation doit être adressée à l'autorité communale du lieu où est sise l'exploitation, 60 jours avant le début de cette activité. Cette autorité procède aux constatations nécessaires et transmet la requête sans tarder, avec son préavis, au Service de l'économie et de l'emploi<sup>26)</sup>.

Décision

**Art. 9** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales, le Service de l'économie et de l'emploi<sup>26)</sup> octroie les autorisations au sens de la présente loi et en fixe les conditions.

<sup>2</sup> Il est également l'autorité compétente au sens de l'article 13, alinéa 1, lettres a et b de l'ordonnance fédérale du 10 novembre 1999 sur l'activité à titre professionnel de mandataire visant à la conclusion d'un mariage ou à l'établissement d'un partenariat stable entre des personnes venant de l'étranger ou s'y rendant<sup>7)</sup>.

<sup>2bis</sup> Lors de l'octroi d'une autorisation de pratiquer le commerce itinérant à une personne domiciliée à l'étranger, il informe systématiquement la Police cantonale.<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> La Police cantonale octroie les autorisations au sens de la loi fédérale sur les armes<sup>[6\)](#), [25\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, à une autre autorité la compétence d'octroyer des autorisations au sens du présent article.

#### Constructions

**Art. 10** <sup>1</sup> Les prescriptions en matière d'octroi de permis de construire sont réservées lorsqu'une autorisation est exigée pour l'aménagement, la modification ou l'utilisation d'une construction relative à une activité soumise à autorisation en vertu de la présente loi.

<sup>2</sup> Dans le cadre de la procédure coordonnée en matière d'octroi du permis de construire conformément à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>[8\)](#)</sup>, le Service de l'économie et de l'emploi<sup>[26\)](#)</sup> formule ses remarques en matière de protection des travailleurs; il délivre les autorisations spéciales.

<sup>3</sup> L'autorisation au sens de la présente loi fait partie intégrante de la procédure coordonnée au sens de la législation en matière de constructions et d'aménagement du territoire.

#### Teneur de l'autorisation

**Art. 11** <sup>1</sup> L'autorisation est établie au nom du requérant; elle est incessible. Elle désigne l'activité économique autorisée, ainsi que l'emplacement et le genre des installations prescrites.

<sup>2</sup> L'autorisation est délivrée pour une durée indéterminée, à moins que la loi ou une ordonnance n'en disposent autrement.

<sup>3</sup> L'autorisation peut soumettre l'exercice d'une activité à certaines conditions et charges. Celles-ci ne portent que sur les exigences mentionnées à l'article 5.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les autres prescriptions relatives au contenu des autorisations.

#### Révocation et modification

**Art. 12** <sup>1</sup> L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation peut la révoquer lorsqu'il s'avère après coup que les conditions d'octroi n'étaient pas réunies.

<sup>2</sup> Elle peut la modifier aux conditions de l'article 90 du Code de procédure administrative<sup>[9\)](#)</sup>.

Expiration

**Art. 13** L'autorisation expire par la cessation de l'activité autorisée ou son aliénation, à l'échéance du délai éventuel d'autorisation ou à la mort du détenteur. S'il s'agit de personnes morales, elle arrive à expiration lors de leur dissolution ou de leur fusion.

Retrait

**Art. 14** L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation la retire lorsque le détenteur a contrevenu gravement ou malgré des avertissements aux prescriptions de police industrielle. La loi, un décret ou une ordonnance peut prévoir d'autres motifs de retrait pour certaines activités économiques.

### TITRE TROISIEME : Ouverture des magasins et vente en soirée

Ouverture des magasins

**Art. 15** <sup>1</sup> Les jours et les heures d'ouverture admis des magasins du commerce de détail, des kiosques, des dépôts de marchandises et des stations-service sont les suivants sur le territoire du canton :

- a) pour les magasins et les dépôts de marchandises :
  - de 06h00 à 18h30 du lundi au vendredi;
  - de 06h00 à 17h00 le samedi;
  - le dimanche, les jours fériés officiels ainsi que le 26 décembre, seuls peuvent ouvrir :
    - de 06h00 à 19h00, les magasins et les dépôts de marchandises qui emploient exclusivement du personnel familial (art. 4 de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail)<sup>10)</sup>;
    - de 06h00 à 19h00, les magasins de fleurs, boulangeries, pâtisseries et confiseries;
    - les pharmacies qui assurent la permanence du service d'urgence, pendant la durée de ce service;
  - une vente en soirée le jeudi ou le vendredi, au choix de la commune, jusqu'à 21h00;
  - pour la période du 14 au 23 décembre, cinq ouvertures nocturnes jusqu'à 21 heures au plus, au choix de la commune.
- b) pour les stations-service répondant aux critères mentionnés à l'article 26, alinéa 4, de l'ordonnance fédérale du 2 mai 2000 relative à la loi sur le travail (OLT 2)<sup>11)</sup> et dont la surface de vente n'excède pas 120 m<sup>2</sup>, ainsi que pour les kiosques :
  - de 06h00 à 22h00 tous les jours.
- c)<sup>19)</sup> pour les laiteries qui réceptionnent le lait du producteur et le vendent frais et non conditionné, et uniquement pour la vente de celui-ci :
  - tous les jours de la semaine, durant les heures de réception du lait.

<sup>2</sup> Les 24 et 31 décembre sont assimilés à des samedis.

<sup>2bis</sup> Sur demande d'un commerce, le Département de l'Economie peut autoriser une vente en soirée jusqu'à 22 heures au plus en cas d'événement extraordinaire et unique tel qu'anniversaire important du commerce concerné. La vente en soirée ne peut avoir lieu qu'en semaine (lundi à vendredi). La demande doit parvenir au plus tard 30 jours avant la date de l'événement.<sup>[19](#)</sup>

<sup>3</sup> Les prescriptions fédérales régissant notamment la durée du travail et du repos demeurent réservées.

## TITRE QUATRIEME : Expositions

### Principes

**Art. 16** <sup>1</sup> Une exposition, un comptoir ou un salon commercial consistent, sous réserve de l'alinéa 3, en la réunion de plusieurs commerçants en un lieu précis et pour une durée limitée.

<sup>2</sup> L'organisation d'expositions, de comptoirs et de salons dans un but commercial est subordonnée à l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par l'autorité communale compétente du lieu de la manifestation.

<sup>3</sup> A des fins d'exposition, tout commerce peut ouvrir ses portes trois week-ends par année sur la base d'une décision rendue par l'autorité communale compétente. Celle-ci fixe l'horaire de l'exposition.<sup>[20](#)</sup>

### Demande

**Art. 17** <sup>1</sup> La demande d'autorisation est présentée à l'autorité communale compétente 30 jours au moins avant le début de la manifestation.

<sup>2</sup> L'autorité communale peut percevoir un émolument lorsqu'elle rend une décision accordant ou refusant l'autorisation.

### Exceptions

**Art. 18** Aucune autorisation n'est nécessaire lorsque les manifestations citées à l'article 16 sont organisées par des associations économiques qui sont constituées depuis au moins deux ans ou par des corporations de droit public. Elles doivent cependant faire l'objet d'une annonce préalable auprès de l'autorité communale concernée.

### Annonce publique

**Art. 19** L'annonce publique des manifestations doit mentionner le nom de l'organisateur, ainsi que les marchandises exposées ou les prestations de services offertes.

Heures d'ouverture	<b>Art. 20</b> La prise de commandes, la vente de marchandises et les prestations de services sont autorisées jusqu'à 23h00.
Durée	<b>Art. 21</b> La durée de telles manifestations ne peut excéder 30 jours.
Marchandises autorisées	<b>Art. 22</b> Seules les marchandises autorisées au sens de la loi fédérale sur le commerce itinérant <sup>3)</sup> peuvent faire l'objet de prise de commandes ou de vente.
Réserve	<p><b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Les prescriptions fédérales concernant le commerce itinérant et la durée du travail et du repos sont réservées.</p> <p><sup>2</sup> Les prescriptions cantonales sur les jours fériés et le repos dominical le sont également.</p> <p><sup>3</sup> Les installations et les locaux doivent être conformes aux prescriptions de police des constructions, du feu et des denrées alimentaires, ainsi qu'aux normes d'hygiène.</p>
Surveillance	<b>Art. 24</b> La police locale exerce la surveillance des expositions, des comptoirs et des salons commerciaux.
<b>TITRE CINQUIEME : Foires, brocantes et marchés</b>	
Autorité compétente	<p><b>Art. 25</b> <sup>1</sup> L'autorité communale compétente autorise l'organisation de foires, brocantes et marchés annuels, mensuels, hebdomadaires ou occasionnels (marché artisanal, marché de Noël, marché aux puces, etc.) et en exerce la surveillance.</p> <p><sup>2</sup> S'agissant des foires, brocantes et marchés occasionnels, aucune publication au Journal officiel n'est nécessaire.</p> <p><sup>3</sup> S'agissant des foires, brocantes et marchés à caractère répétitif (annuels, mensuels, hebdomadaires), la commune publie la requête une seule fois dans le Journal officiel en fixant un délai convenable d'opposition.</p>
Dispositions réservées	<b>Art. 26</b> Les articles 17, 18, 19, 23 et 24 sont applicables par analogie.

## Règlement

**Art. 27** <sup>1</sup> Si elle autorise l'organisation de foires, brocantes ou marchés, la commune édicte un règlement concernant les places de marché, l'exercice de la police des marchés et les organes qui en sont chargés.

<sup>2</sup> Il n'est perçu d'autres émoluments que ceux prélevés pour l'usage du domaine public, sous réserve d'intervention de la police sanitaire, de la police routière ou de celle du feu.

<sup>3</sup> La vente de marchandises sur un fonds privé ne peut être limitée que pour des raisons de police sanitaire, de police du feu, de circulation et de voisinage; elle n'est pas soumise à émoluments.

Marchandises  
restreintes ou  
exclues

**Art. 28** <sup>1</sup> Les restrictions et les exclusions de marchandises au sens de la loi fédérale sur le commerce itinérant sont applicables par analogie aux marchandises offertes sur les foires, marchés et brocantes.

<sup>2</sup> La vente de viande et de champignons est soumise aux prescriptions spéciales de la police sanitaire; celle du gibier, de la volaille et du poisson est régie par les prescriptions sur la chasse et la pêche.

**TITRE SIXIEME : ...** [27\)](#)**Art. 29 et 30** [27\)](#)**TITRE SEPTIEME : Autorité de surveillance**Autorité de  
surveillance

**Art. 31** Le Service de l'économie et de l'emploi [26\)](#) surveille l'application de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, pour autant que la surveillance ne soit pas exercée par une autre autorité.

## Surveillance

**Art. 32** <sup>1</sup> Lorsque certaines installations ou conditions personnelles sont prescrites pour l'exercice d'une activité économique, l'autorité de surveillance peut, en tout temps, vérifier leur existence et leur état. Lorsqu'une condition personnelle fait défaut ou qu'il est constaté un état défectueux, elle fixe un délai pour y remédier et rend l'intéressé attentif à la possibilité d'une intervention de l'autorité, à ses frais, ou à un retrait de l'autorisation. En cas d'inobservation du délai précité, elle prend les mesures qui s'imposent aux frais de l'intéressé ou lui retire l'autorisation. Les prescriptions en matière d'octroi des permis de construire sont applicables par analogie.



<sup>2</sup> L'autorité de surveillance peut exiger la production des livres dans les cas où la tenue de ceux-ci est prescrite en vertu de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, ainsi que du droit fédéral. S'il s'avère qu'ils sont tenus d'une manière insuffisante, elle donne les instructions nécessaires.

<sup>3</sup> Si l'exercice d'une activité économique soumise à autorisation implique la menace d'intérêts protégés par l'article 5, alinéa 1, ou si l'exploitant commet de graves infractions aux prescriptions de la présente loi, l'autorité de surveillance peut prononcer la suspension provisoire et avec effet immédiat de l'activité économique et prendre les mesures qui s'imposent en vue de rétablir une situation conforme à la loi.

<sup>4</sup> L'autorité de surveillance peut assortir ses décisions de la menace de peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>13)</sup>.

Secret de  
fonction

**Art. 33** Les membres d'autorités, les fonctionnaires et les employés de l'Etat et des communes ainsi que les personnes chargées d'une expertise officielle sont tenus d'observer un secret rigoureux sur les constatations faites, dans l'exercice de leur activité officielle, sur la situation des affaires de divers exploitants, y compris après la fin de leurs fonctions ou de leurs rapports de service.

Emoluments

**Art. 34** <sup>1</sup> Le Parlement fixe, par voie de décret, un tarif-cadre concernant les décisions rendues par le Service de l'économie et de l'emploi<sup>26)</sup> et le contrôle des activités soumises à la présente loi.

<sup>2</sup> L'autorité chargée de l'octroi des autorisations fixe le montant de l'émolument dû dans chaque cas individuel.

Païement

**Art. 35** L'activité soumise à autorisation ne peut être exercée avant le paiement de l'émolument dû pour l'octroi de l'autorisation, à moins que l'autorité compétente n'accorde un délai de paiement.

Montant éludé

**Art. 36** En cas d'indications inexactes ou incomplètes du détenteur de l'autorisation, un éventuel montant d'émolument éludé est dû.

Procédure

**Art. 37** <sup>1</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>9)</sup> s'appliquent aux oppositions et aux recours formés contre les décisions rendues à teneur de la présente loi ou de ses ordonnances d'exécution.

<sup>2</sup> Lorsque ces décisions sont rendues dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire, elles peuvent faire l'objet d'une opposition et d'un recours conformément à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>8)</sup>.

## **Art. 38<sup>16)</sup>**

### **TITRE HUITIEME : Infractions pénales**

Fausse  
indications

**Art. 39** Celui qui, pour obtenir une autorisation, fournit sciemment des renseignements inexacts sur des faits importants sera puni d'une amende.

Exercice illicite  
d'une activité  
économique

**Art. 40<sup>20)</sup>** Celui qui exerce une activité économique soumise à autorisation sans celle-ci ou en vertu d'une autorisation obtenue au moyen de fausses indications sera puni d'une amende jusqu'à 50 000 francs.

Disposition  
pénale  
subsidaire

**Art. 41<sup>20)</sup>** Sous réserve du droit fédéral, celui qui enfreint les dispositions de la présente loi sera puni d'une amende.

Soustraction

**Art. 42** Si l'infraction à la présente loi ou à ses ordonnances d'exécution est liée à la soustraction d'un émolument, l'auteur de l'infraction sera, en sus de la peine, condamné par le juge à payer les montants éludés.

Droit fédéral

**Art. 43** Le droit fédéral est réservé.

### **TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales**

Droit transitoire

**Art. 44** <sup>1</sup> Les autorisations délivrées en vertu d'actes législatifs abrogés par la présente loi demeurent en vigueur pour la durée de validité prévue dans l'autorisation. La présente loi est applicable pour la révocation et le retrait de telles autorisations.

<sup>2</sup> Le droit communal ne peut déroger aux heures d'ouverture des magasins au sens de la présente loi.

Ordonnance  
d'exécution

**Art. 45** Le Gouvernement édicte les ordonnances nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Abrogation	<b>Art. 46</b> La loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie est abrogée.
Référendum	<b>Art. 47</b> La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	<b>Art. 48</b> Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur <sup>15)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 septembre 2007

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) [RS 101](#)

3) [RS 943.1](#)

4) [RS 221.214.1](#)

5) [RS 220](#)

6) [RS 514.54](#)

7) [RS 221.218.2](#)

8) [RSJU 701.1](#)

9) [RSJU 175.1](#)

10) [RS 822.11](#)

11) [RS 822.112](#)

12) [RSJU 176.21](#)

13) [RS 311.0](#)

14) [RSJU 271.1](#)

15) 1<sup>er</sup> août 2008

16) Abrogé par l'article 17, chiffre 7, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011([RSJU 271.1](#))

17) Introduite par le ch. XVI de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012

18) [RS 210](#)

19) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 mai 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013

- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 mai 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 21) Introduite par le ch. I de la loi du 22 mai 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 22) [RS 935.91](#)
- 23) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 24) Introduit par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2020
- 26) Nouvelle dénomination selon les articles 36 et suivants du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015
- 27) Abrogé(s) par l'article 30, alinéa 3, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

# Loi sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)

du 18 mars 1998

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 31, 31<sup>ter</sup> et 32<sup>quater</sup> de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu les articles 8, lettre k, 25 et 54 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Dispositions générales

Buts

**Article premier** La présente loi vise les buts suivants :

- a) réglementer l'exploitation des établissements de l'hôtellerie, de la restauration et de divertissement (dénommés ci-après : "établissements"), ainsi que le commerce des boissons alcooliques, afin de sauvegarder l'ordre, la moralité et le bien publics;
- b) encourager la qualité des services offerts au public, notamment la formation et le perfectionnement professionnels;
- c) favoriser l'activité touristique.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Champ  
d'application

**Art. 3** La présente loi régit :

- a) l'hébergement de clients, y compris la mise à disposition de places de camping;
- b) le service de mets et de boissons à consommer sur place ou à l'emporter;
- c) la mise à disposition de locaux pour la consommation de mets ou de boissons;
- d) le service public de mets ou de boissons à des fins de publicité ou de dégustation;
- e) la mise à disposition de locaux destinés à la danse publique;
- f) le commerce de boissons alcooliques non destinées à être consommées sur place;
- g) l'organisation de manifestations dansantes publiques occasionnelles;

- h) l'organisation de spectacles et autres manifestations dans les établissements soumis à la présente loi.

Caractère  
professionnel

**Art. 4** Les activités mentionnées à l'article 3 tombent sous le coup de la présente loi si elles sont exercées à titre professionnel ou contre rémunération.

Etablissements  
et activités  
exclus

**Art. 5** <sup>1</sup> Ne constituent pas des établissements au sens de la présente loi :

- a) les hôpitaux, les cliniques et autres établissements analogues, à l'exclusion de leurs restaurants et cantines;
- b) les internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, les maisons de vacances ou de repos, ainsi que les institutions analogues, à l'exclusion de leurs restaurants et cantines;
- c) les lieux d'hébergement de la Fédération suisse des auberges de jeunesse, du Club Alpin suisse et d'autres organisations à buts analogues, si leur réglementation interne a été approuvée par le Département de l'Economie;
- d) les foyers du soldat, s'ils sont exclusivement destinés à la troupe.

<sup>2</sup> La location d'appartements de vacances, de chalets et de chambres est exclue de l'application de la présente loi, pour autant que le loueur n'offre pas de prestations de service hôtelier.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut exclure d'autres types d'établissements ou d'activités pour de justes motifs.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions fédérales et cantonales sur les denrées alimentaires.

Lieux  
d'interdiction de  
vente de  
boissons  
alcooliques

**Art. 6** <sup>1</sup> La vente de boissons alcooliques est interdite dans les stations-service, les kiosques et les cantines scolaires.

<sup>2</sup> Le Service des arts et métiers et du travail peut accorder des dérogations à cette interdiction aux conditions fixées dans une ordonnance du Gouvernement.

Patentes,  
permis,  
autorisations  
et licences

**Art. 7** <sup>1</sup> L'exercice d'une des activités soumises à la présente loi nécessite l'obtention préalable d'une patente, d'un permis, d'une autorisation ou d'une licence, conformément aux dispositions qui suivent.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut soumettre à patente, permis, autorisation ou licence des entreprises et des activités qui ne sont pas spécifiées dans la présente loi si les buts de celle-ci l'exigent.

Autorités  
compétentes

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie surveille l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Service des arts et métiers et du travail est l'autorité compétente chargée d'appliquer la présente loi, sauf dispositions contraires.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, des compétences à d'autres organes de l'administration cantonale ou aux communes.

## **TITRE DEUXIEME : Hôtellerie et restauration**

### **CHAPITRE PREMIER : Catégories d'établissements**

#### **SECTION 1 : Etablissements soumis à patente**

Etablissements  
soumis à patente

**Art. 9** L'exploitation des établissements suivants requiert l'obtention préalable d'une patente :

- a) les hôtels;
- b) les restaurants;
- c) les restaurants sans alcool;
- d) les établissements de divertissement.

Définitions

**Art. 10** Les établissements soumis à patente sont définis comme il suit :

- a) les hôtels ont une capacité d'hébergement de plus de six hôtes et leur servent, de même qu'au public en général, des mets et des boissons, à consommer sur place ou à l'emporter;
- b) les restaurants servent au public des mets et des boissons, à consommer sur place ou à l'emporter; le droit d'héberger simultanément jusqu'à six hôtes peut leur être accordé;
- c) les restaurants sans alcool servent au public des mets et uniquement des boissons non alcooliques; le droit d'héberger simultanément jusqu'à six hôtes peut leur être accordé;

- d) les établissements de divertissement offrent régulièrement au public la possibilité de danser et de consommer sur place des mets et des boissons; ils peuvent également organiser des spectacles, concerts et divertissements; s'ils entendent héberger des hôtes, ils sollicitent l'octroi d'une patente d'hôtel.

## SECTION 2 : Etablissements soumis à permis

Etablissements  
soumis à permis

**Art. 11** <sup>1</sup> Sont notamment soumis au régime du permis les établissements suivants :

- a) les points de vente à l'emporter, y compris le service de traiteur;
- b) les restaurants publicitaires et de dégustation;
- c) les établissements publics occasionnels;
- d) les cantines de places de sport;
- e) les cantines d'entreprises et de chantiers;
- f) les places de camping;
- g) les pensions;
- h) les débits de cercles;
- i) les locaux pour manifestations privées;
- j) les petits débits de boissons sans alcool;
- k) les débits de campagne;
- l) les gîtes ruraux.

<sup>2</sup> Sont aussi soumis à l'obtention d'un permis les restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers mentionnés à l'article 5, alinéa 1, lettres a et b.

<sup>3</sup> La distribution de denrées alimentaires par automates est réglée par voie d'ordonnance.

Définitions

**Art. 12** Les établissements soumis à permis sont définis comme il suit :

- a) les points de vente à l'emporter, y compris le service de traiteur, sont des établissements ou des installations stables ou mobiles qui offrent à leurs clients la possibilité de se procurer, sur place ou sur livraison, des mets et des boissons;
- b) les restaurants publicitaires et de dégustation sont des établissements ou des installations non intégrés à un établissement soumis à patente, ouverts occasionnellement, qui offrent à leurs clients des mets et des boissons à des fins de publicité ou de dégustation;
- c) les établissements publics occasionnels offrent au public la possibilité de consommer des mets et des boissons à l'occasion de manifestations particulières de courte durée;



- d) les cantines de places de sport servent au public des mets et des boissons durant les manifestations sportives;
- e) les cantines d'entreprises et de chantiers servent aux personnes d'une entreprise ou d'un chantier déterminé des mets et des boissons à consommer sur place;
- f) les places de camping sont des établissements qui mettent à disposition de leurs clients un emplacement destiné à l'installation de logis mobiles, tels que tentes, caravanes automotrices ou tractées, etc.; ils peuvent en outre offrir à leurs hôtes et à leurs visiteurs des mets et des boissons à consommer sur place ou à l'emporter; si les débits de consommation sont ouverts au public, ils tombent sous le coup de l'article 9, lettre b;
- g) les pensions servent à des hôtes réguliers, annoncés à l'avance, des mets et des boissons à consommer sur place; elles peuvent également les héberger dans les mêmes conditions; la capacité d'accueil ne doit pas excéder dix places;
- h) les débits de cercles servent, à un nombre restreint de personnes déterminé par des statuts ou un contrat, des mets et des boissons à titre gratuit ou onéreux; ils ne sont pas reconnaissables comme tels par des tiers et sont tenus d'observer des heures d'ouverture limitées;
- i) les locaux pour manifestations privées offrent à des tiers une capacité d'accueil de plus de vingt places assises pour des repas et divertissements occasionnels et privés;
- j) les petits débits de boissons sans alcool offrent à leurs clients la possibilité de consommer sur place un choix restreint de boissons sans alcool sur un lieu ou dans un local d'une capacité d'accueil de dix places au plus;
- k) les débits de campagne sont de petits établissements d'une capacité d'accueil de vingt places au plus, situés hors des agglomérations; ils offrent à leurs clients la possibilité de consommer sur place un choix restreint de boissons et de la petite restauration; en outre, ils doivent être exploités à titre accessoire et ouverts occasionnellement;
- l) les gîtes ruraux sont des lieux d'hébergement en principe liés à une exploitation agricole offrant la possibilité de se loger, de manger des mets et de consommer des boissons à la table de l'hôte; ils ont une capacité d'accueil de dix places au plus.

## **CHAPITRE II : Patentes et permis**

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Effets

**Art. 13** Une patente ou un permis ne confère aucun droit réel ni à son titulaire, ni au propriétaire de l'immeuble où l'entreprise est exploitée, ni à quelque autre intéressé.

## Portée

**Art. 14** <sup>1</sup> Une patente ou un permis est délivré à titre personnel pour une activité donnée, dans des locaux ou sur une place déterminés; ils sont intransmissibles.

<sup>2</sup> S'agissant de personnes morales et de sociétés de personnes, la patente est délivrée à un gérant qui doit répondre aux conditions des articles 16 et 19.

## Exclusion

**Art. 15** <sup>1</sup> Les personnes qui, au cours des dix dernières années, ont été condamnées pour des infractions graves ou des infractions répétées en rapport avec l'exercice de la profession d'hôtelier-restaurateur ou le commerce de boissons alcooliques, ne peuvent, en règle générale, être titulaires d'une patente ou d'un permis.

<sup>2</sup> Ne peuvent en particulier être titulaires d'une patente ou d'un permis, sauf circonstances exceptionnelles :

- a) les faillis et les personnes ayant fait l'objet d'une saisie infructueuse dans le cadre de la profession au sens de la présente loi, pour autant que la faillite ou la saisie infructueuse remonte à moins de dix ans;
- b) les alcooliques et les toxicomanes notoires;
- c) les personnes qui, par leur faute, n'ont pas acquitté leurs contributions publiques ou celles qu'elles sont légalement tenues de payer;
- d) ceux qui sont sous le coup d'une mesure de retrait au sens de l'article 42.

## SECTION 2 : Patentes

Conditions  
personnelles

**Art. 16** <sup>1</sup> Qui veut tenir un établissement soumis à patente doit offrir pleine garantie quant à une exploitation correcte de l'établissement; il doit en particulier :

- a) avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation;
- b) posséder un certificat de capacité de responsable d'établissement public;
- c) être inscrit au registre du commerce;
- d) ne pas présenter de motifs d'exclusion au sens de l'article 15.

<sup>2</sup> Les personnes morales et les sociétés de personnes doivent conférer au titulaire de la patente les pouvoirs de représentation et de gestion nécessaires au respect de la présente loi.

Certificat de  
capacité

**Art. 17** <sup>1</sup> Les conditions requises pour l'obtention du certificat de capacité de responsable d'établissement public sont les suivantes :

- a) avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation;
- b) avoir passé avec succès les examens pour l'obtention du certificat de capacité de responsable d'établissement.

<sup>2</sup> Le candidat au certificat de capacité doit justifier des connaissances requises qu'il acquiert par des cours. Il peut être dispensé par la commission des cours et des examens de tout ou partie d'entre eux, ainsi que des examens correspondants, s'il bénéficie d'une formation antérieure ou d'une expérience professionnelle jugées suffisantes.

<sup>3</sup> Les exigences requises pour obtenir le certificat de capacité de responsable d'établissement public sont fixées en fonction du type d'établissement.

Cours et  
examens

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'organisation des cours et examens après avoir entendu les organisations professionnelles.

<sup>2</sup> Le certificat de capacité est délivré par le Département de l'Economie à l'issue d'examens placés sous sa surveillance.

<sup>3</sup> Le Service des arts et métiers et du travail organise les examens; il s'attache la collaboration des organisations professionnelles.

<sup>4</sup> Le Gouvernement nomme pour la législature une commission de cinq à neuf membres représentant l'Etat et les milieux professionnels. Elle est chargée de surveiller les cours et les examens et est présidée par un représentant du Département de l'Economie.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Département de l'Economie peut reconnaître d'autres certificats de capacité ou d'aptitude professionnelle jugés équivalents.

### SECTION 3 : Permis

Conditions  
personnelles

**Art. 19** Qui veut tenir un établissement soumis à permis doit offrir pleine garantie quant à une exploitation correcte de l'établissement, avoir l'exercice des droits civils, jouir d'une bonne réputation et ne pas présenter de motifs d'exclusion au sens de l'article 15.

### CHAPITRE III : Droits et obligations des titulaires de patentes et de permis

#### Principe

**Art. 20** La patente ou le permis ne confère à son titulaire que les droits et les devoirs qui leur sont liés.

#### Exploitation personnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Le titulaire d'une patente ou d'un permis (dénommé ci-après : "tenancier") doit exploiter et diriger personnellement l'établissement; il ne peut en exploiter plus d'un simultanément.

<sup>2</sup> Le tenancier qui exploite déjà un établissement soumis à l'octroi d'une patente peut être autorisé à en tenir simultanément un deuxième. Il doit s'agir d'un débit de mets et de boissons dont les heures d'ouverture sont considérablement réduites et qui est lié à une autre activité.

<sup>3</sup> Il veille au respect des dispositions légales et prend les mesures nécessaires à l'égard de ses clients qui, par leur attitude et leur comportement, mettent en péril l'ordre et la tranquillité à l'intérieur et dans les abords immédiats de son établissement.

<sup>4</sup> Si les circonstances le justifient, notamment pour des raisons de maintien de l'ordre et de la tranquillité, le Service des arts et métiers et du travail peut obliger le titulaire de la patente à prendre domicile dans les environs de l'établissement qu'il exploite.

<sup>5</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les conditions d'exploitation de locaux pour manifestations privées.

#### Obligation de servir

**Art. 22** <sup>1</sup> Le tenancier a l'obligation de servir les clients et les hôtes, sauf motif de refus prévu par la loi.

<sup>2</sup> Il doit interdire l'entrée de son établissement ou faire quitter celui-ci aux personnes qui :

- a) se conduisent d'une manière inconvenante;
- b) demandent à être reçues dans un but immoral ou interdit;
- c) sont en état d'ébriété ou se livrent à une consommation excessive de boissons alcooliques;
- d) s'adonnent à des jeux prohibés.

<sup>3</sup> Le tenancier peut interdire l'accès de son auberge à une personne qui s'est régulièrement conduite de manière inconvenante; cette interdiction doit être faite par écrit, une copie de la communication est adressée au Service des arts et métiers et du travail.

<sup>4</sup> La personne interdite d'accès à l'établissement peut, dans les 10 jours suivant la notification du tenancier, demander au Service des arts et métiers et du travail de statuer sur le bien-fondé de l'interdiction par une décision. Dans ce cas, l'interdiction ne peut excéder douze mois.

Obligation des clients et des hôtes

**Art. 23** Les clients et les hôtes de l'établissement ont l'obligation de se conformer aux directives données par le tenancier en vue d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité et de sauvegarder ses droits domestiques.

Empêchement temporaire

**Art. 24** En cas d'empêchement temporaire du tenancier pour de justes motifs, le Service des arts et métiers et du travail peut autoriser une tierce personne à exploiter l'établissement pendant un temps déterminé et pour autant que celle-ci offre pleine garantie quant à une exploitation correcte.

Protection de la santé

**Art. 25** <sup>1</sup> Le tenancier doit prendre toute mesure nécessaire à la protection de la santé du public.

<sup>2</sup> Les appareils et installations pouvant mettre en danger la santé du public sont interdits.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut édicter des dispositions fixant les limites admissibles de nuisance.

<sup>4</sup> Dans la mesure du possible, tout établissement réserve une partie de ses locaux de débit aux non-fumeurs.

Affichage

**Art. 26** <sup>1</sup> Le tenancier affiche à l'intérieur les prestations principales qu'il fournit et le prix effectivement à payer, taxes comprises, de manière claire, appropriée et visible pour le consommateur; il se conforme de plus à l'ordonnance fédérale sur l'indication des prix<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Le prix effectivement à payer, taxes comprises, des prestations principales des hôtels et des restaurants est également affiché à l'extérieur.

Boissons sans  
alcool

**Art. 27** Les établissements qui servent des boissons alcooliques doivent offrir au moins trois boissons sans alcool comprenant une eau minérale et un jus de fruits dont le prix, pour une quantité équivalente, est inférieur à celui de la boisson alcoolique non distillée la moins chère.

Interdiction de  
délivrer des  
boissons  
alcooliques

**Art. 28** Le tenancier n'a pas le droit de délivrer des boissons alcooliques aux personnes qui lui sont signalées par l'autorité et qui :

- a) sont interdites d'auberges ou d'alcool;
- b) <sup>16)</sup> font l'objet d'une mesure prévue par la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance<sup>4)</sup>;
- c) <sup>16)</sup> sont, en raison de leur abus d'alcool, au bénéfice d'une mesure de protection du droit civil ou à la charge de l'aide sociale.

Protection des  
mineurs

**Art. 29** <sup>1</sup> L'accès à un établissement est interdit aux mineurs en scolarité obligatoire non accompagnés d'un adulte responsable de leur comportement.

<sup>2</sup> L'interdiction ne s'applique pas jusqu'à 21 heures :

- aux établissements liés à une installation sportive;
- aux établissements ne servant pas de boissons alcooliques.

<sup>3</sup> Il est interdit au tenancier de recevoir de tels clients ou d'héberger de tels hôtes.

<sup>4</sup> Il est en outre strictement interdit de délivrer :

- a) des boissons alcooliques aux mineurs en scolarité obligatoire;
- b) des boissons alcooliques distillées aux mineurs.

<sup>5</sup> Le tenancier doit afficher visiblement la teneur du présent article et procéder aux contrôles nécessaires. Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les exigences requises selon le type d'établissement.

<sup>6</sup> En cas de doute sur l'âge d'un client, le tenancier peut exiger la présentation d'une pièce d'identité.

<sup>7</sup> Sont réservées les dérogations éventuelles aux alinéas 1 et 2 fixées par ordonnance du Gouvernement.

Journal officiel

**Art. 30** Le titulaire d'une patente est tenu de mettre le Journal officiel à disposition de ses clients ou de ses hôtes.

Contrôle des  
hôtes

**Art. 31** <sup>1</sup> Le tenancier qui héberge des hôtes doit leur faire remplir une fiche à l'arrivée; en outre, il tient une liste de ses hôtes dans un registre que la police et l'autorité de perception de la taxe de séjour peuvent consulter en tout temps.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, la forme et la procédure relatives au contrôle des hôtes.

Information à la  
police

**Art. 32** Par mesure de prévention, le tenancier signale à la police la présence dans son établissement de clients ou d'hôtes suspects.

#### **CHAPITRE IV : Construction et transformation d'établissements**

Situation et  
aménagement  
des  
établissements

**Art. 33** <sup>1</sup> Les établissements doivent être situés dans des endroits sans danger et aisément accessibles. Leur emplacement et leur aménagement sont choisis en tenant compte du respect de la tranquillité publique.

<sup>2</sup> Ils doivent notamment être conformes aux prescriptions de police des constructions, du commerce et de l'industrie, du feu et des denrées alimentaires, ainsi qu'aux normes d'hygiène. En outre, ils sont aisément accessibles aux handicapés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les règles relatives à la construction, à la transformation et à l'aménagement des établissements.

Publication et  
approbation du  
projet

**Art. 34** <sup>1</sup> En dehors des cas prévus par la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire, doivent faire l'objet d'une publication et d'un dépôt public au secrétariat communal pendant 30 jours la transformation ou le changement d'affectation des établissements visés par la présente loi, pour autant qu'il s'ensuive une aggravation des nuisances engendrées par l'établissement.

<sup>2</sup> Durant le dépôt public, toute personne dont la situation pourrait être atteinte par le projet et pouvant faire valoir un intérêt digne de protection peut faire opposition.

<sup>3</sup> En cas d'opposition, l'autorité communale tient une séance de conciliation.

<sup>4</sup> Tout projet de construction, de transformation ou de changement d'affectation d'un établissement tombant sous le coup de la présente loi doit être approuvé par le Service des arts et métiers et du travail qui fixe la capacité d'accueil des locaux.

## CHAPITRE V : Procédure d'octroi des patentes et des permis

### SECTION 1 : Dispositions générales

Dépôt de la  
demande

**Art. 35** La demande de patente ou de permis doit être présentée par écrit au conseil communal du lieu où l'établissement sera exploité. La requête est déposée 60 jours avant l'ouverture pour une patente et 20 jours avant le début de la manifestation pour un permis.

Préavis du  
conseil  
communal

**Art. 36** <sup>1</sup> Le conseil communal examine la demande; il se renseigne sur le requérant et ses proches; au besoin, il entend les personnes concernées.

<sup>2</sup> Il transmet le dossier à l'autorité compétente avec son préavis motivé.

### SECTION 2 : Patentes

Décision

**Art. 37** <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de patente.

<sup>2</sup> La décision d'octroi d'une patente en précise les conditions et indique la taxe annuelle.

Patente  
provisoire

**Art. 38** Si la demande de patente satisfait à toutes les exigences de la présente loi, à l'exception de la possession du certificat de capacité de responsable d'établissement, le Service des arts et métiers et du travail peut accorder une patente provisoire d'une durée maximale de dix-huit mois aux conditions fixées par une ordonnance du Gouvernement s'il n'en résulte aucun préjudice dans l'exploitation de l'établissement.

### SECTION 3 : Permis

Octroi

**Art. 39** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2, le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de permis.



<sup>2</sup> La Recette et Administration de district statue sur les demandes de permis d'établissements publics occasionnels (art. 11, al. 1, lettre c).

<sup>3</sup> La décision d'octroi du permis précise les conditions et indique la taxe ou l'émolument.

Durée

**Art. 40** <sup>1</sup> La durée de validité d'un permis est d'une année au plus.

<sup>2</sup> Le permis cité à l'article 11, alinéa 1, lettre i, a une durée indéterminée.

## **CHAPITRE VI : Modification, retrait et extinction des patentes et permis**

Modification des conditions d'exploitation

**Art. 41** <sup>1</sup> Le tenancier, qui entend modifier les conditions d'exploitation de son établissement fixées dans la patente, doit préalablement requérir l'approbation du Service des arts et métiers et du travail qui procède, le cas échéant, à l'adaptation de la patente ou du permis.

<sup>2</sup> La procédure prévue à l'article 34 est réservée.

Cas de retrait

**Art. 42** <sup>1</sup> Le Département de l'Economie retire la patente ou le permis lorsque :

- a) la moralité et l'ordre publics l'exigent;
- b) le tenancier ne possède plus les qualités personnelles requises;
- c) le tenancier enfreint gravement les dispositions de la présente loi ou viole, à répétition, les dispositions impératives régissant les rapports et les conditions de travail;
- d) le tenancier apporte, sans autorisation préalable, des changements essentiels aux installations ou locaux mentionnés dans la patente ou le permis, ou lorsque, en dépit d'une sommation, il ne pourvoit pas aux améliorations exigées par l'autorité compétente;
- e) il apparaît ultérieurement que le tenancier a fourni sciemment des indications inexacts déterminantes dans sa demande de patente ou de permis;
- f) il est constaté que l'établissement a servi au trafic ou à la consommation de stupéfiants, au proxénétisme et que le tenancier, en mesure de connaître cet état de fait, n'a rien entrepris pour y mettre fin.

<sup>2</sup> Sauf circonstances particulières graves, le retrait est précédé d'un avertissement.

Retrait  
conditionnel

**Art. 43** Le retrait est conditionnel et assorti d'un délai d'épreuve allant jusqu'à deux ans lorsque l'autorité est fondée à admettre qu'il incitera le titulaire à respecter les dispositions de la présente loi.

Durée du retrait

**Art. 44** <sup>1</sup> La durée du retrait est proportionnelle à la gravité de la faute, compte tenu des antécédents et de la situation personnelle du tenancier; elle ne peut excéder deux ans.

<sup>2</sup> Le retrait est définitif s'il a été précédé d'une décision de retrait conditionnel ou de durée déterminée, ou lorsque l'autorité est fondée à admettre que seule cette mesure est appropriée.

Extinction légale

**Art. 45** <sup>1</sup> Une patente ou un permis s'éteint de plein droit lorsque :

- a) le tenancier renonce à l'exploitation de son établissement;
- b) en dépit d'une sommation, le tenancier ne s'est pas acquitté des taxes ou émoluments dus;
- c) l'établissement n'est plus exploité volontairement ou par contrainte pendant deux ans au moins sauf si, avant la fin de ce délai, il a été prolongé;
- d) l'établissement n'est pas ouvert dans l'année qui suit l'octroi de la patente ou dans les trois mois qui suivent l'octroi du permis; ces délais peuvent être prolongés pour de justes motifs.

<sup>2</sup> Le Service des arts et métiers et du travail constate par une décision que la patente ou le permis s'est éteint de plein droit. Il statue sur les demandes de prolongation des délais fixés à l'alinéa 1, lettres c et d.

## **TITRE TROISIEME : Manifestations dansantes, spectacles, jeux et paris**

### **CHAPITRE PREMIER : Manifestations dansantes et spectacles**

#### **SECTION 1 : Manifestations dansantes**

Principe

**Art. 46** L'organisation de manifestations dansantes publiques occasionnelles (dénommées ci-après : "manifestations dansantes") hors des établissements publics requiert l'obtention préalable d'une autorisation.

Cercle des  
bénéficiaires

**Art. 47** Seules les sociétés qui visent un but idéal peuvent bénéficier de l'autorisation d'organiser des manifestations dansantes.

Accès	<b>Art. 48</b> L'accès aux manifestations dansantes est interdit aux mineurs en scolarité obligatoire à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un adulte responsable de leur comportement.
Procédure d'autorisation	<b>Art. 49</b> La demande d'autorisation doit être présentée par l'organisateur de la manifestation, par écrit, au moins 30 jours à l'avance, au conseil communal du lieu où la manifestation dansante sera organisée.
a) Requête	
b) Décision	<p><b>Art. 50</b> <sup>1</sup> Le conseil communal examine la demande d'autorisation et la transmet avec son préavis à la Recette et Administration de district.</p> <p><sup>2</sup> La Recette et Administration de district statue sur la demande d'autorisation. La décision précise les conditions d'octroi et indique l'émolument.</p> <p><sup>3</sup> Le Service des arts et métiers et du travail, en se référant à la loi sur les spectacles et divertissements<sup>5)</sup>, a la faculté d'émettre des directives lorsque des manifestations peuvent présenter des risques particuliers.</p>
c) Validité	<p><b>Art. 51</b> <sup>1</sup> En règle générale, la validité d'une autorisation n'excède pas trois jours.</p> <p><sup>2</sup> La Recette et Administration de district peut, à titre exceptionnel et selon les circonstances, octroyer une autorisation d'une durée supérieure.</p>
d) Horaire des manifestations	<p><b>Art. 52</b> <sup>1</sup> Les manifestations dansantes ne peuvent débuter avant 14 heures et prendront fin au plus tard à 3 heures.</p> <p><sup>2</sup> Selon les circonstances, l'autorité compétente peut fixer un horaire réduit.</p>
Jours de fêtes religieuses	<p><b>Art. 53</b> <sup>1</sup> L'organisation de manifestations dansantes est interdite le Vendredi saint, le jour de Pâques, de la Toussaint et de Noël.</p> <p><sup>2</sup> Elles ne peuvent débuter avant 18 heures le jour de l'Ascension, de la Fête-Dieu, de la Pentecôte et de l'Assomption.</p> <p><sup>3</sup> Pour des motifs pertinents, le Département de l'Economie peut octroyer des dérogations aux interdictions mentionnées aux alinéas 1 et 2.</p>

Nombre d'autorisations **Art. 54** La Recette et Administration de district peut octroyer deux autorisations de manifestation dansante par année aux sociétés à but idéal.

Autorisation générale **Art. 55** <sup>1</sup> A l'occasion de fêtes régionales ou cantonales d'une certaine importance, le Département de l'Economie peut octroyer une autorisation générale de danse sur tout ou partie du territoire cantonal.

<sup>2</sup> Il fixe les modalités et arrête les conditions imposées aux bénéficiaires.

Sanction **Art. 56** Le Département de l'Economie peut refuser, pour une durée de douze mois au maximum, toute autorisation de danse aux organisateurs ayant donné lieu à des plaintes justifiées.

## SECTION 2 : Spectacles et divertissements

Renvoi **Art. 57** Les spectacles et divertissements organisés dans des établissements soumis à la présente loi sont régis par la loi sur les spectacles et les divertissements.

## CHAPITRE II : Jeux et paris

Jeux et appareils de jeu **Art. 58**<sup>17)</sup> L'organisation de jeux, loteries, tombolas, ainsi que l'installation d'appareils de jeu dans un établissement sont réglées par la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent<sup>6)</sup>.

## TITRE QUATRIEME : Police des auberges

### CHAPITRE PREMIER : Surveillance

Principe **Art. 59** <sup>1</sup> La police des auberges est exercée par le Service des arts et métiers et du travail sous la surveillance du Département de l'Economie.

<sup>2</sup> Le contrôle des personnes, des locaux ainsi que des heures d'ouverture et de fermeture incombe principalement à la police locale et subsidiairement à la gendarmerie cantonale.

- Droit spécial** **Art. 60** Lorsque les circonstances l'exigent, les organes de la police des auberges peuvent se faire ouvrir un établissement et y pénétrer.
- Fermeture**  
a) temporaire **Art. 61** Lorsque l'ordre, le repos ou la moralité publics sont troublés de manière grave ou réitérée, le Service des arts et métiers et du travail peut ordonner la fermeture temporaire d'un établissement.
- b) immédiate **Art. 62** <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail ordonne la fermeture immédiate de tout établissement exploité sans patente, permis ou licence.
- <sup>2</sup> Il ordonne de même la cessation de toute activité non autorisée.

## CHAPITRE II : Heures d'ouverture et de fermeture

- Ouverture** **Art. 63** <sup>1</sup> Les établissements peuvent être ouverts dès 6 heures.
- <sup>2</sup> En cas de besoin et à titre exceptionnel, l'autorité de police locale peut, sur requête préalable, autoriser le tenancier à avancer l'heure d'ouverture.
- Fermeture** **Art. 64** <sup>1</sup> L'heure de fermeture des établissements soumis à patente, à l'exception des établissements de divertissement, est fixée comme il suit :
- du dimanche au mercredi : minuit;
  - le jeudi, le vendredi, le samedi et la veille des jours fériés officiels : 1 heure.
- <sup>2</sup> L'heure de fermeture des établissements de divertissement est fixée à 4 heures.
- <sup>3</sup> Au plus tard une demi-heure après la fermeture, il ne doit plus se trouver de clients dans l'établissement.
- <sup>4</sup> Les heures de fermeture des établissements soumis à permis sont fixées par l'autorité qui le délivre.
- Exceptions** **Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes hébergées dans un hôtel ne sont pas soumises à l'heure de fermeture.

<sup>2</sup> Il en est de même des personnes réunies à l'occasion de fêtes de famille ou de réunions statutaires de sociétés à but idéal, pour autant que le responsable de l'établissement en ait informé la gendarmerie cantonale au préalable et qu'aucun client extérieur à la fête ne se trouve dans l'établissement.

<sup>3</sup> Les tenanciers ne sont pas tenus de fermer leur établissement durant la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.

Dépassement de  
l'horaire légal

**Art. 66** <sup>1</sup> Les établissements soumis à patente au sens de l'article 9 peuvent déplacer l'heure de fermeture jusqu'à 3 heures, vingt jours par année civile au plus, si le tenancier en a au préalable informé la Recette et Administration de district ou, exceptionnellement, en cas de circonstances imprévues, la police cantonale. L'article 64, alinéa 3, est applicable par analogie. Le dépassement est soumis au paiement d'une taxe.

<sup>2</sup> Les établissements de divertissement au sens de l'article 9, lettre d, peuvent bénéficier de huit nuits libres par année civile qu'ils choisissent librement; le tenancier doit en informer préalablement la Recette et Administration de district. La dérogation est soumise au paiement d'une taxe.

<sup>3</sup> Le Département l'Economie peut autoriser des dérogations aux heures de fermeture pour l'ensemble du Canton ou pour une région déterminée, pour tout ou partie des établissements, lorsque des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Le Service des arts et métiers et du travail suspend le régime dérogatoire prévu dans le présent article pour une durée déterminée pouvant aller jusqu'à deux ans lorsque le tenancier enfreint les dispositions relatives à la protection des travailleurs, notamment celles concernant la durée du travail et les conditions de salaire fixées par une convention collective de travail, un contrat-type de travail ou qui sont usuelles dans la branche. La décision est communiquée au tenancier, à la police cantonale et à la police locale.

### CHAPITRE III : Dettes d'auberges

Dettes  
d'auberges

**Art. 67** Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

## TITRE CINQUIEME : Commerce de boissons alcooliques

Licence	<p><b>Art. 68</b> Une licence, délivrée par le Service des arts et métiers et du travail, est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le commerce au détail de boissons alcooliques à l'emporter;</li> <li>b) l'envoi et la vente, par un intermédiaire, de boissons alcooliques;</li> <li>c) le commerce occasionnel de boissons alcooliques.</li> </ul>
Protection des mineurs	<p><b>Art. 69</b> Il est interdit de délivrer des boissons alcooliques aux mineurs en scolarité obligatoire et des boissons alcooliques distillées aux mineurs.</p>
Types de licences	<p><b>Art. 70</b> <sup>1</sup> Les licences pour le commerce de boissons alcooliques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) licence autorisant la vente au détail de boissons alcooliques distillées et non distillées ainsi que de spiritueux;</li> <li>b) licence autorisant la vente au détail de boissons alcooliques non distillées.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Les dispositions des articles 13 et 14 s'appliquent par analogie.</p>
Conditions d'obtention	<p><b>Art. 71</b> <sup>1</sup> Celui qui veut exploiter un commerce soumis à licence doit offrir toute garantie quant à une exploitation correcte; il doit en particulier avoir l'exercice des droits civils et jouir d'une bonne réputation.</p> <p><sup>2</sup> La licence est refusée aux personnes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au cours des dix dernières années, ont été condamnées pour des infractions graves ou répétées à la législation fédérale sur l'alcool ou dans l'exercice d'activités commerciales;</li> <li>b) sont alcooliques ou toxicomanes notoires;</li> <li>c) par leur faute, n'ont pas acquitté leurs contributions publiques ou celles qu'elles sont légalement tenues de payer.</li> </ul>
Locaux	<p><b>Art. 72</b> Celui qui entend exercer le commerce de boissons alcooliques doit posséder les locaux et les installations adéquats à l'entreposage et à la vente des boissons.</p>

Dépôt de la demande	<b>Art. 73</b> La demande de licence doit être présentée, par écrit, 20 jours au moins avant le début de l'exploitation au conseil communal du lieu où l'établissement sera exploité.
Préavis du conseil communal	<p><b>Art. 74</b> <sup>1</sup> Le conseil communal examine la demande. Il se renseigne sur la personne du requérant; au besoin, il peut l'entendre.</p> <p><sup>2</sup> Il transmet le dossier au Service des arts et métiers et du travail avec son préavis motivé.</p>
Décision	<p><b>Art. 75</b> <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail statue sur les demandes de licence.</p> <p><sup>2</sup> La décision d'octroi d'une licence en précise les conditions et indique la taxe annuelle.</p>
Prescriptions de police	<b>Art. 76</b> Les dispositions des articles 59 à 62 sont applicables par analogie.
Vente ambulante	<b>Art. 77</b> La vente ambulante de boissons alcooliques est interdite, à l'exception de celle pratiquée dans les camions-magasins ou sur les marchés officiels.
Autres dispositions légales	<b>Art. 78</b> La législation fédérale et cantonale sur l'alcool, le commerce de vins et le commerce des denrées alimentaires est réservée.

## TITRE SIXIEME : Taxes et émoluments

Taxes a) Calcul et perception	<p><b>Art. 79</b> <sup>1</sup> Le titulaire d'une patente ou d'une licence doit s'acquitter d'une taxe annuelle.</p> <p><sup>2</sup> Pour le titulaire d'une patente, la taxe est fixée sur la base de la valeur locative de l'établissement uniquement ou de la partie de l'immeuble soumise à la présente loi; elle ne peut excéder 7 % de la valeur locative et peut varier en fonction de la catégorie d'établissement.</p> <p><sup>3</sup> La taxe due par le titulaire de la licence est calculée sur la base du type de licence et de la surface commerciale.</p> <p><sup>4</sup> La taxe est déterminée lors de l'octroi de la patente ou de la licence.</p>
----------------------------------	--



<sup>5</sup> La valeur locative est déterminée selon le décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques<sup>8)</sup>; elle est indiquée par celui qui sollicite une patente. A titre subsidiaire, le Service des contributions fournit au Service des arts et métiers et du travail les informations concernant la valeur locative des immeubles concernés.

<sup>6</sup> Le Parlement arrête, par voie de décret, le taux, les barèmes ainsi que les modalités de perception de la taxe; il les adapte périodiquement à l'évolution de la valeur locative.

<sup>7</sup> Demeure réservée la taxe prévue pour les autorisations délivrées en vertu de l'article 66.

b) Affectation

**Art. 80** <sup>1</sup> Le produit des taxes sert, en premier lieu, à couvrir les frais administratifs découlant de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Le solde sert à encourager la qualité des services offerts au public, à favoriser l'activité touristique et à prévenir les dépendances.

Emoluments

**Art. 81** <sup>1</sup> L'octroi, la modification ou le retrait d'une patente, d'un permis, d'une autorisation ou d'une licence sont sujets à émolument.

<sup>2</sup> Le montant des émoluments est arrêté dans le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>9)</sup>.

## TITRE SEPTIEME : Voies de droit

Opposition et recours

**Art. 82** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>10)</sup>.

<sup>2</sup> Lorsque ces décisions sont rendues dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire, l'opposition et le recours sont régis par les articles 22 et 23 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>11)</sup>.

## TITRE HUITIEME : Dispositions pénales

Infractions

**Art. 83** Les infractions à la présente loi sont passibles d'amendes.

## Amende

**Art. 84** <sup>1</sup> Est notamment punissable d'une amende :

1. celui qui, sans posséder une patente, un permis, une autorisation ou une licence, exerce les droits qui leur sont attachés (art. 9, 11, 46 et 68);
2. celui qui outrepassé les droits que lui confère sa patente, son permis, son autorisation, sa licence, ou qui se soustrait à ses obligations (art. 10, 12, 14, 20, 26, 27, 31, 50, 70 et 75);
3. [16\)](#) celui qui, sciemment, héberge ou reçoit des clients ou des hôtes frappés d'une interdiction ou d'une mesure au sens des articles 22 et 28;
4. celui qui reçoit ou héberge des enfants non admis (art. 29 et 48);
5. celui qui délivre des boissons alcooliques à des personnes auxquelles il est interdit d'en délivrer (art. 29 et 69);
6. celui qui, comme tenancier, ne seconde pas la police ou lui refuse l'accès de son établissement dans l'exercice de ses attributions ou qui ne lui signale pas la présence de clients suspects (art. 32 et 60);
7. celui qui enfreint les prescriptions concernant la construction, la transformation ou l'aménagement des établissements (art. 33 et 34);
8. celui qui ne prend pas les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité des clients (art. 25);
9. celui qui ne ferme pas son établissement à l'heure légale ou prolongée (art. 64, 65 et 66);
10. celui qui organise des manifestations dansantes ou des spectacles les jours de fêtes religieuses (art. 53);
11. le client qui enfreint l'interdiction d'accès ou qui n'obtempère pas aux ordres du tenancier dans l'exercice de ses droits ou qui ne quitte pas l'établissement quand il y est invité à l'heure de fermeture légale (art. 22, 23, 29, 48 et 64).

<sup>2</sup> Les infractions citées aux chiffres 4 et 5 du premier alinéa sont passibles d'une amende d'au moins 500 francs.

## Droits éludés

**Art. 85** Si la contravention a entraîné une soustraction de taxe ou d'émolument, le contrevenant, outre l'amende, acquitte le montant des droits éludés.

## Récidive

**Art. 86** En cas de récidive dans les douze mois qui suivent la dernière contravention, les amendes peuvent être doublées.

## Démolition et enlèvement

**Art. 87** L'autorité de police des constructions ou le Service des arts et métiers et du travail peut ordonner la démolition ou l'enlèvement, aux frais du contrevenant, de constructions ou d'installations établies au mépris des prescriptions de la présente loi.

Communication  
des jugements

**Art. 88** Tous les jugements pénaux rendus en application de la présente loi sont communiqués au Service des arts et métiers et du travail.

## **TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales**

Exécution

**Art. 89** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

Droit transitoire

**Art. 90** <sup>1</sup> Les demandes en suspens à l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumises au nouveau droit.

<sup>2</sup> Les patentes, permis, licences et autorisations délivrés sous l'empire de l'ancien droit restent valables dans le cadre de la présente loi, jusqu'à leur échéance. Si celle-ci n'a pas été fixée lors de l'octroi, la validité arrive à échéance une année après l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup> Le retrait et la radiation des patentes, permis et licences sont régis par le nouveau droit.

<sup>4</sup> Les personnes exerçant une activité nouvellement soumise à l'exigence du permis au sens de la présente loi sont tenues d'introduire une demande dans un délai d'une année dès l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

<sup>5</sup> Elles sont tenues d'adapter les locaux dans un délai de cinq ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>6</sup> L'article 79 de la présente loi ne s'appliquera aux titulaires d'une patente ou d'une licence délivrée sous l'ancien droit qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant ou coïncidant avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Certificat de  
capacité

**Art. 91** <sup>1</sup> Les certificats de capacité délivrés ou reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente loi conservent leur validité.

<sup>2</sup> Les personnes au bénéfice d'une dispense du certificat de capacité antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi conservent cette dispense.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 92** La loi du 26 octobre 1989 sur les hôtels, restaurants et établissements analogues, ainsi que sur le commerce des boissons alcooliques est abrogée.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 93** La loi d'introduction<sup>12)</sup> du Code civil suisse est modifiée comme il suit :

Article 108

...<sup>13)</sup>

Référendum  
facultatif

**Art. 94** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 95** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>14)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 18 mars 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RS 101](#)

2) [RSJU 101](#)

3) [RS 942.211](#)

4) [RSJU 213.32](#)

5) [RSJU 935.41](#)

6) [RSJU 935.52](#)

7) [RSJU 930.1](#)

8) [RSJU 641.543.1](#)

9) [RSJU 176.21](#)

10) [RSJU 175.1](#)

11) [RSJU 701.1](#)

12) [RSJU 211.1](#)

13) Texte inséré dans ladite loi

14) 1<sup>er</sup> juillet 1998

- <sup>15)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XXIX de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- <sup>16)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XXV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- <sup>17)</sup> Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 4, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



## Loi sur le jeu<sup>1)</sup>

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

*arrête :*

### Article premier<sup>2)</sup>

#### Art. 2<sup>2)</sup>

**Art. 3** <sup>1</sup> Tous les jeux publics ayant pour objet des prix, tels que répartition au jeu de quilles, luttas de coureurs, etc., de même que toute espèce de tirs et exercices de tir avec prix, sont défendus les dimanches ordinaires jusqu'à une heure, et absolument interdits les jours de grandes fêtes légalement reconnues. Ils ne sont permis les autres jours et à d'autres heures des dimanches ordinaires que moyennant autorisation préalable.

<sup>2</sup> Les tirs et exercices de tir des sociétés sont affranchis de tout émolument fiscal et de tout permis.

<sup>3</sup> Le permis est accordé :

a) par la Recette et Administration de district :

1. pour les exercices de tir qui ne sont pas organisés par des sociétés de tir;
2. pour les répartitions au jeu de quilles et les autres jeux;

le tout à condition que le tir ou le jeu ne dure pas plus d'un jour et que la valeur des prix proposés n'excède pas la somme de 200 francs;

b) par le Département de l'Economie publique, sur la recommandation de la Recette et Administration de district, dans tous les cas autres que ceux énumérés ci-dessus.

<sup>4</sup> Le permis est accordé contre paiement d'un émolument dont le montant est fixé par un décret<sup>3)</sup> du Parlement.

**Art. 4<sup>7)</sup>**

**Art. 5** <sup>1</sup> Les contraventions aux dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 4 seront punies d'une amende de 5 à 200 francs, laquelle sera infligée à l'aubergiste ou à celui qui fournit le local et à chaque joueur.

<sup>2</sup> Les contraventions à l'article 3 seront punies d'une amende de cinq à dix fois le montant de l'émolument à payer.

<sup>3</sup> En cas de récidive, l'amende sera doublée, et la fermeture de l'auberge pourra en outre être prononcée pour un temps déterminé.

**Art. 6<sup>6)</sup>** Il est défendu aux représentants légaux des mineurs et des majeurs au bénéfice d'une mesure de protection du droit civil de reconnaître ou de payer les dettes contractées au jeu ou à la suite de gageures par les personnes placées sous leur autorité. Ils peuvent répéter les dettes de cette nature qui auraient été payées par ces personnes<sup>4)</sup>.

**Art. 7** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LAREPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- <sup>1)</sup> Loi du 27 mai 1869 sur le jeu (RSB 935.51)
- <sup>2)</sup> Ordonnance portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels ([RSJU 935.511](#))
- <sup>3)</sup> Voir décret fixant les émoluments de l'administration cantonale ([RSJU 176.21](#))
- <sup>4)</sup> Voir art. 513 ss CO et art. 408 ss CC
- <sup>5)</sup> 1<sup>er</sup> janvier 1979
- <sup>6)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- <sup>7)</sup> Abrogé par l'article 30, alinéa 5, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021



# Loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)

du 28 octobre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 28, 41, alinéa 1, 85, 122, alinéa 1, et 125 et suivants de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente loi contient les dispositions nécessaires à l'exécution de la loi fédérale sur les jeux d'argent (ci-après : "LJAr")<sup><a href="#">1</a></sup>, en tenant compte des prescriptions intercantionales. Elle règle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'admissibilité des jeux de grande envergure et de petite envergure;</li> <li>b) la procédure d'autorisation et la surveillance des jeux de petite envergure;</li> <li>c) les maisons de jeu et l'impôt cantonal sur les maisons de jeu;</li> <li>d) l'affectation du produit des jeux d'argent.</li> </ul>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Définitions	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les jeux d'argent, les loteries, les paris sportifs, les jeux d'adresse, les jeux de grande envergure, les jeux de petite envergure et les jeux de casino sont définis à l'article 3 LJAr<sup><a href="#">1</a></sup>.</p>

<sup>2</sup> Au sens de la présente loi, on entend par tombolas les petites loteries organisées à l'occasion d'une réunion récréative, avec des lots uniquement en nature, lorsque l'émission, le tirage des billets et la distribution des lots sont en corrélation directe avec la réunion récréative et que la somme totale maximale des mises ne dépasse pas 50 000 francs.

<sup>3</sup> Sont notamment considérées comme des tombolas les lotos dont les lots ne consistent pas en espèces ou en bons échangeables en espèces.

<sup>4</sup> Sont notamment considérés comme des petites loteries les lotos dont les lots consistent en espèces.

<sup>5</sup> Au sens de la présente loi, pour les petits tournois de poker, on entend par :

- a) tournoi occasionnel : tout tournoi de poker organisé par un exploitant gérant moins de douze tournois par an et se tenant dans un lieu hébergeant moins de douze tournois par an;
- b) tournoi régulier : tout tournoi de poker organisé par un exploitant gérant au moins douze tournois par an ou se tenant dans un lieu hébergeant au moins douze tournois par an.

## **SECTION 2 : Admissibilité des jeux de grande envergure**

**Art. 4** Les jeux d'adresse de grande envergure sont interdits.

## **SECTION 3 : Admissibilité des jeux de petite envergure**

Paris sportifs  
locaux

**Art. 5** Les paris sportifs locaux (art. 35 LJAr<sup>1)</sup>) sont interdits.

Petites loteries,  
tombolas et lotos  
a) Conditions  
d'autorisation

**Art. 6** <sup>1</sup> Les articles 32 à 34 et 37 à 40 LJAr<sup>1)</sup>, ainsi que l'article 37 de l'ordonnance fédérale sur les jeux d'argent (ci-après : "OJAR")<sup>4)</sup> s'appliquent par analogie à l'ensemble des petites loteries organisées sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> L'exploitation dans le canton d'une loterie intercantonale au sens de l'article 34, alinéa 4, LJAr<sup>1)</sup> et autorisée dans un autre canton ne peut se faire sans l'autorisation de la Recette et Administration de district.

<sup>3</sup> La durée maximale d'exploitation d'une petite loterie est de six mois à compter de la mise en vente.

b) Tombolas non  
soumises à  
autorisation

**Art. 7** Les articles 32 à 34 et 37 à 40 LJAr<sup>1)</sup>, ainsi que l'article 37 OJAR<sup>4)</sup> ne s'appliquent pas aux tombolas au sens de l'article 41, alinéa 2, LJAr<sup>1)</sup> et dont la somme totale des mises ne dépasse pas 10 000 francs.

Petits tournois  
de poker  
a) Protection  
des mineurs

**Art. 8** La participation aux tournois de poker est interdite aux personnes âgées de moins de 18 ans révolus.

b) Conditions  
générales  
d'autorisation

**Art. 9** <sup>1</sup> Les exigences des articles 33 et 36 LJAr<sup>1)</sup>, ainsi que 39 OJAR<sup>4)</sup>, s'appliquent à l'ensemble des tournois organisés sur le territoire du canton.

<sup>2</sup> L'exploitant met à disposition des joueurs, de manière clairement identifiable, les informations nécessaires à la participation au jeu ainsi que des informations relatives à la prévention du jeu excessif.

<sup>3</sup> Chaque autorisation est valable pour une durée maximale de six mois.

c) Conditions  
d'autorisation  
spécifiques pour  
les tournois  
réguliers

**Art. 10** Les exploitants de tournois réguliers doivent en outre remplir les conditions suivantes :

- a) s'interdire, ainsi qu'à leur personnel, toute participation aux tournois qu'ils organisent;
- b) assurer le fonctionnement d'un système de vidéosurveillance permettant de garantir un déroulement du jeu conforme aux règles choisies;
- c) assurer la présence d'un croupier par table;
- d) garantir une formation régulière de leur personnel en collaboration avec un organisme de prévention du jeu excessif;
- e) présenter un plan de mesures concrètes pour lutter contre le jeu excessif et le jeu illégal dans leurs locaux;
- f) assurer qu'ils connaissent l'identité, l'âge et l'adresse de domicile de chaque joueur;
- g) fournir au Service de l'économie et de l'emploi, à la fin de chaque semestre, un rapport statistique sur les pratiques de jeu dans leurs locaux.

d) Rapport et  
présentation des  
comptes

**Art. 11** Les règles de présentation des comptes et de révision prévues par les articles 48 et 49, alinéas 3 et 4, LJAr<sup>1)</sup> s'appliquent aux exploitants de tournois réguliers.

## Horaires

**Art. 12** <sup>1</sup> Les lieux hébergeant des tombolas, des lotos, des petites loteries et des tournois de poker peuvent être ouverts dès 6 heures et doivent fermer à minuit du dimanche au mercredi et à 1 heure le jeudi, le vendredi, le samedi et la veille des jours fériés officiels.

<sup>2</sup> Au plus tard une demi-heure après la fermeture, il ne doit plus se trouver de clients dans les lieux d'exploitation.

<sup>3</sup> Les horaires d'ouverture prévus aux alinéas 1 et 2 peuvent être réduits lorsque l'exploitation est susceptible de provoquer des nuisances, lorsqu'ils ne sont pas compatibles avec les conditions d'exploitation fixées dans le permis de construire ou la patente au sens de la législation sur les auberges, ou lorsqu'ils ne sont pas compatibles avec les normes de protection de l'environnement.

<sup>4</sup> Les communes peuvent interdire les jeux de petite envergure durant les jours fériés officiels et les jours de grande fête ou durant certains des jours en question.

<sup>5</sup> L'interdiction peut être prononcée par règlement communal ou par préavis négatif.

#### **SECTION 4 : Procédure d'autorisation**

## Dépôt de la demande

**Art. 13** La demande d'autorisation doit être déposée par écrit auprès de la commune dans laquelle le jeu d'argent de petite envergure se déroule. La requête doit être déposée 40 jours avant le début du jeu.

## Préavis communal

**Art. 14** La commune délivre un préavis et transmet le dossier à la Recette et Administration de district.

## Octroi

**Art. 15** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district statue sur les demandes d'autorisation.

<sup>2</sup> La décision arrête les conditions et fixe l'émolument.

## SECTION 5 : Surveillance

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi surveille l'exécution de la présente loi en ce qui concerne les jeux de petite et de grande envergure non soumis à la surveillance d'une autre autorité par le droit fédéral ou intercantonal.

<sup>2</sup> En sus des mesures prévues par l'article 40, alinéa, 2 LJAr<sup>1</sup>, le Service de l'économie et de l'emploi peut notamment révoquer une autorisation et ordonner la cessation immédiate de toute activité exercée sans autorisation.

<sup>3</sup> En cas d'infraction à la législation sur les jeux d'argent, le Service de l'économie et de l'emploi peut exclure toute autorisation durant une période maximale de trois ans.

<sup>4</sup> Les collaborateurs des Recettes et Administrations de district et du Service de l'économie et de l'emploi ainsi que les autorités de police ont le droit de pénétrer dans les locaux où sont organisés des jeux d'argent.

## SECTION 6 : Maisons de jeu et impôt cantonal sur les maisons de jeu

Implantation

**Art. 17** <sup>1</sup> L'exploitation d'une maison de jeu est subordonnée à une concession d'exploitation au sens de l'article 5 LJAr<sup>1</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement est l'autorité cantonale d'application de la LJAr<sup>1</sup> en ce qui concerne la procédure de préavis.

<sup>3</sup> La commune d'implantation délivre également son préavis.

Impôt cantonal

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Canton perçoit un impôt sur le produit brut des jeux terrestres provenant de l'exploitation des casinos titulaires d'une concession B.

<sup>2</sup> Le taux applicable est de 40 % de l'impôt fédéral perçu.

<sup>3</sup> La taxation et la perception de l'impôt cantonal sont confiées à la Commission fédérale des maisons de jeu.

Répartition et  
affectation de  
l'impôt cantonal

**Art. 19** <sup>1</sup> L'Etat rétrocède 15 % de l'impôt cantonal net à la commune d'implantation.

<sup>2</sup> L'Etat affecte 10 % de l'impôt cantonal net à la caisse générale de l'Etat pour lutter contre les conséquences sociales du jeu.

<sup>3</sup> Le solde de l'impôt cantonal net est utilisé de la manière suivante :

- 50% pour le tourisme;
- 25% pour le sport;
- 25% pour la culture.

## **SECTION 7 : Affectation des bénéfices nets des jeux de grande envergure**

Organes de  
répartition

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour les contributions dans le domaine du sport, l'organe de répartition est la commission consultative du sport.

<sup>2</sup> Pour les contributions destinées aux autres domaines d'utilité publique, ainsi qu'au sport handicap, l'organe de répartition est la délégation jurassienne à la Loterie Romande.

<sup>3</sup> Les décisions des organes de répartition sont soumises à approbation du Gouvernement. Si le Gouvernement décide exceptionnellement d'accorder une contribution pour un montant supérieur à celui décidé par les organes de répartition, la part supplémentaire est imputée sur le fonds d'utilité publique institué par l'article 21.

Fonds d'utilité  
publique

**Art. 21** <sup>1</sup> Un fonds d'utilité publique est institué.

<sup>2</sup> Il est alimenté par une partie des bénéfices de la Loterie Romande revenant au canton du Jura. Il n'est pas intégré dans les comptes de l'Etat.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, le pourcentage de ces bénéfices affecté au fonds d'utilité publique.

<sup>4</sup> Les contributions financières prélevées sur le fonds d'utilité publique sont attribuées directement par le Gouvernement, par un département ou par une unité administrative, dans un cadre conforme à la LJAr<sup>1</sup> et dans le respect de la convention romande sur les jeux d'argent<sup>3</sup>.

<sup>5</sup> Ce fonds est géré par la Chancellerie d'Etat.

Décision

**Art. 22** La décision précise que la contribution octroyée est issue des bénéfices nets des jeux de grande envergure.

Surveillance  
financière

**Art. 23** Le Contrôle des finances est l'organe de révision. Il procède aux vérifications des comptes annuels conformément aux articles 74 et 75 de la loi sur les finances cantonales<sup>5)</sup> afin d'en attester leur conformité.

Information du  
public

**Art. 24** L'information du public au sens de l'article 128 LJAr<sup>1)</sup> est assurée par la commission consultative du sport et la délégation jurassienne à la Loterie Romande dans leurs domaines respectifs, ainsi que par la Chancellerie d'Etat ou les unités administratives concernées s'agissant des contributions tirées du fonds d'utilité publique.

## SECTION 8 : Protection des données

Echange  
d'informations

**Art. 25** <sup>1</sup> La commission consultative du sport, la délégation jurassienne à la Loterie Romande, la Chancellerie d'Etat, l'Office de la culture, l'Office des sports, ainsi que toute autre unité administrative en charge de l'instruction des dossiers d'octroi de contributions, sont autorisés à s'échanger, d'office ou sur requête, les informations nécessaires à l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi et les Recettes et Administrations de district sont autorisés à s'échanger, d'office ou sur requête, les informations nécessaires à l'application de la présente loi.

<sup>3</sup> Les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>6)</sup> sont réservées pour le surplus.

## SECTION 9 : Emoluments, voies de droit et disposition pénale

Emoluments

**Art. 26** <sup>1</sup> Les autorisations délivrées selon la présente loi sont sujettes à émoluments déterminés conformément au décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>7)</sup>.

<sup>2</sup> Les décisions nécessaires à la surveillance de la présente loi sont sujettes à émoluments déterminés conformément au décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>7)</sup>.

Voies de droit

**Art. 27** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives en application de la présente loi, à l'exclusion des décisions prévues à la section 7, sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

Disposition  
pénale

**Art. 28** <sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 1 000 francs au plus, l'exploitant ou l'organisateur qui, intentionnellement ou par négligence :

- a) contrevient aux règles fixées aux articles 6 à 11 de la présente loi;
- b) ne respecte pas les horaires prévus à l'article 12 de la présente loi ou fixés dans l'autorisation délivrée par la Recette et Administration de district.

<sup>2</sup> En cas de récidive dans les cinq ans à compter de l'infraction, le maximum de l'amende est de 10 000 francs.

## **SECTION 10 : Dispositions finales**

Dispositions  
d'exécution

**Art. 29** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 30** <sup>1</sup> Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>7)</sup> est modifié comme il suit :

### **Article 10, chiffre 13**

...<sup>13)</sup>

### **Article 12, chiffre 15**

...<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> La loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Article 67, lettres f et g**

...<sup>14)</sup>

<sup>3</sup> La loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques (LAECO)<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Titre sixième et articles 29 et 30**

Abrogés



<sup>4</sup> La loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)<sup>[11\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Article 58**

...<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur le jeu<sup>[12\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

### **Articles premier, 2 et 4**

Abrogés

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 31** Sont abrogés :

1. la loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 20 mars 2002;
2. le décret du 20 mars 2002 portant exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels.

Référendum

**Art. 32** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 33** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[15\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 28 octobre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 935.51](#)
- 2) [RSJU 935.590](#)
- 3) [RSJU 935.591](#)
- 4) [RS 935.511](#)
- 5) [RSJU 611](#)
- 6) [RSJU 170.41](#)

- 7) [RSJU 176.21](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 850.1](#)
- 10) [RSJU 930.1](#)
- 11) [RSJU 935.11](#)
- 12) [RSJU 935.51](#)
- 13) Texte inséré dans ledit décret
- 14) Texte inséré dans ladite loi
- 15) 1<sup>er</sup> janvier 2021

**Arrêté****portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)**

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère au concordat du 20 mai 2019 sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA).

**Art. 2** L'arrêté du 23 novembre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 4** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>[3\)](#)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 30 septembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)

du 20 mai 2019

*Les cantons,*

vu les articles 48, 106 et 191b, alinéa 2, de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999<sup>4)</sup>,

vu la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent<sup>5)</sup>,

*conviennent de ce qui suit :*

#### CHAPITRE I : Dispositions générales

Objet

**Article premier** Le présent concordat régit :

- a) l'institution intercantonale en charge des jeux d'argent (ci-après : "l'institution intercantonale"), y compris le tribunal intercantonal des jeux d'argent (ci-après : "le tribunal des jeux d'argent");
- b) l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution prévue à l'article 105 LJAr<sup>5)</sup> (ci-après : "l'autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent; GESPA");
- c) la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (ci-après : "la FSES");
- d) l'octroi de droits d'exploitation exclusifs pour les loteries et les paris sportifs de grande envergure;
- e) la perception et l'utilisation de redevances pour le financement des charges liées aux jeux d'argent et à la lutte contre la dépendance au jeu.

#### CHAPITRE II : Institution intercantonale en charge des jeux d'argent

##### SECTION 1 : Tâches et organisation

###### A. En général

Tâches de  
l'institution  
intercantonale

**Art. 2** L'institution intercantonale :

- a) détermine, dans les limites du droit supérieur, la politique des cantons en matière de jeux de grande envergure et définit les conditions-cadres pour le secteur des jeux d'argent;

- b) assume la responsabilité des cantons qui ont la charge de la GESPA; elle exerce en particulier la surveillance administrative de la GESPA;
- c) met en place le tribunal des jeux d'argent;
- d) garantit l'utilisation transparente des bénéfices nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure en faveur du sport national; elle exerce en particulier la surveillance administrative de la FSES;
- e) est dépositaire du concordat.

Forme juridique,  
siège et organes

**Art. 3** <sup>1</sup> L'institution intercantonale est une corporation de droit public. Son siège est à Berne.

<sup>2</sup> Les organes de l'institution intercantonale sont :

- a) la conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (ci-après : "la CSJA");
- b) le comité;
- c) le tribunal des jeux d'argent;
- d) l'organe de révision.

## **B. Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par le jeux d'argent (CSJA)**

Composition

**Art. 4** Chaque canton délègue un membre de son gouvernement à la CSJA.

Compétences de  
la CSJA

**Art. 5** La CSJA :

- a) adopte des prises de position et des recommandations à l'attention des cantons dans le domaine de la politique des jeux d'argent;
- b) élit :
  - i. les membres du comité;
  - ii. l'organe de révision;
  - iii. les membres et la présidente ou le président du conseil de surveillance de la GESPA;
  - iv. les juges, les juges suppléantes ou suppléants ainsi que les juges extraordinaires du tribunal des jeux d'argent, de même que sa présidente ou son président;
  - v. les membres et la présidente ou le président du conseil de fondation de la FSES;
  - vi. les représentantes et représentants des autorités cantonales d'exécution et de la GESPA au sein de l'organe de coordination prévu aux articles 113 ss LJAr<sup>5)</sup>;
- c) désigne le ou les membre(s) des cantons au sein de la commission fédérale des maisons de jeu prévue aux articles 94 ss LJAr<sup>5)</sup>;
- d) édicte le règlement d'organisation ;
- e) adopte :

- i. le budget;
  - ii. le rapport annuel et les comptes annuels;
  - iii. le montant de la part "surveillance" de la redevance conformément à l'article 67, alinéa 1;
  - iv. le mandat de prestations de la GESPA pour une période de 4 ans;
  - v. sur proposition de la GESPA, la contribution annuelle à la GESPA prélevée sur le produit de la redevance conformément à l'article 67, alinéa 2;
  - vi. sur proposition de la FSES, le règlement de fondation de la FSES;
  - vii. sur proposition de la FSES, le montant destiné à l'encouragement du sport national pour une période de 4 ans, selon la procédure prévue à l'article 34;
  - viii. sur proposition de la FSES, les priorités pour l'utilisation des fonds en faveur du sport national, pour une période de 4 ans;
  - ix. les modifications mineures du concordat selon la procédure simplifiée définie à l'article 71, alinéa 3;
- f) approuve :
- i. le règlement d'organisation de la GESPA;
  - ii. le règlement sur les émoluments de la GESPA;
  - iii. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de surveillance de la GESPA;
  - iv. le rapport d'activité quadriennal de la GESPA;
  - v. le règlement interne du tribunal des jeux d'argent;
  - vi. le rapport annuel et les comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent;
  - vii. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de fondation de la FSES;
  - viii. le rapport d'activité quadriennal de la FSES;
- g) prend connaissance :
- i. du budget annuel de la GESPA;
  - ii. du rapport annuel et des comptes annuels de la GESPA;
  - iii. du rapport annuel et des comptes annuels de la FSES;
- h) exerce toutes les compétences de l'institution intercantonale qui ne sont pas attribuées à un autre de ses organes.

Procédure de  
décision de la  
CSJA

**Art. 6** <sup>1</sup> La CSJA peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Sont adoptés les objets qui recueillent le vote de la majorité des membres prenant part au vote. L'article 34 et l'article 71, alinéa 3, sont réservés.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, la voix de la présidente ou du président est prépondérante.

## C. Comité

Composition du comité

**Art. 7** <sup>1</sup> La CSJA élit en son sein cinq membres du comité. Au moins deux membres sont issu(e)s de la Suisse romande.

<sup>2</sup> Un(e) des membres romand(e)s en assure la présidence ou la vice-présidence.

<sup>3</sup> La Conférence romande des membres des gouvernements concernés par les jeux d'argent (CRJA) a un droit de proposition pour les membres issus de la Suisse romande.

Compétences

**Art. 8** Le comité :

- a) prépare les décisions de la CSJA, soumet des propositions et exécute les décisions de la CSJA;
- b) représente l'institution intercantonale vis-à-vis de l'extérieur.

Procédure de décision

**Art. 9** <sup>1</sup> Le comité peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Sont adoptés les objets qui recueillent le vote de la majorité des membres prenant part au vote.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, la voix de la présidente ou du président est prépondérante.

Secrétariat

**Art. 10** <sup>1</sup> Le comité dispose d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération s'applique par analogie. Le règlement d'organisation peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

## D. Tribunal des jeux d'argent

Composition, période de fonction et durée maximale des mandats

**Art. 11** <sup>1</sup> Le tribunal des jeux d'argent se compose de cinq juges, dont deux issu(e)s de Suisse romande, deux de Suisse alémanique et un(e) de Suisse italienne.

<sup>2</sup> Font partie du tribunal des jeux d'argent trois juges suppléantes ou suppléants, dont deux issu(e)s de Suisse alémanique et un(e) de Suisse romande ou de Suisse italienne.

<sup>3</sup> La période de fonction est de six ans. Les juges et les juges suppléantes ou suppléants sont rééligibles une fois. La période de fonction de juge suppléante ou suppléant n'est pas prise en compte pour déterminer la durée maximale du mandat d'un(e) juge.

<sup>4</sup> La CSJA peut élire, sur demande du tribunal des jeux d'argent, des juges extraordinaires :

- a) si, par suite de la récusation de juges ordinaires ou de juges suppléantes ou suppléants, des débats valables ne peuvent avoir lieu autrement, ou
- b) si le traitement d'un litige nécessite des connaissances spécialisées particulières dont les juges ordinaires ou les juges suppléantes ou suppléants ne disposent pas; dans ce cas, le juge extraordinaire doit disposer des connaissances spécialisées correspondantes.

#### Compétences

**Art. 12** En sa qualité d'autorité judiciaire intercantonale de dernière instance, le tribunal des jeux d'argent connaît, avec plein pouvoir d'examen en fait et en droit, des recours contre les décisions des autres organisations instituées par le présent concordat ou de leurs organes.

#### Indépendance

**Art. 13** Dans l'exercice de ses attributions judiciaires, le tribunal des jeux d'argent est indépendant et n'est soumis qu'à la loi.

#### Organisation et rapports

**Art. 14** <sup>1</sup> Le tribunal des jeux d'argent édicte un règlement interne, qui doit être approuvé par la CSJA. Il y règle en particulier l'organisation, les compétences, les indemnités, le personnel et la communication de son activité.

<sup>2</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération est applicable par analogie. Le règlement interne peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

<sup>3</sup> La procédure devant le tribunal des jeux d'argent est régie par la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF)[6](#).

<sup>4</sup> Le tribunal des jeux d'argent soumet chaque année à la CSJA un rapport annuel et des comptes spéciaux vérifiés par l'organe de révision de l'institution intercantonale.



## E. Organe de révision

Election et  
rapports

**Art. 15** <sup>1</sup> La CSJA désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou une entreprise de révision privée reconnue pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>2</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire des comptes de l'institution intercantonale, y compris des comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent, au sens de l'article 728a de la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième : Droit des obligations, CO)<sup>[7](#)</sup>.

<sup>3</sup> Il rapporte à la CSJA et propose l'approbation ou le refus des comptes concernés.

## F. Autres unités organisationnelles

Commissions et  
groupes de  
travail

**Art. 16** <sup>1</sup> La CSJA et le comité peuvent instituer des groupes de travail pour des projets spécifiques. La CSJA peut en outre instituer des commissions permanentes.

<sup>2</sup> L'organe qui les institue en fixe le mandat, en désigne les membres et détermine les moyens à disposition.

<sup>3</sup> Les unités instituées rapportent périodiquement sur l'état des objets et font des propositions.

## SECTION 2 : Finances

Financement

**Art. 17** L'institution intercantonale couvre ses charges par la redevance prévue à l'article 67 et par le produit des émoluments du tribunal des jeux d'argent.

Comptabilité

**Art. 18** <sup>1</sup> L'institution intercantonale tient ses propres comptes. La présentation des comptes s'effectue par analogie selon les règles du titre trente-deuxième du CO.

<sup>2</sup> Le tribunal des jeux d'argent tient des comptes spéciaux, qui font partie des comptes mentionnés à l'alinéa 1.

## CHAPITRE III : Autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent (GESPA)

### SECTION 1 : Tâches et organisation

#### A. En général

Tâches et  
pouvoirs

**Art. 19** <sup>1</sup> La GESPA exerce les tâches que la LJAr attribue à l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution et dispose des pouvoirs que le droit fédéral attribue à cette autorité. L'institution intercantonale peut convenir avec la GESPA de principes généraux sur l'exécution des tâches.

<sup>2</sup> La GESPA est le centre de compétences des cantons dans le domaine des jeux d'argent. L'institution intercantonale édicte, dans un mandat de prestations, des normes générales en matière de qualité et de quantité pour l'exécution des tâches. L'institution intercantonale peut déléguer à la GESPA d'autres tâches de moindre importance.

<sup>3</sup> La GESPA peut édicter des dispositions d'exécution pour l'exécution de ses tâches.

<sup>4</sup> Elle peut fournir, sur mandat de tiers, des prestations en lien étroit avec les tâches définies aux alinéas 1 et 2 contre une rémunération couvrant les frais.

<sup>5</sup> Elle ne peut pas elle-même fournir des prestations commerciales sur le marché et ne peut pas conclure dans ce but des participations et des coopérations.

Forme juridique,  
siège et organes

**Art. 20** <sup>1</sup> La GESPA est un établissement intercantonal de droit public doté de la personnalité juridique. Son siège est à Berne.

<sup>2</sup> Elle dispose des organes suivants :

- a) le conseil de surveillance;
- b) le secrétariat;
- c) l'organe de révision.

Indépendance **Art. 21** <sup>1</sup> La GESPA est indépendante et autonome dans l'exécution de ses tâches.

<sup>2</sup> La présidente ou le président de la CSJA conduit chaque année un entretien avec la présidente ou le président de la GESPA sur l'accomplissement des tâches.

Organisation et rapports **Art. 22** <sup>1</sup> La GESPA s'organise elle-même dans le cadre des dispositions du présent concordat.

<sup>2</sup> Elle soumet chaque année à l'institution intercantonale, pour information, un rapport annuel et les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision.

<sup>3</sup> Elle soumet tous les quatre ans pour approbation un rapport d'activité à l'institution intercantonale.

## B. Conseil de surveillance

Composition, période de fonction et durée maximale des mandats **Art. 23** <sup>1</sup> Le conseil de surveillance se compose de cinq ou sept membres, dont au moins deux issus de Suisse romande, au moins deux issus de Suisse alémanique et un issu de Suisse italienne. Tous les membres doivent être des experts en la matière. Un membre au moins doit disposer de connaissances particulières en matière de prévention des addictions.

<sup>2</sup> La période de fonction des membres est de 4 ans. Les membres sont rééligibles deux fois.

Compétences **Art. 24** <sup>1</sup> Le conseil de surveillance :

- a) édicte :
  - i. le règlement d'organisation de la GESPA, lequel doit être approuvé par la CSJA;
  - ii. le règlement sur les émoluments de la GESPA, lequel doit être approuvé par la CSJA;
  - iii. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de surveillance, lequel doit être approuvé par la CSJA;
  - iv. le règlement concernant le personnel;
- b) peut émettre des recommandations à l'attention des cantons;
- c) adopte :
  - i. le budget annuel de la GESPA;
  - ii. le rapport annuel et les comptes annuels de la GESPA;
  - iii. le rapport d'activité quadriennal à l'attention de la CSJA;

d) engage la directrice ou le directeur et la vice-directrice ou le vice-directeur et approuve l'engagement des autres collaboratrices ou collaborateurs du secrétariat.

<sup>2</sup> Le conseil de surveillance exerce les compétences prévues par la LJAr et, au surplus, toutes les compétences nécessaires à l'exécution des tâches que le présent concordat et le mandat de prestations de l'institution intercantonale lui attribuent et qui ne sont pas attribuées à un autre organe.

<sup>3</sup> Le conseil de surveillance délivre en particulier les autorisations d'exploitant et de jeu et décide des taxes et émoluments y relatifs.

<sup>4</sup> Le conseil de surveillance peut déléguer des compétences au secrétariat dans le règlement d'organisation.

<sup>5</sup> Le conseil de surveillance peut déléguer des tâches de surveillance aux cantons ou aux communes, d'un commun accord et contre rémunération couvrant les coûts.

### C. Secrétariat

Secrétariat et  
personnel

**Art. 25** <sup>1</sup> Le secrétariat est placé sous la conduite d'une directrice ou d'un directeur.

<sup>2</sup> Il exerce la surveillance directe du secteur des jeux de grande envergure. Le conseil de surveillance peut s'attribuer la compétence pour les cas de grande portée.

<sup>3</sup> Il prépare les objets du conseil de surveillance, lui soumet des propositions et exécute ses décisions.

<sup>4</sup> Il rapporte régulièrement au conseil de surveillance, dans les meilleurs délais en cas d'événements particuliers.

<sup>5</sup> Il entretient des rapports directs avec les exploitants, les autorités et les tiers et rend, dans le domaine de compétence que lui attribue le règlement d'organisation, des décisions de façon autonome et prélève des taxes et des émoluments.

<sup>6</sup> Il examine la compatibilité avec le droit fédéral des décisions d'autorisation que les autorités cantonales d'exécution transmettent à la GESPA en vertu de l'article 32, alinéa 2, LJAr<sup>5)</sup>.

<sup>7</sup> Il représente la GESPA devant les tribunaux fédéraux, intercantonaux et cantonaux.

<sup>8</sup> L'engagement du personnel se fonde sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération s'applique par analogie. Le règlement peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

## D. Organe de révision

Election, mandat  
et rapports

**Art. 26** <sup>1</sup> Le conseil de surveillance désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou un organe de révision privé reconnu pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>2</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire au sens de l'article 728a CO et rapporte au conseil de surveillance.

## SECTION 2 : Finances et droit de procédure applicable

Réserves

**Art. 27** <sup>1</sup> La GESPA constitue des réserves de CHF 3 mios par prélèvement sur la redevance unique (art. 64).

<sup>2</sup> A partir de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent concordat, les réserves de la GESPA s'élèveront en tout temps à 50 % au moins et à 150 % au plus de la moyenne des charges totales annuelles des trois années précédentes.

Financement

**Art. 28** La GESPA couvre ses charges par les taxes et les émoluments prévus au chapitre 7 ainsi que par des contributions de l'institution intercantonale.

Présentation des  
comptes

**Art. 29** <sup>1</sup> La structure des comptes garantit la possibilité de calculer correctement les taxes et émoluments prévus au chapitre 7.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions du titre trente-deuxième du CO s'appliquent par analogie.

Répartition d'un  
excédent de  
charges ou de  
produits en cas  
de dissolution de  
la GESPA

**Art. 30** <sup>1</sup> En cas de dissolution de l'établissement, un excédent de charges ou de produits est réparti entre les cantons au prorata de leur population résidente.

<sup>2</sup> Les cantons affectent un excédent de produits exclusivement au financement de la surveillance du secteur des jeux de grande envergure ou à des buts d'utilité publique.

Droit de  
procédure

**Art. 31** Les dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA)<sup>8)</sup> s'appliquent par analogie à la procédure.

#### **CHAPITRE IV : Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES)**

Constitution et  
but

**Art. 32** <sup>1</sup> Les cantons affectent une part des bénéfices nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure à l'encouragement du sport national.

<sup>2</sup> Pour la répartition des fonds prévus à l'alinéa 1, est constituée la fondation indépendante de droit public Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES).

<sup>3</sup> La FSES accorde des contributions pour l'encouragement du sport national dans le cadre des dispositions du droit supérieur, du présent concordat et des prescriptions de la CSJA (règlement de la fondation et décision de la CSJA sur les priorités pour l'utilisation des fonds).

<sup>4</sup> Elle contrôle le bon usage des contributions par les bénéficiaires.

<sup>5</sup> Elle peut, en vertu du règlement de fondation, accomplir d'autres tâches.

Fortune de la  
fondation

**Art. 33** <sup>1</sup> La CSJA fixe, pour une période de quatre ans, selon la procédure prévue à l'article 34, le montant prélevé sur les bénéfices nets alloué annuellement à la fondation.

<sup>2</sup> La fortune de la fondation constituée par des contributions prélevées sur les bénéfices nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure ne peut être utilisée qu'à des fins d'encouragement du sport national, en particulier pour la relève dans le sport de compétition, pour la formation et le perfectionnement, pour l'information ainsi que pour l'administration de la fondation.

<sup>3</sup> En cas de dissolution de la fondation, la fortune de la fondation est distribuée aux cantons au prorata de leur population résidente.

<sup>4</sup> Les cantons affectent les fonds mentionnés à l'alinéa 3 exclusivement à l'encouragement du sport cantonal.

Procédure pour  
la fixation du  
montant destiné  
à l'encourage-  
ment du sport  
national

**Art. 34** <sup>1</sup> Le conseil de fondation de la FSES soumet une proposition à la CSJA au plus tard 12 mois avant l'échéance de la période quadriennale.

<sup>2</sup> Les membres de la CSJA informent en temps utile le gouvernement du canton qui les délègue de la décision en vue. Le gouvernement peut donner à la déléguée ou au délégué un mandat impératif.

<sup>3</sup> La décision de la CSJA est adoptée si tant la majorité des membres prenant part au vote des six cantons romands que la majorité des membres prenant part au vote des vingt autres cantons (cantons alémaniques et canton du Tessin) acceptent la proposition.

<sup>4</sup> Les cantons prennent en charge le montant en proportion de leur nombre d'habitants. Le nombre d'habitants est déterminé sur la base des données les plus récentes de l'Office fédéral de la statistique à la date de la décision.

Organisation

**Art. 35** <sup>1</sup> La FSES dispose d'un conseil de fondation en qualité d'organe suprême, ainsi que d'un organe de révision.

<sup>2</sup> Le conseil de fondation est composé de 5 ou 7 membres. Les diverses régions linguistiques y sont équitablement représentées.

<sup>3</sup> La présentation des comptes s'effectue par analogie selon les règles du titre trente-deuxième du CO.

<sup>4</sup> Le conseil de fondation désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou une entreprise de révision privée reconnue pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>5</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire au sens de l'article 728a CO et vérifie en particulier que l'utilisation des fonds est conforme aux prescriptions.

<sup>6</sup> La CSJA fixe le siège de la fondation et règle les détails, sur proposition de la FSES, dans un règlement de fondation. Le règlement règle notamment les tâches de la fondation de façon exhaustive, l'organisation, y compris la comptabilité et les rapports, l'indépendance par rapport aux bénéficiaires, ainsi que la procédure et les critères pour l'utilisation des fonds.

<sup>7</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit privé.

## Rapports

**Art. 36** <sup>1</sup> La FSES transmet chaque année à la CSJA, pour prise de connaissance, un rapport annuel et les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision.

<sup>2</sup> Elle soumet pour approbation tous les quatre ans un rapport d'activité à la CSJA.

Critères et  
procédure pour  
la répartition des  
fonds

**Art. 37** <sup>1</sup> La FSES accorde des contributions :

- a) à la fédération faîtière des fédérations sportives nationales (Swiss Olympic);
- b) aux fédérations sportives nationales qui, telles la fédération de football et la fédération de hockey sur glace, génèrent d'importants supports de paris en Suisse.

<sup>2</sup> La CSJA règle, sur proposition de la FSES, la procédure et les critères pour la répartition des fonds dans le règlement de fondation et elle décide, sur proposition de la FSES, des priorités pour l'affectation des fonds pour une période de 4 ans.

<sup>3</sup> Il n'y a pas de droit à des contributions de la FSES.

## Transparence

**Art. 38** <sup>1</sup> La FSES communique les noms des bénéficiaires, les montants qu'ils ont reçus et les domaines pour lesquels ceux-ci ont été versés.

<sup>2</sup> Elle publie chaque année les informations définies à l'alinéa 1 et ses comptes sur son site Internet.

## CHAPITRE V : Dispositions communes

## Incompatibilités

**Art. 39** <sup>1</sup> Personne ne peut siéger simultanément dans plusieurs organes institués par le concordat.

<sup>2</sup> Les membres des organes institués par le présent concordat ne peuvent ni être membres d'un organe ou du personnel d'entreprises de jeux d'argent ou d'entreprises de fabrication et de commerce du secteur des jeux d'argent, ni participer à de telles entreprises, ni exercer un mandat pour de telles entreprises.

Déclaration des  
liens d'intérêts

**Art. 40** <sup>1</sup> Les membres des organes institués par le présent concordat déclarent leurs liens d'intérêts avant leur élection.



<sup>2</sup> Les personnes qui refusent de déclarer leurs liens d'intérêts ne peuvent être élues membres d'un organe.

Récusation

**Art. 41** <sup>1</sup> Quiconque possède un intérêt personnel direct dans une affaire a l'obligation de se récuser lorsqu'elle est traitée.

<sup>2</sup> A également l'obligation de se récuser quiconque est lié à une personne dont l'intérêt personnel direct dans une affaire est touché du fait qu'il est son parent ou allié en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré en ligne collatérale, qu'il lui est uni par mariage ou partenariat enregistré, ou qu'il mène de fait une vie de couple avec elle.

<sup>3</sup> Les personnes obligées de se récuser doivent signaler d'elles-mêmes leurs intérêts.

<sup>4</sup> Avant de quitter la salle, elles peuvent s'exprimer sur l'affaire.

Obligation de soumettre les collaboratrices et collaborateurs à cette obligation

**Art. 42** Les organismes institués par le présent concordat s'assurent que les collaboratrices et collaborateurs sont indépendants du secteur des jeux d'argent et qu'ils se refusent en cas de conflits d'intérêts.

Surveillance financière

**Art. 43** Les organisations instituées par le CJA ne sont pas soumises à la surveillance financière des cantons. La surveillance financière est exercée exclusivement par la CSJA.

Responsabilité

**Art. 44** <sup>1</sup> Pour la responsabilité, la loi fédérale du 14 mars 1958 sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires (Loi sur la responsabilité)<sup>9)</sup> s'applique par analogie sous réserve des dispositions ci-après.

<sup>2</sup> La GESPA ne répond des dommages causés à des tiers dans l'exercice de ses fonctions officielles que :

- a) si ses organes ou ses collaboratrices ou collaborateurs ont violé des devoirs essentiels de fonction et
- b) si les dommages ne sont pas imputables à des violations des obligations d'un assujetti à la surveillance.

<sup>3</sup> L'organisation statue sur les réclamations litigieuses de tiers formées à son encontre.

<sup>4</sup> Le lésé ou la lésée n'a aucune action contre les organes ou les collaboratrices ou collaborateurs.

<sup>5</sup> Si l'organisation responsable n'est pas en mesure de verser l'indemnité due, les cantons répondent solidairement.

<sup>6</sup> Les cantons prennent en charge un éventuel dommage au prorata de leur population résidente.

Protection des  
données

**Art. 45** <sup>1</sup> La législation de la Confédération sur la protection des données (Loi fédérale sur la protection des données, LPD<sup>10</sup>) et ordonnances d'exécution) s'applique par analogie à la protection des données.

<sup>2</sup> Les organisations instituées par le présent concordat désignent une autorité indépendante de surveillance de la protection des données. Leurs tâches sont régies par les articles 27, 30 et 31 LPD applicables par analogie. Les autres dispositions de la section 5 de la LPD ne sont pas applicables.

Consultation des  
dossiers

**Art. 46** <sup>1</sup> La législation fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (Loi fédérale sur la transparence<sup>11</sup>) et ordonnances d'exécution) s'applique par analogie à la consultation des dossiers officiels, sous réserve des alinéas ci-après.

<sup>2</sup> Les dossiers officiels qui concernent l'activité d'autorisation et de surveillance de la GESPA ne sont pas accessibles.

<sup>3</sup> Les dispositions sur la procédure de médiation (art. 13 à 15 de la loi fédérale sur la transparence<sup>11</sup>) ne sont pas applicables. L'autorité à laquelle l'accès à un dossier est demandé informe d'une prolongation de délai ou de sa décision et rend, sur demande, une décision formelle.

<sup>4</sup> La consultation des dossiers de procédures en cours est régie par le droit de procédure applicable.

Publications

**Art. 47** <sup>1</sup> L'institution intercantonale, la GESPA et la FSES publient sur leur site Internet respectif leurs actes normatifs et les autres communications qui doivent être publiées.

<sup>2</sup> Les publications en lien avec les procédures de marchés publics sont publiées sur la plateforme Internet pour les marchés publics exploitée en commun par la Confédération et les cantons.

Droit applicable

**Art. 48** Dans la mesure où le présent concordat ou les règlements édictés en vertu de celui-ci ne contiennent pas de dispositions particulières, le droit fédéral s'applique par analogie.

## CHAPITRE VI : Octroi de droits d'exploitation exclusifs pour les loteries et les paris sportifs de grande envergure

Exploitantes ou exploitants de loteries et de paris sportifs de grande envergure autorisé(e)s

**Art. 49** <sup>1</sup> Le nombre d'exploitantes ou d'exploitants de loteries et de paris sportifs est limité à deux en vertu de l'article 23, alinéa 1, LJAr<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Pour le territoire des cantons alémaniques et du Tessin, une seule autorisation pour l'exploitation de loteries et de paris sportifs peut être délivrée en vertu de l'article 23, alinéa 2, LJAr<sup>5)</sup>, pour autant que les conditions d'autorisation soient réunies. Les cantons alémaniques et le Tessin désignent l'exploitante ou l'exploitant dans une convention intercantonale de portée législative.

<sup>3</sup> Pour le territoire des cantons romands, une seule autorisation pour l'exploitation de loteries et de paris sportifs peut être délivrée en vertu de l'article 23, alinéa 2, LJAr<sup>5)</sup>, pour autant que les conditions d'autorisation soient réunies. Les cantons romands désignent l'exploitante ou l'exploitant dans une convention intercantonale de portée législative.

Redevances pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

**Art. 50** A titre de contre-prestation pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs prévu à l'article 49 ci-dessus, les détentrices ou détenteurs des autorisations d'exploitant en cause versent à l'institution intercantonale une redevance unique et une redevance annuelle selon les articles 65 à 68 du présent concordat.

## CHAPITRE VII : Redevances, taxes et émoluments

### SECTION 1 : Dispositions générales

Charges totales déterminantes

**Art. 51** Les charges totales à financer par des redevances, taxes et émoluments, dans le cadre des dispositions ci-après, se composent comme suit :

- a) charges de l'institution intercantonale, y compris le tribunal des jeux d'argent;
- b) charges de la GESPA;
- c) part des cantons aux charges de l'organe de coordination selon l'article 114 LJAr<sup>5)</sup>.

## Financement

**Art. 52** <sup>1</sup> Les charges totales définies à l'article 51 ci-dessus sont couvertes en premier lieu par :

- a) les émoluments pour les décisions et les prestations de la GESPA (art. 54 ss);
- b) les émoluments pour les procédures devant le tribunal des jeux d'argent (art. 59).

<sup>2</sup> Pour couvrir la part des charges totales qui n'est pas couverte par les émoluments mentionnés à l'alinéa 1, lettres a et b ci-dessus, mais qui présente toutefois un lien d'imputation étroit avec les exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure, la GESPA perçoit chaque année auprès des exploitantes ou exploitants une taxe de surveillance par domaine de surveillance (art. 60 ss).

<sup>3</sup> La part des charges totales qui ne peut être imputée aux exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure est financée par le produit de la redevance annuelle pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs, part "surveillance".

## Règlement sur les émoluments de la GESPA

**Art. 53** <sup>1</sup> La GESPA règle les détails des émoluments dans un règlement sur les émoluments, lequel doit être publié.

<sup>2</sup> Elle règle en particulier la délimitation entre la part imputable et la part non imputable des charges totales (art. 52, al. 2 et 3).

<sup>3</sup> Dans la mesure où le présent concordat et le règlement de la GESPA ne contiennent pas de dispositions, l'ordonnance générale sur les émoluments de la Confédération du 8 septembre 2004 (OGEmol)<sup>12)</sup> s'applique par analogie.

## SECTION 2 : Emoluments pour des actes individuels de la GESPA

## Assujettissement aux émoluments

**Art. 54** <sup>1</sup> Toute personne qui provoque une décision de la GESPA ou sollicite une prestation de celle-ci est tenue de payer un émolument.

<sup>2</sup> La GESPA peut, dans des cas particuliers, percevoir des émoluments pour des procédures qui exigent un travail de contrôle important et qui n'aboutissent pas à une décision si la personne assujettie à l'émolument a donné lieu à ce travail.

Calcul des  
émoluments

**Art. 55** <sup>1</sup> Les émoluments sont calculés en fonction du temps effectif requis et des connaissances requises, échelonnés selon les niveaux de fonction et la qualification du personnel qui exécute le travail.

<sup>2</sup> Le tarif horaire est compris entre CHF 100.- et CHF 350.-.

<sup>3</sup> La GESPA fixe les tarifs pour les différents niveaux de fonction dans son règlement sur les émoluments.

<sup>4</sup> Elle peut fixer des tarifs-cadres forfaitaires pour des procédures standardisées.

Suppléments aux  
émoluments

**Art. 56** La GESPA peut percevoir des suppléments de 50 % au plus aux émoluments prévus aux articles 54 ss pour les prestations ou les décisions :

- a) fournies ou arrêtées d'urgence suite à une demande ou
- b) fournies ou arrêtées en dehors des horaires de travail ordinaires.

Débours

**Art. 57** <sup>1</sup> Les débours sont dus en sus de l'émolument.

<sup>2</sup> Sont considérés comme débours les coûts supplémentaires engendrés par une décision ou une prestation, notamment :

- a) les frais engagés pour les experts mandatés;
- b) les frais de voyage et de transport;
- c) les frais de nuitées et de repas;
- d) les frais de copie, de port et de communication.

Avance

**Art. 58** La GESPA peut exiger une avance de la personne assujettie. Cette avance ne peut excéder le montant de l'émolument prévu, débours compris.

### SECTION 3 : Emoluments du tribunal des jeux d'argent

Emoluments du  
tribunal des jeux  
d'argent

**Art. 59** La législation fédérale sur la procédure devant le Tribunal administratif fédéral s'applique par analogie aux émoluments pour la procédure devant le tribunal des jeux d'argent.

## SECTION 4 : Taxe de surveillance

**Assujettissement à la taxe** **Art. 60** La GESPA perçoit chaque année une taxe de surveillance auprès des détentrices ou détenteurs d'une autorisation d'exploitant (art. 21 LJAr).

**Calcul de la taxe** **Art. 61** <sup>1</sup> Le conseil de surveillance de la GESPA fixe chaque année le montant de la taxe de surveillance en fonction du budget de la GESPA.

<sup>2</sup> Le montant de la taxe sera fixé de sorte à ce que les produits couvrent la part des charges totales imputable aux exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure non couverte par les émoluments pour des actes individuels et que les dispositions relatives à la constitution de réserves (art. 27 al. 2) soient respectées.

<sup>3</sup> Les charges financées annuellement par la taxe de surveillance ne peuvent excéder 70 % des charges totales annuelles (art. 51).

<sup>4</sup> Les exploitantes ou exploitants prennent en charge la taxe de surveillance au prorata de leur produit brut des jeux.

<sup>5</sup> Par produit brut des jeux, on entend la différence entre les mises et les gains payés aux joueurs.

**Fin et début de l'assujettissement à la taxe** **Art. 62** <sup>1</sup> L'assujettissement à la taxe prend naissance à la délivrance de l'autorisation d'exploitant et prend fin au retrait de l'autorisation, respectivement à la libération de la surveillance.

<sup>2</sup> Si l'assujettissement à la taxe ne prend pas naissance au début d'un exercice annuel ou ne prend pas fin au terme d'un exercice annuel, la taxe est due pro rata temporis.

**Perception de la taxe** **Art. 63** <sup>1</sup> Sur la base de son budget de l'exercice annuel, la GESPA facture aux exploitantes ou exploitants assujetti(e)s à la taxe une avance égale au montant de la taxe de surveillance prévue.

<sup>2</sup> Elle établit, lors du premier semestre de l'exercice suivant, un décompte final fondé sur ses comptes annuels et sur les produits bruts des jeux définitifs des assujettis à la taxe. La différence entre l'avance versée et le montant de la taxe de surveillance effectivement dû est reportée sur l'avance de l'année suivante.

<sup>3</sup> Le délai de paiement est de 30 jours.

<sup>4</sup> Si la taxe est contestée, l'exploitante ou l'exploitant peut exiger de la GESPA une décision susceptible de recours.

<sup>5</sup> L'entier du montant est exigible lors de la notification de la décision.

## SECTION 5 : Redevances pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

Redevance  
unique pour  
l'octroi de droits  
d'exploitation  
exclusifs

**Art. 64** <sup>1</sup> La redevance unique prévue à l'article 50 s'élève à CHF 3 mios au total.

<sup>2</sup> Le montant fixé à l'alinéa 1 est réparti entre les detentrices ou détenteurs de droits d'exploitation exclusifs au prorata des produits bruts des jeux réalisés la première année suivant l'entrée en vigueur du présent concordat.

<sup>3</sup> L'institution intercantonale utilise le produit de la redevance unique prévue à l'alinéa 1 pour doter la GESPA d'un capital (art. 27, al. 1).

Redevance  
annuelle pour  
l'octroi de droits  
d'exploitation  
exclusifs

**Art. 65** La redevance annuelle prévue à l'article 50 se compose d'une part "prévention" et d'une part "surveillance".

Part "prévention"

**Art. 66** <sup>1</sup> La part "prévention" s'élève à 0.5 % du produit brut des jeux annuel des loteries et des paris sportifs.

<sup>2</sup> Le produit de la part "prévention" ne peut être utilisé que pour les mesures définies à l'article 85 LJAr<sup>5)</sup>.

<sup>3</sup> Il est réparti entre les cantons, qui sont tenus de l'employer conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, en fonction du produit brut des jeux réalisé dans ceux-ci.

<sup>4</sup> La CSJA édicte des recommandations sur l'utilisation de la redevance.

Part  
"surveillance"

**Art. 67** <sup>1</sup> La CSJA fixe chaque année la part "surveillance" conformément à l'article 52, alinéa 3.

<sup>2</sup> L'institution intercantonale affecte le produit de cette redevance à la couverture de ses charges et au paiement de la contribution à la GESPA prévue à l'article 28.

Perception de la redevance pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

**Art. 68** <sup>1</sup> La GESPA perçoit la redevance au nom et pour le compte de l'institution intercantonale.

<sup>2</sup> L'article 63 s'applique par analogie. Le cas échéant, la GESPA rend une décision.

## CHAPITRE VIII : Dispositions finales

Entrée en vigueur

**Art. 69** <sup>1</sup> Le présent concordat entre en vigueur dès qu'au moins dix-huit cantons ont déclaré leur adhésion.

<sup>2</sup> L'adhésion doit être déclarée à la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries. Celle-ci communique l'entrée en vigueur du concordat aux cantons et à la Confédération.

<sup>3</sup> L'entrée en vigueur du présent concordat abroge la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP), adoptée par la Conférence spécialisée sur le marché des loteries et la loi sur les loteries le 7 janvier 2005 en vue de la ratification par les cantons.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution édictées en vertu de la CILP sont abrogées à la date de l'entrée en vigueur du présent concordat.

Durée de validité et résiliation

**Art. 70** <sup>1</sup> La durée du concordat est illimitée.

<sup>2</sup> Il peut être dénoncé par communication écrite à l'institution intercantonale pour la fin d'une année, mais au plus tôt à la fin de la dixième année suivant son entrée en vigueur, avec un préavis de deux ans.

<sup>3</sup> La dénonciation d'un canton met fin au concordat si, de ce fait, le nombre de cantons membres du concordat devient inférieur à dix-huit.

Modification du concordat

**Art. 71** <sup>1</sup> Sur proposition d'un canton ou de la GESPA, la CSJA se prononce sur l'engagement d'une procédure de révision partielle ou totale du concordat.

<sup>2</sup> La modification entre en vigueur dès que tous les cantons membres du concordat l'ont approuvée..



<sup>3</sup> Des adaptations mineures peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Elles doivent être adoptées à l'unanimité par la CSJA. L'institution intercantonale informe préalablement les cantons de la teneur de la décision envisagée

Rapport avec les  
concordats  
régionaux

**Art. 72** Le présent concordat prime les dispositions contraires de l'IKV1 (Convention intercantonale du 26 mai 1937 sur l'organisation commune des loteries, à laquelle ont adhéré les cantons alémaniques et le canton du Tessin), de la C-LoRo (9ème Convention relative à la Loterie Romande du 18 novembre 2005, à laquelle ont adhéré les cantons romands) et des concordats qui leur succéderont.

Dispositions  
transitoires

**Art. 73** <sup>1</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, l'institution intercantonale se substitue à la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries prévue à l'article 3, lettre a, CILP.

<sup>2</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, le conseil de surveillance de la GESPA se substitue à la commission des loteries et paris prévue à l'article 3, lettre b, CILP. Les membres en fonction de la commission des loteries et paris peuvent terminer leur mandat et deviennent membres du conseil de surveillance. Les mandats complets effectués sous l'empire de la CILP sont pris en compte dans le calcul de la durée maximale des mandats.

<sup>3</sup> Tous les droits et obligations nés en vertu de la CILP passent à la GESPA, sous réserve des alinéas ci-après.

<sup>4</sup> La GESPA reprend toutes les procédures de la commission des loteries et paris pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat.

<sup>5</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, le tribunal des jeux d'argent se substitue à la commission de recours prévue à l'article 3, lettre c, CILP. Les juges, juges suppléantes et juges suppléants en fonction de la commission de recours peuvent terminer leur mandat et deviennent juges, juges suppléantes ou juges suppléants du tribunal des jeux d'argent. Les mandats complets effectués sous l'empire de la CILP sont pris en compte dans le calcul de la durée maximale des mandats.

<sup>6</sup> Le tribunal des jeux d'argent reprend toutes les procédures de la commission de recours pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat.

<sup>7</sup> Le droit de la procédure antérieur s'applique à toutes les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat jusqu'à leur clôture devant l'autorité concernée. Le droit en vigueur lors de la notification de la décision s'applique aux recours. Les demandes d'autorisation fondées sur la LJAr sont jugées selon le nouveau droit de la procédure.

<sup>8</sup> La GESPA est autorisée, pendant un délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent concordat, à percevoir auprès des détentrices ou détenteurs d'autorisations délivrées selon l'ancien droit des avances et des taxes fondées sur les autorisations délivrées selon l'ancien droit.

<sup>9</sup> La fixation du montant destiné à l'encouragement du sport national selon l'article 34 sera effectuée pour la première fois en 2022 pour la période 2023-2026. Jusqu'à fin 2022, les cantons peuvent utiliser, comme jusqu'ici, à des fins d'encouragement du sport national une partie des bénéfices nets avant répartition aux fonds cantonaux.

<sup>10</sup> La dernière taxe de surveillance perçue en vertu de l'article 21 CILP auprès des exploitantes et exploitants est considérée comme une avance au sens de l'article 58.

Adopté le 20 mai 2019 par l'assemblée plénière de la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par le marché des loteries et la loi sur les loteries.

suivent les signatures

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 111.1](#)
- 3) 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 4) [RS 101](#)
- 5) [RS 935.51](#)
- 6) [RS 173.32](#)
- 7) [RS 220](#)
- 8) [RS 172.021](#)
- 9) [RS 170.32](#)
- 10) [RS 235.1](#)
- 11) [RS 152.3](#)
- 12) [RS 172.041.1](#)

**Arrêté****portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)**

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère à la convention romande du 25 novembre 2019 sur les jeux d'argent (CORJA).

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 30 septembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler

Le président : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)

du 29 novembre 2019

*Les cantons de Vaud, du Valais, de Genève, de Fribourg, de Neuchâtel et du Jura (les cantons romands),*

vu la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr)<sup>[4](#)</sup> et ses ordonnances d'application du 7 novembre 2018<sup>[5](#)</sup>,

vu la convention du 5 mars 2006 relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl)<sup>[6](#)</sup>,

vu le concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)<sup>[7](#)</sup>,

*arrêtent :*

#### CHAPITRE I : Objet de la convention

**Article premier** La présente convention a pour objet :

- a) de convenir de positions communes des cantons signataires en matière de jeux de grande envergure, qu'ils feront valoir au sein des organes institués par le concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse;
- b) de convenir d'une coordination et d'une coopération des cantons signataires en matière de jeux de petite envergure et de leur mise en œuvre dans les cantons;
- c) de désigner l'exploitante exclusive des jeux de loterie et de paris sportifs de grande envergure sur le territoire des six cantons romands;
- d) d'instituer et d'organiser la Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA);
- e) de réglementer les organes chargés de la répartition des bénéfices nets générés par la Loterie Romande, leur organisation, ainsi que la procédure et les critères utilisés pour l'attribution des contributions, conformément au mandat donné aux cantons par les articles 127 ss LJAr<sup>[4](#)</sup>;
- f) de fixer les règles relatives à la répartition des bénéfices de la Loterie Romande entre les cantons;
- g) d'instituer une commission interparlementaire chargée du contrôle des organes intercantonaux institués par la présente convention.

## CHAPITRE II : Jeux de grande envergure

**Art. 2** <sup>1</sup> En matière de jeux de grande envergure, les cantons signataires conviennent de positions communes à adopter au sein de la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CSJA) en particulier dans les domaines :

- a) du développement de l'offre de jeux dans une perspective économique et concurrentielle;
- b) de la protection des mineurs et de la population, notamment les mesures de prévention contre le jeu excessif;
- c) de la lutte contre le jeu illégal et la criminalité.

<sup>2</sup> La définition des grandes lignes de cette position commune est de la compétence de la CRJA.

## CHAPITRE III : Jeux de petite envergure

**Art. 3** <sup>1</sup> Les cantons signataires coordonnent et harmonisent leur politique en matière de jeux de petite envergure, en particulier en ce qui concerne :

- a) le développement de l'offre de jeux dans une perspective économique et concurrentielle;
- b) la surveillance des jeux et de leurs exploitants;
- c) la protection des mineurs et de la population, notamment dans les mesures de prévention contre le jeu excessif;
- d) la lutte contre le jeu illégal et la criminalité.

<sup>2</sup> Ils collaborent dans le but d'harmoniser l'exploitation des jeux de petite envergure sur leur territoire, notamment en termes de :

- a) conditions d'autorisation d'exploitant des jeux;
- b) conditions d'autorisation de chacun des jeux;
- c) reporting et surveillance des exploitants.

<sup>3</sup> Ils se concertent et se coordonnent lorsqu'ils envisagent de fixer des conditions plus restrictives que celles fixées par la LJAr<sup>4</sup> et ses ordonnances d'application, de même que pour interdire certains types de jeux, en application de l'article 41, alinéa 1, LJAr<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> La coordination et la collaboration visées aux alinéas précédents est assurée par la CRJA.

**Art. 3a** <sup>1</sup> La CRJA peut instituer une commission consultative intercantonale en matière de poker. Elle est composée de 9 à 13 membres, regroupant des représentants des exploitants, des joueurs, des milieux de la prévention du jeu excessif et des autorités de poursuite pénale. Les membres représentant les milieux de la prévention sont désignés sur proposition de la conférence spécialisée compétente en matière sanitaire. La CRJA veille à une représentation équitable de chaque canton.

<sup>2</sup> Cette commission a pour mission d'appuyer les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance des jeux pour faire évoluer le cadre réglementaire en fonction des tendances observées dans le secteur du poker, d'établir des statistiques, de mettre en place des formations aux bonnes pratiques pour les exploitants et de conseiller les autorités de poursuite pénale pour la lutte contre le jeu illégal.

<sup>3</sup> La participation à cette commission ne donne pas droit à des indemnités.

#### **CHAPITRE IV : Désignation d'une exploitante exclusive des jeux de loterie et de paris sportifs de grande envergure**

**Art. 4** Faisant application des articles 23, alinéas 1 et 2 LJAr<sup>4)</sup> et 49, alinéa 3, CJA<sup>7)</sup>, les cantons signataires désignent la Société de la Loterie de la Suisse Romande (ci-après : Loterie Romande) comme exploitante exclusive des loteries et paris sportifs de grande envergure sur leur territoire. Pour les cantons romands, seule la Loterie Romande est ainsi habilitée à requérir une autorisation d'exploitation de loteries et paris sportifs de grande envergure auprès de l'autorité intercantonale.

**Art. 5** <sup>1</sup> La Loterie Romande est inscrite au registre du commerce du canton de Vaud sous la forme d'une association selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Préavisés par la CRJA, les statuts de la Loterie Romande sont agréés à l'unanimité par les gouvernements des cantons signataires et adoptés par l'assemblée générale de la Loterie Romande.

<sup>2</sup> Chacun des cantons signataires propose les sociétaires qui le représentent à l'assemblée générale de la Loterie Romande, qui ratifie leur nomination conformément à ses statuts. A cet effet, les cantons veillent à une représentation équilibrée des milieux bénéficiaires.

## **CHAPITRE V : Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA)**

**Art. 6** <sup>1</sup> La Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA) est l'organe suprême de la convention. Elle se compose d'un représentant du gouvernement de chacun des cantons signataires.

<sup>2</sup> Elle assume notamment les tâches suivantes :

- a) elle définit les positions communes des cantons romands en matière de jeux de grande envergure (art. 2);
- b) elle coordonne la politique des cantons romands en matière de jeux de petite envergure (art. 3);
- c) elle assure une coordination politique et stratégique avec la Loterie Romande; les compétences de la conférence spécialisée en matière sanitaire visées à la lettre e) sont réservées;
- d) elle préavise, à l'attention des gouvernements romands, l'approbation des statuts de la Société de la Loterie de la Suisse Romande ainsi que leurs modifications;
- e) elle coordonne les positions des cantons romands en matière de lutte et de prévention contre le jeu des mineurs et le jeu excessif en tenant compte en particulier des recommandations de la conférence spécialisée compétente en matière sanitaire. Elle délègue à cette dernière l'utilisation de la totalité de la part "prévention" de la redevance annuelle pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs (art. 66 CJA);
- f) elle propose les représentants des cantons romands au comité de la CSJA (art. 7, al. 3, CJA);
- g) elle présente, sur proposition des cantons, les candidatures des représentants des cantons romands au sein des organes intercantonaux, notamment au conseil de la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES) (art. 35, al. 2, CJA), au tribunal des jeux d'argent (art. 11, al. 2, CJA) et aux organes de coordination intercantonaux;
- h) elle adopte tous les quatre ans, conformément à l'article 34, alinéa 3, CJA<sup>7</sup>, la position des cantons romands concernant le vote de la CSJA relatif à la part des bénéfices à distribuer de la Loterie Romande qui est attribuée à la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES);
- i) elle définit tous les quatre ans la part des bénéfices à distribuer de la Loterie Romande qui est attribuée à la Fédération suisse des courses de chevaux qui l'utilise dans un but exclusif d'encouragement à l'élevage des chevaux de course et à la tenue de courses hippiques en Suisse romande;
- j) elle adresse chaque année à la commission de contrôle interparlementaire un rapport détaillé sur son activité.

**Art. 7** <sup>1</sup> La CRJA s'organise elle-même. Elle élit sa présidente ou son président et se dote d'un secrétariat. Les frais du secrétariat sont pris en charge par le canton du siège de la Loterie Romande.

<sup>2</sup> Elle se réunit en fonction des besoins, en principe au moins deux fois par an.

<sup>3</sup> Elle ne dispose pas de budget. Chaque canton prend en charge les frais engendrés par l'activité de son représentant.

## **CHAPITRE VI : Organes de répartition**

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans le respect des organisations cantonales existantes, chaque canton institue au moins deux organes de répartition chargés de statuer sur les demandes de contribution :

- a) un organe de répartition pour les contributions destinées au domaine du sport;
- b) un organe de répartition pour les contributions destinées aux autres domaines de l'utilité publique, ainsi qu'au sport handicap.

Une partie des contributions, limitée à 30 % du bénéfice à répartir, peut être attribuée directement par le Conseil d'Etat ou par un service de l'Etat, dans un cadre conforme à la LJAr<sup>4</sup>, à la législation cantonale et dans le respect de la présente convention, notamment l'article 17.

<sup>2</sup> Chaque canton détermine la forme qu'il donne à ses organes de répartition et s'assure que la surveillance soit exercée conformément au droit fédéral et cantonal.

<sup>3</sup> Les organes de répartition se dotent d'un règlement interne.

<sup>4</sup> Conformément à l'article 126 LJAr<sup>4</sup>, les comptes des organes de répartition sont tenus indépendamment des comptes d'Etat des cantons. Ils appliquent une norme comptable reconnue et sont soumis à une révision externe des comptes.

<sup>5</sup> La part du bénéfice dévolue au domaine du sport cantonal, respectivement aux autres domaines, est déterminée dans les statuts de la Société de la Loterie de la Suisse romande.

**Art. 9** Les membres et la présidence des organes de répartition sont désignés par le Conseil d'Etat de chaque canton en fonction de leur connaissance du domaine traité.



**Art. 10** <sup>1</sup> Les membres des organes de répartition sont soumis au secret de fonction pour toutes les informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur mandat. A moins qu'une disposition légale n'en dispose autrement, l'autorité supérieure habilitée à lever le secret de fonction au sens de l'article 320, chiffre 2, du Code pénal suisse est le Conseil d'Etat, qui peut déléguer cette compétence à l'un de ses membres.

<sup>2</sup> Les dispositions légales relatives au secret fiscal et à ses exceptions sont réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent également à toute personne participant aux travaux des organes, y compris des personnes auditionnées qui doivent en être informées au préalable.

**Art. 11** <sup>1</sup> Les membres des organes de répartition se récuse :

- a) s'ils ont un intérêt personnel dans la demande de contribution; ou
- b) si leur impartialité peut être mise en cause notamment en raison de rapports familiaux.

<sup>2</sup> La loi cantonale de procédure administrative du canton de l'organe de répartition s'applique pour le surplus.

**Art. 12** Les organes de répartition sont chargés de la gestion des fonds alimentés par les bénéfices de la Loterie Romande. Ils veillent à ce que les fonds disposent toujours des liquidités nécessaires aux décaissements prévus pour les frais de fonctionnement et les contributions.

**Art. 13** <sup>1</sup> Les modalités et critères d'attribution appliqués par les organes de répartition sont publics.

<sup>2</sup> Chaque organe de répartition publie annuellement un rapport d'activité qui contient au moins les données suivantes :

- a) les noms et les montants des bénéficiaires des contributions allouées par le fonds;
- b) la nature des projets soutenus;
- c) les états financiers synthétiques du fonds.

<sup>3</sup> Les séances des organes de répartition et leurs délibérations ne sont pas publiques.

## CHAPITRE VII : Organes intercantonaux

**Art. 14** <sup>1</sup> La Conférence des présidentes et des présidents des organes de répartition (CPOR) et la Conférence des présidentes et des présidents des organes de répartition du sport (CPORS) sont composées de la présidente ou du président de chacun des six organes cantonaux de répartition, ou à défaut d'une autre personne représentant l'organe. Elles s'organisent elles-mêmes.

<sup>2</sup> Elles ont les attributions suivantes :

- a) elles s'efforcent d'harmoniser les pratiques des organes cantonaux de répartition par l'adoption de conditions-cadre;
- b) elles statuent sur le caractère cantonal, romand ou national des demandes qui leur sont présentées;
- c) elles examinent les demandes à caractère romand et national et formulent une proposition d'attribution aux organes de répartition;
- d) elles adressent chaque année à la commission de contrôle interparlementaire un rapport détaillé sur leur activité.

**Art. 15** <sup>1</sup> Sont considérées comme attributions romandes les contributions allouées à des organisations déployant leur activité d'utilité publique au bénéfice d'au moins quatre cantons romands ou dont le rayonnement intercantonal est reconnu.

<sup>2</sup> A l'exclusion de la part de bénéfice attribuée à la FSES selon l'article 6, lettre i, sont considérés comme attributions nationales les contributions allouées à des organisations déployant leur activité d'utilité publique dans la majorité des cantons suisses ou dont le rayonnement national est reconnu. La CPOR et la CPORS tiennent compte, pour l'octroi de dons nationaux, des décisions prises par les organes de répartition compétents en Suisse alémanique et au Tessin.

<sup>3</sup> Il ne peut y avoir d'octroi de contributions destinées à des entités établies hors de Suisse.

<sup>4</sup> Les attributions romandes ou nationales requièrent l'accord unanime des six organes de répartition représentés à la CPOR et à la CPORS.

<sup>5</sup> Dans l'examen des demandes et pour établir leurs propositions d'attribution, la CPOR et la CPORS se fondent sur les règles et critères énoncés aux articles 16 à 22 ci-dessous.

<sup>6</sup> Pour la CPOR, le total des attributions romandes et nationales ne peut, par exercice comptable, excéder 10 % du montant total mis à disposition des organes de répartition (culture et autres domaines) par la Loterie Romande. En fonction du volume et de la pertinence des demandes, ce taux peut être exceptionnellement porté à 12 %, sous réserve de l'accord des six organes de répartition.

<sup>7</sup> Pour la CPORS, le total des attributions romandes et nationales ne peut, par exercice comptable, excéder 5 % du montant total mis à disposition des organes de répartition (sport) par la Loterie Romande. En fonction du volume et de la pertinence des demandes, ce taux peut être exceptionnellement porté à 7 %, sous réserve de l'accord des six organes de répartition.

## **CHAPITRE VIII : Procédure et critères d'attribution des contributions**

**Art. 16** La part annuelle de bénéfice de la Loterie Romande revenant à chaque canton signataire et à ses organes de répartition est répartie selon les pourcentages suivants :

- a) 50 % au prorata de la population du canton selon les statistiques les plus récentes de l'Office fédéral de la statistique ;
- b) 50 % au prorata du PBJ réalisé sur le territoire de chaque canton.

**Art. 17** <sup>1</sup> Conformément à l'article 125, alinéa 1, LJAr, les bénéfices de la Loterie Romande ne peuvent être affectés qu'à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif, tels que l'action sociale, les personnes âgées, la santé, le handicap, la jeunesse, l'éducation, la formation et la recherche, la culture, la conservation du patrimoine, l'environnement et le sport. Les bénéfices peuvent également être dévolus au domaine promotion, tourisme et développement pour autant que les activités à soutenir soient de nature culturelle, éducative ou promotionnelle, ainsi qu'au domaine de l'aide humanitaire et de la promotion des droits humains, prioritairement pour les activités déployées en Suisse.

<sup>2</sup> Ne peuvent être considérées d'utilité publique que des activités qui contribuent au bien commun, ne poursuivent pas de but lucratif et ne présentent pas un caractère politique ou confessionnel prépondérant.

<sup>3</sup> Les bénéfices de la Loterie Romande ne peuvent être affectés à compenser durablement un désengagement des pouvoirs publics ou à l'exécution d'obligations légales.

<sup>4</sup> Ils doivent servir prioritairement à des projets profitant au public des cantons romands.

**Art. 18** <sup>1</sup> Les bénéficiaires sont en principe des organisations dotées de la personnalité juridique et ne poursuivant pas de but lucratif.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, des contributions peuvent toutefois également être versées à des personnes physiques, notamment dans le domaine sportif, y compris le sport-handicap. De même, des contributions peuvent exceptionnellement être attribuées à des sociétés ou organisations à but lucratif pour des projets spécifiques qui ne poursuivent pas de but lucratif. La décision peut être assortie de charges et de conditions.

**Art. 19** <sup>1</sup> Les bénéficiaires ne peuvent utiliser les contributions que pour l'objet de leur requête et aux conditions fixées dans la décision d'attribution. Tout changement d'affectation doit faire l'objet d'une autorisation expresse accordée par l'organe de répartition.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires doivent fournir spontanément et en temps opportun les pièces justificatives de l'utilisation de la contribution accordée.

<sup>3</sup> Les contributions accordées ne peuvent en principe pas :

- a) servir à garantir ou à couvrir un déficit ni à assurer la charge de fonctionnement ordinaire du requérant;
- b) être accordées à des organisations qui redistribuent une part prépondérante de l'aide sollicitée à d'autres organisations ou à des particuliers; sont toutefois exceptées les associations faîtières;
- c) constituer à elles seules le financement total du projet.

**Art. 20** <sup>1</sup> Les requérants adressent leur demande à l'organe de répartition du canton où l'activité se déroulera ou auquel elle profitera en priorité, sous réserve des projets intercantonaux ou nationaux selon l'article 15 ci-dessus.

<sup>2</sup> La demande comprend une description précise du projet, un budget détaillé et un plan de financement, ainsi que les derniers comptes et bilans révisés de l'organisation demanderesse.

**Art. 21** <sup>1</sup> Il n'existe pas de droit à l'octroi d'une contribution.

<sup>2</sup> Les organes de répartition statuent en toute indépendance sur les demandes de contribution qui leur sont adressées.

<sup>3</sup> Les organes cantonaux de répartition décident des contributions et de leur montant en s'appuyant sur les critères suivants :

- a) l'impact du projet en termes d'utilité publique, notamment son caractère unique, singulier, novateur ou durable;
- b) une appréciation qualitative du projet et de la capacité générale du requérant à assurer sa réalisation;
- c) la situation financière de l'organisation demanderesse et son implication ou celle d'autres sources de contributions dans le financement du projet;
- d) l'économicité du projet et la fiabilité des estimations et devis.

<sup>4</sup> Les cantons peuvent prévoir des critères plus détaillés par voie réglementaire.

<sup>5</sup> Les organes de répartition veillent, ce faisant, à assurer autant que possible une égalité de traitement entre les demandes.

<sup>6</sup> Les organes cantonaux de répartition tiennent compte de la qualité des justificatifs fournis par le demandeur pour d'éventuelles contributions obtenues dans le passé.

<sup>7</sup> Les cantons peuvent prévoir que les décisions des organes de répartition sont soumises à approbation du Conseil d'Etat.

<sup>8</sup> Les décisions des organes de répartition relatives aux contributions sont définitives.

**Art 22** <sup>1</sup> La décision d'octroi d'une contribution peut être révoquée et le remboursement exigé si les conditions de son octroi ne sont plus remplies ou si le bénéficiaire ne respecte pas, d'une quelconque manière, les conditions de la décision ou la réglementation applicable.

<sup>2</sup> Lorsque la décision d'octroi fait l'objet d'une ratification par le Conseil d'Etat selon le droit cantonal, sa révocation doit également être ratifiée par le Conseil d'Etat.

## **CHAPITRE IX : Incompatibilités**

**Art. 23** <sup>1</sup> Les membres en activité des gouvernements des cantons signataires ne peuvent pas :

- a) être sociétaires de la Loterie Romande et siéger à son assemblée générale;
- b) siéger au conseil d'administration de la Loterie Romande;

c) siéger au sein des organes cantonaux de répartition.

<sup>2</sup> Un membre d'un organe de répartition ne peut pas être simultanément membre du conseil d'administration de la Loterie Romande.

## **CHAPITRE X : Règlement des litiges**

**Art. 24** <sup>1</sup> Les cantons signataires s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution de la présente convention.

<sup>2</sup> S'ils n'y parviennent pas, le litige sera porté devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois.

## **CHAPITRE XI : Commission de contrôle interparlementaire**

Composition

**Art. 25** <sup>1</sup> Les cantons signataires instituent une commission de contrôle interparlementaire inspirée du chapitre 4 de la CoParl<sup>6</sup> afin de mettre en œuvre un contrôle interparlementaire des organes intercantonaux institués par la présente convention.

<sup>2</sup> La commission interparlementaire est composée de trois membres par canton signataire, désignés par le parlement de chaque canton selon la procédure qu'il applique à la désignation des membres de ses propres commissions.

<sup>3</sup> Elle élit une présidente ou un président et une vice-présidente ou un vice-président en son sein pour une année. L'élection a lieu au premier tour à la majorité absolue et au second tour à la majorité relative. Les deux membres choisis doivent appartenir à des délégations de deux cantons différents.

- Fonctionnement **Art. 26** <sup>1</sup> La commission interparlementaire se réunit aussi souvent que le contrôle interparlementaire coordonné l'exige, mais au minimum une fois par an.
- <sup>2</sup> Elle prend ses décisions à la majorité des membres présents.
- <sup>3</sup> Elle est conduite par la présidente ou le président ou, en cas d'absence, par la vice-présidente ou le vice-président.
- <sup>4</sup> Pour le surplus, la commission s'organise librement.
- Tâches **Art. 27** <sup>1</sup> La commission interparlementaire est chargée du contrôle interparlementaire coordonné des organes intercantonaux institués par la présente convention, à savoir :
- a) la Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA);
  - b) la Conférence des présidentes et des présidents des organes de répartition (CPOR);
  - c) la Conférence des présidentes et des présidents des organes de répartition du sport (CPORS).
- <sup>2</sup> La commission interparlementaire examine le rapport annuel et les comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent visés à l'article 5, lettre f, de la convention sur les jeux d'argent, qui lui est transmis par la CRJA. Elle peut communiquer des observations à la CRJA.
- <sup>3</sup> Les tâches de la commission de contrôle interparlementaire portent sur le contrôle d'un point de vue stratégique et général. Une attention particulière est portée aux enjeux suivants :
- a) la politique de protection des mineurs et de la population selon l'article 3, alinéa 1, lettre c;
  - b) l'accomplissement des tâches de la CRJA définies à l'article 6, alinéa 2, lettres h à j.
- <sup>4</sup> La CRJA est tenue, sur requête écrite de la commission de contrôle interparlementaire, de transmettre à celle-ci toute pièce utile en sa possession et de lui fournir tout renseignement nécessaire en rapport avec la présente convention. Le droit fédéral reste réservé.
- <sup>5</sup> La commission de contrôle interparlementaire adresse une fois par année aux parlements des cantons signataires un rapport sur les résultats de son contrôle.

## CHAPITRE XII : Dispositions finales et transitoires

**Art. 28** <sup>1</sup> La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> La CRJA procédera à une évaluation de l'application de la convention dans les cinq ans dès son entrée en vigueur. Sur la base de son évaluation, elle proposera les adaptations de la convention qui paraissent nécessaires.

<sup>3</sup> Chaque canton peut dénoncer la présente convention pour la fin d'une année, mais au plus tôt à la fin de la dixième année suivant son entrée en vigueur, sur préavis reçu par les autres cantons au moins deux ans avant le terme. La convention reste en vigueur pour les autres cantons signataires.

**Art. 29** La présente convention abroge et remplace les conventions relatives à la Loterie Romande (numérotées 1 à 9) et leurs avenants.

**Art. 30** La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour autant qu'au moins deux cantons l'aient adoptée.

**Art. 31** <sup>1</sup> Les cantons signataires adaptent leur législation de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la présente convention au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2021.

<sup>2</sup> Les décisions prises par les organes cantonaux de répartition après l'entrée en vigueur de cette convention, mais avant l'adaptation de la législation cantonale, sont régies par l'ancien droit.

Ainsi conclue à Berne, le 29 novembre 2019

suivent les signatures

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 111.1](#)

3) 1<sup>er</sup> janvier 2021

4) [RS 935.51](#)

5) [RS 935.511](#) et [RS 935.511.1](#)

6) [RSJU 111.190](#)

7) [RSJU 935.590](#)